UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXVIIe ANNÉE. — QUATRIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXVIIe ANNÉE. — QUATRIÈME PÉRIODE

TOME CENT TRENTE-NEUVIÈME

40160
6/10/97

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1897

AP
20
R5
pér. 4
t. 139

JEAN D'AGRÈVE

TROISIÈME PARTIE (1)

QUARTS DE NUIT

Port-Cros, 31 décembre 1883. — L'année meurt. C'est l'heure de recueillement où j'ai fait tant de fois le bilan de la défunte, en achevant un de ces cahiers; l'heure où je jetais le loch pour mesurer l'espace parcouru. La ligne de loch enregistrait toujours même résultat : vitesse progressive de la fuite dans le vide.

Je m'étais demandé souvent, durant les longues traversées : Y a-t-il quelque part une fuite du sentiment dans l'infini, pareille à notre course sur la mer, à cette progression constante sur un même élément illimité? — Oui, ce rêve peut être réalisé; je le crois aujourd'hui, après l'examen qui a porté sur l'année climatérique de ma vie. Elle a fait surgir pour moi de cette mer, dans une gloire de lumière, comme la déesse adorée des anciens peuples, l'apparition qui me cloua sur le pont de la *Triomphante;* avec le pressentiment obscur d'abord, bientôt formel et certain, que mon âme ne m'appartiendrait jamais plus.

Je viens de relire ce journal de notre vie pendant les derniers mois; j'ai relu ensuite les lettres qu'elle m'écrivait, lorsque les circonstances nous séparaient momentanément. Je n'y retrouve pas l'ombre d'un désenchantement passant sur l'un de nos deux

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre 1896.

cœurs. Partout elle m'a donné des raisons nouvelles et différentes de la chérir. A Luchon, où les jours d'été nous furent si doux; à Biarritz, où j'ai pu la rejoindre à l'automne; à Paris, où je vivais caché près d'elle, pendant cette maladie de sa mère qui a retenu Hélène loin de la villa d'Hyères, partout et toujours elle s'est montrée la même, oublieuse de tout ce qui n'est pas son amour, toute mienne au milieu de la foule comme dans la solitude de nos bois de Port-Cros. Je l'accompagnais, de mauvaise grâce d'abord et avec une jalousie alarmée, dans ces casinos des villes d'eaux où sa beauté faisait sensation; les hommes s'empressaient autour d'elle, quelques-uns s'attachaient à ses pas avec l'insistance qu'autorise la facilité des liaisons dans la vie en commun des stations thermales. Les plus entreprenans s'écartaient bientôt, découragés par cette perpétuelle absente. Elle a désappris les plus innocentes coquetteries; elle n'aperçoit même pas les soupirans qui s'efforcent d'attirer son intérêt; elle n'a pour aucun d'eux cette lueur rapide d'attention dans le regard, ce souci de faire valoir sa personne par une attitude, ce besoin de plaire à l'homme et de l'influencer, instinct survivant chez les meilleures, chez les plus vertueuses, et où reparaît le ferment d'infidélité qui est au fond de leur sexe, l'irrémissible atavisme de la bête primordiale, de l'Ève curieuse.

Jamais femme n'a plus complètement donné à un homme la certitude délicieuse qu'il existe seul pour elle, entre des êtres d'une autre espèce qui ne comptent pas. Je ne l'ai vu tentée par aucun des plaisirs dont il serait si naturel qu'elle eût le goût, à son âge; tout lui est corvée loin de moi, tout lui est plaisir avec moi, la promenade dans un jardin banal, l'isolement à deux dans la prosaïque activité des quartiers populaires, à Paris. Nous nous étions refait un désert dans la foule, un îlot préservé au milieu de cette mer. Nous regrettions notre libre paradis de soleil; et c'est pourtant au plus épais de ces cohues parisiennes que nous avons le mieux senti notre appartenance mutuelle. Ici, quelque chose de notre amour se disperse dans la beauté des aspects, dans la familiarité des lieux; là-bas, nous le retirions tout entier en nous-mêmes, foyer d'autant plus brûlant qu'il ne rayonnait rien de sa chaleur au dehors. Que de fois, sur les larges ponts, au crépuscule d'hiver, dans le coudoiement des durs inconnus, dans le flot de ces figures lasses qui reviennent de la tâche quotidienne, alors que s'allument en aval et en amont les myriades de feux rouges

ou jaunes qui piquent tristement l'obscurité naissante, alors que l'eau du fleuve semble plus noire de toutes les peines qu'elle reflète, que de fois nous nous sommes serrés plus étroitement l'un contre l'autre, avec la même pensée jaillie de nos deux cœurs au même instant : aimer plus fort, dans le grand froid de cette humanité indifférente, hostile; comme on ajoute des bûches au feu quand la neige fouette les vitres de la maison close.

Partout nous avons passé, étrangers à ce monde, réfugiés l'un en l'autre. Rien n'a distrait le regard d'Hélène, ce regard long comme la constance, toujours attaché sur le mien. Nos intelligences unies se sont arrêtées sur tous les sujets, avec les mêmes appréciations des hommes et des choses. L'esprit de mon amie s'ouvrait à tout ce qui intéresse le mien; j'y admirais chaque jour davantage la grâce et la force. Elle saisit et rend d'un mot l'idée maîtresse du livre qu'elle lit, le sens profond de l'événement qui sollicite nos réflexions; et cette raison qui s'affermit laisse intact le don féminin, le don charmant, l'imagination du cœur. Quelles trouvailles du génie amoureux dans les enfantillages de sa tendresse! Je me rappelle, — comment ai-je négligé de le consigner sur ces feuillets? — un trait exquis entre cent autres. C'était à Paris, un de ces vilains matins de novembre où l'on voit l'envers noir de toute chose. Nous avions fait des courses ensemble, je la reconduisais à son hôtel. Dans la rue où nous marchions, une porte cochère était drapée de deuil, un cercueil attendait sous les tentures le convoi qui allait l'emporter. Je remarquai la lettre d'argent appliquée sur le baldaquin : un A, l'initiale de mon nom. J'en fis l'observation, par une de ces boutades méchantes et mendiantes qui effrayent l'aimée pour solliciter d'elle un regard plus tendre. Au bout de la rue, je quittai ma compagne; elle n'avait plus que quelques pas à faire avant de regagner sa demeure. Je rebroussai chemin, j'entrai dans un magasin où je ne sais quelle emplette me retint un moment. Comme je sortais de cette boutique, je fus tout étonné de revoir Hélène, venant à ma rencontre sur le trottoir : pourquoi n'était-elle pas rentrée chez elle, pourquoi avait-elle refait une seconde fois ce trajet?

— Vous avez perdu quelque chose? lui demandai-je.

Elle sourit, avec la rougeur légère d'une enfant surprise en faute.

— Moquez-vous de ma superstition, fit-elle; mais je suis retournée sur nos pas pour repasser devant cette porte : j'ai de-

mandé au ciel de détourner sur moi la menace que cette lettre de votre nom semblait suspendre sur vous. J'ai voulu aspirer le vent de mort qui sortait de cet endroit, afin qu'il n'en restât rien pour vous quand vous redescendriez la rue.

Paris me réservait la plus délicate épreuve du sentiment, celle qui pour moi fut toujours décisive, et toujours meurtrière de mes illusions : la musique entendue auprès de la femme à qui l'on rapporte toutes les émotions. Ah! cette route de l'infini sur laquelle on part ensemble, comme on y laisse vite derrière soi celles qui ne peuvent pas suivre! Combien de cœurs ont connu par cette épreuve leur impuissance à se combler mutuellement! Deux êtres croient, ils se sont dit mille fois qu'ils avaient la même mesure pour toutes les sensations. Ils entrent dans une salle de concert ou d'opéra; blottis au fond de la loge, ils se tiennent les mains, heureux de se sentir à l'unisson, comme ces instrumens accordés, pour toutes les résonances qu'éveilleront en eux Beethoven et Mozart, Schumann et Weber. Ou bien c'est l'imprudente qui s'assoit au piano, ses doigts évoquent le monde mystérieux endormi sur les touches d'ivoire. Une plainte passe qui appelle loin, très loin; du brusque coup d'aile de l'oiseau de mer qui part, l'une de ces deux âmes s'enlève sur l'océan sans horizon; elle monte d'un seul essor, dans le vertige de l'abîme, elle atteint d'un bond les limites des forces humaines; un voile s'entr'ouvre un instant sur le ciel et se referme aussitôt, laissant la vision d'un idéal divin qu'on ne touchera jamais; une âpre dent mord le cœur, il saigne de tous les regrets du passé, de toutes les déceptions entrevues dans l'avenir. Alors, dans un éclair lucide, cette affreuse révélation : il y a encore quelque chose au delà, au-dessus de la femme qui remplissait l'univers; il y aura de la vie à consumer après elle; elle n'a pas épuisé en nous toutes les félicités, toutes les souffrances possibles. Et si c'est la main aimée qui fait sortir du clavier le démon des vagues désirs, plus poignant encore est le drame intime : l'évocatrice d'infini ne montera jamais où elle nous mène; il ne sera jamais emprisonné par cette main trop courte, l'esprit dévastateur qu'elle suscite dans un sanglot de la mélodie! A partir de cet instant. l'accord parfait est rompu, on a laissé à terre la compagne dépassée, on entrevoit des perspectives où elle n'est plus : l'agonie de l'amour a commencé. Je me souviens d'une créature charmante, que j'ai perdue ainsi à l'adagio de la sonate de Beethoven, op. 24...

Près d'Hélène, j'ai pu l'entendre impunément, l'appel de la Sirène qui tue ses faibles sœurs mortelles. Si haut que l'harmonie m'emmenât, je sentais toujours à côté de moi le vol égal de l'aimée; si lointaines que fussent les perspectives ouvertes par la clef magique, la chère figure était toujours au bout, la chère voix dominait toujours le cri désespéré du génie; elle disait, et j'en demeurais persuadé : « Après moi il n'y a plus rien, au-dessus de moi il n'y a plus de ciel! »

... Depuis bientôt un an, je pense et sens ainsi. Suis-je donc le même homme? Serions-nous une exception aux lois qui régissent le monde sentimental? Certes, je n'ai pas la fatuité de le croire, pour ce qui me concerne; mais je le crois sincèrement pour Hélène. Grâce à son opération toute-puissante, rien ne subsiste en moi des certitudes traditionnelles, du legs de la longue sagesse humaine, vérifié et confirmé par mes propres expériences. D'après la façon dont elle s'est donnée, on devait prévoir de son côté un caprice violent et rapide; du mien, toutes les défiances, toutes les exigences, et la prompte lassitude d'un bonheur si facilement acquis. Vaines prévisions! Tout les a démenties. Loin de s'affaiblir dans l'habitude, notre passion dure et s'accroît. Nous ne sommes pas esclaves de cette morne fidélité qui retient souvent deux cadavres dans les liens où il n'y a plus que le simulacre de la vie du cœur : fidélité gardée par un prolongement d'illusion, par horreur du néant, par un détour subtil de l'orgueil qui ne veut pas s'avouer vaincu dans l'usure commune de toutes les sensations, de toutes les joies, de toutes les volontés.

Où ai-je donc lu cette mélancolique parole du Bouddha? Le jeune prince était dans sa demeure enchantée, triste et tout songeur; la belle Vasodhâra lui demandait en soupirant à quoi il pensait; Siddartha répondit : « A quoi je pense? Je me demande comment l'amour pourrait échapper à son meurtrier, le Temps. » — Le secret que ce dieu cherchait en vain, nous l'avons trouvé. Autour de nous, comme autour des autres êtres, tout parle de la fuite du temps; les horloges la disent dans les rues des villes, les astres ne roulent au firmament que pour la marquer; il semble que l'univers soit occupé à mesurer cette fuite éternelle, à la mesurer plus rapide pour les heureux. Nous en souffrons, Hélène et moi, à la veille des séparations temporaires; nous ne la sentons pas au dedans de nous; elle n'existe pas pour nos âmes, pacifiées dans une confiance inaltérable. L'autre soir, à Toulon,

comme je passais devant un monument public, je voulus prendre l'heure; le cadran lumineux était éteint, l'heure y cheminait invisible, et je pensai que c'était là une exacte figure de la marche du temps pour nous deux.

Il va ramener des jours qui défient toute comparaison dans mon souvenir. Nous prétendons bien les ressusciter. L'Ile d'Or reverra sa Dame, après une longue absence. Pour la première fois de ma vie, je ne redoute pas cette périlleuse épreuve, le recommencement du même rêve aux mêmes lieux. Hélène est revenue depuis une semaine à la villa des Cyprès : quelle joie enfantine dans ses yeux, lorsqu'ils ont réfléchi de nouveau la lumière de notre mer, de cette mer qu'elle appelle avec le poète « la belle limite bleue d'un monde mauvais! » J'avais devancé mon amie d'une huitaine de jours, à l'expiration de mon congé; mes affaires de service réglées à l'Arsenal, j'ai cinglé sur Port-Cros, pour donner l'alerte et fleurir la maison. Ils sont tous ragaillardis de la bonne nouvelle! Jorioz prépare des flacons de myrte selon une recette perfectionnée; Zourdan bêche ses plates-bandes; Savéû reprise la voile rose; sa bru, la femme de l'*innocent* qui a perdu la raison dans un coup de mer, fourrage avec les filles de la ferme tout ce qui reste dans la vallée de violettes et de fleurs d'hiver. Après-demain, Hélène viendra fêter à l'île le renouveau de notre jubilé d'amour. Elle y rapportera le même cœur, son cœur candide, fier et de pur parfum, comme un romarin de la haute montagne. J'irai la prendre au Lavandou. Ah! je suis bien sûr d'éprouver et de retrouver chez elle toutes les émotions du premier de ces voyages : même impatience, même angoisse à l'idée d'un empêchement possible, même trouble délicieux quand sa robe fera dans le petit chemin son bruit de caresse, même extase quand je m'abattrai à ses pieds dans notre maison, même surprise du don divin quand elle me livrera sa beauté. J'aurais été séparé d'elle pendant des années que cette heure ne me semblerait pas plus paresseuse à venir!

HÉLÈNE A JEAN

« *Du Sémaphore, 1er janvier 1884.*

« Ne m'attendez pas. Venez vite à Hyères. Urgence. »

QUARTS DE NUIT

2 janvier. — Au reçu du message alarmant, j'ai mis à la voile : j'ai compté des siècles sur la mer et sur la route d'Hyères, jusqu'au moment où la grille de la villa s'est ouverte devant moi.

A la place où elle me reçut il y a dix mois, sous les cyprès festonnés de roses, Hélène m'attendait, les traits pâlis par une nuit d'insomnie, les yeux agrandis par une vision d'angoisse. D'un geste accablé, elle me tendit une lettre au timbre de Russie.

C'était un billet bref et pressant d'une sœur de son mari. « Une attaque de douleurs hépatiques, écrivait cette personne, a failli emporter mon frère. Le danger est conjuré pour l'instant; mais il peut revenir d'un jour à l'autre, tout nous fait craindre des complications. Mon frère ne cesse de manifester son vif désir de vous revoir; il ne peut encore écrire, il m'ordonne de le faire à sa place pour presser votre retour. Vous le trouverez bien changé de toutes façons. Les raisons qui pouvaient rendre votre séjour ici difficile et pénible ont disparu. Vous sachant rassurée aujourd'hui sur la santé de votre mère et délivrée de tout souci à cet égard, je ne doute pas de la décision que vous dictera votre cœur. Nous vous attendons au plus tard le 3/15 de janvier : c'est le jour fixé pour une consultation où le célèbre Botkine a promis de venir. J'irai au-devant de lui jusqu'à Vilna; j'aurai certainement la consolation de vous retrouver dans cette ville et de vous ramener avec le docteur. Veuillez m'aviser par télégramme. »

La lettre tomba de mes mains. Le regard d'Hélène et le mien se croisèrent, se pénétrèrent, demeurèrent longuement liés, sans que nos bouches trouvassent une parole. Quels mots eussent exprimé le tourbillon de pensées et de sentimens qui passa en quelques secondes dans ces regards? Douleur, terreur, espoirs inavoués et inavouables, irrésolutions, supplications, tous les mouvemens contradictoires de nos cœurs bouleversés se communiquaient de l'un à l'autre, avec une précision et une rapidité que le langage n'égalera jamais.

Je trouvai enfin la force de parler.

— Ainsi, vous allez partir?

— Que faire? Votre volonté, toujours. Ordonnez. Que feriez-vous à ma place?

Je restai muet.

Hélène se leva. Du même geste qui me l'avait donnée, en

ce même lieu consacré, elle vint à moi; ses mains s'abattirent sur mes épaules, sa tête s'inclina, ses yeux éperdus versèrent toute son âme dans les miens, et des lèvres rapprochées à toucher mon front, ces mots jaillirent, lents et volontaires :

— Mon Jean bien-aimé, ici je vous ai dit : « Aimez-moi, je suis toute à vous pour toujours. » Je te redis aujourd'hui : « Aime-moi plus, puisque je vais plus souffrir. » Je suis toute tienne, uniquement tienne. Si tu me veux telle que je suis, garde-moi, j'oublierai tout ce qui n'a jamais existé pour mon cœur, je briserai les derniers liens qui me rattachaient au passé, je mettrai sous tes pieds les dernières conventions qui me protégeaient encore aux yeux du monde. Ton amour me tiendra lieu de tout. Mais si tu me préfères meilleure et purifiée par le sacrifice, ordonne que je subisse cette épreuve.

Je ne te parlerai pas des devoirs que cette lettre me rappelle; je ne me connais de devoirs qu'envers toi, mon créateur et mon maître. Envers toi, j'ai le devoir de grandir pour être moins indigne de ton amour. J'ai tant appris à ton école, je voudrais tant me hausser jusqu'où tu me vois, quand tu me pares de ton idéal! On grandit par la souffrance et par la bonté. J'irai souffrir loin de toi, pour toi. Je tâcherai d'être bonne, même pour ceux qui ne me sont rien, puisqu'ils semblent avoir besoin de moi, puisque le sort aveugle a marqué là ma mission de pitié. Peut-être va-t-il me libérer, me rendre à toi, au bonheur parfait. Ce serait horrible de le désirer : si cette pensée a traversé mon cœur de pauvre créature humaine, accablée sous un poids trop lourd, Dieu me la pardonnera. Je la repousse comme ces tentations viles contre lesquelles nul de nous n'est défendu. Je voudrais ne devoir la libération qu'à mon effort, à de nouvelles luttes, à de nouvelles douleurs. Cet effort toujours différé, depuis que je t'en parle, par ma lâcheté à m'éloigner de toi, que ne l'ai-je fait plus tôt? Je le ferai, aussitôt passée la crise qui resserre pour un temps ma chaîne. Ah! je connais assez ceux qui me rappellent! Dès que ma présence ne leur paraîtra plus une obligation de convenance, ils ne se mettront guère en peine de me retenir; ou bien ils auraient étrangement changé! Je trouverai alors la force d'agir, je revendiquerai ma liberté définitive et le droit de reconstruire ma vie : je ne reculerai devant rien pour m'arracher à mon odieuse servitude. Oh! vois-tu, cette dissimulation m'étouffe, cette incertitude du lendemain me tue, il faut en finir à tout prix. Quoi qu'il

arrive, je te promets de revenir prochainement, et de revenir libre, tienne, entièrement tienne. Maintenant, donne-moi du courage, je n'en ai plus : te quitter ainsi, c'est trop affreux!

Elle s'affaissa sur mon épaule. Je l'entraînai dans son cabinet de la villa. Un violent combat se livrait en moi. Avais-je le droit, pour m'épargner une douleur, de sacrifier celle que j'aimais si fort, de condamner aux plus humiliantes déchéances celle que je plaçais si haut? Aurai-je moins de vaillance que ma pauvre blessée? Comme elle, je voyais trop clairement la nécessité de composer avec la destinée ennemie, plus puissante que nos volontés. Enfans nous étions, enfans aveuglés par la passion, aux heures d'ivresse et de révolte où nous jetions au monde le défi de notre amour, où nous voulions nous persuader qu'il suffisait d'ignorer ce monde pour le vaincre. Elle nous ressaisissait dans son engrenage, l'implacable machine, organisée pour broyer les singularités qui tentent d'échapper à ses prises!

Cette généreuse Hélène, venue à moi avec son cœur vierge, avec son imprudence d'enfant, prête encore à se perdre irréparablement sur un signe de mon désir, pouvais-je faire d'elle une aventurière, la vulgaire déclassée condamnée à vivre sans nom, sans personnalité morale, sans indépendance matérielle, objet de risée et de mépris pour tous, à peine distincte de la fille entretenue qui suit le caprice de son maître? Non, la lourde machine était plus forte que nous. Il fallait se laisser broyer.

Et nous nous attardions là, dans le petit salon des premières caresses, comme à l'aube radieuse de notre amour, au départ sur la belle mer d'espérance qui couvrait d'un éblouissement de lumière les écueils prochains. Nous traînions là, échangeant les paroles irrésolues, combinant et rejetant les projets contradictoires, abîmés dans les silences où passait le froid de la cruelle raison, demandant aux baisers, aux étreintes, un courage qui se fondait en leur triste douceur. Les secondes tombaient de l'horloge, hâtives, avec un bruit de gouttes d'eau acharnées à creuser une dalle de sépulcre. La beauté du soir, qui avait enchanté pour nous tant d'heures pareilles, descendait impassible sur la douleur qu'elle n'apaisait pas. Dans l'encadrement de la fenêtre, l'île d'Or apparaissait en des lointains de rêve, toute charmante, irréelle, décroissant comme en une fuite sous les ombres qui l'abolissaient.

— Hélène, encore quelques heures pour elle, par pitié! Est-il possible que tu partes sans lui dire adieu?

— Adieu à l'île! Jamais! Au revoir, seulement. Vive ou morte, j'y reviendrai avant peu, je te le jure sur tout ce qui a été. Mais cette fois, comment y trouverions-nous encore le temps du bonheur? Demain, je dois conduire ma mère à Nice, chez la parente qui veillera sur elle pendant mon absence. Elle voulait m'accompagner là-bas, je m'y suis opposée : je lui promets de l'appeler dès que la saison rigoureuse prendra fin, aux premiers beaux jours. Mais tu devines ma pensée : c'est moi qui viendrai la rejoindre, moi qui invoquerai cet impérieux motif pour m'enfuir plus vite. — Après-demain... Les préparatifs indispensables à Paris... Fais le calcul des jours inexorables : ils ne m'accordent plus le droit d'être heureuse.

— Hélène, un jour seulement, un jour de grâce!

Elle faiblit. Il a été convenu que je reviendrai la chercher après-demain, à son retour de Nice, et que je la ramènerai le jour suivant, pour le départ du train de Paris.

4 janvier. — La mer, la mer amie et maternelle s'est tournée contre nous, elle aussi. Elle s'est levée ce matin sous un coup de vent, elle était déjà très dure quand j'amenai le *Souvenir* aux Salins. A peine l'avais-je mis à l'abri, le grain creva : un tourbillon de neige s'abattit sur le littoral; en quelques instans, le morne tapis blanc se déroula des montagnes au rivage. Hélène arriva quand même sur le môle, à l'heure fixée.

— Vous le voyez, dit-elle en descendant de voiture, c'est ma geôlière du pays d'exil qui réclame sa victime; elle est venue me saisir jusqu'ici.

La mer n'était plus maniable; repasser à Port-Cros, il n'y fallait pas songer. Nous avons repris tristement la route d'Hyères. Il était écrit que je n'aurais pas la joie de ramener mon amie au paradis perdu.

Paris, 10 janvier. — J'ai accompagné Hélène jusqu'ici; je viens de la conduire à la gare où l'arrachement de nos âmes et de nos chairs s'est consommé. Qui dira ce qu'il y a d'horreur flottante sur une grande gare, de souffrances incrustées aux murailles nues, aux trottoirs boueux, aux ferremens brutaux de cette salle de torture? Expressive figure de la vie, de notre vie moderne, avec son affairement cupide, sa promiscuité de joies et de peines, ses bruits stridens qui martèlent la douleur. Combien de cœurs sont

écrasés chaque jour entre ces machines, comme les membres des esclaves attachés à leur service, quand une imprudence jette ces malheureux sous les roues du méchant monstre! Combien de sanglots étouffés sous les yeux indifférens de la foule, dans ce lieu de séparation où il semble qu'on entende sans trêve le déchirement des mille liens qui se brisent au départ des convois! Ah! l'humiliation de se sentir là si petit, si faible, perdu dans ces atomes sans défense contre la Force aveugle qui roule leurs désespoirs! Pourquoi était-elle pareille à toutes les autres, la tombe de fer où j'ai mis mon adorée, l'être unique au monde pour moi? Notre amour n'est-il donc plus un miracle unique?

Elle gardait, ma noble Hélène, ce calme extérieur des grands chagrins qui fait d'elle une divine statue de la souffrance. Ses larmes silencieuses coulaient sous la voilette, sans une convulsion sur son pâle visage; je ne les ai vues sourdre ainsi que de ses yeux, les larmes qui perlent comme une eau d'habitude, épanchée par une antique figure de marbre dans le jardin où la déesse sait qu'elle fut mise pour pleurer. Une dernière fois, de sa voix grave et résolue, elle m'a juré le don irrévocable, promis le retour prochain et la réunion définitive. Je la crois; et pourtant un pressentiment atroce m'étranglait, une voix d'épouvante me disait, me dit encore que je ne la reverrai plus! Une dernière fois, nos mains liées ont transmis de l'un à l'autre tout ce qu'il y avait en nous d'être à donner, de force de vie et d'amour; l'ébranlement du convoi les a descellées, il s'est mis en marche avec cette allure lente, bientôt accélérée, d'une bête de ruse qui emporte sa proie. Il s'éloignait, Hélène passait encore en moi de tout son regard. Quelques secondes, j'ai vu le buste gracieux projeté hors de la portière, dessiné dans la buée des jets de vapeur, sous le jour faux et blafard des lanternes; quelques secondes encore, les ailes noires de sa toque de voyage, s'agitant, diminuant, triste fuite d'un vol de corneilles dans la brume d'hiver. Une locomotive arrivant en sens inverse intercepta brusquement cette dernière relique. Le train s'élança sur la longue voie droite; je l'ai vu devenir tout petit, un point noir qui était encore tout l'univers, puis un léger flocon de fumée, puis rien; rien n'est demeuré; rien qu'un peu plus de facilité à mourir, pour l'homme hébété qui restait là, seul, devant le trou vide dans l'horizon.

... Où allaient-ils d'un pas si pressé, tous ces inconnus qui emplissaient la rue Lafayette? Que cherchent-ils dans cette ville,

puisqu'elle n'est plus là ? J'en ai coudoyé des centaines, en revenant à mon hôtel : pas un ne me parlera d'elle. Que font-ils en ce monde ? Ils avaient tous leur idée fixe empreinte sur leurs traits, ils se hâtaient vers quelque but stupide, ils allaient comme vont les nuages sur la mer, troupe chagrine, les uns devançant les autres sous le fouet du vent qui les chasse et les carde. Des frères ! nous dit-on. Lequel de ces vains fantômes m'apportera une consolation ? Je pensais que c'était drôle d'être là, dans la vie universelle, une petite flamme pâle et tremblante que chaque souffle peut supprimer à chaque minute, sans qu'un seul de ces frères s'en aperçoive. Sur la place de l'Opéra, un homme me heurta avec sa charrette à bras ; il déménageait un grand tableau ; la clarté d'un réverbère donna en plein sur la toile. C'était une vue ensoleillée de la Corniche, un coin d'eau bleue, des orangers, des pins d'Alep : toute une évocation de bonheur, narquoise et falote sous la sale lumière du gaz.

Cette chambre d'auberge est sinistre de banalité. Pas un objet ami, accoutumé. J'ai fait allumer du feu, apporter une lampe. J'écris ceci, pour m'astreindre à une besogne, pour penser moins vite et ne pas penser à vide. — Si du moins sa mère était venue à Paris, elle se lamenterait près de moi, maintenant. Elle ne m'aime pas beaucoup ; mais malgré elle, la vieille femme me serait un peu mère. Est-ce drôle, cela encore, de me souvenir pour la première fois, à mon âge, que tout petit enfant j'étais orphelin ? Allons, allons, Jean d'Agrève, l'homme fort, qui s'est fait une élégance de rester toujours maître de lui ! Imaginons que je suis au feu, devant les hommes de la compagnie, avec une balle dans le corps, souriant pour l'exemple. — Ah ! non, l'imagination est mal choisie : ce serait trop de chance. — Essayons de reculer ce chagrin très loin, dans le passé où sont les autres. Si je pouvais estomper son visage, son souvenir, les reporter aux plans indistincts où pâlissent tant d'autres ombres apaisées ! Non, ce n'est pas la même chose : ce visage et ce souvenir me brûlent, bien vivans, substitués à tout ce qui fut avant eux ; rien ne peut empêcher qu'ils emplissent ma pensée d'une présence douloureuse. — Je vais essayer de lire.

... J'ai pris dans mon sac un des trois ou quatre volumes que j'y avais mis : les livres de viatique, ceux qui me furent toujours de bon secours aux heures de découragement. Mon Dante est venu le premier sous ma main. Je l'ai ouvert à l'aventure, au

chant où le poète donne une si belle définition de Dieu, dans ces vers : « Celui qui ne voit jamais une chose neuve — a produit ce parler visible, — nouveau pour nous, parce qu'il ne se trouve pas ici-bas. » — Mais c'est d'Hélène que cela devait être dit ! Depuis qu'elle est sur cette terre, Dieu a fait et le monde a vu une chose neuve. — J'ai lu posément, avec une attention soutenue. En tournant la page. ce fut un étonnement d'abord, puis une vive satisfaction de constater que *je pouvais* lire : les mots qui passaient sous mes yeux pénétraient dans mon cerveau, s'y coordonnaient avec tout leur sens. Par momens, je prenais même un vrai plaisir à leur beauté. Mais derrière les idées et les images distinctes qui naissaient de la lecture, un autre fil d'idées et d'images confuses se déroulait parallèlement, en un fond plus sensible du cerveau ; je suivais ces deux ordres de pensées, comme le voyageur qui regarde la nuit des paysages fuyans à travers les vitres troubles du wagon, et qui voit en même temps, reflétées sur cette vitre, sa propre figure et les silhouettes des personnes assises dans le compartiment.

Un wagon, c'est bien cela. Sous les idées extérieures évoquées par le livre, ma pensée intérieure demeurait concentrée sur une même vision, un train en partance dans une gare. Je faisais un effort mental pour le retenir, tandis qu'il s'ébranlait, roulait lourdement sur les plaques tournantes entre les disques et les fanaux. Une préoccupation persistante dominait toutes les autres : Quelle heure est-il ? Où est le train, maintenant ? J'ai tiré ma montre pour la remonter; action absurde, dans le chagrin, puisqu'elle nous fait collaborer à l'œuvre du temps, notre bourreau. Dix heures. J'ai jeté le volume de Dante et pris un *Indicateur*... Il est à Compiègne. Il s'arrête dans le silence du hall. A quoi pense-t-elle ? Souffre-t-elle, au moins ? Il repart, les pays passent; nous roulons, des jours, des nuits ; maintenant c'est sur la terre vague qui ne ressemble à aucune autre, qui n'est pas encore sortie du chaos. Du noir, du blanc, pas d'autres couleurs; de maigres sapins, des marais glacés, de la neige ; de la neige, des marais, des sapins, toujours. Les lieux n'ont pas de forme ; une étendue sans relief, sans vie, le silence, le vide, la glauque clarté diffuse de la neige nocturne, l'accablement d'un immense rien. Je vois bien son trajet, je l'ai fait une fois, j'y retrouvais mes sensations habituelles de l'Océan; mais d'un océan mort, d'un océan de lune; la mer, la grande Vivante, est autrement communicative.

Une seule lumière sur tout le pays obscur : là, au fond de ce wagon, les mèches d'or clair qui brillent, emmêlées sur le col dans la noire fourrure du manteau. Pauvre petite âme douce et chaude, comme elle va être transie, esseulée, écrasée sous ce poids de glace, de ténèbres, d'hostile solitude ! Ah ! non, qu'elle ne souffre pas, que je souffre pour deux !

Les images se succèdent ; elles n'ont rien de précis, d'ailleurs, rien de très dur ; elles battent le front comme des marteaux enveloppés de ouate. Une torpeur physique et morale me protège contre l'excès de la douleur. De courtes somnolences suspendent la pensée. Au sortir de ces assoupissemens, l'idée fixe me pique, plus aiguë, morsure d'un serpent engourdi qui relève la tête. La chaleur appesantit l'atmosphère de la chambre. J'ai ouvert la fenêtre : accoudé sur la barre, j'ai cherché du regard le ciel ; comme s'il y avait un ciel à Paris ! Il n'y a que la rue.

Une nuit de janvier sur cette rue morose. Des ténèbres grasses, humides ; les giboulées sillonnent le champ d'éclairage du bec de gaz, en face, semblables à des larmes de catafalque figées sous la lueur jaune d'un cierge. Des passans chétifs, minables, ceux qui sont obligés de sortir, quel que soit le temps ; et ceux-là comptent rarement au nombre des heureux : un souci les pousse, on leur devine un ennui au cœur, un froid de misère aux semelles, dans la boue du dégel. Quelques fiacres se traînent paresseusement ; un omnibus ébranle les murs et le pavé ; trois forts chevaux gris tirent vaillamment la pesante masse ; en se penchant un peu, on se laisserait tout doucement choir, pas de bien haut, sous les pieds de ces chevaux, sous les roues de la machine. Un instant, il m'a semblé que la rue était blanche, des traîneaux y glissaient ; la voix d'un cocher en houppelande sortait d'une grande barbe gelée, elle appelait : « Bârine ! » Je montais, je m'asseyais au coin de la banquette, et sur ce siège étroit, selon l'usage du pays, j'entourais d'un bras la taille de ma compagne, je sentais la chaleur du jeune corps blotti contre le mien, comme au temps de ses chers effrois dans la forêt, quand nous nous attardions le soir à la Vigie, quand elle se pelotonnait sous mon bras au bruit de pas des Piémontais. — J'ai tourné la tête dans la direction du Nord, vers les hauteurs de Montmartre, écoutant s'il ne viendrait pas de là un sifflement de locomotive, un grondement de train. Il y a des trains qui reviennent, pourtant, et je sais de quels coups du cœur elle est capable. Si elle allait entrer !

... Rien... Je jette ici, dans le désordre où elles me viennent, ces pensées, ces images. J'écris ma souffrance. Pourquoi? Pour qui? Oui, je m'étais jadis posé cette règle: observer autour de moi et m'observer dans les émotions, comme je relevais sur le livre de bord les oscillations du compas dans la tourmente; connaître le monde et me connaître moi-même. — Balivernes d'académie! Que connaissons-nous, sinon que nous aimons et souffrons? Elles n'étaient pas sérieuses, les peines que je pouvais étudier de sang-froid : l'esprit s'amusait alors au spectacle du cœur. Aujourd'hui, l'un et l'autre s'en vont à la dérive dans la même débâcle. — Je veux croire que j'écris pour Hélène, comme je le lui ai promis. Notre correspondance sera difficile, contrainte : c'est une affliction ajoutée à toutes les autres. Elle a d'autant plus insisté pour que je tienne un journal minutieux de mes sentimens : « J'y veux lire au retour chaque frisson de votre âme », disait-elle. Lira-t-elle jamais? Non, murmure l'horrible pressentiment : il ne me quitte pas, il prévaut contre toutes les assurances, contre tous mes raisonnemens.

A cette place, sur cette rosace du tapis, ses pieds se sont posés pour la dernière fois. Voilà tout ce qui me reste de la fleur vivante et du monde qu'elle animait! Tout désormais est vain, sans but et sans raison; tout, sauf de coller mes lèvres sur cette poussière et d'y pleurer!

... J'ai lourdement dormi sur le divan. Mes yeux se rouvrent sur ces papiers. L'aube louche a paru. S'il pouvait se prolonger, l'éclair lucide du réveil, la seconde d'équilibre parfait où l'on juge la vie comme du dehors, avant la rentrée en nous de la douleur! La vie et la douleur ont donné l'assaut immédiat, j'ai repris conscience de mon mal. La plaie se rouvre avec les paupières; elle est ce matin plus profonde et plus cuisante. Il doit être déjà si loin, le train qui me l'emporte! J'aperçois devant moi cette longue suite de journées vides, l'inutile chapelet de plomb dont il faudra égrener machinalement les grains ternes et froids. Oh! les réveils dans la tiède lumière, à Port-Cros, la fenêtre entre les géraniums, l'heure de l'apparition! Allons, forçat, recharge le poids du jour.

JEAN A HÉLÈNE

« Port-Cros, le 20 janvier.

« Je rentre dans la pauvre maison hantée, mon amie. J'y rapporte le peu de moi dont j'ai encore conscience. Je suis dépouillé

de ma substance, de ma raison d'être, d'agir, de respirer. Des paquets de lettres, de journaux, sont là sur ma table : je ne puis me résoudre à les lire; vous seriez satisfaite et effrayée de mon indifférence pour tout ce qui n'est pas ma vie intérieure, de mon éloignement pour tout ce qui m'en distrait. Sans vous, le monde est une énigme farouche.

« L'inutile beauté de notre île me pèse. Je suis ici comme un miroir sans tain : les images le traversent sans s'y arrêter, elles vont chercher plus loin le fond solide qui les réaliserait, il est absent. Douceur du souvenir ou volupté de la souffrance, je ne sais moi-même ce que je viens demander à cette solitude pleine de vous. J'y suis revenu d'instinct, pour y chercher votre ombre adorée sur les choses, la trace de vos pieds sur chaque pierre du chemin. Par instans, je vous vois réellement aux places accoutumées : vous marchez devant moi dans la bruyère, entre les pins inclinés dont les reflets sombres tremblent sur vos épaules, toute de marbre rose et vivant sous la couronne d'or, toute sculptée en grâce sur le fond bleu de la mer. Vos paroles remontent dans ma mémoire une à une, comme remontent au ciel des hirondelles qui s'étaient posées sur un vieux mur. Toute autre parole me blesse; votre main pourrait seule guérir la plaie qu'elle a faite; seule, vous avez des mains assez légères pour toucher un cœur blessé sans l'endolorir. Je passe perpétuellement en revue toutes ces journées vécues en commun; et tout ce que j'y revois, tout ce que j'y réentends est si bien selon moi, que je me demande comment j'ai pu vivre auparavant, hors de mon atmosphère naturelle. Mesurez ma peine actuelle au besoin que j'avais de vous, et ma tendre fidélité à la violence de cette peine.

« Écrivez, si vous m'aimez, écrivez souvent, beaucoup. Racontez tout de vous. Je n'existe que pour attendre vos lettres, pour calculer l'arrivée des courriers qui me les apporteront. Je m'arrête : je ne sais rien vous dire, sinon que je souffre, que je souffre près de vous, avec vous; et il faudrait vous envoyer du courage, un peu de notre soleil dans votre nuit. Mais y a-t-il de la nuit là où vous regardez? Vous êtes la lumière, une lumière sûre autant qu'elle est douce. Adieu, ma clarté lointaine; croyez que si je ne devais pas vous revoir, je ne supporterais pas le dégoût de vivre; croyez que toujours, jusqu'au fond des domaines infinis de la mort, je serai encore à vous.

JEAN. »

HÉLÈNE A JEAN

« *Bjelizy, ce 25 janvier.*

« J'ai froid, mon bien-aimé. J'ai laissé chez vous le cœur que vous m'aviez refait, j'ai retrouvé ici mon cœur de novembre. En rentrant chez moi, — chez moi ! — dans cette vie antérieure, je croyais revenir d'un autre monde. Je n'ai plus d'énergie pour espérer, je m'affaisse dans le passé. Il me semble que j'ai fait un court rêve, tant ce morne passé me reprend, tant il recommence pareil à ce qu'il était autrefois. Vous vous plaignez de votre solitude : ah ! comme je vous envie le bien que je désire le plus, quand je ne peux pas vous avoir.

« Je n'ai même pas pour me stimuler le sentiment d'une nécessité dans le sacrifice accompli. C'est un des raffinemens d'ironie de la vie : elle promet aux malheureux de nouvelles conditions du malheur ; nous l'imaginons toujours mauvaise, mais autrement, avec d'autres peines, d'autres formes de lutte ; et nous la retrouvons avec sa même plate figure où rien n'a changé. On avait beaucoup exagéré la gravité des circonstances qui commandaient mon retour. Quelle était l'arrière-pensée de ceux qui me rappelaient, à la suite d'une alerte dont ils n'avaient guère lieu de s'émouvoir ? Je la devine mal. Je ne réussis pas à comprendre ces natures compliquées ; de la dissimulation, des calculs secrets sous un grand laisser aller, des caprices violens dans une large indifférence, un profond ennui, le besoin de dominer l'esclave et la prudence qui le ménage par intérêt, je crois voir tous ces replis, quand j'y regarde. A la vérité, j'y regarde distraitement ; retranchée dans mon rêve intérieur, je pénètre mal ce qui m'intéresse si peu. J'ai été reçue sans un signe d'étonnement, sans une observation, comme si je me fusse absentée la veille, pour quelques heures. Les procédés sont bons, ma dignité n'a plus à souffrir de certains manques d'égards : vous dirai-je que je le regrette presque ? Non, je ne vous dirai rien de plus sur le seul sujet dont j'aie une invincible répugnance à vous parler. Laissons ce monde inexistant, parlons de notre monde à nous, mon ami, du vrai, de l'unique.

« Ma pensée y vit à chaque minute. Comme autrefois, elle n'a ici de communications qu'avec cette nature opprimée, où les petites peines humaines se perdent dans la grande peine de la

Terre. Ma pensée fuit hors de moi, sur ces vagues et mélancoliques horizons de marais; ils ressemblent, autant que les morts peuvent ressembler aux vivans, à nos salines des Pesquiers : ils me rappellent les étangs violets où tremblait l'image des tamaris, et la vôtre, si souvent redemandée à ce miroir, quand vous l'aviez longé en me quittant pour vous rembarquer. Ma pensée se pose sur ces bouleaux chargés de neige, ils se transfigurent, ce sont nos amandiers tout blancs de fleurs dans le Val Notre-Dame. En d'autres temps, mon âme s'écoulait au cours du fleuve, dans la vaste plaine où le Niémen roule des eaux incertaines; elles me sont sœurs, les eaux des rivières de ce pays, elles sont lentes et ternes dans leur marche d'ennui, elles n'ont vu que des ciels tristes, elles semblent ne pas savoir où elles vont; elles vont, pourtant, avec une résignation accablée, elles vont s'anéantir dans une mer pauvre de couleurs, veuve de soleil, déshéritée de joie. A cette heure, ma pensée est emprisonnée, comme l'eau du Niémen, dans les chaînes de glace qui nous lient; nous ne pouvons plus nous enfuir, cette sœur et moi.

« O mon Jean, si je peux mourir avant vous, ne me plaignez pas, je l'aurais tant voulu! Mais vous me grondez quand je parle ainsi; près de vous j'avais désappris ce langage. Si vous voulez que je l'oublie, reprenez-moi, restez-moi, ne me désaimez pas. Parfois j'appelle, j'appelle loin, là-bas, sur la mer, je crois entendre ma voix résonner sans écho et se perdre... Je me sens déjà dans la mort, quand je vous imagine un peu moins près de moi. Je vous aime avec mon cœur d'enfant de jadis, avec mon cœur de femme passionnée, de la femme que vous avez faite; et je le dis le soir au ciel, qui écoute mieux quand la terre dort. Mon bien-aimé, si vous voyez une mouette qui passe, reconnaissez-la, c'est moi : prenez-la, gardez-la, réchauffez-la dans vos bras, où se réfugie toute votre pauvre

HÉLÈNE. »

JEAN A HÉLÈNE

« *Port-Cros, le 15 février.*

« Mes dernières lettres n'ont su vous entretenir que de ma détresse intime, ô ma chère manquante partout. Je voudrais vous donner des nouvelles de votre peuple, de votre île : mais d'elle aussi je n'ai à vous transmettre cette fois qu'un grand gémisse-

ment. Hélène, avez-vous entendu cette nuit mes appels dans le vent?

« Il soufflait en tempête depuis deux jours. C'est le mistral, le vent qui vient de terre. Vous savez pourquoi je l'aime, en dépit de son incommodité : il vient du nord, de la terre où vous êtes, et de si loin, et si vite, qu'il doit être né de votre haleine, me l'apporter toute fraîche. Je me figure toujours qu'il a baisé vos cheveux, frissonné dans les plis de votre robe, et le voici sur moi, l'instant d'après; quand je reçois son coup de fouet sur la grève, je crois, je veux y sentir la caresse de la main qu'il a effleurée.

« Cette nuit, il est devenu enragé, comme un qui vous cherchait ici et s'irritait de ne pas vous retrouver. Je dormais, je m'éveille en sursaut, balancé dans mon lit; si bien que j'ai cru d'abord à un tremblement de terre. Notre maison pliait, craquait aux jointures avec de lentes oscillations; une cage d'osier, semblait-il. Étrange sensation! J'entendais, je ressentais dans une maison de terre ferme les bruits et les mouvemens habituels dans une cabine de navire. Dans la cheminée, des décharges d'artillerie; au dehors, un hurlement épouvanté d'arbres qui demandent grâce. Je me lève, j'ouvre à grand'peine les volets. C'était un de ces typhons qui se forment ici, quand le vent du détroit s'engouffre dans notre baie, dans notre vallée resserrée, et tournoie sur lui-même prisonnier entre nos rochers. Je ne l'avais jamais vu si furieux. Fureur sèche, sous le bleu métallique d'un ciel sans nuages, où une grande lune effarée contemplait avec horreur la peine d'en bas. Sa clarté découpait sur la blancheur du chemin des ombres dures, si vigoureuses que j'avais cru voir d'abord, en regardant par les interstices des persiennes, nos eucalyptus fauchés et s'entrechoquant sur le sol. Ce n'était que leurs images mouvantes. Les pauvres arbres ployaient jusqu'à terre, se redressaient en se soufflétant l'un l'autre, ils tenaient bon. Comment font-ils? Leurs têtes chargées de feuillage offrent tant de prise à l'ennemi! Quelle force de résistance dans ces frêles et souples tiges! Elles ramenaient ma pensée à une tige de fleur vivante qui a la même flexibilité de ressort. Et la maison, secouée dans toute sa charpente, comment faisait-elle pour supporter ces assauts, répétés à courts intervalles comme les charges folles d'un régiment de locomotives? Le gémissement des choses menacées était couvert par la voix de colère qui assourdissait l'oreille. Ce n'était pas un vacarme discordant de l'air et des eaux, c'était le souffle commun de toutes les

puissances du chaos, liguées pour la destruction. L'air rugissait avec un accent d'autorité souveraine, avec la certitude de vaincre la terre. On le sentait maître d'un monde qu'il voulait anéantir. Aux instans où le typhon reprenait haleine, la plainte éperdue de la mer montait, si navrante; la plainte qui était au commencement de tout, comme vous le disiez du vagissement de la rainette, la plainte de toutes les souffrances immémoriales; la plainte de tout ton cœur qui passait, mon Hélène, exprimant enfin ce qu'il ne sait dire aux heures où tu subis ta torture d'infini.

« De quelle clarté cruelle la lune éclairait cette déroute des élémens! La lumière du jour est compatissante aux scènes de désolation, elle encourage, elle vit : le soleil nous donne confiance, il prend parti pour la vie qu'il crée. Mais cette clarté froide avait la dureté des rochers dont elle faisait saillir le relief; elle paraissait attendre et désirer le triomphe de la mort. A travers le rideau des tamaris, déchiré par l'ouragan qui courbait leurs têtes tremblantes, j'apercevais des morceaux de mer; les crêtes blanches se dressaient par milliers sur la baie, elles accouraient de Bagaud jusqu'au fond de la rade avec la rapidité de goélands rasant le flot. L'eau pulvérisée m'arrivait en jets de fumée, cette poussière saline me battait les tempes; l'électricité dégagée par le phénomène tendait tous les nerfs. Et l'âme s'angoissait de la vague épouvante répandue sur les choses; la pensée se portait douloureusement sur les errans qui peinaient en mer, cette nuit, sur les sinistres probables, et, par delà les gens de mer, sur tous ceux qui demandent pitié en ce monde, sur tout ce qui périt, comme nous, dans le broiement continu des êtres par les forces aveugles.

« Sortir? Rester dans la maison branlante? Dehors, on serait emporté comme un fétu. J'arpentais le plancher de ma chambre, ainsi que j'ai fait si souvent sur le pont du vaisseau. Mais là, c'était naturel; ici, c'est contre nature, inquiétant. Pour la première fois, j'eus quelque soulagement à penser que vous n'étiez pas près de moi. Et aussitôt, mon appel égoïste vous demanda. Je songeais combien il serait doux de vous rassurer longuement, de vous abriter tendrement dans mes bras. Vous rassurer? Je n'en aurais pas l'occasion. Je vous vois là, sereine, indifférente à toute menace extérieure, avec ces grands yeux de confiance et de contentement où nulle crainte ne passe, quand vous les reposez sur moi.

« Ce matin, les géraniums roses souriaient sur la muraille. Le typhon a brisé des arbres, il n'a pas effeuillé les pétales de ces fleurs. Savéû me dit qu'il ne se souvient pas d'un cyclone pareil en terre ferme. Il a profité de la circonstance pour me replacer l'histoire de la *Sabine* démâtée au cap Horn. « C'est heureux, a-t-il ajouté, que Madame ne soit pas dans l'île. Les dames ne sont pas à l'aise quand le vent leur donne ces danses-là. » — Il ne sait pas, le bon gabier, que votre aise est partout où est votre amour. Oh! revenez la chercher, Hélène chérie,

JEAN. »

HÉLÈNE A JEAN

« *Bjelizy, ce 20 février.*

« Les jours passent sans alléger mon chagrin ; comme les moines blancs de ce couvent que nous visitâmes, aux Pyrénées, ils défilent du même pas de spectres en chantant la même psalmodie funèbre. J'essaye de les tromper. Ne croyez pas que j'y sois aidée par la compagnie que je vois, par les rares voisins qui se réunissent ici de temps à autre pour une partie de chasse. Ce sont les heures de supplice où je dois faire mon métier d'hôtesse près du samovar, remplir les interminables verres de thé qu'absorbent nos campagnards, écouter leurs lourdes plaisanteries. Heureusement, leur passion favorite me libère : je les assois aux tables de jeu, ils n'en bougent plus, ils s'y attardent jusqu'au lendemain. Je m'échappe, je m'enferme, je lis vos livres.

« Je voudrais suivre votre esprit dans toutes ses voies ; oh! bien humblement, à la façon du bon chien sur les pas du maître aimé ; et je voudrais avoir quelques lueurs qui éclairent ce monde obscur où je fus envoyée pour souffrir. Mais, loin de vous, mon intelligence est une lampe éteinte dans le sanctuaire où le prêtre ne vient pas la rallumer. Mes plus sûrs consolateurs sont les poètes, ceux que vous m'avez appris à aimer ; ils me font rêver vos rêves avec les leurs ; et je sens tout le prix de l'aumône qu'ils m'ont laissée. Touchante aumône du poète qui fit de ses larmes un baume salutaire, qui le verse après sa mort sur l'affliction d'une pauvre femme! Tandis que nous sommes si loin de tous les étrangers auxquels la vie présente nous mêle, un lien indissoluble se crée entre ces deux douleurs séparées par le temps,

inconnues l'une à l'autre; celle qui fut belle et sut s'exprimer soulage fraternellement celle qui languissait humble et muette. Je lis aussi les ouvrages qui peuvent fortifier ma pensée, les livres où vous m'avez montré des clartés secourables dans notre abîme d'ignorance. Mais leurs raisonnemens ne réussissent à me convaincre qu'autant qu'ils confirment les intuitions de mon sentiment. Toute connaissance n'est pour moi qu'un rêve affirmé.

« O mon Jean, vous m'avez donné la conscience d'un être ignoré en qui je vivais depuis que je suis. Par vous, j'ai aperçu les lacunes et les besoins de mon esprit, comme ceux de mon cœur. Écrivez ce que vous lisez, ce que je dois lire, pour être à toute heure en communion avec vous. Quand achèverez-vous votre œuvre, quand ferez-vous s'épanouir dans le bonheur l'herbe sauvage qui ne porta fleur que sous vos baisers? Hélas! je ne vois pas le terme de mon exil. J'y suis immobilisée, empêchée d'agir, par des retours d'inquiétude dans mon entourage, par mille complications sur lesquelles je ne peux ni ne veux m'étendre ici. Sachez seulement que je pleure beaucoup et que je vous aime bien fort.

HÉLÈNE. »

JEAN A HÉLÈNE

« *Toulon, le 27 février.*

« Je vois ma blanche songeuse dans la compagnie qu'elle me dépeint; et je la plains sincèrement. Mes obligations m'ont retenu ici quelques jours; le temps de m'assurer que je n'ai pas repris goût, moi non plus, à la société de mes semblables. Vous souvient-il d'un soir, dans cette ville, où nous eûmes si vive la sensation de leur ignominie? J'ai revécu cette heure, hier, en dînant seul dans l'auberge qui nous avait abrités ce soir-là, au retour de notre excursion à Tamaris. De même qu'alors, une aigre musique glapissait au fond du café, de l'autre côté de la rue. J'ai revu la scène dans ses moindres détails : tout m'est souvenir aigu, comme à ceux qui veillent un mort. Vous vous rappelez le tableau que nous regardions de notre fenêtre?

« La nuit de juin était lourde, des gouttes d'eau tombaient dans la chaleur. Au café d'en face, le front sous le gaz, les pieds dans la sciure de bois, des habitués jouaient aux cartes et devisaient : des négocians, des fonctionnaires, le percepteur, sans

doute, le receveur de l'enregistrement, des gens qui avaient les figures de ces emplois. Une femme était debout sur le seuil de l'estaminet; boiteuse, contrefaite, montrant un visage où traînaient les restes d'une beauté vaincue par la misère. — Elle s'accompagnait sur une mandoline et chantait : les paroles aveulies d'une banale chanson d'amour passaient dans la mélodie vulgaire. Ces gauches rappels de l'infini venaient se poser, oiseaux du ciel aux ailes cassées, sur ce méchant morceau de bois, sur cette bouche de tristesse qui modulait, inconsciente, les motifs divins de la symphonie éternelle. On ne l'écoutait pas, dans le café; les habitués continuaient leur partie de cartes ou leur discussion politique; ils n'avaient pas d'oreilles pour la voix d'en haut qui pleurait dans le murmure du ruisseau de la rue, pas d'yeux pour ce haillon d'idéal.

« Le morceau fini, la pauvre femme promena inutilement sa sébile : elle se tourna alors et fit signe à sa fille, qui se dissimulait dans un coin. La revoyez-vous, cette malingre créature, jeunesse de fruit piqué, plus usée déjà que la maturité douloureuse de la mère? La mère avait dit les sublimes ridicules du cœur populaire : l'enfant sollicita les bas instincts de ce cœur. D'une voix de verjus, pas faite, où montaient les relens de l'alcoolisme paternel, avec des gestes mignards qui voulaient être délurés, avec une gaîté apprise où tremblait le souci du pain quotidien, elle attaqua une chansonnette égrillarde de café-concert; chansonnette *comique*, — cela devait s'appeler ainsi sur les répertoires, — mille fois plus navrante que les airs sentimentaux de la mère, qui parlaient de souffrance, pourtant, alors que celle-ci parlait de joie. Elle se trémoussa, elle ricana son couplet, et aussitôt les consommateurs relevèrent leurs têtes alourdies, posèrent les cartes, écoutèrent. Ils écoutaient, ces hommes, puisqu'il est convenu que ceci est de la joie, du plaisir; ils montraient à nu tout leur fond d'infamie humaine, toute la grossière duperie qui leur faisait préférer ce mensonge de gaîté à la peine vraie où une mélopée faubourienne s'ennoblissait l'instant d'avant! La sébile circula encore, plus lourde cette fois : les deux sombres muses de la rue regagnèrent le taudis quelconque où elles livraient leur dur combat contre la vie. Elles nous remercièrent du même regard humilié, en ramassant nos pièces de monnaie. Et nous entendîmes une voix dans le café : « Y a-t-il quelqu'un pour faire une partie de manille? »

« Oh ! comme vous avez bien su dire, ce soir-là, toute la leçon d'amertume qui se dégageait de ces choses, tout ce que vous aviez vu passer du mystère de la vie derrière le rideau de ces tristes apparences ! De quel mouvement passionné vous avez redressé votre fière petite tête vers les grandes étoiles, lourdes de chaleur, et comme vous planiez de là sur le monde, quand vous me disiez : « La vie est ignoble, oublions-la, aimons plus haut, aimons plus fort ! »

« Oui, la vie est ignoble, quand elle n'est pas ridicule. — Si je suis injuste pour elle, ah ! c'est qu'elle m'est trop dure loin de vous ! Et vous m'écrivez, dans un langage plein d'énigmes, que ce martyre ne finira jamais ! N'est-ce pas, c'est jamais qu'il faut entendre ? — Vous me demandez quels livres je lis et vous engage à lire ; je relis une fois de plus le *Don Quichotte*. Goûtez à ce bon vin amer dans ce gobelet de folie. Regardez-le bien en dessous, le colossal poème de l'isolé qui traverse le monde avec son idéal, et vit heureux dans la misère, dans l'humiliation, dans la souffrance, aussi longtemps qu'il croit à cet idéal. Le voilà, le frère que je cherchais vainement : toujours meurtri par la vie commune qu'il se refuse à accepter, toujours prêt à combattre au nom de sa chimère des réalités plus fortes que lui, toujours affamé, parce qu'il veut dîner de justice et souper de générosité ; enviable pourtant, comme le sont peut-être les fous, et tous ceux qui préfèrent un rêve impossible à des satisfactions plus pratiques ; persuadé qu'il souffre pour sa Dulcinée, et que les coups sont caresses quand on les reçoit dans ce doux service. Les coups ne seraient rien : mais le maigre idéaliste traîne derrière lui un petit gros, plein de bon sens sur son âne ; les propos du jovial réaliste inquiètent l'enthousiaste chevalier des idées ; à la voix du clairvoyant compagnon, il doute par instans de sa mission, de sa vision, des certitudes qui soutiennent son cœur ; il doute de sa maîtresse ! Instans de doute plus cruels que ses pires mésaventures. Pauvre chevalier, si ridicule, si calamiteux, mais si bon, si vrai dans son erreur surhumaine, qu'après avoir ri des lubies qu'il poursuit et des horions qu'il embourse, on l'aime tendrement à travers les siècles. Arrêtez-vous sur les dernières pages, d'un sourire navré : « Véritablement, Alonso Quixano est guéri de sa folie, et il se meurt... L'avis du médecin fut qu'une mélancolie secrète le tuait. » Le malheureux homme remercie le ciel de lui avoir rendu la raison, et il en meurt, il meurt du regret de sa chimère, qui était plus belle que la raison.

« Je mourrais de même, si par impossible je perdais ma chimère, ou si seulement je doutais d'elle. Vous le savez, n'est-ce pas, Hélène?

JEAN. »

HÉLÈNE A JEAN

« *Bjélizy, ce 12 mars.*

« Je sens comme toujours avec vous, mon grand ami. Le monde n'est pas beau, et votre héros gagne nos cœurs parce qu'il veut le réformer. J'ai lu son histoire, je l'ai vu par vos yeux, donc je l'aime. Mais ne dit-il pas quelque part que son office est de secourir les malheureux? Quand nous étions très heureux, mon Jean, nous n'avions qu'éloignement et dégoût pour toute l'humanité; elle nous paraissait si vilaine, nous l'apercevions si bas au-dessous de nous! Maintenant, dans le malheur qui rapproche et humilie, je ne pense pas tout à fait de même. Je vous disais, en m'arrachant à vous : « Je veux grandir pour vous, par la souffrance et par la bonté. » Je tâche. Je n'aimais autrefois que la nature, ses plantes et ses fleurs; il y a aussi des fleurs humaines, les plus pâles, les plus cachées. Je les découvre, à travers les larmes qui nous sont communes : je m'apprends à les aimer.

« Si vous saviez comme le peuple de ces campagnes est intéressant, comme il force l'admiration dans sa misère résignée! Ce sont des âmes riveraines du fleuve aux eaux tristes, des âmes engourdies sous la neige avec leurs noirs sapins. Quelle grandeur dans leur simplicité! Je ne sais si je me trompe et si j'ai bien retenu ce que vous m'avez dit souvent; mais je crois que ces paysans russes doivent être très proches parens des hommes qui vous charment dans votre cher Homère. Vous m'appeliez, j'ignore pourquoi, une primitive; alors, moi aussi, je dois me plaire avec ces primitifs. Je me suis fait depuis quelque temps une habitude de les visiter dans leurs villages; j'assiste de mon mieux les plus malheureux, je regrette d'entendre à peine quelques mots de leur langue; le peu que je saisis de leurs paroles me touche et me fait réfléchir. L'autre jour, je m'étais mise en frais de démonstrations pour consoler une femme qui venait de perdre son enfant; avec le plus grand calme, cette mère me répondit : « Le Seigneur nous a fait une grande grâce, il faut le remercier; Vanka ne souffrira pas ce que nous avons souffert. » — Ce mot d'une mère, sentez-vous quel ancien poids de douleur il révèle? J'allais voir ces derniers

temps une vieille infirme, très abandonnée; on lui supposait une maladie infectieuse, on la tenait à l'écart; elle s'était attachée à moi, elle ne voulait d'autres soins que les miens. Avant-hier, se sentant mourir, elle m'a fait demander en hâte; elle a passé dans mes bras avec tant de sérénité, presque souriante. Peu d'instans auparavant, elle m'avait fait ce touchant adieu : « Panna, je veux te laisser ma part de bonheur que je n'ai pas eue. » — Recueillez ce legs de la pauvre vieille, mon Jean, je vous l'ai aussitôt cédé.

« Quand je vois de près ces misères, une épouvante me vient : je me figure que tout mal va vous arriver loin de moi. Un mot d'enfant m'a fait frissonner, l'autre soir. Je passais devant une ferme isolée, à l'heure équivoque où le reste de jour semble monter de la terre blanche et la nuit tomber du ciel. Des bruits vagues et plaintifs venaient de la lisière des grands bois : hurlemens de loups, sanglots du vent dans la sapinière, grincemens des essieux tardifs; on ne sait quoi de toujours gémissant sur cette morose steppe russe. Un petit enfant écoutait, immobile devant la porte de la cabane, avec ce visage pensif qu'ils ont ici tout jeunes. Je lui jetai un bonsoir; le petit me répondit gravement : « Entends comme on pleure ! » Oh ! je vous ai vu à cette minute, Jean; ce que disait l'enfant, j'ai cru l'entendre là-bas, où vous êtes. Que ce ne soit pas, mon Dieu !

« Dans le traîneau qui me ramenait, sous les étoiles brillantes du ciel d'hiver, je pensais que ces étoiles furent des âmes de ce pays, belles et malheureuses; elles tremblent là-haut, la nuit, par peur de retomber où elles furent humaines. Comme je les comprends ! Vous qui m'avez créée, retirez-moi dans votre ciel, fixez-y près de vous l'âme faite de votre reflet.

HÉLÈNE. »

JEAN A HÉLÈNE

« *Port-Cros, le 18 mars.*

« Je reçois votre dernière lettre, mon amie, je vous en remercie. Mais avez-vous songé qu'elle m'arriverait à l'anniversaire du jour d'où nous dations notre vie? Vous ne m'en parlez pas. Vous ne me parlez plus de notre île, qui était pour vous toute la terre. Vous paraissez absorbée par le pays où votre cœur s'est réaccoutumé. Il y a aujourd'hui un an, vous m'avez dit : « Aimez-moi. » Et vous ajoutiez : « Tout ce qui n'est pas cela me

laisse indifférente: le monde n'existe pas pour moi. » Je me souviens; depuis ce matin, je me répète ces mots avec une rage d'amour. Certes, je sais comme nous sommes vite repris, à notre insu, par les lieux et l'atmosphère qui façonnent nos pensées. J'admire avec émotion la source de charité qui a jailli en vous: j'y reconnais le cœur de mon Hélène, plus vaste que cette mer. Je veux croire que vos moujiks ont toutes les vertus et toutes les beautés qui rayonnent peut-être de votre âme sur les leurs. Pardonnez-moi, si je suis jaloux de tout, même de la pitié qui s'épand sur les autres, si je la réclame pour ma propre misère, qui est votre œuvre: — oh! votre œuvre bénie! Ne me jugez pas trop sévèrement, quand j'ai peine à me hausser jusqu'à votre niveau; mais j'ai gardé intact l'âpre exclusivisme de notre passion: je tiens encore que le monde entier ne m'est rien en dehors de vous. Ces légères pertes du rythme qui réglait si miraculeusement la marche égale sont sans doute inévitables, après une longue séparation.

« Vous ne parlez pas non plus du sujet auquel je pense toujours, de votre retour. J'ouvre d'un mouvement fébrile chacune de vos lettres; je me dis: Celle-ci apportera enfin une réponse à ma question intérieure. Rien. Hélène, la mer est belle, comme il y a un an, quand elle vous donna à moi; quand je vous laissai si résolue, quand je m'en revins si délicieusement troublé, quand ce chant de pêcheur était si triste, à la pointe de Bagaud!

« Chère enfant, je sens bien tout ce qu'il y a de tendre et de bon dans votre lettre, j'en suis profondément reconnaissant; mais, comment vous dire? Il me semble que c'est la même voix de caresse: seulement, elle vient de plus loin... Comprenez toutes les nuances que je ne puis exprimer. Notre âme se tourne en bien plus de façons que nous n'avons de moyens pour le dire. La mienne passe par tant de vicissitudes, confiance et désespoir, courage et lâcheté, que je renonce à décrire ses oscillations.

« Peut-être suis-je encore sous l'influence d'un bête de rêve, un cauchemar survenu durant le sommeil agité où je vous appelais. Pourquoi cette absurdité me poursuit-elle, obstinément, depuis le réveil en sursaut qui m'a soulagé sans effacer la vision? C'est fou, écoutez. — J'étais sur une place, devant une cathédrale gothique. En face du portail se dresse un lion d'airain, de forme byzantine, d'un travail naïf et barbare, avec deux petites oreilles droites en saillie sur la tête. Je regardais un acrobate; de la galerie sculptée au-dessus du porche, il sautait dans le parvis, il

franchissait lestement la distance entre cette haute corniche et le sol. Encore une fois, il vient de prendre son élan : au moment de toucher terre, l'extrémité de son pied accroche les petites oreilles du lion d'airain; il tombe à faux, il fait signe qu'il ne peut plus se relever seul. On accourt, on l'aide à se redresser; il montre son pied : « Je souffre trop ! » crie-t-il. Et brusquement, il dégaîne un sabre qui pend à sa ceinture, frappe furieusement sur sa jambe, se tranche le pied. Un torrent de sang coule du moignon sur le parvis, tandis qu'on l'emporte, pantelant...

« Hélène, moquez-vous de ma déraison; mais je souffre trop! Et je vous sens trop calme. Mieux vaut me taire. Je vous ferais de la peine. Et je ne veux pas, et je vous aime.

JEAN, »

HÉLÈNE A JEAN

Bjelizy, ce 25 mars.

« Pauvre cher ingrat, vos doutes me déchirent. Ah! comme l'homme peut être injuste! Et quelles preuves faut-il donc lui donner, si je n'ai pas fait assez pour être crue? Pensez-vous que les souvenirs éveillés par ces journées ne soient pas gravés dans mon cœur aussi profondément que dans le vôtre? La torture de l'absence suffit : n'y ajoutez pas celle du reproche immérité. Je ne vous annonce pas mon retour, dites-vous. Hélas! je souffre plus que vous de ne pouvoir le hâter; vous êtes libre, du moins, et je suis serve. Ne me demandez pas, puisqu'il m'est impossible de m'étendre par lettre sur ce pénible sujet, le détail des difficultés et des devoirs contradictoires entre lesquels je me débats. Sachez seulement que je dois me considérer comme la gardienne d'un grand enfant malade, qui s'est réhabitué à mes soins, qui les réclame avec insistance, en un moment où ils sont très nécessaires. J'ai de fortes raisons d'espérer une issue favorable ; à cette heure, le brusque abandon serait une cruauté. Et cela dit, mon Jean, que je reçoive un mot catégorique de vous, un ordre, non, un assentiment du seul pouvoir que je reconnaisse ici-bas : le jour même, je quitterai ce lieu pour n'y jamais revenir. Voulez-vous? — Si vous reculez devant une solution qui paraissait vous effrayer plus qu'elle ne m'effraye moi-même, remettez-moi le soin de préparer ce que je désire le plus au monde. — Et ne me forcez pas à parler de ces choses, sinon pour agir; c'est un supplice trop atroce.

« O Jean, ne grondez pas votre malheureuse amie! Qui me soutiendra, si vous ne le faites? Je n'ai pas, hélas! la foi sublime des femmes que je secours. Depuis que je regarde de près dans l'âme de ce peuple, j'admire plus que tout sa religion simple, sa confiance inébranlable en son Dieu, la force et l'abnégation qu'il y puise. Dans l'église où nos paysans répandent leur ferveur contagieuse, je retrouve parfois les élans d'adoration qui me jetaient, toute petite fille, aux pieds du Maître inconnu, je le prie comme eux de toute mon âme. Vous avez ri de moi, mon ami, le jour où je vous disais au Val Notre-Dame, durant une de nos heures d'extase passionnée: « Nous avons manqué nos vocations; j'étais née pour être clarisse ou carmélite, abîmée sur la pierre nue derrière une grille de cloître; comme vous pour être chartreux ou trappiste, méditant dans le silence anticipé de la tombe, hors de l'humanité. » Je ne plaisantais pas. Mon bien-aimé, vous ne m'en voudrez pas, si je vous confie toutes mes pensées? Vous savez assez que je suis et serai toujours à vous corps et âme, votre esclave soumise, heureuse de l'être; mais, si vous le vouliez, comme nous pourrions faire notre amour plus haut et plus fort, en nous aimant désormais avec la divine folie du sacrifice, sans souillures terrestres, sans ce douloureux cortège de dissimulations et de mensonges qu'elles entraînent! Dieu sait que jamais je ne vous refuserai mon être de chair; il sait aussi que le jour où vous, vous mon soutien dans le progrès, vous me voudriez vraie pour tous, irréprochable pour moi-même, digne de vous comme je le désire, je vous aimerais mieux encore, si c'est possible, d'un élan surhumain!

« Vous ne m'en voulez pas? Je murmure timidement à votre oreille tout ce qui exalte mon âme, aux instans où une force passagère la soulève. Mais ta volonté est ma loi, aimé. Si j'avais mieux que moi à te donner, je te donnerais plus encore, ne doute pas,

HÉLÈNE. »

JEAN A HÉLÈNE

« *Port-Cros, le 2 avril.*

« Vous ne m'aimez plus de même! Pour la première fois, nous ne respirons plus à l'unisson. D'autres inclinations s'insinuent dans votre cœur; et la recherche de l'infini, qui vous

amena sur la route où nous marchions ensemble, se tourne aujourd'hui contre moi. Je ne sais quelle vision contraire et nouvelle de cet infini vous détourne de l'illusion où vous croyiez l'avoir trouvé. Je ne sais quelle reprise secrète de vous-même a marqué la fin de la passion que vous vouliez éternelle. Soyez bénie quand même; mais il n'en fallait pas tant pour m'abattre!

« Je ne contrarierai jamais le moindre de vos désirs. Je comprends vos hautes aspirations; je saurai vous aimer de toute manière, ce n'est point là ce qui m'épouvante. La torture au-dessus de mes forces, c'est l'idée d'un changement dans ce qui était le parfait, l'illimité, l'absolu, dans ce qui était, enfin, et ne sera plus rien si c'est autrement. Vous savez que pour moi, s'il n'en est plus ainsi pour vous, le seul mot de changement est synonyme de mort, dans l'amour plus qu'en toute chose. Ainsi, vous admettez cela de sang-froid, notre chère ancienne vie biffée d'un trait de plume, devenue vraiment du passé aboli, que l'avenir ne ressaisira jamais! Un vous et un moi séparés, au lieu du nous indivisible d'hier, de ce nous à jamais tué, mort qui regardera mélancoliquement, du fond de cette mer où nous l'aurons laissé, les deux étrangers qu'il ne reconnaîtra plus!

« Hélène, est-ce possible? — Hélène, le printemps apporte sa douceur neuve à l'île d'Or, il éveille sous les bruyères nos anciens baisers endormis. Les pins fleurissent dans la conque de Port-Man, sur l'autel de la Vigie; leur vie ardente tombe sur la terre dans la pluie de leurs poussières parfumées. La vague attiédie frissonne de plaisir sur nos grèves, le soleil du soir déchire lentement de ses caresses enflammées les nuages qui lui font un lit d'amour sur la mer. Le ciel illuminé des nuits chaudes me dit qu'il n'est qu'apparence, qu'il était pour moi dans vos bras, il y a un an, dans ces bras où je trouvais plus de baisers, et plus brûlans, qu'il n'y a d'étoiles à ce ciel remonté là-haut.

« Je ne peux plus vivre dans le doute et la terreur. Il faut que je te voie. Si tu ne m'as pas condamné, si tu es celle de toujours, appelle-moi, je traverserai l'Europe, je te verrai un instant, où tu voudras, caché au fond de tes bois; je retrouverai le printemps et l'île dans tes glaces et dans tes marais, pourvu que je te voie, que tu me dises : Rien n'a changé, voilà mes lèvres, voilà tout moi.

« Appelez, par pitié, je n'attends qu'un signal de vous. Mais si vous devez chanceler dans votre foi, dans votre volonté, dites-

le franchement, sans ménagemens et sans retards, Hélène; je préfère à mon angoisse la vérité qui m'écrasera d'un seul coup.

JEAN. »

HÉLÈNE A JEAN

« *Moscou, le 10 avril.*

« Je vous écris en hâte, mon ami. Mes minutes sont comptées, dans la presse et la dissipation d'une vie dont j'ai horreur, vous le savez. Nous avons dû nous transporter à Moscou pour une quinzaine de jours; une consultation, des visites de parenté, des affaires urgentes, et qui imposaient le devoir de figurer aux fêtes données ici pendant le séjour de la Cour. Un traitement d'eaux paraît nécessaire, il me délivrera peut-être de tout souci; on penche pour les eaux du Caucase. Si loin! Vous devinez mon désespoir; ou bien vous ne me sentez plus palpiter en vous. Et je ne peux me soustraire à cet accomplissement de ma tâche! Je n'ai jamais été plus à plaindre : j'envie le bonheur de celles qui pleurent tranquilles; tout semble bonheur au fond de l'abîme d'affliction où je suis. Je dois prendre sur moi, paraître souriante à ces fêtes, dans ces palais; ma pensée absente y redemande ma retraite, vos lettres, vos livres, votre compagnie idéale.

« Il y a dans tout ce qui m'arrive des choses bien étranges, et que je ne comprends pas. Je me perds aux détours tortueux où l'on me traîne, sur cette route de mon calvaire que j'ai voulu gravir de bonne foi. Bientôt peut-être, je pourrai vous parler plus clairement. Je vous écrirai sous peu de jours avec plus de loisir et de réflexion. Ce soir, je dois vous quitter pour me rendre au bal. Quelle ironie dans cette phrase! Vous entendrez ce qu'elle enferme de révoltes, si vraiment vous m'avez connue. Et si vous me méconnaissez, qu'importe où la méchanceté du sort me conduit! Courage, assistance pour moi, Jean. Je vous dis tout l'essentiel dans un mot toujours le même, si vous n'y croyez plus des volumes d'explications n'y ajouteraient rien : je vous aime.

HÉLÈNE. »

QUARTS DE NUIT

Port-Cros, 20 avril. — C'est trop clair. Je ne puis plus douter. Le nœud se desserre, s'il n'est déjà défait. Que signifient toutes

ces énigmes? Ne sait-elle pas qu'elle me crucifie? Il me semble voir des figures étrangères sortir en foule d'une vieille maison dont je croyais connaître tous les habitans. Pas de lettres, pas de réponse à mes supplications, à mon offre de la rejoindre. Je sais bien que la correspondance est lente, incertaine, entre Port-Cros et l'affreux pays où elle erre maintenant! Mais si elle n'avait pas changé, elle devinerait, elle répondrait d'avance à mes prières, avant même que je les aie exprimées, comme jadis. Ils me l'ont reprise; tous, ce mari inconnu, d'autres peut-être.

Ces fêtes, ces bals! Hier, le démon qui nous incite à nous torturer nous-mêmes m'a poussé à Cannes. Je voulais voir des Russes qui arrivaient de Moscou. Ils ont raconté les fêtes, son éclat, ses succès de beauté, les empressemens autour d'elle... Ils ont parlé de la réunion du ménage que l'on croyait séparé, qui est maintenant exemplaire; oui, ils ont dit : exemplaire. Sauf Nozdreff, ce vieux sceptique, informé de tout; lui, il parle d'un très haut personnage, plus assidu que les autres... Tout cela est contradictoire; mais qu'est-ce qui n'est pas contradiction et assemblage de maux, dans ce monde de mensonge?

Une seule chose est certaine, elle a changé, c'est l'évidence; changée, donc morte pour moi. Ces fêtes, ces succès, tandis que je me consume dans ma solitude! Moi aussi, j'ai encore de la vie à dépenser. Cette mer d'avril me met au sang des forces neuves. L'inaction me pèse, à la fin. Hier, l'escadre évoluait au golfe Jouan. Les beaux bateaux! Ils se séparaient, une division partait pour le Levant. Elle allait à ma jeunesse restée là-bas, à mes rêves du temps où je voulais posséder le monde, dix mondes l'un après l'autre. Est-ce donc fini? La semaine dernière, un officier qui revient du Siam a déjeuné chez moi. Il parlait d'un pays féerique où l'on vit sur un grand fleuve, où toutes les énergies de l'homme peuvent se déployer dans toutes les énergies de la nature, où la curiosité toujours allumée et satisfaite lasse le souci intérieur. J'étais mordu d'un désir d'aller noyer le mien dans la Ménam.

Je me sens capable d'un coup de tête. Je souffre trop. Je ne puis me faire à cette odeur d'abandon qui m'empoisonne le cœur. Si elle n'écrit pas avant peu, si elle ne me rassure pas pleinement, j'essaierai de la faire souffrir, moi aussi : c'est peut-être le seul moyen de la ramener. — Horreur, cette férocité de la passion! — Écouter les conseils de la mer, la vieille, la seule amie sûre? — Le pourrai-je? Mon Dieu, quelle pauvre chose je suis!

L'AMIRAL DE KERMAHEUC A JEAN D'AGRÈVE

« *Paris, 20 avril 1884.*

« Bonne nouvelle, mon garçon, grande nouvelle ! Le vieux patron aura eu la joie de donner un dernier coup de barre à ton canot. Je souffrais pour toi de cette longue inactivité sur le quai de Toulon ; tu as pu croire que ma sollicitude s'endormait ; oh ! que non ; c'est leur boîte de la rue Royale qui ressemble fort aujourd'hui à ce qu'on appelait de mon temps un navire endormi. Et on ne nous écoute plus guère, nous, les vieux. Sans reproches, depuis un an, tu ne t'es pas beaucoup remué pour décrocher un commandement. On raconte des histoires : une belle Armide, de perpétuelles disparitions dans ses jardins enchantés... Enfin, ce sont tes affaires. Mes complimens, s'il y a du vrai. Mais les Armides, ça n'a qu'un temps dans la vie du marin. Croirais-tu que les bons camarades t'ont même prêté de vagues projets de démission ? Comme si les nôtres démissionnaient autrement qu'au fond de l'eau !

« Je veillais au grain. Dès que j'ai appris le glorieux fait d'armes de Sontay et les vides creusés par les Pavillons-Noirs dans l'état-major de Courbet, j'ai écrit à ce brave ami ; un homme, et qui se connaît en hommes. Je lui ai dit qui tu étais, mauvaise tête. En reprenant il y a deux mois le commandement de la division des mers de Chine, Courbet me répondit qu'il te caserait près de lui dans le premier trou vacant. Il a tenu parole. Il m'a câblé hier soir : « Place vacante sur *Bayard*. Demande lieutenant d'Agrève. Devra partir immédiatement par transport *Mytho*. » Je n'ai fait qu'un bond à la Marine. Ta lettre de service a été aussitôt signée ; tu la trouveras sous ce pli. Le *Mytho* quitte Toulon dans cinq jours. Les paquets d'un marin sont vite faits. Ne flâne pas, et tu arriveras à temps pour de grandes choses. Je sais que Courbet va frapper un coup décisif dans la rivière Min, et après, si on lui laisse les mains libres, à Tien-Tsin, à Pékin, peut-être ! Avant six mois, vous aurez enfin vos galons, monsieur le capitaine de frégate, et de la gloire par-dessus le marché.

« Embrasserai-je encore le vainqueur des Chinois ? Heu ! heu ! Je sens que je mets à la voile pour la traversée où l'on ne gouverne plus. Ma carcasse est sur ses fins, les amateurs n'auront pas longtemps à attendre les étoiles que je laisserai disponibles. Le

ciel n'a pas permis qu'il restât un Kermaheuc pour les ramasser; je partirai content, tout de même, avec l'espoir qu'elles seront relevées un jour par le fils de ma pauvre sœur Yvonne. Ainsi, double les étapes. Tu t'attacheras à Courbet, vous vous entendrez sans peine; c'est un chef; il a l'œil ouvert, la main ferme, un grand cœur tout au fond, la religion du métier, et la sainte horreur des polichinelles qui chavirent ce malheureux pays.

« A revoir, adieu peut-être, mon cher Jean. Bonne chance; je ne te souhaite pas belle mer; pour ceux de notre sang, la mer est bonne fille, elle leur obéit toujours. Aime-la jusqu'au bout, enfant, Dieu n'ayant fait rien de plus grand à aimer. Et pense quelquefois avec elle à ton vieil oncle

KERMAHEUC. »

QUARTS DE NUIT

Port-Cros, 23 avril. — Le Destin a décidé pour moi. C'est mieux. Une lettre de service, un poste sur un bateau qui va au feu, le départ obligatoire après-demain : ah! il n'y a pas de porte ouverte aux tergiversations!

Que dira-t-elle? Je ne puis télégraphier : j'ignore où elle est à cette heure, et ce serait trop cruel; je vais écrire. Avant deux grands mois, je ne saurai pas ce qu'elle pense, comment elle aura reçu le coup. C'est terrible; et c'est fatal. Et après? Après cette suprême épreuve, l'avenir? Y a-t-il un avenir? Est-ce la fin de tout? Vais-je quitter Hélène comme une maîtresse de garnison?

Je sens encore toute sa chair dans ma chair, toute son âme dans mon âme. Non, il est impossible que de pareils liens se brisent. Hélène, ses yeux sur moi, ses yeux perdus où toute sa vie montait en amour... les effrois sombres qui passaient dans ces prunelles, à la seule menace d'un rappel sur la mer... Si un doute vague m'a égaré, si elle est demeurée telle qu'au temps de ces effrois, elle en mourra, je la connais, je l'aurai tuée.

Que faire? C'est le Destin, la Force sourde qui nous courbe.

Je dis adieu à cette terre sacrée. Elle a bu tout le sang de mon cœur; elle garde tout ce qui survivait en moi de jeunesse, de puissance à être heureux. Qu'importe en quels lieux, à quels jeux du hasard je vais porter le misérable reste de ce que je fus!

Monté une dernière fois à la Vigie. Plus sereine et plus belle

que jamais, l'île d'Or souriait à mes pieds. Pourquoi a-t-il dit qu'il y a des larmes des choses? Les choses ne voient pas, ne sentent pas, elles sont heureuses. Regardé longtemps du côté d'Hyères, comme le premier jour où je cherchais sa maison, de cette crête. — Puis regardé de l'autre côté, vers la haute mer, l'horizon obscur, les espaces illimités où je m'enfoncerai après-demain, jusqu'aux mers de Chine. Je les ai souvent sondées, ces mers : qui sondera mon inconnaissable cœur ! J'y crois sentir le choc de deux forces contraires : un atroce déchirement, une ivresse de sève jaillissante. Serais-je un monstre? Moins que cela, grand orgueilleux : un homme... un homme à la mer! comme crie le veilleur dans la tourmente, sur le navire qui ne s'arrête pas pour si peu.

... Allons, Savéû, arme le *Souvenir* pour un dernier voyage. Tu vas repêcher un noyé de plus, mon vieux ! Tu ne repêcheras pas le glaïeul qui a sombré, la fleur éteinte qui la fit toute songeuse, et si tendre, et si belle, à expirer en adorant sur ses pieds, quand elle disait : Pourquoi les glaïeuls noircissent-ils le soir? — Ah ! je l'aime encore, je souffre ! — J'aime mieux cela !

JEAN A HÉLÈNE

Toulon, le 25 avril 1884.

« Hélène, chère Hélène, rassemblez tout votre courage pour lire ceci ; lisez sous mon meilleur baiser, qui boira vos larmes. Le devoir vient de se dresser devant moi, comme il fit pour vous, sous sa forme la plus cruelle. Il y a trois jours, j'ai reçu inopinément l'ordre exprès d'aller reprendre mon service dans les mers de Chine. Je n'ai rien fait pour provoquer cet ordre, je vous le jure. Il m'a surpris comme un coup de foudre. Il m'enjoint de partir sur un bâtiment qui lèvera l'ancre dans deux heures. L'amiral Courbet m'appelle à son bord, il va entrer en action. Refuser ou différer est impossible, vous le savez trop : c'est un cas où il n'y a de choix qu'entre l'obéissance immédiate et le suicide.

« Je ne vous peins pas l'état de mon cœur. A la minute où l'on tombe de certains sommets, précipité dans le vide, on ne parle pas. On souffre l'épouvante muette. Puissiez-vous ne pas la partager trop cruellement. J'attends tout de votre courage, si vous le puisez encore dans ce grand amour que rien ne pouvait ébranler. Pour moi, je pars avec une seule pensée, ma pensée de

toujours. Je la rapporterai entière, et bientôt, je l'espère. Si vous me voulez encore tel que vous m'avez aimé, vous me retrouverez le même, celui qui alla vous prendre il y a un an au Lavandou. Cet amour, devenu le principe même de ma vie, le temps ni l'éloignement ne peuvent l'entamer.

« Je ne veux pas m'arrêter sur une prévision trop affreuse : l'impossibilité pour vous, malgré tous vos efforts, d'échapper à la vie qui vous a reprise. Si vous étiez vaincue dans cette lutte, si vous deviez vous résigner à subir votre sort, ne vous inquiétez pas de moi, Hélène : je saurai trouver une issue là où je vais. Êtes-vous toujours résolue à vous libérer pour mon bonheur? Que j'aie cette certitude, et je partirai, je vivrai, j'attendrai, avec une confiance dans l'avenir plus forte que les événemens.

« Écrivez ce que je dois espérer, écrivez que vous avez même confiance et même courage. Je n'ai pu télégraphier, j'ignore en quel lieu vous êtes depuis trois jours; et j'avais peur de vous atteindre ainsi trop durement. Cette lettre va vous chercher; un long temps, hélas! s'écoulera avant que j'aie votre réponse. Adressez à Hong-Kong, pour faire suivre sur le *Bayard*, état-major de l'amiral. Je vous écrirai en cours de route.

« Pardonnez-moi, si j'ai douté de vous. A cette heure grave, je veux croire que mes doutes étaient impies. Des obligations dont je ne saisis pas la nature vous ont paru d'autant plus étroites qu'elles vous coûtaient plus ; vous vous êtes tournée vers le secours du Ciel. Ma passion jalouse a pris ombrage de ce qui la menaçait : aujourd'hui, dans notre effondrement commun, je ne puis que remercier Dieu, s'il vous donne la force de supporter ce nouveau coup, et vous envier cette force. Hélène, mon Hélène, courage, espoir : sur vos pieds adorés j'ai mis et je laisse ma vie, mes larmes, la plus grande douleur qui ait jamais broyé votre, à jamais votre

JEAN. »

HÉLÈNE A JEAN

« *Bjélizy, ce 25 avril.*

« Jean ! Tes lèvres ! Pour un baiser qui ne finira jamais ! Je suis libre, tienne, pour toujours ! J'arrive, sur de grandes ailes de joie, m'abattre contre ton cœur, d'où rien ne m'arrachera plus ! Jean ! mon Jean ! Ah ! c'est heureux qu'on ne meure pas de joie !

« Comment te dire les choses? Je ne sais par où commencer,

mon cœur saute si fort! Voilà. J'étais une pauvre petite souris prise dans un piège très ténébreux. Je te le disais bien, en te quittant, qu'ils n'auraient pas changé. Ici, ils m'ont rendue perplexe : on n'épargnait rien pour m'attendrir, maladies imaginaires ou feintes, câlineries, égards; comme ils ne gagnaient rien sur mon cœur, ils ont intéressé tous mes sentimens de délicatesse, de fierté; on me faisait responsable du succès ou de la ruine d'une grande entreprise; ma présence et mon concours étaient indispensables, on me le disait chaque jour, pour sauver d'une catastrophe imminente cette entreprise et tout ce pauvre peuple qui en vit. — Oh! cette sœur, surtout, quelle personne habile!

« Indifférente d'abord, et ne voyant rien que mon chagrin, plus attentive ensuite, je me débattais dans la nuit, j'y soupçonnais des contradictions, des manœuvres louches. — Enfin un ami sûr et expérimenté, pris de compassion pour mes souffrances, m'a ouvert les yeux. C'était tout un complot; mariée avec des garanties qui me laissaient maîtresse de ma fortune, j'étais une proie: cette fortune pouvait seule rétablir une situation menacée. Ah! que ne l'ont-ils dit plus tôt, au lieu de ruser, au lieu de me ménager, pour tirer de ma lassitude, petit à petit, ce qu'ils n'osaient pas me demander en bloc? Mais on avait encore besoin de moi pour d'autres services; on me supposait capable d'acquérir de l'influence sur un personnage très important, seul en position de sauvegarder leurs intérêts... J'ai cru voir là des calculs si odieux! J'ai dégoût à t'en parler. Je te raconterai. Non, à quoi bon? C'est oublié, je ne leur en veux pas, au contraire, je dois mon bonheur à leurs machinations. Instruite enfin, j'ai parlé haut; explication courte, marché vite conclu : mon argent, tout l'argent qu'ils veulent, contre ma liberté. Celui qui fut mon maître a consenti; les pièces du divorce sont déjà chez le procureur du Synode. En ces sortes d'affaires, on est expéditif, ici, pour ceux qui peuvent payer; quelques semaines encore, et la loi et l'église de ce pays m'auront refaite libre. Libre! Je pars pour Pétersbourg, où l'ami qui m'a secourue se chargera de presser les formalités; dès les premiers jours de mai, je serai à Hyères, je vais attendre la solution près de ma mère. Tu viendras au-devant de moi à Paris?

« Comprends-tu, maintenant, que je ne t'aie pas parlé de toutes ces intrigues, obscures pour moi-même jusqu'à hier, inintelligibles et douloureuses pour toi, si répugnantes par certains côtés que la moindre allusion t'aurait inutilement exaspéré?

Comprends-tu que je ne t'aie pas appelé sur mon champ de bataille où tu aurais tout gâté, que je n'aie pas cédé vingt fois à mon envie folle de courir à toi ? Votre Silentiaire travaillait pour vous, méchant, tandis que vous doutiez d'elle ! Oh ! je te pardonne, je sais que le fond de ton grand cœur me reste tout entier ; et si tu es exclusif, jaloux, violent dans la passion, ne l'ai-je pas voulu et choisi parce qu'il était ainsi, ce cher cœur effréné ? Je te pardonne, qu'importent mes larmes d'hier ? Mais ai-je jamais pleuré ? Je sais si bien que je ne pleurerai plus jamais !

« Tu ne me reconnaîtras pas, je ne me reconnais plus moi-même. La douleur m'a mûrie de dix ans, j'ai ton âge, quel bonheur ! Et la joie me refait enfant, folle petite fille. Pour la première fois de sa vie, votre triste mouette sérieuse devient la *mouette rieuse*, tu sais, cet oiseau dont le nom nous amusa, au Jardin d'Acclimatation ? Vous aimerez ce monstre nouveau ? Oh ! Jean, tes baisers, encore, tout l'arriéré que tu me dois ! Tienne, toujours ! Seulement, vous serez très sage, monsieur, tout le temps qu'il faudra, avec la pauvre petite fille réfugiée chez sa maman... Ensuite... Ensuite, faites notre paradis très beau, mes bons amis de l'île d'Or ; n'y changez rien, surtout. Avec ton avoir et les sous qu'ils m'ont laissés, nous serons encore assez riches pour l'acheter. Nous y vivrons très vieux, très heureux, et nous ferons heureux mes chers sujets. Il faudra être très bons, mon Jean : le bonheur menacé par le monde a droit de haïr cet ennemi ; mais le bonheur qui peut enfin éclater à la face du monde, celui-là doit rayonner sa bonté sur tous, comme le soleil, comme Dieu. Dieu est trop bon, il faudra l'aimer aussi !

J'arrive. C'est le temps des fleurs, fleurissez la maison, fleurissez la barque ; qu'il y ait des glaïeuls et des violettes, beaucoup. Ce n'est plus vrai qu'ils noircissent le soir, les glaïeuls ! Tu verras de quelle neuve flamme rouge elle va flamber, la fleur d'amour ! — Aimez-moi, voulez-vous ? — Dis que tu l'aimeras toujours, ta... Oh ! permets que je l'écrive, ce mot qui me brûle et me rend folle,... tu veux, n'est-ce pas, tu me l'as si souvent juré,... permets que je signe enfin

Ta femme,

ton Hélène. »

Eugène-Melchior de Vogüé.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LA
QUESTION D'ORIENT

Deux ordres de faits, dissemblables, mais intéressant l'un et l'autre les relations internationales, troublent et menacent le repos de l'Europe : la paix armée, l'effondrement de l'empire ottoman. Par les charges, toujours plus croissantes, qu'elle impose à chaque État (1) la paix armée engendrera fatalement la guerre ou l'anarchie ; l'effondrement de l'empire ottoman, catastrophe inéluctable et prochaine pour beaucoup de bons esprits, mettra les grandes puissances aux prises avec des difficultés qu'il ne sera pas aisé de résoudre pacifiquement. Ce grave problème diplomatique intéresse en effet l'équilibre général déjà si instable depuis les récentes perturbations qui en ont si fortement ébranlé les bases. Nul État ne peut donc s'abstenir de veiller, pour sa propre sécurité, à la disparition d'une monarchie, autrefois si puissante, qui, en s'écroulant, laissera un vide qui ne peut être comblé à l'avantage des uns sans un sérieux préjudice pour les autres, quels qu'en soient les bénéficiaires.

Dans de semblables circonstances, il ne saurait être superflu

(1) A l'heure même où nous écrivons ces lignes, l'Allemagne, assure-t-on, se dispose à renouveler, en le perfectionnant, l'armement de son artillerie, jugé, à l'heure actuelle, inférieur à celui de ses voisins. Si cette éventualité se réalise, ces mêmes voisins seront tenus d'aviser de leur côté. Dans cette prévision, ils ont mis à l'étude, ajoute-t-on, un nouveau canon pour lequel il faudra de nouveaux projectiles. C'est tout un matériel immense à reconstituer, une dépense extraordinaire, évaluée à 400 ou 500 millions, qui viendra se superposer aux allocations ordinaires déjà si lourdes en tout pays. Il en adviendra bientôt de même pour l'armement de l'infanterie, puis pour celui de la flotte, avec la certitude que de nouvelles découvertes de la science nécessiteront la reprise de ces mêmes transformations ; travail de Sisyphe auquel la paix armée semble avoir condamné le monde entier. Les journaux de Londres annoncent qu'on presse le gouvernement anglais de prendre ces mêmes dispositions sans plus de retard pour ses armemens maritimes.

d'attirer l'attention publique sur les événemens antérieurs qu'il est toujours utile de bien connaître pour mieux envisager les éventualités futures. Un long séjour en Orient nous autorise, croyons-nous, à entreprendre cette tâche, sans autre prétention d'ailleurs que celle d'apporter un bien modeste contingent aux informations qu'il importe, en ce moment, de réunir et de propager en les mettant en pleine lumière.

I

Vers le milieu du XVIIe siècle, l'Empire ottoman, parvenu à l'apogée de sa grandeur, constituait un État puissant et redoutable. Ayant solidement assis sa capitale sur les deux rives du Bosphore, il était le maître absolu de la Mer-Noire et de la mer Égée, même de la mer Ionienne; il possédait en Europe, en Afrique, comme en Asie, de vastes territoires, comprenant une population de près de 40 millions d'âmes, s'étendant des bords de la Leitha aux confins du Sahara, et par l'Égypte, jusqu'aux frontières de la Perse et aux montagnes du Caucase. Il porta ses armes victorieuses jusque sous les murs de Vienne et il en fit le siège; ce fut son dernier effort de conquérant et son premier revers; il échoua dans cette entreprise à laquelle succéda la longue série ininterrompue de ses désastres. Successivement battus par Sobieski, par le duc de Lorraine, par le prince Eugène, les Turcs furent contraints de signer, en 1699, la paix de Carlowitz, abandonnant à l'Autriche la plupart de leurs possessions de Hongrie, et cédant le port d'Azof à la Russie, qui faisait sa première ou sa principale apparition dans la lutte séculaire que la chrétienté soutenait contre l'islamisme. De nouvelles guerres, toujours malheureuses pour l'empire ottoman, suivies de nouveaux traités, en rétrécirent successivement les frontières soit en Europe, soit en Asie, le plus souvent au profit de l'empire des tsars. Enfin, par le traité d'Andrinople, conclu en 1829, l'empereur Nicolas imposa à la Porte une clause stipulant l'autonomie des provinces de Valachie et de Moldavie, qui furent ainsi investies du droit de s'administrer elles-mêmes moyennant un tribut annuel, et délivrées de la rapacité des fonctionnaires envoyés de Constantinople et uniquenent préoccupés du souci de rançonner leurs administrés.

Aux pertes subies par la Porte dans les possessions du nord de l'empire, vinrent s'ajouter, dans le midi, la révolte et la rébel-

lion. La Grèce s'insurgea et, après une lutte héroïque, elle obtint son affranchissement. Nous aurons à revenir plus loin sur cette crise qui modifia sensiblement l'état des esprits, aussi bien parmi les chrétiens que parmi les musulmans. La Turquie était à peine sortie, meurtrie et diminuée, de ce dernier conflit qu'elle vit se dresser devant elle un adversaire nouveau. Un vassal habile et audacieux qui avait, en méconnaissant la souveraineté de son maître, solidement assis son autorité en Égypte, Mehemet-Ali, jugea le moment favorable à l'agrandissement de sa puissance. Après avoir enlevé Saint-Jean-d'Acre qui en était le boulevard, ses troupes envahirent la Syrie et l'occupèrent. En 1833, elles se heurtèrent à l'armée turque qui, cette fois encore, fut totalement défaite à Koniah. Cette victoire ouvrait au pacha la route de Constantinople restée sans défense.

Par une de ces résolutions soudaines qui lui étaient particulières, redoutant peut-être l'ouverture d'une crise prématurée ou la compétition d'un cohéritier inattendu, l'empereur Nicolas offrit son assistance à la Porte. Son ouverture fut agréée, et on procéda à la signature d'un nouveau traité, bien différent de tous ceux qui l'avaient précédé, le traité d'Unkiar-Skelessi, en vertu duquel une armée russe vint camper sur les hauteurs de Constantinople. Une clause finale stipulait que le Bosphore resterait ouvert à la marine moscovite pendant que les Dardanelles continueraient à être fermées aux flottes des autres puissances.

A aucune autre époque de son histoire, la Turquie n'avait couru de plus graves dangers ; jamais aucun vassal n'avait entrepris de ravir au sultan sa puissance souveraine ; jamais le chef de l'empire n'avait dû confier à des mains étrangères, avec la garde de sa capitale, le soin de sa sécurité personnelle. Jamais non plus aucun gouvernement européen n'avait conquis, sur la Porte, une influence aussi prépondérante que celle dont la Russie pouvait, à ce moment, revendiquer le bénéfice.

II

Cet état de choses, en les alarmant, éveilla l'attention des autres puissances et provoqua leur intervention diplomatique. Ne pouvant s'abuser lui-même sur le caractère et les effets de la protection qu'il subissait, le gouvernement turc accueillit avec empressement les avis qui lui venaient de toute part ; il consentit à conclure, avec Mehemet-Ali, un arrangement qui laissait le

pacha en possession de la Syrie. Les Russes évacuèrent Constantinople, mais leur présence avait conquis à l'empereur Nicolas un prestige qui rejaillit sur son représentant en Turquie. Au palais, à la Porte, le crédit de cet agent diplomatique resta tout-puissant, dominant celui des agens des autres cours. C'est de cette époque que datent plus particulièrement les jalousies, les rivalités diplomatiques dont Constantinople n'a cessé, depuis, d'être le théâtre.

L'orgueilleux Mahmoud ne s'accommoda pas longtemps de l'accord conclu avec l'agrément et en quelque sorte sous la médiation des puissances. Il employa ses soins et toutes ses ressources à reconstituer son armée ; et en 1839, se persuadant qu'elle était en état d'aborder et de vaincre les troupes égyptiennes, il engagea de nouveau la lutte. La rencontre eut lieu au pied du Taurus, à Nezib ; fidèle à la fortune du vieux pacha, la victoire couronna la vaillance de ses soldats plus disciplinés et mieux commandés ; Mehemet-Ali se retrouva, comme en 1833, maître des destinées de la Turquie.

L'Europe reprit l'alarme. Unie à l'Autriche, principale intéressée au maintien de l'empire ottoman, sinon à son entière intégrité, l'Angleterre résolut, en se concertant avec les autres puissances, de prendre des mesures collectives pour garantir la Turquie contre toute entreprise de Mehemet-Ali. Le cabinet britannique, qui avait pris l'initiative de ces négociations, s'en ouvrit avec celui de Saint-Pétersbourg. L'empereur Nicolas fit, à ses propositions, un accueil empressé et inattendu. Il envoya, à Londres, un diplomate avisé possédant sa confiance, avec la mission de se prêter à tout arrangement, pourvu qu'il fût conçu de façon à atteindre rapidement le but que l'on se proposait. Il ne prévit pas qu'en prêtant son concours, en cette occasion, il s'exposait à abdiquer, entre les mains de l'Angleterre, l'influence souveraine qu'il exerçait à Constantinople, due aux succès de ses armes et à l'habileté de sa diplomatie ; que, pour la reconquérir, pour ressaisir les sympathies des chrétiens d'Orient fort troublés par le secours qu'il avait accordé à la Porte, il lui faudrait, avant longtemps, courir les chances d'une guerre formidable.

Grâce à sa participation, l'accord s'établit rapidement à Londres, et on décida de faire emploi de la force pour restituer la Syrie au sultan, pensant mettre ainsi la Turquie à l'abri de toute nouvelle agression venant de son turbulent vassal ; on se réservait d'adopter d'autres dispositions s'il résistait aux résolu-

tions des alliés de la Porte. On s'entendit sur cette double base à l'exclusion de la France qui ne pouvait consentir, même éventuellement, à dépouiller Mehemet-Ali de l'Égypte dont il avait, avec notre assistance, relevé l'antique prospérité. L'Angleterre se chargea de l'exécution des mesures arrêtées à Londres ; elle déploya des forces maritimes considérables unies à de faibles contingens de troupes de débarquement turques et autrichiennes ; à l'aide de l'insurrection que de nombreux agens surent provoquer dans tout le Liban, les amiraux mirent rapidement en pleine déroute l'armée égyptienne qui dut se réfugier sous le canon de Saint-Jean-d'Acre. Après ce premier succès, l'amiral Napier fut envoyé devant Alexandrie ; il ouvrit, avec Mehemet-Ali, des négociations qui aboutirent à des préliminaires de paix devenus plus tard, par un nouvel accord de toutes les puissances, la France comprise, les bases de l'arrangement en vertu duquel l'Égypte a été constituée en vice-royauté au profit de son fondateur et de sa descendance.

III

Nous avons dû évoquer sommairement les faits qui ont marqué cette période historique, parce qu'ils imprimèrent un caractère aigu et passionné aux compétitions internationales qui divisaient déjà la diplomatie à Constantinople, et d'où sont sortis les conflits sanglans, relativement récens, auxquels a donné lieu la question d'Orient. L'Angleterre, en effet, n'avait pas seulement provoqué les conférences de Londres; elle avait en outre pris et gardé la direction des opérations diplomatiques et militaires; elle avait été à peu près seule à la peine, elle entendait être la première à l'honneur et recueillir le bénéfice des sacrifices qu'elle s'était imposés. Elle parla haut et ferme à Constantinople, exigeant des témoignages d'une gratitude effective. Ayant joué le premier rôle pendant la guerre elle voulut le conserver après la conclusion de la paix. Elle chargea du soin de le revendiquer un diplomate digne de sa confiance, lord Stratford de Redcliffe, qui sut imposer aux Turcs, plus troublés que reconnaissans, la prépondérance de son gouvernement, et mieux encore, son autorité personnelle. Nous avons raconté le rôle que cet agent impérieux et habile a joué jusqu'à la guerre de Crimée (1). Envoyé à Con-

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1er mars 1895.

stantinople pour substituer l'influence de l'Angleterre à celle de la Russie dans une pensée facile à comprendre, il a rempli sa mission avec un succès qui a peut-être excédé les vœux de son gouvernement; car, en défendant, avec sa véhémente âpreté, la place conquise sur la Russie, il n'a pas peu contribué au drame qui s'est engagé, depuis, sous les murs de Sébastopol.

Dès ce moment, en effet, les rôles et les situations étaient renversés à Constantinople: en s'emparant du premier rang, l'Angleterre avait effacé la Russie et porté à son prestige une atteinte à laquelle celle-ci ne pouvait se résigner longtemps sans déchoir de la hauteur à laquelle elle s'était élevée. L'éclat de son autorité reposait sur les sympathies des populations chrétiennes, et déjà ces populations avaient souffert dans leur foi et dans leurs espérances, quand l'armée de leur puissant coreligionnaire, destinée, dans leurs prévisions patriotiques, à les délivrer d'un joug détesté, était accourue, en 1833, sur les rives du Bosphore, pour raffermir le trône du sultan et conjurer les complications que les succès de Mehemet-Ali permettaient d'entrevoir. Ce mécompte se fit plus douloureux encore quand on vit l'Angleterre, l'amie avouée et hautement intransigeante de la Turquie, ravir à la Russie et exercer à sa place, dans les conseils de la Porte, le crédit qui lui avait si longtemps appartenu.

Un échec aussi retentissant ne pouvait manquer de blesser la légitime fierté de l'empereur Nicolas; pour le réparer, il orienta sa politique dans des voies nouvelles, bien que semées des plus graves périls. Invoquant des traités antérieurs, il revendiqua un droit de protection sur ses coreligionnaires, sujets du sultan; la question des lieux saints lui en fournit le prétexte et l'occasion; des stipulations formelles, croyait-il, lui en imposaient le devoir. Il affirma sa prétention avec cette fermeté impérieuse et douce qui était un trait particulier de son caractère, jusqu'à envahir les principautés moldo-valaques, prélude de cette guerre dont il ne vit pas la fin, et qui devait se terminer par la destruction de l'arsenal et de la flotte de Sébastopol, sa création et son orgueil.

La Turquie a vécu jusqu'ici, pourrions-nous dire, de ces calamiteuses compétitions entre ses protecteurs et ses adversaires; elle en mourra peut-être au milieu des plus sinistres convulsions. Ces déplorables conflits se sont en effet renouvelés; ils se renouvelleront encore, aussi longtemps que durera la situation

complexe et inextricable qu'on a vainement tenté de dénouer jusqu'à présent. En 1876, une insurrection éclata en Bosnie et se propagea dans les provinces limitrophes ; pour la comprimer, la Porte eut recours à une répression impitoyable. Après de vains efforts pour y mettre fin, auxquels participa la diplomatie de toutes les puissances, la Russie intervint ; elle déclara la guerre à la Turquie qui fut réduite à signer la paix de San-Stefano. Ce traité restituait à l'empire moscovite la haute position qu'il avait perdue en Orient. Les jalousies se redressèrent incontinent ; et au congrès de Berlin, l'Angleterre et l'Allemagne réunies infligèrent à la Russie une mortelle humiliation en la dépouillant de la plupart des avantages qu'elle avait arrachés à la Porte vaincue.

Aucune des puissances intéressées cependant ne s'était, à aucune époque, dissimulé que cet état de choses dérivait des vices organiques de l'administration ottomane ; dans cette conviction, nul ne méconnaissait l'impérieuse nécessité de corriger ses traditionnelles imperfections, cause permanente de sa faiblesse, de son impuissance à prévenir ou à réprimer les désordres et les révoltes dont la Turquie, depuis plus d'un demi-siècle, donnait périodiquement le spectacle à l'Europe alarmée. On fut donc unanime, avec plus ou moins d'empressement, pour l'aider à se relever de sa détresse. Dans des conventions, successivement renouvelées, les puissances prirent l'engagement réciproque de respecter les possessions du sultan ; elles offrirent, d'autre part, à la Porte de l'aider, par voie de conseils ou d'assistance, à réformer ses institutions civiles et sociales.

C'est ainsi que, dans la plupart des traités qui ont prétendu régler la question d'Orient, les puissances signataires ont stipulé l'intégrité de l'empire ottoman. En 1840, dans l'acte qui a mis fin à l'affaire d'Égypte, les parties contractantes « voulant attester leur accord en donnant au sultan une preuve manifeste du respect qu'elles portent à l'inviolabilité de ses droits souverains... ont résolu... de constater en commun, par un acte formel, leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle de l'empire ottoman, d'après laquelle le passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore doit toujours être fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix. » Au congrès de Paris, réuni en 1856, pour arrêter les conditions de la paix après la guerre de Crimée, dans une occasion, par conséquent bien solennelle, les plénipotentiaires « déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert

européen. » Les parties contractantes, ajoutent-ils, « s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garantissant en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général ». Au congrès de Berlin, on affecta de s'inspirer des mêmes dispositions ; on se concerta pour limiter d'une façon dérisoire les avantages stipulés par la Russie à San-Stefano afin de mieux assurer, prétendit-on, la sécurité de la Porte dans les éventualités ultérieures.

Par une dérision du sort, ou plutôt par la force des choses, jamais aucun de ces engagemens n'a été tenu, jamais il n'a été tenté aucun effort collectif pour en garantir le respect : la Turquie a été envahie, l'Égypte est occupée au mépris des dispositions conventionnelles que nous venons de rappeler. Bien mieux ; jamais l'empire ottoman n'a été mis en plus grave péril, n'a été plus démembré que quand on promettait au sultan la paisible possession de ses territoires et l'entière liberté de son gouvernement ! On le dépouilla, en 1841, en sanctionnant l'usurpation de Mehemet-Ali, en ne laissant au sultan qu'un droit dérisoire de suzeraineté, dont on ne lui a jamais permis d'ailleurs de faire usage. En conformité avec le traité conclu à Paris en 1856, les puissances ont, d'un commun accord, élaboré, deux ans après, une convention qui a préparé la voie à l'érection du royaume de Roumanie. Au congrès de Berlin, en 1878, on a ravi à la Porte deux provinces, la Bosnie et l'Herzégovine, dont on confia l'administration *temporaire* à l'Autriche, qui ne semble guère disposée à en faire la restitution à leur souverain légitime. L'Angleterre exigea son lot, et, sous prétexte d'être mise à même de mieux défendre les intérêts de la Porte en Asie, elle se fit octroyer la possession de l'île de Chypre. La Grèce, de son côté, obtint, sur notre initiative, une rectification de frontières tout à son avantage. On s'était cependant assemblé pour protéger la Turquie contre les exigences de son vainqueur, la Russie, qui, à San-Stefano, ne lui avait pourtant imposé ni la cession de deux provinces en Europe, ni l'abandon d'une île importante dans la Méditerranée. Mais des vues nouvelles prévalurent dans cet aréopage où chaque puissance, par l'organe de ses plénipotentiaires, n'eut d'autre dessein que de servir les intérêts égoïstes de sa propre politique en lui sacrifiant ceux de la Turquie. A vrai dire, un facteur nouveau, la Prusse, qui jusque-là n'était intervenue que

comme appoint dans les affaires d'Orient, avait conquis le droit de faire entendre sa voix et même de l'imposer dans une certaine mesure. M. de Bismarck la représentait au congrès; peu enclin à ménager les faibles, il ne se montra pas disposé à faire état d'un empire vermoulu; il jugea au contraire qu'il était plus opportun de ne pas attendre son entière ruine pour en bénéficier. On sait qu'il a été, dans une pensée intéressée, le promoteur des avantages faits à l'Autriche qui, pour prix de ses bienfaits, noua, l'année suivante, une étroite alliance avec l'Allemagne.

IV

Voilà comment les puissances ont concerté leurs rapports à l'égard de la Turquie sur le terrain international. Comment ont-elles procédé dans leurs relations particulières avec la Porte? Celles d'entre elles qui désirent prévenir ou éloigner la chute de l'empire ottoman, éventualité qu'elles redoutent pour la paix générale, convaincues qu'on ne peut la conjurer qu'à l'aide de réformes radicales, les ont instamment suggérées aux conseillers du sultan. Leurs efforts datent du règne de Mahmoud.

Ce prince, esprit sans culture, mais sagace et ferme, en comprit la sagesse et l'opportunité; il eut la vision des périls que courait son empire; il se persuada que les infortunes de la Turquie procédaient des imperfections qui viciaient tous les services administratifs. Ayant la conviction qu'il ne saurait rien amender sans avoir dans la main une force solide et dévouée, il consacra ses premiers soins à constituer une armée organisée sur des bases empruntées au régime européen. Avant lui les troupes turques se formaient à l'aide de la corporation des janissaires, corporation indisciplinée, toute-puissante à Constantinople et dans les provinces, qui avait, dans plus d'une occasion, disposé du sort des sultans. Il jugea qu'elle serait un obstacle à ses desseins, et bien qu'il lui dût son avènement au trône, il résolut de détruire cette oligarchie insubordonnée et pillarde, à l'imitation de Mehemet-Ali qui avait, par un massacre, anéanti les Mameloucks, ces feudataires étrangers dont il eût été la victime s'il ne les eût prévenus. Grâce à sa fermeté, le sultan Mahmoud accomplit cette tache sanguinaire qui lui permit d'entreprendre et d'achever son œuvre; la Turquie lui doit l'armée dont elle dispose aujourd'hui.

L'organisation militaire qu'il a inaugurée n'a donc pas été stérile. Son œuvre administrative et sociale, qui présentait de

plus sérieuses difficultés, a seulement été ébauchée dans les dernières années de son règne; il touchait au terme de sa vie quand il rendit un firman, connu sous le nom de *Tanzimat*, resté inappliqué dans la plupart de ses dispositions, qui promettait à tous ses sujets indistinctement, avec la liberté de conscience, l'égalité devant la loi et les réformes destinées à mettre un terme à tous les abus.

En succédant à son père, Abdul-Azis se trouva aux prises avec Mehemet-Ali; l'armée turque venait de subir l'éclatante défaite de Nezib. Ce désastre lui valut l'assistance de l'Europe et mit son gouvernement en contact plus direct avec les grandes puissances. Les sacrifices qu'elles s'étaient imposés pour réduire le vieux pacha à la soumission leur conféraient le droit de faire entendre à la Porte de salutaires avertissemens. Elles en usèrent pour la déterminer à poursuivre l'entière application des améliorations élaborées, avec leur concours, sous le règne précédent; elles y procédèrent par voie de conseil et même de réprimande, offrant de mettre, à sa disposition, des hommes choisis parmi les plus compétens, des spécialistes de l'ordre administratif et financier, propres à redresser l'état social et économique de l'empire, à constituer des organismes nouveaux, nécessaires pour lui inoculer une vie nouvelle, et le mettre en mesure d'apaiser, d'une part les haines de race, de tirer, de l'autre, un profit réel des immenses ressources que recèle un pays appauvri par l'impéritie et les passions de ses gouvernans. On ne négligea rien, en somme, pour signaler à la Porte les imperfections et les lacunes d'une administration qui avait vécu dans la plus coupable inertie et s'était immobilisée dans des traditions destructives de toute existence nationale, source mortelle de sa faiblesse et de ses revers. Aucune puissance, il faut en convenir, n'a, plus que l'Angleterre, voué tous ses soins à cette tâche ingrate. On sait avec quelle louable obstination, avec quelle virulente insistance, celui de ses ambassadeurs qui a si longtemps résidé à Constantinople, a secondé les vues de son gouvernement. Lord Stratford de Redcliffe, malgré les mécomptes qui exaspéraient son irascibilité, n'a cessé de redoubler d'énergie pour obtenir l'entière exécution des réformes promises et solennellement promulguées. Il avait réussi à persuader quelques serviteurs du sultan de l'urgence d'*européaniser* l'empire, comme il disait, pour le rendre digne de prendre rang parmi les grands États. Rechid-Pacha, déjà connu par ses opinions libérales, fut parmi eux le plus distingué; il le poussa au

grand vizirat. D'autres esprits, non moins convaincus, comme Aali-Pacha, comme Fuad-Pacha, se groupèrent autour de lui; ils fondèrent une école, un parti, celui de la réforme; malheureusement il ne recruta qu'un petit nombre d'adeptes, la plupart sortis des rangs de la population chrétienne qui s'étaient abreuvés aux sources des universités européennes. Nous dirons plus loin les causes qui ont stérilisé l'œuvre de ces rares clairvoyans.

Il convient toutefois de rendre bonne justice à Rechid-Pacha, comme aux ministres qui s'étaient associés à sa fortune et à ses idées, en reconnaissant qu'ils n'ont négligé aucun soin, qu'ils n'ont reculé devant aucun péril pour assurer l'exécution du programme dont ils s'étaient constitués les instrumens. Ils engagèrent, avec l'esprit rétrograde et fanatique des corporations religieuses et des masses populaires, une lutte qu'ils soutinrent avec la plus louable énergie. Ils soumirent, à la sanction du nouveau sultan qui les agréa, des firmans ratifiant ceux de Mahmoud dont ils comblaient les lacunes. On eut, à cette époque, ils eurent eux-mêmes l'illusion du triomphe prochain de leurs doctrines. On ouvrit des écoles et on en étendit l'enseignement à des matières qui avaient été, jusque-là, exclues des établissemens scolaires. On élabora de nouveaux codes; on remania les institutions judiciaires; on créa des tribunaux mixtes où les chrétiens furent appelés à siéger concurremment avec les musulmans, et devant lesquels leur témoignage devait être reçu au même titre. Pour assurer le respect de ces mesures et de bien d'autres non moins essentielles, on multiplia les instructions de nature à éclairer les agens de tout ordre; on leur enjoignit de s'inspirer de l'esprit de justice dont le maître de l'empire leur donnait un si éclatant exemple, d'apporter, dans l'exercice de leurs attributions, le respect dû à la liberté et à la fortune de tous ses sujets. On usa de rigueur, dans plus d'une occasion, contre les fonctionnaires réfractaires ou incorrigibles.

Sentant bien, en présence des obstacles qu'ils rencontraient, que l'appui de l'Europe leur était nécessaire, et convaincus qu'il serait efficace, ces novateurs eurent recours à son aide en mettant, en quelque sorte, l'œuvre entreprise sous son égide. C'est ainsi que dans les accords internationaux auxquels la Turquie a participé, ils n'hésitèrent pas à donner des assurances équivalant à des engagemens diplomatiques, autorisant les puissances à contrôler les actes de la Porte, à la contraindre au besoin, par des représentations désormais légitimes, à effectuer les amélio-

rations promises. Au congrès de Paris, les plénipotentiaires ottomans furent autorisés à communiquer les firmans octroyés par le sultan, destinés à améliorer le sort de ses sujets, et les cours contractantes en constatèrent *la haute valeur* (article 9 du traité). On ne pouvait promettre plus solennellement à l'Europe de tenir compte de ses vœux et de s'y conformer.

A Berlin, vingt-deux ans plus tard, quand une longue période s'était écoulée sans apporter aucun résultat satisfaisant, quand déjà on pouvait pressentir l'impuissance ou le mauvais vouloir d'un souverain nouveau, entouré de conseillers disposés à méconnaître les vues de leurs prédécesseurs, les puissances se montrèrent plus absolues et, empruntant au traité de San-Stefano des clauses impératives, elles exigèrent que la Porte s'engageât expressément « à réaliser, sans plus de retard, les réformes qu'exigent, dit le traité, article 61, les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera, ajoutait-on, connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux puissances qui en surveilleront l'application ». Prenant acte de la volonté exprimée par la Porte de maintenir le principe de la liberté religieuse, les puissances retiennent (article 62) que « dans aucune partie de l'empire ottoman, la différence de religion ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'usage des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publiques, aux fonctions, aux honneurs, enfin l'exercice des industries ». Cette fois la Turquie ne se bornait pas à multiplier ses assurances; elle contractait des engagemens synallagmatiques dans un acte conventionnel que le souci de son honneur lui commandait, aussi bien que ses plus précieux intérêts, de remplir fidèlement.

Or voilà plus d'un demi-siècle que l'Europe, après l'avoir défendue par les armes en 1840 et en 1855, s'évertue à relever la Turquie de son abaissement, en l'incitant à racheter ses plus funestes erreurs; qu'elle lui recommande, sous toutes les formes, de faire bonne et égale justice à tous ses sujets, de se conformer aux règles essentielles de tout gouvernement digne de ce nom. Les hommes qui, les premiers, ont attaché leur nom à la cause de la réforme, sont morts sans qu'il leur ait été concédé de tirer du néant l'œuvre à laquelle ils s'étaient dévoués. Ils ont laissé, derrière eux, des continuateurs timides ou réfractaires, n'ayant ni leurs lumières ni leur autorité, n'étant certes pas, pour la

plupart, ni à la hauteur de leur mission, ni pénétrés des devoirs qui leur incombent. Qui oserait, après les récens forfaits tolérés ou prescrits en Asie Mineure, prétendre que la Turquie a fait un pas dans la voie salutaire que l'Europe a voulu ouvrir devant elle? que la justice y est plus équitablement distribuée? que les impôts y sont mieux répartis, levés sans exactions? que les chrétiens y jouissent de la liberté de conscience, de la sécurité qui leur ont été promises sous la garantie des grandes puissances?

V

A quelles causes faut-il attribuer un si révoltant mécompte? Il en est, croyons-nous, de plusieurs sortes; il en est qui datent de la conquête. Pour les bien définir et en déterminer le caractère, pour bien voir les choses et en déduire logiquement les conséquences, il nous faut ici remonter le cours de l'histoire. En soumettant à leur domination les populations chrétiennes de l'Europe orientale, les sultans les ont, en quelque sorte, parquées dans une situation sociale étroite et circonscrite. Ils ne leur ont toléré l'usage de leur religion qu'en ayant soin d'en limiter l'exercice, sans les admettre au partage des privilèges concédés aux coreligionnaires du souverain. Sans parler des impôts de toute sorte, les chrétiens étaient tenus d'acquitter une taxe humiliante qui était la marque de leur infériorité; ils étaient exclus des fonctions publiques et de l'armée qui se recrute uniquement, même à l'heure actuelle, parmi les musulmans; et n'étant, à vrai dire, ni des sujets, au sens élevé du mot, ni des esclaves, ils supportaient toutes les charges de la première de ces deux conditions et celles qu'entraîne la servitude. Ils ont vécu, durant plus de trois siècles, dans cet état d'abaissement et d'ilotisme, sous la main de fer de leurs vainqueurs, restés leurs maîtres aveugles et implacables qui, les accablant de mépris, ne les jugeaient pas encore dignes de leur colère. Durant cette longue période, les chrétiens n'ont eu qu'un souci, celui de se faire oublier; ils dissimulaient leur bien-être, quand ils en possédaient, dans l'intérieur de leurs habitations auxquelles ils prenaient soin de donner, à l'extérieur, une apparence sordide, sachant bien qu'ils en seraient dépouillés, souvent avec la vie, dès qu'ils en auraient fait étalage: témoin ce Constantin Brancovan dont on racontait, naguère, à l'Institut, l'émouvante et tragique histoire, décapité, en 1714, avec ses quatre fils et son gendre.

Sous l'empire de la terreur que leur inspiraient de si cruelles catastrophes, souvent renouvelées, ils se réfugièrent dans leur foi, et ils s'y cantonnèrent si étroitement qu'à la fin du siècle dernier on avait, en quelque sorte, perdu la notion des diverses nationalités auxquelles ils appartenaient. Grecs, Slaves, Arméniens, on les désignait tous indistinctement sous une dénomination générique et commune, celle de chrétiens et pour les Turcs ils étaient uniquement des *rayas*, sujets de race inférieure, taillables et corvéables à merci.

Mais survint un jour où le bruit des succès des Russes en Crimée, leur apparition dans la Mer-Noire, l'éclat des victoires de Bonaparte en Égypte réveillèrent ces populations du long sommeil où elles s'étaient endormies. L'espoir les saisit au cœur que le moine qui, selon la légende, s'est cloîtré dans les murs de Sainte-Sophie le jour où les musulmans y ont pénétré, allait surgir de sa retraite, et que la vénérable métropole, trop longtemps profanée, leur serait rendue avec la liberté et la délivrance, Ils formèrent des vœux et ils osèrent les exprimer. Ils en appelèrent à l'Europe qui accueillit leurs supplications; ils invoquèrent plus particulièrement le secours du tsar, leur coreligionnaire, le potentat le plus proche et dont les armes avaient défait les Turcs en maintes batailles, et qui leur apparut comme l'envoyé du Seigneur, prédestiné à les relever d'un servage odieux. Sous l'empire de cette conviction, ils s'inféodèrent, en quelque sorte, à la légation de Russie dont ils se constituèrent les cliens. Sans évoquer, à l'appui de cet exposé, d'autres événemens qui le justifieraient plus amplement, nous rappellerons que les Serbes en 1819, les Grecs de l'Attique et de Morée en 1821 s'insurgèrent, revendiquant leur indépendance. Après une lutte sans merci de part et d'autre qui s'est prolongée pendant dix ans, après des exploits qui ont illustré les noms de Miloch Obrenowitch, de Canaris, de Botzaris et de tant d'autres héros, après une cruelle effusion de sang, la Serbie fut érigée en province autonome en 1829, la Grèce en royaume indépendant en 1830. La paix fut ainsi rétablie au nord et au midi de l'empire, mais le combat se trouvait désormais engagé entre les populations chrétiennes et leurs maîtres; il a été plusieurs fois interrompu; il a été souvent repris sous des formes et dans des conditions diverses. Les Roumains et les Bulgares ont été les derniers bénéficiaires de ces alternatives.

Périodiquement assaillis par l'esprit de révolte, perdant

chaque fois des territoires plus ou moins importans, les Turcs comprirent que leur domination était menacée de toute part; cette conviction s'est rapidement propagée de Constantinople jusqu'aux provinces les plus reculées, et à leur mépris pour les chrétiens est venue s'ajouter une haine farouche et implacable qui a envahi l'âme irritée de tous les musulmans. Dans leur aveugle effarement, les plus exaltés n'ont connu qu'un moyen de conjurer le péril et de maintenir leur puissance : la dispersion ou l'anéantissement des chrétiens par l'extermination. Partout où ceux-ci ont osé les braver ils les ont combattus par le massacre, comme en Bulgarie, en Bosnie, à Damas et en d'autres lieux; leur formidable ressentiment, toujours prompt à s'exaspérer, n'a compris aucun autre mode de sauvegarder leur prédomination. On a vu que quelques hommes éclairés, parmi les conseillers du sultan, animés d'autres sentimens, répudiaient ces sanglantes exécutions et qu'ils réprouvaient l'animosité furieuse qui les provoquait. Nous avons rappelé leurs louables efforts pour remédier à cet état des esprits et pour substituer, à une méthode empruntée à la plus féroce barbarie, un ordre de choses plus conforme à la morale publique et aux véritables intérêts de l'empire ottoman. Il serait puéril aujourd'hui de ne pas reconnaître que leurs espérances n'ont pas justifié leurs efforts. Si nous ne nous abusons, leur généreuse entreprise a échoué pour deux raisons capitales, l'une religieuse, l'autre sociale.

VI

Ils se sont heurtés en effet, dès le début de leur tentative, à l'implacable obstination des Osmanlis, restés réfractaires et rebelles à toutes les mesures prises pour les plier aux exigences d'une évolution qui troublait leur foi et méconnaissait leurs traditions en blessant profondément leur orgueil. Le Coran, ce code de morale et d'hygiène qui proscrit le jeu, le luxe et l'usage du vin, qui proclame l'infériorité de la femme, code à la fois civil et criminel, qui voue les infidèles à la servitude dans ce monde et aux peines éternelles dans l'autre, en garantissant aux bons croyans des joies ineffables de leur vivant et après leur mort, ce code est resté la loi suprême et intangible de tous les adeptes de l'islamisme. Dans les mosquées, dans les écoles qui en sont les annexes, on ne cessa de répudier hautement, surtout dans les provinces, les doctrines des réformateurs, de les dénoncer à l'in-

dignation des fidèles, de professer le respect de l'intégralité de l'islamisme et de la domination que sa loi religieuse commandait d'imposer invariablement aux races chrétiennes. C'est ainsi qu'on n'a jamais vu un musulman passer au christianisme. A Constantinople, sous les yeux des ministres dont on maudissait les tendances, on usait d'une circonspection relative et le Cheik-ul-Islam dut se résigner plus d'une fois à des compromissions qui lui étaient amèrement reprochées. Mais, loin de la capitale, on ne désarma nulle part; on ne s'inclinait que quand le châtiment menaçait de suivre la désobéissance. Voilà comment ont avorté les desseins des réformateurs et comment se sont dissipées les espérances et les illusions des amis de la Turquie. Pour mieux le démontrer, nous rappellerons deux graves incidens parfaitement analogues, survenus à une longue distance l'un de l'autre, et qui attestent qui rien n'est changé en Turquie.

En 1851, quand Reschid-Pacha tenait en ses mains, depuis plusieurs années, le timon du gouvernement et était en possession de l'entière confiance du sultan, Abdul-Mejid, un religieux latin fut assassiné à Antioche. Notre consul à Alep put se convaincre que ce meurtre avait été commis à l'instigation d'un cheik, l'un des maîtres de l'enseignement religieux dans les mosquées; il en obtint l'aveu de l'un des assassins. Malgré les ordres les plus impératifs de la Porte, expédiés à la sollicitation de notre ambassade, il lui fut impossible d'arracher aux autorités compétentes la punition des coupables; les autorités civiles et judiciaires se dérobaient également à toutes ses instances, dans la crainte de provoquer un mouvement populaire si on osait exercer des poursuites contre un saint homme universellement vénéré. On dut évoquer l'affaire à Constantinople et elle fut soumise à l'examen d'un tribunal exceptionnel, composé de plusieurs fonctionnaires du divan. A la première audience, à laquelle nous assistâmes comme délégué de l'ambassadeur, dès que le cheik fut introduit, ses juges l'accueillirent avec des marques unanimes d'une considération empressée; l'un d'entre eux quitta son siège et s'avança au-devant de l'accusé pour mieux lui témoigner son respect. Nous dûmes nous retirer en protestant contre ces manifestations incorrectes et inattendues; l'affaire fut seulement reprise quand nous fûmes assuré de ne plus nous retrouver en présence de celui des juges qui avait plus particulièrement provoqué, par son attitude, ce scandale judiciaire. Grâce à la fermeté du marquis de La Valette, titulaire, à ce moment, de notre ambassade, le cheik

fut condamné, non à la peine du talion, en conformité avec la loi musulmane, qu'il aurait si bien méritée, mais à la détention perpétuelle dans une forteresse; il fut interné à Belgrade où il succomba quelques années plus tard.

Voilà quel était, à cette époque et en pleine période de réformation, l'état de l'esprit public, soit dans les rangs des populations, soit même parmi les fonctionnaires publics, malgré la promulgation des firmans souverains. S'est-il amendé depuis lors? Comme si l'histoire était vouée, dans ces contrées envahies par le plus étroit fanatisme, à se renouveler sans cesse, l'an dernier, dans ce même vilayet d'Alep, un autre religieux latin a été arraché de son couvent et mis à mort; par qui? non plus par de vulgaires assassins, mais par la force publique, par des soldats du sultan, commandés par un colonel, dont le premier devoir était de maintenir l'ordre et de faire respecter la sécurité de tous les sujets de son maître indistinctement et plus particulièrement de garantir celle des étrangers. Cet officier supérieur, ayant ainsi forfait à l'honneur, a-t-il été dessaisi de son commandement et renvoyé devant un conseil de guerre? Récemment encore il était en pleine possession de la confiance de ses chefs et à la tête de ses troupes. Rien n'étant changé ni dans les mœurs publiques, ni dans les habitudes de la Porte, le châtiment se fait attendre comme en 1852, et pour l'obtenir, notre ambassadeur à Constantinople, dont la fermeté et la vigilance sont dignes de tout éloge, se voit dans la nécessité de déployer toute son énergie. Nous avons d'ailleurs la confiance qu'elle triomphera de tous les obstacles.

Autre coïncidence non moins suggestive, — néologisme qui est ici bien à sa place. — Durant le siège de Sébastopol, nous eûmes occasion, à Constantinople, de nous entretenir des dangers qui menaçaient la Turquie, avec un officier, homme pourtant d'un tempérament paisible; il nous signala lui-même le plus grave entre tous : l'éventualité où les Turcs seraient forcés de repasser le détroit et de rentrer en Asie. « Ce jour-là, ajouta-t-il en s'animant, le Bosphore ne roulera plus que des cadavres dans des flots de sang. » Que pense-t-on aujourd'hui, après une période de plus de quarante ans, dans la capitale de l'empire, de quels sentimens se nourrit la population musulmane? Dans un élan de légitime indignation, M. de Mun en a apporté récemment, à la tribune, la farouche expression. Un cawas (1), racontait-il en

(1) Sorte de gendarmes au service permanent des ambassadeurs.

s'appuyant sur des documens officiels, chargé par M. Cambon d'accompagner une religieuse, lui a tenu ce langage : « Ah ! ma sœur, on coupe bien là-bas dans l'intérieur, en Anatolie. — Et que coupe-t-on là-bas ? — Des têtes de chrétiens. Je voudrais y être et en couper aussi. » Le même jour, l'ambassadeur d'Autriche apprenait à son collègue de France que ses propres cawas tenaient identiquement les mêmes propos dans le vestibule de son palais.

VII

Cet état des esprits, que les générations, en se succédant, se transmettent invariablement, en se léguant le même fanatisme et la même ignorance, les deux causes principales de l'impéritie traditionnelle de la société musulmane en Orient, cet état, disons-nous, est un obstacle insurmontable au maintien de la paix intérieure, à l'établissement d'un ordre régulier propre à conduire au rapprochement des races, si ce n'est à leur fusion. Il en est un autre non moins funeste : l'insuffisance et la vénalité des fonctionnaires de tout rang ; nous devrions dire de la plupart, car il en existe, et nous en avons connu, malheureusement en petit nombre, qui constituaient d'honorables exceptions. Quiconque a séjourné en Turquie a été témoin des excès de la concussion. Un pacha, un bey est-il appelé à représenter la Porte en province, il arrive à son poste avec une préoccupation unique, celle d'en revenir grassement pourvu. Il ne se borne pas à rançonner ses administrés autour de lui ; il met aux enchères les places qui, loin de sa résidence, relèvent cependant de son administration ; et les agens qu'il investit ainsi d'une fraction de son autorité, en font, à leur tour, la cession par le même procédé ; de telle sorte que, du haut en bas de l'échelle, le contribuable est, à tous les niveaux, l'objet d'une rapace et constante oppression qui l'épuise et l'irrite. Autrefois ces marchandages ignominieux se pratiquaient ouvertement dans la capitale même de l'empire, et de là ils se répercutaient dans les chefs-lieux des provinces et jusqu'aux plus infimes districts. Depuis que les ambassadeurs ont acquis un droit de contrôle, depuis qu'ils exercent une sorte de surveillance sur les actes des hauts dignitaires de la Porte, leur présence a mis fin, dans une certaine mesure, aux abus les plus crians ; mais la vénalité, née de l'arbitraire et sou-

tenue par l'impunité, est restée la lèpre qui ronge l'empire ottoman. Le mal subsiste et il a si profondément pénétré dans les mœurs qu'il est manifestement incurable.

A quelles circonstances doit-on, après le fanatisme, attribuer cette défaillance de la probité, cette perversion des consciences en Turquie? A l'absence de toute classe moyenne nourrie de cette instruction générale et de cette culture professionnelle qui permettent, dans les États civilisés, de l'utiliser au maniement des services publics comme dans les entreprises du commerce et de l'industrie. Supprimez, sur un point quelconque de l'Europe, celle qui est issue des universités et des parlemens ou des congrégations enseignantes, à qui remettrait-on le soin de distribuer la justice, d'administrer le pays? C'est l'état de la Turquie; qui est ainsi ravagée par le fanatisme et la vénalité, vices inhérens à une nation inculte, surtout quand elle se compose de races hostiles les unes aux autres par leur origine et par leur religion. C'est ainsi que les fonctions publiques, en Turquie, sont livrées à des agens impropres ou mal préparés aux devoirs de leurs charges et qu'ils s'acquittent de leurs attributions exclusivement au gré de leurs caprices et de leurs passions.

Ce qui a fait la fortune de Mehemet-Ali, c'est qu'il ne souffrait aucun abus, excepté ceux qu'il se permettait lui-même pour le raffermissement de son autorité. Dans des vues qu'il a réalisées, d'une main il pressurait le pays à outrance, de l'autre il lui imprimait violemment un essor nouveau; mais il sévissait avec la dernière rigueur contre quiconque osait l'imiter dans un intérêt personnel. Témoin, d'autre part, de l'incapacité professionnelle de ses agens, il entreprit d'en créer des couches nouvelles; il fonda des écoles de toute sorte; il en exigea la fréquentation; il envoya en Europe de nombreux élèves pour se former à la gestion de la chose publique. Malgré tous ces efforts, telle était encore, après lui, la pénurie de bons instrumens, que quand on voulut organiser définitivement l'administration sur des bases solides, on dut recourir à des étrangers; on confia résolument les finances et la justice à des Européens venus de contrées diverses et désignés par leurs gouvernemens respectifs. On a constitué ainsi, bien avant l'occupation anglaise, des juridictions mixtes qui fonctionnent à l'entière satisfaction des justiciables, institué des commissions qui gèrent et défendent utilement les revenus du Trésor et les intérêts des particuliers. On a, depuis, essayé de ce

remède à Constantinople, mais seulement quand la banqueroute a frappé à la porte de l'Empire; quand on a été contraint de donner des garanties aux prêteurs ingénus qui avaient souscrit aux emprunts contractés en Europe; quand tous les marchés financiers ont été fermés à la Turquie qui, obérée, est obligée aujourd'hui de fournir des gages spéciaux pour obtenir de minimes avances, si bien qu'elle n'a plus la libre disposition de la plupart de ses revenus, tandis qu'en Égypte, la prospérité, due à la puissante impulsion de Mehemet-Ali, un moment compromise par des successeurs inconsciens, lui a survécu et se maintient à tous les degrés.

C'est qu'en Égypte, il existait un maître libre d'imposer sa volonté, résolu à faire respecter ses ordres, exerçant son autorité sur une population sans mélange, habituée à une soumission plusieurs fois séculaire, croyante, mais résignée.

Le sultan est-il en possession d'une égale liberté? N'est-il pas dans la nécessité de compter avec les passions religieuses de ses sujets, ses coreligionnaires, avec les résistances et les aspirations de ses sujets chrétiens, anxieux de se dérober à sa puissance souveraine? Nous sommes-nous mépris, et avons-nous exagéré les difficultés qui l'assiègent et les vices de son gouvernement? D'aucuns pourraient incliner à le penser. Nous invoquerons, pour leur répondre, le témoignage d'un diplomate qui a, mieux que tout autre, connu la Turquie, qui l'a, en quelque sorte, administrée, et a déployé toutes les ressources de son esprit pour l'aider à se reconstituer. Voici comment lord Stratford de Redcliffe s'exprimait devant un public nombreux, dans un banquet qui lui était offert par ses compatriotes : « Pendant toute la durée de ma mission à Constantinople, j'ai toujours eu pour but de protéger efficacement le commerce anglais, et en même temps de guider et de soutenir le gouvernement ottoman dans l'accomplissement de l'œuvre difficile qu'il poursuit depuis de longues années. A une autre époque. j'ai, un instant, espéré le succès; mais aujourd'hui je me vois à même de déclarer que, malgré les bonnes intentions du souverain, malgré le talent d'un petit nombre d'hommes dévoués à leur pays, le succès est impossible. La masse de la nation est essentiellement corrompue; le gaspillage, le vol, la vénalité sont partout; l'affaissement se trahit de tout côté, et à mes yeux le mal est désormais sans remède. » Ce jugement, l'ambassadeur d'Angleterre le portait en 1852, sous le règne d'un prince doux

et conciliant, entouré de ministres qui avaient courageusement entrepris de rendre à la Turquie, en corrigeant les abus, en apaisant les haines, son éclat des temps passés. Si sévère qu'il soit, serait-il moins opportun, moins justifié aujourd'hui? Nul ne saurait le penser après les criminels égaremens d'un gouvernement aveugle ou coupable; après les emportemens sanguinaires dont des milliers de chrétiens viennent encore d'être les victimes sans distinction ni d'âge ni de sexe; après les assassinats prémédités, méthodiquement perpétrés dans les rues mêmes de Constantinople, sous l'œil et avec la complicité manifeste des agens de l'autorité!

VIII

La question d'Orient aujourd'hui se dresse donc tout entière devant l'Europe, avec toutes ses menaces, avec toutes ses aspérités, complexe et insoluble à première vue, telle qu'elle s'est présentée à tous les tournans de son histoire depuis bientôt un siècle, depuis qu'elle s'impose aux méditations des hommes d'État. Quand on se reporte aux premiers temps, à l'époque où l'insurrection de la Grèce passionna les âmes généreuses, on constate qu'elle a fixé l'attention de tous les publicistes et des lettrés de haute valeur; que déjà, à ce moment, elle était débattue avec une entière connaissance de cause et sous tous ses aspects, qu'on envisageait la ruine de l'empire comme une éventualité imminente. Dans une brochure qu'on pourrait encore lire avec fruit et avec intérêt, Benjamin Constant soutenait qu'au point de vue scientifique la doctrine de la légitimité des droits souverains du sultan sur les chrétiens de l'Europe orientale était une monstruosité et qu'il ne fallait pas joindre à l'absurdité du principe l'*imprévoyance*, plus dangereuse encore, de *discipliner des barbares*. Villemain mettait en pleine lumière, à l'aide de témoignages historiques et de considérations ethnographiques, le droit des Grecs à la liberté. Chateaubriand publiait une série de *notes* pressant les puissances de les secourir ou de leur reconnaître, dans tous les cas, la qualité de belligérans, qualité qui, en donnant un nouvel essor à leur vaillance, déterminerait la Porte, croyait-il, à mettre un terme à une guerre où elle épuise ses forces et ses ressources. L'illustre écrivain relevait, avec une hauteur irritée, que loin de leur prêter assistance, les puissances les avaient

« renvoyés à la boucherie (1). » Ce mouvement de l'opinion, qui se répercutait partout en Europe, entraîna les cabinets, et après Navarin, le gouvernement ottoman dut se résigner à reconnaître l'indépendance de la Grèce.

Cette longue crise, si vivement agitée par la presse, si diversement envisagée par les chancelleries, et finalement résolue par l'emploi de la force, fit éclore la conviction que l'existence de la Turquie était irrévocablement mise en cause; l'éventualité prit rang dans les préoccupations de tous les cabinets indistinctement, chacun la considérant du point de vue de ses intérêts propres. Qu'on voulût son salut ou sa ruine, on avait, en tout lieu, des raisons de premier ordre pour surveiller la Porte dans la voie périlleuse où elle était engagée, pour contrôler ses actes; nous en dirons tantôt les motifs les plus impérieux. De là ces conflits diplomatiques qui ont conduit parfois les cabinets à s'inspirer de vues contradictoires dégénérant, en plus d'une occasion, en luttes sanglantes : c'est ainsi qu'après avoir mis la Turquie, durant la guerre de 1829, si près de sa perte, les Russes sont accourus sous les murs de Constantinople en 1833, pour défendre l'Empire contre l'agression de Mehemet-Ali; — c'est ainsi qu'en 1840 les puissances prirent les armes pour maîtriser définitivement l'ambitieux pacha; — c'est ainsi enfin que furent engagées la guerre de Crimée entreprise pour garantir au sultan l'intégrité de ses possessions, et la guerre de 1877 dont la Russie prit l'initiative pour mettre fin aux sévices dont les chrétiens étaient les victimes en Bosnie et en Bulgarie, et qui a amené la délivrance de ces deux provinces.

Quels qu'aient été la cause et le résultat de ces complications diverses, la Porte en est toujours sortie plus démembrée ou plus affaiblie. Il s'en est suivi, dans les esprits, cet état d'exaltation haineuse dont nous avons recueilli dans le cours de cette étude les manifestations successives et d'où sont nées les scandaleuses atrocités qui ont si profondément ému l'Europe. L'opinion révoltée a sommé les gouvernemens de mettre fin à un état de choses si cruellement affligeant.

A quels moyens est-il permis ou possible de recourir pour y remédier? L'expérience et les antécédens n'en révèlent que deux : déposséder le sultan des territoires qui sont les lieux d'origine

(1) *Œuvres complètes*, t. VIII; Ladvocat, éditeur.

des chrétiens ou bien contraindre la Porte à se réformer, à assurer à tous ses sujets de toute race et de toute religion les garanties d'une administration équitable et paternelle. Dès que les premiers bruits du martyre infligé d'une si implacable façon au peuple d'Arménie se sont répandus en Angleterre, l'opinion s'est soulevée d'un élan unanime, demandant à son gouvernement d'employer la force, même par une intervention isolée, pour désarmer les bourreaux et secourir leurs victimes. On sait en quels termes virulens s'est exprimé l'*Old man* dont la voix a toujours retenti quand il a cru que l'humanité lui en faisait un devoir. En gens pratiques, les Anglais, qui ne s'obstinent jamais dans de vaines illusions, si généreux qu'en soit le mobile, ont réfléchi, et ils se sont rapidement convaincus que, si leurs flottes peuvent tout entreprendre sur les côtes de la Turquie, jusque dans le Bosphore et sous les murs du palais du sultan, elles ne sauraient prêter aucune aide directe, sans un corps de débarquement, à la province éloignée de la mer où le sang coulait à flots. Leurs hommes d'État, ceux qui détiennent le pouvoir en ce moment, ne pouvaient, d'autre part, se dissimuler que l'intervention armée aurait fatalement deux conséquences inévitables: qu'elle provoquerait celle d'autres puissances et qu'elle exciterait les musulmans à se livrer, en Europe comme en Asie, à d'autres excès plus lamentables encore. Ils se sont ainsi persuadés qu'en agissant isolément ils ne seraient pas seulement insuffisans à faire le bien, mais qu'ils aggraveraient le mal et mettraient en outre la paix générale en un grave péril, sans la certitude d'arrêter l'effusion du sang, et avec la perspective, au contraire, d'en inonder la Turquie tout entière.

Si nous ne nous abusons, on aurait pu, à l'origine de ces affligeans événemens, concerter d'un commun accord entre toutes les puissances une mesure salutaire qui, adoptée rapidement, eût été d'un effet immédiat. La Russie comprend au nombre de ses récentes acquisitions la partie septentrionale de l'Arménie, et se trouve ainsi limitrophe du théâtre où se sont déroulés de criminels excès. Si, par une entente unanime, les cabinets lui avaient, avec ou sans l'assentiment de la Porte, demandé d'intervenir, un corps de son armée du Caucase serait arrivé, en deux étapes, au cœur même du pays livré au pillage et à l'assassinat, et il aurait mis fin incontinent à la sinistre tragédie qui s'y accomplissait; on aurait de la sorte sauvé la plupart des

victimes. Mais en Angleterre on sait, mieux que partout ailleurs, que, quand on autorise l'occupation d'une contrée, on s'expose à ne pas voir venir le jour où elle sera évacuée, qu'il arrive même un moment où, malgré de solennels engagemens, le détenteur temporaire entend convertir son titre provisoire en titre définitif. On y sait mieux encore que le haut plateau de l'Arménie où prennent leur source le Tigre et l'Euphrate, mis en la possession d'une grande puissance, lui ouvrirait un libre et facile accès pour opérer dans toute l'Asie Mineure, en Syrie et sur le golfe Persique. C'est dans cette prévision certainement que le gouvernement britannique a exigé de la Porte, pendant qu'on négociait la paix à Berlin en 1878, la cession de l'île de Chypre, bien qu'il ne lui eût prêté aucun secours dans la guerre qu'elle avait soutenue contre la Russie. On ne saurait être surpris dès lors que cet expédient si opportun, d'un résultat prompt et certain, n'ait été ni débattu ni même suggéré, chacune des autres puissances ayant la certitude qu'il aurait été énergiquement repoussé par le gouvernement britannique.

A une occupation isolée et restreinte, aurait-on pu substituer une intervention collective et armée? Il a toujours existé, il existera toujours des difficultés inéluctables à une pareille entente. Il en est une qui les domine toutes et qui se présente la première à l'esprit : c'est que la Turquie ne peut être occupée par des troupes étrangères de toute nationalité, sans rendre inévitable le partage de l'Empire ottoman tout entier. Il serait aussitôt demandé avec passion par les populations chrétiennes qui manifesteraient leurs vœux avec un tel élan, avec une telle insistance, que les puissances ne pourraient, après les avoir délivrées, les soumettre de nouveau à un joug détesté ; l'opinion publique en Europe y mettrait certainement obstacle.

Il y aurait donc, le jour où des armées européennes de toute nationalité se rencontreraient sur le territoire ottoman, une succession ouverte, un héritage à recueillir. Quels en seraient les heureux bénéficiaires?

Tous les États n'ont pas un égal intérêt à se porter héritiers du sultan. La France et l'Allemagne sont de ce nombre. On peut disserter longuement sur un si grave sujet ; il serait pourtant bien inconsidéré, bien téméraire, celui qui concevrait une liquidation pacifique. Les lots sont trop importans et ne peuvent être distribués sans troubler profondément l'équilibre des forces res-

pectives; parmi les co-partageans il s'en trouverait inévitablement pour lesquels une acquisition dans le Levant aurait plus d'inconvéniens que d'avantages. N'a-t-on pas prétendu que la France ambitionnait la possession de la Syrie? Nous n'avons trouvé nulle trace d'une pareille conception; et nous ne croyons pas commettre une erreur en ajoutant qu'elle n'a été formée par aucun de nos hommes d'État. Elle ne pourrait être réalisée en effet qu'au prix de concessions d'une bien autre importance territoriale et économique, faites aux autres puissances de façon que la balance s'établirait à notre préjudice.

Mais en adviendrait-il autrement que l'entente échouerait indubitablement sur une autre question d'un intérêt capital. Quelle serait la puissance qui pourrait revendiquer, à plus de titres que les autres, la possession du Bosphore et de ses dépendances, c'est-à-dire de l'un des points les plus importans du globe, qui réunit l'Europe à l'Asie, un détroit dont l'accès par la Méditerranée peut être aisément fermé et qui s'ouvre sur deux mers? Est-ce la Russie, dont les flottes, grâce à cette acquisition, domineraient dans le Levant, où elles trouveraient les élémens inépuisables d'un puissant recrutement parmi les populations maritimes qui en habitent les rivages? Est-ce l'Angleterre qui déjà possède dans la Méditerranée des positions qui lui permettent de contre-balancer l'influence naturelle des riverains? Il serait superflu d'insister, et il n'y a nulle témérité à penser que les cabinets chercheraient vainement à se mettre d'accord sur un pareil sujet. Il est au contraire permis de présumer que l'occupation militaire de la Turquie serait le prélude d'une guerre générale.

IX

On s'est demandé, d'autre part, si les puissances, abdiquant respectivement toute prétention ambitieuse, ne pourraient s'entendre pour substituer à l'empire turc un empire chrétien, une création nouvelle érigée au profit exclusif des populations indigènes, auxquelles on rendrait ainsi, avec la liberté, une existence nationale. L'entreprise serait aussi ardue, aussi impraticable peut-être, au dire des plus sagaces observateurs, que le partage de la Turquie. Il existe, dans l'Europe orientale, des races diverses, toutes également originaires des contrées qu'elles

habitent, et ces races elles-mêmes se subdivisent. Elles ont toutes indistinctement conservé leur caractère propre avec leur nationalité respective, gardant chacune son clergé, qui dans la servitude, en a été la constante représentation : pour la plupart d'entre elles, le patriarche en était le chef officiel auprès de la Porte. Grecs, Serbes, Bulgares, sans compter les Monténégrins et les Roumains, se sont, par la nécessité des temps, juxtaposés sur plusieurs points ; ils ne se sont jamais confondus. La domination turque les a réunis dans un même sentiment, celui de la délivrance ; avec une égale ardeur et une entière unanimité, ils ont imploré l'assistance de la Russie en lui promettant un dévouement éternel ; dès que l'affranchissement est venu pour les uns, dès qu'il a paru prochain pour les autres, ces races se sont divisées ; elles étaient alliées, elles sont devenues ennemies, chacune revendiquant la suprématie sur les autres. Les groupes qui ont été libérés, grâce surtout aux sacrifices que la Russie s'est imposés, n'ont plus eu qu'une pensée, celle de renier le bienfaiteur et ses bienfaits ; ils s'en sont éloignés ouvertement, témoin la Bulgarie qui lui doit tout, la liberté et l'autonomie de son Église qui a longtemps relevé du patriarcat grec de Constantinople. Quiconque s'est livré à des études ethnographiques sait que, si l'élément bulgare domine sur le Danube, l'élément grec constitue un groupe prépondérant sur le Bosphore, sur les rives de la Méditerranée et dans l'Archipel ; ils sont mélangés en proportions variables, dans quelques provinces avec les Serbes, plus particulièrement en Macédoine, ambitionnant tous l'héritage du sultan à l'exclusion de leurs voisins d'une autre origine. On a vu les Serbes et les Bulgares en venir aux mains peu après l'émancipation de ces derniers ; c'était le prélude des conflits qui éclateraient dans la presqu'île des Balkans le jour où les Turcs seraient rejetés en Asie ; sans partager le sentiment de certains bons esprits qui pensent qu'en érigeant un État nouveau à Constantinople on s'exposerait à restaurer l'empire byzantin avec toutes ses défaillances et ses querelles, on conçoit que les puissances hésitent et se troublent devant un problème dont la solution pourrait engendrer de nouvelles et de plus graves difficultés.

Des écrivains ingénieux, voués à la recherche d'une solution praticable, ont pensé que l'on pourrait réunir les États, issus, à toutes les époques, du démembrement de la Turquie, en une confédération dont le siège serait fixé à Constantinople. Ce que

nous avons dit des dispositions respectives qui les animent et les divisent ne semble-t-il point démontrer qu'en faisant prévaloir un pareil arrangement, on organiserait l'anarchie, un ordre de choses non moins inquiétant pour le repos de l'Europe que celui auquel on l'aurait substitué? L'empire ottoman tire de son histoire et de son étendue des forces qui, bien employées, pourraient obvier, dans une certaine mesure, au mal dont souffre l'Orient; l'état fédératif et troublé qui lui succéderait offrirait-il de meilleures garanties? Il resterait surtout à considérer s'il serait en situation de défendre le passage confié à sa garde; d'en assurer le libre et continuel accès à la navigation et au commerce étranger; s'il ne serait exposé, dès sa naissance, à subir l'influence des puissans voisins dans la dépendance desquels il serait tenu de vivre et de se développer.

Il ne suffirait pas au surplus d'émanciper les chrétiens de la Turquie. Outre le devoir d'aviser à la sécurité de ceux d'Asie, les puissances auraient encore à pourvoir aux relations de l'État naissant, nécessairement faible à son origine, avec l'État exproprié naturellement irrité. Or deux maîtres, surtout au lendemain du triomphe de l'un et des revers de l'autre, ne pourraient simultanément exercer en paix l'autorité souveraine sur un détroit dont chacune des rives commande l'autre. Pour éviter des conflits certains, jusqu'à quelle limite faudrait-il repousser les Turcs en Asie afin de donner, au vainqueur comme au vaincu, des frontières défensives? Ne faudrait-il pas déployer, pour y parvenir, des efforts propres à décourager les cabinets les mieux intentionnés?

X

Sans être dans la confidence des dieux, il est permis de présumer que ces considérations diverses ont détourné les puissances de toute combinaison qui aurait pour résultat, plus ou moins prochain, de mettre fin à l'existence de l'empire ottoman; et qu'à tout expédient de cet ordre elles ont substitué leur commun accord pour éclairer la Porte et la déterminer à adopter toutes les mesures propres à offrir de solides garanties aux sujets du sultan de toute origine et de toute religion. Quoi qu'il en soit, il est certain aujourd'hui que, des deux moyens entre lesquels il leur fallait faire un choix et que nous avons indiqués, elles ont écarté le

premier pour s'en tenir exclusivement au second, c'est-à-dire qu'elles ont éliminé l'emploi de la force pour procéder exclusivement par voie de conseils. Cette évolution s'est ostensiblement révélée dans les manifestations successives du sentiment public de l'autre côté de la Manche, et dans le banquet du lord-maire, lord Salisbury a pu, aux applaudissemens unanimes de l'assistance, répudier hautement « toute idée d'une intervention purement anglaise en Orient » et déclarer en outre « qu'il n'y a pour l'Angleterre d'autre attitude sage que d'adhérer au concert européen. » L'Europe apprenait ainsi que le cabinet britannique renonçait, en dépit de certaines excitations qui avaient, un moment, égaré l'opinion, à diriger ses flottes contre *l'assassin de Constantinople;* que dans son opinion il existait, en Turquie, une souveraineté qu'il fallait savoir respecter, et que, pour sa part; il était résolu à collaborer diplomatiquement avec les autres puissances, pour rechercher des combinaisons pacifiques en vue de rétablir l'ordre et la paix publique dans l'empire ottoman.

Dans un langage élevé, à la fois ferme et modéré, avec l'accent d'une éclatante sincérité, M. Hanotaux, avant lord Salisbury, avait développé, devant la Chambre des députés, les principes de cette politique, et il en avait logiquement déduit toutes les conséquences. La France, a-t-il dit en substance, ne reculera devant aucun effort pour exiger de la Porte, de concert avec les autres cabinets, toutes les réformes que commande impérieusement l'état actuel des choses en Turquie; elle ne saurait toutefois lui demander des concessions qui seraient de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à compromettre son existence. C'est le thème que le chef du cabinet britannique a exposé, à son tour, avec moins de précision et de développemens. En cette occasion, notre ministre des Affaires étrangères s'est sagement inspiré de la politique traditionnelle de la France. Les autres puissances continentales l'ont, semble-t-il, agréée, et l'accord, dans ce cas, se trouverait solidement établi. Se maintiendra-t-il jusqu'à l'achèvement de la tâche commune? Comment en demeurer convaincu quand on a dû, comme nous, évoquer les hostilités et les contradictions dont la diplomatie ou plutôt les cabinets eux-mêmes ont donné le spectacle à Constantinople dans cette question d'Orient, si bien faite d'ailleurs pour énerver les plus solides tempéramens, pour troubler les convictions les mieux assises? L'Angleterre s'est alliée à la France et a entrepris la lourde guerre de

Crimée pour couvrir la souveraineté du sultan non moins que l'intégrité de son empire contre la Russie; elle s'est plus tard alliée à l'Allemagne pour le dépouiller en Europe et en Asie. En cette dernière occasion, à Berlin, lord Salisbury était l'un des plénipotentiaires de la Grande-Bretagne; il est aujourd'hui le principal ministre de la reine Victoria, et l'on a vu plus haut le langage qu'il a fait entendre récemment. Mais passons, et bornons-nous à tenir pour certain qu'un effort unanime est tenté en vue de conjurer de nouvelles calamités, ainsi que les dangers qu'elles pourraient susciter pour le repos de l'Europe elle-même.

M. Hanotaux a tracé au sultan un programme qui ne laisse rien dans l'ombre et détermine correctement les devoirs qui s'imposent au gouvernement ottoman dans son propre intérêt, s'il est résolu à suivre les conseils des puissances. Notre ministre des Affaires étrangères a terminé son exposé en mettant le sultan lui-même en présence d'un dilemme auquel ce souverain ne saurait se dérober. « On saura, a-t-il dit, lui démontrer que cette politique (celle des réformes honnêtement pratiquée) est la seule digne, et qu'enfin là seulement se trouvent, pour lui et pour les siens, l'honneur et le *salut*. » C'était lui représenter, en termes courtois, que l'empire ottoman peut et doit vivre en s'améliorant ou périr et disparaître du nombre des nations. Cet avertissement, dépouillé d'artifice, venant de l'ami le plus ancien et le plus désintéressé de la Turquie, sera-t-il entendu? Il faudrait le croire si on en juge par les nouvelles qui arrivent de Constantinople. La parole de M. Hanotaux a retenti sur les bords du Bosphore; elle a réveillé le solitaire de Ildiz-Kiosk; le sultan s'est hâté en effet de mander notre ambassadeur et lui a communiqué la série des mesures adoptées incontinent avec la ferme intention, aurait-il ajouté, d'en poursuivre, sans retard, l'entière application dans toutes les provinces de l'empire, mesures propres assurément, si elles peuvent être loyalement et pleinement exécutées, à donner satisfaction aux nécessités les plus pressantes.

XI

Mais qui ne se demandera si le sultan et ses conseillers sont en situation, en les supposant bien et fermement intentionnés, de tenir les engagemens qu'ils ont ainsi contractés? La tâche qu'ils entreprennent n'est-elle pas au-dessus de leurs forces et n'excède-

t-elle pas leur autorité? Peuvent-ils la remplir sans provoquer de nouveaux et de plus graves désordres? S'ils sont sincères dans les assurances dont ils sont tout à coup si prodigues, ils parviendront peut-être à remanier les institutions. Mais réussiront-ils à dominer les passions, à réconcilier des races hostiles, séparées par leurs croyances, imbues de préjugés séculaires, à réunir ceux qui ont vécu d'une diminution abusive et ceux qui en ont souffert, les maîtres et les esclaves, dans une parfaite égalité devant la loi commune,se respectant les uns les autres en subissant les mêmes charges et jouissant des mêmes droits? Pour inaugurer une telle évolution dans un état social déjà fort ancien, il ne suffit pas de reprendre en sous-œuvre la législation tout entière, il faut en outre réformer les mœurs de tout un peuple, de plusieurs peuples, devrions-nous dire. Or les mœurs sont, partout, réfractaires à une action immédiate; elles ne peuvent être redressées qu'avec le concours du temps. L'histoire abonde en exemples démontrant qu'il a fallu de longs et de persévérans efforts pour modifier l'esprit public et déraciner les habitudes et les traditions que des générations successives se sont invariablement transmises.

Comment prétendre que les choses peuvent se passer autrement en Turquie, dans un pays troublé depuis si longtemps par des discussions intestines, nées de la différence des races et des religions? Peut-on espérer que l'on domptera rapidement, et sans de plus sanglantes commotions, l'esprit de violence des uns, l'esprit de révolte des autres, quand, aux quatre coins de l'empire, en Macédoine et en Crète, en Arménie et dans l'Anti-Liban, des désordres éclatent avec plus ou moins d'intensité, ici pour anéantir des races méprisées, là pour secouer le joug de la Porte? Ne faudrait-il pas, pour inaugurer cette ère nouvelle, de puissans moyens d'action? Or nous avons vu que le gouvernement ottoman est dépourvu des élémens qui lui seraient indispensables pour se remettre lui-même sur un pied de régénération; que ses agens, dénués pour la plupart d'aptitudes professionnelles, se dérobent à ses ordres et se montrent généralement les plus implacables adversaires de toute mesure réparatrice; que ses finances sont obérées, son crédit épuisé, que l'anarchie règne à tous les degrés de l'échelle sociale. Sous la pression de la diplomatie et aussi pour mettre fin à un état révolutionnaire, devenu fort inquiétant, la Porte a pris certaines mesures pour restaurer

l'ordre et son autorité fort menacés dans l'île de Candie. Ont-elles été exécutées? Les Crétois en attendent encore l'entière application. Qu'adviendra-t-il quand on tentera d'en faire bénéficier toutes les provinces de l'empire à la fois?

Dans quelle mesure, au surplus, et avec quelle efficacité les puissances peuvent-elles peser sur les déterminations du gouvernement ottoman? Depuis de longs mois, on n'ignorait plus à Constantinople qu'elles feraient acte d'intervention diplomatique ou militaire, par voie de conseils ou par l'emploi de la force. On savait quel était le sentiment de l'opinion publique en Angleterre, et on pouvait craindre l'apparition soudaine d'une flotte britannique, forçant les Dardanelles pour venir mouiller devant le palais du sultan, comme on le demandait de toute part aux conseillers de la reine; et cependant le sang coulait toujours en Arménie. Au moment même où des voix autorisées annonçaient, à Paris et à Londres, l'entente intervenue entre les cabinets, de nouvelles victimes, en nombre considérable, succombaient à Everek sous le fer des égorgeurs. Or, de deux choses l'une : ou la Porte était consentante, et dès lors quelle confiance est-il permis d'accorder aux récentes déclarations du sultan ; ou bien elle réprouvait ces méfaits sans oser les réprimer, et dans ce cas son impuissance est surabondamment démontrée. Dans l'une et l'autre de ces deux hypothèses, les puissances seront également tenues d'aviser; comment y procéderont-elles?

Dans les discours enflammés qui ont été prononcés à la Chambre des députés, comme dans toute la presse européenne, on a retracé, avec une éloquente indignation, le tableau des calamités qui révoltent et affligent la conscience publique. On a sommé les gouvernemens d'agir et de se hâter. Soyez fermes, persévérans, leur a-t-on dit, et vous obligerez la Porte à s'incliner devant vous, à remplir les devoirs qui lui incombent; vous le pouvez assurément si vous déployez l'énergie que comporte l'autorité du monde civilisé; si vous vous abstenez, vous deviendrez les complices des criminels que nous vous dénonçons; votre responsabilité y est engagée, elle n'est déjà que trop compromise.

Mais, orateurs et publicistes n'ont jamais trouvé qu'un expédient pour remédier aux maux qui dévorent la Turquie : l'action diplomatique, oubliant qu'elle a été exercée en pure perte depuis plus d'un demi-siècle. La diplomatie s'est montrée ferme, persévérante, elle a déployé, en toute occasion, une énergie

qui ne s'est jamais découragée; a-t-elle jamais obtenu une amélioration notable des rapports de la Porte avec ses sujets, un relèvement appréciable de la situation des chrétiens? Les chrétiens ou un certain nombre d'entre eux n'ont conquis tous leurs droits que quand l'Europe les a aidés à s'affranchir totalement de la domination turque; le sort de ceux qui la subissent encore n'a pas varié; moins que jamais, on pourrait aujourd'hui le contester. La diplomatie a arraché aux sultans des firmans de toute sorte qui devaient lui donner pleine satisfaction. Que sont-ils devenus? Ils sont restés lettre morte. Il a même été promulgué, en 1876, une constitution instituant une sorte de gouvernement responsable avec deux Chambres élues; dès l'année suivante, la force des choses a tout balayé devant l'impossibilité de mettre sérieusement sur pied un organisme représentatif. Tentatives vaines et toujours déjouées! Les plus habiles diplomates qui s'y sont dévoués y ont tous échoué. Lord Stratford de Redcliffe, dont le nom revient sans cesse et s'impose en un pareil sujet parce que plus qu'aucun autre il s'est consacré à cette tâche ingrate, a vainement épuisé ses forces, son autorité et son courage dans cette lutte perpétuelle entre le bon vouloir intermittent de la Porte et son incurable impuissance.

A tout bien considérer, l'effort auquel on se livre en ce moment, et auquel participe l'Europe entière, n'est donc qu'un recommencement, une reprise des tentatives si souvent et si vainement renouvelées en maintes occasions, puisqu'il demeure bien entendu que l'on doit s'abstenir, cette fois comme dans toutes les circonstances précédentes, de tout acte de nature à porter atteinte à la souveraineté du sultan. Nul d'ailleurs, ni dans les parlemens ni dans la presse, si on en excepte la première impulsion du sentiment public en Angleterre, et dont on est absolument revenu, nul, disons-nous, n'a osé assumer la responsabilité de suggérer une intervention d'un succès plus certain et plus immédiat. Nous ne relevons certes pas cette abstention avec l'intention de la blâmer; nous avons un trop vif sentiment des dangers auxquels l'Europe s'exposerait en s'égarant sur un terrain ouvert à toutes les complications, pour ne pas envisager nous-même, avec une extrême inquiétude, une participation plus active. Mais d'un autre côté, comment concevoir, devant un passé relativement récent que nous avons évoqué sans en rien déguiser, comment se persuader que, de notre temps, la diplomatie sera plus habile

ou plus heureuse? La Turquie se trouve-t-elle dans des conditions plus propices au succès désiré? N'est-elle pas, au contraire, aux prises avec de plus sérieuses difficultés; et ces difficultés ne sont-elles pas de nature à entraver l'action bienfaisante des puissances, si sincères que puissent être les dispositions témoignées par le sultan et par ses ministres?

Pour que le bon vouloir des cabinets, comme celui de la Porte, pût donner les effets qu'on en attend, il faudrait, à Constantinople, une main de fer au service d'une intelligence robuste et éclairée; il faudrait un génie puissant et libre de briser les entraves, de dompter également les passions et le fanatisme, d'éteindre les haines, de réprimer les violences, de contraindre, en un mot, toutes les volontés à rentrer dans l'ordre. Ce génie providentiel peut-il surgir du rang des hommes qui règnent et gouvernent en Turquie?

Nous oserons, en terminant, émettre une suggestion qu'on jugera peut-être téméraire et même inconsidérée mais qui paraîtra, à beaucoup de bons esprits, croyons-nous, digne d'un examen attentif. Si, comme il est au moins légitime de le prévoir, l'entente des puissances et les efforts de la diplomatie se trouvent déçus, cette fois encore, pourra-t-on s'y résigner et s'abstenir devant ce nouveau mécompte? Assurément non. Les cabinets ne seront que d'autant plus tenus de recourir à des expédiens d'une autre nature; les avertissemens étant manifestement insuffisans, des paroles ils seront contraints de passer aux actes, à moins de laisser s'éterniser, jusqu'à l'anéantissement de races entières, une damnable persécution dont elles n'ont déjà que trop souffert. On comprend que nous n'entendons pas proposer une intervention armée de toutes les puissances, une prise de possession de l'empire ottoman par des troupes arrivant de tous les points de l'Europe. Une pareille détermination est, depuis longtemps, jugée impraticable; il n'est douteux pour personne qu'elle provoquerait, à courte échéance, les plus redoutables complications; nous en avons donné les raisons, et nous ne nous y arrêterons pas. D'autre part, nous venons de le dire, on ne saurait fonder de bien sérieuses espérances sur les efforts tentés en ce moment à Constantinople pour convertir la Porte à une saine appréciation de ses devoirs, et pour la déterminer à s'en inspirer. Mais ne pourrait-on faire, à l'un et à l'autre des deux expédiens entre lesquels les cabinets ont dû faire un choix, des emprunts qui, réunis et sagement

combinés, conduiraient à l'entière satisfaction de leurs vues communes? Si les puissances s'entendaient pour décider que deux d'entre elles seraient invitées à occuper deux points éloignés de la Turquie, choisis l'un en Asie, l'autre en Europe, si elles se mettaient d'accord sur cette base, que serait-il permis d'espérer de ce concert et que pourrait-on en redouter? Si on prend soin de donner et de maintenir, à la présence des troupes intervenantes, le caractère d'une assistance offerte à la Porte, on obtiendrait un résultat immédiat et précieux qu'on ne peut attendre de notes écrites ou verbales, collectives ou séparées. Que manque-t-il au sultan pour déférer aux vœux des cabinets, pour remplir ses louables intentions si elles sont sincères? Il lui manque l'entière liberté d'action qui lui est nécessaire et le moyen d'imposer sa volonté. Ces deux facultés lui seraient aussitôt restituées et il pourrait hardiment rentrer dans la bonne voie. Ce qui l'en empêche, ce qui paralyse ses meilleures dispositions, n'est-ce pas en effet l'esprit de révolte, les résistances qu'il rencontre sur tous les points de l'empire, et plus particulièrement l'indiscipline et la rébellion de ses propres agens? Or la force a conservé, en Orient, tout son prestige; et son apparition suffirait à contenir tous les mécontens, à maîtriser les réfractaires et les insubordonnés; les plus turbulens désarmeraient incontinent. Le sultan et ses conseillers pourraient, dès lors, sans soulever aucun trouble, sans rencontrer aucun obstacle, procéder paisiblement à toutes les mesures salutaires si impérieusement commandées par l'état du pays. Ne serait-on pas, dès ce moment, en bon chemin pour atteindre le but qu'on poursuit?

Assurément, les conditions de cette double occupation devraient être exactement définies par un arrangement élaboré de façon à prévoir toutes les éventualités et conçu dans un esprit de désintéressement absolu. Ces stipulations, si elles étaient fidèlement observées, seraient d'une exécution d'autant plus aisée qu'elles constitueraient un gage de sécurité pour le sultan, tout en mettant ce souverain dans l'obligation, désormais inéluctable, de conformer ses actes aux engagemens qu'il aurait contractés envers les puissances.

Mais, nous dira-t-on, un pareil accord ne peut intervenir utilement et être durable sans une confiance réciproque, sans la bonne foi qui doit être la règle invariable de la conduite des contractans. Or comment admettre que la confiance et la bonne foi présideront à cet arrangement depuis que le respect des traités a été

méconnu et qu'il a cessé d'être la base invariable des transactions diplomatiques, depuis que la force s'est substituée au droit, depuis qu'un nouveau principe de morale politique, — *beati possidentes*, — a prévalu sur le continent, depuis qu'on essaie de le faire prévaloir en Angleterre? Là est l'obstacle, là est le danger. Nous ne saurions y contredire. Peut-il être cependant préférable de livrer une situation si compliquée aux hasards des accidens, aux surprises de l'inconnu? Si les puissances, au surplus, n'étaient pas toutes sincèrement animées du désir de contribuer également, et sans aucune vue déguisée, à rétablir en Turquie, avec l'autorité du sultan, l'ordre intérieur et la concorde générale, si les difficultés pour conclure et exécuter un traité pouvaient être attribuées au fâcheux état des rapports internationaux, à qui en incomberait la responsabilité? Ce ne serait plus au sultan et à ses conseillers exclusivement, ce serait, pour une bonne part, et peut-être la plus lourde, aux puissances elles-mêmes. Les hommes d'État ne peuvent se le dissimuler et nous avons la confiance qu'ils en ont le sentiment bien clair, qu'ils comprennent également que les troubles dont l'empire ottoman est le théâtre ne peuvent se prolonger indéfiniment sans mettre la paix générale en un grave péril. Celui d'entre eux qui envisagerait sans frémir les calamités d'une guerre universelle, engagée entre des millions d'hommes armés de formidables moyens de destruction, aurait un terrible compte à rendre à ses contemporains et à la postérité. Nous ne renonçons pas à penser, sans faire grand cas de la conception que nous avons esquissée à titre indicateur, que l'on s'inspirera, en tout lieu, de l'urgence d'aviser honnêtement aux périls qui nous menacent.

D'autres penseront qu'à quelque point de vue qu'on se place pour scruter cette mystérieuse question d'Orient, pour en rechercher la solution, on en arrive toujours, quoi qu'on fasse, à se convaincre que les vœux sont plus permis que les espérances. Pour nous, la sagesse des gouvernemens peut et doit y pourvoir. Nous n'avons que trop vu à quels lamentables désastres l'ambition, unie à la force, peut réduire l'humanité. Cet affligeant spectacle a donné un essor nouveau à l'amour de la paix. Il nous plaît de penser que les souverains et les chefs d'État, comme leurs conseillers, y conformeront leur politique en Orient.

Comte Benedetti.

LETTRES INÉDITES

DE

ALFRED DE VIGNY[1]

I

Angoulême, dimanche 20 septembre 1846.

C'était écrit, disent les Arabes : je devais partir hier et réfléchir toute la nuit en admirant les éclairs à l'horizon ; je pensais à l'inutilité de la parenté dans les choses humaines, au peu d'autorité d'un cousin, et même d'une sorte d'oncle comme moi, sur sa cousine. Jamais, par exemple, je le sais, je n'apprendrai rien de sa santé par elle-même jusqu'à mon retour à Tours. Et cependant,

(1) Paris, le 1er décembre 1896.

Cher Monsieur,

J'ai lu ces lettres d'Alfred de Vigny à la vicomtesse du Plessis, sa petite-cousine, une cousine qu'il a dû, en tout bien tout honneur, ne pas aimer médiocrement, puisqu'il lui dit de si jolies choses et lui reproche doucement, mais sans cesse, ses lettres trop brèves et ses trop courtes et trop rares apparitions. Oh ! vous pouvez bien les publier, donner ce régal aux lecteurs de la *Revue*. Je vous ai dit d'ailleurs quelle était ma règle pour autoriser ou pour interdire, ayant reçu qualité pour faire l'un ou l'autre d'Alfred de Vigny lui-même, en vertu du codicille littéraire ajouté à son testament. En matière de correspondance, je n'ai garde de ne pas autoriser ce qui peut servir la mémoire de l'immortel absent et le faire mieux connaître en donnant un aliment à la curiosité extraordinaire qui s'attache de nos jours aux grandes illustrations. Je n'interdis que toute publicité qui eût froissé de son vivant sa fière susceptibilité...

Qu'elles sont charmantes dans leur grâce coquette et originale, ces lettres à la petite-cousine ! On surprend là, c'est une délectation, le poète, « la Pensée », comme l'appelait Barbey d'Aurevilly, qui sort de sa tour d'ivoire et écrit familièrement, — autant qu'il peut. Jules Sandeau n'a-t-il pas dit de lui qu'il n'était pas familier avec

nous l'avons vu, elle était souffrante et le déguisait sous le sourire le plus affable du monde et, prête à s'évanouir, revenait armée d'un courage qui ne trompait personne.

Ceci entrera pour beaucoup dans mes remords, si je sais par d'autres que votre bonté de Mettray vous a pu rendre malade, ma gracieuse cousine, et vraiment je le crains beaucoup. S'il en est ainsi, demandez-en pardon pour moi à madame votre mère, qui n'en sera pas plus affligée que je ne le suis. — Qu'elle me pardonne en faveur de la bonne action que vous avez faite! Vous m'avez décidé à l'adoption de ma patrie. Ingrat que j'étais, de ne pas l'aimer et la mieux connaître! C'est quelque chose que de rendre un citoyen à l'amour de sa cité. La cité n'y gagne que bien peu: c'est un Tourangeau de plus en Touraine. Mais le citoyen y gagne beaucoup. Il sait les charmes de son pays et y con-

lui-même? Certainement, c'est une familiarité d'un genre particulier, qui n'est pas celle de tout le monde, puisqu'on ne trouve pas dans ces lettres une seule ligne vulgaire. Elles nous montrent pourtant un Vigny qui n'est pas le poète altier de *Moïse* et des *Destinées*. Il n'est pas dans la Maison du Berger, la petite-cousine non plus. Elle est ou à Tours ou dans son château voisin de la ville. Il lui parle des choses de la terre et du monde, lui donne des conseils sur ses lectures, lui reproche doucement, mais souvent, la vie mondaine qui la retient esclave loin de lui, qui aimerait tant la voir. Il voudrait bien, lui, sortir de sa tour d'ivoire pour aller la trouver. Mais il y demeurera, non pas seulement prisonnier de ses rêves et de ses travaux solitaires, mais captif de sa bonté dans un foyer bien triste où il s'est fait le frère hospitalier de Mme de Vigny, sa vieille compagne malade. Ses dernières lettres sont navrantes. Elles le montrent malade lui-même, de l'affreux cancer à l'estomac qui l'emportera à la suite de souffrances inexprimables, sans que son dévouement s'arrête pour celle qu'il appelait sa chère Lydia.

J'ai entrevu, je ne puis dire connu, dans ses dernières années cette Lydia, — nom ne lui allait plus guère, — qui a tant pris au poète de ses veilles. L'excellente femme avait un culte pour celui dont elle portait le nom glorieux. Mais quel contraste entre la prêtresse et son dieu! Née en Angleterre, elle était belle quand il l'avait épousée, mais elle avait perdu toute beauté. Elle avait oublié l'anglais et n'avait jamais réussi à apprendre le français, ce qui rendait les conversations, on le conçoit, assez difficiles. Quand je l'ai vue, massive, hommasse, comme nouée et demi-aveugle, elle avait autant de peine à se mouvoir qu'à parler. Telle quelle, Vigny l'entoura des soins les plus tendres, des prévenances je dirai les plus chevaleresques qu'il avait eues pour elle dans sa jeunesse, quand il s'ingéniait à lui cacher ce qui aurait pu l'affliger. Ils ne moururent pas tout à fait en même temps, mais à bien peu d'intervalle l'un de l'autre.

Baucis devint tilleul, Philémon devint chêne.

Pauvre femme! Elle était déjà devenue tilleul de son vivant. Lui aussi il était déjà chêne, mais un chêne pareil à ceux de la forêt de Dodone qui rendaient des oracles en chantant, plus merveilleux encore, puisque, même mort, on entend toujours ses beaux chants doux et sombres, et que depuis sa mort il a continué de grandir.

Recevez, mon cher monsieur Brunetière, les meilleures et les plus hautes cordialités de qui est bien heureux de se dire votre ami en Alfred de Vigny.

Louis Ratisbonne.

centre ses affections. Je n'aimerai plus la Beauce ; et l'Angoumois m'ennuie déjà, depuis un immense quart d'heure que je l'habite.

Dites à monsieur votre père, je vous prie, que j'adopte sa théorie. On est du pays où l'on est né et où l'on a été remué dans son premier berceau.

Madame votre mère a aussi bien raison ; j'aurai beaucoup à voir encore, beaucoup à demander : je ferai mourir de chagrin les archéologues par mes questions.

Je ne croirai jamais que la tour de Tristan tienne son nom du scélérat de Louis XI, mais du Tristan d'Yseult aux blanches mains, du Tristan de la Table ronde ; et je défendrai cette opinion avec la rage des *savans des inscriptions*. Qui songe à ce roman du moyen âge? Personne ; et il est délicieux.

Je suis ravi de n'avoir pas trouvé un éléphant à louer ; je suis arrivé vite, et reviendrai vite à Tours, pour me disputer avec vous. — Si vous avez trouvé mon cheval gris, dites-moi, je vous prie, quelle est la page du livre qui lui sert d'écurie. — Peut-on mettre jamais assez d'humilité à se corriger de ses défauts? Vous m'y trouverez toujours préparé, lorsque vous m'aurez révélé mes iniquités, et j'espère que ce vent de folie qui souffle sur la Touraine voudra bien m'épargner ; si je croyais le contraire je me déclarerais *Beauceron*, comme fit Ronsard.

Vous saurez que mon adresse est au Maine-Giraud, Blanzac, Charente. Je vous dis cela seulement en cas de grands événemens, et pour que votre grâce sache bien qu'elle a dans ce pays un parent assez triste et qui n'en veut pas avoir l'air. Dans bien peu de temps je vous le ramènerai.

ALFRED DE VIGNY.

II

Paris, mercredi 8 mars 1848.

Il n'y a rien de plus charmant que vous dans la création, et rien de plus haïssable que moi. Il est vrai que, si je suis silencieux (mon seul crime envers vous), c'est à force de tristesses et d'ennuis. Quand vous m'avez dit : « Êtes-vous malade? » je ne l'étais pas ; mais j'étais, comme cette nuit encore, garde-malade de votre bonne et toujours souffrante cousine. Elle avait une fluxion de poitrine de la plus effrayante nature. Andral, après Dieu, est celui qui l'a sauvée, dans de nombreuses consultations avec d'autres médecins, mais aujourd'hui encore elle est au lit et de nouveau souf-

frante. — Cette révolution de quatre heures a jeté ses premiers troubles dans notre paisible quartier ; j'ai mis Lydia à l'abri des cris et des balles, et je suis allé seul, partout, voir comment tombent les gouvernemens qui croient à la force contre une telle nation. L'ouragan est passé, il a emporté ce trône de carton, et à présent on se regarde, on attend. L'Assemblée nationale sera la vie politique réelle ; jusque-là on est paralysé. — Vous nous en voulez donc d'avoir interrompu vos danses ? Eh quoi ! y a-t-il tant de gaîté dans mon pays natal ?

Comment espérer que vous quittiez toute cette cour d'adorateurs pour venir voir des débris de barricades nouvelles et un champ de bataille à peine balayé ? Si cependant j'ai ce bonheur enfin, je vous fais une prière : c'est de m'écrire un mot *avant* de venir chez votre cousine, et que ce billet me dise : « Je suis à Paris, dans telle rue, telle maison. » Je suis jaloux, et demande à entendre seul vos premières paroles, moi qui entends encore les dernières que vous m'avez dites, chère Alexandrine.

J'espère qu'on n'a pas fait de barricades à Tours avec les pierres de la maison de Tristan, qui m'est si chère ?

Est-ce chez votre chère Élise que vous dansiez si souvent ? L'aimez-vous toujours d'amour tendre ? L'autre jour, quand vous me parliez d'elle, c'était avec tant d'effusion ! Qui ne se figurerait un ange gardien assis près de vous ?

Oui, c'était *l'autre jour*, c'était hier. Le temps n'existe pas pour moi. — Voilà un peu de soleil qui va venir. Vos ailes vont peut-être s'ouvrir et vous viendrez ici. Vous me trouverez tel que j'étais pour vous, ma belle cousine, à Tours, où vous m'avez montré tout ce que mon pays a de plus charmant.

III

Angoulême, samedi 29 juillet 1848.

Tel j'étais hier à deux heures et tel j'arrive ce matin à dix heures. J'ouvre mon portefeuille anglais, mon confident et mon ami, je reste seul avec lui, et, dans le silence, je vous écris. Un orage commence à gronder et s'approche. Cette nuit déjà je le sentais à la fraîcheur des vents de l'ouest, qui venaient de la mer et n'iront pas, je crois, jusqu'à Dolbeau, car Poitiers était brûlant à minuit, et je comptais les chambres à coucher ouvertes pour respirer, dans cette triste ville. — Tous les habitans de la voiture dormaient,

excepté moi. — Vous savez de combien de choses sensées ou insensées ma tête est pleine et tourmentée ; combien les peines et les félicités réelles de la vie s'y gravent et s'y multiplient à l'infini, à cause de cette folie que j'ai de prétendre à la fois ne rien perdre des souvenirs du passé et tout prévoir, tout régler à mon gré, dans l'avenir. Je craignais, en songeant à la journée, que vous ne nous eussiez caché quelque chose du mal que vous faisait ce temps orageux, et peut-être aussi ce coup que votre tête reçut contre la voiture, et que ne parait qu'imparfaitement votre belle chevelure. Je pensais à la consultation que vous attendiez avec un médecin célèbre, et je me demandais si son opinion serait celle que je vous donnai, moi, humble Docteur Noir, sur le régime qui vous convient. Mes ordonnances vous semblent-elles trop sévères? Ne pourrez-vous vous y soumettre? Chère et gracieuse amie, je vous en prie, croyez un peu plus en moi, comme il m'a semblé que vous y avez cru un instant hier. Vous avouez à peine la délicatesse de votre poitrine; vous ne souffrez pas même qu'on s'inquiète, et vous grondez par bonté ; je n'en ai le courage que loin de vous, car de près je craindrais vos yeux. Est-ce donc que la délicatesse de l'âme est toujours unie à celle du corps? Est-ce une loi de votre être qu'il vous faut suivre? — Je ne sais si l'on gagne beaucoup, chère Alexandrine, à ces courageuses dissimulations. Il est bon de ne pas être par trop résigné. Ceux qui ne se plaignent jamais, par excès de bonté et de dévouement, ou par pudeur de trop occuper d'eux-mêmes, sont tout surpris un jour de voir qu'on s'accoutume à ne plus s'occuper d'eux. On les compte comme n'ayant plus le droit de souffrir; on les traite comme invulnérables. — Ne vous fâchez pas, je vous en prie, et reconnaissez-moi *le droit de vouloir* que vous ayez soin de cette santé, dont vous avez besoin pour résister à la vie active qui vous entoure et à la vie mondaine toujours si impérieusement fatigante. — Il me semble que, d'après ce que vous dites de votre bonheur (et sur ce que j'en puis juger), la vie doit vous être *d'heure en heure* plus chère par tout ce que votre grâce, votre bonté si constante et *tout ce que l'on* admire de vous et dont *on* ne *doit* jamais vous parler, attire de tendresses et de dévouement vers votre personne. — Je vois encore votre jeune enfant et j'entends son joli petit adieu. Prenez-le, *en mon nom*, sur vos genoux, mon amie, baisez-le bien pour le remercier d'être ainsi venu se jeter à mon col à mon départ. — Quel amour! a dit votre bon père. Les enfans ont de ces choses qui me vont au cœur, et comme un enfant moi-même

j'en suis ému. Un adieu d'ailleurs est toujours triste, et j'entends à l'oreille :

Fare thee well, and if for ever, for ever then...

Ce *for ever* est plus mélancolique encore dans cette langue que dans la nôtre, je ne sais pourquoi. Elle a des sons vagues comme peuvent être ceux des Esprits dans les nuées, et cependant *pour toujours* est aussi très doux à entendre. Il faudrait un Grec comme Périclès ou Platon pour choisir entre les deux langues la plus douce et la plus passionnée, n'est-ce pas? — Vous voilà punie d'avoir voulu que je cause un peu avec vous; en voyageant je le fais plus que je ne veux moi-même.

— Deux visites m'interrompent et c'est heureux pour vous aujourd'hui.

Dimanche 30.

Le panorama est immense du haut des remparts d'Angoulême, et s'étend au loin comme celui de Strasbourg et de Constantinople; mais la mer n'y est pas et j'y ai cherché la rue de Buffon, où vous me chercherez une chambre noire dans une maison obscure comme celle de Tristan, un cabinet sombre, et autour de tout cela l'air natal, l'air de Tours, l'air de Marmoutier, l'air de la Loire, et du mail, et des collines chargées de châteaux.

— Ce bel orage, je voudrais savoir s'il a porté chez vous ses éclairs et ses torrens? s'il a inondé les angles de la chapelle près de laquelle vous dormez, et les arbres de Dolbeau. — Prenez garde aux serpens, madame, au bord des eaux; et s'il en vient un, regardez-le fixement avec ce regard fier que vous savez, et il vous obéira comme celui de Milton qui appelait Ève *Impératrice du monde*. — Je vous demande un peu si ce grand poète avait le sens commun ce jour-là, et ce que pouvait être pour Ève une impératrice? Et cependant cela ne lui déplaisait pas, elle comprenait que le serpent, symbole de la sagesse, de la science, de la prudence, prévoyait qu'il existerait un jour de belles impératrices. Où est ma bibliothèque de Paris? je relirais avec vous le quatrième chant. Mais où êtes-vous vous-même et que lisez-vous? dites-le-moi un peu. Grondez-moi encore un peu aussi pour avoir écrit une comédie, et fâchez-vous bien fort pour que je vous apaise.

Mon Dieu! si vous saviez comme il y a longtemps que je suis à Angoulême, vous m'écririez pour m'en consoler.

Sérieusement, songez bien à ceci, ce n'est pas dans les rapides instans de conversation que l'on peut rappeler à ses devoirs un

cousin criminel ou égaré comme je le suis. Il faut un discours écrit, au moins un, et les lettres ont cet avantage qu'on ne les interrompt pas par des cris et des exclamations trop vives. J'écouterai religieusement, et je bénirai la main qui me punira, et me montrera le meilleur chemin. Vous savez combien je suis disposé à l'obéissance.

Il m'a été prédit dans mon enfance que je serais un grand saint et que je construirais une église. Je m'engage à prendre les pierres de Dolbeau, comme on va faire pour Saint-Julien. — Dites-moi le jour où vous recommencerez votre lecture actuelle pour la quatrième fois, depuis le premier volume jusqu'au troisième; j'en suis très jaloux. La seule chose qui me calme, c'est que vous voulez pendre l'auteur, et que j'ai bien de la peine à vous l'enlever des mains quand vous vous préparez à l'étrangler.

Lundi 31 juillet.

J'ajoute un mot à ce volume de Mémoires pour vous prier de dire à monsieur votre père que rien n'approche du calme de cette ville antique d'Angoulême, qui semble vivre encore à l'époque où François Ier naquit dans son château. — Si j'ai quelque chose d'important à lui écrire, qu'il ait bien l'assurance que je n'oublierai rien de ce que nous avons dit et rien de l'attachement et de l'estime que je professe pour lui. — Je me reproche (car je passe ma vie dans les regrets et les remords), je me reproche de n'avoir pas prié madame votre mère de vous mettre au piano comme les petites filles; je n'y ai entendu ni vos mains ni votre voix. C'est mal à vous, et je vous ferai gronder pour cela. Je n'ai pas insisté, reculant toujours devant les deux choses les plus importunes de la vie : une demande ou une question. — Cependant à présent je vous prie de me dire pourquoi je ne vous ai pas entendue, et si vous ne me répondez je le demanderai à votre maman. — Lydia aime tout de la Touraine, et se loue sans cesse de l'accueil charmant de votre famille et de la mesure si parfaite et si délicate de vos parens, qui ont si bien su ménager les terreurs perpétuelles de sa mauvaise et désolante santé.

Si vous êtes aimable vous me répondrez à Blanzac, Charente, poste restante.

Demain peut-être nous irons au Maine-Giraud.

IV

Au Maine-Giraud, mardi 8 août 1848.
En recevant votre lettre du 4.

Oui, oui, c'est l'hiver, mon amie, je le veux aussi. Cet orage, c'est le premier frissonnement de l'hiver qui va me ramener à Tours. — Que le dernier mot de votre lettre soit le cri de toute votre vie, et puissé-je vivre assez pour l'entendre sortir souvent de votre jolie bouche et en être la cause! — Oui, j'accepte et signe tous vos traités, Alexandrine. Je rachèterai ces dessins d'un enfant par des vers sur un album, comme par exemple ceux d'une certaine traduction de *Roméo et Juliette*, par moi, que Mlle Mars savait par cœur et disait admirablement. Je ne sais où ils sont, il est vrai; je les crois à Paris dans quelqu'un de mes portefeuilles; mais si on me les envoie et s'ils ne sont pas brûlés avec Babylone, je les écrirai. Ils commencent au moment où Roméo, qui allait emporter de son triste caveau sa belle Juliette vers la vie heureuse, se souvient qu'il est empoisonné et dit :

Faut-il quitter cet ange à la porte du ciel?

Aimerez-vous la scène que vous rappelleront ces vers?
Ou bien encore ceux-ci:

Il est sur ma montagne une épaisse bruyère
Où les pas du chasseur aiment à se plonger
. . . . . .
Viens y cacher ta vie et ta divine faute!

Mais non, vous n'aimez pas ceux-là. Je suis sur cette montagne justement aujourd'hui.

Ou peut-être, pour l'amie de votre chère Élise, ceux que j'écrivis lors de la mort d'un poète :

Jeune homme au cœur d'acier, adieu pour cette vie,
Je regarde ta mort et je te porte envie,
Car tu meurs à cet âge où le cœur jeune encor
De ses illusions conserve le trésor;
Comme, aux yeux du marin, le soleil des tropiques
Se plonge tout ardent sous les flots pacifiques
Et, sans pâlir, descend dans son nouveau séjour
Aussi fort qu'il était dans le milieu du jour.

Ou d'autres encore, si vous ne voulez de tout cela. Il y en aura que je ne dirai qu'à vous, qu'à vous. — Et puis vous gar-

derez les mauvais dessins pour les brûler de votre main blanche devant moi, c'est convenu.

Oui, je vous écouterai chanter, et je serai seul à vous entendre, et j'aurai l'orgueil de croire que je vaux bien pour vous un salon. Mais si vous faites vos conditions, amie prudente, je fais les miennes aussi. Chantez et causez tour à tour, que votre chant et votre esprit alternent, oui; chantez la musique adorable *dont nous parlions;* mais ne l'interrompez pas comme ces beaux oiseaux qui commencent un air délicieux et n'osent pas l'achever. — Au reste, ce sont là des questions d'avenir et *de présence réelle*, et jusque-là l'insuffisance des lettres vous satisfait-elle? Pour moi je les voudrais plus sincères qu'elles ne sont, telles par exemple que serait la conversation continuée et écrite, telle qu'elle fut durant mes dernières heures à Tours.

Oui, *bien vrai, je suis parti!* comme vous dites; j'ai tous les courages puisque j'ai eu celui-là. Croyez-vous qu'il m'eût été possible si j'avais été seul?

Vous ne m'avez pas répondu sur les choses qui me tenaient au cœur, comme par exemple : si vous suivez mes ordonnances et si vous avez consulté un autre que moi, celui que vous deviez voir à Tours. Et au lieu de me rassurer sur vous-même, vous m'excommuniez encore pour ce péché véniel de *Quitte pour la peur.*

Eh! mon Dieu! je ne prétends pas défendre cette bagatelle, mais je ne désespère pas de vous prouver que le fond en est plus grave que vous ne pensez. Il est bon de corriger des Othello sans amour, comme il s'en est trouvé souvent en France; et de montrer une vengeance de bon goût, qui est en même temps une noble et généreuse protection, un pardon, et une réparation. Du reste, chère méchante Alexandrine, la bulle d'excommunication que vous lancez (et que j'ai provoquée pour parler de riens, de futilités, et pour dire autre chose que ce que j'avais à dire), cette bulle sévère m'est précieuse, ainsi que tout ce qui vient de votre belle main, quelque cruel que ce soit, mais je la garde en me réservant d'en appeler à notre premier concile. — Jusque-là, que votre gracieuse Majesté

Ne se mette pas en colère,
Mais plutôt qu'elle considère

qu'il est bien rare d'avoir à son côté un ange gardien qui *détourne* les mauvaises pensées avec énergie, et que ce qui arrive souvent

c'est de faire comme les Musulmans qui, devant saluer, avant leur prière, le bon ange assis à leur droite et le mauvais ange assis à leur gauche, commencent par le mauvais ange. — Un jeune Turc m'en a expliqué les motifs en me lisant le Coran. Je vous les dirai un jour si vous êtes bien sage.

Mercredi 9 août 1848.

Plus je relis votre lettre et plus je vous en veux de me tourmenter et de m'attrister ainsi, chère âme tourmentée que vous êtes vous-même. Ne pouvez-vous me parler autrement? *vous* le pouvez. — Sur combien de choses qui me sont chères vous gardez le silence, *sans y être forcée!* — Faut-il pas encore que je vous pardonne, moi qui ai tant à vous pardonner déjà, ma belle et capricieuse amie. — Allons! ne vous révoltez pas, ne relisez pas; oui, c'est écrit ; il y a : *pardonner!* Vous êtes très coupable envers moi. Convertissez-vous, corrigez-vous, confessez-vous à moi, votre vrai directeur, le meilleur, allez, croyez-moi; celui qui ne demande qu'à absoudre. Mais *dites tout*, à votre prochaine confession, c'est-à-dire votre première lettre, et donnez-moi occasion aussi de parler le même langage; car sans cela ne craignez-vous pas de perdre ce qu'il y a de plus intime, de plus intéressant et, je crois, de meilleur dans l'âme d'un ami?

10 août, jeudi matin.

Vous aimez donc ceci? cette sorte de journal? Et moi aussi! cela fait illusion, il semble qu'on vive ensemble.

Hélas! jamais les *vertes collines* d'Irlande n'ont éclaté de plus belles couleurs que nos collines françaises chargées de vignes, nos prés arrosés de ruisseaux, et nos petites montagnes couronnées de chênes... Hélas! jamais un soleil plus ardent ne les a éclairées, et pas une feuille ne tombe des grands frênes et des ormes, qui étalent insolemment leur immense éventail... Hélas! c'est l'été. Et nous qui avions presque cru à l'hiver!

La campagne est-elle pour vous une suite de visites, et un chapelet de salons où vous allez dire un *ave?* — S'il en est ainsi, je vous plains.

Pour moi, je ne lui pardonne son immobilité, son éternité impudente, sa fraîcheur et ses rajeunissemens annuels sur les tombes de ceux qu'on aime, qu'en faveur de son silence et de ses magnifiques horizons. *La solitude est sainte*, je ne cesserai de le répéter comme ce Stello que vous aimez. Elle me permet d'écouter mes

idées, de m'entretenir de mes plus chers souvenirs, et, si vous vouliez, je vous pourrais confier de meilleures choses que ce que je vous écris dans ce langage irréprochable.

Pourquoi? Hélas! dit Stello. Conformons-nous aux lois. — Pas de titres sur nos lettres! J'espère que mon nom, pour être plus court, n'en est pas plus petit. On est ici fort démocrate.

V

Au Maine-Giraud, dimanche 7 octobre 1849.

Mais certainement je boude. Eh! pourquoi donc, s'il vous plaît, n'aurais-je pas aussi le droit de bouder? Méchante que vous êtes, vous me dites bien tout ce qui peut me tourmenter, et vous me faites un procès perpétuel pour une pauvre petite comédie couleur de rose. Vous allez me forcer à vanter mes vertus et à vous prouver, chère belle amie, que vous êtes une ingrate. Je vous prie de me conserver jusqu'à mon retour dans ma patrie véritable (la Touraine) cette lettre que l'on m'écrivit il y a un an, et que je reçus ici, après tous les voyages que vous voyez sur l'enveloppe (1). Cher petit juge d'instruction que vous êtes, considérez bien ce que j'ai fait de cette demande de toucher à ce fruit, défendu *par vous*. Je n'ai pas répondu un mot à ce Second Théâtre-Français, qui me demandait cette pièce et même une actrice par-dessus le marché, et qui en a été *quitte pour la demande;* et, voyez votre mauvais caractère, c'était pour vous plaire que je refusais ainsi par mon silence, et je n'ai pas voulu même m'en faire un mérite auprès de vous, tant il était simple de ne pas laisser jouer une pièce que vous n'aimez pas.

A présent, voici bien autre chose. Vous savez bien que je suis à cent soixante lieues de Paris, et vous vous imaginez que j'ai fait répéter et jouer cette comédie à Paris? Ah! joli petit magistrat imberbe! que vous êtes jeune et ignorant des choses de Paris! On y prend, je vous assure, toutes les libertés dont on a besoin. J'ai appris par les journaux que le Gymnase avait trouvé agréable de me prendre cette pièce, comme on prend un mouchoir dans la poche du voisin. C'est un petit accès de communisme qui, dit-on, a réussi parfaitement. Je serai peut-être le seul à Paris n'ayant pas vu cette représentation, qui est fort courue à ce que

(1) C'était une lettre de Ballande, directeur de l'Odéon, demandant au poète l'autorisation de reprendre sa petite comédie : *Quitte pour la peur*, jouée la première fois, le 30 mai 1833, avec Mlle Dorval dans le rôle principal.

l'on m'écrit. Et si je la vois jamais, faut-il vous le dire? oui (pourquoi pas?) cela me pourra bien serrer le cœur, car il me semble, en pensant à celle pour qui ce fut écrit, que l'on jette sa robe au sort et que l'on se partage son manteau. — Du reste, je redeviens plus sérieux en parlant de ceux qui ne sont plus. Ne croyez pas que ces relations de théâtre, qui font tant de bruit que toute la France a su celle-là, tiennent autant de place qu'il le semble dans la vie d'un homme. Il y avait sept ans que je n'avais vu cette personne, qui vous préoccupe, lorsque j'ai appris qu'elle avait tout à coup quitté cette vie dont elle était en possession avec tant d'ardeur et d'éclat; et je l'ai su, comment? comme vous, comme tout le monde, par un journal, comme on sait tout aujourd'hui. — Repentez-vous donc, Ange sévère, de votre jugement! Je ne suis coupable ni envers vous, amie chérie, pour avoir fait jouer ce joujou de salon, ni envers la mémoire de celle qui réalisait mes inventions sur la scène, et recevait sur son front les couronnes de fleurs qu'on leur jetait. Quand elle était en pays étranger, elle m'envoyait les couronnes, et il s'en trouva une un jour noire et blanche, comme on en jette sur les tombes. On l avait jetée à Kitty Bell d'une loge du Théâtre de Bruxelles. — Je me tais, car savez-vous ce qui va arriver? Vous pensiez que j'oubliais; vous trouverez à présent que je me souviens trop. Mais n'importe, je laisse ce que j'ai écrit sur ce papier, pour vous punir de m'avoir accusé d'un froid calcul de vanité. — Moi je ne vous accuse jamais. Aujourd'hui, pauvre bonté blessée, je vous plains. Je sais que vous pleurez une amie, notre bon cousin me l'avait écrit. Jamais il ne viendra une larme de vos yeux sans qu'elle tombe sur mon cœur. — Non, non, je ne vais point à Poitiers où vous n'êtes pas, et ne voulez ni ne pouvez venir. Eh bien! donc, restez chez vous, j'irai je ne sais comment, mais j'irai. Il faut que je vous voie. Vous êtes délicate, ménagez-vous et pensez à quelqu'un qui vous aime, pour vous donner le courage d'être prudente. — Si c'est par notre cousin que j'ai voulu savoir de vos nouvelles, et non par vous, c'est que j'ai espéré qu'il me dirait ce que vous faites de votre vie, de vos jours, de vos nuits, de vos heures, de vos pensées, de vos paroles, de vos regards. Mais il ne dit rien. Pourquoi n'écrivez-vous pas plus souvent sur votre amie, votre *bonne amie* dont vous préférez les entretiens à toute chose? — Mon nom n'est-il jamais entre vous? Ne vient-il jamais sur vos lèvres? Ne sort-il pas un soupir de votre cœur qui le fasse entendre à cette Élise mystérieuse et si chère?

Vous aimez les vers anglais? Eh bien! je vous *ordonne* de traduire ceux-ci et de me répondre tout de suite :

Doubt thou, the stars are fire;
Doubt that the sun doth move :
Doubt truth to be a liar,
But never doubt I love!

VI

Paris, vendredi 16 novembre 1849.

Dimanche dernier, j'ai conduit comme président la députation de l'Académie française à la cérémonie singulière où les croix et les médailles données à l'industrie ont été portées à la Sainte-Chapelle, et bénies dans des châsses assez pareilles à l'arche sainte des Juifs. La vue de cette chapelle admirable, restaurée dans le style de saint Louis, ravirait, je crois, votre cœur par la gravité des souvenirs, et vos yeux par l'éclat du présent. Nous irons la visiter quand vous viendrez à Paris, et nous donnerons des noms aux statues des charmans apôtres, qui assurément furent des portraits des seigneurs de la cour de ce temps qui entourèrent Saint Louis à la Terre Sainte.

Ne croyez pas aux éloges que l'on donne aux chants de l'Orphéon. La mélodie et l'harmonie sont absentes de ces chants criards, violens, saccadés; et je regrettais en les écoutant ces chants si merveilleusement mélancoliques et mélodieux des confréries italiennes du moyen âge, que l'on a joués quelquefois ici au Conservatoire, et dont la religieuse tendresse a dû vous ravir si vous les connaissez. Si vous avez chez vous la musique de la *Romanesca*, cette danse noble du temps de François Ier, jouez-la ce soir; si vous ne l'avez pas, je vous l'enverrai. — Ne négligez pas, chère Alexandrine, cet art délicieux de la musique qui élève l'âme par de si douces émotions. Je les trouve d'autant plus ravissantes qu'elles sont indéterminées et que la limite des sentimens et des idées n'est pas fixée sur une image, comme par les autres arts, et laisse la rêverie plus libre.

Votre oncle était à Paris: je l'ai vu presque tous les jours. Hier je l'ai enlevé et mené aux Français. Il vole comme un papillon de théâtre en théâtre, et des roses aux fées. Il loge dans une rue dont le nom et les hasards me font frémir pour sa vertu. Donnez-lui de sages conseils. Il prétend avoir reçu de vous un billet où vous lui dites de me serrer la main et surtout de ne pas

m'embrasser. Cela le préoccupe beaucoup, et il chante comme dans les vaudevilles :

Quel est donc ce mystère?

Il dit qu'il n'ira pas à Onzin jusqu'à l'été. Mais il se flatte de l'espoir que vous irez à Blois passer quelques jours. Est-ce vrai? Il dit que vous étudiez une partition avec votre amie. Je croyais qu'il vous était défendu de chanter, et vous ne l'avez pas voulu devant moi, à Dolbeau. C'est bon ! ce sera ma première querelle. Il est toujours bon d'en avoir une en réserve pour fonder son empire. C'est assez votre manière, n'est-ce pas?

Quelquefois je m'arrête tout à coup au moment de vous écrire. Et vous vous plaignez de ce qu'on ne vous parle pas à cœur ouvert, vous, femme toujours à demi voilée?

Je rouvre ma lettre pour vous parler d'une lettre que je viens de recevoir de Tours, lettre toute brûlante, tout enthousiaste, d'un jeune homme qui vient de lire *Stello* et qui se jette dans mes bras en pleurant, mais tout enivré, et dans l'émotion d'une première lecture. C'est un étudiant. Sa lettre est un cri de douleur et de bonheur à la fois. Les jeunes gens forment la partie de la nation qui me répond toujours la première. Quelques jeunes femmes m'ont écrit quelquefois aussi de singulières confidences, presque des confessions, et je ne les ai pas trahies. Mais, sans dire leur nom, je vous donnerai à lire quelques-uns de ces épanchemens d'inconnues qui ont eu besoin de me dire leurs émotions profondes et ne me verront jamais. Il s'agit ici d'un garçon, et je puis bien le nommer. Il signe : *Armand B..., étudiant, à l'hospice de Tours.* Est-il malade, ce pauvre enfant? ou élève en chirurgie? Envoyez donc un jeune homme ou quelqu'un s'en informer. Quel qu'il soit, il m'intéresse. Je lui répondrai, mais je voudrais savoir quelque chose de lui, pour mesurer ce que je dirai à sa situation. Quelles sont déjà ses désolations? Déjà ! Je pourrais le désespérer si je n'y prenais garde. Je vous prie, aidez-moi, et prenez indirectement quelques renseignemens. Si vous m'éclairez, je frapperai juste et je le guérirai par quelques mots... je lui imposerai les mains.

VII

Paris, lundi 31 décembre 1849.

Il y a des personnes pleines de raison qui disent qu'il est fort mal de ne pas inviter sa cousine aux grandes séances publiques de l'Académie française. Pour moi, je craignais un peu que vous n'eussiez froid aux pieds, mais au contraire on étouffait à la réception du duc de Noailles. Si vous êtes courageuse, venez à celle d'Alexis de Saint-Priest : vous l'avez vu, je crois, un matin chez moi. Il était ambassadeur en Portugal il y a deux ans. Nous avons reçu là deux citoyens assez peu révolutionnaires, comme vous voyez. Il y aura encore cette fois tout le faubourg Saint-Germain, et si vous n'avez pas vu encore nos séances publiques, cela pourra vous intéresser. Je crois peu à votre arrivée, mais si par impossible vous vous en avisez, écrivez-moi sur-le-champ pour avoir des billets réservés.

J'ai presque des remords d'avoir quitté le Midi, car ma pauvre Lydia semble ne plus pouvoir supporter l'air de Paris. Elle est au lit depuis trois semaines et souffre beaucoup de la poitrine ; mais le froid n'est-il pas rigoureux partout, cet hiver?

Malgré cela, si j'étais libre, j'irais à Tours tout exprès, madame Alexandrine, pour vous parler d'un traité de théologie qui m'occupe beaucoup, et sur lequel un abbé m'a consulté. Si vous aviez été là hier, vous seriez venue avec moi dans *votre* loge du Gymnase voir une criminelle comédie qu'on nomme : *Quitte pour la peur*, et qui est jouée à ravir par une certaine Rose Chéri, jeune et charmante célébrité, qui ressemble dans ce rôle à Mlle de Coulanges, de *Stello*, qui ne vous est pas inconnue. Elle vous aurait fait « pardonner peut-être les péchés de l'auteur » : par ces mots finissent toutes les pièces de Calderon.

Jeudi dernier, à l'Académie, quand MM. Guizot, Salvandy et Pasquier me demandaient tour à tour la parole, je pensais à ce que vous m'auriez dit si vous aviez été assise dans mon grand fauteuil : — « Est-il bien vrai, Alfred, qu'il y ait eu une révolution ? » — Grâce au ciel, chère belle cousine, je viens de quitter ces grandeurs, et je descends du trône de la Présidence sans avoir conduit le convoi de personne. Un de mes amis, obligé de faire l'éloge d'un de nos confrères, me disait en partant : *Je n'aime pas mon mort*. Moi, j'aurais bien pu dire en recevant celui qui sera élu : *Je n'aime pas mon vivant*. J'ai de mes mains dépouillé le

scrutin qui nomme mon successeur. Puisse toute abdication être aussi magnifique!

Est-ce pour les concerts de Tours que l'on a pris soin de cette belle voix qui m'est encore inconnue? Quel livre a occupé vos soirées à la campagne? Quel journal recevez-vous tous les jours? Je voudrais le savoir? Vous a-t-on communiqué ceux qui dénonçaient ma présence à l'Institut? Avez-vous lu le discours du duc de Noailles? Vous a-t-il plu? — Mais vous n'avez pas le temps de causer, n'est-ce pas? — Une visite vous attend en bas, une en haut, et demain un concert! Pauvre enfant, comme ils vont fatiguer votre poitrine; et quelles mauvaises fadeurs vous seront dites, en échange de tant de notes, de gammes, et d'accords!

VIII

Au Maine-Giraud, jeudi 11 juillet 1850.

Je crois que le silence et l'immobilité de la verte nature se communiquent à ses habitans comme des maladies contagieuses. Êtes-vous « la Belle au bois dormant?» Si non, qui vous empêche de me faire savoir toutes sortes de choses que j'attends de vous? D'abord et avant tout, si votre père est tout à fait rétabli des brûlures des médecins? Ensuite si vous allez voyager et pour quelle santé vous l'allez faire? Combien de temps durera ce voyage? Le savez-vous? Êtes-vous bien sûre que l'air de la mer ne soit pas votre ennemi? Braverez-vous longtemps ses violences froides du soir et du matin? J'ai vu des personnes plus fortes que vous en souffrir beaucoup. — Ma cousine, Mme de Ludres, est, dit-on, à Onzin, l'irez-vous voir là-bas? Que faites-vous des longues journées à la campagne? Que lisez-vous? Qu'aimeriez-vous à lire? Avez-vous des ouvrages favoris qui vous attachent? Car toutes les heures ne peuvent vraiment se passer pour vous en visites de châteaux et en promenades. Je n'ai pas foi dans les dispositions pastorales d'une bergère qui ne sait pas combien elle a de vaches; je ne crois donc pas non plus que les soins champêtres remplissent votre vie.

Lisez, je vous prie, les *Mémoires* de Chateaubriand. Malgré ses sombres humeurs contre son père, et sa mère, et ses amis, malgré ses jugemens injustes et jaloux, il a de grandes pages et des tableaux sévères remplis de beautés que vous aimerez assurément, ma chère Alexandrine. Sa vanité est excessive, il est vrai : il se pose en parallèle avec l'Empereur, il gémit sans cesse sur lui-même, il

se pleure, il semble croire que le monde s'éteindra après lui et qu'il est le dernier homme. Il dénigre tous les écrivains de peur qu'on ne pense à lire autre chose que lui, etc., etc. Mais à part ces faiblesses toutes puériles, qui sont peut-être une maladie particulière à l'animal nommé auteur ou poète, vous serez ravie, j'en suis sûr, de certains tableaux, comme son voyage en Amérique et la cause subite de son départ; ses misères d'émigré à l'armée de Condé et à Londres; un sentiment timide en Angleterre quand il est professeur d'une jeune personne. Puis ses grandes colères politiques! Tout cela passe souvent de la grâce à la grandeur. Lisez-le, cela en vaut la peine. Causez-en avec moi; cela fera, ce me semble, que nous remplirons cet éloignement où je suis toujours de mes parens, trop dispersés, et de mes cousines, éparses dans tous les châteaux de France. On a beau avoir pour ses parens une douce affection, encore faudrait-il échanger des idées et des sentimens de temps à autre, et quoi de mieux vraiment que l'écriture pour cela? N'est-ce pas une bonne invention? Il me semble qu'il n'est point superflu de se connaître?

En cette occasion, par exemple, dites-moi quel homme vous semble l'auteur de pareils Mémoires? Pensez-vous qu'il soit probable que Mme de Beaumont l'ait aimé, comme il le prétend? Moi qui l'ai connu, je n'y crois guère.

Voilà que je cause avec vous comme si vous étiez là. Que me répondrez-vous? Mes arbres ne me disent rien, et sont aussi bêtes que les vôtres.

Bonjour, chère belle et bonne petite Alexandrine, je suis de mauvaise humeur de parler tout seul.

IX

Au Maine-Giraud, 15 septembre 1850.

Je voudrais bien aujourd'hui savoir de vous, ma belle amie, si les femmes de Touraine ont eu seulement une larme pour ce pauvre Balzac, leur compatriote, et si quelque marque de ce regret lui a été donnée en public par son pays natal. — En vérité, je crois que c'est le mariage qui l'a tué. Quelques jours avant de vous aller voir à Dolbeau, j'étais chez Gudin (le paysagiste merveilleux de la marine universelle), et après avoir parcouru toutes les mers sur tous les murs des salons, des corridors, et des escaliers de sa villa de Beaujon, nous étions arrivés à la terrasse orientale de ce petit palais, et nous regardions le panorama de

Paris. Il me montra dans la cour voisine une voiture de voyage toute poudreuse, qui venait de débarquer, me dit-il, Balzac arrivant avec sa femme moscovite. J'avais toujours cru cette Russe fabuleuse, et je m'étonnai de sa réalité. Est-ce ce glaçon du nord qui l'a pétrifié? J'aurai des détails là-dessus. Je crois que c'est l'être abstrait nommé l'*Hymen* qui s'est vengé de son livre de la *Physiologie du mariage*, en le tuant au pied de son autel après l'avoir amené à sacrifier.

Je ne l'avais vu que trois fois dans ma vie, mais j'ai toujours estimé en lui la persévérance et l'obstination de ses travaux, malgré la nature, qui ne lui avait donné aucune facilité, malgré le public, qui avait dédaigné ses premiers ouvrages. — Je le rencontrai d'abord imprimeur; et comme tel il me communiquait les épreuves de la seconde édition de *Cinq-Mars*. C'était un jeune homme très sale, très maigre, très bavard, s'embrouillant dans tout ce qu'il disait, et écumant en parlant parce que toutes ses dents d'en haut manquaient à sa bouche trop humide. — Il y a six ans environ, j'étais allé entendre à la Chambre des députés la discussion sur la loi de la propriété littéraire. Une voix, venue du fond de la tribune où j'étais, me dit : « Eh bien! monsieur de Vigny, les poètes seront donc toujours, comme l'a dit votre Chatterton, des *parias intelligens?* » Je me retourne et je vois que ces paroles sortent d'une bouche dont les dents étaient les perles les mieux rangées du monde, d'une poitrine forte, d'un corps très gros et très gras, d'une tête joufflue et toute rouge. Il me fit remarquer que nous étions les seuls présens parmi les poètes et les écrivains, qui étaient tous en cause.

— Est-ce surprenant, dis-je, à une époque où chacun s'abandonne et rit de lui-même, en demandant pardon de la liberté grande qu'il prend d'être quelque chose?

Je ne le revis plus, si ce n'est à l'enterrement de mon pauvre ami Charles Nodier, le plus poétique des savans. Il me suivait en tournant autour de la bière drapée de noir. Je lui passai le goupillon. Je pensais en moi-même : Ainsi un jour, je vous passerai la palme académique. Il ne me parla pas non plus, mais j'affirme qu'il me comprit et que son regard me répondit : Qui sait? car il sourit avec un peu de mélancolie en secouant la tête. Quoi de plus inutile, mon amie, que les paroles pour ceux qui savent voir, n'est-ce pas? Quoi de plus inutile aussi que les médecins et leur science contre les maladies incompréhensibles de la pensée, ces maladies insaisissables qui nous empoisonnent? De nos jours

seulement, voyez et comptez ceux que nous avons pu connaître. L'Empereur en est mort à Sainte-Hélène, mort d'inanition et de ce que sa pensée lui disait : « Le monde tourne sans toi, que fais-tu là sur ton rocher? » Casimir-Perier, Benjamin Constant, le général Foy, le bon et spirituel Martignac, que j'ai beaucoup connu, sont morts de *tribune*, autre forme du mal. Louis-Philippe vient d'y succomber, il meurt d'exil. La voix lui a dit : « Si tu avais agi comme toi-même en 1832, et comme Cavaignac, tu serais roi, Macbeth! » Frédéric Soulié est mort du cœur, comme Balzac. Qui y pense maintenant, même en les lisant? S'immolaient-ils pour vous, blondes lectrices? ou à l'argent, au dieu Mammon, au dieu de l'or? Toujours est-il que ces deux romanciers ne choisissaient pas assez dans leurs idées. Un grand peintre produit sans cesse, jour et nuit, et malgré lui, des esquisses et des ébauches, mais il ne doit choisir que les plus belles pour les exécuter en tableaux. Raphaël, Michel-Ange, crayonnèrent bien des attitudes, mais ils ne s'arrêtèrent qu'à des choses comme la *Transfiguration* et le *Jugement dernier*.

X

Au Maine-Giraud, dimanche 10 novembre 1850.

Par exemple, chère Alexandrine, je voudrais bien savoir ce que cela vous fait que je sois à la campagne ou à Paris, vous qui êtes située dans le juste milieu de mon voyage, et que j'ai l'honneur de voir un quart d'heure en passant. Que vous ayez quelque plaisir à jaser avec moi, cela n'est pas absolument impossible, et je connais quelques belles petites *madames* qui ont ce goût d'une façon très décidée et très prononcée; mais quand je ne suis pas là elles font comme vous, elles ont d'autres causeurs, danseurs, nageurs, chasseurs et plus ou moins cousins; je les approuve et les honore. J'ajoute que je les imite. En ce moment (c'est-à-dire le moment de votre dernière lettre, moment qui n'est déjà plus), vous semblez fort attentive à la lecture : ce n'est toujours pas à une de mes lettres, dont vous oubliez la moitié et c'est toujours la meilleure; mais enfin vous lisez. Vous jetez et vous reprenez Chateaubriand, puis vous l'abandonnez avant la fin de ses onze volumes. Voyons, que vous a-t-il donc fait ? N'est-il pas assez occupé de lui-même, ne se pose-t-il pas assez dans une attitude dédaigneuse en toute circonstance et supérieure à toutes choses? Les femmes aiment infiniment ces poses magnifiques. N'a-t-il pas

assez soigné d'avance son tombeau? n'est-il pas vrai qu'il en a été le saule pleureur toute sa vie? Il lui faisait de tendres visites sur le bord de la mer, et l'un de ses plus naïfs admirateurs me disait un jour, comme un trait d'originalité charmant : « Monsieur, il est allé cet été, tout seul, voir son rocher de Saint-Malo, et il n'a pas été faire visite à sa sœur âgée, malade, et pauvre, qui demeure quelque part sur cette route-là. » On me contait cela dans la voiture noire où je suivais ce pauvre Ballanche qui fut son Pylade. J'espère qu'il s'occupait assez de toute la comédie de sa vie, et du dénouement, voire même de l'oraison funèbre. — Comment, ingrate, vous n'applaudissez pas? Après tant de peines prises pour les spectatrices? Vous en êtes à Lamartine? Aimez-vous beaucoup des confidences faites à l'univers?

C'est que tout l'univers est bien reçu de vous.

Vous pourriez dire cela à Lamartine, vous savez ce vers-là comme Célimène. — Lui, il admire tout le monde et adore tout ce qu'il a vu, là comme dans son *Histoire de la Révolution*. Ce n'est pas qu'il pense ce qu'il dit, mais comme il est encore un peu en scène, il veut être poli avec les autres personnages qui se costument déjà dans les coulisses pour reprendre leurs rôles. Dites-moi lequel des deux s'aime le plus, et déteste le plus ce qui n'est pas lui-même? Ou Chateaubriand, qui mord de tous côtés, ou Lamartine, qui encense et caresse tous et toutes? Je crois vraiment qu'il y a plus de personnalité, d'égoïsme, dans cette caresse éternelle et générale, et une froideur plus complète. — Vous avez donc connu les bonnes femmes qui le grondaient. Disent-elles et pensent-elles, comme lui, qu'à quinze ans il était beau « comme la Statue de l'adolescence? »

J'ai deux petites promenades à vous proposer, chère belle amie. Si vous voulez prendre mon bras, il ne tient qu'à vous. Mon oncle anglais, le général Bunbury, est gouverneur de la Jamaïque, où il m'invite à déjeuner; et je reçois en même temps une lettre d'un de mes amis, ministre russe et chambellan aide de camp de l'Empereur, qui m'invite à dîner à Tiflis en Géorgie pour voir la guerre poétique des Circassiens. Il n'y a rien de plus simple que cette partie de plaisir, dit-il. De Marseille, en trois semaines, je serai à Constantinople, plus huit jours à Rediat-Kal (vous saurez que c'est le jardin du Caucase); je passe la Grotte de Jason, j'arrive à Tiflis, je dîne chez mon ami russe et j'y loge, je remonte le Volga en bateau à vapeur, j'assiste à

la grande foire de Novogorod, je passe par Moscou, et je reviens par Saint-Pétersbourg et la Baltique jusqu'à la rue des Écuries-d'Artois. — Êtes-vous prête? je vous prends en passant, vous et les deux Hectors. Le second, en conscience, devra s'appeler Astyanax si nous visitons Troie. Si vous hésitez, nous attendrons, chère amie, que les ballons omnibus soient perfectionnés, ce qui ne peut tarder, et en trois heures nous ferons ce petit tour d'Europe et d'Asie Mineure. — La grotte de Jason et une Toison d'or, c'est bien séduisant, — Mes amis me croient toujours disponible, n'est-ce pas curieux? moi qui suis en ce moment comme le dieu Terme, les pieds dans la terre, enfoncés jusqu'aux genoux, mais la tête ailleurs, je l'avoue, très près du ciel quelquefois; tout le monde s'en croit près, vous savez. — Pour vous, amie, qui ne me semblez guère moins immobile, le jour n'approche-t-il pas cependant de votre entrée à Tours pour les plaisirs de l'hiver, et tout ce qu'on nomme de la sorte? Avertissez-moi un peu d'avance, je vous prie, afin que je sache où continuer notre conversation, toujours brisée, et qui m'est toujours chère. Mon amie, vous êtes pour moi la plus charmante apparition du monde, mais en vérité bien rare.

XI

Au Maine-Giraud, le 11 mars 1852.

Les malles étaient faites, nous partions pour Paris, lorsque votre pauvre cousine est encore devenue malade, et moi inquiet, tourmenté de cette fièvre qui revient encore sans motif, sans raison, sans prétexte, on ne sait pourquoi. Elle va et vient comme le vent, s'en retourne et reparaît. Les saignées affaiblissent et n'y font rien. Les médecins changent les noms de la maladie et vont du grec au latin sans plus de motifs aussi, je crois. Moi, je multiplie les consolations, les distractions, les lectures, les soins; et quand tout a réussi, mon château de cartes s'écroule tout d'un coup. C'est le rocher de Sisyphe que l'on roule et qui ne cesse de retomber. Je donne de la vie et du courage à tout ce qui m'entoure, j'y dépense tout ce qu'il y a de joie naturelle et primitive dans mon caractère; mais ensuite, quand je suis seul comme en ce moment à minuit, écrivant sous ma lampe dont la roue et les ressorts sont le seul bruit de ma solitude, la tristesse remonte à mon cœur et le serre plus fort qu'il ne faudrait. — Heureusement il y a en moi beaucoup de force, mais il ne faut pas que tout

le monde m'en demande; et c'est ce qui arrive. J'écris à Paris des consolations pour des peines de natures bien différentes, et causées par des événemens bien divers. Il me semble quelquefois que j'aurais par ma présence empêché la mort des amis que je viens de perdre, et quelle puérilité à moi! Qu'y aurais-je fait?

. . . . . .

Je vous en prie, ne me faites pas les questions de tout le monde; je me sens bien le courage de supporter ce qu'il y a de pénible dans ma vie, mais non de le raconter. Dites à une garde-malade de vous écrire sa vie d'une année, je la défie de ne pas succomber à cette tâche. — Dans les intervalles de mes angoisses, j'écris, et j'ai ici dans mon ermitage bien des volumes à imprimer quand la pauvre folle de France pourra se remettre à lire et à écouter. Je ne suis point pressé de publier, et j'écris toujours; mais le public n'a pas besoin qu'on lui donne régulièrement des morceaux de papier imprimés, et je n'aime pas les écrivains qui se mettent en coupe réglée comme un bois de chêne. — On m'envoie en ce moment les *épreuves* (vous savez ce que c'est que cela?) de la dixième édition de *Cinq-Mars* et de *Stello* et des autres volumes qu'on réimprime et qui étaient épuisés totalement; cela me dérange un peu des choses nouvelles que j'écris et prépare quand je puis penser à mes idées et regarder un peu dans ma tête pour savoir ce qui s'y passe.

. . . . . .

Je vous ai quittée un moment pour aller voir Lydia, dont la fièvre ne diminue pas. Je vais rester auprès d'elle une partie de la nuit, puis la garde-malade, puis sa femme de chambre jusqu'au jour.

Bonsoir. Priez un peu pour nous.

XII

Au Maine-Giraud, lundi 15 juin 1852.

Gaëtan rêve, Gaëtan est très assurément somnambule, et je vous charge de lui dire que c'est sa léthargie qui le fait parler ainsi. Je ne le savais pas si malade, vraiment, et cela m'afflige. Je voudrais bien qu'il me dît de quelles cartes de visites on lui a parlé, et qui les a reçues à Paris pendant que je suis ici? C'est moi, ma chère Alexandrine, qui reçois à la campagne, dans des boîtes régulièrement envoyées, les livres, les lettres et jusqu'aux cartes de visite qu'on laisse à ma porte parisienne. Parmi

elles se trouvent celles des candidats, comme Berryer, Montalembert et Musset, que Notre-Dame l'Académie vient d'élire, ainsi que je le désirais fort. Avant de partir de Paris j'avais fait manquer une élection parce que je n'avais pas voulu donner ma voix à d'autres qu'à Musset. Nous étions quatre immuables dans cette idée qui depuis a fait des prosélytes, comme vous voyez.

Non, mon amie, je n'ai point quitté mon ermitage et ma cellule. Si je soulève mon capuchon en ce moment, c'est seulement pour vous dire sur-le-champ que malheureusement ceux qui ont dit que j'ai passé à Paris en ont menti par la gorge, comme disaient nos pères. Avant mon départ, à notre passage, à mon retour, vous l'auriez su la première. Peu s'en faut que je ne cède à la tentation de vous envoyer les lettres de regrets et même de reproches dont on me poursuit de Paris tous les jours, et ce matin encore. Je vous assure qu'on ne s'y contenterait pas de mes cartes de visites, et pourtant on n'y reçoit pas même cela.

J'allais vous écrire mon étonnement de ce que vous m'avez appris sur cette intéressante et courageuse Mlle Sedaine. Est-ce possible? En êtes-vous bien sûre? Quelques jours après la publication de cet écrit sur la propriété littéraire où j'avais parlé d'elle et raconté les travaux de son père, dont elle avait perdu le fruit, le ministre de l'intérieur et le ministre de l'instruction publique de ce quart d'heure politique vinrent ensemble me chercher, dans leur empressement de restituer à Mlle Sedaine la pension que l'empereur lui avait faite en dédommagement de ce que lui arrachait la loi qui dépouille, après dix ans, les héritiers d'un grand écrivain de ses droits d'auteur. Ces deux ministres avaient si vivement senti le reproche que je leur faisais publiquement, et leurs yeux s'étaient si miraculeusement ouverts, qu'ils se disputèrent le droit de rendre à Mlle Sedaine sa pauvre petite pension impériale et royale. Mlle Sedaine m'écrivit qu'elle lui était rendue, en me remerciant; et un de ses amis, dont je crois encore avoir les lettres à Paris, me confirma cette bonne nouvelle. Sur cette assurance je louai cette restitution dans un post-scriptum ajouté à ma lettre aux députés, que vous pouvez lire encore à la suite de *Stello*, et que l'on vient de réimprimer il y a peu de jours avec une nouvelle édition de tous mes ouvrages. L'avait-on trompée, lui a-t-on encore manqué de parole? Je rayerai mes éloges et reprendrai mes deux lignes d'approbation. Faites-moi savoir la vérité, et soyez sûre que je ferai ce qu'il faudra pour que

cette injustice soit réparée avant que son malheur et ses douleurs ne s'aggravent. Mais comment puis-je croire à une mauvaise foi si cruelle ? Si donc vous voulez du bien à cette excellente personne, achevez votre œuvre en la voyant à votre passage à Tours, et qu'elle vous dise les faits. Je voudrais, chère et gracieuse amie, que votre belle main fût le ministre des grâces et justices. Allez donc parler en passant à cette affligée, que je croyais sinon heureuse, du moins tranquille depuis onze ans.

Aurez-vous à Blois un état-major convenablement composé des danseurs de l'hiver, des nageurs de l'été, des féroces chasseurs de l'automne, et des causeurs de toutes les saisons ? Je vous souhaite autant de rossignols, de lys, et de roses, qu'il y en a autour de la chambre à coucher de Lydia, qui est au lit, hélas ! Mais je ne vous souhaite pas les tristesses et les inquiétudes qui m'assiègent souvent, et qui vous seront, j'espère, toujours inconnues.

XIII

Au Maine-Giraud, mardi 3 août 1852.

J'ai résolu, chère Alexandrine, de vous consulter sur tout ce qui touche notre famille. Voici quelqu'un qui m'écrit pour m'attester une découverte qu'il vient de faire à Limoges, pays assez anciennement connu, et qui était l'antique Lémovice des Gallo-Romains. Est-ce parmi les médailles qu'il se trouve que j'ai là une cousine germaine, m'écrit-on, issue des Vigny, et qui a épousé M. Gondinet, ancien sous-préfet, et l'un des propriétaires les plus considérables du pays ? Je n'avais été informé en aucune façon ni du voisinage, ni de la parenté, et si vous pouvez et voulez m'en parler, vous me ferez plaisir. J'espère que ma cousine n'est pas du temps des Gallo-Romains.

Vous m'avez fort diverti par votre étonnement des pétitions des campagnes des deux Charentes. Elles ressemblent fort aux adresses tourangelles que vous m'aviez envoyées, touchant Alexandre le Grand et son entrée à Babylone. Celles de ce pays sont écrites tous les matins par des gens qui ne savent pas écrire et font une croix pour signer. Soyez tranquille, ces bonnes gens n'ont pas le même genre de littérature que moi, et il est peu probable que nous écrivions ensemble. Mais je me demande comment quelque chose peut surprendre dans une nation tombée dans l'anarchie. Après la corruption, la dissolution, voilà ce qu'il ne faut pas oublier.

Ce qu'il faut souhaiter à tout homme qui, à tort ou à raison, s'est créé un nom célèbre, c'est de tirer son nom du sac où se ballottent et se roulent les intrigues politiques, qui cherchent à souiller tous les noms.

Horace Walpole disait : *Dirty Politic !* (Donnez cela à traduire à votre petit Hector.) C'est dans des temps comme le nôtre que la solitude est sainte. Quand par hasard vous vous occuperez de votre cousin, en famille, vous ferez bien de vous informer, car je crois que vous ignorez ce qu'il a fait. On vous dira : *pendant dix-huit ans* il a résisté à toutes les séductions, comme grâces, marques d'estime et même d'attention, de la famille d'Orléans. Il n'y a rien qui ne lui ait été offert sous ce règne. On lui offrit la pairie, il la refusa; quelques jours avant sa réception publique à l'Académie française, quand on vint chez lui le prier de faire dans son discours l'éloge de Louis-Philippe et quêter une louange en usage jusqu'à lui, il refusa et dit que *son siège était fait*, qu'il n'avait rien à changer à son discours. De là vint la *vendetta* de quelques courtisans. Leur intrigue prit pour organe M. Molé, qui se faisait un mérite de sa complaisance pour rentrer au ministère, ce qui ne lui réussit même pas. Il ne lui en resta qu'une honte de plus. Les princes, qu'il flattait en ayant l'air de les venger contre moi, furent les premiers à traiter sa conduite avec mépris. Nous pouvons leur rendre cette justice, à présent qu'ils ne règnent pas, et Mme Adélaïde dit à un de ses parens, qui ne me l'a répété qu'il y a deux ans, à Paris : « M. de Vigny ne vient jamais aux Tuileries où nous l'invitons toujours, mais nous ne lui en voulons pas, nous savons son respect superstitieux pour la branche aînée... » C'était bien agir de part et d'autre, je crois. Qu'en pensez-vous?

J'ai voulu vous conter cela ce soir, pour que quelqu'un de ma famille le sût bien.

Vous avez remarqué un jour que je ne parlais jamais de moi. Mes amis me le reprochent souvent; hier encore l'un d'eux, en m'écrivant. Mais je viens de penser qu'il était permis au moins de raconter à sa famille des choses que tout le monde ne sait pas. Il faut se souvenir quelquefois que personne n'a dans sa vie une grande quantité de périodes de *dix-huit ans*. J'en ai sacrifié une tout entière, je n'en ai point de regret, et le ferais encore.

Voilà une page d'histoire de notre famille que vous pourrez léguer à vos héritiers, ma chère belle petite Alexandrine; mais je mets un signet ici parce que je la trouve beaucoup trop longue,

parce que je vous écris avec des plumes de fer trop fines qui déchirent le papier, et parce qu'une heure sonne après minuit.

Bonsoir.

XIV

Au Maine-Giraud, samedi 27 novembre 1852.

Puisque vous voilà retournée dans votre manoir, lisez donc, pendant que je la lis aussi dans mes bois, l'*Histoire de la Restauration* de Lamartine. J'en achève le septième volume; vous y verrez une sorte de reproche qu'il me fait de ma solitude, et vous me direz l'impression que vous aurez reçue de ses jugemens. Il y a de beaux tableaux, et des portraits ressemblans, dont vous serez frappée et quelquefois émue. Vous pourriez déjà, s'il a l'esprit assez attentif pour suivre un récit, faire lire à votre Hector des fragmens que l'on peut détacher, tels que la bataille de Waterloo, la chute de Napoléon, la mort de Murat, la guerre d'Espagne, et les luttes habiles de Louis XVIII, qui a la gloire d'être mort sur le trône de France, seul souverain couché à Saint-Denis depuis Louis XV.

Un soir, seule avec votre enfant, vous choisirez (voilà mon ordonnance de Docteur-Noir), vous lirez vous-même un de ces tableaux, il dormira par là-dessus, s'en souviendra malgré lui dans son sommeil, et vous en parlera le lendemain tout le jour; et il aura reçu ainsi pour sa vie entière une impression vive, profonde, colorée, de l'histoire de France la plus récente, dont nous avons vu les personnages.

Vous m'avez là dans un ermitage, encore sous mon capuchon, et vous n'en profitez pas pour causer avec un peu de réflexion, de calme, et d'abandon. — Vous avez tort, Alexandrine; une fois à Paris, je n'en aurai plus le temps. Je cherche à deviner ce qui plaît à votre âme et à quoi elle s'attache dans ses réflexions. Vous ne me le dites pas assez. Puis-je penser que dans les longues et silencieuses journées de la campagne vous n'ayez pas une heure de retraite et de rêverie pour me parler comme vous avez fait quelquefois de vos lectures, de vos occupations, de votre famille?

XV

Au Maine-Giraud, le 25 janvier 1853.

Voici un abus de pouvoir abominable que vous commettez, ma belle cousine. Vous êtes la plus injuste des nièces en accusant

votre oncle d'être bavard. J'avais au contraire espéré qu'il serait indiscret, et je lui trouve l'innocence d'une colombe. Je lui avais écrit toute une petite gazette du soir pour répondre à ses questions. afin que ce fût une sorte de circulaire pour nos parens, amis, alliés et connaissances; et je pensais que sa première action serait de vous la dire. Il semblait même me le dire en me parlant de votre absence pour quelques jours au château de Champ-Ch... où il vous écrivait.

Ce fut le 23 octobre de l'an de grâce 1852 (autrefois, il y a un siècle, comme vous savez) que mon cousin, votre oncle en un mot, m'écrivit pour me demander si ma *présentation*, annoncée dans un journal, avait eu lieu le 10 octobre, et *quelles étaient les paroles échangées de part et d'autre*.

Je lui répondis jadis, le 30 octobre de la même année, que, comme je connaissais le prince Louis-Napoléon depuis quatorze ans, je ne lui avais pas été présenté du tout; mais qu'apprenant à Bordeaux que j'étais encore dans mon ermitage, il avait bien voulu en témoigner un plaisir assez vif, et que j'avais reçu de lui l'invitation de dîner chez lui à Angoulême; que je m'y étais rendu le 10, et qu'après la soirée je l'avais accompagné au bal de la ville. Quant aux paroles *échangées de part et d'autre*, comme elles ont été fort nombreuses et que j'ai, par caractère, une longue habitude de silence et de réserve sur toute chose tant soit peu particulière à quelqu'un; comme cette disposition native n'a fait que s'accroître pendant seize ans de vie à l'armée, où le silence est une consigne; comme cette coutume s'est accrue encore par un long séjour en Angleterre et mes rapports avec les Anglais dans leur pays et le nôtre, il en résulte qu'il y a sur mon caractère une double enveloppe de taciturnité qui fait que j'aime à parler des idées et des sentimens, jamais des personnes. Étant donc orné de ce triple défaut, il m'a été absolument impossible de me livrer aux plaisirs de l'anecdote comme tel journaliste de ma connaissance qui l'aurait multipliée par vingt mille exemplaires et embellie de quelques agrémens.

Ayez donc la bonté, chère Alexandrine, de me dire d'abord si vous avez lu la lettre que j'écrivais à votre *oncle mon cousin*. Ensuite, quand je serai sûr de ne pas me répéter, chose que je considère comme une grande infortune, je chercherai si j'ai dans la mémoire quelque chose à ajouter à cette gazette des temps passés. Vous ne m'avez écrit que le 5 décembre pour me demander les mêmes choses; j'ai, en vérité, pensé que mon *cousin*,

votre oncle bien-aimé, vous devait tout dire et qu'il se chargerait de la réponse, que je n'avais qu'à le laisser faire. Mais voyez donc, dans quel siècle d'airain vivons-nous? on ne peut compter sur les faiblesses de personne, pas même sur le bavardage!

. . . . . .

Le temps présent, s'il vous intéresse, n'a qu'une chose à vous faire connaître de moi : c'est mon immobilité. Après cette interruption de cloches et de canons, mon couvent a refermé sur moi ses gonds de fer et je suis revenu m'asseoir près d'un lit de malade; lit dont la bonne et patiente habitante ne peut encore être transportée même dans la plus douce voiture. Tout est prêt pour le voyage dès qu'il se pourra faire; et vous savez que la plus douce station pour nous sera celle de mon air natal, que vous respirez et que je vous envie.

Je n'écrirai pas plus longtemps, je suis fatigué. Hier, plus inquiet que de coutume, j'ai passé la nuit debout; et, ce matin, j'ai vu le lever de l'abominable aurore que je hais, parce que je l'ai vue trop souvent venir s'asseoir au chevet des malades, à côté de moi.

Conservez-moi, malgré mes désordres de conduite dans cette existence que je vous raconte, un peu de bonne amitié; et pour vous bonne année!

XVI

Paris, le 5 avril 1836.

Eh bien, chère Alexandrine, et le mot de l'énigme, où est-il? Me le donnerez-vous? Je l'attends toujours. Avez-vous découvert une Australie ou une Californie? Connaissez-vous un Eldorado et un Candide qui parte pour chercher des moutons rouges ferrés en or? Pour moi, je n'ai rien compris à tout votre dernier petit billet. Est-ce une charade ou un logogriphe? dites-le franchement, chère amie. O mystérieuse étourdie que vous êtes! Quand donc vous arrivera-t-il de me comprendre? Que vous faut-il donc encore pour me connaître? Avez-vous pu croire que, si je ne pouvais pas aller vous voir pour vous voir, il y avait au monde un intérêt, un but qui pût me faire partir? Vous aimez, dites-vous, l'indépendance et un peu enfin la fierté avec lesquelles j'agis dans les choses publiques? Ne comprenez-vous pas la dépendance où m'enchaîne le seul devoir que je me reconnaisse?

Que vouliez-vous dire? Ce que vous m'avez écrit en dernier lieu avait quelque chose de déterminé qui me revient à la mémoire et je n'ai pu m'empêcher de croire que, de vous-même, vous m'en donneriez l'explication, si elle peut se donner par écrit; ou, sinon, que vous chargeriez quelqu'un de venir me la donner s'il s'agissait d'une simple affaire.

Allons, mon amie, ma belle cousine, un peu de courage, prenez une plume, et traduisez pour moi ce que vous m'avez écrit dans le plus gracieux, mais le plus vague langage du monde!

Adoucissez ainsi la tristesse des éternelles absences, des souvenirs et des regrets!

XVII

Paris, mercredi 28 février 1860.

Vous nous surveillez très bien, je le vois, et il n'y a pas si petite historiette d'un petit journal qui ne vous arrive. L'anecdote du Père Lacordaire pris par un domestique pour un Arabe, ou pour un chanteur de l'Opéra, est aussi fausse que toutes les autres petites sottises qu'écrivent, en riant aux éclats, quelques joyeux garçons à leur estaminet. Étant obligés de parler toujours et ne sachant que dire, ils trouvent bien juste de conter ces sornettes. Le Père Lacordaire, que je connais depuis bien des années, — et depuis le temps où les hommes politiques qui votent pour lui aujourd'hui le nommaient *l'abbé romantique* et *l'abbé démagogue*, — m'a envoyé ses œuvres et m'est venu voir dans ce même salon où il avait des conférences avec moi et des poètes qui se nommaient Lamartine, Victor Hugo et Alfred de Musset. Il s'était fait précéder de ses livres et je l'attendais. On m'a très sérieusement et respectueusement annoncé : M. l'abbé Lacordaire; et, au lieu de ce jeune homme pâle qui semblait exténué par les veilles, les macérations et les souffrances de la pensée, j'ai vu sous la robe du dominicain un de ces visages roses et blancs que l'on devait voir au temps du Petit Jehan de Saintré à ce *Damp abbé* que la dame des Belles-Cousines ne dédaigna pas assez. — S'il s'était présenté à notre élection vers 1840, il n'eût pas vu *quatorze voix* s'opposer à lui. Toute l'Académie l'eût nommé; excepté ceux qui gouvernaient alors et qui viennent de former pour l'élire une petite coalition comme ils faisaient les uns contre les autres. Rien ne réunit les hommes comme une haine commune.

L'élection du Père Lacordaire eût été plus pure sans cet alliage grossier et vulgaire qui reste encore au fond des eaux après la tempête, comme la vase du gouvernement à demi parlementaire de juillet 1830. Lacordaire était digne de n'être élu que pour son éloquence. Dans la situation actuelle, il est élu, c'est-à-dire qu'il est dans la situation d'un enfant *ondoyé*, et ne sera *baptisé* académicien que le jour où il aura prononcé son discours en séance publique. Ce jour-là est loin d'être déterminé; il y faut bien des conditions. D'abord : que son discours soit écrit, puis qu'il le communique au directeur qui lui répondra (M. Guizot); puis, que ce second discours soit écrit et communiqué à une commission d'académiciens tirée au sort et préposée à l'examen, et qui doit, au sortir de la lecture, attester à l'Académie française que les deux discours ne renferment rien qui soit contraire à la morale ou hostile au gouvernement. Tout cela prend quelquefois, comme ce fut pour moi, *neuf mois :* ce fut le terme de la *gestation* du discours de Molé, qu'un écolier de quatrième aurait mieux écrit en une matinée. Cette coutume d'empêcher de siéger jusqu'à la vaine cérémonie publique est particulière à l'Académie française seule, dans les cinq académies de l'Institut. Un savant comme Cuvier ou Laplace est reçu, prend sa place et sa part aux travaux. Cela vaut mieux, car il est arrivé que dans cette année perdue un membre est mort avant d'avoir pu siéger.

Je ne sais donc pas quand cet innocent spectacle gratuit sera donné aux curieuses roses et blanches comme vous, qui brûlent du désir de voir un moine blanc et noir.

Rien de curieux pour moi comme le contraste de ma vie et de l'idée que vous vous en faites. La niaiserie appelée carnaval n'existe pas pour moi. Je suis plus solitaire que bien des moines. Je ne sors que le moins possible dans le jour, et je passe mes soirées à faire des lectures à ma pauvre bonne Lydia dont la vue est sérieusement menacée et que je cherche à consoler de la privation des livres anglais qui lui étaient chers. Je refuse tous les dîners, que j'ai en horreur, et mes amis les plus intimes n'obtiendraient jamais de m'y traîner une seule fois. J'éprouve le sentiment craintif d'une mère qui serait priée de quitter le berceau de son enfant malade. Je donne des distractions et je n'en ai pas, ni n'en veux chercher, si ce n'est dans le travail de mes nuits, qui sont mes refuges et mes forteresses.

Je voudrais savoir quelle amie est en ce moment près de vous, chère Alexandrine, ou quelle parente vous rend quelque

chose des soins que vous donnez à tout le monde autour de vous. Toujours est-il qu'il n'y a pas assurément d'*opération* à vous faire, comme à ce monsieur dont vous deviez accompagner la femme éplorée? Ce qu'il vous faut, ce me semble, c'est le grand air de Touraine, mon air natal, et, dit-on, l'usage de la limonade et des citrons. On l'employa près de moi à Londres, un jour d'hiver où le charbon de terre d'un de mes amis m'avait asphyxié près de sa cheminée. J'entendais parler autour de moi et ne pouvais ni faire un signe, ni ouvrir les yeux. — N'est-ce pas cela? — N'avez-vous pas senti combien on s'indigne dans son cœur de cette immobilité qui nous enchaîne?

Je suis désolé de penser que vous avez aussi éprouvé cette souffrance, mais je vois tant de calme, tant d'ordre, de régularité dans votre gracieux billet et dans votre écriture, qu'il me semble que rien de douloureux ne vous attriste à présent. Je voudrais bien qu'il vous plût, chère amie, d'écrire à côté de la date de vos lettres votre séjour du moment. Je vais probablement vous écrire à Dolbeau pendant que vous serez à Tours. Vous ne me parlez jamais de votre mère, de votre père, de mon cousin, votre mari, de votre fils. Je ne sais où il est élevé, ni par qui, si votre mère est guérie, si personne n'est souffrant parmi vos proches. J'aimerais à me représenter votre vie intérieure. Aucun de nous n'est isolé et comme posé sur la pointe d'une aiguille; notre vie est toujours appuyée sur quelqu'un, et resserrée par le voisinage des relations de famille, comme un arbre par les branches d'une forêt qui l'entoure, et quelquefois l'étouffe. — J'aimerais à connaître les frênes et les chênes qui vous pressent. — Parlez-moi d'eux, si ma bien véritable affection vous est toujours aussi chère qu'à votre dernier voyage (ou passage), si ancien déjà!

XVIII

Paris, lundi 15 avril 1861.

La vie est bonne pendant trente ans, chère Alexandrine; après cela on ne cesse, hélas! de voir souffrir et s'éteindre ceux que l'on aime... Je ne puis que vous plaindre d'être arrivée à ce degré de peines où, dans l'ordre de la nature, nous conduit infailliblement la vie de famille. — En vous écrivant je suis assis à la fenêtre, près du lit de ma chère Lydia, couchée encore depuis quelques jours et n'ayant que moi pour la distraire et la consoler.

J'ai sous les yeux les fenêtres de la chambre même où j'ai gardé pendant *cinq ans*, avec l'aide de Lydia, ma mère paralysée et mourante. Plus heureuse que moi, vous avez un père, un fils, des parentes ; et vous pouvez laisser à votre mari, mon cousin, le soin d'ordonner tout ce qui touche les ennuyeuses et fatigantes opérations du changement de domicile dont vous parliez.

Pour moi, je n'irais pas jusqu'à Saint-Cloud sans jeter l'incertitude et l'effroi de toute chose dans l'âme de tous les habitans de ma maison, qui ne savent que décider en mon absence.

Mon oncle le trappiste n'était pas plus cloîtré que je ne le suis, croyez-le bien ; mais il avait, dans sa cellule de la Val-Sainte, un renoncement à tous les attachemens de ce monde et à toutes les créatures du Seigneur que je ne saurai jamais atteindre.

Enfin mon imperfection en ceci me permet de vous dire bien vite, et en même temps que je l'éprouve, que vous ne sauriez avoir une seule peine sans que mon âme en soit remuée profondément, et que je ne sente dans mes yeux une larme que vous n'y verrez pas.

XIX

Paris, jeudi 10 octobre 1861.

Je reçois à l'instant votre douloureuse lettre, chère amie, et je ne perds pas un moment pour vous dire combien je prends part à cette affliction nouvelle, qui cependant n'était que trop prévue. — Vous avez au moins cette consolation, de n'avoir pas perdu un instant de sa vie sans la consoler, et comme je vous écrivais : *Ne vous ménagez pas*, aussi ne vous êtes-vous pas ménagée, et vous avez, je le crains, poussé trop loin le dévouement, puisque déjà vous commenciez à avoir la fièvre. Vous avez vu par ma dernière lettre qu'elle m'effrayait pour vous et que je vous parlais de chercher, dans cette triste maladie, un secours auquel bien des familles ont été forcées de recourir : le couvent des sœurs chrétiennes, aussi patientes qu'une fille peut l'être, mais insensibles par coutume, par lassitude de voir toujours souffrir auprès d'elles. et (il faut le dire), insensibles par *piété*, à force de considérer uniquement la vie future et de mépriser celle où nous sommes. Les saintes femmes secourent et consolent, mais ne souffrent jamais des cris, des reproches, des plaintes qui nous tuent dans nos familles, et qui ont dû vous faire bien du mal.

Comme j'ai coutume d'épargner à ceux que j'aime toute espèce

d'inquiétude inutile, et que je me serais reproché d'ajouter aux vôtres, je ne vous ai pas écrit que j'étais au lit depuis le 4 septembre, et c'est encore de ce lit que je vous écris en ce moment.

Lorsque vous êtes venue à Paris, je vous ai dit, je crois, que j'éprouvais déjà quelques douleurs nerveuses de l'estomac. On en accusait mon habitude de ne boire presque que de l'eau, de ne pas manger, d'oublier de dormir pour écrire, de dîner à sept heures du soir et déjeuner à trois heures après midi, et enfin ma tempérance, une *vertu!* Donc cette vertu m'a mis au lit, parce que les médecins m'ont donné des ordonnances sans nombre qui toutes m'ont été dangereuses, et ont produit ce résultat que des douleurs, des crampes d'estomac qui me saisissaient une fois dans six mois sont devenues périodiques et de chaque jour. On les traite à présent en me retenant au lit et dans la chambre, en m'affaiblissant par un régime tellement sévère que, pendant tout ce mois, je n'ai pris que du lait de chèvre froid et pas même du pain, qui serait un excès pour moi aujourd'hui encore. Et, comme en général les médecins ont la conscience parfaitement en repos pourvu qu'ils définissent bien le mal qu'ils ne guérissent pas, j'ajoute que les miens, car ils sont plusieurs et des plus illustres, nomment ma maladie : une *gastralgie*. Le nom étant grec, cela doit me suffire, puisqu'il signifie : douleur des nerfs de l'estomac.

Il a fallu le chagrin que vous m'annoncez pour que je vous aie parlé de moi, ce que je ne fais jamais. Je l'ai fait trop longuement et avec détail, mais c'est pour vous prouver qu'il ne faut pas moins qu'un obstacle pareil pour m'empêcher d'aller à Dolbeau.

Quand j'étais dans la Charente, d'où je vous écrivais souvent, ma chère Alexandrine, je fus atteint de la fièvre typhoïde, qui courait dans le pays et y détruisit tout un village. Je souffris et fus guéri, entre deux de nos lettres, sans vous le dire; et, Lydia n'écrivant pas, personne ne le sut à Paris. A peine dans les environs du Maine-Giraud, on crut que j'avais été un peu enrhumé. A quoi bon, disais-je, envoyer à ceux que l'on aime le poison d'une inquiétude qui serait d'autant plus grande qu'ils ne pourraient pas avoir d'assez promptes et continuelles nouvelles? N'ont-ils pas assez, pour les torturer, des ennuis de leur maison, et si j'en levais le toit cette nuit, qu'y verrais-je? — Des larmes peut-être. — Pourquoi en faire couler d'autres?

Ce sont les mêmes sentimens qui m'ont ordonné le silence

envers vous, chère amie; mais le voilà rompu, et je vous tiendrai plus au courant de ma maison à moi, mais par quelques mots seulement, car comment auriez-vous par moi cette fatigue de répondre, qu'en ce moment je ne veux point vous donner?

Longue à guérir, mais *sans danger*, tel est le caractère de cette maladie, selon tous les médecins, qu'il faut croire en cela. — Je veux vous le dire afin que vous sachiez bien que vous n'avez à me plaindre que de la vie de prisonnier qu'il me faut mener, vie tout à fait semblable à celle d'un naufragé de la Méduse, affamé et sortant du radeau, à qui l'on mesure goutte à goutte le bouillon et le lait de peur qu'il ne se tue en mangeant. Plaignez-moi donc, mais sans vous inquiéter dans votre cœur, que je connais si bon et si parfait pour moi. Plaignez-moi surtout d'une captivité qui fait que mon pauvre cœur à moi, je ne puis jamais suivre un de ses mouvemens. Aujourd'hui ils m'auraient emporté près de vous, n'en doutez pas.

XX

Paris, lundi 9 décembre 1861.

N'avez-vous donc pas eu près de vous assez de tableaux douloureux, et de détails comme les hospices en offrent aux sœurs de charité?

Vous me demandez le récit de ce que j'ai souffert, chère amie. Ce serait trop pour moi que de l'écrire, et de le lire trop ennuyeux pour vous. Ne vous l'ai-je pas écrit déjà? Depuis le 4 septembre jusqu'au 2 octobre, j'ai été condamné au régime d'Ugolin dans la tour de la Faim. Si j'avais eu quatre enfans pour me dire : *Mange de nous*, c'eût été un dédommagement, mais je n'ai porté à mes lèvres que deux tasses de lait de chèvre froid, chaque jour. Régime d'un berger de Virgile, qui donne peu de forces. On les a fait cependant revenir goutte à goutte, comme aux naufragés de la *Méduse*. A présent, je peux déjeuner; mais, je ne sais pourquoi (et le docteur Andral ne le sait pas non plus) je ne puis supporter le dîner. Le soir est sobre plus que la journée, et je ne peux prendre que des choses légères comme le tapioca. Rien de capricieux, à ce qu'il paraît, comme les nerfs qui tapissent l'estomac : je n'avais pas encore fait cette découverte. Tout cela s'appelle, comme je vous l'ai dit, du joli nom de *gastralgie*. C'est consolant. — A présent il m'est permis de sortir une heure en voiture de

temps en temps, et voilà tout. Je ne souffre plus et n'ai besoin que de repos. — En conséquence, je travaille toujours.

Il est bien vrai que l'âme est plus libre lorsque la pesanteur des repas ne l'écrase pas de ses lourdes fumées intérieures. Il n'y a que Brahma et Bouddha qui l'aient compris. Les Indous regardent comme un crime de manger tout ce qui a eu la vie, et ils meurent de faim quand le riz leur manque, plutôt que de boire le sang des animaux, comme nous faisons en mangeant leur chair. Aussi sont-ils récompensés de leur foi sincère et aveugle par des incarnations successives, qui leur font espérer à tous de revivre sous la forme bienheureuse d'un éléphant blanc.

Samedi 13 décembre.

L'ennui de parler de moi m'a donné un nouvel accès de silence. Il faut me le pardonner. Songez un peu à rapprocher les dates et vous trouverez que, tandis que vous pleuriez auprès de votre bonne mère, on pleurait auprès de moi. Du 4 septembre au 3 octobre on me croyait en danger. Souvenez-vous que Lydia devient presque aveugle et que c'était pour moi une affreuse pensée que de ne pouvoir plus la distraire par des lectures ou des conversations enjouées sur des choses indifférentes et mondaines. Il m'était défendu de parler et de recevoir. Je ne peux penser à moi au point de faire la moindre absence de chez moi. — Il faut toujours que les meilleurs domestiques du monde, comme sont les miens, dont je suis content, soient sous l'œil du maître, qui est forcé de remplacer, hélas! les yeux de la maîtresse dont l'un est éteint et dont l'autre se ferme.

La seule consolation que j'aie reçue est dans mon invincible habitude de l'étude. Plus elle est abstraite et plus elle m'absorbe et me fait oublier mes chaînes. Ajoutez à cela que je n'aime et ne supporte guère en fait de nourriture que le pain et l'eau, et vous aurez un prisonnier parfait. Je me serais parfaitement trouvé du régime du *Masque de fer*.

Vos huîtres m'ont fait mal, *six* étaient pour moi une orgie. Je ne tenterai plus ce régime. A présent je dis à tous mes savans docteurs de Paris : « Il n'y a rien de ce que vous m'avez ordonné qui ne m'ait fait mal. Bismuth, belladone, laurier-cerise, eaux de Vichy, eaux de Bussang, liqueur jaune (et infernale) de la Grande-Chartreuse, etc., tout m'a blessé et déchiré dans ce qui était intérieur, tout à l'extérieur a été inutile. Une seule chose

qui ne vient pas de vous me fut salutaire : l'honnête bouillon de poulet mêlé de bouillon de veau. » — O science! ô graves délibérations! ô clinique! dissections et dissertations! O Molière! — *Dignus es intrare in nostro docto corpore!*

J'ai dit cela hier à un candidat qui veut le fauteuil de Scribe et, à son défaut, celui de Lacordaire...

Je regrette profondément ce religieux éloquent. Il ne s'est assis qu'un jour à côté de moi, et je ne croyais pas lui avoir serré la main pour la dernière fois.

Je baise la vôtre, chère Alexandrine, avec tous les sentimens que je ne vous écris pas et que vous connaissez.

XXI

Du Vendredi saint au Samedi saint
19 avril 1862.

C'est assurément une action très vertueuse que de rassurer une amie, mais s'il s'agit de lui faire faire une sorte de voyage inutile; et si elle ne doit y trouver qu'une triste déception, il faut cesser de lui faire illusion par la gaieté du langage et par des anecdotes. Il faut dire la vérité.

Les médecins n'ont encore réussi ni à me tuer, ni à me guérir. Je souffre horriblement de ces crampes des nerfs de l'estomac. Ne pouvoir ni manger ni boire sans une douleur aiguë qui donne un tremblement violent et rejette ensuite sa victime dans une prostration accablante, voilà mon état. Une seule chose étonne tout le monde, c'est que j'y aie pu résister et être vivant encore.

Si donc votre amie vous implore, venez la voir et lui apporter le secours de votre gracieuse animation d'esprit; mais vous ne viendrez que pour elle.

Mais parlons d'autre chose que de moi, sujet que je déteste. — Savez-vous qu'il n'y a rien de plus beau que ce mariage de deux âmes pures que vous m'annoncez?

Vous n'avez qu'un raisonnement à employer et quelques lectures.

1° On mettra entre les mains de la fiancée un rosaire ou un scapulaire quelconque (je suppose le vôtre). Puis on lui donnera à lire, après la messe, *la Fleur des saints*. Là elle verra que, dans la primitive Église, le mariage fut considéré souvent comme impur

et que beaucoup de saints, mariés avant leur conversion à l'Église chrétienne, firent vœu de vivre dans le désert avec leur femme, mais de l'aimer comme une sœur. Leur sainteté leur fit ainsi une seconde virginité, infiniment plus belle et plus méritoire que la première, puisque la tentation était là, tout à côté des mariés. Ils y gagnèrent le ciel d'où ils nous bénissent, et l'honneur d'être inscrits sur notre calendrier.

2° On fera lire à la fiancée Platon et tous ses dialogues, afin qu'elle ait pour le corps périssable le juste mépris qu'il mérite; et elle ira à l'autel sans toucher la main de ce guerrier, notre cousin, qui l'a déjà devancée, à ce qu'il paraît (d'après votre récit), dans ces pieuses résolutions. La nuit elle n'aura pas besoin de prendre de chloroforme, comme la jeune et prudente Anglaise que vous savez. Personne n'attentera à sa pudeur, et vous entonnerez avec les deux époux un cantique d'actions de grâces.

Félicitez donc Fulgence, que je vois très proche du Paradis en ce moment.

Saint Augustin dit que nous renaîtrons après Josaphat dans notre corps, mais à la condition de ne pas nous en servir. Il sait parfaitement que ce corps aura *trente-trois ans*, âge de la mort de N.-S. (ceci a fait murmurer les jeunes filles mortes à dix-huit ans, et que l'on vieillit). Il ajoute que notre corps aura la taille de 5 pieds 3 pouces, qui était celle de J.-C. Enfin il n'y a point de mystères pour les saints, puisque tout est si bien expliqué par eux, et nous en aurons deux dans notre famille, où je n'en connaissais pas encore. Cela doit vous causer, ce me semble, une grande joie, chère belle amie; et comme c'est aujourd'hui samedi saint, recommandez-moi à leurs prières, *quoique indigne* (selon la formule des capucins).

Bonsoir, chère belle amie, voilà cinq heures du matin, et peut-être le jour m'apportera-t-il ce qu'il ôte aux autres, quelques momens de sommeil?

XXII

Paris, lundi 29 septembre 1862.

Tout souffrant que je suis, j'attendais minuit avec impatience pour vous écrire en paix. Tout le jour j'ai gardé Lydia pour m'efforcer de la distraire de ce qu'elle souffre. Sa vue s'affaiblit de plus en plus et ce n'est qu'après des douleurs de tête d'une

grande violence que ses yeux se voilent et qu'une sorte d'ombre complète les couvre à tel point qu'elle est prête à tomber dans les appartemens où il faut qu'on l'accompagne en la soutenant. Cela me remplit de tristesse et d'effroi; comment pourrais-je penser à moi-même au milieu de ces inquiétudes bien plus graves? Aussi je n'en veux plus parler, même à vous, chère amie. Après l'ennui de souffrir ces lentes affections nerveuses, le plus grand c'est de les décrire.

Dans les temps de médecins où nous vivons, il est bon de s'avertir. Je suis persuadé que Castaing serait acquitté aujourd'hui. Il n'aurait qu'à dire au tribunal : « Je suis homéopathe, j'ai donné du poison, c'est tout simple. Tout médicament est un poison. Si la dose était un peu trop forte, tant pis pour le malade, sa constitution n'a pas permis de le guérir. »

Et n'allez pas croire que ce soit une conjecture satirique, tout simplement : c'est l'histoire contemporaine. Un certain docteur *homéopathe* me dit à moi, à moi-même, à moi seul, parlant à ma personne, ce qui suit, de l'air le plus radieux, le plus satisfait, confiant en lui-même et triomphant :

« — Monsieur, rien n'est si inoffensif assurément qu'un collier de corail, n'est-ce pas ?

— Assurément, monsieur; j'en ai vu, dis-je, sur de très belles épaules qui ne s'en trouvaient pas blessées.

— Et si on avalait un grain de corail on n'en éprouverait aucun mal?

— Je suis ravi de le savoir, dis-je, car si, dans un transport d'amour, il en restait un dans la bouche de l'un de mes *cent soixante-trois* cousins, qui sont tous mes neveux adolescens, ce serait fort dangereux.

— Eh bien ! monsieur, nous venons de découvrir que ce même grain de corail, pilé, en poudre, est le poison le plus subtil et le plus prompt qui existe. »

Ici il s'étala sur son fauteuil d'un air de triomphe et ajouta :

— Monsieur, cette épreuve-là, cette heureuse découverte m'a coûté *quatre hommes !*

— S'il vous plaît de ne pas me compter comme le *cinquième*, vous m'obligerez fort, lui dis-je.

Eh bien ! chère Alexandrine, je vous dirai comme Manlius Capitolinus : — *Qu'en dis-tu?* N'est-ce pas que l'honorable docteur Castaing fut un saint, et qu'on doit le réhabiliter *avec statue* expiatoire?

Toujours est-il que vous vous défierez du corail.

Hier *j'eus* la visite de mon *cousin* M. de la Rivière (Auguste). Et je fais ici la même faute de français si chère à Mme de Sévigné, qui recule tout jusqu'aux temps fabuleux, je ne sais pourquoi. Mon *cousin* ne m'a point conféré d'autre grade que celui-là, auquel je riposte toujours par le même nom, qui est parfaitement dû à l'un des fils d'Angélique de Vigny, qui aimait à me tenir sur ses genoux en donnant à manger à ses paons, desquels la roue aux cents yeux éblouit encore les miens, au souvenir seulement. — Ma mémoire m'amuse dans ces petites choses même. Jugez, je vous prie, des consolations qu'elle m'apporte dans mes insomnies quand je lui donne à revoir des tableaux moins anciens et plus séduisans encore, moins candides peut-être. Qui sait? Rêveries de prisonnier qui écrit dans son lit à la lampe.

Notre cousin ne m'a pas parlé de votre chute, et moi, par discrétion, je n'ai point fait de questions, selon ma coutume, sachant d'ailleurs qu'elle n'est plus pour vous un obstacle à rien, mais seulement une petite leçon de prudence sur les escaliers. — Suivez bien ce conseil un peu rude de la Providence, et demandez à votre père si un vrai jurisconsulte comme lui n'acquitterait pas Castaing. J'y tiens beaucoup.

XXIII

Paris, samedi 3 janvier 1863.

Non, ne venez pas encore, mon amie (1). — Il est trop tard pour la première épreuve et pour mes plus graves et funèbres devoirs; et il est trop tôt pour que les consolations me soient possibles à entendre. Les essais qui m'entourent ne font que m'accabler, et portent *jusqu'à la maladie* le supplice que chaque parent ou chaque ami m'apporte avec une tendresse qui me touche profondément, mais à laquelle je n'ai pas la force de répondre sans me tuer.

Dans un peu de temps j'aurai besoin de votre gracieuse présence et je vous la demanderai; mais aujourd'hui la solitude et le silence sont si sévèrement ordonnés pour moi que les médecins regardent déjà, en ce moment, avec ombrage, ce billet que je vous écris; et peu s'en faut qu'ils n'invoquent des autorités de famille et d'amitié pour m'interrompre.

(1) Mme de Vigny venait de mourir.

On a quelque crainte que la fièvre ne revienne malgré moi condamner ma porte *ce mois-ci*, et il faut bien que d'elle-même elle se condamne, cette porte douloureuse, jusqu'aux jours de calme où je vous écrirai pour vous prier de venir m'apporter quelques heures...

Jusque-là ne cessez pas de surveiller votre santé, troublée aussi par la grande douleur qui vient d'être la vôtre; et de temps en temps, répondez, par quelques lettres venues de votre cœur aux appels que le mien lui fera et aux récits douloureux qu'il ne peut pas lui faire aujourd'hui sans achever de se déchirer.

XXIV

Paris, jeudi 2 avril 1863.

Si j'ai gardé le silence après votre dernière lettre, chère Alexandrine, c'est qu'il y a un si cruel contraste entre mes souffrances de l'âme et du corps et la légèreté cavalière de vos lettres que je ne pouvais me décider à vous empêcher de jouir en paix de votre vie évaporée. Tous vos bals n'étaient pas dansés encore, je crois, et quoi que vous en disiez, vous n'y preniez point de peine. Vous m'avez écrit comme on continue un dialogue avec son danseur, parce que votre *police* est mal faite et qu'on vous a mal rendu compte de mon état. On a bien fait et je m'en suis applaudi. Nos usages mauvais veulent que, dans ces cruels et éternels adieux, faits au milieu des larmes que l'on veut inutilement contenir, les hommes n'aient pas la liberté de s'enfermer avec leur douleur; et rien ne m'a été épargné des affreux détails, des déchirantes dispositions qu'il faut ordonner soi-même. Qu'auriez-vous fait ici, vous, femme inutile? Mes parens et mes amis ont été pleins de bonté pour moi; et tandis que j'étais (comme, hélas! je suis encore) affaibli au point de ne pouvoir me soulever de mon lit sans l'aide de deux personnes, pendant que je me trouvais mal à chaque instant, ils m'ont remplacé dans l'ordonnance des sombres cérémonies à l'ambassade anglaise, et dans son église, et au dernier lieu du repos éternel. — Mais malgré eux les hommes froids et blasés sur les deuils, qui sont agens des *pompes funèbres*, venaient directement à moi recevoir des ordres et (selon leur terme hideux) apporter *la note*, comme le lendemain d'un repas de corps chez un restaurateur. — On les a chassés, et du fond de mon lit je les ai payés moi-même, après que l'un de mes

amis leur a donné une sévère leçon. Mais ce ne sont là que les premières épines de mon martyre.

Je possède à perpétuité un caveau de famille à Montmartre et il a fallu y faire trois sortes de travaux : l'exhumation et l'inhumation nouvelle des cendres de ma mère, creuser plus profondément son caveau dans la terre, former au-dessus un second caveau et y descendre cette chère enfant que depuis 1825 je préservais de ce coup trop prévu qui frappe toute sa famille, celle que je préservais de tout, et pour qui j'avais sacrifié tous mes goûts de voyage, tous les désirs de liberté ou de science, afin de me vouer à son salut comme une mère à sa fille, toujours garde-malade et inquiet nuit et jour, mais lui épargnant toutes les peines de la vie, les prévoyances nécessaires des affaires. J'étais récompensé par une sorte de joie secrète de l'avoir sauvée chaque soir, après l'avoir vue en péril presque chaque matin. Mais, hélas! cette fois je suis vaincu. Je semblais prêt à être guéri, je la pouvais conduire au Bois de Boulogne. Elle en venait avec moi et l'une de ses femmes, gaie et ayant vu avec moi l'essai d'un ballon. Mais tout à coup paralysée, elle dut être portée sur l'escalier, et ce fut la dernière fois qu'elle le monta. La rapidité de l'attaque fut inexorable; mon médecin et le docteur Cruveilhier y épuisèrent tous les secours de leur science; et sans un moment d'espérance, mais heureusement sans douleur, cette âme si pure et si bonne me quitta en me disant : *Mon bon Alfred, je ne souffre pas.* — Seule et dernière consolation.

Puisqu'il faut vous parler de moi, sachez donc qu'il n'y a pas depuis cette nuit-là de martyre comparable au mien. Une rechute profonde, accablante, dans cette *gastralgie* m'a saisi tout entier et mes nerfs sont frappés cruellement. Voici ma vie. Affaibli comme vous le savez par cette vie de prisonnier, car depuis *deux ans* je ne suis pas sorti et ne peux marcher, j'ai *toutes les nuits* une insomnie qui me condamne à compter tous les coups de ma pendule. Les maladies sans fièvre sont les plus longues, disent les médecins : je l'éprouve, et même dans ces horribles tourmens je n'ai point de fièvre. J'allume mes bougies et j'écris, mes yeux en sont brûlés. Je les éteins; reviennent les souvenirs récens et sombres; et les larmes, que j'ai la force de cacher aux vivans dans la journée, reprennent leur cours. Enfin arrive la lumière du jour. On m'apporte ma seule nourriture, une coupe de lait chaud et, par une étrange régularité de

la nature qui veut vivre en dépit de tout, je dors pour *une heure et demie*. C'est mon seul sommeil. J'en sors moins malade, en ce moment, et il me donne assez de force pour vous écrire.

Mais autre chose est survenu en moi. Après une vie toujours active, une immobilité de deux ans a altéré ma constitution et tous les jours mes jambes sont gonflées, et je ne peux ni me lever d'un fauteuil, ni marcher dans la chambre sans le soutien de deux personnes. Les frictions de toute sorte n'y ont rien fait, et aujourd'hui même je suis dans le même état.

Vers trois heures, on *me lève*. Je cherche alors à recevoir mes parens et à leur *paraître* guéri; mais ces efforts-là me font mal presque toujours. Cependant il me semble que j'ai quelquefois réussi, car vous me paraissez très rassurée et vous m'écrivez, en folâtrant, que c'est pour ne reparaître que tel que j'étais que je reste chez moi. Cependant je dois croire qu'en d'autres récits, mes parens sont moins optimistes, car nous avons des cousines pieuses qui ont multiplié près de moi les amulettes, les médailles de la Vierge immaculée, et même des saintes amoureuses comme Mme de Chantal.

Le pauvre archevêque de Paris (que ces médailles n'ont malheureusement pas sauvé) m'est venu voir trois fois, comme depuis, l'évêque d'Orléans et un certain nombre d'abbés que je vous décrirai plus tard, ainsi que leurs rapports avec moi, en grand détail et vérité historique.

Voilà, ma chère amie, l'état des choses. Comment le trouvez-vous?

A présent je ne puis avoir de *volonté* sur ce que vous ferez de voyage, si vous ne m'écrivez d'abord ce qu'il vous est *permis* de faire dans votre position.

Pour combien de temps pouvez-vous habiter Paris? Mme de Croy vous loge-t-elle chez elle pendant votre séjour? Aurez-vous dans l'été une autre occasion de revenir à Paris? Quels sont ces *projets* que vous me faisiez sous-entendre dans votre première lettre? Vous paraissent-ils praticables à présent? Vous savez mon état. Jugez vous-même.

Si vous veniez à présent vous n'auriez rien à faire qui me fût utile comme vous l'offriez, et comme les hommes seuls de notre famille l'ont pu faire; et pour moi ce serait un supplice de Tantale que de ne vous voir que peu d'instans dans la journée, de 3 heures à 6 heures du soir, troublé sans cesse par des visites que *les liens du sang*

rendent inviolables, qui entrent à tout moment, restent longtemps, questionnent sans cesse, mettent la victime sur la sellette, observent, épiloguent, chuchotent, font parler les domestiques tout bas, et se mêlent de tout.

Cependant il serait possible dans la soirée de s'y dérober, mais trop rarement, et à l'heure où il faut que commencent les *frictions* ordonnées, et où il faut aussi que je sois péniblement porté dans ce lit qui ne connaît plus le sommeil.

Répondez-moi, je vous prie, avec un peu plus d'attention et beaucoup d'explications.

Si Mme de Croy vous est, comme tous les ans, utile en vous donnant un centre de maison d'où vous partez chaque jour pour faire vos *trente* visites *nécessaires, indispensables,* supposez-moi à Londres et venez vous acquitter de ces délicieux devoirs. Mais si c'est dans la sincère volonté de me voir, et de me voir longtemps de suite, sans précipitation ni souvenir des autres, des étrangers; de voir la vérité des choses et des sentimens ensemble, de juger le présent et l'avenir pour tâcher de faire sortir de tous deux quelque chose qui ait une apparence de bonheur et de consolation, ce sera impossible en ce moment de souffrances extrêmes où je suis, et au milieu des empressemens exagérés de tant de monde, de tant de recettes de guérison que l'on m'apporte, avec des médecins tout neufs dont chacun a fait des miracles, et de petits abbés qui en ont vu plusieurs dans la semaine exécutés par eux.

Voyez, mon amie, et ne laissez, je vous prie, sans réponse aucune de mes questions.

Vous parlez beaucoup de croire et de croyans. Croyez en moi, avec une ferme foi (1).

Au lit, à 2 h. et demie après-midi.

ALFRED DE VIGNY.

(1) Alfred de Vigny est mort le 17 septembre 1863. Cette lettre est la dernière qu'il ait écrite à Mme du Plessis.

LES COLONIES ANGLAISES

ET LES

PROJETS D'ORGANISATION DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

I

L'Empire britannique est le plus vaste qui ait jamais existé : son étendue est triple de celle de l'Europe et dépasse le cinquième de la surface totale des terres émergées, laissant bien loin en arrière les territoires, pourtant énormes, occupés par la Russie, la Chine, les États-Unis d'Amérique, le Brésil; sa population est probablement quelque peu inférieure à celle du Céleste Empire, mais n'en forme pas moins un quart de l'humanité. Sans doute, les pays soumis au sceptre de la reine Victoria sont dispersés sur tous les points du monde, au lieu de former une masse compacte comme les contrées que nous venons de nommer, ou les grands empires de l'antiquité. Mais ce manque de cohésion est plus apparent que réel. Les moyens de communication sont devenus si rapides de nos jours qu'il suffit à peu près d'un mois pour se rendre d'un point à un autre de l'Empire britannique, si éloignés soient-ils. Il fallait assurément plus de temps, il y a dix-huit cents ans, pour traverser l'Empire romain, et il en faut plus encore aujourd'hui pour passer d'une extrémité à l'autre de l'Empire russe. Dira-t-on que l'obligation de traverser les mers pour parcourir les possessions de l'Angleterre est une cause de faiblesse pour cette immense domination? Mais la mer n'est-elle pas anglaise, au dire de tout bon Anglais, que justifie la puissance de la flotte britan-

nique? Loin de les séparer, l'Océan est le lien qui réunit ces membres épars. La Grande-Bretagne est en quelque sorte chez elle sur les chemins maritimes qui conduisent à ses dépendances; elle peut empêcher les autres États de communiquer avec les leurs ou du moins leur créer mille difficultés à le faire. C'est ce qui distingue essentiellement l'empire colonial anglais : sa métropole est maîtresse des mers, les communications entre ses diverses parties sont aussi assurées en toute circonstance que si elles formaient un territoire continu.

Ce qui subsiste, en dépit du télégraphe et de la vapeur, en dépit de la puissance de la flotte britannique, c'est la variété des races et des climats qui se partagent l'Empire. De cette variété résulte l'absence d'un organe de gouvernement commun et une extraordinaire complexité dans la manière dont sont administrées les différentes possessions de l'Angleterre. Blancs de l'Australie ou du Canada, populations mêlées du Cap et de Natal, Asiatiques de toute sorte, noirs plus ou moins civilisés des Antilles, nègres tout à fait primitifs de l'Afrique, Papous de la Nouvelle-Guinée, les Anglais n'ont pas eu la folie de croire que le même régime convînt à tous ces peuples; ils n'ont pas pensé non plus qu'il fût possible d'installer dès l'abord dans des territoires tout récemment acquis le même appareil gouvernemental que dans des pays qu'ils possèdent depuis longtemps, les conditions de race et de climat fussent-elles semblables. Toutes ces contrées ne sont même pas pour eux des *colonies*, et le terme plus général de *possessions* anglaises est le seul qu'ils jugent applicable à toutes les dépendances du Royaume-Uni. C'est ainsi qu'elles sont désignées dans les publications officielles qui ont trait à toutes les parties de l'Empire, comme par exemple le *Statistical Abstract for the Colonial and other possessions of the United Kingdom*. Parmi les possessions qui ne sont pas des colonies, il faut mentionner au premier rang l'Inde et ses dépendances, formant un empire dans l'Empire, gouvernée par un vice-roi sous l'autorité d'un ministre spécial, qui administre lui-même, par d'autres intermédiaires, divers groupes d'îles et les importantes positions militaires d'Aden et de Perim; — il faut citer ensuite les protectorats des Somalis, de la côte du Niger et de l'Ouganda, qui sont rattachés au ministère des Affaires étrangères; — l'île de l'Ascension qui dépend du ministère de la Marine; — et surtout les territoires de la Compagnie Royale du Niger, de la Compagnie Impériale de

l'Afrique de l'Est, de la Compagnie Britannique de l'Afrique du Sud, de la Compagnie du Nord de Bornéo : les Anglais n'ont pas hésité à recourir de nouveau aux compagnies à charte, si propres à étendre sans grands frais l'influence d'une nation, à mettre un peu d'ordre dans les pays neufs, à leur donner un premier degré de développement commercial. Sans se laisser arrêter, comme on l'a fait en France, par les préventions de légistes étroits et des discussions byzantines sur la délégation de la souveraineté, ils ont reconnu à ces compagnies des droits régaliens, et ont ainsi reconstitué, à la fin du XIXe siècle, ces précieux instrumens qui ont si bien servi au XVIIe et au XVIIIe siècle les divers peuples européens : au même besoin ils ont compris qu'il fallait le même organe.

Les autres possessions britanniques sont des « colonies » ou du moins dépendent du ministère des Colonies : elles sont au nombre de quarante-deux, qu'on peut diviser en quatre classes, d'après le *Colonial Office list* pour 1895 : six d'entre elles n'ont aucune assemblée délibérante, et le pouvoir législatif y appartient au gouverneur nommé par la Couronne (1); seize ont un « conseil législatif » nommé entièrement par la Couronne (2); dans neuf, une partie des membres du conseil législatif est choisie par des corps électoraux, le plus souvent assez restreints (3). Enfin les onze colonies restantes jouissent du *self-government* complet; elles ont un organisme parlementaire tout semblable à celui de l'Angleterre : deux Chambres, dont l'une est élue, en général, au suffrage universel, un ministère responsable, un gouverneur représentant la reine sans avoir plus de pouvoirs qu'elle. La Grande-Bretagne n'intervient jamais dans leurs affaires intérieures. Si ces possessions ont été jugées dignes de s'administrer ainsi elles-mêmes, c'est que la population d'origine européenne y est nombreuse ; dans neuf d'entre elles, le Canada, Terre-Neuve et les sept colonies australasiennes, l'élément indigène est négligeable ; dans les deux autres, le Cap et surtout Natal, il conserve

(1) Ces six colonies sont : Gibraltar, Sainte-Hélène, l'île Labouan au nord-ouest de Bornéo, et trois territoires sud-africains, le Basoutoland, le Bechuanaland britannique (ce dernier annexé depuis quelques mois à la colonie du Cap), et le Zoulouland.

(2) Les colonies appartenant à cette seconde catégorie sont : la Nouvelle-Guinée, Ceylan, les îles Falkland, Fidji, les Seychelles, Hongkong, les colonies de la côte ouest d'Afrique, la plupart des Antilles et le Honduras britannique.

(3) Malte, la Guyane anglaise, l'île Maurice, les îles Bahamas, les îles Bermudes; la Jamaïque, la Barbade, les îles Sous-le-Vent (Antilles).

cependant la majorité; aussi sont-elles venues plus tard à une vie autonome : le Cap en 1872 et Natal en 1893 seulement; encore les affaires indigènes sont-elles dans ce dernier pays en partie soustraites au parlement local et réservées au gouverneur comme elles l'ont été longtemps en Nouvelle-Zélande. L'Angleterre n'a pas voulu que la population noire fût victime des préjugés d'une minorité de blancs dix fois moins nombreuse; de même que par un autre acte de sagesse, en sens inverse, elle n'a pas concédé aux noirs des Antilles, frottés seulement d'un léger vernis de civilisation, le *self-government* dont ils ne se seraient servis, — l'exemple des Antilles françaises le prouve, — que pour opprimer les blancs et entraver les progrès des îles.

En disant qu'il n'existe pour toutes ces diverses parties de l'Empire britannique aucun organe de gouvernement commun, nous n'avons garde d'oublier que l'autorité du parlement de Westminster, du « Parlement Impérial », pour employer une expression devenue presque officielle, s'étend à elles toutes. Il plane au-dessus des gouvernemens locaux; ceux-ci n'existent qu'en vertu de lois votées par lui, et la constitution d'aucune des dépendances ne peut être modifiée sans son assentiment, qui n'est jamais refusé, il est vrai, aux colonies autonomes, lorsque les Chambres locales se sont prononcées. D'ailleurs, même dans les colonies à gouvernement parlementaire, les gouverneurs ont, théoriquement du moins, comme la reine en Angleterre, le droit de refuser leur signature à un bill voté par les Chambres, qui ne peut alors devenir une loi. Ils n'en usent jamais pour les affaires purement intérieures, mais il leur arrive parfois de réserver leur assentiment et d'en référer à la reine, c'est-à-dire, en fait, à ses ministres, lorsqu'il s'agit de questions pouvant intéresser l'ensemble de l'empire, ou même des nations étrangères. On le voit, cependant, le lien qui réunit les colonies à la mère-patrie est fort lâche. La faiblesse en est particulièrement sensible sur le terrain des relations commerciales : chacune des possessions britanniques, colonie de la Couronne ou colonie autonome, est maîtresse de ses droits de douane, et, de tous côtés des tarifs, en général très élevés, hérissent de barrières presque infranchissables le territoire de l'empire. Les produits des autres dépendances de l'Angleterre et de la métropole elle-même ne sont pas mieux traités à l'entrée d'une colonie que les importations de l'étranger. D'autre part, le Royaume-Uni ne favorise aucunement les mar-

chandises coloniales et ouvre librement ses ports aux denrées du monde entier. Au point de vue militaire aussi, l'Empire britannique est entièrement inorganisé, en ce sens que c'est la métropole seule, ou presque seule, qui doit subvenir avec sa flotte à la défense de toutes ses dépendances. Resserrer les liens qui unissent entre elles toutes les parties de l'Empire, en commençant par s'occuper des questions commerciales et militaires, telle est la conception de l'impérialisme britannique dont l'idéal, le but, éloigné, mais qu'on espère atteindre un jour, est la fédération du Royaume-Uni et de ses colonies.

Cette idée impériale est essentiellement moderne, contemporaine même ; elle n'a commencé à germer que depuis un quart de siècle sur le sol de la Grande-Bretagne. Elle était incompatible avec l'ancien système colonial qui, tout en concédant parfois aux colonies d'assez grandes libertés intérieures, laissait la métropole maîtresse de régler à son gré et à son avantage les relations commerciales : seule à approvisionner ses possessions d'articles manufacturés, elle assurait en revanche un traitement privilégié dans ses ports à leurs produits bruts. Après la perte des colonies américaines, les seules qui fussent habitées par une nombreuse population blanche, l'Angleterre, qui douta un instant alors de sa vocation colonisatrice, ne posséda plus pendant longtemps, en dehors de l'empire des Indes encore en formation et administré par la Compagnie, que des îles à sucre, quelques comptoirs africains et de vastes étendues ou bien tout à fait vacantes et transformées en lieux de déportation comme l'Australie, ou très peu peuplées, et habitées en majeure partie par les descendans de ses anciens ennemis, Français ou Hollandais, comme le Canada ou le Cap de Bonne-Espérance. Les libertés locales y étaient très étroitement mesurées, les rapports commerciaux réglés par un protectionnisme rigide, et un projet de fédération n'aurait point eu de sens, puisque l'action du gouvernement métropolitain se faisait sentir très directement dans toutes ces dépendances où la population blanche était fort peu nombreuse.

Plus tard, lorsque l'ancien système mercantile fut abandonné, lorsque le mouvement libéral anglais eut abouti en 1846 à l'abolition des lois-céréales et à l'établissement du libre-échange, lorsque enfin l'Australie et le Canada eurent assez développé leur richesse et leur population pour que des institutions représentatives et bientôt le *self-government* complet leur fussent accordés, on

en vint à considérer en Angleterre l'existence de l'Empire britannique comme un phénomène transitoire. La parole de Turgot, « qu'une colonie devenue adulte se détache de la mère patrie comme un fruit mûr d'un arbre », prononcée avant la guerre de l'Indépendance américaine, avait été vérifiée une première fois par cette guerre; confirmée ensuite par l'affranchissement des colonies espagnoles et de Saint-Domingue, puis par la séparation du Brésil et du Portugal, elle devint un article de foi. Vers 1850 ou 1860, tout le monde croyait assurément, en Angleterre comme ailleurs, que l'Empire britannique, *Greater Britain*, la « Plus grande Bretagne », seul survivant, comme le fait remarquer l'historien Seeley, de toute une famille d'empires, — la Plus grande France, la Plus grande Espagne, le Plus grand Portugal, — pour avoir duré plus longtemps qu'eux grâce à la sagesse et à la puissance maritime de la métropole, n'en était pas moins voué à une dissolution prochaine. Encore quelques dizaines d'années au plus, et l'Australie, le Canada, le Cap, les Antilles même proclameraient leur indépendance et formeraient de nouvelles nations! Le but que devait se proposer l'Angleterre et qui était atteint par l'octroi d'institutions libérales, c'était seulement de faciliter la séparation, de la rendre amiable, en sorte que de bons rapports subsistassent ensuite entre elle et ces nouvelles nations de même race. L'apôtre du libre-échange, Cobden, prêchait même l'abandon de l'Inde où l'Angleterre ne jouait à son sens que le rôle odieux d'un oppresseur.

II

A partir de 1870 ou de 1875, et surtout dans ces quinze dernières années, on a commencé dans le Royaume-Uni à envisager la question coloniale d'une autre façon. On s'est demandé si la séparation des colonies était un fait aussi inéluctable qu'il avait paru l'être longtemps. Dans un monde renouvelé par les moyens de communication rapide, où la distance devient un facteur tous les jours moins important, l'Empire britannique apparaît aux yeux de beaucoup d'esprits non plus comme un anachronisme, comme un vestige du passé destiné à disparaître, mais plutôt comme un précurseur, comme un type particulièrement approprié aux conditions d'existence modernes. Ne voit-on pas en effet se reformer de toutes parts de grands empires analogues à ceux qui disparurent

à la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle? Les vieilles puissances colonisatrices, comme la France, ne sont pas seules à rentrer en lice; les plus jeunes nations de l'Europe, l'Allemagne, l'Italie, à peine constituées, se jettent dans la même voie. L'Angleterre elle-même participe largement à la curée de l'Afrique et s'y taille de nouveaux et vastes domaines. Sans doute, ce sont là principalement des possessions d'un autre genre que les anciennes colonies anglaises ou espagnoles du Nouveau-Monde; et il semble bien acquis aujourd'hui que les pays tropicaux du moins, habités par des races barbares ou trop indolentes, doivent rester très longtemps, sinon toujours, aux mains des peuples européens, si l'humanité veut tirer parti de leurs vastes ressources. Mais pourquoi les colonies de peuplement elles-mêmes, les contrées d'outre-mer habitées par des hommes de sang britannique, ne resteraient-elles pas aussi unies à la mère patrie, non plus comme des sujettes, mais comme des égales, comme des associées? Les vexations d'une politique maladroite, égoïste et hautaine, peu respectueuse de leurs droits, a conduit à une rupture violente les colons anglais et espagnols du Nouveau-Monde. Aujourd'hui que les grandes colonies anglaises jouissent de toutes les libertés qu'elles peuvent désirer, les mêmes causes de séparation n'existent plus, et si l'on réfléchit aux nouvelles données du problème, la dislocation de l'Empire britannique ne paraît nullement inévitable. Cette concession même des institutions parlementaires, que l'on considérait comme devant préparer l'indépendance des colonies, semble devoir servir à les maintenir unies à la métropole. Mais s'il en est ainsi, si l'empire doit durer, il faut donner plus de consistance aux relations entre ses divers membres; il faut resserrer, suivant un plan défini, ces liens qu'on avait laissés se relâcher, alors que la rupture en semblait fatale et même prochaine; il faut remanier, rajeunir, raffermir la constitution de l'Empire, — ou plutôt il faut la créer, car, à vrai dire, elle n'existe pas.

L'idée impérialiste, qui est dans la logique de la situation actuelle de la Grande-Bretagne et de ses colonies, a tiré deux puissans soutiens de préoccupations commerciales et militaires. Si l'on avait pu croire, après le traité de commerce de 1860, que le monde entier serait bientôt converti au libre-échange, et que la certitude de trouver partout des débouchés assurés aux produits des industries nationales rendrait la possession de colonies tout à

fait inutile au point de vue du commerce, la réaction protectionniste qui a commencé de sévir depuis déjà quinze ans a montré que ces espérances n'étaient que des illusions. Aussi l'Angleterre industrielle ne voit-elle pas d'un mauvais œil des projets qui, en se réalisant, conduiraient, sinon à l'établissement d'une union douanière de l'empire, du moins à la réduction en sa faveur des tarifs des colonies; et celles-ci, menacées de voir leurs produits bruts exclus des grands marchés du continent européen, se tournent vers la mère patrie pour lui demander de leur assurer un traitement privilégié.

Par une nouvelle coïncidence favorable à l'idée l'impériale, ces réclamations des colonies, qui ne sauraient se traduire en fait que par l'établissement de droits différentiels, — c'est-à-dire par une grave atteinte aux principes de la liberté commerciale — et qui auraient été repoussées avec indignation par les Anglais de tous les partis il y a vingt ans, sont aujourd'hui, sinon accueillies avec faveur, du moins discutées posément. Le réveil du protectionnisme atteint la Grande-Bretagne elle-même; et si ses principes ne sont pas près de triompher, on ne peut nier qu'il existe un parti protectionniste, dont plus d'un des ministres actuels n'est pas l'ennemi déclaré. Le libre-échange, considéré encore par la grande majorité des Anglais comme un régime favorable aux intérêts du Royaume-Uni, n'est plus à leurs yeux ce qu'il paraissait naguère, un dogme qu'on ne discutait pas; et c'est déjà là un succès pour ses adversaires. L'idée du *Fair Trade*, c'est-à-du commerce juste, équitable, de la réciprocité en somme, gagne du terrain et bat en brèche celle du *Free Trade*, du commerce libre. Les progrès que fait, depuis quelques années sur beaucoup de marchés et même dans certaines dépendances britanniques, le commerce allemand aux dépens du commerce anglais (1), fortifient encore le parti des hommes disposés à faire quelques concessions aux colonies pour en obtenir d'autres en retour, et réserver du moins ces débouchés chaque jour croissans à l'industrie de la métropole. Il ne faudrait pas, sans doute, exagérer l'importance de ces modifications de l'opinion anglaise, mais il ne faut pas la diminuer non plus. Le fait que le libre-échange est descendu de son piédestal pour tomber dans le domaine des choses que l'on discute est patent et significatif. Nous sommes loin de prétendre

(1) Voir à ce sujet, dans la *Revue* du 15 septembre, l'article de M. Arvède Barine.

que l'Angleterre soit prête à y renoncer, et encore moins qu'elle aurait avantage à le faire ; mais quelques atténuations au régime de la liberté douanière en faveur des colonies apparaissent, non pas encore comme probables, mais du moins comme possibles, dans certaines circonstances, alors qu'il y a quinze ou vingt ans l'hypothèse d'une pareille concession eût été universellement considérée comme une utopie, aussi folle que dangereuse.

Si les Anglais ont trouvé en Allemagne des concurrens redoutables pour leur commerce, ils ont découvert aussi, ils se sont imaginé découvrir plutôt que la suprématie de leur marine était également menacée. Sans doute leur flotte est beaucoup plus puissante que celle d'aucune nation continentale. Mais, après avoir posé en principe qu'elle devait l'emporter sur les flottes réunies de deux autres pays quels qu'ils fussent, voici que les Anglais, ou du moins bon nombre d'entre eux, voudraient la voir supérieure aux marines coalisées du monde entier. Depuis que la Grande-Bretagne n'est plus, comme elle l'a été pendant un demi-siècle, la seule puissance coloniale ; depuis qu'elle a vu les autres peuples développer aussi leurs possessions d'outre-mer et se constituer des empires qui prétendent rivaliser avec le sien ; depuis surtout qu'au début de cette année elle s'est trouvée complètement isolée à la suite des affaires du Vénézuéla et du Transvaal et de sa conduite équivoque en Orient, un parti nombreux et puissant réclame d'énormes augmentations de la flotte et même de l'armée, et le gouvernement a commencé d'exécuter un vaste programme de constructions navales. Toutefois, pour donner aux forces maritimes de l'Angleterre tout le développement qu'ils rêvent, les *jingos*, — et ils sont nombreux, — pensent que le concours des colonies ne serait pas inutile et qu'il est juste, d'ailleurs, qu'elles contribuent à l'entretien de la flotte qui doit les défendre. En face de l'hostilité ou de la malveillance de tous les autres peuples, les fils dispersés de la Grande-Bretagne doivent serrer les rangs et faire front tous ensemble. La crainte de voir compromise l'hégémonie maritime du Royaume-Uni qui assure les communications entre les diverses parties de l'empire, qui est la garantie de sa prospérité commerciale et de son intégrité, est venue ainsi augmenter le nombre des partisans de la fédération impériale.

Pour n'être pas entré encore dans le domaine des projets réalisables à brève échéance, l'établissement de rapports plus intimes entre le Royaume-Uni et ses colonies est aujourd'hui fré-

quemment et vivement discuté en Angleterre. Si l'idée n'est pas assez mûre pour que le parlement s'en occupe, elle a pris une place suffisamment importante dans l'attention du public pour que les principaux hommes d'État y fassent de fréquentes allusions dans des discours prononcés en dehors de l'enceinte du palais de Westminster : « Il est, à mon sens, impossible, disait en 1888 Lord Rosebery à Leeds, de maintenir telles quelles pendant longtemps les relations lâches et imparfaites qui existent actuellement entre l'Angleterre et ses colonies et de conserver en même temps ces colonies comme partie intégrante de l'empire. Sur le terrain des intérêts commerciaux, la question est digne d'être considérée par nos grandes communautés commerciales. » Trois ans plus tard, en 1891, lord Salisbury, alors premier ministre, déclarait, en réponse à une députation de l'*Imperial Federation League* que la question des rapports plus étroits à établir entre la mère patrie et ses colonies n'était « ni plus ni moins que l'avenir de l'Empire britannique ».

L'association devant laquelle il s'exprimait ainsi, et qui avait beaucoup fait pour répandre l'idée de fédération, cessa d'exister en 1894, à la suite, paraît-il, de mésintelligences économiques entre ses chefs; mais elle fut bientôt remplacée par la Ligue de l'Empire britannique : *British Empire League*. Enfin, depuis son avènement au ministère des Colonies en juillet 1895, M. Joseph Chamberlain n'a pas négligé une occasion de proclamer qu'il y a urgence à resserrer les liens qui unissent entre elles les diverses parties de l'empire. Il y a un an à peine, au mois de novembre 1895, il déclarait dans un toast (1) que les colonies et la métropole ont « une origine commune, une littérature commune, un amour commun de la liberté et de la loi, des principes communs à affirmer, des intérêts communs à préserver. » Plus récemment encore, dans un discours prononcé au Congrès des Chambres de commerce de l'Empire britannique dont il était le président d'honneur, M. Chamberlain s'exprimait ainsi : « Insensiblement, les liens entre nous (Anglais et coloniaux) se fortifient et se multiplient. Depuis longtemps, vous, messieurs, qui venez des colonies, vous avez été l'objet de nos pensées; aujourd'hui nous vous voyons. Vos demandes, vos désirs, les ressources de vos divers pays, votre état politique, tout cela nous est aussi fa-

(1) Au banquet donné le 6 novembre 1895 par l'agent général de la colonie de Natal en l'honneur de l'achèvement du chemin de fer de Natal au Transvaal.

milier que si nous étions tous citoyens des provinces d'un même royaume, ou des États d'une véritable fédération impériale. Je crois qu'une connaissance plus approfondie doit tendre à compléter notre entente et qu'elle fera entrer dans le domaine de la politique pratique ce magnifique rêve qui a enchanté tous les plus grands et les plus patriotes de nos hommes d'État, aussi bien dans la métropole qu'aux colonies, ce rêve de nous voir réaliser une union au sein de laquelle des États libres, jouissant chacun de leurs institutions indépendantes, seront cependant inséparablement unis pour la défense d'intérêts communs et l'accomplissement d'obligations réciproques, et seront attachés les uns aux autres par les liens de l'affection, du sang et de la religion. » Pour atteindre ce but, la première étape, selon l'ardent ministre des Colonies, c'est de réaliser l'union commerciale de l'empire; lorsqu'une fois cette union sera faite, il existera naturellement un conseil commun pour en surveiller le fonctionnement; ce conseil devra examiner toutes les questions relatives aux voies de communication et aux lois commerciales intéressant l'empire entier; il aura même, — nous continuons à résumer le discours de M. Chamberlain, — à s'occuper de tout ce qui regarde la défense de l'empire, car cette défense n'est autre chose que la protection du commerce impérial.

« Graduellement, poursuivait le ministre, nous arriverions, ainsi par cette méthode prudente et expérimentale avec laquelle ont été construites peu à peu nos plus grandes institutions, nous arriverions, je crois, à un résultat qui différerait peu, s'il en différait aucunement, d'une fédération complète de l'empire... L'établissement d'une union commerciale à travers l'empire entier ne serait pas seulement le premier pas, mais un grand pas, le pas décisif, vers la réalisation de la plus haute idée qui soit jamais entrée dans l'esprit des hommes d'État britanniques. » Mais le premier pas, comment s'y prendra-t-on pour le faire? Nous nous trouvons en présence, disait en substance M. Chamberlain, de trois projets : le premier consiste dans l'adoption pure et simple par les colonies du libre-échange britannique; le second dans l'établissement à l'entrée des colonies de droits différentiels favorisant légèrement les produits de la métropole aux dépens des produits étrangers, et dans l'institution parallèle de droits du même genre dans la métropole. Ces deux propositions doivent être repoussées, continuait l'orateur : la première ne serait jamais

acceptée par les colonies; la seconde ne saurait l'être par la Grande-Bretagne, à qui l'on demande de sacrifier son immense commerce avec les pays étrangers pour n'accroître que très peu ses échanges avec ses dépendances, qui tirent déjà presque toutes leurs importations de la mère patrie. Reste un troisième projet qui est l'institution d'un véritable *Zollverein* impérial, qui établirait le libre-échange ou un régime très voisin dans l'intérieur de l'empire, mais laisserait chacun de ses membres libre de traiter comme il lui conviendrait les marchandises importées des pays étrangers. Toutefois, — et c'est là un trait essentiel du projet, — la Grande-Bretagne s'engagerait à frapper de droits modérés certains articles que les colonies produisent en grand : ces articles comprendraient, — c'est M. Chamberlain qui le constate, — les grains, la viande, la laine, le sucre, et quelques autres. Mais l'orateur ne s'en effraye pas, et il ajoute que cette proposition mérite d'être bien accueillie par le libre-échangiste même le plus orthodoxe; ce serait le plus grand progrès qu'eût jamais fait la doctrine de la liberté commerciale, puisque les bienfaits s'en trouveraient étendus à 300 millions d'hommes.

Ce discours de M. Chamberlain est un événement; c'est la première fois qu'un ministre anglais se prononce publiquement en faveur d'une union douanière de l'Empire britannique, et déclare qu'une telle réforme ne serait pas payée trop cher par le rétablissement de droits protecteurs sur des produits alimentaires et des matières premières à leur entrée en Grande-Bretagne. Sans doute, la plupart des délégués des chambres de commerce anglaises, ceux de Liverpool et de Manchester en tête, n'ont pas semblé partager ces idées, jugeant que leur application constituerait, quoi qu'en eût dit le ministre, une grave atteinte aux principes du libre-échange dont l'adoption avait tant contribué au développement de la puissance et de la prospérité britanniques. Mais ce milieu de commerçans où M. Chamberlain prononçait son discours est naturellement plus défavorable qu'aucun autre à toute restriction de la liberté des importations, et la froideur qui y a accueilli ses déclarations peut fort bien n'être pas partagée par le pays.

Pour qu'un politicien aussi avisé que M. Chamberlain se soit attelé, avec conviction, à cette tâche difficile de resserrer les liens qui unissent les diverses parties de l'Empire britannique, pour que les chefs des deux grands partis, lord Salisbury et lord

Rosebery, plus sceptiques peut-être, se soient crus obligés de flatter à maintes reprises l'idée impérialiste, il faut que cette idée ait une réelle puissance et qu'elle ait acquis une forte prise sur l'opinion anglaise. Presque tous les hommes publics d'outre-Manche se montrent partisans de la *Greater Britain*, de la Plus grande Bretagne : le groupe que ses adversaires flétrissent du nom de *Little Englanders*, d'hommes de la Petite Angleterre, dans lequel eût sans doute figuré Cobden, ne comprend plus guère que les radicaux très avancés de l'école de M. Labouchère. Les agriculteurs, qui se plaignent sans cesse, pour lesquels le gouvernement cherche à « faire quelque chose », sans bien savoir quoi, ne verraient pas d'un mauvais œil la concurrence du dehors réduite à celle des seuls produits coloniaux; quelques industriels partageraient ces sentimens, notamment ceux qu'effraye le spectre, encore lointain, de la concurrence asiatique. Enfin, disent ceux que préoccupe l'idée de la guerre, pourquoi rester à la merci de l'étranger pour notre subsistance? Puisque le territoire restreint des îles Britanniques ne peut, à beaucoup près, nourrir tous ses habitans, ne vaut-il pas mieux favoriser le développement de l'agriculture dans nos colonies de façon à pouvoir tirer d'elles les alimens dont nous avons besoin et que nous serons certains ainsi de pouvoir retrouver, même en cas de guerre? Si, au début du siècle, nous avions au même degré qu'aujourd'hui dépendu de l'étranger pour notre subsistance, quelle aurait été notre situation en face de Napoléon Ier décrétant le blocus continental, et quelle serait-elle aujourd'hui dans l'hypothèse d'une guerre avec les États-Unis? L'argument de la défense nationale, le plus fort que puissent invoquer les protectionnistes du continent, se trouve ainsi étendu à l'Angleterre.

L'isolement du Royaume-Uni au milieu des puissances — ce « splendide isolement », que lord Salisbury célébrait au début de cette année et que l'infatigable M. Gladstone voulait rendre plus complet à l'automne en poussant l'Angleterre à prendre seule en main la cause des chrétiens d'Orient, — donne une force nouvelle à l'impérialisme. Défense nationale, union commerciale, voilà les deux idées qui s'entremêlent toujours à la base de la grandiose conception d'une fédération de l'Empire britannique. L'établissement d'un Zollverein ou, en attendant, l'abaissement des barrières douanières qui s'élèvent entre les diverses parties, l'institution d'un conseil commun de commerce doublé d'un con-

seil de défense prépareraient, pense-t-on, l'unité de l'Empire britannique, aussi sûrement que le Zollverein germanique a préparé l'unité de l'Empire allemand. Tels sont les projets, — ou les rêves, — des champions de l'impérialisme. Nous venons de voir quel accueil ils ont reçu en Grande-Bretagne; il nous faut étudier maintenant ce qu'en pense l'opinion dans les colonies.

III

Et d'abord, quelles sont les colonies dont l'opinion est le plus importante à connaître, quelles sont celles même où il existe une opinion? Sur les 300 à 320 millions d'hommes qui peuplent l'Empire britannique, en dehors de la métropole, combien s'en trouve-t-il qui aient réellement, selon le mot de M. Chamberlain, « une origine commune, une histoire commune, une littérature commune... » à eux et aux habitans du Royaume-Uni? Il y a quelque 10 millions et demi de blancs dans l'ensemble des dépendances de l'Angleterre, et parmi eux 1 800 000 à 2 millions ne sont ni de sang anglais ni de langue anglaise. Les trois cents autres millions se composent de 280 millions d'Hindous et de Birmans, de quelques centaines de mille Malais et insulaires océaniens, des nègres primitifs de l'Afrique ou prétendus civilisés des Antilles. Tous ces gens de couleur, à l'exception de 2 à 3 millions de noirs de l'Afrique du Sud, vivent dans l'empire des Indes ou dans des colonies de la couronne; au milieu d'eux se trouvent seulement, principalement dans les Antilles et à Maurice, 250 000 à 300 000 blancs, dont la moitié sont de langue française. L'acquiescement de tous ces pays qui ne sont pas autonomes aux projets de fédération impériale dépend principalement, et même, pour la plupart d'entre eux, absolument, du gouvernement anglais lui-même. D'ailleurs, s'ils entraient quelque jour dans une telle fédération, ce serait au même titre que les territoires dans l'Union américaine, ou même que les anciens bailliages sujets de la confédération suisse. Ils ne peuvent — et la plupart d'entre eux ne pourront jamais, ou du moins de très longtemps, — se gouverner eux-mêmes; ils continueraient donc d'être administrés par des autorités que nommerait soit l'Angleterre seule, soit le gouvernement de la confédération. Ce pourraient être des possessions de celle-ci, ce n'en seraient pas des membres. Les contrées dont il importe de connaître l'opinion, ce sont les filles majeures de

l'Angleterre, ses associées et non pas ses sujettes, les colonies autonomes, de l'acquiescement desquelles dépend la réalisation des projets de fédération. Elles sont réparties géographiquement en trois grands groupes : le Canada et Terre-Neuve, L'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'Afrique méridionale.

C'est là que vit presque toute la population d'origine européenne de l'Empire britannique ; et non seulement elle y vit, mais elle y vit seule, dans les deux premiers groupes, du moins, où les blancs n'ont en face d'eux que quelques tribus sauvages, vingt fois moins nombreuses que les immigrés et qui auront disparu dans peu de dizaines d'années. En Afrique, les noirs sont trois ou quatre fois plus nombreux que les Européens, mais ceux-ci n'en forment pas moins un groupe important qui s'est montré depuis plus de vingt ans parfaitement capable de se gouverner lui-même ; le pays est paisible, les indigènes soumis et tranquilles, les représentans du Cap et de Natal seraient dignes, à tous égards, de siéger à côté de ceux de l'Australie et du Canada. Voilà donc des colonies où l'élément blanc possède soit une énorme majorité numérique, soit le monopole de l'énergie et de l'activité, où il est, en un mot, l'élément essentiel du pays. Peut-on, cette fois, dire d'elles à juste titre, comme M. Chamberlain, qu'elles ont avec la mère patrie « une origine, une langue, une littérature commune... des principes communs à affirmer, des intérêts communs à préserver » ? Il faut, ici encore, faire une restriction : les Anglais n'ont été les premiers à coloniser ni leurs possessions actuelles de l'Amérique du Nord ni celles de l'Afrique du Sud : ils avaient été précédés dans les premières par les Français, dont les descendans forment aujourd'hui un tiers de la population totale du Canada et ont conservé intactes leur religion, leur langue et leurs lois ; dans les secondes les Hollandais étaient venus avant eux, et les fils des premiers colons, les Boers, non contens d'être aussi nombreux que les Anglo-Saxons dans les colonies britanniques ont fondé à côté d'elles des États dont ils ont maintes fois montré qu'ils savaient défendre l'indépendance. Dans notre siècle, toutefois, l'immigration qui s'est dirigée vers les possessions anglaises est venue presque entièrement des îles Britanniques ; on n'y voit rien de semblable à l'extraordinaire mélange de gens accourus de tous les coins de l'Europe que l'on peut contempler aux États-Unis, et l'Australie qui, elle, ne date que d'un siècle, qui n'a pas connu d'autres maîtres que les Anglais, est habitée

par une population presque aussi purement britannique que celle du Royaume-Uni.

C'est d'elle seule qu'on est en droit de dire, en toute rigueur, que son origine, son histoire, sa littérature lui sont communes avec l'Angleterre. Si l'on en pouvait dire autant des principes et des intérêts, non seulement de la population australienne, mais de toute la population de langue anglaise de l'empire, la fédération serait sans doute bientôt faite : les Français du Canada ne chercheraient pas à l'empêcher ; les Boers du Cap et de Natal ne l'essayeraient pas non plus. Pour laisser en ce moment de côté la question des intérêts, quels sont donc les principes et les traditions qui unissent les Anglais et leurs frères de race des colonies, quels sont ceux qui les divisent ? En quoi se ressemblent, en quoi diffèrent ces hommes de même race qui n'habitent pas sous les mêmes cieux ?

Ce sont les similitudes qui frappent au premier abord un étranger arrivant dans les colonies britanniques : l'Anglo-Saxon a partout le même genre de vie, les mêmes habitudes, les mêmes plaisirs. Au Canada, en Australie, au Cap, sa maison diffère aussi peu que possible de ce qu'elle est en Angleterre : à peine les modifications nécessaires pour s'adapter au climat plus froid ou plus chaud. Mais toutes ces habitations particulières semées dans les *suburbs*, dans les faubourgs des villes, dont le centre est exclusivement réservé aux affaires, conservent les allures générales des *cottages* anglais, et l'installation intérieure en est exactement la même. Les jardins, petits ou grands, qui les entourent, sont enclos de murs, de haies vives, parfois seulement de barrières en planches, mais en tout cas de clôtures assez élevées qui ne permettent guère aux passans de jeter dans l'intérieur des regards indiscrets et de violer l'intimité du *home*. A Victoria, la capitale de la Colombie britannique, le cocher américain qui me promenait dans la ville me faisait remarquer, avec un haussement d'épaules, la manie qu'avaient « la plupart de ces Anglais de s'enfermer ainsi hermétiquement, comme s'ils voulaient se cacher. » Dans les villes des États-Unis, les jardins ne sont entourés le plus souvent que d'une simple grille à jour qui permet de voir tout ce qui s'y passe, parfois un simple carré de gazon où jouent les enfans s'étend devant l'habitation sans être séparé de la rue autrement que par les trois ou quatre marches d'un perron.

Les divertissemens aussi sont les mêmes et tiennent une aussi grande place dans la vie : en dépit de la température, j'ai vu des jeunes gens d'Adélaïde s'exercer à l'aviron sur la rivière Torrens; j'en ai vu d'autres, dans les camps miniers de l'Australie de l'ouest, jouer au cricket par 30 ou 35 degrés de chaleur avec la même énergie qu'en Angleterre. Le goût des Anglais pour les courses de chevaux est encore exagéré dans leurs colonies, tandis qu'aux États-Unis elles attirent peu l'attention, à l'exception des courses au trot qui intéressent surtout un public local. En Australasie au contraire, c'est avec une véritable passion que toutes les classes de la société se précipitent sur les hippodromes, et la Coupe de Melbourne est une bien autre solennité que le Grand Prix de Paris, en France, et même le Derby d'Epsom en Angleterre. On s'en occupe deux mois à l'avance; et le jour où elle est courue, au début de novembre, il est impossible d'aborder un autre sujet de conversation non seulement dans les grandes villes, mais dans les « stations de moutons » les plus reculées du Queensland, aussi bien que dans les camps miniers perdus au milieu des déserts de l'Ouest à 400 ou 500 lieues de Melbourne; et les paris atteignent des chiffres énormes. Dans l'Afrique du Sud il en est de même, et les quatre séries de réunions sportives de Johannesburg, cette ville anglaise en territoire boer, sont les plus grandes fêtes pour toute la population à cette altitude de près de 2 000 mètres, où la raréfaction de l'air a obligé les organisateurs à réduire la longueur des parcours dont aucun ne dépasse 1 000 mètres.

Dans les institutions, d'aussi grandes analogies se rencontrent. Nous ne reviendrons pas sur l'organisation politique des grandes colonies calquées sur celle de l'Angleterre. On y a éprouvé parfois quelque difficulté à constituer des chambres hautes, rouages un peu artificiels dans ces pays neufs et n'ayant point, pour les soutenir, le prestige historique de la Chambre des lords. Mais nulle part on n'a voulu se passer de ces assemblées et, soit en confiant la nomination des membres au gouverneur en conseil des ministres, soit en les faisant élire par des corps censitaires on a, tant bien que mal, organisé des Sénats. Comme l'exécutif et le législatif, le pouvoir judiciaire est constitué de la même façon qu'en Angleterre et l'appareil de la justice est le même : au commencement des débats des cours, un huissier, s'adressant aux auditeurs, pousse le vieux cri français : « Oyez! oyez! oyez! » comme on le fait aussi à Washington même, à la Cour suprême des États-Unis;

mais tandis que celle-ci est la seule en Amérique où les juges siègent en costume et avec quelque solennité, tous les juges australiens ont, comme leurs collègues d'Angleterre, des perruques poudrées et portent la robe. Ils sont inamovibles et entourés d'une considération universelle. En cas d'absence ou de changement du gouverneur, c'est le *Chief Justice*, le président de la Cour suprême, qui est de droit chargé de l'intérim de ces hautes fonctions. Si cette justice est si respectée, elle le doit, comme en Angleterre, à son indépendance ; elle entoure de garanties aussi grandes les droits des accusés ; comme en Angleterre aussi, le jury est organisé sur la plus large base et ses décisions, qui doivent toujours être rendues à l'unanimité, sont souvent plus sévères qu'en France. M. Chamberlain avait certes raison lorsqu'il disait que les Anglais et les coloniaux ont le même amour de la liberté et de la loi, — du moins lorsqu'ils sont entre eux. — Le respect des opinions de ses adversaires, de la liberté de discussion, est universellement répandu chez les Anglo-Saxons. Les polémiques des journaux sont parfois très violentes, les discours des politiciens, en Australie surtout, fort peu mesurés ; mais dans un meeting, quel qu'il soit, un orateur peut toujours se faire écouter, fût-il en désaccord avec l'unanimité des assistans. J'eus occasion à Coolgardie, d'assister à une réunion publique où l'on devait protester vivement contre les procédés du gouvernement de la colonie de l'Ouest à l'égard de la population minière et l'insuffisance de sa représentation politique. Plusieurs orateurs se firent entendre : l'un déclara qu'il n'était ni démocrate ni socialiste ; un autre qu'il était démocrate mais non socialiste ; un troisième enfin fit profession de socialisme. Tantôt des *groans*, des grognemens, tantôt des applaudissemens soulignèrent certaines phrases ; mais dans ce milieu de chercheurs d'or, dans cette ville vieille de trois ans, malgré l'influence énervante d'une chaleur torride, le plus grand ordre ne cessa de régner. Des remerciemens furent votés à la fin de la réunion à tous les orateurs sans distinction d'opinion ; un ordre du jour de protestation fut adopté ; et l'assistance se retira dans le plus grand calme. Je pensais non sans quelque honte à ce que sont les réunions de ce genre en France.

Ces ressemblances dans les mœurs et les institutions de l'Angleterre et de ses dépendances peuvent cacher quelque temps aux yeux d'un étranger les divergences qui existent entre les deux

sociétés; mais il n'est point besoin d'un très long séjour aux colonies pour les voir apparaître. Pour conservateur qu'il soit, l'Anglo-Saxon l'est plus encore peut-être de la forme que du fond, et tout en en maintenant les dehors presque immuables, il laisse parfois les choses se modifier profondément. La situation respective des divers élémens du gouvernement anglais, le souverain, les ministres, la Chambre des lords et la Chambre des communes, s'est énormément altérée depuis deux siècles, sans qu'aucune loi écrite soit intervenue. De même, en se transplantant dans le Nouveau-Monde ou aux antipodes, bien des institutions ont changé de caractère, et ce changement s'est produit en partie à cause de la composition différente de la population. Outre que les colons se sont recrutés surtout, comme toujours, dans les couches moyennes et inférieures de la société anglaise, qu'en Australie la découverte des mines d'or a attiré beaucoup d'élémens démagogiques, la proportion des Écossais et des Irlandais est bien plus considérable aux colonies que dans le Royaume-Uni. Tandis que l'Angleterre propre et le pays de Galles contiennent plus des trois quarts de la population britannique, l'Irlande en comprenant à peine un huitième et l'Écosse un neuvième, on trouve au contraire sur 100 personnes établies en Australie et nées dans la métropole, 57 Anglais seulement, 27 Irlandais, — plus d'un quart, — et 17 Écossais.

Au Canada, le contraste est peut-être encore plus marqué, et dans l'Afrique du Sud les Écossais, sinon les Irlandais, sont de même en proportion plus forte que dans le Royaume-Uni. Les statistiques religieuses mettent en évidence avec une grande netteté le nombre très élevé des Écossais et des Irlandais dans les colonies. L'Église anglicane, à laquelle se rattachent les deux tiers des habitans des îles Britanniques, n'a plus en Australie pour adhérens que les deux cinquièmes à peine de la population : moins de 1 500 000 sur 3 800 000. En revanche, il s'y trouve 800 000 catholiques, soit plus du cinquième, alors qu'il n'y en a pas un sixième dans la métropole, presque tous confinés en Irlande. Les presbytériens, presque tous Écossais, — l'Église établie d'Écosse est presbytérienne, — sont près de 500 000, les méthodistes plus de 400 000, les Congrégationalistes, les Baptistes chacun 80 000, toutes proportions bien plus fortes qu'en Grande-Bretagne. Toute localité de 2000 ou 3000 habitans, en Australie, compte en général au moins quatre églises : angli-

cane, presbytérienne, méthodiste et catholique. Au Canada, le voisinage des États-Unis a produit une plus grande diversité encore : chacune des deux sectes méthodiste et presbytérienne l'emporte légèrement par le nombre des habitans sur l'Église anglicane; et quelque 300000 Irlandais viennent s'ajouter aux 1500000 Canadiens français qui forment la masse catholique. La proportion des dissidens donne à penser que l'émigration doit être plus forte, en Angleterre même, parmi les non-conformistes que parmi les fidèles de l'Église établie. Ce sont le plus souvent les minorités, formées des gens dont l'esprit est plus indépendant, plus hardi, plus inquiet peut-être aussi que celui de la moyenne de la nation, qui constituent l'élément actif, le ferment de vie et de développement d'un peuple.

Le grand nombre des Écossais, des Irlandais, des dissidens anglais aux colonies est un fait très caractéristique; et non seulement ils y sont nombreux, mais ils y sont très influens. On me faisait remarquer en Australie que la plupart des grands *squatters*, des hommes qui s'étaient acquis une importante fortune dans l'élevage, étaient d'origine écossaise; de même les Écossais ont été, avec les Canadiens français, les pionniers du Nord-Ouest américain, et c'est presque exclusivement parmi eux que se recrutaient les employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson. On les retrouve toujours à l'avant-garde de la colonisation. Dans les luttes politiques, Écossais et Irlandais tiennent aussi une très grande place; mais ces derniers sont bruyans, turbulens; on peut trop souvent leur appliquer le mot qu'on prête à un fils d'Erin débarquant à New-York un jour d'élection et en butte aux sollicitations des agens des divers partis : « Pour qui êtes-vous? lui dit-on. — *I am against the government*, je suis contre le gouvernement. » Telle aurait été sa réponse. Le nombre des Irlandais en Australie paraît être une des causes de l'instabilité gouvernementale qui y règne. Les Écossais, beaucoup plus froids d'extérieur, sont cependant moins conservateurs au fond que les Anglais, plus enclins aux solutions radicales et aux innovations.

Le milieu colonial est donc, non seulement à cause des classes, mais aussi à cause des confessions religieuses et des régions où il s'est recruté, fort différent du milieu anglais. Ses aspirations sont la quintessence des aspirations des nouvelles couches britanniques; moins gêné par des traditions séculaires, il est bien plus hardi que l'Angleterre dans la voie des réformes; il réper-

cute, mais avec une intensité plus grande, tous les mouvemens qui agitent la mère patrie. C'est surtout en Australie qu'il faut l'étudier parce qu'il s'y développe plus librement, tandis qu'au Canada le voisinage des États-Unis et la présence des Français, au Cap celle des Boers et des noirs, introduisent des élémens nouveaux. Aux antipodes, il a ses coudées franches, et il en profite : le suffrage universel y est établi, et déjà le féminisme, encore timide en Angleterre, plus fort en Amérique, compte chaque jour de nouveaux triomphes en Australasie, où, les unes après les autres, les colonies accordent aux femmes le droit de suffrage politique. Au point de vue religieux, la diversité des sectes a entraîné, dans les trois groupes, cette fois, le désétablissement de l'Église anglicane, et aujourd'hui aucun culte n'est plus subventionné par l'État. Il faut encore signaler ici l'intensité qu'a prise dans les colonies ce curieux mouvement de l'Armée du Salut,—dont nous n'avons guère vu en France, où il n'a pas de raison d'être, que les côtés ridicules,—mais qui est, au fond, une réaction contre le froid rationalisme des sectes protestantes extrêmes, incapable d'avoir prise sur les couches profondes de la population. Sous ses apparences burlesques, l'Armée du Salut les atteint, au contraire, en rétablissant quelques manifestations extérieures de la croyance, si nécessaires aux masses, comme l'a compris le catholicisme. Dans tous les camps de chercheurs d'or du monde, en Amérique, en Océanie, en Afrique, j'ai vu une foule nombreuse suivre les processions salutistes, et partout on m'a témoigné que dans leurs « casernes », bien des misères étaient soulagées. De l'égalité des Églises est née aux colonies la neutralité des écoles. Si dans certaines provinces canadiennes, l'enseignement confessionnel a été maintenu, parce que les différences de croyance y correspondent aux différences de langue, l'école est neutre en Australie et au Cap, tout en étant très respectueuse de la religion et de l'idée de Dieu (1).

Les tendances que nous venons de signaler dans les dépendances anglaises peuvent sembler n'être que l'exagération de celles qui existent en Grande-Bretagne même : les colonies seraient ainsi seulement plus avancées que la métropole sur une

(1) Cette neutralité est néanmoins mal vue des catholiques australiens qui craignent qu'un enseignement dont les tendances sont protestantes, ne leur fasse perdre une partie de leurs enfans. Aussi entretiennent-ils à leurs frais beaucoup d'écoles privées; mais c'est là une lourde charge pour eux.

voie où celle-ci s'engage aussi et qu'elle continuera de suivre, à moins que l'expérience de ses possessions ne soit pas satisfaisante et ne l'engage à s'en détourner. Cette différence de degré serait cependant déjà importante à noter; mais sur un point il existe une opposition d'idées complète entre le Royaume-Uni et ses colonies. Malgré la renaissance récente d'un parti protectionniste en Angleterre, le libre-échange y a des racines extrêmement solides et profondes, et il ne sera pas aisé de l'abattre, si l'on doit y réussir jamais. Le Canada, la plupart des colonies australiennes, le Cap et Natal ont été au contraire, jusqu'à présent, les pays les plus furieusement protectionnistes du monde. Sous prétexte de favoriser la formation des industries, les droits de douane de certaines colonies frappent en moyenne de 40 à 50 pour 100 les articles manufacturés importés. C'est en Australie surtout que cette exagération se fait sentir : les colonies y forment des territoires douaniers distincts et frappent les produits de leurs voisines de tarifs aussi élevés que ceux qui atteignent les produits étrangers. Sur des marchés aussi étroits, peuplés de 100000 à 1200000 habitans, les industries qu'on prétend aider restent fatalement chétives et ne peuvent se maintenir que par l'exhaussement constant des droits. Ce système qui cherche à mettre dès l'abord un pays neuf en état de se suffire en toutes choses ne le cède guère en absurdité à l'ancien système mercantile qui, par une exagération opposée, interdisait aux colonies de fabriquer même un clou ou un fer à cheval. L'établissement d'un régime de libre-échange presque complet en Nouvelle-Galles à la suite des élections de 1894 et de 1895, l'abaissement des droits de douane pour la première fois depuis trente ans à Victoria, l'avènement au pouvoir au Canada du parti libéral, l'été dernier, semblent indiquer l'existence d'un certain courant en faveur d'une politique commerciale plus modérée dans l'Empire britannique, mais les principes des colonies sont encore bien différens à ce sujet de ceux de la métropole.

IV

Maintenant que nous avons étudié le milieu colonial, ses ressemblances et ses différences avec le milieu britannique, nous pouvons examiner quelles chances de succès ont les projets de fédération. Il nous faut toutefois traiter encore une question

préalable : une organisation plus rationnelle, plus régulière de l'Empire ne sera possible que le jour où la Grande-Bretagne aura à traiter, non pas avec une multitude de pays isolés, dont les intérêts et les prétentions ne s'accorderont pas, mais avec quelques grands groupemens politiques offrant une consistance sérieuse. Nous avons dit que les colonies anglaises de peuplement se répartissent en trois groupes : le Canada et Terre-Neuve, l'Australasie, l'Afrique du Sud. Pour que la fédération puisse aboutir, il est indispensable que l'unité s'établisse d'abord dans chacun de ces groupes, que les diverses provinces qui les composent se soient réunies, tout en se réservant des libertés régionales aussi larges qu'elles le voudront, pour organiser un gouvernement central qui les représente toutes et domine les autorités provinciales. Si elles n'arrivent pas à s'entendre entre elles à ce sujet, il est clair qu'elles ne pourront le faire avec des pays bien plus éloignés et plus différens, pour l'œuvre, beaucoup plus compliquée, de la fédération impériale. Or cette unité existe déjà en un point : au Canada dont les provinces sont fédérées depuis 1867, et ont un parlement commun, tout en ayant conservé au-dessous de lui les parlemens provinciaux, et ne forment qu'un seul territoire douanier, contenant cinq millions d'habitans. Terre-Neuve reste, il est vrai, en dehors de la « Puissance du Canada », mais c'est une fort petite colonie, dont l'accession à la confédération est entravée surtout par sa détresse financière et l'obligation où se trouverait le gouvernement fédéral d'assumer une grande partie de la dette disproportionnée qui l'obère. Si les deux autres groupes coloniaux étaient aussi près de l'unité que l'est le groupe nord-américain, l'établissement de relations plus étroites avec la métropole serait grandement facilité.

La fédération australienne est depuis longtemps projetée. Jamais, semble-t-il, une terre n'a été mieux faite pour l'unité politique que « l'Ile-Continent » des antipodes, comme l'appellent parfois ses habitans. Les conditions naturelles y sont d'une rare uniformité. La population y est presque absolument homogène, fait unique dans un pays de grande immigration ; et cependant cette contrée est divisée en six parties, — pour ne pas tenir compte en ce moment de la Nouvelle-Zélande, un peu différente des autres, — en six microcosmes politiques qui vivent aussi isolés que possible, se jalousent et cherchent trop souvent à se nuire réciproquement. Maintes fois des essais ont été tentés pour les

amener à se confédérer : les premiers remontent à l'établissement du gouvernement parlementaire dans les colonies, c'est-à-dire à plus de quarante ans en arrière. Depuis quinze ans, la question est discutée presque quotidiennement dans la presse australienne. En 1885, le parlement d'Angleterre a même passé une loi autorisant la constitution d'un Conseil fédéral de l'Australasie où seraient représentées celles des colonies qui le désireraient; mais ce conseil est un corps purement délibératif, qui ne dispose d'aucunes ressources et auquel n'est adjoint aucun organe d'exécution. Malgré cela, ce fantôme aurait pu prendre corps quelque jour et se transformer en un véritable organe de gouvernement commun, si toutes les colonies y avaient envoyé des délégués : malheureusement, la Nouvelle-Galles du Sud refusa toujours de le faire, ainsi que la Nouvelle-Zélande, et l'Australie du Sud ne fut représentée que durant une session. Le Conseil ne s'est réuni que cinq fois depuis dix ans et a siégé une quinzaine de jours chaque fois. Dès aujourd'hui cette ombre d'assemblée est une institution caduque avant d'avoir vécu; ce n'est pas d'elle que peut venir le mouvement qui fera passer du domaine des discussions dans celui des faits la question de la fédération.

Depuis 1890, toutefois, deux tentatives plus sérieuses ont été faites : la première a eu lieu sur l'initiative de sir Henry Parkes, premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud : des délégués des sept colonies se réunirent à Melbourne en février 1890, votèrent une adresse à la Reine dans laquelle ils affirmaient qu'une prompte union des colonies australiennes, sous l'égide de la couronne, était hautement désirable; que les colonies australasiennes plus éloignées (la Nouvelle-Zélande et les îles Fidji) devraient être admises dans l'Union; enfin qu'une convention nationale composée de délégués élus dans leur sein par les parlemens des diverses colonies, à raison de sept membres au plus pour chacune, serait convoquée l'année suivante à Sydney.

Cette Convention, où toutes les régions de l'Australasie étaient représentées par leurs hommes politiques les plus en vue, de tous les partis, et qui comprenait les premiers ministres de six colonies sur sept et les présidens des Chambres de plusieurs d'entre elles, se réunit à Sydney le 2 mars 1891, et acclama son promoteur, sir Henry Parkes, comme président. On put croire que la fédération était faite. Pendant la session, qui dura cinq semaines, un projet de constitution fut élaboré : les pouvoirs et les droits des colonies,

désormais qualifiées d'*États*, devaient rester intacts, sauf en ce qui concerne les matières qu'il serait nécessaire de remettre entre les mains du gouvernement fédéral; le libre-échange absolu était établi entre les États; le pouvoir fédéral pouvait établir des droits de douane sur les produits étrangers et d'accise; les questions militaires et navales lui étaient également dévolues. Le pouvoir législatif était exercé par un sénat, où toutes les colonies étaient également représentées par huit membres, et par une Chambre des députés, dont les sièges étaient répartis proportionnellement à la population. Le pouvoir exécutif était confié à un gouverneur général nommé par la reine, qui choisissait un ministère responsable devant le Parlement. Enfin une cour suprême fédérale d'appel était organisée. Cette constitution, tout en laissant une plus large part d'autonomie à chaque colonie, était assez semblable à celle du Canada, sauf en ce qui concerne l'élection des sénateurs qui était confiée aux États et les plaçait, grands et petits, sur un pied d'égalité, au lieu d'être laissée au pouvoir exécutif chargé au Canada de les nommer à vie. On reconnaît encore dans cette différence le souci de ne pas sacrifier les droits des colonies à ceux du pouvoir central. La constitution devait entrer en vigueur lorsqu'elle aurait été ratifiée par les parlemens locaux, mais aussitôt la Convention séparée, les rivalités intercoloniales reprirent le dessus. L'attention publique fut en outre distraite par les commencemens de la crise économique, qui allait atteindre si gravement tous les intérêts de l'Australie; nulle part les Chambres ne furent appelées à discuter le projet de fédération dont le promoteur, sir Henry Parkes, tomba du pouvoir dès le mois d'octobre 1891, à la suite des élections générales de la Nouvelle-Galles. Ce grand effort n'avait abouti à rien.

Lorsque l'Australie, la Nouvelle-Galles la première, commencèrent à sortir des embarras où elles avaient été plongées pendant plusieurs années, la question de fédération revint à l'ordre du jour. Le bouillant premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud, M. Reid, qui avait remplacé sir Henry Parkes à la tête du parti libre-échangiste, revenu au pouvoir en août 1894, était à peine en fonctions depuis quelques mois qu'il adressait une lettre circulaire à ses collègues des autres colonies pour les convoquer à une réunion qui fut tenue à Hobart, en Tasmanie, au commencement de 1895. La Nouvelle-Zélande se tint à l'écart, mais les six autres colonies répondirent à l'appel. Pensant que la ten-

tative précédente avait échoué parce qu'elle n'avait pas été faite sur des bases assez larges, parce qu'un petit nombre de délégués qui n'en avaient pas reçu le mandat direct du peuple avaient, de leur propre autorité, préparé une constitution, la conférence des premiers ministres résolut de confier à une convention, formée de délégués directement élus par le suffrage universel, le soin de tracer la future constitution de l'Australie fédérée. Les divers gouvernemens devaient présenter le plus tôt possible à leurs parlemens respectifs un *Federal Enabling Bill* qui convoquerait les électeurs à nommer des députés à la Convention nationale. Les élections auraient lieu dans un délai de trois mois après le passage du *Bill* dans toutes les colonies; une fois que la Convention aurait voté un projet de constitution, elle s'ajournerait pour donner le temps à l'opinion de l'apprécier et d'y suggérer au besoin des modifications, puis se réunirait de nouveau pour l'amender s'il y avait lieu. Le résultat de ses délibérations serait alors soumis, dans chaque colonie, au suffrage populaire, qui voterait par oui et non sur son acceptation. Jusqu'à présent, ce projet paraît rencontrer un meilleur accueil que celui de sir Henry Parkes, puisque cinq colonies sur six ont déjà passé le *Federal Enabling Bill;* seul le Queensland fait attendre son adhésion. Malgré ces apparences favorables, beaucoup de bons observateurs, tant en Australie même qu'au dehors, tiennent que, cette fois encore, la fédération échouera.

Ce n'est pas que l'opinion publique lui soit hostile : si la question était dès aujourd'hui soumise sans ambages au suffrage universel, il se prononcerait sans nul doute à une très grande majorité, dans toutes les parties de l'Australie, en faveur de l'union. Mais c'est le clan des politiciens qui est au fond assez froid à l'égard de cette grande réforme. Ils craignent, si elle est réalisée, de voir diminuer l'effectif, ou, du moins, l'influence des parlemens et des ministères provinciaux réduits à un rôle subordonné vis-à-vis du parlement central; et s'ils affectent quelque sollicitude à l'endroit de la fédération, c'est dans l'espoir seulement d'attirer sur eux l'attention populaire. Ils ont chacun leur propre projet et ne cherchent qu'à nuire au succès de celui de leurs rivaux : dans la Nouvelle-Galles seule, sir Henry Parkes en avait un; son successeur, sir George Dibbs un second; et lorsque M. Reid vint essayer d'en faire triompher un troisième, ils le combattirent vivement, prétextant qu'il oubliait les droits

des parlemens locaux pour s'adresser directement au peuple. S'il y a si peu d'entente dans le sein d'une même colonie, on juge combien il doit être difficile de concilier les jalousies provinciales. A peine la conférence d'Hobart séparée, elles se donnaient carrière. Le gouvernement de l'Australie du Sud concluait avec la Nouvelle-Zélande, pour sept ans, un traité de commerce par lequel il lui accordait, à l'exclusion de toute autre colonie, certains avantages; c'était se mettre dans l'impossibilité d'adhérer à un projet de fédération, fondé sur le libre-échange. Il est vrai que le traité ayant été repoussé par le Parlement, le ministère changeait avec prestesse sa position, déposait et faisait voter, le premier de tous les gouvernemens australiens, le *Federal Enabling Bill*. Un peu plus tard, le premier ministre de Victoria ayant voulu prendre l'initiative d'une légère modification à la procédure à suivre, son collègue de la Nouvelle-Galles, initiateur du projet, protesta avec aigreur. Il se montra cependant plus conciliant vis-à-vis du Queensland, dont le gouvernement avait annoncé l'intention de faire élire les députés à la Convention, non par le peuple, mais par la Chambre basse qui venait d'être renouvelée : c'est qu'après tout M. Reid tient au succès du projet dont il est l'initiateur; mais un grand nombre de membres du Parlement de Sydney présentèrent une motion déclarant que les délégués de la Nouvelle-Galles se refuseraient à siéger à côté de membres qui n'auraient pas été élus par le suffrage universel. La proposition fut rejetée, et le Parlement du Queensland ne s'est, du reste, pas encore prononcé sur le *Federal Enabling Bill*. Tous ces menus incidens témoignent des rivalités d'amour-propre qui existent dans le monde des politiciens, et font prévoir bien des difficultés avant que le projet de M. Reid ou tout autre puisse aboutir.

Pour que la fédération des colonies australasiennes se fît, il faudrait qu'une pression irrésistible du sentiment populaire eût raison des jalousies personnelles et régionales. Or la masse du peuple australien lui est bien favorable et sent confusément qu'il en résulterait des avantages sérieux pour l'ensemble du pays; mais elle n'y attache pas encore une importance telle que cette question prime toutes les autres, et aussi longtemps qu'il en sera ainsi, les vanités de clocher, les intérêts locaux risquent fort d'empêcher la grande réforme de se réaliser.

On ne saurait contester en effet qu'une certaine perturbation ne résultât de l'union douanière qui est la condition nécessaire

de l'union politique. Ainsi les industries de Melbourne, maintenues seulement à grand renfort de tarifs protecteurs, ne pourraient sans doute soutenir la concurrence de celles de Sydney plus favorablement placées; les habitans de la première de ces villes craignent aussi que les Néo-Gallois, qui ont toujours pris l'initiative des projets de fédération, ne méditent de faire de leur capitale celle de l'Australie entière, ce qu'ils ne souffriraient à aucun prix. Pour provoquer un courant d'opinion qui pût avoir raison de tous ces froissemens locaux, peut-être faudrait-il la crainte de quelque danger commun, venant de l'extérieur. La confédération des colonies canadiennes, pays plus calmes, où les rivalités locales avaient moins de force qu'en Australie, a été grandement favorisée par la crainte de voir les États-Unis absorber les diverses provinces si elles restaient isolées en face d'un si puissant voisin. Et lorsqu'on remonte aux origines de l'Union américaine elle-même, on se rend compte combien la constitution d'un pareil État est difficile. Après avoir en commun conquis leur indépendance, les treize anciennes colonies, jalouses de conserver leurs libertés particulières, avaient d'abord organisé par les « Articles de confédération », un gouvernement commun, composé d'un simple conseil fédéral, sans exécutif, sans ressources propres, obligé à tout instant d'en référer aux États, si faible enfin que l'Union faillit tomber en poussière. L'anarchie qui résultait d'un tel état de choses, la crainte aussi d'un retour offensif de l'étranger, le souvenir du sang versé en commun eurent enfin raison de tous les obstacles et déterminèrent la réunion d'un congrès à Philadelphie et le vote, en 1787 seulement, onze ans après la déclaration d'indépendance, de l'admirable constitution qui régit aujourd'hui les États-Unis d'Amérique. Encore certains États ne donnèrent-ils leur adhésion qu'en 1791, et soixante-dix ans plus tard, l'Union faillit être rompue, ne fut restaurée qu'après l'une des plus épouvantables guerres qu'ait connues le monde civilisé et qui coûta la vie à 500 000 hommes. Les grandes œuvres ne s'enfantent que dans la douleur. Les colonies australiennes n'ont pas, comme les États américains, le souvenir de souffrances et de luttes communes; elles n'ont pas, pour les déterminer à s'unir, la nécessité d'échapper à une tyrannie qui pèse sur elles toutes; il n'y a pas de raison immédiate et pour ainsi dire tangible qui leur impose la fédération comme condition non seulement du progrès, mais de la liberté et de la vie.

Elles échappent, il est vrai, à certaines causes de désunion qui

existaient en Amérique : le redoutable problème de l'esclavage ne pèse pas sur elles, et l'on ne trouve pas entre les habitans des diverses colonies australiennes les différences d'esprit et de mœurs qui séparaient il y a cent ans, qui séparent encore aujourd'hui les puritains de la Nouvelle-Angleterre des planteurs de la Virginie et des Carolines. Mais peut-être est-ce précisément la trop grande ressemblance de toutes les parties de l'Australie qui forme l'obstacle : ayant chacune leur port qui est en même temps leur grande ville, leur tête démesurée et orgueilleuse, leurs régions de culture aux abords des côtes, leurs pâturages dans l'intérieur, leurs forêts d'eucalyptus, leurs mines d'or, elles ne sentent point ce besoin de s'unir qu'éprouvent plutôt les nations qui se complètent que celles qui sont trop semblables. Leur petit nombre rend aussi la fédération plus difficile, parce que les plus grandes surtout voient moins l'avantage qu'elles auraient à y adhérer. L'une des causes qui ont le plus contribué à maintenir l'Union américaine est la formation des États intérieurs n'ayant point de débouchés sur les côtes. Si, comme certains hommes le désiraient, les États primitifs avaient conservé, comme leur appartenant, tout leur *hinterland*, trois ou quatre d'entre eux seraient devenus bientôt démesurément puissans et leur rivalité aurait fatalement abouti à la dislocation de l'Union. Or, en Australie, il ne saurait exister d'États intérieurs à cause de l'infériorité de la fécondité du sol quand on s'éloigne de la mer. L'île-continent sera toujours partagée entre une couronne de communautés s'ouvrant largement sur la mer, agglomérant leur population sur la périphérie, tandis que le centre restera vide, et beaucoup plus indépendantes ainsi les unes des autres que ne le sont les composans de l'Union américaine. Ce sera toujours une cause de faiblesse pour la Confédération australienne.

Enfin, ce sont les individus surtout qui font l'histoire, quoi qu'en dise une certaine école, et non pas les masses à demi conscientes qui peuvent détruire quelquefois, mais non pas créer. S'il surgissait donc en Australie un homme auquel pussent s'appliquer au moins les deux derniers termes de l'inscription gravée sur le socle de la statue de Washington dans la capitale des États-Unis : *First in war, first in peace, first in the heart of his countrymen*, l'ascendant d'un pareil homme pourrait sans doute réaliser la fédération. Mais le terrain n'est guère favorable à son développement, reconnaissons-le. La démocratie australienne manque de ces autorités sociales qui existaient en grand nombre dans l'Amé-

rique du siècle dernier; c'est une poussière d'hommes dont a disparu le respect qui est le ciment des sociétés. Il est bien difficile de fonder un édifice solide avec de pareils matériaux. La fédération finira sans doute par se faire tout de même, par la force des choses, comme on dit, à la longue, sur un plan peu cohérent. Il est juste de reconnaître que deux des causes qui l'empêchaient, la rivalité de la Nouvelle-Galles et de Victoria et le protectionnisme à outrance tendent à s'affaiblir. La Nouvelle-Galles, la colonie mère, dont les ressources naturelles sont plus grandes, prend de plus en plus le dessus sur sa voisine, qui ne peut se relever de la crise où l'ont conduite ses folies. L'esprit de Victoria, qui avait été le centre directeur de l'Australie de 1851 à 1892, ne représentait point ce qu'il y avait de meilleur, ni de plus calme dans les tendances des colons des antipodes; elle était à la tête du mouvement protectionniste. Aujourd'hui que l'influence s'est déplacée vers l'est, vers Sydney, et que le Queensland aussi croît rapidement, la question douanière, l'un des plus grands obstacles à l'Union, semble être d'une solution plus facile. Voilà donc quelques chances favorables à l'accomplissement de ce grand projet, qui serait si utile aux progrès de l'Australie, ne fût-ce qu'en élargissant son marché commercial et l'horizon de ses hommes politiques.

De la situation politique de l'Afrique du Sud, nous ne dirons que quelques mots : les événemens qui se sont produits au début de cette année l'ont rendue suffisamment connue de tous. Des deux colonies britanniques qui se trouvent dans cette contrée, l'une est absolument prépondérante par l'étendue de son territoire et l'importance de sa population. Le Cap compte 2 millions d'habitans, dont 380 000 blancs; Natal 600 000, dont 43 000 blancs seulement. Le premier de ces pays est le seul qui puisse s'étendre vers le nord, et le protectorat du Bechuanaland lui sera annexé un jour, portant ses frontières jusque près du Zambèze. Sur les rives de ce fleuve, l'Afrique centrale britannique et au sud-est les plateaux désignés aujourd'hui sous le nom de Rhodesia sont le domaine de la célèbre compagnie à charte. Bien peu peuplés encore, ils ont avec la colonie du Cap une sorte d'union personnelle, puisque son gouverneur, Haut-Commissaire de l'Afrique australe britannique, y exerce les pouvoirs militaires. Il y a peu de temps encore cette union était plus étroite, lorsque M. Cecil Rhodes était le vrai maître des deux pays, comme premier ministre au Cap, comme administrateur délégué dans les territoires de la

Chartered. Il est probable qu'avant peu d'années il le sera redevenu; il ressemble moins sans doute, par ses procédés, à George Washington qu'à un homme d'État plus moderne, le prince de Bismarck, mais c'est un impérialiste ardent et convaincu : il a voulu entraîner par la force sous la domination britannique la République Sud-Africaine; il n'y a point réussi. Il avait obtenu de plus heureux résultats en traitant doucement l'État libre d'Orange qui a formé avec le Cap une union douanière et dont les chemins de fer avaient été construits et étaient exploités par le gouvernement de la colonie. Peu à peu, il semblait que cette République et sans doute aussi le Transvaal, — lorsque l'infatigable mais vieux lutteur, le président Krüger, aurait disparu de la scène du monde, — dussent être entraînées dans l'orbite de la Grande-Bretagne sous une sorte de protectorat. Aujourd'hui ces résultats sont remis en question pour fort longtemps. Mais en dehors des deux États Boers, il n'y a de pouvoir important dans l'Afrique du Sud que la colonie du Cap. La question de fédération impériale n'est point compliquée ici comme en Océanie par la nécessité préalable d'une union entre les diverses dépendances anglaises.

V

Le règlement des difficultés locales, qui sont, nous l'avons vu, fort sérieuses, en Australie, une fois opéré, un pas important serait fait dans la voie de la fédération impériale. Le second et le plus considérable serait, comme l'indiquait M. Chamberlain, l'établissement d'une union commerciale plus ou moins parfaite entre les diverses parties de l'empire. Comment donc ont été accueillies, dans les colonies, les suggestions faites pas le ministre dans son retentissant discours au Congrès des Chambres de commerce?

Elles n'ont point paru provoquer l'enthousiasme auquel il s'attendait peut-être. Le premier ministre de Victoria, notamment, a déclaré, avec la franchise des hommes d'État des pays neufs qu'une très forte réduction des droits d'entrée sur les produits britanniques lui paraissait inacceptable. Pour se rendre compte des dispositions si différentes avec lesquelles on envisage dans le Royaume-Uni et dans ses colonies, la question des tarifs douaniers, il suffit de jeter un coup d'œil sur la répartition entre les divers pays du commerce extérieur dans la métropole et dans ses dépendances. Nous résumons ces faits dans deux courts tableaux

où sont condensés les seuls chiffres que nous imposerons à nos lecteurs.

COMMERCE DU ROYAUME-UNI

(*Moyenne de 1892-93-94*) *en milliers de livres sterling.*

	Importations.	P. 100 du total.	Exportations.	P. 100 du total.
Commerce total.	412275	100	220332	100
— avec l'étranger. .	317793	77,07	147236	66,81
— avec les colonies.	94482	22,93	73095	33,19
Commerce avec le Canada, l'Australie et le Cap réunis.	49697	12,01	32069	14,30

COMMERCE DES COLONIES BRITANNIQUES

		Avec le Royaume-Uni.		Intercolonial.		Avec l'étranger.	
		Total.	P. 100.	Total.	P. 100.	Total.	P. 100.
Ensemble des colonies.	Exportations.	69993	47	39535	27	38770	26
	Importations.	56244	40	43179	32	39932	28
Canada.	Exportations.	12350	52	1061	4	10289	44
	Importations.	8989	36	571	2	15787	62
Australasie.	Exportations.	30612	45	28064	44	7276	11
	Importations.	21793	41	27496	51	4156	8
Afrique du Sud.	Exportations.	13379	93	229	2	791	5
	Importations.	10927	79	980	7	1869	14

Il résulte de ces chiffres que les trois quarts du commerce d'importation de la Grande-Bretagne et les deux tiers de son commerce d'exportation se font avec l'étranger ; pour les colonies, au contraire, les relations avec les pays non anglais sont de médiocre importance tandis que la Grande-Bretagne est à la fois leur principal fournisseur et le grand marché où s'écoulent leurs produits. D'autre part, les colonies tirent de leurs droits de douanes la plus grande partie de leur revenu : 4 300 000 livres sterling sur un budget total de 7 800 000 pour le Canada; 1 716 000 livres sterling sur 2 601 000 livres fournies par l'impôt à Victoria (1), et ainsi des autres. Lors donc que les impérialistes de la métropole leur proposent d'abaisser dans une forte proportion les droits d'entrée sur les produits anglais, quitte à les relever encore un peu sur les importations étrangères, elles répondent qu'en

(1) Le revenu total de Victoria atteint 6 700 000 livres sterling, mais, sur cette somme, 2 700 000 proviennent des recettes brutes des chemins de fer d'État (dont les frais d'exploitation figurent au compte des dépenses); 500 000 livres du revenu des terres (vente et location); 420 000 des postes et télégraphes, 485 000 de sources diverses; 2 601 000 des impôts.

dehors même du coup porté aux industries locales, ce serait les priver d'une très grande partie de leur revenu. L'adoption du tarif anglais actuel, en ce qui concerne les relations avec les autres parties de l'empire, entraînerait pour Victoria, par exemple, un déficit de recettes de 600 000 livres sterling. Pour le combler, il faudrait donc établir 15 millions de francs de taxes nouvelles, ce qui n'est point aisé dans un pays de 1 100 000 habitans déjà très obéré et lourdement grevé. En admettant un dégrèvement de moitié seulement, ce seraient 7 à 8 millions à trouver, et l'on serait alors bien loin encore du libre-échange. Pour exagérément élevés et nuisibles que soient les tarifs de maintes colonies, ils n'en constituent pas moins une source de recettes de perception facile et à laquelle on s'est accoutumé. Les gouvernemens cololoniaux ont donc d'assez fortes raisons à opposer aux personnes qui leur demandent une brusque réduction des droits. En outre, la ruine de beaucoup d'industries locales, factices évidemment, mais qui n'en occupent pas moins un grand nombre de personnes amènerait une crise sérieuse. La question douanière, qui est déjà la pierre d'achoppement de la fédération australienne, devient plus difficile encore lorsqu'il s'agit d'union de l'empire tout entier.

Les coloniaux, eux, voudraient que la Grande-Bretagne consentît à frapper de droits, légers sans doute, mais appréciables, les produits étrangers qui font concurrence aux leurs : blés, viande, laines et autres, en échange de quoi ils consentiraient à diminuer, mais légèrement seulement, leurs tarifs en ce qui concerne la Grande-Bretagne, pour frapper un peu plus les importations étrangères. Ils accorderaient ainsi un traitement privilégié aux produits britanniques, en même temps qu'ils maintiendraient, sans grande difficulté, l'équilibre dans leur budget et une protection suffisante aux industries locales. Mais, répondent fort justement les Anglais, quel avantage nous assurez-vous ainsi ? Est-ce la possession exclusive de votre marché ? Nous y avons déjà une part tout à fait prépondérante, et vous n'importez guère de l'étranger que des produits que nous ne produisons pas. En revanche, vous voulez nous entraîner à rejeter une politique qui, depuis un demi-siècle, a fait la puissance et la richesse de l'Angleterre ; et les mesures de représailles que ne manqueraient pas de prendre les pays étrangers atteindraient peut-être gravement notre commerce d'exportation avec eux, qui est bien plus important que celui que nous faisons avec vous. Les importations totales de l'étranger dans toutes les colonies britanniques s'élèvent à peine

à un milliard de francs, dont nous pourrions à grand'peine nous approprier le tiers ou la moitié. Faut-il pour ce gain très hypothétique mettre en péril les 3 milliards 750 millions de marchandises que le Royaume-Uni exporte en pays étrangers? La réponse n'est pas douteuse.

Des deux côtés, de la part de la métropole comme de la part des colonies, l'établissement d'une union douanière de l'Empire britannique ou d'un régime s'en rapprochant, implique l'abandon de traditions à demi séculaires et une perturbation économique fort sérieuse. Sans doute, le protectionnisme à outrance perd du terrain aux colonies : les idées de réforme fiscale, d'augmentation des impôts directs qui tendent à prévaloir en Australasie, faciliteraient l'abaissement des droits de douane; d'autre part, le libre-échange n'est plus pour les Anglais l'article de foi d'il y a vingt ans. Mais on est loin de s'entendre encore et cette union commerciale, qui doit être la préface d'une union politique plus intime, ne se réalisera pas sans doute avant bien des années.

Y a-t-il, du reste, péril en la demeure et les colonies sont-elles si mécontentes de leur position actuelle qu'il faille, pour les maintenir unies à la métropole, adopter un régime qui serait, quoi qu'en ait dit, avec une nuance de paradoxe, M. Chamberlain, une grave atteinte au libre-échange et un retour vers l'ancien système colonial?

Nous ne le pensons pas; et, si l'Australie, le Canada, ou le Cap n'étaient point satisfaits actuellement, c'est qu'ils seraient bien difficiles à contenter. D'aspiration vers l'indépendance, il y en a peu dans les colonies. Si elles possédaient une certaine force quelque part, ce serait en Australie, chez les partis très avancés. Encore est-il bien rare qu'un homme politique ose se prononcer dans ce sens et il ne serait pas suivi. La seule déclaration peu loyaliste que nous connaissions d'un personnage en vue, c'est une phrase du premier ministre de la Nouvelle-Zélande qui prétendait obliger le gouverneur à nommer membres de la Chambre haute plusieurs agitateurs ouvriers. Le gouverneur ne voulant pas y consentir, refusait de créer de nouveaux sénateurs, comme c'était son droit. « Une pareille attitude, dit le ministre, est dans le cas d'affaiblir les liens qui unissent cette colonie à l'Angleterre. » En dehors de cette phrase échappée à un politicien bruyant et brouillon, nous n'avons à relever que l'attitude du chef du parti ouvrier dans l'Australie du Sud, réclamant à la dernière session du Parlement la suppression des gouverneurs

envoyés de la métropole et leur remplacement par des gouverneurs élus, puis quelques railleries du *Bulletin* de Sydney. Ce *Bulletin* est un journal-revue hebdomadaire, radical socialiste en politique, sans être inféodé à aucune coterie, contenant en même temps beaucoup d'informations mondaines, qui est un peu, en Australie, l'analogue du *Truth* de M. Labouchère en Angleterre, mais est, de plus, illustré. Il se moquait beaucoup de toutes les fêtes données à Melbourne en l'honneur de l'arrivée d'un nouveau gouverneur, lord Brassey; de son titre pompeux de « gouverneur et commandant en chef de Victoria et de ses dépendances », — demandant si ces dépendances étaient les îles qui se trouvent dans le lac d'un jardin public; — du titre d'honorable donné, suivant l'usage, à la fille du noble lord, âgée de quelques mois, et autres plaisanteries de ce genre. Après les élections générales de la Nouvelle-Galles qui eurent lieu au milieu d'un hiver exceptionnel, il représentait deux anciens premiers ministres, sir Henry Parkes et sir George Dibbs, qui venaient d'échouer, ensevelis à demi dans la neige, avec cet intraduisible calembour en légende : *Cold days and some cold Knights*, ajoutant que l'acceptation d'un titre impérial devrait être un arrêt de mort politique pour un membre du Parlement colonial.

Ce ne sont là, malgré tout, que des boutades. Le *Bulletin* est le plus lu des journaux hebdomadaires australiens, mais une grande partie de sa clientèle se compose de ceux qu'il raille, comme beaucoup des lecteurs de l'*Intransigeant* sont des bourgeois conservateurs qu'éreinte quotidiennement M. Rochefort. Les politiciens australiens, aussi bien que canadiens ou sud-africains, sont enchantés de se voir conférer un titre qui leur permet d'être appelés sir... et de faire suivre leur nom des initiales K.C.M.G (chevalier commandeur des Saints-Michel et George), ou même K. C. B. (chevalier commandeur du Bain). Les gouverneurs anglais sont aussi fort bien accueillis dans les colonies qui n'hésitent point à leur attribuer des traitemens de 125 000 à 250 000 francs dans l'espoir d'en avoir d'aussi haut titrés que possible. L'Australie du Sud ayant réduit de 25 000 francs la liste civile accordée au sien, il lui fut en effet signifié qu'à ce prix elle ne pouvait plus prétendre à un lord, mais seulement à un baronnet ou à un chevalier. A la grande conférence intercoloniale tenue, en 1894, à Ottawa, capitale du Canada, les sentimens les plus loyalistes ont été affirmés. La personne même du souverain actuel est cer-

tainement pour une part dans la force de ce loyalisme. La plupart des colons de l'Australie ou du Cap, ou leurs pères ont quitté l'Angleterre lorsque la reine Victoria y régnait déjà; ils lui sont attachés personnellement pour ainsi dire. Peut-être le prestige de ses successeurs ne sera-t-il pas aussi grand dans les colonies, non pas encore du vivant de celui qui est aujourd'hui le prince de Galles et jouit dans tout l'Empire, comme en Angleterre même, d'une immense popularité, mais sous le règne de son fils, beaucoup plus inconnu. Quoi qu'il en soit d'un avenir assez éloigné, on ne saurait nier qu'actuellement le loyalisme ne soit très puissant aux colonies.

Ce sont leurs intérêts plus encore que leurs sentimens qui doivent toutefois les maintenir unies à l'Angleterre. Sous le sceptre de la reine Victoria, elles jouissent pour leurs affaires intérieures d'une liberté aussi complète que si elles étaient des républiques indépendantes, elles sont maîtresses même de leurs tarifs douaniers, et, d'autre part, elles profitent de la puissance maritime de la Grande-Bretagne, qui leur assure, sans frais de leur part, une sécurité extérieure bien plus complète que celle qu'elles pourraient obtenir par de coûteux armements si elles étaient livrées à elles-mêmes. Lorsqu'une question internationale intéresse ses colonies plus qu'elle-même, la Grande-Bretagne s'informe toujours soigneusement de leur opinion et de leurs intérêts, y conforme sa politique et leur communique ainsi tout le prestige de sa puissance. En échange de ces avantages elle n'exige rien : la participation des colonies à la défense de l'Empire se borne à l'entretien de quelques fortifications en deux ou trois points importans de chacune d'elles. En outre l'Australasie entretient, au prix de 3 125 000 francs par an, une escadre auxiliaire composée de cinq croiseurs de troisième classe et de deux torpilleurs, commandés par un amiral anglais, et qui est jalousement maintenue par la loi dans les mers australasiennes. Chaque colonie possède aussi des milices, troupes qui s'exercent quelques jours par an et comprennent, d'ailleurs, nombre de bons tireurs et de bons cavaliers, qui ne seraient pas négligeables, après quelques semaines d'entraînement, pour la défense territoriale, et dont certaines — les « voyageurs » canadiens et les cavaliers de la Nouvelle-Galles — ont même été parader sur le Nil à côté des régimens anglais. Mais la vraie défense de l'Empire c'est sa flotte, c'est-à-dire la flotte anglaise que la métropole entretient seule.

Que pourraient devenir les colonies britanniques après la proclamation de leur indépendance? Le Canada serait absorbé par les États-Unis; et s'il y a eu un moment, surtout parmi ses habitans de langue française, un parti « annexionniste », il n'existe plus guère aujourd'hui. Les Canadiens français sont les plus loyaux des loyaux sujets de la reine; ils se rendent compte que l'union à leur puissant voisin du sud sonnerait le glas de leur nationalité; l'Église, qui serait atteinte dans ses privilèges, y est fort hostile; même s'il s'agissait de s'unir de nouveau à la France, les Canadiens français s'y refuseraient sans doute, — leurs principaux hommes d'État ne s'en cachent pas, — car ils ne sont point à l'image de nos dirigeans d'aujourd'hui. L'Afrique du Sud, divisée, elle aussi, entre deux races blanches, plus équilibrées en nombre et plus hostiles que celles qui se partagent le Canada, et vivant au milieu d'une majorité de noirs, ne peut guère vivre seule; elle serait à la merci de toutes les attaques, et les forces barbares, qui sont si puissantes en Afrique, risqueraient d'anéantir la civilisation européenne importée, comme elles eurent raison jadis du peuple qui construisit les grands monumens du Mashonaland. L'Australasie, enfin, pour isolée qu'elle est, ne serait pas en complète sécurité. Elle est bien peu peuplée encore; elle pourrait tenter l'ambition de l'Allemagne qui n'a pas de colonies de peuplement, ou peut-être se verrait-elle envahie par les Jaunes, qu'elle n'écarte aujourd'hui qu'en les frappant à leur entrée d'un droit de 2 500 francs par tête et qui s'y trouvent déjà au nombre de plus de 40 000, occupant des quartiers entiers de Sydney et de Melbourne et monopolisant presque la petite culture maraîchère. Que serait l'issue d'une guerre entre l'Australie et le Japon?

Sans doute, les peuples sont quelquefois aveugles; mais les intérêts qu'ont les colonies à rester unies à l'Angleterre sont trop manifestes vraiment pour qu'elles ne les aperçoivent pas. Point n'est besoin de la fédération pour parer à un danger illusoire de dislocation de l'Empire britannique. Si les colonies la désirent, c'est d'abord pour obtenir des privilèges commerciaux, c'est aussi pour rendre plus grands encore les avantages qu'elles y trouvent déjà au point de vue international et dont l'indépendance les priverait. En revanche, la Grande-Bretagne risquerait de se trouver entraînée de ce fait dans des embarras extérieurs très grands. Dès aujourd'hui, ses turbulentes dépendances, enfans mal élevés d'une mère pleine de sollicitude, rendent parfois fort difficile la tâche des diplomates anglais. Chaque groupe

colonial, imitant les États-Unis d'Amérique, applique en effet la doctrine de Monroë à la partie du monde qu'il occupe. Les habitans de Terre-Neuve voient avec irritation les privilèges exclusifs que le traité d'Utrecht confère aux Français sur la partie de leurs côtes désignée sous le nom de *French shore*. Les Australiens supportent avec impatience la présence des Français et des Allemands dans le Pacifique : la question des Nouvelles-Hébrides, qui sont actuellement soumises à un condominium anglo-français, excite particulièrement les tempêtes de la presse australienne, d'autant que les sociétés de missions, si puissantes en tout pays anglais, viennent jeter de l'huile sur le feu. Si l'on écoutait les Australiens, les Nouvelles-Hébrides seraient immédiatement annexées par l'Angleterre sans s'occuper de nos droits. Il devrait en être de même des îles Samoa, dont les Anglais partagent aujourd'hui la suzeraineté avec les Allemands, et dont le gouvernement de la Nouvelle-Zélande demandait dernièrement que l'administration lui fût confiée. Il n'est pas jusqu'aux îles lointaines d'Havaï que les Australasiens ne voient devenir avec regret une dépendance plus ou moins déguisée des États-Unis d'Amérique. C'est que la possession de ces quelques rochers assurerait à l'Empire britannique une excellente station navale entre l'Australie et le Canada, faciliterait la pose d'un câble exclusivement britannique entre ces deux pays, et permettrait de se rendre d'Angleterre en Australie par l'ouest comme par l'est, de faire le tour du monde, sans sortir du territoire de l'empire, sans toucher à d'autres côtes qu'aux siennes. Enfin, en Afrique du Sud, notre expédition de Madagascar avait vivement surexcité les esprits; des interpellations avaient été adressées au ministère colonial; M. Cecil Rhodes s'est honoré et a fait preuve de la largeur de vue qui caractérise les hommes supérieurs en défendant le droit qu'avait la France de civiliser Madagascar et refusant de soutenir des motions hostiles. Avant nous, les Allemands avaient suscité aussi une grande émotion dans la colonie en prenant possession du Damaraland et du Namaqualand, entre le fleuve Orange et les possessions portugaises. Le Canada aux Canadiens, l'Australasie aux Autralasiens, l'Afrique du Sud aux Sud-Africains, — aux blancs bien entendu, les gens de couleur ne comptent jamais, — voilà ce que veulent les coloniaux britanniques; et ils expriment leurs aspirations avec l'énergie un peu brutale, l'absence de formes habituelle aux peuples jeunes et de vigoureuse croissance. Le ministère des Colonies anglais est parfois vertement

tancé pour ce qu'ils appellent sa faiblesse, dans leur ignorance des conditions de la politique européenne. Si la fédération impériale ne manque pas de partisans aux colonies, c'est qu'ils pensent que la métropole serait, plus encore qu'aujourd'hui obligée de prendre leur mot d'ordre, et de conformer sa politique à leurs désirs.

Pour la Grande-Bretagne, ce serait un surcroît de difficultés, qui augmenteraient encore son « splendide isolement »; et il n'y aurait guère de secours effectif à attendre des colonies. En échange, elles ne consentiraient qu'avec peine à envoyer une partie, même bien faible, de leurs revenus à Londres pour pourvoir à la défense commune. Pour l'empire britannique dans son ensemble, la fédération serait peut-être la préface de la dislocation. L'établissement d'organes de gouvernement communs, ne s'occupassent-ils que des questions de commerce et de défense, entraînerait toujours une certaine immixtion des diverses parties de l'empire dans le gouvernement intérieur les unes des autres; et pareille chose serait supportée d'autant plus difficilement que, dans le conseil de quelque nom qu'on l'appelât, qui présiderait aux destinées de l'Empire, la métropole, dont la population est bien plus considérable, aurait toujours une influence prépondérante. Il ne faut pas oublier que c'est l'établissement injustifié de taxes douanières qui a déterminé la révolution américaine. Il est vrai que les Américains n'étaient point représentés aux parlemens britanniques et que les coloniaux le seraient au Conseil fédéral, Mais ils n'y auraient pas la majorité, sans doute; et les mécontens se hâteraient de trouver une pareille représentation illusoire. « C'est un fil ténu (*a slender thread*), disait M. Chamberlain il y a un an, qui unit les colonies à l'Angleterre; mais je me souviens d'avoir visité des usines électriques où, à travers un fil ténu, passait un courant capable de faire mouvoir les machines les plus puissantes. » Sans doute, mais il y a des limites pourtant au courant que peut transmettre un fil et si ces limites sont dépassées, le fil rougit et se brise. Peut-être serait-ce cette rupture qu'on amènerait en voulant rendre trop intimes les relations de la Grande-Bretagne et de ses colonies, et la forme actuelle de l'Empire britannique, qui a permis son développement, est-elle plus propre qu'aucune autre à assurer sa durée.

PIERRE LEROY-BEAULIEU.

POÉSIE

POUR LE TROISIÈME CENTENAIRE DE LA NAISSANCE

DE

DESCARTES

Fier du loisir conquis, son salaire et sa gloire,
L'homme osa détourner son regard des sillons,
Et, s'enivrant d'abord de science illusoire,
Il courut, l'âme ouverte, au-devant des rayons!

Dupé par les couleurs dont l'Être se décore,
Du conseil de Socrate, hélas! vite oublieux,
Au monde intérieur qu'il dédaignait encore,
Crédule, il préférait le monde offert aux yeux.

Les contours le leurraient, car la forme s'altère,
Et la main n'y perçoit que le vide ou qu'un mur;
Il sentait dans les sons soupirer un mystère.
Tous les signaux des sens ne sont qu'un chiffre obscur.

Leur témoignage ondoie, et leur félon service,
Loin d'éclairer, voilait l'assuré fondement
Où pourra la pensée asseoir son édifice,
Tour de bronze où le Vrai veille éternellement.

Quelle étrange odyssée avait longtemps fournie
La raison confiante en ces traîtres appuis,
Quand, douteur par prudence et croyant par génie,
Descartes proclama : « Je pense, donc je suis ! »

***

Sa foi mâle a sauvé les penseurs du naufrage.
Jouet d'une tourmente aux confuses clameurs,
Sans gouvernail, en proie au ténébreux orage,
Leur galère sombrait, veuve de ses rameurs.

L'équipage anxieux flottait sur des épaves ;
Quel salut espérer de l'abîme inclément ?
Or voici qu'un jeune homme, étonnant les plus braves,
Nu, dans le gouffre noir plonge résolument.

Il remonte. La mer l'assaille et le menace ;
Elle soulève et tord sur lui son vert linceul,
Il la domine, il nage ; et son regard tenace
Couve le port lointain qu'il a découvert seul.

C'est un roc peu visible, à peine s'il émerge.
Il est rebelle au soc, ignoré des oiseaux ;
De toute approche encore il est demeuré vierge,
Point gris sur le désert tumultueux des eaux ;

Mais solide refuge, inviolable asile,
Le pied trahi par l'onde y pose raffermi,
Et l'œil qui, pour tout voir, des champs bornés s'exile,
Peut, libre et sans barrière, y sonder l'infini.

***

Cet îlot solitaire, oublié dans l'espace,
Mais stable, et des penseurs perdus espoir dernier,
Témoin persévérant que pénètre et dépasse
Quelque chose d'immense impossible à nier,

Descartes, c'est ton être, où point ta conscience
Qui le nomme à lui-même et l'impose à ta foi.
Tu dis, forçant le doute à fonder la croyance :
« Puis-je douter sans être ? Il me faut croire en moi. »

Fort d'un titre avéré tu fouilles ton domaine,
Et voilà que tu sens au mur de ton cerveau
Heurter un visiteur plus grand que l'âme humaine,
Un muet formidable, étrangement nouveau.

D'où vient-il ? — Aussitôt d'inébranlables suites
Surgissent par degrés de ton premier aveu,
Et ces marches d'airain sur le granit construites
Escaladent le ciel du fond de l'âme à Dieu !

Les fronts ont salué, tous, du portique au temple,
Dans l'angoisse levés ou posés sur l'autel,
La preuve, désormais plus profonde et plus ample,
D'un soupirail ouvert sur le monde éternel.

***

Mais, si haute, pourtant, que soit sa destinée,
L'homme est terrestre encore, ô Descartes ! chez lui
La Vérité jalouse est rarement innée ;
Combien souvent l'a-t-elle ou fait attendre ou fui !

Il caresse l'erreur que son rêve imagine.
Toi-même, tes esprits, qui te servaient si bien,
Ne t'ont pas moins leurré que la froide machine
Qui supplantait, ingrat, le bon cœur de ton chien.

Mais le rêve est parfois d'une audace féconde,
Et, méconnu, renaît trempé par ses revers.
Vois rebondir plus prompt et, renouant sa ronde,
Tourbillonner l'atome, appui de l'Univers !

Je t'envie humblement le merveilleux poème
Où, pour douer l'esprit d'un infaillible essor,
L'Algèbre, les yeux clos, transposant le problème,
Aux secrets de l'espace ajuste sa clé d'or,

Le rêve est l'inventeur ! et c'est être poète
Qu'apparier le songe et la création !
Tu rôdes, mais la roche où ton ongle s'arrête
Conserve à tout jamais la marque du lion !

***

Ainsi, toujours en marche, a gravi ta pensée
Du plus intime val au faîte universel.
Elle erre quelquefois mais n'est pas distancée,
Car elle étreint ensemble et la terre et le ciel.

Ton aile est ton ouvrage et l'audace l'anime :
Nouvel Icare, au vol désormais haut et sûr,
Icare du savoir, dans ta quête sublime
Ton regard vise au loin la clarté non l'azur.

Amphion du langage, à des pierres confuses
Tu fis dresser un ferme et pur entablement :
Laisse donc aujourd'hui le chœur entier des Muses
Te rajeunir le front de leur baiser charmant !

Honneur à toi ! La foule aveuglément heureuse,
Initiée à peine aux cultes qu'elle rend,
S'abreuve au bord des puits que le savoir lui creuse,
Apprenons-lui pourquoi ton nom qu'elle aime est grand !

Pour t'offrir une gloire à jamais sans rivale
Demain nous bâtirons, avec tous tes écrits,
Par les mains de la France une arche triomphale
Où passera l'armée auguste des esprits !

SULLY PRUDHOMME.

L'ALLEMAGNE RELIGIEUSE

LE PROTESTANTISME ET LE MOUVEMENT SOCIAL

En Allemagne, dans le domaine de la théologie, la pensée protestante et les églises protestantes sont en un perpétuel conflit, dont l'enjeu n'est autre que l'essence même du Christ et de la divinité : nous en avons fait connaître les plus récens épisodes (1). Derechef on apercevra la rivalité de ces deux forces, l'élite pensante et la hiérarchie officielle, si l'on veut bien descendre avec nous sur le terrain pratique de l'action sociale ; mais dans ce nouveau champ clos, elles ont, l'une par rapport à l'autre, changé de position et, si l'on ose dire, de rôle. Lorsqu'il s'agissait du dogme, la pensée protestante finissait par le vider en voulant l'approfondir; les multiples grattoirs des exégètes, s'acharnant sur la lettre traditionnelle, y laissaient des trous par où l'esprit s'évaporait; et les Églises, au contraire, s'efforçaient de préserver, autant que possible, l'apparente intégrité de la foi. S'agit-il, en revanche, de l'application sociale du christianisme, la pensée protestante — ou, pour parler plus exactement, la pensée chrétienne, réveillée, dans l'Allemagne réformée, par l'expérience des révolutions et le spectacle des succès du Centre — questionne loyalement l'Évangile et, quelles que soient les réponses, se pique de n'en point amortir le bruit; et les Églises, au contraire, jalouses de ménager les pouvoirs politiques dont Jésus n'avait point prévu les caprices, ou les puissances financières dont Jésus n'avait point escompté les intérêts, limiteraient volontiers les prétentions de

(1) Voyez la *Revue* du 15 août et du 1er octobre 1896.

l'Évangile à devenir une charte sociale. Ainsi, tandis que les Églises protestantes, par correction, protègent le dogme chrétien contre la pensée protestante, la pensée protestante à son tour, par conviction, revendique, contre les timidités des Églises, l'application intégrale de la morale chrétienne à la vie des sociétés. De cette revendication, qui s'appelle le « mouvement évangélique-social », nous essaierons de tracer l'histoire.

Sans le vouloir, mais non sans le savoir, nous devrons, de-çà de-là, toucher à la politique intérieure de l'Empire. Car c'est l'État, en Allemagne, qui détermine et qui dicte les attitudes successives des autorités ecclésiastiques à l'égard du mouvement social; suivant que la pensée de Guillaume II et la pensée chrétienne-sociale sont en accord ou bien en dissonance, les Églises poussent leurs pasteurs en avant ou les ramènent brusquement en arrière. On n'a pas le droit d'accuser d'incohérence les chefs de ces Églises, puisqu'ils obéissent eux-mêmes, continûment, à une succession de gestes souverains; et l'on verra qu'en effet l'histoire du mouvement social évangélique est exactement modelée sur l'histoire des volontés impériales, et que les évolutions sociales des Églises protestantes, en Allemagne, reflètent, comme une succession d'ombres, les évolutions intellectuelles ou gouvernementales d'un Démiurge laïque et tout-puissant, le *Kaiser*.

I

De savoir si le christianisme doit être « social », ou s'il convient, au contraire, qu'il abdique une telle ambition, c'est là une question fort débattue, dans les sphères protestantes de l'Allemagne. Soupçonneux, hostile même, à l'endroit des prétentions sociales de l'Église, le luthéranisme pur infligerait volontiers au pasteur cette consigne exclusive : « enseignement du Verbe, administration des sacremens »; ainsi le veut une vieille formule, dont s'armèrent les premiers luthériens contre le clergé catholique romain, et dont on écrase, aujourd'hui, les initiatives inédites de beaucoup de ministres évangéliques. M. Uhlhorn, auteur de fort beaux travaux sur la charité protestante, représente ces scrupules avec une incontestable distinction, et permet plutôt à la philanthropie chrétienne de corriger les circonstances économiques qu'à la morale chrétienne de les régir indiscrètement. Il en est de même du piétisme : spécimens insignes d'un christianisme individualiste, et systématiquement détachés de la terre

par la contemplation de l'autre vie, ce n'est point la générosité qui fait défaut aux piétistes, mais c'est, à proprement parler, une certaine intelligence, faute de laquelle ces termes expressifs : « courant chrétien, mouvement évangélique, action sociale », sont pour eux lettre morte ; dans les Églises protestantes, ils ont multiplié les chapelles, qui sans doute permettent à Dieu d'avoir ses aises, mais qui l'empêchent de circuler ; chacune de leurs âmes est un foyer qui brûle, mais qui ne rayonne pas ; ils ont la morgue du divin, et ils en ont la jalousie ; entre l'esprit de cette aristocratie religieuse, que révèlent clairement certaines pages de M. Kübel, et l'esprit du mouvement évangélique-social, il y a incompatibilité. Fort dévot au pouvoir civil, le parti théologique du « juste milieu », dûment représenté par M. Beyschlag, prise assez peu les tentatives sociales des églises ; et le libéralisme « incroyant » partage cette malveillance, dont on eut au Congrès de Gotha, en 1890, des témoignages nullement équivoques. On observe, en revanche, je ne sais quelle complicité, propice à ces tentatives, entre les membres de certaines fractions très croyantes et les représentans de la théologie « moderne ». Que le monde nous donne le spectacle de l'Incarnation véritable par la réalisation du royaume de Dieu ou même, si l'on veut, de l'humanité de Dieu : voilà le rêve de Richard Rothe et de Ritschl ; il implique, pratiquement, que le christianisme régisse tous les rapports sociaux ; et si les orthodoxes comme M. Stoecker répugnent à cette argumentation passablement « moderne », du moins acceptent-ils une conclusion qui leur fait écho. Ainsi convergent au succès du mouvement évangélique-social la souplesse ritschlienne, aspirant à une certaine immanence du royaume de Dieu, et la rigueur orthodoxe, aspirant à la maîtrise du dogme sur les masses : elles s'accordent entre elles pour faire du pasteur, non point seulement un fonctionnaire céleste égaré parmi nos misères, mais un fonctionnaire social chargé de les soigner et de les guérir toutes. Moyennant certaines abstractions, en apparence irréfutables, les adversaires du mouvement évangélique-social objectent que seules les misères morales regardent le pasteur et que les misères matérielles ne sont point de son ressort : ces abstractions sont réfutées, en fait, par la réalité même de la vie. Morales ou matérielles, les misères s'engendrent entre elles ; si les économistes ne nous laissent pas ignorer que l'indigence est fille du vice, on peut dire, en beaucoup d'occasions, que l'indigence crée le vice ; et les fervens adeptes du mouvement évangélique-social, en prétendant

pourvoir à ces misères matérielles qui entraînent ou trahissent des misères morales, annoncent et justifient à l'avance leurs incursions constantes et presque régulières dans le domaine de l'économie politique.

C'est entre 1840 et 1850 que ces incursions commencèrent. L'Allemagne, alors, était en travail de la démocratie; et l'ascension politique des masses, les rapprochant des sommets où volontiers se cantonnait l'Église évangélique, faisait saillir, en un plus frappant relief, les progrès de l'irréligion populaire. Majestueusement relégué dans l'autre vie, le Christ n'attirait plus la foule; Wichern voulut qu'il l'allât chercher, par une incursion dans la vie présente. Sous le nom de Mission Intérieure, ce chrétien d'élite, installé à Hambourg, créa une organisation permanente des dévouemens évangéliques, merveille de charité sur laquelle nous aurons à revenir; mais la pensée même qui, du cœur de Wichern, fit jaillir cette institution, recélait d'autres fécondités et cachait une autre portée : indirectement, le mouvement évangélique-social en résulta. Lorsque Wichern augurait l'avenir de la Mission Intérieure, il y pressentait deux périodes : l'âge de la condescendance, durant lequel les Églises et les classes supérieures tendraient aux nécessiteux une main propice; et l'âge de l'initiative, durant lequel les nécessiteux eux-mêmes, unissant leurs mains et leurs âmes, librement associés sur le terrain chrétien, pourvoiraient à leur propre relèvement. Pèlerins du christianisme à travers le peuple, les frères de la Mission Intérieure y provoqueraient une fermentation de pensées et de désirs, au terme de laquelle la religion de Jésus, cessant de descendre de haut en bas, jaillirait des couches profondes de la nation allemande pour vivifier et consolider l'État. Ces desseins grandioses sont demeurés en suspens : à ces vagabondages d'apôtres, les frères ont préféré, peu à peu, une activité plus sédentaire, celle d'infirmiers, de surveillans, d'instituteurs; de la première période prévue par Wichern, la Mission Intérieure n'a point hâte de sortir; les *Fliegende Blaetter*, organe du comité central, ont montré peu de goût, depuis vingt ans, pour les tentatives « évangéliques sociales »; et lorsque dans les congrès de la Mission Intérieure, à Offenbach en 1892, à Posen en 1895, M. le pasteur Naumann a insinué que le but de la Mission s'était peu à peu rétréci, il s'est heurté à la plus tenace des passivités, celle qu'oppose d'ordinaire, au désir du mieux, l'habitude du bien. Il convient, néanmoins, de faire honneur à Wichern, non point seulement de tout le bien

que fait la Mission Intérieure, mais de tout le mieux aussi qu'elle a cessé de rêver.

Un professeur d'université, Victor-Aimé Huber, servit excellemment les idées de Wichern; il les compléta même et les précisa. De laborieux voyages en Angleterre, en France, en Autriche et dans les diverses régions de l'Allemagne lui avaient révélé les dessous de ce régime industriel dont l'opinion libérale admirait la façade; dans sa belle âme de philanthrope s'insurgeait parfois un dégoût presque révolutionnaire contre l'oppression des classes ouvrières et l'indifférence des classes élevées; sa plume, naïve en injures, accentuait encore l'âpreté de ses révoltes : « L'aristocratie autrichienne, écrivait-il un jour, mériterait d'être fouettée avec des scorpions »; et dans ses écrits les saillies de ce genre abondent. Ils contiennent, heureusement, quelque chose de plus, un plan de « colonisation intérieure », des projets de cités ouvrières, et d'associations de travailleurs pourvues d'une propriété corporative : au prix de quelque complaisance, M. le pasteur Gœhre salue, dans ces linéamens, le premier programme « évangélique-social ». La conception d'un certain patriarcat exercé par les classes élevées sur les groupemens ouvriers, le parti pris de ne faire appel qu'à l'association, une défiance invincible contre l'État, maintiennent Huber à l'arrière-plan dans l'histoire du mouvement « évangélique-social »; mais le penseur qui écrivait en 1845 : « Les questions d'économie politique laïque ont extraordinairement à faire avec l'économie chrétienne du royaume de Dieu », et qui consacrait un journal, *le Janus*, à la propagande d'une pareille théorie, ne doit point disparaître de cet arrière-plan.

Huber et Wichern étaient des exceptions dans leur Église. Celui-là, spécialiste en économie sociale, n'avait rien d'un théologien; quant à Wichern, il se maintenait comme en marge de l'Église établie, et l'admiration déférente que lui témoignaient les autorités du protestantisme et celles de l'État s'adressait à ses œuvres de bienfaisance plutôt qu'à ses maximes. Les Églises évangéliques, en Allemagne, furent lentes à comprendre leur rôle social, et lentes surtout à l'oser. Cette simple remarque, — soit dit en passant, — suffit à trancher une question de priorité, que débattent entre eux volontiers protestans et catholiques : laquelle des deux confessions, en Allemagne, a donné le signal des initiatives sociales? Or il est certain que les premiers écrits de Wichern furent antérieurs aux premiers discours sociaux du

curé Ketteler, plus tard évêque de Mayence; et ce qui d'autre part est non moins constant, c'est que Ketteler trouva dans son Église plus d'écho que Wichern n'en cherchait et n'en recueillit dans la sienne; c'est que le catholicisme rhénan était mobilisé pour le service de la cause populaire, au moment où l'Église évangélique de Prusse obéissait encore au rescrit de 1863, qui ne semblait même point prévoir une activité sociale des pasteurs; et c'est enfin que M. Stoecker, pour inciter ses coreligionnaires à la propagande chrétienne-sociale, leur a plus d'une fois allégué l'exemple persuasif de l' « ultramontanisme ». Il résulterait au surplus, d'une confrontation entre les écrits de Wichern et ceux de Ketteler, que le premier voyait surtout, dans le quatrième État, une foule souffrante à soulager, et que le second y apercevait déjà une force politique à respecter : l'évêque baron avait un certain sens de la démocratie, qui ne s'éveilla qu'à la longue chez les notabilités des Églises évangéliques.

II

Il y eut en Allemagne, au lendemain de 1870, comme une éclipse de la vie religieuse. L'ivresse du triomphe, ce matérialisme inconscient auquel le spectacle des succès de la force matérielle façonne bien vite l'âme populaire, répandirent sur les masses un flot d'irréligion; pour en prévenir le reflux, en même temps que pour en exaspérer la violence, le socialisme était là, avec M. de Bismarck pour complice; car le Kulturkampf, exclusivement dirigé contre l'Église romaine, eut sur les Églises protestantes elles-mêmes un contre-coup que M. Stoecker a fréquemment déploré. Les socialistes avec brutalité, l'État avec politesse, la foule tacitement, mettaient l'idée religieuse en quarantaine; et dans l'Allemagne victorieuse le Dieu des armées était récompensé par l'oubli. Lorsque l'année dernière, au moment du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Empire, on avait la douloureuse patience de faire le tour de la presse allemande, on y rencontrait sans cesse l'aveu formel de la léthargie, voire même de la décadence morale et religieuse, qui suivit 1870 : c'est comme une réaction contre cette atrophie de l'âme allemande que Rodolphe Todt, Adolphe Wagner, Adolphe Stoecker, avaient conçu, dès 1877, le « mouvement évangélique-social ».

Le Socialisme radical allemand et la Société chrétienne, ainsi s'intitule le livre de Todt, préface de ce mouvement. Simple pas-

teur, l'auteur connaissait à merveille les deux évangiles qui se disputaient l'Empire, celui du Christ et celui de Marx; il s'avisa de les confronter. Abordant l'un après l'autre les multiples problèmes dont la question sociale est le total, il en chercha la solution dans le Nouveau Testament, et généralement il l'y trouva. Sur la liberté du contrat, le travail servile, le fermage, le salaire, Todt nous expose par le menu, l'opinion personnelle de Jésus ou de saint Paul. « Vous êtes membres les uns des autres, » a dit l'apôtre; et Todt en déduit, en des pages qui sont fort belles, la condamnation de la société capitaliste. Dans saint Luc et saint Matthieu, au détour d'une parabole, on lit que le travailleur « mérite sa nourriture »; et Todt conclut que le salaire doit répondre aux besoins de l'ouvrier. Mais saint Paul déclarant, en un endroit, que le chrétien mange son propre pain en travaillant, Todt en tire une présomption contre les théories dites du « salaire familial », d'après lesquelles l'ouvrier père de famille devrait, par son propre travail, gagner plus de pain que son appétit personnel n'en réclame. Il est écrit dans la seconde épître aux Corinthiens : « Que chacun donne à son gré, non par contrainte »; et puisque cela est écrit, Todt condamne certaines applications du socialisme. Au demeurant, en ce qui concerne le principe communiste lui-même, il apparaît à Todt que le Nouveau Testament, bien loin d'y contredire, y prêterait appui. C'est ainsi que, par une façon d'exégèse sociologique, et conformément à l'esprit de la Réforme, sont réclamées et littéralement arrachées aux Livres Saints ces maximes concrètes et positives de morale sociale que Ketteler et ses disciples recueillent, sans peine aucune, dans l'enseignement traditionnel de la théologie thomiste; et de même que ceux-ci écoutent parler l'ancienne Église, Todt, plus indigent, écoute parler les anciens livres, ou plutôt il les fait parler.

On lui a reproché ce procédé, et son œuvre est jugée caduque, d'autant plus caduque, même, que Todt est mort : les précurseurs qui veulent prolonger la vie de leurs livres font sagement de prolonger la leur. Mais son gros volume a fait époque. D'abord, succédant à Wichern, qui ne connaissait à peu près que les anciennes formes du socialisme, celles de 1848, Todt apportait à ses coreligionnaires une véritable révélation en leur offrant un impartial exposé du marxisme : avec une audace vigoureuse, il signifiait aux protestans étonnés, comme depuis longtemps Ketteler en avait persuadé les catholiques, que c'en était fait du

libéralisme économique, et que c'était avec les conceptions matérialistes du socialisme, et avec elles seules, que le christianisme aurait bientôt à compter; les yeux commencèrent à se dessiller, dans les Églises évangéliques, lorsque Todt eut ainsi dessiné et illuminé les lignes d'horizon. En second lieu, par l'adresse souvent abusive avec laquelle il surprenait, pour certains détails de ses idées économiques, la signature de Jésus-Christ, Todt donna du moins à penser que le christianisme pouvait fournir les élémens d'une doctrine sociale; et si la mosaïque de textes qu'il avait aménagée n'en pouvait paraître qu'une imparfaite ébauche, c'en était assez, toutefois, pour qu'aux inspirations et aux tendances suscitées par Wichern se joignît, dans les sphères protestantes, l'ambition d'un système, tout au moins d'un programme social.

Le programme fut esquissé, d'ailleurs, et l'action fut inaugurée par Todt en personne : l' « Association centrale pour la réforme sociale sur base religieuse et monarchique » naquit en décembre 1877. A son berceau, l'on voyait groupés, à côté de Todt, des parrains d'élite : Meyer, Wagner, Stoecker. On connaît surtout, de Rodolphe Meyer, un livre classique : l'*Histoire de l'émancipation du quatrième État;* quant à l'homme, l'implacable hostilité de M. de Bismarck et l'ingratitude des circonstances l'écartèrent toujours des premiers rôles, et dans cette pénombre forcée, où sa dignité eût suffi pour le maintenir, Meyer, qui aurait pu être comme le moniteur du parti conservateur prussien, travaille et réussit, depuis vingt ans, à aiguiller le christianisme contemporain. Protestant d'origine, mais fortement imprégné de la théologie catholique du moyen âge, condottiere loyal, inlassable, de la pensée chrétienne sociale, il a tour à tour aidé de son érudition thomiste et de sa dialectique de sociologue les protestans sociaux de Prusse et les catholiques sociaux de Paris et de Vienne : il le fallait saluer au cours de cette histoire, on ne l'y reverra plus. Incessamment au contraire, et jusqu'à la fin, nous rencontrerons Adolphe Wagner, l'un des chefs du « socialisme de la chaire », actuellement professeur à l'université de Berlin; et puis un ancien aumônier de la garnison allemande de Metz, prédicateur à la cour impériale depuis 1874, le pasteur Adolphe Stoecker.

C'est à préparer des réformes sociales (*Vorbereitung sozialer Reformen*) que devait tendre l'activité de la jeune association : l'on y voulait mûrir des solutions, qu'on prierait l'État de

réaliser; et le *Staatssocialist*, dont le premier numéro parut le 1er janvier 1878, servait d'organe à ce groupe d'études, qui réclamait une politique foncièrement réformiste (*eine Politik durchgreifender sozialen Reformen*). Pour la première fois, la pensée sociale évangélique invoquait nettement l'État : cette innovation, dont l'importance économique saute aux yeux, devait avoir des effets politiques durables et fixer à jamais l'orientation du mouvement; car un groupement qui recourt à l'État et qui lui propose un programme doit aspirer logiquement à pénétrer dans cet État sous la forme d'un parti; et c'est en vain, dès lors, que l'activité de Todt et de ses amis affectait un caractère académique ; elle devait s'exprimer, tôt ou tard, en manifestes électoraux pour le Reichstag. On lisait, aussi, parmi leurs maximes, que « la solution de la question sociale n'est point concevable sans l'intervention de l'Église pour les revendications légitimes du quatrième État » ; et lorsqu'ils précisaient ainsi le rôle dévolu à l'Église, ils imprimaient au mouvement une allure plus rapide que ne l'avait fait le livre même de Todt, timide encore et presque gêné pour traiter cette délicate question. Entre ces sociologues chrétiens d'une part, l'État et l'Église d'autre part, une rencontre et comme une tentative de compénétration semblaient donc prochaines : Adolphe Stoecker brusqua l'événement.

M. Stoecker est peut-être la plus insigne victime de ces cyclones de pudeur publique qui depuis quelque temps, en tous pays — avec plus de discernement, d'ailleurs, que ne le faisaient jadis les caprices des favorites, — bouleversent l'aspect des scènes politiques, y couchent à terre un certain nombre de coquins et meurtrissent quelques honnêtes gens. Il est de mode en Allemagne, aujourd'hui, d'afficher un outrageant dédain pour cette personnalité longtemps inquiétante; c'est une mode à laquelle nous résisterons, faisant plutôt effort pour comprendre M. Stoecker. Au surplus, en lui, l'homme politique n'est point tout l'homme. Par conviction comme par tempérament, M. Stoecker est un théocrate, et voilà d'où il faut partir pour le juger. Aux conceptions théocratiques, le vêtement protestant s'ajuste mal; trop souple, trop lâche, il les met mal à l'aise, ou plutôt trop à l'aise, et ne leur assure point l'indispensable sécurité des contours; et c'est pourquoi M. Stoecker, rigoureux en son orthodoxie, aspira toujours à resserrer et à raidir les plis de ce vêtement : le théologien farouche, en lui, est fils du théocrate. *In Christo movemur, vivimus et sumus :* faites l'hypothèse d'une

société qui, s'appropriant cette phrase de saint Paul, se puisse définir en la prononçant ; cette hypothèse sera adéquate à l'idéal de M. Stoecker. Par surcroît, il aime passionnément son pays, d'un patriotisme qui est comme l'expression concrète de ses idées théocratiques ; il aperçoit l'Allemagne en Dieu et il aperçoit Dieu dans l'Allemagne, et caresse je ne sais quelles intuitions mystiques qui lui révèlent la fraternité du germanisme et du christianisme. Or lorsque M. Stoecker, en 1877, cessait de regarder en sa pensée, miroir d'avenir ou d'un irrévocable passé, pour regarder autour de lui, il voyait deux impiétés se disputant l'État, l'impiété du « libéralisme » en haut et l'impiété du socialisme en bas, le christianisme bafoué d'un côté, maudit de l'autre, et discrètement relégué par l'Église évangélique dans des temples à peu près vides. Alors, avec cette témérité d'initiative que provoque brusquement, chez les hommes d'action, la divergence du spectacle et du songe, Adolphe Stoecker, âgé de quarante-deux ans, et qui pouvait vivre tranquille, considéré, en se laissant choyer par la cour, voulut faire aux masses, partout où il les pourrait saisir, la présentation du christianisme. Mais un théocrate ne peut présenter le christianisme qu'avec un programme social, et l'apôtre, alors, engendre tout de suite le tribun. C'est là ce qu'il faut bien comprendre, pour épargner à M. Stoecker cette insinuation malveillante qu'il n'aurait « fait du socialisme », comme l'on dit vulgairement, que pour faire passer le christianisme. Il est vrai de dire que le christianisme était au premier plan dans la pensée de M. Stoecker ; et il est vrai de maintenir, aussi, que ses idées sociales n'en étaient point un appendice, ni surtout un passeport ; elles étaient pour lui le christianisme même ; et lui demander s'il était, avant tout, chrétien ou bien « social », c'était lui adresser une question inintelligible pour un cerveau comme le sien.

Le 3 janvier 1878, des affiches constellant les murs de Berlin annonçaient une réunion dans une taverne pour la formation d'un « parti chrétien-social de travailleurs ». Un millier de socialistes accoururent et composèrent le bureau. A peu près seul avec son rêve, Adolphe Stoecker le développa : accoutumé de planer en chaire par-dessus des têtes qui se courbaient, il avait devant lui l'ennemi, pour la première fois ; et la sensation de ces contacts hostiles creusa plus à fond, sur sa mâchoire, ce pli naturellement agressif, qui trahit en lui l'homme de lutte, invincible lors même que vaincu, et que se rappellent, comme une sorte d'attribut

physique de son éloquence, tous ceux qui l'ont applaudi ou qui l'ont hué. Dans cette réunion qu'avait convoquée Stoecker, le socialiste Most, énergumène d'irréligion, traita Stoecker en intrus; il s'exclama, avec la grossièreté d'un Diderot, que les prêtres, qui boivent le vin et conseillent l'eau, n'avaient plus qu'à régler leurs comptes avec le ciel, et que l'univers en serait bientôt nettoyé. M. Stoecker s'en retourna sans soldats, comme il était venu. Mais prêche-t-on jamais dans le désert, et, par là même qu'on parle et qu'on agit, ne déplace-t-on pas quelques ondes dans le remous de la vie publique? Stoecker en fit bientôt la féconde expérience. Soir par soir, avec de rares amis, il promenait son évangile à travers les pires auditoires; et son principal collaborateur, le missionnaire Wangemann, était accueilli, dans une réunion de femmes socialistes, par cette clameur générale : « *Massenaustritt aus der Kirche!* Sortons en masse de l'Église! » Cependant dès le 18 janvier quatre cents travailleurs étaient venus à Stoecker, et par conséquent à l'Église évangélique; ils étaient mille en juin, trois mille à la fin de l'année, et la *Zukunft*, organe socialiste, commençait d'expliquer que si certains chefs du parti révolutionnaire professaient l'athéisme, le parti lui-même, sans irrespect et sans esprit sectaire, se bornait à réputer la religion chose privée.

Le résultat récompensait l'effort; et comme il le fallait poursuivre et préciser, M. Adolphe Wagner apporta son concours. Partageant son temps entre les travaux théoriques que Todt continuait d'inspirer et la collaboration active que Stoecker commençait à requérir, il aida le prédicateur de la cour à rédiger le programme du parti chrétien-social de travailleurs. C'est à l'État surtout que ce programme s'adressa. Sous la rubrique : « organisation », il réclamait l'obligation de la corporation professionnelle, de l'arbitrage et de l'assurance; sous la rubrique « protection ouvrière », il inscrivait le repos du dimanche, la suppression du travail des femmes et des enfans dans les fabriques, l'inspection hygiénique des ateliers, le rétablissement des lois sur l'usure, et l'acheminement vers une législation internationale du travail; et sous la rubrique « impôts » figuraient la progressivité de la taxe sur le revenu et des droits de succession, et la création d'un impôt sur les opérations de bourse. Le titre du parti, le contenu du programme, les premières manifestations électorales qu'on risqua, et dans lesquelles on ne craignit point, à Berlin par exemple, d'opposer des candidats ouvriers aux candidats conser-

vateurs, semblent bien prouver qu'à cette date le groupement de M. Stoecker, exclusivement composé de travailleurs, était un essai d'organisation du quatrième État. Avec cette coquetterie qu'il met à démontrer l'unité constante de sa carrière, le célèbre agitateur s'en est depuis lors défendu; mais M. Paul Goehre, dans son instructive histoire du mouvement social-évangélique, maintient avec de bons argumens le caractère nettement ouvrier du premier parti Stoecker.

Quoi qu'il en soit, à la suite de la loi d'exception du 21 octobre 1878, qui débandait les forces socialistes et comprimait le mouvement ouvrier, M. Stoecker élargit peu à peu les bases de son parti : petits marchands, artisans, employés s'y présentèrent. Dans son premier recueil de discours : *Christlich-Sozial*, on observe qu'une harangue antisémite, prononcée le 5 janvier 1880, est adressée au « parti chrétien-social des travailleurs »; la suivante, du 4 février, est adressée au « parti chrétien-social ». Cette chute d'un mot marquait le terme d'une évolution, à laquelle deux années avaient suffi; le mouvement Stoecker était progressivement entré dans une voie nouvelle; et du Stoecker héroïque, c'en était peut-être fait.

C'est au lendemain de la loi contre les socialistes et parmi le retentissement des premiers succès oratoires de Stoecker, que le conseil suprême évangélique de Prusse, dominé par les mêmes préoccupations que l'empereur et son chancelier, jugea bon de compléter le rescrit suranné de 1863, exclusif de toute activité sociale de l'Église. Le nouveau rescrit, daté du 20 février 1879, interdisait aux pasteurs de s'occuper des problèmes sociaux, « auxquels, la plupart du temps, ils sont fort peu initiés », et expliquait qu'ils dépasseraient leur compétence en appuyant des pétitions en faveur des réformes sociales; mais on leur permettait, en revanche, « de mettre à profit leur expérience et leurs talens pour organiser des mutualités, des caisses pour la vieillesse et des caisses d'épargne, pour s'occuper des ouvrières, des enfans, des malades, de la salubrité des habitations, de la convenance des lieux de plaisir destinés aux travailleurs, ou de toutes autres tentatives d'une utilité générale (*gemeinnützig*) pour le bien des classes ouvrières. » Remarquez cette dernière phrase : elle est à deux tranchans; spécimen par excellence du style officiel, qui signifie trop ou trop peu, elle permettra aux consistoires d'encourager ou d'entraver les pasteurs chrétiens-sociaux en alléguant, dans le premier cas, le bien des classes ouvrières, et, dans le

second cas, l'obligation pour l'Église de ne rien tenter qui ne soit d'utilité générale. Avec les interdictions qu'il promulguait et les libertés élastiques qu'il concédait, le conseil suprême, en somme, faisait sauter quelques mailles dans le filet de précautions et de réserves qui avait enchaîné jusque-là les pasteurs officiels épris d'action sociale. La coïncidence de ce fait avec la campagne antisocialiste qu'inaugurait le gouvernement n'échappa point à l'opinion prussienne; on devina la genèse politique du rescrit, et l'on en sut peu de gré aux autorités évangéliques, auxquelles généralement on enlève le mérite de leurs bonnes actions en disant qu'elles n'ont fait qu'être obéissantes, et qu'on accable impitoyablement sous la responsabilité de leurs maladresses en déclarant alors qu'elles ont accepté d'être esclaves. Pour la première fois, en 1879, l'Église protestante était invitée, par qui de droit, à s'occuper des travailleurs; on réclamait, dans les hautes sphères, qu'elle se fît connaître à eux, et l'on entretenait ce vague espoir que son active charité, jointe à la justice répressive du gendarme, aurait raison du socialisme. M. Stoecker souhaitait davantage pour son Église; mais c'était là du moins un peu de ce qu'il souhaitait, puisqu'il voulait que l'Église eût un rôle, et qu'en fait le rescrit de 1879 lui en ménageait un.

III

Si les développemens du parti chrétien-social transformaient ce groupement de prolétaires en une agglomération composite, M. Stoecker, lui, se continuait : théocrate toujours, avec de moins grandes allures, mais avec une minutie plus exigeante. Et l'élargissement de son ambition, la ferveur de son antisémitisme, l'affermissement de ses liens avec le parti conservateur — sans parler, naturellement, de son action proprement religieuse — étaient autant de conséquences, immédiates ou lointaines, de cette impulsion théocratique qu'il renouvelait constamment en lui. M. Stoecker voulait imprégner de christianisme la vie entière de l'Allemagne; et voilà pourquoi, sans abdiquer d'ailleurs son programme de revendications ouvrières, il se mettait à la tête du *Mittelstand*, demi-plèbe et demi-bourgeoisie, courte mais tenace en ses ambitions, âpre au maintien de la propriété privée, mais détestant dans les grandes fortunes les ennemies victorieuses des petites — la même clientèle, en somme, qui l'année dernière installait les antisémites à l'hôtel de ville de Vienne.

Aux applaudissemens de ces adhérens nouveaux, M. Stoecker s'exclamait que la question sociale c'est la question juive : affirmation qu'à peine il démontrait, car l'antisémitisme, chez lui, prenait immédiatement un caractère religieux. C'est en alléguant et en prouvant l'hostilité systématique, étrangement injurieuse, de la presse juive contre le nom chrétien et contre les institutions chrétiennes, que M. Stoecker, auprès de Guillaume Ier, comme auprès du public, justifiait ses propres violences. Mouvement de défensive confessionnelle, réaction violente contre l'antichristianisme des juifs, expression négative de ses convictions chrétiennes à lui Stoecker, son antisémitisme trouvait, dans cette origine même, une limite; et l'on entendait le prédicateur dénoncer et réfuter ce qu'il appelait l' « erreur antisémite », c'est-à-dire les théories qui poussent à la haine des races et qui dès lors impliquent un manque de déférence à l'égard de l'Ancien Testament. M. Stoecker prétendait venger l'orthodoxie des attaques du journalisme, et voilà pourquoi son antisémitisme était passionné; mais il la prétendait garder intégrale, avec toute la Bible, avec l'histoire de l'ancien peuple de Dieu, avenue de l'histoire chrétienne, et voilà pourquoi son antisémitisme était incomplet.

Et M. Stoecker, enfin, qui ne voulait soustraire à la prise de Dieu rien de ce qu'il pouvait atteindre, devinait, apercevait même — tout conquérant est en quelque mesure un voyant — disséminée dans cet immense Berlin, une petite plèbe obscure, timide, insignifiante, sans ressort et sans initiative, n'ayant ni la force de la révolte ni celle de la résignation consciente, souffrante et ne réfléchissant même point sur ses souffrances, ni bonne ni méchante, et s'affaissant avec une sorte de léthargie matérialiste le long des ornières de l'existence, partie languissante du corps social, point dangereuse à coup sûr, mais pitoyable à voir, foule sans opinion, et qui pourtant, dans nos régimes modernes, est l'un des facteurs impondérables de l'opinion. A ceux-là, qui sont vraiment les « petits », qu'importent les tribuns? Il leur faut de doux apôtres, des conseillers, des soutiens; ce ne sont point des organes qu'ils requièrent, ce sont tout simplement des soins. Stoecker, pour eux, s'exerçait à la tendresse; et appropriant aux besoins d'une capitale les institutions de la Mission Intérieure, il installait à Berlin, en 1882, la mission urbaine (*Stadtmission*), pêcheuse et guérisseuse d'âmes.

Évoquons d'un coup d'œil ces divers paquets d'hommes et de

femmes, dont Jésus redevenait le dieu et dont M. Adolphe Stoecker était le prophète. Ouvriers attirés au christianisme par l'appât d'un programme social, boutiquiers ou petits bourgeois qui saluaient dans Jésus la première victime des Juifs, infortunés de toutes catégories, enfin, pour qui la souffrance était comme une profession, et qui se remettaient à aimer la religion moins encore pour le bien qu'elle leur faisait que parce qu'elle cherchait à leur en faire : tels étaient les instrumens de ce qu'on appela le mouvement de Berlin. Leur variété d'origines, leur nombre encore médiocre, ne permettaient point à M. Stoecker de les faire manœuvrer dans la mêlée politique comme une armée autonome et indépendante. Préoccupé pourtant de les y engager au plus tôt pour restaurer sans délai dans la vie publique le règne du christianisme, il offrit les troupes chrétiennes-sociales au parti conservateur, une infanterie à cette chevalerie. Tantôt par tradition de famille et tantôt par piétisme, les féodaux du « conservatisme » prussien ne séparaient point Dieu et la patrie, la chaire et le trône; et lorsque l'idéal théocratique de M. Stoecker se présenterait au seuil de leur cerveau, il y trouverait peut-être des complices, atavisme, instincts, préjugés même, qui l'aideraient à pénétrer.

En ébauchant cette alliance, M. Stoecker jouait une partie qu'il a mis quinze ans à perdre... Et les débuts en furent flatteurs : on traqua le socialisme et le libéralisme sur tous les domaines. Sur le terrain politique, chrétiens-sociaux et conservateurs, dualité désormais unifiée, récoltèrent 40 000 voix à Berlin aux élections de 1881, 53 000 à celles de 1884, au lieu de 6 500 qu'en 1878 ils avaient recueillies; ils retardèrent de dix ans la victoire du socialisme à Dresde et la lui disputèrent chaudement à Barmen. Sur le terrain religieux, ils attaquaient de front la domination de la théologie « libérale » ou de la théologie « de juste milieu » dans les conseils des communautés paroissiales; les listes « positives », soutenues par eux, reprenaient le dessus; Guillaume Ier s'en réjouissait, et Stoecker rêvait d'une église évangélique qui, plus indépendante de l'État, soustraite à l'hégémonie de bureaucrates accessibles à toutes les variétés de libéralisme, laisserait à l'initiative des fidèles, c'est-à-dire à l'initiative de Stoecker et de ses ouailles, le soin de surveiller et de corriger, dans les chaires des temples et même des universités, les nouveautés théologiques. Ni le mécontentement du vieil empereur contre les manifestations provoquées à Londres par un

voyage de Stoecker, messager d'antisémitisme; ni l'impression fâcheuse produite par une déposition du prédicateur, rendue en justice sous la foi du serment, et dont un détail fut reconnu inexact : ni l'acharnement souvent odieux avec lequel la presse hostile, qualifiant de faux témoignage ce qui pouvait n'être qu'une inadvertance, criblait Stoecker de boue, de cette boue qui souille lors même qu'elle ne s'attache pas, ni les intrigues de tout genre, enfin, dont on essayait de l'envelopper, ne prévalaient contre la virile énergie du tribun. Il voulait un rôle universel et savait fort bien unifier ses multiples rôles : directeur de la mission urbaine, il incarnait la charité chrétienne; chef du parti chrétien, social, il incarnait la justice chrétienne; champion des intérêts orthodoxes, il incarnait la foi chrétienne ; membre de la Chambre prussienne depuis 1879 et du Reischtag depuis 1881, il voulait incarner la politique chrétienne.

C'est cette dernière prétention qui mit en conflit M. Stoecker et M. de Bismarck. Le chancelier de l'Empire avait volontairement égaré, dans les oubliettes de sa longue mémoire, les raisonnemens antisémites et les hymnes à l'État chrétien que, du haut de la tribune parlementaire, il avait autrefois commis. Sa pensée réaliste avait émigré dans un domaine plus pratique; et devenu dompteur de Parlemens, il faisait consister la politique à repétrir de ses propres mains les partis avec lesquels il voulait gouverner, semblable à l'auteur dramatique qui tient compte de la réalité, mais qui, pour en être plus sûrement le maître, revendique le droit de la créer à nouveau. Changez l'individualité de l'un des personnages, la pièce se disloque : M. de Bismarck tenait à la cohésion de ses pièces, et ne tolérait pas que des comparses indiscrets modifiassent, dans la coulisse, la physionomie des personnages, c'est-à-dire des partis. Or il unit un jour les conservateurs et les libéraux dans une commune majorité gouvernementale, et sous le nom de *Cartell*, il tenait à la faire vivre. M. Stoecker entretenait, au sujet du parti conservateur, des visées précisément inverses de celles du chancelier : il le voulait chrétien-social, et M. de Bismarck le faisait s'acoquiner avec des libertins ; il le voulait antisémite, et M. de Bismarck l'associait à une tactique que la presse juive approuvait; il le voulait chrétien tout court, et le *Cartell*, tel que le réalisait M. de Bismarck, était la négation même d'une politique chrétienne. Sur le damier de l'Allemagne parlementaire, il y avait donc un pion que M. Stoecker et M. de Bismarck cherchaient à promener en sens divergens, et

qui pis est, le chancelier soupçonnait le pasteur d'y prétendre introduire en tapinois un pion nouveau, une sorte de Centre évangélique, parti mi-politique, mi-religieux, comme l'était le Centre catholique. M. de Bismarck avait trop d'un Centre, et il avait assez des prédicans.

C'est sur ces entrefaites que M. Stoecker, le 28 novembre 1887, dans une réunion demeurée célèbre sous le nom de réunion Waldersee, rencontra le plus beau succès et sans doute le plus grand malheur de sa vie. Devant un vaste auditoire, qui semblait rassemblé pour fêter les fiançailles entre la mission urbaine et certains cercles dévots de la cour de Prusse, une voix princière s'éleva. « En présence des tendances d'un parti anarchiste et incroyant, disait l'orateur, la plus efficace défense du trône et de l'autel consiste à ramener l'homme incroyant au christianisme et à l'Église, et par là, à la reconnaissance de l'autorité légale et à l'amour de la monarchie. Il faut, pour cela, mettre en valeur la pensée sociale chrétienne avec plus d'insistance qu'on ne l'a fait jusqu'ici. » Ce chrétien-social qui se révélait n'était autre que le jeune prince Guillaume, qui devait, l'année suivante, prendre la couronne impériale.

Combien immense fut l'effet de ces paroles, de quel débordement d'injures M. Stoecker fut l'objet dans les journaux dévoués au chancelier ou soumis aux influences juives, avec quel acharnement on dénonça le complot du bigotisme (*Muckerei und Stoeckerei*) contre l'hégémonie des Hohenzollern : le récit mérite d'en être lu dans la dernière brochure de M. Stoecker : *Treize ans à la Cour.* Les manœuvres hostiles furent victorieuses, et dans cet opuscule on peut suivre les déceptions successives de l'écrivain ; l'évolution qu'inaugura Guillaume II, en 1888, vers la politique du *Cartell;* l'adhésion plus notoire qu'il y donna en 1889, la défense faite à M. Stoecker de continuer son activité politique ; et sa retraite finale, en 1890, de ses fonctions de prédicateur de la cour. De cette avalanche de désillusions, le résultat seul doit ici nous intéresser : la politique chrétienne-sociale, qui, en 1878, avait aspiré, vainement d'ailleurs, à pénétrer au Parlement en ne comptant que sur elle-même, sur Dieu et sur les ouvriers, et qui pendant les dix ans qui suivirent, désireuse d'un ascendant immédiat, avait fait appel, dans le pays, aux catégories d'électeurs les plus diverses, et dans le Parlement, au parti conservateur, fut tour à tour évincée, entre 1887 et 1890, des couloirs du Parlement, des antichambres du chancelier, de la chapelle du palais impérial.

Que si M. Stoecker, à ce tournant de sa carrière, vous faisait l'effet d'un vaincu, détrompez-vous : il est encore un vainqueur. Par une coïncidence édifiante, véritable leçon de désintéressement et de détachement, ces années 1889 et 1890, qui détruisirent à jamais une partie des espérances politiques de M. le pasteur Stoecker, marquèrent en même temps l'époque culminante de ce qu'on a qualifié, non sans quelque impropriété, le « socialisme » des Hohenzollern. Depuis 1881, le césarisme et le parlementarisme avaient commencé de concourir entre eux pour doter l'Allemagne d'une législation sociale : Guillaume Ier, dans plusieurs messages remarqués, avait réclamé la « guérison des maux sociaux » et un « développement positif du bien-être des travailleurs » ; et ces lignes, adressées à son Parlement, étaient moins l'expression d'un vœu que la définition de son devoir d'empereur, que son Parlement lui devait permettre de remplir. Se piquant de continuer l'aïeul, et jaloux d'apparaître aux yeux de l'univers comme le *deus ex machina* qui dénouerait le problème social, Guillaume II, à la date du 4 février 1890, expédia au chancelier de l'Empire et au ministre des travaux publics ces fameux rescrits sociaux que Manning, peu de jours après, saluait comme « l'acte le plus sage et le plus digne qu'eût fait un souverain de notre époque. » « J'ai annoncé dès mon avènement, écrivait le jeune empereur, ma décision de poursuivre le développement de notre législation dans le sens que mon grand-père, qui repose en Dieu, a lui-même marqué, en s'occupant, dans l'esprit de la morale chrétienne, de cette partie du peuple qui est économiquement la plus faible. » Et le 15 mars 1890, M. de Berlepsch, ouvrant la conférence internationale de Berlin, proclamait au nom de son maître que chercher une solution de la question ouvrière n'est point seulement un devoir de charité, mais aussi un devoir de gouvernement. Or si l'on veut trouver à ces déclarations un commentaire historique anticipé, qui en donne la genèse en même temps que le sens, c'est à deux sources qu'il faut recourir : d'une part, les nombreux documens législatifs et écrits théoriques émanés, depuis 1848, du parti catholique allemand ; d'autre part, cette littérature plus restreinte qui, depuis 1878, portait la signature ou trahissait l'inspiration du pasteur Adolphe Stoecker. Porte-drapeau de l'idée sociale évangélique, on le congédiait, en l'accusant d'avoir ravalé cette idée parmi les intrigues du Parlement ; mais c'est elle qui dictait les actes de l'État ; soustraite à la disgrâce du *leader* qui l'avait révélée et

du parti qui se réclamait d'elle, il semblait qu'elle eût acquis un partisan suprême, qui l'érigeait en idée nationale.

En outre, pour le service de sa politique, Guillaume II demandait le concours de l'Église évangélique, et le conseil suprême, toujours docile, rédigea une réponse conforme le 17 avril 1890. Nous avons dit entre quelles digues le rescrit de 1879 avait canalisé l'activité sociale des pasteurs : depuis onze ans, des fissures s'y étaient produites; les premiers succès de M. Stoecker avaient suscité des émulations, et de-çà, de-là, à travers l'Empire, des ecclésiastiques s'essayaient à l'imiter, tantôt pour faire pièce au catholicisme social et tantôt par amour du Christ. On discutait volontiers, dans les synodes, l'attitude qui seyait aux ministres de l'Évangile en face de la crise sociale; et les opinions s'entre-choquaient, les uns soutenant que l'Église, ouverte à tous, doit s'imposer la plus grande réserve, et les autres objectant qu'abandonnée par beaucoup, elle doit les reconquérir en avisant à leurs besoins. On débattait aussi sur la façon de combattre le socialisme : les timidités correctes professaient que la chaire est la seule tribune où l'Évangile puisse être étalé, et les audaces bouillonnantes, pressées d'affronter les erreurs du dehors, flétrissaient cette théorie comme le voile d'une lâcheté. La voix du conseil suprême domina bien vite le bruit de ces colloques. Après avoir rappelé que l'Église n'a point mission de trancher la question sociale ou de prendre position en faveur d'un système économique, « soit proposé, *soit en vigueur* », — phrase qui déchargeait les pasteurs de l'obligation parfois ingrate de défendre l'ordre existant, — le conseil leur adressait deux invitations très nettes. Théoriquement, ils devaient se faire les avocats du quatrième État. « La protection du bien-être matériel des travailleurs et de leur famille, disait le rescrit, est une des conditions préalables pour le relèvement de leur vie matérielle et morale. L'Église doit faire en sorte que les besoins légitimes des travailleurs reçoivent satisfaction, que des mesures soient prises contre l'exploitation abusive de leurs forces et des forces de leur famille, que les classes possédantes, par d'actives mesures préventives, empêchent le fossé de se creuser entre elles et les classes pauvres, et qu'on fasse des efforts pour le combler. » Pratiquement, les pasteurs étaient conviés à sortir de leurs temples pour lutter contre le socialisme « qui, des mines et de l'industrie, se répand dans les métiers, à la campagne, parmi les domestiques »; le rescrit ordonnait que « partout où cela serait possible, dans les villes comme à la campagne, on fît effort pour que

l'ecclésiastique, dans des réunions libres et contradictoires, se montrât aux travailleurs et détruisît les préjugés. » Et conformément à ces tendances, le synode général de 1891 recommanda aux pasteurs de suivre le mouvement socialiste et de répandre la doctrine des saints livres sur la propriété et le travail; il ajouta, même, que l'enseignement théologique des universités ne devait pas négliger « le point de vue social de l'Écriture. »

C'était la vie publique ouverte à l'Église prussienne : on la poussait à risquer des sorties, à tenter des trouées, comme l'avait fait depuis longtemps, sous les regards jaloux de M. Stoecker, le catholicisme rhénan. En 1878, au moment où M. Stoecker avait commencé sa campagne, le mouvement évangélique social n'avait point encore dépassé la phase académique ; l'année 1890 marquait le plein épanouissement de ce que nous en appellerions volontiers la phase ecclésiastique. A cette même heure d'histoire, Léon XIII promulguait son encyclique sur la condition des ouvriers. La religion chrétienne, qui parfois s'attardait encore, timide, dans la douce moiteur des chapelles, ou qui grelottait, miséreuse, dans la nudité des temples, était mise à l'air libre, en plein soleil, par le double vouloir du Pape et de l'Empereur. De ces deux vouloirs, le premier seul devait durer.

IV

En donnant ainsi la consigne de l'action sociale, le conseil suprême évangélique répondait excellemment à un état d'esprit et à un besoin d'âme qui devenaient de plus en plus fréquens parmi les jeunes pasteurs. On eût dit que la génération qui vieillissait avait dépensé tout son enthousiasme, épuisé toute sa ferveur, à réaliser d'abord, et puis à contempler une fois réalisé, l'idéal patriotique d'une Allemagne unifiée ; au surplus, à l'époque où elle avait fréquenté les universités, l'enseignement de l'économie politique, qu'incarnaient alors les grands noms d'Hildebrandt et de Roscher, reposait inconsciemment sur le postulat du libéralisme économique, et était plutôt une école de « laisser faire » qu'une école d'action sociale. Mais avec le temps, une jeunesse avait mûri, dont l'idée de patrie, devenue, par le fait même des victoires, moins exigeante et moins absorbante, ne suffisait plus à remplir le cœur, et qui voulait le bonheur du peuple allemand comme les pères en avaient voulu la grandeur ; et pendant qu'elle apprenait la théologie, les échos du socialisme de

la chaire, répandu depuis vingt ans par Wagner et ses disciples (1), s'égaraient au milieu d'elle, perçus tout de suite et retenus avidement : dans les universités allemandes, les murs ont des oreilles, et les étudians aussi. Ce jeune clergé protestant eut un moment d'ivresse lorsqu'il lui parut, en 1890, que la science économique et l'Église évangélique, de concert, le poussaient au relèvement des masses. Ne perdons point de vue, désormais, cette alliance, toujours plus consciente et toujours plus visible, de la science et du protestantisme social : elle aura des conséquences que nous indiquerons en leur lieu.

Observons aussi que c'est en faveur du quatrième État, surtout, que le rescrit de 1890 réclamait l'action de l'Église; et les applications du christianisme social qu'il comportait se rapprochaient davantage des premières créations de M. Stoecker que de ses créations subséquentes : les travailleurs (*Arbeiterstand*), beaucoup plus que le *Mittelstand*, étaient désignés aux caresses de l'Église. Si bien que ce rescrit était plutôt une victoire du Stoecker de 1878 que du Stoecker ultérieur; et l'on peut dès à présent comprendre pourquoi le mouvement provoqué par le rescrit se produira fréquemment à côté de ce second Stoecker, et finira par s'écarter de lui.

C'est aux cercles évangéliques de travailleurs que profita tout d'abord le déchaînement des ardeurs sociales. Lorsque, en 1882, la piété sectaire d'un mineur de Westphalie avait fondé le premier de ces cercles, il était loin de penser qu'un jour un mouvement ouvrier en sortirait; et ce n'est point au capitalisme, mais à l'ultramontanisme, qu'il désirait opposer un épouvantail. Il assurait aux membres de ces groupemens confessionnels d'honnêtes plaisirs, des conférences instructives, et je ne sais quelle vaccination contre le « jésuitisme », d'autant plus sûre que les jésuites étaient sévèrement expulsés de l'Empire : les préoccupations sociales étaient reléguées à l'arrière-plan. Elles en furent retirées peu à peu par un théologien de München-Gladbach, M. Weber, disciple de M. Stoecker; et elles prirent dans la vie des cercles une place plus considérable à mesure que, dans l'Empire, ces groupemens se multipliaient. Le rescrit de 1890 fut pour cette évolution une aide

(1) Si l'on est curieux de savoir comment a rayonné cet enseignement, et quel rôle il a joué dans la vie allemande contemporaine, on n'en saurait trouver une indication plus précise, ni mieux éclairée par des observations personnelles, que dans un travail de M. Théodore Ruyssen, publié, de septembre à novembre 1896, dans la *Revue politique et parlementaire*.

décisive : il n'y avait, en 1888, que 70 cercles ; ils étaient, en 1892, 220, et le chiffre des adhérens avait passé de 20 000 à 63 000.

Pratiquement, les cercles évangéliques de travailleurs étaient un terrain des plus opportuns pour l'application du rescrit dans l'Eglise prussienne. Mais l'activité sociale, où les jeunes pasteurs étaient novices et les vieux plus novices encore, réclamait des études théoriques, une maturation, et je n'oserais dire une doctrine, mais du moins un système d'indications et un certain examen des tactiques : la création des congrès évangéliques sociaux, dont le premier eut lieu en mai 1890, pourvut à ces besoins. M. Stoecker en fut le principal initiateur; avec une complaisance dont la loyauté ne s'est jamais démentie et qui fut blâmée pourtant par certains organes conservateurs strictement orthodoxes, il ouvrit ces congrès à toutes les nuances théologiques et politiques de l'Église évangélique. La composition du comité directeur traduisit cette impartialité. On eut annuellement l'occasion piquante de voir assis côte à côte, sur la même estrade, associés par les mêmes visées sociales, des duellistes en théologie que la question du symbole mettait constamment aux prises ; et une fois, à Francfort, l'inélégante saillie d'un orateur orthodoxe contre M. Adolphe Harnack fut vertement désavouée par les amis de M. Adolphe Stoecker.

Ces congrès fort éclectiques se proposaient « de rechercher sans préjugés les conditions sociales du peuple allemand, de les apprécier d'après la norme des exigences morales et religieuses de l'Évangile, et de rendre celles-ci plus fructueuses et plus efficaces pour la vie économique actuelle. » On débuta, comme il était naturel, par des tâtonnemens. Il y avait d'un côté les « stoeckeriens », qui, toujours obsédés par les ambitions de leur chef, n'auraient pas été fâchés que les congrès devinssent le point de départ d'une action politique et parlementaire au profit du christianisme social. Et d'un autre côté, l'école de M. Sulze, pasteur à Dresde, réclamait que l'action chrétienne-sociale se laissât encadrer dans une organisation rajeunie des communautés évangéliques. La communauté comprenant cinq mille âmes au plus, divisée et subdivisée savamment, répartissant entre l'élite de ses membres la garde assidue de tous les autres, et, tout en haut, son pasteur répandant l'esprit évangélique social à travers ces canaux et sous-canaux bien agencés, et par lesquels toutes les maisons de la paroisse seraient, si l'on ose dire, desservies : telle est l'originale conception de M. Sulze ; il en a fait l'application dans un faubourg

de Dresde; et d'après lui, comme d'après beaucoup de théologiens libéraux, l'Église évangélique, laissant au papisme le soin de poursuivre des améliorations économiques, en devait poursuivre exclusivement la condition préalable, c'est-à-dire la formation évangélique-sociale des âmes. Pour orienter le congrès évangélique-social, oscillant entre ces diverses tendances, l'influence de M. Paul Goehre fut souveraine.

Au mois de juin 1890, au lendemain même du premier congrès, M. Goehre, candidat en théologie, revêtait un bourgeron, et s'en allait travailler dans une usine de Chemnitz. Il y passa trois mois, regarda tout, écouta tout. Des spectacles qu'il eut sous les yeux, il conclut que la grande industrie créait à la masse des travailleurs un régime d'existence incompatible avec l'observation même de la morale; que la famille ouvrière était détruite par les conditions économiques; et qu'un certain nombre de ménages, pour ajouter à leurs salaires le supplément indispensable, devaient soumettre leurs enfans à la promiscuité, fréquemment renouvelée, d'ouvriers et d'ouvrières célibataires (*Schlafburschen*), admis, pour quelques pfennigs, à partager la commune couchette du plancher. Tous socialistes en bloc, non par adhésion doctrinale, mais parce que les socialistes leur proposaient une organisation et une représentation; tous respectueux de la personne de Jésus, parfois considéré comme une première ébauche de Bebel; et tous, enfin, rendant à l'Église évangélique oubli pour oubli : c'est là ce que M. Goehre put induire de leurs propos. Il raconta lui-même, dans un livre qui fit du bruit, son commerce avec ce prolétariat à demi sauvage, engrais vivant qui, dans la plupart des grandes villes, a recouvert le vieux terreau chrétien, et sur lequel fleurissent, d'un éclat parfois inquiet, les merveilles de nos civilisations scientifiques. Au terme de son récit, M. Goehre se reportait vers les congrès évangéliques-sociaux dont il était le secrétaire général ; et, fort de son expérience, il leur assignait cette double mission de révéler aux classes éclairées et à l'État, en la confrontant avec l'idéal chrétien, la situation des travailleurs, et de guider la sollicitude des pasteurs pour le relèvement de ces misères, d'être tout ensemble, en deux mots, une tribune pour l'opinion et une école pour le clergé.

Tandis que certains amis de M. Stoecker eussent fait dégénérer le congrès en un vestibule du Reichstag et certains amis de M. Sulze en une conférence d'organisation paroissiale, M. Goehre eut le grand honneur d'en énoncer et d'en faire appliquer la vraie

définition. Il y fit rattacher une série d'institutions utiles : un bureau de renseignemens pour l'activité évangélique-sociale, une collection de brochures évangéliques-sociales, des cours évangéliques-sociaux enfin, créés à l'imitation des cours pratiques sociaux de l'abbé Hitze. La patience allemande est d'une telle longueur, et plus encore d'une telle densité, que l'on peut, en très peu de jours, devant des auditoires qui donnent douze à quinze heures d'attention, ramasser une série de leçons extrêmement variées, confiées à des professeurs divers, sur l'ensemble des questions économiques. C'étaient là comme les annexes des congrès évangéliques-sociaux. Quant aux congrès eux-mêmes, dont le septième s'est tenu en mai dernier, ils étaient le rendez-vous d'intelligences d'élite : M. le professeur Kaftan essayait d'y préciser les rapports du christianisme et de l'économie politique, et M. le professeur Harnack, à demi fasciné par les idées de M. Sulze, faisait revivre le tableau des primitives communautés chrétiennes, organisées pour le bien social de leurs membres en même temps que pour leur bien religieux. M. le professeur Cremer traitait du rôle que doit jouer la question sociale dans la prédication, et M. le professeur Adolphe Wagner apportait un exposé critique du programme socialiste. M. le pasteur de Bodelschwingh, mentor de la philanthropie protestante, parlait des logemens ouvriers, et M. de Massow, dont le livre : *Réforme ou révolution*, fut en 1894 très remarqué, développait les devoirs de l'État envers les ouvriers qu'il emploie ; Mme Gnauck-Kühne, qui pour mieux apprécier la condition des travailleuses s'est faite cartonnière quelque temps durant, introduisait au congrès les revendications féministes, et M. Stoecker était toujours sur la brèche, aimant ces interventions oratoires qui ressemblent à des assauts; économistes, théologiens, hommes d'œuvre, s'éclairaient mutuellement; et les délégués des cercles évangéliques d'ouvriers se plaisaient à tenir leurs propres assemblées annuelles à la porte de ces congrès imposans, les séminaires de l'action à côté des meetings de la pensée.

Mais parmi cette armée sociale-évangélique, qui s'instruisait dans les congrès et manœuvrait dans les cercles, on vit peu à peu deux ailes se former : bifurcation qui fut le prélude d'une crise. En face de M. Stoecker, un pasteur de Francfort-sur-le-Main, Saxon d'origine, M. Frédéric Naumann, arborait lentement un drapeau de nuance inédite. Il était escorté, poussé même, par ceux qui se qualifiaient les « jeunes » ; mais jamais ne furent oubliées, à aucun moment de ce schisme, la politesse et la défé-

rence dues à M. Stoecker; et la croissance de cé parti nouveau resterait incomprise, si l'on y voyait, purement et simplement, un symptôme de cette impatience grossière que mettent parfois les jeunes gens à creuser la fosse des vieillards : il y avait, entre ces « jeunes » et M. Stoecker, et plus encore entre eux et les amis de M. Stoecker, une divergence de tendances et de désirs. L'ancien prédicateur de la cour, en dépit de ses nombreuses difficultés, demeurait un homme politique; en dépit des déceptions que lui avaient infligées la plupart de ses amis conservateurs par leur accession au défunt *Cartell* de M. de Bismarck, il demeurait un membre assidu du parti conservateur; le programme qu'il élaborait en 1891 pour la « réunion monarchique-sociale » rendait plus notoires encore les liens qui l'unissaient à cette fraction; et l'on put croire, en décembre 1892, que ces liens étaient réciproques, lorsqu'elle admit, dans son propre programme de Tivoli, la plupart des revendications chrétiennes-sociales de M. Stoecker. Or cette alliance, à laquelle il était enchaîné par son besoin de jouer un rôle politique, comportait des rançons. Si le christianisme social s'attachait au « conservatisme » prussien, il devait tout d'abord refuser son concours à la formation de groupemens ouvriers indépendans, qui permettraient aux prolétaires d'organiser eux-mêmes la défense de leurs intérêts et le succès de leurs revendications; il devait en second lieu laisser de côté la question des contrats agraires et des ouvriers agricoles, essentiellement déplaisante pour la féodalité conservatrice; il devait enfin adapter aux maximes de ce groupe politique son attitude à l'endroit du socialisme. Voilà le triple sacrifice que les « jeunes » ne voulaient ni ne pouvaient faire.

M. Goehre leur enseignait que les masses appréciaient, dans le socialisme, un instrument d'organisation ouvrière, et que le christianisme devait tenir compte de cette leçon. Il développait, au congrès social évangélique de 1892, de concert avec M. Max Weber, professeur à l'université de Fribourg-en-Brisgau, les résultats d'une vaste et curieuse enquête sur la situation de la plèbe rurale; et les grands propriétaires terriens du parti conservateur, tout disposés naguère à montrer aux ouvriers des villes une bienveillance dont les industriels seuls payaient les frais, protestaient au contraire et se rebellaient dès que le christianisme social prétendait s'interposer entre eux et les travailleurs des campagnes. M. Naumann, enfin, dans les congrès évangéliques et dans les meetings socialistes, dans ses écrits d'économie chrétienne et

dans son journal la *Hilfe*, créé en 1894, exposait les bienfaits de l'agitation socialiste en même temps que les faiblesses de l'idéal marxiste; il justifiait le principe même d'un parti purement ouvrier; il en étudiait avec sympathie les programmes et les congrès, épiant l'acheminement de la démocratie socialiste vers une politique « plus pratique, plus utile au peuple », et laissant aux « journaux bourgeois » le soin de disserter si les évolutions de cette démocratie la rendaient « plus ou moins dangereuse »; il traitait, enfin, les agitateurs révolutionnaires avec une cordialité à laquelle le christianisme social ne les avait guère habitués.

Avec M. Frédéric Naumann, le protestantisme social, en Allemagne, s'est fait cordial; il ne l'avait jamais été avec M. Adolphe Stoecker. On dirait que les destinées ont voulu jouer à l'antithèse en attelant ces deux hommes à une même œuvre : l'un, épris des vastes programmes de régénération religieuse et sociale, cherchant ardemment des conquêtes pour son Église, et dans son Église pour sa nuance, donnant à ses succès un air de revanche, et dirigeant un mouvement d'avenir avec l'allure passionnée, volontiers vengeresse, d'un homme de réaction; l'autre, travaillant à organiser le « secours social » (*Hilfe*) avec le postulat de l'amour chrétien, insouciant de sa propre personnalité, mis à l'aise, dans la lutte, par la vertu même de son puissant idéalisme, et timide dans la victoire, qu'il accueille avec une émotion souriante, tout prêt à rendre les honneurs aux vaincus. M. Stoecker, des hauteurs de sa chaire, expose le christianisme comme un système religieux et social; M. Naumann, de plain-pied avec ses ouailles dans la petite salle d'école où il fait ses prônes, est le messager de Jésus, tout simplement. On dit qu'il a rapporté, de son séjour aux universités de Leipzig et d'Erlangen, un certain attachement pour la foi « positive »; mais il ne l'impose ni même ne la propose; ses prédications, comme les petites méditations que chaque semaine il épanche en tête de la *Hilfe*, trahissent plutôt l'état d'esprit d'un disciple de Ritschl; il veut, comme les théologiens « modernes », éveiller en ceux qui l'écoutent l'impression personnelle de Jésus. Et l'effigie sacrée qu'il cherche à graver dans les cœurs n'est point celle du thaumaturge, — l'auditeur, peut-être, ne croit point au miracle, — ni celle du dieu, — ce serait là une question de théologie. Le Jésus que M. Naumann révèle, c'est l'homme du peuple, dédaigneux du bon ton, impitoyable aux préjugés et aux abus, susceptible d'être taxé de révolutionnaire par les chrétiens d'aujourd'hui s'il traînait sa pauvre tunique dans les rues de Francfort

ou de Berlin, mais incapable de haine, « même contre les Rothschild », et concertant sa vie comme une leçon de charité. Non plus que les audaces du Jésus qu'il s'est reconstitué, les aventures de pensée ou de langage de M. Frédéric Naumann ne sont jamais des provocations : elles sont l'expression plénière d'une conscience, le complet épanouissement d'un cœur.

Tantôt soupçonnée, tantôt notoire, la divergence entre les vieux et les jeunes chrétiens-sociaux ajoutait à l'intérêt des congrès évangéliques et attestait même la liberté parfaite de ces assemblées; mais en se répercutant dans le domaine des initiatives pratiques, elle fut une source de difficultés. Les cercles de travailleurs allaient toujours se multipliant : ils étaient, en 1893, 230 avec 73 000 membres. En Bade, en Wurtemberg, ils prétendirent devenir le noyau d'une organisation ouvrière et prêter une voix aux intérêts du travail; ce rôle de justiciers ou d'avocats était au contraire décliné, en Westphalie, dans le Palatinat, en Saxe, en Silésie, par les autorités de ces cercles. Le congrès de Berlin, en 1893, abrégea la scission; et le compromis que M. Weber signa pour les vieux chrétiens-sociaux, et M. Naumann pour les « jeunes », assignait décidément aux cercles évangéliques une importance économique, définissait un programme d'études sociales sur lequel porteraient les discussions des membres, et rattachait à ces cercles, enfin, un certain nombre d'institutions, caisses de prêts, d'assurance, de chômage dont les ouvriers eux-mêmes auraient la gérance. C'était là une victoire pour les « jeunes », si véridique et si complète même qu'on vit bientôt M. Weber, chrétien-social de vieille nuance, associer pour une action commune les mineurs protestans de Westphalie et du Rhin avec les mineurs catholiques dirigés par M. l'abbé Oberdorffer; et les cercles évangéliques, exclusivement anticatholiques à leurs débuts, ne pouvaient à coup sûr subir une transformation plus radicale.

Que l'organisation ouvrière se développât, et que les institutions ouvrières fussent encouragées, que les travailleurs fussent mis en mesure, par un « régime constitutionnel », de présenter au patronat certaines revendications, et de se passer, grâce à leur *self-help*, de la bienfaisance de ce patronat : c'est à quoi tendaient les « jeunes », et avec eux, fatalement, tout le mouvement évangélique-social, et c'est de quoi s'inquiéta, malgré ses déclarations chrétiennes-sociales de Tivoli, le parti conservateur. Ce parti voulait exercer sur les ouvriers une protection patriarcale, et les « jeunes » voulaient apprendre aux ouvriers à

s'aider eux-mêmes ; ce parti voulait faire régner le christianisme par les ouvriers, et les « jeunes » voulaient faire régner les ouvriers par le christianisme. Sur cette querelle fondamentale, une série d'incidens et de questions secondaires se greffaient. L'affaire de M. de Waechter, candidat en théologie, évincé de l'Église wurtembergeoise pour ses opinions socialistes, et l'affaire de M. Schall, pasteur en Brunswick, accusé d'être resté neutre entre un candidat agrarien et un candidat socialiste et d'avoir finalement fait l'éloge de cette dernière doctrine ; l'affaire de M. Klein, pasteur silésien, vainement dénoncé aux autorités ecclésiastiques comme le champion d'une grève de tisserands, et l'affaire de M. Kock, pasteur de Poméranie, coupable d'avoir flétri comme une source fatale d'immoralité les conditions d'existence des ouvriers agricoles, signalé à l'empereur par le seigneur du lieu, et déplacé : voilà quelques exemples (et l'on en pourrait citer d'autres) des épisodes qu'appréciaient en sens contraires M. Naumann et les chrétiens sociaux de nuance conservatrice. Je ne sais quel perpétuel agacement de se sentir toujours en désaccord préparait un choc bruyant.

Ce furent certains articles de la *Hilfe* qui provoquèrent le choc. Sans souhaiter la lutte des classes, la *Hilfe* constatait que cette lutte existait, et qu'il était possible d'en disputer au socialisme le monopole et le profit ; et l'on ripostait que M. Naumann fomentait la haine des classes. Elle publiait, sous la signature de M. de Schulze-Gaevernitz, professeur à l'université de Fribourg-en-Brisgau, des articles d'économie rurale où s'était glissée cette formule : « La terre à la masse ! *Das Land der Masse!* » et l'on accusa M. de Schulze-Gaevernitz de communisme. Enfin elle consacrait à la politique modérée du socialiste Vollmar un article élogieux, et M. Wenck, pasteur de la Mission Intérieure, qui l'avait écrit, passa tout de suite pour un révolutionnaire. En janvier 1895 la crise éclata : elle fut déchaînée par le personnage qui depuis deux ans est réputé le plus puissant de l'Allemagne, par M. le baron de Stumm ; et ce n'est pas seulement contre les « jeunes », c'est contre le mouvement évangélique social tout entier que l'offensive fut dirigée.

V

« Nous sommes dans la période Stumm » : c'est ainsi qu'on désigne, en Allemagne, le temps qui court. Et dans ces parties

de l'empire où l'idée particulariste prolonge son sommeil conscient et volontaire, le Hanovre, le Wurtemberg, la Bavière, vous entendez dire à certains, pour qui rire est d'une meilleure tenue que de gémir : « Il ne reste plus que deux rois en Allemagne, le roi de Prusse et le roi de la Sarre ; et les deux n'en font qu'un. » M. de Stumm, dit « le roi de la Sarre », gère à la façon d'un fief l'opulente vallée dont Sarrebruck est le centre. Il a toujours fait effort pour être un bon patron, et longtemps il en a eu la réputation ; il a multiplié, dans ses terres, les cités modèles, écoles, caisses de mutualité, caisses d'assurance, surtout, dont il fut l'un des premiers instigateurs ; lui et ses représentans en ont l'absolue gérance, et les travailleurs n'ont qu'à subir le bien qu'il leur veut, au même titre que les ordres qu'il leur donne.

Il fut un temps où ces générosités obtenaient une reconnaissance équivalente ; on finit, à la longue, par les trouver presque trop complètes ; et parmi les ouvriers un besoin confus s'éveilla de décharger ce haut patron d'une partie de la peine qu'il assumait, et de devenir eux-mêmes, en quelque mesure, les artisans de leur propre bonheur. M. de Stumm s'étonna, résista ; cet esprit d'initiative, que développèrent trois grèves successives, lui parut un mauvais esprit ; et bon gré, mal gré, surveillant cette clientèle de prolétaires comme on soignerait des enfans qui ne seraient point destinés à grandir, il voulut qu'ils continuassent à n'avoir d'autre souci que celui d'être ses obligés, et se croyant d'ailleurs d'autant mieux fondé à leur demander une gratitude passive qu'il les dispensait impérieusement de toutes vertus actives. Les ouvriers, tenaces, persistèrent à choisir autrement leurs vertus.

En même temps les Églises s'en mêlaient : l'Église catholique d'abord, qui ne fut point étrangère, paraît-il, à la grève de 1889 ; et puis l'Église évangélique. M. de Stumm laissa faire la première ; il n'inquiéta pas le secrétariat du peuple que les catholiques installèrent ; parlementaire avisé, il ne voulait faire aucun acte que le Centre, parti toujours redouté, pût considérer comme une provocation. C'est à l'Église évangélique qu'il s'en prit, ayant toujours la ressource, s'il ne la pouvait apprivoiser, de la faire dompter par des arrêtés officiels. Une petite Semaine religieuse, l'*Evangelisches Wochenblatt*, qu'il avait en 1874 aidé à fonder, supporta d'abord ses colères. Trois d'entre elles furent célèbres : la première en 1889, à l'occasion d'un article sur l'ascension du quatrième État ; la seconde en 1894, lorsque ce journal eut dé-

claré prendre « une attitude cordialement expectante » à l'endroit des organisations de mineurs ébauchées par M. Weber; et la troisième en 1895, en un certain dimanche où cette pauvre petite feuille, qui fait certes plus de bruit qu'elle ne le souhaiterait, avait développé contre le duel les lieux communs de l'enseignement sacré : M. de Stumm, duelliste, vit dans l'article un crime de lèse-majesté. Vous auriez tort, au reste, d'égarer sur ces rédacteurs sans cesse semoncés une trop grande part de votre pitié; réservez-en pour les imprimeurs, pour les aubergistes, pour la multitude de petites gens qu'un boycottage peut ruiner, et que M. de Stumm menace d'un tel châtiment s'ils publient, lisent ou laissent lire, des journaux réputés mal pensans.

Ces premières escamourches n'empêchèrent point les « pasteurs de la Sarre », réputés gens héroïques, de créer un secrétariat du peuple pour les ouvriers protestans et de répandre la *Hilfe*. Ils furent paralysés dans cette double besogne, dès le 4 janvier 1895, par un *veto* formel de l'« Union de la grande industrie », dont M. de Stumm est la notabilité prééminente. *A priori*, toute organisation ouvrière, de quelque esprit qu'elle s'inspire, est répudiée par M. de Stumm; il n'en admet point le principe, et prétendit interdire à l'Église évangélique de favoriser ces nouveautés. On lui céda, et l'on promit, en février, de ne plus propager la *Hilfe* et d'amender le secrétariat. Mais ces concessions, ou plutôt, pour nous assimiler le langage de M. de Stumm, cette fin de révolte, n'apaisèrent point le vainqueur. De lui-même, il se plaisait à ébruiter la querelle, en même temps qu'il l'élargissait.

A deux reprises, il interpella au Reichstag : le 9 janvier 1895 contre la *Hilfe* et les jeunes chrétiens sociaux, contre M. Weber, rendu responsable de l'évolution des cercles évangéliques de travailleurs, et d'une façon générale contre « les ecclésiastiques aveuglés »; le 7 février contre l'enseignement social donné dans les universités, contre M. Adolphe Wagner, l'économiste unanimement respecté, et, d'une façon générale, contre les « professeurs présomptueux ». Du coup, après s'être plutôt amusée de la lutte de M. de Stumm, industriel lointain, contre des presbytères lointains eux-mêmes, l'opinion s'émut, en Allemagne, de cette double série de provocations que le haut baron, ami du souverain, dirigeait contre l'Église et contre la science. Passe encore d'attaquer l'Église; mais défier la science au nom d'une certaine féodalité industrielle, tout comme M. Stoecker la défiait

au nom de la théologie « positive », c'était la plus imprévue des audaces. Et comme si l'inédit appelait l'inédit, quelqu'un se levait en plein Reichstag pour revendiquer contre M. de Stumm la liberté de la science ; et ce défenseur de la libre science avait nom Stoecker. Inquiété dans ses intérêts, le libéralisme économique se faisait donner des leçons de tolérance par le représentant de la plus ombrageuse orthodoxie ; l'Église et la science étaient d'accord contre M. de Stumm ; et comme elles s'appuyaient l'une l'autre, on pouvait croire qu'elles seraient toutes deux victorieuses.

Il n'en fut rien : la science tint bon, mais l'Église dut capituler. Car la science, en Allemagne, est intangible, même aux tout-puissans qui osent toucher à tout ; les professeurs d'économie politique importuns à M. de Stumm, collaborateurs de la *Hilfe* ou de la petite *Bibliothèque des travailleurs* que dirige M. Naumann, ne furent même point inquiétés ; M. Adolphe Wagner, devenu recteur de l'université de Berlin, affecta, dans le discours solennel de rentrée, de rendre hommage au mérite scientifique du marxisme et de maintenir, à l'endroit des doctrines socialistes, son droit de libre examen et d'approbation partielle ; et même en mettant, dans l'un des plateaux de la balance, le poids de ses millions, de sa ténacité, de ses augustes amitiés, M. de Stumm ne pouvait faire incliner l'autre plateau, qui portait la science. Que pesait, au contraire, l'Église évangélique? Rien évidemment, puisque le maître du sol (*Landesherr*) est maître de l'Église, et que M. de Stumm, en l'espèce, reflétait la pensée de Guillaume II. Le coup de clairon de M. de Stumm sonnait les débuts d'une campagne qu'allait entreprendre le pouvoir suprême contre le mouvement social évangélique, et les premiers indices s'en succédèrent rapidement : M. de Zedlitz, à la Chambre prussienne, attaqua les congrès évangéliques ; le gouvernement ne se fit point représenter au congrès d'Erfurt ; et le cours évangélique-social de Halle, par prudence, fut qualifié seulement de cours scientifique social, comme si l'épithète de « scientifique » garantissait le respect, et l'épithète d' « évangélique » l'hostilité !

Précisément, en cette année 1895, l'empereur exigeait du Reichstag un enfantement des plus laborieux : celui de la loi contre les menées subversives (*Umsturzvorlage*), qui suscitait beaucoup d'inquiétudes en Allemagne ; et les attaques de détail, dont les socialistes de la chaire et dont les chrétiens sociaux

étaient l'objet, ressemblaient à des épisodes d'un plan général de compression. Guillaume II lui-même, par un brusque et sage retour, fit avorter le projet de loi; les socialistes furent laissés relativement tranquilles, tout comme les universitaires; et c'est contre le mouvement social-évangélique que la rigueur des pouvoirs publics se concentra tout entière. Elle fut naturellement implacable, comme l'est toute victoire marchandée, limitée, et dont la limitation même produit sur le vainqueur l'impression cuisante d'une défaite à venger. Quel raccourci d'histoire! Au palais impérial, en janvier, l'air était saturé de défiances, de troubles, d'inquiétudes; des prophètes de malheur assiégeaient les oreilles du souverain; on avait répété à satiété que la retraite de M. Casimir-Périer hâterait l'avènement du socialisme en France; de mystérieux incidens, comme cette sombre et malpropre histoire de lettres anonymes où l'on essaya de compromettre le chambellan Kotze, semblaient servir à souhait les partisans d'une politique de violences en exaspérant bien légitimement l'humeur impériale, et Guillaume II s'armait pour une défensive militante et pour une sévère réaction. De cet attirail de guerre, au cours de l'année, il écarta les engins, bribe par bribe. A la fin de décembre, un trait lui restait encore, et par son ordre ce trait fut employé: le conseil suprême évangélique eut mission de le lancer, pour arrêter, au sein du protestantisme, le mouvement social.

Exécuteur fidèle, et j'oserais dire impartial, des volontés du maître, le conseil obéit; il rendit le rescrit du 16 décembre 1895. Entre ce rescrit et celui de 1890 les divergences étaient éclatantes. Il y en avait une d'avouée : tandis qu'en 1890 on avait lancé les pasteurs dans les réunions socialistes, on les leur défendait en 1895. Mais le contexte entier, plus encore que ce contre-ordre formel, décelait une inspiration absolument inverse de celle qui soufflait en 1890. On se plaignait, au début du document, que l'activité sociale, telle que la pratiquaient certains pasteurs, portât préjudice, tout à la fois, à leur recueillement intérieur, à la bonne gestion de leur paroisse, à la saine conception du christianisme, enfin, qui ne permet pas d'attacher trop d'importance aux biens de la terre. L'invitation si précise qui les avait poussés, en 1890, à soutenir les revendications légitimes des travailleurs, n'était point répétée en 1895 : on leur signifiait au contraire d'enseigner aux pauvres que « le bien-être et le bonheur résident dans l'acceptation confiante de l'ordre voulu par Dieu,

dans le travail, l'épargne, le soin de leurs enfans, et que l'envie, le désir des biens d'autrui, sont contraires à l'ordre divin. » On évoquait, à l'appui de ces commandemens, un appareil disciplinaire; on décidait que de temps à autre les surintendans rassembleraient les pasteurs pour régler leur attitude sociale; tandis que le rescrit de 1890 avait allégrement stimulé les initiatives, celui de 1895 les soumettait à la surveillance méticuleuse de la bureaucratie d'Église; tandis qu'en 1890 on avait eu foi dans la compétence des pasteurs, on paraissait en 1895 les réputer incompétens; et tandis enfin qu'en 1879 on avait attribué à toutes les classes et aussi, en quelque mesure, à l'Église, la responsabilité du mal social, les rédacteurs du rescrit de 1895 semblaient ne plus en reconnaître qu'une seule cause, l'esprit envieux des classes pauvres, et condamnaient toutes les tentatives qui devaient détourner l'Église de son but souverain : le bonheur des âmes. Par cette mercuriale ecclésiastique, on reculait de vingt ans.

Elle ne devait point demeurer lettre morte, et diverses mesures administratives le prouvèrent bientôt. M. le pasteur Wittenberg, défenseur trop ardent des travailleurs ruraux, fut congédié par la Mission Intérieure de Silésie. Un haut fonctionnaire ecclésiastique de cette province, se piquant d'appliquer le rescrit en « bureaucrate », contraignit les pasteurs de quitter une réunion d'études sociales dont les hardiesses étaient suspectes. M. Schultze, qui peu de temps auparavant avait à la conférence de Meissen défendu contre son collègue M. de Seydewitz une conception « naumannienne » des cercles ouvriers, et qui aggrava son délit en annonçant au cercle de Leipzig un discours de M. Naumann, dut contremander l'orateur et démissionner ; et pour en finir avec certaines œuvres sociales, on éloigna des lieux où elles fonctionnaient les ministres qui les avaient instituées.

C'est par une explosion de larmes, d'ironies et de fureurs, que l'Église évangélique, au moins en certaines sphères, accueillit la palinodie des autorités suprêmes : douze mois ont passé, et l'émotion n'est point calmée. Voulant trouver une épithète adéquate à son courroux, la *Christliche Welt* reprochait au conseil suprême évangélique de se laisser engager dans des voies « catholiques »; routine de style assez amusante, car la même feuille expliquait, par ailleurs, que jamais le catholicisme ne commettrait pareille maladresse : « Les vicaires romains souriront, gémissait-elle. Ils diront que leurs évêques, tout en exigeant la plus grande obéissance, leur laissent le plus large champ pour

le libre déploiement de leurs forces »; et M. Rade lançait contre le rescrit une quadruple protestation, au nom de l'honneur du clergé, au nom de la jeune génération de théologiens, au nom de tout le mouvement social-évangélique, et au nom des Églises d'État (*Landeskirchen*), discréditées par cette façon de gouverner.

« L'Église romaine rayonne, insistait la *Deutsche Evangelische Kirchenzeitung*, et nous, avec notre activité sociale, on nous force de rentrer dans l'ombre. Par là s'affaiblit le crédit de notre clergé, et le protestantisme est débusqué de l'hégémonie de la vie allemande. » — « Ce rescrit, reprenait la *Christliche Welt*, est attentatoire à la dignité, à l'indépendance des pasteurs. On veut qu'ils se fassent prescrire par des supérieurs ce qui est affaire entre eux et leur conscience. » Et M. Stoecker, faisant écho, dénonçait la *deminutio capitis* infligée au clergé évangélique. On déplorait, de toutes parts, que le conseil suprême, cédant toujours à des considérations politiques, voulût assouplir l'Église aux changemens de la politique gouvernementale (*der neue Kurs der Regierung*). M. Rade constatait, « avec une très grande douleur, cette dépendance dans laquelle se tenait la plus haute autorité de l'Église évangélique à l'endroit des dispositions et des opinions successives des sphères dirigeantes. » Et M. le professeur de Nathusius, remontant jusqu'au faîte, écrivait sans ambages : « L'influence de M. de Stumm est un malheur national. » Les attaques contre le roi de la Sarre ne sont point justiciables de la haute cour d'Empire; aussi c'est sur lui, sur lui seul, que les évangéliques sociaux s'acharnèrent, et contre lui l'on multiplia les pamphlets, depuis la « Lettre ouverte » de M. Koetzschke, jugée diffamatoire par les tribunaux, jusqu'à l'*Anti-Stumm* du pasteur wurtembergeois Schaefer; les pasteurs de la Sarre, sujets indociles du redouté baron, publiaient, dernièrement encore, une brochure véhémente pour réfuter ses griefs; et partout il est rendu responsable de ce que M. le pasteur Schall appelle, dans un opuscule récent, la « captivité de Babylone de l'Église évangélique. »

VI

Le rescrit visait-il uniquement les jeunes chrétiens-sociaux, comme parut l'insinuer, peu après, un commentaire peut-être officieux du *Reichsbote?* Si oui, il aurait eu un insigne insuccès;

car ce sont plutôt les vieux chrétiens-sociaux qui semblent avoir succombé, entraînés d'ailleurs dans la ruine de M. Stoecker.

L'année 1895 avait été mauvaise pour l'ancien prédicateur de la cour. M. de Hammerstein, signataire avec M. Stoecker de plusieurs projets de loi sur l'indépendance de l'Église évangélique achevait de perdre sa grosse fortune ; la considération baissan, autour de lui, on finit par dire tout haut qu'il avait aussi perdu son honneur ; il s'en aperçut lui-même, après tout le monde ; d'une fuite rapide, il échangea son cabinet de la *Gazette de la Croix* contre une villégiature de contumace aux alentours du Parthénon, puis fut transporté de cette villégiature dans la prison de Moabit ; chevau-léger de la religion et des bonnes mœurs, on le condamna pour escroqueries ; on découvrit qu'il avait poussé l'enthousiasme pour la sainte institution de la famille jusqu'à entretenir deux ménages, et que son antisémitisme avait des tempéramens imprévus, puisque l'un de ses foyers, l'illégitime, était occupé par une fille de Sem. Et la foule des députés conservateurs, comme pour oublier qu'ils avaient été les amis de M. de Hammerstein, se mirent à rougir de M. Stoecker, qui avait été son intime collaborateur. Ils estimaient, d'ailleurs, que le journal le *Volk*, fondé en 1889 par le prédicateur de la cour, était devenu trop indulgent aux ardeurs des « jeunes » ; et par réaction la *Correspondance conservatrice* publia contre les « jeunes » une violente philippique, que M. Naumann qualifia d'hypocrisie, et que M. Stoecker à son tour critiqua, tout en blâmant la virulente appréciation de M. Naumann. On cherchait, on trouvait, et l'on créait à profusion, des occasions de se brouiller : à la fin, en janvier 1896, le comité directeur du parti conservateur, en prétextant l'attitude du *Volk*, usa de chicane pour contraindre M. Stoecker à quitter le groupe. « Je reste conservateur », écrivait l'entêté pasteur au lendemain de sa sortie ; et le programme qu'il soumit à Francfort, en février 1896, à un certain nombre de ses amis chrétiens-sociaux, en est en effet le témoignage. M. Stoecker a l'obstination vraiment superbe de répondre aux infidélités, même mesquines, par une fidélité, même inopportune. Son enlizement dans le parti conservateur avait diminué son rôle social ; dégagé par une expulsion, il voulut rester enlizé.

Au moment même où ces amis politiques auxquels il avait tant sacrifié avaient commencé de balbutier contre lui les paroles du reniement, une mésaventure abominable exposait M. Stoecker au piétinement sauvage de ses anciens adversaires, et même aux

railleries des couches indifférentes de l'opinion. Le *Vorwärts*, journal socialiste, publia en 1895 une lettre privée que le prédicateur de la cour avait, en 1888, adressée à M. de Hammerstein; et sans même juger sévèrement ce viol des pensées intimes, on condamna l'épistolier trahi, qui dans cette lettre ébauchait un plan d'obsessions destiné à détacher Guillaume II de la politique du *Cartell*, voire même de M. de Bismarck. Se ravalant à la taille de beaucoup de ses ennemis, M. Stoecker n'avait point hésité à servir la théocratie par l'intrigue et ses grands desseins par de petits moyens; ce papier indélicatement dévoilé en était une preuve surabondante; et la multitude des spectateurs politiques, après avoir plus jalousement serré leurs propres copie-lettres et les lettres, aussi, des amis auxquels ils tenaient, se gaussèrent brutalement de M. Stoecker. Il lui manquait une dernière disgrâce; l'empereur la lui asséna. Le 28 février dernier, Guillaume II faisait courir sur les fils télégraphiques de son empire la dépêche suivante :

Berlin. Château, 28 février 1896.

Stoecker a fini comme je l'avais prédit il y a des années! Des pasteurs politiques, c'est une absurdité. Qui est chrétien est aussi social; « chrétien-social » est un non-sens qui conduit à l'exaltation personnelle et à l'intolérance, toutes deux contraires au christianisme. Messieurs les pasteurs doivent s'occuper des âmes de leurs fidèles, cultiver la charité, mais laisser la politique hors de jeu, car elle ne les regarde point du tout.

GUILLAUME IMPERATOR REX.

C'est à son ancien précepteur que l'empereur expédiait ce billet; quelques semaines après, M. de Stumm, exécuteur peut-être trop empressé, le livrait à la presse. Vicissitudes de destinées et vicissitudes d'opinion! La réunion Waldersee de 1887, honorée du discours significatif du prince Guillaume, avait marqué l'apogée de la carrière de M. Stoecker; le télégramme de 1896, signé de l'empereur Guillaume, semblait en marquer le terme. Et l'orateur princier de 1887 avait invoqué avec respect la pensée chrétienne-sociale; le souverain, en 1896, traitait de non-sens l'accouplement de ces deux mots. M. Adolphe Stoecker et le christianisme social avaient été tour à tour exaltés ensemble et abaissés ensemble; et l'ancien prédicateur de la cour pouvait trouver dans ce parallélisme une amère consolation.

Il y a quelque chose de tragique dans la destinée de M. Stoecker. Sur sa physionomie certaines rubriques resplendissaient, qui traduisaient nettement ce qu'il était, et plus encore ce qu'il se piquait

d'être : « conservateur », « chrétien-social », « antisémite ». On les lui a chicanées, et puis on les a fait tomber, comme on eût arraché de simples masques. Dans le monde des idées, tout homme qui pense a son état civil, sur lequel il veille avec jalousie, et faute duquel il devient un *outlaw*, un paria : M. Stoecker, homme de discipline s'il en fut, avait un état civil, fort précis et fort bien tenu : on le lui a déchiré. « Chrétien-social » : ce mot, depuis le télégramme impérial, a quitté le vocabulaire, — celui des fidèles sujets, tout au moins. « Antisémite » : la fraction du Reichstag qui s'est ainsi dénommée a des tendances que M. Stoecker repousse, des instincts qu'il déplore, des souillures qu'il flétrit. « Conservateur » : il n'a plus le droit de s'appeler de ce nom, de par la volonté des conservateurs eux-mêmes. La personnalité de M. Stoecker, à l'heure présente, est une personnalité déshabillée; et contre ce résidu, de multiples haines continuent de s'acharner. Elles veulent écraser l'ancien prédicateur de la cour, comme si déjà elles l'avaient terrassé; en fait, M. Stoecker est toujours debout. Débaptisé par ses ennemis, par ses amis, par l'empereur lui-même, il est apparemment convaincu, par le langage trop formel des circonstances, que ses chances politiques sont singulièrement précaires; chrétien toujours, il prétend ne point abdiquer cette influence que peut exercer tout homme de foi, par ce fait seul qu'il la veut exercer ; chaque dimanche encore, dans l'église que lui construisit, pour lui tout seul, il y a trois ans, la fidélité vraiment fervente de ses amis, il annonce l'Évangile à plus d'un millier de personnes, petites gens pour la plupart; rebuté par tant de mépris, il réunit encore l'un des plus nombreux auditoires que puisse espérer un pasteur dans cette capitale d'irréligion; et ce n'est point la curiosité, c'est l'attachement qui groupe autour de lui ce restant de foule.

On n'a point voulu qu'il devînt une colonne de l'édifice impérial; mais on ne pourra faire que M. Stoecker, déchu de ses postes et déchu de ses ambitions, déchu même de son honneur aux yeux d'un certain nombre d'Allemands, consente à n'être qu'une banale épave. Se laisser oublier, même pour quelques mois, le grand disgracié s'y refuse : en faisant le mort, il donnerait à ses adversaires l'illusion qu'ils l'ont tué. Et c'est pourquoi, s'abouchant avec M. le pasteur Weber et M. le professeur de Nathusius, et cherchant une étiquette vierge pour se refaire une virginité, M. le pasteur Stoecker, étonnant d'énergie, essayait de fonder, cet été, le parti « ecclésiastique social », où l'on

n'aurait accès qu'en se montrant parfaitement orthodoxe et suffisamment conservateur. L'isolement se fait, pourtant, autour de M. Stoecker chef de parti; les deux acolytes auxquels il avait jadis confié la direction du *Volk*, M. Oberwinder et M. de Gerlach, ont passé au camp des « jeunes »; et comme si cette grande figure, fatalement, devait être sans cesse rapetissée par de mesquins incidens, elle offre une proie facile, en ce moment même, aux chroniqueurs judiciaires de l'Allemagne, qui racontent une récente condamnation de M. Stoecker pour calomnie, et discutent si tel magistrat, qui naguère siégea dans l'un des nombreux procès du prédicateur, avait ou non une maladie du cerveau. M. Stoecker, qui voulait être un agent de l'histoire, est devenu, provisoirement, la victime de l'historiette.

Le christianisme social, second bouc émissaire des contrariétés de l'empereur, se porte mieux que M. Stoecker. Mais par l'effet des secousses subies, il change lentement de caractère, et commence une évolution dont nous résumerions volontiers les traits principaux en disant qu'il se laïcise et qu'il se rapproche du socialisme. Qu'il se laïcise, c'est une nécessité, puisque les « pasteurs politiques » sont tancés et tous leurs collègues étroitement surveillés, et puisque les réunions où le mouvement social se poursuit leur sont parfois interdites, comme vient de l'être à M. le pasteur Werner, de par la volonté du conseil suprême, l' « assemblée nationale-sociale » d'Erfurt. Et sans doute les congrès évangéliques sociaux ne sont point suspendus : on a tenu en mai celui de Stuttgart, et l'auditoire, après un très adroit rapport de M. le pasteur de Soden, qui d'ailleurs valut à son auteur l'ennui d'une instruction disciplinaire, a respectueusement réclamé pour l'Église évangélique le droit de « rechercher les motifs des dommages sociaux et moraux et de travailler à en triompher, dans la mesure des devoirs qui en résultent pour les pasteurs. » Mais dans ce congrès lui-même, d'où M. Stoecker, le créateur de l'institution, avait été écarté par un raffinement d'ostracisme, il semble que les laïques aient joué un plus grand rôle que dans les précédens; ils auront à l'avenir plus de liberté pour exposer toutes les conséquences sociales qu'une fraction de la pensée protestante, dédaigneuse d'une Église domestiquée, se plaît à induire du christianisme; et les incidens des deux dernières années ont justement entraîné dans le courant évangélique-social tout un afflux de laïques. M. Delbrück, avec sa finesse habituelle, indiquait ce phénomène, il n'y a pas longtemps, dans les

Preussische Jahrbücher; il paraît que l'alliance entre la fortune et la culture, entre le *Besitz* et la *Bildung*, qui caractérisait en tous pays les régimes « libéraux » et donnait l'illusion de leur immortalité, serait tout près, en Allemagne, d'être dénoncée; et que la *Bildung*, autrement dit la science, se cabrant contre l'humiliant dressage que lui voudraient imposer M. de Stumm et ses amis, prêterait ses services de plus en plus actifs à la cause des réformes sociales. M. Naumann, donnant à Iéna, cet été, une série de conférences, y fut accueilli par les professeurs de l'Université avec des salves d'applaudissemens dont on souhaitait que le fracas fût entendu à Berlin; sous le drapeau de ce missionnaire réformiste, qui n'est point un savant, l'Allemagne savante est en train de s'enrôler; le juriste Sohm et l'historien Delbrück, les économistes Max Weber et Schulze-Gaevernitz, les théologiens Harnack, Titius, Gregory, enfin le professeur Lehmann-Hohenberg, un homme de science qui est un Mécène, composent à M. Naumann une brillante avant-garde intellectuelle; tout dernièrement encore, le philosophe Paulsen consacrait à ces nouveautés un article sympathique; et si l'Église officielle est en train d'émigrer, forcément, du mouvement évangélique-social, d'autres contingens la remplacent.

Or tant qu'elle s'y mêlait intimement, il était impossible, en dépit des efforts de certains « jeunes », que le mouvement évangélique social tendît exclusivement à ce que M. Lehmann appelle la « légalisation » de la lutte des classes : les théologiens objectaient que l'Église est en dehors des partis; et les bureaucrates, qu'il ne faut mécontenter personne. Mais la lente retraite de l'Église supprime ces objections; et les « jeunes » l'ont si nettement senti, que, dès le mois d'août dernier, M. Naumann publiait dans la *Hilfe* un programme de socialisme national, qu'en octobre il fondait à Berlin la *Zeit*, organe quotidien de ce programme, et que l' « assemblée des chrétiens non conservateurs », réunie à Erfurt du 22 au 25 novembre, a jeté les bases d'une organisation socialiste nationale. Avec un désintéressement qui témoigne la sincérité des amis universitaires de M. Naumann, M. Delbrück souhaitait, dans la *Zeit*, que cette organisation eût le caractère exclusif d'une représentation du prolétariat, et que les hommes cultivés (*die Gebildeten*) n'y fussent admis que s'ils acceptaient intégralement les vœux du quatrième état; la réunion d'Erfurt, où ces hommes cultivés étaient assez nombreux, n'a pris aucune décision qui ratifiât d'une façon précise ces idées de

M. Delbrück; mais c'est peut-être en vain que M. Naumann les discute et les conteste; si le groupement Naumann se développe, il sera, avant tout, un groupement ouvrier. Et de quelle importance il pourrait être, pour la situation intérieure de l'Allemagne et même pour sa politique extérieure, qu'une partie de son prolétariat, quittant les enseignes internationales de MM. Bebel et Liebknecht, se rangeât derrière M. Naumann, nouveau guide du quatrième État vers la conquête des pouvoirs, et partisan, pourtant, du développement militaire et colonial de l'Allemagne monarchique : c'est ce que nous laissons au lecteur le soin d'entrevoir, et c'est ce que signifient quelques prophètes en augurant à M. Naumann un immense rôle politique. Déjà, par le fait même de leurs préoccupations sociales, certaines notabilités sont expulsées ou s'expulsent des vieux partis : M. Delbrück a délaissé les *Freiconservativen*, et M. Kulemann, hôte assidu des congrès évangéliques sociaux, a délaissé les nationaux-libéraux; M. Naumann assiste avec confiance à cette désagrégation du passé, qui lui fournit des pierres pour son édifice d'avenir, pour cette *feste Burg* dont l'assemblée d'Erfurt a commencé d'esquisser les plans. Dispersé maintenant à travers l'Empire, l'état-major dont Erfurt a vu la parade s'occupe de recruter l'armée socialiste-nationale. M. Naumann et ses amis demandent une armée; si pour la rassembler quelques mois leur suffisent, l' « Association pour le socialisme national » sera, l'an prochain, érigée en parti; et le pasteur de Francfort, prévenu, par les atroces malheurs de M. Stoecker, que la fortune d'un parti ne doit point être attachée à celle d'un homme, en cédera la présidence à l'un de ses amis.

Alors l'Allemagne deviendrait le théâtre d'un mouvement purement ouvrier « sur base chrétienne ». Remarquez cette formule, prônée par M. Sohm : elle est plus élastique, moins contraignante, que la vieille formule qui poussa M. Stoecker en avant : « Au nom du christianisme. » S'il n'avait tenu qu'à M. Goehre ou aux amis de M. Lehmann-Hohenberg, aurait-on conservé, même, dans la déclaration de principes votée à Erfurt, une étiquette religieuse? M. Naumann, en tout cas, d'accord avec M. le professeur Harnack, désire que, dans son parti socialiste-national, tous puissent prendre place, protestans, catholiques, juifs même; voilà pourquoi, dans ce document d'origine protestante, aucune allusion à la Réforme ne s'est glissée; et si l'attachement au christianisme est affirmé, c'est avant tout parce que Jésus-Christ, pour

M. Naumann, est l'immortel docteur de l'amour mutuel et de la fraternité. Il a parfois eu la bonne fortune, en réclamant des socialistes une tendresse respectueuse pour le christianisme ainsi présenté, d'emporter des adhésions insignes : il faisait en octobre dernier la recrue de M. Max Lorenz, journaliste révolutionnaire de Leipzig, homme de talent, dont toute la presse allemande a commenté la conversion ; et comme l'imagination rapidement optimiste de M. Naumann décuple les conquêtes que la réalité lui concède, il espère, parmi ces forces révolutionnaires qui risquent de jeter l'Empire à bas, provoquer un schisme sauveur.

Dans la lutte entre le capital et le travail, mêlée désordonnée, brouille anarchique où fermentait confusément la haine, le socialisme est intervenu : organisant la lutte, il a corrigé l'anarchie, mais il a cultivé la haine; M. le pasteur Naumann veut à son tour organiser cette lutte, en enseignant l'amour. Avec sa double escorte de pasteurs indépendans de l'Église officielle et d'universitaires indépendans de la politique officielle, il regarde s'élever, en un flot incoercible, ces masses que le libéralisme, après les avoir instruites tout juste assez pour les soustraire à la direction des vieux dogmes, qualifie maintenant de barbares; et sans poursuivre la revanche de ces dogmes, dont les théologiens ont égaré la formule, M. le pasteur Frédéric Naumann, trop naturellement pacifique, d'ailleurs, pour avoir la pensée d'aucune revanche, inclinant vers Guillaume II sa tête loyale et fière, et tendant à M. Bebel sa large main bien ouverte, leur demande à tous deux s'ils veulent collaborer, non point dans un millénium utopique, mais tout de suite, cet hiver même, et sur le terrain qu'offre l'Empire allemand, à la double et commune victoire du peuple et de Jésus. Si les rêves de M. Naumann s'épanouissaient en trophées, il en honorerait la mémoire du vieux Wichern, aux côtés duquel, jeune candidat en théologie, il passa deux ans et demi; et quoi qu'il advienne, la gratitude du disciple à l'égard de cet aïeul singulièrement dépassé assure à l'histoire du mouvement social-évangélique, malgré le caprice des puissans et la souplesse obligatoire des Églises établies, une belle apparence d'unité et une sorte de cohésion triomphante.

GEORGES GOYAU.

LE VOYAGE DE M. FÉLIX DUBOIS

A TOMBOUCTOU

Si beaucoup de gens sont condamnés à mourir sans avoir vu Carcassonne, il en est bien plus encore qui ne verront jamais Tombouctou. M. Félix Dubois rêvait déjà sur les bancs du collège de visiter la métropole de l'Ouest Africain. Il s'y est rendu par le Sénégal, le Soudan français et le Niger, et il a fait un récit de son voyage si animé, si attachant, qu'il inspire aux plus casaniers de ses lecteurs l'envie de partir, eux aussi, pour Tombouctou (1).

Ce n'est pas tout que d'aimer à courir; dans le continent noir plus que partout ailleurs, il faut savoir voyager, être philosophe, se contenter de peu, se passer du superflu le plus nécessaire. M. Dubois a les qualités et les vertus du vrai voyageur, l'intense curiosité, l'œil gai, cette humeur ardente que rien ne refroidit, une patience à l'épreuve des contrariétés, des mécomptes, des lassitudes, des dangers. Avant d'arriver au Niger, dont il devint amoureux à première vue, il avait dû se rendre de Dioubéba à Bammako, en cheminant à travers la brousse, et la brousse lui avait paru délicieuse : « Le manger est médiocre, l'eau est médiocre, le coucher est médiocre et la santé parfois précaire. Seules, la chaleur et la fatigue sont de qualité supérieure, et cependant tout cela vous donne du contentement plein le cœur. » Il nous explique que ce qui rend si exquises les heures de brousse, « ce sont les sensations qui se greffent autour des incommodités et les tableaux qui les accompagnent; c'est l'ensemble de la vie des gens, des bêtes, des forêts et des plaines, restés tels qu'il y a des milliers et des milliers d'années; c'est vous, les contemplant avec des milliers d'années de civilisation dans les veines. »

(1) *Tombouctou la mystérieuse*, par Félix Dubois; Paris, 1897, librairie E. Flammarion.

Mais la belle humeur ne suffit pas; c'est surtout en matière de voyages que l'art des préparations est essentiel. M. Dubois avait soigneusement préparé le sien. Il savait exactement ce qu'il voulait voir, ce qu'il voulait faire, quels problèmes il se proposait de creuser et de résoudre, et il avait réfléchi sur les meilleures méthodes à suivre. Ce n'est pas en touriste, ce n'est pas en simple curieux qu'il a vu Tombouctou. Il s'était promis de reconstituer son histoire; il a fait une enquête en forme, et le Soudan n'est pas un pays où les langues se délient facilement. Le noir est circonspect, il dit lui-même « qu'il lui faut du temps pour cracher tout ce qu'il a dans le ventre. »

A Dienné déjà, M. Dubois s'était acquis la réputation d'un intrépide et indiscret questionneur; on l'avait surnommé l'homme aux questions, le marabout blanc, *marabout toubab*. Il plaisait; on le regardait en riant, mais on lui répondait. Les hommes le saluaient à la mode arabe, en portant leur main droite au front, puis au cœur; les femmes faisaient sur son passage, avec une gaucherie qui ne manquait pas de grâce, le geste du salut militaire. On tenait l'homme aux questions pour un maniaque inoffensif, et on lui témoignait un intérêt mêlé de compassion. A Tombouctou, il réussit sans trop de peine à réunir autour de lui tous les savans de l'endroit; on s'assemblait dans une petite cour protégée par de grandes tentures contre les ardeurs du soleil saharien. Accroupis sur leurs talons le long des murs, ces hommes prudens devinrent loquaces : « La lente mais pittoresque et minutieuse parole orientale coulait à pleins bords. » Durant ces longs interrogatoires, des pinsons à la queue rouge sautillaient, piaillaient sans répit, et d'effrontés lézards grimpaient sur les épaules des orateurs. M. Dubois avait rapidement apprivoisé son monde, et bientôt aux récits succéda la lecture à haute voix des vieilles chroniques tombouctiennes. Traditions orales, traditions écrites, il n'a rien négligé pour s'initier aux mystères de la capitale de l'islam noir. Il nous la montre telle qu'elle fut, telle qu'elle est, telle qu'elle sera demain, si nous savons nous y prendre et si les destins et les Touaregs ne contrarient pas trop nos entreprises.

Quand le docteur Oscar Lenz, voyageur autrichien, arriva à Tombouctou en 1880, il put se vanter que quatre Européens seulement y étaient entrés avant lui (1). Le premier avait été un matelot français, Paul Imbert, qui, fait prisonnier par des Marocains, vendu comme esclave, suivit son maître sur les bords du Niger. Celui-là n'avait jamais

(1) *Timbuktu, Reise durch Marokko, die Sahara und den Sudan*, von Dr. Oskar Lenz; Leipzig, 1884.

rêvé de voir Tombouctou, il l'a vue malgré lui, et, mort en captivité, on n'a jamais su quelles impressions il avait rapportées de son déplorable voyage. Un siècle et demi plus tard, un Écossais, le major Alexandre Gordon Laing, chargé d'une mission par le gouvernement anglais, réussit à atteindre la célèbre et mystérieuse cité; il y passa quelque temps, mais on ne l'a jamais revu : à peine avait-il repris la route d'Araouan et du désert par laquelle il était venu, il fut assassiné le 24 septembre 1826. S'il en faut croire M. Lenz, un marabout était mort d'une médecine que lui avait administrée le major anglais, et on fit disparaître le dangereux médecin. D'autres prétendent qu'il y avait là-dessous une histoire de femme. Selon la version rapportée par M. Dubois et qui paraît plus sûre, il n'avait eu qu'un tort : il ne s'était pas donné la peine d'expliquer à tous venans ce qu'il venait faire à Toubouctou. Les Soudanais sont à la fois très curieux et très défians; ils désirent qu'on les rassure, et ils prennent facilement en gré l'étranger qui les amuse. L'infortuné Laing ne les avait ni amusés ni rassurés; ils le soupçonnèrent d'être un espion.

C'est quelque chose que d'aller à Tombouctou; mais il faut en revenir, et les premiers Européens qui en revinrent furent un Poitevin, l'héroïque René Caillié, et, vingt-cinq ans plus tard, le docteur Barth, l'éminent explorateur allemand, qui, ainsi que Laing, voyageait pour le compte de l'Angleterre. Jadis les Anglais décrièrent odieusement René Caillié, qu'ils firent passer quelque temps pour un vil imposteur; Barth l'a réhabilité, mais il parle de cet inculte avec un superbe dédain, et cependant il lui a emprunté ses plus précieux renseignemens. « René Caillié, dit M. Dubois, ayant vu, observé à merveille pendant les quatorze jours qu'il vécut à Tombouctou, a rapporté une moisson incomparablement plus riche que Barth, qui y séjourna de longs mois. » Le docteur allemand a eu la gloire « d'être le premier à tracer le cours du Niger oriental jusqu'à Say, et il a défriché de vastes champs à la géographie autour du lac Tchad. » Mais il a mal vu Tombouctou. Vivant dans la société du cheik El Backay, qui était un étranger et dont il s'exagérait l'influence, brouillé avec les autorités et la population qu'il avait indisposées par sa morgue, réduit à se confiner dans sa maison où ses serviteurs montaient la garde, il n'a vu de la ville que ses toits et n'a guère frayé avec ses habitans.

Le docteur Lenz, lui aussi, sortit peu de chez lui durant les trois semaines qu'il passa à Tombouctou. Il avait péniblement traversé le désert, et il était venu s'échouer dans un repaire qui lui parut affreux, dans le bourg d'Araouan, où il avait employé son temps à se battre

contre le sable qui lui entrait dans les yeux, les oreilles, la bouche, le nez, jusque dans sa montre, et à fuir les mouches, dont les cruelles persécutions, nous dit-il, font de cet odieux village saharien un véritable enfer, *eine Hölle auf Erden*. Il lui tardait d'échapper à son supplice, et dès qu'il eut pénétré dans la grande ville, il s'occupa de s'y refaire; je crois me rappeler qu'il y fut pris des fièvres, mais les fièvres ne lui ôtaient pas l'appétit, et il nous donne de grands détails sur les menus de ses festins. Il constata avec plaisir que les Tombouctiens faisaient trois repas par jour, que les petites galettes de l'endroit, qu'on trempe dans du miel et du beurre fondu, étaient excellentes, que les viandes étaient honnêtement apprêtées. Tout en se refaisant, il se disait : « Quoiqu'on soit bien ici, je voudrais savoir comment on s'en va! » Et à peine arrivé, il préparait déjà son départ.

Si M. Dubois n'était pas un de ces voyageurs à qui leurs curiosités sont plus chères que leurs sensations, il aurait pu se faire que comme M. Lenz, à peine arrivé, il n'eût plus songé qu'à repartir. Sa première impression fut déplorable. Ce n'était pas le Tombouctou qu'il avait vu dans ses rêves. Partout « des rues malades, des rues mourantes, des rues mortes » ; partout des amas de ruines, des décombres, des pans de murs ébréchés et croulans, des espaces vides, des terrains vagues ; çà et là des huttes en paille et des clôtures en paillassons ; dans les quartiers les mieux habités, pas une de ces maisons aux dehors engageans, qui abondent à Dienné, et semblent dire : « Entrez, vous trouverez ici tout ce que vous cherchez. » Il assistait à la déroute, à l'effondrement de ses espérances, et il ne pouvait imputer son cruel mécompte aux brutalités de la conquête française : notre drapeau a été arboré sans assaut, sans qu'un seul coup de fusil ait été tiré.

Fallait-il donc croire que la fameuse métropole du Sahara et du Soudan, dont les commerçans du Maroc, du Touat, de Tunis, de Tripoli célébraient la splendeur et les délices, n'eût jamais été qu'une cité chimérique, enfantée par des imaginations candides et grossissantes? Leur illusion et leur mensonge eussent été excusables. Qu'on se représente une caravane cheminant des semaines et des mois à travers l'immensité des sables, sous un ciel torride, sur une terre craquelée, dans le pays de la soif, des vipères cornues et des mirages. « Un matin, trois petites taches noires pointent dans l'horizon incandescent. Les chameaux ne grognent plus : ils rugissent. Les trois minarets se précisent. Tombouctou découpe son profil majestueux... C'est tout à coup pour le voyageur la satiété en toutes choses ; c'est l'abondance de l'eau et de l'ombre, c'est le secours de la parole de Dieu, c'est le

charme de la parole des hommes, c'est la richesse de l'ivoire et de l'or, c'est la table plantureuse et la douceur du miel, c'est aussi l'abondance des sourires... On m'a conté que d'aucuns, subitement, devenaient fous. » Le bonheur, comme on l'a dit, n'est qu'une comparaison, et quoique M. Lenz n'ait pas l'imagination orientale, il est possible que dans sa joie d'être sorti d'Araouan, de la ville des mouches, il ait idéalisé les galettes de Tombouctou : il les déclare exquises, elles ne sont peut-être que mangeables.

Mais M. Dubois ne tarda pas à reconnaître que les gens de Tripoli et du Touat n'avaient pas menti, que la ville qu'ils ont tant vantée était trois fois plus grande que celle d'aujourd'hui, que Tombouctou est une cité déchue, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même. Elle avait eu de très petits commencemens. Vers l'an 1100 de notre ère, une tribu de Touaregs, trouvant l'endroit agréable et précieux aux gens comme aux troupeaux, y établit un campement fixe, défendu contre les lions et les panthères par un enclos en épines mortes. Ce triste village devint une ville lorsque les commerçans de Dienné s'avisèrent d'y installer des comptoirs, d'en faire un entrepôt. Les huttes furent remplacées par des maisons en briques crues, et on bâtit des mosquées. La nouvelle ville avait la plus heureuse situation, mais de mauvais voisins, contre lesquels elle était impuissante à se protéger. Elle fut toujours obligée de se chercher des protecteurs, et les protecteurs sont souvent des maîtres dangereux.

Sa grandeur date du jour où elle fut incorporée à l'empire songhoï, fondé, comme le démontre M. Dubois, par des émigrans venus de l'Est, qui implantèrent en pays noir un simulacre de civilisation égyptienne ou pharaonique. Cet empire eut de glorieux souverains, un Sunni-Ali, un Askia le Grand. Le XVIe siècle fut pour Tombouctou l'âge des brillantes prospérités. Elle commença à déchoir quand elle tomba sous la domination marocaine. Depuis lors elle eut des fortunes diverses, traversa des périodes critiques, et tour à tour fut la proie des conquérans ou connut les misères de l'anarchie, des guerres civiles et de la tyrannie inquiète des petits potentats. Dans ce siècle, Cheikou Ahmadou et ses Foulbès, El-Hadj-Omar et ses Toucouleurs se la disputèrent, jusqu'à ce que les Touaregs lui rappelassent qu'elle leur appartenait, qu'ils avaient sur elle des droits de premiers occupans ou de fondateurs involontaires : « Ils la mirent en coupe réglée et lui firent la tragique et sordide toilette dans laquelle se présente aujourd'hui la Reine du Soudan. » C'est ainsi qu'ils témoignent leur affection aux villes qui ont le malheur de leur plaire.

Il y a des endroits prédestinés, des cités si heureusement situées que quelques épreuves qu'elles subissent, elles en sortent amoindries, mais vivantes. Assise entre le désert et le Soudan, Tombouctou est le lieu de rencontre du monde berbère-arabe et du monde nègre, du sel et de l'or, des caravanes du Sahara et des flottilles du Niger, ou, comme l'a dit un vieux chroniqueur soudanais, « de ceux qui voyagent en pirogue et de ceux qui cheminent à dos de chameau. »

M. Dubois s'assura bientôt que dans sa décadence il ne tiendrait qu'à elle de faire encore figure, qu'on y voit circuler parmi les murs écroulés ou croulans de longues processions de chameaux, d'ânes et de porteurs, qu'on y entend parler toutes les langues, qu'on y coudoie des Songhoïs, des Mossis, des Bambaras, des Toucouleurs, des Malinkés, des Foulbés, des Maures, des Marocains. Il constata que dans cette ville étrange il ne faut pas juger des maisons sur leurs apparences, que les dedans sont d'habitude plus engageans que les dehors. Il découvrit dans une case ouverte aux quatre vents des ouvriers fort habiles qui confectionnaient des pantalons et d'amples robes soudanaises ou les ornaient de fines broderies, pendant qu'accroupi dans un coin un vieillard à lunettes et à la voix nasillarde leur lisait le Coran.

Il trouva derrière une façade délabrée, lézardée, qu'un grand négociant ne se souciait pas de rhabiller, une vaste cour entourée de galeries à arceaux, admirablement entretenues, et de riches magasins où s'entassaient les sacs de mil, les sacs de riz, les barres de sel, les ballots de dattes, les paquets de plumes d'autruche, les défenses d'éléphans cousues dans des peaux, 50 000 francs de marchandises. Tombouctou n'a plus que 8000 habitans, mais ils font tous le commerce. « Ici, disait un Tombouctien à M. Dubois, en gros ou en détail, chacun est négociant, commissionnaire ou courtier. »

Tombouctou n'était pas seulement le centre d'un grand commerce, elle était « le cerveau du Soudan ». Un proverbe africain disait : « Le sel vient du Nord, l'or vient du Sud et l'argent du pays des blancs ; mais la parole de Dieu, les choses savantes, les histoires et les jolis contes, on ne les trouve qu'à Tombouctou. » La gloire de son université de Sankoré se répandait jusqu'à Fez et au Caire ; ses théologiens, ses jurisconsultes noirs marchaient de pair avec les plus fameux docteurs arabes. On admirait leur doctrine et leur éloquence, on admirait aussi la richesse de leurs bibliothèques ; comme la science, les lettres avaient leurs grands hommes. Ce temps n'est plus ; on chercherait vainement sur les bords du Niger un Ahmed-Baba, célèbre par ses biographies des savans illustres ou un Abderrahman, auteur du *Tarik*, ce chef-

d'œuvre de la littérature soudanienne, dont M. Dubois a rapporté une copie. L'Hérodote de Tombouctou y raconte la fondation des villes, leurs commencemens et leur croissance, les aventures des rois et des peuples, les guerres, les hauts faits, les châtimens divins, les catastrophes. Il se plaît à moraliser sur les destinées, sur les vicissitudes de la fortune; il mêle aux événemens des fables et des merveilles, la grâce à la précision, et tout en contant l'histoire des empires, il raconte la sienne : « Mon union avec Fatima fut conclue le lundi 12 moharrem, mais je ne consommai le mariage que dans la nuit du vendredi 16 du même mois... Un jeudi du mois de djoumada, mourut notre amie, la chérifa Nana Kounou, fille de Boni, le chérif; son âme s'envola dans un sourire alors que sa tête reposait sur mon genou. »

Tombouctou, qui n'eut jamais de Thucydide, n'a plus d'Hérodote, et son université ne fait plus parler d'elle. Mais tous ses habitans ou presque tous savent lire et écrire, et si ses bibliothèques ont été pillées par les Foulbés et les Toucouleurs, non seulement ses marabouts et ses cadis, mais tous ses commerçans riches se font gloire de posséder des livres.

On en prêta beaucoup à M. Dubois, en l'autorisant à les faire copier; mais il ne put jamais décider personne à lui en vendre aucun, quelque prix qu'il en offrît. Omar brûla la bibliothèque d'Alexandrie; il alléguait que philosophes et historiens, le Coran tient lieu de tout. Son général Amrou le blâma, le traita de destructeur de trésors. Accoutumés à chercher dans un livre toutes les règles de leur vie, les musulmans ont un respect naturel pour l'écriture. M. Lenz, s'il m'en souvient, rend aux habitans du Sahara la justice que, si peu scrupuleux qu'ils soient, et quoiqu'ils ne fassent pas une grande distinction entre le tien et le mien, tout papier écrit leur est sacré, que toutes les missives qu'au cours de son voyage il expédia en Europe parvinrent à leur adresse, qu'une lettre est la seule chose qui ne se perde pas dans le désert.

Ce n'était pas seulement par son or, son ivoire, ses plumes d'autruche et la célébrité de ses docteurs que Tombouctou avait tant d'attrait pour les Berbères et les Arabes; elle s'était acquis dans tout l'Ouest africain la réputation d'une ville de plaisirs. On s'y amuse encore. Un commerçant marocain de Saint-Louis disait un jour à M. Dubois : « Tu vas à Tombouctou?... Oh! il y en a des dames, beaucoup, et beaucoup jolies! Oh! oh! » Et ses yeux s'illuminaient. On a dit que dès le coucher du soleil, toute l'Afrique fétichiste dansait. L'islamisme n'empêchera jamais les noirs de danser, et il a beaucoup de

peine à les empêcher de boire. Il a dû s'accommoder à leur humeur, à leurs mœurs faciles, à leur morale relâchée. Le Soudanais consent à prier cinq fois le jour; mais il entend jouir de la vie, pour peu que ses maîtres ne l'en dégoûtent pas. Aussi longtemps que les Touaregs les laissèrent tranquilles, les Tombouctiens furent de bons vivans et de grands dépensiers. Coûteuses étaient les fêtes qu'on offrait aux femmes. Les festins étaient plantureux, et on se grisait de dolo de miel. Puis on faisait venir les musiciens, les danses commençaient et se prolongeaient toute la nuit : « On voyait des gens, disait-on à M. Dubois, dépenser deux et trois cents gros d'or (2 à 3000 francs) en un jour, quand ils voulaient, par exemple, disputer une maîtresse à un rival. A vivre ainsi, ceux qui étaient venus pour quelques semaines restaient des mois et des années, retenus par la vie agréable ou par quelque passion, et tel qui était arrivé avec une fortune en marchandises, rentrait chez lui ruiné. »

Si les demi-mondaines de Tombouctou savent gruger leurs amis, les honnêtes femmes s'y donnent de grands airs. Laissant à leurs intendantes le soin d'administrer leur ménage, elles emploient leur temps à lire, à jouer du violon, à faire ou recevoir des visites, et souvent aussi à fumer la pipe. D'humeur peu rigide et de vertu peu sévère, savantes dans l'art de se peindre, de se coiffer, de se draper, elles ont le regard très prenant, très enveloppant, et passent pour être de grandes coquettes, qui aiment à gouverner les hommes. Il ne faut pas croire que toute l'Afrique soit pour les femmes une terre de servitude. M. le lieutenant Jaime a constaté que dans les pays du haut Niger, lorsqu'elles veulent se faire offrir un bijou ou une pièce d'étoffe, elles ont toutes les ruses, tous les artifices, toute la souplesse des femmes blanches; qu'autant que les Européennes, elles s'entendent à faire souffrir à un pauvre homme tous les tourmens de la jalousie ou à le réduire en esclavage (1). En Afrique comme en Europe, la faiblesse de la femme est une puissance dont elle abuse.

M. Dubois a pénétré le secret de la décadence de Tombouctou. Si on y voit des quartiers déserts et beaucoup de ruines vieilles ou fraîches, si les plus riches maisons n'y ont aucune apparence, si leurs façades sont délabrées ou sordides, les Touaregs en sont cause. Trente-cinq années durant, ils ont été les maîtres. — « Tu les as vus, répondait un Tombouctien à l'homme aux questions, tu les as vus, les hommes voilés, dont la poitrine et le dos sont comme cuirassés de

(1) *De Koulikoro à Tombouctou*, par le lieutenant de vaisseau G. Jaime, 1894.

talismans en cuir rouge et jaune? Quand ils viennent vers nous maintenant, ils sont modestes; mais avant votre arrivée, nous étions leurs tributaires, et c'était là le moindre de nos maux : ils nous traitaient comme des captifs de guerre, comme des esclaves. »

Ces maîtres rapaces et brutaux arrivaient sans cesse par petits groupes et se dispersaient à travers la ville. Sur leur passage, les portes se fermaient, les boutiques se barricadaient; mais bon gré mal gré, il fallait ouvrir, et ils entraient en brandissant leurs lances. Ils se faisaient nourrir et défrayer. Apercevaient-ils quelque objet de prix, ils avaient bientôt fait de le prendre, et en guise de remerciement, ils crachaient sur leur hôte. Ils dévalisaient les passans dans les rues, enlevaient aux femmes leurs bijoux d'or et leurs colliers de corail. Malheur à qui résistait! Ils s'entendent à tuer comme à voler.

On se lasse bien vite d'être exploité, molesté, vexé, dépouillé et quand on a de méchans maîtres qui vous font un crime d'être riche, on fait le pauvre. Les étrangers domiciliés partirent, nombre de négocians indigènes émigrèrent. Ceux qui restaient s'appliquèrent à dissimuler leur richesse, et Tombouctou la grande devint Tombouctou la mystérieuse, une boutique assez bien fournie, mais sans devanture et sans étalage. Si on ne dégrada pas volontairement sa demeure, on n'eut garde de réparer les dommages causés par les intempéries, de boucher les trous et les lézardes. « La couche de crépi s'en alla lavée par les tornades de l'hivernage, sur les façades, les briques de terre crue se montrèrent à nu; les murs des terrasses s'effritèrent et leurs petites fenêtres mauresques se déchaussèrent. » En revanche, on soigna beaucoup les portes; on les construisit en plaques de bois dur et lourd; on les barda, on les ferra. On ne faisait pas seulement le pauvre, on faisait le mort; on se cloîtrait. On ne pila plus le couscouss dans les grands mortiers en bois, on écrasa le grain entre deux pierres : le pilon, trop bruyant, risquait d'attirer le Touareg. L'homme voilé s'était-il retiré dans sa tente, on respirait, mais on n'était qu'à moitié rassuré, et on traitait clandestinement les affaires, on attendait la nuit pour livrer les marchandises.

On ne voyait plus devant les maisons ces *timtims* ou larges bancs en terre battue, où venaient s'asseoir, dans leurs heures de loisir, les gens aisés, friands de causeries ou de lectures. Plus d'écoles en plein air; on gardait les enfans dans les cours ; les Touaregs les volaient quelquefois, et il fallait payer rançon pour les revoir. On transformait ses vêtemens comme sa demeure. Aux turbans en tissu scintillant comme du mica, on substitua des bonnets sans prix, et de vieilles

savates aux bottes en fin cuir rouge et aux babouches jaunes des femmes. Les caftans, les belles robes finement brodées, les *dissas* frangées, qui se jettent sur l'épaule comme la cape du toréador, furent remplacées par des loques, par des vêtemens étriqués et malpropres, et les hautes cannes agrémentées de cuivre ou de fer gravé par de simples bâtons de bois blanc. Pour ne pas induire le voleur en tentation, on s'interdisait tous les plaisirs de vanité.

Tel était l'état de Tombouctou quand la France en a pris possession : cité déchue, elle avait encore de beaux restes, que par mesure de sûreté elle s'étudiait soigneusement à cacher. On s'explique que nous ayons pu la prendre sans coup férir, que ses habitans nous aient dit : « Nous sommes des femmes, nous ne nous battons pas. » A vrai dire, ils nous ont accueillis sans enthousiasme ; accoutumés à changer de maîtres, ils attendaient pour se réjouir de savoir qui nous étions ; il leur était arrivé plus d'une fois de tomber de fièvre en chaud mal. Quand le commandant français les mit en demeure de signer avec lui un traité et de reconnaître notre protectorat, personne n'osa donner sa signature ; qu'en dirait le Touareg ? On ne le voyait plus, mais on croyait le voir. M. Boiteux brusqua la conclusion ; il lança dans le marigot de Kabara deux chalands armés de canons-revolvers, empruntés aux canonnières. Son audace eut un effet décisif, et il put se dispenser de faire parler ses canons. Les notables et les marabouts, assemblés dans la mosquée, lui envoyèrent dire : « Nous demandons la paix : nous ferons tout ce que tu voudras ; nous sommes désormais avec vous. » C'est ainsi que Tombouctou, située à plus de 1 000 kilomètres de la mer, fut prise par des marins, et que sept Européens et douze noirs sénégalais amenèrent à composition une ville de 8 000 habitans. Rassurés par deux grands forts qui ont remplacé les fortins improvisés et dont les canons battent aujourd'hui de tous côtés les chemins par où peuvent venir les brigands du désert, les Tombouctiens ont repris cœur. On commence à réparer et à rebâtir les maisons, « à entre-bâiller les portes, à porter de nouveau les belles robes brodées. »

M. Dubois ne doute pas que l'occupation française ne rende à Tombouctou ses beaux jours, n'ouvre à cette métropole appauvrie et diminuée une nouvelle ère de gloire et de prospérité. Il lui prophétise de grands bonheurs, il lui promet des merveilles, le prochain déblaiement du marigot ensablé de Kabara, son grand fleuve lui apportant une eau plus abondante, ses campagnes subitement rafraîchies, le reverdissement de ses palmiers, des avenues ombragées, une ceinture de jardins, le désert dompté, des locomotives électriques circulant dans

le Sahara, la Méditerranée se mariant au Niger. Active cité cosmopolite, trait d'union entre le monde blanc et le monde noir, elle verra du même coup son université, ses écoles sortir de leurs ruines, et la renommée de ses savans se répandra comme jadis jusqu'au lac Tchad, jusqu'au pays de Kong et à l'Atlantique.

Touchée de si grands bienfaits, elle ne sera pas ingrate ; elle élèvera sur ses places des statues aux Faidherbe, aux Borgnis-Desbordes, aux Archinard, aux glorieux pionniers qui ont préparé de loin son relèvement. On enseignera leur histoire dans les écoles, et les maîtres diront aux enfans : « Honorez-les ; ils pensaient déjà à vous alors que vos pères n'étaient pas nés. » « Dans le lointain des temps futurs, s'écrie M. Dubois, je vois Tombouctou ayant rejeté ses haillons d'aujourd'hui et redressé sa taille courbée par les malheurs... Je la vois apparaître superbe, lettrée, riche, reine du Soudan, telle qu'elle se dessine dans le lointain des temps passés, telle que son panorama en donne l'illusion au voyageur des temps présens. »

Les esprits chagrins l'accuseront sans doute d'être un rêveur. On lui reprochera de s'exagérer la richesse naturelle du Soudan. M. Jaime, par exemple, estime qu'on a beaucoup surfait la fertilité de ces contrées, que le sol maigre, aride, ne peut être cultivé que par le noir et que le noir est paresseux, que lorsqu'il a fait pousser dans son champ un peu de mil, de manioc ou de riz, il pense avoir fini sa tâche, se croise les bras, danse ou s'endort. Mais M. Dubois aurait le droit de répondre que pour que la terre produise, il faut que le cultivateur soit assuré du lendemain, que ce sont les incertitudes de son avenir qui rendent le nègre paresseux, que sa liberté précaire a dans tous les siècles couru de tristes hasards, que des conquérans rapaces et féroces lui ont disputé sans cesse le fruit de ses sueurs, que de toutes les institutions la plus nécessaire à l'Afrique noire, celle qui lui a toujours manqué, est une bonne gendarmerie, que nous serons le bon gendarme du Soudan, que nous avons toutes les qualités de l'emploi.

Cependant certaines circonstances que nous ne pouvons modifier s'opposent fatalement à ce que Tombouctou recouvre toute son importance d'autrefois. Comme l'a remarqué dans une intéressante notice M. le lieutenant-colonel Rébillet, attaché à la maison militaire de notre résident général à Tunis, le commerce soudanien tend à changer de direction ; il est comme drainé par les puissances européennes établies à la côte (1). D'autre part la plus recherchée, la plus précieuse des

(1) *Revue générale des sciences*, n° du 15 décembre 1896.

marchandises que transportassent les caravanes sahariennes était le captif, et nous avons supprimé la traite. Au surplus la région de transit entre le Soudan et la Berbérie est détenue par le Touareg. Que ferons-nous du Touareg?

Ces hommes voilés, que les Tombouctiens qualifient « de loups, d'hyènes, d'abandonnés de Dieu », et dont ils disent « que leur parole est semblable à l'eau qui tombe dans le sable, qu'on ne la retrouve jamais », se regardent comme les propriétaires légitimes du Sahara; ils perçoivent des redevances ou coutumes sur tout le commerce qui s'y fait, sur les bêtes et les gens qu'ils y voient passer, et ils s'arrogent aussi le droit de traiter l'étranger en ennemi, de s'approprier son bien ou de lui couper la gorge. Réussirons-nous, comme voudrait le croire M. Rébillet, à les gagner, à leur persuader de prendre nos caravanes sous leur protection ou, comme s'en flatte M. Dubois, de devenir « les amis du chemin de fer, de braves garde-voie ? » Ils ont bu plus d'une fois notre sang; faut-il penser que qui a bu boira, ou parviendrons-nous à déchiffrer ces âmes mystérieuses et à les apprivoiser? En un mot le Touareg est-il une sorte de loup qui se laisse domestiquer? Cette question ne sera résolue ni demain ni après-demain.

Ce qui paraît évident, c'est qu'en changeant de maîtres, les Tombouctiens ont fait un marché dont ils n'auront pas à se repentir, qu'ils ont raison de recrépir leurs façades, de mettre à l'air leurs grands turbans, de retirer des coffres où elles dormaient leurs belles robes brodées. Ce qu'on peut affirmer aussi, c'est que M. Dubois a écrit un livre non seulement très agréable et très instructif, mais très réconfortant. Un explorateur qui en parlait ces jours-ci dans les termes les plus élogieux, ajoutait que le seul défaut de l'auteur était un excès d'optimisme, mais que pour sa part il lui en faisait un mérite. Nous vivons dans un temps où les découragés, les mélancoliques abondent, où des trois vertus théologales l'espérance est la plus rare ; on a du plaisir à rencontrer un de ces sanguins qui ont le courage et le don d'espérer.

G. Valbert.

REVUE DRAMATIQUE

A la Comédie-Française, l'*Évasion*, comédie en trois actes, de M. Brieux. — A la Renaissance, *Lorenzaccio*, d'Alfred de Musset, mis en cinq actes, par M. Armand Dartois. — Au Gymnase, *Idylle tragique*, pièce en quatre actes et six tableaux, tirée, par M. Pierre Decourcelle, du roman de M. Paul Bourget.

M. Brieux continue à ne pas redouter ce qu'on appelle les grands sujets. Il faut lui savoir gré, en un temps où le théâtre est dévoré par la comédie psychologique et quelquefois pathologique et par la comédie de mauvaises mœurs, de ne se point cantonner dans l'adultère et le parisianisme, d'affronter avec une vigoureuse candeur les questions sociales et même les problèmes scientifiques, de s'évertuer à prouver quelque chose et d'oser encore « la pièce à thèse ». Et, finalement, cette ambition ne lui réussit pas mal. Car, même lorsqu'il lui arrive de faire un peu autre chose que ce qu'il avait cru, ce qu'il fait se ressent toujours de la hauteur et de la générosité de son premier dessein ; et ainsi, de ce qui devait être un grand drame philosophico-social, il peut rester du moins une comédie satirique assez forte et d'un assez grand prix.

C'est peut-être l'aventure de son dernier ouvrage : *l'Évasion*. L'*Évasion* est, à première vue, et était certainement dans la pensée de l'auteur, une pièce à thèse. La thèse est celle-ci : que les théories de certains médecins sur l'atavisme sont fausses ou pour le moins obscures et douteuses, et qu'on peut toujours échapper aux prétendues fatalités de l'hérédité morale, ou même physiologique, par l'effort de la volonté. Et voilà qui est bien. Oui, c'est une thèse, mais était-ce une thèse qui pût être développée sous la forme d'une action dramatique?

Le Fils naturel, *les Idées de Madame Aubray*, *Madame Caverlet*, pièces à thèse, visent des préjugés sociaux ou des articles du code

précis, définis, et dont il ne suffit pas, à ceux qui en sont victimes, de connaître l'injustice ou la fausseté pour en arrêter les effets. Mais l'hérédité « fatale » des mauvais instincts et des dispositions morbides, ce n'est qu'une théorie encore incertaine, une hypothèse très imparfaitement démontrée, sujette aux continuels démentis d'imprévoyables exceptions, et telle enfin qu'il suffit réellement de la nier pour en conjurer en soi les conséquences. Et à partir de ce moment, c'est fini; plus de drame possible; ou bien alors ce ne sera plus le drame de l'atavisme.

On dirait d'ailleurs que M. Brieux a pris à tâche de réduire au plus négligeable *minimum* la fatalité qui est censée peser sur ses deux prisonniers de l'atavisme, et de leur rendre l' « évasion » aussi facile qu'il se pouvait. Voici Lucienne Bertry et Jean Belmont, nièce et beau-fils du solennel docteur Bertry, auteur d'imposantes brochures sur l'hérédité. D'après cet imbécile, Lucienne est irrémissiblement condamnée au vice, parce qu'elle est la fille d'une femme galante. Notez que Lucienne n'a pas connu sa mère, que son père est un fort honnête homme, et qu'elle a vécu, depuis l'âge de trois ans, au foyer familial et parfaitement correct de son oncle. Rien du tout, ici, de l'*Yvette* de Maupassant. Je ne vois pas, au surplus, pourquoi une créature conçue, avec une froideur probable et un médiocre plaisir, par une professionnelle de l'amour serait plus nécessairement vouée aux troubles de la chair que si elle était née des embrassemens de tels « époux » qui ont introduit la débauche dans le mariage, selon le conseil de quelques-uns de nos plus forts moralistes de la *Vie parisienne*. Et enfin, si l'influence de l'éducation et du « milieu » est, comme je le crois, beaucoup moins douteuse que celle du sang, Lucienne, fort bien élevée par son père et son oncle, me paraît beaucoup moins en péril que telle jeune fille issue de justes noces dans le monde bourgeois qui s'amuse.

Le cas de Jean Belmont n'est pas bien effrayant non plus. Son père, à lui, était hypocondre et s'est suicidé. Il ne s'agit donc, encore ici, que d'hérédité morale, aussi obscure pour le moins et, à coup sûr, plus modifiable que l'hérédité physique. Le suicide ne paraît pas plus régulièrement héréditaire que le vice. Au moins, dans la comédie de *l'Obstacle*, qui présente quelque analogie avec *l'Évasion*, M. Alphonse Daudet avait-il fait peser sur son principal personnage, Didier d'Alein, la menace d'un mal qu'on sait être produit par certaines lésions du cerveau, assez fréquemment transmissibles des parens aux enfans. Jusqu'à ce que Didier soit enfin rassuré par cette réflexion que la folie

du commandant d'Alein, tout accidentelle, ne s'est déclarée que deux ans après la naissance de son fils, Didier peut croire qu'il ne lui suffit point, pour ne pas devenir fou, de ne pas vouloir le devenir. Mais Jean Belmont a beau être d'humeur mélancolique, il sent bien qu'il ne se suicidera que s'il le veut. Il s'agit donc uniquement, pour lui, de vouloir vivre, comme pour Lucienne de vouloir être sage.

Et ils le voudront, et, ce qu'ils veulent, ils le feront, dès qu'ils croiront à leur libre arbitre. Car on le crée en y croyant. Ou, si vous demeurez persuadés qu'il n'est qu'une illusion, et que la croyance à notre liberté morale est un mobile d'action aussi fatalement déterminé que les autres dans ses origines et dans ses effets, toujours est-il que la fatalité de ce mobile nouveau a justement pour caractère de combattre et de compenser la fatalité des instincts et impulsions physiques.

Comment donc, puisqu'il est établi que Jean et Lucienne ne souffrent que d'une maladie de la volonté, seront-ils amenés à « vouloir »? Par l'absurdité même et la lourde intransigeance des affirmations du docteur Bertry, qui les révoltent à la fin, et surtout par leur amour. Remède infaillible. Car, puisqu'ils s'aiment, ils veulent être l'un à l'autre, et, puisqu'ils veulent être l'un à l'autre, Jean veut vivre, et Lucienne veut être fidèle. La scène où ces deux faux condamnés au suicide et au vice unissent leurs tristesses et s'aperçoivent qu'ils unissent en même temps leurs cœurs, et sentent tomber leurs chaînes de liège peint en fer, et jurent de s'évader de la prison de carton où la crédule et tyrannique imbécillité du docteur les tenait enfermés au nom de la Science, cette scène charmante, tendre, généreuse, allégeante, est assurément une des meilleures de l'ouvrage.

Les voilà donc exorcisés. Mais dès lors, comme j'ai dit, le drame de l'atavisme est terminé. Car Jean et Lucienne, mariés, pourront bien, dans la suite, subir des tentations et commettre des fautes : il sera extrêmement difficile de démêler ce qui, dans leurs troubles et dans leurs erreurs, reviendra à l'hérédité ou à la terreur secrète qu'ils en ont peut-être gardée, et ce qui reviendra à l'universelle faiblesse humaine dont ils continuent, j'imagine, à participer. Jugez plutôt. Jean et Lucienne se sont installés à la campagne. Jean fait valoir ses terres, marche dix heures par jour dans ses guérets, mange de la soupe le matin et du saucisson à l'ail. Celui-là est parfaitement guéri ; pas une rechute, et nous n'avons donc plus à nous occuper de lui. Quant à Lucienne, elle est tentée ; mais son aventure n'est, dans le fond, qu'une variante de l'aventure de *Gabrielle*. Elle s'ennuie. Un clubman qui avait dû l'épouser autrefois, M. de Beaucourt, vient la relancer dans

sa ferme. Elle se laisse un peu aller dans ses bras à l'occasion d'une leçon de bicyclette. Le mari survient là-dessus, leur trouve de drôles de figures, interroge Lucienne qui répond sincèrement. Il a le tort de se fâcher et de dire ; « Ça ne m'étonne pas ; il fallait s'y attendre. » Elle songe : « C'est comme ça ? Mon sang me condamne à faire des bêtises ? Eh bien, soit. » Elle retrouve Beaucourt à Paris. Elle lui propose de fuir au bout du monde : il préfère de commodes rencontres dans quelque rez-de-chaussée et ne le lui cache pas (scène souvent faite). La goujaterie du personnage la soulève d'indignation et lui révèle qu'elle est bien définitivement une honnête femme, quoi qu'elle fasse et en dépit du sang de sa mère. Et, le mari survenant encore, elle tombe dans ses bras.

Le drame est donc quelconque, et surtout au second acte. Je sais bien ce qu'on a dit : Lucienne est victime, — jusqu'à la salutaire réaction du dénouement, — non pas des indéfinissables lois de l'hérédité, mais de l'idée qu'elle s'en fait et qui la hante. Voilà le vrai sujet : le mal que peuvent causer, par intimidation et suggestion, de mensongères théories « scientifiques ». Lucienne glisse à des sottises, parce que, le premier feu de son amour pour Jean une fois tombé, elle se souvient à tout moment qu'elle est fille de fille, et ce que cela signifie d'après son nigaud d'oncle. Soit ; mais alors il faudrait qu'il ne pût y avoir d'autre explication des sottises de cette jeune femme, et que l'auteur lui-même ne nous en présentât aucune autre. Elle s'ennuie à la campagne et regrette les divertissemens de Paris ? Mais c'est peut-être tout simplement parce que son mari la laisse, du matin au soir, seule à la maison. Elle est imprudente avec M. de Beaucourt, et bien facilement émue de son étreinte ? Mais c'est peut-être parce qu'elle l'a aimé jadis : cela nous a été dit au premier acte. L'émoi que lui donne sa leçon de bicyclette ne serait significatif soit de l'hérédité de Lucienne, soit de l'idée qu'elle s'en forme, que si Beaucourt était pour elle le premier venu, un passant. Et ainsi de suite... Bref, on ne voit pas du tout, mais pas du tout, que Lucienne, dans ses comportemens les plus répréhensibles, subisse d'autre hérédité que celle du péché originel.

Laissons donc le drame ; laissons la question de l'atavisme, et aussi celle des « faillites partielles de la Science » ; car le critique illustre qui naguère a agité cette question avec tant d'éclat la jugerait mal posée ici, et trop confusément ; il estimerait lui-même que le « puffisme » à la fois ingénu et « roublard » du docteur Bertry n'a pas grand'chose à voir avec la Science, et qu'il aurait la partie trop belle

contre ce niais suffisant. Ce qui est excellent dans la pièce de M. Brieux, c'est le cadre, c'est la partie satirique. Je ne dis pas que cela vaille du Molière, attendu que je n'en sais rien ; mais je crois que c'est la plus franche et la plus vivante satire qu'on ait faite de la médecine et des médecins, depuis Molière.

Le docteur Bertry est un type vrai et bien d'aujourd'hui. Il représente avec plénitude le snobisme scientifique, une sorte de déplacement du sentiment religieux en haine des religions même ; la foi imperturbable à certains mots et à certaines formules, le prosternement devant l'Expérimentation, l'Investigation, les « Méthodes modernes », et autres entités impressionnantes ; l'acceptation fervente de toute théorie par où l'explication matérialiste du monde semble pouvoir être confirmée ; l'illusion obstinée que ce qui constate, tant bien que mal, le « comment », rend compte par là même du « pourquoi » ; bref, l'espèce de griserie intolérante et brutale que donne la Science à des cerveaux anti-critiques. Crédule, assuré, pompeux, — très malin aussi, et réclamier, et avide d'honneurs et de places, Bertry, c'est Homais « grand médecin ». Bien jolie encore, la silhouette de ce petit farceur de La Belleuse, le docteur — Scapin, fringant, intrigant, galant, glissant, effronté, qui calme les scrupules distingués de ses maîtresses en recommandant aux maris l'abstention conjugale, et met ses « ordonnances » au service de ses intérêts de cœur. Satire opportune, s'il est vrai qu'une des espèces d'hommes les plus dominantes et triomphantes de ce temps-ci et les mieux représentatives de son intellectualité moyenne, ce soit en effet le médecin, et que le cher docteur ait remplacé, auprès des familles, le prêtre et le directeur spirituel, dans la mesure où la religion se retirait des mœurs de la bourgeoisie. Satire équitable enfin : car, à côté de Bertry et de La Belleuse, M. Brieux a mis le bon médecin traditionnel ; et il plaint Bertry autant qu'il le raille ; il lui laisse quelques-unes des vertus de sa profession ; il lui prête une belle fermeté à cacher la maladie de cœur dont il sait qu'il mourra, à s'arranger du moins pour mourir debout, et, finalement, — devant Jean et Lucienne que cela rassure tout à coup (je ne sais pas pourquoi : car, de ce qu'une maladie de cœur est incurable, il ne s'ensuit pas nécessairement que les maladies morales ne sont pas héréditaires), — un très généreux et méritoire aveu de son ignorance.

Oserai-je regretter ici l'absence d'une figure de médecin : le médecin dilettante, celui qui abuse de son immense pouvoir, moins encore pour en tirer profit que par une curiosité perverse? Être le confesseur, non seulement de l'âme, mais du corps ; voir devant soi les

hommes dans les attitudes les plus dépouillées et les plus humiliantes; connaître non seulement les larmes les plus inavouées des femmes et des jeunes filles, les souffrances que nul ne soupçonne, les déshonneurs domestiques et les crimes familiaux, mais encore les tares et les secrets du corps, plus durs à livrer quelquefois que ceux de l'âme; et, aussi, imposer à ses victimes reconnaissantes des traitemens, des régimes, des privations, des tortures à l'efficacité desquels on ne croit pas soi-même; savourer l'idée que, à toute heure de jour, on influe, on pèse sur la vie de malheureux qui ont foi en vous; qu'on les tient dans sa main, où qu'ils soient; qu'on peut, à volonté, leur souffler l'espérance ou les bouleverser de terreur... Il y a là, si je ne me trompe, un plaisir de domination, moins fastueux et moins superbe que celui des conquérans et des conducteurs de peuples, mais autrement intense, et plus complet que celui des directeurs spirituels. Et cette volupté, je suis persuadé qu'il est des médecins artistes qui ne se la refusent pas. Le médecin dilettante, et dilettante jusqu'au satanisme, existe, j'en suis presque sûr.

Conclusion : *l'Évasion* est une bonne pièce. Une bonne pièce est une pièce où il y a beaucoup de bonnes choses. Les chefs-d'œuvre, c'est la postérité qui les élit dans le tas, quelquefois au petit bonheur. Je voudrais seulement que M. Brieux perdît la superstition de la « pièce à thèse ». Une thèse de théâtre revient presque toujours à quelque vérité morale assez humble et de peu d'originalité (l'Évangile lui-même n'est plus original). En outre, une pièce ne démontre jamais la vérité d'une thèse que pour un cas particulier, et, par suite, n'est intéressante que dans la mesure où la « fable » l'est elle-même et selon ce qu'elle contient de vie, d'observation et de passion bien exprimées. C'est donc toujours, au bout du compte, la fable qui est l'essentiel, et c'est elle qu'il faut nourrir le mieux qu'on peut. La thèse ne doit servir que d'aiguillon, de stimulant pour imaginer une aventure humaine. Sinon, l'on risque de glisser, plus ou moins, à la comédie didactique et pédagogique de Boursault et de Destouches. Là est l'écueil pour M. Brieux.

L'interprétation de *l'Évasion* est parfaite. Il faut nommer d'abord M. Proudhon, unique dans le rôle du docteur Bertry comme il le fut dans celui de Bellac; M. Coquelin cadet, infiniment pittoresque en berger rebouteux; M. Joliet, exquis en « bon docteur »; Mlle Lara, dont la grâce vraiment jeune et deux ou trois cris sincères n'ont pas démenti nos espérances; et, puisque toutes et tous furent bons, compléter l'énumération par MM. Paul Mounet, Clerh, Truffier, Dupont-

Vernon et Delaunay fils, et par Mlles Reichenberg, Moreno, Amel et Nancy Martel.

Je disais à la fin de mon article du mois dernier que, parmi les autres romantiques, restés tous fidèles à l'ordre latin et à la rhétorique latine, Alfred de Musset, entre dix-huit et vingt-cinq ans, me paraissait avoir été le seul byronien sincère et le seul shakspearien pratiquant; moins par imitation que par une naturelle fureur de rêver, d'aimer, de souffrir, de vivre et de dévorer tous les fruits de la vie, et sous la poussée du plus violent printemps de sensibilité et d'imagination qui ait jamais éclaté dans le cœur et la cervelle d'un poète adolescent.

Cela apparaît singulièrement dans ce somptueux *Lorenzaccio*, dont nous devons à la généreuse hardiesse de Mme Sarah Bernhardt une représentation qui dut être forcément partielle, mais qui fut si intéressante encore. — Un débordement de vie et de passion; toute la Florence du XVIe siècle en quarante tableaux qui surgissent de-ci de-là et semblent se bousculer; la soudaineté véhémente des sentimens; la simplicité rapide des coups de théâtre (l'aveu de la comtesse Cibo à son mari, l'empoisonnement de Louise Strozzi, le meurtre du duc, le meurtre de Lorenzo); une impétueuse floraison de discours; images outrées ou mièvres, sans cesse renaissantes et qui se chassent l'une l'autre comme des flots, images grandes et qui parfois se prolongent en allégories, mais sans exactitude trop stricte, ou même avec quelque incohérence dans le développement, oui, tout cela est « shakspearien » au sens où l'on entend couramment, — sans trop le presser, — ce mot un peu mystérieux. Réminiscences? Volonté de « shakspeariser » en effet? Peut-être bien, à ne considérer que la forme. Encore s'y mêle-t-il des langueurs, et des grâces, et des impertinences, et des sanglots aussi, qui sont bien à Musset tout seul. Rien d'un pastiche en tout cas; une sincérité entière; car, là-dessous et tout au travers, une âme vit profondément, la pauvre âme de Lorenzaccio, qui n'est que celle de Musset tragiquement interprétée; âme de désespoir : car nul, je crois, n'a plus vraiment désespéré que cet homme qui, mort à trente ans, ne fut enterré qu'à cinquante et mâcha donc pendant vingt années la cendre de sa propre mort.

Lorenzaccio n'est point Brutus. Brutus n'est en effet qu'une « brute », et vertueuse, et conséquente avec elle-même, et qui ne marche point par le crime à son grand acte de vertu. Et Lorenzaccio n'est pas non plus Hamlet. Hamlet, c'est une âme inégale à la mission

qu'elle a reçue, mais qui ne cesse pas de croire à la bonté de cette mission ni à l'éternelle morale de qui elle la tient. Hamlet multiplie, par faiblesse, les détours pour aller à son but : mais ces détours ne le déshonorent point, et il n'y laisse pas sa conscience.

L'aventure de Lorenzaccio est fort différente; un peu obscure, à vrai dire, dans ses commencemens. C'est un jeune homme excessivement lettré, qui, né païen dans cette païenne Renaissance d'Italie, a conçu d'abord le devoir à la manière antique. Il a voulu agir de façon saisissante et rare et gagner l'admiration des hommes. Il a voulu être un héros à la Plutarque, un tyrannicide dans le goût d'Harmodius et d'Aristogiton. Peu lui importe le tyran, puisqu'il avait d'abord choisi, pour le frapper, un pape, avant de jeter son dévolu sur Alexandre de Médicis. Il a fait un rêve, un rêve de gloire autant que de justice, et de dilettantisme peut-être autant que de gloire. Et c'est pourquoi il a pu prendre un si étrange chemin. Le masque de Brutus était une imbécillité inoffensive; celui d'Hamlet, une demi-folie fantasque, un peu bavarde, généreuse en somme : le masque de Lorenzo, c'est la débauche, la lâcheté, le proxénétisme, la cruauté. Il partagera, favorisera, attisera les vices de son maître pour lui inspirer confiance et le tenir un jour à sa merci. Cela veut dire qu'il souillera son âme et son corps pour l'amour de la patrie et de la justice, et, ensuite, qu'il commettra ou favorisera, en servant Alexandre, autant et plus de crimes qu'il en doit prévenir en le tuant, et que son « héroïsme » paradoxal commencera donc, vraisemblablement, par coûter à Florence autant de larmes et de sang qu'il lui en veut épargner. Admirable calcul!

Il n'est guère possible qu'il ait vu tout cela dès l'abord et qu'il y ait consenti. Sans doute, il pensait s'en tirer par un simulacre inoffensif de corruption et de méchanceté. Cela est indiqué par le poète : « Suis-je un Satan? dit Lorenzaccio. Lumière du ciel! je m'en souviens encore, j'aurais pleuré avec la première fille que j'ai séduite si elle ne s'était mise à rire. »

J'aurais voulu, pour ma part, que le poète insistât sur ce moment si important de l'histoire de son héros, qu'il nous le montrât pris pour la première fois à son propre piège, qu'il nous eût fait assister à sa première orgie et à son premier détournement de mineure. Mais passons. Donc, ayant feint la débauche, Lorenzo l'a aimée; et, pour avoir vu la faiblesse de beaucoup de jeunes filles et de femmes, il a cru à l'universelle impureté. Ayant feint la méchanceté, il y a pris goût, comme à une forme flatteuse et facile de l'action et de la domination sur les hommes; et, parce que son ignominie ne soulevait que

de vaines injures et ne rencontrait aucune résistance sérieuse, il a cru tous les hommes lâches et vils. Par suite, il a senti que l'acte libérateur qu'il méditait ne servirait à rien du tout; il a conçu la vanité du dessein vertueux qu'il avait poursuivi en se faisant criminel. Et dès lors, c'est l'entier désespoir dans la négation de tout, dans le total mépris des hommes et le dégoût de soi.

Toutefois, il l'accomplira, cet inutile dessein, parce qu'il n'a plus aucune autre raison d'agir ni de vivre, parce qu'il faut, pour son « honneur », que sa longue flétrissure aboutisse du moins à un geste noble et remarquable; et surtout parce qu'il hait Alexandre, non plus comme le tyran de sa patrie, mais comme la cause de ses souillures, de ses hontes et de la mort de son âme. Et il s'attarde, non, comme Hamlet, par incertitude, mais parce qu'il est englué dans les boues du chemin qu'il a pris. Il rampe néanmoins vers son but, avec une lenteur tenace, cependant qu'il exhale son désespoir en ironies forcenées sur les autres et sur lui-même, sur l'humanité, et sur ce qu'on nomme la liberté, et sur ce qu'on nomme la justice et sur ce qu'on nomme Dieu. Il frappe enfin le tyran, non plus pour délivrer Florence, mais pour se délivrer. (« Respire, respire, cœur navré de joie! ») Et ce meurtre est en effet inutile; le tyran mort est aussitôt remplacé par un autre, et Lorenzo, n'ayant plus rien à faire au monde, se laisse assassiner.

Et toute l'œuvre, à l'égal des poèmes dramatiques les plus illustres et de ceux qui passent pour les plus profonds, abonde en « moralités » suggérées. Ainsi, non seulement « la fin ne justifie pas les moyens », mais les moyens pervers pervertissent et détruisent leur propre fin; ainsi le devoir n'est pas chose de libre élection et de fantaisie; ainsi, « on ne badine pas « avec la débauche ni avec le crime; ainsi le débauché est voué au nihilisme final par l'affreuse monomanie de ne voir partout dans le monde, sous des formes diverses, que d'innombrables manifestations de l'instinct égoïste et stérile dont il est lui-même possédé; ainsi son vice, en lui ôtant la foi, lui décolore la vie et lui souille la création; ainsi un acte mauvais est en nous-même une semence de mal et corrompt pour l'avenir notre volonté; ainsi la noblesse de notre âme est dépendante de chacun de nos actes et non d'un seul qu'il nous a plu de choisir... et que d'autres belles vérités encore dans ce drame luxuriant et désolé! Navrante histoire d'une âme toute de désirs, morte d'avoir pris pour vertu le songe de son orgueil et de s'être aimée uniquement elle-même quand elle croyait aimer le devoir théâtral et fastueux que son caprice s'était inventé;

âme de triple essence humaine, et qui représente donc, dans son aventure excessive, la silencieuse aventure de beaucoup d'autres âmes. Je ne pense pas exagérer en disant que ce personnage de Lorenzaccio est aussi riche de signification qu'un Faust ou qu'un Hamlet et que, comme eux, il figure, dans une fable particulière, l'homme, l'éternel inquiet et l'éternel déçu, sous un de ses plus larges aspects.

Et ce personnage est une créature vivante; il est de chair, de sang, de nerfs et de bile; et Mme Sarah Bernhardt nous l'a bien fait voir. Dès sa première entrée, sous son pourpoint noir et son teint olivâtre, comme c'était cela! et quel air triste, énigmatique, équivoque, languissant, dédaigneux et pourri elle avait! Et tout, la surveillance de soi, les brefs frémissemens sous le masque de lâcheté, l'insolente et la diabolique ironie par où Lorenzo se paye des mensonges de son rôle, la hantise de l'idée fixe, l'hystérie de la vengeance et les excitations artificielles par où il s'entraîne à agir; et les retours de tendresse, et les haltes de rêverie, et les ressouvenirs de sa jeunesse et de son enfance; la magnifique et lamentable confession de Lorenzo découvrant au vieux Strozzi l'abîme de sa pensée et de son cœur; le désespoir absolu, puis la répétition suprême et comme somnambulique de la scène du meurtre enfin proche; et, persistant à travers tout, l'immense, délicieux et abominable orgueil, Mme Sarah Bernhardt a tout traduit avec une précision et une justesse saisissantes, et cela, sans que l'expression de chacun des traits successifs du personnage nous laissât oublier les autres. Bref, elle n'a pas seulement joué, comme elle sait jouer, son rôle : elle l'a « composé ». Car il ne s'agissait plus ici de ces dames aux camélias et de ces princesses lointaines, fort simples dans leur fond, et qu'elle a su nous rendre émouvantes et belles, presque sans réflexion et rien qu'en écoutant son sublime instinct. A ce génie naturel de la diction et du geste expressifs, elle a su joindre cette fois, — comme lorsqu'elle joue Phèdre (mais que Lorenzaccio était plus difficile à pénétrer !) — la plus rare et la plus subtile intelligence.

Mme Sarah Bernhardt a royalement payé aux mânes de Musset la dette de Rachel.

De l' « adaptation » de M. Armand d'Artois, je n'ai guère à dire que du bien. J'eusse voulu tout *Lorenzaccio*, mais je sais qu'on ne pouvait pas nous le donner. La seule suppression dont je ne me console pas est celle de l'épilogue, qui achève le sens du drame et qu'il fallait donc nous garder à tout prix.

Oui, le roman et le théâtre sont deux représentations de la vie d'espèces fort différentes ; et il est donc impossible de tirer une bonne pièce d'un roman qui est bien un roman, c'est-à-dire tout formé de récit et d'analyse ; on ne saurait, dis-je, l'en « tirer », puisqu'elle n'y est pas. Il faudrait en concevoir de nouveau et en « repenser » entièrement la fable, selon les conditions et les exigences du genre dramatique ; et c'est de quoi ne s'avisent guère les ouvriers, même habiles, par qui les romans célèbres sont d'ordinaire « mis en pièces ». Oui, cela me paraît vrai, quoique tout le monde le dise ; et le succès incertain d'*Idylle tragique* au Gymnase en est une nouvelle preuve.

Je vous préviens tout de suite que ce que je pourrai dire de l'arrangement tenté par MM. d'Artois et Decourcelle n'atteint en aucune façon le livre de M. Paul Bourget. Car toutes les objections qui me viennent contre le drame, on me démontrerait sans peine, ou qu'elles sont minutieusement résolues dans le roman, ou que celui qui le lit ne songe même pas à les faire. Et, par exemple, ce n'est pas la faute de M. Bourget si les élégances mondaines d'*Idylle tragique*, où il s'est si longuement complu, et qui, dans le livre, gardent leur mystérieux prestige, perdent quelque peu à être sommairement « réalisées » sur les planches. Mais surtout une gêne se fait sentir à la représentation, que la lecture du roman ne m'avait point fait soupçonner : je veux parler d'une sorte de secret désaccord, — je ne dis point d'incompatibilité radicale, — entre le sujet et le cadre. L'un et l'autre, on le dirait, ont été conçus séparément par l'auteur, qui a voulu à toute force les réunir, sans doute afin de pouvoir utiliser toutes ses notes du moment.

Pierre et Olivier sont, sous leurs jaquettes bien coupées, des héros de l'amitié, comme Achille et Patrocle, comme Damon et Pythias. L'amitié dont il s'agit ici est un sentiment profond, absorbant, d'un caractère presque religieux et, provisoirement et par définition, plus fort que tout et plus fort que l'amour : et c'est ce qu'il fallait nous bien enfoncer dans la tête. A première vue, ce qui paraît convenable, sinon absolument nécessaire, à la culture et à la conservation d'un tel sentiment, c'est une vie en grande partie commune, quelque ressemblance ou voisinage d'occupations et, sinon un compagnonnage d'armes, quelque chose qui en soit du moins l'équivalent. Nisus et Euryale ne se sont jamais quittés et se confient tous leurs actes et toutes leurs pensées. Or, Olivier et Pierre sont bien, on nous le dit, des amis d'enfance ; mais nous voyons, au début d'*Idylle tragique*, qu'Olivier est diplomate, c'est-à-dire, par profession, toujours séparé de son ami ; que celui-ci est un oisif et, de son côté, un grand voyageur ; qu'Olivier a eu la plus

douloureuse aventure de cœur et, pour s'en guérir, a pris femme, sans dire de tout cela un seul mot à Pierre, et que ces deux amis du Monomotapa ont donc coutume de s'aimer de très loin et vivent parfaitement l'un sans l'autre.

C'est que l'auteur, en même temps qu'il voulait nous conter le roman de l'amitié, avait besoin que ce roman se déroulât dans ce monde de cosmopolites sur lequel il abondait en documens raffinés; et c'est pourquoi il a fait se rencontrer Damon et Pythias sur la Corniche, et, bien qu'une existence plutôt retirée et un « milieu » plutôt austère et calme dussent être mieux en harmonie avec le sentiment sérieux dont ils sont censés les parangons, les a condamnés à une vie agitée, brillante et futile de déracinés. Cette disconvenance est à peine perceptible dans le roman, tant l'auteur y a réponse à tout : mais elle se fait sentir, je ne sais comment, dans le drame. Là, non seulement la mondanité vagabonde des deux amis et leurs élégantes mœurs, favorables aux longues séparations, mais encore (je continue à ne parler que du drame) le clinquant et l'artificiel de la grande dame exotique par qui sont bouleversés ces deux gentlemen, ce qui nous est un indice de leur propre qualité d'âme, ne nous permettent pas de croire assez fermement à ce que représentent Pierre et Olivier. Ce n'est qu'une impression, subtile peut-être, et que j'ai eu de la peine à démêler, mais dont je suis sûr, et qui m'a doucement et insensiblement glacé. Car, du moment que nous sommes si médiocrement persuadés du caractère exceptionnel, unique, de l'amitié qui lie Olivier et Pierre, les discours et les actes qu'elle leur inspire ne nous paraissent qu'étranges, indiscrets, et ne nous touchent presque plus; et le pacte tardif auquel Olivier asservit Pierre nous semble bien inhumain, et le sacrifice final d'Olivier nous semble bien gros et ne nous laisse pas oublier, à nous, qu'il a une femme charmante et dont il est adoré. Ou, pour mieux dire, tout cela nous devient à peu près égal.

Tout le succès de l'interprétation a été pour M. Lérand, dans le rôle excellent de l'archiduc anarchiste, et, dans un rôle de confidente, pour Mlle Cécile Sorel. Cela est ainsi.

Le Colonel Roquebrune, de M. Georges Ohnet (Porte-Saint-Martin), est un drame, bien fait et fort amusant, d'amour et de police, de cape et de sabre, et même de gourdin, sur lequel il est possible que je revienne. La trompette et le panache de M. Coquelin y font merveille.

JULES LEMAITRE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 décembre.

Les Chambres se sont séparées sans avoir voté le budget, ce qui, d'après la manière dont la discussion a été conduite, n'a surpris personne. On était d'avance résigné aux douzièmes provisoires, comme à une obligation qu'on avait laissée devenir inévitable. L'excuse de la Chambre des députés est qu'elle a voulu ménager et respecter certaines convenances du côté du Sénat : on sait que, le 3 janvier, doit avoir lieu le renouvellement partiel de la haute assemblée. C'est maintenant, par suite de la réduction graduelle des inamovibles, près du tiers des sénateurs qui est rééligible, et plusieurs d'entre eux étaient impatiens de se rendre dans leurs départemens électoraux. Mais peut-être un certain nombre de députés ont-il aussi songé à eux-mêmes, car leur émigration vers le Sénat est un mouvement qui s'accentue de plus en plus, et beaucoup ont des candidatures personnelles à soutenir.

Il serait téméraire d'essayer de prévoir ce que sera le renouvellement sénatorial. On a émis beaucoup de prévisions à ce sujet, on a fait beaucoup de prophéties. La vérité est qu'on ne sait rien, et que les dernières manifestations électorales ne nous ont donné que des lumières incertaines. Aucun grand courant n'emporte aujourd'hui le pays. Il y a plutôt de l'hésitation et de la lassitude. La lecture même des journaux n'apporte que fort peu d'indications, et c'est même une chose singulière, un symptôme remarquable et, en somme, inquiétant, que ce silence presque général à la veille d'une épreuve électorale à laquelle tout le monde attache théoriquement une grande importance. Comment nier cette importance ? Le Sénat, qui nous a sauvés du boulangisme il y a quelques années, a contribué pour une très large part, nous n'osons pas dire à vaincre le danger radical et socialiste, mais au moins à l'éloigner pour quelque temps. Dans la lutte engagée contre le ministère Bourgeois-Doumer, il a joué le rôle principal. Aussi a-t-il soulevé contre lui des colères violentes. Mais ces colères qui, sur le moment, ont flambé avec rage, n'ont pas fait feu

qui dure. Ce n'était, en somme, que feu de paille. Le cri de guerre poussé contre le Sénat n'a pas trouvé d'échos. Il y a sans doute, dans les départemens, des luttes de personnes très vives. Mais, à Paris, les grands journaux qui sont les voix autorisées des partis, se contentent de publier des chroniques électorales, parfois même avec quelque distraction, et s'abstiennent de ces polémiques ardentes qui entretiennent la fièvre et l'agitation dans les véritables veillées des armes. Ils s'abstiennent même, ce qui est pourtant l'enfance de l'art, d'annoncer le succès comme assuré et de l'escompter bruyamment. Cela veut dire sans doute qu'on ne s'attend pas à des changemens bien profonds dans la composition du Sénat. Le suffrage restreint est, par sa nature, moins impressionnable et moins changeant que le suffrage universel. Il reste immobile, comme le sol de la plage sous le flux et le reflux qui s'y jouent impétueusement dans les sens les plus opposés. Cela n'empêche pas le temps de faire son œuvre, et on sait, on croit savoir par avance qu'un certain nombre de départemens sont perdus ou gagnés; mais cela se compense, et la physionomie générale du Sénat ne semble pas devoir en être sensiblement modifiée. Au reste, nous serons bientôt fixés.

De quoi donc s'occupe-t-on surtout, en cette fin d'année? Du socialisme, et toujours du socialisme. Là est le véritable danger, et personne ne s'y trompe. Les querelles purement politiques perdent de plus en plus de leur intérêt. Les questions qui nous ont si violemment divisés autrefois sont réglées, pour longtemps en apparence, et ceux qui s'y attardent encore ont l'air de revenans d'un autre âge. Les esprits plus alertes se tournent vers d'autres problèmes, plus graves encore peut-être et plus profonds, puisqu'ils touchent aux bases mêmes de la société. Problèmes qui n'ont rien d'imprévu, assurément. Vieux comme le monde, ils sont médiocrement rajeunis par la nouvelle manière dont on les présente et les habille. Une fois habitué au vocabulaire à la mode, on retrouve sous les mots et sous les systèmes du jour des sophismes qui remontent à la plus haute antiquité. Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon qu'il s'agit d'une lutte éternelle, à laquelle il faut être toujours prêt. Bien que la question sociale, puisque c'est ainsi qu'on la nomme, n'ait pas toujours tenu la première place dans les esprits, elle n'en a été jamais absente; elle y était hier, comme aujourd'hui; mais, depuis quelque temps, elle est devenue particulièrement pressante et urgente. Cela tient à diverses causes, dont la principale est précisément que les questions politiques sont tranchées, et ont laissé dans les imaginations toujours en travail une large place

à occuper. Les dernières élections ont envoyé à la Chambre un groupe compact de socialistes, dans lequel on compte deux ou trois hommes de talent, ce qui a suffi pour détourner et retenir l'attention de ce côté. En même temps, le parti radical a beaucoup souffert. Lorsque la fumée du combat a été tombée et qu'on a cherché à se reconnaître en se comptant, on s'est aperçu que les radicaux proprement dits, après avoir perdu leurs principaux chefs, ne formaient plus qu'un appoint dans la Chambre nouvelle, et on s'est demandé de quel côté il se porterait. Serait-ce du côté du centre pour former une grande majorité républicaine nécessairement modérée ? Serait-ce du côté de l'extrême gauche pour s'allier aux socialistes et former avec eux un groupe actif, remuant, dangereux, avec lequel il faudrait compter ? Les radicaux ont hésité. Leur chef aujourd'hui reconnu, M. Léon Bourgeois, a montré des velléités tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. Il a essayé à diverses reprises de faire un ministère de concentration où entreraient un certain nombre de modérés ; mais il a voulu leur imposer des conditions inacceptables, et ces combinaisons ont avorté. Il s'est vu, alors, obligé de se tourner du côté des socialistes et de pactiser avec eux. Les socialistes, à eux seuls, pouvaient faire de l'agitation dans les esprits, mais ils étaient beaucoup trop éloignés du gouvernement pour essayer même d'y parvenir ; en revanche, ils avaient le moyen d'y pousser les radicaux et de les y soutenir, et c'est ce qu'ils ont fait. Radicaux et socialistes ont très bien compris qu'ils ne pouvaient rien les uns sans les autres. De là est sorti le ministère Bourgeois-Doumer, avec son programme de réformes fiscales mal conçues sans doute, mal ordonnées, mal digérées, mais très propres à faire de l'effet et à troubler les masses populaires en faisant reluire à leurs yeux les mirages les plus séduisans. Ces réformes peuvent se réduire à un mot qui a pénétré jusqu'au fond des campagnes : c'est le châtelain qui paiera pour tout le monde. Elles étaient une première adaptation fiscale des principes socialistes, et elles bénéficiaient de l'autorité qui appartient toujours aux propositions du gouvernement. Dans nos derniers villages, le même projet d'impôt sur le revenu qui était passé inaperçu lorsqu'il était présenté par MM. Doumer et Cavaignac simples députés, s'est emparé des esprits et est devenu le sujet de toutes les conversations dès qu'il a été présenté par les mêmes hommes devenus ministres. Le prestige du gouvernement, quelque diminué qu'il soit, est encore une force. Sur quoi pourrait juger le paysan illettré, sinon sur l'autorité des hommes, et sur quoi pourrait-il juger les hommes, sinon sur l'autorité qui s'attache à leurs fonctions ? Comment n'aurait-il pas été frappé de voir MM. Bourgeois

et Doumer, ministres d'hier et toujours ministrables, hommes de gouvernement par définition, parcourir la province et se livrer à une propagande effrénée en faveur de leurs systèmes? Bon grain ou ivraie, tant de germes jetés sur le sol devaient y mûrir un jour, et les socialistes assistaient avec joie à ces semailles, en se tenant prêts pour la moisson.

Il fallait lutter contre cette campagne de discours et de banquets que les chefs du parti radical menaient avec tant d'ardeur, un jour dans le Nord, le lendemain dans le Midi, tantôt à l'Est, tantôt à l'Ouest, inaugurant en cela des mœurs politiques nouvelles, car les ministres renversés avaient autrefois l'habitude de se retirer silencieusement sous leur tente, et d'attendre avec patience qu'on vînt les y chercher. Cette attitude pouvait convenir au bon temps de la concentration républicaine. Avec des ministères homogènes, ayant des programmes opposés, il ne pouvait plus en être ainsi. On a donc vu, soit dans le gouvernement lui-même, soit dans le parti modéré, des orateurs se rendre en province et poursuivre eux aussi une campagne oratoire contre les radicaux socialistes. On a entendu successivement M. Barthou, ministre de l'intérieur, à Oloron; M. Henri Barboux à Lille et à Tours; M. Paul Deschanel à Marseille et à Carmaux. Ces orateurs très divers, et dont l'un, M. Barboux, n'appartient pas au monde, ou plutôt au personnel politique et parlementaire, ont tous fait le même discours. Chacun y a mis sa forme particulière, sa tournure d'esprit, quelque chose enfin de sa personnalité et de son originalité propres, mais évidemment ils obéissaient à une même préoccupation, qui était de dénoncer et de combattre le péril socialiste. M. Barthou déclarait qu'aucune conciliation n'était possible avec le nouvel adversaire. MM. Barboux et Deschanel le poursuivaient avec une lumineuse logique dans l'obscur dédale de ses sophismes. M. Barboux n'est pas seulement un des maîtres du barreau de Paris ; il est de plus président de l'Union libérale républicaine, fondée depuis quelques années déjà pour défendre les principes de la république modérée. Il n'a aucune ambition d'entrer dans la vie politique ; il se contente de faire œuvre de bon citoyen en mettant au service de ses idées et de ses amis son éloquence et son activité, qui sont grandes l'une et l'autre. M. Paul Deschanel a commencé à la Chambre même, avec beaucoup d'éclat, la campagne qu'il continue aujourd'hui contre les collectivistes. Il a lu leurs livres, il les connaît admirablement jusque dans leurs plus subtiles contradictions. M. Jaurès s'est flatté quelquefois qu'à force d'étudier les doctrines sociales, un aussi bon esprit que M. Deschanel fini-

rait par s'y laisser prendre comme il l'a fait lui-même; mais il ne semble pas que cette conversion soit encore sur le point de s'accomplir. M. Deschanel aime à dire du mal des économistes; c'est sans doute cette faiblesse de sa part qui a donné des espérances à ses adversaires. Quoi qu'il en soit, c'est à Carmaux même, le siège électoral de M. Jaurès, une des capitales du socialisme et la plus turbulente de toutes, que M. Deschanel est allé se faire entendre dimanche dernier, et il y avait dans la hardiesse de cette démarche quelque chose de particulièrement propre à agir sur les imaginations. M. Deschanel a eu beaucoup de succès, là où M. Jaurès avait été si mal reçu quelques jours auparavant.

Nous ne jugeons pas des progrès ou des reculs de l'idée socialiste d'après les mésaventures personnelles de M. Jaurès : s'il n'est pas réélu à Carmaux aux élections prochaines, il le sera probablement ailleurs et son parti ne sera privé, ni de son action, ni de sa parole. Il n'en est pas moins vrai que ce qui se passe à Carmaux, et même à Albi, est une leçon de choses des plus significatives, sur laquelle il est permis de philosopher. Voilà une petite ville industrielle, une ville d'ouvriers, où les socialistes ont plus que partout ailleurs multiplié les promesses. Ils y ont fomenté des grèves orageuses. Ils s'y sont rendus de leurs personnes avec tout l'état-major du parti. Ils y ont fait des manifestations de tous les genres, comme s'ils l'avaient choisie pour le champ le plus favorable à leurs expériences. Tous les yeux se sont tournés vers Carmaux, et ne s'en sont pas détachés depuis. Les grandes batailles de M. Jaurès contre M. Rességuier ont encombré de leurs bulletins les journaux, le Parlement, les tribunaux. A diverses reprises, le sang a failli couler, et il a fallu toute la fermeté du gouvernement pour prévenir de grands malheurs. Quel a été le résultat de cette formidable agitation? C'est qu'aujourd'hui M Jaurès et ses amis ne peuvent plus mettre les pieds à Carmaux. Après avoir supporté longtemps les plus dures épreuves, les ouvriers se sont aperçus qu'on les avait trompés. On dira peut-être qu'une circonstance particulière a jeté le trouble dans leurs esprits. Au milieu de la fièvre d'espérances qui s'en était emparée, une généreuse bienfaitrice avait donné aux ouvriers carmausins une somme de 100000 francs, qui a servi à fonder une usine rivale à Albi. Nous ne reviendrons pas sur les détails d'une histoire aussi connue. Ce détournement de fonds devait produire à Carmaux une irritation bien légitime; elle n'est pas encore calmée, et ne le sera probablement pas de sitôt; et c'est par là qu'on y explique l'état de choses actuel. Soit! Tournons-nous du côté d'Albi; la situa-

tion commence à n'y être pas meilleure. Lorsque M. Rességuier avait à se plaindre d'un ou de deux ouvriers, il se permettait de les congédier, ce qui provoquait une grande indignation, suivie aussitôt d'une grève. A Albi, un de ces derniers jours, quatre ouvriers à la fois ont été renvoyés par les administrateurs de l'usine, pour des fautes vénielles à côté de celles qui avaient amené autrefois les sévérités de M. Rességuier. L'un d'eux s'était borné à dire que le conseil d'administration coûtait trop cher; on l'a entendu, il a été mis à la porte. Il a dû être bien surpris, et l'a été en effet. Les trois camarades frappés avec lui ne l'ont pas été moins. Ils croyaient être chez eux à Albi; ils croyaient être les maîtres, et ils trouvent des maîtres infiniment plus durs et plus impitoyables que ne l'était M. Rességuier. Rien n'est plus naturel, d'ailleurs. Dans une entreprise dirigée par les ouvriers eux-mêmes, la règle doit être plus absolue et la discipline plus fermement imposée que dans toute autre. Si les ouvriers d'Albi ont espéré échapper à la loi rigoureuse à laquelle sont soumis leurs camarades de Carmaux, ils se sont trompés. Leurs yeux aujourd'hui commencent à se dessiller et leurs langues à se délier. Ils se plaignent et s'indignent. Ils ont de la peine à comprendre que les conditions du travail sont partout les mêmes. Ils se demandent ce qu'ils ont gagné à changer de patrons, c'est-à-dire à choisir quelques-uns d'entre eux pour en jouer le rôle. Par une amère ironie du sort, un des administrateurs qui viennent de se montrer inflexibles envers les quatre ouvriers congédiés n'est autre que Baudot, ce même Baudot qui avait été puni par M. Rességuier, non sans motif légitime, et dont la punition a été la cause première de la grève qui a imposé tant de souffances aux malheureux ouvriers de Carmaux. A Albi comme à Carmaux se poursuit la plus intéressante des expériences. Laissons s'écouler quelques mois. M. Jaurès, qui ne peut déjà plus aller à Carmaux, peut encore aller à Albi; il y est même très bien accueilli; c'est là qu'il aime à chanter la *Carmagnole;* les ouvriers albigeois se rendent à Carmaux pour l'escorter et le protéger lorsqu'il y va lui-même. Bientôt peut-être, Albi lui sera également fermé, et ce sera le tour de M. Deschanel d'aller y faire une éloquente conférence. Qui aurait cru l'année dernière que M. Deschanel pourrait prononcer un discours à Carmaux et qu'il y serait acclamé? Les années se suivent et ne se ressemblent pas.

Voilà pourquoi nous avons cru pouvoir dire que les affaires du socialisme n'étaient pas en hausse depuis quelque temps. M. Doumer, qui a de la finesse, s'en est-il aperçu? A-t-il compris que le bon, ou du moins le meilleur moment était passé pour lui, et qu'il avait cueilli

des lauriers destinés à ne pas repousser? A la surprise générale, il a accepté d'être nommé gouverneur général de l'Indo-Chine, à la place du regretté M. Armand Rousseau. Lorsque la nouvelle de la mort de M. Rousseau est arrivée en France, M. Doumer a publié dans un journal un article plein d'éloges pour le défunt, éloges tout à fait mérités, car M. Rousseau a été la victime du dévouement le plus désintéressé; mais il traçait en même temps le portrait idéal du gouverneur qui convenait, d'après lui, à l'Indo-Chine, et ce portrait ressemblait beaucoup au sien propre très idéalisé. Ceux qui savent lire entre les lignes n'ont pas pu s'y tromper : M. Doumer s'offrait. Il est possible qu'il devienne un bon gouverneur de colonies. Rien ne l'y a particulièrement préparé; il ne semblait pas devoir y être naturellement appelé; mais, comme il faut toujours être juste pour ses adversaires, nous reconnaissons volontiers que M. Doumer est un homme d'un esprit souple, flexible, capable de s'adapter à beaucoup de choses différentes, en même temps qu'un travailleur. Il est jeune, et c'est une des qualités qu'il exigeait judicieusement chez le gouverneur de ses rêves. Qu'il ait désiré aller en Indo-Chine, et qu'il se soit cru de taille à soutenir un fardeau sous lequel plusieurs autres ont faibli, et quelques-uns sont morts, nous l'admettons; non pas, toutefois, sans faire des réserves expresses contre la mauvaise tradition que reprend le gouvernement de se débarrasser des gens qui le gênent en les envoyant au bout du monde. D'abord cela ne réussit pas toujours; ensuite, il y a là un encouragement et un exemple très démoralisans pour ceux qui restent, mais qui voudraient bien s'en aller, à leur tour, dans un gouvernement lointain et fructueux. Nous ne constatons pas sans quelque humiliation d'esprit que le meilleur moyen d'obtenir la confiance d'un ministère dans la haute administration est de lui faire de l'opposition en politique. Il aurait été naturel que M. Bourgeois, revenant un jour au pouvoir, eût nommé M. Doumer gouverneur général de l'Indo-Chine; cela s'explique moins de la part de M. Méline. Pour dire toute notre pensée, nous l'aurions compris d'autant mieux de la part de M. Bourgeois que M. Doumer était peut-être devenu pour lui aussi une gêne, un obstacle, un empêchement; mais cela ne nous aide pas, bien au contraire, à comprendre le choix de M. Méline. Il est certain que M. Doumer, s'il n'était pas le chef reconnu du groupe radical, en était l'homme le plus en vue, le plus agissant, le plus important. En même temps, il poussait son parti aux solutions extrêmes, et il y mettait une ardeur, parfois même une violence, qui rendaient impossible tout retour à cette politique de transaction qui

a toujours eu, dans le secret de son cœur, les préférences de M. Bourgeois. Il est possible que, lorsque M. Doumer n'y sera plus, M. Bourgeois se tempère, nous ne disons pas se modère. Mais cette éventualité n'est pas encore ce qui peut nous aider à comprendre la nomination de M. Doumer faite par le ministère actuel; nous renonçons à la justifier. Nous ne demandons pas non plus ce que peuvent en penser les électeurs que, depuis six mois, M. Doumer menait à l'assaut du gouvernement dont il est maintenant un des gros fonctionnaires!

C'est aussi un signe des temps que la tendance qu'on a pu déjà constater chez d'autres, et qui vient de se manifester chez un de plus, de se retirer, au moins provisoirement, de la politique, comme s'ils n'y voyaient rien à faire, comme s'ils craignaient de s'y compromettre, comme s'ils attendaient des jours meilleurs ou moins obscurs. Cela dénote un défaut de confiance assez général, qui étonne pourtant chez M. Doumer. Hier encore, nul ne se jetait plus impétueusement que lui dans la mêlée des partis. Nous avons parlé de l'activité extraordinaire qu'il déployait. On le voyait, on l'entendait partout. Il avait l'air de remplir un apostolat, et de s'y être voué corps et âme. Cet impôt sur le revenu, qui a fait tant de bruit, était son invention personnelle, et presque sa chose. Il l'avait tant bien que mal rédigé en texte de loi; il avait trouvé les formules les plus propres, du moins à son gré, à le faire miroiter aux yeux des foules; il semblait s'y être attaché avec une conviction qui n'était pas exempte d'âpreté. Et voilà que M. Doumer déserte le champ de bataille. Il laisse à d'autres le soin de poursuivre, ou peut-être d'abandonner son œuvre à peine entamée. Il a obligé la Chambre à voter le principe de l'impôt sur le revenu, et il renonce maintenant à revenir à la charge, pour lui demander de l'établir d'une manière définitive et de l'organiser. Est-ce que sa foi aurait diminué tout d'un coup? Est-ce que son courage aurait faibli? Est-ce que tant de mouvement et d'agitation cachait un désenchantement qui déjà commençait? Est-ce que M. Doumer cherchait à s'étourdir? Est-ce qu'il cherche maintenant à oublier et à se renouveler? Ce sont là des questions qu'on ne peut que poser; lui seul serait à même d'y répondre, et il ne le fera pas; s'il le faisait, qui sait dans quelle mesure il serait sincère avec lui-même? Ce qui est sûr, c'est qu'on n'a jamais vu un homme politique aussi profondément engagé dans la lutte, un chef de file, un porte-drapeau, se retourner d'une manière aussi brusque pour se consacrer à une grande entreprise, sans doute, mais tout à fait différente de la première. Et nous ne sommes pas les seuls à en être surpris et scandalisés : les radicaux socialistes le sont encore plus que nous. Quand ils suivaient avec tant de confiance son fier pa-

nache, ils ne s'attendaient pas à ce que M. Doumer allait subitement le mettre dans sa poche, en les laissant quelque peu désorientés. Il en est qui manifestent leur dépit avec amertume; pour eux M. Doumer est un déserteur, un vendu, un rallié, un homme fini. Nous ne savons pas s'il est vraiment un homme fini; en revanche, son impôt sur le revenu est bien malade; c'est aujourd'hui un enfant abandonné. Il n'est pas impossible qu'à la suite du départ de M. Doumer la politique du parti radical subisse quelque transformation, dont il a lui-même senti l'opportunité. Nous avons essayé d'indiquer l'état actuel des affaires de ce parti, et nous ne croyons pas que l'absence de M. Doumer soit de nature à les améliorer. Mais tout change et se transforme, et lorsqu'on a vu, chez un homme politique, une volte-face à ce point inopinée, il est permis de s'attendre à d'autres étonnemens.

Le parlement italien est réuni depuis un mois. Il a déjà eu à s'occuper d'un certain nombre d'affaires qui touchent, les unes à la politique intérieure, les autres à la politique extérieure. Ces dernières sont naturellement celles qui nous intéressent davantage, — d'autant que la plus importante de toutes a été le vote par les deux Chambres du traité conclu, sous nos auspices, par la Tunisie avec l'Italie. Nous avons déjà parlé de ce traité. Il n'a pas eu besoin d'être soumis aux Chambres françaises, parce que ce n'est pas directement un traité de la France, mais seulement de la Régence; il a dû, au contraire, être soumis aux Chambres italiennes, puisqu'il a été conclu directement par l'Italie avec le bey.

Au reste, l'approbation du traité par notre parlement n'aurait été qu'une formalité, et il y a même lieu de croire que, quelque considérable qu'ait été la majorité à Rome, elle l'aurait été encore plus à Paris. C'est, d'abord, parce que le traité est également avantageux pour les deux pays. Il met fin à une situation qui n'avait déjà que trop duré, situation confuse et indécise, où la France et l'Italie se portaient des coups réciproques, sans aucun profit pour l'une ni pour l'autre, mais où l'Italie avait le plus à souffrir, puisque, malgré tout, nous étions à Tunis dans une situation prépondérante, et que notre autorité, quelles que fussent les entraves qu'on essayât de lui opposer, restait incontestablement la première. L'Italie a invoqué pendant quinze ans les droits qu'elle tenait des anciens traités; mais, après ce délai, ces droits se sont trouvés périmés avec les traités eux-mêmes, et si on avait essayé d'en faire revivre d'autres, tenant à un passé beaucoup plus lointain et perdu dans les ténèbres de l'histoire, on se serait engagé de part et d'autres dans des controverses sans fin, au milieu desquelles la néces-

sité de vivre aurait amené fatalement l'application d'un droit plus moderne. Mieux valait à coup sûr se placer en face des réalités, et chercher amicalement le moyen de les accommoder au mieux des intérêts en cause. C'est ce qu'on a fait de part et d'autre, avec une bonne volonté égale, avec un égal succès. L'Italie, en somme, n'a fait qu'une concession à la France, et une concession qu'elle ne pouvait pas lui disputer plus longtemps, puisqu'elle n'avait plus de traité de commerce : elle lui a reconnu le droit de s'appliquer un régime douanier privilégié, sans qu'elle pût elle-même en revendiquer les avantages. Ce droit de la nation protectrice avait déjà été reconnu par l'Angleterre et par l'Autriche, et il l'a été par l'Allemagne le même jour que par l'Italie : les deux traités ont été consacrés presque en même temps par le parlement italien et par le Reichstag allemand. Sauf sur ce point, qui pour nous est à la vérité très précieux, mais qui était déjà hors de contestation, il est difficile d'apercevoir ce que l'Italie a cédé de substantiel dans ses arrangemens avec la France. La sécurité de ses citoyens est aussi complètement garantie dans un État désormais civilisé, qu'elle pouvait l'être autrefois par les capitulations dans un État barbaresque. Ses écoles, ses hôpitaux, continueront de vivre et de prospérer sous une législation ultra-libérale. C'est à peine si les Italiens, dans la Régence, s'apercevront du changement de régime. Il en aurait été autrement, — on pouvait du moins le craindre, et M. Visconti-Venosta l'a fort bien expliqué dans son discours à la Chambre, — si les négociations entamées n'avaient pas abouti. Alors, tout pouvait être mis en question, et, au terme de la lutte qui n'aurait pas manqué de s'engager, il était d'autant moins difficile de prévoir les résultats, que nous avions pour nous la puissance exécutive et le droit. La France n'avait rien à craindre de cette lutte, mais assurément elle ne la souhaitait pas.

Quel est aujourd'hui le régime douanier de la Régence? Il n'est pas encore tout à fait normal et satisfaisant. Notre situation privilégiée est dès maintenant reconnue par tous. Nous sommes libres d'abaisser autant que nous le voudrons les tarifs entre la Tunisie et la France, et même de les supprimer complètement; mais nous ne le sommes pas encore de mettre en vigueur les tarifs auxquels devront être soumis les produits des autres pays. Si la clause de la nation la plus favorisée ne peut plus être invoquée contre nous, elle peut toujours l'être par les autres nations entre elles, et toutes bénéficient des avantages qui ont été concédés à l'une d'elles, ou qui continuent de lui être attribués. Or l'Angleterre avait avec la Régence un traité sans échéance fixe, traité qui dure encore et qui lui accorde un tarif de

faveur, et ce tarif s'applique jusqu'à nouvel ordre à tous les pays qui ont traité plus récemment avec le bey. Lorsque, il y a quelques mois, nous avons conclu un arrangement à propos du Siam avec l'Angleterre, celle-ci a admis en principe que l'ancien traité devait être modifié : elle a consenti à entrer en négociations avec nous à ce sujet ; mais si ces négociations ont été entamées, elles ne sont pas encore terminées, et, pour dire la vérité, elles ne paraissent pas marcher d'un cours bien rapide. En attendant, l'Angleterre couvre les autres nations, l'Italie en particulier, et les fait participer au bénéfice de ses propres tarifs. Combien de temps durera cet état de choses qui aurait déjà dû prendre fin, si le traité du Siam avait été exécuté dans son véritable esprit ? Nous n'en savons rien ; mais jusqu'à ce que ce moment soit venu, la Tunisie ne sera pas complètement en possession de sa liberté douanière. Le régime sous lequel elle a vécu si longtemps s'est sans doute amélioré en ce qui nous concerne ; pourtant il n'est pas encore celui que comportent les circonstances nouvelles : il n'est pas en rapport avec les progrès industriels et commerciaux qui ont été accomplis, et auxquels l'établissement de notre protectorat a donné un si grand essor.

Toutefois, ce n'est pas la faute de l'Italie, et nous n'avons rien à réclamer d'elle directement. La charte qu'elle vient de consentir nous donne satisfaction. Nous avons dit que le traité, ou plutôt les traités, car on sait qu'il y en a plusieurs, ont été votés à Rome à une très grande majorité. L'affaire allait en quelque sorte de soi. Quelques amis attardés de M. Crispi ont essayé pour la forme de faire une opposition, ou de présenter des critiques auxquelles personne n'a fait attention. Qui aurait cru, il y a quelques années, il y a quelques mois encore, que la situation de la Tunisie à l'égard de l'Italie pourrait être réglée par des arrangemens passés avec la France, au milieu d'un calme qui assurément n'était pas de l'indifférence, mais qui y ressemblait ? La Tunisie était autrefois l'arsenal d'où M. Crispi tirait contre nous ses armes les plus acérées. L'Italie montrait une sensibilité, une irritabilité presque maladives pour tout ce qui touchait la Régence. Si des complications graves avaient pu éclater en Europe, tout le monde prévoyait que c'est là qu'elles prendraient naissance, pour s'envenimer ensuite grâce aux remèdes qu'on ne manquerait pas de leur appliquer. La politique italienne avait alors pour principe de maintenir avec nous, à propos des affaires tunisiennes, un état de tension, de lutte, et presque de guerre sourde, d'où elle semblait se tenir prête à tirer au moment opportun nous ne savons quelles conséquences, propres à troubler plus ou moins la sécurité générale.

Dieu sait toutes les accusations dont nous avons été l'objet, tous les

soupçons qu'on a soigneusement fait naître et entretenus contre nous! On peut voir maintenant combien tout cela était artificiel. Que reste-t-il de cette fantasmagorie? Le temps a suivi son cours, les esprits se sont apaisés, un ministère a été changé, et bientôt les choses ont pris l'aspect qu'elles auraient toujours dû avoir. Et le fait a paru si naturel et si simple qu'on ne s'en est même pas occupé, et que les journaux, avides de trouver des sujets d'articles, ont jugé que ceux-ci manqueraient d'intérêt. Rien n'avait encore mieux prouvé que la politique de M. Crispi appartient à une période définitivement close. On a parlé ces jours derniers en Italie, non pas des traités tunisiens déjà acquis, mais de ceux que l'amélioration des rapports avec la France permettrait sans doute, un jour prochain, de négocier et de conclure avec cette puissance. Ici encore, les partisans de la politique antérieure ont poussé un cri d'effroi. Ils ont condamné par avance tout traité de commerce avec nous. Ils ont assuré que la rupture de l'ancien traité avait été un bien pour l'Italie, opinion qu'ils auront sans doute quelque peine à faire partager à leurs lecteurs. Mais le danger qu'ils redoutent si fort n'est peut-être pas aussi rapproché qu'ils l'imaginent. Le mal accompli n'est pas si aisément réparable, et il faudra de patiens et d'habiles efforts pour en venir à bout. Bien que nous souhaitions autant qu'ils le craignent un rapprochement commercial entre la France et l'Italie, nous ne le voyons pas encore fait, ni sur le point de se faire. Il y aura de grandes difficultés à surmonter. Mais c'est beaucoup déjà qu'on puisse aujourd'hui les regarder comme surmontables. Il y a entre la situation actuelle et celle d'autrefois la même différence et la même distance qu'entre le discours si mesuré et si sensé de M. Visconti-Venosta et les harangues hargneuses de son prédécesseur. Une voie nouvelle s'est ouverte; on ne sait pas encore jusqu'où elle conduira, mais la direction n'en est pas douteuse; elle est dans le sens de la concorde et de la paix.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-gérant,

F. BRUNETIÈRE.

DE TOUTE SON AME

PREMIÈRE PARTIE

I

Ils sortaient des ateliers et des usines de la Ville-en-Bois, les mains et le visage rouillés par la fumée, par les débris du fer, du cuivre, du tan, par la poussière qui vole autour des poulies en marche. Sept heures sonnaient encore à des horloges en retard, et c'était vers la fin de mai. Une douceur était dans l'air. Ils sortaient. Le ronflement des machines diminuait; au-dessus des cheminées de brique, les spirales de charbon en poudre commençaient de s'amincir; des voix s'élevaient entre les murs de la rue de la Hautière et du vieux chemin de Couëron, dans la partie haute de Nantes, voisine de Chantenay.

Heure saisissante où le travail lâche son armée par la ville! Recrues, vétérans, filles, femmes, petits auxquels on aurait donné dix ans, si le timbre de leur voix et la perversité précoce des mots n'avaient révélé en eux de jeunes hommes, ils se divisaient au delà des portes des usines, montaient, descendaient, coupaient par les ruelles, vers le gîte où la soupe les attendait. Les groupes se formaient en route. Les femmes retrouvaient leurs maris; les frères, les amans, les camarades logés dans le même garni se rejoignaient, sans hâte, sans plaisir apparent. Quelque chose de morne et d'usé, même chez les jeunes, ternissait l'éclat des regards; le poids de la journée pesait sur tout ce monde, et la faim commandait en eux. On se disait de grosses choses lourdes, des plaisanteries sans entrain, des bonsoirs rapides. Cependant, il y avait,

çà et là, des visages roses de gamines; des têtes imberbes et vagues de jeunes Bretons des pays d'Auray et de Quimper, que l'usine n'avait pas encore entamés; des yeux qui s'en allaient, levés, avec un rêve; quelques anciens, rudes comme de vieux soldats, qui tenaient dans leurs mains des mains d'enfans, et marchaient sans rien dire, dans une joie lasse et muette. Le vent soufflait de la Loire, de la mer lointaine. Des grappes de lilas, débordant l'arête des murs, en deux ou trois endroits pendaient sur la foule grise.

Une partie de cette population ouvrière, — ceux qui étaient mariés ou vivaient en famille, — laissant les autres se disperser dans les quartiers bas, montait vers les collines de Chantenay, d'où venaient des groupes pareils qui retournaient à Nantes. Au milieu de ce chassé-croisé de blouses, de jaquettes, de tailles de percale mal ajustées sur des jupons défraîchis, un homme, un bourgeois, en haut du chemin de la Hautière, avait arrêté sa charrette anglaise. Il était grand, avec une figure jeune et empâtée déjà, qu'allongeait un peu la barbe noire en pointe. Son costume, de coupe soignée et d'étoffe commune, la façon dont il tenait les guides, indiquaient, aussi bien que le bon goût du harnais et les tons calmes de la peinture, une famille riche, parvenue depuis au moins quinze ou vingt ans. Que faisait-il là, au milieu de ce peuple des usines, que tant de ses pareils évitent volontiers, quand ils le peuvent, et sans savoir pourquoi? Il aurait pu tourner et descendre par quelque rue voisine, moins encombrée. Mais non, il restait, un peu penché en avant sur le siège de reps tigré de gris et de noir, les mains gantées, le fouet croisant les guides lâches, les yeux fixés en avant, sur l'étroite rue en pente. Dévisagé par tous les ouvriers qui passaient, durement par quelques-uns, indifféremment par les autres, salué rarement d'un coup de chapeau honteux, montré, du bout du doigt, par les bandes de femmes en cheveux qui cambraient la taille et riaient, d'une mauvaise envie, fascinées par le nickelage des boucles et le vernis de l'attelage, il regardait les files d'hommes qui se suivaient, du même regard impassible de maître habitué aux foules. A peine aurait-on pu saisir, dans l'expression reposée et terne de son visage, une nuance de pitié et de tristesse, quand certains de ceux qui frôlaient les roues de la voiture affectaient de ne pas saluer, ou se retournaient en disant : « C'est le fils à Lemarié. » Le mot courait, comme transmis par une force électrique, le long de la voie toute brune d'hommes en mouvement; il courait et revenait, chu-

choté sur tous les tons, de l'indifférence, de l'étonnement ou de la colère sourde : « Le fils à Lemarié! le fils à Lemarié! »

Lui cherchait quelqu'un. Tout à coup, sa main qui tenait le fouet s'éleva au-dessus des guides, et fit signe. Un jeune homme d'une vingtaine d'années, qui montait au bras de deux autres de son âge, tourna la tête vers lui. Ses camarades essayèrent de le retenir, par enfantillage insolent et presque inconscient. Il s'échappa, s'approcha du marchepied, en touchant le bord de son chapeau de mauvais feutre, et il attendit. Ses yeux aigus, d'un gris changeant, avaient rencontré ceux du fils de bourgeois qui l'appelait, et il dressait sa figure en lame de couteau, barrée de deux petites moustaches droites, sa figure vivante, ardente, où se reflétait le continuel remuement de la passion, comme si des houles se fussent écroulées et reformées sans cesse au fond de ses prunelles.

— Antoine, dit posément M. Lemarié, est-ce que votre oncle va mieux?

— Non, il ne va guère.

— La main ne revient pas? A-t-il pris les remèdes que ma mère avait envoyés?

— Il crie une partie de la nuit, des fois. Et puis, c'est le tremblement qui le gêne.

— Pauvre homme!

— En effet! Des remèdes, est-ce que ça sert quand on a la main écrasée? Personne ne croit qu'il guérira, voyons! C'est de la comédie, tout ça. Lui faudrait sa pension, monsieur Lemarié!

Celui-ci, un peu embarrassé, répondit, en regardant le bas de la rue :

— Que voulez-vous? Il fera bien d'essayer encore... mais qu'il aille lui-même! Pas de lettre, pas de menaces timbrées, surtout! Ça ne réussit pas avec mon père, vous le savez bien, Antoine.

— Il ira, n'ayez pas peur! répondit le jeune homme, dont un rire haineux tendit en ligne droite les lèvres... Il ira, et puis on le mettra à la porte comme moi. En voilà un pourtant qui a travaillé trente ans dans l'usine. Vous lui devez un bon morceau de vos chevaux et de vos voitures...

De sa main gantée, Victor Lemarié, voyant que des camarades écoutaient, fit signe à l'ouvrier de continuer son chemin.

— Vous oubliez, dit-il froidement, que pendant trente ans mon père l'a fait vivre. Je voulais simplement vous demander des

nouvelles de Madiot. Pour le reste, je ne suis pas le maître.

L'homme s'éloigna de trois pas, puis revint, en enlevant, cette fois, à moitié son chapeau :

— Et si vous étiez le maître, monsieur Lemarié?

Victor Lemarié n'eut pas l'air d'entendre, et regarda de nouveau vers le creux du chemin, d'où montaient toujours des bandes inégales d'hommes et de femmes. Au-dessus de la terre piétinée, une grande poussière s'élevait maintenant, et le soleil couchant, à la hauteur des toits, la traversait et la dorait.

Pendant une minute, l'ouvrier, qui avait rejoint ses compagnons, attendit pour voir si le fils du patron lui répondrait ou s'il fouetterait le cheval. Puis, il tourna les talons, et se perdit dans les groupes qui avaient dépassé la voiture et que poussaient, d'un mouvement continu, les foules venues d'en bas.

Elles étaient déjà plus sombres, ces foules, et plus lamentables, dans le jour qui diminuait. Parmi elles, Victor Lemarié ne cherchait plus personne. Il assistait, les yeux vagues, à ce long défilé d'êtres inconnus, tous pareils, qui se succédaient à intervalles réguliers, comme les anneaux d'une chaîne. Et il souffrait, dans le fond de son âme qui n'était pas mauvais, dans son amour-propre aussi, de sentir contre lui et si près de lui tant de haine imméritée. Elle l'enveloppait, l'étreignait. Il était resté droit sur son coussin de reps, aussi froid d'apparence, ayant l'air d'être occupé de quelque scène lointaine, si bien que des gens se détournaient, pour examiner la partie basse de la rue, vers l'usine; mais il ne fixait son regard sur aucune figure ni sur aucune scène déterminée; de toutes les images mobiles que recevaient ses yeux, une seule image se formait et il la contemplait : c'était la foule grise qui n'a qu'un visage et qu'un nom, l'ouvrier d'usine qui roulait, le frôlait, continuait son chemin, n'ayant que deux sentimens : la lassitude du travail et la haine du riche. « Que leur ai-je fait? pensait-il. Pourquoi étendre leur inimitié jusqu'à moi, qui ne suis pas leur patron et qui n'ai pas affaire avec les ouvriers de mon père? Une des choses qui ont adouci en moi le regret de ne pas être mêlé à la vie active de l'usine, c'était l'illusion que j'échapperais à la défiance de ceux-ci. Et ils me traitent en ennemi né. Quelle affreuse guerre, que celle qui nous range ainsi en deux camps, sans que nous le voulions! Que de fautes il a fallu, de la part de ceux qui possèdent, pour en arriver là! Et que c'est dur d'être détesté de la sorte, de l'être

ici, ailleurs, partout, à cause de l'habit que je porte et du cheval que je conduis! »

Ils montaient toujours. Cependant les rangs s'espaçaient. Quelques vieilles femmes, marcheuses traînantes, indiquaient que l'arrière-garde défilait. Les pointes des hautes branches, les tuiles des pignons, les cheminées, blondes de lumière, émergeaient de l'ombre où les choses basses étaient plongées. Car là-bas, derrière Chantenay, le soleil devait mourir et tremper son globe fauve dans la verdure des herbes; des voiles de bricks et de goëlettes, tendues par le vent qui fraîchissait, blanches seulement au bout des hunes, remontaient sans doute la Loire, de l'autre côté des maisons, là, tout près. Dans l'ouverture du chemin, le peu qu'on apercevait de la ville, entre les toits d'usines, se voilait d'une brume venue du fleuve et qui gardait encore la transparence des eaux bleues. Une vitre étincelait, très loin. Victor remarqua aussi que les hautes cheminées des manufactures avaient cessé de fumer, et que les petites, autour de lui, partout, se couronnaient de l'humble panache couleur de cendre, qui se tordait, s'élargissait, et se perdait dans l'air, signe qu'on était rentré; que la famille se retrouvait; que, pour une heure de veille, bien courte et bien douce, la mère avait tous les enfans autour d'elle. La journée était achevée. Et de sentir cette harmonie rétablie, et de la savoir si brève, et de penser qu'il y en avait une autre, aussi nécessaire, et détruite cependant, brisée à jamais peut-être, il éprouvait une tristesse mêlée de colère contre ceux qui sont venus avant nous. Il était d'une génération qui souffre des rancunes amassées par les autres. Il se sentait, d'ailleurs, plus de pitié que de courage. Et cela encore l'assombrissait et l'humiliait.

A quelques pas de lui, sans qu'il s'en doutât, sous le couvert de quelques arbustes et d'un cèdre qui formaient son jardin, un vieux prêtre, habitué de la paroisse Sainte-Anne, se promenait regardant le même horizon et pensant aux mêmes choses. En dehors du quartier, il était presque aussi inconnu que ces humbles qu'il secourait. Chaque soir, quand l'armée de l'usine montait, ce vieil ami sans lassitude et sans récompense humaine sortait, gagnait la motte pelée de son cèdre, entre les branches duquel on voyait toute la ville, et, écoutant marcher, de l'autre côté du mur, cette misère qu'il connaissait, ému de la même sorte depuis douze ans qu'il venait là, il disait cette prière qu'avait composée son cœur tout simple :

« Seigneur, bénissez la terre qui se voile, bénissez la ville et la banlieue, les riches là-bas pour qu'ils aient pitié, les pauvres ici pour qu'ils s'entr'aiment; surtout les pauvres, mon Dieu, et envoyez au-devant du père qui rentre les enfans avec l'ange qui les fait sourire. Écartez les querelles entre les époux; mettez la paix entre les frères; rendez heureuse pour tous la seule heure où ils sont ensemble, les petits et les grands, afin qu'aucun d'eux ne vous maudisse, qu'ils vous aiment plutôt, Seigneur! Je vous prie pour tous ceux qui ne vous prieront pas ce soir, je vous aime pour tous ceux qui ne vous aiment pas encore, je vous donne ma vie pour que la leur soit meilleure et moins dure. Prenez-la, si cela vous plaît. *Amen.* »

Dieu ne la prenait pas. Il la savait utile.

II

Le chemin était devenu tout sombre et presque désert. Victor Lemarié rassembla les guides, et descendit au pas. Bientôt, tournant par les rues du faubourg, il gagna l'avenue de Launay, et coupa au plus court vers le boulevard Delorme, où il demeurait. Les becs de gaz étaient allumés dans le jour très diminué. L'heure du dîner rendait rares les passans. Victor Lemarié menait à grande allure. Au moment où il arrivait à l'angle de la rue Voltaire, une jeune fille, qui allait traverser, recula, un peu effrayée, et remonta sur le trottoir. Elle leva la tête, et, comme il la saluait, s'inclina légèrement. Dans le salut du jeune homme, il y avait eu cette hâte qu'un homme éprouve à se découvrir devant une femme jeune et agréable, et aussi quelque chose d'étonné qu'on aurait pu traduire : « Est-il possible que cette charmante fille soit la sœur de l'ouvrier qui m'a parlé là-haut? » Dans le salut d'Henriette Madiot, rapide, à peine indiqué, rien ne trahissait la coquetterie, la surprise, ou même une attention vive.

Elle était de ces ouvrières fines, souples, toujours pressées, qu'on rencontre le matin dès huit heures, deux par deux, trois par trois, filant sur le trottoir, vers l'atelier de la couturière ou de la modiste. Un rien les habille parce qu'elles sont jeunes, — que deviennent les vieilles dans ce monde-là? — et ce rien est délicieusement chiffonné, parce qu'elles ont des doigts d'artistes, un petit goût à elles et vingt modèles à copier. Quand elles ont passé, la rue perd une grâce. Il y en a qui toussent et qui rient.

Elles sont du peuple par le geste quelquefois, et toujours par leurs mains piquées, par l'ardeur fiévreuse et la vaillance de leur vie; elles n'en sont ni par leur métier, ni par le monde où leur esprit pénètre, ni par les rêves qu'il leur donne. Pauvres filles, dont la mode affine le goût et désoriente l'imagination; qui doivent aimer le luxe pour être habiles ouvrières, et sont par là plus faibles contre lui; guettées à la sortie de l'atelier, considérées comme une proie facile à cause de leur pauvreté élégante et de leur liberté nécessaire, entendant tout, voyant le mal d'en bas et devinant celui d'en haut, ressaisies par l'étroitesse de leur condition quand elles rentrent le soir, et toujours comparant, qu'elles le veuillent ou non, le monde qu'elles habillent avec celui d'où elles sortent. L'épreuve est dure, presque trop, car elles sont jeunes, délicates, aimantes, et plus que d'autres sensibles à la caresse des mots. Celles qui résistent ont vite pris une dignité à elles, une indifférence voulue de regard, qui est une défense, une allure vive qui en est une autre. Henriette Madiot était de celles-là. Elle avait reçu beaucoup d'hommages, et s'en défiait.

Son salut fut donc bref. Elle était pressée. On veillait, ce soir, dans le « travail » de Mme Clémence. De sa main gantée de gris, elle ramassa plus étroitement les plis de sa robe, et, légère, les yeux un peu au-dessus des passans, elle traversa la rue.

Victor Lemarié trouva quelques personnes dans le salon de l'hôtel qu'habitait son père, boulevard Delorme. C'était d'abord sa mère, puis deux vieux commerçans, M. Tomaire et M. Mourieux, et une demoiselle de trente ans, Estelle Pirmil, deuxième prix du Conservatoire, qui donnait des leçons, connaissait toute la ville, et passait pour originale.

Comme il s'excusait d'être en retard, sa mère l'embrassa.

— Est-ce que nous ne sommes pas en famille? Mourieux et Tomaire sont des sortes de cousins, n'est-ce pas, Mourieux?

— Trop honoré! répondit le gros homme en s'inclinant.

— Vous m'oubliez? dit Mlle Pirmil.

— Je ne vous compte pas, ma chère, vous êtes chez vous.

Heureusement M. Lemarié n'avait pas encore paru. Il était sévère sur l'exactitude.

Un moment après, il entra, petit, maigre, les cheveux tout blancs et en brosse, la barbiche longue au-dessous des moustaches courtes. D'un regard habitué à dénombrer le personnel d'une salle, il compta les convives, s'aperçut qu'il n'en manquait pas, et

alors, la main tendue, il s'avança. M. Lemarié ne s'abandonnait jamais, et parlait bien. Il avait l'espèce de raideur d'esprit et de corps d'un homme qui a beaucoup lutté pour parvenir, et qui lutte encore pour se maintenir. Quand il serra la main de son fils Victor, il dit, du bout des lèvres :

— Jolie promenade aujourd'hui? L'air était bon?

— Médiocre.

— Dommage. Moi, j'ai eu une journée fiévreuse.

On dîna, et, comme la soirée était belle, on passa, aussitôt après le dîner, dans le jardin, vaste carré humide, enveloppé de hauts murs, mal entretenu, et qui faisait contraste avec la tenue confortable de la maison. La mousse envahissait l'allée tournante autour de la pelouse; les arbres, plantés en bordure, sur trois côtés, avançaient en désordre leurs branches au-dessus des massifs de géraniums épuisés.

La conversation, assez vive jusque-là, subit un refroidissement. Les hommes se groupèrent sur un banc, les deux femmes sur un autre qui faisait suite, tout au fond du jardin, dans l'ombre des acacias. Devant eux la pelouse s'étendait, d'une teinte funèbre, et au delà, loin semblait-il, les trois marches du perron, toutes jaunes, éclairées violemment par le feu des lampes et des bougies qui continuaient de brûler dans la salle à manger. Dans cette découpure lumineuse, qui attirait le regard et le fatiguait, la silhouette d'un domestique faisait, par moment, un dessin noir, mouvant comme une fumée. Bien haut, si haut que personne ne pensait à elles, les étoiles, d'un bleu léger, dormaient entre les feuillages.

Un coup de sifflet aigu, prolongé, fendit l'air.

— Tiens, ce sont les ouvriers de chez Moll qui partent, dit M. Lemarié. Ils veillent, depuis un mois, à cause des grandes commandes de la marine chilienne.

— C'est dur, dit Victor.

— Tu les plains?

— Sincèrement.

Les quatre hommes, M. Lemarié, M. Tomaire, M. Mourieux et Victor, étaient en ligne sur le banc. La fumée de leurs cigares formait, à la hauteur de leurs yeux, un petit nuage qu'ils regardaient monter. M. Lemarié demeura ainsi un moment, et tira de son cigare quelques bouffées rapides. Son visage s'était comme affermi encore et resserré, au premier mot de contradiction. Les

sillons marqués au coin des lèvres et entre les sourcils s'étaient creusés. Il reprenait sa physionomie de chef d'usine, prompt et autoritaire dans la défense de ses intérêts. Cela lui déplaisait, cette divergence de vues entre son fils et lui, conséquence d'une différence d'éducation, d'époque et de milieu. Toute allusion aux souffrances de l'ouvrier avait le don de le blesser, dans sa conscience de patron certain d'avoir été juste, de respecter la loi, et d'être impopulaire. Il répondit, d'un ton d'ironie batailleuse :

— La journée de huit heures, n'est-ce pas?

— Non.

— Ou de dix, ça m'est égal. Eh bien! moi, mon cher, je travaille quatorze heures par jour, et je ne me plains pas. Si tu crois que le métier de patron soit enviable aujourd'hui, c'est que tu ne le pratiques pas. Nous gagnons peu, nous risquons tout, nous sommes en butte à des revendications ineptes de gens qui n'y connaissent rien, sans parler de celles des ouvriers qui s'y entendent trop bien. Profits nets : beaucoup d'ennuis et beaucoup d'ennemis. N'est-ce pas, Tomaire? n'est-ce pas, Mourieux?

— C'est bien vrai, dit Tomaire.

— Pas entièrement, dit Mourieux.

— Oh! je sais bien que vous êtes une âme tendre, vous, Mourieux, et ce que vous faites pour vos ouvrières de la mode le prouve bien. Vous les placez, vous les aidez, vous leur donneriez votre maison pour les loger. Mais enfin, on n'est pas obligé à cela. Et est-ce qu'elles vous le rendent? Vous n'êtes pas assez naïf pour le croire. Elles se fichent de vous.

— Quelques-unes, fit tranquillement Mourieux.

— Moi, je n'aime pas qu'on se fiche de moi. Je ne le souffrirais pas dans mes ateliers. Je n'admets pas davantage que des journalistes, des théoriciens, qui n'ont jamais eu seulement un employé sous leurs ordres, des pleureurs de la misère d'autrui, comme il en pleut depuis dix ans, viennent se mêler de critiquer le patron et de plaindre l'ouvrier. Quand Victor voit un homme en blouse, il s'émeut.

— Pas à cause de la blouse.

— Il lui voudrait des rentes. Parbleu, ils en auraient des rentes, au prix que nous les payons, s'ils savaient économiser; mais ils veulent toujours gagner davantage, se reposer de même, et se faire donner des retraites qui les dispensent d'épargner. Voilà! Peux-tu me dire...

— Je ne suis pas de force à discuter avec vous. Ces choses-là ne sont qu'un sentiment, chez moi. Seulement je sens qu'il y a un malaise grandissant, un besoin nouveau.

— Pas du tout, mon cher, il y a toujours eu une question de tout, une question de la vie, plus ou moins aiguë selon les temps. Rien n'est nouveau.

— Si, quelque chose.

— Et c'est?...

— L'absence d'amour, de fraternité, si vous préférez. Presque tout le mal vient de là, et le reste serait vite résolu, si l'on s'aimait. Tenez, je viens d'en voir défiler plusieurs milliers, de ces ouvriers, et ils avaient l'air de me regarder comme un ennemi. Par naissance, je leur suis suspect. Ils ne me connaissent pas, et ils me détestent. Ils n'entrent pas chez moi, et je n'entre pas chez eux.

— Ils entrent chez moi, par exemple!

— Pardon, ils n'entrent pas chez vous. Ils entrent dans votre usine, ce qui est différent. D'un bout de l'année à l'autre, ces hommes-là ne voient guère que deux représentans du patron : son argent et ses contremaîtres. Il n'y a pas là de quoi les toucher beaucoup. En cas de renvoi, le patron opère lui-même ; c'est vrai ! Mais où sont le lien, la fête commune, la marque journalière ou seulement fréquente de cordialité, de bon vouloir, capables de compenser la jalousie qui renaît sans cesse et les conflits d'intérêts qui ne manquent pas? Cherchez ; moi, je n'en trouve pas. Quant aux autres bourgeois, qui ne fabriquent rien et ne vendent rien, comme moi, ils ne s'égarent pas souvent dans les quartiers pauvres, puisqu'il est entendu que les riches et les autres ont leurs quartiers séparés, dans les villes d'à présent. Ils naissent, vivent, s'amusent, ou pleurent à côté, tout à fait à côté. Pas même une apparence de relations, d'estime, de quoi que ce soit. Je vous dis que cela fait souffrir quelquefois, et que moi, j'en souffre. La haine qu'ils ont est faite de cela, bien plus que de revendications positives.

— Bravo! cria Mlle Estelle Pirmil, désireuse d'opérer une diversion. Vous prêchez très bien, Victor, vous aviez la vocation!

Le jeune homme, qui s'était animé contrairement à toutes ses habitudes, et, du bout de ses bottines, remuait le sable de l'allée, répondit avec humeur :

— C'est bien possible.

— Ma foi, ajouta la petite femme qui, de toute la conversa-

tion, n'avait retenu que le mot d'amour, je ne comprends pas ce que vous dites, Victor. Pas d'amour? Ils n'ont pourtant pas l'air de s'en priver chez les gueux. Vous n'avez qu'à compter les enfans dans les faubourgs : ma boulangère en a sept.

Elle se mit à rire de ce qu'elle disait, et sa voix grêle monta seule un moment dans la grande nuit tranquille :

— Ces gens-là ne devraient avoir qu'un ou deux enfans. Ça serait raisonnable. Qu'en pensez-vous?

Mme Lemarié, la mère, dont le visage lourd et commun trahissait rarement les émotions, remua les lèvres sans parler, et posa le bras sur le bras du second prix du Conservatoire, pour l'engager à se taire. Celle-ci ne comprit pas la leçon, mais elle se tut.

Et le silence qui suivit fut d'autant plus pénible que ce chant de linotte écervelée, ne provoquant aucune réponse, prouvait que la discussion entre Victor et son père, sous des formes courtoises, cachait une mésintelligence et tendait les esprits.

M. Lemarié, toujours renversé en arrière, appuyé au dossier. jeta son cigare qui étoila le gazon, comme un gros ver luisant. Tout le monde se mit à regarder le point rouge au milieu du rond noir. Et cela durait. Ni Mourieux, ni l'autre ami de M. Lemarié n'avaient envie de s'engager dans la querelle, le premier parce qu'il savait ce qu'elles valent toutes, le second par précaution d'hygiène et de peur des émotions. Mais leur présence seule et leur silence étaient une excitation. M. Lemarié haussa la voix, et dit :

— C'est charmant à toi de parler de l'amour du peuple. Cependant il serait bon de donner l'exemple. Le donnes-tu?

— Aucunement, reprit Victor en relevant la tête. Je suis parfaitement inutile, et je le sais. Et probablement je le resterai.

— Alors?

— J'aurais pu avoir une tout autre vie. Je vous ai demandé d'entrer dans l'usine. Vous avez refusé.

— Je le crois bien! J'ai trop de peine à maintenir ma fabrique contre les concurrences. Je le fais pour mes ouvriers, quoi que tu en penses. Toi, mon cher, tu la laisserais tomber.

— Merci.

— J'en suis si persuadé que, après moi, la fabrique fermera ses portes. Je le veux, et j'aurai soin que cela soit.

— Ne craignez rien, allez! C'est bien fini, à présent; l'habitude du travail est perdue...

Le jeune homme s'aperçut de l'inconvenance de cette scène, et essaya de rompre sans paraître céder :

— J'ai vu Madiot, le fils, ce soir...

— Triste sujet.

— Oui. J'ai rencontré sa sœur également.

— Ah!

M. Lemarié tourna la tête, sur le dossier du banc, et regarda avec une curiosité âpre et singulière du côté de son fils qu'il pouvait à peine voir dans l'ombre.

— Tu lui as parlé?

— Non. Elle est gentille, et si différente de son frère! N'est-ce pas, monsieur Mourieux, qu'elle est bien?

Le vieux marchand, qui ne s'attendait pas à être mis en cause, fit une grimace, hésita, et répondit avec un désir évident de ne pas s'avancer :

— Mais oui, pas mal, comme beaucoup d'autres de la mode. Elles viennent toutes chez moi.

Puis, élevant la voix, de façon à être entendu des deux femmes qui s'étaient remises à causer, sur le banc voisin :

— Ne trouvez-vous pas qu'il fait un peu frais, mesdames?

Les hommes eux-mêmes furent d'avis que la soirée était fraîche, bien qu'il ne fît ni rosée, ni vent, ni brume. Et tout le monde se leva.

Quand les invités rentrèrent au salon, Mme Lemarié, restée en arrière avec Mourieux, lui dit tout bas, en traînant les mots :

— C'est triste, n'est-ce pas, Mourieux? mais je crois que c'est Victor qui a raison.

— Oui, madame, répondit le brave homme; seulement ces choses-là ne s'enseignent pas, et ne se discutent guère.

— Il a bon cœur, mon Victor?

— Mais oui, dit Mourieux timidement.

Elle cachait entre ses doigts deux pièces d'or qu'elle avait prises dans sa poche. Elle les mit dans la main de Mourieux.

— Prenez cela... pour vos apprenties, pour la bibliothèque...

Mourieux pensa : « Elle est vraiment la seule de cette maison qui soit bonne. Elle l'est tout à fait. Cela lui sert d'esprit. Et cela vaut mieux. »

III

Après avoir traversé la rue derrière la voiture de Victor Lemarié, Henriette Madiot continua, en se hâtant, vers la rue Crébillon. A sept heures, au moment où la journée finissait, Mme Clémence, la patronne, avait ouvert la porte de l'atelier, et prononcé la formule connue : « Mesdemoiselles, on veille ce soir. » Aussitôt l'apprentie avait couru chercher un peu de jambon et de pain, et les ouvrières avaient soupé rapidement sur le coin des tables. C'était pendant ce temps qu'Henriette Madiot, n'ayant pas faim, était sortie pour acheter quelques fournitures indispensables.

Elle rentrait donc, portant un petit paquet enveloppé de papier de soie : des plumes, des fleurs, des bobines de fil de laiton, achetées chez Mourieux. Elle se hâtait pour réparer le temps perdu. Comme la soirée était belle, la jeune fille en avait profité pour faire le tour de deux ou trois pâtés de maisons, boire un peu d'air, détendre son corps énervé par tant d'heures d'immobilité. Il n'en fallait pas plus pour que sa belle jeunesse reprît le dessus ; le rose montait à ses joues ; elle se sentait légère ; ses lèvres un peu longues s'ouvraient toutes seules sur ses dents blanches. Ses amies l'avaient d'ailleurs remarqué : la vie et la joie en elle renaissaient plus vite que chez d'autres. C'était une vaillante. On l'eût prise pour une Anglaise, à première vue, avec ses cheveux ondés, d'un blond égal, qui se levaient en broussaille autour du front et qu'elle tordait par derrière à pleine main, en belles torsades luisantes, comme une gerbe de paille fraîche qui rit quand on la courbe ; avec ses yeux couleur d'eau de mer, d'un vert très pâle, qui donnaient une impression de profondeur et de limpidité ; avec son teint délicat, sa taille plate, son air de volonté calme. Mais le rire spirituel, prompt à s'épanouir sur sa bouche et lent à s'effacer, les mains, le goût surtout, le goût parfait de sa simple toilette d'ouvrière aisée, disaient : « Française de race. » M. Mourieux, qui l'avait connue toute petite, déclarait qu'elle n'avait pas sa pareille, ni pour l'adresse ni pour la distinction naturelle. Il lui voulait du bien, sans pouvoir lui en faire beaucoup, car Mlle Henriette demandait peu de conseils, même à M. Mourieux. Il était content, cependant, lorsque les camarades de la jeune fille, peu indulgentes d'ordinaire, avouaient qu'on n'avait rien à reprendre dans la conduite d'Henriette Madiot, et qu'elle arrive-

rait sûrement à être première chez Mme Clémence, quand Mlle Augustine serait partie.

Vers la moitié de la rue Crébillon, elle s'arrêta un moment, le pied sur la marche d'un couloir, à l'intérieur duquel une plaque de marbre noir portait, écrit en lettres d'or : *Mme Clémence, modes, au 1er*. Le haut du buste un peu renversé, la tête penchée à gauche, elle considéra, avec un intérêt de connaisseuse, l'étalage d'un passementier, puis, jetant un regard sur la rue fuyante, sans y rien chercher, seulement pour dire adieu au bon air du dehors, elle entra dans le couloir, et monta l'escalier.

En haut du deuxième palier, il y avait une porte sur laquelle était reproduite l'inscription d'en bas, Henriette tourna le bouton de cuivre, fit un petit signe de tête à la caissière qui songeait devant ses comptes ouverts, et suivit le corridor que couvrait un tapis gris de haute laine. L'appartement était le plus luxueux de tous ceux des modistes nantaises. Le corridor, — éclairé à droite par un mur de verre dépoli et gravé, qui dissimulait des chambres, des magasins, et, tout au bout, l'atelier, — ouvrait, de l'autre côté, sur deux pièces d'un goût savant et capiteux. La première, qu'on apercevait dès l'entrée dans l'entre-bâillement de deux portières, était une exposition permanente de chapeaux de toutes formes et de toutes nuances, modèles venus de Paris ou créés sur place, ornés de rubans, ou de plumes, ou de fleurs, posés sur des champignons de bois noir de tailles inégales, groupés avec une science consommée de la lumière qui convenait et des voisinages heureux. Dans la seconde, on essayait. Et ce salon d'essayage avait fait une partie de la fortune de Mme Clémence. Les murs, les fauteuils, le canapé étaient tendus de peluche bleu pâle. L'étoffe s'enroulait autour de quatre grandes glaces, en haut desquelles retombaient, légères et remuées par le vent des robes en mouvement, des lianes de serre chaude qui sortaient de jardinières invisibles, cachées dans les draperies des angles. Toutes les femmes entraient là avec plaisir. L'atmosphère de boudoir qu'on y respirait, le velouté des tissus, l'éclat amorti des glaces, qui renvoyaient les images encadrées de nuances neutres, quelques modèles particulièrement chers semés dans les coins et multipliés par la combinaison des reflets, séduisaient les clientes les plus sages et déroutaient les plus économes. Mme Clémence le savait. On choisissait ce qu'elle voulait, sur le conseil muet du petit salon de peluche.

Henriette Madiot suivit le corridor, passa devant les modèles, devant le salon d'essayage, et, tout au fond, à droite, ouvrit la porte du « travail ».

— Ah! c'est vous, mademoiselle Henriette? dit la première avec humeur. Vous avez mis le temps! Voilà plus de dix minutes que nous avons fini de souper.

— Vous croyez, mademoiselle? répondit tranquillement Henriette.

— J'en suis sûre, mademoiselle.

Louisa, la petite apprentie rousse, aux joues bouffies, interrompit :

— Même que le jambon était d'un salé!

Les dix jeunes filles qui composaient l'atelier se mirent à rire, contentes d'en avoir l'occasion, parce que cela délasse. Il y eut, chez les plus jeunes, un rire de la voix, des yeux, des lèvres, de tout le visage épanoui, mais surtout, chez les grandes, un sourire silencieux, les yeux baissés, un sourire d'aînées que les plaisanteries des gamines amusent un moment; puis, quelques regards se levèrent, tandis que la main tirait encore l'aiguille, vers Henriette Madiot. Celle-ci, habituée aux observations de la première, approchait son tabouret du coin de la table, près de la porte. Elle releva sa robe, s'assit et dit, prenant une forme de paille à moitié garnie, sur laquelle se dressaient trois coques de ruban blanc :

— Il fait si doux dehors qu'on en revient de bonne humeur.

Mlle Augustine n'eut pas l'air d'entendre, et déroula le paquet apporté de chez Mourieux. L'apprentie tourna la tête vers le haut de la fenêtre, qui n'était pas garni, comme le bas, de vitres cannelées, et par où l'on voyait une pointe d'arbre balancée dans le ciel. Elle eut l'air de trouver ce carré bleu beau comme le paradis, et elle soupira. Toutes les têtes se penchèrent au-dessus des tables, et l'on n'entendit plus que le bruit des ciseaux coupant les fils, le glissement des formes sur les ongles des femmes, le gémissement d'un vieux tabouret dont les barreaux se plaignaient, ou des mots à demi-voix : « Passez-moi le laiton, mademoiselle Irma. — Savez-vous où est mon tulle crème, mademoiselle Lucie? — Ce que je serai contente de sortir ce soir! J'ai les yeux qui me piquent. » Il y avait, de temps à autre, un bâillement étouffé. Les gestes des mains en mouvement étaient plus nerveux que le matin. Parfois une des ouvrières étendait les doigts à plat sur la

lustrine verte, les contemplait, et, sans mot dire, les repliait sur l'aiguille.

Les douze ouvrières que Mme Clémence occupait pendant la saison, travaillaient le long de deux tables parallèles, qui allaient de la porte jusqu'à la fenêtre, ne laissant qu'un étroit passage au milieu, et deux autres le long des murs couverts d'un papier gris à fleurs bleues.

Un poêle, près de la fenêtre, à gauche; un grand placard brun où l'on enfermait les vêtemens, de l'autre côté; des tabourets de paille à barreaux solides, formaient tout le mobilier permanent. Le reste sortait le matin des tiroirs, et y rentrait le soir; c'étaient les menues fournitures et les instrumens du métier : des bobines de fil blanc, de fil noir ou de laiton, des écheveaux de soie, de petits champignons pour poser le chapeau, des ciseaux, des boîtes de fleurs artificielles, des coupes de rubans, des plumes que délivrait la *manutentionnaire* de la salle voisine. Les jeunes filles étaient assises du même côté de chaque table, l'apprêteuse près de la garnisseuse, et il n'y avait que Mlle Augustine qui eût, outre l'apprêteuse, une « petite main » sous ses ordres. L'apprentie n'était attachée à aucune ouvrière en particulier, et son apprentissage consistait, réellement, à faire les courses de la maison.

Le soir avait fait monter l'ombre, peu à peu, jusqu'aux dernières roses du haut. Les douze femmes travaillaient, appliquées, mais on devinait, à leur physionomie, l'effort trop prolongé qui tue l'idée et rend la main inhabile. Les yeux étaient cernés, et souvent une ouvrière passait la main sur ses paupières pour écarter le sommeil. Dans l'atmosphère lourde, tout un jour respirée, qu'échauffaient encore les lampes que venait d'allumer l'apprentie, les poitrines jeunes se soulevaient plus vite, cherchant la vie là où elle se raréfiait de plus en plus. Mlle Irma toussait d'une petite toux sèche. Au bout des tables, l'une en face de l'autre, Mlle Augustine et Henriette Madiot garnissaient chacune un chapeau. La première plaçait et déplaçait un piquet de pavots rouges sur une forme à bords relevés, et ne parvenait pas à le poser élégamment. Elle était nerveuse. Sur sa maigre figure d'ouvrière déjà fanée, les lèvres s'écartaient, d'un mouvement rapide et douloureux. Henriette Madiot, les bras un peu arrondis, les doigts rapprochés, assemblait en éventail les coques d'un large ruban crème, et souriait, au fond de ses yeux pâles, en voyant

que, du premier coup, ce soir, elle réussissait à donner à son œuvre ce tour qui est le souci, la joie et le gagne-pain de toutes ces filles de la mode, ce rien d'art où entrent leur jeunesse, leur imagination de femmes, le rêve que leurs vingt ans feraient volontiers pour elles-mêmes, et qu'elles cèdent aux riches, indéfiniment, tant que leur tête peut inventer et leur main suivre une pensée.

Dehors, les étoiles hésitantes, combattues par un reste de jour, ne luisaient pas encore, mais elles emplissaient les profondeurs du ciel, comme une poudre impalpable dont aucun grain n'est visible. L'heure se levait où la rosée abreuve et redresse l'herbe ; où les chevaux, dans les prés, s'endorment sur trois pieds à l'abri des saules nains ; en ouvrant la fenêtre, on aurait pu entendre le cri peureux d'un oiseau de marais, gagnant son gîte : les femmes cousaient, taillaient, modelaient les étoffes.

— Huit heures et demie ! murmura Mlle Lucie, une grosse blonde qui avait toujours ses manches retroussées, et sur la peau tendue de ses poignets des gouttelettes de sueur qui l'empêchaient de prétendre à l'emploi de garnisseuse. Dans une demi-heure, mesdemoiselles, nous serons libres, et c'est demain dimanche !

Elle fit un geste du bras, comme pour lancer un bonnet pardessus les moulins. Quelques-unes sourirent. La plupart, enfiévrées, ne virent pas, et n'entendirent pas. Il fallait finir certaines commandes pressées. La préoccupation les rendait sérieuses et aussi la pensée, toujours présente aux jours de paye, de la maison où le gain de la semaine était attendu et souvent dépensé par avance. Sous les cheveux bruns ou blonds, que le feu des lampes éclairait ardemment, la même vision passait : la mère vieillie qu'elles avaient presque toutes à leur charge, les frères, les sœurs, les dettes d'héritage qu'elles achevaient de payer. Même celles qui vivaient avec un amant aidaient presque toutes quelque proche parent, et se rencontraient avec les meilleures et les plus pures dans ce sentiment de solidarité généreuse qui donnait une dernière force aux doigts engourdis, à l'esprit tendu vers ce nœud de ruban qu'il fallait coudre ou poser.

Les nuques blanches, douces dans leur collier d'ombre et de lumière, ne se relevaient plus.

Le timbre de la porte d'entrée sonna un coup. Et, un moment après, la caissière parut :

— Mademoiselle Augustine, c'est une ouvrière qui se présente ?

— A cette heure-ci!

— Elle demande s'il y a du travail.

— La patronne est à dîner; on ne la dérange pas. D'ailleurs, il n'y a pas de travail, vous le savez bien : nous allons entrer en morte-saison.

Puis, se ravisant, comme la caissière fermait la porte :

— Enfin, allez donc voir, mademoiselle Henriette. Je ne peux pas me déranger. Vos fleurs de chez Mourieux ne se tiennent pas. Ça n'a aucun chic.

Henriette se leva, et alla jusqu'à l'extrémité du couloir, près de l'entrée, où se trouvait une jeune fille dont on ne voyait ni la taille, ni la jupe, enveloppées dans un manteau long, d'étoffe noire, mieux fait pour l'hiver que pour l'été. Instinctivement, elle considéra d'abord les bottines, — le grand signe, — et vit qu'elles étaient misérables, écrasées par la marche, blanchies au bout par l'usure; puis elle regarda le visage que l'ombre projetée par le bord du chapeau coupait en deux, un visage plein, très pâle, dur de traits, avec des yeux noirs, enfoncés et brillans. Ce qui frappait le plus, chez cette inconnue toute jeune, c'était l'expression tragique et presque farouche. Elle avait dû subir bien des refus, la pauvre fille, avant de venir là. On devinait, à cette physionomie qui ne se faisait pas aimable et qui ne suppliait point, que le cœur était sombre comme la mort, et que, pour cette passante de la rue, sauvage et presque hautaine, qui demandait du travail, il y avait derrière la réponse un problème terrible, indifférent aux autres et bien gardé par elle. Elle tenait d'une main la porte de l'escalier, prête à descendre.

Les deux jeunes filles se considérèrent ainsi un moment l'une l'autre. La physionomie de la blonde Henriette Madiot devint compatissante :

— Vous vouliez parler à Mme Clémence, mademoiselle? Elle ne peut pas vous recevoir à présent.

— Il n'y a pas de travail, n'est-ce pas? fit l'ouvrière d'une voix sourde.

— Je ne crois pas... La saison finit, voyez-vous...

De ce même ton éteint et sans charme, l'ouvrière dit :

— C'est bien.

Elle se détourna aussitôt, et se remit à descendre vite, vite. Elle avait hâte; évidemment ce n'était qu'à force d'énergie qu'elle se raidissait ainsi contre la malchance. Le bruit de ses pas sur le

tapis, puis sur le chêne des marches diminuait. On ne la voyait plus. Henriette Madiot était demeurée debout, à la même place. Elle songeait que c'était le malheur qui était venu frapper là, et qui s'en allait ; elle voyait encore l'expression dure de ce regard ; elle entendait ce son de voix où il semblait qu'il n'y eût pas d'âme, parce que l'âme était trop triste pour se montrer. Un mouvement de pitié la saisit, l'entraîna, la fit courir jusqu'au bas de l'escalier. Elle heurta presque dans le couloir, près de la rue, l'inconnue qui sortait. Celle-ci tourna la tête, par-dessus l'épaule, et continua.

— Mademoiselle?

L'ouvrière s'arrêta, reconnut Henriette, et fit un pas, timidement, pour revenir sur la grande pierre blanche, usée au milieu, qui formait le seuil de la maison, et elle attendit, immobile, ses yeux noirs fixés sur Henriette qui baissait les siens, ne sachant que dire, ni quelle forme donner à cette pitié qui l'étreignait.

— Écoutez... c'est vrai que la saison finit, et qu'il n'y a pas de travail...Mais peut-être en parlant à Mme Clémence... vous avez l'air si malheureux!

L'autre se redressa, et dit d'un ton offensé :

— Mais non. Je ne suis pas malheureuse. Je demande du travail, voilà tout.

Henriette craignit de l'avoir blessée, et dit très doucement :

— Pardonnez-moi. Comment vous appelez-vous?

— Marie Schwarz.

— Vous savez travailler?

— Si je savais bien, j'aurais trouvé, vous comprenez.

— Pourriez-vous faire une apprêteuse?

— Je n'ai pas appris. Je viens de Paris. J'ai été mannequin chez un couturier, voyez...

Elle écartait son manteau, en parlant, et sa taille apparaissait entre les plis, fine et longue.

— Oh! alors, si vous ne savez rien...

Une tristesse subite avait assombri le visage d'Henriette. Plus d'espérance à donner, pas la plus petite chance d'aider cette malheureuse. La jeune fille la regarda comme on regarde ceux qu'on ne verra plus jamais, et qui vont s'enfoncer dans la nuit, et qu'on aurait voulu retenir, ombres étrangères qui avaient au front je ne sais quel signe fraternel. Elle ouvrit la bouche pour dire adieu, et tout à coup une idée lui vint, qui la fit rougir de joie. Vivement elle étendit le bras, et, soulevant le grand chapeau de feutre :

— Avez-vous beaucoup de cheveux?

Une masse noire, désordonnée, emmêlée, mais opulente et lourde, descendit à moitié défaite sur l'épaule de Marie.

— Oh! oui, je vois, beaucoup, beaucoup! Avec un peu de frisure, vous pourriez vous placer comme essayeuse.

Marie Schwarz pâlit encore. Ses yeux s'adoucirent, s'allongèrent. Une larme et un peu de joie y montèrent ensemble. Elle avança la main, très peu :

— J'ai tant besoin! fit-elle.

Henriette prit la main, gantée d'un vieux gant noir tout éclaté au bout, et la serra affectueusement :

— Je me sauve. Je serais grondée. Je parlerai ce soir à Mme Clémence. Venez me voir demain matin, rue de l'Ermitage, près de la cour des Hervés, à l'angle, en montant. Demandez Mlle Henriette. On me connaît bien! Tout le monde me connaît!

L'autre resta sur le seuil, suivant de son âme revivifiée Henriette Madiot, qui disparaissait dans l'ombre de l'escalier. Depuis trois jours qu'elle errait, c'était le premier mot de sympathie qu'on lui disait, le premier espoir qui s'offrait. Cela lui faisait tant de bien qu'elle écoutait, défiante, de peur qu'on ne revînt lui annoncer : « Décidément, il n'y a pas de place pour vous. Tout est pris. La saison meurt. »

On ne revint pas.

Henriette regagnait l'atelier. Au moment où elle passait devant les appartemens de Mme Clémence, celle-ci, étonnée de ces allées et venues, ouvrit la porte, et demanda sévèrement :

— Qu'y a-t-il donc?

Puis, reconnaissant sa meilleure ouvrière, elle répéta, d'un tout autre accent :

— Qu'est-ce qu'il y a, mademoiselle Henriette?

Mme Clémence avait une finesse naturelle qui lui tenait lieu d'éducation. Elle était toute grise, bien qu'elle eût à peine quarante ans, fraîche encore, et toujours vêtue sévèrement d'une robe de soie noire avec un gilet mauve ou brun, suivant les saisons. Cette simplicité plaisait aux clientes autant que la richesse des salons, car tout était fait pour elles. Sa coiffure en éventail, bouffante et poudrée, qui lui donnait un air de marquise des gravures de modes, ne leur déplaisait pas non plus. Elle parlait peu, d'une voix juste. Mais la vraie cause de la fortune de Mme Clémence, c'était l'intelligence qu'on lisait dans son regard, la sûreté

un peu dédaigneuse de ses arrêts. Quand elle avait dit : « Voici exactement le chapeau qui vous convient, madame la baronne, celui-ci, pas un autre », on sentait faiblir sa propre volonté et capituler ses préférences. Elle avait l'air d'un juge d'art, prononçant sur le mérite d'un portrait. Et elle était artiste, en effet, d'un genre secondaire, avec une science consommée de la flatterie autoritaire. La femme avait de la bonté, sans assez de souvenir de sa condition première, car elle était simple garnisseuse quand elle avait épousé son mari, voyageur de commerce assez riche, qu'on ne voyait jamais. Elle se montrait volontiers maternelle en paroles pour ses ouvrières, et savait les nuances qui ont tant d'importance pour la direction de ces jeunes filles à moitié dames elles-mêmes, et pauvres, et nerveuses, dont l'impressionnabilité est extrême, et chez qui le caprice est un don précieux. Elle eut donc un sourire pour Henriette, qui répondit, de son air réservé qu'elle avait tout de suite repris :

— C'était une demande de travail.

— Vous avez dit non.

— J'ai dit que la saison était bien avancée, qu'il y avait peu de chances...

— Mais aucune, mademoiselle Henriette!

— Elle a de si beaux cheveux, madame! Elle ferait une essayeuse plus que présentable...

— Je n'ai pas voulu remplacer Mlle Dorothée, vous le savez bien, quand elle m'a quittée, après le concours hippique.

— Tous les chapeaux iraient sur cette tête-là.

Mme Clémence se mit à rire :

— Le malheur est qu'il n'y a plus de chapeaux à essayer. Encore, dans quatre ou cinq mois, à la rigueur...

— D'ici là elle sera morte, dit Henriette, gravement, en regardant le bout de ses bottines.

— Oh ! morte !

— Oui, madame. Elle n'a pas de pain, c'est sûr, puisqu'elle n'est pas chaussée. Je ne la connais pas. Je l'ai vue une minute, mais elle est fille à se tuer de chagrin, celle-là, j'en réponds.

— Vraiment, vous croyez? Elle est donc très intéressante, cette jeune fille?

— Oui, madame, très intéressante, cela me ferait grand plaisir, si vous vouliez...

— Quoi?...

— Simplement la prendre à l'essai, pour deux ou trois semaines.

La patronne réfléchit un moment. Elle était décidément de belle humeur, car elle répondit :

— Petite artiste que vous êtes ! J'ai déjà remarqué que vous aviez vos pauvres, mademoiselle Henriette ! Comment s'appelle votre protégée ?

— Marie Schwarz.

— Eh bien ! va pour Mlle Marie ! Je n'ai pas besoin d'elle, mais je la prendrai pour vous faire plaisir. Amenez-la-moi lundi.

Dans son esprit, il y avait cette fin de phrase, qu'elle ne prononça pas : « Je tiens à m'attacher une ouvrière telle que vous, qui êtes ma première de demain. »

Henriette leva vers Mme Clémence ses yeux qui devenaient presque bleus quand elle souriait :

— Oh ! merci, dit-elle avec émotion. Je suis contente ! Je la débrouillerai. Je la mettrai à côté de moi, au travail, et vous verrez que je la formerai !

Elle esquissa une révérence, et rentra dans l'atelier. Les ouvrières, presque toutes debout, prenaient leur mantelet, cherchaient la cravate ou l'ombrelle dans le grand placard, tandis que deux ou trois, en hâte, les pommettes rouges, achevaient de coudre quelque chose.

Peu après, elles défilèrent, en troupe pressée, devant le bureau désert de la caissière. La flamme baissée des becs de gaz ne permettait pas de voir combien ces pauvres visages de dix-huit ou vingt ans étaient creusés par la fatigue. D'ailleurs, les yeux luisaient déjà de plaisir. Un courant d'air frais soufflait par l'escalier. Sur plusieurs d'entre elles, la transition, trop brusque, produisit même une sensation d'étouffement. Mlle Augustine dut s'appuyer un instant à la rampe, et s'arrêter. L'apprentie sautait les marches. Elle seule ne relevait pas sa jupe. Les premières parties étaient déjà dans la rue. Elles attendirent les autres, pour leur dire bonsoir. Oh ! un simple mot, qui n'impliquait ni affection profonde, ni éducation raffinée, mais qui était dans leur habitude, et marquait bien la fraternité ouvrière. « Bonsoir, mademoiselle Augustine ; — Bonsoir, Irma ; — Bonsoir, Mathilde ; — Bonsoir, mademoiselle Lucie. » Elles murmuraient cela, gentiment, vite détournées. Quatre d'entre elles se dirigèrent, à gauche, vers le quartier de la place Bretagne. Les autres, qui remontaient la

rue, habitaient du côté de la Ville-en-Bois, ou sur les quais, ou, comme Henriette, sur le coteau de l'Ermitage qu'on nomme aussi le coteau de Miséri. Et, au croisement des rues, le groupe diminuait, le petit groupe des modistes qui marchaient vite, dans la brume fine de Loire. Un adieu rapide sans arrêt, puis un autre. Elles furent bientôt dispersées dans les rues de la ville. La préoccupation du métier s'était envolée. La fatigue leur faisait désirer la maison, le lit, l'ombre où l'on dort; et elles se hâtaient. Henriette Madiot, descendue sur les quais du port, se mit à suivre le trottoir, près de la ligne du chemin de fer, de peur des hommes qui sortent des petits cafés de la marine, de l'autre côté.

Les mâtures de navires se dressaient à gauche, brunes dans les étoiles, et bercées de l'une à l'autre d'un mouvement régulier, dernier rythme de la mer qui venait mourir là. Elles voyageaient encore, les belles mâtures des goëlettes et des bricks. Elles voyageaient dans un autre infini. Henriette, en les revoyant, se sentait chez elle. Sa rue, la très ancienne rue de l'Ermitage, commençait peu après la gare maritime, et montait en pente raide, n'ayant de maisons que d'un côté jusqu'en haut de la butte. Elle était déserte à cette heure, et les gamins ne se pendaient plus aux rampes de fer qui servent de garde-fou. Vers le milieu, à l'endroit où elle se coude un peu, les maisons qui forment le renflement luisaient sous la lune, et surtout l'étroit logis, si bien serré entre ses voisins qu'il semblait avoir poussé en hauteur, et qui marquait justement l'extrême point de la courbe. Qu'il était blanc, ce soir! On eût dit la maison d'un capitaine de port, ou un ancien phare, du temps qu'on les faisait rectangulaires, ou une tour d'église peinte à la chaux et servant d'amer pour les navires. Cela lui donnait une importance et une beauté, presque une jeunesse, d'autant mieux que, juste au pied, s'allongeait l'ombre des acacias plantés dans le roc, sur l'autre bord de la voie, pour les petites gens du faubourg. Henriette sourit en l'apercevant. Elle l'aimait, depuis si longtemps qu'elle y vivait. Avec son goût d'artiste, elle souriait aux choses plus vite qu'aux personnes. Elle regarda. Il n'y avait pas de lumière à la fenêtre de sa chambre. Mais le laurier-rose faisait comme un buisson argenté sur le balcon, près du toit.

Elle s'arrêta sur la chaussée, avant d'entrer. L'air, extrêmement doux, poussé par le vent d'ouest, emplissait de brume et de parfum toute la vallée de la Loire. Il passait, d'une haleine régulière, sans bruit, sans rider l'eau traînante où se berçaient

des lueurs de lune. L'arome des fleurs du foin s'y mêlait. « Quelle belle journée demain! » Il n'y avait pas de nuage. Un feu rouge, à la pointe d'une gabare, avançait lentement, venant de l'autre rive. Henriette se détourna, s'approcha de la porte, et entra.

IV

Oui, elle s'était attachée à ce quartier, à cette rue, à cette maison. Ses meilleurs souvenirs ne l'en écartaient guère. Sa petite enfance, les toutes premières années, elle les avait passées à Chantenay, la commune qui touche le plateau de Miséri. Elle se rappelait un chemin noir de charbon, où les souliers enfonçaient jusqu'à la cheville dans la poussière ou dans la boue; un logis bas, sans étage; une femme, sa mère, très douce de visage, très blonde, qui parlait peu, et cousait, du matin au soir, dans l'embrasure de la même fenêtre, des chemises de grosse toile pour les marins. Figure de souffrance et de résignation, dont elle ressaisissait à grand'peine les traits lointains, embrumés, presque effacés. Henriette ne se souvenait d'aucune promenade dans les prés ou les bois, d'aucune fête où l'on va, la main dans la main, parens et enfans, les dimanches; non, rien que du trajet de la maison paternelle à l'école des sœurs, et du retour, avec le petit panier presque vide où il n'y avait plus ni pomme, ni pain, mais seulement la pelote de laine du travail manuel, toute légère, qui roulait. Cela l'étonnait encore, bien souvent, quand elle pensait à autrefois. Très jeune, elle avait perdu sa mère. Elle se disait : « Je dois avoir ses cheveux, son teint, un peu de son humeur recueillie. Je me replie volontiers sur mes peines, et je ne découvre pas mon âme à ceux même que j'aime. Ma mère était jolie à vingt ans : on me l'a répété. Moi, je l'ai connue bien lasse déjà. Ce qui m'est resté le plus présent, c'est le sourire, qui semblait me dire adieu à chaque fois. »

Rarement elle pensait à son père, mort quelques mois plus tard, et elle se le reprochait comme une ingratitude. Mais elle l'avait moins connu encore. Prosper Madiot appartenait à l'innombrable catégorie des hommes incapables de tout ouvrage d'art. Il était terrassier, se louant à la journée ou au mois, simple manœuvre, dont la voix était rude, l'esprit vague, comme endormi, secoué de réveils violens. Cela faisait un médiocre ménage avec la femme délicate et songeuse, qui obéissait toujours avec une

espèce d'humilité douloureuse et si profonde que les enfans, devenus grands, souffraient eux-mêmes au souvenir de tant de soumission. Lui, chaque soir, arrivait, demandait la soupe, la mangeait, partait pour la « Société » où il buvait peu, où il regardait surtout jouer les autres, et les écoutait en fumant. Le matin, il quittait la chambre avant que la petite Henriette ne fût debout.

La gaîté, la liberté, la vie, dataient, pour Henriette, de cette soirée d'hiver où, fillette de dix ans, ébouriffée, lasse d'avoir pleuré, consolée déjà par la nouveauté des choses et des visages, elle était sortie de la maison de Chantenay avec l'oncle Éloi. Celui-ci donnait la main au petit frère, un pâle garçon de sept ans, qui se laissait traîner. Elle marchait de l'autre côté, et, quand elle levait les yeux, elle voyait au-dessus d'elle la grosse moustache grise et dure de l'oncle Éloi dans les étoiles. Il les eût conduits n'importe où. La mère était morte, le père était mort, et les enfans suivaient l'oncle, le seul parent qui leur restât; ils le suivaient, confians parce qu'il avait dit : « Venez avec moi, les gosses ! Ça vaut mieux de ne pas coucher là. » Henriette était enveloppée dans un châle de laine blanche qui lui couvrait la tête comme une capeline; Antoine disparaissait dans le caban trop large et traînant que l'oncle avait acheté, à la brune, chez le revendeur. Le vent descendait la Loire et gelait le brouillard sur les câbles des navires, sur les mâts, sur la barbe de l'ancien soldat, qui disait : « Je n'ai qu'un lit pour vous deux, mais demain j'en aurai deux. » Les passans glissaient, ombres noires, autour de ce reste de famille, deux petits avec un vieil oncle. Il reprenait, ayant bonne envie d'amuser les orphelins qu'il emmenait : « Vous verrez sur les murs les belles images qu'il y a : l'Empereur, le maréchal Bugeaud, la prise d'Alger... Seulement faudra pas toucher, les enfans : j'y tiens, comme à mon congé, à mes tableaux... y a aussi un coquillage où la mer roule, sans que ça la fatigue. » Et ils considéraient tous deux, avec une vague admiration, l'oncle Madiot qui marchait un peu vite, très grand, la poitrine en avant, à cause de l'habitude du sac, et la moustache comme taillée en pierre sur ses joues rasées. Dans le silence du port endormi, leurs pauvres destinées allaient vers l'abri inconnu. Les petits souriaient, avec des sanglots inconsciens, désormais vides de pensée, qui les secouaient de temps en temps, et se répondaient. Les hauteurs de l'Ermitage montaient dans le ciel, à gauche; une façade

pâle, plus haute que les mâts des goëlettes, s'enlevait au sommet de la falaise taillée à pic, et semblait penchée sur le vide. L'oncle Éloi disait : « Voilà le nid! » Les enfans comprenaient : « Voilà le sommeil qui vient, l'oreiller blanc, la fin de la marche sous le vent froid. » Ils remuaient plus vite leurs pieds mal chaussés, qui écrasaient des miettes de charbon sur les quais.

Henriette avait grandi là, bientôt gâtée par son oncle, adoptée par le voisinage, et devenue si familière avec les choses et avec les gens qu'elle s'imaginait parfois être née parmi eux. C'était un monde étendu et incroyablement peuplé, que limitaient, d'un côté la rue de l'Ermitage, de l'autre la ruelle du roi Baco. La première ligne de maisons, à peu près régulière, cachait un second plan de cours bâties, de masures étagées sur l'échine du coteau, entourées de jardins minuscules, défendues par des palissades, et où régnait toujours une odeur de lessive. Les vieux ne manquaient pas, les enfans pullulaient. Il y avait la population ancienne et aristocratique, occupant le quartier depuis un demi-siècle ou même davantage, et les colonies vagabondes que l'huissier lève et relance, comme un limier, de place en place dans le champ de misère des villes, troupe lamentable qui n'a point d'amis, qui n'a pas le temps de s'en faire et pas le temps d'en pleurer. Henriette, de bonne heure, avait passé parmi ceux-ci, et, toute pauvre qu'elle fût, trouvé plus pauvres qu'elle. Ils l'avaient aidée, par comparaison, à se sentir heureuse.

Oh ! l'école de ces voisinages, et la pitié désirable qu'ils mettent pour toujours dans l'âme! La petite avait vu souffrir autour d'elle, et son cœur, naturellement tendre, s'était ouvert à la compassion. Elle comprenait à peine qu'elle avait déjà ce sourire attendri qui caresse à distance. Les gamins, couchés le long des balustrades, la voyant qui partait pour l'école, grande un peu, serrée dans sa robe courte, et qui les regardait comme maternellement, disaient : « Bonjour, mademoiselle Madiot ! « Elle ne leur parlait pas, ne s'arrêtait pas. Ils l'aimaient pour l'avoir vue. Les vieux de même.

L'oncle Madiot avait voulu qu'elle suivît encore, pendant quatre ans, les cours des Dames de la Sagesse, sur le coteau de Miséri, tandis que le garçon allait à l'école municipale du quartier. L'ancien soldat obéissait à un bon sentiment, lorsqu'il disait à Henriette : « Retourne à l'école, petite, et fais-toi une raison. Tu as bien le temps de tirer l'aiguille. » Il savait, lui, le rengagé qui

avait dormi près du tiers de sa vie dans les chambrées d'hommes, entendu leurs propos, vécu intellectuellement des histoires légères, infâmes ou seulement sottes qui alimentent la clientèle des cafés militaires, il savait qu'il était meilleur de ne pas jeter trop tôt une enfant impressionnable comme Henriette dans la corruption des ateliers. Grâce à lui, Henriette avait passé, dans un abri relatif, cette période de dix à quatorze ans où l'intelligence s'ouvre, et prend possession d'un caractère déjà formé. Elle était restée très innocente, rieuse par cela même, avec un fond de gravité, et elle avait développé son esprit autant qu'une fille de sa condition et de son milieu pouvait le faire. « L'enfant aime la lecture », disait la sœur supérieure à Madiot qui s'informait. « Elle a du goût pour apprendre. » Et ces humbles filles lui avaient appris tout ce qu'elles savaient d'arithmétique, de géographie, d'histoire, beaucoup de couture, de ravaudage, de broderie même.

A mesure qu'elle grandissait, une puissance mystérieuse se développait en elle, et c'était la vierge, celle qui est comme une autre âme dont l'influence pénètre tout, le sourire, le regard, les mots, le geste de la main qui s'offre : celle qui est douce et dont on a peur ; celle qui ne sait point le mal et qui devine cependant ses pièges ; la vierge qui meurt d'une pensée, contre laquelle toute la luxure du monde est soulevée, et qui passe au travers, ayant le signe de Dieu. Oui, Henriette avait ce charme de la virginité, que les petites de l'école n'ont pas toutes ; aussi les gamins l'appelaient « Mademoiselle », bien qu'elle fût pauvre comme les autres, et son oncle Madiot, quand elle levait sur lui ses yeux pâles et qu'elle disait : « J'ai bien su mes leçons », se sentait une émotion que jamais il n'avait ressentie, et pensait : « Faut que je la garde bien ! »

Il avait des airs féroces quand, par hasard, se promenant avec elle, il remarquait un homme du port, un marin, un passant qui la trouvait de son goût et qui le laissait voir. Il se hâtait de quitter l'usine Lemarié, le soir, afin de retrouver plus vite son enfant, et n'acceptait jamais de veiller chez des amis. Quelquefois, il lui faisait un petit sermon comme un vieux militaire sait les faire, court et énigmatique : « Tu es ma gloire, disait-il, et la gloire, vois-tu, Henriette, c'est comme un tonnerre de fusil : faut qu'il n'y ait rien à dire, absolument rien. » Mais tout cela était peu de chose, et ce qu'il faisait de mieux, pour la sauvegarde de la petite, c'était de l'aimer.

Là vraiment il fut sans reproche. A cause d'elle, il devint presque sobre; il économisa; il rompit d'anciennes camaraderies, qu'il eût conservées pour lui-même, mais qui auraient pu choquer la petite; il commit même cette faiblesse d'apprendre un peu de cuisine. N'était-ce pas presque nécessaire? Henriette venait d'entrer en apprentissage. Elle était un peu longue, pour son âge, et si épuisée, le soir, quand elle revenait de l'atelier, à près de huit heures! Lui, dès six heures et demie, il était libre. Alors, il avait pensé: « En me dépêchant de quitter l'usine de l'île Gloriette, à supposer même que je m'attarde à reconduire un ami, je gagne trois quarts d'heure sur la petite. Si je lui faisais son souper? Ça ne serait-il pas plus gentil que de souper chacun de son bord, à la crèmerie? A son âge, c'est bon d'être gâté un peu. » Il l'avait gâtée. Il avait pris des leçons de la mère Logeret, la voisine du premier étage, qui avait été cuisinière dans un château. Ses souvenirs du régiment le servaient également. De sorte que, chaque soir, quand elle ouvrait la porte de l'appartement de son oncle, Henriette trouvait son couvert mis, deux plats de terre sur le fourneau, et le bonhomme assis sur une chaise, et qui disait invariablement:

— Comme tu arrives tard, mon enfant?

Les mêmes soins, qui lui avaient concilié l'affection d'Henriette, il les avait eus, d'abord, pour Antoine. Il s'était efforcé de tenir la balance égale entre le frère et la sœur. Mais Antoine avait une si étrange nature, si peu attachante, si peu sûre! Il était remarquablement intelligent et adroit, mais d'un orgueil qui ne pardonnait aucune réprimande, ni aucune correction. Il acceptait, dans les premières années, l'autorité de l'oncle Madiot, mais, à cet âge même où l'enfant comprend, d'ordinaire, les raisons de sa dépendance, sa soumission, à lui, était restée toute physique. On ne parvenait pas à gagner la confiance de ce gamin à mine fureteuse, qui connaissait tout le monde et toutes choses dans le quartier. Son ambition était d'échapper à une dépendance quelconque.

Lui aussi, de bonne heure, il avait travaillé à la fabrique Lemarié. Et puis, tout à coup, à quinze ans, il avait quitté l'usine, quitté la maison de la rue de l'Ermitage, loué une mansarde en ville, et s'était mis en apprentissage chez un ajusteur mécanicien. Depuis lors, les liens étaient presque rompus entre lui, Henriette et le vieux Madiot. Non seulement la vie de famille

avait cessé, mais Antoine ne montait jamais plus l'escalier du logis où habitaient sa sœur et son oncle. Il les rencontrait dans les rues, leur parlait un instant, prétextait une affaire, et s'échappait.

Ce départ inexpliqué, cette attitude sourdement hostile, subitement prise, et que n'avaient pu vaincre ni les avances d'Henriette, ni ses prières, ni ses reproches tendres, étaient le grand chagrin de la jeune fille.

Par bonheur, elle en ignorait le motif, car le motif c'était elle-même.

Antoine avait appris l'histoire de sa propre famille par hasard, au cabaret, un jour qu'il buvait avec un contremaître de la fabrique, un homme que le vin faisait trop parler. L'histoire remontait à plus de vingt ans en arrière. Elle ressemblait à beaucoup d'autres, hélas! inconnues ou vaguement soupçonnées, qui ne mettent en péril et en honte que des pauvres. La mère était alors une jolie petite ouvrière, toute rose, toute blonde, venue de Quimperlé, où elles ont la tête légère, avec la grand'maman Mélier, pour gagner de quoi vivre dans la ville renommée, Nantes. Et comme on était à la fin du printemps, elle avait rapidement trouvé à se placer parmi les quatre cents femmes qui travaillaient à écosser des pois pour la fabrique de conserves de M. Lemarié. C'était un monde louche, ramassé dans un coup de presse. On ne s'y gênait pas pour rire des mœurs faciles du patron, qui passait souvent parmi elles, assez joli homme, assez jeune encore, et si riche, si riche! On nommait celles qui avaient été ses maîtresses; plusieurs, les plus jolies. Jacqueline Mélier fut presque flattée d'être remarquée à son tour.

Une écosseuse de pois, une pauvresse, une étrangère sans protection et coquette un peu, la conquête était bien aisée. Il l'eut comme il avait eu les autres, pour des complimens, des broches en doublé et un peu d'argent.

Mais, presque tout de suite, l'aventure tourna au sombre. Quelques semaines s'étaient à peine passées que Jacqueline Mélier s'aperçut qu'elle était enceinte. Tout allait être révélé, le déshonneur serait public, la honte ineffaçable. Elle courut chez l'homme qui l'avait séduite, elle se jeta à ses pieds, le suppliant de la sauver. Il donna deux mille francs. Et, pour deux mille francs, il se trouva un pauvre aussi, un ouvrier errant, descendu des côtes de Brest à la quête du pain, qui consentit à épouser la jeune fille. L'en-

fant naquit après six mois de mariage : c'était Henriette Madiot.

La mère ne se consola jamais de sa faute. Elle en mourut lentement, consumée par la vue même de cette petite qui grandissait, et qu'elle adorait. Nulle créature plus soigneusement élevée et plus compliquée ne connut un art plus savant de se torturer soi-même. Elle n'eut, pendant dix ans, qu'une seule pensée. L'humble, la douce, la résignée qui cousait tout le jour dans l'angle de la fenêtre, avait son remords sous les yeux, et ne regardait que lui.

Toute sa vie, toute sa force s'était dépensée à se faire oublier. Mais elle-même ne pouvait oublier. Elle avait dit, dès le commencement du mariage, à son beau-frère Éloi Madiot :

— Je vous conjure de rester à l'usine Lemarié. Si vous y restez, vous, l'ancien soldat qu'on sait tout près de son honneur, les mauvais bruits tomberont. Promettez-moi de rester. Que la petite ne sache pas ! Ni les autres, s'il en venait !

Il avait promis, il avait conservé sa place d'emballeur dans l'usine. Plus tard même, poussé par ce désir d'effacer les soupçons, Éloi Madiot avait fait travailler Antoine auprès de lui. Et, peut-être grâce à l'attitude de Madiot, qu'on craignait, à ses démentis répétés, le déshonneur avait été évité, les commérages s'étaient vite éteints.

A présent, dans le monde des pauvres gens, personne ne se souvenait plus. Les parens étaient morts, les anciens ouvriers de la fabrique disparus; les enfans avaient grandi dans une autre maison, celle de l'oncle; Henriette appartenait à une catégorie ouvrière différente et plus élevée; elle avait près de vingt-quatre ans; son frère vingt et un.

Malheureusement, Antoine savait ce triste passé. Il en avait conçu une haine vivace et presque universelle. Contre Henriette d'abord, l'intruse, dont il jalousait la beauté, la distinction, la vie heureuse, surtout la place usurpée au foyer des deux Madiot, et, par un retour de l'esprit, les caresses mêmes qu'elle avait reçues jadis. Il lui arrivait de la croiser, dans les rues de Nantes. Le plus souvent, il la saluait de son air gouailleur, ou bien il la désignait à un camarade : « Est-elle chic, cette princesse-là? Si on dirait que j'ai été élevé avec elle ! » Quelquefois, quand il était seul, il l'abordait, toujours pour lui demander de l'argent. Il gagnait de belles journées, mais il dépensait tout et au delà, avec des filles ou avec des camarades, dans les bals de barrières.

Et quand l'argent manquait, il quêtait Henriette, sans honte : « Elle me doit, pensait-il, elle a eu plus que sa part, chez nous. » La jeune fille donnait, se gênait même pour donner, parce qu'elle espérait le ramener à elle.

Il en voulait à l'oncle Éloi d'avoir subi l'influence d'Henriette; de l'avoir lui-même, autrefois, placé chez les Lemarié; d'y être demeuré. Entre eux, il y avait le secret que chacun gardait pour soi, parce que les entrevues étaient rares et banales; parce qu'Éloi Madiot ne croyait pas possible qu'Antoine fût informé de ces choses lointaines, et n'aurait jamais commis l'imprudence de l'interroger; parce qu'enfin, malgré ses défauts, malgré le désordre de son esprit et de ses mœurs, et malgré ce qu'il avait appris, Antoine, qui n'avait aucune affection vivante, était resté fidèle à la mère malheureuse qui l'avait bercé. Pour ne pas l'accuser, il était capable de se taire. Et il ne parlait pas, mais la colère s'était tournée contre le patron, son fils, sa famille, contre les patrons en général, le sien, les autres, solidaires, dans son esprit, de la faute de l'un d'eux. Les déclamations entendues dans les réunions publiques, les conversations et les lectures y avaient aidé. Antoine appartenait à l'armée de la révolte et de la haine, parmi les obscurs qui n'ont pas de rôle. Comme beaucoup d'autres, il n'y avait pas été poussé par une doctrine quelconque, mais par un ressentiment personnel et caché. Les paroles tombaient sur sa blessure, l'ouvraient, l'envenimaient comme une poussière de fer limé. Toutes ses idées n'étaient que des mots vagues, dissimulant une rancune précise.

Henriette ne se doutait de rien. Elle vivait presque aisément; elle aimait son métier, sa maison, sa chambre qui ressemblait, par le silence, à une chapelle. Ce soir encore, en montant l'escalier, elle éprouvait, plus vive qu'à l'ordinaire, l'émotion que donne l'abri, quand on sait ce que c'est que le mauvais temps du dehors. Avait-elle monté et descendu souvent ces marches en bois de châtaignier, éclissées tout du long, si étroites et si pointues du côté de la rampe en tire-bouchon ! Au premier étage, du carreau rouge, un paillasson, une poignée de sonnette en cuivre : c'est l'appartement de Mme Logeret. Une volée encore, un second paillasson, une patte de lièvre au bout d'une corde : Henriette poussa la porte, et entra.

Une forte voix éraillée dit :

— Encore veillé ce soir ! Ils veulent ta mort, ma parole !

Elle répondit en riant :

— Mais non, mon oncle ! C'est la fille de la marquise du Muel qui se marie, il faut bien que les chapeaux soient prêts.

— Des marquises, ah ! bien oui !

Éloi Madiot répétait souvent les mots de ses interlocuteurs. Simple travers de vieux tambour, et qui ne signifiait rien, d'ordinaire. Mais ici, tandis que la jeune fille embrassait rapidement son oncle, passait devant lui, traversait la pièce et allait, dans la chambre voisine, — sa jolie chambre, à elle, — déposer son ombrelle, son chapeau et ses gants, Madiot avait une idée. En répétant le mot de marquise, il voulait dire : « Je n'en connais qu'une, c'est toi, la petite que j'ai élevée. Tu les vaux toutes, par la grâce, par la beauté; je suis gai de t'avoir revue ! » Ses yeux roux continuaient de regarder la porte par où Henriette venait de disparaître.

Il était assis à côté du petit fourneau qu'on avait logé dans la cheminée. Sur l'appui de celle-ci, très haut, brûlait une lampe à pétrole du plus étroit calibre, qui enveloppait, dans son cône de lumière crue et tombante, la chaise où Madiot se reposait, une table où le couvert d'Henriette était mis, et une quinzaine de carreaux tout craquelés. L'homme avait le visage d'un rouge de brique, le poil blanc, le nez gros et crevassé. Sous les cheveux en brosse, entre les épis, et entre les poils des moustaches, cette coloration sanguine apparaissait, çà et là, comme des coups de pinceau. Madiot ressemblait à un de ces vieux bergers dont le vent de la montagne a durci et gercé tout le corps. Déjà au régiment, il avait un air de lassitude et de passivité. Il était celui qui a toujours obéi. La pensée, chez lui, s'éveillait lentement. Mais parfois, pour un mot, les yeux se mouillaient, et on jugeait que cet homme, d'une intelligence inculte, possédait une tendresse et même une délicatesse de cœur.

En ce moment, l'arrivée d'Henriette l'avait ému. Il ne s'était pas levé comme de coutume pour l'embrasser, à cause de sa main gauche malade, que, cinq semaines plus tôt, une pile de caisses pleines avaient à moitié écrasée en s'écroulant. Il portait le bras en écharpe, soutenu par un foulard de coton rouge piqué sur sa jaquette. Mais il avait suffi de l'entrée de la jeune fille pour lui faire oublier la lenteur de cette journée passée en tête à tête avec son mal. Replié sur lui-même, il écoutait le bruit des pas d'Henriette sur le plancher, — car la chambre d'Henriette était parque-

tée, — le bruit d'une épingle de chapeau roulant dans une coupe de verre, et le glissement d'une doublure de soie sur le dossier d'une chaise.

— Comment allez-vous ce soir, mon oncle?

— Un peu mieux, ma petite, puisque te voilà.

C'était fini de souffrir seul.

Tout près de Madiot, cependant, la ligne que dessinait la lumière de la lampe dormait sur le carreau, et, au delà de ce coin chaud et vivant, la chambre s'étendait presque nue, meublée seulement, à droite, d'un lit de bois à rideaux rouges, décorée d'une paire d'épaulettes en laine, d'une lithographie représentant Napoléon Ier, Napoléon III et le prince impérial dans une même couronne de lauriers; d'une autre représentant le maréchal Bugeaud; d'une autre enfin où l'on voyait surtout de la fumée autour de vaisseaux qui bombardaient une ville. C'était la prise d'Alger. Plus loin, dans un cadre, un certificat de libération du service militaire : quatorze ans de belle tenue, sans reproche. La lumière mourait insensiblement sur les murs. Et, tout au bout, s'ouvrait un carré bleu profond, avec de vagues points d'or : la fenêtre et le plein ciel.

La jeune fille reparut. Elle modelait, à petits coups de doigts, les frisons de ses cheveux d'or que la course avait déplacés. Le contraste était singulier, entre la coquetterie du geste et le caractère populaire de cet appartement et de ce visage de vieux soldat.

— J'ai vu Antoine, dit l'oncle.

— Ah! il est venu?

— Non, tu sais bien... J'étais allé prendre le frais sur le port: je l'ai rencontré.

— Que vous a-t-il dit? Des raisons, comme d'habitude?

— Il m'a dit qu'il avait rencontré le fils Lemarié; qu'il fallait retourner demander ma pension, sans faute, dès lundi, qu'il le fallait.

— A votre place, mon oncle Madiot, comme je laisserais là cette pension qu'on vous refuse! Ne sommes-nous pas bien heureux, tous deux? Si vous ne pouvez plus travailler, moi, je travaillerai pour deux.

— Sans doute, sans doute, petite... C'est qu'il était rudement fâché!

Ce que Madiot n'avouait pas, c'est que son neveu lui faisait

peur. Il redoutait de mécontenter ce mauvais ouvrier querelleur, qu'il estimait si peu.

Henriette s'assit. Elle la connaissait par le menu, depuis longtemps, cette question de la pension à obtenir. Mais elle aimait l'oncle Madiot. Avant de mettre la cuiller dans la soupe, elle sourit au vieux, par charité, aussi par reconnaissance. Elle prit même un air de s'intéresser :

— Voyons, dit-elle gaiement, racontez-moi ça.

V

Il faisait beau, merveilleusement. La vie abondait dans l'air pur; elle descendait, à chaque respiration, au fond de la poitrine, et le corps, au contact de la vie, répondait par un frisson de joie. Tout ce qui avait des ailes était sorti du nid, du trou, de l'abri nocturne. Les mariniers s'appelaient à voix haute sur les rives, et il y avait plus d'échos que d'habitude. Par la fenêtre d'Henriette, il entrait des souffles d'air qui embaumaient, des éclats de rire, des bouts de phrases de passans, des cris de martinets en chasse, tout une gaîté de la rue qui disait : « Mais venez donc ! » La jeune fille entendait bien. Elle était prête, l'ombrelle sur le bras, la voilette nouée sur le chapeau à deux ailes de pigeon blanc qui lui allait si bien. Son oncle, dès le matin, était sorti pour faire un de ces « tours de port », qui duraient toute la journée du dimanche. Elle attendait, se promenant d'une chambre à l'autre, impatiente, s'approchant parfois de la fenêtre ouverte et songeant : « Quel joli soleil ! Est-ce dommage d'en perdre !... »

Où irait-elle ? Le projet était depuis longtemps arrêté. Elle irait chez les Loutrel, au bord de la Loire. Elle l'avait promis à Mme Loutrel, la femme du plus fin pêcheur d'anguilles que l'on connût, de Thouaré à Basse-Indre. Comme ce serait bon la route, et joyeux l'arrivée, et doux le retour dans cette tiédeur et cette lumière alanguie des soirs qui n'en finissent pas !

Vers neuf heures et demie, elle entendit dans l'escalier la voix de la locataire du premier, qui répondait :

— Plus haut, mademoiselle ! Tirez la patte de lièvre !

La sonnette rendit un son timide, qui indiquait une main de pauvre. Henriette alla ouvrir, et cette même impression de pitié qu'elle avait éprouvée la veille refoula tout autre sentiment. Marie

Schwarz avait encore cette physionomie sans espoir qui lui était devenue habituelle, son air dur, ses yeux qui semblaient n'interroger que pour savoir la date d'un malheur nouveau.

— Je suis venue, dit-elle simplement. Je n'ai pas de place, n'est-ce pas?

Henriette l'avait amenée jusqu'au milieu de la chambre de l'oncle Madiot, en face de la fenêtre. Elle la tenait par la main, et elle la regardait, fixant ses yeux clairs sur ces autres yeux si sombres, où le jour n'entrait pas.

— Mais si, vous en avez une. Je l'ai obtenue. J'ai eu du mal!

Marie, sans changer de visage, répondit, comme quelqu'un qui a faim et à qui l'on promet vaguement du pain :

— Quand l'aurai-je?

— Demain, vous entrez demain lundi avec moi.

Alors, Henriette sentit cette main lourde et moite qu'elle retenait s'agiter et trembler; elle vit, du fond de l'abîme trouble des yeux, une flamme qui montait.

— Ah! que je vous remercie, mademoiselle! que je vous remercie!

En même temps, Marie Schwarz fit un mouvement, comme pour embrasser Henriette. Mais elle se recula aussitôt, retira sa main, et, sous le coup de l'émotion trop forte, baissa lentement les paupières, comme si elle se trouvait mal. Henriette fut frappée de la grandeur de ces yeux fermés, et de la subite douceur que prenait ce visage quand ils ne luisaient plus. Elle eut l'impression qu'elle voyait cette pauvre fille morte ou sculptée en pierre blanche. Mais, tout de suite, en vaillante qu'elle était, elle secoua cette imagination, et dit gaiement :

— Comment, mademoiselle, je vous annonce une bonne nouvelle, et vous pleurez!

— Non, je ne pleure pas, vous voyez.

Marie essaya de sourire, et il lui vint deux larmes, qui coulèrent.

— Savez-vous bien ce que vous êtes? dit Henriette. Une nerveuse.

Elle avança une chaise, fit asseoir Marie, s'assit près d'elle, et dit :

— Regardez comme le jour est gai! Moi, quand il fait un beau soleil, j'oublie vite mes chagrins.

— C'est qu'ils ne sont pas lourds, les vôtres...

— Croyez-vous? Chacun a les siens, je vous assure, et chacun les trouve lourds. Et puis cela passe, et puis cela revient.

Le jour blond du matin avançait sur la muraille de droite.

Henriette se tut un moment, les yeux dans cette clarté, cherchant la chose la meilleure à dire, et elle reprit, sans changer d'attitude :

— Vous avez donc bien souffert, mademoiselle Marie?

— Beaucoup.

— Les commencemens sont si durs dans les métiers! Votre mère vit encore?

— Oui.

— Vous l'avez laissée à Paris? Pourquoi êtes-vous partie seule? Est-ce elle qui vous a dit que vous trouveriez du travail ici?

— Oh! non!

— Qui donc?

— Personne, une idée.

Marie hésitait à continuer. Mais, comme la belle ouvrière blonde de Mme Clémence regardait toujours vers la muraille, et qu'elle avait un air attendri de sœur aînée à qui on n'apprend rien, Marie osa parler. Sa voix, jusque-là contrainte, sortit. Et ce fut une musique dans la chambre, sa voix grave, sonnante comme du cuivre et toute de passion :

— Je comprends bien, vous voudriez savoir. C'est tout simple : une fille que vous avez placée, vous devez savoir d'où elle vient... Je vais vous le dire. La mère est concierge, pas dans la haute, au fond de Clignancourt. Elle ne s'est jamais occupée de moi, parce qu'elle n'a pas le temps. Elle fait des ménages jusqu'à cinq heures. Nous nous retrouvions pour dormir. Oh! ne croyez pas qu'elle soit mauvaise, non. Elle me laissait presque tout l'argent que je gagnais. C'est gentil, n'est-ce pas, pour une mère? Je pouvais m'habiller et manger à peu près avec cela. Tenez, la robe que j'ai là et le manteau, je les avais achetés sur mes économies, l'autre printemps. Elle m'en voulait seulement parce que je ne suis pas avantageuse à l'ouvrage, tandis qu'elle est si adroite, elle, et si vive!

— Vous faisiez?

— Des travaux de misère, mademoiselle, ceux que font les filles qui n'ont pas de métier. J'en ai cousu, allez, des vestons de

travail à 40 centimes, qui me demandaient chacun presque une demi-journée, des chemises d'hommes qu'on me payait vingt-cinq centimes quand je fournissais le fil; j'en ai fait des galons perlés à trois sous les deux mètres! Je m'y suis fatigué les yeux, et la poitrine toujours pliée. Alors j'ai réussi à me placer comme mannequin, chez Noblet, avec des protections, vous comprenez. Ça allait bien. Et puis, maman est tombée malade, au commencement de l'hiver; nous avons fait des dettes, des grosses...

La voix baissa encore, et devint dure :

— Quand elle a été guérie, nous ne savions plus comment payer ce que nous devions. Elle m'a dit que j'avais l'âge de gagner ma vie toute seule, qu'elle ne pouvait plus me loger. Il faut vivre, n'est-ce pas? Et... non, tenez, ne parlons plus de ça. Je ne pouvais plus rester à la maison, voilà tout. Et je suis partie.

Henriette ne broncha pas. Elle connaissait cette histoire-là. Elle l'avait observée et pleurée plus d'une fois autour d'elle. C'était la rue qui venait à elle, l'abandon total. Ses yeux qui regardaient la fenêtre se plissèrent un peu, comme devant un objet de pitié. Puis ils s'ouvrirent bien grands, ils se firent doux, ils se détournèrent sur l'enfant qui se sentit déjà aimée.

— Vous n'avez rien à faire aujourd'hui, mademoiselle Marie?

— Non, mademoiselle.

— Alors il faut venir avec moi. Je vais chez les Loutrel, des amis d'enfance, des pêcheurs de Loire. Je leur dirai que vous êtes de l'atelier de Mme Clémence. C'est un passe-partout. Ils sont si bonnes gens! Vous ne voulez pas?

Marie comparait en pensée son manteau noir fripé, son chapeau de l'an passé, pareil à un vieux nid, avec le joli chapeau où se levaient deux ailes blanches, et avec la robe grise toute fraîche et toute fine d'Henriette.

— C'est que je ne peux guère, faite comme je suis!...

Un éclat de rire lui répondit. Le soleil allongeait son doigt d'or jusque sur le carreau.

— Ah! vous êtes coquette! C'est ce qui vous retient? Attendez!

Henriette avait couru dans la chambre à côté. Elle revint, portant sur le bras une cravate de dentelle, une plume noire et un petit collet de drap beige avec des applications brunes.

— Vous allez voir comme je vais vous faire belle!

Alors, gentiment, du bout de ses doigts qui ne se trompaient jamais de mouvement, Henriette dégrafa le manteau, jeta le collet

sur les épaules de sa nouvelle amie, passa au cou de Marie la cravate dont elle élargit le nœud en ailes de papillon, redressa en trois petits coups, sans avoir l'air d'y penser, les bords du vieux chapeau qui parut se souvenir d'une forme depuis longtemps perdue, attacha avec une épingle, au milieu d'un nœud défraîchi, la plume noire qui devint aigrette, et, se reculant pour juger son œuvre :

— Charmante ! dit-elle.

Le visage de Marie s'éclaira. La jeune fille en elle reparut. Elle toucha, comme pour le caresser, le drap qui se moulait en plis larges autour de sa poitrine ; les sourcils se détendirent, et leurs poils soulevés se lissèrent en deux arcs sombres autour des yeux ; les fortes lèvres rouges s'allongèrent décidément.

— A présent je veux bien aller, dit-elle.

Elles descendirent. La porte d'en bas retomba derrière elles, et elles se mêlèrent à la foule en marche, demi-paysanne, demi-citadine, qui remplissait les quais.

VI

Elles allaient du même pas, l'une grande et blonde, l'autre brune et de taille moyenne, côte à côte. Elles tenaient la tête droite un peu levée, et parlaient devant elles, par phrases courtes, sans gestes. On eût dit deux sœurs qui ont l'habitude de se promener ensemble, et qui savent où elles vont, sagement, légèrement, dans la ville qui flâne. Les tramways se succédaient, pleins de menu peuple qui partait pour la campagne, et on voyait des gaules dépasser le toit des voitures ; les bateaux à laver étaient vides au contraire et se balançaient silencieusement ; sur les échelles et sur les vergues des grands bateaux rangés à quai, les chemises et les culottes des équipages séchaient au vent. C'était dimanche. Henriette et Marie suivaient la balustrade du chemin de fer, au milieu des quais de Nantes, entre le fleuve et la rangée indéfinie des cabarets de marine, des boutiques de voiliers et de courtiers échelonnés en vue de la Loire.

— Comme l'eau est jaune, mademoiselle Henriette ; comme elle court !

— Il y a une crue, bien sûr. Pourvu que cela ne perde pas les foins !

— On fauche donc ?

— Mais oui, et, à cause de la crue qui menace les prés bas, je pense qu'on va faucher même aujourd'hui.

Elles dépassèrent la station de la Bourse. Henriette plusieurs fois avait déjà salué des amies échappées comme elle aux ateliers de mode ou de couture. L'une d'elles donnait le bras à un jeune homme. Ils riaient de s'aimer. C'était un amour tout nouveau. Ils traversèrent le pont. Marie les suivit longtemps de ses yeux ardens et sombres.

Comme elles arrivaient à l'extrémité du quai du Bouffay, un coup de vent souleva leurs chapeaux.

— Quel plaisir de sentir le vent! dit Henriette. J'en suis privée toute la semaine, à l'atelier du moins, car, chez nous, c'est si élevé! Une plume n'y tiendrait pas frisée.

Marie, qui repiquait une épingle dans ses cheveux lourds, toujours défaits, répondit :

— Je trouve cela ennuyeux, moi : ça décoiffe.

Déjà, en effet, le souffle de la Loire, avec son parfum de feuille de peuplier, commençait à envelopper les promeneuses. Il passait par bouffées fraîches, qui cherchaient les moulins ou les voiles, et s'égaraient dans la campagne, comme des abeilles en quête de trèfle. Derrière lui l'atmosphère semblait morte. La journée s'annonçait très chaude. Henriette et Marie suivirent le canal Saint-Félix, et, tournant avec lui, gagnèrent le bord de la vraie Loire, non plus pressée par les maisons et coupée par des îles, mais coulant d'un seul jet, lente et large, entre deux prairies semées d'arbres légers. Vers l'orient, à l'extrême horizon, ces arbres étaient si bien rassemblés et mêlés par un effet de la distance, que le fleuve avait l'air de sortir d'une forêt bleue; puis ils s'espaçaient, ils s'égrenaient et flottaient au-dessus des herbes, en lignes de feuillages blonds tout percés de lumière. Le fleuve descendait au milieu; il venait, élargissant à mesure les moires jaunes de ses eaux. La crue couvrait les bancs de sable. Le foin mûr se courbait au bord, et plongeait dans le courant. Un seul bateau de plaisance, caché sous sa voilure, longeait la rive opposée.

Henriette avait désiré arriver là, pour dire : « Voyez comme c'est joli! La cabane des Loutrel, c'est encore bien loin, là-bas. » Mais, quand ses yeux se reportèrent sur le visage de Marie, elle le vit si pâle que le cours de ses idées en changea, et qu'elle sentit l'invincible besoin de consoler cette souffrance humaine.

Elles marchaient dans le sentier de halage, à travers les foins, Marie un peu en arrière.

— Donnez-moi le bras, mademoiselle Marie, vous êtes lasse?

— C'est vrai, l'air m'étourdit. Je suis forte, je vous assure, très forte, mais facilement étourdie.

— Un reste de misère. Vous verrez que Nantes vous remettra. Quand vous aurez votre chambre meublée à votre goût... Voilà ce qui repose !

— Oui, on doit se plaire dans une chambre à soi, qu'on a meublée. Je la voudrais bleue.

— Va pour le bleu! dit Henriette. Je vous aiderai. Quand vous aurez des économies, je vous conduirai chez une revendeuse que je connais, et qui vend des percales pour si peu cher...

— J'aimerais mieux une étoffe neuve, voyez-vous, dit Marie en souriant à l'idée. Même moins belle, je l'aimerais mieux.

— Vous êtes donc comme moi? Rien n'est trop neuf, rien n'est trop blanc à mon gré. Je crois que, si j'étais riche, j'aurais le plus beau linge.

— Moi, ça serait des bijoux. Quand je passe devant les boutiques où il y a des colliers et des bagues, je sens comme une main qui m'arrête. Pourtant je ne serai jamais riche !

— Qu'en savez-vous? Si vous vous mariez?

Un vrai rire éclata, et s'en alla dans le vent. Marie avait la figure tournée vers les lointains de la Loire. Le soleil dorait ses joues pâles; les dents brillaient; les yeux s'illuminaient de lueurs d'un brun roux qui passaient en éclairs. Elle était belle en ce moment, cette Marie aux traits trop pesans, belle comme les êtres de passion, d'une beauté de sentiment. Henriette reconnut le rire splendide de la vie, qu'elle avait rencontré quelquefois, parmi ses compagnes de travail, et elle eut peur. Elle connaissait le danger de ce rire-là. Ce fut bien court, d'ailleurs. Les yeux s'assombrirent, la tête se baissa, la voix reprit :

— Les filles comme moi, mademoiselle Henriette, ça épouse le malheur, et c'est des noces qui tiennent dur.

Elle avait repris son air tragique de la veille, son expression de fille abandonnée, traquée par la misère.

Les deux jeunes filles marchèrent en silence un peu de temps, et Henriette, qui savait qu'on n'appuie pas sur certaines blessures, même pour les guérir, dit simplement :

— Regardez les marguerites. En a-t-elle, la prairie de Mauves !

La terre était, devant elles, toute fleurie. La prairie avait sa fourrure de foin mûr où les marguerites, par plaques, effaçaient le vert blondissant des tiges et des graines. Ailleurs c'étaient les boutons d'or, ailleurs les trèfles mauves qui faisaient des taches. Chaque pas rompait des herbes enlacées. Le vent suscitait, des profondeurs de la moisson, des reflets comme il en court sur le dos des grandes lames. Il emportait le pollen de myriades de fleurs comme un brouillard d'écume. Toutes les bêtes qui habitent la terre criaient au bord de leurs trous. C'était la plénitude de l'été, la saison ivre, où la vie, nuit et jour, roule sous les étoiles, afin que l'homme la boive.

— Voyez, est-ce assez beau ? Ne vous semble-t-il pas qu'on respire un contentement ?

Henriette, nature ouverte et libre, habituée depuis l'enfance aux horizons de la campagne, jouissait d'aller ainsi dans la lumière et dans le parfum de midi, le long de la Loire toute pleine elle-même de rayons.

Ce qu'elle pensait, elle n'aurait su le dire. Elle sentait la caresse de l'air chaud jusqu'au fond de sa poitrine ; elle avait conscience de sa jeunesse d'âme et de sa jeunesse de corps ; quelque chose lui murmurait : « Tu es forte... Tu es jolie... Tu monteras... La vie est longue, la vie est radieuse. » Elle avait beau s'en défendre, et tourner la tête pour se distraire, la voix était en elle, et parlait obscurément. Marie, un peu étonnée et un peu lasse, n'entendait rien de pareil, mais, à cause de la fatigue même, elle oubliait.

D'espace en espace, elles franchissaient des fossés, corbeilles de plantes aquatiques fleuries jusqu'aux bords, vase craquelée où foisonnaient les fumeterres, les coquelicots, les menthes, l'oseille couverte de sequins. Mais au fond, entre les racines, dans la forêt des basses tiges, un filet d'eau trouble commençait à courir. A la surface du fleuve, les moires s'épanouissaient, plus larges que d'ordinaire ; elles s'ouvraient comme des gueules de bêtes souples et pâmées de chaleur. La Loire montait. Douze coups partirent d'un clocher d'église, on ne sait où, et passèrent au-dessus des prairies, comme des oiseaux en file qui s'appellent l'un l'autre.

Encore une centaine de mètres. Puis un enfant cria, deux autres sortirent, trois enfans s'élancèrent à la rencontre des voyageuses.

— Une grande famille de garçons, dit Henriette ; ils sont sept,

tous de belle humeur. Bonjour Gervais! bonjour Henri! bonjour Baptiste!

Ils avaient douze ans, neuf ans, sept ans. Ils accouraient pieds nus, tête nue, n'ayant qu'un pantalon, une chemise et des bretelles d'homme aussi larges que la main. Le dernier roula dans les jupes d'Henriette. Tous trois l'embrassèrent, et considérèrent Marie avec des yeux de jeunes chiens de garde, qui déjà s'écartent de l'étranger.

— On vous attend, mademoiselle Henriette, dit Gervais, qui était roux comme un lionceau. La mère a écaillé les gardons. C'est le grand Étienne qui a eu du mal pour les prendre!

— Vraiment?

— A cause de la crue, donc! Si ça n'avait pas été pour vous, bien sûr il n'aurait pas tant travaillé!

Henriette rougit un peu, à la pointe des joues.

— Ce brave Étienne! nous sommes de si vieux amis!

Elle prit par la main les deux derniers Loutrel, et, avec un sourire maternel sur son visage de jeune fille, entra dans la cabane.

La cabane, bâtie en fortes planches enduites de goudron, était posée au sommet d'un renflement de la prairie, bourrelet d'alluvions, qui suffisait à protéger ses habitans contre les crues ordinaires. Entre la façade et la rive toute proche du fleuve, dans un carré de pré en pente aux trois quarts dépouillé d'herbe, des filets séchaient, accrochés à des pieux, et aussi des nasses d'osier, la pointe en l'air. De loin, les passans de la campagne pouvaient croire que cet abri de planches, que précédaient, pour tout jardin, des seines et des trémails pendus en guirlandes, n'était qu'un refuge de pêcheurs, habité seulement pendant les mois d'été. Mais non, les Loutrel y vivaient à demeure, depuis de longues années. On pénétrait dans une grande pièce, qui occupait presque toute la cabane, et qui servait de cuisine, d'atelier et de chambre aux parens. Un poêle de fonte pour cuire la soupe, un lit à rideaux de serge verte, des chaises de cerisier, une table dont l'humidité moisissait les pieds, un coffre, une huche, formaient tous les meubles, serrés les uns contre les autres et rangés exactement, comme dans un navire. De l'autre côté de la cloison, il y avait la chambre des fils. Au-dessus de l'une et de l'autre, en guise de plafond, des instrumens de pêche et des provisions se mêlaient aux poutrelles de la charpente, paquets de lignes pour tendre les

cordées, écheveaux de lin et de chanvre, boîtes percées de trous pour garder le poisson, chapelets de lièges enfilés, verveux, nasses d'osier, sacs d'oignons, rames, tolets, gouvernail de rechange, voiles roulées, bouts de filin, mille choses utiles ou inutiles, vieilles ou neuves, dont les greniers s'emplissent.

C'étaient, l'homme et la femme, deux types de cette race maigre, décidée, toute claire de prunelles et d'idées, que la Loire, au cours des temps, a façonnée à son image. Fils et fille de preneurs d'aloses et d'anguilles, durs travailleurs, mais capricieux, de cœur tendre et d'humeur frondeuse, braconniers impénitens et convaincus, ils savaient la pêche, la chasse, le vent, l'eau, les sables, les bateaux, et hors de là ils ne savaient rien, que pleurer quand il le fallait, et rire le dimanche, en buvant un verre de muscadet. Jolie race, gauloise peut-être, française assurément.

Leurs sept fils leurs ressemblaient. Deux des aînés naviguaient sur la mer pour l'État, et un autre dans la marine marchande.

Henriette et Marie entrèrent dans la cabane, précédées des petits Loutrel qui criaient : « Les voilà! les voilà! »

Près du fourneau, au fond de la salle, le maître pêcheur et sa femme étaient debout, lui, tenant son mauvais chapeau de paille qu'il venait d'enlever, elle n'ayant pas quitté, de ses deux mains, le manche de la poêle où cuisait le poisson. Ils avaient la même figure osseuse, avec de larges méplats, le teint hâlé, tous les traits longs et nets de lignes, l'œil enfoncé et vif. La mère Loutrel portait la coiffe nantaise, à ailes tuyautées.

— Nous arrivons un peu en retard, dit Henriette. C'est que j'ai là une amie de Paris, qui ne marche pas aussi bien que moi.

— Elle n'est pas de trop, ma petite. Bonjour, mademoiselle! Et on va bien, là-bas, à Paris?

Étonnée de cette question, d'une politesse méridionale et naïve, Marie répondit : « Merci, madame, très bien, » tandis qu'Henriette baisait, sur les deux joues, Mme Loutrel.

— Comme ça claque! dit le bonhomme. Baisers de jeunesse! Ohé! le grand Étienne?

Un bras solide poussa la porte qui faisait communiquer les deux parties de la cabane, et les vingt-cinq ans du grand Étienne entrèrent en souriant. Ses hautes jambes, sa moustache jeune et relevée, son air d'énergie, lui donnaient l'aspect de ces beaux cavaliers que les peintres mettent au premier rang dans les charges. Il avait ses vêtemens de travail, une veste brune sans

boutons, le gilet et le pantalon de grosse toile. Est-ce qu'on ne se connaissait pas d'enfance, Henriette et lui? Il la regarda tout de suite, et, dans ses yeux de guetteur et de chasseur, clairs comme une eau de grève, une tendresse se lisait, pour celle qui arrivait et qui se tenait devant lui, souriante aussi, rose d'avoir tant marché, si jolie dans sa robe grise et sous son chapeau à deux ailes.

— Il paraît que vous avez travaillé pour me faire une surprise, Étienne? C'est gentil! nous avons justement une faim terrible, mon amie et moi.

Lui, qui n'osait plus l'appeler « Henriette », maintenant qu'elle était une des plus élégantes ouvrières de Nantes, répondit tout content :

— Oh! mademoiselle Henriette, on n'a pas assez souvent l'occasion de vous plaire.

Un rire d'âme jeune caressée par un mot d'amour s'éleva sous les planches de la cabane.

— Voyez-vous, dit-elle, cet Étienne!

Et pour lui échapper, en apparence, devinant que tous les regards la suivaient, un peu coquette, elle se pencha dans le rayon de jour que dessinait la porte basse. La Loire était devant, simple barre d'eau trouble, si longue, si longue jusqu'aux saules de l'autre bord! Elle aussi était une amie. Henriette songeait : « Comme ils m'accueillent bien! » Elle dit seulement :

— Comme elle est haute!

Toute la maison lui répondit, les petits, les grands, que cette crue extraordinaire intéressait. On se mit à table. Marie se trouva près d'Étienne, en face d'Henriette. Étonnée d'abord de la nouveauté de ces mœurs, isolée dans cet échange d'amitiés anciennes et d'idées campagnardes, elle s'apprivoisa vite, et s'anima. Henriette l'observait. Au milieu du bruit des mots et des fourchettes, elle entendait cette voix de métal, faite pour crier les cris de misère dans une émeute, et qui disait : « Merci, monsieur », au grand Étienne qui servait à boire. Son tact de fille de la mode, affinée comme une princesse, lui révélait, à chaque instant, la vulgarité d'une intonation, ou d'un mot, ou d'un geste de Marie. Elle remarquait en même temps ces yeux admirables, qui s'adoucissaient, et, devenant meilleurs, devenaient presque trop beaux. Oui, elle les trouvait trop beaux quand ils effleuraient le grand Étienne. Elle jugeait, avec son expérience précoce, qu'ils étaient un danger pour Marie, comme le rire de tout à l'heure, dans la

prairie de Mauves, le rire d'abandon, qui emportait trop d'âme avec lui par les chemins. Elle était conquise par cette Marie, et inquiète pour elle. Henriette était de celles qui, en amitié, vont tout de suite jusqu'au souci.

A travers les planches du toit, on eût dit qu'il pleuvait de la chaleur. Chacun sentait au cou, au visage, aux bras, la morsure du soleil invisible. L'ombre était pleine de rayons aigus. Quelquefois l'un des fils regardait la Loire, et disait :

— Les faucheurs de la grand'prée n'auront pas le temps. Elle monte trop vite.

D'autres fois, une feuille, un fétu de paille, une plume entraînée par les eaux et soulevée par le vent entrait en tourbillon, et le père disait en riant :

— C'est drôle qu'il reste de la brise : il en a tant soufflé dans ma jeunesse ! Allons ! verse un coup de muscadet, grand Étienne, à la santé des belles filles de Nantes !

VII

L'après-midi s'avançait. Maître Loutrel, après le dîner qui s'était prolongé interminablement, avait descendu la Loire, pour retirer des nasses qu'il craignait de voir emporter par la crue. Henriette, Marie, Étienne, et aussi Gervais, qui commençait à rechercher la compagnie des aînés, avaient remonté, au contraire, le long des berges, et, à quelques centaines de mètres de la cabane, depuis une heure, s'étaient arrêtés sous un groupe de trois peupliers dont les racines plongeaient jusque dans l'eau. Une ombre traversée de soleil tremblait au pied des arbres. Étienne et Gervais, étendus de toute leur longueur dans l'herbe haute, Henriette et Marie assises, les jambes repliées sous elles, ils regardaient tous quatre, en échangeant de rares paroles, la prairie que les faucheurs dépouillaient en hâte.

Dix hommes, dix paysans, échelonnés de biais, fauchaient d'une allure égale, chacun taillant comme une marche d'escalier dans la tranche d'herbe mûre qui diminuait devant eux. Ils lançaient en même temps leurs dix faulx ; ils ployaient le torse en même temps ; ils avaient le même mouvement circulaire pour retirer la lame de dessous les jonchées grises qu'ils laissaient en arrière, et l'éclair de l'acier jaillissait en même temps aux dix points de la ligne. Depuis une semaine, ils ne s'arrêtaient pas.

Leurs genoux ne quittaient pas les crêtes de fleurs et de graines. Des femmes ratissaient la récolte à peine tombée à terre, et la chargeaient sur des charrettes. Mais, si âpre qu'eût été leur travail, il devenait de plus en plus probable qu'ils n'auraient pas le temps d'achever la fenaison.

Car ils n'avaient encore fauché qu'une moitié de l'immense prairie qui s'amorçait bien loin aux collines couturées de haies, et ils approchaient de cette partie déprimée du sol que les eaux devaient envahir avant longtemps. Par les canaux, au milieu des plantes de marais et des joncs, la Loire mauvaise s'avançait, et les guettait.

— On a du mal dans tous les métiers, dit sentencieusement le grand Étienne. Les femmes surtout n'en peuvent plus.

— A quoi le voyez-vous ? demanda Marie.

— Elles ne causent pas, et elles regardent de notre côté. Elles voudraient que nous les aidions.

— Plutôt ! Est-ce qu'elles viennent vous aider à tirer vos filets ?

Ils se mirent à rire, Henriette discrètement, les autres bruyamment. A travers l'espace, les voix portèrent jusqu'à ceux qui travaillaient, et deux ou trois hommes, quelques secondes, s'interrompirent.

— J'irai tout à l'heure, s'il le faut, dit Étienne en devenant sérieux. C'est vrai que nous avons des journées rudes aussi. Le poisson s'en va. La rivière meurt. Encore de l'anguille, nous en prenons, mais la carpe, et la tanche, et la perchaude, oh ! qu'il faut être malin, pour gagner sa vie avec elles ! Alors, savez-vous ce que j'ai fait, mademoiselle Henriette ? Après la relevée des cordées et des bosselles, tous les matins, je porte des légumes à Nantes, plein mon bateau, avec mon poisson.

Sous l'ombrelle qui blondissait encore son teint, la modiste demanda, les yeux mi-clos par la chaleur :

— Et où les portez-vous ?

— Je charge sur la côte de Saint-Sébastien, à la Gibraye, si vous connaissez, et je descends au port de Trentemoult, juste en face de votre maison. Seulement vous n'y êtes jamais.

Les yeux d'Henriette sourirent entre leurs cils.

— Qu'en savez-vous ?

— Je regarde, donc !

— Vous regardez mal, mon grand Étienne. Avant de partir

j'ouvre ma fenêtre, et je muse un peu, en prenant le frais. Quand il fait beau, je n'y manque guère.

Les faucheurs au loin s'inquiétaient. Ceux qui relevaient leur faux, pour passer la pierre sur la lame, interrogeaient un instant la dépression de la prairie, le fond de la vaste conque où ils peinaient si rudement, puis ils se baissaient et fauchaient plus serré, comme ceux qui comptent les minutes. Ce n'était plus le travail quotidien, mais la hâte tragique et la rage contre les élémens plus forts que l'homme. Une richesse allait périr. Les visages qu'on pouvait discerner vaguement, bruns de poussière, et les mouvemens précipités, et les ordres brefs du fermier, et les juremens des charretiers emportant l'herbe verte, contrastaient avec la sérénité du jour déclinant.

— Mais vous n'êtes pas non plus fainéante, mademoiselle Henriette, reprenait le grand Étienne. Du matin au soir vous cousez donc?

— Non, je garnis des chapeaux. Les formes sont préparées. Moi, j'ai à disposer les rubans, les dentelles, les fleurs, à trouver l'idée, et à l'exécuter. Ce n'est pas facile!

— Je le pense! dit le pêcheur, en l'enveloppant d'un regard d'admiration, comme si elle eût été une sorte de déesse descendue sur les prés de Mauves. Et personne ne vous dit: « Faites ceci » ou « Faites cela »?

— Non.

Elle s'épanouit, flattée du compliment naïf d'Étienne, et de l'humble tendresse qu'elle devinait.

— Mais, mon pauvre Étienne, quand on copie, chez nous, on est finie. Il faut toujours du nouveau, de l'invention, un petit chic que tout le monde n'a pas dans les doigts.

Le grand Étienne, comme les soldats, comme le peuple de Loire dont il était et qui n'aime pas à rester court, avait, pour exprimer son sentiment sur les choses difficiles à comprendre, des formules un peu amples, auxquelles il n'attachait qu'un sens relatif. Elles signifiaient qu'il ne saisissait pas bien, mais qu'il était trop poli pour ne pas demander la suite. Il dit donc, retirant de ses lèvres une herbe qu'il mordait:

— C'en est une affaire! En faut de la réflexion!

— Moi, je ne sais vraiment pas comment vous faites, interrompit Marie; avec le temps j'arriverais à copier, mais, inventer, je ne pourrais pas!

L'ombrelle tourna d'un quart de cercle dans la main d'Henriette, que la conversation sur de tels sujets mettait en verve.

— Bah ! vous essayerez. Une idée vient, on ne sait comment. Elle s'accroche à nous comme un poisson aux lignes d'Étienne. Il y a de bons jours, où elles mordent dix à la fois, et d'autres où on ne prend rien. La belle humeur y fait beaucoup. Moi, quand j'ai l'âme reposée, tout m'est facile. Un mariage, un retour de courses, un journal de modes, une exposition de peinture, nous mettent l'esprit en route. Mais c'est la jeunesse, voyez-vous, qui fait le reste. Rien ne la remplace. Il faut une fraîcheur d'imagination. Et puis autre chose encore, un certain style, vous comprenez, mademoiselle Marie ? Chez Mme Louise, par exemple, on dessine plutôt. Nous, chez Mme Clémence, nous sommes des coloristes.

Étienne ne suivait plus. Ses yeux, où flottait l'espèce de sommeil que provoque chez le paysan la tension de la pensée, s'étaient détournés d'Henriette, et plongeaient dans la forêt d'herbes. Il épiait, avec une sourde colère, le dernier acte du duel engagé entre les faucheurs et le fleuve, dont il connaissait la traîtrise redoutable.

Et tout à coup, soulevant sa tête et ses épaules sur ses deux bras raidis contre le sol, il dit :

— Regardez ! La voilà !

Par les canaux, par les pentes insensibles, la Loire avait gagné le milieu du pré. Il étendit la main :

— Là, en avant. Elle rit dans l'herbe. Dans une demi-heure elle fera un étang. Cela monte plus vite qu'il y a trois ans. N'est-ce pas, Gervais ?

L'enfant aux cheveux roux, qui déjà retroussait son pantalon, répondit gravement :

— M'est avis aussi que l'eau vient plus vite.

En ce moment, un cri de femme courut à la pointe des foins mûrs, se répandit, et mourut dans l'immensité verte et tranquille.

L'inondation ! Là-bas on appelait à l'aide, pour sauver les dernières charretées. Les deux Loutrel partirent au pas allongé et roulant des rôdeurs de grèves. Ils firent un détour, et se mêlèrent aux hommes et aux femmes rassemblés dans l'étroit espace où l'herbe abattue couvrait encore le sol. Les faux ne travaillaient plus. Tous les râteaux et toutes les fourches étaient en mouvement.

De la place où elles étaient demeurées assises, Henriette et Marie virent la fin de ce drame de la moisson.

La Loire victorieuse écrasait l'herbe haute. Elle la couchait, mieux et plus rapidement que les lames d'acier, tordant les touffes grainées, qui laissaient sur les eaux leur poussière vivante. Nul n'aurait pu dire d'où sortait la nappe envahissante. Elle faisait son lit comme les bêtes qui tournent en rond. Ce fut d'abord une mare jaune, où s'écroulaient tout autour les falaises de foin. A droite, à gauche, très vite, d'autres flaques d'or étincelèrent au creux de la prairie, et l'herbe s'y roulait pour mourir, et de l'une à l'autre un trait couleur de feu, un canal de communication allait s'élargissant. Bientôt le renflement qui portait la cabane des Loutrel fut coupé de la terre ferme, et un courant parallèle au fleuve, sur toute la longueur de l'étendue verte, jusqu'à l'horizon, vers Nantes, pesa de tout le poids de ses eaux sur les récoltes perdues.

Par delà, les travailleurs, réunis en grappe, tentaient d'arracher à la Loire la dernière charretée enlisée dans les bas-fonds. Ils piétinaient dans la boue, attelés aux brancards, aux essieux, aux rayons des roues. Par instant une clameur s'élevait; ils se courbaient en un effort commun; les grelots des quatre chevaux sonnaillaient; la masse d'herbe fauchée, débordant les montans de bois, traînant jusqu'à terre, oscillait et laissait couler des embruns détachés de son dos énorme. Mais la charrette n'avançait pas. Et partout la béatitude de l'air calme, la paix, la douceur infinie du soir avant l'étoile. Elle enveloppait ceux qui peinaient, consolation inutile, tendresse vaine du ciel. Mais combien d'autres la respiraient et se sentaient réjouis : des mères fatiguées par le bruit des enfans; des vieux qui buvaient après vêpres, sous les glycines des auberges; des ouvriers endimanchés prenant le frais dans les jardins de faubourgs; des amoureux dont la conversation se faisait plus rare avec le retour.

Une demi-heure plus tard, Étienne et Gervais retraversaient la prairie inondée, où la charrette embourbée faisait une île, tandis que les faucheurs, tout petits dans le lointain, s'échelonnaient et se perdaient avec les chevaux dételés parmi les arbres. Étienne trouva les deux jeunes filles debout, prêtes à partir.

— Savez-vous bien, dit-il en plaisantant. que vous ne pouvez plus revenir à Nantes, à présent? Les prés sont coupés.

— Vous croyez que je resterai? dit Marie : ah! bien non. J'entre-

demain à l'atelier. Je m'en irais plutôt comme vous venez de faire, en retroussant mes jupes!

Mais lui, ne faisant point attention à Marie, reprenait aussitôt :

— N'ayez pas peur. Je vous emmènerai toutes deux dans mon bateau, si ça ne déplaît pas à Mlle Henriette?

Avec un respect du visage et de la voix, il interrogeait cette Henriette qui, de la pointe de son ombrelle, tordait un pied de trèfle blanc. Elle mit un peu de temps à répondre, intimement flattée de cette déférence qu'il lui témoignait, leva la tête, et dit :

— Je veux bien, Étienne.

Et le grand jeune homme, ses larges épaules ballantes de plaisir, se dirigea vers la coupure de la rive, tout près de là, où les Loutrel attachaient leurs trois bateaux plats. Gervais le précédait, criant de joie comme une mouette qui va prendre l'eau.

Quand ils descendirent, conduisant le plus neuf et le plus fin des trois canots, vers la cabane où Henriette et Marie les attendaient, ils avaient mis un bout de toile blanche sur le faux pont de l'avant, pour que les demoiselles pussent s'asseoir sans tacher leur robe. Du balai de genêt vert avec lequel Gervais avait nettoyé les planches, il restait, çà et là, des brins de feuilles et de fleurs qui roulaient. Henriette embrassa la mère Loutrel. Étienne, sérieux, attentif à manier doucement son aviron, n'eut besoin que de quelques coups de godille pour prendre le courant, et le bateau s'en alla sur les eaux débordées, vers la ville étendue dans le couchant.

Les jeunes filles étaient assises à la pointe du bateau, l'une près de l'autre. Tantôt elles tournaient la tête du côté de Nantes, où le soleil disparaissait, tandis que les maisons, les arches des ponts, les flèches d'églises, les cheminées d'usines, assemblées par le crépuscule et devenues sans relief, s'enlevaient en découpures bleues sur l'écran de la lumière; tantôt elles voyaient fuir en arrière la prairie de Mauves, et leurs regards effleuraient la figure du grand Étienne, occupé par la manœuvre, mais non pas tellement qu'il ne rencontrât, comme par hasard, les yeux d'Henriette et ne leur sourît. Le ciel était d'or fondu, et le fleuve aussi, par reflet. Mais l'herbe entrait déjà dans l'ombre, et les saules ne luisaient plus. La dernière brise mourait. Une langueur traversait cette fin de jour, et annonçait une nuit exquise. Des chants, des éclats de rire, portés par les eaux, venaient grandissans. Et à mesure que les voyageurs approchaient de la ville, ils sentaient

leur joie s'inquiéter, comme elle fait, la joie divine, quand elle a peur de mourir en nous. Le grand Étienne rêvait : « M'aimera-t-elle ? Oh ! que faire, moi le batelier, pour être aimé de cette ouvrière qui est intimidante comme une dame, et devant qui je n'ose parler ? » Henriette regrettait le jour de liberté qui s'achevait, et, quoiqu'elle ne voulût pas s'y laisser trop prendre, elle cédait au désir de regarder plutôt vers l'arrière, vers les saules bas et les lointains de la Loire, qui étaient juste, pour elle, à la hauteur des yeux d'Étienne. Marie éprouvait le malaise d'un étranger entre deux personnes qui s'aiment ou qui vont s'aimer. Elle se repliait sur elle-même, et sur sa propre misère. Sa main blanche et épaisse, abandonnée au bord du bateau, trempait dans la Loire, et, de deviner ainsi au-dessous de soi l'étendue fraîche, il lui venait des idées de plonger, de s'étendre et de s'anéantir. Gervais s'essayait à dormir, en boule sur le plancher. Ils allaient à la dérive, sans secousses.

Maintenant la silhouette de la ville était toute violette sur le ciel pâli. Après le pont de la Vendée, elle leur apparut géante, entre la Loire d'or et le ciel d'or, profilant de l'une à l'autre l'énorme cascade descendante de ses maisons pressées dans l'ombre. De ce paysage de pierres qui s'élargissait et s'élevait à mesure qu'avançait le bateau, une rumeur arrivait, voix indistinctes, piétinemens d'hommes, roulemens de voitures. Plus près, le long de la berge, des couples, des gens de rien qui rapportaient une fleur à la boutonnière ou au corsage, tournaient leur figure en joie vers le large du fleuve, et criaient :

— Prenez-nous donc ! J'sommes lassés !

Devant les guinguettes du *Beau-Soleil*, de *Mon plaisir*, de *Robinson*, sous les treilles de glycines fleuries, des buveurs levaient leur verre, et le tendaient vers la barque où étaient ce pêcheur et ces deux filles du peuple.

Les inconnus vous saluaient donc, ô pauvres qui passiez ! Ils avaient raison. Leurs verres levés, ou leurs cris, ou leur envie muette célébraient la campagne d'où vous reveniez, la gloire du fleuve où vous couriez, la beauté du soir, le rêve qu'ils devinaient entre vous, étant comme vous des êtres de fatigue, qui n'ont qu'un jour de bon, et qui savent combien c'est doux de rentrer du large, entre jeunesses toutes tristes d'avoir ri et de voir mourir le jour. Quel signe mystérieux marque donc ceux qui aiment, pour que de loin l'âme s'émeuve ainsi et les reconnaisse, même

indifférens, même obscurs, même rapides et déjà enfuis?

Le grand Étienne, posant en oblique son aviron qui froissait le courant, dirigea le bateau à droite, par le bras de Loire qui traverse le centre de la ville, et passe au pied du château du Bouffay. Des maisons, la gare, des fabriques bordaient le canal. Une poussière chaude montait, et se colorait en rose à la hauteur où, par-dessus les collines et les toits, le soleil rencontrait ce nuage que soufflait vers lui la terre battue et usée. Le marinier, debout, godillait sans plus rêver, sauf tout au fond et sans qu'il y parût. Il cherchait où accoster. Les quais étaient bruns et les courans violens. Il dut se jeter à l'avant et se cramponner à un anneau de fer auquel il attacha en hâte son amarre. Le mouvement inclina le bateau. Henriette poussa un petit cri. Mais, avant qu'elle eût perdu l'équilibre, elle était saisie, enlacée, enlevée par le bras du grand Étienne, qui la posait à terre, sur la marge de granit où l'eau frisait comme l'huile bouillante. Elle monta un peu à reculons, en donnant la main à Marie qui débarquait. Lui la regarda de bas en haut, et dit, d'une voix de prière :

— Mademoiselle Henriette, je voudrais vous conduire jusqu'à la mer? C'est trop court de venir ici!

Et comme elle répondait en lui tendant la main, il serra bien fort cette main de travailleuse et d'amie.

— Merci, Étienne! Merci, monsieur!

Quand elles eurent fait dix pas sur le quai en pente, elles aperçurent le bateau relancé au milieu du courant, et Étienne assis près de Gervais, tous deux pliés sur l'aviron, et nageant avec force, pour regagner avant la nuit noire la cabane du pré de Mauves.

Étienne n'était plus joyeux. Entre elles et lui, il y avait déjà des groupes, de la poussière qui volait, de la nuit et de l'oubli. Le lien était brisé. Le poids de cette morte qu'est une journée heureuse pesait sur l'âme du pêcheur qui remontait le fleuve. Les jeunes filles marchaient légèrement au contraire, dans les rues où les passans du dimanche se mêlaient comme des fumées, Marie redevenue gaie au contact de la foule dont elle était bien une parcelle quelconque, Henriette plus calme, se souvenant avec plaisir du matin, de l'après-midi, et de ce soir finissant.

— Ils sont bien paysans, vos amis Loutrel, dit Marie.

— Un peu. Mais de si braves cœurs! Moi, je ne vois que ça, chez eux.

Les profonds yeux noirs interrogèrent le visage de la modiste

qui allait, la tête levée vers la première étoile apparue au ras des collines. Marie eut peur de l'avoir froissée. Elle lui prit le bras, qu'elle serra contre elle, en marchant.

— Dites, vous n'êtes pas fâchée?

Henriette répondit, dans le rêve :

— Pourquoi fâchée?

— Parce que nous ne sommes pas pareilles. Mais je vous aime bien quand même.

Elle continua vivement, presque violemment :

— Je voudrais être votre amie? Je ne vaux pas grand'chose; je vous ferai de la peine, c'est bien sûr, mais je vous aime. Voulez-vous être mon amie?

Cette fois, Henriette interrompit son rêve, et dit tout bas :

— Je veux bien, Marie.

— Je vous dirai tout; vous me gronderez quand je ne ferai pas bien. Je tâcherai d'être meilleure.

Leurs yeux se rencontrèrent, et, bien différentes de natures, elles étaient toutes deux contentes de répéter, d'entendre, d'échanger par le regard et par la parole ces mots qui les ravissaient secrètement l'une et l'autre : « Aimez-moi ! »

A ce moment, au coin d'une des ruelles borgnes qui descendent sur les quais, un jeune homme déboucha à quelques pas d'Henriette, la reconnut, et s'exclama :

— C'est toi? Vrai, je ne m'y attendais pas!

Antoine Madiot, habillé bourgeoisement d'un complet couleur loutre, coiffé d'un chapeau dur de même couleur, restait ouvrier par sa cravate d'un rouge de barrière, par ses mains que gantait la poussière de l'acier limé enchâssée dans la peau, et par l'inquiétude de sa physionomie, tendue vers l'universelle occasion. Sa tête de fouine, ses joues travaillées de fièvre, sa poitrine trop étroite qui l'avait déjà fait ajourner une fois par le conseil de revision, disaient le désordre de la vie. Peut-être se serait-il échappé, selon son habitude, après ce mot banal jeté à sa sœur, s'il n'avait remarqué, près d'elle, l'autre ouvrière, celle qui avait un collet de drap beige et de si grands yeux où s'effaçait lentement la prière à peine achevée : « Aimez-moi. »

— Tu te promènes de compagnie? C'est rare de ne pas te rencontrer avec le père Madiot, à cette heure-ci?

— Une de mes camarades d'atelier, répondit Henriette; nous revenons de Mauves.

— Je peux bien faire un bout de conduite à deux belles filles comme vous? A moins que mademoiselle ne veuille pas? ajouta-t-il tandis que Marie haussait les épaules, flattée, mais n'osant rien dire.

Il se mit à la gauche d'Henriette, et, drôlement, avec le geste de l'ouvrier qui se sait de l'esprit, il raconta une discussion qui s'était élevée la veille, entre son patron et lui, à propos d'une pièce manquée; comment il avait amené le patron à s'emporter, à se donner tort vis-à-vis des camarades.

— Si tu avais vu les vieux mécaniciens, disait-il, qui tordaient la gueule en me regardant, et qui mâchonnaient leur poil, comme pour dire : « Vas-y, blanc-bec! vas-y! t'as raison! » Ils avaient de la braise dans les yeux, je vous en réponds. Et quelqu'un qui n'était pas fier, c'était l'autre, qui avait eu déjà sa grève, l'an dernier, pour moins que ça. Quand sept heures ont sonné, ils m'ont tous entouré, à la porte, pour me féliciter. Je n'avais qu'un mot à dire, et ça y était.

Marie écoutait, et lui se penchait, parfois, de manière à apercevoir, de l'autre côté d'Henriette méprisante et habituée à ces fanfaronnades, l'autre jeune fille, tout à fait peuple celle-là, et qui buvait si bien la haine, il le devinait d'instinct, quoiqu'elle eût le regard perdu dans les mâtures des navires immobiles au bord du canal.

Ils étaient entrés dans l'ombre plus dense que les collines projettent à leur pied, bien longtemps après le coucher du soleil. On approchait de l'extrémité des quais. La foule diminuait. Les boutiquiers avançaient leurs chaises sur le trottoir. Antoine continuait de parler avec la même humeur gouailleuse. Il s'adressait maintenant à Henriette seule, et tâchait, par elle, d'exciter le vieux Madiot à se montrer exigeant dans le règlement de la pension que devait M. Lemarié. Pour lui, si Victor Lemarié avait arrêté sa voiture en haut du chemin et demandé des nouvelles du blessé, si on avait envoyé des remèdes, c'est que le patron avait peur et qu'il tâchait de gagner du temps,

— Il a vu que je ne coupais pas dans ses cajoleries, le fils à Lemarié! Il était là, sur son siège, embêté devant nous tous. Il n'en menait pas large... J'espère que l'oncle Madiot ira demain? Répète-lui ma commission. Il n'est pas capable de grand'chose malheureusement. Il ne sait pas parler...

Antoine se courba, dans la nuit, pour tâcher de surprendre le jeu de physionomie de sa sœur.

Il avait l'air ambigu, l'air de plaisanterie haineuse qu'il prenait souvent vis-à-vis d'Henriette.

— Ah ! si c'était toi qui demandais ! insinua-t-il tout bas.

— Antoine !

— L'affaire serait sûre, nous l'aurions, la pension, va, et tout de suite.

— Tu es fou, je pense ? Je n'ai pas à me mêler de cette question-là.

Elle s'était écartée un peu, blessée du propos et du ton. Il éclata de rire.

— Parbleu, je le savais, et ce que j'en disais c'était pour en être plus sûr ! Mademoiselle ne s'occupe pas de ces questions-là. Qu'est-ce que ça lui fait, les autres ? Elle aurait honte plutôt d'avoir un oncle manœuvre et un frère dans la limaille ?

Il ajouta, après un instant :

— Aussi, je n'abuse pas des demandes de service.

— Tu as tort, quand je peux les rendre.

— Même quand je n'ai plus le sou, comme aujourd'hui, je ne vais pas me plaindre.

Elle s'arrêta, chercha son porte-monnaie, l'ouvrit :

— Tiens, la preuve, Antoine, fit-elle doucement : voici mes derniers quarante sous. Prends-les. Il a fallu beaucoup de remèdes à l'oncle.

L'ouvrier prit la pièce blanche, leva les épaules :

— C'est dégoûtant, tout de même, de gagner de l'argent comme toi. T'en as toujours. Nous autres pauvres hommes...

Puis, avec un geste de la main, moitié salut, moitié remerciement, il tourna par l'avenue de Launay, qui commençait là.

Henriette le vit disparaître dans l'ombre, et dit :

— Croiriez-vous, mademoiselle Marie, que lorsqu'il était tout enfant, il n'avait pas de meilleure amie que moi ? Il ne pouvait pas s'endormir si je ne l'avais embrassé !

Elle fit encore quelques pas, s'arrêta de nouveau :

— Vous voyez : toute vie a sa peine.

Et ces mots de douleur firent s'ouvrir leurs bras. Rapidement Henriette attira cette sœur misérable contre sa poitrine, elle sentit deux lèvres chaudes se poser sur ses joues et la remercier.

— A demain !

— A demain !

Elles se séparèrent. La nuit continua de tomber entre elles qui s'éloignaient, chacune gagnant son gîte.

Henriette avait relevé les yeux vers l'étoile qui luisait maintenant au-dessus du coteau de Miséri. Mon Dieu, comme il y a des heures qui apaisent, des douceurs d'air qui émeuvent! Elle ne fut pas plutôt seule qu'elle fut saisie, jusqu'à en tressaillir, par l'intime consolation des choses. Elle songea, à demi-voix :

— Qu'y a-t-il donc cette nuit, que j'ai le cœur troublé?

Elle n'était pas poète. Elle n'était qu'une pauvre fille sans amour qui voulait aimer. Et ce fut lui qui parla, lui qui possède les âmes avant même d'avoir pris une figure et un nom, lui qui nous appelle sans trêve avec des mots qui changent, lui qui nous dit : « Je suis la beauté, la joie, le repos, je suis les larmes séchées. »

Elle eut un frisson en s'accoudant à la balustrade de sa fenêtre, dans la clarté, comme si quelque chose d'habituellement secret en elle, son cœur lui-même se fût ouvert à la nuit. Le laurier-rose agitait à peine ses feuilles.

« Heureuses les aimées! pensa-t-elle. Heureuses celles qui ont une amie! » Tous les visages de ses compagnes d'atelier défilèrent devant elle, et elle souriait à celles qui l'avaient protégée aux jours d'apprentissage. Elle se rappelait le geste, la phrase, le regard par où sa nature fière s'était laissé toucher. Elles avaient toutes le même air pénétré, pour dire la même chose, dans la rumeur de l'atelier, bien bas : « Je serai votre amie, voulez-vous? » Oh! l'enchantement, et le regard de remerciement, et la pression de main furtive quand on sortait du travail, et la promesse de tout se dire! Dans les premiers temps de la vie d'ouvrière, elle revoyait surtout cette pâle Mlle Valentine, qu'elle avait aimée pour ses yeux trop grands et pour un mot de protection tombé de ses lèvres de première : « Ne taquinez pas l'apprentie. Elle arrivera. Elle a des doigts, cette petite, et de l'esprit. » Que de bonté d'un côté et que d'amour de l'autre! La grande n'avait jamais su l'impétueux élan de cette âme d'obligée qui se répandait en effusions muettes. Henriette se rappelait s'être piqué le doigt jusqu'au sang, avec une aiguille, afin d'être remarquée et plainte par Mlle Valentine; elle se souvenait d'avoir désiré, un matin, mourir devant sa porte et garder la dernière force de lui dire : « Pour vous! j'ai demandé de mourir pour que vous soyez heureuse. » Ames de jeunes filles assoiffées de tendresse, dont

les meilleures, les plus pures se trompaient ainsi ! Henriette les revit toutes, hélas ! toutes au loin, mariées, mortes, parties à la dérive, oubliées. Puis elle songea qu'en ce moment Marie devait être rendue chez elle, dans cette cité de la rue Saint-Similien, nid de pauvres qui s'endormait là-bas, au delà d'une immense vallée de maisons et de fabriques, presque toute la ville étendue en arrière de la colline.

« Comment me suis-je si vite attachée à elle ? Il y a donc des jours pour aimer ? »

La Loire brillait à la pointe des îles, à la proue des grandes goëlettes pareilles à des fuseaux d'ombre. Tantôt des bouffées chaudes montaient des rues voisines, et c'était un relent d'odeurs épaisses, quelque chose d'indéfinissable qui faisait peine, comme si l'air respiré, en touchant au principe mystérieux de la vie, s'était pénétré de la fatigue des poitrines humaines, du trouble des cœurs, de la détresse morale de toute une cité ; tantôt la brise, encore intermittente, soufflait de la campagne indéfinie, et c'était la provision d'amour, le parfum, l'énergie intacte, qui rentraient, et se mêlaient, pour les chasser, aux haleines lourdes du jour fini.

« Cette Marie ! Elle aura bien du mal à s'en tirer. Elle est commune, elle a du vice dans le sang... Les occasions ne lui manqueront pas, dans notre métier... Moi j'essayerai... je l'adopterai... j'accepte d'être sa garante auprès de Mme Clémence. »

Un sourire de fille honnête, mais qui sait la vie, erra sur les lèvres d'Henriette Madiot, puis le sourire s'attrista, et s'effaça. Était-ce là de quoi remplir le cœur, une amie si nouvelle ? non vraiment. Ils étaient seuls ses vingt-quatre ans. L'oncle Éloi l'aimait bien, sans doute, mais il voyait toutes choses avec ses yeux de bon vieux tambour. Il ne pouvait être un confident ni un guide. Antoine avait de la haine contre elle. Aucune attention ni aucune prière n'avaient pu le ramener à l'intimité d'autrefois. La famille n'existait pas. Alors, quel poids sur l'âme, des soirs comme celui-ci, où on avait le temps de songer à soi !

Elle était tout oppressée. Elle regarda fixement un point de la vallée, de l'autre côté de la Loire, champ, prairie, buisson, quelque chose de réel et d'obscur comme l'avenir. Et elle pensa qu'Étienne au moins avait de l'amitié pour elle. Il avait trouvé des façons touchantes de s'humilier devant elle, de lui marquer le plaisir qu'il avait de la ramener à Nantes. De quels yeux d'admiration il la suivait !

« Oh ! se disait-elle, qu'il ait du goût pour moi, c'est trop certain, il le laisse voir. Il est comme d'autres, qui me trouvent jolie, et plus libre avec moi parce que nous sommes de vieux amis. Mais m'aimer, là, grandement, comme il faudrait... non, il ne le peut pas ! Il a presque mon âge. Il sait bien qu'un pêcheur de Loire et une modiste, ça ne fait pas un ménage. Et moi ? Est-ce que je l'aimerais ? Est-ce que je l'aime ? »

Elle écouta, dans le grand silence de son cœur, et elle n'entendit aucune réponse.

Henriette se mit à sourire, longuement, dans l'air délicieux. Non, ce soir encore, le bien-aimé ne portait aucun nom. Il n'avait pas de visage, pas de voix, et cependant il existait. Il était celui qui grandissait dans le secret de son âme depuis la quinzième année, celui qui serait toute tendresse, qui vous cacherait sur son épaule, qui saurait tout, qui vous défendrait des propos insultans de la rue, qui aurait des attentions comme pour une grande dame, celui qui prendrait sur lui la moitié de la peine de la vie. Ah ! qu'elle l'aimait, celui-là ! Comme elle l'enveloppait déjà de la caresse attirante de son regard qui tâchait de pénétrer l'ombre, là-bas...

Elle sentit que ses bras, involontairement, se pressaient contre son sein. Elle rougit, en les écartant d'elle. « C'est vrai, pourtant, que je l'aimerais bien ! Je serais capable de tout pour celui que j'aimerais ! Il n'y a pas de sacrifice que je ne lui ferais ! Que c'est bon de penser à lui ! »

Le coucou fêlé de l'oncle Éloi sonna une demie. Une voix d'enfant qu'on battait s'éleva d'une cour voisine, puis le traînement de pas mal assurés sur les marches d'un escalier extérieur, à gauche, du côté de Nantes. « Ça doit être les vieux Plémeur, qui rentrent saouls comme d'habitude, » pensa Henriette.

La dernière pâleur qui avait longtemps bordé l'horizon, sans plus rien éclairer, avait elle-même disparu. L'ombre bleue possédait toute la terre. Un grand souffle, frais comme la brise de dunes, et qui mettait un goût de sel aux lèvres des derniers passans, remplit alors la vallée, et fit crier de désir les mâtures entravées.

« Qu'y a-t-il donc cette nuit, que j'ai le cœur troublé ? »

René Bazin.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

LE PRINCE LOUIS-NAPOLÉON

III [1]

LE MINISTÈRE DU PRÉSIDENT

I

Le Piémont fut le premier vaincu que le Président de la République couvrit de sa protection, ouvertement et à tout risque. Il ne demanda point Parme et Plaisance, comme l'eût voulu cet « abbé qui croyait avoir gagné la bataille de Novare », mais, par ses instances auprès de l'Autriche, il obtint que l'indemnité de guerre serait réduite de 210 millions à 75. Au dernier moment, des difficultés sur une amnistie à accorder aux Lombards ayant interrompu à Milan les négociations entre les plénipotentiaires autrichiens et piémontais, Radetzki notifia, le 19 juillet, un ultimatum dans lequel il déclarait que si, dans quatre jours, on ne s'était pas mis d'accord, l'armistice serait dénoncé et la guerre reprise. Aussitôt informé, le Président ordonne de concentrer l'armée de Lyon au pied des Alpes et fait expédier par Tocqueville à Bois-le-Comte, à Turin (25 juillet 1849), une lettre dans laquelle il était dit : « La situation ne serait plus la même que celle où le Piémont s'était mis avant la bataille de Novare, quand il reprenait spontanément les armes et recommençait la guerre malgré nos conseils. Ici, ce serait l'Autriche qui prendrait elle-

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1896.

même l'initiative sans y être provoquée. La nature de ses exigences et la violence de ses procédés nous donneraient lieu de croire qu'elle n'agit point seulement en vue de la paix, mais qu'elle menace l'intégrité du territoire piémontais ou tout au moins l'indépendance du gouvernement sarde. Nous ne laisserons pas, à nos portes, accomplir de tels desseins. Si, dans ces conditions, le Piémont est attaqué, nous le défendrons. » Il envoya copie de cette dépêche par Drouyn de Lhuys, ambassadeur à Londres, à Palmerston, en le priant de savoir quelles étaient ses intentions. Palmerston accueillit par les signes du plus vif assentiment cette lecture. « Vous voyez, Milord, ajouta Drouyn de Lhuys, jusqu'où nous voulons aller. Pouvez-vous m'apprendre jusqu'où vous irez vous-même? » Palmerston répondit sur-le-champ : « Le gouvernement britannique, dont l'intérêt ici n'est pas égal au vôtre, ne prêtera au Piémont qu'une assistance diplomatique et un appui moral (1). » Mais Schwarzenberg, instruit de nos dispositions, avant même que la dépêche de Tocqueville fût parvenue à Turin, donna l'ordre d'en finir et envoya à Paris toutes sortes d'explications et d'excuses. Le 6 août fut signée une paix, qui, après de tels malheurs, était véritablement inespérée. Ainsi, « dans la mesure de ses pouvoirs, Louis-Napoléon prêta au Piémont un vigoureux appui, même au delà de ce qu'aurait exigé l'intérêt seul de la France (2). »

Du reste, en tout ceci, les ministres secondèrent avec empressement les vues du Président, et Massimo d'Azeglio n'était que juste quand il faisait parvenir à O. Barrot ses remerciemens « pour l'appui qu'il avait trouvé dans le cabinet français. »

Le même accord entre Président et ministres subsista quand il s'agit de rendre moins dure la défaite des révolutionnaires vaincus. Leur folie avait empêché qu'on les soutînt ; leur malheur permit de leur témoigner quelque intérêt. Les gouvernemens qui les avaient réduits exerçaient contre eux de rudes représailles. Dans le duché de Bade, les Prussiens se montraient presque aussi cruels que les Autrichiens en Hongrie et en Lombardie ; ils exécutaient, suspendaient les libertés publiques. Les petits princes italiens restaurés se montraient impitoyables. A Modène et à Parme, François II et Charles III dépassèrent en férocité ce

(1) Dépêche des 25 et 26 juillet 1849.

(2) Luigi Chiala, *Lettere di Cavour*, tome Ier, page 218. M. Chiala est un historien de premier mérite qui honore grandement l'Italie.

qu'on a raconté des plus horribles tyrans. « Une révolte a éclaté, écrivait François au gouverneur de Reggio, les rebelles sont en mon pouvoir, envoyez-moi le bourreau. » Charles assistait parfois lui-même aux bastonnades qu'il infligeait. A Naples, des procès furent intentés aux hommes d'intelligence et de probité suspects d'idées libérales. On s'attaqua à d'anciens ministres du roi, tels que Charles Poerio, dont l'innocence défiait toutes les machinations. A l'aide d'un « sauvage et lâche système de tortures physiques et morales, on obtint, de cours de justice dépravées, des sentences abominables. La négation de toute loi divine fut érigée en système de gouvernement (1). » En Toscane, la réaction conserva quelque modération et n'alla pas aux extravagances féroces des grands-ducs et du roi de Naples. On fit à Guerrazzi son procès, on ne le passa point par les armes. Mais le grand-duc ne tint aucun des engagemens pris avec les auteurs de la Restauration. Sans abolir immédiatement le *statuto*, il le considéra comme non avenu. Il oublia qu'on l'avait rappelé surtout pour empêcher les Autrichiens d'occuper le duché; il les fit venir sous prétexte de réduire la révolte de Livourne et les installa ensuite à Florence; il n'apparut plus aux populations que comme leur lieutenant. Aussi, quand il rentra dans ses États (29 juillet 1849), il trouva l'hostilité de ceux qui les lui avaient rendus. Le jour de l'entrée des Autrichiens, Salvagnoli, un des plus illustres constitutionnels toscans, écrivit à une amie : « Aujourd'hui 25 mai 1849, les impériaux sont entrés à Florence. Dans dix ans le fils de Charles-Albert sera roi d'Italie. »

Le gouvernement du Président n'adressa ni à la Prusse ni à l'Autriche des remontrances dont elles n'eussent tenu aucun compte. Il essaya du moins de refréner les petits princes sur lesquels il avait quelque action. Tocqueville, apprenant que le représentant de la France dans le grand-duché de Bade paraissait approuver les exécutions prussiennes, lui écrivit : « Nous avons contribué, autant que nous le pouvions sans entrer dans la lutte, à la répression de l'insurrection. Raison de plus pour désirer que la victoire à laquelle nous avons aidé ne soit pas souillée par des actes de violence que la France réprouve et que nous jugeons odieux et impolitiques... Nous ne pouvons prêter les mains à une restauration antilibérale. Voyez le grand-duc et faites-lui

(1) Gladstone.

comprendre les désirs de la France. » Presque aussitôt les exécutions cessèrent. A Naples, nos agens s'employèrent activement à faciliter la fuite des principaux persécutés. Rayneval, notre ambassadeur, cacha dans sa demeure Mancini, qui l'a bien oublié depuis, et assura son départ ainsi que celui de ses amis Pisanelli et Conforti.

Ce fut à l'occasion d'autres réfugiés que se produisit le premier choc entre le prince L. Napoléon et le tsar. A la suite de l'intervention de la Russie en Hongrie, les chefs du mouvement, Kossuth, Bem, Zamoyski, s'étaient réfugiés à Widdin, au delà de la frontière turque. L'Autriche demanda à la Porte Ottomane de les lui livrer. Nicolas l'appuya; le sultan répondit que les traités ne l'obligeaient à rien de pareil et il refusa. Aussitôt les ambassadeurs autrichien et russe rompent les relations en déclarant que, si la Turquie permet à un seul réfugié de s'échapper, cette autorisation serait considérée comme une déclaration de guerre. La Porte demande le secours de la France et de l'Angleterre. Tocqueville hésitait sur la réponse : le prince, sans le consulter, ni lui ni ses collègues, se met d'accord avec Palmerston, et ensemble ils envoient des représentations à la Russie et à l'Autriche et expédient leurs flottes vers les Dardanelles pour raffermir le sultan « comme on met un flacon de sels sous le nez d'une dame qui aurait été effrayée (1) ». Les ministres instruits de cette résolution se consultent et ne savent à quoi s'arrêter. Thiers accourt, critique, tempête, menace, s'écrie que la France est perdue si l'on ne revient pas sur une détermination téméraire. Le prince écoute Thiers et ses ministres et persiste. La détermination était si peu téméraire que le tsar, remis d'un premier mouvement de colère, instruit des sentimens des cabinets anglais et français, renonça à ses exigences afin d'éviter l'humiliation de céder à des remontrances ou la nécessité de dégaîner. Il ne nous marqua même aucun ressentiment et ne se montra blessé qu'à l'endroit de Palmerston avec lequel il se trouvait habituellement en délicatesse. Au lendemain de la reculade de l'Empereur, l'ambassadeur anglais se rendit chez le chancelier russe, et lui lut une note : « L'affaire est arrangée, répondit le chancelier, d'ailleurs l'Angleterre n'a rien à y voir. — Recevez au moins copie de ma note. — A quoi bon? » Cependant il la reçut, de

(1) Palmerston.

mauvaise grâce, ajoutant nonchalamment qu'il allait répondre à cette note, qu'elle était terriblement longue et que ce serait fort ennuyeux. « La France, ajouta-t-il, m'a déjà fait dire les mêmes choses plus tôt et mieux. » Pour la première fois, le grand empereur, le dominateur obéi s'arrêtait devant une résistance. L'Europe en fut stupéfaite; et elle commença à regarder et à écouter du côté de Paris.

On comprendra dès lors le désappointement et le dépit du Prince, quand il apprit que les trois cardinaux, envoyés par le Pape pour prendre possession en son nom du gouvernement temporel, poursuivaient, sous la protection de notre drapeau, la même réaction de vengeances, de procès, d'inexorabilités contre laquelle nous protestions dans les pays qui n'étaient pas soumis à notre influence directe; qu'ils rétablissaient les coutumes policières de l'ancien temps; rouvraient le tribunal de l'inquisition; remettaient en vigueur la bastonnade dans les prisons; arrêtaient les suspects, commençaient des poursuites sévères, annonçaient des vengeances, abolissaient les franchises constitutionnelles et le statut, et, ne gardant aucun égard, affectaient de ne pas même mentionner la France dans les remerciemens adressés à l'Europe.

Tocqueville protesta vigoureusement contre cette conduite, que semblaient encourager l'indolence presque complaisante du général Oudinot et les illusions généreuses, mais trop faciles, de Corcelles. « A aucun prix, écrivait-il à celui-ci, à aucun prix des procès politiques sur le territoire que nous occupons et surtout pas d'exécutions à l'ombre de notre drapeau! Nous serions déshonorés dans le monde (2 août). » Falloux lui-même pressait de ses avertissemens la Nonciature : « Prenez garde, vous jouez avec le feu. Modérez-vous. »

Le Pape répondait avec une ironie paisible : « Vous autres Français, vous êtes toujours trop pressés, laissez-nous le temps! » Et ses cardinaux, le triumvirat rouge, comme on les appelait, continuaient leur office. L'idée qu'aux yeux de l'Europe et de l'Italie il paraîtrait un auxiliaire de l'Autriche, un séide de la sainte alliance, un oppresseur de cette Italie à laquelle son cœur était dévoué, troublait chaque jour davantage le Président. Sans doute ses ministres protestaient avec dignité dans leurs dépêches. Mais qui lisait ces dépêches? l'opinion publique les ignorait. Il résolut de se dégager par des actes publics, de dégager notre pays, notre

armée d'une pesante solidarité. Il rappela Oudinot et Corcelles, et écrivit à Edgar Ney, un de ses aides de camp : « La République française n'a pas envoyé une armée à Rome pour y *étouffer la liberté italienne*, mais pour *la régler* en la préservant contre ses propres excès et lui donner une base solide en remettant sur le trône pontifical le prince qui, le premier, s'était placé à la tête des réformes utiles... Dites de ma part au général Rostolan qu'il ne doit pas permettre qu'à l'ombre du drapeau tricolore on commette aucun acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention. J'ai été personnellement blessé, en lisant la proclamation des trois cardinaux, de voir qu'il n'était pas même fait mention du nom de la France ni des souffrances de nos soldats. Toute insulte à notre drapeau ou à notre uniforme me va droit au cœur et je vous prie de faire bien savoir que, si la France ne vend pas ses services, elle exige au moins qu'on lui sache gré de ses sacrifices. Lorsque nos armées firent le tour de l'Europe, elles laissèrent partout, comme trace de leur passage, la destruction des abus de la féodalité et les germes de la liberté; il ne sera pas dit qu'en 1849 une armée française ait pu agir dans un autre sens et amener d'autres résultats. » La lettre résumait ensuite les conditions du rétablissement du pouvoir temporel : amnistie générale, sécularisation de l'administration, code Napoléon et gouvernement libéral (18 août 1849).

Tocqueville, Dufaure, Barrot approuvèrent. Le « clérical » du conseil, Falloux, ne fut pas non plus fâché : il ne lui déplaisait pas que les triumvirs rouges se convainquissent qu'il n'exagérait pas l'irritation du Président et qu'il avait justement réitéré ses avertissemens. Il se contenta de demander que la lettre demeurât confidentielle. Mais, quelques jours après, une dépêche adressée au cabinet anglais, interceptée par la police, fut mise sous les yeux du Président. On l'y raillait d'être devenu le jouet des Autrichiens. Irrité, il télégraphia au général Rostolan de publier sa lettre. Le général prétexta qu'elle n'avait pas été contresignée par un ministre et refusa. Alors Edgar Ney l'envoya au Moniteur toscan qui l'inséra. Sur quoi les ministres français, sans plus de résistance, la laissèrent publier par le *Moniteur officiel*.

Cette lettre avait plus qu'une importance accidentelle; elle était et elle est une date dans la question toujours ouverte de l'organisation terrestre du pouvoir pontifical.

Sous Consalvi, le cardinal Sala avait proposé, dans un mé-

moire, supprimé comme un méfait, la séparation du temporel et du spirituel. Il conseillait de confier aux laïques les emplois temporels, et de ne plus menacer, à propos d'un droit d'octroi, de l'indignation du Très-Haut et de celle des bienheureux Pierre et Paul! Rossi, en 1848, avait repris ce projet, mais en le poussant plus loin. La séparation du spirituel et du temporel opérée, il voulait que le temporel devînt libéral, constitutionnel. Il semblait que sa mort eût enseveli à jamais cette conception. La lettre à Edgar Ney la ressuscitait et lui donnait une forme systématique.

Jusque-là il n'y avait parmi les catholiques que deux thèses relativement au pouvoir temporel. Les uns, s'appuyant sur les temps primitifs et sur les paroles de Tertullien : « Rien de terrestre, rien absolument, rien n'est nécessaire à la foi », maudissaient avec Dante « ce Constantin qui, pour le malheur de l'Église, fit le pape riche », et avec Manzoni, conjuraient le successeur de Pierre, « de rendre Rome à l'Italie, et de n'être plus que le roi des prières et le Pontife du Sacrifice. » Les autres disaient : La souveraineté temporelle du Saint-Siège a été instituée par un décret particulier de la divine Providence; elle est nécessaire afin que le Pontife romain, n'étant sujet d'aucun prince ou d'aucun pouvoir civil, exerce dans toute l'Église, avec la plénitude de sa liberté, la suprême puissance et l'autorité dont il a été divinement investi par Jésus-Christ. Désormais il y eut un parti moyen demandant avec une égale insistance le maintien du pouvoir temporel et sa transformation en un gouvernement plus ou moins constitutionnel. « S'il ne se décide pas, disait-on, à des institutions libérales, compatibles avec la condition actuelle des peuples, quelle que soit la puissance des mains qui s'étendront pour le soutenir, il sera bientôt en grand péril (1). » Lacordaire jugeant qu'un « gouvernement d'ancien régime, c'est-à-dire refusant l'égalité civile et la liberté de conscience, ne se concevait plus, même à Rome », préconisa ce système (2). Proudhon, par d'autres raisons, arriva à la même conclusion (3). Ce système resta celui de la diplomatie française et européenne jusqu'à l'ouverture de la brèche de la Porta Pia.

Pie IX eût-il voulu l'adopter, cela ne lui aurait pas été pos-

(1) Tocqueville.
(2) *De la liberté de l'Italie et de l'Église*, p. 32.
(3) *La Confédération et l'unité de l'Italie*, p. 100.

sible. Pour faire de la liberté, il faut des libéraux. Or il n'y en avait pas à Rome. Ceux qui l'avaient été se cachaient au fond de leurs demeures. Épouvantés, ils demandaient aux agens français, désireux de les entretenir, de les faire mander par des gendarmes afin qu'ils parussent céder à la contrainte. Quant aux unitaires, aucune concession ne les eût attirés, puisque la seule réforme qu'ils poursuivaient sous le nom de liberté, c'était le renversement du pouvoir pontifical.

Pie IX ne pouvait donc pas, et en outre il ne voulait pas. Sa tentative libérale lui avait laissé un souvenir d'horreur. Bourrelé de remords, il se considérait comme coupable d'avoir compromis l'Église; et il n'avait plus qu'une pensée, qu'une passion : effacer jusqu'au moindre vestige de ses innovations téméraires. Lui proposer de les reprendre, c'était lui demander de trahir son devoir, de renier sa foi, d'exposer le salut de son âme (1).

Pie IX avait raison de ne pas vouloir. La Papauté hors de chez elle, peut-être, a été, suivant les nécessités du temps, républicaine, démocrate, sociologue, si ce n'est socialiste; à Rome elle ne peut être que théocratique. La liberté politique, dans n'importe quelle mesure, sous quelque forme que ce soit est incompatible avec le Principat ecclésiastique du vicaire de Jésus-Christ. On ne conçoit pas un monarque constitutionnel, à la façon de Louis-Philippe, accolé à un pontife infaillible, et des ministres responsables marchant de pair avec des cardinaux, ces sénateurs de la catholicité. Le cardinal Pacca, à propos des doctrines de l'*Avenir*, sur la liberté des cultes et la liberté de la Presse, ces parties essentielles de tout régime libéral, écrivait à Lamennais : « Ces doctrines ont beaucoup étonné et affligé le Saint-Père, car si, dans certaines circonstances, la prudence exige de les tolérer comme un moindre mal, elles ne peuvent jamais être présentées par un catholique comme un bien ou une chose désirable. » Or si un pape se résigne, parfois, chez les autres, à un moindre mal, chez lui, il est en conscience obligé de n'établir que ce qui en soi est bien et désirable; de n'admettre ni la liberté des cultes, ni celle de la presse ; et d'employer la force de son bras séculier à assurer le respect des décrets de son autorité pontificale.

La lettre à Edgar Ney ne détourna pas Pie IX de ces pensées. Elle lui conseillait, afin de n'être pas jeté par la fenêtre, de s'y

(1) Papiers du maréchal Vaillant.

jeter lui-même : il préféra attendre qu'on l'y jetât. Il déclare qu'il ne peut plus se confier à la garde des soldats français et se rendre à Rome. Il recule jusqu'à Portici, et de là il répond au Président par son *Motu proprio* du 12 septembre. On y retrouvait à peu de chose près le memorandum des puissances de 1831 : des libertés communales et provinciales, la réforme des lois civiles, des institutions judiciaires et des règles de la justice criminelle, de plus un conseil des ministres, un conseil d'État, une consulte des finances, une amnistie avec de nombreuses exclusions.

Le Président fut mécontent du *Motu proprio*. Ses ministres, moins exigeans, jugèrent qu'il réalisait en grande partie les vœux émis par la France, et qu'il n'y avait plus qu'à presser le Pape de compléter l'amnistie et de hâter la réalisation des réformes annoncées. Une demande de crédits fournit à l'Assemblée l'occasion d'exprimer son avis sur la politique du ministère, sur la lettre à Edgar Ney, sur le *Motu proprio*. Thiers, nommé rapporteur, se déclara satisfait : les lois annoncées opéreraient un bien incontestable si elles étaient réalisées ; et la parole de Pie IX suffisait pour lever tous les doutes à cet égard. Il reconnaissait cependant que, sans attenter à l'indépendance et à la dignité du Pape, on pouvait le presser de réaliser son *Motu proprio*, et d'étendre sa clémence. C'était l'approbation de la politique ministérielle, et cela rendait d'autant plus significatif le silence voulu gardé sur la lettre à Edgar Ney.

Le Président comprit l'intention. Pour la première fois, ses ministres le virent « animé de quelque chose qui ressemblât à de la passion. » Il ne se résigna pas à rester silencieux sous le dédain de Thiers. Il écrivit à Odilon Barrot une nouvelle lettre, en le priant d'en donner lecture à la tribune : « Vous n'avez pas oublié, monsieur le ministre, avec quelle persévérance j'ai secondé l'expédition romaine, alors qu'un premier échec sous les murs de Rome et une opposition formidable à l'intérieur menaçaient de compromettre notre honneur militaire : je mettrai la même constance à soutenir contre des résistances *d'une autre nature* ce que je considère comme l'honneur politique de l'expédition. »

Cette lecture eût provoqué la vive adhésion de la gauche républicaine. Cavaignac l'avait laissé pressentir (1), Tocqueville et

(1) « Je déclare qu'après avoir pris connaissance de la lettre de M. le président de la République, j'ai trouvé les sentimens qui y sont exprimés parfaitement dignes, parfaitement patriotiques; dignes, non pas seulement du grand nom que porte son

Barrot n'osèrent s'y risquer. Ils défendirent la lettre à Edgar Ney. Elle traduisait dans un élan fier et généreux leur politique, ils ne l'avaient jamais désavouée et ne la désavoueraient jamais; mais ils ne lurent pas la lettre à Odilon Barrot. De ce jour leur chute fut décidée à l'Élysée.

II

Cette résolution fut d'autant plus facile au Président qu'il avait fini par découvrir que ce ministère, qu'on lui avait présenté comme inévitable, ne subsistait que grâce à son appui, et que la majorité en était autant fatiguée que lui-même. Dans les couloirs on le déchirait; on lui reprochait ses ménagemens pour les républicains, sa mollesse à destituer et à donner les places aux bien pensans. Si les chefs des partis ne l'attaquaient pas à la tribune, et ne lui refusaient pas leurs votes, ils ne déguisaient pas qu'ils ne se servaient de lui que pour prendre les mesures répressives et que, cette tâche ingrate terminée, ils le congédieraient. Les ministres se défendaient mal contre ces attaques sournoises et souvent y donnaient prétexte, car si parmi eux se trouvaient les esprits les plus honnêtes qu'on pût rencontrer, ils étaient si raides et si bornés en politique que Tocqueville regretta plus d'une fois de n'avoir pas plutôt pour collègues des coquins intelligens (1).

Ce fut Odilon Barrot en personne qui vint révéler au Président ce secret de sa faiblesse. Il convoqua Thiers et Molé à une conférence à l'Élysée et leur dit brusquement que, puisqu'ils étaient si peu satisfaits de lui, il les priait de prendre sa place. Naturellement ils nièrent leur hostilité et refusèrent de prendre la place. Le Président avait gardé le silence. Resté seul avec Barrot, il lui dit : « Croyez-vous que si M. Thiers vous eût pris au mot et consenti à devenir ministre, j'aurais consenti, moi, à lui confier un portefeuille? Si vous l'aviez cru, vous vous seriez étrangement trompé » (2).

auteur, d'autres que moi se sont chargés de le lui dire, mais dignes de la nation qui l'a choisi pour son premier magistrat. Ainsi donc, je rends hommage, hommage sans réserve, hommage respectueux aux sentimens exprimés dans la lettre de M. le président... Et si, par malheur, les décisions de l'Assemblée ne lui étaient pas conformes, et s'il en résultait quelque atteinte morale portée à l'autorité du pouvoir exécutif, assurément dans ma pensée, ce n'est pas à lui que j'en rapporterais la faute. (A gauche, très bien, très bien!) »

(1) Tocqueville, p. 345.

(2) Odilon Barrot, t. III, p. 472.

Il n'ajouta pas qu'il se sentait libre désormais de le renvoyer lui-même.

Il le fit dès qu'il eut réuni les élémens d'une nouvelle combinaison autour du frère même du ministre à évincer, Ferdinand Barrot, à qui cela valut le sobriquet de Barrot-Caïn. Autour de celui-ci se groupèrent des personnages qui avaient commencé à poindre sous Louis-Philippe, Magne, Achille Fould, deux généraux, d'Hautpoul et de La Hitte, un amiral, Romain Desfossés; trois politiques tout neufs, Parieu, Rouher, le savant J.-B. Dumas.

Restait à instruire Odilon Barrot et la Chambre du changement. Barrot-Caïn fut dépêché à Bougival. Il y fut accueilli par son frère avec une telle loquacité confiante qu'il n'osa débiter son compliment. Cependant, au moment de sortir, la porte déjà entr'ouverte, il lui dit : « Tu ne sais pas, Odilon, on m'offre l'Intérieur. » — Mon pauvre Ferdinand, répondit Odilon, tu ne vois pas qu'on se moque de toi ! » Le pauvre Ferdinand, interdit, s'en alla sans rien dévoiler. Odilon n'apprit qu'il était remplacé que par une lettre du Président reçue le jour même où l'*Officiel* publiait la liste des nouveaux ministres. Pour adoucir la déconvenue, on lui envoya le grand cordon de la Légion d'honneur, qu'il refusa.

La communication à l'Assemblée se fit par un message. « La France, était-il dit, inquiète parce qu'elle ne voit pas de direction, cherche la main et la volonté de l'élu du 10 décembre. Or, cette volonté ne peut être sentie que s'il y a communauté d'idées, de vues entre le Président et ses ministres et si ces ministres ne le compromettent par aucune irrésolution, et sont aussi préoccupés de sa propre responsabilité que de la leur, et de l'action que de la parole. » Il affirme sa volonté de respecter la Constitution qu'il a jurée, de relever l'autorité sans inquiéter la vraie liberté, de dompter hardiment les mauvaises passions, d'affermir le principe religieux, sans rien abandonner des conquêtes de la Révolution, de sauver le pays malgré les partis et malgré même les imperfections de nos institutions. » Le message fut complété le lendemain par une déclaration de d'Hautpoul, qui, après avoir couvert d'éloges l'ancien cabinet, dit « que le ministère n'était pas formé contre la majorité, mais au contraire développerait avec énergie ses principes, et que les antécédens de ses membres en étaient les garans. » Sur quoi l'Assemblée, rassurée sinon satisfaite, ne permit pas même une interpellation sur l'événement.

Quelle était donc la véritable portée de cette révolution minis-

térielle? Faussait-elle le système parlementaire? Mais le cabinet Barrot ne représentait que la minorité; au contraire, les nouveaux ministres, choisis dans la majorité même, en partageaient les passions et les idées bien plus que les ministres congédiés. La portée du changement, en effet très grave, est ailleurs. La Constitution juxtaposait deux responsabilités collatérales et incompatibles, celle du Président et celle des ministres. Le ministère Barrot venait de démontrer, en fait, l'impossibilité de leur coexistence : ministres et Président, sans souci l'un de l'autre, avaient tiré chacun de leur côté. Le Président supprime le conflit ou l'incohérence en abolissant la responsabilité ministérielle. Il n'aura plus en face de lui un président du conseil, au moins son égal, il sera à la fois le chef du pouvoir exécutif et le président de son ministère.

Au lieu de deux volontés il n'en existera plus qu'une. Cette simplification déplut aux monarchistes constitutionnels qui ne concevaient à la tête de l'État qu'un chef irresponsable, couvert par des ministres responsables; elle aurait dû plaire aux républicains, convaincus alors, que la responsabilité présidentielle, et par conséquent la subordination des ministres, est de l'essence même du système républicain.

La distribution des ministères se fit ainsi : à l'Intérieur Ferdinand Barrot, un de ces personnages qui tiennent honorablement en politique, le rôle des utilités au théâtre; aux Finances, Achille Fould, homme d'esprit, de club, de salon, amateur de beaux-arts, sachant même un peu de finances, ce qu'il en avait appris de son frère Benoît, banquier éminent; aux Affaires étrangères La Hitte, dont il n'y avait rien à dire en bien ou en mal; à la Guerre d'Hautpoul. Quand j'arrivai à Marseille, en 1848, ce général commandait la division militaire. Après m'avoir salué bien bas, il me dit : « J'ai servi le gouvernement déchu, au fond j'ai toujours été républicain. » Il avait probablement dit au Président : « Au fond j'ai toujours été bonapartiste. » Aux Travaux Publics Bineau, ingénieur distingué; à l'Agriculture et au Commerce Dumas, homme de science éloquent qui, partout, se trouvait naturellement au premier rang.

Les deux membres les plus intéressans parce qu'ils sont devenus le noyau du personnel qui a suivi le Prince dans toutes les fortunes, ce sont les deux jeunes avocats de Riom, introduits par Morny à l'Élysée, Rouher et Parieu.

Rouher (1), de taille moyenne, robuste, la tête régulière, agréable, forte et claire, animée par des yeux éveillés, intelligens, d'une finesse qu'on avait parfois quelque peine à distinguer de la fausseté, montrait dans toute sa personne un air d'assurance et d'autorité, que ne gâtait aucune morgue et qu'adoucissaient des façons d'une captivante familiarité. Son grand-père était huissier à Riom, son père avoué, son frère aîné avocat. Après de bonnes études il fut envoyé à Paris. Il fit son droit en travaillant chez un avoué, c'est-à-dire, fort mal, tout juste assez pour passer ses examens. Le mouvement littéraire artistique et politique était alors fort intense, et les jeunes gens s'y mêlaient avec passion : les uns admirateurs d'Ingres, les autres de Delacroix, les uns sectateurs de Victor Hugo, les autres fidèles aux classiques, beaucoup républicains, quelques-uns socialistes, bien peu conservateurs. Rouher n'élevait pas sa pensée au-dessus de ses dossiers, et ne se préoccupait ni de peinture, ni de poésie, ni de politique. En revanche, nul ne figurait dans les bals du quartier Latin avec un entrain plus endiablé, ne troussait mieux un calembour ou un jeu de mots, ou ne chantait avec plus de verve les chansonnettes alors mises en vogue par l'acteur Levassor. Devenu second clerc dans l'étude de Me Rozier, il allait plaider les référés devant le président du tribunal et on l'y remarquait pour son assurance et sa facilité. Reçu licencié, il retourna à Riom ; son frère lui céda sa clientèle de première instance, ce qui lui fit aussitôt une situation importante. En cour d'assises, il ne tarda pas à en acquérir une brillante par la fougue, la forme imagée de ses plaidoiries. On accourait pour l'entendre. Vers 1840, il épousa la fille d'un avocat maire de Clermont, Conchon, nommé bientôt après conseiller à Riom à la suite d'un soulèvement populaire causé par le recensement Humann, dans lequel sa maison avait été brûlée. Rendu orléaniste par son beau-père, il se présenta en 1847 aux élections comme candidat de MM. Guizot et Duchâtel contre le député centre gauche, Combarel de Leyval. Il échoua. Quoique fort dépité de la révolution de 48, il en prit vite son parti, se représenta aux élections de la Constituante, se dit républicain autant qu'on le voulut, et fut nommé. Sceptique, déjà sectateur convaincu du « mandarin Je-m'en-f..., » selon une de ses expressions célèbres, il arriva à Paris tout prêt à se donner au plus

(1) Né à Riom le 30 novembre 1814.

fort, à celui qui le placerait sur le théâtre où il pourrait déployer ses rares facultés. Il crut d'abord que ce serait Lamartine; il se précipita vers lui, l'entoura et en reçut même en présent une levrette. Lamartine effondré, il se tourna vers Cavaignac et vota pour lui. Cavaignac battu, il se fit conduire à l'Élysée par Morny, et le voilà ministre de la justice, garde des sceaux à la place de Barrot.

Bien différent l'autre avocat de Riom, Esquirou de Parieu (1). Il appartenait à une famille de robe du Cantal. En sa physionomie sévère, aux traits concentrés, aux lignes larges, carrées, dans ses yeux aux reflets sombres, encadrés sous des sourcils proéminens, épais, se retrouvait la vigueur et l'âpreté des montagnes natales. Il n'était ni faiseur de calembours ni chanteur de chansonnettes. Il passait de longs instans en prière dans sa chambre, la tête inclinée, se frappant la poitrine avec mortification, ou bien il se promenait seul dans les champs un Code à la main. Ses solides études de droit furent poussées jusqu'au doctorat; en même temps il avait étudié l'économie politique. En toute matière il possédait autant de doctrine que Rouher en avait peu, mais il n'était pas doué de son aimable humeur, de sa flexibilité d'esprit; sa réserve était morose, sa finesse renfrognée, son esprit dédaigneux. Plus tard Rouher l'a beaucoup distancé. A ce premier moment ce fut lui qui l'emporta. A la Constituante il s'était révélé par un discours très applaudi contre l'élection du Président par le suffrage universel. Ministre, il s'éleva très haut dans l'estime et l'admiration de l'Assemblée par ses discours sur la liberté de l'enseignement; malgré son débit saccadé, précipité, il gagna une réputation d'éloquence.

Rouher ne se signala alors que par l'aplomb et la facilité. Il réussit surtout auprès des magistrats. Homme d'affaires déjà très consommé, procédurier sans égal, il ignorait la science du droit et n'avait pas vécu en familiarité avec ses belles théories. Et cependant une question de législation se présentait-elle, grâce à une mémoire et à une facilité d'assimilation exceptionnelles, dès qu'on la lui avait expliquée, il en dissertait de manière à éblouir ceux mêmes qui venaient de l'instruire. Une fois cependant il fut pris au dépourvu. Un procès se plaidait devant la Chambre des requêtes de la Cour de cassation sur la propriété

(1) Né à Aurillac le 13 mars 1815.

des Mémoires du duc de Saint-Simon. Le célèbre président Lasagni vint à la Chancellerie pour lui demander s'il ne revendiquerait pas pour l'État cette propriété. « Quel intérêt peut avoir l'État, répondit Rouher, à posséder les Mémoires de ce fou de socialiste ? »

Les nouveaux ministres, plus dociles que leurs devanciers à servir l'ambition du Prince, ne partageaient pas plus qu'eux ses idées, et ne les soupçonnaient même pas ; leurs véritables opinions étaient celles de Thiers ou de Guizot. Sur la plupart des sujets, le Prince se fût beaucoup mieux entendu avec le premier républicain venu. Toutefois satisfait d'avoir trouvé la docilité, il ne s'inquiéta pas des opinions. D'ailleurs ne voulant pas se fermer, par une rupture irrémédiable, l'issue de la revision constitutionnelle, ni laisser à ses ministres congédiés un recours contre lui, il lui convenait de s'entourer de conseillers que la majorité savait animés de ses passions, de ses rancunes et de ses craintes.

Cette arrière-pensée entraîna l'exclusion bien regrettable de Victor Hugo. Le poète avait-il demandé un portefeuille ? Le lui avait-on promis ? Cela importe peu. Le certain est qu'il le désirait de la même ardeur que sous Louis-Philippe il avait recherché la pairie. Considérons comme heureux que des hommes doués d'une telle puissance de génie daignent parfois être ambitieux. Personne n'avait plus que Victor Hugo le droit de l'être sous un Napoléon. Qui avait exalté dans des chants plus sublimes les gloires et les malheurs du grand homme ? Qui avait demandé plus chaudement le rappel des lois d'exil contre les Napoléon ? Qui avait plus noblement défendu et adopté la candidature du Prince ? Qui méritait mieux d'écrire son nom au-dessous de celui d'un Napoléon ? Le Président sentait ce devoir de gratitude. Il comprenait le danger de laisser faire antichambre à une telle ambition, car il savait combien sont longues et retentissantes les vengeances des poètes, combien il en a coûté aux Bourbons d'avoir congédié Chateaubriand et à Louis-Philippe d'avoir dédaigné Lamartine. Aussi avait-il le ferme propos d'appeler dans ses conseils le rapsode de l'épopée napoléonienne. Malheureusement Victor Hugo rendit sa bonne volonté impuissante. Après avoir siégé longtemps sur les bancs de la majorité, voté avec elle l'état de siège, refusé l'amnistie aux insurgés de Juin, il venait de s'en séparer à l'occasion d'un effet oratoire manqué.

On discutait une proposition très large d'assistance légale en

faveur des classes ouvrières. — Victor Hugo commença son discours en disant : « J'entendais dire tout à l'heure autour de moi, au moment où j'allais monter à la tribune, qu'en dehors de la force tout est vain et stérile et que la proposition de M. de Melun et toutes autres analogues doivent être tenues à l'écart parce qu'elles ne sont que du socialisme déguisé. » Protestations de toutes parts : « Qui a dit cela ? » Le Président déclare que personne n'accepte l'objection, que personne ne l'a faite. Molé et Montalembert disent : « La proposition de M. de Melun a été acceptée à l'unanimité dans les bureaux, et la preuve, c'est que son auteur a été chargé de faire le rapport. » Les demi-dieux n'ont jamais tort et n'admettent pas que d'eux tout ne soit admirable. Ce rappel à la vérité parut au poète une impertinence et il rompit avec ceux qui se l'étaient permise. Il notifia cette rupture par un discours sur la question romaine, dans lequel, gardant encore des égards envers le Prince, il s'attacha à froisser les sentimens les plus vifs de la majorité par des paroles intentionnellement emportées. Dès lors sa nomination eût paru une injure aux conservateurs. D'ailleurs aucun des ministres si péniblement recrutés n'en voulait pour collègue ; plus ils étaient effacés et lui éclatant, plus il les effrayait. Lamartine, repoussé naguère par une opposition semblable ; n'en avait conçu aucun courroux, Victor Hugo ne sut pas s'élever à une telle magnanimité. Il avait désiré, il s'était offert, on ne le prenait pas, il ne pardonna pas. En quelques enjambées, dans son courroux, il alla, comme les Dieux d'Homère, d'une extrémité à l'autre de l'horizon. Au centre gauche, il eût trouvé Thiers, à la gauche modérée Cavaignac ; à l'extrême gauche la place de Ledru-Rollin restait vacante, il y sauta et donna à la démagogie le clairon d'airain qui lui manquait.

III

En offrant un portefeuille à J.-B. Dumas, Louis-Napoléon lui avait dit : « Il y a les blancs, les rouges, les bleus ; l'immense majorité est avec les bleus : si c'est votre opinion, nous pouvons nous entendre. » Le nouveau cabinet, par haine des rouges, se jeta cependant vers les blancs, au grand scandale des bleus.

Après le 13 juin, la tourmente perpétuelle qui secouait l'Assemblée s'était apaisée. Les séances ne se consumaient plus en de stériles débats de paroles ; la même tranquillité régnait en apparence

dans la rue ; l'État ébranlé paraissait raffermi ; la société régulière, le gouvernement légal, les institutions, la paix publique sauvés (1). Toutefois dans les conciliabules secrets, dans les journaux rouges, ni le calme ni la tranquillité n'avaient succédé aux excitations et aux préparatifs séditieux. A côté des socialistes pacifiques recherchant d'un cœur fraternel l'abolition de la misère, les révolutionnaires purs continuaient leur propagande avec une indomptable ténacité. A peu près assurés des ouvriers des villes, ils s'efforçaient d'entraîner le paysan par le colportage, par la prédication des instituteurs. Ils travaillaient surtout à organiser la défection de l'armée. On attendait les soldats à la sortie des casernes pour leur glisser des brochures et des journaux ; on les conduisait dans des cabarets où, entre deux verres d'absinthe, on les pressait de se ranger du côté de leurs frères, de leurs parens, maudits de la vie et prédestinés de la souffrance comme eux. On faisait enrôler des démagogues auxquels on promettait des récompenses et des primes. Ces engagés faisaient la propagande des régimens et transmettaient à un comité central des renseignemens précis sur les dispositions des officiers et des soldats. Quand on pourrait compter sur deux ou trois cents hommes par régiment, on engagerait la bataille.

En dehors de ceux qui organisaient la subversion, qui blâmera les ministres d'avoir pris des mesures énergiques pour déjouer ces trames, et prévenir ces levées d'armes, pour contenir et châtier les instituteurs révolutionnaires et athées, éliminer les fonctionnaires convaincus de connivence au moins par la mollesse, refréner les clubs, pourchasser les conspirateurs, encadrer l'armée, afin de la rendre plus compacte et plus mobile, en quelques grands commandemens militaires ?

Mais ils ne s'en tinrent pas à cette œuvre légitime de préservation. Assaillant ceux qui ne menaçaient pas l'ordre social, et ne respectant pas ceux qui méritaient le respect, ils poursuivirent les républicains raisonnables, ils parurent s'acharner moins à l'anarchie qu'à la république. Être noté comme républicain devint un motif de suspicion. Tout fonctionnaire soupçonné de ne pas souhaiter le retour d'une monarchie fut destitué. Avoir participé aux « journées funestes de Février », selon l'expression récente de Thiers, devint une cause radicale d'exclusion. A la tribune re-

(1) V. Hugo, Discours du 9 juillet 1849.

tentissaient les provocations ministérielles : « Nous serons prêts à toute heure, disait d'Hautpoul; vous pouvez commencer demain si vous le voulez. » La police, dirigée par un ennemi acharné de l'ordre républicain, sans tact et sans scrupule, Carlier, paraissait s'être donné pour tâche d'exaspérer les moins hostiles. Le peuple tenait aux arbres de la Liberté récemment plantés, il les fit couper; l'anniversaire du 24 février était une de ses fêtes, il l'interdit. Il multiplia les visites domiciliaires, les perquisitions, les arrestations arbitraires suivies de longues détentions préventives dans les cellules horribles de Mazas. Jusque-là l'hostilité des républicains n'était pas justifiée, elle le devint. Ceux qui, comme l'honnête Peauger, avaient cru aux paroles du prisonnier de Ham, s'éloignèrent tristement; et ceux qui eussent été tentés de se rapprocher s'applaudirent de ne s'y être pas décidés.

Les résultats de cette politique de contre-bon sens ne tardèrent pas à se montrer. A la suite des condamnations prononcées par la Haute Cour contre les députés compromis le 13 juin, trente élections complémentaires eurent lieu à Paris et dans les départemens. Bien que la campagne fût dirigée par les radicaux socialistes, les républicains de raison pressèrent Carnot, un des plus honorables d'entre eux, de se laisser inscrire sur la liste à côté de Vidal et De Flotte. Il serait la protestation contre le cléricalisme de la loi d'enseignement en faveur de l'instruction laïque, gratuite, obligatoire; Vidal était l'affirmation du socialisme; De Flotte, ancien transporté, réhabilitait les journées de Juin. Cette liste l'emporta à l'énorme majorité de 130000 voix en moyenne (10 mars 1850). En province, grâce à la même coalition, dix-huit radicaux socialistes furent nommés. Vidal, élu deux fois, ayant opté pour un département, Paris renouvela et accentua sa manifestation par la nomination d'Eugène Sue, l'aristocratique romancier converti au socialisme (28 avril). Les départemens ne se démentirent pas non plus, six socialistes l'emportèrent dans Saône-et-Loire, le département de Lamartine. « Ce qui s'est fait, pendant quinze mois, contre la république, contre la révolution, écrit Proudhon, est déclaré par ce vote nul et non avenu. Il faut que le pouvoir, à peine de rébellion envers le peuple et de tyrannie, non seulement change de système, mais se mette, toute affaire cessante, à réparer le mal. »

Les conservateurs qui se croyaient hors de péril se réveillèrent en sursaut. Un frisson de terreur parcourut la France, la

Bourse baissa de deux francs, les étrangers quittèrent précipitamment Paris. Ce qu'on voyait s'avancer avec une effroyable assurance, ce n'était pas une émeute mal préparée et dont Changarnier viendrait à bout, c'était le socialisme légal, s'emparant des pouvoirs publics, s'infiltrant dans les lois et défaisant régulièrement la société avec l'aide du gendarme.

Le Président, ce Président tant dédaigné, parut alors le seul refuge. Il ne cessait d'être l'objet des empressemens du peuple; à chaque revue, les soldats continuaient à lui jeter comme salut; l'*Ave Cæsar*. Lui ne modifiait ni son langage ni son attitude; il maintenait sa volonté « de ne pas sortir du sentier étroit tracé par la Constitution et de travailler, avec tous les hommes de cœur et d'intelligence, à consolider quelque chose de plus grand qu'une Charte, de plus durable qu'une dynastie (1). »

Dans la panique qui sévissait, sur bien des lèvres habituées à déclamer contre le coup d'État le silence se fit, et nombre de celles qui le dénonçaient le conseillèrent. Les missives, les adresses, les adjurations orales arrivaient à l'Élysée. « Ne vous défendez plus de méditer un coup d'État. Accordez à ceux qui l'annoncent la satisfaction d'avoir été bons prophètes. Faites-en un. Nous ne vous avons pas nommé pour que vous montriez de la vertu à nos dépens, mais pour que vous nous délivriez. « La nation vous a choisi *pour tout oser*; ce qu'elle attend de vous, c'est de *l'audace* et non de la prudence (2). » « Est-ce quand le navire sera coulé à fond que vous arracherez le gouvernail aux mains incapables qui ne savent pas le tenir?

Et lui, impassible, répondait avec douceur : « Non, je n'aurai pas recours à des moyens illégaux, je ne sortirai pas du sentier étroit que m'a tracé la Constitution. — Vous trouvez mon ministre de l'intérieur F. Barrot insuffisant, je le remplace par Baroche, qui vient de faire ses preuves comme procureur général devant la Haute Cour. — Vous estimez la licence de la presse excessive, j'essaierai de la mater en rétablissant le timbre et en doublant le cautionnement. — Les réunions électorales vous inquiètent, je les fermerai. — Les maires n'obéissent pas, je les suspendrai. — La loi électorale vous semble défectueuse, j'essaierai de l'amender. — La constitution appelle une réforme

(1) Discours au banquet de l'Hôtel de Ville, 10 décembre 1849.
(2) Tocqueville, *Souvenirs*, p. 315.

fondamentale, je suis prêt à la reviser avec le concours du pays. Mais je vous refuse un coup d'État. »

Vous croyez peut-être que ce langage excita de l'admiration? Il fut accueilli par un strident éclat de rire. Proudhon, que j'aime à citer parce qu'il était alors le véritable tribun du peuple, domina toutes les voix par son ricanement sardonique : « L'aventurier s'est éclipsé devant l'homme d'État, le président a tué le prétendant, le magistrat l'emporte sur le conspirateur; et nous sommes forcés de convenir que la République, cette chaste fiancée du peuple, pour mettre sa vertu à l'abri des entreprises du Prince Louis et le tenir à distance respectueuse, n'avait rien de mieux à faire que de le prendre pour chaperon (1). » Le fin et aristocratique Tocqueville ne raille pas, mais prononce que, décidément, ce prétendu César est un « épicurien épris de la passion des jouissances vulgaires et du bien-être et qui, dans les facilités du pouvoir, alanguissait son énergie et amortissait, rabaissait son ambition même (2). » Ses confidens et ses amis, qui l'avaient autrefois connu si audacieux, se demandaient, déconcertés, pourquoi il répugnait maintenant aux moyens décisifs. Il leur semblait entendre dans l'air une voix irritée lui criant : « Tu dors, César; l'aigle étend au-dessus de ta tête ses ailes frémissantes et tu ne le vois pas, nous t'enverrons les corbeaux. »

IV

Modifier une conduite parce qu'elle vous fait supposer autre qu'on est marque qu'on n'est pas destiné aux grandes choses. Souvent le courage consiste à se laisser taxer de pusillanimité et la fermeté à paraître irrésolu. Le Prince laissa crier et, sachant qu'il ne serait pas la proie des corbeaux, il ne voulut pas se casser le cou en courant avant l'heure après l'aigle. Par sa volonté expresse, Baroche, le nouveau ministre de l'intérieur, fut réduit à chercher quels étaient les expédiens légaux par lesquels on pouvait lutter contre le mouvement socialiste.

De leur côté les chefs illustres des conservateurs songèrent à aviser. Quoique divisés, depuis la nouvelle Assemblée, en plusieurs groupes particuliers, les députés conservateurs se

(1) *La Voix du peuple.*
(2) *Souvenirs*, p. 315.

réunissaient parfois dans la salle du Conseil d'État pour délibérer en commun. On ne pouvait tirer d'un amalgame de légitimistes, d'orléanistes, d'élyséens, de républicains, un président agréé par tous; on en avait créé douze qui, à tour de rôle, dirigeaient les délibérations. Ces présidens se renouvelaient par moitié tous les six mois, et les six sortans restaient adjoints aux douze en fonctions, formant avec eux une sorte de comité directeur chargé de convoquer les réunions générales, de préparer les propositions à leur soumettre. Ce sont les membres de ce comité qu'on nommait les *Burgraves*, par réminiscence de la pièce très sifflée de Victor Hugo, dans laquelle des vieillards sermonneurs jouent un rôle principal (1).

Les Burgraves se réunirent chez Victor de Broglie. La première fois on s'en tint à des considérations vagues, sans rien conclure; la seconde réunion allait se passer de même, quand Thiers prit la parole et serra de près la question. Il dit (2) :

« Je crois que l'on n'avance pas les affaires dans des circonstances telles que celles où nous nous trouvons en esquivant les questions et en pataugeant. Il faut parler net. Y a-t-il quelque chose à faire? S'il n'y a rien à faire, qu'on en prenne son parti. Ne continuons pas à nous agiter et surtout ne continuons pas à agiter le pays par une recherche inutile. Disons-lui : Non, il n'y a rien à faire, il faut aller tout doucement jusqu'à 1852. — Je l'ai dit plus d'une fois, il y a les moyens décisifs et ceux qui le sont moins, ou, pour parler plus clair, les moyens inconstitutionnels et ceux qui peuvent s'accommoder avec la constitution. Veut-on des premiers? Si oui, il ne suffit pas que vous soyez seuls à en vouloir. Pour modifier la Constitution le concours du Président est nécessaire. Je ne parle qu'en mon nom, je ne suis nullement autorisé à parler en son nom. Je ne suis pas, on le sait, un homme de l'Élysée, j'y ai rarement mis les pieds. Je dirai même qu'appelé, avec quelques membres de la majorité, par le prince Louis après les élections du 10 mars et consulté par lui sur la conduite à tenir, je lui dis : « Il y a les moyens légaux et les moyens illégaux. » Il me répondit immédiatement. « Écartons les derniers, je ne veux pas

(1) Les Burgraves à ce moment étaient MM. Berryer, V. de Broglie, Thiers, Molé, Montalembert, Vatimesnil, Léon Faucher, Buffet, Benoist d'Azy, Beugnot, Chasseloup-Laubat, Daru, J. de Lasteyrie, Montebello, de Sèze, Piscatory, Saint-Priest.

(2) Je cite textuellement, d'après les notes inédites prises sur l'heure par un des assistans. Du reste, quiconque a entendu une causerie de Thiers l'y reconnaîtra.

y recourir. (1) » Je lui fis observer que je me bornais à analyser le sujet. Quoi qu'il en soit, le Président ne s'est pas engagé alors à s'unir à la majorité pour reviser la Constitution. Mais enfin il est permis de supposer qu'il a comme les partis son hypocrisie, et que si, nous mettant en rapport avec M. de Persigny, nous lui disions : « Que le Président adresse à l'Assemblée un nouveau message : » il déclarera qu'il s'est trompé, qu'il attribuait aux hommes ce qu'il reconnaît être aujourd'hui la faute des institutions, qu'il considère la modification immédiate de ces institutions comme indispensable au salut de la société, qu'il demande à l'Assemblée de s'unir à lui pour accomplir cette œuvre nécessaire, que, si le concours du pouvoir législatif lui est refusé, il se démettra de ses fonctions et résignera un pouvoir qui ne lui permet pas de faire le bien. Si nous lui tenions ce langage et lui promettions l'adhésion de la majorité, à moins que Louis Bonaparte soit un poltron, il est probable que son langage aussi changerait. L'Assemblée et le Président unis entraîneraient l'opinion publique et l'armée. On aurait peut-être la bataille, mais la victoire est certaine. Je vais plus loin, je suis convaincu que s'il s'est présenté telle occasion où le Président pouvait risquer cette démarche sans s'être assuré l'assentiment de la majorité, il aurait été suivi bon gré mal gré. Mais on ne peut le pousser dans cette voie sans lui donner l'assurance qu'il sera soutenu par le pouvoir législatif. Eh bien ! voilà ce que j'appelle le moyen décisif. Veut-on l'employer? Les partis sont-ils capables de cet acte de courage et d'abnégation? Penseront-ils aux périls de la société et ne seront-ils pas arrêtés par leurs affections et leurs espérances? Je pose la question. Nous sommes en face de l'histoire. Les circonstances sont des plus solennelles. Il faut nous dire une bonne fois ce que nous avons sur le cœur. »

Berryer et Vatimesnil semblaient très contrariés de la tournure que prenait ce discours. Ils avaient donné plusieurs fois, ainsi que Jules de Lasteyrie, des marques de mécontentement, disant à demi-voix : « Ce n'est pas de cela qu'il s'agit ; nous ne sommes pas venus ici pour nous tâter. » — Quand Thiers eut cessé de parler, Berryer dit d'un ton qui exprimait à la fois la contrariété et l'embarras : — « Permettez, il est difficile de répondre.

(1) Thiers a reproduit publiquement la même assertion dans son discours du 10 janvier 1851 : « M. le président de la République n'avait pensé *à autre chose qu'à des moyens légaux.* »

Vous voulez que nous nous engagions sans savoir où nous allons, que nous promettions notre adhésion à des mesures qui ne sont pas même formulées, et que nous consentions d'avance à des sacrifices dont on ne précise ni le caractère ni l'étendue. »

Thiers reprit : « Eh bien! je vais essayer de préciser. Vous savez que je ne veux pas l'Empire. Ce n'est donc pas de faire un empereur qu'il s'agit. Cela serait funeste au pays. D'autre part, je considère la restauration de l'une ou de l'autre branche de la maison de Bourbon comme impossible aujourd'hui. Je suis donc d'avis de conserver la république. Mais si je respecte la république, je respecte peu la constitution Marrast. C'est la plus *sotte, la plus absurde, la plus impraticable de toutes celles qui ont régi la France. Tout son esprit est dans sa perfidie, dans les conditions exigées pour sa revision et qui rendent cette revision impossible.* Nous y sommes comme dans une souricière. Voulez-vous y rester? Pour moi je n'éprouve pas le moindre scrupule à en sortir; je tiens que les grands pouvoirs de l'État peuvent rompre *les mailles du filet dans lequel on a voulu perfidement retenir le pays.* Ma conscience ne me fera aucun reproche de déchirer, si le salut du pays l'exige, *la sale pancarte de MM. du « National »*. L'entreprise ne peut évidemment être tentée qu'avec le concours du pouvoir exécutif. Eh bien! imaginez-vous que nous puissions aller dire au Président : « Jouez avec nous cette partie hasardeuse, engagez-y votre tête, si elle échoue; si elle réussit, vous serez exactement ce que vous êtes aujourd'hui, vous remplirez simplement jusqu'au bout votre mandat actuel. » Ce ne serait pas sérieux. Vous ne pouvez obtenir le concours du Président qu'en lui offrant quelque chose, la prolongation de son pouvoir ou sa rééligibilité. On ne peut préparer au prince Louis un rôle de niais. Pour rester ce qu'il est, il n'a qu'à se tenir tranquille, déposer le pouvoir à l'expiration de son mandat, comme Cavaignac; on rendra hommage à sa loyauté et à son désintéressement et il aura la consolation d'être applaudi même par ses adversaires. La revision a donc pour condition nécessaire la prolongation des pouvoirs ou la rééligibilité du Président. Voilà exactement le sacrifice qu'il faudrait obtenir des partis. Y sont-ils résignés? »

Quand il n'était pas aveuglé par un intérêt personnel, nul n'était aussi sensé et aussi lucide que cet Athénien de notre Midi. Dans sa vive causerie, il avait posé, débattu, résolu le problème, indiqué la seule solution qui eût prévenu et le coup d'État de

l'Élysée et l'insurrection de la rue, dissipé les craintes inspirées par l'échéance menaçante de 1852, immédiatement rendu la confiance aux esprits et la prospérité aux affaires. Cette proposition avait, il est vrai, le tort — la revision ne pouvant être réclamée que dans la dernière législature — d'être inconstitutionnelle et, par conséquent, de conduire à un coup d'État. Thiers ne l'avait pas dissimulé; et il avait pris son parti du coup d'État et de la bataille des rues qui s'ensuivrait.

Berryer et ses amis qui, en dehors de la monarchie, n'entrevoyaient que calamités, et qui ne voulaient, à aucun prix, favoriser un coup d'État, repoussèrent péremptoirement le sacrifice que Thiers leur demandait. La réunion, selon eux, ne devait avoir qu'un but : chercher les moyens de replacer dans l'Assemblée le gouvernement que le dernier message du Prince lui avait ôté. On y parviendrait en constituant un Comité directeur ayant sur la majorité une action à laquelle le ministère ne saurait prétendre, et en chargeant ce comité de prendre l'initiative de mesures importantes telles qu'une loi électorale, etc.

Thiers répliqua : « Je vais aller plus loin dans la franchise. Je suis philippiste, je ne suis infidèle à aucune de mes affections, mais quand il s'agit du salut du pays toutes les dynasties du monde ne me sont rien, j'en sacrifierai cent si l'intérêt de la France le commande. Peut-on rétablir la branche aînée ou la branche cadette? Peut-on ménager entre elles un arrangement qui ferait cesser leur antagonisme? Si un tel arrangement se concluait à Claremont ou Frohsdorf, je ferais mes efforts pour qu'on le tînt secret, car il augmenterait d'une manière effrayante la force de nos adversaires. Le jour où on pourra nous jeter l'épithète de blancs, nous serons beaucoup plus faibles. Quand j'ai adopté avec mes amis la candidature du prince Louis, avais-je l'espoir de trouver en lui le premier consul? Pas le moins du monde. Certes, le Président a fait des fautes, je les juge sévèrement. Mais, à tout prendre, ces fautes sont moins graves que celles auxquelles on pouvait s'attendre après ses antécédens. Pourquoi donc ai-je appuyé sa candidature? Pour une raison fort simple. J'ai vu au milieu du naufrage un débris monarchique qui surnageait. Ce n'était qu'une planche de bâtiment submergé, *la Méduse* ou *le Vengeur*, mais une planche qui portait le nom du vaisseau. J'ai cru qu'il fallait s'attacher à ce débris et s'en servir pour établir ce régime semi-monarchique, semi-républicain que

nous avons. Eh bien ! il s'agit simplement de savoir si l'on veut une continuation de ce régime, un peu plus longue que la Constitution ne le permet. Les partis sont-ils disposés à ce sacrifice? Si on dit non, la question est résolue. Je comprends ce qu'il y a d'honorable dans la persistance fidèle des partis ; mais alors, quand on écarte les grands moyens, il ne faut plus traiter dédaigneusement les secondaires ni faire ressortir leur insuffisance sauf à nous y ramener quand on en indique de plus énergiques. »

La réunion écartant la solution décisive, on résolut de s'en tenir à l'expédient d'une loi électorale dont le dépôt serait le premier acte du comité directeur créé en opposition du ministère du Président.

Thiers, entrant dans cet ordre d'idées, dit : « On a parlé d'une loi électorale. Eh bien, je demande encore sur ce point à quels sacrifices les partis sont-ils disposés, où s'arrêtera leur susceptibilité constitutionnelle ? On ne peut rien faire d'efficace en restant dans l'esprit et dans la lettre de la Constitution, mais on peut, en exigeant que le domicile soit prouvé par l'inscription au rôle des contributions directes, éliminer plusieurs millions d'électeurs des plus dangereux : ce ne sera pas le rétablissement d'un cens, car un cens implique l'idée d'une somme déterminée. La légalité d'une telle mesure est soutenable ; si on viole un peu l'esprit de la Constitution, on ne le fait pas trop sentir. Avec de l'aplomb, beaucoup d'aplomb, on peut soutenir qu'il ne s'agit pas de changer les conditions de l'électorat, mais d'en constater l'existence. »

La réunion approuva et Thiers se chargea de préparer une loi qui subordonnerait le droit électoral à trois ans de domicile, et n'admettrait, comme preuve de ce domicile que, l'inscription au rôle des contributions directes. En apportant son projet, il estima à trois millions le nombre des électeurs exclus. « Anzin, dit-il en riant, n'aura pas à se plaindre ; sur onze mille électeurs, je ne lui en retranche que neuf. »

V

Le projet arrêté, au moment de le déposer comme une proposition de l'initiative parlementaire et de constituer ainsi, selon la fière proposition de Berryer, à côté du gouvernement de l'Élysée un gouvernement tiré de l'Assemblée, l'audace manqua aux Bur-

graves. Ils redoutèrent de ne pas disposer de l'Assemblée sans le concours des ministres et de leur chef; ils déléguèrent Chasseloup-Laubat et Faucher à Baroche, pour obtenir que le gouvernement prît à son compte et présentât lui-même le projet préparé. Après avoir consulté le Président et ses collègues, Baroche répondit que, dès que la loi ne s'appliquerait qu'aux élections législatives, le ministère consentait à l'adopter, en préférant néanmoins que l'initiative en fût prise par les Burgraves. Ceux-ci craignirent alors que le gouvernement ne les lâchât après les avoir compromis et ils répondirent : « Si vous ne prenez pas l'initiative nous ne ferons rien. » A quoi Baroche répliqua : « Puisque vous ne déguisez pas votre crainte d'être lâchés, vous ne sauriez être blessés que le gouvernement ressente la même crainte. » On chercha donc le moyen de se compromettre et de s'engager réciproquement. On s'arrangea ainsi : le gouvernement, par décret inséré au *Journal officiel*, chargea les Burgraves, comme membres d'une commission extra-parlementaire, de préparer une réforme électorale. En deux ou trois jours, rapidité qui surprit, le projet, sur lequel on était d'accord, fut achevé et déposé.

Par cette concession le Prince avait espéré que les Burgraves rendus plus maniables ne lui refuseraient pas la revision, et écarteraient de son horizon cette perspective de coup d'État dont on l'obsédait.

Le fanatisme du suffrage universel ne vaut pas mieux que tout autre fanatisme. Tout citoyen parvenu à l'âge de la pleine majorité, non déclaré indigne, indépendamment de toute exigence de fortune et d'instruction, possède le droit inaliénable de participer aux affaires de son pays, à l'établissement de sa constitution, et de ne payer l'impôt qu'après l'avoir consenti. La Révolution de 1789 n'a pas inventé cette règle qu'avait respectée Guillaume le Conquérant (1) et formulée Philippe de Commynes (2); elle l'a restaurée. Mais de ce que tout citoyen a droit à un vote il ne s'ensuit pas que les votes de chacun aient le même poids, que la même part dans la souveraineté soit due au manœuvre alcoolisé et au penseur, au savant, à l'artiste, à l'homme d'État, gloires de la nation, à l'industriel, au commerçant; créateurs de sa richesse, et que le jeune homme à peine émancipé de l'école ou de l'apprentissage compte autant que le père de famille mûri par les années

(1) Aug. Thierry, *Conquête de l'Angleterre*, t. I, p. 304.
(2) Commynes, l. V, ch. XIX; l. VI, ch. VII.

et par la responsabilité. C'est néanmoins ce que les législateurs de 1848 ont trouvé légitime sous prétexte d'égalité politique. Or l'égalité politique n'est pas plus légitime et plus rationnelle que l'égalité sociale. La loi fatale de tout organisme sur notre obscure planète comme dans les mondes dont nous n'apercevons que les lointains reflets, c'est la diversité, c'est-à-dire l'inégalité. Il n'existe pas deux brins d'herbe, deux feuilles, deux animaux, deux mortels, deux soleils semblables, c'est-à-dire égaux. Si l'égalité est la loi politique, pourquoi ne deviendrait-elle pas la loi sociale? quelle raison de condamner à l'inégalité devant le coffre-fort ceux qu'on a rendus égaux devant l'urne? Quoi qu'on fasse, ou l'inégalité sociale tuera l'égalité politique, ou l'égalité politique conduira à l'égalité sociale. L'inégalité ne serait intolérable que si, fermée, elle empêchait le génie, et le travail, de monter du niveau inférieur aux échelons les plus élevés; dès que, ouverte, elle n'empêche pas l'ouvrier de devenir millionnaire, le tanneur président de la République, on jouit de toute l'égalité compatible avec la loi naturelle.

Les égalitaires eux-mêmes sentent si bien qu'il y a dans notre suffrage universel un vice inquiétant, qu'ils ne sont pas encore fixés sur sa procédure définitive, et ils oscillent du scrutin de liste au scrutin d'arrondissement. L'un ne vaut pas mieux que l'autre. Le scrutin de liste donne à la déraison les facilités qu'il retire à la corruption : le mal ne fait que changer de nature. Le remède serait dans une organisation hiérarchique en groupes spéciaux et professionnels, substituant des hommes instruits, compétens aux bavards superficiels qui, selon l'expression de Falloux, n'étant capables de rien sont capables de tout (1). On ne saurait espérer qu'une assemblée quelconque ait le courage ou la prévoyance de cette réforme, faute de laquelle ou nous périrons ou nous descendrons au dernier rang des nations. Elle est réservée à l'homme providentiel qui, à l'heure marquée, sera suscité pour sauver Israël. En attendant, on pourrait adopter un certain nombre de palliatifs d'une plus facile et immédiate application.

Les Burgraves n'imaginèrent ni ne proposèrent un de ces palliatifs. On ne peut concevoir une combinaison aussi maladroite,

(1) Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié les belles et substantielles études de M. Charles Benoist sur cette question. — Voir aussi Émile Ollivier, *1789 à 1889*, p. 245 et 255. — *Solutions politiques et sociales*, p. 502.

aussi empirique, plus inefficace que celle de leur loi. Elle supprimait les électeurs capables et honnêtes, autant que les électeurs coquins ou ignares; elle frappait au hasard, à tort et à travers, sans savoir ce qu'elle faisait; elle n'organisait pas, elle mutilait. Enfin elle violait la Constitution de deux manières : en enlevant le suffrage aux trois millions exclus quand la Constitution l'accordait à tous sans exception; en reculant jusqu'à vingt-cinq ans l'exercice du droit électoral pour les non-exclus, tandis que la Constitution le concédait à vingt-et-un ans.

Tel fut le fond solide de l'argumentation des républicains des diverses nuances, depuis Cavaignac et Grévy jusqu'à Victor Hugo et Michel de Bourges. « Vous rétablissez, dirent-ils, le cens, le pays légal; sous prétexte de contenir ou de prévenir la révolution, vous la déchaînez vous-même, car vous mettez un fusil dans chacune des mains auxquelles vous arrachez un bulletin. » — Les défenseurs du projet ne réussirent pas à rétorquer l'objection. Montalembert, le plus intrépide, l'esquiva par un de ces mouvemens de haute raillerie et d'indignation auxquels il excellait : « Savez-vous quels sont les ennemis de la Constitution?... Ce sont ceux qui la représentent comme toujours violée et prête à l'être, qui en font une sorte *de vestale pour rire* dont la pudeur dérisoire serait la fable des carrefours et la risée des nations... Nous voulons défendre la société par tous les moyens que la Constitution permet et que la justice ne réprouve pas. Nous voulons la guerre légale au socialisme afin d'éviter la guerre civile... Nous voulons commencer contre l'anarchie une expédition de Rome à l'intérieur. On croit nous enfermer dans la Constitution comme dans une espèce de circonvallation; nous avons trouvé une issue, l'issue du *domicile*, nous avons le droit et le devoir d'en profiter... On a dit dans un journal démocratique, le plus répandu de tous, qui n'a été désavoué par aucun de ses confrères, que nous, les dix-sept chargés de préparer la loi, nous avions voué nos têtes aux dieux infernaux... L'histoire des hauts faits de vos ancêtres nous apprend ce que c'est que les dieux infernaux de la révolution : c'est le choix entre l'échafaud ou le poignard démocratique... Eh bien! ce sort je l'accepte et je le préfère à l'infamie et au mépris écrasant dont la postérité accablera ceux que la France aurait chargés de la sauver, et qui, en proie à une pusillanimité sans excuse, auraient livré la patrie déshonorée, la société trahie, la France éperdue, à la servi-

tude, à la honte et à la barbarie que vous lui préparez. »

Le gouvernement, quoique ayant accepté la responsabilité de la loi, la défendait sans chaleur. Un moment le succès en parut même incertain. « Il est un moyen de l'assurer, dit Thiers à ses amis inquiets, déclarons que notre but est d'exclure non pas les classes pauvres, mais la vile multitude. Ces paroles mettront la Montagne hors d'elle-même; ses fureurs épouvanteront les hésitans du parti modéré, et la loi sera votée au milieu d'une tempête. — Et qui donc, lui demanda-t-on, bravera la fureur des rouges en prononçant ce mot de vile multitude? — Je m'en charge », répondit-il. Il n'y manqua pas. « Je comprends, s'écria-t-il, que des tyrans s'accommodent de la vile multitude, parce qu'ils la nourrissent, la châtient et la méprisent. Mais des républicains chérir la multitude et la défendre, ce sont de faux républicains, ce sont de mauvais républicains. Ce sont des républicains qui peuvent connaître toutes les profondeurs du socialisme, mais qui ne connaissent pas l'histoire. Voyez-la à ses premières pages, elle vous dira que cette misérable multitude a livré à tous les tyrans la liberté de toutes les républiques. C'est cette multitude qui, après avoir livré à César la liberté de Rome pour du pain et des cirques, égorgeait les empereurs; qui tantôt voulait du misérable Néron, et l'égorgeait quelque temps après par des caprices aussi changeans sous le despotisme qu'ils l'avaient été sous la république; qui prenait Galba et l'égorgeait quelques jours après; qui voulait le débauché Othon, qui prenait l'ignoble Vitellius, et qui, n'ayant plus le courage même des combats, livra Rome aux barbares. C'est cette vile multitude qui a livré aux Médicis la liberté de Florence; qui a, en Hollande, égorgé les Witt, qui étaient, comme vous le savez, les vrais amis de la liberté; c'est cette vile multitude qui a égorgé Bailly; qui, après avoir égorgé Bailly, a applaudi au supplice, qui n'était qu'un abominable assassinat, des Girondins; qui a applaudi ensuite au supplice mérité de Robespierre; qui applaudirait au vôtre, au nôtre; qui a accepté le despotisme du grand homme qui la connaissait et savait la soumettre; qui a ensuite applaudi à sa chute et qui, en 1815, a mis une corde à sa statue pour la faire tomber dans la boue. »

A cette apostrophe, accueillie par les bravos enthousiastes de la majorité, la Montagne, hors d'elle-même, perdant toute dignité et tout sang-froid, répondit par des rugissemens qui redou-

blèrent pendant la réponse du général Fabvier : « J'ai vu la multitude accueillir les ennemis, mais ce n'était pas la multitude dont l'honorable M. Thiers parlait, c'était la multitude en habits et en jabots. » L'effet voulu par le malin orateur n'en fut pas moins produit. La Montagne avait montré son masque effrayant, et la loi fut votée.

Le droit populaire mis ainsi hors la loi par le parlement, il ne restait plus qu'à désavouer et à anathématiser la révolution qui l'avait promulgué. Le ministère n'y manqua pas. Rouher, retrouvant les ardeurs du candidat de Duchâtel, renchérissant sur Thiers qui avait qualifié de funeste la révolution de 1848, l'appela une *catastrophe*. Catastrophe sans laquelle son prince fût resté à Londres, désespéré, consumant les derniers débris de son patrimoine et de son espérance.

VI

En décimant le suffrage universel dont il était l'élu, en supportant les imprécations d'un de ses ministres contre la révolution à laquelle il devait sa magistrature, en permettant aux autres de persécuter arbitrairement les républicains, le Président avait abandonné le fondement solide d'où il avait grandi, et s'était perché sur des nuages flottans. On le crut perdu à jamais dans l'impopularité et on ne prit plus la peine de le ménager. « Décidément, se dit-on, sa véritable mission aura été d'user la légende napoléonienne ; il occupe la place et ne la tient plus. » Et l'on mit à l'encan le champ sur lequel campait Annibal.

L'acquéreur serait-il le comte de Chambord ou la duchesse d'Orléans? On en disputa dans les journaux. Pourquoi ne serait-ce pas l'un et l'autre si on les rapprochait par la fusion? On négocie entre les deux branches. Louis-Philippe consent, la reine, le duc de Nemours de même; la duchesse d'Orléans résiste et le duc d'Aumale, comme le prince de Joinville, se rangent de son côté. Les négociateurs ne se découragent pas. Cela s'arrangera; l'urgent est de s'assurer d'un général qui, au besoin, mette la main au collet du Président. Changarnier était naturellement indiqué. Les temporisations systématiques avaient lassé son dévouement et déconcerté ses prévisions. Homme d'audace, plus encore que Tocqueville, il déplorait que le Prince osât si peu, quoique ayant été élu pour oser beaucoup, et qu'il laissât échap-

per, de sa main indécise ou timorée, les meilleures occasions. Il en était venu à le considérer, lui aussi, comme un rêveur nébuleux, un jouisseur amolli, incapable d'une résolution virile et qui ne se déciderait jamais à franchir le Rubicon.

Cet état d'esprit fut compris par les directeurs clairvoyans de la majorité monarchique. Secondés par ses deux aides de camp, ils entourent le général de leurs prévenances, le comblent d'adulations enthousiastes, le promènent dans leurs salons comme le triomphateur de demain, lui rendent des honneurs presque souverains. Qu'était le Président à côté de lui? Un simple mannequin. Dans la perspective de plus en plus visible d'une insurrection ou d'un coup d'État, l'instrument de la solution suprême serait l'armée. L'armée appartenait-elle au général postiche de la garde nationale, dont toute la gloire était d'avoir passé des revues? N'était-elle pas, au contraire, acquise au glorieux soldat de Constantine, à l'intrépide qui, depuis 1848, avait plusieurs fois sauvé la société en péril?

La défiance de soi-même et la modestie n'étaient point parmi les belles qualités de Changarnier. Il se laisse persuader, la tête lui tourne, et tandis que les acclamations non interrompues du peuple et de l'armée ne troublent pas le calme bon sens du Prince, les flagorneries des salons, des grands seigneurs et des grandes dames grisent l'âme du soldat. On lui rend tout facile, on ne le gêne par aucune interrogation indiscrète. Sera-t-il pour le Comte de Chambord ou pour la Duchesse d'Orléans? Il ne le dit pas et on ne le lui demande pas; on lui fait crédit de silence et de mystère. Il suffit qu'en ne se prononçant pas pour les uns, il ne mette pas les autres dans l'embarras. Qu'il reste sphinx tant qu'il voudra pourvu qu'il se prononce sans ambages contre le Président et se déclare prêt à en débarrasser la France et l'Assemblée.

A cet égard, Changarnier dépasse ce qu'on attendait. Passionné, habitué à se jeter tout entier dans son sentiment présent, il ne se laisse arrêter ni par les empressemens affectueux, ni par les offres de Persigny; il accepte d'être l'épée de la restauration monarchique, et il se prépare au rôle de Monk. Mais pour devenir le Monk de la situation présente, il fallait se rendre le maître incontesté de l'État. Il le deviendrait. Grâce à son armée, il s'emparerait de la dictature, assumerait, pour détruire les révolutionnaires, l'impopularité qui ne doit pas peser sur le retour de la monarchie. Après quelques mois de cette omnipotence inté-

rimaire, « part de son dévouement plutôt que de son ambition », il rétablirait, non la duchesse d'Orléans, mais la monarchie légitime et vraie (1).

Ce plan, arrêté dans son esprit, il ne ménage plus rien. Il devient fou d'orgueil et d'importance. Chaque dimanche il réunissait à sa table aux Tuileries un certain nombre d'amis, surtout d'officiers, et là il criblait le Président d'épigrammes, blâmait ses actes, ridiculisait sa personne et s'ébaubissait sur ses dettes et ses galanteries; il l'appelait un « perroquet mélancolique ». Souvent, un peu avant le conseil, il venait causer avec le Président dans sa chambre à coucher pendant que celui-ci dépouillait sa correspondance et déjeunait. Il en sortait lorsque les ministres arrivaient. En se retirant, il échangeait quelques mots avec eux. Un jour qu'il était venu en costume négligé, une badine à la main, il prend à bras-le-corps J.-B. Dumas, et devant ses collègues stupéfaits, lui dit de sa voix un peu éraillée et criarde : « Que peut-on faire avec un homme qui a ce visage de Diafoirus? » A tout propos il se vantait d'avoir l'armée dans la main. Devant les officiers généraux et chefs de corps, il dit au général Guillabert : « Votre division est chargée de la garde de la Chambre. Si le ministre de la guerre vous donnait des ordres, vous ne lui obéiriez pas et le f... à la salle de police (2). »

Il ne prenait pas la peine de dissimuler qu'il guettait l'occasion. Une demande d'argent de l'Élysée parut un instant la lui apporter. Assailli par une infatigable mendicité, le Prince ne savait pas s'en défendre. On avait porté à 1 200 000 francs sous Odilon Barrot sa dotation, d'abord fixée à 600 000. Cela ne lui avait pas suffi. Son intendant lui faisant observer qu'avec un revenu de 100 000 francs par mois, il donnait comme avec une liste civile de 15 millions; il répondit avec gaieté : « Que voulez-vous? ce sont mes frais de représentation. » Le ministère déposa un projet de loi élevant à 2 400 000 francs les frais de représentation (21 juin). Le moment n'était pas propice. Dans un voyage à Saint-Quentin, Louis-Napoléon venait de dire aux industriels et à leurs ouvriers : « Je suis heureux de me trouver parmi vous, et je recherche avec plaisir les occasions qui me mettent en contact avec ce grand et généreux peuple qui m'a élu; car, chaque jour me le prouve, mes amis les plus sincères, les plus dévoués ne sont pas

(1) Falloux, *Mémoires*, t. I, p. 597.
(2) Maréchal de Castellane, *Mémoires*.

dans les palais, ils sont sous le chaume ; ils ne sont pas sous les lambris dorés, ils sont dans les ateliers, dans les campagnes. » La majorité avait été froissée de ce langage. La demande ministérielle fut accueillie avec raillerie et presque outrage. Cependant la commission se décide à allouer dédaigneusement, à titre d'*assistance* provisoire, 1 600 000 francs. Comme transaction, un ami du Prince, Lefebvre-Duruflé, propose 2 160 000 francs. Changarnier se demande si le moment de l'attaque n'est pas arrivé, et s'il ne fera pas rejeter à la fois les deux propositions. Il va consulter Odilon Barrot. Celui-ci pensa que les choses n'étaient pas assez avancées et qu'il était plus politique de soutenir le projet. Le général suit le conseil et accorde une protection plus blessante qu'une hostilité. Il fut visible à tous que l'Assemblée votait, non pour le Président, mais pour le général. Ainsi la dotation arrivait à l'Élysée comme un gage de servitude (24 juin) (1).

Dans la polémique soulevée par cette affaire, les journaux bonapartistes fulminèrent contre l'Assemblée. Celle-ci voulut rendre le gouvernement responsable de ces excès de presse, tandis qu'elle trouvait naturels ceux non moins graves des journaux monarchiques. Elle cita devant elle *le Pouvoir*, le condamna. Les déclamations contre le coup d'État redevinrent à la mode, et les déclarations constitutionnelles du ministère recommencèrent : « C'est une calomnie ! dit Baroche. La seule préoccupation de jour et de nuit des ministres, c'est le maintien de ce qui est... Les coups d'État sont impossibles tant que les hommes qui sont sur ces bancs seront au ministère. » Affectant de n'être pas rassurée, l'Assemblée, en se séparant du 11 août au 11 novembre, nomma une commission de permanence composée des ennemis déclarés de l'Élysée, Changarnier en première ligne.

VII

Pendant la prorogation, les partis monarchiques affichent de plus en plus ouvertement leurs visées. Le Comte de Chambord appelle à Wiesbaden (10 août) ses futurs ministres ou sujets. Il donne des instructions, arrête des programmes et prononce l'excommunication contre ceux de ses amis qui, avec La Rochejaquelein, adhèrent au système de l'appel au peuple, « négation du

(1) Émile de Girardin.

grand principe national de l'hérédité monarchique, dont la restauration est l'unique moyen d'arracher la France aux convulsions révolutionnaires. » Louis-Philippe étant mort sur ces entrefaites (28 août), les orléanistes se retrouvent à Claremont, et, aux hommages rendus à leur roi, mêlent les débats sur la fusion. A Paris, Changarnier fait célébrer une cérémonie funèbre dans le palais même des Tuileries. « Cérémonie très sainte et très respectable dans son objet, mais très hardie dans son local, cérémonie à laquelle il convie les derniers ministres des rois de la dernière dynastie, comme si les Tuileries eussent été une maison patrimoniale, et non le palais de la nation, et le quartier général de la République! comme s'il n'y eût pas eu sur toute la terre de France un autre arpent de sol neutre pour dresser un autel et élever la libre et touchante prière de cœur à la mort (1). »

Les journaux commentent, exagèrent, enflent ces manifestations et annoncent le retour de la monarchie. A quoi les bonapartistes répondent par des cris redoublés de : « Vive l'Empereur! » Le seul cri qu'on n'entende jamais nulle part est celui de : « Vive la Constitution! » Les révolutionnaires ne restent pas non plus muets et inactifs : ils prêchent l'avènement de la sociale, et ils le préparent.

A la suite des journées de Juin, à côté des nombreuses sociétés secrètes déjà existantes, s'était constituée, sous le patronage de Ledru-Rollin à Londres et de son ami Delescluze, à Paris, une société non moins secrète, la Nouvelle Montagne. Elle avait pour drapeau le drapeau rouge, pour programme : « Plus de représentans délégués; le gouvernement direct du peuple ». Les affiliés divisés en décuries ou sections de dix hommes, commandés par un fourrier, un sergent, un caporal, payaient des cotisations mensuelles de 25 à 50 centimes. Dans chaque département, un comité reliait les sous-comités d'arrondissement aux comités des autres départemens et aux comités directeurs de Lyon, de Paris et de Londres. L'affilié, amené dans un lieu fermé, les yeux bandés, jurait sur un poignard, au nom des martyrs de la liberté, d'armer son bras contre la tyrannie, tant politique que religieuse, et de donner la mort au traître qui serait parjure à son serment. Cette société se propagea avec rapidité dans toute la France. Elle enlaça surtout douze à quinze départemens du Sud-Est. Après le vote de

(1) Lamartine.

la loi du 31 mai, elle se mit à la disposition de la Montagne parlementaire, qu'elle pressa de donner le signal de l'insurrection. Les parlementaires, qui craignaient également d'être débordés par la canaille démagogique et d'être châtiés par les soldats de Changarnier, répondirent que sans doute une pareille loi motivait et même exigeait une insurrection, mais qu'il fallait attendre 1852. Alors on se présenterait au scrutin en compagnie des trois millions d'électeurs exclus, avec un bulletin d'une main et de l'autre une arme de combat. La Nouvelle Montagne, n'ayant pas de chef accrédité, dut se résigner à cet atermoiement. Elle trouva ce chef dans Alphonse Gent, jeune homme intrépide et intelligent. Dès qu'il eut été acclamé dans un congrès à Valence par les délégués de quatorze départemens, il changea l'ancien signe de reconnaissance en celui-ci : « Suffrage universel », et il organisa incontinent une levée d'armes. Dans un nouveau congrès à Mâcon (30 septembre), il obtint le concours d'un certain nombre de députés de la Montagne et l'on s'arrêta à ceci : à la rentrée des Chambres, les députés demanderaient le retrait de la loi du 31 mai. En cas de refus, on s'insurgerait; des feux allumés sur les hauteurs donneraient le signal, et la montagne du Lubéron serait le point de ralliement.

Dans l'été et l'automne de 1850, à l'exception du groupe de Cavaignac, défenseur plus ou moins convaincu de la Constitution, tous les partis conspiraient donc contre elle. Les uns sans trop savoir où ils allaient; les autres pour ramener le roi; Changarnier pour obtenir une dictature prétorienne; les révolutionnaires pour rétablir la Constitution de 1793; les socialistes pour opérer la liquidation sociale. A ce spectacle, l'optimisme de Lamartine se trouble. Jusque-là il n'avait cessé de dire : Confiance! pour la première fois, il crie : Conspiration! Les observateurs étrangers s'alarment. Cavour écrit : « Tous les jours davantage je me sens dégoûté de la France. Je commence presque à lui préférer l'Autriche. J'éprouve surtout une aversion croissante pour le parti légitimiste: je serais fort embarrassé si j'avais à choisir entre eux et les rouges (1). »

Dans ce déchaînement de conspirations et d'intrigues, seul le Président ne conspire ni n'intrigue : obstiné à la défensive, il se contente de parer les coups. A la menace du complot de la Mon-

(1) Lettre du 10 septembre 1850.

tagne dont sa police reçoit la révélation, il répond par l'arrestation immédiate de Gent et de ses principaux complices (29 octobre 1850). Aux soupçons des partis il oppose l'exposé toujours le même de ses desseins, au principe déployé de l'hérédité de droit divin, l'affirmation de la souveraineté nationale. Il corrige les maladresses réactionnaires de ses ministres et conjure les effets de la loi du 31 mai qu'on exploite contre lui, en rappelant avec ostentation l'origine populaire de son pouvoir. Aucun chef d'État n'a pris davantage la peine de s'expliquer. Il le fait successivement à Lyon (13 août), à Strasbourg (22 août), à Reims (28 août), à Caen (4 septembre). A Lyon il dit : « Je suis, non pas le représentant d'un parti, mais le représentant des deux grandes manifestations nationales qui, en 1804 comme en 1848, ont voulu sauver par l'ordre les grands principes de la Révolution française. Fier de mon origine et de mon drapeau, je leur resterai fidèle; je serai tout entier au pays, quelque chose qu'il exige de moi, *abnégation* ou *persévérance*. Des bruits de coup d'État sont peut-être venus jusqu'à vous, Messieurs, mais vous n'y avez pas ajouté foi; je vous en remercie : les surprises et les usurpations peuvent être le rêve des partis sans appui dans la nation; mais l'élu de six millions de suffrages exécute les volontés du peuple, il ne les trahit pas. » Il revient sur la même idée à Strasbourg : « En quoi aurais-je démérité de votre confiance? Placé par le vote presque unanime de la France à la tête d'un pouvoir légalement restreint, mais immense par l'influence morale de son origine, ai-je été séduit par la pensée, par les conseils d'attaquer une Constitution faite pourtant, personne ne l'ignore, en grande partie contre moi? Non, j'ai respecté et je respecterai la souveraineté du peuple, même dans ce que son expression peut avoir eu de faussé ou d'hostile. Si j'en ai agi ainsi, c'est que le titre que j'ambitionne le plus est celui d'honnête homme. Je ne connais rien au-dessus du devoir. »

A Strasbourg le conseil municipal le boude; à Besançon on organise contre lui une tentative d'assassinat, qu'il déjoue par son sang-froid, mais là, comme ailleurs, les populations se pressent autour de lui, lui prodiguent les témoignages d'affection, l'encouragent. Assuré des sentimens du peuple, il croit nécessaire de provoquer une manifestation publique de ceux de l'armée. On la disait à Changarnier; il est indispensable de démontrer qu'elle est à lui. Le ministre fait savoir aux officiers le désir du Prince qu'à

la revue de Satory (10 octobre) la troupe, ainsi qu'elle l'avait fait, dans les revues précédentes en présence de Changarnier, criât au défilé, non : « Vive l'Empereur! mais, Vive le Président! Vive Napoléon! Changarnier, qui avait naguère donné cette consigne, s'y oppose et prescrit de défiler en silence. Les deux ordres s'exécutent à la fois; la cavalerie crie : Vive Napoléon ! quelques-uns même : Vive l'Empereur! la ligne reste muette. Changarnier et le Président, côte à côte, peuvent du regard embrasser chacun les forces qui lui appartiennent. Voilà donc en présence de la France inquiète, de l'Europe railleuse, l'existence constatée de deux armées rivales, peut-être à la veille d'en venir aux mains, celle du Président et celle de Changarnier, celle de César et celle de Pompée.

Changarnier tempête, va faire des scènes à l'Élysée et des confidences à la commission de permanence. Il demande carrément à Carlier le préfet de police : « Êtes-vous en mesure d'arrêter le Président? — Donnez-m'en l'ordre, répond celui-ci, je le mettrai dans un panier à salade et le conduirai sans plus de cérémonie à Vincennes. » Puis il vient conter sa démarche à Odilon Barrot. « Ne craignez-vous pas, lui répond celui-ci, que Carlier n'ait reporté cette conversation au Prince et peut-être lui ait offert de vous conduire, vous, dans son panier à salade? — Tant mieux, répond l'aide de camp Valazé, nous sommes bien aises qu'on sache à l'Élysée ce que nous pouvons faire. — Et qu'attendez-vous pour en finir? reprend Barrot. — Je n'attends qu'une signature de Dupin. — Vous l'attendrez toujours. »

A la réflexion Changarnier crut prématuré de tenter l'épreuve, et il se contenta de lancer un ordre du jour rappelant aux troupes qu'aux termes de la loi, l'armée ne délibère pas; qu'aux termes des règlemens militaires, elle doit s'abstenir de toute démonstration et ne proférer aucun cri sous les armes. Si cette bravade fût restée impunie, le Président était virtuellement déposé, et Changarnier, appuyé par l'Assemblée, maître de l'armée, obtenait la dictature. Les impétueux tels que Persigny voulaient riposter à l'ordre du jour, dès le lendemain, par la révocation du général. Le Prince, lucide, maître de lui, comprend que l'heure décisive de sa destinée présidentielle est arrivée et qu'il ne doit pas laisser la moindre chance au hasard. Changarnier brisé, il n'a plus à craindre aucun obstacle sérieux. Mais pour qu'il soit irrévocablement brisé, il faut que l'opinion adhère à l'exécution, en com-

prenne l'intention et la portée; il faut que, d'avance, il soit clair que la révocation n'est pas une préface de coup d'État, comme on va le hurler; qu'elle est un acte nécessaire d'ordre gouvernemental, de discipline militaire et de défense. Il dévore l'outrage et se prépare, impassible en apparence.

Il dissout la Société du Dix-Décembre, qu'on accuse d'être organisée en vue du rétablissement de l'Empire, substitue le général Schramm à d'Hautpoul. A l'ouverture de la session dans son message, il reprend, en termes sur lesquels il n'est pas permis d'équivoquer, ses assurances de Lyon et de Strasbourg : « J'ai souvent déclaré, lorsque l'occasion s'est offerte d'exprimer publiquement ma pensée, que je considérais comme de grands coupables ceux qui, par ambition personnelle, compromettaient le peu de stabilité que nous garantit la Constitution. C'est ma conviction profonde, elle n'a jamais été ébranlée. Les ennemis seuls de la tranquillité publique ont pu dénaturer les plus simples démarches qui naissent de ma position. Comme premier magistrat de la République, j'étais obligé de me mettre en relation avec le clergé, la magistrature, les agriculteurs, les industriels, l'administration, l'armée, et je me suis empressé de saisir toutes les occasions de leur témoigner ma sympathie et ma reconnaissance pour le concours qu'ils me prêtent; et surtout, si mon nom, comme mes efforts, a concouru à raffermir l'esprit de l'armée, *de laquelle je dispose seul d'après les termes de la Constitution*, c'est un service, j'ose le dire, que je crois avoir rendu au pays, car j'ai toujours fait tourner au profit de l'ordre mon influence personnelle. Il est aujourd'hui permis à tout le monde, excepté à moi, de vouloir hâter la revision de notre loi fondamentale. Si la constitution renferme des vices et des dangers, vous êtes tous libres de les faire ressortir aux yeux du pays. Moi seul, lié par mon serment, je me renferme dans les strictes limites qu'elle a tracées. » Il conclut ainsi : « Quelles que puissent être les solutions de l'avenir, entendons-nous, afin que ce ne soit jamais la passion, la surprise ou la violence qui décident du sort d'une grande nation. Inspirons au peuple l'amour du repos, en mettant du calme dans nos délibérations; inspirons-lui la religion du droit, en ne nous en écartant jamais nous-mêmes; et alors, croyez-le bien, le progrès des mœurs politiques compensera le danger d'institutions créées dans des jours de défiances et d'incertitudes. Ce qui me préoccupe surtout, soyez-en persuadés, ce

n'est pas de savoir qui gouvernera la France en 1852, c'est d'employer le temps dont je dispose, de manière que la transition, quelle qu'elle soit, se fasse sans agitation et sans trouble. Le but le plus digne d'une âme élevée, quand on est au pouvoir, ce n'est point de rechercher par quels expédiens on s'y perpétuera, mais de veiller aux moyens de consolider, à l'avantage de tous, les principes d'autorité et de morale, qui défient les passions des hommes et l'instabilité des lois. »

« Voilà, s'écrie Lamartine, le langage qu'un Washington n'eût pas désavoué, et si, comme nous n'en doutons pas, un Bonaparte suit invariablement cette ligne de droiture, de bon sens et de désintéressement, il aura dans un seul nom la gloire de deux. » L'immense majorité de la nation pense, sent, parle comme Lamartine. Les politiques de l'Assemblée ne renoncent pas néanmoins à leur invariable tactique : le Prince est-il ferme, ils l'appellent séditieux ; se montre-t-il modéré, ils le traitent de poltron. Quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse, il ment. Ce message est considéré comme une manœuvre traîtresse ; on n'en doit retenir qu'une parole parce qu'elle contient une menace : « Je dispose seul de l'armée. » A l'Hôtel de Ville, dans un banquet, il répudie « les spéculations de la force et du hasard », c'est-à-dire le coup d'État. On ne s'y arrête pas. Mais il ajoute : « Les gouvernemens qui, après de longs troubles civils, sont parvenus à rétablir le pouvoir et la liberté, et à prévenir des bouleversemens nouveaux, ont, tout en domptant l'esprit révolutionnaire, puisé leur force *dans le droit né de la révolution même*. Ceux-là, au contraire, ont été impuissans, qui sont allés chercher ce droit *dans la contre-révolution*. — Cette observation profonde, confirmée par l'histoire de toutes les révolutions, scandalise. Encore une menace ! dit-on.

A la réception du 1er janvier 1851, le Prince échange quelques propos aigres-doux avec le président Dupin, salue sèchement Changarnier et ne lui tend pas la main. La tension était arrivée à ce terme extrême où la crise devient inévitable. Il fallait que l'Assemblée envoyât le Président à Vincennes, ou que le Président chassât Changarnier des Tuileries. — « Il n'osera pas », disaient les conspirateurs pour s'enhardir à plus d'audace. En conséquence ce fut le général qui osa. Le prince Jérôme Napoléon lui en fournit l'occasion. Dans une intention peu bienveillante pour son cousin, il avait interpellé le ministre de la guerre sur des instructions que, plusieurs mois auparavant, Changarnier aurait don-

nées à ses officiers, de considérer comme nulle toute demande de troupes émanant d'un fonctionnaire civil, judiciaire, politique, — ce qui impliquait la négation directe du droit de réquisition du président de l'Assemblée. Le ministre de la guerre sollicita un ajournement de la discussion. Changarnier, son subordonné, monte à la tribune, et, tranchant de son autorité privée le doute sur lequel son supérieur demandait à réfléchir, il répond : « Aucune de ces instructions ne met en question le droit constitutionnel de l'Assemblée de requérir les troupes, non plus que l'article du règlement qui défère à M. le président de l'Assemblée l'exercice de ce droit. Elles se bornent à prendre les précautions nécessaires pour l'exacte transmission des ordres, et pour l'unité du commandement durant le combat. »

A ces mots accentués avec énergie, comme une menace directe au Président de la République, l'applaudissement de l'Assemblée éclate frénétique. On crut que l'assaut commençait. Persigny et Morny, sans s'être concertés, courent en même temps à l'Élysée, exhortent le Prince à se mettre sur ses gardes et à prévenir les chefs de corps sur lesquels il compte. Personne ne se montra; Changarnier avait menacé, sans être en mesure de frapper. Le Prince, qui n'avait pas menacé, frappe. Il décide la destitution de Changarnier.

Au premier mot de révocation, le ministre de la guerre Schramm pâlit et offre sa démission; ses collègues effarés l'imitent. Toucher à un tel homme, mais ce serait ébranler l'ordre social dont il est la sauvegarde, ils n'assumeront pas cette responsabilité. Cependant ils se ravisent et reprennent leurs portefeuilles, espérant qu'aucun général ne consentira à signer la mesure fatale. On met la main sur un qui s'y décide, le maréchal Regnaud de Saint-Jean-d'Angély. Alors les ministres déçus et de nouveau saisis d'épouvante renouvellent leur démission. Qui choisir pour les remplacer? Billault lui-même, quoique acquis au Président, se récuse.

Ces péripéties n'avaient pu être cachées. Les groupes politiques siègent en permanence, l'agitation gagne la rue; le mot de guerre civile circule. Le Président imperturbable observe. Le désarroi universel le tire cependant de son immobilité; il sort l'épée à moitié hors du fourreau. La veille, il réprimandait Persigny d'avoir dit à Molé et Thiers : « Après tout je n'ai à perdre, moi, ni hôtel à Paris, ni château en province. » Il annonce que ce vio-

lent prendra le ministère de l'intérieur dans une combinaison extraparlementaire. A l'instant l'épouvante change de camp; des ministres elle passe aux chefs de la majorité; ils se voient déjà appréhendés au corps, conduits à Vincennes sous la griffe du terrible Persigny. Ils accourent vers les ministres démissionnaires dont ils ne redoutent aucune violence et les supplient de reprendre leur démission. Puisque la révocation est inévitable, autant vaut qu'elle soit signée par eux. Les ministres consentent. Mais avec quelle précaution ils procèdent. Personne n'est jugé digne de recueillir l'héritage entier : il sera divisé; l'armée sera donnée au général Baraguey-d'Hilliers, la garde nationale au général Perrot.

Avant la publication du décret, les principaux Burgraves (8 janvier 1851), Molé, Thiers, Berryer, Victor de Broglie, Daru, et avec eux le président de la Chambre, Dupin et Odilon Barrot, sont convoqués à l'Élysée, le Prince leur annonce sa résolution; ils répondent tous d'une voix : « N'en faites rien! n'en faites rien! Le parlement se sentira directement atteint dans son honneur et dans sa sécurité. Votre droit est indiscutable; usez-en avec modération; vous allez compromettre deux années de sagesse et de bonne politique. Vous vous exposez à ce que l'Assemblée s'arme du pouvoir que lui donne l'article 32 de la Constitution (1). — Cela ne m'embarrassera pas, répond le Prince : je donnerai au ministre de la guerre l'ordre de vous accorder toutes les forces que vous réclamerez et j'attendrai tranquillement à l'Élysée qu'il vous plaise de faire cesser cette scène ridicule. — Les assemblées, riposte Thiers piqué, ont aussi leur esprit de conduite. La nôtre saura éviter ce qui ne sera que ridicule. » Et avec l'aplomb qu'il avait recommandé dans la délibération des Burgraves, il ose, sans rire, ajouter : « Vous jugeriez très mal le général Changarnier si vous le supposiez capable de conspirer. Non, le général n'est pas un conspirateur, il vous a servi loyalement et continuera de même. » Le Président sourit : « Pourquoi alors a-t-il annoncé qu'il se chargerait de me conduire à Vincennes? » Et il coupe court en déclarant que sa résolution est irrévocable, qu'il ne reculera pas, qu'il veut respecter la Constitution, mais par conscience, non par peur; il n'a convoqué les chefs de la majorité que pour les prier de donner à l'As-

(1) Art. 32. « L'Assemblée fixe l'importance des forces militaires établies pour sa sûreté, et elle en dispose. »

semblée l'assurance de la légalité de ses intentions et la rassurer contre tout empiétement de sa part. — Berryer refuse la mission. Ils ne seraient pas écoutés s'ils entreprenaient d'enlever à cet acte le caractère et la gravité que le bon sens lui attribue. L'Assemblée appréciera et avisera. Odilon Barrot ajoute quelques niaises adjurations; on se sépare, et les Burgraves sortent en levant les bras au ciel.

Restait à prévenir Changarnier. S'il allait faire arrêter le messager? On choisit un brave, Fleury. Il arrive en uniforme à 7 heures du matin. Pendant que le général saisi au saut du lit se frotte les yeux, il lui remet la lettre suivante : « Général, ce n'est pas sans de vifs regrets que je me vois forcé de vous annoncer ma détermination de supprimer le commandement dont vous êtes investi. La gravité des motifs qui me décident n'affaiblira en rien le souvenir de vos services passés, et, malgré notre séparation, je continuerai à compter sur votre concours, si jamais la patrie était en danger, de même que vous pourrez compter sur les sentimens que je vous ai voués. » — Changarnier pâle, nerveux, lit rapidement et dit : « Votre prince reconnaît singulièrement mes services. — Mon général, vous n'avez pas d'ordre à me donner? — Non, répond-il, avec une colère contenue, vous savez bien que je n'ai rien à dire, si ce n'est que je vous accuse réception de ma destitution. » Fleury s'incline et sort. A l'Élysée, on respira quand on le vit de retour sain et sauf.

La nouvelle tomba sur l'Assemblée comme un cyclone. « Il a osé ! » se disait-on en se regardant avec stupeur, puis avec indignation, colère, fureur. Le véritable prétorien, c'était le général qui méditait de renverser la République et son Président et de se proclamer dictateur à l'aide de son armée : c'est le Président menacé, cantonné dans la Constitution qu'on accuse de l'être. Le perfide! le tyran! on évoquerait volontiers un nouveau Brutus contre ce nouveau César. Les uns parlent d'arrestation immédiate, d'autres de mise en accusation, d'autres proposent l'établissement d'un comité de salut public. *Caveant Consules!* On se borne à nommer une commission pour aviser. Cette commission présente un ordre du jour par lequel « l'Assemblée, tout en reconnaissant que le pouvoir exécutif a le droit incontestable de disposer des commandemens militaires, blâme l'usage que le ministère a fait de ce droit et déclare que l'ancien général en chef de l'armée de Paris conserve tous ses titres au témoignage de con-

fiance que l'Assemblée lui a donné dans sa séance du 3 janvier. »

La discussion fut plus calme qu'on ne l'attendait. Berryer déclare qu'il est temps d'arrêter des tentatives réitérées d'omnipotence personnelle. Il trouve abominable que des soldats se soient permis de crier : Vive Napoléon ! et il crie à la tribune : « Vive le Roi ! » Il se vante d'être allé à Wiesbaden saluer l'exilé qui ne peut pas poser le pied sur cette terre que les rois ses aïeux ont conquise, agrandie, constituée, sans être le premier des Français, le roi ! — Baroche riposte : « De quel droit attaquez-vous de prétendues manifestations impérialistes, vous qui portez avec éclat votre hommage à un prétendant et qui arborez à cette tribune le drapeau de la légitimité ? Le gouvernement ne veut ni une restauration monarchique pour la branche aînée ou la branche cadette, ni une restauration impériale. Quant à présent il ne voit de salut pour la France que dans le gouvernement républicain, et c'est sur ce terrain constitutionnel et légal qu'il fait appel aux bons citoyens de tous partis. » Changarnier, un peu embarrassé, sans entrer dans aucun détail, assure « qu'il n'a favorisé aucune faction, aucune conspiration, aucun conspirateur. » Il ne se risque pas à attaquer le Président en face, il insinue discrètement que sa présence aux Tuileries n'a pas été inutile à l'Assemblée. « Si mon épée est condamnée à un repos momentané, elle n'est pas brisée, et, si un jour le pays en a besoin, il la retrouvera bien dévouée et n'obéissant qu'aux inspirations d'un cœur patriotique et d'un esprit ferme très dédaigneux des oripeaux d'une fausse grandeur. » — Lamartine oppose aux méfiances les déclarations formelles du Message, et Charras s'écriant : « Non, c'est de l'hypocrisie ! » il répond : « Quand un homme élevé profère, sans y être obligé, un nouveau serment, je le crois. »

Thiers alors entre en scène. Depuis le discours sur le *Motu proprio* de Pie IX, ses relations avec l'Élysée, sans se rompre, s'étaient refroidies. Il vient les rompre à la tribune. Quel motif l'amena à cet éclat? On a prétendu qu'à Claremont la Duchesse d'Orléans avait mis sur ses genoux en le lui recommandant son jeune fils, touchante imploration qui l'aurait attendri et décidé à sauvegarder les droits du Comte de Paris, en écartant les deux prétentions qui les menaçaient : la fusion et la prorogation des pouvoirs présidentiels. Thiers n'avait pas coutume de guider sa conduite par des sentimentalités. La véritable explication me

paraît celle donnée par Falloux (1). Enivré par une infatuation supérieure à celle de Changarnier, il se croyait le maître de la France, plus encore que celui-ci ne pensait l'être de l'armée. Le Prince avait été nommé parce que lui, Thiers, l'avait voulu : il ne serait pas réélu s'il ne voulait pas. Il l'avait voulu tant qu'il l'avait cru résigné au rôle de Télémaque sous sa houlette de Mentor. Son refus de couper ses moustaches, son obstination à revêtir l'habit de général de la garde nationale l'avaient indisposé. Mais le Prince le comblait de tant d'attentions, il l'avait si respectueusement loué dans un discours à Rouen, il offrait si galamment le bras à Mme Thiers, pour la conduire à table, qu'il avait patienté, presque pardonné les premières désobéissances, au point de s'écrier : « Ce n'est pas un César, c'est un Auguste ! » La lettre à Edgar Ney, sur laquelle on n'avait pas pris son avis préalable, gâta de nouveau les relations : elle le courrouça autant que son rapport blessa le Président. Il dut enfin se convaincre que ce flegmatique poli, que ce taciturne impénétrable, sans dire jamais brutalement ni oui, ni non, n'en faisait qu'à sa tête. Il méritait d'être puni. Thiers décréta qu'il ne serait pas réélu. Trop perspicace pour croire aux chances du Comte de Chambord, il voyait néanmoins que, si les légitimistes n'avaient pas la force de restaurer leur roi, ils avaient le pouvoir d'empêcher les orléanistes de ramener le leur. Dans la République, Cavaignac était fini, Ledru-Rollin inéligible, Victor Hugo, une nébuleuse en formation ; on parlait bien du prince de Joinville désigné par ses qualités unanimement reconnues, mais ce n'était qu'une velléité ; Changarnier ne se concevait qu'à la tête d'une armée, il ne se maintiendrait pas un jour à la tête de l'État. Il n'y avait donc de choix possible qu'entre lui, Thiers, et le Prince Louis.

Les républicains modérés, persuadés de l'échec de leur chef, viendraient à lui. Ne leur répétait-il pas dans les couloirs, son champ de bataille autant que la tribune : La république est le gouvernement qui nous divise le moins ? Ne se moquait-il pas avec eux, dans les coins, des chimères surannées des légitimistes ? Pour les légitimistes n'était-il pas aussi la carte forcée, au moins à titre de moindre mal ? Il dissipait les ombrages suscités par son ralliement à la république en leur disant, dans d'autres coins que ceux où il les avait chansonnés : « La république oui, mais sans

(1) *Mémoires de Falloux*, t. II, p. 114.

les républicains, vulgaires, ignorans, inexpérimentés, violens. » Les catholiques indifférens aux démêlés politiques oublieraient-ils sa défense du Pape, ses amendes honorables dans la commission de l'enseignement, ses déclarations en faveur des Jésuites proscrits par lui en 1847 ? Les industriels, les commerçans ne lui seraient-ils pas reconnaissans de ses discours en défense de la propriété et des principes sociaux? Son élection était donc certaine, pourvu que le Prince fût écarté. C'est pour y travailler qu'il montait à la tribune.

Son discours est une merveille de finesse, d'habileté, parfois d'éloquence, toujours de duplicité maligne. J'étais à la séance où il le prononça. Je le vois encore, un petit mouchoir à la main pour s'essuyer le front, tour à tour excitant, retenant, enchantant l'Assemblée suspendue à ses lèvres. Il défend Changarnier, mais en dénonçant malicieusement son mauvais caractère. Il célèbre son propre désintéressement, mais en même temps il pose sa candidature présidentielle. Il ne servira plus qui que ce soit, si ce n'est la république ; il la servira franchement, complètement, sans arrière-pensée. Il a cru longtemps à la monarchie, il s'est peut-être trompé, et le système américain est peut-être préférable au système anglais. C'est au Président, au compétiteur surtout qu'il s'attaque sans un gros mot, il le déchiquette, critique l'ensemble de sa conduite et particulièrement la destitution du général au mauvais caractère. Il n'y a plus à s'y tromper, on veut nous ramener au temps maudit où les prétoriens proclamaient les Césars. On y est, si la destitution du général demeure impunie. Puis, sans indiquer aucun moyen pratique de résistance ou d'action, il prophétise que « si l'Assemblée faiblit, au lieu de deux pouvoirs, il n'y en aura plus qu'un ; le mot viendra quand on voudra ; l'Empire est fait. »

Malgré ces exhortations et cette prophétie, l'Assemblée fait plus que faiblir. Comme après le message d'octobre, comme après les réunions chez Victor de Broglie, dès qu'elle sent devant elle le Président résolu, elle rompt et recule. Après tant de tapage, elle ne décrète rien contre le Président; elle n'ose pas même accorder un mot de consolation à la victime; elle concentre ce qui lui reste d'énergie contre le ministère demeuré aux affaires sur ses instances et, anodine même contre lui, elle se contente de déclarer qu'il n'a plus sa confiance. La Montagne, à laquelle elle devait sa majorité, avait exigé le silence sur le général qui avait

si souvent étrillé ses amis. On remarqua beaucoup le vote de Victor de Broglie, Montalembert, Casimir Perier, Vitet, Odilon Barrot contre l'ordre du jour.

La destitution de Changarnier n'avait pas été, de la part du Président, le prélude du coup d'État prédit contre l'Assemblée, mais la parade préventive d'un coup d'État de l'Assemblée en préparation contre lui. Il se garda bien de dépasser le but et de se laisser emporter à une offensive qui n'était pas encore dans ses intentions. Il se contente d'avoir brisé un auxiliaire en révolte, repris la direction de l'armée qu'on lui disputait, fortifié son autorité, accru son prestige. Il n'écoute pas plus qu'il ne l'avait fait dans les crises précédentes les impatiens ou les emportés qui le pressent d'en finir. Il avait fini et bien fini la tâche de l'heure présente, et cela lui suffit. Ses adversaires n'étaient pas assez usés et démasqués, la solution légale conservait ses probabilités. Il se remet de nouveau sur la défensive, il n'essaie pas une résistance inopportune au vote de défiance, et il renvoie ses ministres. Je suppose qu'il n'en éprouva pas un vif regret. Si le ministère Odilon Barrot lui avait été désagréable, il ne l'avait pas conduit comme celui-ci à deux doigts de sa perte par sa condescendance funeste pour la loi du 31 mai.

Les préoccupations extérieures n'avaient pas fait défaut non plus pendant la durée de ce ministère. A côté de quelques incidens bruyans, — l'affaire Pacifico et celle des réfugiés en Suisse, qui aussitôt réglées n'avaient laissé aucune trace, — s'en étaient déroulés d'autres en Italie, en Allemagne et en Orient, sans conséquences immédiates, en apparence sans intérêt pour nous, et qui en réalité constituaient le premier acte du drame dont cette étude prépare le récit. Détournons donc un instant nos regards de l'orage déjà noir qui commence à gronder à l'intérieur et voyons se former au dehors les premières vapeurs à peine visibles de l'ouragan terrible qui fondra sur nous en 1870.

ÉMILE OLLIVIER.

POÉSIE

I

ÉLÉGIE

C'était un soir de grâce et de mansuétude
Où l'Amour sur les yeux baise la Solitude.
Dans l'ombre, une idéale haleine de printemps
Passait, comme un soupir, sous les manteaux flottans.
De jardins en jardins ici la Ville bleue
Au fond du crépuscule expirait en banlieue...
La pluie intermittente et tiède des beaux soirs
Avait légèrement mouillé les pavés noirs.
L'avenue était sombre, odorante, et déserte...
Les bras nus, et sa robe à la brise entr'ouverte,
La Nuit pâle, en rêvant, respirait des lilas;
Et la terre était douce et fondait sous les pas.
Jetant vers le voyage un appel symbolique,
Parfois un train lointain sifflait, mélancolique;
Et des ombres passaient, lentes et parlant bas,
Pendant que les grands chiens pleuraient dans les villas.
Soudain d'un pavillon, qu'entourait le mystère,
J'entendis s'élever une voix solitaire
Qui vibrait dans le soir comme un beau violon;
Et, me penchant un peu, dans un noble salon
Où flottait un passé d'Eloas et d'Elvires,
Je vis, à la lueur vacillante des cires,
Un visage de marbre avec de lourds bandeaux,
Et de grands yeux brillans de larmes aux flambeaux.

Anxieux, j'écoutai : la voix ardente et sombre
S'en allait si blessée, et si triste dans l'ombre,
Oh ! si divinement triste, que l'on eût dit
Une larme sur le visage de la Nuit!...
Jamais rien n'atteindra, pour émouvoir notre âme,
Le charme surhumain de la voix d'une femme
Qui, sur l'ivoire pâle où flotte son bras nu,
Raconte au vent nocturne un amour inconnu...

Quel secret disiez-vous, et quel mal sans remède,
Larges gouttes d'amour tombant dans la nuit tiède,
Sanglots d'un cœur, que rien ne peut plus contenir,
Et qui cède, chargé de trop de souvenir!
L'âme de l'inconnue expirait sur sa lèvre;
Ses yeux, ses grands yeux noirs charbonnés par la fièvre
Exagéraient encor sa hautaine pâleur;
Et sa voix, qui semblait faite pour la douleur,
Exhalait toute, avec ses cordes épuisées,
L'infini de douceur qu'ont les choses brisées...

Je l'écoutais, mêlée à l'odeur des jardins,
Au grand silence ému de roulemens lointains,
Aux diamans de l'ombre, aux brises moelleuses,
Au ciel tendre où coulait le lait des nébuleuses,
Et je sentais, saisi d'un trouble grandissant,
Par degrés s'en aller vers elle, en frémissant,
Tout ce qui flotte en nous par de telles soirées
De tendresse ineffable et de pitiés sacrées.
O toi qui, ce soir-là, répandais ton ennui
Comme une essence d'or sur les pieds de la Nuit,
Qui te dira jamais qu'à tes côtés perdue,
Mon âme t'adorait pour ta plainte entendue,
Et, parmi l'ombre douce et les lilas en fleur,
Appuyait, en tremblant, ses lèvres sur ton cœur.

II

FORÊTS

Vastes Forêts, Forêts magnifiques et fortes,
Quel infaillible instinct nous ramène toujours

Vers vos vieux troncs drapés de mousses de velours
Et vos étroits sentiers feutrés de feuilles mortes?

Le murmure éternel de vos larges rameaux
Réveille encore en nous, comme une voix profonde,
L'émoi divin de l'homme aux premiers jours du monde,
Dans l'ivresse du ciel, de la terre, et des eaux.

Grands bois, vous nous rendez à la Sainte Nature.
Et notre cœur retrouve, à votre âme exalté,
Avec le jeune amour l'antique liberté,
Grands bois grisans et forts comme une chevelure!

Vos chênes orgueilleux sont plus durs que le fer;
Dans vos halliers profonds nul soleil ne rayonne;
L'horreur des lieux sacrés au loin vous environne;
Et vous vous lamentez aussi haut que la mer!

Quand le vent frais de l'aube aux feuillages circule,
Vous frémissez aux cris de mille oiseaux joyeux:
Et rien n'est plus superbe et plus religieux
Que votre grand silence, au fond du crépuscule...

Autrefois vous étiez habités par les dieux;
Vos étangs miroitaient de seins nus et d'épaules,
Et le Faune amoureux, qui guettait dans les saules,
Sous son front bestial sentait flamber ses yeux.

La Nymphe grasse et rousse ondoyait aux clairières
Où l'herbe était foulée aux pieds lourds des Silvains,
Et, dans le vent nocturne, au long des noirs ravins,
Le Centaure au galop faisait rouler des pierres.

Votre âme est pleine encor des songes anciens;
Et la flûte de Pan, dans les campagnes veuves,
Les beaux soirs où la lune argente l'eau des fleuves,
Fait tressaillir encor vos grands chênes païens.

Les Muses, d'un doigt pur soulevant leurs longs voiles
A l'heure où le silence emplit le bois sacré,
Pensives, se tournaient vers le croissant doré,
Et regardaient la mer soupirer aux étoiles..

*
* *

Nobles Forêts, Forêts d'automne aux feuilles d'or,
Avec ce soleil rouge au fond des avenues,
Et ce grand air d'adieu qui flotte aux branches nues
Vers l'étang solitaire, où meurt le son du cor.

Forêts d'avril : chansons des pinsons et des merles;
Frissons d'ailes, frissons de feuilles, souffle pur,
Lumière d'argent clair, d'émeraude et d'azur;
Avril!... Pluie et soleil sur la forêt en perles!...

O vertes profondeurs, pleines d'enchantemens,
Bancs de mousse, rochers, sources, bruyères roses.
Avec votre mystère, et vos retraites closes,
Comme vous répondez à l'âme des amans!

Dans le creux de sa main l'amante a mis des mûres;
Sa robe est claire encore au sentier déjà noir;
De légères vapeurs montent dans l'air du soir,
Et la forêt s'endort dans les derniers murmures.

La hutte au toit noirci se dresse par endroits;
Un cerf, tendant son cou, brame au bord de la mare;
Et le rêve éternel de notre cœur s'égare
Vers la maison d'amour cachée au fond des bois.

O calme!... Tremblement des étoiles lointaines!...
Sur la nappe s'écroule une coupe de fruits;
Et l'amante tressaille au silence des nuits,
Sentant sur ses bras nus la fraîcheur des fontaines...

*
* *

Forêts d'amour, Forêts de tristesse et de deuil,
Comme vous endormez nos secrètes blessures,
Comme vous éventez de vos lentes ramures
Nos cœurs toujours brûlans de souffrance ou d'orgueil.

Tous ceux qu'un signe au front marque pour être rois,
Pâles s'en vont errer sous vos sombres portiques,
Et, frissonnant au bruit des rameaux prophétiques,
Écoutent dans la nuit parler de grandes voix.

Tous ceux que visita la Douleur solennelle,
Et que n'émeuvent plus les soirs ni les matins,
Rêvent de s'enfoncer au cœur des vieux sapins,
Et de coucher leur vie à leur ombre éternelle.

Salut à vous, grands bois à la cime sonore,
Vous où, la nuit, s'atteste une divinité,
Vous qu'un frisson parcourt sous le ciel argenté,
En entendant hennir les chevaux de l'Aurore.

Salut à vous, grands bois profonds et gémissans,
Fils très bons et très doux et très beaux de la Terre,
Vous par qui le vieux cœur humain se régénère,
Ivre de croire encore à ses instincts puissans :

Hêtres, charmes, bouleaux, vieux troncs couverts d'écailles,
Piliers géans tordant des hydres à vos pieds,
Vous qui tentez la foudre avec vos fronts altiers,
Chênes de cinq cents ans tout labourés d'entailles,

Vivez toujours puissans et toujours rajeunis;
Déployez vos rameaux, accroissez votre écorce
Et versez-nous la paix, la sagesse et la force,
Grands ancêtres par qui les hommes sont bénis.

III

LA PEAU DE BÊTE

Sous le premier péché courbant son front maudit,
Adam, sur qui pesait la Main toute-puissante,
Avec Ève, à son bras défaite et languissante,
S'éloignait à pas lents du Jardin interdit.

Le jour allait finir; à l'horizon livide
L'œil rouge du soleil palpitait dans du sang.
Les ombres s'allongeaient dans le soir menaçant,
Et la terre était nue, et le ciel était vide.

Muets, ils s'avançaient, songeant aux clairs matins
Où, sans honte, vêtus d'innocence première,
Ils allaient devant Dieu, purs comme la lumière,
Un voile d'or posé sur leurs yeux enfantins.

Parfois, reprise encor de quelque espoir étrange,
Ève tournait la tête et frissonnait de voir,
Plus terrible déjà dans les ombres du soir,
Briller, là-bas, l'épée ardente de l'Archange.

Le soleil moribond, dans un suprême effort,
Illuminant le ciel de clartés effrayantes,
Éclaira jusqu'au fond leurs prunelles béantes...
Et la nuit descendit sur eux comme la mort.

Alors leur âme en deuil fut deux fois solitaire;
Et s'étreignant d'un morne et funèbre baiser,
Ils sentirent leurs cœurs d'argile se briser,
Et dans leurs yeux monter l'eau triste de la terre.

Eve pleurait tout bas sous ses longs cheveux roux;
Puis, femme et ne pouvant comprendre la Justice,
Elle tordit les bras, et d'une âme au supplice,
Cria : « Pitié, Seigneur! » et se mit à genoux...

Mais rien ne répondit au fond du grand ciel sombre.
Et voici que le vent se leva vers le nord,
Et posant sur sa chair nue un baiser qui mord,
Fit soudain grelotter ses épaules dans l'ombre.

Debout et frémissant, sur sa poitrine en feu
Adam l'enlaça toute avec son bras farouche,
Et lui chauffa la chair au souffle de sa bouche,
Comme s'il la voulait défendre contre Dieu.

Auprès d'eux tout à coup, frissonnante et plaintive,
Au fond du taillis noir une brebis bêla.
Adam la vit, bondit sur elle et l'étrangla,
Et des ongles, des dents l'écorcha toute vive!

Le sang horriblement ruisselait sur ses doigts,
Rouge et brûlant encor d'une vie irritée;
Alors, jetant la peau sur Ève épouvantée,
Il l'entraîna, tremblante à son poing, dans les bois...

Ils allaient, la terreur creusait leurs faces blanches;
Ils allaient, la sueur au front, les pieds plus lourds,
Courant toujours et fous de peur de voir toujours
La lune en sang courir derrière eux dans les branches!

Cependant, sur leurs pas, l'odeur de la toison
Éveillait la fureur des bêtes carnassières;
Et, jailli des halliers, des taillis, des clairières,
Leur fourmillement fauve emplissait l'horizon...

Ainsi longtemps, longtemps, par les forêts obscures,
Ils allèrent, l'horreur attachée à leurs flancs;
Et la peau de la bête, à ses âcres relens,
Allumait dans leurs os le feu noir des luxures;

Et, comme devant eux s'ouvrait un souterrain,
Là, se ruant dans l'ombre ainsi qu'à la curée,
Ils gorgèrent d'amour leur chair désespérée!
Et c'est cette nuit-là que fut conçu Caïn.

ALBERT SAMAIN.

IMPRESSIONS DE RUSSIE

NOTES SUR MOSCOU

Moscou, mai-juin 1896.

L'éclat et la solennité des cérémonies du couronnement étaient hier comme un hommage historique rendu à l'être ancien et populeux qu'on appelle Moscou. L'attention se reporte aujourd'hui sur cette ville étendue aux pieds du Pouvoir nouvellement consacré, escabeau d'où la souveraineté russe s'est élevée au sommet du monde. Quelles forces et quels germes contient-elle? Quelles sont ses capacités présentes, quelles ses facultés à venir? Vaste et vivant et capital problème auquel l'éclatante série des fêtes qui vont s'ouvrir ne doit point nous empêcher, nous, Français, de réfléchir. Que ces fêtes même nous soient une occasion d'explorer quelque coin de vie, quelque milieu nouveaux; puis, que toute heure dérobée au plaisir, remplie par l'étude, appartienne à cette patrie d'un jour.

I

D'aucun point de vue, dit-on, l'étendue, l'immensité, la beauté de Moscou ne sont aussi manifestes que de la montagne des Moineaux. Des souvenirs de 1812 attirent aussi vers ce lieu, la promenade sera un pèlerinage; il faut y consacrer une matinée.

Une analogie frappante existe entre les courbes de la Moskva à l'ouest de la ville et le dessin de la Seine au sortir de Paris.

Un premier pli, d'une rondeur et d'une grâce charmantes, rappelle le sinus dans lequel se logent Auteuil, Passy, le Bois, Neuilly; puis c'est un méandre inverse embrassant comme une presqu'île de Gennevilliers. La montagne des Moineaux est au sommet de la première boucle, dans la position de Bellevue.

Tandis que l'izvoztchik progresse lentement dans la poussière, l'esprit va songeant de cette similitude, de tout rapport possible entre les deux villes, de l'influence ancienne de l'une sur l'autre. Ce ne fut d'abord, au temps de Catherine, qu'une affaire de mode ; un plaqué de politesse occidentale venant à recouvrir alors la rudesse moscovite, des ouvriers français prélevèrent sur le luxe et l'oisiveté l'impôt du travail et de l'art. Les *petimétry* prirent à leurs gages des coiffeurs et des tailleurs de Paris ; ils fréquentèrent le restaurant *Au gastronome russe*, qu'un Vatel inconnu ouvrit au Pétrovsky Park. Puis les goûts littéraires de Catherine gagnant toute la société de son temps, Moscou voulut avoir son théâtre et ses acteurs français. Cette entreprise resta précaire : un local délabré, une salle glaciale, des spectateurs rares, si bien qu'à l'arrivée de la Grande Armée les comédiens s'habillaient avec les costumes de leurs rôles ; appelés au cabinet du général Beausset, ils se présentèrent en travesti. On les employa à divertir les soldats, car l'état moral de la troupe n'était pas bon. Ils partirent pêle-mêle avec les colonnes de retraite, et connurent les douleurs du grand exode. Louise Fusil, soubrette mêlée à cette tragédie, a conté ses misères, comment elle marchait dans la neige avec des bottines de drap; et comment, à la fin, la sélection du cœur corrigeant pour elle la brutalité de cette lutte pour la vie, elle dut son salut à l'amoureux empressement d'un officier.

Plus indirecte, mais plus efficace, fut la propagation du goût français exercée par l'intermédiaire du théâtre russe. Des tragédies classiques s'imprimèrent à Moscou; ce pays nouveau connut la querelle des anciens et des modernes; et même, — curieux chapitre d'histoire littéraire! — les drames bourgeois de Beaumarchais y provoquèrent une controverse aussi vive qu'à Paris. Les francs-maçons dont les loges étaient nombreuses et qui rédigeaient les journaux, éditaient les livres, répandirent les idées des encyclopédistes, mais en les corrigeant et leur donnant le ton religieux, sans lequel elles n'eussent pas été assimilables à l'âme russe.

Ainsi l'esprit avait commencé son œuvre de paix entre les deux villes quand Napoléon tenta de l'une à l'autre l'œuvre brutale de

la volonté. Il arrivait à Moscou, son but fabuleux; il s'arrêta sur la Poklonnaïa gora, *la montagne d'où l'on salue* la ville sainte. Ayant à ses pieds sa conquête splendide et sa redoutable erreur, les bras croisés, il regardait ce tableau.

Un premier plan de terre noire sur lequel des arbres, des cabanes, des chapelles sont épars, et là, — telle une ferme massive dans la plaine de Beauce, — le monastère du Dêvitchié pole, entouré d'un mur et flanqué de tours bizarres, assemblage si complexe de clochers historiés et lourds, de dômes de métal et de couleur, que cette enceinte militaire semble utilement construite pour soutenir ce bric-à-brac religieux et que, si l'on faisait brèche dans le rempart, tout croulerait, tout se répandrait au dehors. Puis sans limite sensible, la ville immense, indéterminée, commence, s'allonge sur toute la largeur du tableau, se mêle de droite et de gauche à de vagues bois, monte au nord, dépasse l'horizon, et n'achève que dans le ciel l'épanouissement nombreux de ses flèches et de ses croix. Sur cet ensemble, moins de couleurs que l'œil en attendait, prévenu par tant de descriptions d'un spectacle si vanté; l'impression première, capitale, n'est pas celle de l'éclat, mais bien celle de l'étendue, du nombre et de la confusion. Seul le grand palais du Kremlin impose à ce désordre sa façade altière; et près de lui, l'église *de pierre blanche* qui se souvient de 1812, le temple votif du Christ Sauveur montre, par sa masse volontaire et ses orgueilleuses coupoles d'or, combien la défense nationale aida la nation à prendre conscience de soi-même. Partout ailleurs la ville jeune ne fait qu'affleurer au sol; la vie, incertaine dans un cadre vaste, ne s'est pas encore resserrée sur soi, ni multipliée en se comprimant, ni projetée hors de terre par de sveltes constructions. Les dômes prennent leur libre essor pardessus les maisons prosternées; mais déjà ces fleurs mystiques qu'il faut que toute contrée produise en sa jeune saison le cèdent ici aux fruits que la civilisation et la culture ont mûris. Les hautes cheminées d'usine, dont la fumée flotte sur la forêt des croix, exhalent au ciel comme une respiration de travail et d'effort.

Le conquérant regardait, mais il ne comprenait pas, lui, le Corse, l'Occidental; car il croyait que c'était le terme, qu'il tenait la capitale, qu'il tenait la paix; il n'attendait plus que les clefs de Moscou, apportées par les boyars, avant de s'installer au Kremlin et d'y rédiger ses conditions. Or, Moscou, fermée par de simples barrières, n'avait pas de clefs; les quelques grands seigneurs qui

l'habitaient comptaient parmi les plus éloignés du pouvoir et les moins qualifiés pour traiter au nom de l'empereur. Quant à la paix, plutôt que d'y consentir, l'armée russe livrait Moscou ; elle s'écoulait à ce moment même par la route de Riazan ; Koutousof, en la regardant défiler, se soutenait à peine, tombait assis dans sa voiture, accablé du poids de sa propre résolution...

Mais que sert-il d'évoquer aujourd'hui ces souvenirs, puisque les temps sont à ce point changés et que, bien réellement cette fois, nous sommes revenus à Moscou pour y chercher la paix? Il ne faut plus parler du passé que pour l'interpréter et pour l'agrandir ; il faut dire que la campagne de 1812 a eu pour ce pays même des effets salutaires ; la secousse française, ébranlant ce bloc slave, l'aidait à trouver son équilibre ; et ce sang de chez nous n'a pas été perdu, qui venait jusqu'ici se mêler au sang russe et se verser avec lui. C'est que la guerre, liée au faisceau complexe des forces naturelles, n'est pas moins créatrice que meurtrière ; quand deux peuples s'étreignent, ils sont mus par des causes plus hautes que les sentimens et les raisonnemens auxquels ils pensent obéir ; le destin fait son œuvre avec nos erreurs...

Cependant l'izvoztchik, qui revient par la Pretchistenka, passe justement devant le temple du Christ Sauveur ; attiré par les chants, qui sont sans doute les derniers de l'office, j'entre là pour quelques minutes. Les larges corridors qui débouchent dans la nef portent sur des plaques de marbre les noms des soldats morts dans l'année douloureuse. Une foule nombreuse écoute et prie, debout dans une atmosphère chaude, troublée de fumées d'encens ; les cierges tremblent comme derrière un voile ; une immense et mystérieuse figure de Dieu le Père occupe toute la coupole. Un instant, j'hésite à me lancer dans cette mer vivante ; mais quiconque porte un habit d'officier traversera toujours aisément ce peuple obéissant ; le plumet de ma coiffure faisant le vide devant moi, j'arrive librement jusqu'à l'iconostase.

— Un Français... Laissez-le passer : il est Français...

C'est la première fois que je rencontre parmi des ouvriers et des paysans des marques si nettes de sympathie. Il faut que ceux-là aient vu les équipages de notre ambassade, les livrées, les cocardes aux trois couleurs, enfin qu'ils aient lu, ces ignorans qui ne savent pas lire, le très brillant chapitre que notre représentation officielle vient d'ajouter à l'histoire de la vie française à Moscou. Quant à nous, l'ambassade est le port où notre popula-

tion flottante vient s'attacher presque tous les soirs; ce coin de patrie ouvert, gai, vivant, où nous trouvons le repos de fatigantes journées, est un asile deux fois cher; car n'est-ce pas la plus charmante surprise que de retrouver la France et de ne pas sortir de la Russie?

II

Moscou, relevée des cendres de 1812, a vécu depuis plus d'une existence. Dans ce siècle qu'elle décompte par périodes de dix années, il est singulier que les échéances paires aient seules marqué les climatures de ses saisons intellectuelles. Sans parler des *années vingt*, époque de reprise et de réaction, les *années quarante* ont vu reparaître dans les esprits le rêve d'un empire russe-byzantin et s'organiser parmi les écrivains le parti panslaviste; les *années soixante*, plus fécondes et plus brillantes, ont marqué un mouvement d'une origine autre et d'un caractère différent. Comme un son se propage affaibli dans les régions lointaines de l'air, des ondes occidentales traversaient alors vaguement la pensée russe; nos bruits de progrès et de liberté trouvaient des échos dans ces âmes profondes; un essor littéraire répondait à l'impulsion généreuse qu'Alexandre II donnait aux affaires de la politique.

La Moscou d'aujourd'hui a perdu la forte empreinte intellectuelle dont l'avaient marquée les artistes de la génération précédente; elle n'est plus qu'une ville de marchands. A peine peut-on dire cependant que ce changement dans sa caractéristique soit un avilissement dans sa physionomie. C'est que la classe marchande joue naturellement en Russie un important rôle social. Alors que la noblesse russe, amoindrie et dépossédée par l'acte du 19 février 1861, manque de points d'appui pour agir sur le peuple, n'a d'autorité que par délégation expresse du souverain et doit enfin *servir* si elle veut dévouer ses qualités au bien général, les marchands ont devant eux le libre champ des entreprises individuelles, lequel est aussi celui des groupemens normaux et des associations fécondes; ils disposent de cette autorité pratique que donnent la conduite des affaires et l'enchaînement gradué des intérêts.

Un tiers-état naît en Russie; s'il en fallait des preuves, on observerait que, par opposition aux héros titrés de Pouchkine et

de Gogol, les personnages du roman russe moderne appartiennent tous à la classe moyenne. Les gildes moscovites forment le gros de cette garde nationale; elles fournissent à la Russie un ban puissant de familles marchandes qui seront bientôt placées dans la nation comme l'étaient chez nous les familles parlementaires; elles donnent à Moscou, par opposition à Pétersbourg, ville officielle, aristocratique, européenne, un caractère bourgeois et proprement russe. Il existe enfin entre les deux grands centres un contraste sensible, pareil à celui qui les différenciait l'un de l'autre au siècle dernier; on disait alors que la scène était à Pétersbourg et que le public était à Moscou.

A mesure que ce tiers-état se développe, il s'élève aussi dans la culture et la dignité. Ce n'est plus que dans la troisième gilde qu'on retrouve encore l'ancien type du marchand moscovite, être sédentaire, enveloppé d'un caftan, triste dans sa longue barbe, buvant du thé, poussant ses boules et craignant Dieu. Plus d'un *citoyen honorable*, relevant un titre créé par Catherine alors qu'elle réformait la charte marchande de 1720, rehausse ce titre par tout le prix de son mérite personnel. Ceux-là, vêtus à la mode de Londres, courent la ville en quête de nobles entreprises. Art, science, littérature, œuvres intellectuelles, œuvres philanthropiques, tentent ces bons riches et passionnent ces zélés travailleurs. Abrikossof publie le recueil : *Questions de psychologie et de philosophie;* Alexéief se fait artiste dramatique sous le pseudonyme de Stanislavski et rêve d'appeler à sa scène populaire la masse ignorante. Les Bakrouchine ont bâti le théâtre Korche, collectionné les documens relatifs à l'histoire de la comédie russe; leurs corroieries infectant les eaux de la Moskva, ils paient rançon en dotant la ville d'un hôpital. Morozof construit des cliniques au Dêvitchié pole. Popof, outre ses thés, rapporte de Chine des Bouddhas et crée un musée de religions. Les Botkine se vouent à la science médicale. Roukavichnikof bâtit un asile pour les jeunes vagabonds. Soldationkof est éditeur. Les Tretiakof composent pour eux-mêmes, puis ouvrent au public cette précieuse galerie où se peut lire toute la courte histoire de la peinture russe. C'est ainsi qu'un type moderne vraiment original et simplement noble se multiplie dans Moscou : on attend encore l'Ostrovski dont la plume dessinera ce caractère en traits définitifs.

Alors que le commerce demeure tout entier aux mains moscovites, la haute industrie est pour une part livrée aux étran-

gers. C'est que les outillages, les procédés, les exemples nationaux manquent encore; le milieu industriel russe ne se compose que d'élémens empruntés. Plantées en terrain neuf, les entreprises ont pu y croître à l'aise; par l'énormité des proportions acquises, elles jouissent comme de monopoles et défient toute concurrence. Isolées, elles ont appris à se suffire; ailleurs, on divise le travail; ici, on le concentre; et tisse-t-on la soie, qu'il faut aussi la teindre, l'apprêter, réaliser tous les intermédiaires depuis le fil du cocon jusqu'à la pièce d'étoffe prête pour le tailleur ou le tapissier.

La condition des ouvriers est singulière. Bien qu'habitant la ville, ils demeurent des paysans liés à leur village; ils conservent leur droit à la terre et leur charge d'impôts. Faute de l'argent que la commune attend d'eux, ils perdraient ces passeports délivrés par l'assemblée communale et sans lesquels on ne peut résider au loin; ils retourneraient à l'incertitude et à la tristesse de la vie agricole.

Ainsi Moscou n'est que le port où se rallient les émigrés de la campagne; de là sa curieuse propriété, qu'on y naisse moins qu'on n'y meurt (1), et qu'elle croisse par apport plus que par génération. Dans de pareilles conditions, la sujétion de l'ouvrier par rapport aux communautés rurales est la cause bienfaisante qui retarde dans la ville la formation d'un prolétariat. Le patron, fondé de pouvoirs de la commune, dispose par elle d'une vaste autorité. Les ouvriers qui s'embauchent déposent entre ses mains leur passeport avec leur liberté ou plutôt avec l'inconstance de leur caractère qui rendrait impossible toute régularité dans le travail et dans la production. La règle de la vie intérieure est une règle sévère: on ne sort que pour ne plus rentrer; on travaille non pas huit heures, mais aussi longtemps qu'il fait jour. Ainsi se trouvent rachetés les nombreux chômages du calendrier; ainsi les périodes de travail intense succèdent à celles d'oisiveté complète, selon ces brusques alternances coutumières à la vie russe comme au climat russe; ainsi des formes toutes militaires s'introduisent naturellement dans la vie industrielle et maintiennent ce peuple dans des cadres très rigides, utiles à la faiblesse de l'individu.

(1) Il convient d'ajouter à cette cause apparente d'autres causes très réelles comme l'insalubrité du sous-sol moscovite, les émanations de la Moskva et surtout l'ignorance et l'incurie de la population.

III

Les fêtes officielles vont leur cours. Le 16, réception au palais du Kremlin; le 17, spectacle-gala; le 18, bal à l'ambassade de France. Puis, bal chez S. A. I. le grand-duc Serge, bal à l'assemblée de la noblesse, bal au palais du Kremlin... Un repas sera offert aux baillis des cantons dans la cour du palais Pétrovsky; des réjouissances populaires se préparent sur le vaste Khodynskoe pole; enfin l'Empereur, avant de nous congédier tous, passera le 26 une revue solennelle des troupes.

Ce soir donc, 16 mai, c'est le *courtag*, ce terme, mi-parti de français et d'allemand, ayant curieusement passé de Berlin à Pétersbourg. A neuf heures, les équipages affluent de nouveau dans la cour du Kremlin; ils ont roulé déjà pour les *félicitations*, apportées aujourd'hui aux heures fixées par l'expédition des cérémonies.

Un grand vestibule, sous la terrasse, donne accès dans le palais. Des chasseurs de la cour, debout, dans une pose uniforme, sur les marches du long escalier, tiennent leur coiffure sur l'avant-bras replié; la première impression est celle de l'ordre et de la majesté. Une forte odeur de lilas et de tubéreuse tombe des balcons de marbre avec de chaudes bouffées d'air. Un portrait en pied de l'empereur défunt se présente dans la lumière, au sommet de l'escalier, comme pour indiquer que sa pensée est ici toujours vivante et que les invités entrent chez lui.

La salle Saint-Georges, voûte colossale, s'allonge perpendiculairement à la façade et à la terrasse; la riche ornementation en est blanche; des statues de victoires sont debout sur les chapiteaux; des chiffres d'or rappellent les dates des grandes conquêtes qui ont fait la Russie. C'est la salle des officiers; ils remplissent tout l'espace entre les murs et la haie des chevaliers-gardes; derrière eux, sur des plaques de marbre, on lit les noms des chevaliers de Saint-Georges, généraux, officiers, soldats, présens désormais à toute fête de cour et qui ont mérité d'être éternellement à l'honneur. C'est ainsi que, dans l'armée, les nouveaux venus ont leurs anciens pour frères et pour témoins, et que les uns et les autres participent d'une même vie, plus longue et plus belle et meilleure que la vie.

« Plus loin, messieurs, dans la salle Saint-André... » nous dit

un maître des cérémonies; car, par un trait de cette courtoisie déférante à laquelle nos hôtes nous ont habitués, la place marquée pour les officiers étrangers est la même que pour les personnages russes du plus haut rang.

La salle Saint-Alexandre paraît plus sombre, peut-être à cause du faux jour qui vient des quatorze fenêtres de la terrasse; mais la salle du Trône, tendue de bleu clair, couleur de Saint-André, s'ouvre profonde, splendide et vraiment impériale. La voûte s'appuie sur des pylônes énormes; au fond, les trois trônes que recouvre le baldaquin d'hermine aux plis droits, paraissent, plus haut que les têtes, élevés sur sept degrés. Les *régales* font une brèche dans la masse des invités, car le cérémonial interdit qu'on tourne le dos à ces insignes sacrés; en face, un peloton des grenadiers attend, reposé sur les armes; un groupe de demoiselles d'honneur, plus à droite encore, se tient près de la porte par laquelle Leurs Majestés paraîtront.

Un air doux, qui souffle par les baies ouvertes, attire vers la terrasse; dehors, c'est la surprenante tiédeur de ce printemps subit, presque un été; les lampes jetées autour des maisons en longues guirlandes luttent contre un ciel verdâtre et défaillant. Une heure vaine se passe là en propos de cour, en contemplation vague; puis le bruit des cannes avertit de se ranger.

A l'instant où l'Empereur entre, donnant le bras à l'Impératrice, les grenadiers présentent l'arme; la fanfare des Cosaques du convoi, placée à l'autre bout de la salle, commence la polonaise fameuse de la *Vie pour le Tsar*. Une suite auguste de souverains et de souveraines s'éloigne aux sons de cet air rythmique et léger. Elle franchit la porte, et la musique passe avec elle du premier orchestre qui se tait au second qui poursuit sur la mesure même où l'autre s'est arrêté. Sept allées et sept venues font apparaître et disparaître le cortège; chaque fois les couples se sont reformés dans un ordre nouveau.

Les salles qui se vident avec lenteur dès que l'Empereur s'est retiré laissent le temps d'admirer, exposés sur de longues tables, les plats et les salières d'or, d'argent, d'émail, les images, tous les présens envoyés par les villes, les provinces, les corporations. Partout la matière, ou le procédé, ou quelque emblème caractérise le coin de Russie, le groupe ouvrier d'où cette offrande fut adressée au souverain. Mais, le plus touchant, c'est de lire ici la réponse du peuple aux *milosti* du tsar et comme un échange

entre ces cadeaux des moujiks et les dons de joyeux avènement.

Je ne sais quelle inquiétude des nerfs et l'habitude momentanée de ne pas dormir nous attire à minuit vers les jardins de Pétrovsky Park; d'intrépides camarades russes arrangent cette partie, sous le prétexte bien moscovite d'entendre des chants tziganes. Le café *Mavritania*, où nous entrons, est un lieu quelconque, pareil à ce qu'on voit partout, Moscou même arrivant au cosmopolitisme par le chemin du plaisir. Diplomates de l'ambassade d'à côté, officier anglais changeant cette nuit en jaquette sa jupe de highlander, Japonais très raides dans leurs faux-cols de Londres, improvisent aux portes du sanctuaire russe ce boulevard international.

Ces filles de Bohême pour la plupart sont laides, et fort heureusement, car elles troubleraient avec des chants si langoureux et si passionnés. On écoute sous leurs voix perfides ces mélodies lointaines, toutes de rythme et toutes d'accent, héritage vocal de générations nomades qui n'avaient d'autre richesse qu'un peu d'art. Ainsi chantaient-elles ici même au siècle dernier... Pourquoi leurs airs varieraient-ils d'un siècle à l'autre, puisqu'elles chantent la chose éternelle ?

Cependant ce mauvais lieu offrant l'avantage des autres mauvais lieux, nous y retrouvons beaucoup de monde. Lev Vassilievitch, de Kief, est là. « Pourquoi perdre du temps à dormir ? Nous mourrons bientôt... » me dit ce philosophe ; il ajoute que le mieux est d'en rire, aussi longtemps que dureront les *progony* (1) du couronnement.

Notre colonne de retour s'éparpille selon les vitesses des différens attelages. Une voiture de la cour, ayant sur le siège un valet de pied doré, nous devance ; nous devançons un izvoztchik ; derrière cette silhouette affaissée, passent aux lueurs d'un bec électrique deux amoureux enlacés. Un cocher moscovite au chapeau bas largement évasé, aux formes postiches, aux cheveux bouclant sur sa nuque rasée, crie : « *Bereguis!* » et croise en rendant la main à ses trotteurs. Et sur tout ce mouvement, les arbres anciens, frissonnant dans leur frondaison nouvelle, jettent leur fraîcheur ; la nuit russe, la nuit brève, jette sa grâce et son secret.

(1) Frais de route.

La *Vie pour le Tsar*, que l'on compte comme une des premières en date et en valeur parmi les productions du génie musical russe, figure à double titre au spectacle de gala; cependant on ne donnera que le premier acte et l'épilogue de cet opéra; après quoi, pour faire une fois de plus sa part à l'Occident, un ballet de marque française, le ballet *la Perle*, clora la soirée.

Le dualisme des deux arts se reconnaît jusque dans les feuillets du programme illustré qu'on nous remet à l'entrée. Les quatre premières pages, tout enluminées, répètent le titre de l'œuvre russe et les noms des acteurs. Les caractères sont ces longues lettres slaves propres aux chevauchemens, aux allongemens, à toutes les variations décoratives; l'illustration, charmante de grâce et d'archaïsme, ajoute à d'expressives et naïves vignettes de hardis ornemens polychromes, qui tantôt fleurissent librement sur la page et tantôt se plaquent sur des encadremens d'or. Au contraire, des gravures en couleur, commentaires du livret, traduisent en mièvres allégories les tableaux du ballet; texte et figures s'entourent d'arabesques Louis XV qui pourraient plaire ailleurs, mais qui semblent bien artificielles à côté d'un art plus jeune, plus franc et plus vrai.

On composerait une intéressante collection avec ce qui s'est distribué ces jours-ci de menus, de proclamations, de programmes. L'imagerie russe renaissante retourne aux formes décoratives les plus anciennes, les plus incontestablement nationales, celles de la période *do-Pétrovienne*. Le couronnement d'Alexandre III fut justement l'occasion des premiers essais tentés dans ce sens, car il arrive ici que les événemens politiques marquent avec netteté des époques dans le développement de l'art. C'est alors que Vasnetsof, le grand artiste ému, dessina ses *menus* et sa *proclamation*, pages charmantes qui sont des pages d'histoire, fort à propos conservées dans la galerie des Tretiakof. Or plusieurs écoles d'Europe qui, sous des noms différens, professent une même imitation des formes picturales primitives, ne pourraient sans désavantage être comparées à cette école néo-russe; rien ici ne sépare l'imagier de ses vieux modèles, ni traditions étrangères, ni pratiques nationales; remontant aux origines sans sortir de son pays, ni de lui-même, il ne risque pas comme d'autres de faillir à cette essentielle obligation, la sincérité.

De même que le dessinateur russe trouve ses motifs dans les décorations des vieilles architectures, dans les miniatures des

manuscrits, dans ces broderies traditionnelles que les *babas* des villages répètent depuis mille ans, de même Glinka emprunte à la chanson populaire cet élément national, chœurs ou danses, qu'il entrelace à sa trame artistique. Son génie, qui flotte quelquefois dans le doute et la grâce, a ceci de russe qu'il aime les éclats subits, les larges explosions de sentiment, éteintes tout à coup par les accès d'une mélancolie douce et comme naturelle.

Au premier acte, le thème national chanté à l'unisson marque par un large *crescendo* l'approche de la barque où Sabinine est debout; la scène intéresse, mais ce n'est enfin que l'*entrée du ténor*. Au contraire, on vibre à ce finale enthousiaste où les voix du peuple, les sons des instrumens, les volées des cloches chantent hosanna au nouveau tsar: le décor représente la Place Rouge; un éclatant cortège impérial traverse la scène comme pour entrer au Kremlin. Cette impression est grande, mais quand le rideau tombe et que l'assistance entière se tourne avec des hourrahs vers l'Empereur debout dans sa loge, c'est une émotion plus forte encore, et telle que pas une musique ne la traduira. L'art ne saurait nous servir en ces jours-ci que d'agrément et de passe-temps; il ne peut qu'orner une fête, régler un divertissement de cour; la vie intérieure que nous vivons dépasse l'art de beaucoup.

Le bal de l'ambassade de France marque l'échéance capitale de cette semaine. Outre que c'est le seul bal étranger donné en dehors des trois bals nationaux qui suivront, le fait seul qu'il est un festival français en terre russe éveille assez de curiosités, de désirs, d'impatiences et de dépits, pour qu'on nomme cette soirée un événement véritable dans la série des épisodes diplomatiques et mondains.

Tandis que la cour s'installait au quartier général du Kremlin, les ambassades s'établissaient dans la ville en cantonnement; la nôtre occupe le club des Chasseurs. Mais de ce club il n'est plus question, tant les tapis, les sièges et les tentures de France, répandus à profusion dans ces salles, en ont corrigé le caractère et changé les proportions. Tous ces meubles datant de Louis XIV, telle aurait pu être ici même l'ambassade française aux temps d'Alexis Mikhaïlovitch, si notre représentation d'alors n'eût été plus mince et proportionnée à l'importance européenne de l'État moscovite.

Rien ne prouve non plus, à l'examen, que cette installation

d'hier ne soit pas en place depuis deux cents ans. Deux longues pièces occupent ensemble toute l'étendue de la façade; à droite de l'antichambre, c'est la salle à manger; à gauche le salon, et là, dans les panneaux, de merveilleuses tapisseries des Gobelins, les tableaux célèbres de l'histoire de *Don Quichotte*, de rares fauteuils de Beauvais; au fond, une fontaine lumineuse changeante et chantante au milieu des fleurs. Une porte donne à droite dans la salle de bal, — c'était la salle de spectacle du club; — l'emplacement plus étroit qui servait de scène est ingénieusement arrangé en une sorte de bocage; deux corbeilles symétriques logent dans les deux angles, d'une part l'orchestre, de l'autre un groupe de chanteurs vêtus dans le style moscovite ancien. Puis, un salon carré, que double une construction de circonstance prélevée sur l'étendue d'une cour intérieure, puis un autre de dimensions pareilles, décoré d'immenses tableaux des Gobelins; et l'on se retrouve enfin par un à droite dans la salle à manger.

A cette fête pour laquelle la France prête son palais d'un soir, ses richesses d'autrefois, sa langue éternelle, la cour russe vient donner le ton. Le quadrille des souverains ouvre le bal; c'est un instant de pompe et de solennité qui s'achève bientôt en heures de grâce et de gaieté. L'Impératrice s'est assise; l'Empereur, avec deux des grands-ducs, passe dans le salon et se mêle à la foule. Peu à peu, les personnes qui se sentaient ici le plus étrangères ont cédé la place; l'espace s'est agrandi autour des valseurs; des chevaliers-gardes, qui défendaient tout à l'heure avec vigilance ce terrain de la danse, n'ont maintenant plus rien à faire et dansent à leur tour. Les fleurs étant ce qu'on peut donner aux reines, on distribue des fleurs et des fleurs encore: fleurs de Moscou, mais qu'on croirait cueillies à Nice et bouquetées à Paris, elles propagent dans l'assemblée un mouvement d'animation et de désir. Le prince de Reuss fait un fort joli saut pour prendre dans la corbeille élevée sur la tête d'un chevalier-garde, une gerbe qu'il offre à la princesse de Roumanie. Puis le chœur qui recommence jette sur le tableau la couleur locale; vêtu de pâles étoffes et de lumière aussi, car une ardente lampe électrique l'inonde d'une clarté d'aube ou de lune, il récite de vieux chants propres à Moscou, distincts de tout ce que les traditions musicales ont conservé ailleurs.

Ainsi le temps qui passe en musique, en chansons, sonne déjà l'heure du souper. Leurs Majestés et les princes prennent place

dans le salon des grands Gobelins; on peut lire là, au *verso* des menus, tout l'*Almanach de Gotha*. Le cadre du vieil art national sied singulièrement à ces réunions royales, et bien nous en prend d'avoir gardé dans la France d'aujourd'hui ces quelques restes de la France d'autrefois. Nous nous étions un peu trop hâtés de boucler cette histoire, et voilà que l'histoire même nous invite à rouvrir les garde-meubles et nous rappelle aux manières d'autrefois.

Le jour qui paraît aux fenêtres retient ici plutôt qu'il n'attire au dehors. Les chanteuses se sont groupées dans le grand salon près de la fontaine, et c'est charmant de se bercer à les écouter; elles forment un de ces fins et fugitifs tableaux dont il faut se hâter de jouir avant que la vie rapide les ait éteints et dissipés.

Qui dira pourquoi ces matins sont les plus gais et les plus purs qu'on découvre déployés dans le ciel au sortir d'une salle de bal? A peine ces quelques heures d'obscurité ont-elles interrompu l'œuvre du printemps hâtif, pour nous vertigineux; nos nerfs d'Occident, habitués à des climatures plus lentes, suivent avec peine une nature qui va si vite.

Les souffles de la chaleur devancent les effluves de la lumière; les arbres, fleuris d'hier, neigent le long de la rue déserte par-dessus les murs des jardins; les corneilles, dont les nids sont achevés, jouent et crient autour de la maison de bois. Une seule silhouette au-devant de laquelle le soleil oriental projette une grande ombre, marche par la rue. C'est simplement le portier du comte Tolstoï. Désœuvré en l'absence du comte, il s'occupe des passans et s'intéresse à moi; hier soir, il vint frapper à ma fenêtre pour m'offrir une gerbe de lilas. D'où venaient ces lilas? Dieu le sait. Mais je les acceptai sans scrupule, en vertu du principe de la *non-résistance au mal*.

IV

On comptait que la fête populaire ne commencerait pas avant 9 heures, dans la matinée du 18 mai. Les chefs d'usine avaient reçu l'ordre d'y envoyer leurs ouvriers en troupe, sous la conduite des contremaîtres: une colonne de plusieurs milliers d'hommes quitta donc vers 6 heures notre quartier des Khamovniki. Or, les voici revenus isolément, qui pérorent dans la rue : « Un désordre effroyable !... Les paysans se sont jetés sur les baraques;

tous voulaient avoir ce *gobelet de Nicolas*, gobelet bien désirable il faut l'avouer, émaillé de couleurs vives, marqué au chiffre de l'Empereur. Mais quoi? ils se sont écrasés, étouffés les uns les autres, et maintenant le sang coule; les cadavres gisent à terre, on les charge sur des voitures.. » L'étendue du désastre se lit à l'animation de leurs discours, aux larmes qui sont dans leurs yeux; cette horreur dont ils parlent attire par la répulsion même qu'ils ont éprouvée.

Nous roulons vers le lieu de la catastrophe, Dmitri Féodorovitch et moi. La foule fourmille et le Khodynskoe pole poudroie; des trombes de poussière que le vent promène atteignent et salissent le bleu du ciel. Il y a des gens assis, qui tirent d'un mouchoir replié les provisions distribuées au nom de l'Empereur; d'autres arrivent par bandes; le plus grand nombre s'éloigne silencieusement. Nous nous approchons de ces baraques carrées, basses, accolées par leurs sommets suivant leurs diagonales; la ligne qui se brise pour se prolonger au loin, ouvre vers nous le rentrant d'un angle obtus; nous approchons avec quelque angoisse; les *gorodovie* écartent la haie des curieux; nous voilà dans ce charnier.

Les corps forment ici un épais monceau autour duquel gisent d'autres cadavres sur le flanc, sur le dos, sur le ventre, allongés, repliés; les formes de l'agonie sont partout lisibles; des faces congestionnées s'écrasent et se dissolvent dans des mares noires; des narines laissent pendre de longues écumes roses; des fronts meurtris semblent brisés à coups d'assommoir. Les uns ont vécu là avant de mourir une vie d'enfer qui les a tordus et vieillis en peu de minutes, et d'autres sourient, satisfaits de leur mort. Une petite fille dort les mains jointes; le père, debout, sans larmes, garde l'enfant qui ne s'éveillera plus. Un moujik est à côté de sa femme; des gens de leur village ont mis sur leurs habits des étiquettes de papier, des passans leur jettent des kopeks pour leur linceul. C'est bien qu'ils s'en aillent ensemble, ces deux pauvres êtres qui s'appartenaient. Un beau gars à la chemise rouge n'entend plus sa mère, qui se lamente et récite à côté de lui; elle dit qu'il était fort, qu'il était bon, comme elle l'avait élevé... Nous allons au hasard, dans la stupeur. C'est étrange qu'ils aient pu expirer si vite, et qu'il soit tellement impossible à présent de les ranimer. C'est étrange que voici leurs derniers gestes et que leur vie ait duré jusque-là, pas plus loin. L'obscène se mêle au sinistre :

des femmes, tombées dans des poses lubriques, laissent voir leurs chairs pâles qui ne sont plus des chairs. Partout traînent des lambeaux d'étoffe et les appâts des pièges où s'est pris ce pauvre gibier, des morceaux de ce pain gratuit qu'ils auraient voulu manger. Le peuple indifférent ramasse des chapeaux, des bottes, les guenilles de ces guenilles; et c'est vrai, *on les charge sur des voitures;* des soldats les prennent et les rangent dans des fourgons, comme un montreur de foire rangerait des poupées; les chevaux, qui reculent dans les traits, renâclent à l'odeur des cadavres et s'indignent du spectacle que nous acceptons.

Car l'on s'est habitué déjà, et le tableau n'est plus horrible. On songe que là où la mort peut abonder à ce point, c'est que la vie regorge, une vie intense et vierge, directement puisée aux sources de la nature. L'esprit, qui s'élève par-dessus le cœur apaisé, voit l'ensemble du phénomène: calme devant ce suicide de foule, il cherche les auteurs, les victimes, les occasions et les formes de ce crime inconscient.

Une masse rurale assemblée ici dès hier soir s'accrut toute la nuit par l'arrivée de nouveaux piétons: à Paris, un jour de fête, on pourrait compter les voyageurs qui débarquent dans les gares, mais Moscou, de toutes parts ouverte à l'afflux des villageois, s'emplit comme une éponge et regorge sans qu'on en sache rien. Ces braves gens, bivouaqués en masse sur le Khodynskoe pole, passaient le temps à chanter, à dormir, à rêver des cadeaux de l'Empereur: une livre de pain blanc, une demi-livre de saucisse, des dragées et des noisettes, une galette de Viazma et surtout, surtout ce gobelet... On mangerait d'abord, puis on verrait au théâtre la féerie *Koniok Gorbounok* ou le drame *la Conquête de la Sibérie.* Ils attendaient si paisiblement que l'officier de police venu vers minuit voir l'état des choses rentra satisfait et déclara que tout irait bien.

Les pauvres de la ville renforçaient le ban de ces suburbains. On ignore quelle quantité de misères contient Moscou; on sait seulement qu'elle en est riche. Ceux qui ont exploré les *culs-de-sac,* recoins où la vie sociale, ailleurs claire et courante, s'arrête et croupit, sont revenus épouvantés. Ils disent des familles entières logées dans la moitié d'une soupente, dans le coin d'un atelier, des drames en quatre actes ayant pour décors les quatre angles de ces refuges; on s'y vole, on s'y bat: on vend les corps des filles pubères, et si quelqu'un avait encore une âme, il la vendrait.

L'homme qui renonce à manger ne travaille plus que pour gagner de quoi boire; la femme épuisée met au monde des enfans malades qu'elle ne songe point à élever, par la raison qu'elle ne peut pas les nourrir. Ainsi la dégénérescence marche de pair avec la génération, ainsi d'âge en âge, le sang du vice retombe sur ces maudits condamnés à vivre et, rejaillissant en éclaboussures de crimes, fait des taches irréparables sur l'avenir.

A ces élémens de puissance inconnue s'ajoutait enfin un très dangereux ferment, la *tchern* de Moscou, ces forbans qui sont légion et qu'on appelle justement la *légion d'or*. Crapule alimentée par les déchets sans nombre de la vie russe, elle mélange à la brutalité des primitifs la perversité des intelligens. Elle habite, avec ses mœurs et ses lois propres, plus d'une cour des Miracles nocturne et souterraine, pareille à ce que Paris connut quelques siècles auparavant; la ville qui s'émeut amène aujourd'hui cette lie à sa surface et la mêle aux couches saines de sa population.

Au jour levant tous étaient debout, — 500 000 hommes, un million peut-être, qui sait le nombre? — encaqués les uns dans les autres, ne respirant qu'avec peine, masse inerte en attendant qu'elle se convulsât. Point de cris encore, mais la pression se développait; les uns poussaient pour progresser, les autres poussaient pour se dégager; les plus avancés, meurtris contre les barrières qu'on avait tendues le long des baraques, demandaient grâce; ils se mirent à genoux, dit-on, contre la poussée aveugle, pensant ainsi lui résister mieux. Mais le flot, les submergeant, renversa l'obstacle et se répandit de l'autre côté. Il courut alors sur la mer des têtes un remous annonciateur de la tempête; le peuple arrivait par deux masses sur cette ligne à travers laquelle on avait espéré qu'il filtrerait un par un; ses cris forcenés, cris de peur consciente ou de désir animal, épouvantèrent les commis aux vivres qui commencèrent précipitamment la distribution. Affolés, quelques employés lancèrent au loin les gobelets; ce fut le dernier signal. Les deux marées roulèrent décidément à l'encontre l'une de l'autre et s'affrontèrent par-dessus la digue. Déjà, sans doute, des cadavres marchaient dans la foule et fluctuaient avec elle, mais c'est alors vraiment que la mort se hâta de faucher et de moissonner. Elle combla un fossé, dont la fatale profondeur créait dans cette bataille une cause assez certaine d'infériorité et de perdition; elle combla un puits, d'où l'on vient de retirer, parmi des dépouilles informes, un homme encore vivant.

Capricieuse, tantôt elle tranchait nettement les vies et tantôt les laissait pendre par un fil à la guenille humaine, en sorte que des malheureux pussent encore sortir du fourré pour aller expirer à l'écart. Enfin un combat sans armes, pareil aux chocs de la préhistoire; les uns, écrasés verticalement contre les murs de planches, succombaient tout de suite, n'ayant plus la place de leurs poumons dans leurs thorax qui craquaient; d'autres, étreignant leur proche voisin, s'ils réussissaient à le tirer bas, s'en faisaient un escabeau et montaient sur lui pour accéder à l'air. Pourtant ce peuple qui sait mourir consentit aussi de nobles sacrifices. « Sauvez les enfans ! » crièrent des voix, et plusieurs petits purent s'échapper en courant sur ces têtes serrées entre elles comme les pierres d'un pavé.

Pourquoi multiplier les détails? D'autres feront là-dessus des enquêtes de police et d'administration. Quelles que soient les causes secondes du phénomène, il n'importait que d'en montrer la farouche espèce et de fixer cette réalité de vie et de mort que les yeux ont vue et dont les moelles ont frémi. Nous l'oublierions bien vite, nous les heureux, portés par cette mer populaire, et qui nous berçons sur elle, pareils aux invités d'une fête sur l'eau; ou plutôt, nous croirions nous en souvenir, l'ayant cataloguée selon nos catégories, nommée dans notre vocabulaire, logée toute réduite dans une case de notre entendement. Mais c'est en vain qu'on cherche à comprendre la vie, la vie n'est pas compréhensible. On la croyait apprivoisée, ordonnée, policée, et tout d'un coup voilà qu'elle se déchaîne et fait ce qu'elle sait faire; la ville heureuse et riante, dont on ne voyait que le Kreml, son chef d'or, se convulse, se déchire, montre ses entrailles et ses excrémens; on reconnaît la marâtre cruelle, la ville violente de Dmitri Donskoï et du faux Dmitri, la ville de la peste, du ravage, du feu, du sang, de la mort. Faut-il s'en étonner? Que sont quelques siècles dans le développement d'un si grand peuple? et pourquoi nous amusons-nous à lire l'histoire, alors que la vie même inscrit sous nos yeux en signes si tragiques la chronique du passé?

Et maintenant, après cette douloureuse surprise et la manifestation sauvage de ces forces ignorées, quel parti reste à prendre? Un seul, celui qu'on prend contre l'inconnu et le fatal, contre la bourrasque et contre l'épidémie; observer d'abord et mesurer, puis se défendre avec les moyens de ce temps-ci qui sont l'autorité, l'ordre et la prévision; puisque la ville s'étend,

qu'une tourbe y fermente, que les villages voisins s'y déversent librement, qu'on sache ce qu'il peut bouillir de force aveugle dans ces vastes réservoirs et qu'on ait contre elle des digues, des bassins, de fortes jetées...

Nous marchons vers les tribunes; Dmitri Feodorovitch va devant; grâce à son uniforme brodé, il ouvre le passage dans la foule épaisse. Quelqu'un de la cour lui a rapporté qu'au reçu de la première nouvelle, encore inexacte, l'Empereur s'était décidé à ne point paraître au terrain de la réjouissance populaire; mais qu'ensuite, sachant l'étendue de la catastrophe, il avait autrement apprécié son devoir de souverain; et qu'enfin, il va venir, il se montrera au peuple qui a souffert.

Une étrange figure croise notre chemin, un moine mendiant, harnaché comme le sont d'ordinaire les pèlerins, son sac au dos, sa théière ballante sur la poitrine. Nous l'arrêtons :

— Eh bien, frère! as-tu vu ce tableau?

— La volonté de Dieu! répond-il en se signant. — Ses yeux clairs, doux et fixes, lancent des regards surhumains ou moins qu'humains, mais qui n'appartiennent pas à ce que je nommais jusqu'alors *humanité*.

— Un grand deuil pour l'Empereur, frère.

— Dieu le protège! Et nous, prions pour lui.

Grâce à Dieu, il a reçu un gobelet, qu'il emporte dans son paquetage; et grand merci pour le rouble que nous lui donnons; justement il va à Kief, en demandant de droite et de gauche la charité de Dieu.

Un bruit de voitures en roulement, le trot sonore de l'escadron qui forme l'escorte signalent l'arrivée du cortège impérial. La foule massée devant le pavillon tend les câbles de fils de fer derrière lesquels elle est parquée : elle a senti venir l'Empereur. Il paraît; l'hymne populaire éclate, sonné par des cuivres et chanté par des voix; les têtes se découvrent, les casquettes volent en l'air; un enthousiasme furieux se déchaîne et se mêle au vent d'orage qui passe sur la forêt vivante en grandes ondes de poussière. Comme si ce vent parcourait une lande dont on verrait les arbustes se courber et se tourmenter, ainsi toutes ces âmes frémissent et bruissent, frappées à la fois du même passionné sentiment. La rumeur se prolonge, renaît, retombe, suivant ces rythmes mystérieux qui règlent tous les mouvemens de la nature; par instans, les cris se faussent et deviennent lugubres, comme

si les morts de tout à l'heure et d'à côté se relevaient de terre en hurlant et venaient aussi saluer César. L'Empereur, immobile, écoute et regarde quelques instans; puis, tenant baissée sa figure douce et grave, souffrant de la blessure que le corps russe s'est faite, il redescend l'escalier et remonte dans sa voiture qui s'éloigne rapidement vers le palais Pétrovski.

V

La Lavra de Saint-Serge est le réduit de la forteresse moscovite, l'asile inviolé où ne pénétra jamais ni Tatar, ni Polonais, ni Français. Saint Serge choisit cette retraite au commencement du XIVe siècle pour y vivre dans la pauvreté et dans la prière; c'était une âme tendre, faite exprès pour la contemplation et la solitude; pareil à saint François d'Assise qui comprenait le langage des bêtes, lui partageait son pain avec les ours de la forêt. Une communauté se fonda autour de sa chapelle; c'est là que Dmitri Donskoï vint se faire bénir avant de marcher contre Mamaï; il emmena comme soldats plusieurs frères du couvent. Au temps des troubles, les Polonais assiégeant la Lavra, les moines la défendirent et Dieu la sauva. Le droit s'y retranchait : Pierre le Grand s'y cacha par deux fois, alors que les émeutes des archers mettaient sa vie en danger. Les fléaux l'épargnaient : la peste de 1771, propagée autour de Moscou, n'atteignit pas le lieu sacré; l'invasion française n'en trouva pas le chemin; de fortes colonnes, envoyées en reconnaissance au nord-est, par des matins d'automne, rencontrèrent des brouillards miraculeux, errèrent au hasard, et retombèrent à la fin dans Moscou. C'est pourquoi l'Empereur lui-même viendra visiter ce sanctuaire national. Nous y venons avant lui vivre un jour de vie vraiment russe, un jour oisif, un jour sans date, un jour perdu.

Rien que des pèlerins, pas un promeneur, dans la cour principale du monastère; au centre, sur le socle d'une petite pyramide, on lit les états de service de la Lavra; à côté, une fontaine d'eau vive miroite au soleil; des femmes y puisent et se lavent les yeux; car partout, en Russie, on rencontre ces survivances du culte primitif des sources.

C'est de là qu'il faut partir pour visiter les églises, mais au hasard, comme font les autres, et sans ouvrir les pages du *Guide*. L'Ouspienski sobor appuie son porche bas sur des colonnes tra-

pues en forme de fiole; sous l'édifice, il y a des sépultures dans des galeries humides et sombres; à l'intérieur du temple, un mur entier est peint d'un vaste Jugement Dernier. Toute l'Écriture sainte se trouve traduite là en symboles lisibles pour ceux qui ne savent pas lire. Une baba jaune et ridée pleure devant le tableau de l'enfer :

— Comment ne pas pleurer, dit-elle, quand on voit de pauvres pécheurs ainsi punis devant Dieu?

Mais quand elle passe à droite, devant le royaume du ciel, sa vieille figure enfantine s'éclaire :

— Gardons-nous du péché, me conseille-t-elle, pour qu'il advienne ainsi de nous.

Dans la chapelle de Philarète, le moine qui vend des cierges se dérange pour venir me faire l'éloge de ce métropolite. La mort ici grandit les hommes; d'une haute fonction ecclésiastique, ils sont naturellement promus à la sainteté. L'église-réfectoire est, au premier étage, une grande salle décorée dans le style rococo, pleine d'une forte odeur de poisson; un frère débite à tout venant du pain noir qu'on paie ou qu'on ne paie pas, c'est affaire de conscience. Saint Michée, une Vierge de Vladimir ont leur chapelle propre, mais l'affluence principale est à l'église de la Trinité; là, les Moschi de saint Serge sont élevées de plusieurs gradins; à mesure que les fidèles se succèdent, le moine debout près du catafalque leur prend des mains les billets préparés par le scribe; il lit les noms des parens ou des amis absens. Là aussi, on honore des images toutes militaires : un saint Nicolas se présente dans une *riza* bosselée; ce guerrier a reçu des balles polonaises. L'image de la vision de saint Serge a fait déjà la campagne de 1654 sous Alexis Mikhaïlovitch, la campagne de Suède en 1713, la campagne de 1812, la campagne de Crimée. Elle n'est pas au bout de ses services.

Dans la cour, c'est sans cesse ce va-et-vient nonchalant de gens qui entrent aux églises, disent un bonjour aux saints, mendient un morceau de pain, font un somme, mènent la vie nulle et méritoire pour laquelle ils ont lâché le manche de la charrue. Ils fréquentent surtout le cimetière, particulièrement ombragé; un d'eux, — saisissant symbole d'une existence fragile et toujours appuyée sur la mort! — a pris pour oreiller un tertre récent. Ils errent, ils s'attardent, ils hésitent, doux par faiblesse et paresseux par ignorance. Tandis que le Français, l'Allemand, l'Anglais, ces

liseurs de gazettes, soupçonnent une vie différente de la leur, connaissent, au moins par la haine, d'autres nations, ces âmes russes sont des alcyons qui flottent en pleine mer slave, sans vue sur les côtes, et qui ne peuvent regarder qu'au ciel.

Un de ces paysans s'est attaché à moi ; il me suit comme j'entre à la librairie et me raconte qu'il est vieux, très vieux, et qu'il a dix-huit petits-enfans. Je veux lui donner un de ces livres que je feuillette à l'étalage : *Comment la mère de Dieu a sauvé la Russie; Ne juge pas le pauvre, fais-lui l'aumône; Sur le couronnement; Sur le paradis.* Mais lui, reprenant ce thème de son grand âge et de sa nombreuse descendance, me demande de préférence un *grivennik;* il supplie, il pleure, il s'agenouille devant moi, hélas! Et d'autres voyant ma faiblesse, m'assiègent à l'envi : « Pour l'amour de Dieu, barine!... au nom du Christ! » Ils espèrent de ma bourse un peu de ce numéraire inconnu d'eux pour ainsi dire, si rare dans les bas-fonds sociaux, et qui coule fatalement d'un sommet à l'autre, pareil à l'eau captée par un aqueduc.

Un escalier qui donne sur le rempart conduit au silence, à la paix, à la nature, à la justice; cette allée carrelée de briques, couverte d'un toit, est peut-être un boulevard militaire et peut-être un cloître religieux; elle dessert tous les ateliers du monastère : la lithographie, la photographie, la rédaction du journal *la Sainte Trinité.* Le vent de la campagne souffle par les créneaux; des pigeons roucoulent; on entend un bruit croissant de pas; et, pareil à l'image de quelque saint religieux, représenté debout sur les dalles de son couvent, la stature d'un moine apparaît dans l'encadrement d'une baie sans porte.

Un dôme d'or brille à distance, mêlé aux cimes des arbres; un *skit*, un monastère des champs, se cache là; j'y vais au hasard, et c'est un endroit comme les autres, nommé Gephsimansky (1). On y vénère la Vierge de Tchernigov; sous l'église, des galeries étroites et tortueuses mènent à des sources guérissantes. La cour, les berges de l'étang, les pelouses ombragées sont couvertes du même pauvre peuple, tristement mêlé à la nature en fête. Une passerelle, dont le profil en chaînette se mire dans les eaux coites, conduit à l'enclos où les hommes seuls ont accès; un *privratnik*, policier sans violence, doux serviteur nourri de champignons et

(1) C'est-à-dire le skit de *Gethsémani.*

de poisson, veille à la porte avec mission d'écarter les femmes. « Un jour de service, m'expose-t-il, puis un jour de repos. Une vie bien agréable : se plaindre serait péché. » Il dit que des bruits faux circulent par le monde sur la paresse des moines; qu'ici les frères, outre leurs devoirs d'état, travaillent assidûment au potager. Je lui parle du Père Varnava, la gloire de ce monastère, le saint homme que des âmes en peine viennent incessamment consulter; c'est un autre Père Jean de Cronstadt, une de ces figures populaires auxquelles leur charité et leur foi, la confiance et la crédulité des âmes, la mobilité de ces caravanes pèlerines qui propagent dans l'empire les nouvelles de la religion, font par toute la Russie une vaste célébrité. « Je ne dirai ni bien ni mal du Père Varnava, répond ecclésiastiquement le privratnik. Beaucoup de personnes viennent voir le Père Varnava, voilà qui est sûr... »

Ainsi renseigné, je m'écarte par l'allée montante où des sureaux répandent leur odeur impure et leur ombre inquiète; un petit cimetière est perché sur la butte; c'est là, qu'après d'humbles vies obéissantes, les moines vont grossir le nombre toujours incomplet; c'est là qu'ils s'alignent dans le rang des morts, à mesure qu'ils s'éteignent parmi des générations différentes, pareilles cependant. Ceux du Khodynskoe pole ont fini tous ensemble, ceux-ci, les uns après les autres; mais ici comme là, c'étaient les mêmes existences précaires et de peu de prix. La sève qui monte de la terre russe les remplacera ces feuilles de l'arbre, ces épis du champ; et qu'ont-ils perdu en perdant le souffle? Attachés à la glèbe, nés pour en être esclaves, ignorans du passé, incertains de l'avenir, leur vie valait-elle une larme et faut-il les plaindre, ces créatures d'un jour, de n'avoir pas duré jusqu'à demain?

Ainsi cette nouvelle rencontre avec la mort n'éveille pas l'idée du néant de la personne; elle éveille le spectre d'une race invincible et qui ne peut périr. C'est qu'on le retrouve à Moscou plus manifeste qu'ailleurs, l'éternel fait de toute histoire, la régénération de cette humanité qui se déduit d'elle-même en même temps qu'elle se détruit; on retrouve cette loi universelle : la sujétion de l'individu par rapport à l'espèce, du citoyen par rapport à la cité. C'est la loi militaire, c'est la loi juste, c'est la loi de vie; et l'individualisme, l'analytisme, le cosmopolitisme, ces formes vaines de l'intelligence occidentale, n'ont pas prévalu ni ne prévaudront pas contre elle.

On apprend cela en écoutant les privratniks, en déchiffrant des noms quelconques sur des bornes tombales, puis en s'en allant au skit de Vifanie (1) avec d'autres moujiks qui se traînent lourdement sur leurs laptis; on est heureux d'être leurs frères et de ne pas devoir durer plus qu'eux; on a vu le bout de la vie, on en attend le terme; et la chanson de marche qu'on se chante le long du chemin russe, c'est aussi la chanson russe :

Nous boirons, nous nous promènerons
Et quand la mort viendra, nous mourrons...

VI

Comme pour aider à cette gageure d'évoquer sans cesse le passé et pour nous montrer quelque chose de l'ancienne vie moscovite, la comtesse C... nous invite à dîner ce soir 25 mai dans son palais d'Ostankino.

Le palais, dans sa forme actuelle, date du temps des impératrices, de cette époque où le faste déployé par les souveraines étonnait les Français eux-mêmes, habitués pourtant à la pompe de Versailles. Sous Catherine, en particulier, l'éclat de cette cour qu'on pourrait sous plus d'un rapport comparer à la cour ancienne de Catherine de Médicis eut pour conséquence naturelle le luxe affiché par les grands seigneurs. Moscou vit alors une recherche inouïe dans le costume, dans les équipages, dans la livrée et dans la chère; des calèches dorées, aux portières desquelles galopaient des hussards empanachés, roulèrent par les rues du grand village, stationnèrent devant les magasins de modistes françaises, attendirent sous la neige durant les longues nuits de bal. Un homme du monde, pour faire figure, vendait par jour *cent petites âmes;* un vêtement coûtait une fortune; et l'on a retenu cette plaisanterie du roi de Pologne sur un gentilhomme entrant dans une ville, « qu'il fallait faire brèche au rempart, puisque ce personnage portait un village autour de soi. »

La plus grande partie de l'aristocratie habitant Pétersbourg, ceux qui se fixaient à Moscou avaient généralement leurs raisons, — les Orlof, par exemple, tenus loin de la capitale depuis que Potemkine plaisait à Catherine. Mais cette noblesse moscovite pouvait se parer de grands noms et de vastes fortunes; c'étaient les

(1) Nous prononçons Béthanie.

Narychkine, alliés à la famille impériale par la tsaritsa Natalia Kirillovna, mère de Pierre le Grand; les Yousoupof, descendans de Yousouf, sultan de la horde de Nogaï; les Cherémétief, les Moussine Pouchkine, les Razoumovsky, les Galitzine. Tous ces grands seigneurs faisaient respecter autour d'eux le style héréditaire de leurs maisons et les traits propres de leurs fières personnalités.

Ce qui frappe à lire des récits de ce bon vieux temps, c'est l'envergure de ces existences colossales, c'est l'immensité du théâtre réservé à l'action d'un seul. L'intelligence française, produit d'une vie plus vieille et plus mesurée, prononce devant les actes comme devant les édifices ou devant les domaines, que *c'est trop grand*. En vain la France du siècle dernier prêtait-elle à la Russie ses belles-lettres, ses arts, son industrie, ses manières, sa langue; comment lui aurait-elle prêté ses mœurs? Et de quel droit eût-elle empêché les nobles moscovites, de vivre à la russe, en boyars?

Le comte Piotr Borissovitch Chérémétief est présenté comme le parfait gentilhomme des temps de Catherine, membre de l'aristocratie européenne et seigneur *pain-et-sel* de sa terre russe. Sa fortune était immense : dix villages épars autour de Moscou; 140 000 serfs attachés à ces villages; trois résidences également princières; dans chacune d'elles, des appartemens meublés de ce que la France, la Hollande et l'Italie offraient de plus rare, des jardins plantés d'arbres tropicaux, des serres, des orangeries, des étangs portant des flottilles entières, des équipages servant ces flottes, des batteries de vingt canons sur un seul de ces bateaux; plusieurs théâtres, les uns d'été, les autres d'hiver, munis de machines, de costumes et d'accessoires; des troupes d'acteurs, de chanteurs, de musiciens et de danseurs; un personnel complet de régisseurs, de copistes, d'archivistes et jusqu'à un auteur dramatique dont on a conservé le nom, Vassili Voroblevsky; un équipage de chasse où piqueurs, écuyers, fourriers, cuisiniers et valets composaient au total un régiment de 700 hommes...

Le palais regarde avec mélancolie, dans les eaux figées de l'étang, son image d'il y a cent ans. Une colonnade basse portant le corps de logis principal se prolonge par des galeries qui vont rejoindre deux ailes symétriques; toutes ces parties sont d'une même élévation. Le corps principal s'orne d'abord en son

milieu d'un péristyle appliqué contre la façade, puis de deux autres latéraux, d'ordre inférieur; une rotonde couronne cet ensemble non sans l'alourdir. Les ailes, avancées jusqu'à la pièce d'eau pour embrasser une cour en fer à cheval s'achèvent elles-mêmes sur deux péristyles; et c'est une chose qui surprend de retrouver partout cette décoration simple adaptée sur ce plan qui ne l'est pas.

C'est que cet art néo-grec n'est grec qu'en apparence, et dans le fond il est russe. Une raison matérielle a fait avorter cette renaissance de l'architecture antique : l'emploi de la brique, laquelle, peu solide, se refuse aux formes élancées. Puis un peuple accepte difficilement l'héritage intellectuel d'un autre peuple; il a sa manière de sentir et de voir, qu'il ne lui appartient pas de modifier. Ici, la fabrique extérieure est seule empruntée à la tradition classique; l'architecte, en construisant sur des abaques étalés et diffus, s'est affranchi de la règle ancienne qui veut un balancement harmonique de la dimension horizontale avec la verticale. Les Grecs avaient naturellement inventé ce rapport de l'élévation à la base; leurs temples étant construits pour se détacher sur le ciel devaient, par la justesse de leurs proportions, répondre à la constance et à la pureté du fond coloré. Les Chinois, attentifs à la vie concrète et patiens imitateurs de toute forme naturelle, s'inspirent des contours arrondis des montagnes et des formes dentelées des nuages; leur architecture où domine la ligne courbe, leurs toits en pointe de sabot, rappellent cette vision sinueuse qu'ils ont des paysages. Ainsi, consciemment ou non, l'esprit suit toujours un conseil de la nature. Or, quelles suggestions plastiques attendre ici d'une terre informe et quel rêve linéaire évoqueraient la steppe couverte de neige, la forêt vaste, le morne et continu champ de blé? Perdu dans un site sans contour, le Russe ne voit qu'une ligne et la voit partout : il a la hantise de la ligne d'horizon. C'est pourquoi le propre de son esprit est de se répandre, non de s'élancer; et c'est pourquoi, construisant sans songer à la conciliation apparente des formes, il juxtapose plutôt qu'il ne compose.

La vieille église attenant au palais, l'église de la Sainte-Trinité, appartient aussi à ce style amorphe. Monument d'*avant Pierre*, rare témoin d'une époque où l'on employait trop souvent le bois, elle date de ce règne d'Alexis Mikhaïlovitch où l'art national prit à la fois son essor et marqua son apogée, suspendu

ensuite pour deux siècles, pour toujours peut-être, par la mode des imitations classiques. L'édifice central, de plan carré, se couronne par deux étages de voussures apparentes et par les cinq coupoles obligées; ces coupoles pesantes, et qui viennent presque à se toucher, sont comme des boules sur des manches de bilboquet. Des organes nombreux prolifèrent autour de ce premier corps : deux tours basses ayant aussi leurs coupoles; des galeries; un clocher dominant l'entrée principale; deux escaliers, — tout cela si nombreux, si capricieux que, vue successivement suivant ses quatre faces, l'église prend à chaque fois un caractère nouveau et que l'ensemble ne s'aperçoit nulle part. Et pourtant c'est artistique, parce que c'est local et national, parce qu'on reconnaît la réalisation sincère d'un idéal spontanément conçu; et les cinq coupoles ont de la force et de l'abondance; et le clocher a de la hardiesse; et l'entrée appuyée à ces piliers trapus, cachée sous le cintre qui en recouvre trois autres séparés par des pendentifs, a du mystère et de la religion.

Cependant la cloche du dîner rassemble les promeneurs arrêtés ici devant l'église et ceux qui causaient dans l'allée de tilleuls séculaires plantés jadis par le prince Tcherkasski, premier maître d'Ostankino. La comtesse bénit ses enfans qu'emmène le gouverneur français; nous passons dans la petite salle où les *zakouski* sont servis, puis dans la galerie; la voûte est en anse de panier, les colonnes peuplent le long espace, des statuettes antiques ont des niches dans l'épaisseur des poêles. Le général et l'amiral se sont assis aux places d'honneur; ces deux frères se ressemblent par le visage, par le grade, par les longs services qu'ils ont rendus, par le respect profond qu'ils inspirent; l'un est entré dans la marine alors qu'Alexandre Ier régnait encore; l'autre, arrivé au sommet des dignités militaires, portait la couronne lors de la translation des insignes; l'Empereur, en l'honorant d'un rescrit personnel, lui a donné son portrait orné de diamans. Les autres convives font alterner le long de la table luxueuse les claires toilettes et les sombres uniformes. Tous ces officiers appartiennent à la cavalerie de la garde, grands liseurs, causeurs charmans, gentilshommes parfaits; la plupart portent au côté gauche le chiffre de l'empereur défunt, ou bien, à la boutonnière, la petite médaille ronde qui rappelle leurs services de pages.

— De quoi pensez-vous qu'on va parler? Littérature ou couronnement? me demande mon voisin; il ajoute que la conversa-

tion est un jeu de roulette sur lequel il aime à parier. C'est la rouge qui sort, je veux dire la littérature, et comme la langue employée est une très fine langue française on a par instans l'illusion d'entendre ici l'ancienne France juger la nouvelle. On s'assure que les dernières idées de Paris ont cours à Pétersbourg; mais, au passage, elles ont souvent changé d'aspect et pris la couleur russe. Ainsi la main du maître d'hôtel écrivant dans son alphabet le menu français en a dénaturé les termes : *Selede chevrel... Parfé o frez.*

Après les grâces rendues à la comtesse, nous parcourons une fois encore les salles du palais. Toute l'aile droite est pleine des souvenirs d'Alexandre II, qui fit ici la halte des trois jours avant l'entrée dans Moscou et le couronnement. On dit le *salon de l'Empereur*, le *cabinet de l'Empereur*, ce dernier consacré par le souvenir d'un grand événement historique : c'est ici que, le 19 février 1861, la main souveraine écrivit *Alexandre* au bas de l'acte qui affranchissait les serfs. Depuis, une sorte de religion a fait respecter jusqu'à la disposition des meubles et des objets; la plume, ouvrière de cette grande action, est encore sur l'écritoire, à l'endroit où l'Empereur l'a posée. Et depuis, le palais a définitivement cessé de vivre, comme pour témoigner que c'en était fait désormais des fortunes illimitées fondées jadis sur la possession des âmes. Il a pour muets habitans les bustes et les portraits des souverains qui furent ses hôtes. Dans l'hémicycle du rez-de-chaussée, les empereurs et les impératrices, élevés sur des socles de marbre, tiennent une assemblée. Au premier étage, Paul Ier, couvrant une vaste toile des plis du manteau impérial, fait face aux fenêtres de la salle à manger. La perspective qu'on découvre depuis ces fenêtres fuit vers Moscou et la laisse voir à l'horizon; un bois cachait autrefois ce fond de tableau, et c'est ce dont Paul Ier, lors de son premier séjour à Ostankino, se plaignit au comte Nicolaï Pétrovitch. Le comte avait laissé silencieusement tomber les paroles du souverain; le lendemain, à l'heure du dîner, il pria Sa Majesté de regarder au dehors et de jeter les yeux sur le clocher d'Ivan Veliki. A l'instant même, une allée s'ouvrit magiquement dans la forêt, et fit apparaître au loin le dôme d'or du clocher. On avait pris un alignement, scié les troncs pendant la nuit; une armée de bûcherons, appliqués aux cordes, n'attendaient qu'un signal.

Une ombre mélancolique emplit la salle de théâtre, fermée

depuis cent ans; rien n'est resté du gracieux roman qui se dénoua dans ce décor. Une des actrices qui chantait sur cette scène devint une fois la maîtresse de ce château. Le comte Nicolaï Pétrovitch l'avait rencontrée comme les princes rencontrent les bergères dans les contes de fées. Elle n'avait rien que sa beauté. Il l'enleva, la logea dans son parc de Kouskovo au bâtiment des actrices, et lui donna des maîtres. Elle s'appelait jusque-là Paracha; lui voulut qu'on la nommât Jemtchougovaïa, *Madame de Perles*. Bientôt il put l'applaudir, ravissante dans son rôle de Ninette à la cour; elle eut du talent, elle eut de l'esprit, elle eut de l'âme; elle réagit de la façon la plus heureuse sur le comte, habitué par elle à une vie plus simple et plus intellectuelle. Retirés ensuite à Ostankino, ils dirigeaient ce petit théâtre où tout était ordonné pour elle et par elle. Le mariage, conseillé par le métropolite Platon, sanctionna à la fin cette union jusqu'au bout tendre et passionnée; la comtesse étant morte, sa chambre devint un sanctuaire; la douleur abrégea la vie du comte, qui suivit bientôt sa femme dans le tombeau.

Ainsi, c'est à propos que le silence s'est fait sous la voûte emplie jadis du rire et du chant de Paracha, que pas un vivant ne fréquente la salle hantée d'ombres heureuses et que rien ne se mêle plus au souvenir de ceux-là qui ont bien vécu. Au dehors une heure fugitive et rare, une heure comme irréelle penche entre jour et nuit; une averse est tombée, l'air épuré propage les odeurs des lilas qui se fanent et des foins qu'on a coupés; les statues, blanches sur le fin brouillard, nous regardent avec froideur et nous donnent congé. En vain, tous ensemble, tentons-nous d'un départ bouffon et d'une course d'izvoztchiks; ce que nous laissons derrière nous vaut qu'on le regrette, nous perdons trop de choses en peu de temps. Adieux hier à l'ambassade de France, adieux ce matin aux troupes qui paradaient superbement devant l'Empereur; adieux ce soir à la famille du comte; puis voilà qu'un cordon de troupes barre la Tverskaïa et que les voitures de la cour vont passer, roulant vers la gare de Brest; adieu enfin à toute cette majesté qui s'éloigne avec l'Empereur. Le train qui siffle vers Pétersbourg avertit que la grande page est lue au livre du réel, et qu'il faut maintenant tourner le feuillet.

ART ROË.

JEAN D'AGRÈVE

DERNIÈRE PARTIE (1)

QUARTS DE NUIT

En mer, à bord du « Mytho », — *25 avril.* — Le navire a pris sa route par le travers des îles. On voit flamber derrière nous les hautes murailles de roche incendiées de soleil; elles ceignent le plateau de l'île d'Or, autel de sacrifice où montent les flammes qui vont le consumer. Le soir les éteint, un de ces soirs délicieux sur les terres marines : insensiblement, tel un amour qui fuit d'un cœur, la lumière abandonne le ciel encore tendre, déjà refroidi, glacé de lilas et de rose. Là haut, la Vigie, très distincte sur la crête, blanche, pâle, reproche de fantôme qui tend les bras. Il ne glissera plus devant moi sur les eaux, le fantôme toujours poursuivi, je le laisse dans cette tombe où j'ai tant vécu. — Ce bateau aurait bien pu m'épargner la cruauté de cette dernière vision. Nous gagnons la haute mer. La brume noie le fantôme. Plus d'île, plus de France, plus rien. — Je suis allé sur l'avant, jusqu'à l'étrave; j'ai aspiré à pleins poumons les souffles enivrans du large : sous leur coup de fouet, le sang rapporte une allégresse physique au cœur désolé. La mer me grise comme d'autres le vin.

Décidément, la douleur est riche de formes multiples. Pourquoi la mienne n'est-elle plus cet abattement consterné d'il y a trois mois, dans la chambre d'auberge parisienne? Heure autre-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre 1896, et du 1er janvier 1897.

ment grave pourtant, coupure de vie plus profonde, peut-être irrémédiable. Faut-il croire que le moins abattu est toujours celui qui part, qui agit, qui... eh bien! oui, j'écrirai l'affreux mot, celui qui abandonne, — laissant le pire lot à celui qui reste, inerte et passif, dans la solitude léguée par l'absent?

Il ne faut rien croire, on ne sait rien, il ne faut pas penser. Je ne vois pas dans mon âme, il y fait noir comme sur cette mer. En avant! *Vorwärts!* Je me le rappelle, ce cri rauque des soldats allemands qui emmenaient quelques-uns des nôtres, après la sortie malheureuse du fort d'Issy : ils harcelaient de cet aiguillon les prisonniers qu'ils poussaient à leur bivouac. *Vorwärts!* crie de même une voix dure qui nous chasse : nous allons de l'avant, prisonniers de nos fautes et des Forces invincibles.

Mer de Sicile. — Avril. — Partout, sur cette route, les impressions d'autrefois se lèvent des lieux reconnus. Je les revois dans l'enchantement de leur recul, à travers ce prisme maudit où tout ce qui n'est plus s'illumine, uniquement parce que cela n'est plus; où tout se décolore dans le présent par la perpétuelle comparaison avec le radieux passé. Si je m'aime, je n'aime qu'un moi mort. — Qu'elles sont vivantes, ces impressions! D'hier, semble-t-il. Il y a pourtant vingt bonnes années que le *Château-Renault* m'a promené pour la première fois dans ces parages. Les souvenirs d'alors se mêlent à d'autres, un peu plus récens; mais tous sourient ou pleurent sur le même plan de ciel perdu.

Le *Mytho* a traversé le bouquet embaumé des îles Lipari; comme jadis, le parfum de leurs orangers en fleur flotte loin sur la mer, suit et enveloppe le navire. Rien ne fixe et ne ressuscite le souvenir aussi sûrement que les parfums... Nous accompagnions l'Impératrice à l'inauguration du canal de Suez : au jour déclinant, sur cette même soie d'argent bleu diamantée par le soleil oblique, on entrait dans les Lipari, dans cette même caresse d'une brise alanguie, exhalée par la terre odorante des arbustes en fleur. Elles s'écrient toutes, sur le pont : — « C'est trop exquis, il ne faudrait plus bouger! » — Le commandant, toujours galant, s'élance sur la passerelle, ordonne à la machine de ralentir : — « A quinze tours! » Le bateau se meut à peine, glisse lentement entre ces îles ensorceleuses. La jolie marquise, ma conquête du bal de la Marine, se met au piano, elle joue la sérénade de Schubert; puis, c'est l'envolée d'une valse, — elles

étaient si folles, alors ! — on danse sous la lune rouge qui pointe dans les fumées du Stromboli, très tard ; et vers le matin, comme elle se barricadait dans sa cabine : — « Laissez-moi, pas ici, on saurait, que dirait-on ? » longtemps je piétinai le pont au-dessus de cette cabine, furieusement, avec toutes les laves du Stromboli dans mes veines. — C'était hier ! — Je crois que la marquise est morte d'une embolie, l'automne dernier, à San-Remo.

Le *Mytho* a franchi le Phare de Messine : j'ai revu la maison blanche au lourd balcon de fer, près de la digue, à l'angle de la *Piazza San Rainieri;* et, sur ce balcon, la petite Sicilienne qui me jetait les étoiles de grenadier piquées dans ses cheveux, une nuit de juillet, pendant que le *Château-Renault* faisait du charbon sur rade. De celle-là, je n'ai eu que ces fleurs de pourpre, mais elles tombaient sur mes vingt ans ; et c'étaient tous les astres du ciel de Sicile qui pleuvaient de ce balcon ; et de l'enivrement, et de la mélancolie pour plusieurs jours, après ; le doux et triste infini du jeune désir qui met tout dans un seul rêve. — Et c'était hier !

Suez. — Mai. — Devant nous, les maigres dattiers ont monté de la mer ; les plages basses d'Égypte ont émergé ensuite, et la jetée de Port-Saïd. La plus vieille terre du monde et la plus solliciteuse d'amour, le coin où j'ai peut-être brûlé le plus de vie. — Une nuit, surtout, cette nuit passée à Biban el Molouk, aux tombeaux des Rois, dans l'hypogée d'où l'ombre lourde des siècles tombait sur les fines épaules de la Smyrniote, tandis qu'elle frissonnait d'inquiétude, sous le regard immobile de ces figures sévères, et de plaisir au contact du sable chaud qui tiédissait ses petits pieds... Et cette matinée à Ròdah, dans l'allée de sycomores qui menait au jardin du duc d'Aumont, près de la sakieh où un fellah élevait en chantant l'eau du Nil ; ces heures passées là, à regarder fuir sur le fleuve les hautes voiles éperdues des dahabiehs, pendant que je la suppliais de mourir avec moi avant le départ qui allait me l'arracher... Et je ne suis pas mort, et je l'ai croisée quinze ans après, la belle Smyrniote, sur la place des Consuls, à Alexandrie : elle était devenue énorme, elle traînait une ribambelle de mioches ; et c'était pourtant hier !

Elles surgissent du désert, les visions du passé, longs vols des grêles oiseaux roses, ibis et flamans, qui se lèvent du lac Menzaleh et obscurcissent le ciel sur les berges plates du canal.

On dirait que la mémoire venimeuse tâche d'abolir sous ces troupes d'ombres l'image qui avait chassé de mon cœur toutes les autres. Elle persiste, cependant, elle m'absorbe à certaines heures, obstinée et douloureuse. Je n'ai même pas fait un signe à mon vieil ami Du Plantier : il m'eût questionné; et des épanchemens, et des confessions,... Non, je n'ai besoin de personne, qu'on me laisse seul avec mon chagrin farouche. — De Messine, de Suez, de toutes nos escales, j'ai expédié des lettres à l'adresse d'Hélène. Lettres stupides; la prudence, l'incertitude, paralysaient l'expression de ma tendresse affligée; où les recevra-t-elle? A Bjélizy, à Moscou, au Caucase? Avec quels sentimens les lira-t-elle? Chaque jour, sans doute, la détache un peu plus, l'incline à la résignation; si l'annonce de mon départ n'a pas éveillé en elle un sursaut de passion, cette nouvelle aura produit l'effet contraire; Hélène se sera rejetée plus résolument du côté où le poids de sa vie l'entraîne depuis notre séparation. Ces doutes retiennent ma plume, quand je lui écris; elle aura le droit de penser que mes lettres ne sont plus aimantes, le fossé se creusera davantage entre nous. Oh! je laisse trop de nuit derrière moi! En avant, en avant! Il y aura peut-être un peu de jour, un peu de paix à l'horizon; je saurai, du moins, en arrivant là-bas.

Océan Indien. — Mai. — Le large mouvement de la mousson berce et endort le cœur fatigué de souffrir, l'esprit fatigué de penser. La mer, la grande pacificatrice, opère sur nos agitations par ses deux puissances, la continuité d'une même vue et d'un même bruit. Elle engourdit les morts qui sont en moi, ces morts qui me rongent, qui pourrissent le jour présent avec leurs jours d'autrefois. Elle fait ce que faisait naguère la chère voix qui couvrait les autres. Cette voix elle-même s'assourdit, ses appels déchirans se calment dans la plainte monotone de la souveraine berceuse d'oubli. L'espace agit comme le temps, il adoucit le malheur qu'il éloigne. J'ai changé de ciel; c'est presque changer de monde. Je ne vois plus les astres accoutumés, ceux que regardaient avec moi les yeux inséparables des miens; ces témoins constans ne me rappellent plus les ivresses et les peines auxquelles ils s'associaient. Les constellations nouvelles me parlent d'un univers élargi, d'autres humanités qui ont d'autres peines. Leur scintillement, ne serait-ce pas leur façon de rire, à ces lumières fixes, quand elles voient les pauvres hommes s'agiter au-dessous

d'elles? Si mesquines sont nos misères, si chétifs nous sommes dans la vie du vaste cosmos; et cette vie elle-même n'est rien de plus que la mince pellicule irisée par un rayon sur les eaux profondes de cet océan. Pourquoi nous tourmenter dans ce rien?

A bord du « Mœris ». — Mai. — J'ai quitté le *Mytho* à Saïgon; le *Mœris*, des Messageries Maritimes, était en partance, il me portera plus vite à Haïphong; l'amiral croise encore dans le golfe du Tonkin, il y donne la chasse aux pirates. D'après les nouvelles que j'ai apprises dans la colonie, il ne faut pas espérer un divertissement plus chaud : le commandant Fournier vient de signer à Pékin une convention avec les Chinois, tout est à la paix, l'ère des grandes entreprises paraît close.

Ainsi, pas même ce dérivatif, l'action de guerre pour laquelle on m'appelait ici! Ce serait pourtant le seul emploi de l'énergie qui pût encore me passionner, le seul où je n'aperçoive pas l'effroyable inutilité de tous les gestes qu'ils appellent action. Oui, tous les autres services qu'on croit rendre à notre pauvre pays ne sont que leurre, vaine dépense de bonne volonté individuelle, sans efficacité pour retarder d'un jour la chute de ce pays sur la pente où il dégringole. Il n'y a qu'un service réel, mettre la force aux ordres de sa nation, fonder ou refaire la puissance de cette nation avec l'unique ciment des constructions durables, avec du sang. L'histoire, fût-elle écrite par le plus méchant des démagogues ou par le plus niais des libéraux, l'histoire n'enseigne pas autre chose; et la science leur joue le tour pendable de ratifier par toutes ses conclusions, depuis un demi-siècle, la loi rigoureuse contre laquelle ils invoquaient son témoignage. Les seuls oracles qu'ils écoutent redisent à leurs oreilles ébahies la vérité qui les faisait sourire, quand un de Maistre la promulguait, qui les faisait hurler, quand un de Moltke la démontrait. Ils finiront peut-être par rapprendre ce que nous savons bien, nous autres qui le savons par tradition, depuis des siècles.

Bon signe : je me remets à philosopher, comme au temps où je reforgeais le monde dans ces *Quarts de nuit*. Si l'on pouvait intéresser à ce passe-temps l'homme de chair et de rêves qui gémit et s'agite... Je rentre dans ces mers de Chine où j'ai débuté. Elles auront bonne mémoire, si elles reconnaissent l'enfant qui promenait ses premiers songes sur leurs flots. Quel vendangeur a foulé dans cette grande cuve mes illusions et mes espérances

écrasées? Elle n'a pas changé, la mer de Chine : toujours dure. D'énormes lames de houle accourent, se dressent, se ruent sur la poupe, s'effondrent en creusant un abîme sous la quille; au rude heurt de ces montagnes d'eau, on entend geindre et craquer la membrure. Le *Mœris* porte ses huniers de vent arrière, il se balance, il bondit, ce léviathan est agile. Une menaçante barre de houle semble lui refuser le passage; il prend son élan comme un cheval de course devant l'obstacle, le bon bateau, il monte et replonge avec un tressaillement nerveux, il repart de sa folle allure. Bruits et colères qui ne s'élèvent pas bien haut; un semis de poudre d'argent brille au firmament, les astres accomplissent paisiblement leur évolution silencieuse. On a hissé les feux de route; de l'arrière, l'œil confond ces lueurs avec les étoiles qui dansent entre les mâts secoués, passent et disparaissent dans le treillis mouvant des vergues, des haubans, comme si elles jouaient curieusement autour de ces petites sœurs inconnues. — Elles jouaient de même, entre les branches des grands pins, autour du fanal qu'on allumait le soir au mât de la Vigie : « Notre étoile, que les autres envient là-haut », disait la voix. Arrière, arrière, souvenirs!

A bord du « Bayard », Haïphong.—2 juin. — L'amiral m'a fait un accueil de bon augure. J'ai pris ce matin mon service auprès de lui. Je retrouve sur le *Bayard* d'anciennes connaissances, quelques-uns de ces officiers ont depuis longtemps conquis mon estime. Ils me mettent au courant des événemens. Ils sont tous furieux, ici : je n'entends qu'imprécations contre l'ignorance ou la couardise de nos gouvernans. On se laisse duper par les Chinois, on a perdu une occasion magnifique de leur rogner les griffes pour vingt ans. A terre, au Tonkin, tout va de mal en pis, depuis qu'on a retiré la direction à la Marine pour la donner à la Guerre; l'incapacité des chefs est notoire, ils gâchent la situation rétablie après Sontay par notre amiral. Nous, nous allons continuer notre besogne de gendarmes, muser après quelques sampangs de pirates; on nous inutilise systématiquement... Je reconnais le milieu, ces belles ardeurs et ces belles colères des hommes dévoués à une tâche particulière, arrêtés au moment de l'accomplir. Ils ne voient que cette tâche, ils maudissent le frein serré par le mécanicien qui voit l'ensemble, les contre-coups, la nécessité de temporiser. Quelques jours encore, et je penserai,

je parlerai comme mes camarades, emballé à leur exemple, regardant le monde comme eux par les verres de la lunette du bord.

Il n'est plus question de remonter au Nord. Il faut pourtant que je fasse demander à Hong-Kong si le câble n'a rien transmis à mon adresse.

18 juin. — La mouche nous rejoint avec les dépêches. Je savais déjà qu'il n'y avait pas de télégramme pour moi : elle n'a pas même pensé à me télégraphier ! Rien, non plus, par le courrier de France parti de Marseille le 11 mai, arrivé à Hong-Kong avant hier 16. Elle n'écrit même plus ! C'est l'abandon, l'oubli nettement signifié; parce que j'ai obéi à mon devoir imprescriptible de soldat, comme elle avait obéi au sien. Pourtant, j'ai écrit, moi, de toutes les escales; si je ne le fais pas cette fois, c'est qu'autant vaudrait jeter une pierre dans la nuit, sans prévoir où et comment elle tombera, au risque de compromettre une vie refaite à mon insu. Le ciel m'est témoin que j'aurais donné cher pour apercevoir sur une de ces enveloppes le petit timbre bleu de Russie. — Je suis quitté. — Ah ! je ne l'ai jamais sentie si profondément en moi ! Je la veux plus follement, depuis que je suis certain de son ingratitude, depuis qu'elle a pris si vite son parti de la rupture de nos liens. Je me raidis, je triompherai. Mais il y a encore des soirées terribles, des heures où je demande grâce et pitié à la froide oublieuse.

Haïphong, — 2 juillet. — Les affaires ont subitement changé de face. Le guet-apens de Bac-Lé a achevé d'ouvrir les yeux à nos aveugles. Enfin ! la guerre leur apparaît inévitable. Nous attendons d'heure en heure l'ordre d'appareiller. L'amiral voudrait frapper un grand coup dans la rivière Min ; la flotte chinoise est concentrée là, il faut aller la détruire sous les canons de son arsenal, à Fou-Tchéou. Je viens de réfléchir tout le jour sur le plan de notre chef ; c'est le seul qui ait le sens commun. Les équipages sont merveilleux d'entrain, les officiers tout à la joie. Pourvu qu'ils ne nous arrêtent plus, les diplomates de Pékin et les généraux de Hanoï !

Le câble me passe une triste nouvelle : mon vieil oncle Kermaheuc a succombé à la maladie qui le minait. Il était ma dernière attache à la souche natale, au passé des jours d'enfance. Je le revois à tous les tournans de ma vie, comme un bon pilote à

la barre d'un rafiau qui gouverne mal. C'est lui qui m'avait voué à la servitude de la mer. Va-t-elle enfin me payer de tous les sacrifices que je lui ai faits? Le pauvre homme laisse des étoiles tombées dans l'eau, comme il aimait à dire. Son rêve était de me voir les repêcher. Pourquoi pas? Elle va enfin sonner, l'heure qui me permettra de donner ma mesure. Si celle-là ne me trompait pas comme les autres? En route, et à bientôt le branle-bas!

HÉLÈNE A JEAN

« *Hyères, ce 11 mai.*

« Jean, ce n'est pas bien!

« Que vous ai-je fait pour me frapper ainsi? Je vous ai aimé, je vous aime de toutes les forces de mon être. Je vous ai cherché longtemps, je me suis donnée avant que vous ne me demandiez, j'ai tout brisé dans ma vie pour n'appartenir qu'à vous. J'étais bien peu de chose, sans doute; mais le peu que j'étais, vous l'aviez agréé, vous m'avez dit mille fois que je vous suffisais, j'ai cru en votre parole. Vous étiez pour moi tout ce qu'il y avait de bon et de beau dans la création de Dieu. Je vous adorais comme j'adorais enfant Celui dont on m'apprenait qu'il avait fait le monde et moi. Enfin, vous étiez tout, vous le savez bien, et vous l'êtes encore; j'étais, je reste vôtre, et vous me frappez sans pitié! Vous m'abandonnez, au moment où je m'apporte toute à vous, pour toujours, dans la première joie complète de ma vie. Vous me quittez comme une rencontrée d'un soir, sans une explication, sans un mot, avec cette affreuse brutalité...

« Oh! je ne peux pas croire, il y a quelque chose que je ne comprends pas; mais ce n'est pas de vous, cela, de vous que j'ai connu si délicat, si tendre; de vous qui me traitiez comme une reine, les jours où vous ne vouliez baiser que mes pieds. Non, c'est impossible, je ne veux pas, je ne peux pas vous mépriser. Je vous aimerais encore, même dans cette indignité, c'est plus fort que moi; mais je ne vous en croirai jamais capable.

« Et cependant, que dois-je penser? Vous représentez-vous mon martyre, pendant ces dernières journées? Toutes mes douleurs passées étaient à peine des contrariétés, auprès de la passion que je viens de souffrir. A Pétersbourg, je n'ai rien reçu de vous; je m'expliquais ce silence; je ne pouvais guère espérer là-bas votre réponse à la lettre qui vous annonçait ma libération,

mon arrivée : cette réponse me cherchait en Lithuanie, un retard n'avait rien de surprenant. Pourtant, j'étais inquiète ; pas même un télégramme ! Je vous ai écrit, je vous donnais rendez-vous à Paris. Je me mets en route, elle me paraît si longue ; mais je m'entretenais avec la joie qui m'emplissait le cœur. J'arrive, je vous cherche de tous mes yeux dans cette gare : j'y attendais la réparation du grand chagrin qui avait commencé là. Vous n'y êtes pas : je ne comprends déjà plus. Je cours à notre hôtel ; pas de lettres, pas un signe de vous. Je m'affole, il est arrivé malheur à mon aimé ; je remets tout ce que j'avais à faire à Paris, je repars le soir même, enfin me voilà ici, hier matin. J'interroge, on ne sait rien de vous ; personne ne vous a vu, on vous croit parti. On me conseille d'aller m'informer à Toulon. Je reprends le premier train, je vole à Toulon, dans vos bureaux ; je demande à ces gens, ils me répondent froidement, comme aux pauvres filles importunes qui vont pleurer là, abandonnées : vous êtes parti ! Parti il y a quinze jours, sur un bâtiment qui vous emmenait au bout du monde, avec les soldats, ceux qui vont mourir ! Et vous ne m'avez pas laissé un mot d'explication !

« Jean, avez-vous désespéré ? Ou bien m'avez-vous rejetée, comme un fardeau qu'on a soulevé en passant, qui serait trop lourd à porter jusqu'au bout ? Je savais bien qu'elle vous reprendrait, la mer, j'avais toujours tremblé, elle m'épouvantait depuis la première heure, je la sentais tout entière entre vous et moi dès le premier baiser. Je savais bien... mais pas comme cela !

« Je ne veux pas vous mal juger. Tout s'expliquera, je saurai, j'attends. Tu as été forcé, ou tu as désespéré ; mais tu m'aimes encore, j'en suis bien sûre. Reviens, Jean. Vois, je me suis arrachée de toute la terre, je n'ai plus rien, si je ne suis tienne. Je t'ai tout livré, ma vie, et l'autre après, s'il y a une autre vie où tu n'es pas. Elles étaient à toi avant ma naissance, elles te restent, quoi que tu fasses contre moi. Reviens. Tu n'as pas connu ce que je peux donner d'amour ; il était toujours menacé, contenu, sans lendemain ; tu m'auras trouvée trop triste, ennuyeuse, tu avais bien raison ; mais tu verras, maintenant, le bonheur sûr et complet me fera radieuse, telle que tu me veux. J'ai tant mûri, tant appris. Je te jure que je t'aimerai mieux. J'ai eu tort, c'est vrai ; j'ai cru qu'il fallait te quitter pour arranger ma misérable vie, pour te revenir avec sécurité et dignité ; je ne devais penser qu'à toi, je ne devais pas te quitter... Pardonne.

« Et j'ai tort maintenant de t'écrire ces choses. Pauvre cher aimé, tu souffres aussi, tu as besoin de tout ton courage; tu es peut-être au milieu des dangers, dans cet horrible pays d'où il n'arrive que des nouvelles de maladie et de mort. Non, pas encore; tu es sur les mers lointaines. Que Dieu te garde sur cette route! Pourquoi ne m'as-tu pas prise? Je t'aurais suivi, je t'aurais servi. Veux-tu que j'aille te rejoindre? Oh! permets. Je ne te gênerai pas, j'attendrai là où les femmes peuvent demeurer, sans honte et sans incommodité pour toi. Écris que tu le permets. Hélas! cette lettre mettra si longtemps à te parvenir. Ne saurai-je rien auparavant? Je calcule mal le possible, aujourd'hui, je suis trop brisée; je t'écris du lit où l'on me soigne; maman, qui est venue me rejoindre ce matin, et qui n'est guère plus vaillante que moi. Mais je serai forte, ne t'effraye pas. Je te garde ma vie, c'est ta chose, tu en veux encore, n'est-ce pas, mon Jean? Tu m'as châtiée, tu es le maître, tu es l'aimé, quand même, toujours; mais tu n'abandonneras pas ton

HÉLÈNE. »

HÉLÈNE A JEAN

« *Ce 12 mai.*

« Oh! mon Dieu! Je n'ai pas songé à m'informer, dans mon désespoir des premières heures, j'avais la tête si malade! Et j'apprends aujourd'hui que le courrier de Chine a quitté Marseille hier, pendant que je vous écrivais. Ma lettre attendra donc quinze jours, jusqu'à l'autre bateau! Vous ne saurez jamais que je vous pardonne, que je vous attends, que je vous aime plus, de tout mon cœur élargi par la plaie que vous y avez faite!

« *Ce 14 mai.*

« Enfin! un premier soulagement! Elle me revient de la Russie où elle courait après moi, cette lettre, — pourquoi si lentement, si tard? Ont-ils deviné qu'ils pouvaient me torturer en la retenant? — cette cruelle lettre qui m'annonçait votre départ et les motifs de votre résolution. J'y vois plus clair dans ma nuit, je sais sur quoi je dois pleurer.

« Jean, vous m'avez sacrifiée, sans une minute d'hésitation, à un ordre de vos chefs, à des obligations de carrière, à ce que vous appelez votre honneur. Est-ce qu'il y a des ordres, des obligations,

un honneur, quand on aime? Ai-je compté un instant, moi, avec mon maître légal, mes obligations, mon honneur de femme? Vaut-il donc moins que votre honneur de soldat? J'étais heureuse de vous immoler toutes mes fiertés; si je l'avais pu, j'aurais voulu en mettre davantage sous vos pieds. Maintenant encore, entre le mépris de tous et votre amour, je ne balancerais pas. Votre amour? Il n'existe plus : n'importe, je vous choisirais quand même!

« *Ce 15 mai.*

« Pardon, j'étais folle, hier, je souffrais trop, j'ai encore tort. Tu as choisi autrement, je ne t'accuse pas, tu as bien fait. Je sais que vous ne cédez jamais, vous autres hommes, sur certaines idées; l'amour n'est pas tout pour vous; chez le plus aimant, l'orgueil sera toujours plus fort que la passion. Je ne te demande pas l'impossible. Si j'avais été là, si tu m'avais dit avec ton ancienne tendresse : « Je t'aime et il faut partir, » j'aurais compris, je t'aurais crié moi-même : « Pars! » Seulement, il me semble que tout cela pouvait se faire autrement, d'une façon moins dure. Tu es parti parce qu'il le fallait, Jean, mais aussi parce que tu doutais, parce que ton amour allait décroissant, parce qu'un réveil de ton imagination t'appelait à une nouvelle vie. Oh! je lis bien ton âme dans cette lettre, et dans celles qui l'avaient précédée; sous les protestations que te dictaient l'habitude et la pitié, j'y lis tes doutes sur moi, sur toi-même.

« Ainsi, tu as pu douter de moi! Sur des apparences, sur des malentendus, parce que ma sensibilité réchauffée par toi devenait attentive à la voix des misérables et à la voix de Dieu, tu as douté. Ah! ce n'est pas à toi que j'en veux, c'est à mes ennemies et aux tiennes, à ces femmes que j'avais bien sujet de haïr dans ton passé. Elles ont empoisonné ton cœur, elles l'ont fait incrédule à la force et à la durée de l'amour; tu as pu confondre avec leurs caprices un sentiment unique et impérissable. Jean, tu pourras douter de moi, quand je serai morte, si l'on te dit que je t'oublie près de Dieu; et sache qu'alors encore on te trompera, c'est toi que je retrouverai, toi que j'aimerai en lui.

« Renseignée par cette lettre, je me suis traînée à Toulon, pour bien connaître la marche du bateau qui t'emporte, pour en avoir des nouvelles. Je voulais télégraphier à l'une des escales;

j'ai réfléchi, j'ai résisté à mon premier mouvement. Comprends-tu? Je me suis dit que si tu m'aimais encore comme autrefois, tu perdrais la tête en apprenant brusquement tout ce que tu ignores, le désespoir de ton Hélène, revenue, seule ici, prête pour toi; tu ne supporterais pas cette pensée, tu rebrousserais chemin, peut-être; ce serait le bonheur pour moi, mais ce serait ensuite l'enfer, tu ne me pardonnerais jamais une faiblesse où tu verrais ton déshonneur. — Si, au contraire, tes doutes persistans ont refroidi ta tendresse, mieux vaut te laisser dans cet état, t'épargner un surcroît de remords et de peine qui te rongerait dans l'inaction de cette longue traversée; tu m'accuseras, tu me désaimeras un peu plus, mais tu souffriras moins. Je te connais, j'y ai bien pensé; et je veux avant tout que tu ne souffres pas, que tu gardes tout le courage dont tu vas avoir besoin. Le même instinct me conseille de ne pas télégraphier à Hong-Kong : comment te dire tant de choses en quelques mots énigmatiques, publics et officiels? Ils te troubleraient sans t'éclairer, ils te renseigneraient mal sur ce que tu apprendras en arrivant par ma lettre de Bjélizy; elle doit te suivre de près, elle te devancera peut-être dans ce port; tu sauras tout en la lisant, et tu auras moins souffert jusque-là. Vois-tu, mon grand enfant adoré, au fond de toutes nos vraies passions de femme, il y a une maternité qui s'ignore, une mère qui se cherche sous l'amante. Vous ne comprendrez jamais que c'est encore une douceur, verser plus de larmes pour qu'il n'en monte pas à vos yeux.

« Que regardent-ils maintenant, les chers yeux qui étaient tout miens? Quelles visions suivent-ils sur ces terrifians océans? Hélas! je me sens disparaître de ces yeux voilés de doute. Tu sèmes derrière toi les lambeaux de ton amour sur la mer. Le présage disait vrai : la triste fleur de flamme n'est plus qu'un petit point qui s'obscurcit et sombre dans ces immensités. Devant toi se lèvent de nouveaux espoirs, tu cours à eux avec ta prodigieuse force de vie et de renouvellement. Je ne la maudis pas : c'est elle que j'ai aimée. Tu disais qu'on l'avait accumulée pour toi pendant des siècles dans tes roches natales, et que tu prodiguais à travers le monde cette réserve d'énergies. Pour moi aussi, peut-être, d'autres avaient accumulé pendant des siècles l'épargne d'amour qui a vainement essayé de contenter ton désir. J'ai aimé, j'aime dans ton âme sa volonté d'étreindre l'univers, et l'élan qui te redresse quand cet univers t'écrase. J'ai aimé, j'aime sur ta

lèvre le dédain visible des choses qui te dévorent le cœur. J'ai aimé, j'aime en toi, pauvre souffrant du mal d'en haut, ce mal que j'ai voulu guérir. Les fatalités de la vie ne m'ont pas permis de le vaincre : je n'ai fait que l'exaspérer ; mais je voulais sincèrement, tu le sais. Que n'ai-je pas aimé en toi ? Je n'ai plus de honte, méprise-moi, mais entends-moi : à cette heure encore, Jean, ma misérable chair, frissonnante sous le souffle qui monte de la mer, implore en lui ta caresse demeurée ; s'il reste un peu de vie dans mes veines, c'est l'étincelle que rallument tes baisers dont je garde la brûlure ; et sur ce lit de malade où je languis, une fièvre me soulève et me ressuscite au souvenir de notre lit fleuri de l'île d'Or, celui que tu jonchais de violettes avant de m'y prendre dans tes bras, avant de m'y faire crier que je voulais mourir de toi... Pardon, ne lis pas cela, oublie ; mais si je dois passer loin de toi, il fallait que je le crie encore une fois !

« *Ce 20 mai.*

« Tu devines bien ma première pensée, dès que j'ai pu me tenir debout : j'ai fait signe à Savéû pour qu'il me conduisît à l'île. On dit qu'il y a des joies douloureuses ; c'en était une de revoir le bon vieux. Je crois bien qu'il avait compassion de moi ; elle était éteinte, la lueur de malice qui pétille habituellement dans ses petits yeux gris ; ils gardaient seulement l'obscure tristesse déposée tout au fond par la longue société de la mer. Enfin, quelqu'un qui me parlait de toi ! Comme nous approchions de l'île, j'ai vu un mouvement inusité sur le rocher de Bagaud ; on achevait d'y construire de vastes baraquemens en planches. Savéû m'a expliqué : on installe là un hôpital pour les malades et les convalescens qui reviennent en si grande quantité du Tonkin. Ils seront en meilleur air qu'aux environs de Toulon, où le choléra sévit depuis un mois. — Du Tonkin, où tu seras bientôt ! Je me suis fait débarquer à Bagaud.

« Quelle misère, Jean ! Des spectres ravagés de fièvre, des ombres jaunes, et beaucoup qui ne se relèveront pas de la couchette d'ambulance où ils grelottent. Ils sont si jeunes, des enfans pour la plupart ; ils racontent naïvement les maux qu'ils ont endurés. Leur vue toucherait le plus indifférent ; pense à ce qu'elle était pour moi ! Ces malheureux viennent du pays où tu vas leur succéder : je te voyais en chacun d'eux. Je leur ai distribué l'argent que j'avais sur moi, mais je n'ai pas eu le courage de rester ; je

me suis enfuie, j'ai repassé la rade, j'ai fait mon pèlerinage à toutes nos stations de l'île.

« Qu'elle était belle, notre île, avec de l'amour dans l'air qui ne savait où se poser, une moisson de blés ardens sans moissonneurs! Zourdan m'accompagnait, il m'a menée jusqu'à la Silentiaire. Je m'y suis attardée, à l'heure de la prière des pins d'Alep. J'ai prié comme eux, avec ferveur; c'est pour moi, tu le sais, une autre façon de t'aimer. J'étais assise sous le vieil arbre isolé, celui que tu appelais le mien, parce qu'il fait une voûte de ses branches basses juste à la hauteur de mes cheveux. L'écorce repousse sur le tronc, à la place où tu as gravé le doux vers de ton Ronsard,

... Ce pin est sacré, c'est la plante d'Hélène.

« Jean, il est bien inutile que je mette sur ce papier des mots : tu comprends ce que j'ai senti là!

« *Ce 24 mai.*

« Je suis retournée hier à Bagaud, j'avais honte de ma faiblesse de l'autre jour. J'ai porté à nos malades des alimens, des remèdes, quelques bouteilles de notre bon myrte de Port-Cros. On a débarqué un nouveau convoi, il en arrive chaque semaine : ce Tonkin vous dévorera tous! On commente à Toulon la dernière lettre écrite par l'amiral Courbet à un de ses amis de la marine; il disait : « Nous gaspillons temps, peine, argent... Nos pauvres soldats que le feu de l'ennemi a épargnés continuent d'être décimés par l'acclimatement. » Cette lettre m'a mis la mort dans l'âme. Les baraquemens ne suffisent plus, on en construit d'autres à Port-Cros même, entre notre maison et le Vieux-Château. L'île du bonheur est devenue l'île de douleur. Les sœurs de charité ne sont pas en nombre. Une d'elles, me voyant si intéressée par ses malades, m'a priée de l'aider à soutenir la tête d'un fiévreux qui buvait sa potion : un petit soldat de l'infanterie de marine, un enfant comme les autres. La sœur m'a fait un signe que j'ai compris : celui-là était condamné à brève échéance. Il le savait. J'ai causé avec lui, j'ai vu qu'il prenait plaisir à ma présence, à ma main posée sur son front. Quand ta chère folie me flattait, tu prétendais que les malheureux ressentaient du soulagement à mon passage. Le soldat m'a dit qu'il était de la montagne de Vaucluse, — de ton pays, — et qu'il aurait grand

chagrin de mourir sans embrasser encore une fois sa mère, qui l'attendait chaque jour à la maison. Alors je t'ai vu là, Jean, dans cette pâle petite figure où descendait la mort; je me suis penchée sur elle, j'ai embrassé l'enfant à pleine bouche, je lui ai dit : « C'est le baiser de votre mère que je vous apporte, » et il a souri. Si tu dois te coucher là-bas sur quelque lit d'hôpital, qu'une bonne sœur te le donne de même, ce baiser qui te reviendra de moi !

« Je suis restée tard, j'en ai soigné d'autres; je veux devenir habile infirmière. Ce sera là désormais, je le sens, la seule occupation qui pourra m'intéresser, me tirer du morne abattement où je végète. Je me suis arrangée avec Savéû : chaque fois que l'état de la mer le permettra, — et aussi l'état de ma misérable santé, — il viendra me prendre pour me conduire aux baraquemens des Tonkinois. Oh! je ne m'en fais pas un mérite, je n'ai pas le dévouement des sœurs de charité; si ces infortunés m'attirent, c'est que je te vois à leur place : je plains en eux le mal qui peut t'atteindre; et ce sont tes hommes, comme vous dites de votre troupe. Que me seraient des hommes qui ne seraient pas toi?

« Je ferme cette lettre, le paquebot part demain de Marseille. Voilà de longues écritures, et tu seras si occupé d'autres choses! Mais c'est ma seule consolation de causer ici avec toi. Sur ce feuillet qui s'en va si loin, qui t'arrivera si tard, trouve mes lèvres demeurées à la place où tes mains se poseront, trouve tout mon cœur parti vers toi, pour battre encore sous ces mains, bien-aimé.

HÉLÈNE. »

QUARTS DE NUIT

« *Bayard* ». — *4 juillet.* — Nous remontions vers le Nord, dans la fièvre de l'action prochaine. A notre passage à Hong-Kong, hier, on nous a remis le courrier de France arrivé par le bateau de l'avant-veille. Mon paquet contenait trois lettres, de cette écriture dont les traits ressemblent à des flèches envolées très haut. Une d'elles portait le timbre de Bjélizy; il y a dans son retard un acharnement de la fatalité. J'avais cru bien faire, au départ de Toulon, en chargeant un camarade qui devait me suivre quelques jours après par le second transport de recueillir mes lettres en souffrance : le malheur a voulu que ce bâtiment fût retenu par

une avarie de machine à Obock, sans communications avec le premier paquebot des Messageries qui l'a devancé; mon camarade a enfin rallié Saïgon et confié son pli au bateau postal parti de France le 25 mai. Celui-ci m'apportait deux autres lettres. — Quand j'ai vu sur ces dernières le timbre d'Hyères, un nuage a passé devant mes yeux : je suis resté quelques minutes sans courage pour les ouvrir; enfin j'ai ouvert, j'ai lu.

... J'ai pris le quart, cette nuit, et je l'ai prolongé jusqu'à l'aube, dans ma longue promenade sur le pont du *Bayard*. Une fois de plus, j'ai refait sur moi-même l'examen dont j'étais coutumier, jadis, à ces heures de veille solitaire. Je ne l'avais jamais fait si sévère et si complet; pour la première fois peut-être, j'ai vu clair en moi, à la lumière projetée dans ma conscience par cet ange. Comme ceux qui guérissaient les aveugles, dans les récits des Écritures, l'ange a fait tomber la taie de mes yeux. L'examen m'a montré nettement ce que je suis : un misérable et un sot. Par mon égoïsme et ma stupidité, j'ai gâché ma vie, j'ai brisé celle de l'adorable créature qui méritait tous les bonheurs.

Sans doute, la fatalité a sa part dans notre malheur présent et dans tous ceux que je prévois. Elle apparaît, bien visible en tout ceci, la Force, le personnage muet d'Eschyle qui conduit seul le drame, tandis que tous les autres parlent et se démènent en vain. Ah! elle est économe de moyens dans la composition de ses tragédies, elle laisse à nos dramaturges les péripéties violentes qu'ils inventent. Il lui suffit pour nous broyer de combiner ses instrumens éternels, le temps, l'espace; il lui suffit de nous laisser ignorer quelques heures le fait qui décide à quelques lieues de distance nos destinées, tandis que nous croyons leur donner un autre cours. Lugubres imbéciles, qui s'en vont répétant que leur science a vaincu le temps et l'espace! Elle n'a pas su les raccourcir à la mesure des mouvemens précipités de nos cœurs, et tout est là. Des lettres qui se croisent, un retard de poste, telle date arbitrairement assignée plutôt que telle autre aux départs d'un service maritime, il n'en faut pas davantage pour faire naître le doute, puis le désespoir, pour séparer des âmes, pour suggérer des résolutions irréparables. La science se flatte d'avoir gagné quelque chose sur la force mystérieuse qui joue avec nos vies, parce qu'elle nous arme d'un télégraphe, d'un paquebot plus rapide et plus résistant à la mer; elle n'a fait que fournir à l'ironique souveraine des moyens nouveaux de varier le vieux jeu,

renouvelé des Grecs; et aujourd'hui comme aux premiers jours du monde, les combinaisons sagaces de cette force meurtrière sont trop bien servies par l'incohérence et la folie de l'homme, qui n'a pas changé.

Certes, rien ne pouvait empêcher mon départ à l'instant où cette lettre de service l'a commandé; mais, comme le dit Hélène, « tout cela pouvait se faire autrement. » Ce sont mes variations et mes doutes injustes qui ont envenimé cette séparation; envisagée résolument par nos cœurs unis, elle n'eût été qu'une épreuve pour nos courages; j'en ai fait un meurtre. Oui, un meurtre. Je vais écrire à la pauvre abandonnée tout ce que je pourrai imaginer pour adoucir et leurrer sa peine; je ne me paie pas d'illusions. Notre campagne sera longue; un officier en service actif dans ces mers ne peut guère espérer qu'il reverra la France avant deux années; c'est plus que ne supportera une victime frappée au cœur, isolée, traquée par toutes les férocités de la vie. Elle a maintenant le droit de douter, elle aussi; ce doute la tuera à petit feu.

Et le mal vient de plus loin. J'en aperçois trop tard les racines profondes. J'ai horreur de moi. Je ferme ce cahier. Je n'y veux plus observer un si triste sujet d'étude. Je crains bien de n'avoir jamais célébré ici que le culte de mon orgueil. A quoi bon chercher à me connaître, puisque je n'apprends pas à me diriger? Quand je prendrai désormais la plume, ce sera pour écrire à la malheureuse qui m'a enseigné, mieux que mes fastueuses méditations, le véritable sens de la vie.

JEAN A HÉLÈNE

« *Du* Bayard, *le 5 juillet.*

« Hélène, pardonne! A genoux devant toi, divine offensée, je m'abîme dans le repentir et l'adoration. Entends un cri où tu reconnaîtras l'accent de la vérité, s'il y a en ce monde une vérité: jamais je ne t'ai mieux aimée, parce que jamais je ne me suis plus détesté.

« Ma pensée vient de voler à toi, bien incomplète, dans la gêne de quelques mots télégraphiques. Je donnerais des années pour hâter d'un jour le moment où ces lignes t'apporteront un peu de satisfaction.

« Je ne savais rien. Je reçois, je lis tes lettres, y compris celle de Bjólizy : le sort mauvais qui nous poursuit a voulu

qu'elle s'attardât sur un bâtiment empêché ; elle m'a rejoint hier, avec tes lettres de mai. Depuis hier, je vis dans l'épouvante de ce que je vois : ton martyre ignoré, ton arrivée au pays de notre amour, ta chute brusque de la joie dans le désespoir. Je ne savais rien ; mais j'aurais dû deviner, j'aurais dû croire.

« Tu l'as compris, chère femme, il fallait partir au reçu de cet ordre, sous peine d'infamie. Tu n'accuses pas mon absence, tu n'accuses rien, créature de bonté ; tu aurais le droit d'accuser mes doutes et ma mobilité, qui t'ont fait souffrir plus que l'absence. Tu as bien lu en moi. Oui, je n'ai pas eu la première vertu de l'amour, la patience dans l'épreuve ; après le mal du doute, j'ai été repris par le mal de mon égoïsme, par mon inquiétude de vie nouvelle et de sensations inéprouvées. L'égoïsme, l'orgueil et la lâcheté qu'ils engendrent, voilà tout ce que je trouve au fond de moi, quand j'y regarde à ta lumière. Je ne sais comment tu as pu découvrir dans cet être misérable un objet digne de ton attachement : sans doute parce que tout est miroir à qui projette sur autrui sa propre perfection.

« Ah ! ne sois pas trop sévère pour celles à qui tu imputes mes déchéances ; celles-là ou d'autres, si elles ont contribué à pourrir le fruit, c'est que le ver y était déjà. J'ai passé mon inutile vie à me payer de mots, moi qui prétends ne pas croire aux mots : je ne sais quel romantisme de pacotille, je ne sais quels sophismes répandus dans l'air de mon temps m'ont obscurci la clarté qui garde le cœur sain et droit. J'ai cru qu'un homme pouvait impunément user sa force à essayer des sensations, son intelligence à collectionner des curiosités ; et je m'imaginais que c'était beau, que c'était efficace pour le développement de la puissance latente en chacun de nous ; et j'étais fier de ce que j'appelais mes expériences, pauvre idiot ! Quand l'heure est venue de me montrer égal à l'un de ces grands bonheurs si lourds à porter, je n'en ai plus trouvé la force ; quand il a fallu combattre la douleur, j'étais vaincu d'avance par mon passé ; mes jours passés fuyaient derrière moi comme des soldats en déroute, ils jetaient la panique jusque dans mes jours à venir. Je n'ai pas deviné assez tôt le secret de la vie : l'homme doit rêner son imagination, son cœur, ses sens, et attendre patiemment celle qui passera le soir, quand elle n'a point passé le matin, sur le chemin où on l'a méritée.

« Tu as passé enfin, tu m'as appelé, c'était trop tard ; de celui que tu appelais, il ne restait qu'une méchante ombre. Je t'ai ap-

porté tout ce que j'avais lentement ramassé de souillures dans les égouts de ce monde où ma vie s'était traînée : je t'aurais corrompue, si l'on pouvait te corrompre. Je n'ai su te donner que l'incohérence et la furie de la passion, à toi qui avais la stabilité et la douceur du véritable amour. Un moment, je m'y suis trompé ; aussi longtemps que ma passion ne fut pas contrariée, je m'étonnai de la sentir confiante et calme, je me crus guéri du mal natif; tu l'avais endormi mieux que les autres. Mais à la première contrariété, le mal m'a ressaisi; en dépit de mes protestations et de mes extases, ce fut mon châtiment de te confondre alors avec les autres.

« J'ai douté, parce que je n'ai jamais su comprendre la volonté réfléchie du cœur qui t'avait brusquement jetée à moi. Esclave de mes préjugés, ce don spontané continuait de m'apparaître, même quand je t'ai mieux connue, comme un fait inquiétant, extraordinaire ; je n'ai pas su y voir ce qu'il était en réalité pour toi, un anneau négligeable dans la chaîne solide, unique, invariable de tes actions et de tes sentimens; un don de peu d'importance à tes yeux, dans le don autrement précieux, infiniment résolu, de toute ta vie, de toute ton âme vierge.

« Je t'aimais mal quand je pensais le mieux t'aimer, dans mes fougues passagères de l'île d'Or. Tu m'as enfin appris à aimer : science désormais inutile, je te le jure, si je ne dois plus l'appliquer avec toi. Tu m'as tout appris. Nous avons pu nous persuader, toi dans ta modestie et moi dans ma vanité, que je formais ton jeune esprit ; c'est lui qui éclairait le mien. Quand je t'ai cueillie, fleur naturelle qui s'ouvrait dans le bonheur, je n'entrevoyais qu'une partie de ta grandeur. Je te nommais ma primitive : déjà ta simplicité et ta raison claire me révélaient un monde idéal, plus proche de la nature, semblable à celui que nous imaginons aux anciens âges moins tourmentés. Depuis lors, la fleur s'est développée, elle a porté fruit dans la souffrance. De la compréhension instinctive de la nature, tu t'es rapidement élevée à l'intelligence de tout ce qu'il y a de meilleur dans l'humanité, de tout ce qu'il y a d'accessible en Dieu. L'amour vrai et la douleur t'ont fait parcourir, en un court moment d'une vie individuelle, la longue route où le genre humain a marché, où il a amassé ses lentes acquisitions de pitié, de charité, de lumière. Le malheur m'exaspérait contre les hommes et me révoltait contre le Ciel; malheureuse, tu t'es penchée sur les hommes,

comme autrefois sur les plantes de la vallée, tu les a compris du même instinct, tu as aimé chez eux l'affliction qu'ils avaient en commun avec toi ; et tu as regardé le Ciel, parce qu'il ne pouvait venir que de là, ton amour plus grand et plus pur. Le symbole exemplaire que tu étais pour moi s'est élargi, agrandi : il embrasse les temps, il me montre tout l'achèvement possible de la merveille humaine dans les merveilles de l'univers. O Ève tombée de ton jardin de paradis dans les ronces, remontée en aimant et en souffrant dans un ciel plus haut, Ève, je te salue et je t'adore.

« Instruit par toi, je crois avoir changé, autant qu'on peut changer en une nuit; je le crois, puisque j'ai horreur de cet étranger, l'homme égoïste, mobile et vain, que j'étais encore hier. Une première fois, je m'étais flatté de retrouver ma vraie nature, comme je disais alors sans en connaître la pauvreté. Un accès de lassitude et de misanthropie m'avait rejeté pour un temps hors du monde; j'en voyais le néant; c'était encore mon orgueil qui parlait, qui s'opposait au monde, parce que j'y avais cherché l'impossible et pris seulement le pire. J'ai appelé rénovation ce qui n'était que l'exaspération de mes faiblesses. Ma vraie nature! Il ne fallait pas la retrouver, mais la perdre. Tu as fait ce miracle de m'en dépouiller, d'en créer une meilleure qui se modèlera de loin sur la tienne. Si je te suis rendu, l'homme que je serai méritera peut-être ton amour, qui s'était trompé en se posant sur celui que je fus.

« Espérons, mon Hélène. Ne t'inquiète pas pour moi. Tu t'exagères les dangers insignifians que nous courons dans cette lutte contre des adversaires peu redoutables. A bord de nos vaisseaux, en mer, nous sommes préservés des épidémies qui éprouvent dans l'extrême Orient les troupes du service continental. Hélas! je n'aurai pas la chance d'être rapatrié à l'hôpital de Port-Cros, pour y recevoir les soins de la Dame, de la Sœur de l'île d'Or. Mais mon absence sera courte; l'amiral compte rentrer en France après une campagne vigoureusement menée; il a des bontés pour moi, il me ramènera avec lui. Jusque-là, j'accomplirai un devoir qui ne me distraira pas de ta pensée, qui me donnera la fierté de t'avoir mieux gagnée, chère femme. Je serai fort désormais pour t'attendre: promets-moi de m'imiter. Tu dois attendre et me faire crédit, chérie, afin que tu puisses juger l'homme nouveau que je t'annonce et pardonner à l'homme du passé.

« Mon âme affermie ne s'égarera plus hors de la route que tu m'as montrée. Te souviens-tu, Hélène, de la toute première rencontre, sur la *Triomphante?* Ta main s'était posée sur cette mystérieuse sensitive, sur l'aiguille qu'une vertu inexpliquée attire éternellement vers un pôle d'amour inconnu. Voulais-tu m'enseigner, dès cette première minute, ce que tu serais à jamais pour moi, le pôle toujours cherché, l'orientation infaillible dans la nuit et la tempête? Crois-le, la pauvre aiguille qui a tant oscillé ne déviera plus sous ta main.

« Humblement, tendrement, je la retiens dans les miennes et sous mes lèvres, cette frêle, douce, forte main, je la couvre de baisers et de larmes repentantes. Je la supplie de répandre encore sa bonté sur cette terre; quand elle sera trop lasse de s'y meurtrir, sache-le bien, mon Hélène, où elle me mènera je la suivrai, dans la vie et dans la mort.

JEAN. »

HÉLÈNE A JEAN

« *Hyères, ce 16 août.*

« Jean, le bateau qui part demain te jettera encore cette lettre. Ils emportent tous ma pensée vers toi; aucun ne me rapporte la tienne. Je serais devenue folle, si quelques télégrammes ne m'apprenaient depuis un mois que tu existes, que tu ne m'oublies pas tout à fait. La lettre annoncée par la première de ces dépêches va donc arriver à Marseille, avec le paquebot attendu le 18, après-demain! Je me consume dans l'attente de ce courrier. Enfin je vais lire dans ton cœur! M'y retrouverai-je? Est-il possible que tu aies ignoré si longtemps mon séjour ici, ou que, le connaissant, tu aies cessé d'écrire? Tu écrivais encore en Russie, sans doute. Les fâcheuses nouvelles que je reçois de mon protecteur à Pétersbourg me laissent deviner le sort de tes lettres. Figure-toi qu'ils ont retenu les premières, celles que tu m'adressais des escales, et qu'ils en ont abusé: ils en prennent avantage contre moi; on veut m'arracher avec cette arme de nouvelles concessions, on traîne en longueur une affaire que je croyais résolue. Il ne me manquait dans ma désolation que ces nouvelles alarmes! Mais dois-je m'en émouvoir? Ma liberté a-t-elle encore pour moi un prix, un but? J'attends que tu me l'apprennes, Jean.

« A part ce surcroît de soucis, que te dirai-je de ma vie? Elle

est telle que je te la dépeins depuis trois mois, concentrée dans mon hôpital de Bagaud. Les malades rapatriés continuent d'y affluer; leurs récits sont de plus en plus terrifians, quand ils racontent les souffrances qui vous exterminent là-bas. Et voici que les journaux annoncent la guerre avec la Chine, une descente de votre escadre à l'île de Formose, une bataille imminente avec la flotte chinoise! Pas un de vous n'en reviendra; ou ceux qui reviendront seront semblables à ces pauvres guenilles humaines que nous disputons ici à la mort. Elle nous en prend beaucoup; notre petit cimetière de Port-Cros devient trop étroit; chaque semaine, de nouvelles épaves vont rejoindre les anciennes dans ce coin d'oubli. Le Père André, le curé, dit tristement qu'il n'avait jamais eu autant de paroissiens.

« Je me suis liée avec lui dans notre œuvre commune d'assistance. Je ne le connaissais que par tes plaisanteries d'autrefois; tu t'amusais du curé à la longue barbe qui couvrait ses ruches avec le drap mortuaire; tu prétendais que cet ancien missionnaire avait pris sa retraite à l'île d'Or parce que toutes ses ouailles s'étaient mangées les unes les autres dans le pays de cannibales qu'il évangélisait. C'est l'exacte vérité, mais tu avais tort de te moquer. Le Père André est un homme intelligent et bon, esprit très large parce que son cœur l'est aussi; comme ceux qui ont parcouru le monde et vu beaucoup d'hommes divers, il n'a aucune étroitesse, il comprend toutes les originalités de pensée et toutes les misères d'âme. La ruine de ses missions du Congo et la maladie de foie qu'il y a contractée l'ont condamné au repos dans la petite cure de Port-Cros, créée pour lui; ici, dit-il, parmi ces gens de tous les pays, il se croit encore un missionnaire. Il ne peut se consoler du désastre où il a perdu les centaines de petits sauvages qu'il avait recueillis, instruits, qu'il aimait comme ses enfans.

« Il hésitait bien un peu, à nos premières rencontres; on avait dû me faire très noire dans son esprit. Puis, nous avons causé, nous nous sommes entr'aidés en soignant nos fiévreux. Un jour, il a regardé dans mes yeux de chagrin comme les vieux médecins regardent dans les yeux des malades; et il m'a dit: « Madame, vous avez quelque grande peine; laissez-moi vous donner un livre qui l'adoucira. » Il m'a prêté une Bible; depuis lors, je lis avec avidité les deux Testamens. Le Père André a raison: ce livre noie nos peines dans l'immense réservoir des plus anciennes larmes, de toutes les larmes du genre humain. Cette vieille plainte

me rapporte l'écho fraternel que tu aimes, mon Jean, dans la plainte infinie de ton Océan. N'est-ce pas pour moi qu'a été dite la parole que je lisais ce matin : « Pourquoi Dieu donne-t-il la lumière à celui qui souffre, à celui qu'Il cerne de toute part ? »

« Me sachant cernée par les maux, le Père André vient quelquefois me voir, quand je suis trop faible pour passer à l'île. Je lui ai tout confié. Que veux-tu? On étouffe, à la fin, toute seule, il faut se verser. Et puis, il me parle de toi. Je lui ai expliqué ma position, je lui ai dit qu'il ne devait pas me gronder; que j'étais presque et que je serais bientôt tout à fait libre de t'aimer. Je vois que ma situation l'embarrasse; mais, comme il est très bon, il a compris qu'il fallait d'abord secourir l'être qui périt; il entre dans mon idée, il finit par sourire, cherche à m'égayer, parle de la belle noce qu'il voudrait célébrer dans sa petite église de planches. Je le laisse dire : j'aurai peut-être besoin de son ministère, pour cela, ou pour un autre service.

« Il faut bien que je te l'avoue, mon Jean, pour m'excuser s'il m'arrivait de ne plus écrire : je ne suis pas brillante, ces derniers temps. Maman, qui ne vaut guère mieux, et le médecin avec elle me font la guerre sur mes fréquens voyages à Bagaud; ils assurent que je me fatigue, ils ne savent pas que cela seul me soutient, puisque dans ton île et parmi tes soldats je suis un peu moins loin de toi. Le docteur n'est pas content de moi. Nous causions, hier; je lui disais, comme je te l'ai dit souvent, que je retiens ma vie par un perpétuel effort, qu'elle s'échapperait d'elle-même, si je la laissais aller. Il a haussé les épaules; mais j'ai surpris ensuite sa conversation avec mère, j'en ai retenu ceci : « Ce sont des enfantillages; cependant, il y a quelquefois une part de vérité mal aperçue dans les à-peu-près des gens du monde sur les matières qu'ils ignorent. Le chagrin ne tue personne; mais la dépression morale permet aux maladies réelles de tuer plus facilement. Votre fille est dans la catégorie de ceux que nous appelons des sujets sans défense physiologique, parce qu'ils sont sans défense psychologique. Telle indisposition qui ne compterait pas pour l'individu résistant peut mettre très bas ces sujets qui s'abandonnent. On vit quand on veut vivre; on ne meurt pas quand on veut mourir, mais on laisse toutes les chances de victoire aux maux qui nous guettent et que la volonté de vivre tient en respect. Il faut vouloir vivre. » — Il en parle à son aise, le docteur. Pourquoi le voudrais-je?

« Le Père André m'a conté une superstition qu'il a observée chez quelques peuplades de l'Afrique. Ces sauvages croient qu'aucun homme ne meurt de mort naturelle : l'âme est attirée hors du corps par le maléfice d'un passant; le sorcier qui l'a saisie l'emporte captive; le corps délaissé maigrit, perd ses forces, il meurt s'il ne peut recouvrer son âme. — Tu as passé, tu as pris, je ne te redemande pas ta captive, oh! non! seulement... seulement, les sauvages ont raison, le corps ne vit pas sans son âme.

« Pardon, je ne dois pas t'attrister, tu n'as pas trop de toute ton énergie. Vous êtes à la veille d'un combat. Les nouvelles de ce maudit pays exhalent un vent de mort. Je n'entends parler que d'officiers blessés ou malades en Indo-Chine. Écris-moi que tu *voudras vivre,* comme dit le docteur, et je te promets de le vouloir aussi. Ne t'alarme pas, si tu peux encore t'alarmer à mon sujet; je serai vaillante, je me défendrai, je vivrai, pourvu que tu m'en donnes de bonnes raisons. Je les attends. Oh! ce bateau qui me les apportera peut-être, comme il est lent! — Mais s'il ne doit pas me les apporter, il sera toujours trop rapide. Jean, voilà trois mois que je n'ai pas vu ce mot tracé par ta main : « J'aime. » — Et j'ai tant besoin que tu m'aimes, ce soir. Je ressens une étrange lassitude, et en même temps un grand bien-être, comme si j'allais me reposer, en toi. Jean, quoi qu'il arrive, je t'ai bien aimé; tu as eu seul, tu auras tous mes souffles, jusqu'au dernier. Je te redis encore, sous les cyprès qui noircissent à la place où j'attends, comme ce jour où tu vins enfin : — Aimez-moi, voulez-vous? — Tu veux, toujours?...

HÉLÈNE. »

LE PÈRE ANDRÉ AU LIEUTENANT D'AGRÈVE

Port-Cros, le 23 août 1884.

« Monsieur, je remplis en vous écrivant un devoir de mon ministère; et j'exécute une volonté sacrée. J'ai à vous parler, vous le devinez, d'une personne à laquelle vous portiez un vif intérêt. Vous devez, monsieur, vous armer de courage pour lire ce que j'ai la triste mission de vous apprendre. Je prie le Seigneur qu'il augmente en vous la force qu'il nous dispense pour souffrir.

« Cette pauvre dame s'était surmenée, depuis quelques semaines, dans les soins qu'elle rendait aux soldats du Tonkin hospitalisés à Bagaud. Elle donnait là un exemple de charité active qui faisait

l'édification de tous. Mais ses forces la trahissaient visiblement; il ne m'échappait point que le cœur ne les soutenait plus, parce qu'un chagrin le dévorait. Nous l'avons vainement pressée, sa mère, le docteur et moi, de prendre quelque relâche; elle a refusé de nous écouter. Le 17 encore, elle a passé toute la matinée aux baraquemens, dans cet air saturé de germes infectieux; on avait amené un nouveau convoi de rapatriés, elle a voulu veiller à leur installation, disant qu'elle ne pourrait s'absenter d'Hyères le lendemain, qu'elle attendrait tout le jour l'arrivée du courrier de Marseille. Un orage avait abaissé la température, le voyage de retour a été pénible, elle a sans doute pris froid. Appelé en ville par une obligation, je l'accompagnais. Elle fut saisie sur mer d'un violent frisson, elle dut s'aliter en rentrant.

« Le lendemain, la fièvre lente qui minait cet organisme prit un caractère aigu; le docteur observa des symptômes paludéens, il manifesta des inquiétudes. Sur son conseil, je suis resté à la disposition de ces dames : Dieu m'a bien inspiré. Le 19, la malade fut très agitée, elle demandait à chaque instant si nous avions des nouvelles de Marseille, si l'entrée en rade du courrier de Chine était signalée. Nous lui dîmes que ce bateau avait un léger retard. Elle tomba alors dans une profonde prostration; elle n'en sortit le 20 que pour nous interroger à plusieurs reprises : « Le bateau? Le bateau? » Le docteur hochait tristement la tête, répétant qu'il n'y avait plus de défense, plus de lutte, et que ce serait rapide. Dans l'après-midi, le facteur remit enfin la lettre qu'elle attendait. Elle parut retrouver des forces, elle voulut lire elle-même. A mesure qu'elle lisait, une expression angélique se répandait sur son visage; les couleurs de la vie y revenaient, nous eûmes un moment d'espoir. — « Vous êtes mieux, madame? » lui demandai-je. — « Oh! oui, répondit-elle, bien mieux, très bien! Mais pas le bien d'ici-bas : je m'en vais, je m'en vais contente. » Elle se fit donner une plume, essaya de tracer quelques lignes, sa main s'y refusa. Elle me dit alors ces mots, que j'ai le devoir de vous rapporter textuellement : « Mon bon père, promettez-moi d'écrire. Vous direz tout ce qui peut le consoler, le fortifier, tout ce que vous comptiez nous dire au jour que vous me faisiez espérer, dans votre église de Port-Cros... Vous joindrez ceci à la lettre, » — elle prit dans une coupe une tige de glaïeul inclinée sur le chevet du lit, — « vous direz que l'Hélène d'autrefois, l'Hélène de la terre, se laisse tout entière dans cette fleur.

L'autre remonte à Dieu; dites qu'elle part en bénissant, dites que je l'emporte tout avec moi, au Ciel... »

« Je vis que la fin approchait : je parlai à l'agonisante de ses devoirs. Elle reçut les secours de notre sainte religion avec une résignation touchante. Je dois exprimer ici toute ma pensée, monsieur. Depuis quelque temps, je causais souvent avec cette personne remarquable des vérités et des consolations de notre foi. Elle n'en avait pas des notions aussi précises, aussi fermes que je l'eusse désiré; malgré son humble soumission, je sentais qu'elle entendait mal mes éclaircissemens, que cette âme allait à Dieu par d'autres voies qui lui étaient habituelles, et que pourtant elle me rejoignait en Dieu, avec une ferveur que j'enviais pour moi-même. A ce moment suprême, elle n'avait pas le parfait détachement qu'il faut souhaiter au chrétien; elle ne pouvait s'élever au ciel que sur les ailes d'un amour terrestre dont son cœur était encore plein. De plus scrupuleux s'en seraient inquiétés, leur rigidité jugerait peut-être que je n'ai pas exigé assez. Je ne suis qu'un pauvre missionnaire d'Afrique, j'ai pratiqué et instruit des hommes rebelles à nos formes de pensée; ils continuaient de mettre leurs idées natives dans les mots que je leur enseignais; jamais ces primitifs n'ont pu comprendre ces mots comme moi. Cependant j'ai vu là des âmes pieuses, leur prière autre valait la mienne, elle était certainement agréable au Dieu unique qu'ils voyaient avec des yeux différens des miens. Et pour ce qui est des attaches terrestres, je sais leur force; il est beau de les rompre; mais quand cette grâce n'est pas donnée, j'estime qu'on peut mourir dans le Seigneur en lui rapportant ces attaches purifiées. Je crois suivre l'exemple de mon divin Maître, qui ne demandait point par quels chemins on venait à lui. Si donc vous êtes, comme je l'espère, monsieur, pénétré de la religion de votre enfance, n'ayez pas d'inquiétudes sur l'âme que j'ai vue partir, pareille aux anges qu'elle allait rejoindre, après l'ardente prière faite avec moi; je puis bien ajouter : avec vous.

« Elle a survécu quelques instans. Repliée en elle-même, elle ne parlait plus. Elle fit signe d'ouvrir la fenêtre; nous pensâmes qu'elle voulait de l'air, nous obéîmes. C'était l'heure dernière du jour, si belle dans nos contrées. D'un effort calme, la malade se redressa sur son lit; ses yeux s'abaissèrent sur la mer endormie, se relevèrent sur les sommets de Port-Cros, encore lumineux, qu'on voyait dans le ciel juste en face de la fenêtre. Elle montra du doigt des mouve-

mens d'ailes blanches sur la mer, elle murmura : « Les mouettes... s'en vont... à l'île d'Or... » Ce furent ses derniers mots. Toute sa vie parut revenir dans ses yeux étrangement graves, étrangement fixes, qui regardaient là-bas; et nous fûmes douloureusement surpris quand le médecin, se penchant sur le cœur, nous dit : « Il ne bat plus. » La vie s'était enfuie dans ce regard. Elle a passé comme un oiseau, avec un frisson presque imperceptible.

« Un pli posé sur sa table contenait ses dernières dispositions. Elle y avait écrit : « Libre et seule maîtresse de ma personne, j'ordonne qu'on m'ensevelisse dans le cimetière de Port-Cros. Ma sépulture devra être pareille aux autres qui sont là. On n'inscrira sur la croix que mon nom : Hélène. » — Elle nous recommandait en outre d'expédier à votre adresse, sur le *Bayard*, un paquet de lettres qui vous appartenaient, disait-elle. Vous le recevrez par ce même courrier.

« Avec le consentement de sa pauvre mère, — le docteur estime que la vieille dame prendra bientôt le même chemin, — nous nous sommes religieusement conformés à ses volontés. Je lui ai fait dans notre île des funérailles bien simples, touchantes par le concours et l'émotion de tous nos braves gens. Savéû tient à vous en donner lui-même le compte rendu. Je veillerai pieusement sur la tombe qui m'est confiée.

« Je n'ai pas cru déroger à mon caractère, monsieur, en m'acquittant de la mission que j'avais reçue d'une mourante. Je n'ai point à connaître ce qui a été dans le passé; je sais seulement que j'ai eu l'édification d'assister à une fin exemplaire, le bonheur de consoler celle qui avait l'ardent désir, et qui allait avoir le droit de vous appartenir devant Dieu; autant que je puis me prononcer sur les latitudes accordées par d'autres rites, d'autres lois, d'autres mœurs; autant que je puis préjuger l'octroi des dispenses dont mes supérieurs ecclésiastiques disposent seuls dans leur sagesse.

La courtoisie que vous m'avez montrée dans quelques rencontres ne m'autorise pas à entreprendre sur vos pensées intimes. Je n'ajouterai qu'un mot, dicté par mon devoir de prêtre et par mon cœur d'homme : je vous plains de tout ce cœur, monsieur, si vous apprenez ce malheur avec les sentimens que je présume en vous; et j'appelle vos plus sérieuses méditations sur les dernières paroles que j'avais charge de vous trans-

mettre : « Dites-lui que je l'emporte tout avec moi, au Ciel. »

Je demeure, monsieur, votre très humble serviteur,

ANDRÉ,

Prêtre des Missions étrangères,
Ancien délégué au vicariat apostolique de l'Oubangui,
Desservant à l'île de Port-Cros. »

SAVÉÛ AU LIEUTENANT D'AGRÈVE

Port-Cros, le 24 août 1884.

« Mon Capitaine,

« Faites excuse si je prends la liberté de vous écrire. C'est pour vous adresser le procès-verbal de la cérémonie, et pour vous dire que nous avons bien pensé à vous, en rendant les honneurs réglementaires à notre pauvre Dame. Le Père André m'avait fait savoir qu'elle voulait encore passer à l'île, quoique n'étant plus. Conséquemment, j'ai appareillé le 22, j'ai conduit le *Souvenir* aux Salins, par une jolie brise de S.-E. On m'a remis ce qui restait de ce qui était si beau. J'avais embarqué tout plein de fleurs, je les ai arrimées sur la pauvre chose, pensant bien que vous auriez fait ainsi. J'avais hissé votre pavillon personnel, en berne, naturellement. Vous m'excuserez, mon Capitaine, nous portions la voile rose; une blanche eût été plus convenable, mais je n'en ai pas d'autre : et puis, elle l'aimait tant, ça lui aura réchauffé le cœur d'avoir cette toile sur son dernier lit, bien sûr.

« Nous sommes bien venus. La mer était belle, bleue et claire, on eût dit tout le ciel dedans; comme au premier voyage où nous l'avons passée. Ah! je me rappelais bien, c'était à s'y croire encore, c'était tout pareil avant-hier, quand on ne regardait pas sous les fleurs. Seulement, le curé était à votre place d'habitude, et il disait les prières des trépassés. La mer n'a pas de pitié, mon Capitaine; on passe dessus avec la joie, avec la mort, elle sourit toujours la même ; elle est durable, la mer.

« Quand nous avons accosté, tout le peuple était sur la jetée, bien respectueux; les femmes pleuraient comme pour leur enfant. Le Père André a fait le service à l'église ; puis nous avons chargé la bière, Cordelio et moi; si légère, elle ne pesait pas plus qu'un oiseau. En haut du sentier, devant le cimetière, nous avons trouvé Zourdan, dont c'est l'état : il nous a dit que c'était

prêt, il avait fait très convenablement ce qu'il avait à faire. Alors nous avons envoyé notre pauvre Dame dans le lieu de son repos. Si votre vieux Savéû n'est plus là quand vous reviendrez, mon Capitaine, — on peut bien partir, à mon âge, quand des jeunesses comme ça vous montrent le chemin, — vous la retrouverez sans peine : c'est dans le coin à droite, près du figuier, entre la tombe de Cabass et celle du naufragé de la *Lucie*, sous le plant de cinéraire. Il n'y a qu'une croix noire comme les autres, elle l'a voulu. Nous avons prié le commandant Jorioz d'écrire, pour que les lettres soient plus riches. Il y a écrit :

ICI REPOSE HÉLÈNE

« Soyez tranquille, on ne la laissera pas manquer des fleurs qu'elle aimait. — Vous aurez bien du chagrin, mon Capitaine, même dans votre plaisir de faire la guerre aux Chinois, avec l'amiral : j'ai servi sous ses ordres ; c'est un bon chef, il ne fait pas tuer le monde pour rien. En 1860, quand nous étions sur la *Victorieuse*, à l'entrée du Peï-Ho... Excuse, vous n'avez pas affaire à mes histoires ; mais vous aurez tout de même bien du chagrin. J'ai fait trois fois le tour du monde, je n'en avais pas vu de plus douce. Qu'y faire ? Nous sommes tous ici pour la mort ; c'est la vie, n'est-ce pas, mon Capitaine ? Que Dieu vous garde et donne sa paix à celle qu'il a prise. Je suis, mon Capitaine, avec tout le respect que je vous dois,

« Votre obéissant gabier, SAVÉÛ. »

A M. DU PLANTIER, MINISTRE DE FRANCE AU CAIRE

« *De la* Triomphante, *Tamsui, île de Formose,*
10 octobre 1884.

« Monsieur le ministre,

« D'ordre de l'amiral commandant en chef, et en mon nom personnel comme ami du lieutenant d'Agrève, j'ai l'honneur et le chagrin de porter à votre connaissance les circonstances dans lesquelles notre camarade a trouvé une fin glorieuse. D'Agrève ayant perdu récemment son oncle de Kermaheuc, nous ignorons s'il lui restait des parens proches ; il vous désignait souvent comme son plus ancien et plus intime ami, vous savez sans doute quelles personnes représentent aujourd'hui la famille. L'amiral a jugé

qu'il convenait de vous adresser toutes les communications dues à ces personnes et il vous prie de leur en faire part.

« Chargé de commander par intérim la compagnie de débarquement du *Bayard*, le lieutenant d'Agrève avait pris une part active aux opérations heureuses qui nous firent maîtres de Kélung, les 1er, 2 et 3 octobre. Le 5, M. le contre-amiral Lespès reçut la mission de réduire les forts de Tamsui; il amena dans ces eaux le *La Galissonnière*, la *Triomphante* et le *d'Estaing*. Le petit corps de débarquement formé avec les combattans de ces navires fut renforcé par la compagnie du *Bayard*, détachée de Kélung à cet effet; elle rejoignit la *Triomphante* à notre mouillage de Tamsui. L'état de la mer fit différer l'attaque des forts jusqu'au 8.

« Je dois mentionner ici un fait qui peut avoir son intérêt pour les proches et les intimes de mon camarade. Dans la soirée du 7, à l'issue du conseil où l'on venait d'arrêter toutes les dispositions pour l'action du lendemain, une mouche remit à notre bord le courrier de France, arrivé à Hong-Kong par le paquebot du 6. D'Agrève s'empara d'un volumineux paquet à son adresse, il sortit pour lire ses lettres. Deux ou trois heures plus tard, comme je faisais une ronde de nuit sur le pont de la *Triomphante*, j'eus la surprise d'apercevoir à l'arrière un homme affalé sur l'habitacle de la boussole, tenant encore à la main des lettres ouvertes, et qui paraissait en proie à une crise de souffrance physique ou morale. Je reconnus d'Agrève; il se redressa à ma voix, reprit immédiatement son empire habituel sur lui-même, répondit à mes questions que ce n'était rien, et m'entretint de certaines omissions auxquelles il fallait parer pour la réussite du coup de main projeté.

« Le lendemain 8, à neuf heures, le corps de débarquement prit le contact de l'ennemi sur les bords de la rivière de Tamsui. Les relations officielles vous auront instruit, monsieur le ministre, du regrettable insuccès de cette journée. Pour gagner les pentes où se trouvaient nos objectifs, le fort Neuf et le fort Blanc, nous devions traverser une plaine accidentée, couverte d'épais fourrés et coupée de haies vives. Formose rappelle la Corse, la végétation y revêt le même aspect dans les maquis impraticables dont l'île est semée. Les Chinois, embusqués derrière ces défenses naturelles, nous reçurent avec fermeté. Leur tir bien dirigé fit tout d'abord de nombreuses victimes : MM. les lieutenans Fontaine et Dehorter tombèrent mortellement frappés à la tête de leurs compagnies. Un flottement se produisit sur notre

front d'attaque, la droite de la ligne plia et commença de battre en retraite. La gauche, menacée d'être tournée par une bande d'environ 500 Chinois qui débouchait du fourré, imita ce mouvement. La compagnie du *Bayard*, déployée de ce côté, couvrit la retraite.

« D'Agrève avait manœuvré sa troupe avec ses qualités habituelles de prudence et de sang-froid; nous l'avons toujours connu plus soucieux de ménager ses hommes que d'attirer l'attention sur lui par d'inutiles témérités. A ce moment, du point où se reformait notre tête de colonne, on signala un de nos canons Hotchkiss embarrassé dans le branchage d'une haie, sur le terrain d'où se retirait la compagnie de l'arrière-garde; les servans avaient été tués, la pièce allait fatalement tomber aux mains de l'ennemi. D'Agrève s'en aperçut, il fit faire demi-tour à ses derniers échelons et se mit en devoir de dégager l'affût roulant du Hotchkiss. L'opération, vivement conduite, permit à la petite troupe de ramener le canon; mais dans l'engagement à l'arme blanche qu'elle soutint contre les coureurs chinois, un soldat blessé d'un coup de lance fut capturé et entraîné par ces irréguliers; ils l'emportèrent avec leurs hurlemens accoutumés, présage trop certain du sort réservé à ce malheureux. Nous vîmes alors d'Agrève s'élancer brusquement sur leurs traces; il se croyait sans doute suivi par le reste de ses hommes; seul, le matelot attaché au service du lieutenant, et qui a montré dans cette affaire un grand dévoûment à défaut d'intelligence, s'engagea sur les pas de son officier. Ils disparurent tous deux derrière un fourré impénétrable à nos lorgnettes. Que s'est-il passé durant le court moment où nous les perdîmes de vue? On ne le saura jamais exactement. Après quelques minutes, nous aperçûmes le matelot ressortant du couvert; il courait sous le feu des Chinois, aussi vite que le lui permettait le fardeau qu'il portait sur les épaules. Ce fardeau était le corps de notre infortuné camarade; l'homme le déposa à nos pieds, littéralement criblé de balles, déjà inanimé.

« Dois-je rapporter ici, malgré son absurdité, le récit incohérent que nous a fait le matelot? Le brave garçon est un de ces jeunes gens de la basse Bretagne, ignorans et superstitieux, chez qui l'imagination crédule paraît incapable de saisir les réalités. Interrogé par nous en présence de l'amiral, il s'est obstiné dans une déposition dont je transcris pour mémoire le procès-verbal.

« Le capitaine et moi, dit cet homme, nous sommes sortis

de l'autre côté du fourré, derrière les Chinois qui emmenaient le fusilier. Alors le capitaine s'est arrêté, il a regardé en l'air devant lui, avec les yeux qu'il a quand il voit Notre-Dame. Vous ne savez peut-être pas, mon Amiral, mais le capitaine, il était très pieux, il restait des fois une heure comme ça, quand il voyait Notre-Dame. Je connais ce regard-là, c'est celui des innocens de chez nous, qui la voient. Un jour, je m'étais risqué, j'avais demandé à mon officier : « Mon capitaine, bien sûr vous voyez Notre-Dame?—Oui, qu'il m'avait répondu, moitié riant, moitié sérieux. » Quand il s'est arrêté fixe à la sortie du fourré, je lui ai encore fait la question ; cette fois il était très sérieux, il a dit : — Oui, je la vois, elle m'appelle. — Et là-dessus, il a remis son sabre au fourreau, il a pris à la main une longue fleur sèche de nos pays qu'il avait en poche, et il est parti au pas accéléré vers les Chinois, il ne s'est arrêté qu'à cinq mètres d'une palissade de bambous ; ces coquins se reformaient derrière, dans une espèce de retranchement qu'ils avaient fait là. Je lui criais : — Capitaine, vous allez vous faire tuer ! — Je me suis défilé tout de même sur ses talons, en rampant dans la brousse, pour voir, pour ne pas le laisser là. Quand les jaunes ont vu cet officier seul devant eux, ils ont été si ébaubis qu'ils n'ont pas tiré ; ou peut-être ils l'ont pris pour un parlementaire qui voulait racheter le fusilier, rapport à ce que le capitaine a ouvert un calepin et crayonné quelque chose dessus. Cette affaire faite, je l'ai entendu qui leur criait : — Prenez-moi à sa place ! — Les païens n'ont pas compris. Motus. Alors je crois bien qu'il leur a dit, je ne suis pas très sûr : — Tirez donc, imbéciles, — mais de sa voix basse, ennuyée, comme quand il me dit sans se fâcher : — Allan, laisse-moi donc dormir, imbécile. — Rien encore, mes Chinois ne bougent pas. Alors, il a levé son revolver et fait feu sur eux, mais sans viser, pour ainsi dire. Du coup, il a réveillé les brigands ; leurs remingtons se sont abaissés entre les bambous, la décharge a couché mort mon capitaine, tel que vous le voyez. Ils se précipitaient pour le prendre ; heureusement il leur fallait faire un détour pour retrouver le passage dans la palissade ; moi, je m'étais défilé dans la brousse, jusqu'à la place où était tombé mon officier ; je l'ai chargé en un temps, j'ai couru sous leurs pruneaux, que j'en ai partout dans mes effets ; mais, Dieu merci et sainte Anne, mon officier ne sera pas haché par les coupe-coupes des païens, j'ai rapporté son pauvre corps pour la terre chrétienne. »

« Nous n'avons pu tirer autre chose du matelot. Vous me pardonnerez, monsieur le ministre, de transcrire ces divagations; mais je vous dois tous les détails, même invraisemblables, d'où peut jaillir quelque lumière sur les derniers momens de notre camarade. Me rappelant son indisposition de la veille, je me suis demandé un instant s'il n'aurait pas été frappé d'une de ces insolations si fréquentes ici, surtout dans la fatigue et le trouble des affaires malheureuses; mais à la réflexion, je croirais volontiers que si quelqu'un a été victime d'un accident de cette nature, c'est plutôt le matelot. Quant à un dessein funeste et prémédité chez un homme aussi pondéré que l'était d'Agrève, tout exclut ce soupçon : tout, jusqu'au désordre dans lequel il laisse ses papiers intimes. J'ai fait ce matin l'inventaire de ses effets à bord du *Bayard :* une cantine renfermait des liasses de manuscrits et de correspondances; je n'ai trouvé aucune instruction relative à la destination de ces papiers en cas de malheur. Nous vous expédions par le même courrier cette cantine avec les objets personnels du lieutenant.

« En l'absence de témoins dignes de foi, on peut reconstituer les circonstances de sa mort d'une façon aussi naturelle qu'honorable pour lui. Le chef de compagnie n'a pas supporté l'idée qu'un de ses hommes allait être torturé par ces barbares, il a voulu le dégager à tout prix; se croyant suivi par sa troupe, il s'est avancé imprudemment dans la brousse. Les Chinois ont aussitôt prononcé un retour offensif contre cet isolé; il a succombé sous leur feu. Cette explication si plausible a été adoptée par le chef d'état-major et consignée dans les rapports officiels; c'est également en ces termes que l'ordre du jour de l'amiral a porté à la connaissance de la flotte la mort glorieuse du lieutenant Jean d'Agrève.

« Il ne pouvait être question d'inhumer notre camarade dans cette terre que nous étions contraints d'abandonner aux Chinois : nous savons trop de quelles hideuses violations de sépulture ils sont coutumiers. Nous avons rapporté sa dépouille à bord. En le déshabillant, on a trouvé sur une feuille de carnet quelques mots tracés à la hâte; il aura eu le temps et la présence d'esprit de les écrire avant d'expirer :

« Si possible, mes restes en France, cimetière de Port-Cros. Sinon, à la mer, de la *Triomphante*, par le couronnement. C'est ma volonté. D'AGRÈVE. »

« Le magasinier a vainement cherché dans les soutes, durant

les heures affairées qui suivirent cette fâcheuse expédition, du plomb en quantité suffisante pour confectionner un cercueil. Nous étions dépourvus. D'autre part, les nombreuses et larges blessures du lieutenant amenaient une décomposition rapide. Quelque inusitée que soit aujourd'hui l'immersion pour un officier, l'amiral a décidé de passer outre, vu le cas de force majeure et la volonté formelle du défunt. Les règlemens veulent que ces tristes missions soient confiées à des bâtimens légers qui vont les accomplir au large : nous n'avions pas d'aviso à Tamsui ; sur ce point encore l'amiral a fait céder les règlemens devant la nécessité et le désir catégorique exprimé par le mourant. D'ailleurs la *Triomphante* gagnait le large ce même soir, pour chercher un mouillage plus sûr.

« Vous connaissez, monsieur le ministre, et je n'ai pas à vous décrire la cérémonie simple et émouvante des funérailles en mer. Voici le relevé du livre de bord :

« Aujourd'hui, 8 octobre 1884, en vue de Formose, un quart d'heure avant la fin du jour, le navire a mis ses pavillons en berne pour l'immersion d'un officier. Le corps du lieutenant Jean d'Agrève, tué à l'ennemi, a été porté sur la dunette par les maîtres du bord et enveloppé dans les couleurs nationales. La compagnie de débarquement du *Bayard*, en subsistance à bord, a pris les armes. L'aumônier a dit les prières. L'état-major et l'équipage ont défilé devant le corps. Au coucher du soleil, les clairons ont sonné les honneurs funèbres : selon sa volonté, l'officier a été immergé du pont de la *Triomphante*, par le couronnement. Dieu fasse grâce au lieutenant Jean d'Agrève, rendu à la mer. »

« L'amiral me charge de vous dire et j'ajoute en notre nom à tous que ce vaillant officier emporte l'estime et les regrets de ses chefs, de ses camarades. Veuillez en trouver ici le témoignage, monsieur le ministre, et agréez les sentimens de haute considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être

« Votre respectueux serviteur,

HORQUIN,

Lieutenant de vaisseau
à bord de la *Triomphante*. »

Le ministre reclassa silencieusement dans le portefeuille les feuillets qu'il venait de nous lire. Cette opération achevée, il reprit :

— Vous comprenez maintenant comment ces papiers sont en ma possession. D'Agrève n'avait plus de parens; je suis resté dépositaire de la cantine qui renfermait, avec les *Quarts de nuit* et les lettres d'Hélène, toutes celles qu'il avait écrites à son amie, qu'elle lui renvoya du lit de mort, et qu'il reçut la veille du combat de Tamsui. Je ne vous ai lu qu'une partie de ces correspondances, les passages qui peuvent servir de points de repère à un coup d'œil rapide sur les diverses phases de ce drame intime. Je n'ai pu vous lire les lettres écrites par Jean pendant les trois derniers mois; elles allaient chercher dans la villa d'Hyères celle qui n'existait plus à leur arrivée; que sont-elles devenues? Je l'ignore. Pauvres pensées des morts qui se croisaient et se manquaient après eux sur la mer!

Vous comprenez aussi, maintenant, pourquoi je ne vous ai pas refusé cette lecture, au risque de vous donner une étrange idée de ma discrétion. Il m'a paru que les deux personnes à la mémoire desquelles je m'intéresse n'avaient pas trop à en redouter l'effet. Si elles furent sévèrement jugées de leur vivant par ceux qui soupçonnaient leur intimité, votre impression corrigera peut-être ce qu'il y eut d'excessif dans ces jugemens mal informés. Qu'importe d'ailleurs? Elles ont sombré dans un oubli si profond! De toutes deux on peut véritablement dire que leurs noms furent écrits sur l'eau. Il n'en demeure même pas un vestige sur la terre.

A plusieurs reprises, j'avais formé le projet d'aller porter sur la tombe d'Hélène un souvenir de Jean. Je devais ce dernier service d'amitié à celui que les flots de l'Océan n'auront pas roulé jusqu'au rendez-vous où elle l'attendait. Les affaires, les diverses tyrannies de la vie m'ont toujours contraint de différer. Enfin, l'hiver dernier, au cours de ce déplacement à Nice que je fis avec quelques-uns d'entre vous, pendant cette disparition de deux jours sur laquelle vous me plaisantiez, je me suis rendu à Port-Cros. J'ai eu peine à reconnaître la vallée et la maison, modifiées par les travaux, par les embellissemens du nouveau propriétaire. Le petit cimetière avait reçu plusieurs couches successives d'occupans, avec l'afflux des rapatriés tonkinois dans l'hôpital où ils venaient achever de mourir. La lutte pour la vie, pour la place au soleil, continue jusque chez les morts. Nulle croix ne portait le nom d'Hélène : son souvenir s'était évanoui avec celui de ses voisins, les anonymes naufragés. Personne ne put me renseigner.

Le Père André était mort et remplacé par un jeune prêtre venu de loin. Mort de son absinthe, le commandant Jorioz. Seuls les plus humbles témoins de cette histoire, Zourdan, Cordélio, Savéû, vivaient encore. Mais si vieux! Leur mémoire était brouillée. Savéû chercha, parut se rappeler quelques détails, s'embarrassa, et finit par conclure :

— Peut-être... J'en ai tant vu de choses... Il passe tant de choses sur la mer!

La charmante île d'Or donnait ses mêmes fleurs à de nouveaux hommes, oublieux des anciens. Jean avait raison : il semble qu'une force hostile se soit acharnée jusqu'au bout à pulvériser ces deux pauvres ombres, jouets de l'antique Fatalité.

— Dites mieux, dites l'Expiation, qui peut seule nous inspirer quelque indulgence pour ces deux coupables. Ils avaient mérité leur sort par leur faute, ils ont expié leur rébellion contre les lois divines et humaines.

Cette sentence tombait de la bouche du jeune homme grave, néo-chrétien, venu de la Suisse romande pour réussir à Paris.

Du Plantier le dévisagea, avec ces yeux vitreux qu'il s'était composés dans la carrière pour certaines occasions, et dont on ne savait jamais si l'on y devait lire : « Monsieur, je m'honore de penser entièrement comme vous, » ou : « Monsieur, je vous tiens pour un parfait imbécile. »

— Sans doute, sans doute, mon jeune ami; mais, vous qui êtes si bien avec Dieu, vous savez certainement qu'il s'est réservé le soin de juger. Il s'en acquittera mieux que nous. Il voit plus loin, plus au fond, plus longtemps; et, ce que vous négligez peut-être de faire, quand il regarde nos cœurs, il les voit à travers les larmes que nous avons versées. J'ai idée que cette eau-là dévie son regard du côté de la pitié.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

LES JEUNES CRIMINELS

L'ÉCOLE ET LA PRESSE

Sans aller jusqu'à dire avec Quételet que la société établit elle-même le budget du crime, comme elle établit celui de ses impôts et de ses dépenses, il faut pourtant convenir que la responsabilité remonte souvent à la collectivité ; et nous croyons que c'est le cas actuel en France, surtout quand il s'agit des enfans et des jeunes gens. Le crime est une vague avancée qui bondit plus loin que les autres et vous engloutit ; la perturbation générale des idées et sentimens est le flux montant d'où elle s'élance et tire sa force. Comme le progrès de la criminalité juvénile s'est accéléré pendant la période même où l'instruction, devenue obligatoire, se répandait dans le peuple, on n'a pas manqué d'attribuer à l'école l'accroissenent de la démoralisation : « Les jours qui suivent, disait Pindare, voilà les témoins les plus sûrs. » D'autre part, comme le principal résultat de l'instruction généralisée a été l'universelle diffusion des journaux et des romans, il est clair que la presse doit avoir aussi, en cette question, sa part de responsabilité. Il y a donc là un problème dont on ne saurait méconnaître l'importance à la fois philosophique et pratique.

I

Depuis 1881, année qui précède l'instruction obligatoire, le nombre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels s'est élevé de 210000 à 240000 environ. Depuis 1889, les meurtres ont passé de 156 à 189, les assassinats de 195 à 218, les viols et

attentats sur les enfants de 539 à 651. Ces derniers crimes représentent aujourd'hui les six dixièmes des condamnations portées contre les hommes, alors qu'en 1830 ils ne représentaient qu'un dixième. La moyenne de ces crimes est, en France, de 700 par année, tandis qu'en Italie, pays de la plus forte criminalité générale, elle oscille entre 250 et 300. La moyenne des infanticides en France est de 180 par année, en Italie de 80. Outre l'augmentation générale de la criminalité sous toutes ses formes, on remarque (fort heureusement) une sorte de spécialisation du crime, surtout pour les actes de violence, qui se renferment de plus en plus dans une certaine classe, celle des récidivistes. Le chiffre de ces derniers, qui était de 30 pour 100 en 1850, est monté à 65 pour 100. En somme, la criminalité a triplé chez nous depuis cinquante ans, quoique la population ait à peine augmenté. Quand un écrivain parle de « l'armée du crime », il fait parfois sourire. Mais considérez les chiffres : il y a eu pendant l'année 1892, dans les prisons, 516671 entrées, 468007 sorties. Au 31 décembre 1892, l'effectif des condamnés était de 48664. Le total des journées de détention a été de 17081391 ; 516671 cliens de la prison par an, n'est-ce pas véritablement une « armée » ?

Le côté le plus lamentable de la statistique criminelle est celui qui regarde les enfans et jeunes gens. Déjà, de 1826 à 1880, tandis que les délits de droit commun avaient triplé chez les adultes, la criminalité des jeunes gens de seize à vingt et un ans avait quadruplé, celle des jeunes filles presque triplé. Quant aux enfans poursuivis, le nombre en avait doublé. Dans la seconde période, 1880 à 1893, la criminalité grandit encore beaucoup plus rapidement ; en dix ans, on voit le nombre des enfans criminels s'accroître du quart, tandis que celui des adultes s'accroît seulement d'un neuvième. Aujourd'hui, la criminalité de l'enfance dépasse presque du double celle des adultes. Et cependant, les mineurs de sept à seize ans ne représentent pas 7 millions d'âmes, tandis que les adultes en comptent plus de 20. A Paris, plus de la moitié des individus arrêtés ont moins de vingt et un ans, et presque tous ont commis des fautes graves ; en une seule année (1880), 30 assassinats, 39 homicides, 3 parricides, 2 empoisonnemens, 114 infanticides, 4212 coups et blessures, 25 incendies, 153 viols, 80 attentats à la pudeur, 458 vols qualifiés, 11862 vols simples ; voilà le bilan de cette belle jeunesse ! Aujourd'hui, c'est bien pire encore. La précocité, a-t-on dit, est une des marques

caractéristiques, un des traits douloureux de notre temps. Selon M. Adolphe Guillot, on remarque dans les actes des jeunes accusés « une exagération de férocité, une recherche de lubricité, une forfanterie de vice qui ne se rencontrent pas au même degré à un âge plus avancé. » La prostitution enfantine va aussi croissant et on a estimé à 40 000 en dix ans le nombre des enfans atteints. En 1830, on constatait 5 suicides par 100 000 habitans; en 1892, il y en avait 24; les suicides des enfans au-dessous de seize ans, extrêmement rares jadis, atteignaient déjà en 1887 le nombre de 55. Dans cette même année, nous avons eu 375 suicides de jeunes gens âgés de seize à vingt et un ans; les suicides d'enfans âgés de moins de seize ans ont été de 87.

Tels sont les faits. Pour en mesurer la portée, nous devons chercher si l'accroissement de la criminalité en France à tous les âges trouve une explication normale dans le développement de la civilisation, ou s'il présente un caractère anormal et morbide.

II

Tandis que moralistes et juristes déplorent le nombre croissant des délits, quelques sociologues, comme M. Durkheim (1), y cherchent un symptôme de progrès social. C'est là, à notre avis, confondre deux sortes d'augmentations de la criminalité : celle qui tient à ce que la conscience publique, devenant plus délicate, considère comme délit ce qui semblait jadis indifférent ou même méritoire; et celle qui tient à ce que des actes universellement et immuablement criminels sont de plus en plus nombreux; dans le premier cas, il y a progrès réel, dans le second, décadence. Conçoit-on un ordre social où l'assassinat et le vol à main armée soient admissibles? Est-ce par pure délicatesse croissante de la conscience publique qu'on punit aujourd'hui les meurtriers? Si ce genre de crimes, universellement réputés tels, va augmentant, par quelle subtilité pourra-t-on y trouver un fait normal et, peut-être, un progrès?

Un sociologue italien, M. Poletti, a voulu soutenir aussi que, la somme du travail honnête augmentant avec la civilisation, celle du travail malhonnête doit parallèlement augmenter. Mais on ne voit pas pourquoi le second serait toujours lié au premier.

(1) Voir ses beaux ouvrages sur *la Division du travail social* et sur *la Méthode sociologique;* Paris, Alcan, 1895.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que, dans la grande machine sociale, la civilisation multiplie et les rouages, et leurs contacts, et leurs frottemens : il ne faut pas s'étonner que, provisoirement, bien des accidens s'ensuivent. Mais, dans nos mécanismes industriels, le progrès de la science arrive à les éviter. Les chemins de fer tuent beaucoup moins d'hommes que les vieux moyens de transport. Une meilleure organisation de la machine sociale pourrait aussi diminuer, au lieu de l'accroître, la somme des vices. Il faut que, comme les locomotives perfectionnées, notre civilisation arrive, selon le mot de M. Tarde, « à dévorer sa propre fumée. »

On a encore voulu voir dans l'augmentation de la criminalité un signe de « génialité » croissante. Cependant, parmi les ascendans des criminels, on constate la débauche, la paresse, l'alcoolisme, la folie, l'ignorance même, beaucoup plus que parmi les ascendans des hommes honnêtes, mais on ne constate pas plus de « génie ». M. de Candolle a même montré, au prix de recherches patientes, que, parmi les conditions les plus favorables à l'apparition du génie, surtout scientifique, il faut compter en premier lieu un foyer domestique essentiellement moral, pur de tout délit et de tout vice, attaché héréditairement à l'honnêteté traditionnelle. Le minimum de criminalité lui a paru lié au maximum de génialité scientifique. Faut-il, avec M. Tarde, conclure de là qu'il n'y a pas « le moindre rapport entre les causes du crime et les causes du génie »? Non; cette conclusion n'est pas elle-même suffisamment justifiée; car il ne s'agit pas seulement de savoir si, dans une même famille, le crime et le génie sont liés, mais encore et surtout si les conditions sociales qui favorisent, avec la civilisation, la manifestation plus facile du génie, ne favorisent pas aussi, par une compensation fâcheuse, le développement du crime. Or, voici ce qu'on peut dire sur cette grave question, de manière à réconcilier dans ce qu'elles ont de vrai les opinions extrêmes. Plus les sociétés sont élevées en civilisation, plus elles sont sujettes à la loi de variation, de même que les espèces plus élevées sont plus variables et conséquemment plus progressives. Même parmi les sexes, le plus capable de variations, soit heureuses, soit malheureuses, est le sexe masculin, parce qu'il est plus actif, plus mouvant, de plus forte initiative. Aussi présente-t-il une plus grande proportion d'écarts anormaux, soit qu'il s'agisse du nombre des génies, soit qu'il s'agisse du nombre des crimes, ou même des anoma-

lies de conformation, bec-de-lièvre, surdi-mutité, idiotie, etc., ou enfin des aliénations mentales. De même, dans les sociétés supérieures, on voit se produire, pendant une certaine période transitionnelle, le parallélisme du génie, de la folie et du crime. On compte annuellement dans l'ancien monde environ trois cent mille fous, dont la majeure partie se trouve en France en Allemagne et en Angleterre, dans les pays de plus grande activité intellectuelle. Ce fait a trompé les sociologues qui ont conclu, d'une manière trop absolue, qu'une plus forte criminalité pouvait être un signe de supériorité dans l'évolution. Tout ce qu'on peut leur accorder, c'est qu'un certain accroissement de la criminalité n'implique pas nécessairement ni toujours un fond pire qu'autrefois ; mais la civilisation produit des variétés humaines plus nombreuses et, avec plus d'occasions de mal faire, elle provoque un nombre croissant de certains délits.

Plus la criminalité d'une nation appartient au stade « moderne », plus les causes sociales y prédominent sur le climat, la race et la constitution. Après avoir étudié la distribution de la criminalité dans les cinq grandes nations de l'Europe occidentale, M. Alimena a formulé les lois suivantes : 1° A mesure que la société est plus civilisée, les mobiles réfléchis, tels que la cupidité, tendent à remplacer, comme facteurs de la criminalité, les passions impulsives, colère : jalousie, amour, vengeance ; 2° les régions qui présentent le plus de procès civils sont aussi celles qui présentent le plus de crimes; 3° plus un pays est centralisé de longue date, plus il a une criminalité « urbaine. » En Espagne et en Italie, la criminalité va croissant du nord au sud ; en Allemagne de l'ouest à l'est ; en France elle se distribue autour des grands centres, notamment de la capitale. La criminalité tend donc à passer des campagnes aux villes ; le brigandage classique d'autrefois dans les campagnes a son équivalent dans les associations de malfaiteurs, si nombreuses au sein des grandes cités ; on n'arrête plus les diligences, mais on vous vole votre montre ou on dévalise votre chambre. Telles sont les lois normales de l'évolution pour la criminalité. Or, en France, ces lois ne suffisent pas à expliquer l'état actuel, surtout la criminalité juvénile. En premier lieu, au lieu de voir baisser les crimes dus aux mobiles des civilisations peu avancées, colère, jalousie, amour, vengeance, nous voyons croître les crimes « d'impulsivité » barbare ; et les attentats contre les personnes égalent presque

les attentats contre les biens. En second lieu, nous voyons la criminalité s'étendre même dans les campagnes. Et ce n'est pas sur les criminels de naissance que porte l'augmentation ; c'est sur les criminels par profession, par occasion ou par passion. Or ici les causes du mal sont avant tout morales et sociales, et notre nation peut se dire à elle-même : — Tu l'as voulu.

Si les contrées les plus riches et les plus « civilisées » sont, en général, plus fécondes en crimes, de même qu'en cas de folie, on a cependant relevé des exceptions de portée significative. A Genève et en Suisse, à mesure que la civilisation fait des progrès, la criminalité diminue, au point de devenir la plus faible de l'Europe ; un résultat analogue se produit en Belgique, grâce peut-être à un meilleur régime pénitentiaire. A en croire les statistiques officielles, dans toute l'Angleterre, depuis dix ans, le crime a diminué de 12 pour 100 sous toutes ses formes et surtout chez les enfans. De 1870, année de la loi Forster relative à l'instruction, jusqu'à 1894, la population des écoles s'est élevée de 1 million et demi à 5 millions d'enfans ; dans la même période, la moyenne de la population des prisons est tombée de 12000 à 5000, le nombre annuel des condamnés aux travaux forcés, de 3000 à 800, et la moyenne des jeunes gens poursuivis devant les tribunaux de 14000 à 5000. Dans les vingt dernières années, en Angleterre, on a fermé six prisons, faute de prisonniers. Bref, tandis que, sur 100000 habitans, l'Italiè a 239 détenus, la France 158, la Prusse 120, la Belgique 110, le Royaume-Uni en a 75 seulement, moitié moins que la France et trois fois moins que l'Italie. « Pauvre Angleterre ! » s'écrie ironiquement M. Tarde, en faisant allusion aux théories de M. Durkheim.

Sans doute, la baisse de la criminalité en Angleterre est moins grande en réalité qu'elle ne le paraît ; elle est due d'abord au nombre de jeunes délinquans qui sont maintenant confinés dans des maisons de réforme (*reformatories*) ou dans des « écoles industrielles », et qui sont ainsi temporairement rendus incapables de crimes ; en second lieu, à l'indulgence croissante des juges. Il faut en rabattre sur les statistiques officielles des Anglais, aussi attentifs à cacher leurs mauvais cas que nous le sommes à lancer *urbi et orbi* l'encyclique de nos vices. Jeter la pierre aux autres, aucune nation n'en a le droit, pas même l'Angleterre, qui, sous le rapport des mœurs, a révélé des scandales incomparables. Entre autres industries, n'y trouve-t-on pas des maisons qui se chargent, en

éludant le code, de débarrasser les mères de leurs jeunes enfans mis en nourrice moyennant une somme payable au décès? Dans toutes les nations, sous des formes différentes et à des degrés différens, les mêmes symptômes rendent visible le danger que court la moralité publique. Mais il faut rendre à l'Angleterre cette justice qu'elle lutte avec énergie; qu'elle veille sur les mœurs avec le même soin qu'elle met à protéger les droits; qu'elle a toujours maintenu la profonde différence qui existe entre liberté et licence, et toujours compris que licence c'est tyrannie. En France, nous ne payons donc pas seulement la rançon d'une civilisation croissante; nous subissons aussi l'effet d'autres influences, contre lesquelles nous ne voulons pas lutter. « Un peuple, a dit M. Lacassagne, a la criminalité qu'il mérite. »

En somme, progrès implique variabilité, mais variabilité n'implique pas nécessairement ni toujours immoralité, surtout chez les jeunes (1). Nous devons donc chercher, pour notre criminalité juvénile, des causes plus spéciales et des remèdes appropriés.

III

D'après la statistique, la courbe du crime atteint son point culminant de vingt et un ans à trente ans; elle s'abaisse un peu de trente à quarante et tombe rapidement de quarante à cinquante ans. C'est donc bien la jeunesse qui est ici l'âge critique, et c'est d'une bonne direction première que tout dépend. On a défini les enfans « de petits sauvages » et aussi « de petits délinquans », volontiers menteurs, cruels et égoïstes; on a dit que l'enfant reproduit dans son développement les phases de l'espèce humaine, qu'il va de la barbarie à la civilisation. Ce qui est certain, c'est que les instincts mauvais et même criminels sont fréquens chez les enfans. Tolstoï lui-même dit dans ses *Confessions :* « Quand je me souviens de mon adolescence, je comprends très bien les crimes les plus atroces commis sans but, sans intention de nuire, comme ça, par curiosité, par besoin inconscient d'action. » Mais une bonne éducation vient presque toujours à bout des mauvais instincts et même, chez le grand nombre, avec assez de facilité; les bons sentimens acquis à cet âge deviennent vite eux-

(1) M. Durkheim lui-même déclare tout le premier « lamentable » et disproportionné le taux de la criminalité en France.

mêmes instinctifs et durables. Seulement, il ne faut pas se méprendre sur le choix des moyens.

Stuart Mill nous raconte que son père James « croyait que tout serait sauvé si le monde savait lire » ! Ainsi pensait, ou à peu près, tout le XVIIIe siècle, qui répétait avec Condorcet : « Une instruction universelle et se perfectionnant sans cesse est le seul remède aux causes générales des maux de l'espèce humaine. » Les vraies conquêtes, disait Bonaparte lui-même (Décade du 9 janvier 1793), les seules qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance. » Il oubliait d'ajouter sur le vice. De nos jours, le courant d'idées change. Comme la période de criminalité croissante et celle de l'instruction obligatoire coïncident, on se demande si l'école n'a point favorisé le crime. Une coïncidence ne serait cependant pas, à elle seule, une explication ; il est clair qu'il n'a pu suffire de proclamer l'enseignement obligatoire, gratuit et laïque, pour produire dans l'année, et même l'année précédente (1881), un saut de la criminalité chez les enfans mineurs, chez ceux mêmes qui n'avaient pas encore reçu l'instruction nouvelle. Les enfans punis pour vol ou vagabondage ne doivent pas leurs vices, sans doute, à une fréquentation trop assidue de l'école. M. Arthur Mac Donald, qui a fait une étude attentive des statistiques des divers pays, afin de découvrir si les chiffres justifient ou infirment l'opinion que la criminalité croît avec la scolarité, arrive à cette conclusion que la relation entre ces deux faits reste inconnue (1). Il y en a cependant une, que nous essaierons de déterminer tout à l'heure, mais la statistique ne suffit pas à la révéler. Aux purs statisticiens qui tirent argument de la coïncidence entre l'accroissement de criminalité et l'instruction obligatoire, on peut répondre par une autre coïncidence beaucoup plus significative ; la loi de 1880 a établi la liberté des débits de boissons ; depuis le vote de cette loi désastreuse, la consommation des alcools, et des alcools de mauvaise qualité, a triplé, et depuis trente ans sextuplé, si bien que la France a passé du septième rang aux premiers. Est-ce l'école, ou est-ce le cabaret qu'il convient d'accuser? Si en 1887 le nombre annuel des délits de coups et blessures s'était accru déjà d'un tiers, la statistique attribuait cet accroissement aux progrès de l'alcoolisme, non à ceux de l'instruction. Le dixième des suicides, en 1887, avait été causé

(1) Voir *Abnormal Man* (*Washington Government Printing office*) 1893, et *Criminology*, New-York, 1893.

par l'abus des spiritueux; le vingtième des morts accidentelles avait été déterminé par les mêmes causes. Quant aux effets produits par l'hérédité sur les enfans d'alcooliques, ils sont assez notoires (1). Les criminalistes reconnaissent aussi le libertinage comme la source principale des crimes et délits dans les nations civilisées. Le voleur, l'escroc, le faussaire sont de plus en plus des « viveurs aux abois ». L'accroissement des infanticides, celui des viols et celui des adultères ont une signification précise. Ajoutez donc à l'alcoolisme la débauche, et vous aurez les deux grandes sources de la criminalité croissante. Dès lors, est-ce l'école qu'il faut rendre directement responsable, ou le gouvernement qui tolère les deux plus dangereux des vices? En son excellent livre sur *le Crime et l'École*, M. Bonzon, avocat à la cour d'appel, montre que la corruption des enfans se rattache avant tout à celle des parens : affaiblissement de la famille, démoralisation croissante de la masse, commencée bien avant 1880, augmentation rapide des naissances illégitimes, qui, dans Paris, égaleront bientôt les légitimes; diminution du nombre des mariages et abus des divorces, surtout chez les ouvriers; les enfans jetés sans soutien à l'assistance publique, dans les orphelinats, ou traînés par quelque fille honteuse de leur naissance, voilà les causes immédiates de la criminalité enfantine. Celle-ci est avant tout la projection agrandie de la démoralisation paternelle et maternelle.

Selon M. Morrison, éminent criminologiste qui a passé sa vie dans ces prisons comme aumônier, le jeune criminel est, dans le plus grand nombre de cas, un dégénéré au point de vue physique (stature, poids, développement des membres, force musculaire, état maladif, etc.). Dans la plupart des cas, il est ou totalement ou à moitié orphelin, et ce fait même prouve qu'il a hérité de ses parens, morts avant l'âge, une faiblesse congénitale. Enfin, lui-même a une mortalité très supérieure à la moyenne. Il est difficile que, chez lui, le physique ne retentisse pas sur le moral. Chez une bonne moitié des jeunes délinquans, le « pouvoir mental » est très inférieur. La précocité de leur adresse ou de leur malignité dans la vie des rues peut faire illusion, mais elle provient de ce qu'ils ont été abandonnés de bonne heure à eux-mêmes et que, d'ailleurs, ils ont des instincts semblables à ceux de l'animal ou du sauvage. Souvent l'oblitération du sens moral est hérédi-

(1) M. Tarde.

taire; la plupart des jeunes criminels sont ou des enfans de criminels ou des enfans abandonnés par des parens sans moralité. En somme, dans quatre-vingt-cinq cas pour cent, les conditions morales sont déplorables du côté des parens. Ajoutez-y l'influence de conditions économiques non moins fâcheuses : comment des enfans sans parens ou sans maison pourront-ils se procurer un travail régulier, engendrant une vie régulière? Les patrons eux-mêmes sont peu disposés à engager de pareils travailleurs. Et maintenant, avec de tels antécédens, dans de telles circonstances, accusez l'école! Si le nombre des jeunes criminels augmente, c'est que la dégénérescence physique ou morale des parens, au moins dans une certaine classe, va elle-même augmentant et, chez leur descendance, s'accélère. Ce qui était vice, débauche, alcoolisme chez les parens devient crime chez l'enfant. Si, de plus, dans les grandes villes, vous entretenez un milieu d'immoralité ou de révolte chronique contre l'état social actuel, si même, par la presse populaire, vous favorisez jusque dans les petites communes la diffusion des idées et sentimens anti-sociaux, est-ce encore à l'école qu'il faudra s'en prendre? Comment reprocher à l'instituteur de ne pouvoir façonner ce qui lui échappe, de ne pouvoir pétrir l'eau entre ses doigts?

Non moins délicate est l'interprétation purement statistique de la différence entre les écoles laïques et les écoles religieuses. A Paris, sur 100 enfans poursuivis, on en trouve 2 à peine qui soient sortis d'une école religieuse. Sur 100 enfans détenus à la Petite Roquette, l'école congréganiste n'en fournit que 11, l'école laïque 87. Mais, sans nier l'heureuse influence des convictions religieuses, sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure, nous devons faire remarquer que l'école congréganiste peut trier ses élèves, tandis que l'école publique est obligée de tout recevoir. Celle-ci a quatre fois plus d'élèves, et de toute provenance. Les familles qui choisissent l'enseignement religieux pour leurs enfans les ont déjà plus sévèrement élevés. Le seul fait de choisir délibérément un enseignement qu'on juge supérieur indique chez les parens un noble souci de la moralité, qui a dû déjà se communiquer aux enfans eux-mêmes. Ce n'est donc pas aux chiffres bruts qu'il faut ici s'en rapporter.

En somme, nous n'admettons pas que l'enseignement obligatoire soit *directement* responsable du flot montant de la criminalité juvénile. Reste à rechercher les actions indirectes. Et tout

d'abord, si l'école n'a pas créé la criminalité croissante de l'enfance, il faut concéder qu'elle ne l'a pas empêchée, tandis qu'en Angleterre elle semble avoir eu au moins ce résultat. Il y a donc chez nous une organisation défectueuse par quelque côté.

Le défaut général de notre système d'enseignement a été la prédominance de la conception intellectualiste et rationaliste, héritée du dernier siècle et qui attribue à la connaissance, surtout scientifique, un rôle exagéré dans la conduite morale. Vous dites : « Cet homme a volé parce qu'il est ignorant »; non, il a volé parce que sa condition de déshérité, peut-être de dégénéré, lui a fourni un mobile; et il est ignorant parce que, dans cette même condition, il n'a pas eu les moyens de s'instruire. Vous confondez simultanéité avec causalité. Maintenant, instruisez les enfans déshérités ou dégénérés; aurez-vous trouvé par là le remède à tous les maux? Tantôt vous obtiendrez d'heureux résultats, si la nature de l'enfant et le milieu où il vit s'y prêtent; tantôt vous ne ferez que fournir des armes nouvelles à des penchans plus forts que les conseils du maître. Si, de plus, l'enfant déjà mal disposé par l'hérédité ou par le milieu familial découvre une sorte d'hostilité sourde entre le représentant de la morale laïque et celui de la morale religieuse, il pourra conclure à l'incertitude de toute morale, aussi bien laïque que religieuse; et ce n'est ni la grammaire et l'orthographe, ni l'arithmétique et le calcul, ni l'histoire, ni la fameuse « géographie », qui pourront l'empêcher de mal faire. Il aura beau apprendre la règle de trois, les caps de la Hollande et les lacs de l'Amérique, l'histoire du vase de Soissons, l'assassinat de Jean sans Peur ou celui du duc de Guise, ses penchans n'en seront pas modifiés. « Si l'instruction, disait déjà Socrate, ne donne pas un esprit juste et sain, elle ne fait que rendre les hommes plus mauvais, en leur fournissant plus de moyens pour faire le mal. » — « Science sans conscience, disait Rabelais, n'est que ruine de l'âme. » Et Montaigne ajoutait : « L'affinement des esprits n'est pas leur assagissement. » La civilisation, remarque à son tour Maudsley, peut faire « des brutes plus brutes et surtout plus dangereuses qu'à l'état de nature. » Plus profondément Gœthe disait : « Est pernicieux tout ce qui libéralise nos esprits sans nous donner la maîtrise sur notre caractère. » Eh bien, il faut convenir que nous avons beaucoup « libéralisé » les esprits, même chez les enfans, mais avons-nous cherché à leur procurer la maîtrise dont parle Gœthe? Il

ne le semble pas, puisque de toutes parts, les partisans les plus convaincus de l'instruction, après tant de belles espérances, donnent aujourd'hui des marques de découragement.

Nous avons commis une fâcheuse erreur en attribuant les victoires des Allemands à leur instruction, quand il fallait les attribuer à leur éducation, à leur discipline morale et militaire, à leur respect de la règle, enfin à l'exaltation du sentiment patriotique qu'on avait su, par tous les moyens, enflammer chez eux et identifier avec le sentiment religieux lui-même. Sous prétexte de les imiter, notre pédagogie a versé du côté où déjà nous inclinions; elle a poursuivi l'instruction encyclopédique de l'intelligence, nécessairement en surface plutôt qu'en profondeur. Remplir la mémoire de faits, de noms et de dates, ce n'est pas fournir à l'esprit les idées génératrices des grands sentimens et répressives de vice. L'instituteur doit former non des mémoires, mais des consciences. Notre instruction disperse au lieu de concentrer; passant d'un sujet à l'autre, elle effleure tout; quand elle prétend approfondir, c'est pour ne plus apercevoir qu'un seul côté des choses, sous prétexte d'y voir plus clair, comme si la réalité s'épuisait dans notre compréhension. Le développement anormal des facultés purement intellectuelles, leur direction en un sens trop particulier, enfin la demi-instruction superficielle, sont également funestes pour la jeunesse d'un peuple. L'instruction moralise quand elle est appropriée à la situation même que l'enfant, selon toute vraisemblance, occupera plus tard; mais, si elle dégoûte d'une profession modeste pour susciter des ambitions impossibles à satisfaire, elle augmente le nombre des déclassés et des mécontens, qui deviendront les révoltés de demain. Le « déclassement général », sous toutes ses formes, d'une condition à l'autre, de la campagne aux villes, de la pauvreté à la fortune, du néant à la puissance politique, et *vice versa*, est précisément une des causes majeures de la criminalité, surtout juvénile. Où se recrutent la plupart des criminels et délinquans d'habitude? M. Tarde nous l'apprend : « parmi les déclassés ». D'où viennent la plupart des récidivistes urbains? « Ils ont émigré des champs. » Que sont les banqueroutiers frauduleux, faussaires, escrocs? Des chercheurs d'aventure qui ont voulu s'enrichir en un jour, « non par le travail, mais par la spéculation. » Ce que certains socialistes prônent aujourd'hui sous le nom d' « instruction intégrale » serait bien pis encore, et n'aboutirait qu'à la déséquilibration intégrale.

C'est l'éducation morale qu'il faut « intégrer » et universaliser, non pas l'instruction intellectuelle. Tous ont droit à la plus haute moralité et, comme le dit Kant, à la « sainteté » même, et tous ont le devoir d'y tendre; mais il y a dans les sciences, dans l'art, dans la littérature, des régions où on ne peut ni espérer ni désirer que tous pénètrent, s'il doit en résulter un manque d'adaptation de l'esprit à la profession. Que l'enfant du peuple ait, comme dit Molière, des « clartés » non pas de tout, — ce qui est énorme! — mais des principaux résultats de la science moderne. Au delà, c'est la « demi-instruction » avec ses inconvéniens sociaux. Notre enseignement primaire n'est ni assez général dans ses grands principes, ni assez pratique dans ses détails; il se meut dans les intermédiaires, qui sont précisément les inutilités au point de vue moral d'un côté, technique de l'autre.

Outre l'abus des préjugés intellectualistes et la foi exagérée dans la vertu moralisatrice des sciences positives, on a été aussi victime des préjugés politiques, religieux, antireligieux. Par le malheur des circonstances et par la maladresse des hommes, la politique a dominé dans les questions d'enseignement; et les intérêts moraux des enfans, des maîtres eux-mêmes ont été trop sacrifiés aux intérêts de parti. De cette manière, on a troublé encore l'équilibre des esprits. Cette logique à outrance « mise au service de la passion » offrait, au point de vue social, des dangers évidens. Elle a produit les excès de la lutte contre le cléricalisme. De quoi se compose aujourd'hui le parti qui s'intitule anticlérical? Un philosophe non suspect lui-même de cléricalisme, M. Renouvier, répond : « D'esprits étroits et bornés, chez qui la libre pensée n'est faite que de négations. » Et ce n'est pas avec des négations que l'on moralise un peuple (1).

Quelque opinion que l'on ait sur les dogmes religieux, encore faut-il reconnaître cette vérité élémentaire de sociologie que les religions sont un frein moral de premier ordre, et plus encore, un ressort moral. Le christianisme, en particulier, a été défini un système complet de répression pour toutes les tendances mauvaises. Le christianisme a ce particulier mérite, par où il s'op-

(1) La passion de l'anticléricalisme est devenue telle que, pour protéger la conscience des voleurs et des assassins, on ne permet plus aux aumôniers d'avoir un logement dans les prisons, ni de visiter les prisonniers sans être appelés. Donnera-t-on, du moins, aux détenus un enseignement moral « laïque »? Non, on s'en remet, pour les moraliser, aux leçons de leurs camarades. La prison, c'est l'école mutuelle du crime.

pose aux religions antiques, de prévenir la mauvaise détermination de la volonté en la combattant dans son premier germe, le « désir » et même l' « idée »; d'où l'expression : « pécher *en pensée* », expression qui, dit M. Garofalo, ne peut faire sourire qu'une psychologie superficielle.

Un fait important, qui a frappé tous les statisticiens, c'est que la criminalité de la femme, qui varie entre le dixième et le tiers de celle des hommes, voit celle-ci redescendre à son propre niveau dans les départemens bretons, où l'homme est presque aussi religieux que la femme et où la criminalité masculine est très faible. En revanche la criminalité féminine s'élève au même niveau que l'autre dans les villes, dans les régions très civilisées, où précisément la femme devient presque aussi irréligieuse que l'homme. Il faut bien convenir que la foi à une morale impérative, qui ne se discute pas, étant établie et sanctionnée par le principe même de l'univers, est une digue puissante contre les passions criminelles ou vicieuses, contre l'intérêt tyrannique du moment actuel; elle est, sous une forme plus ou moins symbolique, l'introduction dans le moi égoïste d'un je ne sais quoi d'universel et d'éternel. Et c'est là, en dépit des mythes, ce qui donne à toutes les religions leur « âme de vérité », si c'est l'essence de la vérité même d'être universellement et éternellement valable, si c'est aussi l'essence de la vie individuelle que d'être, par un lien mystérieux, mais certain, rattachée au tout, liée dans son présent fugitif au passé et à l'avenir du monde. L'humble croyant qui mêle même des fables à son sentiment de la vie universelle, c'est-à-dire, au fond, de la société universelle, est moins éloigné du vrai, et surtout du bien, que le matérialiste orgueilleux et égoïste qui ne croit qu'à l'heure présente. Soyons donc, nous philosophes, nous apôtres de la tolérance, tolérans pour les religions. Celui même qui a essayé de décrire ce qu'il appelait l' « irréligion de l'avenir » n'a-t-il pas dit : « Quand vous vous indignez contre quelque vieux préjugé absurde, songez qu'il est le compagnon de route de l'humanité depuis dix mille ans peut-être, qu'on s'est appuyé sur lui dans les mauvais chemins, qu'il a été l'occasion de bien des joies, qu'il a vécu pour ainsi dire de la vie humaine; n'y a-t-il pas pour nous quelque chose de fraternel dans toute pensée de l'homme (1)? »

(1) Guyau, *L'Irréligion dans l'avenir*, introduction.

La lutte « anticléricale » a pu avoir ses motifs dans l'état d'esprit de notre clergé à une certaine époque; les libres penseurs d'une part et les protestans de l'autre ont cru alors qu'ils gagneraient tout ce que perdrait le catholicisme du *Syllabus;* mais ni la philosophie ni le protestantisme n'ont profité des destructions de croyances. Le scepticisme moral a été, chez les enfans et jeunes gens, l'ordinaire résultat du scepticisme religieux. Ici encore on a trop songé à l'instruction intellectuelle et on n'a pas cherché des fondemens sociaux à l'éducation morale au moment même où on émancipait et libéralisait les esprits.

Est-ce à dire qu'on doive le moins du monde remettre « les lumières » sous le boisseau? Nullement; mais si, sans se faire l'esclave d'aucun dogme, chaque penseur doit librement chercher la vérité et librement l'exprimer avec une sincérité absolue, au moins est-il sage que, pendant ce temps-là, les politiciens ne transforment pas le progrès pacifique des idées en une lutte de partis, et ne déclarent pas une guerre acharnée à des convictions qui demeurent un des principaux soutiens de la moralité publique. Descartes, voulant douter de tout et reconstruire l'édifice entier de la science (quelle entreprise !) avait eu soin de se faire d'abord une « morale de provision », qu'il comparait à un abri provisoire; pensez-vous qu'un abri de ce genre soit inutile à un peuple? Avez-vous la prétention, par un nouveau *credo*, de remplacer du jour au lendemain les anciennes croyances? N'aurez-vous rien à craindre de ceux à qui vous aurez « enlevé le ciel sans leur donner la terre »? L'intolérance antireligieuse est aussi funeste pour une nation que l'intolérance religieuse. Notre grand mal est la division: une partie de nos forces vives est employée à lutter contre des forces adverses, et le résultat est de diminuer la marche en avant. Pourquoi donc ne pas chercher ce qui rapproche au lieu de poursuivre toujours ce qui sépare? Philosophie et religion ont un terrain commun, dont font partie les vérités essentielles de toute morale. Dès lors l'accord est possible, il est réel sur les points fondamentaux, et c'est la conciliation, non la lutte, que l'État doit poursuivre dans l'enseignement.

Dans un pays aussi divisé de croyances et aussi troublé que le nôtre par les partis les plus contraires, l'éducation est devenue et ne pouvait pas ne point devenir essentiellement laïque; mais, quand l'État rend ses écoles indépendantes de toute confession particulière, il assume par cela même le devoir de fournir aux

enfans et aux jeunes gens, avant tout le reste, une sérieuse éducation morale et civique. Peut-on conférer aux individus des droits de toutes sortes, et des droits égaux, si on n'a pas soin en même temps de développer chez eux le sentiment de leurs devoirs? Peut-on mettre des armes entre leurs mains sans leur apprendre à s'en servir? leur donner des libertés, un pouvoir sur autrui et sur le gouvernement, sans leur enseigner l'usage de ces libertés et les limites de ce pouvoir? Assurément l'instituteur ne peut remplacer la famille et il serait même fâcheux de le faire croire aux parens. C'est dans la famille que la première et la plus essentielle éducation doit être donnée. Joseph de Maistre disait que, vers l'âge de dix ou douze ans, l'enfant est déjà presque formé au point de vue moral, « et s'il ne l'a pas été sur les genoux de sa mère, ce sera toujours pour lui un grand malheur. » Quant à l'école, son objet véritable n'est ni l'instruction pure, ni l'éducation pure; il est, comme on l'a dit, « l'éducation par l'instruction ». M. Marion parle quelque part de cette singulière pudeur qui retient sur nos lèvres, en France, l'expression des vérités morales. Tout ce qui sent le sermon plaît médiocrement à nos esprits, prompts à tourner en plaisanterie les choses sérieuses. On sait que le persiflage est un de nos vices nationaux. Mais quand la morale est présentée comme la science des conditions de la vie en société et quand la vie en société, à son tour, est présentée comme la condition de la vraie et pleine vie individuelle, — toutes choses démontrables par raisons, — quelle place peut rester à un sot persiflage? Les sermons mêmes, d'ailleurs, sont excellens pour la jeunesse quand c'est au nom de la société entière qu'on parle et que, venus du cœur, ils vont au cœur.

Des ouvrages de la plus haute valeur sur la morale et l'instruction civique ont été répandus parmi les enfans; ils ont exercé la plus heureuse influence, principalement pour relever le sentiment patriotique. Ce ne sont donc pas les bons livres qui ont manqué; mais les éducateurs n'ont pas été assez soustraits à la préoccupation exclusive de l'instruction intellectuelle et des examens où elle tient toute la place. L'essentiel est donc de former d'abord des maîtres et de les diriger dans le vrai sens. C'est au sein des écoles normales qu'il faut tout d'abord agir; c'est de là qu'il faut d'abord éliminer la surcharge d'études scientifiques, historiques et géographiques, pour faire une large place aux études morales et sociales. Nos instituteurs n'ont pas besoin d'être des

chimistes ou des physiciens, des savans au petit pied, qui, ne se trouvant plus à la place qu'ils eussent ambitionnée, seront une proie facile au socialisme; mais ils doivent être initiés aux grandes questions qui sont la préoccupation des esprits soucieux de l'avenir; et alors ils jugeront leur rôle assez beau, leur place assez haute, leur rang assez noble. Les instituteurs sauront toujours assez de mathématiques et de physique pour enseigner aux enfans les notions usuelles; le plus difficile de leur tâche, c'est l'éducation morale et sociale; là-dessus, ils ne sauraient être trop préparés; à eux d'abord il faut inspirer le véritable esprit.

L'éducation n'est pas un métier, ni même une fonction, encore moins une fonction politique, c'est une mission morale et sociale. L'instituteur doit vraiment « instituer, fonder, établir » : dès lors, comment tolérer plus longtemps la situation anormale des instituteurs par rapport aux préfets, dont ils dépendent, et qui les change nécessairement en agens politiques? C'est du recteur, placé assez haut et assez loin, du recteur, autorité vraiment morale et pédagogique, ayant à la fois compétence et indépendance, que les instituteurs devraient relever, non de l'agent éphémère d'une politique « sans cesse changeante, mais rarement libérale (1). » Les instituteurs, a dit récemment M. Buisson, se découragent et se démoralisent à voir — ou simplement à croire — que la protection des hommes politiques compte plus pour l'avancement que les états de service : que, plus on leur demande de dignité et de dévouement, moins on leur accorde de garanties contre l'arbitraire. M. Buisson se plaignait aussi de ce que le recrutement des écoles normales devient de plus en plus difficile : si on continue, disait-il, à fermer les oreilles aux vœux légitimes du personnel de l'enseignement primaire, son niveau ne tardera pas à s'abaisser et on aura compromis le fruit des énormes sacrifices consentis depuis vingt ans (2). Tous les instituteurs deman-

(1) M. Bonzon, *ibid.* Un récent ministre de l'Instruction publique, grand patron de « l'enseignement moderne », et adversaire des études classiques, disait aux instituteurs de la Seine : « Vous aurez bien mérité de la République, de la patrie, si vous parvenez à nous faire une génération coulée dans un moule qui porte, sur ses bords, la noble image de la République! » Un autre ministre avait eu plus raison de dire : « Nous ne vous demandons pas de faire des élections, mais de faire des électeurs. »

(2) Le nombre des écoles normales devrait aussi être réduit; beaucoup ont autant de professeurs que d'élèves; moins nombreuses, elles pourraient être dirigées par une élite de maîtres. C'est ce que la Chambre des députés n'a pas voulu comprendre.

dent qu'on mette fin à ce régime d'exception et de défiance, qu'on les rende à leurs chefs naturels, à ceux dont ils dépendent dans tous les pays civilisés, qu'on les enlève ainsi à la fois aux tyrannies locales et à la tyrannie gouvernementale. Répondra-t-on encore, avec Paul Bert se reniant lui-même : » L'heure n'est pas venue de donner satisfaction aux principes! »

Parmi les moyens de moralisation populaire il faut encore mentionner les cours d'adultes et les conférences de toutes sortes. On sait que les universités anglaises, pour l' « extension » de l'enseignement, envoient dans les centres populaires des professeurs appelés « missionnaires » et qui, en effet, se dévouent à la diffusion des vérités scientifiques, morales, sociales. Pourquoi ne pas organiser un système régulier de conférences et de leçons du soir dans la France entière (comme il y en a à Reims) sur les sujets qu'il importe le plus de traiter pour relever la moralité publique? Ajoutons les écoles des régimens, qui pourraient exercer une influence considérable, si elles étaient dirigées dans le sens moral au lieu d'être, comme les autres, sous la tyrannie de l' « histoire », de la « géographie » et des « sciences ». Tout ce qu'on a fait pour organiser l'instruction est vraiment admirable; il faut dépenser aujourd'hui la même activité et au besoin le même argent pour organiser l'éducation, puisque l'impuissance de l'instruction éclate à tous les yeux. *Posteri, vestra res agitur.* Dans une conférence sur la réforme pénitentiaire, un Suédois à qui on demandait si l'éducation des enfans pauvres n'était pas trop coûteuse, répondit : « Nous autres Suédois, nous ne sommes pas assez riches pour laisser un enfant grandir dans la misère et le crime et devenir ainsi un fléau pour la société. »

IV

Mais nous n'hésitons pas à le dire : tout ce que l'école, même réformée, aura fait pour l'éducation des enfans sera stérile, si la licence actuelle de la presse poursuit son travail de dissolution. Aujourd'hui, c'est par millions que les journaux se répandent jusque dans les plus petites communes et, de plus, leur action est quotidienne. Où les enfans qui ont appris à lire achèvent-ils leur instruction et leur éducation? Dans les journaux. La grande « école primaire », c'est donc la presse, dispensatrice journalière d'idées vraies ou fausses, de sentimens bons ou mauvais. Cette énorme

puissance dont elle dispose, en a-t-elle toujours fait bon usage? Autant et plus que l'instituteur, auquel elle s'en prend volontiers aujourd'hui, elle avait « charge d'âmes. » Son rôle, dans notre démocratie, était de faire l'éducation morale et politique d'un peuple. L'a-t-elle rempli? A l'obligation de savoir lire, on a joint la facilité de tout lire et la presque nécessité de lire ce qu'il y a de pis. Comment l'instituteur pourrait-il lutter contre l'immense poussée de la presse immorale? Il ressemble à celui qui, acculé à un mur par une grande foule, subit une pression qui l'écrase. Jamais un criminel n'accusa l'instruction scolaire de l'avoir excité au crime; en revanche, combien ont accusé les journaux d'avoir été leurs initiateurs!

> Car le mot, qu'on le sache, est un être vivant;
> La main du songeur vibre et tremble en l'écrivant.

Sont-ils bien nombreux, chez nous, les écrivains dont la main tremble au moment de tracer les mots qui peuvent corrompre?

Être intelligent, l'homme, selon le mot de Kant, « maximise » tous ses actes, les bons et surtout les mauvais. La presse s'est chargée d'ériger en maximes vices et crimes. La fausse psychologie de la première moitié du siècle s'est accordée avec l'économie politique pour transporter dans l'ordre social le fameux adage : « Laissez faire, laissez passer; laissez tout dire, laissez tout imprimer! » On a cru que, « par la vertu de la liberté », la lance merveilleuse guérirait elle-même les maux qu'elle avait faits. Un individualisme à courte vue traite de la presse comme s'il s'agissait d'un individu qui communique sa pensée à un autre individu. Il est cependant manifeste que le journal est une force essentiellement collective, organisée collectivement et s'adressant à de vastes collectivités, parmi lesquelles se trouvent des enfans et des jeunes gens. C'est donc une vue incomplète que de considérer ici uniquement des « libertés individuelles », comme le droit que j'ai de rendre visite à mon voisin et d'avoir avec lui un entretien particulier.

Grâce à cette fausse théorie, qui traite les hommes indépendamment de leur relation au tout social, on s'est remis aux hasards de leurs frottemens mutuels pour assurer leur équilibre, comme on laisse les pierres du rivage se tasser selon le flux ou le reflux du moment. Méconnaissant la « force » des idées, on a érigé en principe qu'une pensée ou une parole diffèrent abso-

lument d'un acte. « On ne peut, prétendait déjà d'Holbach, — pour s'excuser sans doute, — faire aucun mal aux hommes en leur proposant ses idées. Que résulterait-il, en effet, d'un ouvrage qui nous dirait que le soleil n'est pas lumineux, que le parricide est légitime, que le vol est permis, que l'adultère n'est point un crime? » Ce sophiste oubliait que la lumière du soleil visible ne peut être éteinte pour nos yeux (tant qu'ils sont ouverts), mais que celle du soleil intérieur peut s'éteindre pour notre conscience. A force de répéter que l'adultère n'est point un crime, pensez-vous sérieusement que vous ne l'encouragerez point? Et La Mettrie disait de même : « J'ai cru prouver que les remords sont des préjugés de l'éducation... théorie innocente et de pure curiosité. » Le bon apôtre! Nous savons aujourd'hui comment les théories « innocentes » passent dans la pratique. Que des journaux malsains représentent la société actuelle comme une vaste exploitation des pauvres par les riches, la propriété comme un vol, le capital comme une détention inique des produits du travail et une spoliation de l'ouvrier, la révolte et la révolution comme le plus sacré des devoirs, croyez-vous que ces erreurs ou ces mensonges resteront longtemps à l'état de spéculation platonique, que la déraison dans les pensées ne deviendra pas la déraison dans les actes? Espérez-vous que les idées se tiendront immobiles et inertes dans les esprits « comme des couteaux dans la poche? » Non, ce sont des armes qui aspirent à sortir et à frapper. « Je ne suis pas un voleur, je suis un *restitutionnaire!* disait à M. Proal l'accusé Clarenson, âgé de trente ans environ. La terre et les produits de la terre sont à tous. — Vous avez donc lu J.-J. Rousseau? — Je lis encore en ce moment son discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes. Quel beau livre! C'était un vrai socialiste, J.-J. Rousseau, comme Jésus-Christ, comme Robespierre. » « La vie est une bataille, disait à son tour l'assassin Abadie; je frappe quiconque me fait obstacle; les forts mangent les faibles. » Voilà qui est « maximiser »! Qui ne se souvient de la conférence sur le darwinisme faite par Lebiez avant de commettre son assassinat : « Chacun lutte pour se faire place; le plus fort tend à étouffer le plus faible. »

Exceptions, direz-vous, cas extrêmes! Sans doute, mais ces cas manifestent, grossi, un phénomène général. Certes, tous ceux qui, par une fausse extension du darwinisme à l'ordre social et moral, ne voient dans l'existence qu'une lutte, ne seront pas des

assassins; mais s'ils ont quelque devoir difficile à remplir, y apporteront-ils toujours le même courage et le même désintéressement? Il y a quelques années, la cour d'assises des Bouches-du-Rhône jugeait un jeune homme qui, une fois sorti du lycée, où il avait complètement négligé les lettres pour les sciences, s'était mis à étudier les substances explosibles et avait en vain proposé ses inventions à tous les ministères. Réduit finalement à la misère, il monte en wagon et asphyxie, selon toutes les règles de la science, un compagnon de route, au moyen d'un appareil à chloroforme, avec l'intention de le dépouiller. « J'avais, dit-il au juge d'instruction, longuement médité sur le sort qui m'était réservé dans la société actuelle; je m'étais dit que, par mes inventions, j'aurais dû occuper une place dans le monde, tandis que je vivais malheureusement inconnu... J'ai pris en haine le genre humain tout entier, et je n'aurais pas hésité à le détruire si je l'avais tenu groupé au bout de mes machines (1). » Insensé, sans doute; mais la folie et le crime de ce Caligula de la science nous montrent agrandie la figure du déclassé haineux, nourri de déclamations anti-sociales.

Outre l'influence des idées, et surtout des idées simples, sur les esprits simples eux-mêmes, qu'elles dominent et entraînent, quel est le plus puissant levier qui puisse agir sur le peuple? L'amour-propre, le souci de l'opinion des autres, l'honneur, qui a une si grande influence dans notre pays. Aussi les sociologues le remarquent-ils avec raison, le premier moyen pour faire que l'homme s'abstienne de certains actes, c'est de les représenter comme déshonorans. Mais si la presse, au contraire, glorifie ou excuse les actes immoraux, elle altère par cela même, avec l'opinion publique, la conscience publique; elle a préparé le crime, et le criminel n'est plus que l'instrument qui l'exécute.

Comme la conscience des coupables, celle même de leurs juges se déforme sous l'influence des journaux et des livres. Les deux faits les plus frappans de la dernière statistique sont : augmentation de la criminalité contre les personnes qui va dépasser l'autre en France (à l'imitation de l'Espagne et de l'Italie), et diminution de la criminalité contre les biens. Or, sur 100 cas, il y a 30 acquittemens pour crimes contre les personnes, contre 17 seulement pour les attentats contre les biens. « Le vol, dit un

(1) Proal, *le Crime et la Peine*, Alcan, 1893, p. 188.

rapport officiel, est plus sévèrement traité, proportionnellement, que l'assassinat; et en outre, il l'est avec une sévérité croissante, comme ce dernier l'est avec une indulgence croissante. » La cause notoire en est dans les décisions des jurés, et ces décisions, à leur tour, s'expliquent par les sophismes que la presse a répandus sur les crimes « passionnels » — comme si tout crime n'était pas l'effet d'une passion, — sur l'irresponsabilité des volontés déchaînées par quelque penchant inné ou acquis, etc. En outre, les « bourgeois » des jurys ont conservé un culte de la propriété (quelque peu intéressé d'ailleurs) qui explique leur sévérité persistante, tandis que leurs idées morales commencent à subir une vraie déroute. On cite ce propos d'un juré : « Pourquoi veut-on que nous condamnions cet homme? Il ne nous a rien fait, *à nous!* » La France descendra-t-elle au rang des pays de demi-barbarie où le jeu des couteaux est quotidien, où la vengeance est un point d'honneur, où la violence cherche une excuse dans la prétendue ardeur héréditaire du « sang »?

Outre la suggestion indirecte, la presse exerce encore une suggestion directe sur les esprits mal équilibrés. Maudsley a dit : « Grâce aux récits des journaux, l'exemple du crime devient contagieux : l'idée s'empare de l'esprit faible comme une sorte de *fatum* contre lequel toute lutte est impossible. » Un très grand nombre de criminels ont déclaré qu'ils devaient aux romans et aux journaux, avec l'idée de leur crime, les procédés mêmes de l'exécution. L'assassin Morisset, dans son autobiographie, s'élève aux plus étranges théories sur le crime et la presse : « Les conséquences du crime, dit-il, sont avantageuses à la société. Il y a, en effet, une certaine partie de la population, et c'est la plus nombreuse, qui n'achète les journaux que pour lire les faits divers. Que l'on supprime le crime, il n'y a plus d'acheteurs, conséquemment plus d'employés pour travailler le chiffon, etc. » Ces services rendus par le crime à la presse ont pour digne pendant les services rendus par la presse au crime. Les images coloriées représentant les assassinats, avec la victime baignée dans le sang, engendrent aussi, bien souvent, une sorte de vertige homicide, dont M. Aubry donne des exemples dans son livre sur la *Contagion du meurtre* (1). On se rappelle les réflexions de ce journaliste qui déclarait n'avoir plus besoin de lire les faits divers, puisqu'il

(1) Paris, Alcan, 1894.

savait, par les enfans de la rue, le crime du jour : de sa fenêtre, il les voyait répéter le drame qui vient de se commettre ou inventer de toutes pièces un nouveau crime. Si la statistique nous apprend que les ouvriers de telle profession, habitués à verser le sang, fournissent un plus grand contingent de meurtres, comment croire que ceux qui s'habituent à la représentation intérieure de scènes sanglantes n'en retireront pas une facilité dangereuse de passer de l'image à sa réalisation? Qui n'a lu les pages où saint Augustin décrit le vertige sanguinaire d'Alypius aux jeux du cirque, alors que, ouvrant les yeux presque malgré lui au moment de la clameur, il est frappé aussitôt « d'une plus grande plaie dans l'âme que le gladiateur expirant ne l'avait été dans le corps (1). » C'est un phénomène analogue que favorise la licence de la presse, de la librairie et du colportage, par les récits de crimes réels ou imaginaires, par le tableau des vices de toutes sortes, par la représentation figurée qu'elle en donne : elle corrompt l'esprit par les yeux; elle ensanglante ou elle souille les imaginations, même chez les enfans et les jeunes gens.

En 1833, M. Radcliffe fit fermer complètement les colonnes du *Morning Herald* aux récits de crime et de folie. Le *Congrès international contre la littérature immorale et la publicité des faits criminels*, tenu à Lausanne en 1893, a réclamé l'interdiction des comptes rendus circonstanciés de crimes et d'exécutions, des photographies de criminels, dont ceux-ci sont fiers et dont leurs émules sont envieux, etc. ; il a demandé que la *Gazette des Tribunaux* eût seule le droit de publier certains débats. Mêmes conclusions au congrès des Criminalistes à Genève et au congrès des Savans et philanthropes à Paris. Ajoutons la nécessité de supprimer le spectacle des exécutions publiques, auxquelles nous avons dû tant de crimes par suggestion, et de fermer aux jeunes gens l'entrée des cours d'assises, où ils se familiarisent avec le crime.

Que dire maintenant de la presse licencieuse? En 1882, le ministre de la justice déclarait à la Chambre que chaque jour, à Paris, il était distribué gratuitement à la porte des écoles plus de 30 000 feuilletons immoraux. Le feuilleton obscène ou sangui-

(1) Par la tolérance du gouvernement à l'égard des jeux de taureaux, nous revenons, nous Français, aux mœurs romaines. Que n'a-t-on déployé pour la moralisation populaire autant d'ardeur qu'on en a mis à soutenir, contre la loi et le gouvernement, des jeux barbares et démoralisateurs !

naire est d'ailleurs, en province comme à Paris, un des principaux agens de la démoralisation populaire (1). Les criminologistes s'accordent à soutenir que la littérature ordurière agit avec une violence toute spéciale sur les dégénérés et devient ainsi une cause de criminalité. Heureux quand l'excitation n'est pas directe ! A l'occasion d'une poursuite qu'on avait exercée devant la cour de Lyon contre un révolutionnaire, M. Proal raconte qu'il lisait dans un journal du parti cette excitation adressée aux filles du peuple placées en service dans les maisons bourgeoises : « Vengez-vous en dépravant les enfans de vos maîtres. » Le journal resta d'ailleurs parfaitement impuni. « Quand un des industriels de la pornographie contemporaine, disait ici même M. Cruppi, est par grand hasard renvoyé devant la cour d'assises, l'avocat tire de sa serviette vingt recueils également scandaleux qui se vendent librement. Le jury ne comprend plus et acquitte (2). » — Mais à qui la faute; sinon au gouvernement, qui ne poursuit pas avec régularité et obstination et qui laisse la loi à l'état de lettre morte? Oubliant que la littérature « façonne petit à petit l'idéal d'un peuple », notre gouvernement est l'unique au monde, qui, sous prétexte de liberté, s'abstienne d'attaquer les publications immorales. Les libres pays d'Amérique ne tolèrent pas ces outrages par écrit à la pudeur publique. Et cependant, on l'a mainte fois montré, c'est le gouvernement seul qui pourrait ici agir avec efficacité : livrés à leurs seules forces, les particuliers sont impuissans contre la vaste action, d'un caractère essentiellement social, exercée par le « quatrième état ».

Une certaine presse contribue encore à la démoralisation et à la criminalité en représentant, sous prétexte de radicalisme, comme adonnés à tous les vices toute la classe « dirigeante » et tous ceux qui sont investis d'une autorité, quelle qu'elle soit. Par ses diffamations quotidiennes, elle fournit aux esprits pervertis que tente le vol ou le meurtre l'excuse de la prétendue perversion universelle. « Nous sommes trahis ! » s'écrie le soldat qui

(1) Un jour, partant pour Bellevue, je vis une charmante enfant d'une douzaine d'années acheter pour cinq centimes le supplément illustré d'un journal; par curiosité je l'achetai aussi; il contenait, outre des gravures licencieuses, une petite nouvelle qui était une excitation manifeste, non à la débauche en général, mais au viol, dont un décadent analysait les sensations avec complaisance. Un autre récit excitait à l'inceste. J'eus peine à poursuivre jusqu'au bout ma lecture; l'enfant ne passa pas une ligne.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet 1896, *Le délit de presse devant le jury*.

veut fuir; « nous sommes exploités! » s'écrie le misérable qui veut tuer ou voler. Un sentiment que les étrangers nous reprochent de ne pas avoir naturellement, de ne pas cultiver par nos mœurs, de ne pas sauvegarder par nos lois, c'est le respect. En Angleterre, la presse se respecte et respecte les autres. Cette supériorité tient d'abord aux mœurs : l'Anglais ne veut pas être trompé ni corrompu par son journal, mais éclairé et « informé »; les articles, non signés, sont écrits avec plus de désintéressement; mais la loi renforce les mœurs en punissant la diffamation et l'obscénité de peines et d'amendes si considérables que le journal peut être ruiné du coup. Mettre l'intérêt même du bon côté, tout est là; en France il est du mauvais côté.

Combien de journaux ne réussissent que par le scandale ou la diffamation! « Calomniez toujours, répétait Philippe de Macédoine, si la blessure guérit, la cicatrice reste. » L'action de nos lois sur le diffamateur est dérisoire; si, par extraordinaire, le tribunal de faveur auquel le journaliste sera soumis lui inflige quelque amende, il gagnera au centuple par le scandale ce qu'il aura perdu par la condamnation. « Avec une bouteille d'encre et une main de papier, disait l'Arétin, je tire de la sottise d'autrui 2000 écus de rente. » Devant les excitations journalières au vice, qui sont des complicités anticipées, comme aussi devant les diffamations érigées en industrie lucrative, il n'est pas permis de lever simplement les épaules et de sourire avec mépris. Comme le remarque M. Max Nordau, tandis que les indifférens se consolent par l'idée « qu'aucune personne raisonnable ne prend de telles sottises au sérieux », la folie et le crime font leur œuvre et empoisonnent toute une génération. Ce ne sont pas les gens « raisonnables » dont il faut s'inquiéter; ce sont précisément les déraisonnables; et ceux-là sont légion, et c'est à eux que s'adressent les mille voix de la passion déchaînée. Croyez-vous indifférent pour un peuple, surtout pour la jeunesse d'un peuple, de prendre ses inspirations auprès des « anti-sociaux »?

Permettre de tout dire et de tout écrire, contre les lois, contre les mœurs, contre les hommes, en ne se réservant de punir que les « actes » une fois accomplis, c'est, a-t-on dit, attendre l'explosion d'une mine après l'avoir laissé charger et allumer sous ses yeux. A notre époque de criminalité croissante, les idées sont trop explosives pour que l'on ne considère pas déjà comme des actes celles qui sont une provocation à des crimes et délits. Tel

article ou tel roman sont des *actes* cent fois pires qu'un viol ou un assassinat, car ils en feront commettre une série. Par malheur, le journal est aujourd'hui, dit M. Bonzon, « le soutien des gouvernemens, comme le marchand de vin est le grand électeur. Quiconque les mécontente y trouve sa perte; et c'est pourquoi ni contre l'alcoolisme, ni contre la pornographie, le gouvernement, quel qu'il soit, ne songe à engager la lutte ». Ainsi les intérêts moraux du pays se trouvent sacrifiés à des intérêts de secte politique; périsse la France plutôt que notre parti!

Il n'y va pas seulement de notre moralité, mais de l'honneur de notre pays. Toute une littérature, qui ne craint pas de s'en glorifier, nous fait juger par les étrangers bien pires que nous ne sommes. Michelet disait déjà, en parlant de certaines publications, immorales pour son époque, et qui paraîtraient bien idylliques à la nôtre : « Le monde a reçu ces livres comme un jugement terrible de la France sur elle-même... La France a cela de grave contre elle, qu'elle se montre nue aux nations. Les autres, en quelque sorte, restent vêtues, habillées... Cette manie singulière de se dénigrer soi-même, d'étaler ses plaies et d'aller chercher la honte serait mortelle à la longue. » En 1892, un journaliste allemand, Arthur Mennell, disait de nous avec ironie : « Les bonnes gens oublient toujours qu'ils ont le dangereux privilège d'être lus par le monde entier; et pour cette raison même, ils oublient que, dans les choses de la politique ou des mœurs, ils sont leurs ennemis les plus terribles. »

La complète liberté politique, scientifique et religieuse de la presse ne saurait entraîner ni le droit de diffamation, ni le droit d'excitation aux crimes ou délits punis par la loi, ni le droit de publications pornographiques. Il est impossible d'admettre que la presse populaire, en particulier, — le journal à un sou, avec son supplément à un sou, — qui s'adresse même aux jeunes filles des classes pauvres, ne soit pas soumise à des conditions toutes spéciales encore de moralité et de responsabilité. Il n'y a pas de raison pour réglementer les théâtres forains, où ne peuvent entrer que quelques centaines de personnes, et pour laisser toute licence à ces théâtres dans un fauteuil ou dans une chaise qui s'adressent d'un seul coup à des centaines de milliers de lecteurs. Est-ce donc parce que l'action de la presse est plus considérable et, encore une fois, plus collective, qu'elle doit rester plus impunie, comme si on punissait le meurtre d'un homme par un coup de

pistolet, mais non celui d'une foule d'hommes par la dynamite? Nous ne demandons pas qu'on enlève la liberté, nous demandons qu'on assure et rende effective la pleine responsabilité. Une certaine presse étant devenue chez nous le principal agent de la démoralisation et une des sources de la criminalité juvénile, il n'est que temps de la ramener sous les lois communes de la justice; de lui ôter, pour les causes non politiques, sa juridiction de faveur et son privilège oppressif; de punir avec la même sévérité qu'en Angleterre la diffamation, la violence et l'obscénité, tout en laissant, comme l'Angleterre, la plus entière liberté aux discussions politiques, scientifiques, philosophiques et religieuses. On ne voit pas ce qu'elle y pourra perdre; et, rendue à sa destination, qui est de faire prévaloir les intérêts généraux sur les convenances particulières, les idées sur les passions, et les principes sur les entraînemens, elle justifiera peut-être son pouvoir par ses services.

V

La sociologie criminelle, — dont l'anthropologie criminelle n'est qu'une partie (la moins importante) et dont le droit pénal ne devrait être que l'application, — a pour caractéristique d'étudier les causes, surtout sociales, aussi bien que les symptômes du crime, de considérer les classes et les catégories de délinquans aussi bien que les individus, de chercher les moyens préventifs aussi bien que curatifs, de former les caractères aussi bien que d'assister et de punir, enfin et surtout d'améliorer les conditions du milieu social. Ce n'est pas en construisant des hôpitaux que vous viendrez à bout d'une épidémie, mais en vous attaquant aux causes du mal et surtout de la contagion; ce n'est pas en construisant de vastes prisons ni en les embellissant que vous arrêterez l'épidémie du crime.

Qui donc a dit :

> Il naît sous le soleil des âmes dégradées,
> Comme il naît des chacals, des chiens et des serpens?

Et, sans doute, cela est vrai; il naît des « monstres » au moral, comme il en naît au physique, mais les fous criminels et les criminels nés ne représentent, à vrai dire, que le quart tout au plus du total. En ce qui les concerne, ce qu'il importe de com-

battre, ce sont les causes de dégénérescence. Les principales sont, d'abord l'insuffisance de sélection, résultat d'un ralentissement exagéré et volontaire de la population, puis la débauche, l'alcoolisme et enfin l'extrême misère. C'est de ce côté que devrait se porter l'effort d'un parlement plus soucieux des destinées de la race. *Primo vivere, deinde politicare.* Au point de vue de l'hérédité et de la sélection naturelle, on ne peut songer sans inquiétude à ce que seront les enfans de nos délinquans de plus en plus nombreux, ainsi que de nos alcooliques; et ces enfans, à leur tour, auront une postérité qui nous présentera des effets croissant en progression géométrique. Une des conséquences déjà visibles de l'augmentation de l'alcoolisme, et aussi de la débauche, c'est le chiffre des exemptions de service militaire pour inaptitude physique (1). Alcoolisme et débauche sont les grands dépresseurs de l'organisme, par cela même de la volonté, soit chez les individus soit chez leur race, et c'est la jeunesse qui en subit les déplorables conséquences. L'élément sanguin, *sanguis moderator*, s'appauvrit au profit de l'élément nerveux. Et si le nervosisme est un danger pour l'individu, il est un danger bien plus grand pour une nation : il ne peut qu'augmenter encore nos défauts essentiels.

Pour ce qui concerne le libertinage, la licence des rues, des théâtres, des cafés-concerts (2), c'est une question de simple po-

(1) En 1831, 296000 inscrits, 53000 exempts, soit une proportion de 21 pour 100. En 1892, 344000 inscrits, 109000 exempts, soit une proportion de 32 pour 100. Les progrès de l'aliénation mentale ont été, de 1835 à 1839, 11500 aliénés pour 36 millions d'habitans; en 1852, 59000 aliénés pour 38 millions d'habitans. Pour les aliénés dont l'affection est due à l'alcoolisme, la moyenne par année, de 1861 à 1865, était 300; en 1896, elle s'est élevée à 3500. En Normandie, où l'alcoolisme sévit avec une intensité extraordinaire, la morto-natalité et la mortalité infantile ont augmenté de 28 pour 100; le nombre des conscrits ajournés ou réformés a triplé; les mariages ont diminué d'un huitième; la proportion des filles-mères a monté d'un quart; la moyenne des naissances, qui était de 28 pour 1000 habitans en 1880, est tombée à 18 en 1894; celle des décès, en revanche, s'est élevée de 22 à 28 pour 1000. Quatorze communes voisines de Caen comptent aujourd'hui 5028 habitans au lieu de 9200 en 1850; elles ont eu, pendant cette période, 95 naissances contre 171 décès, 21 mariages contre 13 filles-mères; sur 44 conscrits, 24 ont été réformés ou ajournés, c'est-à-dire plus de la moitié. La proportion des aliénés, des criminels adultes et des jeunes criminels est telle dans le Calvados, que ce département tient, avec l'Orne et la Seine-Inférieure, le premier rang pour la folie et la criminalité dans les statistiques annuelles.

M. Léopold Mabilleau, professeur à l'Université de Caen, remarque à ce sujet que, avant 1850, il y avait peu ou point de débits dans les campagnes; la « funeste loi » de 1895, qui supprime les garanties exigées des débitans, a produit de rapides ravages; la loi municipale de 1884, qui fait du maire un élu de la commune et l'affranchit à peu près de l'administration centrale, a achevé le mal.

(2) Dans son livre : *Dix ans soldat;* M. Mismer a parfaitement analysé l'influence

lice, où la volonté et l'énergie des gouvernans auraient aisément gain de cause. Les efforts faits à Vienne pourraient ici servir d'exemple. Quant à l'alcoolisme, tous les congrès de savans et de sociologues demandent des mesures propres à diminuer le plus possible et le chiffre de la consommation et la toxicité du produit. Il importe de restreindre les occasions et tentations de boire. A cet effet, il y a lieu, comme en Suède et dans beaucoup des États de l'Amérique du Nord, d'assurer la surveillance rigoureuse des débits déjà existans, de limiter leur nombre, de rendre moins facile la création de débits nouveaux et de soumettre les anciens à une législation très sévère (1). « Si l'État, a dit lord Rosebery, n'impose pas de lois au trafic des boissons, c'est ce trafic qui bientôt en imposera à l'État. » Au point de vue de la qualité des alcools, leur rectification doit être assurée par le contrôle de l'État même. Enfin il y a lieu, comme le demandent tous les hygiénistes, moralistes et criminologistes, de vulgariser la connaissance des dangers qui résultent, pour la santé physique et morale, des abus de l'alcool et du caractère toxique des produits obtenus dans les liqueurs de consommation. On peut y arriver par des cours, par des conférences expérimentales, par l'action morale sous toutes ses formes et dès la période scolaire.

A la criminalité professionnelle, il faut opposer une expansion plus grande et plus intelligente de la bienfaisance, notamment la création de nombreuses sociétés de patronage et d'assistance pour les jeunes gens et même les adultes. La mauvaise éducation familiale étant la source première de la criminalité infantile et juvénile, il faut réagir contre la diminution des mariages et des naissances légitimes; pour cela, entre autres moyens, il faut simplifier autant qu'il est possible les formalités du mariage et mieux défendre la jeune fille contre la séduction. Pour restaurer la famille, protégeons la mère matériellement et moralement. Tout ce qui sert à relever la femme, sert à relever les enfans.

Quant aux criminels par passion, outre une éducation meilleure et l'infatigable répression de la presse provocatrice, rien

dépravante des cafés-concerts sur les esprits incultes. Aujourd'hui, des enfans des deux sexes chantent dans ces cafés les chansons que l'on sait, et qui sont une excitation à la débauche, quand elles ne sont pas une provocation à la haine ou au crime. Que devient la loi qui protège « le travail des enfans »?

(1) Le nombre des débits de boissons est de près de 500 000, les 30 000 de Paris non compris. En 1830, il y avait un débit pour 113 habitans; il y a aujourd'hui un débit pour 90 habitans. Dans la basse Normandie, il y a un débit pour 25 habitans.

n'est plus efficace que des lois rigoureuses avec leur sanction. L'adoucissement exagéré et prématuré des lois pénales, ainsi que l'indulgence croissante du jury, diminuent nécessairement chez le peuple entier le sentiment de la gravité du crime. Il en résulte un encouragement aux crimes occasionnels et passionnels. En Angleterre, la répression ne s'est jamais relâchée; on n'a jamais oublié le mot de Shakspeare : « la clémence tue quand elle pardonne aux tueurs »; on n'a presque jamais excusé ou acquitté les meurtriers, ce qui fait que le meurtre est devenu bien plus rare. Tout récemment, on pendait à Londres un jeune homme pour avoir tué par jalousie sa fiancée. En France, il eût été sans doute acquitté. Résultat : le jaloux anglais y regarde à deux fois avant de tuer une femme, parce qu'il sait qu'en la frappant, il se frappe; le jaloux français se dit : On m'acquittera; et de plus on parlera de moi! La mollesse de nos jurys les rend dignes, dans bien des cas, du mot que le duc de Montausier aurait prononcé, à propos d'un criminel gracié qui avait ensuite accompli plusieurs homicides : « Cet homme n'a commis qu'un assassinat, le premier, et c'est vous, sire, qui, en le graciant, avez commis les autres. » C'est précisément sur les crimes passionnels que la perspective de la peine peut avoir le plus d'influence, et c'est là que la profonde ignorance d'un jury mal composé, d'où la loi élimine presque tous les élémens d'ordre et de capacité, le fait agir au rebours de l'intérêt social. En Angleterre, des livrets sur les devoirs des jurys, sur les causes et les remèdes du crime, sur ses progrès ou ses diminutions, sur les points qui exigent particulièrement la sévérité, etc., sont mis préalablement aux mains des jurés; il y a là un exemple à suivre. Mais une réforme profonde du jury, de sa composition et de ses attributions serait nécessaire.

C'est aussi sur les récidivistes, plaie de notre temps, que la rigueur des peines, la sévérité des juges et des jurés, enfin la réforme du régime pénitentiaire pourraient avoir une grande action. En France, il y a ce qu'on a appelé l'oasis de la criminalité, c'est-à-dire une période où la statistique relève un abaissement continu de la courbe des crimes et des délits à la fois; c'est depuis 1853 jusqu'à 1865. M. Tarde se demande quelle peut en être la cause, et il pense que c'est le raffermissement momentané de l'ordre intérieur, « de l'ordre même despotique », et spécialement « le retour à la sévérité de la répression. » M. Tarde

ajoute qu'en France le gendarme par excellence, c'est le gouvernement. « On dirait que tous les malfaiteurs ont l'œil sur lui comme les écoliers sur le surveillant, épiant son discrédit, ses distractions ou ses somnolences. Sans le prestige de ce gendarme, la gendarmerie ne peut rien. » Le despotisme n'est pas nécessaire à l'ordre ; mais l'ordre est nécessaire aux républiques encore plus qu'aux monarchies, et qui ne sait que Montesquieu considérait les républiques comme impossibles sans la « vertu » ?

Non seulement nous punissons de moins en moins, mais les peines sont de plus en plus inefficaces. Tandis qu'en Angleterre le *hard labour* est à bon droit redouté, nos prisons deviennent des hôtelleries confortables « où le criminel se repose des fatigues du métier. » La perte momentanée de la liberté n'est plus « qu'un risque inhérent à l'entreprise. » Quelle est l'influence de ces prisons sur les jeunes délinquans? Simplement de dissiper chez eux la vague terreur jusqu'alors associée à l'idée du cachot. Effet qui est d'ailleurs le même chez les criminels plus âgés, lorsqu'ils sont emprisonnés pour de courtes périodes. Sortis de prison, les délinquans retournent bientôt à leur milieu primitif, à leur petite « patrie criminelle », qui, a-t-on dit, est toujours prête à les accueillir les bras ouverts. Un long internement dans des maisons de travail, surtout agricoles, et la relégation dans des colonies *spéciales*, sans aucun mélange avec les autres colons, sont des moyens plus rationnels; les petites peines ne servent qu'à aggraver la situation et à démoraliser davantage le condamné. En enfermant pêle-mêle les délinquans de toute espèce, nous changeons nos prisons en lieux de culture pour le vice ; nous préparons nous-mêmes la récidive, la transformation finale d'un acte délictueux en toute une vie de crime. Après quoi, les partisans de Lombroso classent doctement ces criminels d'habitude parmi les « criminels-nés ». Ils les reconnaissent même à la physionomie, oubliant qu'on reconnaît de même un soldat ou un moine, qui ne sont nés ni soldat ni moine. Nous sommes loin de nier les services rendus par l' « anthropologie criminelle », et ils sont considérables; mais, uniquement attentive au physique, elle oublie trop que moralité et immoralité ont des causes principalement morales. Comme nous l'avons vu, cette loi se vérifie de plus en plus à mesure que les facteurs d'ordre intellectuel et moral vont l'emportant sur le milieu physique, géographique et ethnique.

En résumé, à mesure que se précipite la civilisation maté-

rielle, « vaine figure » de la vraie civilisation, à mesure que la société entière s'enrichit, la population se concentre, acquiert plus de mobilité, se mélange davantage, se déclasse et devient hétérogène; dès lors les tentations augmentent, surtout dans les villes, foyers du vice, où l'on se sent d'autant plus isolé et à l'abri de l'opinion qu'on a plus d'hommes autour de soi; les crimes et délits progressent plus rapidement que la population même; et le progrès moral étant en retard sur le progrès scientifique et industriel, et de beaucoup, la contradiction éclate. Ces phénomènes sont généraux, mais ils se manifestent avec plus d'intensité en France; ils y sont surtout plus apparens. Comme la France, parmi les nations, est toujours la plus pressée, la plus impatiente, comme le tempérament français est déjà le moins stable de sa nature, comme notre histoire, depuis cent ans, est la plus mouvementée, l'agitation des élémens sociaux est chez nous plus grande. La criminalité croissante a aussi des raisons d'ordre politique. L'influence des révolutions, comme celle des guerres, l'instabilité des gouvernemens ou de leurs lignes de conduite a toujours et partout produit une recrudescence de la criminalité : tout ce qui rompt les traditions séculaires, la « vie rangée », tout ce qui remet les choses en question, tout ce qui produit l'agitation, le doute, la négation et, dans l'ordre social, la destruction, se traduit à la fin dans la conscience nationale.

Dans notre démocratie, l'atmosphère morale est troublée, orageuse, fiévreuse; c'est un état électrique perpétuel. Il était impossible que les effets ne s'en fissent pas sentir d'abord dans la conduite des enfans et jeunes gens, moins maîtres d'eux-mêmes, moins responsables et plus exposés à toutes les influences perturbatrices. Si l'état avancé de notre civilisation explique, sous certains rapports, une augmentation des délits et même des crimes, surtout dans les villes, on a vu qu'il ne suffit pas à motiver complètement notre criminalité actuelle, surtout chez les jeunes gens : que cette criminalité est excessive et anormale.

Les principales causes morales de ce fâcheux excédent sont, on l'a vu encore, l'insuffisance de l'éducation dans la famille et dans l'école, et surtout la croissante perversité de l'éducation due à une propagande qui pourrait se définir : la suggestion du vice et du crime organisée sur une vaste échelle, munie de privilèges et assurée de l'impunité. Ce sont là des causes sur lesquelles on peut, sur lesquelles on doit agir. Aux pouvoirs pu-

blics il appartient de tendre les ressorts au lieu de favoriser le relâchement universel. Se fier à la « bonne nature », c'est oublier que le propre des sociétés humaines est de se diriger par des règles qui ne sont plus simplement les lois de la nature, mais bien les lois de la moralité. De même, se fier au jeu spontané des libertés, au « laissez faire », c'est oublier que la justice ne s'établit pas toute seule parmi les hommes et ne règne pas sur eux par sa seule autorité. La loi n'est pas une atteinte à la liberté; elle est la garantie de la liberté même. Au contraire, la licence sous toutes ses formes, — que ce soit celle des rues ou celle des publications immorales, — est une corruption organisée et imposée, une violence déguisée, à laquelle jeunes gens et hommes faits n'ont plus même la faculté de se soustraire.

Que l'éducation du peuple, par l'école d'abord et surtout par la presse, devienne meilleure, et le niveau général se rehaussera: les variations tantôt heureuses, tantôt malheureuses, dues aux mouvemens en tous sens de la civilisation croissante, se restreindront à des écarts dans des sphères plus élevées, tandis qu'elles s'étendent aujourd'hui jusqu'aux bas-fonds de la conscience humaine et font remonter la fange à la surface sous forme de vice et de crime. Il y a là un devoir social à remplir, qui appelle les efforts de chacun de nous. N'oublions pas que nous sommes tous solidaires dans les maux qui affligent la nation; que nous y avons tous une participation plus ou moins atténuée; et que, par conséquent, nous devons avoir mal à la poitrine et à la conscience d'autrui comme à la nôtre.

ALFRED FOUILLÉE.

REVUE LITTÉRAIRE

AMOURS ROMANTIQUES

Il ne reste à faire paraître que les lettres de Musset : ce n'est plus, à l'heure qu'il est, qu'une question de temps, et de peu de temps. On les a jusqu'ici défendues contre les badauds et protégées contre la foule ; mais les résistances mollissent, les scrupules faiblissent, le moment approche. Déjà nous possédons des fragmens de ces lettres, nous en connaissons le ton et le sens, nous les lisons à travers les réponses ; et tant de renseignemens dont on nous inonde depuis six mois, tant de détails intimes, tant de témoignages à la fois abondans et précis, sont bien de nature à calmer la fièvre des plus impatiens. Que de lettres, que de journaux, que de confidences et de souvenirs, que de papiers de toutes sortes, jusqu'à des lettres d'Augustine Brohan et de Philarète Chasles, et jusqu'à des ordonnances médicales ! Quelle minutie et quelle patience dans l'investigation, quelle ingéniosité dans les commentaires, quel art de faire parler les gens, que de recherches, que de fouilles, que de voyages ! On admire ce que le souci de la vérité peut faire entreprendre à des historiens consciencieux. A quelle minute exacte une femme a-t-elle fermé sa porte à son amant ? ils le sauront, ou ils y mourront. Grâce aux efforts de ces chercheurs, — ils sont légion, — l'intimité des amans de Venise n'a plus pour nous de secrets : les volets sont ouverts et les rideaux écartés. Il n'y a qu'à prendre : on nous en donne jusque-là. Nous savons de quels outrages le dandy que fut Alfred de Musset poursuit sa maîtresse, et comment il lui reproche d'être malade, et languissante, et bête, et l'ennui personnifié, pour ne

citer que ce qu'on peut citer. Nous savons quelle sorte d'attrait pousse la romancière idéaliste dans les bras vigoureux de son docteur. Nous la voyons, pendant qu'elle a renvoyé en France le poète désolé avec charge de lui transmettre des nouvelles de ses enfans, faire ménage avec Pagello, au milieu des parens et des connaissances, de la sœur, du frère, des anciennes maîtresses, dans la vulgarité bruyante d'un intérieur de médiocre bourgeoisie italienne, et continuer parmi ce vacarme son labeur tranquille de copie sans ratures. Et celui que nous voyons le mieux, dont la figure se détache dans une lumière crue et dans un jour cruel, c'est Pagello, le « stupide » Pagello, le bellâtre à la large poitrine, au sourire de fatuité béate, fier de son habit neuf et de son nœud de cravate, mélange de sottise satisfaite et de prudence, jouant en personnage de vaudeville son rôle du plus heureux des trois, positif quand même et pratique et troublé dans sa bonne fortune par la crainte que son aventure avec « la Sand » ne lui nuise auprès de sa clientèle. On le dirige sur Paris, il arrive, il défait ses malles et en tire le portrait de sa mère ! Le ridicule de la situation éclate à tous les yeux, sauf aux siens. Les railleries des uns, l'impertinence, la froideur, les rebuffades des autres échouent devant son inconscience. On le pousse dehors : il gémit, mais il reste. Heureusement la peur le prend. Il flaire qu'il y a de la vendetta dans l'air et craint les coups. Il se décide à partir, non sans avoir réclamé le prix de vagues tableaux sur lesquels la George pourrait bien avoir fait des bénéfices. « Mes gages ! mes gages ! » crie Sganarelle. Je dirais que la vulgarité du comparse rejaillit sur les deux grands acteurs ; mais peut être au contraire ajoute-t-elle à la beauté de l'histoire, en nous faisant découvrir sous le mirage de la littérature et de la poésie une réalité plus misérable.

Il est aisé de concevoir quelle sorte d'intérêt ont pour la plupart des lecteurs ces révélations : il y a beaucoup de gens qui goûtent médiocrement la magie d'évocation des *Lettres d'un voyageur* et l'intensité d'émotion des *Nuits*, mais qui ne sont pas du tout incapables d'apprécier le piquant de certains commérages. D'autres, qu'on ne saurait soupçonner de cette basse curiosité, trouvent un plaisir de tristesse, une joie philosophique, à constater que les êtres qui nous sont supérieurs par l'esprit, n'en sont pas moins faits comme nous de chair et de boue. Nous avouons ne pouvoir nous placer à leur point de vue. Eh quoi ! ne le savons-nous pas que le génie lui-même ne dispense pas ses privilégiés d'avoir part à l'humaine misère ? Nous le savons trop, et loin d'en réclamer des preuves nouvelles et plus écla-

tantes, nous serions tentés bien plutôt de demander qu'on nous permît de n'y pas trop songer. Pour notre part, si nous nous occupons à notre tour et après tout le monde de ces indiscrétions, on ne nous accusera pas de chercher le double plaisir de nous y délecter en les flétrissant. Nous ne voudrions qu'en dégager ce qui peut avoir trait à la littérature, fort oubliée dans toute cette affaire, et nous n'y trouvons qu'une occasion de fixer quelques points de l'histoire du romantisme.

Longtemps ç'avait été un dogme en France comme hors de France, que l'œuvre d'un écrivain doit être distincte et même indépendante de sa personne. Ni Corneille ni Racine ne nous ont entretenus de leurs maîtresses, et ce qu'ils nous en auraient pu dire ne nous ferait pas applaudir davantage Chimène ni Hermione. Les enquêtes auxquelles on a soumis la vie privée de Molière n'ont servi qu'à fausser l'interprétation de son théâtre et à répandre au sujet de ses comédies des erreurs grossières. Pour ce qui est de Shakspeare, le jour où on aura prouvé qu'il n'a jamais existé, ou, si l'on préfère, qu'il a été le prête-nom de quelque Bacon, le rôle d'Hamlet n'en sera pas devenu sensiblement plus obscur. Et ceux qui, à la manière de Montaigne, nous ont le plus abondamment parlé d'eux-mêmes, encore ne l'ont-ils fait que parce qu'il leur semblait trouver en eux la forme de l'humaine condition. C'est qu'en effet l'objet lui-même de la littérature leur paraissait être d'exprimer les sentimens généraux, les traits communs de l'humanité, ce qui d'un individu à l'autre a chance d'être pareil. Certes les événemens de la vie ne sont pas sans importance ; ils déterminent en quelque manière la sensibilité de l'écrivain, dirigent son observation, fixent son regard sur un aspect de la réalité. Ils sont le point de départ, l'instrument, le moyen sans valeur propre et de soi-même indifférent. La part de réalité objective que l'écrivain a découverte par ce moyen importe seule. Dans la seconde moitié du siècle dernier, sous des influences diverses et d'après l'exemple de Rousseau, tout change. Au lieu de se rapprocher de l'ensemble des hommes et de se fondre dans leur communauté, ce que cherche au contraire l'écrivain, c'est à s'en distinguer. Il met sa vanité à être différent des autres. Ce qu'il apprécie en lui et qu'il tâchera de faire saillir, c'est ce qu'il y trouve d'exceptionnel et d'unique. Il se fait le centre de tout, rapportant tout à lui seul, et persuadé que tout ce qui le touche doit par cela même solliciter la curiosité, provoquer l'intérêt du genre humain. Il s'expose aux regards. Il se donne en spectacle. Il se met en scène.

C'est précisément ce qui arrive pour George Sand et Musset. Puisqu'ils sont des gens en vue et, si l'on veut, des artistes en représenta-

tion, il leur semble tout naturel qu'on fasse cercle autour d'eux et que la galerie s'occupe de la comédie qu'ils lui donnent. Ce ne sont pas seulement les intimes qui sont dans la confidence, Boucoiran et Tattet, ou l'ingénieux Buloz attentif aux intérêts de sa Revue, c'est tout le monde. Les commérages vont leur train; il ne s'agit pas de les arrêter mais de les redresser. Si Planche a menti, on lui fera confesser la vérité. Sainte-Beuve est directeur de conscience. Ce rôle délicat lui revient de droit, attendu que personne n'inspire à George Sand plus d'estime et même de vénération que cet homme « angélique ». Au surplus le moment est d'autant mieux choisi que, vers le même temps et pour son compte, le directeur de conscience tâche à s'insinuer dans les bonnes grâces de la femme de son ami. La curiosité s'entretient et se renouvelle grâce à des publications successives et contradictoires. On applaudit, on siffle, on prend parti. Du temps se passe. Une légende se forme. La légende où s'effacent les traits individuels, où s'estompent les contours de la réalité, c'est bien ce que George Sand se refuse à accepter. Elle est rentrée en possession de ses lettres, ce n'est pas pour les anéantir; elle ne les garde que pour nous les livrer. Elle en assure la publication avec un luxe de prévoyance. Il faut que nous sachions que tel jour elle pensait ainsi, qu'elle a donné ce conseil, écrit cette phrase. Aussi est-il juste de remarquer que, dans ces divulgations, les plus coupables ne sont ni les éditeurs, ni le public, mais bien les intéressés eux-mêmes. Ils ont pris le contre-pied du mot du sage. « Étale ta vie », c'est leur devise. Ils sont sur un théâtre. Ils sont des acteurs. On a souvent constaté chez les acteurs cette servitude professionnelle qui les empêche, ayant quitté les planches, de reprendre leur personnalité : ils ne peuvent, en rentrant dans l'humanité réelle, dépouiller leur personnage de théâtre. C'est proprement ce qu'on appelle le cabotinage. Je vois bien ce que le mot a de déplaisant; mais il n'y a qu'un mot qui serve. L'histoire des amans de Venise réunit les deux formes du cabotinage, dont l'une consiste pour l'écrivain à mettre sa vie dans ses livres, et l'autre à transporter dans sa vie les conceptions de la littérature.

On a été très frappé de retrouver dans les lettres de George Sand l'original d'un des passages les plus fameux d'*On ne badine pas avec l'amour!* « On aime, dit Perdican à Camille, et quand on est sur le bord de sa tombe, on se *retourne pour regarder en arrière et on se dit : J'ai souffert souvent, je me suis trompé quelquefois, mais j'ai aimé. C'est moi qui ai vécu, et non pas un être factice créé par mon orgueil et mon ennui.* » On peut se référer à la lettre de George Sand : les deux textes

sont identiques. Musset s'est contenté de transcrire une phrase qui lui semblait bien venue et qui à coup sûr n'est pas déplacée dans une comédie toute de souvenir. Cela lui semble tout naturel et sa correspondante n'a certes pas été tentée de réclamer. De bonne heure cette idée leur est venue à tous deux qu'ils se préparaient une riche matière pour les livres de demain, et que les larmes qu'ils étaient en train de verser, les soupçons, les trahisons, les ruptures, toutes ces tortures endurées, toutes ces souffrances vécues, ce serait un jour de la copie toute prête. Entre une scène de violence et un raccommodement ils se promettent d'écrire le roman de leur amour. Déjà dans la première des *Lettres d'un voyageur* George Sand avait raconté la séparation de Venise; et la nécessité de tirer parti de leurs aventures dans l'intérêt de leur métier lui apparaît si clairement qu'en donnant à Musset des nouvelles de *Jacques* elle éprouve le besoin de l'avertir que ce n'est l'histoire d'aucun d'eux. C'est Musset qui est le plus séduit par l'idée de revivre dans un récit fictif toutes les phases de leur liaison. « Je m'en vais faire un roman. J'ai bien envie d'écrire notre histoire. Il me semble que cela me guérirait et m'élèverait le cœur. Je voudrais te bâtir un autel, fût-ce avec mes os. » Il s'exalte en y songeant et voit leur place à tous deux marquée parmi les amans « consacrés » par la littérature. « Non, ma belle, ma sainte fiancée, tu ne te coucheras pas dans cette froide terre, sans qu'elle sache qui elle a porté. Non, non, j'en jure par ma jeunesse et par mon génie... La postérité répétera nos noms comme ceux de ces amans immortels qui n'en ont plus qu'un à eux deux, comme Roméo et Juliette, comme Héloïse et Abélard. » Ce projet devint la *Confession d'un enfant du siècle* dont les trois dernières parties constituent une autobiographie aussi exacte qu'il était possible; on devine assez, à travers cette lecture décevante et lassante et qui agit sur les nerfs, la torture réciproque que s'infligèrent deux êtres habiles à se tourmenter, pareillement incapables de se supporter et de renoncer à leur supplice. Elles ont conservé leur intérêt de document; elles restent comme l'étude d'un « cas », comme un chapitre de psychologie morbide et de marivaudage forcené. George Sand en lisant ces pages où revivaient des faits si récens en fut émue jusqu'aux larmes. Elle pouvait d'autant plus être touchée et s'abandonner au charme pénétrant de la tristesse, que Musset avait tenu parole et pris pour lui tous les torts. Il n'y avait dans son récit pas trace de la trahison matérielle et Brigitte n'y était plus que l'innocente victime d'un libertin.

Même version dans *Elle et Lui*. On est en 1859, vingt-cinq ans après les événemens, vingt mois après la mort de Musset; pour répondre à

des calomnies qu'elle ne sait pas mépriser, George Sand va remuer les cendres de ce passé. Cette fois c'est un livre d'aigreur, témoignage de cette cruauté de la femme qui, n'aimant plus, ne se souvient pas d'avoir aimé. Mais elle se souvient de ses propres souffrances : la Thérèse d'*Elle et Lui* reproche à Laurent ses violences, ses impertinences, ses débauches et jusqu'aux embarras d'argent qu'elle a subis pour lui. Livre cruel dont les plus belles pages sont celles qui retracent la nuit atroce de la forêt de Fontainebleau. Triste livre où la femme vieillie ne craint pas de nous présenter salie par le vin, par le sang et par la boue l'image de celui qui jusqu'à la mort n'a cessé de l'aimer. — Quoi qu'il en soit du reste, et pour des raisons différentes mais qui aboutissent à un résultat analogue, les deux livres ont un même défaut : il y manque un personnage et qui, à vrai dire, est essentiel : c'est George Sand. Ni Brigitte, ni Thérèse ne lui ressemblent que par l'humeur prêcheuse et la manie de maternité. La figure adoucie et affadie cesse d'être vivante. C'est un duo où nous ne percevons qu'une voix, un dialogue où nous n'entendons pas les répliques. Que dire de l'honnête Smith ou du flegmatique Palmer? On touche du doigt la convention. On devine que les auteurs sont de parti pris, qu'ils ont voulu présenter les faits sous un certain jour, mais surtout qu'ils se sont tenus trop près des faits, au lieu de les recréer librement par une conception d'art. Ils les ont arrangés, ce qui n'est pas la même chose que de les transformer. Il est arrivé ce qui arrive toutes les fois qu'un livre est trop voisin de la réalité : il lui reste inférieur. Il est clair que le livre où seront réunies les lettres de Musset à celles de George Sand fera singulièrement pâlir, s'il ne rejette tout à fait dans l'oubli *Elle et Lui* et la *Confession*.

Ce qui est plus curieux et d'une portée d'enseignement qui va beaucoup plus loin, c'est de voir, dans ce consciencieux effort de deux écrivains pour réaliser les chimères les plus folles, à quel point ils ont pu être dupes de la littérature de leur temps, et dupes de leur propre littérature. Au moment où ils se rencontrent, George Sand vient d'achever *Lélia*, Musset les *Caprices de Marianne;* il termine *Rolla*, et il écrira bientôt *Lorenzaccio*. Octave des *Caprices* est Musset lui-même, et c'est un débauché. Rolla en est un autre. *Lorenzaccio* est une étude des ravages de la débauche. Il est convenu que Musset les a suivis dans son propre cœur, et qu'il est dès cette époque prisonnier du monstre. George Sand et Musset tous les premiers le déclarent à l'envi et à satiété. On l'a répété après eux. C'est se payer de mots. N'oublions pas quel est l'âge du poète : il a vingt-deux ans, c'est un

enfant. Il a fait la fête avec les plus élégans de ses camarades, il est allé chez des filles, il a bu du punch! En vérité, le mal est-il si enraciné qu'il n'en puisse guérir, et le clou est-il planté si avant sous sa mamelle gauche? Mais il a lu sur ce thème de farouches déclamations; ce sont elles qui hantent son esprit. L'« Orgie » lui est apparue magnifique et infernale dans le gonflement du lyrisme; il en a gardé l'épouvante, il en subit le prestige comme celui d'une puissance irrésistible. C'est de cette hantise qu'il ne s'est pas délivré. La « Débauche » dont il a été victime, c'en est le spectre littéraire habillé d'oripeaux byroniens. On ne dira jamais assez l'influence des œuvres d'imagination sur les êtres de sensibilité et de nerfs. On ne répétera jamais assez qu'il est plus rare de voir la littérature se modeler sur la vie que de voir le contraire. C'est la vie qui se modèle sur la littérature. Écoutez Lélia disant à Sténio. « Je n'ai jamais été mère, mais il me semble que j'ai pour vous le sentiment que j'ai pour mon fils. Je me complais dans votre beauté avec une candeur, avec une puérilité maternelle. » Écoutez Sténio disant à Lélia : « Il est juste que tu sois la souveraine de nous deux. Je ne mérite pas l'amour que tu mérites, je n'ai pas souffert, je n'ai pas combattu comme toi, je ne suis qu'un enfant sans gloire et sans blessures en face de la vie qui commence... » N'est-ce pas l'accent de Musset? Sténio n'est pas Musset, mais Musset sera Sténio. Les deux êtres de chair vont vivre le roman déjà écrit, tenir la conduite et répéter le langage que leur dictent les êtres imaginaires. George Sand s'est composé un personnage de femme fatale, créature de mystère, statue de l'orgueil et du désenchantement. Elle n'aura garde de descendre du piédestal où elle a juché Lélia. De l'exaltation de la *Nouvelle Héloïse*, des aspirations inassouvies de Werther et de René, des mélancolies d'Oberman elle s'est forgé un idéal de la passion. Elle est femme et sait mal faire la distinction entre la réalité et le rêve. Elle va se livrer et livrer son compagnon avec elle en proie à une mortelle chimère : c'est cet amour romantique qui depuis un siècle sévit dans notre littérature, qui infeste les esprits, fausse les idées, trouble la société, gâte les mœurs, et qui a fait par milliers des victimes dont George Sand et Musset ne sont que les plus illustres.

Car il y a beaucoup de façons de concevoir l'amour; elles ne se valent pas toutes, mais toutes elles répondent à un besoin de notre nature. L'amour peut être l'union de deux êtres, se donnant l'un à l'autre, corps et âme, dans le présent et dans l'avenir; la volonté y concourt avec l'imagination; toutes les puissances supérieures qui sont en nous se liguent contre les surprises de l'instinct et font obstacle à la loi

d'universelle mobilité qui rend nos cœurs pareils à un ciel changeant. Chimène, Pauline, Andromaque, non plus que Desdémone ne le concevaient pas autrement. On peut essayer de dégager l'amour des servitudes matérielles ; le platonisme est une rêverie, ce n'est pas une absurdité : ç'a été le rêve de Dante et de Pétrarque. D'autres ne cherchent dans l'amour que le plaisir et ne lui demandent que d'enchanter de ses illusions délicieuses les heures brèves de la vie ; c'est la volupté, charme des hommes et des dieux, que célébraient les païens couronnés de roses. Mais de la volupté il s'élève une âcre amertume : l'amour devient le bourreau de ceux qu'il possède et qu'il dégrade, comme un mal sacré : Ariane et Phèdre ont brûlé de cet amour, et c'est celui encore qui attache Des Grieux sur les pas de Manon. Mêlez et brouillez toutes ces sortes d'amour et vous aurez celui dont Lélia elle-même nous fournira la définition : « Dans la jeunesse du monde, dit-elle justement, alors que l'homme n'avait pas faussé sa nature et méconnu son propre cœur, l'amour d'un sexe pour l'autre tel que nous le concevons aujourd'hui n'existait pas. Le plaisir seul était un lien ; la passion morale, avec ses obstacles, ses souffrances, son intensité, est un mal que ces générations ont ignoré. Aujourd'hui pour les âmes poétiques, le sentiment de l'adoration entre jusque dans l'amour physique. Étrange erreur d'une génération avide et impuissante !... » Transporter dans l'adultère l'émotion respectueuse de l'amour honnête et dans le commerce des sens les élans mystiques du platonisme, prêter à la passion un caractère de noblesse et de générosité qui nous élève au-dessus de nous-mêmes, en faire l'instrument d'une félicité souveraine où l'homme devient l'égal de Dieu, voilà proprement la création du romantisme. C'est le triomphe de la confusion dans les idées, comme de l'amphigouri dans le langage. C'est le confluent de tous les malentendus.

« Je t'aime parce que tu me plais », déclare George Sand à Pagello. Nous nous en serions doutés. L'aveu est pourtant précieux à recueillir, aveu dont c'est le cas de dire qu'il est dépouillé d'artifice, puisqu'il nous plonge en pleine nature. A travers la série de ses aventures George Sand n'a jamais voulu convenir que la curiosité des sens pût être pour rien dans l'affaire. Elle invente à ce propos une merveilleuse théorie de l' « ascension dans l'amour », qui apporte au changement mieux qu'une excuse. « Crois-tu donc qu'un amour ou deux suffisent pour épuiser et flétrir une âme forte ? Je l'ai cru aussi pendant longtemps, mais je sais à présent que c'est tout le contraire. C'est un feu qui tend toujours à monter et à s'épurer. C'est peut-être l'œuvre terrible, ma-

gnifique et courageuse de toute une vie. C'est une couronne d'épines qui fleurit et se couvre de roses quand les cheveux commencent à blanchir. » Ce sophisme est aussi bien celui du don Juan romantique. Hélas! pour en être dupe il faudrait ne pas regarder autour de soi. Avec la puissance de son envolée dans le faux, l'intrépide romancière reste persuadée qu'elle n'a engagé que son âme. Elle regrette de n'avoir pu vivre entre les deux hommes et les rendre heureux sans appartenir ni à l'un ni à l'autre. Elle croit sincèrement qu'elle le souhaitait. Elle s'applaudit d'une sorte d'austérité, difficile à expliquer très clairement, et qui aurait présidé à ses rapports avec Musset : « Avons-nous un seul souvenir de ces étreintes qui ne soit chaste et saint? » Comment en serait-il autrement puisqu'il ne s'agissait en tout cela que de la plus grande gloire de Dieu? « Dieu lui-même, ce que tu appelles ma chimère, ce que j'appelle mon éternité, n'est-ce pas un amour que j'ai étreint dans tes bras avec plus de force que dans aucun autre moment de ma vie? » Il se pourrait que Dieu n'eût rien à faire dans ces sortes de rencontres; mais les romantiques le dérangent pour très peu de chose. L'amour, tel que nous essayons ici de l'analyser, est à base de sensualité. George Sand l'ignore ou ne veut pas le savoir; c'est sa première et plus grave illusion et d'où toutes les autres découlent. Tel est d'ailleurs l'amour que célèbre désormais la littérature. De Saint-Preux à Lélia, en passant par Bernardin de Saint-Pierre et par Chateaubriand, toute cette littérature crie, et j'allais dire qu'elle brame le désir. — Les deux amans ont un passé qu'ils ne peuvent ni accepter ni oublier, dont l'image entretient chez eux la jalousie, le doute, l'inquiétude : ils ne cessent d'aspirer à un amour où la confiance naîtrait de l'estime. — La passion est égoïste; ils veulent à toute force y introduire un élément qui lui est étranger : la bonté. Chez George Sand la bonté prend naturellement la forme de la maternité. Il n'y a dans son œuvre que trop d'exemples de cette perversion du sentiment qui mêlant la maternité à l'amour donne à celui-ci un vague relent d'inceste. Mais comment ne s'est-elle jamais avisée de ce qu'il y a de désobligeant pour l'imagination dans ces caresses d'amante données par « une mère » ? Certaines délicatesses ont manqué à cette riche organisation, comme elles firent également défaut à presque tous les grands romantiques. Le dernier effort de la bonté transformant l'amour, c'est de toute évidence le renoncement de la passion se sacrifiant elle-même. C'est ici qu'intervient l'épisode de Pagello. Alors même qu'elle sera lassée de cette gageure, George Sand continuera d'en célébrer l'extravagance lyrique. « Adieu donc le beau

poème de notre amitié sainte et de ce lien idéal qui s'était formé entre nous trois, lorsque tu lui arrachas à Venise l'aveu de son amour pour moi et qu'il te jura de me rendre heureuse ! » Auprès de cette réalité toute fiction paraît médiocre. Polyeucte cède sa femme à son rival, mais c'est au moment de mourir. Jacques abdique ses droits devant la toute-puissance et la légitimité supérieure de la passion, mais il se suicide. Musset vit, reçoit des nouvelles de Pagello « qui est un ange », est tenu au courant des effusions par lesquelles sa maîtresse et son rival heureux se prouvent « leur amour pour Alfred. » C'est la folie toute pure.

Ainsi mêlé d'élémens contradictoires et pétri d'idées fausses, l'amour devient une monstruosité, C'est le moment que choisissent les romantiques pour en décréter le caractère divin. Il est beau, et même il n'y a au monde pas autre chose de beau et de sacré. Il est héroïque et ceux qui se sont haussés jusqu'à lui en deviennent très grands. Il est une vertu, s'il n'est même toute la vertu. Il est la règle unique de la vie, enferme en lui la morale, absorbe la religion... Une loi d'airain veut que ces tentatives pour escalader le ciel aboutissent à des chutes formidables.

C'est dans les dernières lettres de George Sand, après la reprise de possession et au moment où va s'imposer la nécessité d'une rupture définitive, que la passion parle le langage le plus brûlant. « Je ne t'aime plus, mais je t'adore toujours. Je ne veux plus de toi, mais je ne peux pas m'en passer... » D'ailleurs le calme reviendra vite amenant l'oubli. Profondément femme, George Sand a besoin d'être dominée ; et elle n'a trouvé en Musset vraiment qu'un enfant. C'est pourquoi sa liaison avec lui ne laissera de trace profonde ni dans sa mémoire ni dans son œuvre. C'est un épisode dans sa vie, ce n'est pas une date dans l'histoire de son esprit. Elle revient à la grande question qui n'a cessé de la préoccuper, celle des droits de l'individu contre la société, de la nature contre la raison. Elle est douée des plus admirables facultés pour emmagasiner des idées, des sensations, des images, et les rendre sous forme d'art : le flot continue à s'épancher avec la même régularité, sans que le cours en ait été troublé ni dévié. Par bonheur, il n'en a pas été de même pour Musset. Il a été remué jusque dans le fond de son être ; sa nature est débile, incapable de réagir, et il ne peut compter sur son œuvre pour s'échapper à soi puisqu'il n'a jamais mis dans son œuvre que lui-même. Il ne s'est jamais intéressé qu'à l'amour ; et il vient d'aimer pour la première fois de sa vie, d'un amour qui sera désormais toute sa vie. Du temps passera, des

impressions nouvelles se succéderont, qui ne prévaudront pas contre l'impression ineffaçable. Le poète fera effort jusque dans ses derniers vers pour chasser un souvenir qui reste quand même douloureux :

> Ote-moi, mémoire importune,
> Ote-moi ces yeux que je vois toujours.

Il retrouvera toujours au fond de sa mémoire ces sombres yeux. Il ira dans la vie, sans rien entendre et sans rien voir, comme ceux que possède une pensée unique à laquelle ils sont en proie. Il s'est heurté à l'un de ces accidens rares, extraordinaires et terribles dont on ne cite que quelques exemples : une grande passion. Il ne saura plus parler d'autre chose, et il mettra tout son art à en fixer le souvenir. Musset est incapable de se détacher de lui; mais ce que son inspiration perd en variété et en richesse, elle le gagne en intensité. L'auteur de *Jacques* était encore celui d'*Indiana*. Le poète de *Rolla* est devenu le poète des *Nuits*. C'est la transformation la plus complète et en même temps la plus heureuse qui se pût imaginer. Et si l'homme a le droit de maudire celle qui la première lui apprit la trahison, le poète a le devoir de remercier celle grâce à qui se sont révélés tout à la fois chez lui le cœur et le génie.

Quand on relit les pièces qui vont de la *Nuit de mai* au *Souvenir*, ce qui frappe dans cette poésie inspirée par une aventure personnelle, toute pleine d'une impression récente et composée en quelque sorte sous la dictée de la réalité, c'est de voir comment le poète y dépouille son émotion de tous les élémens particuliers, de tous les traits qui l'auraient faite étroite et précise. C'est le statuaire qui dégage le type de la beauté en rejetant les tares des formes individuelles. Les personnes, les noms, le décor extérieur, le lieu, l'heure, la date, autant de détails que nous sommes libres d'imaginer à notre gré. Mais le poète remuait de vieilles lettres, et de leur poussière s'est levée la tristesse d'antan. Mais il est resté toute une nuit penché à son balcon, attendant jusqu'au matin le retour de l'infidèle. Des images de désolation naissent comme d'elles-mêmes : c'est le pélican qui donne ses entrailles en pâture à ses petits, c'est le laboureur qui trouve son champ dévasté par l'incendie. Comme il nous fait grâce de tous les incidens, il ne s'embarrasse d'aucune théorie et conception nuageuses. Si l'amour est un élan sublime et une aspiration sainte, il n'en sait rien. Il sait seulement qu'il voulait posséder et garder celle qu'il aimait, et qu'elle est partie. Il a été trahi et cette trahison est un abîme où sa raison ne

se retrouve pas. Il se remet sous les yeux cette chose qu'il ne peut admettre, et qui est. Pourquoi ces sermens, s'ils devaient mentir? Pourquoi ces larmes si tu ne m'aimais pas? Et si tu m'as aimé, pourquoi avoir cessé d'aimer? C'est le problème dont il retourne avec effroi les données et qui l'affole. C'est l'obsession contre laquelle il se débat. Comme il faut vivre, il cherche un moyen de vivre avec cette torture mortelle. Et comme c'est un besoin pour l'artiste de créer, il cherche le moyen de faire de son tourment lui-même sortir l'œuvre d'art. Sa souffrance devient sa Muse; elle prend une voix et il ne sait plus que dialoguer avec elle. Elle le presse de se soulager par la plainte; mais le moment n'est pas venu et il tremble rien qu'à la pensée d'évoquer des douleurs qui briseraient sa lyre. Les sentimens longtemps contenus éclatent enfin, dans leur diversité et leur violence : ce sont tour à tour des essais de se reprendre à la vie et de subites explosions de colère, l'illusion de l'oubli et le retour offensif du mal plus aigu, un flux et un reflux d'impressions tumultueuses et qui nous font désespérer que le calme reparaisse. Il reparaîtra pourtant, et à défaut du pardon que la passion ne connaît pas, on verra se faire l'apaisement. Le souvenir s'épure et s'élargit; l'épreuve passée prend dans l'éloignement sa signification véritable. Le poète sait maintenant que les joies s'enfuient sans laisser de trace et que les jours de bonheur ne valent pas qu'on en parle : la souffrance qui ouvre notre âme à toute sorte d'émotions, qui nous fait communier avec la nature et prendre conscience de nous, est encore ce qu'il y a de meilleur au monde... Cette poésie jaillit du cœur, avec une sincérité dont peut-être n'y a-t-il pas eu d'égale : subitement toute déclamation vaine, toute la fausse rhétorique, celle de l'art et celle du sentiment, ont disparu : il n'y a plus de place que pour la vérité. C'est le fond du cœur qui apparaît, et les régions se découvrent où ne pénètrent ni les caprices de la fantaisie individuelle, ni ceux de la mode. Telle est pour la poésie lyrique elle-même, cette forme par excellence de la poésie personnelle, la condition de la vie et de la durée : il faut qu'elle dépasse les émotions d'un homme et l'expression des sentimens d'un jour, pour arriver jusqu'à ce fond immuable et commun où, par delà les individus et les temps, toutes les souffrances humaines se reconnaissent et se répondent.

René Doumic.

REVUE MUSICALE

De l'exotisme en musique, à propos d'un nouveau concerto de M. Camille Saint-Saëns.

Au Conservatoire d'abord, puis au Châtelet, M. Diémer vient de jouer, — en grand virtuose, — un nouveau concerto pour piano de M. Saint-Saëns, celui que l'auteur interpréta lui-même le soir de son glorieux cinquantenaire. Il n'y faut pas chercher la grandeur et la puissance de certains autres concertos de M. Saint-Saëns: celui en *sol* ou celui en *ut*. Du premier morceau les thèmes valent surtout par la grâce et l'amabilité; et la fin m'en a paru délicieuse de paix et de douceur. Le finale au contraire est un chef-d'œuvre d'éclat et surtout de vitesse. Je n'en connais pas de plus allant, de plus ailé, qui vous porte et vous allège davantage, qui vous donne plus vives, plus enivrantes, la sensation et la joie d'un éternel mouvement dans un espace infini. Symphoniques discrètement, harmonieusement partagés entre le piano et l'orchestre, ces deux morceaux attestent chez le musicien une sûreté désormais infaillible de la pensée et de la main, un naturel et une liberté dans la création, un caractère d'aisance et de jeu supérieur qui n'appartient qu'aux œuvres de maître.

Mais il y a dans la seconde partie de ce concerto quelque chose qui ne fut encore en nul autre et que M. Saint-Saëns, depuis qu'il s'est fait rapsode errant, nous rapporte volontiers de ses courses lointaines. Ce quelque chose est l'exotisme, et c'est de l'exotisme en musique et dans la musique de M. Saint-Saëns que nous voudrions dire un mot.

L'exotisme est le goût et la représentation des choses éloignées et

rares. Secondaire — pour ne pas dire inférieur — par ce qu'il a d'exceptionnel, ce genre ne l'est pas moins, en musique surtout, parce qu'il reproduit ou décrit les choses plutôt que les êtres. Or les êtres, de préférence aux choses, l'humanité, beaucoup plus que la nature, voilà le sujet de la musique. Il y a relativement peu de paysages musicaux, et pas un n'est un chef-d'œuvre de premier ordre, qui ne soit en même temps un chef-d'œuvre d'ordre universel ou tout au moins général.

Pour la musique en outre l'exotisme présente un danger particulier. Et ce péril — qui peut au premier abord sembler un avantage — n'est autre que l'existence même d'une musique exotique. La musique est de tous les arts le plus répandu, le plus pratiqué chez les êtres primitifs ou sauvages. Il y a des peuples — comme les Arabes, et les musulmans en général, — qui ne possédèrent jamais de peinture ni de sculpture; leur architecture est morte; mais ils ont une musique, leur musique. Pour exprimer ce qu'ils ressentent, ce qu'ils imaginent ou ce qu'ils voient, pour rendre leurs pensées, leurs passions ou les spectacles qu'ils contemplent, à défaut des couleurs et des formes, ils disposent des sons; leur âme et leur pays même, qui ne savent que chanter, chantent du moins sur leurs lèvres, sur leurs darabouks et leurs flûtes de roseau. Ces chants, indigènes et authentiques, ces voix réelles de l'Orient véritable, il est naturel que, voulant faire de la musique orientale, les musiciens que nous sommes s'en emparent et les transcrivent. Tandis qu'au peintre, au sculpteur, la nature et l'humanité là-bas ne fournissent que des modèles, elles offrent au musicien quelque chose de plus : un commencement ou une ébauche d'art, une expression, une imitation première et qui peut, étant la plus directe, paraître d'abord la plus véridique.

Elle ne l'est cependant pas, au moins dans le sens supérieur du mot. Et d'abord quelle vérité peut contenir le chant oriental le plus fidèlement noté? Une vérité relative, je le crains. La couleur locale existe en musique, mais elle y est un peu sans nuances, et pour la musique la géographie se montra toujours d'une tolérance singulière. Il n'est pas de concession qu'elle ne lui fasse. En sa faveur elle comble les mers, abaisse les montagnes; elle agrandit encore l'inconnu, l'infini de ce mot et de ce monde : l'Orient. Elle rapproche et mêle au besoin les peuples divers. Entre une mélodie hindoue et un thème arabe, l'oreille la plus musicale hésiterait peut-être. Les savans se sont étonnés de retrouver dans les brumes de Bretagne les modes et les rythmes de la radieuse Hellas, et que les Korrigans et les nym-

phes dansent, — par des nuits combien différentes, — au bruit des mêmes chansons.

Vérité relative, cette vérité documentaire est également inférieure. Elle est seulement ce que perçoit de la vérité, ce qu'en peut exprimer, par des moyens élémentaires, l'intelligence, la sensibilité d'êtres inférieurs aussi. La voix du chamelier ou du muezzin ne chante que ce que le ciel bleu dit au muezzin et le désert au chamelier. Elle traduit, cette voix, mais elle trahit; et du désert et du ciel nous voulons et nous savons entendre bien plus. *Homo additus naturæ.* Il nous plaît qu'à la nature de là-bas s'ajoute l'homme d'ici, l'homme de partout, l'homme universel qu'est toujours et par définition le grand artiste, celui qui peut dire à ses frères ignorans et bornés, aux conducteurs de caravanes ou aux annonciateurs de la prière : Vous et les choses qui vous environnent, l'horizon de votre âme et celui de vos yeux, je comprends et j'exprime tout cela mieux que vous-mêmes. Vous n'êtes que des copistes, je suis un interprète, et en dehors, au-dessus de votre exactitude, moi seul j'atteins à la vérité.

Les plus grands musiciens de l'exotisme ont fait ainsi. Musiciens relativement nouveaux, car notre siècle a vu sur la musique les premiers reflets du soleil d'Orient. Les vieux maîtres en ont ignoré, peut-être dédaigné la lumière. Interprètes sublimes de la Bible ou de l'Évangile, ils n'en interprètent que l'esprit; le décor les touche peu. On ne relèverait pas un trait de couleur locale dans les répons de Palestrina. Le *Cantique des Cantiques* de Schütz n'a point passé sur les vignes en fleurs du Carmel. Les oratorios de Bach et de Haendel n'ont rien de pittoresque, encore moins d'exotique. Dans la *Création* même, si descriptive qu'en soit la musique, Haydn ne s'est pas demandé si le paradis terrestre se trouvait en Autriche ou en Mésopotamie, et dans Ève, au lieu de la première Levantine, il a vu la première femme.

Chez Mozart, très peu d'Orient encore ; en tout cas, pas un paysage. Dans l'*Enlèvement au Sérail*, à peine un soupçon de langueur et de rêve en certaine romance exquise, de tonalité incertaine, qui peut-être annonce — discrètement et de très loin — toutes nos *Orientales* et toutes nos *Captives*. Quant à la délicieuse *Marche turque*, patrouille de sérail ou sauterie de carnaval, c'est une turquerie si l'on veut, mais bon enfant et pour rire, toute de convention et presque d'ironie, à la Molière, digne du jeune Turc de la fameuse galère et de la cérémonie du *Bourgeois gentilhomme*.

Vienne le Beethoven des *Ruines d'Athènes*, il corsera pour ainsi dire la *Marche turque* de Mozart. Il la fera plus énergique, retentissante

d'accords et par momens grandiose. La turquerie s'élargit, s'élève, mais c'est la turquerie encore. Ce ne l'est plus dans l'admirable chœur des derviches, où brusquement apparaît, éclate la vérité de l'Orient, sa violence et jusqu'à sa fureur. Sans un élément local, sans un document authentique, par la seule intuition du génie, Beethoven est oriental ici comme Gluck avait été grec : plus que la nature elle-même, plus que le modèle inconnu, mais deviné. Je les ai vus tourner, entendus hurler, les moines étranges du Caire et de Stamboul. Et le vol circulaire de leurs robes, et les convulsions de leurs têtes échevelées et aboyantes, et leurs cris et la pauvre symphonie qui les accompagne, non seulement tout cela n'est pas aussi beau, mais cela de quelque manière est moins vrai que la ronde sauvage de Beethoven, que ce rauque unisson de hoquets et de râles, ces triolets en tourbillon et ces appoggiatures atroces. Une fois de plus ici le génie a passé, bondi par-dessus la réalité pour saisir la vérité elle-même.

Unique chez Beethoven, la note exotique a peu d'écho dans l'œuvre de ses contemporains et de ses successeurs. Elle sonne, elle tinte plutôt, mince et seulement amusante, en quelques pages de Weber : les ouvertures d'*Abu-Hassan* et de *Turandot*, et la marche, l'inévitable marche des gardes du sérail d'*Obéron*. Elle est absente, cette note, de la musique de Mendelssohn, et *le Paradis et la Péri* de Schumann n'a d'oriental que le nom.

Vers le milieu du siècle, un des nôtres, Félicien David, nous rapporte, le premier peut-être, quelques soupirs du désert. Ils nous surprennent d'abord et nous ravissent. Mais Félicien David n'avait pas assez de talent pour son génie, et d'élémens aussi nouveaux, aussi précieux, le mélodieux voyageur ne sut pas composer le chef-d'œuvre d'un grand musicien.

C'est en grand musicien que Meyerbeer a créé l'un des chefs-d'œuvre de la musique exotique : le quatrième acte de l'*Africaine*, qui s'élève comme un îlot de lumière entre les opéras historiques du maître. Ici encore, pas de renseignemens, de documens, pas la moindre mélodie du pays. De quel pays d'ailleurs ? Nous ne savons même pas où nous sommes. L'*Africaine* pourrait aussi bien s'appeler *l'Indienne*, et l'étonnante leçon de géographie du second acte laisse toute latitude à l'imagination. La vérité de cette musique n'est pas celle que renversent trois degrés d'élévation du pôle et dont un méridien décide. Elle est vaste, et vraie au moins de tout un côté de la terre, le côté du soleil. Vérité d'abord largement pittoresque et descriptive. *Pays merveilleux*, chante Vasco, *jardins fortunés, salut !* Est-ce l'Afrique,

est-ce l'Inde qu'il salue ainsi? Je ne sais. En tout cas, c'est une nature inconnue et splendide, un ciel dont le trémolo des violons à l'aigu trahit le chaud et lumineux frisson, une terre dont on entend battre la vie et comme le sang vierge, dans la sourde pulsation des timbales. — Vérité largement humaine et morale, car à la nature s'unit et se mêle l'âme du héros, du conquérant conquis par sa conquête. Il y a quelque chose ici comme le mariage de Loti élevé au sublime; oui, des noces aussi, mais colossales, cosmiques autant qu'humaines, don réciproque et total d'une créature et de la création. — Vérité enfin que j'oserais presque appeler coloniale, car cette musique respire l'orgueil même, l'amour de la patrie accrue, enrichie et glorifiée par un de ses enfans...

Et maintenant recueillez toutes les mélodies de l'Orient et rassemblez tous ses musiciens; remplacez l'orchestre anonyme de Meyerbeer par un orchestre algérien, hindou ou japonais, l'air de Vasco par une authentique bamboula. Bornez-vous à transcrire, à photographier, et vous pourrez choisir encore une fois entre la copie conforme et la ressemblance, entre l'exactitude et la vérité.

D'exactitude pourtant nous sommes devenus plus soucieux. Des savans, — qui sont aussi des artistes, — un Gevaert, un Bourgault-Ducoudray, un Tiersot, ont commencé de fixer l'histoire — et la géographie — de la musique. Ils ont regardé plus attentivement qu'on n'avait fait encore, dans le temps et dans l'espace; ils ont fouillé les siècles et les horizons. Le sens s'est éveillé d'une archéologie plus sûre et d'un exotisme plus précis. On a mieux connu les modes, les rythmes antiques, populaires ou étrangers; on les a même pratiqués. Nul ne l'a fait avec plus de science, plus de goût et parfois de bonheur que M. Bourgault-Ducoudray. L'auteur de *Thamara* et de la *Rapsodie cambodgienne* est dans la musique d'aujourd'hui quelque chose comme le ministre des colonies ou plutôt le directeur du Jardin d'acclimatation. De notre goût pour une ethnographie moins sommaire, pour la représentation de l'Orient par la musique orientale elle-même, *Thamara* sans doute est le meilleur produit et le plus sûr témoignage. Cette œuvre, au second acte surtout, est vraiment originale par l'appropriation constante à la polyphonie moderne — la plus raffinée et la plus complexe — de tous les élémens : rythmes, modes, mélismes, de la mélodie antique et orientale. De cette rencontre, le musicien a tiré mieux que des effets pittoresques et décoratifs : dans un duo d'amour, dans un *lamento* funèbre, il a noté les sons, nouveaux à notre oreille, que peuvent rendre des âmes différentes des nôtres sous le coup de

passions aux nôtres pareilles. Et cela n'est pas banal, et cela n'est point d'un médiocre intérêt.

Dans cette voie particulière, M. Saint-Saëns peut-être a été moins loin : j'entends par là que non moins curieux et respectueux même de l'élément exotique, il s'en affranchit plus vite pour le dominer de plus haut. Cet esprit classique, — autrement dit général, — entre tous, est venu tard à l'exotisme. La *Princesse jaune*, une « princesse lointaine » déjà, n'est d'un orient ni très pur ni très profond. Biblique beaucoup plus qu'orientale est la beauté de l'admirable *Samson*. Avec les *Mélodies persanes*, esquisse de cette *Nuit persane* que le Conservatoire encore vient de nous faire entendre; plus tard avec la *Suite algérienne*, M. Saint-Saëns entra dans ce qu'on pourrait appeler sa période ou sa manière voyageuse. La *Valse canariote*, *Africa*, en étaient les œuvres les plus récentes. La seconde partie du nouveau concerto m'en paraît le chef-d'œuvre. Il ne s'agit ici ni d'amusette, ni de bibelot, ni de pacotille, ni seulement de mélodies plus ou moins singulières, notées plus ou moins fidèlement. Les thèmes sont étranges, lointains, et je les crois volontiers authentiques; présentés en outre avec toute la couleur, toute la saveur de l'orchestre que vous savez. Mais la beauté, la vérité supérieure n'est pas en eux; elle est dans la transformation, dans la transfiguration qui s'opère en eux, dans la fusion de ces élémens sonores, qui sont l'exception, la nature et l'instinct, avec la musique, qui est conscience, qui est règle, qui est art enfin.

Trois parties composent ce remarquable morceau, rapsodie plutôt que symphonie. D'abord, sur un accompagnement de cordes au rythme inégal, aux sonorités rudes, se dessine une mélopée d'Orient. Traversée de gammes rapides, en des modes bizarres, elle est coupée de fantasques points d'orgue. Puis un chant infiniment doux se fait entendre, égal autant que l'autre était capricieux. C'est un chant des bateliers du Nil. Il dit le tranquille courant et la paix auguste du fleuve; çà et là un accent plus fort marque et la cadence des rames et le profond soupir des rameurs. Voilà l'élément indigène et le document authentique. Mais bientôt — on pourrait dire exactement à quelle mesure — l'artiste supérieur intervient. Il ouvre au thème une voie nouvelle, un plus large horizon. Il en tire des conséquences et comme des déductions exquises. Il l'agrandit, l'épanouit en musique pure, et l'humble cantilène d'Égypte entre ainsi dans l'ordre et comme dans le cercle divin de l'universelle beauté.

Au motif africain — l'unité de lieu, nous l'avons dit, n'étant pas rigoureuse en ce genre de musique — succède un motif cochinchi-

nois tout différent du premier : non plus rêveur, mais allègre, sautillant et piqué de notes de cristal. Et brusquement, sur une de ces notes-là, saisi et comme mordu au cœur par le regret de son pays et de son art, le musicien s'arrête. En quelques accords admirables de plénitude, il se ressaisit lui-même, il rentre encore une fois et par force dans la vraie musique, la musique pure. Oh! que M. Jules Lemaître a raison, et qu'il a bien compris tout ce qu'il y a dans l'exotisme de délicieux et de mélancolique à la fois! « Tandis que nous imaginons de nouveaux aspects de l'univers, il arrive qu'une fois bien entrés dans ces visions, nous y sommes mal à l'aise et vaguement angoissés; nous y sentons le regret nostalgique des visions connues, familières, et que l'accoutumance nous a rendues rassurantes. » Cette nostalgie et cette angoisse font la beauté presque tragique de la dernière partie du morceau. La mélopée du début revient; ses fragmens rompus reparaissent, surtout l'accompagnement, toujours haletant et rauque. En dehors, au-dessus, tantôt se traîne et tantôt s'élance un libre récitatif. Le piano chante, déclame, jette sur l'opiniâtre sauvagerie de l'orchestre une sorte de *vocero* éperdu. C'est l'Orient toujours; mais c'est autre chose encore, et plus qu'un paysage singulier et lointain : c'est nous, nous-mêmes, nous tous; c'est la douleur, l'épouvante, en un mot c'est l'âme humaine, et tous nous la reconnaissons. Pour trouver une fin que rappelle cette fin grandiose, il faut l'aller chercher jusque chez Beethoven, dans l'*adagio* du trio en *ré*. « Beethoven et la rue du Caire panachés », disait-on plaisamment à côté de nous. On ne pouvait mieux dire, mieux caractériser l'exotisme de M. Saint-Saëns, y discerner plus justement la part de la vérité, de la beauté locale, et celle de la beauté générale et de l'universelle vérité. Un chant de bateliers rapporté d'Égypte et fidèlement reproduit, cela peut être de la musique pittoresque; mais il n'y a qu'un grand musicien pour faire presque du Beethoven avec un chant de bateliers.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 janvier.

Les élections sénatoriales du 3 janvier ont été si parfaitement conformes à ce que nous avions prévu et annoncé que nous n'aurions rien à en dire de plus, si elles n'avaient pas été accompagnées de quelques incidens dignes d'être relevés. La bataille était entre le parti radical-socialiste et le parti républicain modéré. Ce dernier n'avait aucune prétention à augmenter dans la Chambre haute le chiffre de son effectif antérieur : le parti radical-socialiste annonçait, au contraire, que la majorité serait, sinon complètement renversée au Sénat, au moins profondément modifiée. Dès lors tout deviendrait facile, et le char de l'État, n'étant plus retenu par aucun frein, serait précipité, brides abattues, sur la route du progrès par la révolution. Allons droit au résultat : il a été parfaitement nul. Le Sénat est aujourd'hui exactement ce qu'il était hier, et c'est tout ce qu'on pouvait pour lui désirer, ou du moins espérer de mieux.

Les radicaux socialistes ont bien fait de triompher la veille du scrutin, puisqu'ils ne devaient pas pouvoir le faire le lendemain. Ils avaient multiplié les métaphores pour annoncer la destruction de la vieille forteresse, de la bastille du Luxembourg. N'ayant pas réussi à pénétrer dans la place, ils se réjouissent d'en avoir fait sortir un ou deux occupans, un surtout, qui n'est autre que M. Constans. M. Constans n'avait pas fait beaucoup parler de lui depuis quelques années. Après avoir rendu un grand service à son parti, ou pour mieux dire à son pays, il s'était laissé aller à la nonchalance qui, après la poussée d'un effort vigoureux, est dans le caractère des Méridionaux. Cet homme qu'on a représenté comme un politique du XVIe siècle, au regard froid, implacable, et la main toujours fixée sur une arme secrète, n'est qu'un homme d'esprit, qui a le sens de l'à-propos, capable, comme il l'a prouvé, d'une action décisive à un moment donné, mais très capable aussi, comme il ne l'a pas moins prouvé, de s'endormir ensuite dans un long repos. Ses ennemis ne s'endormaient pas. Ils lui

ont fait une guerre acharnée, de tous les jours, de toutes les minutes, et finalement ils l'ont battu. Mais avec qui? Est-ce avec un des leurs? Est-ce au profit d'un de leurs candidats ? Ont-ils fait entrer au Sénat, à la place de M. Constans, un représentant de leurs doctrines? Non, certes. Ils ont reporté leurs voix, au dernier tour de scrutin, sur M. Paul de Rémusat, c'est-à-dire sur l'homme qui portait le nom le plus respecté, le plus aimé de toute la région, mais un nom qui signifiait fidélité traditionnelle à la politique libérale et modérée. Avec un désintéressement qui n'étonne pas de sa part, M. de Rémusat avait retiré sa candidature, mais les radicaux l'ont reprise; ils ont déchiré les affiches qui annonçaient son désistement; ils ont voté pour lui, sentant bien qu'ils n'avaient pas d'autre moyen d'empêcher M. Constans d'être élu, et rendant ainsi hommage à une politique et à des principes qui sont tout l'opposé des leurs. Voilà comment ils ont gagné la partie : ont-ils lieu de s'en montrer si fiers?

La rentrée du Parlement a suivi de près les élections sénatoriales. Que sera la session qui s'ouvre? C'est la dernière, pleine et complète, que la Chambre actuelle aura à remplir : on sait que les élections générales, retardées de six mois à la fin de la dernière législature, auront lieu au printemps de 1898, environ dans quinze mois. Il faut donc s'attendre à ce que cette session soit agitée. Elle sera vraiment la préface des élections, et tous les partis s'y donneront rendez-vous avec leurs programmes, avec leurs systèmes, quelques-uns avec leurs promesses fallacieuses et décevantes. La grande bataille est aujourd'hui sur le terrain financier. Elle est commencée; elle se poursuivra avec une vigueur toujours plus grande. Quelles que soient les réformes proposées par le gouvernement, les radicaux socialistes affecteront de jeter sur elles le discrédit en les regardant comme insuffisantes, comme insignifiantes même, et ils emploieront tous leurs efforts à les empêcher d'aboutir. Ils demanderont toujours autre chose, ils demanderont toujours plus, essayant de mettre la majorité dans l'alternative ou d'un nouvel avortement, ou d'une adhésion résignée à leurs propres vues. Ils se contenteront d'ailleurs volontiers, comme par le passé, d'une adhésion de principes.

Leur cheval de bataille restera sans doute l'impôt général sur le revenu. Bien que le principal écuyer soit descendu de sa monture et l'ait abandonnée comme un animal fourbu, un autre essayera de lui demander encore un temps de galop devant la galerie. M. Bourgeois n'a-t-il pas annoncée qu'il était tout prêt à l'équiter à lui seul, bien qu'il n'y ait pas montré jusqu'ici une grande aptitude, et qu'il ait commis

un certain nombre de confusions jusque dans l'emploi des mots qui peuvent y servir? Le dossier n'est pas au-dessus de la portée d'un avocat ordinaire, et M. Doumer l'a laissé tout fait au service de son successeur éventuel. Mais on est un peu effrayé en songeant à toutes les questions qui sont restées en arrière, et qui vont se présenter presque à la fois dans le cours de cette année : le renouvellement du privilège de la Banque de France, la réforme des boissons, les dégrèvemens agricoles, qui ont été trop souvent promis pour qu'on ne tente pas de les réaliser, et enfin la question de savoir comment on pourvoira au vide que ces dégrèvemens produiront dans les recettes. Nous souhaitons au ministère actuel l'autorité et l'énergie nécessaires pour réussir dans cette tâche complexe et difficile. Son autorité a certainement grandi depuis quelque temps. D'abord, il a duré; il a fait preuve de vitalité; il a démenti les prophéties de ses adversaires, qui avaient annoncé sa mort prochaine, en avaient déjà fait part à leurs amis, et s'étaient montrés tout prêts à l'enterrer, c'est-à-dire à le remplacer. Le plus acharné d'entre eux et aussi le plus impatient, M. Doumer, a abandonné la partie de guerre lasse, en vertu du proverbe que mieux vaut tenir que courir. Quelques réserves qu'il y ait à faire sur les conditions de moralité, ou, pour mieux dire, d'immoralité politique dans lesquelles cette aventure s'est produite, il faut bien y reconnaître un signe des temps, qui sont de moins en moins favorables aux espérances radicales. Par bonheur, le gouvernement a de meilleurs titres à présenter pour inspirer confiance. Les élections sénatoriales ont tourné à l'avantage des opinions moyennes. M. le ministre de l'intérieur a poussé le scrupule jusqu'à remettre après ces élections un mouvement préfectoral qu'il aurait dû faire, non pas à la veille sans doute, mais longtemps auparavant. Les programmes électoraux ont montré que la grande majorité des candidats élus était contraire à l'impôt sur le revenu : c'est une constatation que M. Barodet, qui est passé de la Chambre au Sénat, fera bien de consigner dans une de ces publications dont il s'était assuré le monopole au Palais-Bourbon. Il résulte de tout cela que l'opinion générale du pays est favorable à la politique modérée. C'est une force pour le ministère : il lui reste de savoir en user. On attend avec impatience les projets qu'il a préparés pendant les vacances, et qui ne sont pas encore connus. Jusqu'ici, ses adversaires en sont réduits à lui faire la petite guerre, la plus petite de toutes, c'est-à-dire à raconter qu'il est rongé par des dissentimens intérieurs dont ils ne peuvent d'ailleurs fournir le moindre indice, et sur lesquels les indications sont de plus en plus contradictoires à

mesure qu'elles deviennent plus abondantes. A en croire les journaux radicaux et socialistes, il n'y a pas en ce moment dans le cabinet deux ministres qui pourraient se regarder sans froncer le sourcil : c'est le contraire des augures antiques. A la fin des vacances, ils n'ont conservé entre eux une paix apparente qu'en se séparant et en fuyant le plus loin possible les uns des autres. Ceux-ci sont restés à Paris, ceux-là sont allés à Cannes, à Nice, à Menton, ne pouvant même pas, de crainte d'y causer quelque scandale par leurs querelles, se réunir, pour s'y reposer au soleil, dans la même ville. Telles sont les armes actuelles de l'opposition : personne ne les lui enviera. A l'ouverture d'une session nouvelle, et surtout d'une session dont nous venons d'indiquer le caractère compliqué, il est téméraire de tirer des horoscopes : cependant la conjonction des astres paraît favorable au ministère, et il y a lieu d'espérer qu'après avoir doublé les caps les plus difficiles, il a devant lui un certain nombre d'étapes à peu près assurées.

Le 23 décembre dernier, M. de Nélidof remettait au sultan une courte note dont voici le texte : « L'ambassadeur de Russie est chargé de déclarer au gouvernement ottoman que, s'il porte atteinte aux droits du Conseil de la Dette publique, ou touche aux revenus qui ont été concédés aux porteurs de bons turcs, la Russie se verra obligée de réclamer, à l'égal des autres puissances, l'institution d'une commission financière internationale, prévue par le protocole 18 du Congrès de Berlin, commission qui serait chargée d'étudier la situation financière de l'empire ottoman et de fixer la part de revenus qui pourrait être attribuée à ses créanciers. Comme, en de pareilles circonstances, et en vertu du décret même de Moharrem, l'engagement conclu entre le gouvernement ottoman et ses créanciers deviendrait caduc et que ces derniers reprendraient tous leurs anciens droits, le gouvernement impérial se plaît à espérer que la Sublime Porte comprendra combien cette éventualité pourrait lui devenir funeste et s'abstiendra de tout acte susceptible de l'amener. »

Nous l'espérons aussi, d'autant plus que rien dans son attitude n'a donné à craindre que le gouvernement ottoman ne fût pas fidèle aux engagemens qu'il a pris envers ses créanciers par le décret du 28 Mauharrem 1299, c'est-à-dire du 8/20 décembre 1881, engagemens qu'il a tenus jusqu'à ce jour d'une manière parfaitement correcte. La démarche du gouvernement russe n'en a pas moins un intérêt considérable; mais, pour le bien comprendre, il faut entrer dans quelques explications préalables. Nous n'avons pas parlé encore d'un incident

dont on a mené grand bruit dans certains pays étrangers, incident dont on a fort exagéré l'importance, où on a voulu voir un grave échec pour la politique française, et que la note dont nous venons de reproduire le texte a dénoué à notre pleine satisfaction.

L'Empire ottoman traverse une crise dont les circonstances purement politiques sont bien connues, mais dont les côtés financiers méritent aussi d'attirer l'attention, car ce qui reste de solidité à l'Empire turc dépend en grande partie de la fermeté de ses finances. Quant à nous, Français, nous y sommes peut-être plus intéressés que tous les autres, parce que, dans l'ensemble de la Dette ottomane, nos capitaux occupent, et de beaucoup, la proportion la plus large. La France possède en fonds d'État ou en obligations de chemins de fer garantis par l'État près des deux tiers des valeurs ottomanes, soit un capital qui doit être évalué à environ 2 milliards 229 millions; et, si on ajoute à ce chiffre celui de 250 à 260 millions au minimum qui représente les valeurs industrielles dont nos compatriotes sont aussi porteurs, c'est à plus de 2 milliards et demi en chiffres ronds qu'il convient d'estimer le montant de la dette publique ou privée que la Turquie a contractée vis-à-vis de nous. Une telle situation ne pouvait pas nous laisser indifférens aux menaces qui se sont produites dans ces derniers temps contre les finances turques, non pas qu'elles aient été compromises, il ne faut rien exagérer, mais parce qu'elles ont inévitablement subi la réaction des événemens politiques, et qu'au moment même où on demandait au sultan des réformes, la nécessité de lui assurer, pour les accomplir, des ressources nouvelles est apparue à tous les yeux. On a beaucoup parlé d'un emprunt probable, ou même inévitable, qui mettait en cause le crédit de l'Empire ottoman. Il était donc de l'intérêt de tous que ce crédit restât intact, et qu'il fût même accru. Que fallait-il pour cela? Le problème devait se poser à la diplomatie : elle s'est efforcée de le résoudre en étendant autant que possible la garantie actuellement donnée à la Dette ottomane. Nous avons parlé du décret de Moharrem. C'est un décret que, au moins dans la forme, le sultan a rendu *motu proprio*, à la suite d'un arrangement personnel et direct avec ses créanciers. Au moins dans la forme, disons-nous, parce qu'à la suite de la dernière guerre et au cours des délibérations du Congrès de Berlin, on ne l'a pas laissé absolument libre de ses déterminations, et qu'on lui a imposé l'obligation d'en prendre d'efficaces, faute de quoi, on les prendrait à sa place. La suspension de ses paiemens faite, en 1875, par le gouvernement turc avait été une des causes principales des événemens politiques et militaires

qui se sont dès ce moment précipités avec une rapidité et une intensité plus grandes, et lorsqu'il s'est agi de faire la paix, les puissances ont dû se préoccuper de régler et d'assurer la situation internationale de la Turquie au point de vue financier comme à tous les autres. Aussi dans le protocole 18, ou si l'on veut dans la 18e séance du Congrès de Berlin, le premier plénipotentiaire d'Italie, parlant au nom de ses collègues de France et de Grande-Bretagne en même temps qu'au sien propre, a-t-il soumis à ses collègues la déclaration suivante : « Les Puissances représentées au Congrès sont d'avis de recommander à la Sublime Porte l'institution à Constantinople d'une commission financière, composée d'hommes spéciaux, nommés par les gouvernemens respectifs, et qui serait chargée d'examiner les réclamations des porteurs de titres de la Dette ottomane, et de proposer les moyens les plus efficaces pour leur donner la satisfaction compatible avec la situation financière de la Sublime Porte. » C'est à cette déclaration que s'est reporté M. de Nélidof dans la note qu'il a remise au sultan, il y a quelques jours. Les six grandes puissances y avaient adhéré, soit l'Italie, l'Angleterre, la France, l'Autriche-Hongrie, la Russie et l'Allemagne. Seule la Porte, par l'organe de son principal représentant, Caratheodory-Pacha, avait déclaré ne pas l'accepter « dans les termes où elle était formulée », mais en ajoutant que son gouvernement donnerait tous ses soins à la question des finances. « C'est, disait-il, le devoir et l'intérêt de la Porte de faire tout le possible pour améliorer la situation », et, sans pouvoir préciser les conditions ou l'époque d'un accord, il avait donné au Congrès une indication précieuse, à savoir que les créanciers recherchaient une entente entre eux et le gouvernement ottoman, et que celui-ci s'efforcerait de les satisfaire dans la mesure de ses ressources. L'incident a été reproduit tel quel dans le protocole 18, le prince de Bismarck, président, ayant décidé que la déclaration du comte Corti devait y être insérée et que le Congrès en prenait acte.

Ainsi, les grandes puissances recommandaient à la Porte l'institution à Constantinople d'une commission financière dont les membres seraient nommés par leurs gouvernemens respectifs. C'est à cette dernière obligation que le gouvernement ottoman a cherché à se soustraire, de la manière la plus légitime d'ailleurs, c'est-à-dire par une entente directe avec ses créanciers. L'Europe est restée spectatrice attentive des négociations, se réservant, si elles échouaient, de reprendre la déclaration du protocole 18 et d'en exiger la stricte exécution, ou au contraire de laisser dormir cette déclaration et de la mettre en quelque sorte en réserve jusqu'à nouvel ordre, si une entente amiable venait à

se produire. Elle s'est produite. A la suite de quelques tentatives infructueuses, mais pourtant utiles parce qu'elles ont déblayé le terrain et préparé les solutions futures, les délégués des porteurs étrangers se sont rendus à Constantinople au mois d'août 1881, et, avant la fin de l'année, était rendu le décret de Moharrem qui fixait le capital nominal de la dette d'État, établissait un Conseil d'administration pour veiller à sa gestion, et affectait à son service, par une cession absolue et irrévocable, les revenus de six monopoles ou impôts, les monopoles du sel et du tabac, les impôts du timbre, des spiritueux et de la pêche, enfin la dîme de la soie. Ne faisant pas une étude spéciale de cette question, quelque intérêt qu'elle offre, nous négligeons les détails. Il suffit de dire que le système établi à la fin de 1881, pour entrer en vigueur dès le commencement de 1882, a fonctionné depuis de la manière la plus satisfaisante, et que la Porte, c'est une justice à lui rendre, a rempli ses engagemens avec loyauté. Quant au Conseil de la Dette auquel, en dehors de ses attributions purement financières, certaines exploitations industrielles et commerciales ont été abandonnées, il a rendu de réels services par les perfectionnemens qu'il y a apportés. C'est ainsi qu'il exploite les salines, et que, dans la culture des vignobles ou l'élevage des vers à soie, il a introduit, au grand bénéfice de la situation économique du pays, les méthodes pastoriennes et les procédés de la science la plus avancée. Mais revenons à notre sujet.

Malgré son mérite, la combinaison que nous venons d'esquisser présente une lacune. La Porte étant entrée en communication directe avec ses créanciers, la Russie, qui avait pourtant adhéré à la déclaration du protocole 18 de Berlin, s'est trouvée exclue de l'arrangement final pour une raison excellente, à savoir que, parmi les créanciers de la Turquie, il n'y avait pas de Russes. Ceux-ci n'ont donc pas eu à envoyer un délégué à Constantinople au mois d'août 1881, et seuls les créanciers anglais et néerlandais, français, austro-hongrois, allemands et italiens, y ont été représentés. L'inconvénient n'était peut-être pas très considérable aussi longtemps que la situation financière de la Turquie est restée la même; mais lorsqu'on a pu craindre qu'elle n'éprouvât le contre-coup des secousses politiques devenues si fréquentes depuis plusieurs mois, il était naturel de se préoccuper de l'absence complète de la Russie dans les arrangemens financiers qui avaient été arrêtés. M. Hanotaux a essayé de pourvoir à cette préoccupation par un premier moyen qui n'a pas abouti; alors, on en a cherché un autre et on l'a trouvé. Voilà, en un mot, toute l'histoire

d'un incident qui est passé presque inaperçu en France, mais dont on a beaucoup parlé ailleurs.

Le moyen auquel on avait songé d'abord était en apparence le plus simple de tous : il consistait à introduire un membre russe dans le Conseil d'administration de la Dette ottomane. Il paraissait même si naturel qu'au cours des conversations de M. Hanotaux avec M. Chichkine, et, dit-on, avec l'empereur Nicolas,la suggestion qui en avait été faite avait été tout de suite et très favorablement accueillie. Dans ces conditions, le problème était résolu. La nomination d'un conseiller russe donnait un caractère international au Conseil de la Dette qui n'est, en somme, jusqu'à ce jour qu'une institution ottomane, et un pas de plus était fait dans l'européanisation de toutes les affaires d'Orient. Que s'est-il passé ensuite? On a dit, mais nous ne le répétons que sous d'expresses réserves, qu'à son retour à Saint-Pétersbourg, l'empereur avait entendu les respectueuses représentations de quelques-uns de ses conseillers, notamment de son ministre des finances, M. Witte, et de son ambassadeur à Constantinople, M. de Nélidof, et qu'il en avait tenu compte. Il n'est pas très difficile de deviner les motifs de ces divergences de vues. C'est, pour la Russie, une tradition et presque un axiome politique de ne pas s'immiscer directement dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman, de les traiter en quelque sorte du dehors, et de rester elle-même indépendante, toutes les fois qu'elle le peut, des combinaisons auxquelles les autres puissances prennent part plus volontiers, au risque d'y contracter de certains engagemens. Elle préfère garder son quant-à-soi, non pas pour s'abstenir dans les momens décisifs, mais pour conserver la pleine liberté de son action éventuelle, en choisissant son moment et ses moyens. Entrer dans le Conseil d'administration de la Dette aurait donc été de sa part une attitude nouvelle, et d'autant plus anormale à ses yeux que, nous l'avons dit, elle n'a pas de valeurs turques. La Russie, en tant qu'État, a une créance contre la Porte, nous voulons parler de l'indemnité de guerre imposée à celle-ci au Congrès de Berlin, et qui n'a jamais été payée que d'une manière partielle et intermittente ; mais c'est une créance d'un genre spécial, subordonnée aux facultés dont la Turquie peut disposer à l'égard de ses créanciers ordinaires restés privilégiés, et qui représente par conséquent un intérêt pour le moins distinct du leur. Il y avait là des motifs suffisans pour amener, de la part du gouvernement russe, une certaine hésitation dans l'exécution du projet qu'il avait d'abord accepté, et l'affaire est demeurée en suspens. Les choses en sont là. On n'a

pas manqué de dire, il fallait s'y attendre, qu'après les fêtes de Paris, où l'intimité de la France et de la Russie s'était manifestée d'une manière si évidente et même affichée, les deux gouvernemens n'avaient pas pu faire un premier pas sur le terrain des affaires pratiques sans qu'un désaccord sensible se produisît entre eux. Nous laissons à penser toutes les amplifications dont ce thème a fourni la matière abondante.

Ce que nous avons déjà exposé de toute cette affaire permet à nos lecteurs de conclure. Ils ont lu le texte de la note que M. de Nélidof a remise au sultan; elle répond de la manière la plus claire à tous les doutes qu'on a voulu élever sur la sincérité et sur l'efficacité de notre entente avec la Russie. On peut, en somme, atteindre le même but par des voies différentes, et la question de procédés n'a partout qu'un intérêt secondaire. Quel était le but que nous poursuivions, sinon de donner à la Dette ottomane une garantie de plus, et une garantie ayant un caractère international? L'entrée d'un membre russe dans le Conseil d'administration aurait d'autant mieux rempli cet objet que les Russes ont moins d'intérêts privés engagés dans la Dette ottomane. Le caractère du Conseil de la Dette pouvait jusqu'ici, nous avons dit pourquoi, paraître insuffisamment politique. Mais n'y avait-il pas d'autre moyen que celui auquel on s'était arrêté au premier moment d'accentuer en quelque sorte ce caractère, et de montrer, derrière le Conseil de la Dette, institution ottomane que la Porte est censée avoir créée de son plein gré et qu'elle pourrait théoriquement retirer de même, l'Europe unie tout entière pour assurer le respect des engagemens de 1881? C'est alors qu'on a songé à la déclaration du protocole 18, à laquelle la Russie, dans la séance tenue par le Congrès de Berlin le 11 juillet 1878, avait adhéré comme les autres grandes puissances, et qui lui donnait le même droit d'intervenir dans les affaires financières de la Turquie, si elles ne continuaient pas d'être gérées conformément à la lettre et à l'esprit du décret de Mauharrem. La Porte a pourvu elle-même à l'administration de sa Dette, et elle l'a fait de manière à satisfaire ses créanciers; soit! mais si elle venait à manquer à ses promesses, la déclaration du protocole 18 reprendrait toute sa valeur. Pour parler plus exactement, elle ne l'a jamais perdue. C'est parce que la Porte savait, à ne pas pouvoir s'y méprendre, que l'Europe avait un système pour résoudre les questions financières, dans le cas où elle ne parviendrait pas à les résoudre elle-même, qu'elle s'est décidée à le faire avec une correction à laquelle nous avons rendu hommage. On lui a laissé, on lui laisse toujours l'al-

ternative entre le décret de Moharrem, plus satisfaisant pour son amour-propre, et la déclaration du protocole 18. Il y a, dans la note du comte Nélidof, un membre de phrase qui montre bien que la Russie ne reste pas le moins du monde indifférente à un intérêt qui touche toutes les puissances, mais nous surtout, puisque nos nationaux y sont engagés pour deux milliards et demi : c'est celui où il est dit que, si les engagemens de Moharrem n'étaient pas observés, la Russie se verrait obligée de réclamer, *à l'égal des autres puissances*, la création de la Commission internationale du protocole 18. Dès ce moment, on peut dire, en usant du mot de notre grand tragique, que, dans le Conseil de la Dette, la Russie est « invisible et présente », de même que les autres puissances. Il semble dès lors que le but que nous nous étions proposé est pleinement atteint, et nous cherchons en vain où est l'échec pour notre politique, où est le dissentiment irréductible entre la Russie et nous.

Avouons toutefois que la Porte ottomane a le droit d'être un peu étonnée d'avoir reçu une note d'un ton aussi comminatoire, sans en avoir certainement mérité la rigueur. Depuis le 1er janvier 1882 jusqu'à présent, elle s'est montrée un très bon débiteur, un excellent payeur. Quels que soient ses embarras financiers, elle n'a pas fait, à notre connaissance, même un geste qui annonçât de sa part la moindre velléité de remettre la main sur les gages qu'elle a abandonnés à ses créanciers et que le Conseil de la Dette administre. Il est plus probable qu'elle songe à contracter un emprunt nouveau qu'à porter atteinte aux garanties assurées par elle aux anciens: cette seconde opération faciliterait mal la première. Peut-être M. de Nélidof a-t-il pensé qu'en rudoyant publiquement la Porte au profit de ses créanciers, il lui rendrait, par un moyen un peu bizarre mais néanmoins efficace, le service d'augmenter son crédit. Et il semble bien qu'il y ait réussi. Les voies de la diplomatie sont quelquefois détournées et secrètes comme celles des puissances supérieures.

Rien, heureusement, ne fait redouter, de la part de la Porte un coup de tête financier comme celui de 1875. Mais s'il en était autrement, et si, devant une atteinte portée au Conseil d'administration de la Dette, l'Europe se trouvait obligée d'exiger l'institution à Constantinople de la commission du protocole 18, cette commission se trouverait obligée, à son tour, d'aborder des questions qui ne laisseraient pas de causer à certaines puissances quelques embarras. Un membre distingué de la Chambre des communes, M. Thomas Gibson Bowles, à la suite d'un voyage qu'il vient de faire à Constantinople, a écrit au

Times une lettre fort intéressante. Nous ne nous arrêterons pas à la critique pleine d'humour qu'il y fait de la note de M. de Nélidof; il résume ainsi cette note : « Comme je sais que vous n'avez pas l'intention de toucher aux porteurs de bons, je sais, et vous savez aussi bien que moi, que je ne consentirai pas à vous soumettre à un contrôle international; mais je me sers de cette forme pour faire plaisir à mes amis les Français qui désirent vous soumettre à ce contrôle. » Ce n'est assurément pas cette partie de la lettre de M. Bowles qui nous paraît la plus sérieuse, mais plutôt celle où il fait remarquer que, si la Porte a tenu ses engagemens financiers envers ses créanciers, il s'en faut de beaucoup qu'on ait rempli envers elle tous ceux qui avaient pourtant été pris à Berlin. En 1878, plusieurs lambeaux de l'Empire ottoman en ont été détachés, les uns pour devenir indépendans, les autres pour aller grossir des États déjà indépendans, ou qui le sont devenus par la même occasion. Il avait alors paru tout naturel, ou, pour mieux dire, légitime et même obligatoire, d'imposer à ces provinces une partie de la Dette ottomane correspondante à l'étendue de leur territoire ou au chiffre de leur population. Par les articles 9, 33 et 42 du traité de Berlin, dit M. Bowles, les puissances s'étaient engagées à fixer le chiffre du tribut annuel à payer par la Bulgarie, ainsi que la part de la Dette à assigner à cette principauté. Elles s'étaient engagées en outre à fixer, par un arrangement qui serait conclu à Constantinople entre leurs représentans et la Porte, la part de la Dette publique ottomane qui devrait être assignée non plus seulement à la Bulgarie, mais au Montenegro et à la Serbie. Plus tard, par l'article 10 de la convention du 24 mai 1881, les mêmes puissances avaient pris l'engagement nouveau de déterminer par un accord du même genre la part de la Dette qui serait supportée par la Grèce, en échange des territoires qui lui étaient cédés. Qu'est-il advenu de tous ces engagemens? Ils sont restés lettre morte. La Turquie a demandé à plusieurs reprises que les ambassadeurs des puissances s'entendissent à ce sujet avec elle, comme cela avait été formellement convenu : on ne lui a fait aucune réponse. M. Bowles estime à 100000 livres par an le tribut à payer par la Bulgarie, ce qui fait 2 millions de livres dues à la Turquie depuis 1878. Il estime approximativement à 20 millions de livres la part de la Dette qui devrait être supportée par la Bulgarie, la Serbie, le Montenegro et la Grèce. Nous lui laissons la responsabilité de ces chiffres que nous ne pouvons pas contrôler; ils n'ont d'ailleurs rien d'exorbitant. La question qu'il soulève est des plus intéressantes, non seulement parce que, si

la Porte rentrait dans tous les fonds qui lui reviennent légitimement, elle ne serait plus embarrassée pour faire face à ses engagemens, ni même aux dépenses que les réformes rendraient nécessaires; mais parce qu'il y a dans l'impossibilité où elle se trouve d'opérer ces recouvremens quelque chose d'assez inquiétant pour ses créanciers, plus inquiétant à coup sûr que les velléités qu'on lui attribue au moins prématurément de manquer aux promesses qu'elle leur a faites. Il est dans la nature, dans la fatalité des choses, que l'Empire ottoman aille toujours en s'effritant, et, bien que nous fassions tous nos efforts pour maintenir son intégrité, il faut prévoir le cas où, un peu plus tôt, un peu plus tard, — le plus tard sera le mieux, — d'autres provinces encore viendront à se détacher du vieil édifice. Qu'arrivera-t-il si, conformément au précédent de fait que constate M. Bowles, ces provinces se dispensent de prendre à leur charge une partie correspondante de la dette commune? L'Empire ottoman ressemblera pour ses créanciers à la légendaire peau de chagrin qui allait toujours en diminuant. La créance restera la même; il est même à craindre qu'elle n'augmente; le gage s'amoindrira toujours jusqu'à ce qu'il ait totalement disparu.

On comprend que cela nous touche, nous qui sommes les principaux créanciers de la Turquie. Si une commission vraiment politique et internationale se réunissait à Constantinople, précisément celle qui a été prévue par le protocole 18 du Congrès de Berlin, elle ne pourrait se dispenser d'aborder ces questions délicates, et, sans parler de l'avenir, elle rencontrerait pour le règlement du passé des difficultés que tout le monde aperçoit. On ne saurait dire que toutes les puissances aient un égal intérêt politique, pas plus d'ailleurs que financier, à la réunion de cette commission, et lorsque M. de Nélidof en a fait la menace à la Porte, peut-être ce qui est une menace pour elle deviendrait-il, à la réalisation, un embarras pour d'autres. Mais comme manifestation diplomatique, sa note était tout à fait opportune. Elle montre que la Russie se préoccupe comme nous, voire à cause de nous, des intérêts des créanciers de la Turquie, et que son concours éventuel ne nous ferait pas défaut si leurs intérêts étaient lésés. Cette démonstration était nécessaire après les mauvais bruits qu'on avait fait courir : elle a été faite avec éclat.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-gérant,

F. BRUNETIÈRE.

DE TOUTE SON AME

DEUXIÈME PARTIE [1]

VIII

Éloi Madiot avait mis le chapeau de soie et la redingote qu'il mettait le dimanche ou les jours d'enterrement, lorsqu'il recevait l'invitation à assister, — sous peine d'amende, — aux obsèques d'un collègue de la société de secours mutuel. Il les avait brossés plus longuement que de coutume, non par coquetterie, mais par embarras de ce qu'il allait dire à ce terrible M. Lemarié, son patron.

Henriette était venue en courant, toute gaie, après le dîner de midi : « Mon oncle, Marie est entrée ce matin au travail. Ces demoiselles l'ont bien reçue. Je suis si heureuse ! » Elle avait reconduit son oncle jusqu'à l'hôtel du boulevard Delorme, devant la porte de chêne verni, au milieu de laquelle deux anneaux de cuivre luisaient. Le vieux manœuvre, après avoir considéré cette façade qui cachait tant d'inconnu pour lui, cherchait vainement de sa main libre à tirer le bouton électrique; un passant riait du geste des gros doigts sur ce mince clou d'ivoire, lorsque les deux battans s'ouvrirent, deux têtes de chevaux surgirent de l'ombre du porche, et, avec un bruit de gourmettes secouées, de piétinemens sur l'asphalte, d'écho roulant sous les plafonds, un landau descendit la pente du trottoir, et se rangea le long du ruisseau.

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

— Je voudrais parler au patron? dit Madiot.

Le valet de chambre qui, les deux bras étendus, refermait déjà la porte, répondit :

— Il va sortir, vous voyez bien. Allez demain au bureau. Il ne reçoit pas les ouvriers ici.

Mais l'autre s'était glissé, son meilleur bras en avant, par l'ouverture entre-bâillée; il avait repoussé le domestique et gagné le milieu du porche, d'où s'élevait la cage de l'escalier, haute, silencieuse et pleine de reflets, avec ses revêtemens de stuc, ses marches de pierre immaculées, sa bande de tapis couleur de pourpre, qui, toute sombre en bas, s'éclairait par degrés en montant la spirale.

Le domestique passa derrière Éloi, que cette richesse hypnotisait.

— Je vas raconter la chose à monsieur, grommela-t-il, et vous avez de la chance s'il ne vous met pas à la porte.

Les fortes épaules de l'ouvrier l'intimidaient. Il disparut. Éloi demeura immobile devant cette ouverture muette, par où coulait la lumière d'en haut, nuancée de rouge, de blanc et de jaune pâle, qui se fondaient délicieusement. L'ouvrier en avait des visions de marché aux fleurs. Et, de contempler ce grand calice rose épanoui, où lui-même était enveloppé, et qui s'amincissait, et se tordait, et s'élevait en hélice, il songeait aux glaïeuls roses qu'Henriette achetait parfois, vers la fin du printemps.

Ces riches, comme ils savaient faire entrer la joie chez eux! Comme c'était clair dans leurs maisons!

Le frottement d'un bourrelet de feutre sur le parquet, le martèlement sourd d'un pas, résonnèrent dans la cage de l'escalier où le moindre son et le moindre rayon rebondissaient en éclats. Puis ce fut un second pas plus lent, accompagné d'un traînement de soie. M. Lemarié apparut en redingote, un cache-poussière gris sur le bras. Il mettait ses gants, et, bien qu'il semblât absorbé par le mouvement de ses deux mains relevées et luttant l'une contre l'autre, on devinait, sans voir les yeux, sa nature autoritaire et insatisfaite. Il descendait, mince, la taille droite, le bout de la bottine vernie se posant méthodiquement au milieu du tapis rouge. L'habituelle méditation des affaires avait donné à son masque une gravité définitive. Quoi qu'il fît, il avait l'air d'un homme qui termine un calcul mentalement, et les autres expressions fugitives, l'attention, le raisonnement actuel, le sou-

rire, la colère même, ne pouvaient que reculer au second plan cette contention d'esprit qui demeurait sous elles. M. Lemarié, au détour de la rampe, aperçut donc Éloi Madiot, immobile à quelques mètres au-dessous, mais ne témoigna ni surprise, ni mécontentement, ni émotion quelconque. Il continua de descendre du même mouvement. Son regard se reporta sur le bout du petit doigt qui entrait mal dans la peau de Suède. Ce fut seulement sur la dernière marche que le patron s'arrêta, boutonnant ses gants, et abaissa sur l'ouvrier deux yeux encore préoccupés de cent choses, mais où cette question s'était levée enfin, et vivait, et exigeait une réponse : « Que venez-vous faire ici ? »

— Je suis venu pour la pension, dit Madiot.

Sa main valide, tendue en avant, portait le chapeau et le serrait comme un bouclier à la hauteur de la poitrine. Mais quand il eut répondu, l'homme par un geste instinctif découvrit la main malade, tremblante dans l'écharpe de coton rouge, et le patron suivit un moment l'étrange pulsation de ce membre inutilisé, soustrait à la volonté, qui battait la folie, là, sur le cœur du blessé. M. Lemarié n'eut pas le mouvement de colère auquel Madiot s'attendait. Il avait mis à la porte, autrefois, cet Antoine qui réclamait la même chose, parce qu'Antoine était un mauvais ouvrier, un perturbateur de l'ordre établi. Mais, dans le cas présent, la discipline n'était pas atteinte ; l'autorité patronale n'était pas contestée ; il n'y avait qu'à faire entendre raison à un malheureux digne d'intérêt, mais qui demandait au delà de ce qui lui était dû. M. Lemarié soupira, comme un homme surchargé d'occupations et qui ajoute un nouvel ennui nécessaire au poids de tous les autres. Puis il dit, parlant bien et très lentement pour être mieux compris d'un illettré :

— Madiot, je vous ai fait répondre par mon caissier une première fois. J'ai été obligé de mettre dehors votre neveu qui renouvelait insolemment cette demande de pension. Je ne puis pas indéfiniment revenir sur les mêmes sujets, mon ami. Vous me connaissez : je ne cède jamais quand une fois j'ai dit non.

— Vous n'êtes pas raisonnable, voyons, monsieur Lemarié...

— Mais, pardon : si vous étiez à ma place, vous en feriez autant que moi. Voilà une chose que vous ne comprenez pas, vous autres ; vous vous êtes blessé, je vous plains très sincèrement ; je vous ai envoyé le médecin de ma famille ; je vous ai continué votre paye pendant le premier mois de chômage ; je ne peux pas

faire plus, Madiot, parce que demain, si je vous cédais, je serais obligé de servir des pensions à tous ceux de mes ouvriers qui se blesseraient comme vous, par leur faute.

— Après trente ans, monsieur Lemarié, un vieux de chez vous?

— Je ne dis pas non. Vous êtes un brave homme. Mais cela ne fait pas que je vous doive des rentes. La loi est formelle. Vous étiez employé à un travail facile, nullement dangereux; vous êtes victime de votre maladresse; que voulez-vous que j'y fasse?

Dans la spirale rose de l'escalier, une femme en deuil commença de descendre. Madiot ne la voyait pas, et ne l'entendait pas, à cause de l'émotion qui le troublait. Il s'avança sur la mosaïque du vestibule jusqu'auprès de la marche où se tenait M. Lemarié. Il jugeait que le temps lui échappait. Les veines de son cou se gonflèrent. Il regarda de bas en haut le bourgeois correct que, dans un instant, il n'aurait plus sous les yeux, sans doute à jamais; et la phrase cachée depuis plus de vingt ans dans son cœur, malgré lui, dans un bouillonnement de colère, lui vint aux lèvres :

— Pourtant, monsieur Lemarié, s'écria-t-il, celle que j'ai élevée, Henriette...

Il aperçut une ombre noire qui descendait l'escalier, et il s'arrêta net. Il y eut un moment de silence tel, qu'on entendit le battement d'ailes d'un bourdon, là-haut, contre les vitres du châssis.

— Mais passez donc, Louise, dit tranquillement M. Lemarié; vous n'êtes jamais à l'heure, et vous donnez le temps à ces imbéciles de me faire des scènes.

Mme Lemarié, pareille à une tour surmontée d'un piquet de plumes, continua de descendre sur le tapis. Lourde, le visage couvert d'une voilette épaisse, elle sépara en passant les deux hommes, le patron qui s'était effacé le long de la muraille, et l'ouvrier qui avait reculé jusqu'à la boule de cristal taillé. Pas un mot ne sortit de ses lèvres. Son regard resta fixé sur le chemin qu'elle suivait. Elle s'inclina un peu du côté de Madiot, comme elle faisait toujours par une habitude charitable envers les petits. Un murmure de soie et de perles de jais cliquetant annonça qu'elle tournait dans le porche, et qu'elle franchissait le seuil de l'hôtel. Et, lorsque Madiot, que le respect avait tenu en arrêt, revint vers le fabricant pour savoir la réponse, il vit la main fine, la main impérieuse de M. Lemarié se poser sur un bouton pareil à celui de la porte

d'entrée. Le valet de chambre reparut. Un flot de lumière toute blanche, venu d'une salle voisine, barra le vestibule, et enveloppa Madiot. M. Lemarié, appuyé négligemment le long du chambranle, le doigt encore levé, les yeux droits, désigna le vieux cloueur de caisses.

— Maxime, je sors avec madame. Si cet homme ne passe pas la porte immédiatement derrière moi, vous téléphonerez au commissariat de police.

. . . . . .

Une demi-heure plus tard, sur la route qui longe l'Erdre, les deux chevaux bais attelés au landau emportaient M. et Mme Lemarié qui allaient faire une visite chez des amis, à la campagne. La voiture n'était découverte qu'en avant. Dans le fond, à droite, Mme Lemarié, la voilette relevée sur les sourcils, la figure rouge, vernie de traînées de larmes, fixait obstinément l'horizon, mais elle ne regardait rien, car ses yeux ne remuaient pas, et ses paupières ne battaient pas.

Ce qu'elle avait souffert, celle-là, depuis le jour où, pour sa dot, M. Lemarié l'avait épousée, nul ne le soupçonnait, lui surtout. Elle était la victime de la supériorité prétendue de son mari, celle qu'on ne plaint pas, qui n'échappe aux moqueries du monde ni en se taisant, ni en s'humiliant, ni d'aucune manière, parce qu'elle occupe une place dont on la juge indigne. Cependant, elle avait préféré se taire et subir. Elle avait pardonné les trahisons du mari, les mépris des autres, les froissemens sans nombre. Elle s'était anéantie au point de n'avoir dans sa maison aucune volonté propre, sauf celle-ci : Mme Lemarié, femme d'un industriel de qui beaucoup d'hommes dépendaient, avait gardé l'habitude de protester une fois, sans jamais y revenir, contre toute injustice qu'elle apprenait et dont un autre qu'elle-même était l'objet. Tout à l'heure, elle avait entendu le début de phrase violent d'Éloi Madiot; elle s'était souvenue de la réclamation déjà présentée par le vieil ouvrier; et elle avait dit à son mari : « Pourquoi ne donnez-vous pas quelque chose à cet homme? Je crois que vous avez tort. » Il s'était emporté, ou plutôt sa colère s'était naturellement retournée contre elle, puisque Madiot n'était plus là. Accoudé sur le bord du landau, il continuait à parler par phrases coupées de silences, et, dans les intervalles, il avait l'air de s'intéresser à l'allure du cheval de gauche, qui boitait un peu.

— Je vous répète que vous n'entendez rien à ces questions,

ni votre fils, ni vous. Encore vous, si vous n'avez pas le jugement net, vous êtes au moins capable de charité, tandis que lui, rappelez-vous bien cela, Louise : des mots, des mots, et rien que des mots. Je le connais : une génération de phraseurs!

Mme Lemarié soupira, et, voulant dégager le fils qu'elle gâtait :

— Laissons là Victor, dit-elle. Il n'a rien à voir dans cette affaire. C'est moi seule qui trouve que vous devriez céder. Madiot est un de vos plus anciens ouvriers, peut-être même le plus ancien. Si vous craignez d'établir un précédent en reconnaissant une responsabilité que vous n'avez pas, donnez-lui une retraite. Ça ne vous engagera pas beaucoup : trente ans de services.

— Non, madame, il n'y a pas de retraite chez moi. Je n'ai que celle que je gagne, moi ; que mes ouvriers en fassent autant.

Ils se turent tous deux. Autour de ces riches qui passaient, la splendeur de l'été soulevait inutilement des millions de fleurs et d'épis. La jeunesse renouvelée de la terre les enveloppait sans qu'ils le sentissent. Par momens, entre deux coteaux, un ravin descendait, ouvert en éventail, double pente de taillis ou double pente de blés, qu'emplissait au bout la fraîcheur de l'Erdre et de ses arbres penchés. Mais ni le chagrin, ni la colère ne voient.

— Vous parliez de charité tout à l'heure, reprit-elle. Eh bien! donnez un secours, ou permettez-moi...

Un geste cassant de son mari l'interrompit :

— Non, madame, non. J'ai souffert quelquefois, trop souvent, que vous donniez, avec votre charité, des démentis à mes décisions ou à mes règlemens de patron. Ici je ne veux pas, nous avons assez fait. Je vous défends de voir ces Madiot, de leur remettre quoi que ce soit, de vous occuper d'eux d'aucune manière.

La femme, sortant de la soumission habituelle, se tourna brusquement, exaspérée, blessée dans la seule liberté qu'elle eût :

— Pourquoi donc, par exemple?

Lui, la considéra une seconde, étonné. Il vit cette face lourde et flétrie, ces lèvres que l'habitude de la tristesse avait fait couler aux coins, ces pommettes saillantes, ces yeux effarés, le corsage de soie tendu par le busc.

— J'ai mes raisons, dit-il froidement. Faites-moi le plaisir, je vous prie, de vous souvenir que vous m'accompagnez dans le monde. Voici la barrière de Brasemont. Vous êtes fagotée odieusement.

Une poussière de sable de Loire, dorée, impalpable, se levait aux portières, et retombait derrière la voiture. Des branches d'arbres frôlaient les épaules du cocher. Les chevaux, sentant l'écurie du château, arrondissaient le cou, et se jetaient de côté, sur les bordures de l'avenue.

Quelques gardeuses de vaches, derrière les haies, se haussaient sur la pointe de leurs pieds, et suivaient avec envie la dame riche.

. . . . . .

Le même soir, à la nuit tombante, Éloi Madiot écoutait Henriette, qui essayait de le raisonner. Il était arrivé furieux, au moment où la jeune fille rentrait de l'atelier. Elle l'avait trouvé tout armé de mots violens contre les riches, que lui avait fournis sans doute une conversation, qu'il ne voulait pas avouer, avec son neveu Antoine, et, jugeant le cas grave, elle avait dit, aimablement :

— Mon oncle, il faut veiller tous deux. J'ai des chemises à terminer. Depuis le temps qu'elles attendent! Nous passerons la soirée dans ma chambre, et nous prendrons le thé, comme si M. Lemarié vous avait accordé votre pension. Voulez-vous?

La chambre d'Henriette, dans la pensée de l'ancien tambour, était un endroit sacré où il fallait une permission pour entrer. Veiller dans la chambre d'Henriette lui semblait une gâterie. La pièce était la plus vaste et la plus claire de l'appartement. On y voyait un lit de noyer avec des rideaux de coton blanc, aux plis toujours nets, ornés d'une frange à pompons, un miroir doré, une armoire à glace en bois de palissandre, et un guéridon également en palissandre, qui servait de table de milieu, double cadeau d'une petite amie d'atelier, qui s'était mariée presque richement. Sur la table, couverte d'un tapis au crochet, se dressait, entre deux piles de journaux de modes, un vase de porcelaine rempli de roses artificielles. Le long des murs pendaient une bibliothèque vitrée et quelques simili-aquarelles, médiocres et fraîches, représentant des vues de Norvège, de Suisse ou d'Italie. Dans un angle, sur une console de bois découpé, au fond, une statuette de la Vierge était posée, entourée d'un chapelet à gros grains. Elle avait le visage d'une douceur pénétrante. Elle bénissait, levant trois doigts, en souvenir du Père, du Fils et de l'Esprit.

Oui, la chambre faisait plaisir à voir. Et ce qui la rendait délicieuse, c'était l'âme de jeune fille qui l'animait encore, même

après le départ d'Henriette. L'arrangement des choses révélait un goût personnel. Souvent un objet de toilette sans valeur, mais gentiment choisi, restait oublié sur un meuble : une cravate de mousseline, une ceinture à boucle ouvragée, une ombrelle, un gilet de robe garni de dentelles de six sous, une simple paire de gants, où vivait encore un peu de la forme de la main, fine, et un peu courbée, même au repos, par l'habitude de l'aiguille. Quelquefois, dans la journée, le vieil Éloi, triste déjà de plusieurs heures de solitude, puisque Henriette prenait le repas de midi chez Mme Clémence, se levait de sa chaise, ouvrait la porte, contemplait cette chapelle d'amour, et, sans y entrer, ému par la vision de toutes ces choses qui lui rappelaient deux yeux couleur d'eau profonde et un visage de belle jeune femme, s'en allait se promener par la ville, emportant le souvenir et l'orgueil rajeuni de son enfant.

L'enjôleuse d'Henriette ! Pour consoler l'oncle, elle avait, ce soir, avancé l'unique fauteuil en tapisserie, où personne ne s'asseyait jamais ; elle s'était installée à côté de la table ; et, un peu penchée sous la lampe coiffée de l'abat-jour de fête, elle cousait. Ses doigts posaient et fixaient, avec une sûreté tranquille, un bord de dentelle bon marché aux manches et au col d'une chemise. Par momens, elle s'interrompait, pour prendre sur la table les ciseaux, la bobine ou la dentelle roulée sur un transparent bleu. Alors, elle levait les yeux du côté de Madiot enfoncé dans le fauteuil, puis vers la fenêtre demeurée ouverte, et par où entraient des souffles de brise en tourbillons, sans prévenir. Quand la bouffée d'air était trop forte, on entendait les branches du laurier-rose, froissées et comme attachées ensemble par le vent, qui balayaient tantôt la muraille et tantôt la grille du balcon. Un bruit de rames monta deux fois de la Loire, et deux fois Henriette écouta, avec un sourire. Elle se sentait toute légère, à la pensée qu'on avait si bien accueilli Marie chez Mme Clémence, et surtout parce qu'elle remplissait, ce soir, auprès de l'oncle Madiot, le rôle qui lui convenait entre tous, celui de consolatrice. Elle disait :

— Vous avez tort de vous affliger du refus de M. Lemarié, mon oncle. Et mon avis est tout différent de celui d'Antoine. Vous avez fait ce que vous pouviez faire ; ça n'a pas réussi : réussirez-vous mieux en vous fâchant et en menaçant d'un procès ? Les gens de notre sorte sont de petits adversaires.

— Il m'a volé ma pension !

— N'avons-nous pas vécu jusqu'à présent? Je reconnais que nous n'avons pas toujours été riches...

Elle jetait un regard complaisant sur l'armoire à glace et sur les aquarelles.

— Mais maintenant, les années de misère sont passées. Antoine gagne sa vie. Moi aussi... Savez-vous ce que Mme Clémence m'a dit, samedi dernier, le jour de Marie Schwarz? Elle m'a dit : « Petite artiste! » mais d'un air qui signifiait beaucoup de choses, si j'ai bien compris. Serez-vous heureux, mon oncle, quand votre nièce deviendra première? Première de la première maison de modes de Nantes! Eh bien! il est possible que cela nous arrive d'un jour à l'autre. Mlle Augustine baisse grand train...

Elle eut un rire jeune, tenant son aiguille comme un dard, serrée entre deux doigts :

— Chez nous, dans la mode, malheur aux vieilles!...

— Chez nous, c'est tout de même, dit Madiot : malheur aux vieux!

Henriette comprit que ce rire de jeunesse était cruel. Elle mordit la longue lèvre pâle qui venait d'insulter étourdiment à la misère d'une camarade :

— Je ne ferai rien pour avoir sa place, oncle Madiot, croyez-le bien. Mais voilà : mon tour est venu de monter...

Une minute ils se considérèrent l'un l'autre : elle dans l'involontaire exaltation de la jeunesse, lui accablé, ne pensant à ce qu'elle disait que malgré lui et comme contraint par le bruit des mots, mais secrètement ramené, dès qu'elle se taisait, vers son chagrin. Comment ne se déridait-il pas? Qu'avait-il à demeurer rigide au fond du fauteuil de tapisserie, les yeux fixés sur Henriette, et n'ayant de mobile dans le visage que les paupières qui battaient? Elle ne comprenait pas qu'un insuccès prévu, comme celui de la démarche de l'après-midi, contristât l'ouvrier à pareil point, et elle attribuait la rancune tenace du vieil oncle aux paroles de haine qu'Antoine avait dû lui souffler.

Elle demanda, en poussant de nouveau son aiguille à travers la toile :

— Sommes-nous loin, tout de même, du jour où je suis entrée en apprentissage! Vous souvenez-vous que vous m'avez conduite jusqu'à la porte du travail de Mlle Laure, qui faisait des bonnets pour la campagne, dans le quartier des ponts? Et que, le soir, vous étiez tout gelé de m'avoir attendue près d'une

heure en bas? J'étais petite, mais nous nous aimions déjà bien!

Vainement, vainement, elle rappelait le passé, elle invoquait le dévouement toujours prêt d'Éloi Madiot. Le bonhomme avait un remords cuisant, une honte de lui-même.

« J'ai été sur le point de tout dire, pensait-il, moi, un homme, un vieux soldat! Un peu plus, j'allais me faire payer avec son déshonneur à elle, devant la patronne qui était là! Depuis plus de vingt-quatre ans que je garde son secret, là, dans le cœur! Je ne l'aime donc pas, voyons! Je suis donc un lâche? »

En la regardant, il sentait bien que non, et qu'il l'aimait. Mais la honte de ce qu'il avait fait demeurait; et, avec elle, les souvenirs du passé lamentable avaient envahi son pauvre esprit, qui les écartait d'habitude.

— Mon oncle, si je deviens première chez Mme Clémence, je serai augmentée. Nous serons riches. Je vous offrirai un voyage sur mes économies. Jusqu'à l'embouchure de la Loire! Le grand Étienne m'a promis de m'y mener en bateau.

Elle riait, pour qu'il fût heureux. Elle était accoutumée à le voir changer d'humeur pour un mot d'amitié. Cette fois, ce furent deux larmes qui vinrent aux yeux de Madiot.

« Quand je pense que j'aurais pu la trahir, quand je pense! »

Henriette cessa de coudre. Elle se pencha, et caressa la main lourde et ridée, la main valide qui serrait, comme un étau, le bras du fauteuil.

— Qu'avez-vous, mon oncle?

Il baissa la tête, de peur qu'elle ne lût dans ses yeux. Le laurier-rose du balcon frémit, égratigna le mur, et, poussé par le vent, allongea la pointe de ses rames jusque dans la chambre. Une voix, qui semblait venir de la rue, mais emportée par la bourrasque, assourdie, cria :

— Ohé! chez les Madiot!

Le vieux écouta. Qui pouvait appeler à pareille heure?

— Ohé! chez les Madiot, venez voir!

Éloi Madiot se leva. Henriette était déjà debout. Tous deux traversèrent la chambre, aveuglés par la nuit, et, une main en avant pour tâter la balustrade, montèrent sur le balcon qui se trouvait à un demi-pied au-dessus du plancher. La jeune fille, passant la tête sous les branches de l'arbuste, se courba d'abord, aperçut à la fenêtre de l'étage inférieur un bonnet, une taille grise, un bras

perçant l'ombre, toute une moitié de forme humaine, tendue vers quelque chose de lointain.

— C'est la mère Logeret, dit-elle tout bas. Qu'y a-t-il donc?

En même temps, la voix s'éleva pour la troisième fois, apeurée, étranglée comme un appel au secours :

— Les Madiot, où êtes-vous? Mais regardez donc! là-bas! l'incendie!

La basse du vieil ouvrier grogna :

— J'sommes là! Taisez-vous!

Dans l'étroite maison qui dominait la ville, tout redevint silencieux. Les trois êtres qui l'habitaient, saisis de la même angoisse, cherchaient, à travers la grande nuit, à reconnaître l'endroit où le malheur était tombé.

Au delà du premier bras de la Loire, un incendie couvait. A quelle distance, dans quel coin de ces quartiers ouvriers, et même dans quelle île du fleuve? nul n'aurait pu le dire. La nuit supprimait les points de repère, et l'œil errait. On ne voyait, sur la gauche des eaux brumeuses où les navires s'entre-heurtaient, que le réseau irrégulier des becs de gaz dans le champ d'ombre immense que formaient le ciel et la terre réunis. Il y avait de ces îles de lumière qui paraissaient s'élever bien au-dessus de l'horizon, comme des étoiles; d'autres qui s'assemblaient en aigrettes; puis des espaces noirs, puis des colliers dénoués qui s'égrenaient en courbes longues. L'ensemble paraissait misérable en comparaison de l'espace occupé par les ténèbres, et ces foyers n'éclairaient rien autour d'eux, et ils ne rappelaient en aucune manière le paysage diurne, et ils étaient tous de la même taille, réduits à un seul point. Toute autre notion de la mesure échappait. Seulement, parmi eux, beaucoup plus sombres, deux lignes rouges superposées barraient la nuit, deux lignes de fenêtres probablement, par où jaillissait le reflet de flammes invisibles. Leur éclat variait de seconde en seconde, et l'ardeur du feu se portait tantôt à droite et tantôt à gauche. Une trombe d'étincelles rompit la première barre, et monta dans le noir, plus haut qu'une cathédrale, une torsade de feu vif courut après, lécha un pan de mur et retomba, n'ayant plus d'aile.

— La maison est f...., dit Madiot. Voilà la charpente qui prend.

Henriette frissonna toute, et dit près de lui :

— Pauvres gens!

Ils se turent de nouveau. Le drame se précipitait. La couleur des deux lignes rouges s'aviva. La flamme saillit en éclairs, ici, là, partout, terminée par des fumées dont les premières volutes dansaient, toutes roses, sur le fond de ténèbres. On entendit alors dans le vent des cris de terreur qui ressemblaient à des acclamations de fête : car les foules lointaines n'ont qu'une voix. Et tout à coup, les toits s'effondrèrent. Un brasier tout en longueur apparut, d'où la flamme, la fumée, les débris se levèrent, puis se couchèrent au vent. Les nuages, au-dessus, devinrent couleur de brique. Une lueur, mêlée de poussières brûlantes, éclaira un quart de la ville, des rues, des places, des cheminées, des pentes d'ardoises où des ombres se mouvaient. Le vieux Madiot se recula d'émotion, et s'appuya au mur. Dans l'extrême rayonnement de l'incendie qui l'enveloppait, il était tout blanc de visage.

— Henriette! Henriette!

Elle mit la main sur le bras malade.

— Que voyez-vous? Qui est-ce?

Il cria, d'une voix d'épouvante :

— Henriette, c'est Lemarié qui brûle!

— Vous êtes sûr?

— Je reconnais mon atelier. Ça va gagner la réserve. Laisse-moi aller!

— Vous ne pouvez pas... à votre âge... avec un bras de moins, mais non... je ne veux pas...

Il la repoussa, passa devant elle, prit son chapeau à tâtons dans la cuisine, et battit la porte en criant :

— Faut que j'y aille! Faut que j'y aille! C'est chez nous que ça brûle!

IX

Éloi Madiot n'était rentré qu'à trois heures du matin, harassé, ses vêtemens trempés d'eau et noircis par la fumée. Il dormait. D'après ce qu'il avait raconté en se couchant, toute l'usine Lemarié était brûlée, les salles de fabrication, les réserves, les approvisionnemens, les bureaux, la maison du contremaître, tout. Après cinquante années d'existence, l'outillage créé par deux générations d'hommes s'effondrait, subitement, et la terre réapparaissait, nue, déserte, prête à de nouvelles œuvres, entre des monceaux de ruines dont aucune n'avait plus de sens, et ne pou-

vait dire la somme prodigieuse de vie, de travail et d'audace qui s'étaient dépensés là.

Dans le quartier des ponts, ouaté de brume par l'aube, Henriette, en ouvrant sa fenêtre, avait vu la fumée s'élever, blanche à cause de la vapeur d'eau, et mêlée de bouffées noires que soufflaient des débris mal éteints. Une agonie, même celle d'une chose, c'est si triste pour ceux qui doivent finir! Henriette était demeurée sous l'impression de ce spectacle, et de l'effroi de la veille, quand les toits de l'usine s'étaient abîmés dans le feu. Elle allait dans la chambre, de droite et de gauche, faisant son ménage. Elle se rappelait la rencontre de Victor Lemarié, deux jours auparavant, au tournant de la rue Voltaire, le salut qu'il lui avait adressé, et la jolie façon du harnais qu'elle avait remarqué au passage, comme une robe. Elle se souvenait aussi, — mon Dieu, que le matelas était lourd à retourner ce matin, et que d'orage dans l'air irrespirable qui entrait par la fenêtre! — elle se souvenait d'avoir aperçu, une fois, le père de Victor Lemarié, l'industriel. Il y avait de cela longtemps, cinq ou six ans. Il présidait une fête de sociétés de gymnastique, et il prononçait un discours, derrière le balcon de toile d'une tribune pleine de beau monde, entre deux faisceaux de drapeaux tricolores. Il gesticulait au-dessus des gymnastes pressés au pied de la tente et qui applaudissaient. Les dames, les officiers, les bourgeois assis à l'ombre, n'écoutaient pas. De sa place, Henriette n'entendait rien. Elle ne voyait qu'une physionomie dure qui s'essayait à sourire, une barbiche blanche qui remuait, et des mouvemens de bras rapides, qui ne s'arrondissaient pas, et ne s'amplifiaient pas. Quelqu'un avait dit, près d'elle : « Parle, mon vieux, vas-y. Ce qu'on te déteste! » Le souvenir de cette fête lui revenait, et la silhouette de l'homme, et le mot. A présent, quelle émotion ce devait être, dans la maison du patron, et aussi chez les employés et les ouvriers tout à coup licenciés par le feu!

La jeune fille acheva de tendre et de border les draps de son lit, effaça les plis avec la main posée à plat et courant tout du long, puis elle tira les rideaux à franges, et les rapprocha de manière à ne laisser entre eux qu'un étroit espace d'ombre.

Les vendeurs de journaux commençaient à passer en bas, criant : « Demandez le grand incendie. Une usine anéantie. Les derniers détails. »

A huit heures, elle était dehors, un quart d'heure plus tôt

que d'habitude. La nouvelle était partout connue et commentée. Elle remplissait la ville. Les douaniers en causaient avec les déchargeurs, les marchands de lait avec les clientes, les cafetiers du port avec les premiers buveurs de muscadet, qui s'en allaient, essuyant leurs lèvres du revers de la main. Tout le monde avait vu le drame, de près ou de loin; chacun savait un détail inédit, qui se mêlait aux lamentations dont la formule variait peu. L'imagination populaire travaillait sur ce thème d'épouvante, la nuit, la flamme, le vent qui soufflait en tempête, les pompiers grimpés sur les toits voisins et rouges dans l'incendie, la destruction totale d'une œuvre humaine; et, de la rue de l'Ermitage à la manufacture des tabacs, il n'y avait pas de maison possédant une fenêtre, une porte ou une lucarne au levant, d'où une ménagère n'eût médité un moment, pour s'en émouvoir et pour en disserter, sur la fumée blanche qui sourdait là-bas, d'entre les ruines.

Chez Mme Clémence, ces demoiselles de la mode étaient toutes en l'air. Quand Henriette entra dans le travail, à huit heures et demie, les premières arrivées causaient entre les deux tables presque à voix haute, l'ombrelle encore posée sur le bras et le chapeau sur la tête, sans égard pour les avertissemens de Mlle Augustine, qui s'était assise en manière de protestation, et qui répétait aigrement: « A votre aise, mesdemoiselles, continuez, je rendrai compte à Mme Clémence. » Elles n'écoutaient pas; elles avaient les nerfs montés, et une hâte de dire ce qu'elles savaient.

— Moi, je me couchais, j'avais lu un livre drôle.

— Moi, j'étais endormie. Le bruit d'une pompe qui roulait m'a réveillée. J'ai couru en chemise à la fenêtre. Il faisait froid. Un homme a crié : « Dans le quartier de l'île Gloriette! » Alors je me suis recouchée. C'était loin.

— Moi, ç'a été le reflet sur les vitres. J'ai eu une peur! On aurait dit que le feu était dans ma chambre. J'ai regardé, mais je ne voyais qu'une colonne de flammes dans le noir. Et je n'ai rien entendu.

— Il y a eu deux hommes blessés?

— Non, trois, blessés par des poutres. On les a conduits à l'hôpital. J'ai lu ça dans le journal, en venant. Tenez, voici l'article : un million de dégâts.

L'énormité du chiffre fit faire silence. Les jolies têtes jeunes se courbèrent au-dessus du journal, que tendait Mlle Irma. Marie

Schwarz, qui se tenait en arrière, près de la fenêtre, humble dans sa robe de pauvresse, osa s'approcher d'Henriette qui, les bras levés, la poitrine en avant, dégageait avec précaution les mèches de cheveux qu'avait accrochées la paille de son chapeau. Les yeux noirs et les yeux clairs se sourirent.

La porte s'ouvrit. L'apprentie Louisa entra en secouant sa tête rousse aux joues bouffies, et en disant :

— Eh bien ! en voilà d'une autre !

Elle avait l'air important d'un enfant qui porte un secret.

— Et une qui peut compter !

— Quoi donc?

— Mesdemoiselles, vous me croirez si vous voulez, mais M. Lemarié est mort.

Toutes se redressèrent ; Mlle Augustine s'arrêta de travailler, et dit sévèrement :

— Petite, vous mentez, n'est-ce pas, pour amuser ces demoiselles? Allez à votre place.

L'apprentie, pour mieux affirmer, laissa retomber ses deux bras sur sa robe, et l'on vit les pauvres souliers qui buvaient l'eau de toutes parts :

— Pas du tout, mademoiselle. A preuve que nous avons un voisin qui est menuisier des Pompes. Il l'a appris tout à l'heure. Le patron est allé au feu vers onze heures, cette nuit. Ça l'a saisi de voir son bien brûler. Il est tombé. On l'a ramené chez lui, et il est mort avant d'avoir su que c'était éteint. Je vous dis la vérité, même que le curé est arrivé dix minutes trop tard. Ainsi !

— C'est beaucoup de malheurs à la fois, dit une voix.

Il n'y eut pas de réponse. La mort, l'inévitable, avait été nommée. Et, comme les pierres frémissent, en haut, en bas, tout le long des rues, au passage d'un camion, les âmes s'émouvaient d'avoir entendu son nom. Les tabourets furent rapprochés des tables, les chapeaux et les mantelets s'amoncelèrent dans le placard, et le bruit des bobines de fil et des ciseaux jetés sur la lustrine annonça que le travail reprenait, comme chaque matin. Henriette, en retroussant sa robe pour s'asseoir, — elle était énervée et distraite par l'orage et par une nuit mauvaise, — fit le tour, avec ses yeux clairs, de cette réunion de jeunes filles. On ne voyait plus les dents rieuses de Mlle Cécile ; ni les fossettes de Mlle Anne, l'apprêteuse d'Henriette, une Normande très fine, couleur de lait ; ni les lueurs furtives que la vie leur mettait à toutes

au coin des cils, le matin, comme une aube. Elles se taisaient, quelques-unes sans expression, occupées à préparer la tâche, d'autres graves et même tristes. Mlle Reine, la plus proche voisine de la première, et qui avait un visage de sainte de vitrail, remuait les lèvres très doucement, les paupières baissées.

Deux ou trois autres jeunes filles, dans le quart d'heure qui suivit, arrivèrent du dehors, avec un peu d'air vif dans le pli de leurs vêtemens. Elles confirmèrent la nouvelle donnée par l'apprentie. M. Lemarié était mort d'une congestion cérébrale sans avoir repris connaissance; on avait vu les fenêtres de l'hôtel fermées; l'usine ne serait pas reconstruite, au moins par la famille de l'usinier. Le bruit courait aussi qu'une demande de secours allait être faite au conseil municipal, en faveur des ouvriers.

Peu à peu, ce qu'il y avait d'intérêts en souffrance, de projets et d'attente autour de cette mort, dissipa l'impression funèbre.

Les roses en soie, les capucines de velours, les piquets de marguerites ou de bleuets commençaient à trembler au-dessus des formes. Les aiguilles perçaient l'apprêt des étoffes et de la paille avec un bruit d'éclatement. Sur leur poing fermé, les garnisseuses prenaient le chef-d'œuvre ébauché, dont elles seules devinaient le dessin futur, l'éloignaient à bout de bras, le faisant tourner, pour juger du modelé, et le ramenaient près d'elles.

— Je suis sûre d'avoir cette après-midi une commande de Mme Lemarié, dit Mlle Augustine, dont l'amour-propre était flatté de ce long silence comme d'une victoire personnelle. Voilà plus de dix ans que je la coiffe.

Mlle Irma, les plus grands yeux et les plus fiévreux de tout le travail, une fille artiste et détraquée, qui détestait la première, répondit du bout de la même table :

— Je ne vous envie pas, mademoiselle, un chapeau de deuil!

— On peut les faire plus ou moins élégans.

— Jamais : du crêpe, un bandeau, un voile long comme la robe, on ne peut rien faire avec ça.

— Pardon.

— Pardon vous-même. Ce sont des horreurs.

— Non, mademoiselle, pas les miens.

— Enfin, vous ne vous les mettriez pas sur la tête, ni moi non plus.

Mlle Augustine, vexée, essaya de rire; trois plis se creusèrent dans ses joues couperosées. Elle riposta :

— Est-ce une raison ? Est-ce que je suis veuve?

Des rires étouffés coururent d'une table à l'autre. Mlle Lucie, l'apprêteuse qui avait les mains toujours moites, assise à deux places d'Henriette, se pencha sur son tabouret, et murmura :

— Ma foi, on le dirait.

Henriette, placée vis-à-vis de Mlle Augustine, ne voulut pas sourire, et dit :

— On assure que Mme Lemarié est très bonne.

Alors, ce furent des phrases venues de partout, qui sonnaient toutes les notes :

— Meilleure que son mari. Celui-là n'aimait pas l'ouvrier. Un mauvais riche !

— Oui, car il y en a de bons. Voyez Mourieux.

— Ce n'est pas un riche, Mourieux. Il gagne sa vie comme nous, un peu mieux que nous.

— Il vend ses fleurs trop cher, mais je l'aime, moi, tout plein. Quand il rit, on a confiance, tandis que Lemarié, jamais un mot avec lui, des ordres, des ordres, et le marché au poing, dès qu'on disait : « M. Lemarié, je vous en prie ! »

— Moi, ma mère m'a raconté que le jour où il a mis en marche ses deux machines à écosser les pois, c'étaient quatre cents femmes qui se trouvaient sans travail, des anciennes ouvrières de chez lui, des mères. La mienne en était. Elles sont entrées dans son bureau, pour lui demander en grâce un délai, ou un secours. Il a répondu : « Chacun pour soi. Une écosseuse m'économise deux cents femmes. J'achète la machine et je renvoie les femmes. J'use de mon droit. » Vous croyez que c'est honnête, ça?

— Il avait raison : il ne pouvait pas perdre pour nous.

— Et des prix ! On ne gagnait que son pain chez lui. Lui, c'étaient des millions qu'il entassait.

— Et insolent avec celles qui étaient jolies !

La jeune fille qui venait de parler, rougit en voyant plusieurs fronts se relever, lentement, de dessus l'ouvrage. Elle ajouta aussitôt :

— Je le sais pour l'avoir entendu dire.

Cette Irma, trop élégante pour une ouvrière payée cinquante francs par mois, pâle avec des yeux cernés, très artiste et très capricieuse, avait dans la voix et dans tout son être une telle passion qu'on l'écoutait dès qu'elle parlait. Elle reprit :

— Enfin c'est un homme qui a du bien de pauvre dans ses biens. Avez-vous lu *Looking backward*, mademoiselle Jeanne ?

— Non, de qui ?

— De Bellamy, un Américain. Moi, je l'ai relu trois fois. Il raconte ce que sera la société au xxe siècle, à la fin, je pense. Nous n'y serons plus, et je le regrette, parce qu'il fera meilleur vivre.

Une voix moqueuse demanda :

— Qu'en savez-vous ? Un socialiste alors ? Vous les aimez ?

La jeune fille répondit très gravement, sans cesser de travailler et d'enrouler, avec un goût infini, une tige de liseron autour d'une paille blanche :

— Oui, je les aime. J'ai suivi plusieurs de leurs réunions. Je ne comprends pas toutes leurs théories, mais ils admettent au moins qu'on souffre et qu'on se plaigne, ceux-là ! La vie est si peu gaie !

Deux ou trois de ces lèvres de vingt ans dirent : « Oh oui ! » mais si faiblement qu'on ne pouvait savoir d'où venait la réponse.

— Moi, j'ai lu les romans d'Eliot, fit Mlle Reine. Ils m'ont troublée, et cependant, j'avais le sentiment que toutes ces belles phrases n'étaient que du rêve écrit.

— Est-ce que c'est rêver que de demander justice ?

Reine, nerveuse aussi, dressa son cou qui avait l'air d'ivoire ancien, long et doré.

— Je n'ai pas de confiance, répondit-elle. Quelle raison ont-ils donc de tant aimer les autres ? Je comprendrais, s'ils croyaient en Dieu.

— Voilà bien la dévote !

— Certainement.

— Eh bien ! mademoiselle, c'est précisément parce qu'ils n'attendent rien de l'autre vie qu'ils réclament leurs droits dans celle-ci. Tout le monde ne peut pas croire en Dieu, et se confire en dévotion comme vous. Il y a celles qui souffrent, sans avoir rien fait pour le mériter, et qui se révoltent. Moi d'abord...

Des mots à demi-voix, rapides, répondirent parce que la question, souvent ramenée dans leurs discussions, touchait à leurs habitudes.

— Moi aussi ; — moi pas ; — moi, il y a des jours. Tiens ! mon aiguille s'est cassée.

Henriette était absorbée, depuis quelques minutes, par l'étude comparée de trois pièces de ruban à reflets, qu'il fallait assortir

avec des fleurs mauves, d'invention récente. Elle dépliait, chiffonnait, rapprochait les coupons, et fermait à demi ses yeux de coloriste. En entendant les réflexions de ces petites de seize ou dix-huit ans, elle, plus âgée et plus sage, ne put retenir un mouvement de tête. Mlle Irma le vit, et dit :

— Oh ! vous, mademoiselle Henriette !

— Pourquoi « oh ! moi » ?

— Parce qu'on sait bien votre avis, vous n'avez pas besoin de parler. Vous êtes la vertu, la sagesse, la raison, la demoiselle qui ne tombe pas...

— Heureusement : on se fait mal, dit l'autre en riant.

La jeune fille à qui elle s'adressait la regarda durement, et se tut. La conversation reprit entre les ciseaux, les aiguilles et les dés ; les esprits suivirent chacun leur pente, et s'en allèrent là ou nulle âme n'en peut suivre une autre, dans le rêve qui n'a pas de route. L'ardeur du soleil augmentait. La fenêtre entr'ouverte soufflait dans la chambre un air saturé d'électricité, qui oppressait, et que la poitrine rejetait plus vite, comme un poison. Des gouttes de sueur perlaient sur les nuques découvertes. De temps en temps on entendait le talon d'une bottine qui frappait le parquet avec impatience, ou la gamme rapide de cinq doigts sur la table. L'idée venait moins bien, déjà s'alanguissait et se fondait en songeries.

On avait oublié la mort de M. Lemarié.

— Il est temps que la saison finisse, dit la grosse Lucie qui étouffait. J'aime mieux ne pas avoir le sou à la maison que de travailler par des chaleurs pareilles.

La phrase mourut dans l'indifférence apparente des jeunes filles. Mais elle les avait troublées, comme un coup de rame trouble des eaux profondes. A peine une ride à la surface ; les joncs n'ont pas bougé ; toutes les mouches sont restées à boire le miel sauvage dans le cœur des nénuphars jaunes ; mais un tourbillon d'air a plongé, et il a remué jusqu'aux racines et aux tiges cachées des herbes. Quitter l'atelier ! Mais oui, la morte-saison allait s'ouvrir, et avec elle arrivaient les jours de liberté et de détresse ; ceux où le pain devient plus difficile à obtenir à crédit ; où l'on doute si on pourra rentrer chez la patronne sollicitée par beaucoup de nouvelles ouvrières ; où des idées de mort passent dans l'esprit, entre deux parties de plaisir ou deux longues heures désœuvrées. Vacances forcées, besognes serviles, tête à tête avec les mères qui ne comprennent pas, tentations des vingt ans que

le travail n'assagit plus, histoires mauvaises du passé, douleur de vivre seule, vous veniez, vous veniez donc! Vous étiez là, tout près!

Une barre blanche s'alluma au plafond, dans l'angle à droite; c'était le reflet d'une serre, qu'on avait coutume de voir, en été, vers onze heures.

L'apprentie la contempla.

Au même instant, l'une des jeunes filles se mit à sangloter. Elle pleurait, les poings enfoncés dans les cheveux et cachant sa jeune tête honteuse, la poitrine appuyée contre la table et secouée convulsivement. Ses compagnes ne parurent pas surprises, et continuèrent de travailler, s'appliquant au contraire et se baissant sur leur tâche, pour que celle qui pleurait ne fût pas humiliée. Elles faisaient ainsi, les unes pour les autres. Il n'y avait guère de semaine qu'une de ces enfans ne perdît courage, et ne s'abandonnât aux larmes, vaincue par une douleur qui restait souvent inconnue.

Cette fois, c'était Irma aux yeux trop grands, la socialiste. On la laissa lentement revenir à elle, essuyer ses yeux, se recoiffer.

Tout le monde savait que, deux jours plus tôt, elle avait été abandonnée par son amant.

Mme Clémence entra. Elle eut l'air de ne s'apercevoir de rien. Elle souriait sous sa coiffure poudrée et dentelée aux tempes; elle tenait avec deux doigts son face-à-main; elle s'arrêtait un instant derrière chaque garnisseuse, et on eût pu croire, à sa physionomie comme à son langage, qu'elle visitait une collection d'objets rares dans un lieu de délices.

Elle avait pour système d'encourager.

— Très bien... voilà une jolie idée... mauve et violet, mademoiselle Jeanne, ce serait encore mieux... Mademoiselle Mathilde, relevez-moi ce bord-là : deux bouquets de violettes ici, dans l'enroulement de la paille, trois ou quatre feuilles tombantes, négligées, vous comprenez, nuances claires, n'est-ce pas? La cliente est blonde... Mademoiselle Henriette, vous progressez tous les jours; vous m'avez valu des remerciemens de la petite comtesse Zaniska et de Mme de Stréville. Donnez un peu plus de moelleux à vos coques, tenez, en plaçant le point ici, et nous avons un chef-d'œuvre... Tendez davantage vos formes, mademoiselle Reine, vous ne charpentez pas assez. Mais le modèle est bon. Vous le ferez copier, mademoiselle Augustine... A propos,

les deux pailles blanches garnies de roses, pour les filles de la générale, seront bien prêtes ce soir? Un départ pour la campagne. C'est promis.

— Mlle Irma les a en mains, répondit la première.

Mme Clémence effleura d'un regard celle qui pleurait, se garda de rien dire, aperçut Marie Schwarz.

— Et celle-là, qu'est-ce que vous en faites?

— Je l'ai mise à coudre des coiffes; elle s'en tire.

La patronne allait sortir, sa visite terminée, lorsqu'elle se souvint d'un ordre à donner. Elle lâcha le bouton de cuivre qu'elle tournait déjà, fit deux pas, et, se penchant vers Henriette, assise à l'extrémité d'une des tables, dit assez bas :

— Mademoiselle Henriette, je vous prie de vous rendre, immédiatement après le dîner, chez Mme Lemarié, qui vous demande.

Si discret qu'eût été le son de voix de Mme Clémence, plusieurs ouvrières l'entendirent, et ouvrirent de grands yeux. Mlle Augustine prit son air offensé, et se raidit sur son tabouret. La patronne sentit la nécessité d'appuyer sur l'ordre, afin de prévenir une explication entre ses deux meilleures ouvrières.

— J'ai reçu le mot de Mme Lemarié, à l'instant. Elle vous désigne personnellement. Vous prendrez trois de nos modèles d'exposition, avec bandeau blanc, naturellement, pour une veuve, et vous emmènerez avec vous Mlle Schwarz. Elle commencera son métier d'essayeuse.

— Bien, madame.

Quand la porte fut refermée, il y eut, entre ces demoiselles de la mode, un échange significatif de chuchotemens : « Eh bien! ma chère, c'est un événement de plus. — La première est furieuse. — Il y a de quoi : depuis plus de dix ans qu'elle coiffait cette dame! — Elle comptait sur un abonnement. — Il faut avouer que cette Henriette Madiot a toutes les chances; aussi elle a l'air contente, ma chère. — Et l'autre? Quel vieux singe! En fait-elle une figure? »

Le vieux singe était une ouvrière de quarante ans, qui devinait que la disgrâce serait prochaine, et que le pain quotidien s'en allait. Elle s'était composé une attitude qu'elle croyait digne, pour cacher le désespoir qui la tenaillait, et les autres riaient, ne comprenant plus, parce qu'elle était vieille et que sa souffrance n'était pas un chagrin d'amour.

La clochette tinta. Ce fut un petit son grêle, tout assourdi par les tentures, les murs, les cloisons, et qui semblait venir de sous terre. Il annonçait le déjeuner. Toutes les aiguilles se piquèrent dans les formes. Lentement, les jeunes filles se levèrent, et plusieurs, d'un geste de princesse, tirèrent les manches de lustrine qu'elles mettaient pour travailler. Quelques-unes demeurèrent un instant debout, immobiles, étourdies par la longue tension de l'esprit. Puis le corridor s'emplit de bruits de pas amortis par les tapis, de frôlemens de robes, de rires de jeunesse à moitié retenus, et les ouvrières de Mme Clémence, après s'être lavé les mains dans une antichambre près du bureau de la caissière, entrèrent dans la salle à manger longue, peu éclairée, où la patronne présidait le repas du matin. Les jeunes filles se plaçaient à leur gré, sauf la première et la manutentionnaire, qui s'asseyaient, l'une à droite, l'autre à gauche de Mme Clémence. D'ordinaire Henriette avait sa chaise près de celle de Mlle Augustine. Cette fois, Mlle Augustine eut soin de mettre, entre elle et sa rivale, son apprêteuse, Mlle Reine.

C'était la rupture ouverte. Henriette s'en inquiéta peu. Elle songeait à sa visite, tout à l'heure, chez Mme Lemarié.

X

L'hôtel Lemarié avait ses sept fenêtres de façade fermées, premier, second, et troisième étage. A la porte, c'était une procession continuelle de bourgeois, de commis, de valets de pied, qui sonnaient. Ils appuyaient très légèrement sur le bouton électrique, — à cause du mort; — la porte s'ouvrait à peine, — à cause du mort; — ils touchaient de la main leur chapeau, tendaient une carte de visite, et se retiraient.

Le plateau d'argent, posé sur une table en bas du grand escalier, était caché, jusqu'à ses deux poignées ciselées, sous l'amas des petits cartons. Tous les quarts d'heure, on apportait une couronne de fleurs naturelles ou de perles.

Dans le salon jaune du premier, Mme Lemarié, assise sur un pouf capitonné que débordait sa robe noire, regardait la porte par où était sorti, l'instant d'avant, maître Lecanu, notaire de la famille. L'appartement ne recevait que très peu de jour, d'un côté par les découpures des volets, de l'autre par l'entre-bâillement d'une porte ouvrant sur la chambre où le corps de M. Lemarié

reposait, les mains jointes sur un crucifix, la tête livide, tirée, impérieuse encore. Deux religieuses, entre deux cierges, veillaient au pied du lit. On ne les voyait pas. Une lame de lumière sans obstacle, glissant sur la cire des parquets, unissait les deux pièces. On eût pu croire la chambre vide, s'il n'était venu de là, par momens, un grillotis de rosaire, le bruit mou d'une couronne qu'on déposait sur une autre, et d'une fuite de pas savamment étouffés.

Mme Lemarié réfléchissait.

Quelqu'un entra, Elle reconnut le gros homme qui s'avançait à tâtons, ayant peur de heurter les meubles.

— C'est vous, Mourieux? Vous avez fait la déclaration?

— Oui, madame. J'attends vos ordres pour faire le reste, avec Victor. Le testament renferme-t-il quelque disposition relativement aux funérailles?

— Non, rien.

La vieille femme se tut, ramena ses bras sur sa jupe, et considéra ses mains qu'elle ouvrit toutes grandes, et qu'elle étendit, la paume en dehors, d'un geste d'abandon qui correspondait évidemment à une pensée de son âme primitive. Puis, fixant Mourieux :

— Vous me voyez deux fois triste, dit-elle. C'est bien ce que je croyais : nous sommes très riches.

Mourieux grogna :

— Ça vaut mieux que la pauvreté.

Elle reprit, du même air pénétré :

— Pas toujours, Mourieux... De plus, maître Lecanu m'apprend que mon mari m'a légué tout ce dont la loi lui permettait de disposer en ma faveur.

— Est-il possible? A vous?

Les sourcils broussailleux du marchand de fournitures se relevaient d'étonnement. Il ajouta :

— Ma foi, chère madame, vous m'en voyez surpris, oui, tout à fait, et... bien heureux.

— Moi, je ne suis pas étonnée, Mourieux. M. Lemarié se défiait de la prodigalité probable de son fils, qui n'a pas de métier. Il ne m'aimait pas, mais il m'estimait.

— Sans doute.

— Peut-être a-t-il pensé que c'était une... compensation. Les hommes les plus rudes ont quelquefois des dessous de bonté.

Enfin, sa volonté est formelle. J'hérite. Une fortune énorme.

Mourieux eut un geste d'assentiment.

Elle soupira, et dit:

— Mal acquise.

— Oh! madame!

— Je sais ce que je dis, Mourieux, et je dis mal acquise.

— Permettez! Un labeur opiniâtre, beaucoup d'intelligence, beaucoup d'esprit de suite... M. Lemarié a gagné honorablement...

— D'après l'honneur courant et facile, oui, mon ami. Mais moi, je suis le témoin de la vie, vous savez, le seul vrai, celui qu'on ne trompe pas. J'ai vu venir l'argent qui m'arrive, et, bien avant de l'avoir en ma possession, j'ai souffert d'en user. Cruellement, croyez-moi. A la fin de l'Empire, vous n'étiez pas là, quand nous faisions des inventaires de 200 000 francs avec des conserves de dixième qualité, fabriquées pour les marines étrangères et que les agens déclaraient excellentes, parce que... vous comprenez, n'est-ce pas? Et en même temps, et plus tard, et toujours, vous n'étiez pas là, quand les ouvriers députés par leurs camarades venaient au bureau et ici même, au-dessous de nous, — que j'ai entendu de fois ces scènes-là! — se plaindre de ne gagner que des salaires notoirement insuffisans, mais qui ne changeaient pas, parce que nous possédions presque un monopole. Vous n'avez pas connu les réponses brutales, ni les congédiemens sans autre motif qu'une réclamation, ni les discours des employés stylés pour faire entendre à des malheureux qui s'étaient blessés que l'accident n'engageait pas la responsabilité de l'usine. Nous les avons en titres de rente, ces économies-là!... Et les misères morales, celles qu'on a voulues, celles qu'on a tolérées, et les autres qu'on aurait pu connaître! Ah! ces murs maudits de la fabrique, que j'ai pleuré de fois en les regardant! Tenez, cette nuit, quand j'ai appris qu'ils brûlaient, ma première pensée a été: Tant mieux!

Après un intervalle, pendant lequel sa poitrine essoufflée se calma un peu, Mme Lemarié reprit, avec son expression de placidité habituelle :

— C'est inutile que j'insiste sur la démonstration? Vous me dispensez?

— Oui, dit naïvement Mourieux, j'ai beaucoup connu Lemarié, vous comprenez, et, sans approuver tout...

— Je ne dis pas cela pour le plaisir de l'accuser, mon bon

ami, mais pour vous prévenir d'une résolution. Cette fortune m'est odieuse. Je l'accepte pour qu'elle soit bien dépensée : j'en donnerai autant que je pourrai, voilà.

L'homme tourna la tête, instinctivement, du côté de la chambre, comme si l'autre avait pu entendre de telles paroles. Le bruit d'une couronne de perles qu'on déplaçait tomba dans le silence du salon, et affirma que l'heure présente était bien à la femme qui venait de parler. Mourieux, saisi d'une émotion qu'il était incapable de ne pas traduire en acte, se leva, tendit la main, et dit :

— Faites-moi l'honneur de me donner la main, madame Lemarié. Ce que vous dites là peut être exagéré, mais c'est tout de même joliment bien !

— Vous m'aiderez, mon cher Mourieux? Je ne saurais pas employer toute seule cet argent. C'est si difficile! J'aurai besoin de vos conseils.

Il restait debout près d'elle, admirant cette femme qui se révélait à lui, soudainement.

— Est-ce que Victor est informé?

— Des clauses du testament? Oui, il était là.

— Et du reste?

— Je lui en parlerai à la première occasion, discrètement, comme on peut le faire à un fils. Je le crois capable de comprendre. Et vous? Vous rappelez-vous ce qu'il disait, devant son père, au jardin?

— Oui, ce qu'il disait...

— Vous doutez de lui? Il a tant d'affection pour vous!

— Madame, répondit le bonhomme en détournant la question, je suis trop vieux pour entreprendre quelque chose. Il y a beaucoup de misère partout; il y en a dans la mode, dans la couture, que je connais bien, mais il vous faudrait, pour vous renseigner et vous aider, quelqu'une de nos jeunes filles, une comme il s'en trouve, intelligente, fine, qui sache les dessous du métier.

— Vous m'aviez parlé, dans le temps, de Mlle Madiot?

— C'est vrai. Si elle voulait bien! En voilà une!

— Elle va venir tout à l'heure, dit tranquillement Mme Lemarié.

Et, comme Mourieux faisait un mouvement, étonné qu'en un pareil jour elle eût songé d'abord à cela :

— Ne vous méprenez pas, dit-elle. Je n'ai pas la moindre in-

tention de parler de ces questions, en ce moment, avec Mlle Madiot, non. Il s'agit de tout autre chose.

L'expression d'énergie, de révolte contre un long passé d'abaissement reparut sur son visage.

— Il s'agit d'une injustice qui a été commise vis-à-vis des Madiot. Il faut la réparer tout de suite, parce que ce sont des pauvres. On me le refusait, hier. Et j'ai hâte de faire oublier ce qui fut trop dur dans le passé.

La porte s'ouvrit. Le valet de chambre demanda :

— Madame, on vient de chez Mme Clémence, pour essayer des chapeaux?

— C'est bien, faites monter.

Lorsque le domestique eut disparu :

— Je suis plus malheureuse que d'autres, mon cher Mourieux, parce que j'étais née pour une situation médiocre, et que me voici en face de devoirs bien difficiles à connaître et à remplir... Donnez-moi le bras.

Elle se leva, et Mourieux la conduisit jusqu'au bout du vestibule, près de la rampe de l'escalier. Là, il prit congé. Elle vit, en même temps, descendre son vieil ami, le dos voûté, la tête encore plus penchée sur l'épaule gauche que de coutume, et monter deux formes sveltes, qui se dégageaient de l'ombre du péristyle, et s'élevaient parmi les reflets fondus couleur de glaïeul rose. C'étaient Henriette et Marie. Marie marchait la dernière, et portait trois boîtes rondes. Mme Lemarié cherchait à deviner laquelle était cette Henriette Madiot. Était-ce celle qui tendait à peine du genou sa robe serrée dans sa main droite, et qui montait, comme sans effort, dans la lumière? A cause des bords des chapeaux, les visages étaient cachés.

Henriette arrivait là en inconnue. Toute sa pensée, en entrant, avait été : « Comme c'est beau, ici! » Mme Lemarié, de son côté, n'éprouvait et ne pouvait éprouver qu'une curiosité sympathique, à l'endroit de cette ouvrière dont on lui avait vanté la grâce fine et l'esprit. Cependant la sympathie s'aviva, lorsque, bien en face, dans la dernière volée du bel escalier de pierre, Mme Lemarié vit se découvrir, peu à peu, le visage d'Henriette, le menton d'abord et le cou nacré d'une blonde, la bouche mince, le nez petit et droit, les yeux enfin, les yeux étoilés d'or, qui se levèrent, et l'aperçurent. La vieille dame songea : « Qu'elle est jolie! » Surtout, elle reconnut en elle, avec une émotion que la vie lui

avait souvent donnée, la jeune fille, celle qui possède le charme infini et fragile, celle que tiennent à leur gauche les mères heureuses.

Cela la fit se détourner brusquement, sans dire un mot.

— Est-elle laide ! dit tout bas Marie. C'est elle, qui est si riche ?

Derrière Mme Lemarié, elles pénétrèrent dans une chambre tendue d'étoffe gros bleu, qui ouvrait sur la cour. Les fenêtres n'étaient pas fermées.

— Voici les chapeaux que vous avez demandés, madame, dit Henriette à Mme Lemarié qui s'était mise à contre-jour : voulez-vous que mademoiselle les essaye devant vous, d'abord ?

Sur un « oui » à peine prononcé, Henriette releva, du bout des doigts, sa voilette, et se pencha au-dessus des cartons que son amie avait posés à terre, puis, comme le nœud du couvercle était difficile à défaire, s'agenouilla.

— Veuillez me pardonner, dit-elle, les cordons sont noués.

— Ne vous hâtez pas, mademoiselle, prenez votre temps. Je ne suis pas une grande dame, moi.

— Nous avons trois modèles, madame, qui ne diffèrent guère que par la richesse du plissé... Voici le plus simple... Placez-vous bien dans le jour, mademoiselle Marie, aplatissez vos cheveux...

L'ouvrière en parlant s'était redressée, d'un mouvement souple, tenant entre deux doigts la capote de crêpe noir, que soulignait un bandeau de crêpe blanc. Elle la posa sur la tête de l'essayeuse, avec une sûreté parfaite, ni trop en avant, ni trop en arrière, attira quelques mèches noires sur les tempes et imita les bandeaux d'une vieille femme, piqua une épingle, fixa l'édifice, puis interrogea :

— Est-ce ce genre-ci ?

Elle s'aperçut que Mme Lemarié ne faisait aucune attention au chapeau, et n'avait pas quitté des yeux, au contraire, la garnisseuse de Mme Clémence, l'ouvrière de la mode que la plupart des clientes ignoraient en pareille occasion. Elle fut surprise. On s'occupait d'elle. On lui marquait une espèce d'admiration qui la fit sourire. Et il y eut un remerciement dans ce sourire de jeunesse flattée. Mais elle réprima vite cette manifestation d'un sentiment personnel, qui devait être déplacé.

— Désirez-vous, reprit-elle, que nous essayions une seconde forme ?

La veuve du riche industriel nantais était, évidemment, une personne singulière, elle demanda :

— Vous êtes toute jeune, mademoiselle, quel âge avez-vous?

— Vingt-quatre ans, madame.

— Vous avez beaucoup travaillé, déjà?

— Sans doute, madame, depuis mon enfance.

— Et votre métier vous plaît, j'en suis sûre. Vous devez être adroite. La maison où vous êtes vous occupe toute l'année, n'est-ce pas? Vous n'avez pas de morte-saison?

Henriette, comme toutes les jeunes filles de la mode, avait une sorte d'orgueil professionnel, qui l'empêchait de se plaindre. Elle était, de plus, trop foncièrement peuple, par toute sa vie, pour ne pas être en garde contre la pitié et contre les questions d'une autre classe. Elle répondit, froidement :

— Non, madame, pas moi. Je ne manque de rien.

Les rides qui cernaient les joues de Mme Lemarié se creusèrent un peu. De son air d'extrême bonté, qu'il fallait une émotion bien vive pour altérer, elle considéra un moment ces deux jeunes filles, l'une droite, élégante, presque hautaine, l'autre évidemment indifférente et si singulière sous sa capote de deuil. Puis, sans se fâcher, elle dit :

— Je suis heureuse, mademoiselle, qu'il ne vous manque rien. A moi, il me manque beaucoup de choses, notamment ceci : il y a eu, n'est-ce pas, des questions d'intérêt, entre votre oncle et M. Lemarié?

— Oui, madame... Elles sont, je crois... réglées.

— Précisément, elles ne le sont pas selon mon désir. Vous voudrez bien annoncer à votre oncle qu'à titre de très ancien ouvrier de la maison, il lui sera servi une retraite de cinq cents francs par an.

Henriette fut un moment interdite. Elle devint toute rouge. Les larmes lui montèrent aux yeux.

— Ah! madame, qu'il va être heureux! Que je vous remercie pour lui! Il n'y comptait plus... Je ne sais pas comment vous dire...

Elle hésitait à s'avancer vers la main que lui tendait Mme Lemarié, n'étant pas habituée à de pareilles familiarités de la part des clientes qu'elle visitait, et elle se sentait à la fois confuse, heureuse et embarrassée, lorsqu'une ombre s'allongea, à ses pieds, sur le parquet.

C'était Victor Lemarié, qui entrait par la porte ouverte sur le vestibule. Il tenait à la main un paquet de billets de part, sous enveloppes liséréés d'une large bande noire.

— Pardon, dit-il, en apercevant Henriette et Marie.

— C'est toi, mon enfant? dit Mme Lemarié, qui l'avait entendu sans le voir. Dans une seconde. J'achève de choisir un chapeau.

Elle s'approcha de Marie.

— Donnez celui-ci, fit-elle ; ce sera toujours assez bien.

En un tour de main, avec un grand geste de délivrance, Marie enleva la coiffure, et la posa sur le marbre d'une commode. Elle se hâta de ramasser les deux boîtes pleines. Henriette salua, en fixant sur la vieille femme ses yeux redevenus très doux, qui disaient : « Merci pour lui, et merci pour moi. »

Les deux jeunes filles quittèrent l'appartement. Dans le vestibule, tout près de la porte, quand Henriette passa, Victor Lemarié, qui s'était effacé contre le mur, inclina sa barbe en pointe et dit :

— Bonjour, mademoiselle Madiot.

La voix s'en alla, claire, jeune, sans réponse, heurtant la cloison derrière laquelle, là-bas, s'égrenait le rosaire sans fin des religieuses.

— Je venais pour écrire des adresses, dit Victor en pénétrant dans la chambre de sa mère. Vous n'êtes pas trop fatiguée?

D'un signe, elle répondit non, et indiqua la petite table sur laquelle ils pourraient écrire tous deux, côte à côte.

XI

Les billets de part, imprimés sur papier épais, portaient en tête la croix : qu'avait-elle à faire avec cette vie éteinte? Ils portaient : « Décédé avec les sacremens de l'Église » ; c'était faux, car le mort ne s'était jamais soucié d'eux. Ils portaient : « Un *De profundis!* » Qui le réciterait?

Mme Lemarié soupira, en remettant dans l'enveloppe la première feuille qu'elle avait dépliée, et, de son écriture appliquée, nette et anguleuse, elle traça une adresse, puis une autre, puis une troisième, silencieusement. Victor faisait de même. Ils consultaient un carnet ouvert entre eux.

— Nous n'envoyons, bien entendu, qu'aux gens du loin. Les

pompes funèbres se chargent du reste. Mourieux y a passé; il a dit : toute la ville.

— Oui.

— M. le général baron d'Espelette, commandant la 16e division... Êtes-vous sûre qu'il n'y a pas un S à la fin?... Non?... Comme vous voudrez... Il pourra me servir, le général, quand je ferai mon stage d'officier de réserve, en janvier.

La demi-interrogation n'eut de réponse que le grincement de la plume voisine, qui inscrivait : « M. Le Mansart, conseiller général... »

— Vous invitez Le Mansart?

— Évidemment.

— Il s'était présenté contre mon père... Mon père le détestait.

Elle leva sur son fils un regard de reproche, et dit, en se remettant à écrire :

— Mon pauvre ami! Je voudrais pouvoir inviter tous les ennemis de ton père, et obtenir le pardon de quelques-uns moyennant une si petite attention. Une existence humaine confine à tant d'autres, surtout celle d'un chef d'industrie... On fait tort, souvent sans le vouloir, on écrase...

— A ce compte, mère, il faudrait inviter les anciens ouvriers renvoyés, les congédiés pour cause d'installation de machines, les veuves non pensionnées...

Mme Lemarié posa la plume sur le bord de l'encrier de verre, et dit, regardant devant elle :

— Si tous ces pauvres récitaient seulement un *Ave Maria* pour ton père!

— Ah! bien oui : ils ne savent plus.

— Je donnerais de bon cœur une partie de ma fortune pour l'obtenir. Les âmes des morts sont si lourdes, quand elles n'ont pas ces ailes-là!... Mon Victor, je suis heureuse au moins de me dire que tu ne te sépares pas de moi, quand il s'agit de nos ouvriers. Moi, vois-tu, je les considère, — ç'a été une idée de toute ma vie, — comme des sortes d'associés qui n'auraient pas de contrat. Ton père ne voyait pas ainsi, et il nous a laissé, à tous deux, un arriéré de charités à faire.

Elle s'arrêta un peu, et, comme la réponse ne venait pas :

— Je n'aurai pas de plus grande joie que de m'acquitter. Et toi? Je suis sûre que tu y as songé, toi qui as tant de cœur? Donner, quel beau mot!

— Ma foi, non, je n'ai pas...

— Mais tu ne refuses pas de m'aider, n'est-ce pas, dans le bien que je veux faire?

— Sans doute, si vous le faites raisonnablement.

La mère demanda, affectueusement, avec un ton de prière à demi exaucée :

— Voyons, mon Victor, explique-moi : qu'entends-tu par « raisonnablement »?

— Par exemple...

Il réfléchit une seconde.

— Par exemple ces Madiot. J'admettrais que, vu les longs services de l'oncle, on étudiât le moyen de lui accorder une petite pension.

— Très bien, mon ami : c'est déjà fait.

— Comment!

— Et si tu avais pu voir, tout à l'heure, la surprise, la joie de cette jeune fille! En vérité le remerciement dépassait le cadeau. C'était naïf, c'était...

— Pardon : vous donnez combien?

— Cinq cents francs par an.

— Sapristi! Comme vous y allez! Voilà qui n'est pas raisonnable déjà!

La mère répondit, doucement, pour ne pas froisser :

— Trente ans de service, Victor! Moi qui me reprochais de n'avoir pas été assez généreuse! Mais, tu comprends bien que ce sont là des charités nécessaires, presque des dettes. Avec une fortune comme la nôtre, sais-tu mon rêve ?

Le jeune homme, les sourcils froncés, tournait son porte-plume entre ses doigts, et fixait obstinément l'encrier.

— Mon rêve serait de doter une ou plusieurs grandes œuvres destinées à secourir des ouvriers d'usine et de métier. Quelles œuvres? Je n'ai pas encore de décision, quoique j'aie des idées. Ensemble, nous y réfléchirions, ensemble nous arrêterions les plans, nous referions une réputation à ce nom de Lemarié, que plusieurs ont maudit... Enfin je voudrais nous voir moins riches et plus aimés, mon enfant : veux-tu?

Sans perdre de vue l'encrier, il répondit, avec cet air de supériorité que les hommes prennent vite, dans les questions d'argent :

— Mère, je propose que nous continuions nos adresses; voilà qu'il est trois heures, et la poste n'attend pas.

Elle eut un petit sursaut de douleur. Mais elle ne s'emporta pas. Il y avait l'avenir, tout l'avenir à sauvegarder. Elle dit tristement :

— Alors, ce que tu disais à ton père? Je ne comprends plus, mon ami.

Il leva les mains :

— Mais, je le pense toujours. Seulement, nous serions naïfs, en vérité, de nous ruiner seuls pour changer des choses qui sont la résultante de tout un état de société. C'est l'éducation, qui est à changer, les esprits... Que sais-je?

Les mots tombèrent, cette fois, sans réponse. Mme Lemarié s'était remise à écrire, courbée sur les enveloppes à bandes noires. Elle avait jugé son fils, et il ressemblait beaucoup plus au père qu'elle ne pensait. Avec lui aussi, il fallait recommencer à se taire. Victor la vit essuyer une larme, plus d'une fois, pendant l'heure silencieuse qu'ils passèrent ensemble.

Il arrivait toujours des couronnes par l'escalier de service.

. . . . . .

Quant au vieux Madiot, il exultait, ce soir-là. Cinq cents francs lui paraissaient la fortune. Il ne cessait de remercier Henriette, qui se défendait de tout mérite, que pour lui dire : « Maintenant que c'est fait, ma petite, ne va pas trop dans ces maisons de riches. — Mais, mon oncle, quand on m'y envoie? » Il ne trouvait pas la réponse, ne pouvant pas donner la bonne. Mais la joie l'emportait. Il était si content que sa nièce lui permit, — elle lui donnait des permissions, maintenant, — d'aller faire une tournée chez trois ou quatre vieux comme lui, médaillés du Mexique ou de Crimée, dont il ne se souvenait plus que dans les grandes occasions.

XII

Le lendemain, en se coiffant, Henriette se trouva jolie.

Elle s'en alla dans le soleil, toute seule.

Les lilas sont en fleur, ô bien-aimée! Sentez-vous? Les lilas, non, leur saison est passée, et leur parfum ne revient pas. Alors, ce sont les cytises, dont les grappes couleur d'or font la cloche dans la gaine ajourée des feuilles? Mais les cytises sont capiteux, et les pensées qu'ils donnent pleines de trouble. Qu'est-ce donc? Vous avez rapproché en songe trois brins de genêt d'Espagne, et vous

dites : « Ce n'est pas cela. » Les herbes des prés sont fauchées. Le vent se repose. Bien-aimée, vos cheveux embaument comme un champ de marguerites. Ils ont fleuri. Un parfum s'élève de vous. Allez, respirez, souriez, buvez la vie. Vous tournerez des têtes. Ceux qui vous aiment vont vous le dire.

La jolie fille va vers l'atelier. Elle fera des chapeaux que sa maîtresse vendra. Ce jour-là n'est pas pour elle, pas plus que les autres. Cependant, tant qu'elle a été dans la rue, elle s'est sentie comme une petite reine.

XIII

Deux jours plus tard, au petit matin qui lève sur les eaux des lames de brouillard comme des copeaux blancs, un bateau plat quittait la prairie de Mauves, et traversait la Loire. L'homme qui le conduisait à la perche, avait la moustache humide de brume, et la vie joyeuse dans les yeux. Les deux mains appuyées sur la hampe ferrée dont le bout touchait le sable du fond, marchant le long du bord de son bateau qui filait sous lui, souple et frissonnant dans son gilet de tricot bleu, il se dirigeait en oblique vers la rive opposée, où sont deux petites îles, l'île Héron et l'île Pinette, séparées l'une de l'autre, puis de la terre, par de menus bras du fleuve. C'était le grand Étienne qui partait pour sa tournée quotidienne.

Un silence prodigieux l'enveloppait. A peine un cri de bécassine ouvrant l'aile et commençant la pâture dans les herbes mouillées. La crue était finie. L'eau bleue, mêlée çà et là de bandes troubles, ne luisait pas encore, si ce n'est autour des bancs de sable, où elle se faisait mince et courbe comme une faux.

Le batelier songeait : « Je l'aime trop, il faut que je le dise. » Et le bateau glissait. Et le jour, autour de lui, blanchissait de plus en plus.

Il entra dans un canal étroit, où le courant mourait presque. A l'abri des deux îles, dans la vase, les roseaux foisonnaient, droits et verts, ou brisés et couchés sur la Loire en lames jaunes. Les nasses étaient tendues là, au creux des clairières de l'eau, la gueule dans le sens du courant. Pendant une demi-heure, Étienne travailla ferme, soulevant, avec son croc de fer, les pièges d'osier où les anguilles s'étaient prises, retirant la bonde d'herbe, vidant le poisson dans le compartiment ménagé à l'avant du bateau, et

rejetant par-dessus bord la nasse qui coulait au fond. La pêche était bonne. Étienne longea ainsi toute la rive de l'île Héron, et puis, au tournant de la pointe, là où s'ouvrait le bras de Pirmil, une eau déjà plus large étalée, frémissante, avec la grande terre à gauche, et les fermes, et le bourg de Saint-Sébastien ensevelis dans la brume qui fondait, il se dressa, laissa traîner sa perche au fil de l'eau, et, la poitrine tendue, la tête levée comme un sonneur de clairon, cria :

— Ohé ! de la Gibraye, ohé !

Un cri pareil, assourdi, lui répondit de la rive. Ceux de la Gibraye avaient entendu. Ils guettaient le passage du pêcheur de Mauves. En quelques minutes, tout l'avant de la barque fut chargé de paniers. Les choux, les poireaux, les navets débordaient de chaque côté et pendaient sur le fleuve ; les bottes de carottes pyramidaient au-dessus, et les laitues, et les mannequins d'oseille, et trois bouquets de capucines qu'Étienne piqua en flamme au sommet de son château vert. Il en avait jusqu'à la hauteur des yeux. Lui cependant, assis à l'arrière, en trois coups de godille il s'éloigna, prit le large, et se laissa emmener au courant. « Oui, je lui parlerai ce matin. Je ne puis plus m'en taire. »

La Loire s'éveillait. Le bruit d'un battoir chanta dans une saulaie. Des canots de pêcheurs de saumon rayaient çà et là la nappe du fleuve qui flambait en dessous, et s'emplissait d'or pâle. La silhouette énorme de la ville perçait en vingt endroits la brume encore flottante et couchée sur les eaux.

Et Étienne, immobile, le cœur battant, les lèvres tremblantes de mots qu'il n'oserait jamais dire, attendait le moment où, se dégageant des brouillards, des mâts de navires, des pointes de peupliers de l'île Sainte-Anne, à l'entrée de la Grande-Loire, une petite maison apparaîtrait, haute et blanche comme un phare.

. . . . . .

A la fenêtre de sa chambre, Henriette achevait d'agrafer sa taille noire de tous les jours. Elle voulait le voir, et elle n'y comptait guère pourtant. On est pressé, dans ce monde des pauvres. A quelle heure passait le bateau ? Étienne ne l'avait pas dit. La jeune fille songeait : « C'est si court, le temps que j'ai pour l'attendre là ! »

Ses yeux erraient dans le paysage, depuis la prairie au Duc, jusqu'à Trentemoult. Et tout à coup, en plein courant de la Loire, venant, doublant la pointe de l'île Sainte-Anne, elle vit la

barque, les trois bouquets de capucines, les paniers verts, et le grand Étienne qui s'était levé.

Il ne gouvernait plus. Il avait laissé tomber l'aviron. Il allait à la dérive sur le fleuve encore désert, la tête tournée vers la maison blanche. Henriette se tenait droite dans l'ouverture de la fenêtre. Lui l'aperçut. Il monta sur le banc d'arrière, afin d'être mieux vu, et, de ses deux mains, il envoya deux baisers à travers l'espace.

Henriette rougit.

— Oh! cet Étienne! dit-elle. Il devient d'un osé!

Elle se retira. Mais elle revint une minute après... Étienne, d'un coup de barre, avait incliné son bateau, et se perdait déjà parmi les yachts de plaisance et les canots du petit port de Trentemoult.

La jeune fille acheva de mettre en ordre sa chambre. Elle riait en songeant à cet Étienne, et se promettait de le gronder. Un peu de rougeur lui était resté aux joues.

Quand elle traversa la cuisine, pour aller au travail :

— Qu'as-tu donc ce matin, jeunesse? dit le vieux Madiot. Tu as l'air éveillée comme une ablette?

En vérité oui, elle avait du mal à reprendre sa physionomie de tous les jours, un peu sérieuse, un peu froide contre les regards de la rue. Elle descendit l'escalier, attira derrière elle la porte, et, droit en face, appuyé contre un des acacias plantés dans le roc, elle vit le grand Étienne.

Son cœur battit violemment. Elle se sentit tout émue et toute contrariée. Étienne venait à elle, le visage à demi riant et à demi inquiet. Par-dessus son tricot de laine, il avait mis une veste noire, et son feutre des dimanches coiffait sa haute tête blonde.

— Je vous espérais, dit-il.

Henriette lui donna la main, presque timidement. Les maisons de la rampe de l'Ermitage dévalaient la pente, chacune ayant sa bande d'enfans aux portes et ses ménagères aux fenêtres.

— Y a-t-il moyen de causer un brin ? demanda Étienne.

— Si vous voulez m'accompagner jusqu'à la Fosse, répondit Henriette, nous causerons en chemin.

Tous deux cependant demeurèrent muets pendant plusieurs minutes, lui, tourné vers les vergues emmêlées des navires, derrière lesquelles montait le soleil, elle, regardant la suite familière des portes basses, des escaliers, des fenêtres, d'où partaient des :

« Bonjour, mademoiselle Henriette! — Bonjour la Vivien! répondait Henriette; bonjour, la Esnault! bonjour Marcelle! »

Mais, le commencement du quai, c'était la fin du coteau de Miséri. Ils furent enveloppés bientôt par les groupes des travailleurs et des flâneurs du port, passans inconnus, foule anonyme qui donnait aux deux jeunes gens comme une impression de solitude. Le grand Étienne, s'enhardissant, se mettait à épier, du coin de l'œil, le visage rose de la jolie fille qui trottait menu à côté de lui. D'un accord tacite, ils évitèrent une troupe de portefaix qui déchargeaient un bateau de blé, continuèrent de longer la Loire, et trouvèrent un gros tas de sacs de plâtre empilés, dont l'abri leur parut favorable. Ils s'arrêtèrent. Et il y eut, dans la ville mal éveillée, deux amoureux de plus qui se tenaient l'un devant l'autre, bien près, et qui parlaient tout bas, sans gestes, pour ne pas appeler l'attention.

— C'est que, dit le grand Étienne, je ne pouvais plus rester comme ça.

— Qu'aviez-vous donc à me dire? demanda Henriette.

Il attendit, défiant, qu'un douanier de service se fût éloigné.

— Mademoiselle Henriette, ça ne pouvait durer toujours, d'avoir un sentiment pour vous sans vous le dire.

Il vit la jeune fille se reculer un peu, toute pâle de saisissement, et s'appuyer de la main aux sacs entassés.

— Ne vous en allez pas! Écoutez! Mon père croit que j'ai entrepris de porter des légumes à Trentemoult pour gagner plus d'argent. Eh! sans doute : mais j'avais surtout l'idée de vous voir. Tous les jours que Dieu donne, depuis trois mois, je vous ai cherchée...

Il voulait dire autre chose, mais il ne put continuer : un sanglot de jeunesse angoissée, prompte à défaillir comme à aimer, lui serra la gorge. Il se raidit. Il ne trouva plus rien, et, d'humiliation, il baissa la tête.

Alors, il sentit deux petites mains gantées qui prenaient la sienne, et il entendit une voix, troublée aussi, qui disait :

— C'est donc sérieux, mon pauvre Étienne? Vous voyez, j'en suis toute bouleversée. Je ne prévoyais pas ce que vous venez de me dire. Non, je savais bien que vous aviez de l'amitié pour moi... une bonne amitié d'enfance. Et j'étais contente. Mais quand vous me faisiez un peu la cour, je pensais : « Il le peut bien; c'est un ami qui a grandi. » Entre camarades de jeunesse, on ne s'étonne

pas d'un compliment. Tandis qu'à présent, j'ai envie de pleurer. Oh! vous n'auriez pas dû me parler. Je vous aimais tant comme ça!

Le grand Étienne leva la tête. Son humeur fière endurcit son visage et sa voix.

— Vous ne voulez donc pas de moi, mademoiselle Henriette? Je suis trop peu de chose pour vous?

A son tour, elle fixa sur lui ses yeux brillans de larmes, sincères infiniment.

— Je ne dis pas cela! Je vous en prie, n'ajoutez pas à ma peine. Non, regardez-moi. Je vous parle avec tout mon cœur. Je ne vous méprise pas. Je n'aime personne autant que vous, Étienne. Mais je ne puis pas vous répondre. Je n'ai pas réfléchi. Je suis trop nouvelle à cette idée-là. Laissez-moi le temps.

— Combien?

— Je ne sais trop. Mon frère va partir pour le régiment, et j'ai bien besoin de gagner pour lui. S'il n'a rien, vous comprenez, il ne s'habituera pas. Et puis, je connaîtrai mon sort avant la fin de l'année : si je dois être ou non première dans notre maison de modes. C'est tout mon avenir qui est là. Attendez que je sache, que je prenne ma décision sachant bien ce que je fais.

Elle essaya de lui sourire :

— Nous nous reverrons, Étienne. Ne vous désolez pas. Il est huit heures et demie. Je suis en retard.

Elle se détourna vite, et s'éloigna, fine dans le jour levé. Mais elle laissa dans les yeux d'Étienne, l'image de ses yeux, à elle, qui ressemblaient à ceux d'une sœur très tendre. Il regarda longtemps, sans bouger, le quai, puis la rue où la forme noire et svelte de la jeune fille diminuait et disparaissait, et c'étaient encore les yeux d'Henriette, qu'il ne pouvait plus voir, qui lui entraient dans le cœur.

. . . . . .

Le soir, après une journée où elle avait incessamment repassé dans son esprit l'événement du matin, et d'autres encore qui l'avaient émue, Henriette revenait, lasse, indifférente à l'extrême douceur de cette soirée de juin qui attirait à sa lumière jusqu'aux malades, jusqu'aux jeunes mères trop faibles pour se lever et dont on apercevait la tête échevelée, soulevée par l'oreiller au ras des appuis de fenêtres, çà et là, dans les quartiers de peuple. Elle ne pensait vraiment plus. Elle oubliait d'écouter les voix d'enfans qui la saluaient. Et les petits, qui devinent obscu-

rément les âmes, dès que les visages familiers ne se tournent plus vers eux et ne leur sourient plus, se taisaient, et, après une seconde, reprenaient leurs jeux. Henriette oubliait même de relever sa robe, et le bas de la jupe était blanc de la poussière de la pente.

Cependant, comme elle passait devant le portique de la cour des Hervé, il y avait, le long de la rampe, une enfant de dix ans, infirme, couchée dans une charrette de bois blanc à roues pleines. Depuis trois ans déjà, Marcelle Esnault ne se levait plus. Elle vivait presque immobile, la tête vers le ciel, obligée de faire un effort de ses yeux faibles pour observer même le haut de la rue. On la traînait d'ombre en ombre, suivant que l'abri des pignons ou des acacias se déplaçait. Elle avait le calme de ceux qui ne tiennent que fragilement à la vie. Henriette, qui s'en allait, le regard vague, entendit une voix de prière qui montait du sol et disait :

— Mademoiselle ?

Juste au-dessous d'elle, à sa droite, elle aperçut la charrette, le matelas de varech, et le visage blanc entouré de cheveux qui n'avaient pas la force de pousser. Elle se pencha pour caresser, de la main, la joue de Marcelle, comme elle faisait souvent. Mais la petite avait la joue toute mouillée de larmes, et tant de douleur dans le regard qu'Henriette demanda :

— Qu'as-tu, Marcelle? Tu souffres?

Un mouvement lent de la tête répondit non.

— Quelqu'un t'a fait de la peine?

La malade murmura :

— Venez tout près que je vous dise.

Et lorsque la jeune fille, courbée au-dessus du lit de misère, ne forma plus avec lui qu'un groupe indistinct que les matrones observaient de loin en tricotant, le petit souffle reprit :

— Mademoiselle Henriette, ne vous mariez pas! Ne vous en allez pas du quartier! Je ne vous verrais plus !

— Pauvre chérie, où as-tu pris ça? dit Henriette en se redressant et en caressant la tête pâle de l'enfant. Tu es folle! Je ne me marie pas; reste en repos.

Elle s'éloigna, plus troublée. Elle se rappela que le matin, quand elle avait descendu la pente avec Étienne, la charrette était déjà dehors, abritée à l'angle d'une cour.

. . . . . .

Quelle journée d'émotions! Le sommeil ne viendra pas ce soir

avant longtemps. Henriette ne toucha pas au souper que l'oncle Madiot avait préparé, prétexta une migraine, et, retirée dans sa chambre, ouvrit le cahier relié en toile grise, abandonné depuis bien des mois, où elle avait écrit ses vagues pensées de jeune fille, à l'âge où le cœur s'éveille, et n'a jamais assez d'amis pour tout leur dire, semble-t-il, bien qu'il n'ait rien à dire que son besoin d'aimer.

Elle écrivit :

« Je n'ai personne à qui confier ma peine, personne qui me relève et me conseille. Et c'est une chose curieuse qu'on vient à moi, comme si j'étais forte. L'autre jour, Irma disait : « Oh! vous! » On aurait cru vraiment que j'appartenais à une espèce particulière. Hélas! non. Je suis de l'espèce de celles qui aiment, de celles qui s'attachent à mille choses et à beaucoup de personnes autour d'elles, jusqu'à ce qu'elles rassemblent leur amour sur celui qui en sera digne. Cela me fait souffrir et cela me défend. Ma faiblesse est partout, hélas ! dans la facilité de mes larmes; dans mon trouble pour une blessure d'amitié; dans ma pensée qui appelle. Mais, comme je suis une honnête fille, mes camarades d'atelier s'imaginent que j'ai le secret d'abriter les autres. Comme elles se trompent!

« Ce matin encore, après ma rencontre avec Étienne, qui m'a bouleversée, j'ai couru à l'atelier. Irma, voyant mes yeux rouges, m'a dit : « C'est donc votre tour? » Il a fallu retenir mes larmes, retenir mon cœur qui pleurait aussi au dedans de moi, et ma pensée, devant ces jeunes filles que, bientôt peut-être, je dirigerai. J'avais honte de moi-même; celles qui ont l'habitude de s'abandonner à leurs peines me regardaient avec plaisir. Heureusement Mme Clémence n'est pas venue. Les idées et le goût de mon métier me manquaient totalement. A dix heures, quand nous nous sommes levées, pour aller au mariage de Mlle du Muel, Mlle Augustine, Irma, Mathilde et moi, la pauvre Marie Schwarz, que j'ai obtenu la permission d'emmener, s'est approchée, dans l'escalier, et m'a demandé : « Vous avez de la peine aussi, vous? Est-ce à cause de moi? Est-ce qu'on veut me renvoyer? » Je l'ai rassurée. Elle a tant souffert qu'elle croit volontiers qu'il n'y a de misère que pour elle.

« Une demi-heure après, nous étions à l'église Sainte-Croix, tout au bout de la nef, dans la foule qui se tient mal et que les demoiselles d'honneur ne quêtent pas.

« J'ai reconnu des ouvrières de chez Mme Louise, et d'une maison de mercerie qui a monté un rayon de chapeaux. L'église était magnifique : des tapis, des fleurs, des sièges de velours, et puis un cortège de vraies dames et de vrais messieurs, pas seulement des riches, mais des gens qui savent porter une toilette ou conduire une femme. J'y prenais plaisir, malgré moi. Tout mon esprit, depuis que je suis sortie de l'école des sœurs, a été tendu vers les élégances de la mode; mes doigts y ont travaillé tous les jours; je retiens la forme d'un nœud de rubans ou la couleur d'un piquet de fleurs, comme d'autres un joli mot qu'ils ont lu. Mlle du Muel s'avançait dans l'allée du milieu, au bras de son père. Nous étions debout, quelques-unes montées sur les chaises, curieuses, émues aussi et un peu envieuses, parce que nous sommes femmes. Et voilà que Marie, que j'avais près de moi, cessa de suivre des yeux le cortège. Je m'en aperçus à ce que, tandis que nous tournions la tête d'un même mouvement, à mesure que les groupes d'invités se succédaient et passaient, elle se penchait en arrière, lentement, comme pour écouter quelqu'un. Déjà la pèlerine de son manteau noir, qu'elle porte presque constamment, la pauvre fille, touchait le dossier des chaises, bien que nous fussions debout sur le petit banc. J'ai regardé. Ah! quelle mauvaise et pénible pensée j'ai eue! C'était mon frère Antoine qui lui parlait.

« Je n'ai rien dit à Marie. J'ai demandé à Antoine : « Que fais-tu là? Pourquoi ne m'as-tu pas parlé? » Il m'a répondu qu'il attendait que je fusse moins absorbée. Il s'est plaint du chômage de son atelier, m'a assuré qu'il ne travaillait plus que trois fois par semaine. Enfin, pour me débarrasser de lui, je lui ai donné cinq francs. Il est parti. Marie, qui écoutait les grandes orgues jouer une marche, ne s'est pas détournée à ce moment-là, ne lui a fait aucun signe, ne l'a même probablement pas vu. Elle avait ses très beaux yeux sombres que j'aime. Et cependant l'inquiétude en moi est restée. Je connais si bien Antoine, et si peu encore Marie Schwarz! Je ne savais comment l'avertir. Cependant, la laisser sans défiance, exposée aux entreprises de mon frère, je ne le pouvais pas. Car il la poursuivra, je l'ai deviné; je l'ai senti, comme si j'étais la sœur ou la mère de cette malheureuse. Et puis, je suis faite ainsi, que je ne puis les voir tomber sans souffrir. Je pense que c'est le soin que ma mère a eu de moi, quand j'étais toute petite, qui me donne ces idées-là.

« Nous sommes revenues. J'ai tâché de faire raconter à Marie, en chemin, les chapeaux qu'elle avait vus. Mathilde essayait aussi de la questionner. J'ai peur que ma recrue ne soit jamais une ouvrière de la mode, tout au moins une garnisseuse. Elle n'avait retenu que les types des gens, qu'elle imitait pour nous amuser.

« J'étais triste. A cinq heures, Mme Clémence est entrée au travail, et nous a laissées libres, sauf Mlle Augustine, Reine et l'apprentie. Plusieurs ont eu le frisson, en entendant parler de congé. Cela indique la morte-saison, les renvois prochains. Moi, j'ai dit à Marie : « Allons chez vous, je veux voir votre chambre. » Et nous voilà comme de vieilles amies, toutes seules, montant vers la rue Saint-Similien.

« J'ai pensé à ma jolie chambre à moi, quand je suis entrée dans la sienne. C'est dans une cour à droite de la rue, vers le milieu. On voit la cathédrale à travers le porche. Marie a trouvé là, pour huit francs, un garni où je frémis de penser quelles sortes de gens l'ont précédée et l'entourent encore. Il y a bien deux cents pauvres dans les deux ailes et la façade de la vieille maison. On monte cinq marches d'ardoise rapiécées avec des briques. Marie a poussé la porte, et a dit drôlement :

« — Tenez, le paradis ! Je passe devant !

« Quatre murs blanchis à la chaux, mais depuis plus de dix ans, un lit de sangle, deux chaises et une table avec un miroir moins large que la main, accroché près de la fenêtre.

« J'ai plaisanté d'abord pour ne pas pleurer. Marie avait deux chaises heureusement. J'ai dit : « Si nous soupions ? » Elle m'a montré le foyer noir sans feu, sans même une casserole. « On a oublié, vous voyez. » Alors j'ai couru acheter un peu plus de provisions qu'il n'en fallait, un peu plus de pain, et nous avons soupé sur la table de bois blanc. Nous étions gaies toutes deux, comme les arbres qui ont de la neige sur leurs branches mortes : ça ne tient pas beaucoup, mais ça brille. J'ai béni la force de volonté qui m'avait conduite là. Marie s'est ouverte, elle m'a remerciée, elle m'a permis de lui donner, comme on peut le faire à une camarade, discrètement, le conseil de se défier d'Antoine. Seulement, j'ai été effrayée de son ignorance morale. Elle m'a dit :

« — Jusqu'à présent, ni lui, ni d'autre. Je les crois lâches, les hommes ; je crois qu'ils ne nous aiment pas comme nous ; qu'ils nous abandonnent, et que celles qui mènent la vie sont mal-

heureuses plus que les autres. Mais je me connais. Je ne veux pas vous tromper. Si je tombe, ce sera la faute de mon mauvais conseiller.

« — Lequel?

« — Toujours le même. Je paye ici huit francs par mois. J'en reçois quinze. Et il faut souper, m'habiller, me chauffer, blanchir mes deux chemises et mes trois mouchoirs. J'ai déjà plus de quinze francs de dettes. Comment voulez-vous que je vive? Un jour que j'aurai faim, je me laisserai emmener.

« Cela m'a donné un coup au cœur. Je ne savais plus ce que je disais.

« Alors nous avons pleuré toutes deux, sans pouvoir nous en empêcher, dans les bras l'une de l'autre, devant la table du souper. Elle n'a pas de foi. Elle a oublié les quelques prières qu'elle a sues jadis. Et avec cela une nature si tendre, toute en élans. Malheureusement, l'élan est vers le noir, vers le mal et vers la mort. Il me semblait serrer contre moi ma sœur malade. Nous avons souffert ensemble, et je me sens liée à elle par toutes les craintes que j'éprouve, et aussi par son abandon à moi. Nous avons causé ensuite. J'ai tâché de la remonter. Je lui ai fait un projet de budget dont nous avons fini par rire, tant c'était difficile. J'ai promis de l'aider de mon mieux près de Mme Clémence, d'essayer d'obtenir le repas du soir ou un peu plus de paiement.

« Elle m'a embrassée si dur quand je suis partie! Il y avait des étoiles plein le ciel, et je ne les ai vues qu'en arrivant chez moi. Je ne pensais qu'à elle. J'étais délivrée de penser à moi-même. Mon Dieu, que je voudrais la protéger! Et je n'ai rien de ce qu'il faudrait. Je n'ai, moi qu'elles disent si bonne, qu'un désir vague du bien. Je me sens faible et même coupable.

« Oui, ce soir, dans le silence de ma chambre, où l'abri est si doux, j'ai conscience d'avoir eu tort envers Étienne Loutrel. Comme les autres, j'ai besoin d'amour. Et je me suis laissé faire la cour, pour le plaisir d'être enveloppée de tendresse. Je ne pensais pas que sitôt Étienne se croirait des droits à mon amour. Tout notre passé d'amitié me paraissait excuser ma familiarité, et surtout la sienne; je l'invoquais pour expliquer la vivacité plus grande des yeux d'Étienne, et ses complimens, et ses attentions. Je voulais me tromper moi-même. Pour conserver la joie de ces premiers aveux, je les écoutais et je refusais de les comprendre.

« Maintenant qu'il s'est ouvertement déclaré, je ne puis plus aller lâchement le revoir, ni lui donner l'occasion de me dire : « Vous êtes jolie ; vous me plaisez infiniment ; vous êtes celle que j'ai choisie », enfin tous les mots dont le rêve vit avec nous depuis que nous sommes jeunes filles. Il me touche le cœur, mon pauvre Étienne, parce qu'il est bon, droit, qu'il m'aime, et que je me sens un commencement de tort envers lui. Mais, je l'ai bien vu l'autre jour, il ne comprend rien à mon métier, à ce qui a été jusqu'à présent la préoccupation de ma vie. N'est-ce pas grave, si nous nous marions? Pourrais-je redevenir, même en l'aimant, ce que j'étais voilà tout juste dix ans, la petite qui sortait de l'école des sœurs n'ayant rien lu, ne connaissant que le faubourg, n'imaginant rien au delà du mariage d'une ménagère avec un artisan?

« J'ai trop touché de velours, de soie et de dentelles; j'ai manié trop de belles étoffes, inventé trop de belles choses pour les autres! Il en est resté en moi un goût d'élégance et d'art qu'il ne partagerait pas. Même si je sacrifie mon métier, si je quitte, pour la prairie de Mauves, l'oncle Éloi qui vieillit, serai-je pleinement heureuse, et puis-je l'être en devenant la femme d'Étienne? Je ne sais que répondre. Lorsque je rencontre des jeunes gens du vrai monde, je n'ignore pas qu'ils ne peuvent pas m'épouser, et plusieurs de cette sorte ne m'ont pas laissé de doute sur le cas qu'ils font de nous, mais quelque chose me plaît dans leurs manières et dans leur parole, que je voudrais trouver dans celui que j'aimerai.

« Folle que je suis! J'ai peur qu'une part d'impossible ne soit entrée dans ma vie avec l'éducation de la mode. J'ai des amies d'enfance, qui n'ont pas suivi ma route. Elles sont mariées, elles ont leur mari, leur ménage, leur maison de deux chambres au bord des rues de Chantenay ou d'Indret. Quand je passe, je les vois avec un enfant sur le bras, et je les envie. Et cependant, quand leur bonheur m'est offert, je suis toute troublée, et je ne leur ressemble plus.

« Qui me dira où aller? Qui viendra à mon secours? Oh! moi, la conseillère, la conseillère des autres! Comme je leur ferais pitié, si elles pouvaient savoir! »

. . . . . .

Il était très tard quand Henriette s'est endormie. Le froid du milieu de la nuit avait mis de la buée sur les vitres. On ne per-

cevait aucun bruit de pas sur les quais, mais seulement la rumeur flottante des campagnes où chantent les grenouilles, et le heurtement régulier de la chaîne d'un grand navire que la marée soulevait.

Henriette, l'âme pleine de mots et d'images d'amour, a rêvé qu'elle se mariait, en voile blanc et robe de soie brochée, avec un fiancé qui ressemblait à Étienne, mais seulement de visage, car il était très élégant et très riche, et il se penchait pour lui dire : « Bien-aimée, les souffrances sont oubliées. Je vous aime. »

La même nuit, dans sa chambre misérable de la rue Saint-Similien, Marie rêvait qu'elle avait des rideaux à son lit, des glaces où elle se voyait tout entière, et qui avaient tout autour un reflet d'arc-en-ciel; elle crut que c'était l'hiver et qu'elle offrait le thé, dans des tasses de porcelaine fleurie, à sa mère revenue de Paris, réconciliée, affectueuse comme autrefois, et contente de chauffer ses mains lasses au feu qui flambait chez sa fille aussi haut que chez les riches.

Loin de là encore, dans une rue du quartier Saint-Félix, qui s'étend au bord de l'Erdre, la petite Louisa, l'apprentie, les chevilles enflées de fatigue, songeait au temps où elle serait grande ouvrière, garnisseuse ou apprêteuse, où elle ne courrait plus la ville, et où ses compagnes d'atelier lui diraient : « Mademoiselle Louisa, voulez-vous bien? » Et de cette simple pensée d'un avenir meilleur, les lèvres entr'ouvertes de l'enfant souriaient dans l'ombre.

Pour plusieurs ainsi la nuit réparait la dureté du jour, la nuit où les âmes s'envolent, et habitent loin des corps endormis.

René Bazin.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

LE DUC DE BOURGOGNE

I

NAISSANCE ET PREMIÈRE ENFANCE

Dans un château voisin de Paris, où tantôt de chères affections, tantôt de douloureux devoirs ont souvent ramené l'auteur de ces lignes, se trouve un beau portrait du duc de Bourgogne, qui est l'œuvre de Rigaud. La taille élégante est bien prise dans un corselet de fer. Sous une perruque abondante, les traits apparaissent réguliers et fins; les yeux sont brillans et doux; le geste aisé et noble. En bas du tableau se lit, en lettres d'or, cette inscription fastueuse : *Ludovicus Delphinus Burgundus, divi Ludovici divus pronepos.* Dans le haut, en lettres dont les ors plus brillans semblent indiquer que cette seconde inscription est plus récente, se détache cet hémistiche bien connu de l'Énéide : *Hunc tantum terris ostendent fata.* Les destins ne feront que le montrer à la terre.

Ce portrait provient du marquis de Louville (1), qui, après avoir été attaché à Philippe V, roi d'Espagne, comme chef de sa maison française, devint à son retour en France gentilhomme de la chambre du duc de Bourgogne, et demeura auprès de lui en cette qualité jusqu'à la fin. Parent du duc de Beauvilliers, il avait

(1) Portrait et château appartenaient naguère à Mgr d'Hulst qui, par sa mère, née du Roure, descendait du marquis de Louville. Ils sont aujourd'hui la propriété de ses héritiers. Le portrait est une réplique de celui qui est au Musée de Versailles.

été introduit par lui dans cette petite société pieuse qui entourait le jeune prince, et que, de loin, dirigeait Fénelon. Comme Beauvilliers, comme Chevreuse, comme Fénelon lui-même, il avait mis son espoir en celui qui devait être un jour le souverain tout-puissant de la France, et il fut de ceux que sa mort prématurée atteignit à la fois dans leurs affections légitimes et dans leurs rêves ambitieux.

Louville survécut dix-neuf ans à celui qu'il avait servi et aimé. Sauf pendant une courte mission en Espagne que lui confia le Régent, il vécut dans la retraite. « Il s'était, disent ses *Mémoires secrets*, retiré dans la demeure de ses pères, pour se livrer tout entier à l'étude, à sa famille et à ses amis (1). » Les premiers désordres qui marquèrent le règne de Louis XV trouvèrent en lui un juge sévère; et ce fut sans doute dans une heure de tristesse qu'à l'entour du portrait d'un maître regretté et chéri il fit graver l'inscription mélancolique que nous avons relevée.

Ces figures que les destins n'ont fait que montrer à la terre sont parfois, par une sorte d'équitable compensation, celles qui vivent le plus longtemps dans la mémoire des hommes. Lorsque de grandes catastrophes ont suivi de près leur disparition, la postérité se plaît à penser qu'elles auraient su les conjurer, et s'attendrit longtemps sur leur perte. Ainsi les vieux Romains, qui avaient vu les splendeurs du règne d'Auguste devaient tourner souvent leurs pensées et leurs regrets vers ce Marcellus dont Virgile avait chanté la mort d'une façon si touchante, et qui aurait épargné à l'Empire les cruautés de Tibère et les folies de Caligula. Ainsi les témoins attristés des erreurs et des débauches de Louis XV ont dû souvent pleurer ce jeune prince dont, suivant les paroles célèbres de Saint-Simon, la France n'était pas digne, et qui avait paru à Dieu déjà mûr pour la bienheureuse éternité. De nos jours encore, ceux qui trouvent que la France a payé bien cher les progrès qu'elle doit à la Révolution ne peuvent s'empêcher de se demander s'il n'aurait pas suffi d'un roi équitable, modéré et vertueux, succédant à Louis XIV et empêchant Louis XV, pour que la France goûtât ces progrès sans les payer si cher. La curiosité des historiens s'est piquée de discerner ce qu'aurait bien pu devenir le duc de Bourgogne, et s'il aurait répondu par son règne aux espérances qu'il suscitait. D'érudites publications ont été

(1) *Mémoires secrets du marquis de Louville*, t. III, p. 192.

faites à ce sujet, dans lesquelles nous aurons d'autant plus à puiser, que nous n'avons la prétention d'y rien ajouter de bien nouveau. Notre seule ambition est de rassembler sur lui tous les détails qui se trouvent épars dans les nombreux écrits du temps, et de lui redonner par là quelque vie. Ces jeunes êtres prématurément ravis ont à la fois pour l'imagination et pour l'histoire un attrait d'une nature toute particulière. Leur figure apparaît devant nos yeux avec la grâce funèbre que sur les tombeaux l'art des anciens savait donner au génie de la mort.

I

Louis de France, Dauphin, fils de Louis XIV, avait épousé le 28 janvier 1680, à l'âge de dix-neuf ans, Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière, qui avait un an de plus que lui. De cette union devaient naître trois enfans dont l'aîné fut le duc de Bourgogne.

Certains personnages historiques sont à la fois obscurs et connus. Tel est le cas de celui que l'étiquette de la Cour appelait *Monseigneur*, et que les Mémoires du temps désignent quelquefois aussi sous le nom de *Grand Dauphin*. Cet arrière-petit-fils d'Henri IV, cet élève de Bossuet et de Montausier ne se montra digne ni de son origine ni de son éducation. Ce n'est pas qu'il fût dépourvu d'intelligence ni de courage. De bonne heure il avait montré des qualités militaires. En 1688, il fit bien au siège de Philippsbourg. Les lettres qu'il écrivait du camp n'étaient point mal tournées ; les courtisans qui savaient joindre la flatterie à l'érudition, comme le président Rose, secrétaire du cabinet du Roi, en comparaient le style à celui des commentaires de César. Mais une paresse incurable, se joignant à une timidité excessive, devait peu à peu étouffer les dons que la nature lui avait départis, d'une main il est vrai assez parcimonieuse. La déférence et la docilité filiales allaient chez lui jusqu'à l'anéantissement de la personnalité. Avant que le Roi n'eût parlé, il ne savait ni vouloir ni penser, et après, il ne savait que vouloir et penser comme le Roi. Un trait le peint. Mademoiselle, sa tante, la *Grande Mademoiselle*, lui avait laissé personnellement le château de Choisy. Il vint visiter sa propriété nouvelle avec plusieurs courtisans, et comme ceux-ci lui disaient chacun leur avis sur ce qu'il y avait à faire, « il les fit taire (raconte Sourches) en leur disant fort sagement : Messieurs, il n'y a rien à faire jusqu'à ce que le Roi ait décidé ce

qui lui plaira, et on n'y fera que ce qu'il jugera à propos (1). »

Il n'avait qu'une passion : la chasse à courre. Tous les jours il courait le cerf ou le loup, et cela par les temps les plus chauds, ce qui fait l'étonnement des veneurs d'aujourd'hui. Comme il était gros mangeur, il n'en fut pas moins assez vite envahi par l'embonpoint, menant de plus en plus une vie épaisse et basse, jusqu'au jour où il mourut d'une mort qui serait demeurée aussi obscure que sa vie si Saint-Simon n'en avait laissé un immortel récit. Mais à l'époque de son mariage, il était encore un prince de bonne mine, montant fort bien à cheval et adroit aux exercices du corps. Le fils du plus grand roi du monde (c'est ainsi qu'au lendemain de la paix de Nimègue l'Europe entière appelait Louis XIV) était un singulièrement beau parti pour la fille d'un prince allemand, dont la fidélité à la France était ainsi glorieusement récompensée, et la personne du mari n'avait rien qui pût déplaire à la jeune princesse bavaroise.

Celle que les mémoires contemporains appellent souvent Mme la Dauphine Bavière ne vécut que dix années à la cour de Louis XIV. Elle devait mourir à trente ans. Ces dix années s'écoulèrent pour elle dans la pénombre. Son caractère mélancolique l'y prédisposait. La négligence et l'abandon de son mari achevèrent de l'y confiner. Cependant, s'il fallait en croire les journaux du temps, elle avait produit lors de son arrivée en France une impression plutôt favorable. Voici comme en parle le *Mercure de France*, dans son numéro de mars 1680 : « Qu'on examine Mme la Dauphine dans les qualités du corps ou dans celles de l'esprit, on la trouvera toujours une des plus parfaites princesses qu'on ait jamais vues. Elle est demi-brune, a la taille fine, libre et dégagée, le visage long et plein à proportion, les cheveux châtains, et le front bien fait. On n'a jamais vu de plus beaux yeux. Ils sont doux, pleins de feu et marquent assez l'esprit extraordinaire de cette princesse. Son nez, quoiqu'un peu grand, n'a rien de désagréable. Elle a les dents blanches et bien rangées, la bouche assez belle, le tour du visage fort bien fait et la gorge bien taillée. Quelque avantageux portrait qu'on en puisse faire, on ne peut assez marquer combien son air est spirituel et français. Sa naissance se fait facilement connaître à son port. Elle l'a majestueux, mais, quoy qu'elle implique par là beaucoup de respect, il y a en

(1) *Mémoires de Sourches*, t. V, p. 187.

même temps quelque chose de si engageant et de si honnête dans tout ce qu'elle fait qu'on ne l'approche jamais sans en estre charmé. »

A travers ces éloges, qui étaient dus à toute princesse étrangère entrant dans la famille royale, il apparaît bien que la nouvelle Dauphine était plutôt laide, puisque le *Mercure* ne fait l'éloge que de ses yeux, de sa taille et de son teint. Mais elle avait cette dignité et cette bonne grâce que la France a souvent retrouvées depuis chez des princesses d'origine allemande, et pendant les premières années qui suivirent son mariage, elle ne laissa pas d'être assez en faveur à Versailles. Il y a une chose cependant que le *Mercure* ne dit pas et qu'il ne pouvait pas savoir. C'est que la jeune Dauphine était d'une santé délicate. On ne tarda pas à s'en apercevoir et à s'en inquiéter. Près de deux ans s'étaient écoulés depuis son mariage sans qu'elle eût donné aucune espérance de postérité. Si la Dauphine ne devait jamais avoir d'enfans, et si quelque accident inopiné enlevait Monseigneur, c'était le trône passant à une branche collatérale dont le chef, Monsieur, frère du roi, était peu aimé et peu estimé. Ces questions-là n'étaient point tenues alors pour indifférentes. Si étroite était encore, dans cette période unique de gloire et de prospérité, l'union de la dynastie et de la nation, que chacun s'intéressait à ce qui se passait dans la famille royale comme s'il se fût agi de la sienne. Aussi l'annonce officielle de la grossesse de la Dauphine, qui fut proclamée au mois de décembre 1681, devint-elle l'occasion d'une joie générale. Cette joie se traduisit principalement par des chansons et des sonnets. Le *Mercure de France* avait, dans son numéro de novembre, proposé à ses lecteurs des bouts-rimés à remplir. Le plus grand nombre de ceux qui s'y appliquèrent choisirent pour sujet l'heureux événement qui faisait alors le sujet de toutes les conversations, et leurs élucubrations poétiques remplissent le numéro de décembre et les numéros suivans. Dans ce fatras nous choisirons la pièce suivante dont nous ne citerons que le début :

Peuples, venez, dansant au son du *flageolet*,
Voir l'effet d'un amour conforme au *Décalogue*.
Bénissez l'heureux flanc qui porte un *roitelet*,
Bergers, en son honneur entonnez une *églogue*.

Pour neuf mois de prison l'aimable *Châtelet*.
Tout en parle, avocat, écolier, *pédagogue*,

Médecin qui n'en sait pas plus que son *mulet*,
Sur son pauvre malade acharné comme un *dogue*.

Un autre poète, dans une assez longue pièce qui débutait ainsi :

Louis, le plus grand des humains,

énumérait toutes les grandeurs de Louis; puis, s'adressant familièrement au jeune couple lui-même (car le respect n'enlevait rien à la liberté), il terminait ainsi : Louis...

Grand partout, manquait en un point,
C'était de n'être pas grand-père.
On crut bien que ce titre aux autres serait joint,
Dès lors que de vous deux dépendait cette affaire (1).

De grands ménagemens furent imposés à la Dauphine pendant toute la durée de sa grossesse, car la délicatesse de sa constition faisait craindre qu'elle n'allât pas jusqu'au bout. En même temps toutes les précautions étaient prises à l'avance pour assurer son heureuse délivrance, et Louis XIV, qui avait pour habitude de ne négliger aucun détail, s'en occupa lui-même.

Une première question était à trancher. Le soin d'assister la princesse dans ce moment difficile serait-il confié à une sage-femme ou à un accoucheur, ou plutôt à un chirurgien ? car il n'y avait point alors comme aujourd'hui de chirurgien qui s'adonnât uniquement aux accouchemens. La tradition voulait que les reines fussent accouchées par des sages-femmes : ainsi l'avaient été Marie de Médicis, Anne d'Autriche et Marie-Thérèse elle-même. Mais, en ce qui concernait les femmes de la Cour, une certaine révolution s'était opérée dans les mœurs, et beaucoup d'entre elles avaient l'habitude de se confier de préférence aux soins d'un chirurgien. Un certain Lefèvre s'était même fait une réputation par son habileté dans cette partie de son art. Ce Lefèvre avait formé un élève du nom de Clément, auquel il avait donné sa fille en mariage. Il lui légua en même temps sa réputation. Clément avait débuté à la Cour par une célèbre cliente. Ce fut lui qui, lors des premières couches de Mme de Montespan, avait été mystérieusement amené auprès d'elle, et l'avait aidée à mettre au monde le duc du Maine. A cette occasion Louis XIV avait été en

(1) *Mercure de France*, décembre 1681; mars 1682.

relations directes avec Clément; il avait été frappé de son sang-froid et de son habileté. Ce souvenir lui revint sans doute à l'esprit, car, sans prendre conseil, il décida que le chirurgien qui avait accouché son éclatante maîtresse accoucherait aussi sa discrète belle-fille. Clément fut informé de la décision royale, et reçut l'ordre, à partir du huitième mois de la grossesse, de venir s'établir dans les appartemens du château.

Une autre affaire presque aussi importante était le choix d'une nourrice. Si les enfans des familles les plus riches étaient souvent envoyés à la campagne et abandonnés à des nourrices de rencontre, il n'en était pas de même pour un fils ou petit-fils de roi. La désignation de celle qui devait allaiter le royal héritier était soumise à certaines règles qu'un long usage avait consacrées. En plus des signes extérieurs de la bonne santé, on exigeait qu'elle eût les cheveux noirs ou d'un châtain brun, la peau blanche, les dents belles, qu'elle ne sentît point mauvais, qu'elle n'eût point d'accent trop prononcé, qu'elle fût gracieuse en son parler, gaie, de bonne humeur, ayant facilement le mot pour rire, et fût par-dessus tout de bonne vie et mœurs. Pour trouver une nourrice qui satisfît à toutes ces conditions, voici comment on procéda. Parmi celles qui s'étaient offertes (le nombre en était grand), on choisit les quatre qui semblaient le mieux remplir les conditions indiquées, et le premier médecin du Roi envoya dans les villages où elles demeuraient un homme de confiance qui fit une enquête. Il s'assura auprès des curés qu'elles fréquentaient les sacremens, auprès des médecins qu'il n'y avait dans leurs familles aucune maladie héréditaire, auprès des voisins qu'elles vivaient bien avec leurs maris et jouissaient d'une bonne réputation. Cette enquête terminée à la gloire des quatre postulantes, on les fit venir à Versailles, et on les installa chez la gouvernante des nourrices, chacune avec son enfant, pour qu'au dernier moment on pût choisir celle qui conviendrait le mieux, et renvoyer les autres. Durant cette période, comme au reste pendant toute la durée de leur nourriture, elles étaient soumises à une surveillance étroite. Toute visite leur était rigoureusement interdite, surtout celle du mari. Il était même arrivé à la nourrice de Louis XIV une assez plaisante aventure. Elle avait remarqué, de la fenêtre de la chambre où elle était enfermée au château de Saint-Germain, que les mousquetaires, dont la caserne était en face, entretenaient des intrigues avec les dames de la ville. Pour divertir Louis XIII, qui

venait souvent voir son enfant, elle lui conta la chose. Louis XIII fit faire des observations au capitaine des mousquetaires, et lui recommanda de mieux surveiller ses hommes. A quelque temps de là, la nourrice commit l'imprudence de descendre à la porte du château pour causer avec son mari qui lui avait demandé rendez-vous. Le mousquetaire qui montait la garde la dénonça à son tour, et elle fut immédiatement renvoyée.

II

Toutes les précautions étaient donc prises, l'accoucheur désigné, la nourrice installée, lorsque le 4 août 1682, après le dîner, la Dauphine commença de ressentir les premières douleurs. Elle en fit part à la Reine en la priant de n'en rien dire. Mais, les douleurs ayant redoublé vers une heure après minuit, le bruit ne tarda pas à s'en répandre, et dès ce moment une grande agitation régna dans le château de Versailles. L'accouchement des princesses qui étaient dans la ligne directe ne se faisait point sans apparat ni étiquette. Une tradition, qui remontait aux temps les plus anciens de la monarchie, et qui s'est conservée jusqu'à nos jours, leur imposait la pénible nécessité d'accoucher en quelque sorte en public. C'était une précaution prise contre la supercherie et la supposition d'enfant. Le cérémonial de la Cour désignait les personnes qui avaient le droit d'assister à la naissance de l'héritier du trône : c'étaient d'abord tous les princes et princesses du sang, puis les dignitaires de certaines grandes charges de cour. Mais, en plus de ceux dont c'était le droit et le devoir de se trouver là au moment précis, il n'y avait courtisan qui ne fût soucieux d'apprendre des premiers la nouvelle, et d'être vu du Roi dans une conjoncture aussi importante. Ce fut durant la nuit un mouvement continu de toute la Cour vers les appartemens de la Dauphine qui étaient situés à l'extrémité de l'aile du château, vis-à-vis la pièce d'eau des Suisses, dans le pavillon de la surintendante de la maison de la Reine (1). Ce fut également, pendant cette même nuit, sur la route de Versailles à Paris, un va-et-vient de courriers qui partaient, de personnes prévenues qui arrivaient à la hâte. La cour du palais était tout éclairée de flambeaux. Seul le

(1) Leroy, *Curiosités historiques*, p. 39. Ce volume, auquel nous empruntons plusieurs indications, contient en outre, sur certaines péripéties de l'accouchement de la Dauphine, des détails dans lesquels nous ne pouvons entrer ici.

Roi qui, suivant sa coutume, s'était retiré de bonne heure, ignorait encore ce qui se passait. A cinq heures du matin, les femmes qui assistaient la Dauphine crurent devoir le faire réveiller. Avec le sang-froid qu'il ne perdait jamais, il s'informa si sa présence était immédiatement nécessaire. On lui répondit que non. Il demanda alors la messe à laquelle il assista dévotement, et ce ne fut qu'à six heures qu'il se rendit chez la Dauphine, non sans avoir auparavant ordonné des prières dans toutes les églises de Versailles et la distribution d'abondantes aumônes aux pauvres de la ville.

La foule qui se pressait aux portes de la Dauphine était si grande qu'il eut peine à la traverser. Il demeura auprès de sa belle-fille jusqu'à neuf heures. Mais, voyant que les choses étaient toujours dans le même état, il la quitta pour aller tenir le Conseil, suivant une habitude quotidienne qu'il avait prise en monarque laborieux, et dont ni préoccupations, ni divertissemens, ne le faisaient se départir. Les princes et princesses qui avaient passé toute la nuit sur pied profitèrent de ce moment pour prendre quelque repos. Quant à la Reine, elle fit apporter dans la chambre de la Dauphine les reliques de sainte Marguerite que, de temps immémorial, on exposait dans la chambre des reines quand elles accouchaient, et elle passa toute la matinée en oraison.

Après le Conseil le Roi revint. Comme la Dauphine était extrêmement faible, il la fit manger lui-même, et pour lui redonner des forces lui fit administrer un verre d'une potion réconfortante appelée *Rossolis* qui se composait de graines aromatiques macérées dans l'alcool. Mais voyant que les choses n'avançaient point, il la quitta de nouveau pour aller travailler et dîner. Pendant son absence, on apporta dans l'appartement de la Dauphine le lit spécial sur lequel étaient accouchées successivement Anne d'Autriche et Marie-Thérèse, et qui avait été soigneusement conservé dans le garde-meuble du Roi. Ce lit, large de trois pieds, était garni de deux matelas séparés par une planche, et d'un traversin. A droite et à gauche étaient disposées deux chevilles en bois que la main pouvait facilement saisir, et à l'extrémité une barre en bois où les pieds pouvaient s'appuyer. Tout était prêt, et comme sur la fin de l'après-dîner les douleurs recommencèrent violentes, le Roi averti revint auprès de la Dauphine et ne la quitta pas de la nuit.

Pendant cette journée du mercredi la foule n'avait fait qu'augmenter à Versailles. Ambassadeurs, envoyés, résidens, en un mot

tous les représentans des souverains ou des princes étrangers s'y étaient rendus, afin de pouvoir dès la naissance dépêcher la nouvelle à leur Cour. Cependant peu à peu une inquiétude qui allait jusqu'à la consternation gagnait ceux qui attendaient depuis tant d'heures l'heureux événement : chacun commençait à se demander si la mère ou l'enfant n'y resteraient pas. En effet, les douleurs redoublaient de violence, mais l'instant de la délivrance ne semblait point approcher. La pauvre Dauphine se croyait perdue. Comme le Roi, qui passa toute la nuit auprès d'elle sans se déshabiller, l'environnait de soins, elle lui dit, à ce que rapporte le *Mercure*, « qu'il étoit fâcheux pour elle d'avoir connu un si bon père et un si bon mari pour les quitter si tôt. Le Roi répondit qu'il seroit content qu'elle eût une fille, pourvu qu'elle souffrît moins et qu'elle fût plus tôt délivrée. La Dauphine dit que son embarras ne provenoit ni de ses douleurs ni de la crainte de la mort, qu'elle oublieroit volontiers ses peines et qu'elle estoit preste à mourir pourvu qu'elle laissât un prince qui obligeât le Roy et monseigneur le Dauphin à se souvenir d'elle (1). »

Pendant que ces affectueux propos s'échangeaient entre le Roi et sa belle-fille, Monseigneur demeurait plongé dans un état de stupeur et d'insensibilité qui le rendait complètement inerte. Toute la nuit du mercredi au jeudi se passa ainsi. Le jeudi au matin, le Roi quitta la Dauphine pour aller tenir le Conseil; mais il ne tarda pas à revenir auprès d'elle. Clément, qui venait de saigner la princesse, n'avait rien perdu de son calme. Aux questions inquiètes du Roi il avait répondu que l'accouchement serait laborieux, mais que tout irait bien. L'événement allait bientôt lui donner raison, car l'instant de la délivrance approchait. On fit alors entrer dans la chambre tous ceux qui avaient droit à y assister, tous les princes et toutes les princesses du sang, entre autres mademoiselle d'Orléans, la fille de Monsieur, qui avait six ans; puis madame de Montespan, comme surintendante de la maison de la Reine, madame de Maintenon, comme dame d'atour, et d'autres femmes encore. « Un murmure bas et inquiet, dit encore le *Mercure*, régnait dans la chambre. Une tristesse mêlée de joye y régnait. » Clément conservait tout son sang-froid. Comme, au cas de la naissance d'un fils, le Roi tenait à l'annoncer lui-même, il était convenu avec Clément de certaines paroles. A la

(1) *Mercure* de France, août 1682.

question qu'il lui adresserait au moment de la venue au monde de l'enfant, Clément devait répondre : *Je ne sais pas*, si c'était une fille, et : *Je ne sais point encore*, si c'était un garçon. A dix heures un quart et quelques minutes, après que la Dauphine eût passé encore par d'affreuses crises de douleur, l'enfant survint : « Qu'est-ce » ? dit le Roi. « Je ne sais point encore, Sire », répondit Clément d'un air satisfait. Aussitôt le Roi s'écria à haute voix : « Nous avons un duc de Bourgogne, » et, s'élançant, il fit part de la nouvelle aux princes et aux princesses du sang. Puis, faisant ouvrir une des portes de la chambre de la Dauphine, il communiqua l'heureux événement aux duchesses et autres dames de premier rang qui cependant n'avaient pas le droit d'entrer dans la chambre. De son côté, la duchesse de Créqui, dame d'honneur de la Dauphine, l'annonçait aux hommes qui attendaient dans une autre pièce.

Il y eut alors un moment de confusion et de joie indescriptibles. Les uns voulaient percer la foule pour aller porter plus tôt cette nouvelle au dehors ; les autres voulaient au contraire pénétrer dans la chambre de la Dauphine dont la porte fut bientôt forcée. On versait des larmes de joie. Monseigneur, sorti de sa stupeur, embrassait toutes les dames, et, à son exemple, l'embrassade devint générale. Tous les rangs étaient confondus. Les valets même étaient entrés dans la chambre et se trouvaient ainsi mêlés aux personnes de qualité. Mais le Roi défendit qu'on les chassât, disant qu'ils n'avaient pas été les maîtres de leur joie.

De l'intérieur du château, la joie et la confusion gagnèrent bientôt le dehors. M. d'Ormoy, gentilhomme de la chambre, qui s'était élancé un des premiers, s'égosilla tellement à crier qu'on avait un prince, qu'il en demeura sans voix pendant plusieurs jours. Mais le signal fut surtout donné par un des mousquetaires de garde qui s'avisa de descendre dans la cour la paillasse sur laquelle il avait passé la nuit et d'y mettre le feu. Ce fut comme un signal. Il y avait dans la cour du château des poutres et des planches préparées pour construire des échafaudages. La foule en fit des feux de joie, et dans ces feux elle ne tarda pas à jeter tout ce qui lui tomba sous la main, chaises, bancs, parquets tout préparés. Des porteurs y jetèrent la chaise de leur maîtresse. Un valet poussa l'enthousiasme jusqu'à y jeter ses propres habits et demeura tout nu. On vint rendre compte au Roi de tout ce désordre, mais il ne fit qu'en rire : « Pourvu qu'ils

ne nous brûlent pas ! » se borna-t-il à dire. Sa propre satisfaction lui faisait en effet oublier pour un instant cette étiquette dont il aimait à s'environner. Lorsqu'il sortit de l'appartement de la Dauphine pour se rendre à la salle où il devait souper, il se laissa en quelque sorte porter dans les bras de ceux qui l'environnaient. Une joie orgueilleuse éclatait sur son visage et respirait dans ses yeux. Il marchait d'un pas triomphal. Son instinct sûr devinait en effet qu'aux yeux non seulement de la France, mais de l'Europe, un nouveau prestige venait de s'ajouter à sa gloire. Tout lui réussissait, et la naissance d'un héritier direct, qui assurait son trône et sa race, devait lui sembler une dernière victoire remportée sur cet ennemi invisible et toujours menaçant : le destin.

Pendant que se passaient ces scènes de joie et de désordre, Clément continuait à prendre soin de la mère et de l'enfant. Pour calmer les vives souffrances dont la Dauphine ne cessait de se plaindre, il fit appliquer sur la partie douloureuse la peau d'un mouton qu'il avait fait écorcher tout vif dans la chambre voisine, au grand effroi de la Dauphine et de ses dames qui entrevirent à travers la porte ouverte la pauvre bête toute sanglante. On lui couvrit également le sein de deux petits matelas de laine, et on lui fit prendre une potion composée d'huile d'amandes douces, de sirop de capillaire et de jus d'oranges. Comme on croyait qu'il était mauvais pour les jeunes femmes de s'endormir aussitôt après leur délivrance, le chirurgien Dionys, qui avait assisté Clément, vint s'asseoir au chevet de la Dauphine, et soutint la conversation avec elle pour l'empêcher de se livrer au sommeil. Ce ne fut qu'au bout de trois heures qu'on la laissa enfin reposer. Pendant neuf jours on la tint dans une demi-obscurité. La chambre, dont les volets étaient hermétiquement fermés, n'était éclairée que par une bougie, et pendant six semaines un huissier, placé à la porte de son appartement, fut chargé d'écarter impitoyablement toute personne portant des odeurs, car on estimait que les parfums, quels qu'ils fussent, étaient contraires et même funestes aux nouvelles accouchées.

Quant à l'enfant, aussitôt né, il avait été enveloppé d'un linge et porté dans un cabinet voisin où on avait allumé un grand feu, bien qu'on fût au mois d'août. Il fut lavé avec une éponge trempée dans du vin légèrement chauffé dans lequel on avait fait fondre une certaine quantité de beurre. Clément vint lui donner les soins nécessaires, et placer lui-même la bande de corps. Après quoi on

emmaillota l'enfant, et on le rapporta dans la chambre de la Dauphine pour qu'elle pût enfin le voir. Il fut ensuite procédé aux cérémonies de l'ondoiement. Le privilège d'ondoyer les princes nouveau-nés revenait au grand aumônier de France. Cette charge importante était occupée par le cardinal de Bouillon, qui ondoya le jeune prince, revêtu de l'étole, en camail et en rochet. La cérémonie eut lieu en présence du curé de Versailles, qui avait le droit, comme tous les curés de résidences royales, d'assister en étole aux baptêmes, mariages et autres sacremens qui s'administraient à la Cour. Par ses soins, l'acte de baptême fut transcrit sur le registre de la paroisse où il figure encore aujourd'hui. La cérémonie accomplie, le duc de Bourgogne fut remis à la gouvernante des enfans de France, la maréchale de la Mothe-Houdancourt, qui le reçut sur ses genoux et le transporta dans une chaise à porteurs jusqu'à l'appartement qui avait été préparé pour lui. Aussitôt qu'il y fut arrivé, le marquis de Seignelay, secrétaire d'État et trésorier de l'ordre du Saint-Esprit, lui apporta le cordon auquel les fils de France avaient droit dès leur naissance. Quelque temps après, arrivaient, par un nonce, des langes bénits que le pape envoyait pour le duc de Bourgogne. « C'était la coutume, dit Sourches, que les papes envoyaient des langes bénits aux enfans des rois ; mais on n'avait jamais vu d'exemple qu'ils en eussent envoyé aux fils des Dauphins, et cette nouveauté marquait la considération extraordinaire qu'on avait pour le Roi (1). » On mettait probablement ces langes au petit prince, les jours de cérémonie. Une estampe du temps le représente ainsi, emmailloté dans un étroit berceau et portant le cordon du Saint-Esprit dont la croix pend sur ses petits pieds (2).

Le lendemain de ce grand événement, Versailles rentra dans l'étiquette. Le Roi avait dispensé les corps de l'État de venir, comme c'était l'usage et comme ils en avaient témoigné le désir, lui apporter leurs complimens. L'Académie française en particulier s'était distinguée par son empressement. Le Roi la fit remercier et l'invita à se tenir tranquille. Mais il ne put refuser audience aux ambassadeurs et ministres des souverains étrangers, qui avaient

(1) *Mémoires de Sourches*, t. I, p. 150.

(2) Il existe à la Bibliothèque nationale, au cabinet des estampes, plusieurs gravures relatives à la première enfance du duc de Bourgogne. L'une entre autres le représente tétant, de fort bon appétit, une superbe nourrice; une autre, faisant ses premiers pas avec une promeneuse et soutenu avec des lisières.

demandé à lui adresser leurs félicitations. La réception fut fort solennelle. Le Roi était assis sur son trône d'argent. A sa droite, étaient le duc de Bouillon, grand chambellan, le duc de Créqui, premier gentilhomme de la chambre, le prince de Marsillac; à sa gauche, le duc d'Aumont, le duc de Saint-Aignan, et le marquis de Gesyres. Le duc de Luxembourg, capitaine des gardes de quartier, allait recevoir les ambassadeurs à la porte de la salle des gardes. Le Roi écouta leur compliment avec la gravité qui lui était coutumière, et leur répondit avec une grande affabilité. Les ambassadeurs se transportèrent ensuite chez Monseigneur, chez Monsieur, et enfin chez le duc de Bourgogne auquel ils débitèrent le même compliment. « Madame la maréchale de la Mothe-Houdancourt, ajoute gravement le *Mercure de France*, répondit au nom du jeune prince. »

Pendant que ces réceptions officielles se passaient à Versailles, Paris était en liesse. L'heureuse nouvelle y était arrivée si rapidement que plusieurs de ceux qui, partis des premiers, croyaient avoir le plaisir de l'annoncer, furent étonnés de trouver déjà la ville en réjouissance. Les boutiques se fermaient, et tout le monde se répandait dans la rue où l'on s'abordait et s'embrassait sans se connaître. Des feux de joie s'allumaient sur la voie publique. Des tonneaux étaient défoncés pour que chacun pût s'abreuver à son aise, et, à la fontaine située sur la place de la Grève, le vin, par ordre du corps de ville, coula pendant plusieurs jours. Les réjouissances durèrent toute une semaine et prirent diverses formes. Pendant que, sur l'ordre du Roi, un *Te Deum* était chanté à Notre-Dame, et qu'une grosse cloche, nouvellement installée, faisait entendre sa voix pour la première fois, les comédiens Français donnaient, en représentation gratuite, *le Bourgeois gentilhomme*, et les comédiens Italiens représentaient également un opéra. Des fusées et des feux d'artifice étaient tirés toutes les nuits. L'un de ces feux d'artifice figurait une statue de l'Espérance, et ce distique apparaissait sur le socle, en lettres de feu :

Déjà depuis longtemps, par cent succès heureux,
La Fortune répond aux projets de la France.
Mais aujourd'hui la propice Espérance,
D'un bonheur éternel, vient assurer nos vœux.

Toutes les maisons particulières étaient illuminées, et chacun rivalisait d'ingéniosité dans le décor. Comme la Dauphine était

fille d'une princesse de Savoie, et, par sa grand'mère, la duchesse Christine, descendait directement de Henri IV au même degré que son époux, l'ambassadeur de Savoie, le marquis de Ferrero, avait figuré sur un transparent l'arbre généalogique des deux maisons de France et de Bavière surmonté de ce quatrain :

Dans le commun excès de joye,
Où les Français sont aujourd'hui,
Le Trône voit que la Savoye
Lui rend le sang qu'elle a reçu de lui.

Mais plus brillante encore était l'illumination de l'hôtel qui appartenait au duc de Saint-Simon, le père de l'auteur des Mémoires. « On l'avoit illuminé, dit le *Mercure*, jusqu'au haut des cheminées où les mots de : Vive le Roy étoient exécutés en lettres de feu. Ainsi M. le duc de Saint-Simon n'a rien oublié pour donner des marques du zèle qu'il a toujours fait paroître pour la maison royale. » Les boutiquiers du Pont-Neuf se cotisaient pour donner un bal dans une de leurs boutiques superbement aménagée à cet effet. Il y avait réjouissance à la Sorbonne, dans tous les collèges de Jésuites, chez les chanoines abbés de Saint-Victor, chez les carmes des Billettes et jusque dans les communautés de femmes. « Les filles de la Conception, dit la *Gazette de France*, ayant fait des prières un mois avant l'accouchement pour qu'il fût heureux, chantèrent un *Te Deum* en communauté, et illuminèrent pendant trois jours... L'abbesse de Jouarre, rapporte également la *Gazette*, a été la première de la province à faire paraître sa joie. »

Tonneaux défoncés, illuminations, feux d'artifice, étaient la forme ordinaire que prenait la joie publique. Mais, dans la circonstance, l'enthousiasme du peuple de Paris se traduisit par une manifestation plus touchante : celle d'un véritable pèlerinage à Versailles, qu'il entreprenait dans l'espoir d'apercevoir un instant le petit duc de Bourgogne. Toute l'après-midi une foule énorme stationnait dans la cour du château. « La maréchale de la Mothe-Houdancourt, raconte le *Mercure*, voulut bien se donner la peine de montrer le prince à tout le monde, quand elle crut pouvoir le faire sans qu'il en reçût aucune incommodité. Elle s'attira par là beaucoup de louanges. Ceux qui n'eurent pas ce bonheur ne laissèrent pas d'avoir quelque sorte de satisfaction à voir seulement les fenêtres de son appartement. »

De même que les beaux esprits avaient célébré en bouts rimés

ou en sonnets la grossesse de la Dauphine, de même ils célébrèrent son heureuse délivrance. Cassini, alors directeur de l'Observatoire, chanta même l'événement en vers latins. Boyer, l'auteur de *Judith*, et Leclerc, l'auteur d'*Iphigénie*, que Racine a voués dans deux épigrammes célèbres à un ridicule immortel (ils n'en étaient pas moins de l'Académie française), se distinguaient chacun par un sonnet. Mais, au gré des connaisseurs, la palme était remportée par « l'illustre Mlle de Scudéry » qui, s'adressant au prince nouveau-né, savait marier à son enthousiasme pour le petit-fils une flatterie délicate pour le grand-père :

Vous pouvez surpasser tous les princes du monde,
De vos premiers exploits remplir la terre et l'onde,
Digne de votre nom, estre adoré de tous,
Et voir toujours Louis bien au-dessus de vous.

De Paris l'enthousiasme avait gagné la province. Il n'y eut si petite localité qui ne s'offrît des réjouissances publiques. Deux villes surtout se distinguèrent : Dijon, toute fière de ce que le nom de la province dont elle était la capitale avait été donné à l'héritier du trône, et Strasbourg, qui cependant n'était réuni à la France que depuis un an. L'empressement que mirent les Strasbourgeois à prendre leur part des réjouissances françaises fut fort remarqué. « Quoiqu'ils soient fort éloignés, leurs réjouissances ont été faites aussytôt que celles de beaucoup d'autres villes qui sont en deçà, et il a été aisé de voir par l'éclat qu'elles ont eu qu'ils ne se repentent point des soumissions qu'ils ont rendues au Roy comme à leur maître (1). » Mais ces réjouissances avaient surtout un caractère religieux. Grâces étaient publiquement rendues à Dieu aussi bien dans les temples protestans que dans les églises catholiques (on touchait cependant à la révocation de l'édit de Nantes), et le Magistrat de Strasbourg, qui était probablement protestant, adressait à ses concitoyens, en style quasi biblique et en allemand, une *oraison* assez belle dont le *Mercure* traduisait ainsi la fin : « Accordez-nous, Seigneur, vostre grâce et vostre bénédiction, afin que sous le juste gouvernement et sous la puissante protection de nostre Roy et souverain seigneur et de toute sa maison royale nous puissions jouir d'une vie tranquille, dans l'exercice de toutes les vertus chrétiennes. » Strasbourg justifiait déjà ces mots que vingt-cinq ans plus tard devait écrire un plé-

(1) *Mercure* de France, septembre 1682.

nipotentiaire du premier roi de Prusse : « Les habitans de l'Alsace sont plus Français que les Parisiens. »

Les manifestations de la joie publique se prolongèrent dans les plus petites villes du royaume comme dans les plus grandes pendant deux ou trois mois, et elles auraient duré plus longtemps encore « si les magistrats n'avaient employé une douce violence pour les arrêter. » Nous nous y sommes étendu peut-être un peu longuement, mais ces minuties du passé ne sont pas dénuées d'intérêt ni d'enseignement. Elles ouvrent, en effet, de certains jours sur les conditions de l'existence populaire au XVIIe siècle. Les fêtes inopinées auxquelles donnaient lieu les mariages et les naissances dans la famille royale venaient assez fréquemment éclairer d'un rayon joyeux la vie assez sombre du peuple, et peut-être le peuple d'alors y apportait-il plus de gaieté qu'il n'en apporte aujourd'hui aux fêtes officielles et périodiques. L'ancien régime a été bien diversement jugé, et rarement avec impartialité. Les uns veulent y voir à toute force un temps d'opprobre, de souffrance et de misère ; les autres, par une réaction légitime en son principe et appuyée sur de savans travaux, tendent peut-être un peu trop à y chercher un idéal de félicité sociale qui paraît n'avoir été d'aucun temps. Mais, pour bien connaître la condition du peuple aux siècles passés, il ne suffit pas de savoir quels impôts il payait, ni quelle distance les lois ou les mœurs maintenaient entre ses fils et ceux de la noblesse ou de la bourgeoisie ; distance plus grande en droit, peut-être moins grande en fait que celle qui existe de nos jours entre l'ouvrier et le patron enrichi. Il faut savoir aussi de quelle vie morale il vivait, et de quel œil lui-même envisageait sa condition. Or, mettant à part les époques calamiteuses de guerre étrangère ou civile que notre siècle a également connues, il ne semble point qu'à ses propres yeux sa condition parût intolérable. S'il en eût été ainsi, il n'aurait point pris une part si grande à tous les événemens domestiques de cette famille royale dans laquelle s'incarnait la vie nationale. Il ne se serait point réjoui de ses joies, il n'aurait point pleuré de ses malheurs, comme il le devait faire à la naissance et à la mort de ce duc de Bourgogne qui nous occupe. Au point de vue purement matériel, il était assurément plus misérable que de nos jours, mais il n'avait pas le sentiment de sa misère, et il suffisait de bien peu de chose pour la lui faire oublier. Les jours où, depuis le Roi oubliant l'étiquette jusqu'au valet jetant ses habits dans le feu, tout le monde se sentait transporté d'une même

joie, ces jours-là rapprochaient les cœurs, effaçaient les distances, et faisaient tout oublier, souffrances et griefs, dans une unanimité de sentimens que notre France divisée ne connaît plus aujourd'hui. Il est malaisé d'établir une comparaison exacte entre ces temps et les nôtres; mais ne peut-on pas dire cependant que de nos jours, s'il y a plus d'égalité entre les hommes, il y a aussi plus de haine; et que, si le bien-être a augmenté, il n'est pas tout à fait certain qu'il en soit de même du bonheur? En effet, le bonheur ou le malheur n'est souvent autre chose que le jugement porté par chacun de nous sur sa destinée, et Mme de La Fayette n'avait pas tort lorsqu'elle écrivait à Ménage : « Quand on croit être heureuse, vous savez que cela suffit pour l'être. »

III

Le royal enfant dont la naissance avait donné lieu à des transports de joie si sincères, devait, d'après les usages, demeurer aux mains des femmes jusqu'à l'âge de sept ans. C'était à la gouvernante des enfans de France qu'il appartenait de veiller sur son éducation. Ces hautes fonctions étaient occupées depuis dix-huit ans, par Louise de Prie, demoiselle de Toucy, maréchale de la Mothe-Houdancourt. « Ma cousine, lui avait écrit Louis XIV, le 4 septembre 1664, ayant à donner une gouvernante à mon fils, j'ai cru que je ne pouvais faire un meilleur choix que vous. C'est pourquoi, si rien ne vous empêche d'occuper cette place, je vous la destine avec joie pour l'estime singulière que je fais de votre personne (1). » La maréchale de la Mothe-Houdancourt s'était montrée digne de cette estime singulière. A trente-quatre ans, elle était demeurée veuve et pauvre, avec la lourde charge de trois filles à élever. Elle réussit à les bien marier. Chacune fut duchesse, et s'il est trop souvent question de l'une d'entre elles, la duchesse de la Ferté-Senecterre, dans la chronique scandaleuse du temps, la dernière au moins, la duchesse de Ventadour, après avoir, étant jeune fille, repoussé les avances audacieuses de Louis XIV en le menaçant de l'étrangler, mérita plus tard l'honneur d'être choisie pour remplir auprès de Louis XV enfant les fonctions que sa mère avait remplies auprès du duc de Bourgogne.

La maréchale de la Mothe-Houdancourt, qui succédait à la

(1) *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 336.

duchesse de Montausier, n'était pas un bel esprit comme l'était la célèbre Julie, l'héroïne de la guirlande. Mais elle possédait mieux les qualités de l'emploi : « C'est, dit Mlle de Montpensier dans ses *Mémoires*, une femme de bonne mine, une prestance de gouvernante, propre à entretenir les nourrices, les femmes de chambre, à compter les bouillons qu'il faut pour donner la cuisson nécessaire à la bouillie. » Ce qui valait mieux encore, c'était une femme de bien sur laquelle, bien qu'elle fût fort belle, la médisance ne s'était jamais exercée. Elle savait se faire respecter. Un jour que le Dauphin, son premier élève, promenait ses mains sur la collerette dont elle était parée, et disait à un des courtisans qui étaient présens d'en faire autant : « Comment, Monseigneur, répliqua celle-ci, il n'y a que vous en France qui puissiez prendre cette liberté. Le Roi ne la prendrait pas (1). » Elle avait veillé avec sollicitude sur l'éducation du Dauphin jusqu'au jour où il passa aux mains du duc de Montausier. Elle prodigua les mêmes soins aux autres enfans de Louis XIV qui moururent tous en bas âge. La disparition du dernier, le duc d'Anjou, mort en 1672, avait rendu ses fonctions purement honorifiques. Mais elle ne les avait pas moins conservées, et lors de la naissance du duc de Bourgogne elle n'eut qu'à les reprendre sans qu'il fût besoin d'une nomination nouvelle. Elle devait être assistée par Mme de Venelle, en qualité de sous-gouvernante (2), et par Mme Pelard, comme première femme de chambre.

L'éducation d'un enfant en bas âge, fût-il un enfant de France, ne peut offrir aucune particularité bien saillante. C'est surtout, comme le disait assez trivialement Mlle de Montpensier, une question de nourrice et de bouillie. De ces soins purement matériels, la maréchale de la Mothe-Houdancourt paraît s'être acquittée avec beaucoup de diligence. « C'était, dit Saint-Simon, la

(1) *Journal de Dubois*, cité par M. Charles Dreyss dans son Introduction aux *Mémoires* de Louis XIV.

(2) On lit dans les *Mémoires de Sourches* à la date du 22 novembre 1687 : « Mme de Nevet, sous-gouvernante de M. le duc de Bourgogne, mourut subitement dans le château de Versailles ; mais son grand âge fit que peu de gens furent étonnés de sa mort. » Sourches ou son éditeur ont assurément commis ici une erreur de nom, car la sous-gouvernante était bien Mme de Venelle. Les nombreux lecteurs du *Roman du Grand Roi*, par Lucien Perey, n'ont pas oublié cette Mme de Venelle que Mazarin avait placée auprès de ses nièces et qui entretenait avec lui une active correspondance. Il semble bien que ce soit cette même Mme de Venelle que Louis XIV, ayant expérimenté sa vigilance, aurait placée ensuite auprès de son petit-fils, comme il l'avait déjà placée auprès de ses filles, mortes en bas âge. Dangeau et Saint-Simon sont muets à son sujet.

meilleure femme du monde, qui avait le plus de soin des enfans de France et qui les élevoit avec le plus de dignité et de politesse. » Le petit prince était délicat et sujet à de fréquentes indispositions. Dangeau et Sourches, dans leurs *Mémoires*, parlent fréquemment de ses accès de fièvre. « Il a eu cinquante accès », dit un jour Dangeau. La fièvre, dans ces temps où les habitations étaient souvent insalubres, était un mal très ordinaire. Contre ce mal on avait découvert un nouveau remède : le quinquina. Mais ce remède, qui, sous des formes diverses, est d'un usage aujourd'hui si général, était alors fort discuté. On ne méconnaissait pas le bien qu'il produisait en coupant la fièvre, mais on en redoutait les effets sur la constitution, en particulier pour les enfans. Aussi, sur la question de savoir s'il fallait administrer du quinquina au duc de Bourgogne, y eut-il contestation entre la gouvernante et la mère. La gouvernante tenait pour le quinquina; la mère s'y opposait, et, bien que le Roi eût pris parti pour la gouvernante et le quinquina, ce fut la mère qui l'emporta. Toute la Cour avait su cette contestation, et Sourches, après l'avoir rapportée, ajoute philosophiquement : « Dans ces sortes de choses, c'est l'événement qui décide qu'on a bien fait ou mal fait. Car, si M. le duc de Bourgogne avait guéri de sa fièvre sans quinquina, on aurait dit que madame la Dauphine avait parfaitement bien fait, et, s'il lui était arrivé quelque accident, on s'en serait pris à madame la Dauphine (1) ». Mais comme le duc de Bourgogne finit par guérir, personne ne put s'en prendre à la pauvre Dauphine.

Jusqu'à sa mort, qui survint trois ans après ces incidens, on ne relève point d'autre trace de l'intervention de la mère dans l'éducation de l'enfant. Toujours grosse ou malade, la Dauphine menait une vie de plus en plus triste et effacée. Elle avait vu peu à peu se détacher d'elle un mari qu'elle avait au début tendrement aimé. Le *Mercure* rapporte que, lors de la première absence que fit Monseigneur après la naissance du duc de Bourgogne, elle avait, le long de la route par laquelle il devait revenir, disposé des vigies, qui devaient de proche en proche l'avertir par un signal, de façon qu'elle fût prévenue de son arrivée à temps pour se rendre au-devant de lui. « Ainsi on voit, ajoute le *Mercure*, la grande union entre monseigneur le Dauphin et madame la Dauphine, et qu'ils sont ensemble époux et amans (2). » Mais le gazetier en dit un

(1) *Mémoires de Sourches*, t. II, p. 89.
(2) *Mercure de France*, octobre 1682.

peu plus qu'il n'y en avait, du moins du côté de Monseigneur, qui ne témoignait pas grande attention à sa femme. Le lendemain de ces couches laborieuses où elle avait failli rester, il ne put se priver d'aller courre le loup, et la chasse l'entraîna si loin qu'il fut obligé de coucher à Rambouillet. La chasse absorbait la moitié de sa vie, et l'autre n'était pas pour la Dauphine. Peu à peu il tomba sous l'influence de sa demi-sœur, la princesse de Conti, personne belle, aimable, spirituelle, qui avait hérité, sous quelques rapports, des grâces de sa mère, Mlle de La Vallière. Il avait pris l'habitude de se rendre chez elle tous les jours avant le dîner pour se livrer à la conversation et surtout au jeu. La Dauphine souffrait de cette préférence accordée à la sœur sur la femme, et l'antipathie était vive entre elle et la princesse de Conti.

Monseigneur honora ensuite de ses attentions plusieurs femmes de la Cour, entre autres la comtesse du Roure et Mlle de La Force. (Celle que Saint-Simon appelle la Choin ne devait venir que plus tard.) Ses assiduités auprès de Mlle de La Force furent même pour la Dauphine l'occasion d'une tracasserie. En sa qualité de femme de l'héritier du trône, elle avait une chambre de filles d'honneur, c'est-à-dire qu'elle emmenait avec elle, partout où elle s'établissait, un certain nombre de demoiselles de qualité qui vivaient toutes ensemble, sous la surveillance d'une gouvernante. Mais ces chambres de filles d'honneur étaient difficiles à surveiller. Louis XIV en savait quelque chose pour avoir fait, au temps de sa jeunesse, mainte incursion heureuse dans la chambre des filles de Marie-Thérèse. Aussi avait-il résolu de *rompre* (c'était le terme consacré) la chambre des filles d'honneur de la Dauphine, et de les remplacer auprès d'elle par des dames du palais mariées. Il avait cependant différé, par égard pour les réclamations de la Dauphine qui voyait dans la suppression de ses filles d'honneur une diminution de son rang. Des incidens fâcheux, qui marquèrent certain voyage à Fontainebleau, le déterminèrent cependant à mettre à exécution cette résolution depuis longtemps prise. Mais Mlle de La Force, qui était précisément une des filles d'honneur supprimées, se mit en tête que la Dauphine avait sollicité cette mesure par un sentiment de jalousie contre elle. Elle se plaignit à Monseigneur, qui commit la maladresse d'adresser des reproches à la Dauphine. Outrée de tant d'injustice, celle-ci profita d'un moment où le Roi et Monseigneur se trouvaient ensemble dans son cabinet pour presser le Roi de dire à Monseigneur s'il était vrai

qu'elle l'eût sollicité continuellement pour rompre la chambre de ses filles. La scène fut vive et désagréable pour Monseigneur. Laissons parler Sourches : « Le Roi rendit justice à madame la Dauphine, ce qui embarrassa beaucoup monseigneur le Dauphin, mais il le fut encore bien davantage quand le Roi voulut savoir de lui qui lui avoit persuadé une chose si contraire à la vérité. Il ne put soutenir la majesté d'un si grand Roi, ni résister au respect d'un aussi bon père que le sien, et il lui avoua franchement que c'étoient quelques-unes des filles qui lui avoient jeté ce soupçon dans l'esprit, et le Roi, le prenant sur ce ton de maître qui lui étoit si naturel, dit à madame la Dauphine que, puisque ces demoiselles en avoient si mal usé avec elle, il ne vouloit pas qu'aucune couchât dans sa maison. De ce moment la chambre fut rompue et monseigneur le Dauphin eut bien de la peine à obtenir du Roi qu'il mît Mlle de La Force auprès de madame la duchesse d'Arpajon (1). »

Cette princesse, habituellement douce et résignée, ne manquait pas, à l'occasion, comme on vient de le voir, d'une certaine fierté. Elle n'entendait pas laisser porter atteinte à son rang. On en eut la preuve lorsqu'une de ses filles d'honneur, la charmante Sophie de Lowenstein, épousa à Versailles le marquis de Dangeau, l'auteur des inestimables *Mémoires*. Sophie de Lowenstein était nièce du cardinal de Furstenberg, et appartenait par son père à la maison de Bavière, mais à une branche issue d'un mariage morganatique dont les descendans n'avaient jamais eu que rang de comte. Les fiançailles avaient eu lieu dans le cabinet même de la Dauphine et avec son agrément. Mais quand elle apprit le lendemain du mariage que le curé de Versailles, en s'adressant à la nouvelle marquise de Dangeau, l'avait appelée Sophie de Bavière, et que son acte de mariage était signé de ce nom, elle entra dans une violente colère, se plaignant avec éclat de l'affront qui était fait en sa personne à la maison de Bavière. Il fallut que le Roi allât trois fois chez elle dans la même journée pour l'apaiser. Elle ne se calma qu'après que le cardinal de Furstenberg fut venu en personne lui demander pardon au nom de sa nièce, et reconnaître qu'elle avait eu tort, n'étant point Bavière, mais Lowenstein. La Dauphine, dans sa colère, s'était fait apporter le registre des actes de mariage où sa fille d'honneur avait signé Sophie de Bavière. Elle le voulait déchirer ou brûler. Il fallut l'arracher de ses

(1) *Mémoires de Sourches*, t. II, p. 127.

mains. Mais pour l'apaiser on lui promit que la page où figurait la malencontreuse signature serait détruite. Ainsi fut fait par lettre de cachet.

L'isolement où la Dauphine était laissée contribua peut-être vers la fin de sa vie à aigrir son caractère et, en tout cas, à la fortifier dans un attachement parfaitement légitime en lui-même, mais auquel elle avait fini par donner une forme étrange. Elle avait gardé auprès d'elle une certaine demoiselle Bezzola, fille d'un médecin italien qu'elle avait amenée de Bavière, et qu'elle avait été autorisée, contrairement à tous les usages, à conserver à son service. Peu à peu elle s'était éprise pour cette fille d'une affection excessive qui tenait de la passion. Lorsqu'elle était malade, elle s'enfermait des journées entières en compagnie de Mlle Bezzola et ne voulait voir personne d'autre ; ou bien, lorsque c'était au contraire la Bezzola qui était malade, elle s'installait à son chevet et n'en voulait pas bouger. Elle demeurait ainsi invisible pendant plusieurs jours. On l'accusait de préférer le tête-à-tête avec la Bezzola à tous les devoirs et à tous les plaisirs de son état. Il fallut que le Roi intervînt à plusieurs reprises pour mettre un terme à ces singularités, et le souvenir qu'il avait gardé de cette tracasserie qui fit jaser toute la Cour fut cause de la résistance absolue qu'il opposa plus tard à ce que la future duchesse de Bourgogne conservât auprès d'elle aucune des femmes qu'elle avait amenées de Savoie. Cette Bezzola paraît, au reste, avoir été une brave fille qui n'abusait point de son pouvoir sur la Dauphine, et qui ne demandait qu'à vivre obscure et tranquille.

Malgré ses bizarreries, la Dauphine était cependant personne d'esprit et passait pour telle à la Cour. « On dit, rapporte Mme Desnoyers dans ses *Lettres galantes* (1), qu'on pourroit faire un fort joli recueil de tout ce que cette princesse a dit de spirituel pendant le peu de temps qu'elle a vécu. » A l'appui, elle cite d'elle deux traits, dont l'un est méchant et l'autre touchant. Un jour que la Dauphine était dans son lit, la princesse de Conti, cette sœur préférée de son mari, entra sans bruit, et, la croyant assoupie, se retira en disant à mi-voix aux dames qui l'accompagnaient : « Voyez madame la Dauphine, elle est aussi laide endormie

(1) *Lettres galantes*, t. I, p. 481. Sans qu'il faille assurément prêter une foi absolue à toutes les histoires rapportées dans les *Lettres galantes*, ces lettres méritent cependant d'être lues, car beaucoup des anecdotes qu'elles racontent trouvent leur confirmation dans les *Mémoires* de Saint-Simon, de Dangeau ou de Sourches.

qu'éveillée. — Madame, répliqua la Dauphine en ouvrant les yeux, si j'étais fille de l'amour, je serais aussi belle que vous. » Un autre jour, le Roi lui ayant dit : « Je ne savais pas, Madame, que vous aviez une sœur qui était très belle (il voulait parler de la grande-duchesse de Toscane). — Sire, répondit-elle, j'ai une sœur qui a pris toute la beauté de la famille, mais j'en ai eu tout le bonheur. »

Ce bonheur avait été de courte durée. L'affection obstinée qu'elle avait conservée pour son frère, le duc de Bavière, bien que celui-ci fût entré dans la ligue d'Augsbourg, acheva de lui faire du tort. Elle passa les dernières années de sa vie dans l'isolement et dans une demi-disgrâce. Cependant elle eut encore un beau jour; ce fut celui où les trois fils qu'elle avait donnés à Monseigneur : le duc de Bourgogne, le duc d'Anjou et le duc de Berry furent solennellement baptisés. La cérémonie eut lieu dans la chapelle du palais de Versailles le 18 janvier 1687. Monseigneur de Coislin, évêque d'Orléans, premier aumônier du Roi, « suppléa aux cérémonies » (ce sont les termes employés par la liturgie lorsque le baptême a été précédé de l'ondoiement), revêtu de ses habits pontificaux et ayant la mitre en tête, ce qui n'était pas l'usage pour un baptême. Le Roi voulut être lui-même parrain du duc de Bourgogne. Madame fut marraine. « Jamais, disent les *Mémoires* de Sourches, la Cour ne fut si grosse que ce jour-là. » Le soir, il y eut un très grand bal où les hommes et les femmes apparurent magnifiquement parés. La Dauphine était encore souffrante d'une fausse couche qu'elle avait faite. Néanmoins elle prit part aux danses, revêtue d'une robe si pesante qu'elle pouvait à peine la porter. « C'était, ajoute Sourches, un jour d'une trop grande gloire pour elle, pour ne pas faire quelque chose d'extraordinaire (1). » C'était un jour de grande gloire en effet. Elle avait donné au fils de roi qu'elle avait épousé trois fils, dont l'un devait être roi à son tour, et fonder, en Espagne il est vrai, une dynastie qui dure encore. Sa fonction était remplie; elle pouvait disparaître.

Elle disparut en effet à trois ans de là, mais non pas sans dignité et sans courage. Durant ces trois dernières années de sa vie, on la vit peu à la Cour. Depuis la naissance du duc de Berry, son dernier enfant, elle ne s'était jamais complètement rétablie, et elle accusait Clément d'avoir été dans cette circonstance moins habile qu'à son ordinaire. La vérité, c'est qu'elle était

(1) *Mémoires de Sourches*, t. II, p. 112.

atteinte d'un de ces maux intérieurs que, jusqu'à présent, la chirurgie moderne elle-même n'est pas parvenue à guérir. Aussi, lorsque dans la nuit du 29 au 30 mars 1690, elle eut un long évanouissement, se jugea-t-elle sur-le-champ perdue, malgré tous les efforts qu'on voulut faire pour la rassurer. Bossuet était son premier aumônier. Elle le fit appeler, et lui demanda si elle pouvait communier en viatique. Bossuet l'y autorisa. Il célébra la messe dans sa chambre, et, avant de lui administrer la communion, il retrouva sans doute quelques-uns de ces accens qui, vingt années auparavant, avaient ému et rassuré à la fois le cœur troublé de Madame. « Le discours de M. de Meaux, disent les *Mémoires* de Sourches, fut très beau et très édifiant, de sorte qu'il tira les larmes des yeux du Roi et des assistans (1). » La Dauphine fit preuve d'une grande fermeté. « Elle fit venir les princes ses enfans, et ne s'ébranla pas des grands cris que jeta monseigneur le duc de Bourgogne, et prit même le soin de le consoler en lui disant qu'elle n'était pas aussi mal qu'il se l'imaginait. »

En effet, elle languit encore un mois. Pendant cette longue agonie, la Cour continua son train et Monseigneur ses chasses. On la croyait un peu visionnaire, et on ne voulait point se rendre compte de la gravité de son mal. Le 19 avril, elle perdit connaissance, et l'on crut qu'elle allait passer. Mais, ayant repris ses sens, elle voulut recevoir derechef le viatique et l'extrême-onction, qui lui furent encore administrés par Bossuet. Elle fit venir ensuite ses trois enfans, et s'entretint séparément avec les deux aînés qui avaient déjà âge de raison. Avec le dernier, qui n'avait que trois ans, elle s'attendrit : « Berry, Berry, lui dit-elle, tu sais que je t'ai toujours aimé, mais tu me coûtes bien cher. » Elle s'éteignit doucement en présence du Roi, Monseigneur étant dans la chambre à côté. « Le Roi demeura quelque temps à genoux au pied de son lit, priant Dieu pour elle avec larmes; ensuite, il sortit de sa chambre, et ayant trouvé Monseigneur dans celle où il l'avait fait passer, il lui dit : « Mon fils, vous voyez là un bel exemple, et qui doit bien nous faire penser à nous-mêmes, car l'un plus tôt, l'autre plus tard, nous mourrons tous comme vient de mourir madame la Dauphine. »

Les funérailles de la pauvre princesse, qui mourait ainsi à trente ans, furent célébrées avec beaucoup de faste. Dangeau, qui en a laissé un minutieux récit, fut ce jour-là douze heures à

(1) *Mémoires de Sourches*, t. III, p. 228 et suiv.

cheval, comme chef du convoi. On eût dit que, par la pompe de la cérémonie, on voulait faire oublier le délaissement où elle avait vécu. Son corps fut porté solennellement à Saint-Denis, et son cœur au Val-de-Grâce. L'enterrement eut lieu le 1er mai. Le 9 mai, Monseigneur alla courre le loup.

La tombe de la Dauphine a subi les mêmes outrages que toutes les tombes royales de Saint-Denis. Nous ne saurions dire quelle inscription y fut gravée. Mais si l'étiquette lui avait laissé le droit de dicter son épitaphe, elle aurait peut-être choisi celle que, dans les sombres caveaux de l'Escurial, on peut lire sur la tombe d'une infante d'Espagne morte à la fleur de la jeunesse : *Mori lucrum*. La mort m'est un gain.

IV

Lorsqu'il perdit sa mère, le duc de Bourgogne n'avait pas huit ans. Son jeune âge ne le dispensa pas de figurer aux cérémonies funèbres et de venir jeter de l'eau bénite sur le cercueil. Cette perte ne le laissa point insensible. A quelques mois de là, comme on lui donnait lecture d'une oraison funèbre composée en l'honneur de la Dauphine, on fut étonné de le voir tout à coup glisser sous la table. On crut qu'il s'était endormi, mais en le relevant on s'aperçut que l'effort qu'il s'était imposé pour retenir ses sanglots l'avait fait se trouver mal. Durant les années qu'il passa sous le gouvernement de la maréchale de la Mothe, on prit soin, si jeune qu'il fût, de l'accoutumer peu à peu à cette vie de représentation qui dans les pays monarchiques faisait et fait encore partie du devoir royal. A l'âge de trois ans, il dîna pour la première fois à table entre le Roi et Monseigneur. A l'âge de cinq, on lui mit des chausses, et Dangeau ne manque pas de mentionner à sa date ce fait important. A l'âge de sept ans, il occupa pour la première fois un fauteuil à la droite de la Dauphine, lorsque celle-ci reçut solennellement la visite de la reine d'Angleterre, réfugiée en France. Quelques mois après, il assistait avec le Roi et Monseigneur aux cérémonies solennelles de la semaine sainte, où figurait la famille royale, c'est-à-dire à la Cène et au Lavement des pieds (1).

Des parades de cour ou des cérémonies pieuses n'étaient cependant pas les seuls délassemens qu'on laissât goûter à son enfance

(1) Dangeau, *passim*, année 1685-86-87.

déjà turbulente. « On lui donna le nom de mousquetaire pendant quelque temps pour la forme, rapporte Mme Desnoyers, et il en fit même quelque temps les fonctions. Le Roi lui avait donné le choix des deux compagnies. Il avait voulu entrer dans celle des noirs, parce qu'il y avait quelques princes avec lesquels il était bien aise d'apprendre à faire l'exercice; mais quelque temps après il eut l'occasion de se repentir de son choix, car son tour étant venu d'aller demander l'ordre au Roi avec un mousquetaire gris, M. de Monpertuis ordonna à celui-ci de prendre la droite sur le duc de Bourgogne, et de ne pas lui céder le pas, parce que la compagnie des mousquetaires gris que M. de Monpertuis commande, a le pas devant celle des noirs. M. le duc de Bourgogne fut un peu mortifié de ce petit déboire. Le Roi l'en railla et lui demanda s'il ne voulait pas changer de compagnie. Le prince, après y avoir un peu pensé, s'avisa d'un expédient pour concilier les choses et dit au Roi qu'il voulait être mousquetaire gris et noir à l'avenir, et que, pour cela, il priait Sa Majesté de lui faire donner un cheval pie (1). »

Le duc de Bourgogne apporta dans ses fonctions de mousquetaire gris ou noir toute l'ardeur qui était déjà dans sa nature. Il s'appliqua avec passion à apprendre l'exercice. Le 3 juin 1689, le Roi passa en revue les deux compagnies dans la haute cour du château de Versailles. Il faisait une fort grande pluie. Le duc de Bourgogne tint néanmoins à y prendre part. Il figura à droite du premier rang, et fit l'exercice comme les autres, « avec une application, une justesse et une dextérité infiniment au-dessus de ce que peuvent faire ordinairement les enfans de son âge, étant inouï qu'un enfant qui n'avait pas encore sept ans accomplis témoignât autant d'adresse et de sang-froid que des gens de vingt-cinq ans. » Ainsi s'exprime Sourches dans ses *Mémoires*, et il ajoute : « On ne saurait croire la joie que tout le monde eut de voir ce petit prince commencer à donner de si grandes marques de l'inclination qu'il devoit avoir un jour pour la guerre, et le Roi même en parut fort touché (2). » Plusieurs estampes représentent en effet le duc de Bourgogne, avec une pique ou un mousquet à la main, et portant par-dessus ses

(1) *Lettres galantes*, t. I, p. 489. La différence entre la compagnie des mousquetaires gris et celle des mousquetaires noirs, qui portaient le même uniforme, était marquée par la robe des chevaux.

(2) *Mémoires de Sourches*, t. III, p. 100.

habits une soubreveste comme les autres mousquetaires. Au bas de l'une de ces estampes sont gravés ces vers :

Sous cet habit de simple mousquetaire,
Ce digne petit-fils d'un des plus grands des Rois,
Dès ses plus jeunes ans s'accoutume à la guerre.
Que de peuples un jour respecteront ses lois!

L'enthousiasme s'emparait de nouveau de la vieille mademoiselle de Scudéry, et elle s'écriait dans un madrigal :

Quel est ce petit mousquetaire,
Si savant en l'art militaire,
Et plus encore en l'art de plaire?
L'énigme n'est pas malaisé,
C'est l'Amour, sans autre mystère,
Qui pour divertir Mars s'est ainsi déguisé.

Le Roi ne fut pas seulement touché ; il jugea sans doute, et non sans raison, qu'un enfant qui montrait des dispositions aussi viriles ne pouvait rester plus longtemps aux mains des femmes. La maréchale de la Mothe-Houdancourt avait rempli son office à l'entière satisfaction de Louis XIV. Au lendemain du baptême solennel du petit prince qu'elle avait élevé, il lui avait demandé ce qu'elle préférait, de l'argent ou des présens. La maréchale, avec dignité, préféra les présens, et le Roi lui fit don d'une agrafe en diamans estimée 4000 pistoles. Mais si bien qu'elle eût rempli sa charge, le moment était arrivé où cette charge devait prendre fin. Le duc de Bourgogne avait sept ans et un mois lorsque, le 3 septembre 1689 au soir, le Roi, rentrant de la chasse, se rendit chez la Dauphine et le fit appeler. C'était pour l'enlever aux mains de la maréchale de la Mothe-Houdancourt et le remettre entre les mains du duc de Beauvilliers qui, le 17 août précédent, avait été nommé son gouverneur. L'enfant témoigna quelque émotion. « Il eut bien de la peine à se séparer de la maréchale de la Mothe et lui témoigna beaucoup d'amitié. » Mais il se soumit, et, ajoutent les *Mémoires* de Sourches, « commença dès le soir à recevoir d'assez bonne grâce les instructions de M. l'abbé de Fénelon (1). » C'est sous la double autorité de Beauvilliers et de Fénelon que, dans un prochain article, nous le retrouverons.

HAUSSONVILLE.

L'ESPAGNE

ET LA CRISE COLONIALE

I

LES INSURRECTIONS DE CUBA (1)

Cuba et les Philippines, Cuba surtout, on ne parle plus d'autre chose que de la question coloniale : hors d'elle, il n'y a plus de politique en Espagne. Volontiers, l'on dirait que, hors d'elle, il n'y a plus de partis; quelques personnages consulaires dans les

(1) Je cite tout de suite mes sources, qui sont : 1° Du côté cubain, la brochure de M. V. Mestre Amabile : *la Question cubaine et le conflit hispano-américain;* Paris, 1896; — divers écrits de M. Enrique José Varona, le philosophe de l'insurrection, dont Sanguily est le pamphlétaire; — la brochure de Máximo Gómez, *El Convenio del Zanjón*, Relato de los ultimos sucesos de Cuba, publiée par lui, à la Jamaïque, en 1878; — le livre, qui contient plusieurs articles sympathiques aux insurgés, de M. Rafaël M. Merchan, *Variedades*, Bogota, 1894; — enfin le journal *la République cubaine*.

2° Du côté espagnol, les discours prononcés devant le Sénat les 26 juin, 1er juillet et 31 août 1896, sur le message et les subventions aux compagnies de chemins de fer, par MM. Gullon, Bosch, Labra, Martinez Campos, Abarzuza, Montero Rios et Cánovas del Castillo ; devant le Congrès des députés, sur les mêmes sujets, les 7 et 14 juillet, 7 et 8 août 1896, par MM. Sanchez de Toca, Francisco Silvela, Maura, Romero Robledo, Canalejas, Navarro Reverter, Moret, Gamazo et Cánovas: — *España y Cuba*, Estado politico y administrativo de la grande Antilla bajo la dominacion española; Madrid, 1896. — Don Juan-Bautista Casas, *la Guerra separatista de Cuba*, 1896. — V. Torres y Gonzalez, *la Insurreccion de Cuba*, 1896. — Rafaël Delolme Salto, *Cuba y la reforma colonial*, 1895. — A. Romero Torrado, *El problema de Cuba*, 1896. — J. Menendez Caravia, *la Guerra en Cuba*, 1896. — G. Reparaz, *la Guerra de Cuba*, 1896. (Ce livre a été saisi à Cuba par les autorités

Chambres, quelques journalistes dans les cercles et quelques intrigans d'ordre inférieur dans les cafés sont seuls à croire qu'il y en a encore. Qui est, en ce moment, ministre des *finances*, ou ministre des *colonies?* Neuf passans sur dix n'en savent rien. Le cabinet est conservateur, puisque c'est M. Cánovas qui le préside. Mais il n'importe. Il a derrière lui non seulement des conservateurs, mais des libéraux, des républicains même : il a la nation entière : il s'appelle l'Espagne. Si les carlistes n'oublient pas au fond de l'âme que le roi régnant porte le titre d'Alphonse XIII, ils remettent à plus tard pour s'en souvenir tout haut. Conservateurs, libéraux, républicains ou carlistes, les partis, les ministères, les dynasties et jusqu'aux formes de gouvernement, c'est ce qui passe : mais il faut que l'Espagne demeure : et Cuba, c'est de la chair de chair espagnole; c'est de l'histoire, de la gloire et de la grandeur d'Espagne; c'est le dernier témoin de l'Espagne dans le Nouveau Monde, tiré par elle de l'inconnu des eaux.

Aussi, de cette langue riche entre toutes, faite, comme disait l'empereur, pour s'entretenir avec Dieu, et dans laquelle tant de « cris » ont été jetés vers lui contre les institutions et les hommes, on n'entend plus sonner que trois mots : « *Viva Cuba española!* » Les petites rancunes, les petites haines, les petites ambitions, les petites passions, au moins pendant ces heures graves, se taisent. Prenez, au hasard, un journal : *la Época*, l'*Imparcial*, le *Liberal*, le *Heraldo*. Est-ce *la Época?* Voici les affaires de Cuba, à la première, à la deuxième, à la troisième pages. Articles de fond, filets, télégrammes, nouvelles, bruits des couloirs et de la Bourse : partout les Philippines et Cuba. Deux pleines colonnes, en tête de l'*Imparcial*, donnent chaque jour des noms et des chiffres : souscription pour les blessés et les malades de Cuba : plus loin,

espagnoles, et M. Reparaz arrêté, depuis lors, pour offenses à l'armée.) — Eugenio-Antonio Flores, *la Guerra de Cuba* (Apuntes para la historia), 1895. — D. Carlos de Sedano, *Cuba, Estudios políticos*, 1872. — Marques de la Habana, *Memoria sobre la guerra de la isla de Cuba*, 1877. — D. Candido Pieltain, *la Isla de Cuba*, 1879. — D. Leon Crespo de la Serna, *Informe sobre las reformas de Cuba*, 1879. — Gutierrez y Salazar, *Reformas de Cuba*, 1879. — Cf. D. Antonio Cánovas del Castillo, *Discurso resumiendo la discusion del mensaje, el dia 28 de febrero de 1878*: en réponse surtout à D. Emilio Castelar (voy. *Discursos parlementarios en la Restauracion*, t. II.) Cánovas et Elduayen, *la Paz de Cuba*, discours du 8 mai 1878. — A joindre : Rafaël M. de Labra, *la Reforma colonial en España*, 1896 et F. Moreno, *El Pais del chocolate* (la Inmoralidad en Cuba), 1888. — Outre les documens imprimés, je me suis servi également, et plus encore, des renseignemens qu'ont bien voulu me donner récemment, à Madrid, un certain nombre d'hommes politiques, au premier rang desquels il n'est sans doute pas indiscret de nommer M. Cánovas del Castillo.

d'autres noms, d'autres chiffres : souscription à l'emprunt de 400 millions pour les dépenses de la guerre de Cuba ; toutes ces grosses rubriques appellent l'attention sur les Philippines et Cuba. Le dimanche matin, on s'arrache les numéros exceptionnels du *Liberal*, consacrés, avec des illustrations rapides, une semaine à l'armée, une autre semaine à la marine, une autre, à un autre sujet militaire ou patriotique, toujours à l'unique question, à Cuba. Prose, poésie, images, décrivent, chantent, représentent Cuba. Ces états de service complaisamment rappelés, ces portraits sont les états de service et les portraits des généraux qui commandent à Cuba. Au bas de la Calle Mayor, à la porte d'un café il ne se peut plus populaire, est installé un marchand de chansons ; approchez-vous de son étalage et lisez : *La guerra de Cuba*, — *Dialogo entre España y Cuba*...

Des militaires passent, en pantalon de coutil rayé de blanc et de bleu, dans les rues glacées en décembre par le vent du Guadarrama ; on les regarde et on les montre : *Soldados para Cuba*. Ils sont 20 000 qui vont partir et, s'il le faut, ce ne sont pas les derniers qui partiront. Cet escadron qui va à la manœuvre, cette batterie d'artillerie qui rentre au quartier n'ont que de très jeunes lieutenans et de très vieux capitaines : lieutenans de dix-huit ans, capitaines de cinquante. Où sont les autres ? A Cuba. Ainsi, ce qu'on voit à Madrid et ce qu'on n'y voit pas, présences, absences et départs, à toute minute et en tout lieu, rappellent Cuba.

Dans la presse, dans les *tertulias*, parmi les groupes qui cherchent un rayon de soleil le long des maisons de la Puerta del Sol, un seul motif, un seul thème, Cuba. Longs discours et vives apostrophes ; ni l'éloquence, ni la polémique ne chôment, mais ce sont les plans de campagne, le mérite et le « prestige » des chefs qui en font tous les frais, — et s'il vaut mieux, « l'action militaire » seule que « l'action militaire, politique et diplomatique » combinées. Peut-être est-ce la faute de la saison ? il semble que les plus illustres joueurs de *pelota* et les plus fameux toreros eux-mêmes aient déchu dans l'estime et la curiosité publiques : et, si la loterie ne cesse pas d'intéresser, il semble pourtant qu'on se presse moins de courir après la messagère de fortune et que les plus déshérités dépouillent moins avidement la *lista grande*.

De telle sorte et à tel point que ce qu'il y a maintenant de plus espagnol en Espagne, les véritables choses d'Espagne, ce sont les choses de Cuba. Dans la salle du conseil, à la Présidence, trois

objets frappent le regard : un modèle de croiseur, une culasse de canon, une immense carte de Cuba. D'un bout à l'autre de ce corps, à l'ordinaire un peu inerte, on sent agir une énergie, vouloir une volonté, vivre une vie qu'on ne lui connaissait plus : l'Espagne, de Saint-Sébastien à Cadix, se tend et regarde par delà l'Océan, en un grand mouvement d'espérance impatiente.

I

Les raisons ne manquent pas, elles abondent pour que le problème colonial, et particulièrement le problème cubain, prenne dans les préoccupations de l'Espagne une importance capitale. Ce ne sont pas toutes des raisons historiques ou de sentiment ; il y en a de géographiques, de politiques et d'économiques, qui sont loin d'être dépourvues de valeur.

La raison historique, on l'a déjà donnée : par les Philippines et Cuba, l'Espagne garde un coin d'Orient et un coin d'Occident, dernier reste du royal manteau que durant des siècles elle traîna derrière elle, et qui couvrait la moitié de la terre. Raison de sentiment, si l'on veut : l'Espagne aime Cuba, ou elle s'aime en Cuba, elle, ses victoires, ses conquêtes et sa splendeur anciennes : ne l'aimât-elle que pour cela, elle l'aime par orgueil castillan. Mais, outre ces raisons qui viennent de loin et que des peuples à l'esprit trop positif comprennent mal, sa résolution à défendre Cuba repose sur des considérations moins détachées d'un intérêt présent.

Il y entre, d'abord, une pensée politique. Le malheur des temps, impitoyables pour elle, dix révolutions, dix guerres civiles en Amérique et en Europe, la ruine de son empire et le dépérissement de ses ressources, ses nécessités intérieures l'ont condamnée à une sorte de retraite. M. Cánovas del Castillo le disait au Congrès voilà près de vingt ans (1) :

« Les nations ont à exprimer leur avis dans le monde pour l'un ou l'autre de ces deux motifs : si elles ont en jeu un intérêt immédiat, réel, visible à tous ; ou si elles occupent en Europe une place parmi les grandes puissances qui forment une espèce de tribunal suprême ou de jury international. Nous n'appartenons pas à ce grand jury européen et, ne lui appartenant pas, nous

(1) Discours sur le message, 28 février 1878.

devons bien nous soumettre à la dure loi des circonstances; mais nous n'avons pas à solliciter ce que spontanément on ne nous reconnaît point... Nous ne sommes pas assez forts, sans aucun doute, pour nous imposer en la première de ces deux situations; nous ne sommes pas, nous n'avons pas le droit d'être assez modestes, nous, les Espagnols, pour pouvoir occuper volontairement la seconde. »

L'Espagne a donc mis à se recueillir une discrétion pleine de fierté; ne pouvant paraître en Europe au rang des plus grandes puissances, elle s'est résignée à n'y plus paraître, en attendant meilleur destin; elle s'est abstenue, mais encore et toujours par orgueil castillan. Elle a le sentiment profond de ce qu'elle fut et, si Dieu le voulait, de ce qu'elle pourrait être. Elle se recueille, mais ne s'abandonne pas; elle cède, puisqu'il le faut, « à la dure loi des circonstances », mais non sans espérer ni croire fermement que les circonstances changeront quelque jour; elle se souvient trop de son passé pour s'interdire à jamais l'avenir. Elle le sait bien, qu'on ne lui fait plus sa place « parmi les grandes puissances »; mais c'est justement parce qu'elle sait qu'elle a beaucoup perdu, qu'elle est si décidée à ne plus rien perdre. Et n'ayant plus le premier motif d'exprimer son avis dans le monde, qui est de faire partie « du grand jury européen », n'ayant plus le pouvoir de juger, il lui reste le devoir de se défendre, pour le second motif, qui est « d'avoir en jeu un intérêt immédiat, réel, visible à tous. »

Or immédiat, et réel, et visible à tous est bien l'intérêt espagnol que met en jeu l'insurrection cubaine : ici viennent peser de tout leur poids une raison géographique et une raison économique, lesquelles s'ajoutent l'une à l'autre et font, en somme, une même raison.

« Pénétrez-vous bien de ceci, me disait un des orateurs les plus écoutés des deux Chambres : que *nous ne pouvons pas* renoncer à Cuba; nous ne le pouvons absolument pas, autant que l'homme peut ne pas pouvoir. Vous autres, Français, si l'une de vos vieilles colonies se détachait, vous vous consoleriez peut-être à la pensée que vous en avez de nouvelles, et l'Afrique comblerait le vide qui se creuserait pour vous en Asie ou en Amérique. Mais nous, nous n'avons pas de nouvelles colonies, et, des vieilles, qu'est-ce que nous avons encore, en comparaison de ce que nous avons eu? Cependant, des colonies nous sont plus utiles qu'à vous-mêmes,

à cause de notre position géographique, à l'extrémité de l'Europe, et entre deux mers. Vous tenez, vous, au continent; vous y êtes solidement liés par une longue frontière territoriale, ouverte sur quatre ou cinq pays, et à travers ceux-là, sur tous les autres. Nous, nous sommes une péninsule, fermée, du côté de la terre, par de hautes montagnes. Nous n'avons de jour que sur l'Océan et sur la Méditerranée, une mer occidentale et une mer orientale.

C'était, en vérité, le génie de l'Espagne qui portait nos pères à suivre le double flot, se retirant et les attirant vers l'Occident et vers l'Orient; et avec eux allait la fortune de l'Espagne. Comme péninsule, il nous faut une marine; pour que nous ayons une marine, il nous faut une attraction sur la mer vers l'Orient et vers l'Occident; et c'est en quoi Cuba et les Philippines nous tiennent par des liens que *nous ne pouvons pas* leur permettre de rompre. Il y va de la vie, il y va de l'honneur et, pourquoi le cacher? il y va aussi de l'argent. Si pauvre, si affaiblie ou si attardée, si peu développée qu'on la dise au point de vue économique, l'Espagne a trois provinces au moins industrieuses et riches. Elle a les fers de la Biscaye, les tissus de la Catalogne et les blés de l'Andalousie; quand même tout le marché intérieur leur serait réservé, il ne suffirait pas. En sorte que Cuba et les Philippines nous sont à la fois historiquement sacrées, politiquement nécessaires, et économiquement utiles. » Ainsi s'exprime, ou à peu près, un homme qui passe, à juste titre, pour dire de fort bonnes choses et les dire fort bien.

Mais de ces deux points opposés, de l'Occident et de l'Orient, l'un force et enchaîne l'attention plus que l'autre : l'Occident plus que l'Orient : Cuba plus que les Philippines; soit que le péril paraisse moins grave ou moins urgent ici que là, soit qu'on le voie moins et que l'on connaisse moins les difficultés, soit qu'on y redoute moins de complications et de moins sérieuses; soit que l'on dédaigne un peu ces adversaires à demi sauvages et qu'on se flatte d'en finir tout de suite avec eux lorsque l'on en aura fini avec les autres; soit que l'on ne sente pas autant le prix des Philippines que le prix de Cuba, ou plutôt que les fibres soient plus relâchées, qu'il y ait moins de communications entre la métropole et les colonies : le fait est que l'Espagne n'envoie aux Philippines, renforts en route ou en préparation compris, que de 25 à 30000 hommes, tandis qu'elle a ou va avoir 220000 hommes à Cuba.

II

La siempre fiel isla de Cuba! « La toujours fidèle île de Cuba! » — Comme cette épithète paraît ironique aujourd'hui! Et comme elle marque l'attachement de l'Espagne à Cuba, plus et mieux que l'attachement de Cuba à l'Espagne! Nous vivons dans un siècle ennemi de la fidélité : les princes et les peuples en ont fait l'expérience; entre toutes les vertus malades, il n'en est pas de plus frappée que ce qu'on appelait jadis le loyalisme. La toujours fidèle île de Cuba l'a, pour son compte, totalement oublié. Depuis la tentative de Narciso López sous le gouvernement du général Concha, vers 1850, en passant par les conspirations de D. Ramon Pinto, de Estrampes, de Santa Rosa et autres, jusqu'à la fameuse guerre de dix ans, de 1868 à 1878, Cuba n'a plus connu la paix, ni l'Espagne la sécurité. Paix et sécurité compromises depuis bien longtemps, si, depuis 1810 ou 1812, l'île est travaillée sourdement et agitée, d'abord en secret, par des associations plus ou moins mystérieuses, mais toutes révolutionnaires, qui bientôt y foisonnent, car la vie là-bas est d'une monstrueuse exubérance et tout ce qui y naît, tout de suite y pullule.

La prédication des loges maçonniques des *Racionales Caballeros*, des *Soles de Bolivar* et de l'*Aguila Negra*, reprise en chœur par d'autres compagnons au nom et aux allures bizarres, aux intentions identiques, *Anilleros*, *Cadenistas*, et, comme partout à cette date, *Carbonarios*, ne tarda guère à porter ses conséquences logiques. L'exemple des soulèvemens militaires, en Espagne même, fit le reste. Des rébellions éclatèrent en 1823, en 1833, dans les troupes auxquelles des officiers politiciens avaient appris l'art des *pronunciamientos* et dont, à leur tour, les Cubains apprenaient l'art des insurrections. Il se fonda des « juntes patriotiques cubaines » dans les divers pays et les diverses îles, dans toutes les Amériques d'alentour, au Mexique, en Colombie, aux États-Unis. Et ce sont alors, jusqu'à la vraie guerre de dix ans, trente ou quarante années remplies d'intrigues et d'alertes, de complots avortés ou vite réprimés, de machinations et d'arrestations : à en faire la somme, il n'y a pas moins de soixante-dix à quatre-vingts ans que Cuba conspire, ou que l'on conspire à Cuba contre les autorités espagnoles et contre la souveraineté de l'Espagne.

En ce siècle presque tout entier, Cuba n'aura été fidèle qu'à ses

rêves d'infidélité. Mais, à moins de supposer la folie — et les pires folies ne sont pas si longues — on ne conspire point sans causes pendant soixante-dix ou quatre-vingts ans : des causes à cet interminable état de malaise et de trouble, il est impossible qu'il n'y en ait pas; il est certain qu'il y en a, et de plusieurs espèces; il est probable qu'il y en a du chef des Cubains, comme du chef des Espagnols.

Pour ce qui est des Cubains, on en voit de géographiques, d'ethnographiques, de psychologiques, de politiques, d'économiques, d'historiques, sans mentionner ici une cause plus générale, qui pourtant agit à Cuba comme ailleurs et dont on ne saurait faire abstraction.

Causes géographiques : la colonie est à plusieurs jours de la métropole, et à cinq ou six heures seulement de la Floride, c'est-à-dire des États-Unis. — Outre qu'elle est, par sa fertilité et par son étendue, la reine des Antilles, par sa position elle ouvre ou ferme le golfe du Mexique, et nul n'y sera tout à fait chez soi, qui n'en tiendra pas cette clef. — Causes ethnographiques : la population de l'île est formée de couches superposées et mêlées. Sur 1 600 000 habitans environ qu'atteignent les recensemens offficiels, on compte 500 000 à 600 000 noirs. Le reste va du noir au blanc, de dégradé en dégradé de ton, ou monte du blanc au noir toute la gamme des nuances : Espagnols purs, arrivant de la péninsule, mariés à de pures Espagnoles; puis Espagnols mariés à des Cubaines; étrangers : Anglais, Français, Allemands, Yankees; Cubains fils d'un Espagnol et d'une Espagnole, et Cubains fils d'un Espagnol ou d'un étranger et d'une Cubaine; puis Cubains fils de Cubain et de Cubaine; croisemens d'Espagnols, d'étrangers ou de Cubains et de négresses; enfin, purs nègres d'Afrique, pur bois d'ébène récemment importé, puisque, malgré les lois et les mesures contraires, l'esclavage s'est maintenu à Cuba jusqu'en ces derniers temps; et par-dessus le marché des Asiatiques, des jaunes, coolies chinois, au nombre, selon certains auteurs, de près de 80 000 (1).

Et toutes ces demi-teintes, tous ces quarts de teinte de la peau, on les retrouve dans les cerveaux ou dans les âmes. L'Espagnol pur s'est, de tout temps et en Espagne même, montré parfaitement ingouvernable : c'est le premier roi d'Espagne, Aragon et

(1) D. J.-B. Casas, *la Guerra separatista de Cuba.*

Castille réunis, c'est Ferdinand le Catholique qui le disait, au moment où Christophe Colomb venait de lui donner l'Amérique. Il s'en plaignait à Guichardin, alors ambassadeur près de lui (1) : « Nation très propre aux armes, lui confiait-il, mais *désordonnée;* où les soldats sont meilleurs que les capitaines, et où l'on s'entend mieux à combattre qu'à gouverner et à commander. » Sur quoi, l'envoyé florentin, cherchant une explication, ajoute : « C'est peut-être parce que la discorde est naturelle aux Espagnols, nation d'esprits inquiets, pauvres et tournés aux violences; » — et la traduction adoucit le texte.

Ingouvernables dès le xve siècle, sous Ferdinand et Isabelle, les changemens de dynastie et les changemens de régime n'ont fait que perpétuer et accroître chez les Espagnols ce penchant naturel à l'anarchie; ingouvernables en Espagne même, ils le sont devenus bien davantage encore aux colonies. Les fils d'Espagnols et de Cubaines sont venus ensuite aggraver, dans la race mixte qui naissait avec eux, cette disposition fâcheuse, que les fils de Cubains et de Cubaines, à la deuxième génération, ont portée à l'état aigu.

L'immigration étrangère, d'autre part, ne pouvait redresser ni corriger ce vice originel : tout au contraire; car si une nation, quelle qu'elle soit, colonise toujours par ses élémens les plus aventureux, ce sont d'autres élémens d'aventure, « des esprits plus inquiets, de plus pauvres, de plus violens encore » à l'habitude, qui s'y adjoignent du dehors. Cette immigration d'étrangers de souches et de provenances diverses ne devait aboutir et, en effet, n'a abouti qu'à augmenter considérablement le désordre; non pas seulement par les idées ou les préjugés politiques, si hétérogènes, que les uns et les autres ont introduits dans l'île; mais, le peu d'unité qui pouvait exister avant elle, elle a contribué à le détruire. D'unité sociale au sens propre, il n'y en avait pas, et l'on a dit pourquoi, en rappelant qu'il y a vingt ans à peine que, dans le fait, l'esclavage a été aboli à Cuba. Mais, comme en toute contrée de population espagnole, il y avait du moins un lien, qui était la foi, le *Credo* religieux : tout ce qui était Espagnol ou issu d'Espagnol, par cela même était catholique. Avec les Allemands, les Anglais, et les Américains du Nord ont pénétré dans l'île vingt sectes protestantes, des méthodistes aux quakers; avec les Fran-

(1) Guichardin, Opere inedite, *Relazione di Spagna.*

çais et les Italiens, ce que l'on nomme la libre pensée. Tout au fond, tout en bas, les nègres, mal décrassés de leur fétichisme africain ou livrés à un *ñañiguisme* obscène et sanglant (1). Quant aux Chinois, qui sont évidemment ce qu'il y avait de plus misérable en Chine, ils ne pratiquent que les formes les plus grossières du boudhisme, déguisées parfois, dans l'espoir du lucre, sous quelques simagrées d'édification chrétienne.

Au total, une confusion, nulle fusion, ni ethnique, ni politique, ni religieuse : de quoi rendre plus ingouvernable encore un mélange d'hommes qui n'est pas une nation, pas même un peuple, et dont chaque élément premier était déjà naturellement ingouvernable. L'attachement patriotique envers l'Espagne, quelque vif qu'il soit dans certaines classes, n'est point, lui non plus, un ciment entre toutes les classes. C'est bien d'après lui que tend à se faire, depuis les récens événemens, le classement des partis cubains, qui n'épousent pas aveuglément les querelles des partis de la métropole, puisque l'un d'eux, *l'Union constitutionnelle*, comprend à la fois des personnes qui, en Espagne, seraient classées sous les trois étiquettes de conservateurs, de libéraux et de républicains, tandis que l'autre, *le Parti autonomiste*, tend de plus en plus à devenir un parti séparatiste, en tout cas, pousse l'amour de l'autonomie jusque tout près de la séparation. Les Espagnols de race pure forment, par conséquent, le noyau de *l'Union constitutionnelle;* on ne dit pas, — ce qui serait manifestement inexact, étant donné le nombre de ses adhérens, — qu'ils le composent à eux seuls ; mais il est aisé de concevoir que l'attachement pour l'Espagne diminue à mesure que décroît la *limpieza*, la pureté du sang espagnol.

Le créole est moins passionnément Espagnol que l'Espagnol pur; le mulâtre l'est moins que le créole; l'étranger ne l'est pas du tout, et le nègre ou le Chinois n'est rien du tout. Si l'Espagnol pur veut, comme jadis, rester le maître, traiter l'île comme sa chose, une chose conquise, — ce que les mécontens lui reprochent, — tous les autres jalousent celui-ci et se méprisent d'étage en étage, jusqu'au dernier degré de l'abjection, où sont le nègre et le Chinois. La règle d'action leur est donc toute tracée : pour tous, se débarrasser de l'Espagnol, quitte, après cela, pour chacun,

(1) Rafaël M. Merchan, *Variedades*, t. I, p. 481. *La poblacion de color en Cuba.* — Cf. Juan-Bautista Casas, *la Guerra separatista de Cuba*, p. 123 et suiv. — Eugenio-Antonio Flores, *la Guerra de Cuba*, p. 62-63.

à se soumettre les autres. Nous n'en sommes encore qu'à l'heure où tous ensemble conjurés tentent d'arracher du sol cubain le drapeau rayé de jaune et de rouge, et de le remplacer par le drapeau rayé de blanc et de bleu, avec l'étoile solitaire... Mais dans ce même camp où créoles et nègres « fraternisent » contre l'Espagnol, il n'y a vraiment qu'une pensée commune : chasser l'Espagne de Cuba, et ils ne fraternisent que de haine.

Cette pensée seule leur est commune, ou cette haine, qui leur tient lieu de pensée : les intentions, les mobiles ne le sont pas; parmi ces alliés d'un jour, il y a de tout: il y a (c'est un type trop rare) la « vieille barbe » classique, le philanthrope qui sacrifie à des principes ; il y a l'aventurier qui se bat pour toucher une solde et l'aventurier qui se bat pour se battre ; il y a le bandit de profession qui ne voit dans la guerre qu'un agrandissement et comme une justification ou une réhabilitation de son commerce. Il y a l'esprit humain qui court sur les nues après la chimère : il y a, hélas! il y a surtout, la bête humaine qui, brutalement, retourne et retombe à la sauvagerie ; et pour un blanc qui d'un cœur sincère se propose de réconcilier en une seule famille, dans le symbole républicain, toutes les races proclamées libres et égales, il y a cent nègres qui s'enivrent et s'hallucinent de voler, de piller, d'incendier, de tuer, ou de violer des femmes blanches. Il y a sans doute, dans le camp insurgé, quelqu'un que tentent les lauriers de Bolivar, mais sûrement ils sont plusieurs que tentent les épaulettes, le panache, la friperie dorée, la verroterie militaire de Soulouque.

Et les causes psychologiques de la révolution de Cuba ramènent à ses causes historiques, en tête desquelles la contagion venue des États espagnols de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Antilles même, de la Colombie, du Mexique et de Saint-Domingue : Cuba veut se séparer de l'Espagne, parce que non loin d'elle, et pour ainsi dire à sa vue, d'autres colonies s'en sont séparées. Ce qui fait que l'on touche ici, au-dessus des causes particulières, une cause plus générale, presque une loi : et c'est que, dans un temps donné, il n'est pas de colonie qui ne fasse effort pour se détacher de la métropole, à moins d'être peuplée exclusivement par des races très inférieures. L'Amérique septentrionale, à la fin du siècle dernier, l'a bien prouvé à l'Angleterre ; les autres Amériques, au commencement de ce siècle, l'ont bien prouvé aux Espagnols.

Dès qu'il y a eu à Cuba des Cubains, fils d'Espagnols, mais nés à Cuba et non en Espagne, la formule : *Cuba aux Cubains!* devait apparaître et est apparue ; corollaire, d'ailleurs, d'une autre formule qui retentit entre les deux pôles à travers tout un hémisphère ; *l'Amérique aux Américains!* Notre ennemi, dans ce cas, c'est notre père ou notre frère : l'ennemi du Cubain natif, c'est l'Espagnol ; c'est l'homme qui vient de l'autre rivage de l'Océan cultiver la terre de Cuba ou remplir une fonction publique à Cuba, ne fût-il qu'un pacifique employé de la régie, ou moins encore, un pauvre laboureur de Galice, dès qu'il lui faut pour vivre un petit champ à Cuba, un petit emploi à Cuba, c'est toujours un *conquistador :* et si peu qu'il tire de Cuba, autant il en prend, autant il en vole. — Voilà assez de motifs d'agitation et d'insurrection que les Cubains se donnent à eux-mêmes et qui résident en eux-mêmes : mais ce n'est pas tout : ils soutiennent que les Espagnols leur en fournissent de plus nombreux et de plus irritans encore, et ils énumèrent longuement leurs griefs.

A les en croire, à en croire ceux d'entre eux qui savent ce qu'ils font, l'Espagne est la plaie de Cuba. Si l'île n'est pas plus peuplée, plus prospère, plus avancée en civilisation, c'est la faute des Espagnols. S'il y a trop de nègres à Cuba, c'est leur faute ; pourquoi ont-ils exterminé les Indiens ? — Et s'il y a trop peu de blancs, c'est leur faute, parce que de toute façon ils les ont découragés de venir ; parce qu'ils ont exigé des immigrans leur extrait de baptême et que pour un peu ils leur eussent demandé un billet de confession. Si le sucre de canne ne se vend plus aussi cher ou ne se vend plus, ce n'est point par la concurrence du sucre de betterave ; c'est la faute des Espagnols qui n'en consomment pas suffisamment et qui établissent des droits tels, qu'ils empêchent les autres d'en manger. Si le fin tabac de la Havane, celui de la partie occidentale de l'île, de la *Vuelta Abajo*, ne rend pas autant qu'il devrait rendre et si les cigares vendus sous ce nom glorieux de *havanes* sont faits avec les feuilles moins parfumées des plantes nourries dans les provinces de Puerto-Principe et de Santiago de Cuba, c'est la faute des Espagnols ; c'est leur faute si le sucre est moins cher et le tabac moins bon.

« L'Espagne refuse au Cubain tout pouvoir effectif dans son propre pays. — L'Espagne condamne le Cubain à l'infériorité politique sur le sol où il est né. — L'Espagne confisque le produit du travail des Cubains sans leur donner ni sécurité, ni prospérité,

ni instruction. — L'Espagne exploite, écrase et corrompt Cuba. » Nous ne nous chargeons pas de démêler ce qui, dans ces récriminations, est fondé, ce qui l'est moins, ce qui ne l'est guère et ce qui ne l'est point ; mais, pour être juste, il faut dire qu'il n'est pas un de ces articles que les Espagnols aient laissé sans réponse. Le gouvernement lui-même y a fait répondre dans une brochure officieuse, d'une concision et d'une précision remarquables, publiée sous ce titre : *L'Espagne et Cuba, état politique et administratif de la grande Antille sous la domination espagnole* (1). Et, si le gouvernement paraît dans cette affaire trop intéressé, un prêtre qui connaît bien Cuba pour y avoir passé de longues années et qui n'est pas suspect de tendresse envers les autorités militaires ou civiles, pour avoir eu, sur des choses d'église, maille à partir avec elles, don Juan-Bautista Casas (2) répond exactement ce que le gouvernement répondait.

« L'Espagne refuse au Cubain tout pouvoir effectif dans son propre pays. » Du côté espagnol, on réplique par la liste des Cubains pourvus de hauts emplois dans l'armée, l'enseignement, la magistrature, le clergé, les diverses administrations, tant dans la péninsule que dans les possessions d'outre-mer. — « L'Espagne condamne le Cubain à l'infériorité politique sur le sol où il est né. » Du côté espagnol, on répond que Cuba est représentée aux Cortès par 13 sénateurs et 30 députés, et que le Cubain (quoiqu'il y ait Cubain et Cubain) n'est condamné à l'infériorité ni dans l'État, ni dans la province, ni dans la commune.

« L'Espagne confisque le produit du travail des Cubains » (cela se rapporte probablement à l'impôt et à l'usage qui en est fait) sans donner à Cuba la sécurité, la prospérité, l'instruction. — Du côté espagnol, on répond que ce n'est pourtant point l'Espagne qui fomente les prises d'armes, pour avoir le plaisir de dépenser du sang dont elle n'a pas de trop, et de l'argent dont elle n'a pas assez, à les arrêter ou à les châtier. — « Donner à Cuba la sécurité ! » Mais c'est Cuba qui doit et peut se la donner à elle-même. Lorsqu'une insurrection se produit, ce n'est pas dans les rangs espagnols que vont aussitôt s'enrôler les brigands authentiques — les gens sans métaphore *volti a' latrocinii*, — ceux qui rançonnent villages, usines et fermes, comme ce Manuel Garcia, qui se fit appeler :

(1) *España y Cuba, Estado politico y administrativo de la grande Antilla bajo la dominacion española.*

(2) D. Juan-Bautista Casas, *la Guerra separatista de Cuba.*

Manuel I, roi des champs de Cuba, jusqu'à ce que « l'humble sacristain de la paroisse de Arcos de Canasi » abattît sa couronne toute neuve et le tuât, *en la bodega* de Seborucal, dans la nuit du 24 février 1895. — Pour la prospérité, il est certain que cinquante ans de trouble, précédant dix ans de guerre, eux-mêmes suivis d'à peine vingt ans de paix boiteuse n'ont pu que médiocrement la servir; mais, répondent les Espagnols, est-ce bien aux Cubains de nous en faire un crime? Et que vont-ils chercher des coupables hors de Cuba?

« L'instruction, disent-ils, l'Espagne les a laissés sans instruction. » Mais, du côté espagnol, on répond : Eh quoi! n'y a-t-il pas à la Havane une université complète : facultés des sciences, de philosophie et des lettres, de médecine, de pharmacie, et de droit? N'y a-t-il pas à Cuba des collèges et des écoles primaires? le recteur de l'université de la Havane ne nomme-t-il pas une partie des maîtres et des maîtresses de ces écoles? Et le recteur ne peut-il pas être Cubain? la preuve qu'il peut l'être : D. Joaquin F. Lastres est Cubain, et le vice-recteur est Cubain, et les doyens de toutes les facultés sont Cubains; et sur 80 professeurs, 60 sont Cubains. On en convient : il est de mode à Cuba de dédaigner et de dénigrer tout ce qui est espagnol : rien ne vaut qui ne soit américain, anglais ou, au moins, français; mais l'américain fait prime. Il n'y a de médecins, d'avocats, d'ingénieurs, de littérateurs, de mathématiciens et de naturalistes qu'américains : il n'y a de nouvelles, d'histoires, de traités de physique, de revues et de journaux qu'américains. Mais l'Espagne en est la première victime; et que les Cubains se refusent à penser en espagnol, elle n'en peut mais, et elle en gémit.

« L'Espagne s'est montrée incapable de gouverner et d'administrer Cuba. » Sur quoi les Espagnols reprennent : « Les lois des Indes, *las Leyes de Indias*, qui ont longtemps régi nos colonies, étaient humaines, sages, et les meilleures qui pussent alors être faites et appliquées. Nous reconnaissons sans peine qu'elles ont vieilli et que l'esprit moderne ne s'en accommoderait plus. Aussi ne pouvions-nous refuser et n'avons-nous pas refusé de leur en substituer d'autres. Il se peut que, depuis les catastrophes du commencement de ce siècle, l'Espagne ait eu une politique coloniale incohérente et décousue, ou même, ou plutôt, n'ait pas eu de politique coloniale. Les luttes constitutionnelles contre le pouvoir absolu de Ferdinand VII, les guerres civiles qui ont ensan-

glanté la régence de la reine Christine, les *pronunciamientos* qui ont tenu en suspens et comme entrecoupé le règne d'Isabelle II, et sauf peut-être les cinq années du ministère d'O' Donnell, — *los cinco años*, — cinquante années de vie au jour le jour et de provisoire à la merci d'un coup de main ont fait que l'Espagne, trop inquiète sur elle-même, a négligé ses colonies, qui ont pu sembler, en effet, n'être plus ni gouvernées, ni administrées, ou qui souvent l'ont été, « d'une manière détestable », on ne saurait le nier, et ce sont des Espagnols exaltés qui l'avouent.

Cependant, à partir de 1865, et sous l'impulsion de M. Cánovas, en ce temps-là ministre des colonies (1), le gouvernement de la métropole s'est engagé résolument dans la voie des réformes justes et nécessaires : la Révolution, de 1868 à 1876, s'y est précipitée, et depuis la Restauration, que les libéraux ou les conservateurs fussent aux affaires, il y a eu des marches et des contremarches, des faux pas et des tâtonnemens, mais on n'est pas revenu en arrière, on ne s'est pas arrêté, et vingt lois votées en témoignent. Ces vingt lois nouvelles ont fait de Cuba une province espagnole, assimilée aux provinces de la péninsule, et qui peut être encore mal administrée, mais ne l'est ni plus mal ni moins mal que les autres, ou ne l'est plus mal que parce qu'elle est plus loin. L'administration de Cuba est mauvaise, assurent les Cubains, qui se plaignent des chemins de fer, des routes, des postes et des télégraphes, de tout. « — Et moi, disait Guatimozin, crois-tu donc que je sois sur un lit de roses ? »

Toute la question est en ceci : Cuba est-elle traitée comme une autre province d'Espagne ? — Non, protestent les révoltés : « l'Espagne écrase, exploite et corrompt Cuba. » — Elle l'écrase. S'agit-il de la Dette, que les insurgés évaluent à un milliard et demi (2), et qui, suivant eux, est mise à la charge de l'île au mépris de la plus vulgaire équité ? — La Dette, répondent les Espagnols, elle est le fruit des insurrections. Avant la guerre de 1868, le déficit était insignifiant. C'est la guerre, et la guerre seule, qui l'a creusé en abîme. Les dépenses s'enflant outre mesure et les contributions ne rentrant plus, on a été contraint de recourir au crédit : de là, l'emprunt à la Banque espagnole de la Havane, en

(1) *Ministerio de Ultramar. Junta informativa de Ultramar*, Madrid, 1869, in-folio. — Ce document est pour ainsi dire introuvable, mais une réédition ou une abréviation en a paru, je crois, à New-York, chez Hallet et Breen en 1867.

(2) V. Mestre Amabile, *la Question cubaine et le conflit hispano-américain*.

1868; les émissions de bons et billets du Trésor, en 1872 et 1874; les emprunts de 1875 et de 1876; l'émission de billets de la Banque espagnole pour le compte des Finances et l'affectation hypothécaire des rentes de l'île pour garantir des émissions, telles que celle des obligations du Trésor en 1878; tout cela, durant la guerre; et, après la guerre, mais à cause d'elle, et pour en liquider les frais, les émissions de 1882, refondues avec les emprunts et unifiées dans les billets hypothécaires émis, en 1886, à concurrence de 620 millions et, en 1890, à concurrence de 222 500 000 pesetas (1). Le poids en est lourd, certainement, mais les Cubains l'ont mis eux-mêmes sur leurs épaules.

Maintenant, quand ils prétendent que l'Espagne les « écrase », est-ce seulement de contributions qu'ils veulent dire (à tort, ripostent les Espagnols, car Cuba paye beaucoup moins que la métropole)? N'entendent-ils pas autre chose? et ne font-ils pas le procès de la politique traditionnelle de l'Espagne dans ses colonies? S'il en est ainsi, et même si cette accusation revêt un caractère rétrospectif, si les Cubains incriminent ce qui s'est fait autrefois bien plus que ce qui se ferait encore, même sur ce point, même dans le passé et dans l'histoire, les Espagnols n'acceptent pas la flétrissure sans se défendre. Ils ne tiennent, à coup sûr, pour des saints, ni Cortez, ni Pizarre, ni leurs compagnons ou leurs successeurs. Ils ne contestent pas que, s'ils ont évangélisé l'Amérique, c'est autant avec l'épée qu'avec la croix, autant avec des reîtres qu'avec des prêtres. Mais ils n'admettent point que la politique coloniale de l'Espagne ait été, comme on l'en blâme, froidement et systématiquement cruelle, et ils invoquent en sa faveur les instructions que donnait Philippe II à don Pedro de la Gasca, vice-roi du Pérou (2); puis, par déduction *a fortiori :* si Philippe II n'a pas suivi envers les colonies cette politique sans miséricorde, à combien plus forte raison Charles III, ou Isabelle II, ou Alphonse XII ne se sont-ils pas gardés de la suivre? Depuis que les affaires de Cuba occupent la tribune des Cortès, toutes les opinions se sont fait jour en des discussions ardentes : mais on ne sache pas qu'il soit personne qui n'ait vanté la générosité, la *caballeria* espagnole, qui n'ait recommandé le pardon, l'oubli des injures, et, après la victoire, la réconciliation dans le plus de liberté possible : si bien qu'il faudrait un cynisme éhonté pour oser mettre

(1) *España y Cuba,* publication officieuse, p. 110-111.
(2) Don J.-B. Casas, *la Guerra separatista de Cuba.*

les actes en contradiction flagrante avec les paroles ; mais n'est-il pas absurde de soupçonner une nation entière d'une pareille hypocrisie ?

Reste le suprême grief : « L'Espagne exploite et corrompt Cuba. » — Exploiter, qu'est-ce à dire ? interrogent les Espagnols. Si le mot signifie que l'Espagne cherche à tirer profit de Cuba, il signifie une vérité, mais il n'y a peut-être pas un grand machiavélisme à déclarer franchement qu'un pays n'a de colonies que pour les exploiter : exploiter honnêtement, ne point sortir des bornes de la justice et de la morale, tout est là. — « Mais les Espagnols, s'écrient les Cubains, nous exploitent contre toute justice et toute morale ; et ils nous corrompent en nous exploitant ! » Il y a un court silence, du côté espagnol ; puis on répond d'une voix raffermie : Sans doute, il se passe à Cuba d'assez vilaines choses. En Espagne ainsi que partout chaque homme politique traîne, malgré lui, à ses trousses une clientèle, une *camarilla* de quémandeurs de places. Et comme, en Espagne ainsi que partout, les ministères se succèdent rapidement, il en résulte, dans certains cas, que les moins scrupuleux de leurs cliens, une fois pourvus, veulent faire rapporter à la place tout ce qu'elle est susceptible de rendre, et plus qu'elle ne devrait légitimement donner. On exagère quand on parle de grosses aisances ou même de grosses fortunes acquises dans l'administration cubaine ; quand on s'en prend, en bloc, à toute la hiérarchie, du simple expéditionnaire au capitaine général, c'est pis qu'une exagération ; à médire trop légèrement, on a vite fait de calomnier.

Mais quoi ? Ce qu'en d'autres pays on connaît sous le nom de *pot-de-vin*, à Cuba, on le connaît sous le nom de *chocolat*. Et l'on est obligé de confesser qu'il ne manque point à Cuba de gens qui mangent de ce *chocolat*. Seulement, parcourez les livres qui les dénoncent (1). Qu'y voyez-vous ? Des fraudes dans les douanes, des fraudes sur les déclarations de successions ; fraudes vis-à-vis du Trésor, fraudes telles qu'il n'est pas de colonie au monde et presque pas de métropole où il ne s'en commette d'analogues ; fraudes qui s'étalent à Cuba plus qu'ailleurs, parce que la moralité est pour beaucoup une affaire de latitude, et que les consciences y vont toutes nues, exposées à une température de serre chaude qui fait éclore les vices dans les âmes

(1) F. Moreno, *El Pais del Chocolate* (*La inmoralidad en Cuba*).

pourries, comme les orchidées sur les bois pourris... Fraudes bilatérales qui supposent, derrière le corrompu, le corrupteur. Or lequel des deux est le plus coupable, de celui qui corrompt ou de celui qui se laisse corrompre? Le bon curé don Juan-Bautista Casas établit en due forme de démonstration théologique que c'est le corrupteur, le séducteur, le tentateur, *don Lucifer*, qui doit être brûlé le premier (1).

Et, au surplus, si le corrupteur est toujours un Cubain, le corrompu est-il toujours un Espagnol? L'administration espagnole est-elle pour les Cubains l'école du scandale? Est-elle si gangrenée? sont-ils si innocens? M. Romero Robledo, qui regrettait, étant ministre, de ne pouvoir « arracher jusqu'à la racine » la plante vénéneuse de l'administration cubaine, a complété, l'été dernier, ses déclarations en ajoutant que 80 pour 100 des employés sont des Cubains (2). D'où l'on veut conclure, en Espagne, que Cuba s'exploite et se corrompt elle-même. — Ainsi attaquent les Cubains, ainsi ripostent les Espagnols; ainsi du moins raisonnaient-ils pendant qu'ils raisonnaient encore; à présent ils ne s'expliquent plus qu'à coups de fusil.

III

On s'en souvient : la guerre de dix ans se termina par le pacte, la convention ou la capitulation du Zanjón, en date du 10 février 1878. « Capitulation » est le terme qui convient le mieux, puisqu'il n'y a, dans le texte, que des conditions proposées par « le peuple et la force armée du département du Centre et des groupemens partiels des autres départemens, constitués en Junte », conditions formulées dans un document signé du président seul et du seul secrétaire de la Junte, acceptées ensuite par le général Martinez Campos, commandant en chef des troupes espagnoles. Ces conditions de capitulation, proposées d'une part et acceptées de l'autre, comportaient : 1° l'organisation politique et administrative de l'île de Cuba sur le modèle de celle de Puerto Rico; 2° l'amnistie des délits politiques, la mise en liberté des prisonniers et la grâce des déserteurs; 3° l'émancipation des colons asiatiques et des esclaves servant dans les rangs insurgés; 4° les

(1) D. J. B. Casas, *la Guerra separatista de Cuba*.

(2) Discussion sur la réponse au Discours de la couronne. Chambre des députés, séance du 14 juillet 1896.

voies ouvertes pour sortir de l'île à tous ceux qui voudraient le faire, sans que les révolutionnaires, après leur soumission, pussent être astreints au service militaire contre leurs amis de la veille.

Comment fut obtenue la capitulation du Zanjón, plus que violemment critiquée en son temps par des généraux même, entre autres par le général Salamanca, et, pour le dire brusquement, si D. Arsenio Martinez de Campos acheta ou non les rebelles, c'est un fait qui n'est pas encore absolument tiré au clair. Aux invectives du général Salamanca, le marquis del Pazo de la Merced, don José Elduayen, alors ministre des colonies, et M. Cánovas del Castillo, alors comme aujourd'hui président du conseil, répondirent sur un ton tranchant et péremptoire (1) : Martinez Campos a toujours nié et fait nier ; M. Cánovas n'a jamais officiellement reconnu que le gouvernement espagnol eût « acheté » la reddition de la Junte du Centre.

Peut-être n'est-il pas téméraire de croire qu'il y a lieu ici, à l'un de ces « distinguo » dont la casuistique politique ne s'interdit pas plus qu'une autre l'habile usage : distinguons. Si l'on prétend que le général Martinez Campos a payé les insurgés, avant de les avoir battus et pour qu'ils missent bas les armes, alors, non, il ne les a pas achetés. Mais si l'on soutient que, les ayant battus et contraints à déposer les armes, il a récompensé leur bonne volonté, il les a payés pour qu'ils se tinssent tranquilles, alors oui, il les a achetés. Il n'y a eu ni marché ni indemnité préalable et, en ce sens, le général n'a pas acheté la capitulation du Zanjón : il y a eu indemnité, dédommagement et comme demi-solde de non-activité ; en ce sens, le général l'a achetée (2). Pas très cher : moins cher que, dans les cinq ou six semaines pendant lesquelles l'insurrection eût pu se traîner encore, la guerre eût coûté à l'Espagne : quelques millions de pesetas.

Mais déjà, le 10 février, il était manifeste que la révolution, au moins dans les départemens du Centre, était à bout de souffle, qu'elle haletait et râlait, et que ce qui leur restait de vie, ses adeptes le dépensaient à se déchirer les uns les autres. Les munitions et les vivres manquaient ; les discussions, les rivalités, les rancunes, les jalousies étaient arrivées aux extrêmes ; les « sol-

(1) *La Paz de Cuba*. Discursos pronunciados por don Antonio Cánovas del Castillo, y don José Elduayen, el dia 8 de Mayo de 1878.

(2) Voy. Eugenio-Antonio Flores, *la Guerra de Cuba* (*Apuntes para la historia*). — Les explications de M. Flores, tout dévoué au maréchal Martinez Campos, permettent d'en retenir l'aveu.

dats » d'une province ne voulaient plus obéir aux « officiers » de la province voisine : ou, plus exactement, personne n'obéissait plus à personne. Il y avait bien un Président de la République, Vicente Garcia, et une Chambre des députés, errant dans la *manigua*, dans la brousse... Mais, le 6 février, comme Vicente Garcia cheminait du campement de San-Agustin au campement du *Chorrillo*, où l'attendait, pour traiter, Martinez Campos, un de ses compagnons dit, en le montrant du doigt, à l'aide de camp du général espagnol qui les conduisait vers lui : « A l'heure qu'il est, un grand nombre d'insurgés obéiraient à Martinez Campos plus volontiers qu'à celui-ci ! » Et, lorsque la Chambre fut dissoute : « Le café même, s'écriait un chef de bande, célébrant la nouvelle sous sa tente, le café même paraît meilleur depuis qu'il n'y a plus de Chambre (1) ! »

Aux premiers jours de février, la Révolution en était là, c'est-à-dire qu'elle était finie, lorsque le maréchal, tout en pensant qu'il pourrait imposer la paix sans concessions, « préféra payer un peu cher les fusils qu'on lui livrait, plutôt que d'exposer ses troupes aux inclémences de l'été, plus meurtrier que le plomb ennemi, dont lui ni ses hommes n'avaient jamais eu peur (2). » Noble souci et qui ne peut qu'honorer davantage un soldat que la guerre a comblé d'honneurs... Si donc on insiste sur ce caractère spécial de la capitulation du Zanjón, ce n'est, à aucun degré, pour satisfaire une vaine ou malicieuse curiosité, c'est que ce caractère de capitulation rétribuée a eu sur la suite des événemens une influence que le général Martinez Campos n'avait pas mesurée, ayant peut-être vu juste, mais n'ayant pas vu loin, et n'ayant pas assez réfléchi que c'est rendre l'insurrection périodique, que de la rendre lucrative.

Tout, en effet, ne fut pas fini, avec la capitulation du Zanjón. Les derniers mois de 1878, et les premiers de 1879 furent marqués par des soulèvemens et des répressions. Après les dix années de la grande guerre que venait de terminer Martinez Campos, on eut, dans les provinces orientales, la *guerra chiquita*, la petite guerre, qui fit la réputation du général Polavieja ; et après la *guerre chiquita* elle-même, on eut plutôt des trêves que la paix. Les anciennes bandes restaient groupées et organisées pour l'insurrection ; quand elles le pouvaient, elles cachaient leurs armes

(1) Eug. Ant. Florès, *La Guerra de Cuba*, p. 359 et 370.
(2) *Id.*, *ibid.*, p. 418.

au lieu de les livrer ; et comme elles se composaient de gens, pour la plupart, sans foyer ni attaches au sol, elles habitaient en quelque sorte par compagnies ou par colonies militaires, en attendant le signal de reprendre la campagne. Cette reprise des hostilités, les juntes révolutionnaires cubaines du dedans et du dehors n'ont pas cessé de la préparer, et les mêmes soldats, au bout de dix-sept ans, se sont retrouvés sous les mêmes chefs, comme s'il ne se fût rien passé dans l'intervalle.

Lorsque, vaincu dans la « grande guerre », Máximo Gómez s'était embarqué pour Saint-Domingue, son île natale (car ce libérateur n'est pas un Cubain), ou pour la Jamaïque, il s'en allait, lassé et dégoûté : « Si, dans la maison où je vais demeurer, disait-il, il y a une cour et un arbre, j'arracherai l'arbre, tant je suis excédé de la brousse et de ses hôtes, de la *manigua* et des *manigueros* (1) ! » Mais, serment d'ivrogne : et qui s'est battu se battra, puisque aussi bien le condottiere vit de la guerre et le révolutionnaire de la révolution. Un autre cabecilla des plus en vue, Calixto Garcia Iñiguez, avait bien accepté un emploi à la *Banque hypothécaire*, il était devenu quelque chose comme chef de bureau au Crédit foncier, mais il n'avait pas abjuré une syllabe de sa proclamation de 1880, avant la *Guerra chiquita :* « A la bataille, soldats ! L'indifférence est une lâcheté : la gloire est dans une belle mort. Pour nous, il n'y a ni repos, ni nuit, ni fatigue... A la bataille, soldats ! » De même Antonio Maceo, plantant du café, dans Costarica, se sentait toujours en communion avec les grands esprits de *Guacinton*, de *Laffayet* et de *Bolibar*, comme il disait en son patois nègre, et ces apôtres armés des deux Amériques, Washington, Lafayette et Bolivar, il les entretenait de son idéal, pris un peu bas, mais pieusement gardé : faire de Cuba une république sœur... de celle des États-Unis ? Non : mais de celle d'*Ayti* (Haïti) et de Saint-Domingue.

Ainsi les insurgés d'hier s'aidaient, et d'autres que le ciel, à New-York et dans les Antilles, les aidaient. Les autorités espagnoles à Cuba même ne les contrariaient pas, ne les contenaient pas beaucoup. Les gouverneurs généraux se suivaient et, à une ou deux exceptions près, se ressemblaient singulièrement en belle vaillance, en belle confiance et en belle insouciance andalouses... Les feux de la « grande guerre » n'étaient pas éteints, que

(1) Eug. Ant. Flores, *la Guerra de Cuba*, p. 452.

le général Blanco, successeur immédiat de Martinez Campos, taxait déjà de visions noires les craintes de son lieutenant Polavieja : de 1880 à 1890, cette disposition au sommeil gagna de plus en plus presque tous ceux qui auraient dû veiller. Le songe était parfois interrompu par la sonnerie du télégraphe, annonçant sur tel ou tel point de l'île un complot, un *motin*, une mutinerie, une promenade de brigands; mais la *guardia civil* faisait le geste de son office, le *fiscal* le geste du sien ; on envoyait deux pauvres diables dans un *presidio* d'Afrique; et le gouverneur général se rendormait, après avoir fumé une cigarette : en vérité, cela n'allait pas mal!

A mesure qu'on s'éloigna de 1880, le palais du gouvernement à la Havane fut le lieu de la terre où l'on dormit le mieux. On y dormait, les portes larges ouvertes, dans l'heureux abandon de la nature tropicale ; quiconque passait pouvait entrer, s'asseoir, prendre un verre d'eau, écouter, si c'était l'heure de la causerie, la seule chose sacrée, après le sommeil; et si c'était l'heure de la sieste, balancer mollement le hamac du gouverneur. Les insurgés d'hier, insurgés de demain, n'étaient pas les moins assidus : bien des fois ils vinrent, bien des fois ils bercèrent cet engourdissement qui leur profitait. Ce n'avait pas été une leçon perdue que la leçon donnée dans l'article premier du *Credo* maçonnique-séparatiste de Cuba : « Se rappeler premièrement : que nous devons capter les sympathies des péninsulaires par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, leur procurant des bénéfices apparens, afin de leur occasionner les plus grands préjudices (1). » Et si l'aimable accueil était une politique, de la part des Espagnols, les révolutionnaires avaient tout de suite trouvé la contre-politique : un non moins aimable empressement. Par cet empressement ils se créaient en quelque sorte un *alibi* : et c'était pour l'insurrection prochaine tout profit, puisqu'ils voyaient et entendaient, et que, plus ils se montraient chez le gouverneur général, moins on s'inquiétait de les voir et de les entendre : les murs du palais avaient des yeux et des oreilles, mais n'en avaient que d'un côté : oreilles tendues, yeux braqués d'ennemis irréconciliables, épiant le moment propice.

Cependant les gouverneurs généraux tombaient de l'optimisme dans l'aveuglement. Ce même général Salamanca, qui

(1) J.-B. Casas, *la Guerra separatista de Cuba*; Appendices.

avait si amèrement dénoncé les « illusions » de Martinez Campos, autorisait le retour de Maceo à Cuba. L'indulgence est hors de saison, quand, dans l'état de guerre sourde qui précède et qui suit l'état de guerre déclarée, elle peut être et quasi fatalement elle doit être interprétée comme de la faiblesse. Salamanca mourut à temps pour n'en pas souffrir; mais le général Chinchilla, qui le remplaça, ne tarda pas à s'en apercevoir. Un jour, Maceo vint lui présenter des « abonarés », des billets, remis à certains de ses compagnons et lui en réclamer le paiement (1). Comme le général élevait quelque difficulté, le cabecilla mulâtre le prit de si haut, s'emporta en de telles menaces, cria si fort qu'il avait 10000 fantassins et 2000 cavaliers prêts à se jeter dans la montagne, que le général, perdant patience, lui répondit : « Eh bien! faites-le donc, j'en serai ravi ; parce que, moi, j'ai plaisir à me battre : vous me donnerez l'occasion de vous prendre et de vous fusiller! » Des mots, ils allaient en venir aux mains quand on les sépara, en priant Maceo de se retirer.

Il n'en fut rien de plus : Maceo continua de présider des banquets, de prononcer des discours et de promener à travers l'île son uniforme de major général insurgé. Mais ses 12 000 hommes ne s'étant pas encore jetés dans la montagne, le général Chinchilla ne sévit point et continua de laisser faire. En 1890, Polavieja, retournant à la Havane, en qualité, cette fois, de gouverneur général, avant même d'avoir touché le rivage cubain, par arrêté signé à San Juan de Puerto Rico, expulsait de nouveau Maceo, Crombet et d'autres. Eut-on peur que la sévérité passât pour de la provocation ? Polavieja fut rappelé et l'audace des révolutionnaires ne connut plus de limites : la propagande séparatiste se fit publiquement : tout lui devint une chaire : elle eut ses journaux jusqu'en de toutes petites villes et ses sergens recruteurs jusqu'en des recoins ignorés.

Ce qui, sous les gouvernemens antérieurs, avait été sommeil devint léthargie ou catalepsie ; ce qui, sous le général Salamanca, avait été aveuglement, sous le général Calleja, homme de confiance du dernier ministère libéral, devint on ne sait quoi d'incroyable et d'innommable... « Voulez-vous que je vous dise, demandait M. Romero Robledo, à la Chambre des députés, le

(1) G. Reparaz, *la Guerra de Cuba*. Sur la manière dont Maceo se serait procuré ces « abonarés », M. Reparaz raconte une histoire assez peu édifiante, dont nous lui laisserons la responsabilité.

14 juillet 1896, qui a contribué à déchaîner la guerre? C'est le général Calleja, qui a suivi une politique en vertu de laquelle on fermait les fenêtres de la capitainerie générale, lorsque passait devant le palais le parti de l'*Union constitutionnelle* criant : Vive l'Espagne! et on les rouvrait quand passaient des manifestations autonomistes, au cri de : *Viva Cuba libre!* Le général Calleja qui, étant en tournée dans l'île, recevait des cartes de visite timbrées de l'étoile solitaire; qui, dans les provinces orientales, plaçait sa confiance en ce M. Yero dont je viens de vous lire les lettres; qui, si les commandans militaires de Holguin ou de Bayamo lui signalaient un mouvement, en informait le gouverneur civil, lequel en informait M. Yero, et M. Yero, par délégation d'autorité, se mettait à parcourir les villages et revenait dire au gouverneur civil qu'il n'y avait rien! M. le général Calleja qui avait pour médecin le docteur Antiga, supportant sans colère que ce médecin lui parlât de séparation, à lui gouverneur général, et lui faisant seulement promettre de ne point passer à l'insurrection, *tant que lui, général Calleja, serait à la Havane!* » — Et après lui, général Calleja? Après lui, le déluge : il en regardait placidement monter les eaux et écrivait à Madrid : Tout est calme!

Aussi, que faisait-on, à Madrid? On y discutait des questions que l'on ne peut agiter que dans les temps très calmes : on s'y occupait de réformes pour Puerto Rico et Cuba. Les conservateurs avaient commencé, en 1891, avec M. Romero Robledo, qui désormais divisait l'île en six provinces, ayant chacune un gouverneur nommé par le ministre des colonies, rattaché à ce ministère, et par là, placé à la fois sous l'autorité et hors de l'autorité du gouverneur général... Puis les libéraux etaient revenus, et cette espèce de surenchère de réformes qui, dans le régime parlementaire, apparaît comme l'une des raisons d'être des partis, avait incontinent « sorti son plein effet. »

Il y avait dans le camp libéral un jeune avocat, de talent et bien apparenté, beau-frère de M. Gamazo, l'un des gros bonnets du parti, et qui s'appelait M. Maura. Depuis plusieurs années, il était désigné pour un ministère : pour lequel? on n'en savait rien, mais — ces choses-là ne se voient-elles qu'en Espagne? — bon pour tous, on se flattait qu'il serait meilleur pour un, que ce fût d'ailleurs l'un ou l'autre. On lui donna les colonies, qu'il ignorait ingénument : « Je suis, disait-il, un ministre en blanc, — *en blanco!* » Six mois après, il déposait un projet de loi qui boule-

versait de fond en comble toute l'organisation de Cuba : il n'était plus le ministre en blanc, car les autonomistes avaient déteint sur lui. L'inspiration avait soufflé ; M. Gladstone lui était apparu ; et ce qu'il apportait aux Cubains, c'était, ni plus ni moins, une copie du *home rule*.

Il imaginait pour Cuba une Chambre, imitée du Conseil général du Canada, et l'île eût pris vis-à-vis de l'Espagne la position du Dominion vis-à-vis du Royaume-Uni, ou elle s'en fût beaucoup rapprochée. M. Sagasta, selon sa coutume, n'approuvait pas, ne désapprouvait pas, ne dirigeait pas, n'empêchait pas. Par indifférence et, tranchons le mot, par paresse. Les défauts des hommes publics sont publics comme ces hommes eux-mêmes : et « la paresse de Sagasta » est aussi proverbiale en Espagne que « la mauvaise humeur, le *malhumor* de Cánovas. » — Aux tournans d'histoire, quand une nation a besoin d'être gouvernée, mieux vaut pour elle un homme d'État qui se fâche, qu'un homme d'État à qui tout est égal.

Tout est égal à M. Sagasta : il est, comme on l'a dit spirituellement, « la plus petite quantité possible de président du conseil des ministres » ; sa politique repose au moins sur un principe certain, qui est celui du moindre effort. Il ne s'agite pas et ses collaborateurs ne le mènent point, sans doute ; mais il ne les mène point non plus, et ils s'agitent et se mènent, à côté de lui, comme ils veulent. On l'a vu féliciter en même temps deux de ses amis, M. León y Castillo qui soutenait une thèse, et M. Moret qui soutenait la thèse contraire : il s'évitait ainsi la peine de choisir. Quoi d'étonnant que, dans une même présidence, il ait eu, sans en avoir une seule, trois politiques coloniales, suivant que son ministre des colonies s'est nommé M. Maura, M. Becerra, ou M. Abarzuza ? M. Maura avait une politique cubaine. Précieux secours, qui dispensait M. Sagasta de travailler pour s'en faire une. Il fallut qu'on lui démontrât de vive force que cette politique compromettait les droits et les intérêts de l'Espagne. — En quoi surtout ? s'informa-t-il. — Par la Chambre coloniale qu'elle instituerait. — Eh bien ! transigeons ; supprimons la Chambre et gardons le reste du projet : il n'est pas plus mauvais qu'un autre.

Non seulement, les questions du genre de celle-là sont de celles qui ne se peuvent poser qu'en des temps très calmes ; mais elles ne peuvent aussi être posées qu'à la condition d'être résolues. Remuer des idées de réforme, c'est s'engager à faire une

réforme, quelle qu'elle soit. Les conservateurs étaient, en cela, engagés comme les libéraux; et bien qu'il n'y eût rien de formel dans la capitulation du Zanjón (1), si ce n'est « la concession à l'île de Cuba des mêmes conditions politiques, organiques et administratives dont jouit l'île de Puerto-Rico », ils avaient endossé de leur signature cette traite tirée sur l'Espagne. Affaire d'autant plus difficile à régler que ni le créancier ne savait ce qu'on lui devait ni le débiteur ce qu'il devait au juste. Mais, quoique vagues, il y avait des engagemens contractés, et M. Cánovas del Castillo l'avait déclaré solennellement : « ces engagemens, il les remplirait, il espérait que la Chambre de 1878 d'abord, une autre ensuite, que la nation entière les tiendrait (2). »

On transigea, par conséquent, sur le projet de M. Maura, que l'on amenda le plus qu'on put, l'élaguant de-ci et de-là, regagnant le terrain pied à pied. Et tandis que, dans les Cortès, on bataillait sur ce projet pour décider ce qui en resterait et quelle en était la portion congrue, à Cuba, l'on s'impatientait. Entre les deux partis connus, l'*Union constitutionnelle*, et le *Parti autonomiste*, sous les auspices de M. Maura, un troisième parti se formait, qui s'intitulait *réformiste*. Il enlevait à l'Union constitutionnelle ses élémens les plus libéraux, empruntait au Parti autonomiste ses élémens les plus espagnols, en résumé affaiblissait à Cuba la cause de l'Espagne, criait : « Vive Maura ! » et ne réussissait pas à faire qu'on ne criât plus : « *Viva Cuba libre !* » — puisque le cri, le *grido*, a dans ce cas tant d'importance, — ni que l'Union constitutionnelle consentît aux réformes de M. Maura, ni que les autonomistes s'en contentassent. Il créait, c'était tout, une division de plus, dans un pays où il n'y avait déjà que trop de divisions. Les uns parce qu'elles accordaient trop, les autres, parce qu'elles n'accordaient pas assez, ces réformes froissaient et irritaient tout le monde.

C'était, à Cuba même, le temps du général Calleja, qui s'en remettait à un révolutionnaire du soin de l'avertir des progrès de la révolution; c'était, au Maroc, le temps des incidens de Melilla, où M. Sagasta, doublé du général López Dominguez, suait sang et eau à mobiliser 40 000 hommes. L'Espagne, comme son gouverneur général, comme son président du conseil, sem-

(1) Eug. Ant. Flores, *la Guerra de Cuba*, p. 383.

(2) Cánovas del Castillo, *la Paz de Cuba*, discurso del dia 8 de Mayo de 1878, p. 89.

blait hors d'état de faire un effort. La même incurie sévissait dans les choses militaires que dans les choses politiques. Cuba était dégarnie de troupes : elles n'avaient que de vieux remington et des canons de bronze; les chemins étaient impraticables : la ligne forte, la *trocha* de Moron à Jucaro était démantelée, coupée en vingt endroits; les impôts rentraient mal, les fonds du Trésor étaient bas : au contraire, du côté cubain, les récoltes avaient été bonnes, il y avait de l'argent dans les caisses. Pendant que les gouverneurs généraux dormaient, la junte révolutionnaire de New-York avait agi. La loi Maura n'était pas promulguée, ses débris disjoints n'étaient pas recollés, que l'insurrection éclatait, formidable, balayant ceux qui n'avaient voulu ni voir ni entendre, le général Calleja d'abord, M. Sagasta ensuite.

IV

Et la deuxième ou troisième guerre cubaine dure, se prolonge, et traîne depuis vingt-trois mois. On a dit qu'elle avait déjà usé deux méthodes, deux criteriums, deux politiques, deux généraux. Pour la méthode, le criterium, la politique, on songeait, en le disant, à la retraite de M. Romero Robledo et à la transformation que, de ce fait, a subie le ministère; mais les personnes peuvent changer sans que la politique soit changée, puisque, M. Romero Robledo étant parti et M. Castellano étant entré, il reste toujours M. Cánovas. Quant aux généraux, il est vrai que le maréchal Martinez Campos est revenu de la Havane et que le général Weyler est allé l'y relever : il est peut-être vrai que, si quelque victoire n'intervient pas, il faudra apaiser l'opinion effarée et qu'un autre, à son tour, ira relever Weyler.

Dure maîtresse que l'opinion ! Femme, comme la Fortune, et changeante comme elle ! C'était elle qui avait impérieusement désigné Martinez Campos pour le commandement de Cuba. Elle le voulait : elle avait failli s'irriter parce qu'on le lui faisait un peu attendre. Il s'était embarqué au milieu de l'enthousiasme populaire : tout le long de sa route, il avait reçu des députations et des fleurs ; jamais triomphateur n'était rentré dans la patrie sauvée, jamais le Cid dans Burgos, acclamé, comme il le fut, sur la foi de son nom, avant la bataille. L'opinion se trompait, pour n'avoir pas su — elle le sait rarement — discerner les circon-

stances : Martinez Campos n'était pas l'homme des circonstances nouvelles.

Il s'embarquait, féru de l'excellence d'un système qui lui avait bien réussi en 1878, résolu à y recourir, convaincu que la bienveillance viendrait à bout de tout, qu'il suffirait de négocier, d'attirer, d'apprivoiser, disposé à s'y employer coûte que coûte, incliné aux concessions, persuadé, enfin, lui brave entre les braves, que la meilleure manière de faire la guerre était de ne pas la faire. Mais, s'il faut être deux pour se battre, il faut encore, quand on est deux, être deux pour ne pas se battre. En 1878, lorsque le système du maréchal lui avait si bien réussi, la guerre durait depuis dix ans : les insurgés en étaient las. En 1895, la guerre commençait ; les insurgés étaient tout frais, dans la plénitude d'une force et d'une ardeur renouvelées par dix-sept ans de préparation. Aux proclamations d'amnistie et aux appels à la concorde, la révolution ne répondait que par des mouvemens offensifs : elle débordait, elle se répandait sur toute l'île, la traversait dans toute sa longueur, croisait ses marches, entourait le maréchal, le pressait, le serrait de jour en jour. Lui, néanmoins, avec sa rectitude militaire, il suivait sa ligne : il assemblait au palais, pour les consulter, les juntes directrices des partis, et il échouait à les mettre d'accord entre eux, comme à les mettre d'accord avec lui-même. L'Espagne ne comprenait pas. Tiré de là-bas, poussé d'ici, ne reconnaissant plus Cuba, Martinez Campos ne put se décider qu'à donner sa démission, à se faire rappeler dans son pays, qui ne le reconnaissait plus.

On envoya, pour réparer le temps perdu, à la place de ce négociateur, de ce pacificateur quand même, le général, de tous les généraux espagnols réputé le moins pacificateur et le moins négociateur, le général Weyler, marquis de Ténérife. Celui-là ne publierait pas de décrets d'amnistie et ne ferait pas la guerre avec des grâces : on contait de lui, dans ses campagnes de Catalogne, des traits d'une énergie farouche, allant jusqu'à la cruauté ; quelques-uns vraiment terribles et qui font passer le frisson que l'on ressent à lire, dans le récit glacé d'un Machiavel, les exploits d'un César Borgia. Je ne jurerais pas que ce n'est pas au général Weyler que pense M. Cánovas del Castillo, quand il dit *qu'on ne fait pas la politique avec des anges.* — Et après tout, dans le paradis même, un des anges brandit une épée flamboyante. — L'épée du général Weyler flamboyait devant lui : sa renommée

le précédait à Cuba, où, du reste, il avait opéré jadis. L'opinion, qui avait fêté le départ de Martinez Campos, fêta pareillement le départ de Weyler. Puis huit mois, dix mois s'écoulèrent. Le général ne bougeait pas et l'Espagne recommençait à s'étonner; dès qu'elle s'étonne, elle n'est pas loin de s'indigner; si le saint ne fait pas des miracles sur commande, elle brise la statue du saint; et avec combien plus de colère, lorsqu'elle s'est résignée à demander ces miracles au diable! Sollicité, supplié de sortir, le gouverneur général répondait, d'un style quelque peu théâtral : « Attendez! le général Weyler n'est pas encore arrivé! » Mais, aux yeux de tous, il était là; il y était trop. Des histoires couraient : que la Havane a ses délices de Capoue, que Samson avait rencontré Dalila, qu'il avait failli tomber dans le piège. La vérité était bien plus simple : il pleuvait.

Il pleuvait. Le général Weyler ne marchait pas, parce que personne n'eût pu marcher. La guerre était comme suspendue; de temps en temps seulement, une surprise ou une escarmouche; partout, les colonnes immobilisées attendaient, l'eau à la ceinture, dans leurs baraquemens inondés, la fin de la saison des pluies. Et les pluies, qui auraient dû cesser vers octobre, ne finissaient pas. — On ne saurait juger d'une guerre à Cuba comme d'une autre guerre. Les expéditions militaires y sont ce qu'elles ne sont nulle part ailleurs, si ce n'est peut-être à Madagascar. A Cuba aussi, les pires ennemis, ce sont la fièvre et la forêt. L'île est allongée de l'ouest à l'est, comme un grand poisson, dont une chaîne de montagnes presque continue figurerait la grosse arête, avec des chaînes latérales ou transversales figurant des arêtes plus petites; sur les bords, des marais; entre deux, la *manigua*, la brousse, ou la prairie. La fièvre habite les côtes, et la forêt, l'espace compris entre le marais et la montagne; la prairie est épaisse et haute, impénétrable autant que la forêt. Il faut, ici, retourner le mot fameux : le cheval ne passe plus où l'herbe a repoussé. La nature elle-même est insurgée. Il n'y a guère de routes que les sentiers qui escaladent la montagne, ou coupent, d'un fil facile à perdre, le marais, la prairie et la brousse. Quelquefois tout sentier s'efface; on est réduit, pour se guider, aux procédés des *rastreadores* et des *baqueanos :* suivre une trace d'homme ou d'animal, observer les plantes, les feuilles, le sable, la terre, les gouttes d'eau ou de rosée, mâcher et goûter les racines et, si elles sont humides, en déduire la proximité d'un fleuve

ou d'un lac; considérer le vol des oiseaux, d'où ils viennent, dans quelle direction ils vont; s'ils volent droit devant eux, à tire-d'aile, une troupe s'avance; s'ils tournoient en cercle, il y a un campement, des gens cachés, ou des cadavres.

Ce n'est plus la guerre, telle qu'on l'enseigne dans les Académies et telle qu'on l'apprend des maîtres. La marche, la halte, le combat ne sont nulle part ailleurs ce qu'ils sont à Cuba : une bonne part du génie, chez le capitaine, ce sont des sens d'Indien. Dans la marche, dans la halte, dans le combat, l'œil et l'oreille doivent être perpétuellement dressés. Sous le soleil qui darde, du matin à midi, et, du midi au soir, sous l'eau qui ruisselle, c'est donner beaucoup, et risquer la mort, que de faire cinq ou six kilomètres, le coutelas ou la serpe, le *machete* à la main, rompant les lianes du genou, s'embarrassant et glissant à chaque pas, harcelé d'insectes, percé d'épines, enfonçant souvent en une boue si gluante et si tenace que le soulier y reste. L'étape achevée, s'arrêter à la lisière d'un bois, les sens plus que jamais en éveil, car tout arbre est suspect, tout fossé perfide; n'avoir à manger que ce que l'on porte et ce que l'on trouve; n'avoir pour dormir, — ceux qui, épuisés, peuvent dormir, à la garde de ceux qui, non moins épuisés, sont obligés de se tenir debout, — n'avoir pour se coucher que la terre trempée, dans des vêtemens trempés; car, le moyen de faire passer des convois là où l'homme ne passe qu'en rampant comme une bête? telle est la vie, tel est le sacrifice des soldats et des chefs tous les jours, durant de longs jours... Quand on apprit, en 1878, à Martinez Campos la ratification du pacte du Zanjón par les insurgés : « Pepe, dit-il, joyeux, au colonel March, vous nous donnerez à déjeuner! » Il y avait quarante-huit heures qu'il n'avait mangé (1)...

L'ennemi, lui non plus, ne ressemble à aucun autre ennemi. Ailleurs les Européens n'ont affaire qu'à des civilisés ou à des barbares : ici, à des civilisés et à des barbares ensemble. Ils sont là, embusqués derrière un rocher ou tapis dans les herbes, à portée de l'unique piste par où il faut que les Espagnols passent, ils visent à loisir, tirent et s'enfuient. La poudre fume encore qu'ils sont déjà loin. Ou bien : *al machete!* leurs cavaliers se ruent avec des cris épouvantables, qui à eux seuls paralysent de malheureux conscrits, sur la troupe formée en carré; ils frappent, taillent, ha-

(1) Eug.-Ant. Flores, *la Guerra de Cuba*, p. 388.

chent et tournent bride au galop. Ou, tout à coup, une barrière, un mur de flammes environne le bivouac, à une centaine de mètres de distance. La prairie brûle ! comme dans les romans de Cooper. Une rage muette, un énervement s'empare du soldat, de savoir qu'à toute minute un danger l'entoure et de ne pas le voir. Être partout et n'être nulle part, gênans, tracassans et insaisissables, c'est la tactique des révolutionnaires qui tirent admirablement parti de leurs auxiliaires naturels, la fièvre, la forêt, la faim, l'anémie ; et, si ce sont de grands généraux à leur service que ces invisibles tueurs d'Européens, leurs généraux de chair et d'os, un Maceo, un Calixto Garcia, un Máximo Gómez ne sont pourtant pas à négliger.

Maceo ne compte plus. Tué, blessé ou disparu, il est mort pour l'insurrection, le mulâtre obstiné que tant de fois faussement on a dit mort, qu'il semblait ne pas pouvoir mourir. Il connaissait son île en ses plis et replis : l'orient, pour y avoir, plus jeune, conduit ses mules ; le centre et l'occident, pour y avoir couru de nombreuses chevauchées. Ignorant et d'esprit borné, n'ayant qu'une seule idée, mais l'ayant bien, par cela même qu'il n'en avait qu'une ; tenant de sa race le crâne opaque et dur ; non dédaigneux de l'argent, à l'occasion, mais capable aussi, à l'occasion, d'un certain genre de désintéressement ; ambitieux, vaniteux, avide de briller ou de reluire, amoureux de gloire et de galon (1), hanté par des ombres illustres de libérateurs-dictateurs blancs et noirs ; opiniâtre, résistant, accoutumé à la misère, retournant sans regret, comme par atavisme, à la vie vagabonde, dépouillant, sans souffrance, des besoins acquis depuis peu ; médiocre général, assurément, et stratégiste d'impulsion ou d'instinct, mais chef craint ou aimé, obéi ; mulâtre en qui mulâtres et nègres se miraient, s'admiraient, se vengeaient de dédains mal dissimulés chez les autres chefs, il pouvait être pour l'Espagne un adversaire irréductible.

Plus instruit, plus ouvert d'esprit que Maceo, d'une nature et de manières plus fines, fécond en ruses, vrai *condottiere* des pays équatoriaux, Máximo Gómez est pour le général Weyler, Maceo même annihilé, un partenaire non indigne. C'est Máximo Gómez qui a inventé, qui a importé de Saint-Domingue, où il en fit l'apprentissage, cette guerre sans batailles, cette guerre en lacet, en

(1) Eug.-Ant. Flores, *la Guerra de Cuba*, p. 393-394, 415 et suiv., 464. — Cf. Reparaz, p. 75.

zigzags, en crochets, cette guerre de pointes poussées et retirées, cette guerre lente et comme croupissante, qui use les hommes. Il est, ce que Maceo n'a jamais été, un calculateur; et le plan qu'il suit est réellement un plan. Vaillant, d'ailleurs, et, si le calcul l'exige, téméraire, avec quelque chose de plus voulu, de plus conscient, de plus « cultivé » qu'en Macco; d'une énergie qui ne redoute pas d'être comparée à celle de Weyler lui-même. « Quand je sus, racontait-il posément, en 1878, à l'aide de camp de Martinez Campos, que votre général relâchait les prisonniers, je donnai l'ordre à des troupes, sur qui je pouvais compter, de guetter ceux de mes partisans que je supposais tentés de se rendre, pour les mettre à mort, et de laisser leurs corps sur place. Puis je fis passer ma colonne par là, et je dis aux miens : « Voilà les *douceurs* que Martinez Campos réserve aux insurgés qui se rendent!... » Une autre fois, racontait-il encore, dans un campement, après avoir fait sonner le couvre-feu, il entendit que quelqu'un parlait. C'était un officier, il le réprimanda, et comme l'officier continuait, pour troisième avertissement, il lui tira un coup de revolver et le tua (1).

La guerre de Saint-Domingue, la guerre de dix ans, vingt-trois mois déjà de la présente guerre l'ont habitué aux privations : s'il est avide ou ambitieux, il peut n'en désirer que davantage prendre une revanche de 1878. Mais il est blanc et n'exerce pas sur les gens de couleur l'espèce de fascination qu'exerçait Maceo; il n'est pas Cubain, et les Cubains le traitent toujours un peu en étranger; quoique robuste et alerte encore, il a près de soixante-cinq ans (tandis que Macco n'en avait que cinquante-deux); et, quoiqu'il n'ait pu résister à l'envie de revoir, en révolutionnaire impénitent, la *manigua* et les *manigueros*, peut-être un jour le désir aussi lui reviendra-t-il de retourner à Saint-Domingue, demeurer dans une maison, et dans une maison où il n'y ait ni une cour ni un arbre. S'il s'en allait, Antonio Maceo mort, Calixto Garcia ne le remplacerait pas plus que l'ancien président de la république cubaine, Tómas Estrada Palma, ne peut remplacer ce José Marti, qui fut, à New-York, la tête de l'insurrection; pas plus que Rius Rivera ne remplace Maceo. Ni Collazo (qui, paraît-il, est en fuite), ni Rabi, ni le Polonais Roloff, s'il est libre, ni le nègre Quintin Banderas, s'il est vivant, ne le remplaceraient.

(1) Eug.-Ant. Flores, *la Guerra de Cuba*, p. 80.

D'autre part, les pluies ont cessé, et le général Weyler a fait de la besogne. L'île de Cuba est partagée en trois tronçons par les deux *trochas* militaires ou lignes fortifiées; vers l'ouest, de Mariel à la baie de Majana; vers l'est, de Morón à Jucaro. Avant que la campagne de cette saison recommençât, Maximo Gómez était maintenu dans la partie orientale, dans les provinces de Santiago de Cuba et de Puerto-Principe, par la seconde de ces *trochas*, et Maceo, dans la partie occidentale, dans Pinar del Rio, par la première. Dans les provinces centrales, dans Santa-Clara, Matanzas et la Havane, il n'y avait que des bandes relativement faibles, et sans cohésion entre elles. Le général Weyler assure qu'il a nettoyé Pinar del Rio, qu'on n'y trouverait plus 500 insurgés : il se retourne vers l'est avec toutes ses forces et, si Máximo Gómez a franchi la *trocha* de Morón à Jucaro, s'il est entré dans les provinces centrales, si même il opère sa jonction avec Calixto Garcia, peut-être sera-ce l'occasion d'un grand coup; et peut-être enfin terminera-t-on par une bataille cette guerre qui n'a paru interminable que parce que, jusqu'à présent, il ne s'y est pas livré une seule bataille, et que l'armée espagnole, une armée de 220 000 hommes, n'a jamais étreint que le vide.

V

Quand donc cette guerre finira-t-elle? Le patriotisme, en Espagne, devait être et il a été à la hauteur de tous les événemens. Il n'aurait pas une défaillance, quels que les événemens dussent devenir. Déjà, en 1878, il avait fait la stupéfaction des Cubains : « D'où l'Espagne tire-t-elle tant de soldats, demandaient-ils, pour les envoyer à Cuba? Les mères espagnoles ne se lassent-elles pas de mettre des fils au monde pour qu'ils viennent mourir ici de maladie ou sous le couteau des *mambises* (1)? » Non, sans doute, l'on ne peut pas répondre que les mères espagnoles ne se lassent point. — *Bella detestata matribus.* — Dans ces chansons que l'on vend à la porte des cafés populaires, il y a toujours un couplet attendri, et c'est toujours la lamentation d'une mère :

Sur la jetée de la Corogne — une triste mère pleurait — et avec des mots d'amertume — elle maudissait son malheur.

Des pleurs plein les yeux — la pauvre femme regardait — à travers l'immense mer — un vaisseau qui s'éloignait.

(1) Eug. Ant. Flores, *la Guerra de Cuba*, p. 80.

Je lui demandai ce qu'elle avait — et elle me dit en soupirant : « Comment voulez-vous que je ne pleure pas ? — puisqu'on m'emmène mon enfant. A lutter contre les rebelles — et que ce qui doit arriver, — c'est que, le fils de mes entrailles, — je ne puisse plus l'embrasser jamais (1)! »

Mais toujours aussi, et dans toutes les chansons, par-dessus les sanglots des mères, s'élève un chœur de voix viriles :

Mort à l'insurrection
Et vive Cuba espagnole!

Le sentiment espagnol a fait des merveilles, dont celle-ci est la moins merveilleuse, que l'Espagne ait tiré d'elle-même 220000 hommes pour les envoyer à Cuba. La ferme et claire volonté de M. Cánovas del Castillo a passé en elle : elle a condensé les volontés éparses, précisé les volontés flottantes de la nation, leur a tracé une ligne, leur a donné une forme et un corps. M. Cánovas a eu le bonheur de rencontrer un ministre de la guerre, le général Azcárraga, laborieux, ordonné, doué à un point éminent des qualités de l'organisateur : et cette armée qui n'avait que de vieux canons et de vieux fusils a reçu, devant l'ennemi, en pleine guerre, un armement nouveau. Par les soins de ce ministre et du ministre de la marine, 220000 hommes ont pu être transportés à quinze cents lieues de la péninsule, et — ce n'est pas de cela que l'Espagne est le moins fière — rien que sur des navires espagnols.

Mais il y a plus merveilleux encore : ce n'est pas que des veines de l'Espagne le patriotisme ait pu faire sortir un flot de sang généreux, ni même lui donner un emploi utile et réglé, l'emploi nécessaire, dans l'instant nécessaire : mais c'est qu'il en a fait sortir un flot d'argent. M. Cánovas savait où il frappait, lorsque, trouvant, à l'extérieur, les bourses closes, il a frappé au cœur de son pays. Il avait besoin de 400 millions; il en demandait 250; on lui en a apporté près de 600. Et les gens de finance peuvent bien donner de ce fait toutes les explications et faire, à ce sujet, toutes les réserves qu'ils voudront. Les banques ont souscrit; les chambres de commerce ont souscrit; les riches ont souscrit; les petits bourgeois ont souscrit; conservateurs, libéraux, républicains, carlistes ont souscrit; les évêques ont offert le trésor des églises... Si ce qui fait une nation, c'est de penser d'une commune

(1) *Soldados para Cuba, Bonitas canciones dedicadas al valiente ejercito español.* Primera parte.

pensée et d'agir d'une commune action ; nous qui avons vu ce spectacle, nous avons senti s'enlever d'un élan puissant l'âme vivante d'une grande nation.

« La nation espagnole lutte et luttera, a dit M. Cánovas en son nom ; elle n'est pas maîtresse des destinées de la guerre, qui sont toujours entre les mains de Dieu. Il décidera, Lui qui décide en dernier ressort des défaites comme des victoires. Mais n'avoir plus d'espérance, le peuple espagnol ! Ah ! si cela était certain, de terribles obligations s'imposeraient au gouvernement, qui, mis dans le cas de les remplir, les devrait remplir, en dépit de leurs conséquences (1). »

Toutefois, M. Cánovas del Castillo n'ignore pas que ni le sang ni l'argent ne peuvent couler des veines de la nation, indéfiniment, sans qu'elles se tarissent. Ni le gouvernement espagnol ni le peuple espagnol ne veulent la guerre pour la guerre : ils appellent de tous leurs vœux cette paix, qui doit être une paix civile. Cuba ne revendique-t-elle que des franchises ? reconnaît-elle la souveraineté de l'Espagne ? demeure-t-elle attachée, comme colonie, à l'Espagne, comme métropole ? Si oui, vingt-trois décrets sont rédigés, qui lui donneront ces franchises et qui seront publiés, comme le sont déjà dix décrets pour Puerto-Rico, dès que les rebelles ne pourront plus se vanter de les avoir arrachés par la force à l'Espagne, battue et humiliée. C'est tout ce que veut M. Cánovas, et c'est tout ce que veut l'Espagne. Ils veulent trancher eux-mêmes, à eux seuls, souverainement, la question de Cuba : ils veulent que cette question reste d'ordre intérieur et ne soit pas, par l'intervention d'un tiers, transférée dans l'ordre international... Mais Cuba est si près des États-Unis, et les États-Unis sont si prompts à prendre la tutelle de tout le Nouveau Monde, qu'un autre aspect du problème cubain se découvre, sous lequel il mérite d'être non moins sérieusement examiné.

CHARLES BENOIST.

(1) Discours de M. Cánovas au Sénat, dans la séance du 1er juillet 1896.

HOËNÉ WRONSKI

Hoëné Wronski était-il un charlatan, un fou ou un homme de génie? Un savant éminent, célèbre par des travaux excellens et variés, Yvon Villarceau, admirateur de Wronski, ou bien près de l'être, a posé la question sans la résoudre. Il serait imprudent, tant qu'elle reste douteuse, de publier les manuscrits inédits qui se comptent par centaines. Une savante commission, nommée par l'Académie de Cracovie, les possède presque tous et est chargée de les étudier. Le caractère commun des écrits de Wronski est une obscurité qui, volontaire, ressemblerait au charlatanisme, involontaire, peut faire soupçonner la folie. On a souvent cherché à comprendre Wronski; personne, à ma connaissance, pour aucun de ses écrits scientifiques, n'y a complètement réussi. Les plus heureux, après avoir traduit en langage ordinaire, ce qui n'est pas toujours facile, l'énoncé du problème cherché par Wronski, l'ont résolu par les méthodes connues, et constaté la ressemblance, rarement l'identité des résultats. Aucun n'a dissipé les ténèbres.

Wronski abordait tous les sujets, c'était sa prétention, et la preuve de son génie. Il a découvert la *loi suprême des mathématiques*, — c'est lui qui la nomme ainsi, — et résolu les équations de tous les degrés; il a réformé la mécanique céleste, substitué à la loi de Newton un principe plus exact, plus général, et déduit du raisonnement seul; il a fait connaître la loi des températures et des densités, à toute profondeur, dans l'intérieur du globe terrestre; corrigé la théorie des marées laissée imparfaite par Laplace; créé une philosophie nouvelle de la physique et de la chi-

mie; déduit des vraies lois de la force et de la matière un système nouveau et parfait de machines à vapeur; indiqué les lois véritables de la locomotion qui, si nous n'étions pas ignorans et barbares, auraient, depuis longtemps, et dès leur début, amené la suppression des chemins de fer; réformé, enfin, le calcul des probabilités, et déduit de formules rigoureuses les moyens certains de maîtriser le hasard et de gagner à tous les jeux. Ces grandes découvertes — c'est la gloire de Wronski — sont déduites d'un principe qui les domine toutes, et dont les applications à la philosophie, à la politique et à la religion doivent résoudre le problème social, et, bien plus, celui de la vie future.

L'homme qui a fait cela, et dont la folie est douteuse, est un intéressant sujet d'études. Joseph-Marie Hoëné naquit près de Posen en l'année 1778. Son père était Allemand. Architecte habile, il fut appelé en Pologne pour construire un palais, il s'y maria, se fixa à Posen, où il eut cinq enfans; Joseph-Marie, l'aîné, a rendu célèbre le nom de Wronski, que son père et ses sœurs n'ont jamais porté, et dont on ignore l'origine.

Le jeune Hoëné fut admis, à l'âge de treize ans, à l'école des cadets de Varsovie. A seize ans, il était officier d'artillerie dans l'armée insurrectionnelle commandée par Kosciusko. Pendant le siège de Varsovie, il pointa un obusier avec tant de bonheur, ou tant d'adresse, qu'il incendia un grenier à foin, voisin du magasin à poudre, dont l'explosion causa un grand désordre parmi les assiégeans. A cette occasion, une montre en or lui fut offerte par le général en chef. L'armée polonaise succomba sous des forces supérieures, russes et prussiennes; Hoëné fut fait prisonnier, et préféra à la Sibérie le grade de major dans l'armée russe. Appelé à Saint-Pétersbourg, il désira entrer dans la marine et y renonça à cause de la faiblesse de sa santé. A l'âge de dix-huit ans, il était colonel et commandait un régiment à Wilna; Wronski explique cet avancement rapide par l'amitié du maréchal Souvaroff, qui souvent se plaisait à causer avec lui.

Ayant appris que Dombrowski organisait à Nice une légion polonaise, incorporée à l'armée française, il donna sa démission, et partit pour s'y enrôler. En traversant l'Allemagne, il s'arrêta dans une université, probablement à Königsberg, et, tout en étudiant le droit public, avec le désir de devenir diplomate, il se passionna pour la philosophie de Kant, et en adopta pour toujours le vocabulaire qui peut-être fut une des causes de sa renommée,

mystérieuse et bruyante. Wronski étudia les sciences mathématiques, on ne sait sous quel maître. Il serait facile à l'Académie de Cracovie, curieuse aujourd'hui de Wronski, de rechercher son nom, Hoëné ou Wronski, sur les registres des universités, en 1798 et 1799.

Hoëné Wronski, après deux ans d'études, se dirigea vers Marseille, où il s'engagea dans la légion polonaise, alors sans emploi. Il continua ses études, et commença ses travaux. Les devoirs d'officier lui laissaient du loisir; il donnait des leçons et enseignait tout ce qu'on voulait apprendre : langues anciennes, langues modernes, — il en savait douze, — sciences mathématiques ou physiques, philosophie et morale, il était prêt à tout; mais ses élèves étaient rares; il vivait pauvrement. C'est à Marseille que Wronski forma le projet de remonter au premier principe, et de réformer le savoir humain. Wronski a vécu soixante-quinze ans; jusqu'à son dernier jour, il a conservé les espérances et les illusions de sa jeunesse; aucune contradiction n'apparaît entre les promesses de 1803 et les résultats annoncés à l'univers, souvent dans les mêmes termes, dans les derniers jours de sa carrière. Sans parler de son premier ouvrage, *le Bombardier polonais*, dont il n'existe plus d'exemplaire, nous rencontrons d'abord sous le nom de Wronski un mémoire d'astronomie envoyé à l'Académie des Sciences de Paris, en l'an IX (1801), puis, en 1803, un ouvrage publié par livraisons : *Philosophie critique découverte par Kant, fondée sur le dernier principe du savoir humain.* On annonçait quarante-huit livraisons, on s'arrêta à la troisième, faute de lecteurs sans doute, et d'acheteurs. Le premier ouvrage de Wronski eut le sort de la plupart des autres; les exemplaires, vendus à la livre, s'écoulèrent chez les épiciers; c'est pour cela qu'ils sont rares et se payent très cher.

« En 1803, a écrit Wronski vingt ans après, j'avais déjà découvert le principe de toute réalité, nommément L'ESSENCE DE L'ABSOLU; l'humanité n'était pas préparée à accueillir et à comprendre une doctrine si importante et si haute. » On comprend, en parcourant les trois livraisons dont notre Bibliothèque Nationale possède deux exemplaires, qu'elles aient découragé les lecteurs. Wronski, déjà très obscur, n'était pas encore célèbre; incertain dans sa voie, dès la seconde livraison, il abandonne le programme développé dans la première. Le style est décourageant. La définition qu'il donne des mathématiques ne fait

pas prévoir le bruit que devaient faire ses écrits sur l'algèbre.

« L'ensemble de toutes les déterminations possibles de l'espace est l'objet des mathématiques; c'est même leur seul objet; L'arithmétique ou l'ensemble de toutes les déterminations arithmétiques possibles, que s'attribuent les mathématiques, ne leur appartient qu'en tant que les conceptions et les déterminations sont susceptibles d'une construction dans l'espace. »

Les définitions sont libres, mais à la condition de définir quelque chose.

Le principe que Wronski a trouvé déjà, mais qu'il promet sans le faire connaître, doit porter en lui, il le déclare, le maximum de certitude. Tout scepticisme par rapport à ce qui est fondé sur ce principe doit être impossible.

Si cette promesse avait été donnée au début, elle aurait sans doute piqué la curiosité, mais Wronski, par son style étrange, avait perdu déjà la confiance de ses lecteurs. Dans la troisième livraison, on lit :

« Le caractère positif de la déterminabilité ne saurait être reconnu que par une conclusion infinie, c'est-à-dire par l'analyse des relations de tous les objets de nos connaissances, relations qui, vu le nombre indéfini des combinaisons possibles, constituent indéfinie la conclusion par analogie en question. »

On conçoit l'hésitation des lecteurs et la retraite des acheteurs.

Ce premier insuccès, sans décourager Wronski, le décida à changer de voie. La science tout entière pouvant se déduire du principe dont il se réservait le secret, peu importait l'ordre des révélations. Il voulut commencer par les mathématiques, pour y rattacher l'astronomie, la mécanique, la physique et la morale, et lorsque des résultats majeurs auraient imposé confiance, révéler les vérités éternelles et la philosophie absolue, en se dispensant de donner les preuves qui doivent rester cachées.

Wronski, en abordant les sujets les plus divers, ne raisonnait pas et ne déduisait pas, il voyait! Si ses intuitions sont vraies, aucun génie n'a égalé le sien; mais si elles le trompent, que reste-t-il?

Après avoir médité sept ans, loin des applaudissemens des hommes, — c'est un sacrifice dont il se vante, — il appliqua sa méthode, et son mystérieux principe, aux théories les plus compliquées de l'algèbre, et présenta à l'Institut un mémoire sur l'algorithmie, mot nouveau, et fort inutile, que Lacroix cependant

approuva. La loi suprême des mathématiques était contenue dans l'œuvre de Wronski, mais lui seul, à cette époque, pouvait la saluer de ce nom; aujourd'hui, il ne reste personne. Lagrange et Lacroix, chargés d'examiner le mémoire, déclarent, en termes bienveillans, qu'ils n'ont pas compris les démonstrations, et que les résultats n'ont pas l'importance que l'auteur leur attribue; il leur est impossible de proposer à l'Académie une approbation sans réserve.

Un géomètre distingué, Abel Transon, très désireux d'admirer Wronski, et, circonstance singulière, ancien saint-simonien, comme l'était Villarceau, n'ignorant pas que Wronski prodiguait à leur doctrine l'injure et le dédain, a vivement reproché à Lagrange de n'avoir pas étudié avec plus de persévérance les démonstrations de Wronski. La formule est exacte, un géomètre illustre, Cayley, l'a démontré soixante ans plus tard; le rapport trop sévère présenté à l'Institut a pesé injustement sur toute la carrière de Wronski.

Abel Transon exagère. Si l'on a mis soixante ans à découvrir l'exactitude du développement en série, qu'il a plu à Wronski de nommer *la loi suprême*, c'est que, vrai ou faux, les géomètres n'y attachaient aucune importance. Ni avant, ni après le témoignage favorable de Cayley, aucun d'eux n'en a fait usage.

Wronski a protesté pendant toute sa vie; il n'en faisait pas moins du rapport de Lagrange, par une supercherie qui lui fait peu d'honneur, la preuve authentique et incontestable de son génie mathématique.

Le rapport présenté à l'Institut — Wronski l'écrivait trente ans plus tard — est un incroyable faux scientifique. Pourquoi? Les commissaires, en termes très bienveillans, avaient traité le mémoire de Wronski d' « Essai contenant des idées nouvelles et très générales »; c'est là ce qui doit exciter l'indignation de toute âme honnête. Son mémoire n'est pas un essai!

Wronski, on le voit, et il n'y a pas sujet d'étonnement, est beaucoup plus sévère que Transon; en même temps, il était habile. Dans ce rapport inique, et que Transon a déclaré écrasant, Wronski a détaché une phrase et l'a reproduite sans cesse (en lui faisant subir une altération profonde) comme un témoignage solennel de son génie.

Lacroix avait écrit : « Ce qui frappe vos commissaires dans le Mémoire de M. Wronski, c'est qu'il tire de sa formule toutes

celles que l'on connaît *pour le développement des fonctions.* » Wronski commença, quand il citait cette phrase, par supprimer les mots que nous avons écrits en lettres italiques. Au lieu de reproduire une classe très restreinte de formules mathématiques, sa loi suprême les reproduisait toutes ; il faisait plus encore : après avoir retranché, il ajoutait et insérait dans sa citation, sans que rien pût faire soupçonner leur origine, ces mots écrits le plus souvent en lettres capitales : c'est-à-dire toutes les mathématiques modernes.

C'est dans ces termes que la phrase de Lacroix, invariablement attribuée à Lagrange, est reproduite plus de cinquante fois dans les œuvres scientifiques, philosophiques, ou même politiques et religieuses de Wronski ; elle en est comme le refrain et la marque presque à l'égal du sphinx gravé sur la première page.

Quelquefois même, Wronski remplaçait la citation par une traduction libre. Il écrivait par exemple : « Lagrange a forcé l'Institut à reconnaître l'importance capitale de la révolution apportée dans les mathématiques par le mémoire de 1810. »

Wronski présenta à l'Institut deux autres Mémoires sur les mathématiques. L'un d'eux, renvoyé à Legendre et à Arago, fut traité plus sévèrement encore que le premier. Arago, en déclarant comme ses confrères que les commissaires n'ont pas réussi à comprendre les démonstrations de Wronski, laisse deviner qu'il ne lui semble pas que l'auteur ait désiré être clair.

Wronski, dans un troisième Mémoire, croyant frapper un coup décisif, proposa une méthode pour résoudre les équations de tous les degrés. Poisson déclara publiquement qu'il n'y avait trouvé que des rêveries.

On peut, à l'occasion de ce Mémoire, adresser à Wronski un grave reproche. Après avoir fait imprimer sa méthode, il a déclaré publiquement qu'il s'en réservait le secret.

« J'ai gardé secrète cette démonstration, écrivait-il quatre ans après l'avoir mise en vente, par des raisons de la plus haute importance, afin de ne la publier qu'en temps opportun. Eh bien, si quelque souverain m'offrait un million ou même plusieurs millions pour donner actuellement aux hommes cette importante découverte, je déclare que ce prix ne serait pas accepté. »

Les acheteurs du livre, qui, pour y trouver cette démonstration promise par le titre, s'épuisaient en vains efforts, avaient droit de lui dire : Vous nous vendez six francs l'espoir d'apprendre

à résoudre toutes les équations, et si nous n'y comprenons rien, vous l'avez solennellement déclaré, c'est parce que vous avez retenu frauduleusement pour plusieurs millions de vérités et de formules!

Dans une méthode dont l'auteur, en la publiant, veut retenir le secret, Poisson était excusable de ne voir que des rêveries.

Wronski renonça pour toujours à ses espérances académiques, dénonçant à toute occasion l'*abrutissement* philosophique des savans officiels. Les jugemens suivans sont copiés dans ses écrits.

Laplace a fait l'aveu de son insuffisance. Poisson n'est connu que par des bévues. Legendre n'a rien fait pour que son nom soit prononcé dans l'histoire de la science. Biot, Servois, Arago et autres mathématiciens pareils ne méritent pas d'être mentionnés. Si Le Verrier a découvert une planète, le mérite n'est pas grand, il s'est servi des méthodes de Wronski, car il n'y en a pas d'autres. Cauchy a publié, comme de lui, une méthode qui est un cas particulier de celles de Wronski. Thomas Young est un ignorant et un plagiaire. On lui a parlé d'un nommé Liouville, mais ce nom est complètement inconnu dans la science.

Si les savans officiels l'ont méconnu et pillé, la nation française lui a rendu justice en le désignant par *la voix publique* à la place honorable de chef de l'instruction nationale.

Par *la voix publique* signifie qu'à la retraite de Royer-Collard un journal a donné son nom parmi ceux des candidats possibles.

Wronski, dans une lettre adressée à la Société royale de Londres, se glorifie de l'hommage rendu à ses découvertes par les savans non privilégiés; il cite les *Annales de mathématiques* publiées à Montpellier dans lesquelles Gergonne lui a rendu justice. Si les savans anglais ont consulté la collection des *Annales*, ils y ont lu, sous la signature de Gergonne: « Si M. Wronski persiste à s'entourer de ténèbres, s'il se borne à expliquer des énigmes par d'autres énigmes, si, en un mot, il néglige de légitimer des assertions par des calculs rigoureux, je suis autorisé à penser qu'il écrit dans des vues étrangères à la science, et fondé à ne plus m'occuper de ses productions. » Gergonne n'est pas une grande autorité; mais il s'agit de la bonne foi de Wronski.

Wronski avait quitté Marseille et vivait pauvrement à Paris; il donnait des leçons peu payées, et, toujours endetté chez son imprimeur, manquait chez lui du nécessaire; il était marié. Sa

fille malade mourut sans qu'on pût lui donner les soins qui peut-être l'auraient sauvée.

Philippe de Girard, le célèbre inventeur, admirateur et ami de Wronski, presque aussi pauvre que lui, lui présenta un commerçant de Nice nommé Arson, qui, se retirant des affaires avec une vingtaine de mille livres de rentes, non, comme on l'a dit, avec une grande fortune, avait un immense désir de s'instruire et la secrète ambition de devenir célèbre. Arson, petit-fils de M. Jourdain, ressemblait plus encore à Orgon. Wronski devint son maître de philosophie; il rencontrait bien; Wronski savait tout! Wronski rencontrait mieux encore, Arson admirait tout!

Lorsqu'il se présenta pour donner sa première leçon, les vêtemens de Wronski accusaient la plus affreuse misère. Arson lui donna cent francs, et trois cents autres francs à la fin de la semaine, pour lui permettre de s'habiller. Arson, inondé de joie, était transporté par Wronski dans un monde nouveau; il sentait son esprit s'élever et grandir et ouvrait sa bourse avec reconnaissance. Wronski y puisait largement. Quelques affaires exigeant sa présence à Nice, Arson pria son maître d'accepter quelques billets payables de mois en mois, pour que de misérables préoccupations d'argent ne troublassent pas ses méditations.

Peu de temps après, Arson recevait de Wronski une lettre qui l'alarma fort. Wronski, averti par un coup de sang, redoutait une mort prochaine; il mettait dans son ami sa seule espérance, et, en cas de malheur, le suppliait de continuer à son épouse chérie une partie des bienfaits dont il était l'objet.

Arson lui envoya, avec sa réponse, un crédit illimité chez ses correspondans de Paris.

Lors du retour d'Arson, Wronski avait besoin de repos; il continuait ses découvertes, les faisait imprimer aux frais d'Arson, mais n'avait plus le loisir de lui donner de leçons. Il consentait cependant à partager chaque soir le dîner de son élève, et daignait quelquefois lui parler de philosophie; la reconnaissance d'Arson était sans bornes. Il autorisait son maître à faire imprimer à ses frais tout ce qui importait à l'avenir de l'humanité. Non seulement Wronski n'y mettait aucune réserve et publiait sans choisir ce qu'il écrivait sur tous les sujets, mais il commanda à un artiste habile le dessin d'un sphinx surmonté d'un zodiaque symbolique, envoya à Arson une note de six cents francs, et le sphinx, à partir de ce jour, figura en tête de tous ses écrits.

Les leçons furent reprises, puis interrompues brusquement par une lettre de Wronski, déclarant à son élève que les résultats qu'il lui communiquait, obtenus par de longs et pénibles travaux, valaient, même au taux commun, tout ce qu'il lui avait donné et offert; il lui faisait comprendre, et ne tarda pas à lui déclarer, que s'il n'assurait pas son avenir, il se séparerait de lui. Arson, qui jamais n'avait refusé aucune de ses demandes, lui offrit une pension de cent louis, sans compter les frais d'impression de ses ouvrages. Wronski, indigné d'une telle mesquinerie, lui fit redemander la malle déposée chez lui, dans laquelle se trouvaient des papiers d'une valeur incalculable. Arson, ne pouvant se passer de l'aliment spirituel nécessaire à sa vie, lui assura 3 000 francs pendant cinq ans, et lui remit dix-sept billets de 4 000 francs chacun, payables d'année en année, jusqu'en 1830; il paya en outre les dettes de son maître, loua pour lui un appartement modeste, convenable pour un philosophe, et l'autorisa à le meubler. Wronski lui envoya une note de 10 000 francs. Mme Arson, très mécontente, on le devine, était retournée à Nice. Wronski, au lieu d'aller dîner chaque jour chez Arson, comme il en avait pris l'habitude, le conduisait au Palais-Royal, commandait un dîner chez Véry ou Véfour, alternativement, quelquefois chez les frères Provençaux, et Arson payait sans rien dire. Il faisait cependant de tristes réflexions; il se sentait entraîné vers sa ruine, et Wronski le traitait en véritable esclave. Wronski a expliqué ses motifs : « Si les bénéfices futurs l'engageaient (Arson devait toucher 6 pour 100 sur la vente des œuvres de Wronski), je devais le considérer comme un simple entrepreneur, et le traiter comme tel, pour ne pas compromettre la dignité du savoir; si c'était réellement le bien de l'humanité qui l'engageait, je ne pouvais le considérer que comme un disciple, auquel j'avais donné un bien infini, dont il me devait une obligation infinie. »

Arson s'échappa, retourna à Nice, et cessa d'envoyer de l'argent. Wronski, le traitant en associé infidèle, réclama le payement immédiat de tous les billets, et la *restitution* des *dépôts* que, d'après les reçus d'Arson, il avait faits chez lui en espèces sonnantes.

Arson voulut résister, un procès s'engagea.

Le dénouement est plus comique que celui de Molière. Orgon, je veux dire Arson, était, dès qu'il le voyait, fasciné par son

maître. Wronski eut un éclair de génie. Il adressa publiquement à Arson deux questions :

« Ce que je vous ai enseigné vaut-il les sommes déboursées et promises par vous?

« Ce que je réclame m'est-il légitimement dû?

« Répondez oui ou non. Si vous dites non, je vous rends vos billets en vous abandonnant à vos remords. »

Arson répondit oui et paya.

On plaignit Arson, on l'admira, en riant un peu ; et le public tout entier se souleva contre Wronski. Arson fort appauvri ne regrettait qu'une chose : il ignorait encore l'ABSOLU dont la réalité entrevue restait sa consolation et son refuge.

Wronski, dont l'imagination égarait souvent la mémoire, écrivait trente ans après : « L'existence de la vérité sur la terre fut révélée en 1818 par le fameux oui ou non, par lequel l'auteur de la réforme du savoir humain laissait à un riche disciple, nommé Arson, la faculté d'avouer ou de nier la valeur des vérités nouvelles pour lesquelles il s'était engagé à lui payer une somme de cent mille francs. Le disciple, qui d'abord fit un grand scandale, finit par prononcer formellement le oui, et par payer la somme qu'il devait, en déclarant que, par ce scandale, il avait voulu attirer sur les hautes vérités nouvelles l'attention du public pour l'éveiller de sa léthargie intellectuelle. » Dans un pamphlet publié en 1824, Wronski avait eu l'audace d'écrire :

« Wronski fut dépouillé de sa fortune par un infidèle dépositaire, le nommé Arson... »

En apprenant ces accusations, Mme Arson a pu s'écrier comme Dorine :

> Un gueux, qui, quand il vint, n'avait pas de souliers,
> Et dont l'habit entier valait bien six deniers !

Cela était vrai à la lettre. En se présentant chez Arson, Wronski portait des sabots ; il est odieux de le lui reprocher, mais il rend la tentation trop forte.

Wronski, glorieusement enrichi par le foudroyant *oui* ou *non*, dépensa sans compter, fit imprimer brochures sur brochures, commanda des instrumens astronomiques, fit fabriquer des modèles de machines qui se rouillèrent au grenier, vécut largement, et se vit de nouveau menacé de la misère. Il partit pour Londres réclamer les prix considérables promis par le Parlement aux sa-

vans dont les découvertes perfectionneraient la navigation. A toutes les questions proposées, Wronski apportait des réponses rigoureuses, mathématiquement démontrées et déduites du principe universel où tout est contenu. Ces découvertes trouvèrent au Bureau des longitudes de Londres le même accueil que les Mémoires sur l'algorithmie à l'Institut de France. On déclara ne pas les comprendre; blessés par ses réclamations et ses accusations incessantes, les savans anglais cessèrent de s'occuper de lui. Les promesses du Parlement étaient donc un mensonge et un leurre! On refusa même, n'était-ce pas le comble de l'iniquité? de payer, en même temps que son voyage et ses frais de séjour à Londres, l'impression des pamphlets dans lesquels il accusait les savans anglais d'ignorance crasse et de mauvaise foi. Pour les mettre évidemment dans leur tort, — il le déclare dans un de ses pamphlets, — il avait eu soin de garder en réserve *le véritable Mémoire scientifique*. Le bureau avait donc condamné la théorie sans la connaître!

Le bureau avait simplement déclaré qu'il lui était impossible de comprendre. L'*espièglerie* de Wronski, pour nous servir d'une expression qu'il a appliquée à Laplace, le justifie complètement.

Les découvertes pour lesquelles plus de cent mille francs étaient promis et, suivant Wronski, légitimement dus, formaient des chapitres d'un traité de mécanique céleste encore inédit aujourd'hui et commencé à Marseille en 1803.

Quelques fragmens ont été publiés et curieusement étudiés. Yvon Villarceau a publié un Mémoire intitulé : *Mécanique céleste : Exposé des méthodes de Wronski;* mais, satisfait d'avoir aperçu, non sans peine, la manière dont Wronski décompose les forces appliquées à une planète, il ajoute : « Nous n'essaierons pas de faire comprendre comment procède Wronski, nous avons dû renoncer nous-même à le comprendre. » Villarceau procède ensuite à la recherche des résultats en employant les méthodes connues, et constate que, légèrement modifiés, ils s'accorderaient avec ceux de Wronski. M. Dickstein, chargé par l'Académie de Cracovie d'examiner et de classer les manuscrits inédits de Wronski, sans garantir l'exactitude des méthodes et des résultats proposés dans sa *Mécanique céleste*, en signale l'originalité, et ajoute qu'après tant d'années écoulées, il serait intéressant et important pour la science de trouver la clef des théories de Wronski.

Nous verrons peut-être bientôt paraître la *Mécanique céleste*

de Wronski. Le temps n'a pu en diminuer la valeur, car ses méthodes construites *a priori* ont eu d'abord toute leur perfection. Sa théorie correspond à la réalité. Sa loi est universelle. Le système des vérités fondamentales est immuable et absolu ; ni les découvertes nouvelles, ni les progrès de la science, ne peuvent amener ni changement ni généralisation.

Telle est l'opinion, telles sont les promesses de Wronski, et les espérances de ses derniers admirateurs. Avant cependant de publier les quatre volumes, il serait prudent à ceux qui les possèdent de commencer par en essayer l'étude. Il est aisé, d'ici là, de consulter ce que Wronski a publié, et de chercher quelle confiance il mérite.

Dans une épître à l'empereur Nicolas, publiée vers la fin de sa vie, Wronski a résumé, pour s'en faire honneur, ses travaux de mécanique céleste. Par déférence sans doute pour le personnage auguste auquel il s'adresse, il daigne s'expliquer clairement. Le vague de ses principes et l'absurdité de ses résultats apparaissent à découvert sans qu'aucun doute soit possible.

Nous avons cité quelques lignes de lui pour montrer combien il est obscur ; citons les suivantes, dans lesquelles il est malheureusement trop clair :

« Pour peu que l'on réfléchisse sur le mouvement des corps célestes, on reconnaît qu'il ne saurait subsister avec une stabilité permanente s'il n'existait dans ces corps deux forces opposées qui les retiennent en équilibre réciproque. Il faut en effet, et on le conçoit *a priori*, d'abord, qu'il existe entre ces corps une *force active* de jonction, provenant de la gravitation universelle qui empêche leur écartement indéfini, et ensuite qu'il existe entre les mêmes corps une *force inerte* de séparation, provenant de leur mouvement, qui, par lui-même, ne peut changer de direction. »

Le langage de Wronski n'est pas celui de la science et, par son manque de précision, rendrait tout raisonnement impossible. Que signifie l'égalité, permanente ou non, entre une force d'attraction et l'inertie, qu'il désigne sous le nom de force, sans pour cela en changer la nature ? Wronski fait de cette égalité impossible, comme serait celle d'une longueur à un poids, la LOI FONDAMENTALE de la Mécanique céleste.

« Il ne nous reste, ajoute-t-il, qu'à déterminer avec précision chacune des deux forces primordiales, et à fixer le lien téléologique de leur égalité permanente, pour avoir l'expression scien-

tifique de la loi fondamentale de notre nouvelle Mécanique céleste, et pour pouvoir de cette expression scientifique déduire avec la même précision les expressions également scientifiques de toutes les lois qui régissent les différens systèmes du monde. »

C'est-à-dire qu'il reste tout à faire, car il n'a rien fait encore. En suivant cependant son exposition, on acquiert la preuve de son ignorance en mécanique. « Laplace, dit-il, dans sa *Mécanique céleste*, dit que la force centrifuge d'un corps qui se meut librement dans une courbe, est, dans un point quelconque de cette courbe, égale au carré de la vitesse divisé par le rayon de courbure. »

Ce n'est pas Laplace qui dit cela, ce sont tous les géomètres depuis Huyghens et Newton, et après eux tous les écoliers.

Wronski s'y refuse, et ajoute : « Comme s'il pouvait exister une force centrifuge sans une force centripète correspondante! Et si l'on décomposait l'action qui s'exerce sur ce corps en deux composantes, dont l'une serait dans la direction du rayon du cercle osculateur, celle-ci ne serait pas nécessairement égale à la prétendue force centrifuge, *parce que ce mouvement provient d'une impulsion primitive qui est étrangère ou hétérogène par rapport à l'action centrale, de laquelle résulte le mouvement dans la courbe.* »

Tout écolier d'une université, quelle qu'elle soit, y compris celle de Cracovie, ou d'une école scientifique quelconque, qui reproduirait ces dernières lignes devant des examinateurs, si indulgens qu'ils fussent, se ferait renvoyer immédiatement, comme manquant de respect à ses juges. Pour donner un exemple et une preuve de la supériorité de ses méthodes, Wronski cherche la trajectoire produite par une force agissant, comme il arrive, dit-il, pour les étoiles, suivant une loi autre que celle de Newton, réservée au système solaire; il accuse les académiciens de Paris, — pourquoi plutôt que ceux de Saint-Pétersbourg ou de Berlin? ils sont tous d'accord, — d'avoir, sur ce sujet, donné des formules fausses. « Ainsi, pour une attraction inversement proportionnelle au cube de la distance, les académiciens de Paris ont trouvé une spirale. Notre loi primordiale forme une ellipse très régulière dans laquelle l'astre qui exerce l'attraction est placé au centre de cette ellipse. »

La méthode de finalité est jugée par là; il faut nécessaire-

ment qu'elle prête à l'astre considéré une force intérieure qui peut tout expliquer, et par conséquent n'explique rien.

L'attraction proportionnelle à la distance qui, suivant les académiciens de tous les pays, fait décrire une ellipse, donne lieu, dans la théorie téléologique de Wronski, à une orbite IMAGINAIRE !

Wronski quitta l'Angleterre, dépouillé et ruiné, en dénonçant à la postérité la résistance *perverse* des savans privilégiés de l'Angleterre, plus ignorans encore et plus injustes que ceux de France. Il se plaignait surtout de Thomas Young, qui, trop ignorant pour comprendre ses méthodes, mais assez perspicace pour en deviner l'importance, les avait publiées sous son nom.

Wronski, cependant, inventait toujours, et déduisait de sa loi secrète, en même temps que des vérités philosophiques, politiques ou religieuses, dont dépendait le salut du genre humain, quelques découvertes industrielles qui pouvaient changer la face du monde. L'absence de preuves, celle de précision aussi, reste chez lui un parti pris; le point essentiel est toujours réservé.

Wronski a proposé la réforme des machines à vapeur, fondée expressément sur la découverte des *vraies lois des forces et de la matière.*

Citons-le textuellement :

« Pour parvenir à cette détermination, il faut reconnaître deux élémens primordiaux, l'un planétaire, que nous désignerons par N, et qui fixe dans chaque planète et ses satellites, quand elle en a, l'intensité primitive de la force MÉCANIQUE dans la matière générale de cette planète; et l'autre, hyléique, que nous désignerons par λ, et qui, en constituant la température absolue ou normale de toute matière spécifique, forme la base de la QUALITÉ CHIMIQUE. »

On croit entendre Sganarelle. Nous prend-il pour des Gérontes?

Wronski a découvert le mouvement perpétuel.

« La seule chose, dit-il, que nous devons faire connaître pour caractériser la machine nouvelle, c'est qu'elle offre, dans toute l'exactitude théorique de cette expression, une véritable génération indéfinie de la force, et c'est pour cette raison que nous la nommons dynamogène. »

L'étude des machines à vapeur conduit à celle des moyens de locomotion. Les chemins de fer et les locomotives, à peine intro-

duits alors en France, forment un système barbare; il y aurait désormais, après qu'il a découvert les véritables principes de la locomotion, l'un ou l'autre, une profonde ignorance ou une profonde immoralité, à vouloir persister dans les barbares constructions, et dans la fausse exploitation des chemins de fer.

Sur l'annonce des résultats promis, la compagnie des Messageries générales s'engagea, par un traité authentique, à lui payer 1 000 francs par jour, pendant dix-sept ans, à partir du jour où, réalisant ses promesses, il leur permettrait d'exploiter deux mille postes par jour, dans les conditions mathématiquement démontrées.

La compagnie mettait à sa disposition des ouvriers et des constructeurs pour les expériences et les essais. — Des expériences! disait Wronski, des essais! à quoi bon? mes calculs sont rigoureux, et mes principes mathématiquement démontrés. L'Institut, sur le rapport de Lagrange, a été forcé d'avouer que j'avais transformé les mathématiques. Ouvrez-moi un crédit de 1 000 francs, chez l'imprimeur, et je publierai un mémoire, après la lecture duquel aucun doute ne pourra subsister. — La compagnie insista pour des expériences et des essais, Wronski refusa, et se crut autorisé à dire, et à répéter, qu'il avait refusé de son invention 2, 3 ou 4 millions, suivant la manière dont il calculait l'escompte des 1 000 francs par jour, mis à sa disposition.

Après des tentatives infructueuses avec des mécaniciens presque aussi pauvres que lui, il s'associa avec un entrepreneur qui se disait riche, mais qui disparut quand il connut mieux l'invention. Wronski lui intenta un procès, et le perdit.

Wronski s'adressa alors aux Assemblées législatives et au ministre des travaux publics, qui le renvoya devant une commission d'inspecteurs généraux des ponts et chaussées. Les conférences durèrent plus d'un an. La commission, comme l'avait fait la compagnie des Messageries, exigeait des expériences, et voulait voir les modèles. Wronski s'en indignait. — Des expériences! disait-il; à quoi bon? vérifie-t-on le carré de l'hypoténuse? Mes inventions sont mathématiquement démontrées. Des modèles! pourquoi? probablement afin de pouvoir, par la critique facile des clous, des vis, et des autres élémens matériels qui entrent dans la fabrication des modèles, réfuter les nouvelles lois mécaniques qui constituent la réforme. — Et il ajoutait : « Il existe deux moyens pour reconnaître la vérité; l'un par la science,

l'autre par l'expérience. Les membres de la commission, en se déclarant des *hommes pratiques*, reconnaissent leur incompétence scientifique. »

Pendant le reste de sa vie, il a répété : « Le corps des ponts et chaussées a reconnu officiellement son incompétence *dans les questions de hautes mathématiques*. »

Le principe universel de Wronski condamnait les expériences : « Deux voies sont ouvertes aux hommes. L'une en partant de la loi, comme œuvre de l'homme, pour en DÉDUIRE le fait, qui existe indépendamment de lui; l'autre en partant du fait, étranger à l'homme, pour en INDUIRE la loi, comme présomption de ce qu'il aurait dû créer lui-même. La première voie, la voie de la déduction des faits, est la méthode rationnelle ou didactique, c'est la voie de la réforme de la science que j'ai réalisée. La seconde, la voie de l'induction des lois, est la MÉTHODE EXPÉRIMENTALE, ou empirique, c'est celle qui, comme simple préparation, a été suivie jusqu'à ce jour. » Wronski était plus cartésien que Descartes. Il a révélé le principe nouveau dont des ingénieurs ignorans et défians voulaient la preuve expérimentale.

« Dans la mécanique rationnelle, et spécialement dans sa partie dynamique, telle qu'elle dérive de sa présente loi fondamentale, on n'a, jusqu'à ce jour, considéré encore que le mouvement des corps provenant d'une *impulsion extérieure*, et constituant ainsi un véritable MOUVEMENT INERTE. Cependant, des corps qui portent en eux-mêmes leurs forces motrices, peuvent se mouvoir par une *impulsion intérieure*, et peuvent ainsi exercer une espèce de MOUVEMENT SPONTANÉ. Et l'on conçoit que les lois de ce mouvement spontané doivent, à plusieurs égards, par exemple dans leur limitation, être différentes des lois que suit le mouvement inerte. »

On a peine à comprendre la patience des ingénieurs. Wronski était un grand géomètre, ses découvertes avaient étonné Lagrange, l'Institut en avait authentiquement déclaré l'importance; ils le croyaient et ne voulaient pas discuter ses étranges principes : ils insistaient pour les mettre à l'épreuve. Wronski déclara enfin que, pour les convaincre, il allait faire devant eux une expérience; on prit jour, non sur le terrain, mais dans la salle ordinaire des réunions. Wronski se présenta avec deux thermomètres dont il annonçait l'accord parfait. — Mais, dit le président,

il ne s'agit pas de mesurer des températures! — Qui peut le plus, peut le moins, répondit Wronski, le problème *pratique* que j'ai résolu est plus difficile que celui de la locomotion.

Quant à l'expérience, pour la faire, il suffirait de lui accorder la concession du chemin de Dijon à Mulhouse; il demanderait la permission de l'étendre jusqu'à Genève.

Le chemin de Chartres à Rennes; il se chargerait de l'étendre jusqu'à Brest.

Le chemin de Lyon à Grenoble.

« Je prie, disait-il, qu'on me permette d'y ajouter le chemin de Clermont à Nîmes et à Montpellier. »

Les routes existantes devaient lui suffire; c'est sur elles qu'il comptait appliquer ses nouveaux procédés de locomotion, tant spontanée qu'inerte, révélés par sa réforme scientifique.

Les chemins de fer existans ne pourraient soutenir la concurrence; n'était-ce pas la preuve de la supériorité de ses inventions?

En revanche, en profitant de la construction de leur voie, en supprimant leurs rails, leurs locomotives et leurs wagons, et introduisant sur ces voies horizontales ses procédés de locomotion, ils rendront impossible la concurrence de ces mêmes procédés nouveaux sur les routes ordinaires!

La commission, à bout de patience, adressa au ministre un rapport défavorable, ne pouvant conseiller *l'application industrielle de la théorie scientifique dont Wronski était l'auteur*.

La pétition de Wronski aux Chambres donne une idée presque intelligible de ses théories et de son système.

On rencontre au début une énigme qu'il faut transcrire: « La première partie de la résistance, celle qui est causée par le frottement de l'essieu contre le moyeu du char, et, comme telle, cette partie de la résistance est indestructible. Aussi, le minimum possible du frottement qu'exerce le moyeu d'une poulie ou d'une roue, sur un essieu fixe, étant entre 1/14 et 1/15 du poids qu'elle sert à élever, la partie essentielle et indestructible de la résistance que cause pour un char le frottement du moyeu de ses roues contre leurs essieux mobiles, se trouve, *a priori*, former le carré de cette quantité, savoir un nombre compris entre 1/196 et 1/225 du poids qu'elle doit transporter. » Cette élévation au carré, sans raison ni prétexte, d'une force qu'on vient de calculer, ressemble à un mauvais rêve. Wronski oublie, de plus, le principe du

mouvement du centre de gravité. Les résistances qui s'exercent entre l'essieu et le moyeu ne produisent aucun effet direct sur le centre de gravité, et, par conséquent, sur l'ensemble du système.

La rotation directement imprimée aux roues d'une locomotive, peut, sous certaines conditions (que Wronski nomme *monstrueuses*) imprimer aux chars une vitesse considérable. Le point d'appui qu'offre le frottement des roues d'un char, dans ce grossier procédé, est tellement faible, qu'il faut, pour obtenir le mouvement du char, opérer sur un plan horizontal. Nous sommes donc ramenés, par ce prétendu progrès, aux temps barbares des gigantesques voies des Romains.

Cet étrange reproche doit rester sans réponse.

Wronski ignore les lois du frottement; il n'espère pas que les locomotives puissent jamais gravir de grandes pentes, et il a raison, mais il admet qu'on pourrait accroître la résistance en accroissant la vitesse de rotation : c'est une erreur.

Wronski pose enfin le problème qu'il prétend avoir résolu : conserver par sa propre inertie le mouvement du char en la soustrayant aux obstacles accidentels que présentent les voies au chariot, et, cela, sans toucher en rien à ces voies, pour ne pas retomber dans les chemins de fer.

Wronski obtient la solution complète en « isolant ou en rendant indépendant l'essieu qui porte le char, des jantes des roues sur lesquelles roule cet essieu et le char entier. »

Le doute est impossible. Wronski veut soustraire le char à la résistance du sol, non pas en la diminuant, comme on fait au moyen des roues, ni même en changeant sa direction, comme dans les locomotives, mais en obtenant l'indépendance des deux parties d'un même système.

Quand la gracieuse Camille courait sur les épis sans courber les tiges, elle avait certainement fait préparer ses sandales par un précurseur de Wronski.

« Toute réalité dans ce monde peut être déterminée d'avance par des conditions rationnelles, et fixée par des considérations scientifiques. »

Wronski a appliqué ce principe au calcul des probabilités :

« En faisant abstraction, dit-il, de la simple probabilité logique dont on ne peut que peser subjectivement les conditions, et en ne considérant que la probabilité mathématique, dont on peut

calculer objectivement les conditions, il faut remarquer que, dans cette science des probabilités, dont les différentes branches, soit progressives ou purement logiques, soit régressives ou étiologiques, ont déjà été explorées suffisamment, les savans n'ont encore aperçu que le pur MÉCANISME dans la production des faits, c'est-à-dire le simple FAIT DU HASARD, qui est l'aveugle destin dans cette production. Cependant, lorsque les lois d'une pareille production impliquent une véritable INDÉTERMINATION comme c'est ici le cas, et lorsque, par conséquent, le plus grand désordre dans cette production serait possible, en tant que, dans le pur mécanisme du hasard, rien ne saurait faire cesser cette indétermination, il faut, pour la FINALITÉ de la création, c'est-à-dire pour la détermination finale ou téléologique du hasard, postuler l'existence d'une LOI qui le régisse universellement. »

Il ne sera pas inutile peut-être de traduire en français. TOUT, dans ce monde, est déterminé et soumis à des lois scientifiques. Les épreuves, que le vulgaire nomme le hasard, ne peuvent échapper à cette loi supérieure, et rester indéterminées; il est nécessaire qu'avant l'épreuve la science puisse en prévoir le résultat; la loi existe nécessairement, il est donc possible de la découvrir.

Et voilà pourquoi Wronski a cherché, et par conséquent trouvé, la loi téléologique qui maîtrise le hasard. Cette loi permet de gagner à coup sûr à la loterie, malgré les avantages scandaleusement iniques que se réservait le gouvernement. Par une exception à ses principes, dont on devine la raison, il a fait l'expérience, et l'a mal faite, car elle a réussi. Wronski cependant est resté pauvre, et la raison qu'il en donne, est que les calculs nécessaires entre deux tirages troublaient ses méditations.

Wronski, lors de l'apparition du choléra à Paris, voulut chercher les causes et les lois du fléau. Rien n'est plus simple.

La cause du choléra consiste dans une polarisation géogénique. Cette polarisation se développe sur un grand cercle de la terre passant par le plateau de l'Himalaya et par l'isthme de Panama. C'est sur ce même grand cercle que se poursuit le développement de la civilisation, en sorte que la marche du choléra peut enseigner aux archéologues celle de la civilisation. Par suite de cette progressive polarisation géogénique ou tellurique, le choléra-morbus n'est aussi qu'une polarisation de l'organisation animale, surtout dans l'homme; le pôle positif formant un état de pyrexie et le

pôle négatif un état d'apyrexie. Comme tel, le choléra est une maladie fiévreuse de deuxième ordre, résultant d'une espèce de concours de pyrexie et d'apyrexie.

Le mal étant connu, le remède est facile, ainsi que la prophylaxie. Wronski a prévu la marche et les progrès du choléra, contre lesquels les cordons sanitaires seront impuissans. Sa brochure, de quelques pages seulement, est aujourd'hui hors de prix.

L'esquisse rapide de l'œuvre scientifique de Wronski peut excuser les savans qui refusent d'inscrire son nom dans l'histoire de la science. Wronski croyait en lui-même; c'est avec sincérité qu'il proclame son propre génie. Il a cru à ses formules pour résoudre l'équation du cinquième degré, à sa théorie de la lune, à sa machine à vapeur dynamogène, et, j'en suis persuadé, à la locomotion spontanée. Il a douté peut-être, sans jamais l'avouer, de la loi téléologique du hasard; elle mettait une immense fortune à sa disposition; il n'est pas supposable qu'il ait négligé d'en constater l'illusion.

Les écrits de Wronski sur la philosophie, la politique et la religion formaient à ses yeux la partie majeure de son œuvre. Les découvertes mathématiques avaient pour but d'imposer la confiance dans les autres.

Sur ce terrain de plus facile accès, Wronski conserve les allures mystérieuses. Son génie a soulevé et déchiré tous les voiles, et pénétré dans le sanctuaire de la création, jusqu'à l'intime essence du créateur. Il sait dans quelles conditions les lois de la création permettent les miracles; il connaît les fins de l'humanité, la loi des nations, le secret de leurs buts successifs. Il a trouvé la solution des vingt et un problèmes que le messianisme doit résoudre, mais le jour n'est pas venu. Pour l'Occident, il est trop tard; pour l'Orient, il est trop tôt. S'il parlait prématurément, les conséquences seraient effroyables. Quelles étaient ces grandes découvertes? Quel est surtout le principe dont elles sont le corollaire? Ni les savans, ni les philosophes ne l'ont deviné; il est vrai qu'ils le cherchent peu; M. Ravaisson, dans son beau tableau des travaux philosophiques du siècle, ne leur a accordé aucune place. Wronski se disait catholique, mais donnait des conseils au pape. Il maudissait la bande mystérieuse qui, en France, après avoir étouffé le protestantisme, à l'époque de la Ligue, suscité plus tard les jansénistes, avait dirigé contre lui ses efforts et ses trames, en suscitant l'infidélité d'Arson.

Les idées de Wronski sur cette bande mystérieuse et satanique, acharnée à la ruine de la civilisation, montrent, mieux qu'aucune autre singularité, le désordre de son esprit.

La société marche vers les abîmes, et la seule explication possible est l'effrayante découverte d'une *perversion systématique* exercée par quelque pouvoir invisible, qui nous a amenés logiquement à l'horrible substitution du mal au bien.

Cela paraît un mystère inconcevable; mais le hideux désordre auquel nous sommes parvenus ne peut absolument avoir été opéré que par une perversion préméditée et systématique.

Chacun de ces hommes sent en lui-même sa mission, sans qu'on ait besoin de la lui enseigner; chacun d'eux est reconnu par tous les autres, sans qu'il y ait besoin de communication antérieure, ni même d'aucuns signes artificiels ou naturels, tels que seraient par exemple un front aplati ou le regard pharisaïque. Aussi le secret de leur association mystérieuse est-il resté inviolable pour tous les autres hommes.

Wronski déplorait la division des esprits dans toute l'Europe en libéraux et illibéraux. Whigs ou tories, républicains ou royalistes, *liberales* ou *serviles*, en Angleterre, en France et en Espagne, sont les soldats des deux mêmes armées, celle du droit humain armé contre le droit divin. La lutte est déplorable, mais nécessaire, car la vérité n'étant pas encore découverte sur la terre, la discorde est inévitable et utile. Celui qui voudrait la faire cesser par l'anéantissement de l'un des partis serait criminel et insensé. Wronski a un autre plan. Il sait qu'une révélation trop hâtive perdrait tout, et il se chargerait, si d'invisibles ennemis ne cessaient de le persécuter, de démontrer mathématiquement, non l'ABSOLU, ce serait trop grave, mais la RÉALITÉ DE l'ABSOLU. Les fauteurs les plus outrés des deux doctrines sachant alors qu'il existe, mais que les hommes l'ignorent, deviendraient hésitans dans leurs convictions, et le fanatisme s'adoucirait. Wronski plane en dehors et au-dessus des partis; mais en saluant les principes sacrés de la révolution française il déplore leur sanglante et fausse application, et penche vers les illibéraux, préférant, comme eux, et en toutes choses, la *déduction à l'expérience*.

Le but des partisans du droit humain est le VRAI. Celui des partisans du droit divin est le BIEN.

Le VRAI et le BIEN se neutralisent dans le sentiment du BEAU, qui devient ainsi une preuve de la réalité de Dieu.

S'il fallait, en terminant cette étude, répondre à la question posée au début : Wronski était-il un charlatan, un fou ou un homme de génie ? j'oserais, sans hésitation, le déclarer fou ; c'est l'interprétation la plus favorable de ses actes et de ses écrits. La folie chez lui explique le charlatanisme, fait pardonner l'imposture, et permet de croire au génie empoisonné par elle.

Balzac a créé le personnage d'un grand peintre soupçonné de folie, non sans raison, qui, devenu amoureux de son plus beau chef-d'œuvre, ferme rigoureusement la porte de son atelier, pour y travailler et l'embellir sans cesse. Cédant aux prières de deux admirateurs, il leur montre avec orgueil, mais avec jalousie, un barbouillage de couleurs confusément juxtaposées et contenues dans une multitude de lignes bizarres qui forment des murailles de couleur. Avant de se retirer tristement, les deux amis du peintre, dans un coin de la toile, découvrent, pétrifiés par l'admiration, le bout d'un pied nu, sortant de ce chaos de couleurs, de tons, de nuances indécises, espèce de brouillard sans forme. C'est un pied délicieux, un pied vivant, qui semble sortir d'une boue irisée.

Souhaitons à l'Académie de Cracovie de découvrir, dans les œuvres inédites de Wronski, ce pied admirable et charmant On ne saurait le payer trop cher.

J. Bertrand.

LA RELIGION DE LA BEAUTÉ

ÉTUDE SUR JOHN RUSKIN

III[1]

SA PENSÉE

La sagesse antique disait : « Nous ne descendons jamais deux fois dans le même fleuve. » Tous ceux qui ont étudié l'homme de Brantwood ont envie de dire : « Nous ne lisons jamais deux fois le même Ruskin. » Ses contradictions ont fait la joie de ses adversaires et sillonné de rides les fronts de ses disciples. M. Augustin Filon écrivait un jour qu'il se chargeait d'extraire des œuvres de Ruskin les doctrines les plus contradictoires, et M. Whistler s'est diverti, en un gros volume, à en tirer des aphorismes qui peuvent rivaliser, pour leur clarté, avec les *Arrangemens en noir* du célèbre artiste américain. Quand on lit une page du Maître, on croit saisir sa pensée ; quand on en lit dix, on hésite ; quand on en lit vingt, on renonce. Toutes les subtilités, tous les ondoiemens, toutes les circonvolutions de ses divers systèmes esthétiques, religieux et sociaux, en font un enchanteur impondérable, insaisissable, qui, si on le veut enserrer dans une formule logique, se dérobe en fumée, comme ce génie des *Mille et*

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1895 et du 1er juin 1896.

une Nuits, et il semble qu'on est devant un amas de petites choses diverses et précieuses, miroitantes et attirantes, mais changeantes et fuyantes comme des flammes, et comme des flots...

Et pourtant, le fleuve qui coule sous nos yeux ressemble bien au fleuve qui coulait au même endroit et que nous appelions du même nom quand un aïeul, nous tenant par la main, nous le fit voir pour la première fois! Cette flamme qui sursaute et peuple de figures étranges le grand hall de la vieille maison familiale rappelle bien, dans son aspect général, la flamme qui réchauffa nos doigts d'enfant et nous fit faire tant de beaux rêves envolés aujourd'hui par la cheminée! Aucun flot n'est exactement le flot d'hier, — mais c'est toujours le même fleuve. Aucune flamme ne reproduit mathématiquement les arabesques d'antan, — mais c'est toujours le même foyer. Ruskin est comme un fleuve. Il est comme une flamme. Il ne se ressemble jamais, il se renouvelle sans cesse, et il est le même toujours. Ses pensées viennent toujours de la même source — qui est très haute. Elles vont toujours grossir le même Océan, — qui est très lointain. Quelle est donc cette source? Quel est cet Océan?

Nous allons le rechercher. Si en le recherchant nous dérangeons quelques préjugés établis sur un texte isolé de Ruskin, on nous excusera en songeant que ce n'est point ici l'analyse de tel ou tel de ses ouvrages, mais une vue d'ensemble de sa pensée depuis 1843 jusqu'à 1888, — de sa pensée sur la Nature, de sa pensée sur l'Art, de sa pensée sur l'Homme. Et s'il était arrivé que des disciples plus ardens que clairvoyans ou des adversaires plus ingénieux que loyaux avaient fourni, même en Angleterre, une idée très fausse de la doctrine ruskinienne, cela ne prouverait rien contre la fidélité de la synthèse qui va suivre, mais plaiderait simplement pour sa nécessité. Il sera certes très facile de trouver chez le Maître des textes qui nous contredisent, et comme ces textes ont toujours une forme absolue et aphoristique, on pourra s'imaginer qu'ils sont exclusifs de toute autre opinion. Il n'en est rien. Ce sont là comme les remous du fleuve, les tourbillons qui peuvent momentanément et localement aller contre le courant. Ils ne le changent point. Et leur violence même ne peut rien sur la direction que nous avons cru discerner dans cette pensée que nous voulons déterminer.

I. — SUR LA NATURE

N'y aurait-il pas plus de choses esthétiques entre le ciel et la terre qu'on ne l'enseigne communément dans nos écoles de philosophie? Les hommes ne se laisseraient-ils pas souvent guider par des visions plutôt que par des raisons et seraient-ce les enfans seuls qui aiment à tourner les feuilles des livres d'images et qui oublient, en les tournant, les réalités de la vie? De cette vie, nous savons assurément déjà beaucoup de choses. Les chimistes prennent une plante, l'emportent dans leur laboratoire, la manipulent, l'analysent, la soumettent à de multiples épreuves et viennent nous dire de combien d'élémens elle se compose, de combien d'azote et de combien de chaux, et comment elle a germé, et pourquoi elle s'est développée. Soit; c'est très intéressant. Les économistes compulsent des bilans et des mercuriales, suivent du doigt les zigzags des graphiques, délient les cordons des livres de raison, des mémoires, secouent la poudre des chartriers ou des terriers et nous apprennent comment se développe la richesse d'un pays par l'échange, ou se fixe la valeur d'une denrée par l'utilité, et pourquoi une crise monétaire éclata tel jour. Soit. Il est bien vrai que tout cela est, mais est-ce là tout? Pourquoi, dirons-nous au chimiste, en ce soir d'hiver, ces roses posées sur le bord d'une cheminée, nous ont-elles fait trouver la solitude moins triste et le froid moins rigoureux? Elles ne parlent ni ne réchauffent pourtant... Pourquoi, dirons-nous à l'économiste, cette excroissance de coquille, qui ne peut remplir aucun but utile, a-t-elle une valeur marchande beaucoup plus considérable qu'un sac de blé qui peut nourrir un homme pendant un certain temps?... Et au physicien qui passe, nous demanderons pourquoi les sons de cette gamme mineure nous ont rendus tristes et pourquoi ce rayon de soleil nous a rendus joyeux? Pourquoi ce feu qui flambe dans l'âtre ne nous ranime-t-il pas comme ce rayon de soleil qui, tout à l'heure, flambait aux vitres? et pourquoi, plus loin, dans ce foyer artificiel où une mathématique flamme de gaz lèche d'inamovibles bûches en amiante, s'il y a encore autant de chaleur pour le thermomètre, y en a-t-il dorénavant si peu pour le cœur?

Sortons de cette ville où le ciel est caché par la fumée, la terre par le pavé de bois, où le feu ne consume que du gaz et où

l'eau est telle qu'on n'ose point la boire, — et allons regarder la Nature chez elle, là où nous ne l'avons pas encore défigurée. Pourquoi ce même ciel nous a-t-il inclinés au découragement quand il était gris, et nous rend-il la confiance, quand il est bleu? Nous voici en plein champ. Examinez cette terre plate et cette verdure alignée au cordeau et, à côté, ce vallonnement plein d'herbes libres aux entrelacs subtils : c'est la même composition chimique, la même aptitude à la production, la même valeur. Ces deux champs sont exactement pareils aux yeux de l'agronome, de l'économiste, du philosophe et du répartiteur des contributions directes. Pourtant l'un d'eux, aux lignes monotones, n'arrêtera point nos pas ni nos soucis. L'autre nous attirera, nous distraira, nous charmera peut-être et, devant ses mille fantaisies d'aspects et de contours, pendant un instant, nous oublierons la vie et nous reviendrons à la maison plus rasséréné, plus calme et moralement plus dispos. Pourquoi?

Et pourquoi cette nature est-elle colorée comme un tableau, au lieu d'être grise comme une gravure? Pourquoi ses couleurs les plus brillantes sont-elles répandues sur les êtres les plus inutiles, mais aussi les plus inoffensifs? Certes, il y a des champignons vénéneux qu'on dirait éclaboussés par Delacroix et des mouches stercoraires qu'on dirait touchées par le pinceau de fra Angelico; mais d'ordinaire, voyez si les oiseaux les plus doux ne sont pas les plus beaux? Penchez-vous sur ces morceaux de rochers brisés par leur chute... « Voici des terres pures qui sont blanches quand elles sont en poudre et qui forment les élémens constitutifs de l'argile et du sable. Mais dès qu'une vie plus intense est en elles, c'est-à-dire dès qu'elles se cristallisent, voyez comme elles changent de couleur! Elles deviennent l'émeraude, le rubis, le saphir, l'améthyste et l'opale. Pourquoi ce rapport entre l'énergie de la cristallisation et la pureté de la substance d'une part et, d'autre part, sa beauté? Regardez les plantes : c'est pareillement quand leur vie est à son paroxysme d'intensité que leurs formes flattent le plus nos passions humaines et que leurs couleurs deviennent plus éclatantes : couleurs primaires, bleu, jaune, rouge ou blanc, l'union de toutes les couleurs. Et notez que ce moment de gloire parfaite coïncide avec le moment où les plantes ont ensemble les relations qui correspondent aux joies de l'amour chez les créatures humaines... » Pourquoi? Allez plus haut dans l'échelle de vie. Voici, justement, quelque chose de

tors et de brillant qui coule sur le sentier : un petit ruisseau d'argent qui se glisse entre les herbes, un corps annelé « qui rame sur la terre avec chaque anneau pour rame : une vague, mais sans vent, un courant, mais sans chute. Pourquoi cette horreur qui nous prend devant cet être, quand nous savons qu'il y a plus de poison dans une mare ou un égout mal tenu que dans le plus terrible aspic du Nil? » Ou bien, s'il y aurait quelque obscur rapport entre les formes du serpent et une idée du mal qui dormirait au fond de nous-mêmes... Pourquoi, au contraire, ce plaisir au rapide et radieux passage d'ailes empourprées qui ne nous servent de rien et dont toutes les couleurs nous seront moins utiles que la chair grise et terne des volailles? Pourquoi ce tressaillement de joie libre et fière au souple et fin mouvement des jambes du cheval? Le locomobile ne les a pas et nous mène plus vite où nous voulons aller...

Ces choses, dira-t-on, n'attirent point également l'attention ni ne font également le bonheur de tous les êtres. — Sans doute, et il y a là en elles et en nous un mystère de plus. Serait-ce que ces impressions et leurs contre-coups sur les actions des êtres n'existent point? ou ne serait-ce pas, qu'existant plus ou moins, elles constituent entre ces êtres une hiérarchie et au besoin une classification qu'on n'a pas encore déterminées? Comment se fait-il que devant les mêmes montagnes bleues dressées au bout de l'horizon comme des vagues immobilisées par la baguette d'un Enchanteur, un homme s'émeuve et s'arrête et qu'un autre être continue, indifférent, son chemin? Tout ce qui a des yeux ne verrait-il pas de même? Y aurait-il d'autres différences entre les espèces que celles dont les biologistes nous ont avertis? « Ils nous disent bien quelle infinie variété d'instrumens oculaires possèdent les créatures fourmillant sur ce globe; ils nous disent comment ces instrumens sont construits et dirigés, comment les uns jouent dans leurs orbites avec des mouvemens indépendans, comment d'autres font saillie, en une myopie, sur des pyramides d'os — ou sont brandis au bout de cornes, ou semés sur le dos et les épaules, ou poussés au bout d'antennes pour explorer la route en avant de la tête — ou pressés en tubercules aux coins des lèvres... Mais comment toutes ces créatures voient-elles avec tous ces yeux? » Quand vous regardez un serpent se déroulant de ses couvertures, ou posé sur une branche comme un paquet de cordages, ou aplatissant contre la vitre des muséums le galbe rond

de ses froids anneaux, vous êtes-vous jamais demandé si le serpent vous regarde et ce qu'il voit de vous? « Il tiendra ses deux yeux ensemble fixés sur votre figure pendant une heure, une fente verticale dans chacun d'eux recevant de vous telle image que la rétine d'un serpent et l'esprit d'un serpent peuvent recevoir d'un homme. Mais quelle sorte d'image reçoit-il à travers le bleu vernis de l'affreuse lentille?... Pareillement on dit qu'un chat regarde un évêque. Soit. Mais est-ce qu'un chat voit un évêque, quand il le regarde? Lorsqu'un chat vous caresse, il ne vous regarde jamais. Son cœur semble être dans son dos et dans ses pattes, — non dans ses yeux. » Le faon, le cheval semblent plus sensibles aux différences d'aspects et le chien plus encore, et l'homme enfin plus que tous les êtres ensemble. L'homme regarde et contemple, l'homme jouit et souffre par la vue, il demeure ravi et en extase devant des choses qui n'ont aucune fonction dans sa vie : — devant des reflets, qu'il ne peut saisir, devant des rochers qu'il ne peut ensemencer, devant les couleurs de cet éther où il ne peut atteindre. Pourquoi?

Et pourquoi, parmi les hommes, les plus grands, les saints dont on lit les histoires sur les banderoles ou dans les gloires des vieux panneaux dorés, aimèrent-ils à retremper leur vue au spectacle des monts, des ailes, des eaux et des fleurs, « toutes les fois qu'ils eurent quelque œuvre à accomplir, ou quelque épreuve à subir qui dépassaient la force habituelle de leur esprit? » Et pourquoi enfin, chez le même homme, ces impressions radieuses et désintéressées sont-elles d'autant plus vives et plus profondes que son cœur est plus libre des passions basses et des mesquines envies? Pourquoi la joie des couleurs est-elle ressentie surtout par son âme lorsque son tempérament est sain, par son esprit quand il est calme, par ses sens quand ils sont reposés? Pourquoi, dans ce cas, la joie des couleurs et leur souvenir accompagnent-ils toute sa vie ici-bas? « Laissez votre œil se fixer sur un grossier morceau de branche d'arbre d'une forme curieuse, pendant une conversation rare avec un être qui vous est cher, ou qu'il s'y pose même inconsciemment. Et quoique la conversation puisse être oubliée, quoique chaque circonstance qui l'accompagne soit aussi perdue pour la mémoire que si elle n'avait jamais été, cependant votre œil, pendant toute votre vie, prendra un certain plaisir à de telles branches d'arbres, auxquelles il n'en aurait pris aucun auparavant, — un plaisir si subtil, une trace de sentimens si déli-

cats, qu'ils nous laisseront tout à fait inconscient de leur particulier pouvoir, mais indestructibles par un raisonnement quelconque, et qui formeront par la suite une partie de notre constitution... » Pourquoi? Certes on explique bien des choses, dans nos écoles, mais explique-t-on la part que prennent à notre vie les formes et les couleurs? On analyse bien des propriétés des corps, — a-t-on seulement cherché à connaître la propriété par excellence, celle qui unit toutes choses en ce monde : le pouvoir d'attirance et de sympathie? Les raisonnemens de nos physiologues ou de nos psychologues sont fort ingénieux, mais ne s'appliqueraient-ils pas tout aussi bien aux choses qui nous entourent, quand elles n'auraient ni la ligne qui assouplit, ni la couleur qui exalte! Est-ce qu'on se douterait, à lire les philosophes, que le monde, dont ils parlent en termes si abstrus, si gris, si froids, soit ce frémissement de feuillages, ce ruissellement de clartés, cette palpitation de chairs, ce battement de paupières, cette flamme de regards qui en font tout le prix? On bâtit des systèmes qui expliquent tout du monde, — hors son charme. On analyse les coins les plus secrets de l'âme, — hors son admiration. On démêle tous les rapports que nous avons avec la Nature soi-disant inanimée, — hors l'amour...

Toutes ces choses, répondra peut-être un savant, ressortissent à diverses sciences qui en rendent compte partiellement ou bien ne ressortissent à aucune parce qu'elles ne sont susceptibles d'aucun examen scientifique, n'étant qu'impressions variables selon chaque individu et, dans tous les cas, réduites à de pures apparences! — Des apparences, soit. Et croyez-vous qu'elles perdront, parce que vous les aurez affublées de ce nom, tout leur pouvoir sur l'homme et sur la vie? Croyez-vous que ce ne soit pas à des apparences que nous devions le plus de résolutions, ou le plus de faiblesse, et partant le plus de misère ou le plus de bonheur? aux apparences de la gloire? aux apparences de l'amour? Croyez-vous que ce ne soit pas aux apparences de l'héroïsme des anciens que nous devions nos véritables héros modernes, ni aux apparences de l'oasis, au mirage, que nous devions le plus de réconfort pour continuer notre route vers la réalité? Les légendes sont-elles vraies et, si elles ne le sont pas, ont-elles exercé sur les faits mêmes de la vie moins d'influence que l'Histoire? Les religions sont-elles prouvées, — et n'est-ce pas aux apparences du ciel que nous devons la plupart des choses qui

ont transformé la terre? Direz-vous qu'il est inutile dans la vie que le soleil brille pourvu qu'il nous éclaire, et que les fleurs s'harmonisent pourvu qu'elles nous guérissent? Ou ne direz-vous pas plutôt que les rapports de ces choses à l'homme, de ces notions à notre intelligence et de ces apparences à nos actes et à nos sentimens, que toutes ces trames imperceptibles et puissantes,

Ces fils mystérieux où nos cœurs sont liés

nous paraissent trop subtils ou trop particuliers pour être démêlés, sans se rompre, par le grossier scalpel des sciences présentement organisées et organisées pour de tout autres besognes?

Pour qu'une science le pût, il faudrait qu'en étudiant la Nature elle ne tînt pas compte seulement de sa composition chimique ou physique, de sa vérité, de son utilité, de sa richesse, de son évolution, de sa fécondité même, mais encore de la chose qu'on adore dans la vie et que dans le raisonnement on méprise, qui s'impose dans les faits et qu'on proscrit dans les systèmes, qu'on recherche et qu'on tait, qu'on rêve et qu'on redoute : — la Beauté. La seule psychologie qui pourrait rendre compte des phénomènes que nous venons de décrire, et de mille autres encore qu'on pressent ou qu'on devine, est celle qui tiendrait pour quelques-unes des qualités primordiales et dominantes des objets naturels leurs qualités de formes et de couleurs, leur action non sur le sens du toucher seulement, mais sur le sens le plus noble : la vue, et non sur nos sentimens de désir ou d'appropriation, mais sur le sentiment le plus désintéressé : l'admiration. La seule philosophie complète serait celle qui ne se demanderait pas seulement la cause des *forces*, mais aussi la cause des *formes*, qui ne fixerait pas seulement les *lois* de la création, mais aussi et surtout les *joies* de la création, qui ne classerait pas seulement les êtres par leurs aspects et leurs fonctions mécaniques, — comme on classe des moteurs dans une galerie des machines, — mais encore par leurs traits esthétiques et leurs indices ou reflets de la Beauté, — comme on classe des tableaux ou des statues dans un musée.

Cette philosophie ou cette science ne serait pas, dira-t-on, une science proprement dite, ni même une philosophie. Peut-être, et nous ne disputerons point sur les mots. Il y a en effet, entre les deux ordres de recherches, une profonde différence. « L'une considère les choses comme elles sont en elles-mêmes, l'autre en tant

qu'elles affectent les sens humains et l'âme humaine. La tâche de celle-ci est d'approfondir les impressions naturelles que ces choses font sur les créatures vivantes. Les deux sciences s'inquiètent également de la vérité, mais l'une de la vérité d'aspect, l'autre de la vérité d'essence. L'une étudie les relations des choses entre elles, l'autre étudie seulement leurs relations avec l'homme et, en tout ce qui lui est soumis, cherche seulement ceci : à quoi cette chose sert aux yeux de l'homme et à son cœur. »

Il y a une différence encore plus grande entre les facultés diverses que chacune de ces enquêtes met en jeu. Car tout en étant scientifique, c'est-à-dire expérimentale, par un de ses côtés, cette recherche sera surtout artistique et intuitive. Pour pénétrer les effets des choses de la Nature sur les yeux et sur le cœur, il faut bien voir plutôt que savoir et cela est l'affaire de l'artiste dont la finesse de vue va bien au delà des instrumens du savant. « Le travail de toute la Société géologique depuis quatre-vingts ans n'est point parvenu à la constatation des vérités qui concernent les formes de ces montagnes que Turner exprima en quelques coups de pinceau, il y a quatre-vingts ans, lorsqu'il était enfant. La connaissance de toutes les lois du système planétaire et de toutes les courbes du mouvement des projectiles ne rendront pas un homme de science capable de dessiner une chute d'eau ou une vague ; et tous les membres de Surgeon's Hall, s'aidant les uns les autres, ne sauraient aujourd'hui voir ou représenter le mouvement naturel d'un corps humain en une action vigoureuse comme le fils d'un pauvre teinturier (il Tintoretto) le fit il y a trois cents ans. » Et pour bien sentir les effets de cette nature non seulement sur les yeux, mais sur le cœur, il ne suffit pas de la bien voir; il faut encore la bien aimer. « Car peut-être que nous ne pouvons pénétrer le mystère d'une seule fleur et qu'il n'a pas été voulu que nous le puissions, mais bien que la poursuite de la science fût constamment étayée par l'amour de la beauté et l'exactitude de la connaissance par la tendresse de l'émotion. »

Cette faculté de nous-mêmes qui nous permettra de voir et d'étudier dans les hommes autre chose que de merveilleux automobiles, dans les plantes autre chose que des alambics et dans les fleurs autre chose que des remèdes, quelle sera-t-elle donc ? Et de quel nom l'appellerons-nous? Évidemment ce n'est point l'intelligence, car les idées de beauté sont instinctives, et lorsqu'il s'agit

d'elles, tout ce qu'on peut dire de plus favorable à l'intelligence, c'est qu'elle est inutile. Il suffit, si l'on en doute, de lire M. Thiers traitant de critique d'art. « Si jamais un savant vous dit que deux couleurs font mal ensemble, prenez-en note, afin de les mettre le plus souvent possible à côté l'une de l'autre. » — Sera-ce la sensibilité? S'il fallait pencher d'un côté, ce serait de celui-là plutôt que nous pencherions. Car la sensibilité est ce qu'il y a de plus puissant en nous et de plus noble à la fois. « Les hommes deviennent, dans tous les temps, vulgaires, précisément dans la proportion où ils sont incapables de « tact », — ce tact que le mimosa possède le plus parmi les arbres, que la femme pure possède au-dessus de tous les êtres ; cette finesse, cette plénitude de sensation au delà de la raison et qui guide et sanctifie la raison elle-même. La raison ne peut que déterminer ce qui est vrai. C'est la passion de l'humanité qui peut reconnaître ce qui est bon. »

Mais est-ce que la sensation suffit? Tous les êtres ont la sensation. La plante même éprouve quelque chose; est-ce à dire qu'elle éprouve le beau? Parmi les sensations de l'homme même, n'en est-il pas de tellement diverses qu'elles semblent se distinguer non pas seulement par leurs degrés, mais bien encore par leur nature? Est-ce que sentir le charme d'un rayon frisant sur les eaux lointaines d'un lac, c'est la même chose que sentir le fumet d'un roastbeef? Cette dernière sensation est beaucoup plus utile, mais l'autre est précisément celle qui nous permettra d'étudier les rapports de la Nature et de l'âme. Bien plus, ce sont ces sensations dites inutiles qui sont les plus puissantes, les plus exquises et les plus indéfiniment renouvelables. « Les plaisirs du goût et du toucher ou toute autre jouissance sensuelle nous sont donnés comme des serviteurs de notre vie et comme des instrumens de sa préservation. Ils nous inclinent à rechercher les choses nécessaires à notre être et par conséquent, dès que ces choses sont trouvées, dès que la fonction physiologique est remplie, ces plaisirs doivent avoir une fin, et si on les prolonge, ce ne peut être qu'artificiellement et sous une haute pénalité. » De même qu'il est très nécessaire de manger pour vivre, il devient très dangereux de vivre pour manger. « Au contraire, les plaisirs de la vue nous sont donnés comme des présens. Ils ne répondent à aucune nécessité de la simple existence. La distinction de tout ce qui nous est utile ou nuisible pourrait être faite et est souvent faite par

l'œil sans qu'il reçoive le plus léger plaisir visuel. Nous aurions pu apprendre à distinguer les fruits et la graine des fleurs sans éprouver aucun plaisir supérieur à leur aspect. — Et comme ces plaisirs n'ont pas de fonctions à remplir, il n'y a pas de limites à leur durée, dans l'accomplissement de leur fin, car ils existent en eux-mêmes et ainsi peuvent être perpétuels avec chacun de nous, la répétition ne détruisant nullement leur charme, mais l'augmentant au contraire. Ici donc, nous trouvons une base très suffisante pour une estimation supérieure de ces plaisirs, d'abord en ce qu'ils sont éternels et inépuisables et secondement en ce qu'ils sont non des *instrumens* de la vie, mais un *objet* de la vie. Or, en tout ce qui est objet de la vie, en tout ce qui peut être désiré à l'infini et pour soi-même, nous pouvons être sûrs qu'il y a quelque chose de divin... »

La faculté qui perçoit le Beau n'est donc pas la sensibilité brute. Quelque chose d'autre s'y mêle qui la sauve de ce qu'elle a d'animal et qui prolonge ce qu'elle a d'éphémère. Quelque chose s'y lie étroitement qui, à la violence obscure de ce qui est sensuel, unit la paix limpide de ce qui est pensif. Rappelez-vous donc, pour vous en convaincre, ce que vous éprouvez devant l'horizon que vous aimez le mieux, aux saisons et aux heures les plus révélatrices; rappelez-vous ce que vous avez senti devant ce coin de terre que chacun de nous a aperçu, un jour, par la fenêtre d'un wagon, dont il a dit : J'y reviendrai, j'y passerai ma vie, — et où il n'est jamais revenu... C'est d'abord un plaisir sensuel, mais il est accompagné de tant de joie, d'amour pour l'objet, d'une espèce de vénération pour sa cause inconnue, une gratitude envers la Beauté d'être ce qu'elle est, de l'être pour nous qui seuls avons des yeux pour la voir, — à moins que, comme dans les tableaux primitifs, la même Vierge et les mêmes fleurs que contemplent sur la terre les chevaliers et donateurs, ne soient aussi contemplées du haut des nuages par un vieillard puissant et ses anges fidèles... « Or aucune idée ne peut être le moins du monde considérée comme une idée de beauté tant qu'elle ne s'est pas élevée à ces émotions, pas plus que nous ne pouvons dire que nous avons une idée d'une lettre dont nous avons seulement perçu le parfum et la belle écriture, sans avoir compris son contenu, ou son intention. Et comme ces émotions ne peuvent, en aucune façon, résulter de ni être obtenues par aucune opération de l'intelligence, il est évident que la sensation de beauté n'est pas sen-

suelle d'une part, ni intellectuelle de l'autre, mais dépend d'un état du cœur pur, droit et ouvert à la fois pour sa vérité et pour son intensité, au point que même la justesse de l'action de l'intelligence sur des faits de beauté ainsi perçue dépend de l'acuité du sentiment du cœur qui s'y rapporte. » C'est le cœur, qui nous rend capables d'émotion haute et sereine devant les grands horizons de la Nature. La faculté qui y sert est donc une faculté du cœur : un sentiment.

C'est le *sentiment esthétique*. C'est lui qui nous fait vibrer aux heures les plus exquises de notre vie, aux seules heures dignes d'être vécues. C'est lui qui établit entre les choses et les êtres cette mystérieuse concordance qu'on demande vainement à la science d'analyser. Ne le confondons jamais avec aucune autre faculté, ni plus haute, ni plus basse. Tenons ferme pour son autonomie. Nous aurons contre nous les sensualistes purs et aussi les purs intellectuels. Nous aurons à lutter contre ceux qui voient dans ce sentiment un instinct physiologique et contre ceux qui y voient une opération de la raison. Ce n'est ni l'un ni l'autre. Le sentiment esthétique n'est pas l'aboutissement lointain et obscur d'un instinct sexuel : c'est lui-même un instinct. Cet instinct diffère de tout autre et la physiologie n'a rien à faire avec lui : on n'a jamaist admiré une rose parce qu'elle ressemble à une femme, mais on admire une femme parce qu'elle ressemble à une rose. Ce n'est pas là non plus l'amour dans le sens supérieur de la donation de soi, car cet amour se donne, et dans le plaisir que nous prenons aux plantes, aux flots et aux rayons, nous recevons tout et nous ne donnons rien. C'est encore bien moins le produit d'un raisonnement. Dès qu'on raisonne, l'impression s'enfuit. Par exemple, « dans une plante, toutes les sensations de beauté naissent de notre sympathie non égoïste dans son bonheur, et non d'aucune vue des qualités en elle qui peuvent nous apporter du bien, ni même de notre reconnaissance en elle de quelque condition morale dépassant celle du simple bonheur. Du moment que nous commençons de considérer une créature comme subordonnée à quelque dessein en dehors d'elle, quelque chose du sens de la beauté organique est perdu. Ainsi, lorsqu'on nous dit que les feuilles d'une plante sont occupées à décomposer de l'acide carbonique et à nous préparer de l'oxygène, nous commençons à la considérer avec quelque espèce d'indifférence, comme si c'était un gazomètre. C'est devenu jusqu'à un certain point une

machine. Quelque chose de notre sens de son bonheur a disparu. Sans doute, à la réflexion, nous verrons que la plante ne vit pas seulement pour elle-même, que sa vie est une suite de bienfaits, qu'elle donne autant qu'elle reçoit, mais aucun sens de ceci ne se mêle d'une manière quelconque à notre perception de la beauté physique dans ses formes. Ces formes qui apparaissent nécessaires à la santé : la symétrie de ses feuillets, la douceur glabre de ses tiges sont considérées par nous comme des signes du propre bonheur de la plante et de sa perfection : ils sont sans utilité pour nous, excepté quand ils nous procurent du plaisir. Le Sermon sur la Montagne nous donne précisément la vue de la nature qui est prise par l'affection incurieuse d'un humble, mais puissant esprit. Il n'y a pas de dissection de muscles ni de dénombrement des élémens, mais le regard le plus ferme et le plus large sur les faits apparens, et la métaphore la plus magnifique en les exprimant : « Ses yeux sont comme les paupières du matin. Dans son cou, réside la force, et la tristesse se tourne en joie devant elle. » Et dans le commandement si souvent répété, jamais obéi : « Regardez les lis des champs ! » observez qu'il y a précisément la délicate attribution de la vie que nous savons être une caractéristique de la vue moderne du paysage. Il n'y a pas de science, ni d'idée de science, pas de numération de pétales, ni d'étalage de provisions pour la nourriture, — rien que l'expression de la sympathie à la fois la plus enfantine et la plus profonde. » C'est le sentiment esthétique (1).

Telle est la faculté qui nous permettra, mieux que la raison ou que l'appétit sensuel, de surprendre « l'appel de toute la nature inférieure aux cœurs des hommes, l'appel du rocher, de la vague, de l'herbe, comme une part de la vie nécessaire de leurs âmes. » Nous avons trouvé l'instrument de notre étude autant que son objet, et sa récompense autant que son instrument. Car l'en-

(1) Dans ces pages et dans celles qui suivront, on a cherché à donner une image fidèle non plus des *paroles* de Ruskin, mais de sa *pensée*. Il a donc été parfois nécessaire de transposer les paroles afin de restituer plus exactement l'idée. Par exemple, ici, on se sert du mot : « sentiment esthétique » dans tous les cas où Ruskin se servirait du mot « faculté théorique ». Le mot *esthétique* est proscrit par Ruskin en anglais, comme signifiant autre chose que cette énergie de contemplation qu'il a en vue. Mais, en français le mot *esthétique* a bien le sens que Ruskin prête à *théorique*. C'est le sens qui lui a été donné par tous les esthéticiens, notamment par M. Charles Lévêque dans sa *Science du Beau*. Et quand Töpffer a parlé, dans ses *Menus Propos*, de la *faculté esthétique* ou quand, plus récemment, M. Cherbuliez, ici même, a analysé le *plaisir esthétique*, ils ont, parallèlement à Ruskin et en se servant d'un autre mot, exprimé la même idée que lui.

thousiasme seul peut analyser l'enthousiasme. L'admiration seule peut rendre compte des phénomènes de l'admiration. Ne craignons pas l'accusation de *schwärmerei* et laissons les ironistes à leurs besognes stériles! S'ils entreprennent avec leur sens calme et rassis d'analyser les impressions de beauté, ce sont des gens qui, gravement, se mettent à refroidir les objets sur lesquels ils prétendent étudier l'action de la chaleur. Loin d'éclaircir ou d'affiner la faculté de l'esthéticien, l'esprit critique la fausse, l'expérience l'émousse, la science la perd. « S'il nous était possible de nous rappeler tous les instincts heureux et inexplicables du temps insoucieux de notre enfance, nous arriverions à des résultats plus rapides et plus exacts que ceux que soit la philosophie, soit la pratique sophistiquée des arts ont atteints jusqu'ici. » Ceux-là seuls qui ont gardé leur fraîcheur d'impression pénétreront jusqu'au fond la fraîcheur des teintes cristallines. Le monde de la Beauté est comme le béryl dans la Ballade de Rossetti :

None sees here but the pure alone

et, en vérité, si vous ne vous faites pas semblables aux petits enfans, vous n'entrerez pas dans l'Esthétique des cieux...

Mais parce qu'elle nous rapproche des esprits simples et ne relève pas de la raison raisonnante, n'allons pas la nier, cette faculté, et surtout n'allons pas la dédaigner! Car nous dédaignerions le plus beau de tous les dons que nous firent les bonnes fées qui se penchèrent sur le berceau vagissant de l'humanité! Cette faculté esthétique, c'est la faculté humaine par excellence. Si devant l'utilité l'animal délibère, nous ne pouvons affirmer que non, mais devant la beauté l'homme seul tremble, s'émeut. « Ce qu'il peut y avoir en nous de la nature du bœuf ou du porc ne perçoit aucune beauté ni n'en crée aucune. Ce qui est humain en nous peut le créer et le rendre en exacte proportion avec la perfectibilité de son humanité ». L'animal voit, cela est incontestable et jusqu'à un certain point, il raisonne : l'homme contemple. La vache de Potter se mire : l'homme admire. « C'est la faculté humaine, superlativement humaine, qui nous fait aimer des rochers non pour nous, mais pour eux-mêmes », pour leurs lignes sur le ciel bleu profilées. Et s'il y a quelque différence fondamentale entre l'homme et tout ce qu'on dit lui être semblable, ne cherchez pas ailleurs. Si l'on vous dit : Voici une plante fine et svelte, aux courbes infiniment changeantes et aux tons mélo-

dieusement assortis. On a vu un être, à tâtons, ramper vers elle, l'arracher et la dévorer. Quel est cet être? dites : Je ne sais, c'est un acte impulsif. Mais on l'a vu arracher cette plante et l'enfouir, près de là, pour la retrouver. Quel est cet être? — Je ne sais. Il y a beaucoup d'animaux qui enfouissent leur butin ou leur nourriture. C'est un acte sur les confins de la raison. — Mais on l'a vu demeurer devant cette plante, longtemps, à l'admirer. Quel est cet être? — Je le sais. C'était un homme. Le sentiment esthétique est là.

Et comme c'est là le propre de l'homme, rien d'humain ne doit échapper à ses prises. Munie de cet instrument d'étude, toute philosophie réellement complète examinera, dans chaque action ou idée qui lui est soumise, la part qu'y prend la nature et le rôle qu'y joue la beauté. Elle recherchera dans les âmes les lignes des paysages que les yeux ont contemplés. Elle recherchera dans les cœurs les volontés que l'aspect brillant ou terne des minéraux y a déposées. Si elle est curieuse de causes finales, elle ne dira pas, lorsqu'elle se trouve en présence de « rocs sourcilleux », comme ce penseur de jadis : « A quoi peuvent-ils bien servir?... Ah! ils servent de refuge aux bêtes! » — mais elle étudiera s'ils ne semblent pas « bâtis pour la race humaine tout entière, tout comme les écoles et les cathédrales, s'ils ne sont pas des trésors d'un manuscrit illustré pour l'écolier, de bonnes et simples leçons pour l'ouvrier, de tranquilles retraites, en leurs pâles cloîtres, pour le penseur. » Elle se demandera si l'histoire des sommets de la terre n'est pas intimement liée à l'histoire des sommets de la pensée, si l'on peut justement refuser d'attribuer aux spectacles montagneux quelque part de ce qui donna aux Grecs et aux Italiens leur rôle de conducteurs intellectuels parmi les nations de l'Europe. Elle notera, par exemple, « qu'il n'y a pas un seul coin de terre de chacune de ces deux contrées dont on n'aperçoive pas des montagnes : presque toujours celles-ci forment le trait principal du paysage. Les profils des montagnes de Sparte, Corinthe, Athènes, Rome, Florence, Pise, Vérone sont d'une beauté consommée; et quelque aversion ou mépris qu'on puisse démêler dans l'esprit des Grecs pour la rudesse des montagnes, le fait qu'ils ont placé le sanctuaire d'Apollon sous les rochers de Delphes et son trône sur le Parnasse est un témoignage qu'ils attribuaient le meilleur de leur inspiration intellectuelle à l'influence des montagnes.

« C'est d'elles aussi que sont nées les plus jolies fictions de la

mythologie païenne d'abord et ensuite de la mythologie chrétienne. D'un autre côté, nous voyons celles de la Scandinavie être les premières sources de tout ce pouvoir mental aussi bien que militaire qui descend sur le Midi et puis qui réagit sur l'Angleterre méridionale, tandis que d'autres formes de la même rude imagination religieuse demeurent comme les nuages sur les montagnes d'Écosse et du pays de Galles, rencontrées et mélangées avec le christianisme normand, retenant même jusqu'aux derniers temps quelque couleur de superstition, mais donnant toute sa splendeur poétique et militaire à la vie écossaise. Qui dira que les collines qui sont autour de Stratford et la vue que Shakspeare put avoir des calcaires dans le Warwickshire ou dans le Kent ne furent pas essentielles au développement de son génie? » — Plus encore, « les montagnes n'ont-elles pas toujours possédé le pouvoir d'exciter l'enthousiasme religieux et de purifier la foi religieuse?... Parmi les belles campagnes d'Angleterre et de Belgique, s'étend un protestantisme ou un catholicisme orthodoxe prospère, honorable et sommeillant, mais c'est parmi les landes de la frontière des Highlands, les ravins du mont Genèvre et les rochers du Tyrol que nous trouverons la foi évangélique la plus simple et la pratique catholique romaine la plus pure... »

Peut-être qu'on trouvera aussi dans cette contemplation de certains horizons familiers les sources de plusieurs des grandes idées qui mènent le monde, et par exemple les sources mêmes du patriotisme. Le paysage, en effet, est le visage aimé de cette mère patrie, Τὴν μητρίδα, qu'on ne pourrait autrement se figurer que par une froide abstraction ou par une lourde femme de pierre, comme celles de la place de la Concorde. Quand on pense à la Patrie, ce n'est pas comme à une assemblée d'hommes chauves et noirs gesticulant sous la lueur du gaz parlementaire, ou écrivant derrière les grillages des bureaux des municipes : c'est aux dentelemens des montagnes, aux eaux courantes des fleuves, aux demi-cercles bleus des golfes limpides, aux vallons courbés, tachetés de champs, striés de sillons, comme une plaque gravée, aux villages égrenés sur les routes, aux fumées des villes montant dans l'azur des soirs... Et plus cette vision sera belle, plus on aimera la patrie dont elle est l'image. L'Écossais, par exemple, adore la sienne, car « c'est le caractère particulier de l'Écosse comme distincte de tout autre paysage, sur une petite échelle, dans l'Europe du Nord, d'avoir des traits distinctement

suggestifs. Une rangée de coteaux le long d'une rivière française est exactement semblable à une autre; un détour de ravin dans la Forêt-Noire est justement l'autre détour vu de l'autre côté. Mais dans tout le parcours de la Tweed, du Teviot, du Gala, du Tay Firth, de la Clyde, il n'est peut-être pas un morceau de ravin ou un coin de vallée que ses habitans ne puissent distinguer de tout autre. Il n'y a pas d'autre pays où les racines de la mémoire soient à ce point associées avec la beauté de la nature au lieu de l'être avec l'orgueil des hommes. » Et alors on se demandera s'il ne faut pas que cette beauté soit la grande préoccupation du patriote, comme elle a été sa grande éducatrice. Car peu importe ce qu'on fait pour perpétuer l'idée de patrie, si l'on ne perpétue pas la figure aimée de la patrie. Ce n'est pas en semant des statues qu'on récolte des hommes. C'est en respectant les pierres non taillées du sol natal. « Chez les enfans de noble race, formés par l'art ambiant et en même temps à la pratique des grandes actions, il y a un intense plaisir dans le paysage de leur pays en tant que *mémorial*, un sens qu'on ne leur enseigne pas plus qu'ils ne peuvent l'enseigner aux autres, mais en eux inné, et le sceau et la récompense de la persistance dans une grande vie nationale, — l'obéissance et la paix des âges ayant graduellement étendu la gloire des ancêtres vénérés jusqu'au pays ancestral et jusqu'à la terre maternelle. Le mystère de la Demeter dont nous venons et à laquelle nous retournons, entoure et inspire partout l'horreur sacrée des champs et de la fontaine, le caractère sacré de la borne du champ que personne ne peut déplacer et de la vague que personne ne peut souiller, tandis que les souvenirs des jours fiers et des personnes chéries mettent sur chaque roc qu'ils rendent ainsi monumental une inscription invisible et font chaque sentier aimable par sa noble solitude. » Et peut-être qu'après avoir pensé tout cela, il ne sera pas absurde de sentir avec toute la force de notre jeunesse « qu'une nation n'est digne du sol et des paysages qu'elle a hérités, que lorsque par tous ses actes et ses arts elle les rend plus beaux encore pour ses enfans! »

Enfin, si après avoir étudié partout les effets de la Nature et de la Beauté sur l'âme humaine, on s'élève jusqu'à la question des causes de cette Nature et de cette Beauté, là encore devra intervenir l'enquête esthétique. Et rien sur les grands problèmes qui touchent l'âme ne pourra être décidé sans que cette science dont le domaine est une partie de l'âme soit consultée, rien sans que

cet instinct supérieur ne l'ait sondé ou jaugé. Il sera inutile de nous donner du monde et de ses lois, de ses origines et de ses destinées, une théorie quelconque, si, même satisfaisant notre raison cérébrale, elle heurte notre sentiment esthétique, si, par tous ses enthousiasmes notre nature proteste contre sa décision. Si, d'aventure, on nous parle de progrès par l'évolution, il faudra venir devant le *Thésée* du Parthénon, nous expliquer pourquoi ce reste glorieux et immortel témoigne de ce que Taine appela un jour « une humanité mieux réussie que la nôtre. » Et devant le char d'une Demeter gréco-étrusque, qu'on voit au *British Museum*, et dont les roues sont faites de roses sauvages, il faudra qu'on nous dise ce qui manque à ces roses, hors le parfum, pour ressembler à celles qui croissent librement sur le coteau de Brantwood. Certes, ce sont là de petits problèmes pour un savant! A-t-il le loisir de regarder les yeux des statues ou de baisser les siens vers des roses? Mais pour ceux qui ont ce loisir, cette curiosité les tient. « Pour un peintre, en effet, le caractère essentiel de toute chose est sa forme et sa couleur et les philosophes ne peuvent rien contre cela. Ils arrivent et nous disent par exemple qu'il y a autant de chaleur ou de motion, ou d'énergie calorifique, ou quelque autre nom qu'il leur plaira de lui donner, dans une bouilloire à thé que dans un aigle. Très bien. C'est exact et très intéressant. Il faut autant de chaleur pour faire bouillir la bouilloire que pour porter l'aigle à son aire, et autant pour le jeter sur un lièvre ou sur une perdrix; mais nous, peintres, connaissant l'égalité et la similitude de la bouilloire et de l'oiseau dans tous les aspects scientifiques, nous prenons notre principal intérêt à la différence de leurs formes. Pour nous, les faits qu'il importe d'abord de connaître dans les deux choses sont que la bouilloire a un bec de cruche et que l'aigle a un bec d'aigle, et que l'une a un couvercle sur son dos et que l'autre a des ailes. »

Or, quand nous examinons ces ailes et qu'à travers toutes les familles d'oiseaux nous voyons tant de caractères divers de beauté et que nous étudions les teintes qui s'y sont posées, répondant à nos sentimens intimes de joie ou de mélancolie, les éveillant à la vue d'un rouge-gorge qui passe et les endormant tour à tour, ne venez pas nous donner d'elles des explications qui expliquent tout, sauf leur beauté et qui détruisent leur charme, qui est la seule chose que nous voulions conserver. Darwin fut un très grand esprit, et nous lui devons beaucoup d'idées justes, touchant

ce qu'il a vu, mais a-t-il tout vu? « Nous pourrions suffisamment représenter le genre ordinaire de conclusions de son système en supposant que si vous attachez une brosse à cheveux à une roue de moulin, avec le manche en avant, de façon à se développer en un cou, en se mouvant toujours dans la même direction et en entendant continuellement un sifflet à vapeur, voici qu'après un certain nombre de révolutions, la brosse à cheveux tombera amoureuse du sifflet; ils se marieront, feront un œuf et le produit sera un rossignol! » — Encore que caricaturée, cette interprétation des causes de la beauté n'est pas très différente de celles que nous fournissent d'ordinaire les savans avec beaucoup de gravité. « De même les théoriciens du développement disent, je suppose, que les perdrix deviennent brunes à force de voir des chaumes, les mouettes blanches à force de regarder l'écume des vagues, et les choucas noirs probablement à force de regarder les clergymen. » Mais il sera bien permis, après ces hypothèses, de noter que les plumes des oiseaux sont ordinairement ternes lorsqu'elles sont destinées à des œuvres de force, et au contraire brillantes lorsqu'elles forment comme une parure mise sous nos yeux. « Il n'y a pas d'aigle irisé, ni de mouette de pourpre et d'or, tandis qu'une grande quantité d'oiseaux colorés, perroquets, faisans, oiseaux-mouches semblent faits intentionnellement pour l'amusement de l'homme. Qu'on dispute sur le mot « intentionnellement », peu importe. Cela n'en est pas moins ainsi. »

Lors donc que vous prétendrez nous donner quelque explication de la création de l'oiseau ou de tout autre être organisé, n'oubliez pas ses côtés esthétiques : « Tenez ferme pour la forme et défendez-la, d'abord, comme distincte de la pure transition des forces. Discernez la main du potier qui moule, régentant l'argile, de son pied qui ne fait que battre, tandis qu'il tourne la roue. Si vous pouvez trouver de l'encens dans le vase ensuite, tant mieux! Mais c'est curieux combien la simple forme vous conduira loin en avant des philosophes. Car l'instinct esthétique procède par synthèse, et la philosophie moderne, elle, est une grande faiseuse de séparations. Elle est peu de chose de plus que le développement de la grande maxime : « Il suit de là que tout ce qu'il y a de beau est dans les dictionnaires. Il n'y a que les mots qui sont transposés. » Mais il y a, au delà du pouvoir qui forme simplement et qui soutient, un autre pouvoir que nous, peintres, nous appelons « passion », — je ne sais pas comment

les philosophes l'appellent, — nous savons qu'il rend les gens rouges ou blancs et par conséquent il doit être quelque chose lui-même, et peut-être qu'il est le plus vraiment poétique ou *faisant de la force* de tout, créant un monde de lui-même, d'un coup d'œil ou d'un soupir, et le manque de passion est peut-être la plus vraie mort ou défaiseuse de toutes les choses et même des pierres. »

Or ce pouvoir est celui d'un Artiste : nous ne pouvons nous y tromper. « Je puis positivement vous assurer que, dans mon pauvre domaine d'art imitatif, toutes les forces mécaniques ou gazeuses du monde, ni toutes les lois de l'univers ne vous rendront capables de voir une couleur ou de dessiner une ligne, sans cette force singulière, anciennement appelée *âme*. » Car le pouvoir du hasard est très grand, mais il n'est pas artistique, et si nous pouvons, à la rigueur, imaginer une horloge sans horloger, il nous est très difficile de considérer un tableau de maître et de nier de prime abord qu'il y ait un Maître. Les savans, eux, sont fort à leur aise devant ce problème : ils ne voient pas le tableau. Plus ils raisonnent sur le côté esthétique de la nature, plus ils démontrent par leurs raisonnemens mêmes qu'ils ne l'ont pas aperçu. Lorsqu'ils prétendent expliquer le Beau par l'Utile, « ils ne peuvent, dans leur extraordinaire orgueil, être comparés qu'à des vers de bois, fourvoyés dans le panneau d'un tableau fait par quelque grand peintre. Ils dégustent le bois en connaisseurs, mais arrivés à la couleur, ils lui trouvent mauvais goût, déclarant que même cette combinaison qu'ils n'ont pas cherchée ni désirée, est le résultat normal de l'action des forces moléculaires... » — Pour ceux qui ont regardé le tableau, pour ceux qui ont fait le bonheur de leur vie de ses teintes délicates, fines, harmonieuses et puissantes, qui l'ont aimé avec la passion de la jeunesse et ont cherché à en produire des imitations indignes, mais fidèles, qui ont souffert lorsque quelque chose est venu le ternir, et pleuré de joie lorsqu'il leur a été rendu dans sa pureté primitive, pour ceux-là le problème de la création n'est point si simple que de pouvoir être expliqué par des variations d'espèces — et tout n'est point dit depuis six mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent ! « Les relations esthétiques des espèces sont indépendantes de leurs origines, et c'est celles-là qui nous intéressent. Pour nous la fleur est la fin ou l'objet propre de la semence, non la semence l'objet de la fleur. La raison d'être des semences, c'est qu'il puisse y avoir des fleurs, non la raison

d'être des fleurs qu'il puisse y avoir des semences. C'est la fleur qui est la création que l'Esprit fait. C'est seulement parmi les élémens de sa perfection que se trouve celui de donner naissance à ce qui lui succède. Le principal fait à noter à propos de la fleur est qu'elle est la partie de la plante qui se développe au moment de sa vie la plus intense et que ce ravissement intérieur nous est ordinairement signalé au dehors par l'afflux d'une ou de plusieurs couleurs primaires. Ce que sera le caractère de la fleur dépend entièrement de la portion de la plante sur laquelle ce ravissement de l'esprit aura été placé. Quelquefois la vie est placée dans sa gaine extérieure, et la gaine extérieure devient blanche et pure et pleine de force et de grâce. Quelquefois la vie est placée dans les feuilles communes juste sous la fleur, et elles deviennent rouges ou pourpres. Quelquefois la vie est placée dans les tiges de la fleur, et elles s'épanouissent en bleu; quelquefois dans l'enceinte extérieure ou calice, le plus souvent dans sa coupe intérieure. Mais dans tous les cas, la présence de la vie la plus intense est signalée par des caractères dans lesquels la vue humaine prend du plaisir et qui semblent préparés selon une intention distincte à notre égard — ou plutôt qui portent, en étant délicieux, le témoignage qu'ils furent produits par le pouvoir d'un même Esprit que le nôtre.

« Et observez toujours et sans cesse, en ce qui concerne toutes les divisions et facultés des plantes, qu'il n'importe pas le moins du monde par quel concours de circonstances ou nécessités, elles peuvent graduellement avoir été développées. Ce concours de circonstances est lui-même le fait suprême et inexpliqué. Nous en venons toujours, en fin de compte, à une cause formative qui dirige la circonstance et son mode de rencontre. Si vous demandez à un botaniste ordinaire la raison de la forme d'une feuille, il vous dira que c'est un « tubercule développé » et que sa dernière forme est « due à la direction de ses fibres vasculaires ». — Mais qui est-ce qui dirige ces fibres vasculaires? — Elles cherchent quelque chose dont elles ont besoin. — Mais qu'est-ce qui fait qu'elles en ont besoin? Qu'est-ce qui les fait le chercher ainsi? Qui a fait qu'elles le cherchent en cinq fibres ou en trois? Qu'elles le cherchent en des zigzags ou en des courbes allongées? Qu'elles le cherchent en des vrilles serviles ou en des jaillissemens impétueux? Qu'elles le cherchent en des rides cotonneuses ou hérissées d'aiguillons, ou en des surfaces lus-

trées, toutes vertes de force pure et d'un charme que l'hiver ne fera pas passer?

« Il n'y a pas de réponse. Mais le résumé de tout cela est que sur l'entière surface de la terre et des eaux, comme influencées par le pouvoir de l'air sous la lumière du soleil, s'est développée une série de formes changeantes dans les nuages, dans les plantes et dans les animaux et que toutes ont un certain rapport, dans leur nature, avec l'intelligence humaine qui les perçoit, et que sur cette intelligence, dans leurs aspects d'horreur ou de beauté et leurs qualités pour le bien ou le mal, s'est gravée une série de mythes ou de *verbes* du *pouvoir formateur*, que les hommes selon l'exacte passion et l'énergie de leur race ont été rendus capables de faire servir à interpréter la religion. Et ce pouvoir formateur a été confondu par toutes les nations en partie avec le souffle de l'air au moyen duquel il agit et en partie compris comme une sagesse créatrice, procédant de la Divinité suprême, mais pénétrant et inspirant toutes les intelligences qui travaillent en harmonie avec Elle. Et quels que soient les résultats intellectuels obtenus dans nos jours modernes par la méthode qui considère cette émanation seulement comme une motion ou une vibration, chaque art formateur humain jusqu'ici et les meilleurs états du bonheur et de l'ordre de l'humanité, ont reposé sur l'appréhension de son mystère (qui est certain) et de sa personnalité (qui est probable)... »

Arrivé là, le Prophète de la Beauté s'arrête. Il en a dit assez pour ceux qui aiment la Nature : il en a trop dit pour ceux qui ne l'aiment pas. Pourtant, on ne lui reprochera ni parti pris ni dogmatisme. Il n'affirme rien au delà de ce que ses yeux ont vu : il ne répète rien de plus que ce que ses oreilles ont entendu. Les croyances qui bercèrent son enfance ont fui depuis longtemps sous l'aiguillon du Doute. Il a rendu à la pensée libre l'hommage le plus éclatant. Il a, au scandale des vieilles universités et en pleine chaire d'Oxford, poursuivi de ses attaques indignées l'arbitraire des dogmes et « l'insolence de la Foi ». Il a dénoncé l'orgueil de cette Église « qui s'imagine que des myriades d'habitans du monde pendant quatre mille ans ont été abandonnés à l'erreur et à périr, beaucoup d'entre eux à jamais, afin que, dans la plénitude des temps, la vérité divine pût nous être prêchée suffisamment à nous-mêmes, » et raillé ces mystiques « qui se retirent de tout service de l'homme pour aller dans les cloîtres

passer la meilleure part de leur vie en ce qu'ils appellent le service de Dieu, c'est-à-dire à désirer ce qu'ils ne peuvent obtenir, à pleurer ce qu'ils ne peuvent éviter et à réfléchir sur ce qu'ils ne peuvent comprendre... » Mais ce n'a pas été pour abdiquer devant le matérialisme le libre examen de son esthétique, ni pour s'incliner devant « l'insolence de la Science. » Il n'a pas laissé à la porte des laboratoires le scepticisme ardent qu'il avait osé introduire dans les cathédrales. Il n'a pas accepté que la raison, non plus que la foi, se débarrassât des problèmes qu'il lui posait en les niant ou en les amoindrissant. En pleine vigueur encore et en pleine gloire, dans toute la santé de sa pensée et avant le soir de sa vie, il est retourné devant la Nature, et, il l'a retrouvée inexpliquée, sinon dans ses forces, du moins dans sa Beauté. Or cette Beauté, il l'a toujours affirmée la grande inspiratrice des actions des hommes, la joie suprême et la loi pour toujours. Il faut donc qu'on la lui explique ou, si on ne l'explique pas, qu'on avoue le mystère dont notre vie la plus intense, notre vie admirative, est entourée. La porte de l'Inconnu que la Science prétend fermer, il la rouvre donc, sans fracas, mais avec fermeté, en montrant qu'il n'y a pas la Science, mais qu'il y a simplement des sciences diverses et qu'en voici une si peu avancée qu'elle est à peine connue et définissable et qui pourtant doit exister puisque son objet joue un si grand rôle dans les choses qui nous ont faits ce que nous sommes, et dans celles aussi que nous faisons. Il lui paraît certain que la question qu'il a posée reste entière et qu'il y a réellement plus d'Esthétique entre le ciel et la terre qu'on ne l'enseigne dans nos Écoles de philosophie...

Il revient donc vers le Dieu de sa jeunesse, non tant parce qu'il est la vérité que parce qu'il est la Beauté et que les philosophies n'expliquent que la laideur. Légendes pour légendes, il s'abandonne à celles qui ne flétrissent rien, qui n'assombrissent rien, qui s'accordent le mieux à son sentiment esthétique. Le Christ devient pour lui l'artiste suprême et doux qui travaille de ses mains à faire plus belle la demeure des hommes; c'est le jardinier rencontré par Madeleine, qui veille sur les fleurs nouvellement nées; c'est le peintre inconnu qui pose sur le bord de la gentiane la touche qui l'anime; c'est le tisseur subtil qui fait les vêtemens des lis plus éclatans que ceux de Salomon; c'est le vigneron admis à Cana et qui aujourd'hui encore, dans chaque

grappe pendante de la vigne, change en vin l'eau de la terre et du ciel. Le Christ est tout ce qui ressuscite au printemps, tout ce qui luit sur la montagne, tout ce qui désaltère en venant des hauts sommets. Il est la Nature ; il est la Beauté ; il est l'Amour. On ne peut s'étonner que le disciple de la Beauté soit son disciple, ni que, parvenu à l'occident de sa vie, en septembre 1888, faisant son testament intellectuel, et rassemblant en un faisceau toutes ses clartés, comme le soleil qui, au moment de disparaître, rappelle à lui tous les rayons qu'il prodigua pendant le jour, Ruskin nous dise : « Et maintenant, en écrivant sous la paix sans nuages des neiges de Chamonix ce qui doit être réellement le dernier mot du livre que leur beauté inspira et que leur force guida, je me sens, d'un cœur plus joyeux et plus calme qu'il n'a jamais été jusqu'ici, capable de raffermir ma plus simple assurance de foi, — c'est-à-dire que *la connaissance de ce qui est beau est le vrai chemin et le premier échelon vers la connaissance des choses qui sont bonnes et d'un bon rapport, et que les lois, la vie et la joie de la Beauté dans le monde matériel de Dieu sont des parts aussi éternelles et aussi sacrées de sa création que, dans le monde des esprits, la vertu et, dans le monde des anges, l'adoration.* »

ROBERT DE LA SIZERANNE.

LES MONOPOLES INDUSTRIELS

AUX ÉTATS-UNIS

La vie économique subit partout depuis un quart de siècle une transformation intérieure plus ou moins profonde, naturelle et presque inévitable, toujours grave en raison des épreuves qui accompagnent cet âge critique de l'industrie moderne. Pour marquer par deux traits simples les grandes lignes de cette évolution, nous dirons que l'industrie se centralise et que le régime traditionnel de la concurrence tend à faire une place de plus en plus large au principe de l'association en matière économique. Il n'y a pas là un phénomène extraordinaire et accidentel, mais une simple phase d'un lent et long mouvement, aussi ancien que l'industrie elle-même, qui semble porter sans cesse le capital et le travail par une concentration progressive vers l'*intégration*. La même force qui a remplacé peu à peu, dans l'histoire économique des temps modernes, le petit artisan par l'industriel et l'industriel par la société anonyme, paraît favoriser maintenant la naissance du syndicat de producteurs, c'est-à-dire la coalition de tous les fabricans d'une même denrée dans un État, sur un continent, ou de par le monde entier. C'est à la constitution des grands monopoles industriels que menacent d'aboutir aujourd'hui les nouveaux progrès de la centralisation économique. Dans chaque branche de production nous voyons en effet les grandes entreprises essayer de s'unir, au lieu de se faire la guerre, pour dominer le marché, pour contrôler les prix. Un élément nouveau de l'activité humaine, l'association, s'ajoute à la concurrence et s'efforce de s'y substituer; il semble que ce ne doive plus être le seul jeu de

l'offre et de la demande qui règle à l'avenir les échanges, mais la volonté souveraine d'une puissance nouvelle, le syndicat de production : le monopole prétend régner sur l'industrie.

Quelles sont les causes de cette évolution des formes économiques? On peut dire d'abord que le machinisme et les découvertes scientifiques de ce siècle ont souvent forcé la production au delà des besoins, provoqué crises sur crises, nécessité l'application d'une sorte de malthusianisme industriel qui réclame déjà un certain degré d'entente entre les producteurs. D'autre part, la concurrence elle-même a une limite. Elle agit normalement et sans heurt quand le nombre des combattans est considérable, quand le théâtre de la guerre est vaste; mais comme les petites entreprises sont peu à peu ruinées ou absorbées par les grandes, on la voit bientôt se concentrer entre les établissemens puissans qui subsistent seuls, et qui, peu nombreux, ont intérêt à s'associer au lieu de s'entre-tuer. La disparition des plus faibles a ainsi pour résultat l'union des plus forts sur le champ de bataille, et l'association s'impose comme un remède naturel et forcé aux excès de la concurrence. Ces causes agissent avec plus ou moins de violence et produisent des résultats plus ou moins nets, suivant les milieux et les mœurs économiques des différens pays. Le mouvement est plus avancé qu'ailleurs aux États-Unis, où, autour des grands syndicats de production, des *trusts*, se groupent tant d'autres associations analogues, moins sérieuses, moins perfectionnées, poursuivant le même objet par des procédés inférieurs. L'activité industrielle s'est développée en ce pays avec plus d'intensité qu'en Europe, et en moins de temps; il n'y a guère aujourd'hui dans l'Amérique du Nord une seule branche importante de l'industrie qui ne fournisse ou n'ait fourni quelque exemple de cette centralisation croissante des forces productrices. Il ne nous paraît donc pas inutile de jeter un peu de lumière sur le fonctionnement de ces monopoles industriels aux États-Unis, en faisant connaître leurs formes actuelles, leur histoire, leurs résultats, en appréciant enfin les mesures de prohibition prises contre eux par les pouvoirs publics. Cela nous fournira l'occasion de rechercher en terminant si cette marche au monopole, dont nous trouvons en Amérique la trace si marquée, répond bien à une véritable loi économique et quelles pourront être ses conséquences sociales dans l'avenir de nos pays.

I

Deux causes ont favorisé l'éclosion précoce des grands monopoles industriels aux États-Unis. C'est d'abord la fréquence et la gravité des crises de surproduction qu'ont déterminées en ce pays, à intervalles si rapprochés, le régime protecteur et l'abus de la spéculation. Ce sont, en outre, les excès d'un régime de concurrence aiguë où les guerres de prix engagées entre établissemens rivaux ne cessaient d'engendrer faillites et liquidations, fermetures d'usines, renvois d'ouvriers, et qui, au lieu de réduire lentement, régulièrement, le coût de production et le prix de vente dans les diverses branches de l'industrie, haussait ou abaissait par à-coups ces chiffres d'une façon factice et exagérée, au plus grand dommage du public comme à celui des industriels eux-mêmes. Il fallait remédier à ces abus, au gaspillage qui en résultait, à l'instabilité des affaires. A cet effet, un seul moyen : l'entente entre les compétiteurs, limitant la production, fixant les prix de vente. De tout temps, les États-Unis nous ont donné l'exemple de tentatives dirigées en ce sens : elles n'ont pleinement réussi qu'avec la création des *trusts* ou syndicats industriels, et en particulier avec l'organisation du monopole du pétrole en 1882.

Nous devons au lecteur français une explication de ce mot de *trust*, un vieux terme du vocabulaire juridique d'outre-Manche, sous lequel se cache l'une des institutions les plus anciennes du droit anglo-saxon. Rien n'est moins aisé à comprendre et à traduire que les formes fondamentales d'une loi civile par delà les frontières qui séparent deux races; et, plus que tout autre le droit privé anglais, traditionnel et évolutif, avec son langage convenu que les seuls initiés possèdent ou prétendent posséder, répugne essentiellement à nos esprits latins. Le contrat de *trust*, dont on peut rapprocher le fidéicommis, est le contrat par lequel un testateur ou donateur transmet un bien à un tiers nommé *trustee* pour le compte d'un bénéficiaire ou *cestui que trust*, en chargeant le *trustee* de gérer en bon père de famille le bien placé sous sa garde et d'en faire remise en temps et lieu à qui de droit. Emprunté au droit prétorien de l'ancienne Rome, ce procédé spécial de transmission a été dès l'origine d'un emploi constant en Grande-Bretagne pour les substitutions héréditaires comme pour les donations ecclésiastiques tombant sous le coup des lois de mainmorte.

Son champ d'application est aujourd'hui très large en matière de successions et de legs, de constitutions de dot, de tutelle, d'institutions charitables, et son usage se voit d'autant plus apprécié que, relevant non de la « loi commune » rigide et brutale, mais de l' « équité », il ressortit à des juridictions particulières, la cour de Chancellerie en Grande-Bretagne, les cours de district aux États-Unis. — Comment le terme de *trust* est-il arrivé à désigner particulièrement aujourd'hui les grands syndicats industriels en Amérique? C'est que ces *trusts* — nous rendons maintenant à ce mot son sens spécial et économique — se constituaient originairement par la remise à un conseil de *trustees* des actions de tous les établissemens associés dans une branche d'industrie.

Le *trust* représente aux États-Unis le dernier terme du mouvement de la concentration économique, le type le plus perfectionné du monopole industriel, la plus puissante expression du régime de l'association. On peut le définir l'union intime et indissoluble des entreprises rivales dans une industrie donnée, par la fusion de leur propriété même, c'est-à-dire de leur capital, en vue de leur fonctionnement en commun sous une autorité unique et absolue. Son but essentiel comme son trait caractéristique est de mettre un terme à la concurrence et d'établir un monopole de fait : limiter strictement la production aux besoins du marché, fixer un prix de vente général et rémunérateur, réduire le coût moyen de fabrication, voilà ses résultats immédiats et pratiques. C'est là ce que faisaient déjà spontanément les gildes du moyen âge, dans une proportion restreinte et par des moyens primitifs : l'idée a été reprise, élargie et mise à exécution d'une façon supérieure et consciente. Distinguons immédiatement de ces grands syndicats industriels, stables et définitifs, les manœuvres de bourse exécutées de temps à autre par des financiers coalisés pour l'accaparement momentané d'un produit, les *corners*, comme les désigne l'argot américain, dont le succès devient de jour en jour plus difficile avec l'élargissement des marchés et l'extensibilité croissante des stocks. Il y a entre ces deux ordres d'opérations une différence fondamentale. Les spéculations de bourse sont des actes de violence, des *raids* financiers, qui arrêtent brusquement les affaires et visent à l'oppression du public; les syndicats américains représentent une forme d'industrie, une modalité du régime de la production, et se proposent pour objet de régulariser le marché. Temporaire ou permanent, c'est bien le monopole qui

ressort en dernier compte de ceux-ci comme de celles-là, mais monstrueux et presque révolutionnaire dans un cas, il est dans l'autre naturel, normal et, jusqu'à un certain point, inévitable.

C'est la distinction qui apparaît en toute évidence, lorsqu'on envisage telle ou telle industrie spéciale, par exemple les chemins de fer, les télégraphes ou les téléphones, les services municipaux d'éclairage ou de transport, et tant d'autres où un certain degré de centralisation, une certaine espèce de monopole, résultent de la nature même des choses, à titre implicite et obligatoire. Le *trust* est la manifestation d'un mouvement analogue dans les autres branches de l'activité économique, dans les industries de droit commun, si l'on peut ainsi parler. Ici la tendance à la concentration des moyens de production ne trouve sa réalisation positive que plus lentement, à la longue, et l'organisation d'un syndicat est en général préparée par la conclusion d'alliances plus ou moins étroites entre les établissemens rivaux qui cherchent à se garantir contre les risques de la production à perte. — Deux moyens pour créer un *trust* en Amérique : le premier consiste à fusionner toutes les compagnies ou entreprises dans une société nouvelle, qui acquiert les divers établissemens en donnant en paiement ses propres actions ; on achète sur le marché une majorité d'actions des diverses compagnies, remplaçant de même lesdites actions par ses titres propres. Voilà la méthode employée par le *Diamond Match*, le syndicat des allumettes. C'est au second procédé d'union que devait être réservée, au sens strict, l'appellation de *trust*, que l'usage a étendue par analogie à notre premier cas. Ici une majorité d'actions de chacune des sociétés locales est déposée, contre « certificat » ou récépissé négociable, aux mains d'un conseil de *trustees*, composé des membres les plus puissans de l'association ; celui-ci se trouve investi de tous les pouvoirs conférés par ces titres, les actionnaires n'ayant plus droit qu'aux dividendes distribués. Tel est le système dont le *Standard oil trust* a donné le premier modèle. — Dans une hypothèse comme dans l'autre, usines, matériel, procédés et clientèle, tout est mis en commun sous la direction autocratique du syndicat, c'est-à-dire des administrateurs de la société ou du conseil des *trustees*. Le syndicat est maître absolu et irresponsable : il détermine le prix d'achat des matières et le prix de vente des produits, reçoit les commandes, fixe les quantités à fabriquer et les partage entre les divers établissemens, réglant le travail dans chacune des usines,

fermant celles qui travaillent à perte ou à trop faible bénéfice. Les dividendes trimestriels, votés par lui, sont répartis entre les intéressés proportionnellement au nombre de leurs actions ou certificats, de telle sorte que même les établissemens qui chôment prennent leur part dans le gain commun. Toute liberté individuelle, sinon toute initiative locale, disparaît ainsi sous l'empire arbitraire du syndicat tout-puissant; là où l'on voyait une série d'établissemens rivaux et indépendans, il n'y a plus que les agences ou les comptoirs, à peine les succursales, d'une entreprise gigantesque qui tient toute une industrie dans tout un pays, composé solide d'élémens inséparables, produit exorbitant et colossal d'une force économique supérieure à la concurrence : l'association.

Les avantages respectifs de l'un et de l'autre procédé de formation des syndicats sont assez difficiles à mettre en balance. La fusion des compagnies ou établissemens est-elle préférable à la fédération des actionnaires? Il y a doute; on remarquera que les deux méthodes présentent pour les Américains l'avantage commun d'éviter tout changement dans la condition juridique des diverses entreprises, qui restent devant les lois aussi parfaitement distinctes les unes des autres qu'elles sont intimement associées en pratique. Les *trustees*, d'une part, ont plus de pouvoirs que les administrateurs de la société centrale de l'autre, puisque au lieu d'être simples mandataires des actionnaires réunis en assemblée, ils exercent seuls tous les droits attachés à la possession des actions échangées contre les certificats, dont les porteurs ne sont plus que des créanciers éventuels de dividendes. Mais cette distinction purement juridique a peu d'importance réelle, car chacun sait qu'aux États-Unis moins que partout ailleurs les actionnaires n'exercent de véritable pouvoir dans le choix des administrateurs et la direction des affaires. Une seule différence est à signaler : c'est que le conseil de *trustees*, qui n'a pas d'existence légale, agit plus secrètement que les administrateurs de la société anonyme. Il travaille dans l'ombre, en silence, sans qu'il y ait de limite assignée à ses attributions ni de responsabilité attachée à ses opérations; son autorité est d'autant plus forte qu'elle est moins officielle.

A côté de ces grands syndicats, on trouve aux États-Unis quantité d'autres associations industrielles d'objet analogue et de nature inférieure, ayant plus ou moins d'extension, de prétention et de succès. Voici, choisis au hasard, quelques exemples de ces

divers types. Citons d'abord les alliances entre établissemens rivaux destinées à fixer d'un commun accord le prix de vente des marchandises : on en trouve presque partout. L'une des plus connues est celle qui unit les grands rois de la viande à Chicago, Armour, Swift, Morris Nelson et Hammond, les « quatre géans », et qui leur permet de régler à leur guise le marché du bétail vivant et celui du produit ouvré. Du même ordre est la coalition des vendeurs en gros de lait à New-York, comme les associations diverses de brasseurs, de médecins, d'avocats. Il y a de ces conventions qui limitent la production en partageant les quantités à fabriquer, les commandes ou les débouchés; c'est ainsi que les représentans des houillères de la Pensylvanie orientale se réunissent chaque mois dans un des grands hôtels de New-York pour déterminer le cours auquel sera vendu le charbon pendant le mois suivant et se répartir entre eux le total de la production. Ces ententes verbales ne garantissent pas assez sûrement les parties prenantes honnêtes contre les agissemens secrets des rivaux moins scrupuleux qui prennent le *sic vos non vobis* pour la loi des échanges et qui, de crainte d'être dupés, préfèrent souvent devenir dupeurs. Aussi s'efforce-t-on de les transformer en des contrats plus rigides créant des liens plus forts, une solidarité plus étroite, des responsabilités plus effectives, *pools*, *combinations*, *rings*, qui établissent des pénalités sévères contre les délinquans, organisent un fonds commun de bénéfices, et déterminent des maximum d'affaires pour chaque établissement. Ce sont ces dernières formes d'union que pratiquent entre elles, sur une si vaste échelle, les compagnies américaines de chemins de fer. En voici, dans une industrie spéciale, un exemple type. Le monopole presque absolu de la fabrication des enveloppes aux États-Unis appartient à une société de Springfield (Massachusetts), composée d'un bon nombre d'établissemens unis par un traité déjà ancien; la société reçoit de ceux-ci, par mille enveloppes vendues, une somme fixe de vingt-cinq cents dont le produit sert à gagner des concurrences éventuelles, à acheter des brevets, à payer des dividendes; elle détermine les prix de sa propre autorité pour chaque entreprise. — Plus ou moins durables et efficaces, s'étendant sur un champ d'expériences plus ou moins large que représente parfois le territoire entier des États-Unis, comme pour les télégraphes, parfois le simple rayon d'une grande ville, — c'est le cas des entreprises de gaz à Chicago, — ces unions,

alliances ou combinaisons se rencontrent en Amérique dans toutes les branches de l'industrie. Partout elles restreignent la concurrence, préparant la voie aux grands syndicats, aspirant elles-mêmes au monopole; depuis les plus simples ententes qui se concluent habituellement entre établissemens voisins, jusqu'à la fédération gigantesque qui embrasse tout un ordre de production dans un continent tout entier, elles marquent les degrés successifs de la centralisation dans le régime industriel : c'est la série continue où se traduisent les progrès de l'universelle tendance à l'association en matière économique.

II

En Europe, cette tendance est moins prononcée qu'aux États-Unis, ses résultats pratiques sont aujourd'hui moins avancés, d'abord à cause de l'extrême morcellement du marché que divisent les barrières de douanes, et puis parce que dans notre vieux monde tout progrès économique, que ne favorise pas, comme dans le nouveau, l'ardente exubérance de l'initiative individuelle, se voit entravé et retardé par les prescriptions trop rigides d'une législation trop compliquée. Dès à présent, le mouvement centralisateur de l'industrie y a donné naissance à des ententes diverses, comme celles qui unissent entre eux chez nous les raffineurs de sucre, les assureurs sur la vie, les métallurgistes de diverses régions du nord et de l'est. Les compagnies anglaises de navigation qui font le service de l'Extrême-Orient sont syndiquées. En Allemagne, les *Cartelle* du fer, du charbon, de la soude, du plomb, l'*Eisencartel* ou coalition sidérurgique en Autriche-Hongrie, sont fondés sur des traités qui lient dans une industrie donnée toutes les entreprises rivales, et pourvoient, par des dispositions précises, à la répartition des commandes et à la fixation des prix. Enfin, depuis dix ans, nous avons vu plusieurs essais d'organisation de syndicats industriels internationaux, notamment pour l'acier, l'étain, le zinc. Morales ou matérielles, ces diverses associations n'ont jamais revêtu la forme fédérative du *trust*, la plus solide, la plus vivante, la plus durable; celle-ci est demeurée une spécialité de l'Amérique. Donnons quelques détails sur l'histoire de quelques-uns des grands *trusts* industriels aux États-Unis.

Le premier de tous, et le plus heureux, c'est le syndicat du pétrole. Un jour de l'année 1855, Jonathan Watson, propriétaire

d'une petite bande de terrain sur l'Oil creek, dans l'État de Pensylvanie, voyait de l'huile jaillir d'une source; le chimiste en renom de Hartford auquel il fit analyser le liquide, refusa d'y reconnaître un produit naturel, et ce n'est que le 28 août 1859 que s'ouvrit, à l'endroit même où Watson avait fait sa découverte, le premier puits d'huile minérale: l'Amérique en compte aujourd'hui 60 000. Tout de suite, follement, la spéculation se lança sur l'industrie du pétrole, que *barnumiza* le « colonel » Drake, et après la première conduite souterraine établie par Samuel van Syckel à Pit hole, après la première raffinerie construite par Charles Lockhart en 1860, le nombre des entreprises grandit sans mesure, la production s'accrut hors de tout rapport avec la consommation. C'est à John Rockefeller qu'échut le pouvoir d'enrayer la crise en régularisant le marché. Fort de la situation de premier ordre qu'il s'était faite dans l'industrie nouvelle, Rockefeller organisa de 1875 à 1882 avec ses affiliés, les grands raffineurs, ententes sur ententes, conventions sur conventions, et le 2 janvier 1882 constitua enfin le *Standard oil trust* dans sa forme actuelle. Au nombre de quatre-vingt-dix environ, les entreprises privées ou collectives de raffinerie de pétrole se fondent alors en quatre sociétés anonymes fonctionnant dans les États de Pensylvanie, d'Ohio, de New-York et de New-Jersey; les actions de ces sociétés sont déposées aux mains de neuf *trustees* élus qui émettent en échange, titre pour titre, 90 millions de certificats répartis entre plus de sept cents porteurs. Ces *trustees*, au premier rang desquels figurent John D. et William Rockefeller, possèdent à titre particulier une majorité des certificats; leur traitement annuel se monte à 25 000 dollars; l'un d'eux est président de chacune des sociétés locales. Dès sa formation, le syndicat s'empresse de compléter le réseau des conduites souterraines qui joint aujourd'hui à la région de l'huile les Grands Lacs et l'Océan Atlantique, d'où une économie de 66 pour 100 sur les frais de transport; il achète ou ruine toute concurrence importante; il développe largement le marché de ses produits en Europe, et on l'a vu naguère conclure un arrangement avec son grand rival russe, son seul compétiteur, pour le partage des débouchés de ce côté de l'Atlantique. Le *trust* est aujourd'hui maître du marché. Les *trustees* sont maîtres du *trust*, et la confiance que leur accordent les intéressés est telle qu'en 1893, la restitution des actions aux porteurs des certificats ayant

été autorisée (1), personne ne voulut faire usage de la faculté offerte : le syndicat subsista malgré lui-même.

En face de ce prototype des grands monopoles industriels aux États-Unis, il faut placer le syndicat du sucre, auquel est lié de la façon la plus étroite le nom de M. Havemeyer, son fondateur et son chef. L'Amérique du Nord absorbe chaque année 2 800 millions de livres de sucre, dont 18 pour 100 environ passe directement des mains du petit cultivateur de la Louisiane à celles du consommateur; vingt établissemens raffinent le reste, garantis contre l'importation du sucre raffiné par des droits prohibitifs et dotés de fortes primes d'exportation. Le 6 août 1887, quatorze de ces raffineries s'unirent pour former un syndicat, qui centralisa dès le principe 85 pour 100 de la production sucrière aux États-Unis. Toutes les parties sont ici des sociétés par actions, et l'échange des actions contre les certificats se fait non pas à un prix fixe, mais aux risques de chaque porteur. Il y a onze *trustees*, qui dirigent seuls toute l'affaire; quatre usines sont tout de suite fermées par leur ordre à Boston et à New-York; en 1891, ils s'associent Claus Spreckel qui tentait d'exploiter à Philadelphie et à San Francisco des établissemens nouveaux. En fait, toute concurrence a disparu aujourd'hui, la force de production moyenne des usines non syndiquées n'atteignant pas 10 pour 100 de celle du *trust;* l'*American sugar refining company*, en qui s'est récemment incarné celui-ci, avec son capital de 75 millions de dollars, ses dividendes annuels de 10 à 12 pour 100, représente aux États-Unis une puissance économique et financière de premier ordre, et sait bien la faire valoir à l'occasion.

Moins fort, et aussi moins favorisé, a été le syndicat de l'alcool, de son vrai nom le *Distillers and cattle feeders trust*, constitué en 1887 sur le modèle du précédent. L'alcool, affranchi d'impôt jusqu'à la guerre de Sécession, s'était vu frappé en 1862 aux États-Unis d'une taxe de vingt cents par gallon, taxe qui fut élevée progressivement jusqu'à cinq dollars par gallon en 1865. A chaque projet d'accroissement des droits, la spéculation faisait enfler la production au delà de toute mesure; vers 1870, la fabrication annuelle de l'alcool dépassait le triple de la consommation moyenne, et, la fraude ne connaissant plus de bornes, il n'était pas rare de voir vendre les eaux-de-vie à des prix inférieurs au montant même de l'impôt. Le marché se régularisa quelque peu

(1) Pour se conformer à une loi récente du Congrès.

dans les années suivantes, grâce à une exportation considérable qui se chiffra en certaines années par 40 millions de gallons, près de deux millions d'hectolitres. Puis, à partir de 1881, la demande européenne cessant tout à coup, voici la crise de surproduction qui renaît. On tente sans succès toutes sortes d'arrangemens; on impose des contributions aux industriels pour couvrir les déficits de l'exportation qui allège le marché, mais aucune entente n'est durable, car les fabricans ne se font pas faute de refuser la taxe. Ce n'est qu'en 1887 qu'on arrive à organiser le syndicat; il embrasse tout de suite 80 distilleries représentant près de 90 pour 100 de la production spiritueuse aux États-Unis, et moins de deux ans après, par une courte guerre de prix, on ruine ou on annexe les derniers établissemens rivaux à Saint-Paul et dans le Kentucky. Tout récemment, la *Distilling and cattle feeding Company*, qui a succédé au *trust* en 1893, tombait en faillite sous le poids de spéculations trop lourdes: plus actif que jamais, le monopole industriel ne laisse pas de survivre à cet incident financier.

Deux *trusts* rivaux dans la seule industrie de l'huile végétale, voilà certes un résultat caractéristique de la centralisation industrielle unie à la division du travail aux États-Unis. L'un produit l'huile de lin et n'exploite pas à cet effet moins de 52 établissemens. L'autre, adonné à la fabrication de l'huile de graine de coton, s'est constitué en 1884 sur le modèle du syndicat du sucre, entre soixante-douze sociétés du sud des États-Unis : Quarante-neuf manufactures et dix raffineries travaillent aujourd'hui sous sa direction; il s'est annexé les deux célèbres fabriques de saindoux Fairbanks et Wilcox et fait ainsi concurrence aux grands *packers* de Chicago. Ces deux *trusts* se sont organisés en sociétés anonymes au cours de leur carrière; d'autres, au contraire, se sont constitués comme tels dès l'origine : le syndicat du cuir par exemple, dont le monopole s'étend sur tout l'est des États-Unis, celui du tabac, celui des allumettes. C'est aussi le cas du syndicat du caoutchouc, créé en 1892 après bien des essais infructueux par neuf sociétés indépendantes; ses directeurs achètent la matière première en gros dans l'Amérique du Sud, la transportent par bateaux complets et la répartissent entre les usines qui la travaillent; la vente est confiée à une société spéciale de New-York.

Voilà quelques types de syndicats de monopole, et dans chacune de ces espèces, on retrouve une même forme persistante et caractéristique, l'association des entreprises rivales par l'union

ou la fusion de la propriété même de ces entreprises, c'est-à-dire de leur capital. Les États-Unis comptent aujourd'hui une trentaine de ces *trusts* sur les produits qu'on peut appeler nécessaires, les élémens essentiels de la vie économique, sans parler des industries où la centralisation, sinon le monopole, ressort presque nécessairement du petit nombre et de l'union forcée des producteurs, comme c'est le cas pour les industries extractives. Le monopole représente en Amérique le but suprême des industriels de toutes catégories, et chaque jour voit des tentatives nouvelles de coalition. Un *trust* amène l'autre : le syndicat du sucre incite les fabricans de glucose à s'associer pour se défendre ; il y en a aussi qui tombent par faiblesse de constitution ou se rompent par fraude ou abus. Plomb, nickel, acier, gutta-percha, glucose, amidon, jute, tout cela est aux mains des *trusts;* l'enfant qui va à l'école achète à un *trust* son ardoise et son livre de classe, et c'est un *trust* qui fait les enterremens. Ils naissent et meurent, mais il en naît plus qu'il n'en meurt, et ceux qui vivent prospèrent. Là où il n'y a pas syndicat proprement dit et véritable monopole, il y a des ententes, des combinaisons quelconques : on en a compté dans près de quatre cents branches diverses d'industrie, et la liste ne cesse de s'en accroître. Pas une direction de l'activité économique où l'on ne trouve des *pools* ou des *trusts*, des échafaudages ou des ruines des uns ou des autres, et sous la pression de la surproduction, devant le fait constaté du « trop en tout », la lutte s'est partout engagée contre la concurrence, et les compétiteurs ont vaincu la compétition. Au *struggle for life* économique se substitue la ligue pour la paix industrielle, avec un mot d'ordre nouveau : Unissez-vous. Les puissans donnent aux faibles leur protection en leur prenant leur liberté, et l'accord s'établit entre les uns et les autres sur la base de l'intérêt commun : les formes de la production revêtent en se centralisant le caractère autocratique.

III

Tels sont donc les faits : l'association bat en brèche la concurrence, et sur ses ruines le monopole prend position et établit sa souveraineté. Quelles ont été pour le consommateur, c'est-à-dire pour le public, et pour l'ouvrier, c'est-à-dire pour la classe pauvre, les résultats matériels de cette évolution économique? A-t-on vu

s'abaisser le prix des denrées et s'élever les salaires? La productivité du travail s'est-elle accrue en même temps que diminuait le coût de la vie? Telles sont les questions que nous avons à examiner maintenant.

On ne peut nier qu'au premier abord l'apparence ne soit assez défavorable à l'organisation nouvelle de l'industrie. Les *trusts* font la loi à l'ouvrier et au consommateur : voilà l'accusation qu'on entend journellement porter contre eux. Ils oppriment le pays aux deux extrémités de l'échelle sociale. Maîtres du marché des produits et de la main-d'œuvre, ils exercent sur les prix et les salaires une autorité toute-puissante : ils en abusent, ils font l'usure. *Corporations have no souls*, dit un proverbe américain : ils n'ont pas d'âme.

Voyons ce qu'il y a de vrai dans cette thèse, et recherchons en pratique s'il y a abus et où il y a eu abus. Tout d'abord, on peut soulever une question préalable, et se demander si les syndicats sont réellement investis sur le marché d'un pouvoir arbitraire dans la fixation du prix des choses. Oui, certes, au cas où leur monopole est absolu et toute concurrence impossible. Mais ce monopole n'est jamais qu'un fait, non pas un droit, une possibilité, non une nécessité; légalement la concurrence n'est pas exclue, elle peut subsister. — A la vérité, ce n'est plus ici la même concurrence qu'autrefois; elle a changé d'armes et de champ de bataille, et, comme l'industrie même dont elle est, suivant un vieux dicton anglais, l'essence et la vie, elle s'est centralisée. C'est entre industries différentes et dépendantes, ou entre industries voisines et parallèles, qu'elle s'exerce aujourd'hui, plutôt qu'entre établissemens rivaux dans une même industrie; d'interne et locale qu'elle était, elle est devenue générale et externe, et dans chaque branche de production, la guerre civile a fait place à la guerre étrangère. Ainsi le jute rivalise avec le coton, le pétrole avec le gaz d'éclairage; ainsi les minotiers s'unissent contre les fermiers coalisés, les fabricans de viande contre les éleveurs, les métallurgistes contre les propriétaires de mines : c'est la guerre entre *trusts*, et aux syndicats de production s'opposent maintenant les syndicats de consommateurs. — Est-il vrai d'autre part qu'un *trust* détruise dans son domaine toute espèce de concurrence entre établissemens du même ordre? Le premier but de ces coalitions de gros fabricans est évidemment de ruiner la concurrence des petits, non pas en les anéantissant, mais en les absor-

bant, en les « intégrant », par mesure d'humanité, à titre de commutation de peine. Dorénavant, un rival est mort-né s'il n'apporte pas avec lui une habileté de premier ordre, des procédés nouveaux, une puissance exceptionnelle. Mais il n'y a ainsi que la concurrence inutile, superflue, qui disparaît, et les capitaux disponibles, toujours à l'affût des placemens rémunérateurs, ne cessent d'engendrer une compétition virtuelle et immanente, qui n'est pas sans offrir jusqu'à un certain point les mêmes garanties que le régime ancien. De fait, il n'y a pas d'exemple qu'un syndicat ait réussi à maintenir pendant bien longtemps un monopole absolu dans une branche d'industrie; le *Standard oil* lui-même voyait naguère se créer une société nouvelle qui entreprenait l'exportation directe en Europe. En s'élevant à un niveau supérieur, la concurrence a ainsi réduit et renforcé ses conditions d'application. Elle se réserve pour les cas vraiment graves; ce n'est plus la fuite par où se perd la vapeur dans la machine en marche, mais la soupape qui pare aux dangers d'éclatement. On l'utilise peu, elle profite davantage. Permanente, aiguë même entre industries rivales, latente et spasmodique entre établissemens voisins dans une même branche de production, elle restreint les dangers de l'association et les abus des syndicats; elle marque une limite et sert de justification au régime nouveau.

L'un des objets caractéristiques, l'un des résultats essentiels de ce régime, c'est l'économie dans la production : l'économie est la fonction sociale du monopole et sa raison d'être industrielle. Frais généraux et frais de transport, publicité, frais du service commercial de vente, l'association réduit toutes ces dépenses dans une proportion très large; elle met en commun les inventions et les informations, fait cesser les guerres de prix ruineuses; seule elle est capable de proportionner rigoureusement la production aux besoins. — Logiquement, cette économie doit aboutir à une diminution du prix des produits. Trouvons-nous en réalité aux États-Unis la trace d'un abaissement de cette nature? A qui profite l'économie réalisée? Aux syndicats ou au public? A cette question la réponse n'est pas aisée, et plus qu'en toute autre matière il est difficile de prononcer ici un jugement équitable et impartial. Les adversaires des monopoles nous diront que les syndicats ont haussé le prix des denrées, leurs partisans, qu'ils l'ont réduit, et tous nous apporteront des preuves : c'est toujours des statistiques les plus riches qu'on peut tirer les conclusions les plus variées.

Voici du moins un fait certain : les syndicats, qui n'ont — ne nous y trompons pas — qu'un but immédiat en vue, c'est de gagner le plus d'argent possible, ont tous, à certaines heures, élevé sans raison le prix de leurs produits, ou abaissé arbitrairement celui de leurs matières premières, par simple abus de pouvoirs et pour majorer leur revenu net aux frais du public. Dix-huit mois après sa formation, le *sugar trust* était un instant parvenu à élever de moitié le prix du sucre raffiné; le syndicat du tabac réduisit dès son avènement le prix de la feuille dans une très forte proportion. Si scandaleux qu'ils soient, ces exemples d'oppression commerciale ne se sont du moins jamais montrés durables ni fréquens, les industriels ayant compris qu'il n'était pas de leur intérêt bien entendu de pousser trop loin l'exaction, de s'aliéner l'opinion, d'attirer la concurrence par des profits excessifs.

A voir l'influence des *trusts* sur les prix des denrées dans une période de temps plus étendue, on se persuade d'abord que les monopoles industriels n'ont pas pu complètement enrayer la baisse de la plupart des denrées de consommation générale. C'est ainsi que les cours du sucre raffiné ont fléchi aux États-Unis, depuis la constitution du syndicat, plus que proportionnellement à ceux du sucre brut; d'autre part, il est facile de s'assurer que les bénéfices du *Whiskey trust* ne sont pas aujourd'hui plus considérables que ne l'étaient les profits des associations qui l'ont précédé. Les seuls *trusts* à succès sont ceux qui ont fait bénéficier le public d'une partie des économies qu'ils réalisaient; et ceux qui, comme le syndicat de l'amidon, ont voulu maintenir longtemps leurs prix à des taux déraisonnables, ont toujours risqué la ruine à ce jeu dangereux. Maintenant l'on se demandera si la baisse des cours a été, somme toute, aussi grande qu'elle eût dû l'être, si les avantages du régime de l'association n'ont pas profité plus que de raison aux seuls syndicats, et s'il n'eût pas été équitable que la communauté y participât dans une proportion plus large. A la question posée dans ces termes, la réponse n'est pas douteuse. Mais il faut dire que le mal est ici purement temporaire, moins grave que celui qu'engendrent les excès terribles du régime de la concurrence aiguë, et l'on doit bien se persuader aussi qu'en matière économique comme en matière sociale, les évolutions les plus profitables à la masse du pays ne laissent pas, en anéantissant les forces opposées, de léser un certain nombre d'intérêts individuels : c'est le prix du progrès.

L'ouvrier américain a le mérite de comprendre cette loi, de l'accepter et, bien que les syndicats, en restreignant la production, aient été conduits dès l'origine à réduire leur personnel, ils se voient pourtant fort peu attaqués par la foule des travailleurs. Les *trusts* n'ont pas cherché à opprimer les ouvriers, sachant trop bien à quelles fortes organisations ils auraient eu affaire, et n'osant pas braver ici le sentiment public. Qu'ils aient haussé le prix de la main-d'œuvre, qu'ils aient réduit la durée du temps de travail, c'est leur prétention, et c'est à la vérité le résultat qu'ils ont pu obtenir en certaines circonstances. Mais à prendre les choses d'ensemble, les ouvriers n'ont pas encore reçu d'eux un accroissement de richesse, et le seul bénéfice qu'ils en aient retiré, c'est celui d'un état de choses plus stable et plus sûr. D'autre part, dans chaque branche de production, les travailleurs sont tombés plus étroitement sous la dépendance de l'employeur unique, le *trust;* et, aujourd'hui syndicats industriels et syndicats ouvriers, aussi solides, aussi fortement constitués les uns que les autres, se dressent face à face et tête haute, non pas menaçans, mais consciens du moins de leurs droits comme de leurs devoirs, et prêts à la guerre pour mieux garder la paix.

Plus que les abus de pouvoir, plus que tous les actes d'oppression, ce qui a déchaîné surtout les passions populaires contre le mouvement général de la centralisation industrielle en Amérique, ce sont les gros profits réalisés par les *trusts*. Ceux-ci ont bien essayé de dissimuler leurs bénéfices sous l'inflation apparente de leur capital; personne n'ignore cependant que les dividendes annuels du *Sugar trust* et du *Standard oil trust* atteignent jusqu'à 20 et 25 pour 100 du capital effectif. Les énormes revenus des grands syndicats ne sont pas niables, ni les spéculations auxquelles se sont livrés bon nombre d'entre eux, ni les pouvoirs exceptionnels qu'ils exercent dans la société moderne et dont ils lui doivent compte. Reconnaissons d'ailleurs les avantages matériels que retire le pays entier de la forme d'industrie dont les *trusts* sont la manifestation la plus complète : l'association régularise la production et prévient les crises; elle réalise, en abaissant les prix de revient, une économie notable à l'actif de la communauté; seule elle donne la fixité aux cours des denrées, seule elle peut accomplir certaines œuvres coûteuses et à longue échéance, que des entreprises isolées et rivales ne sont pas capables de mener à bien. Quant aux drawbacks du régime, nul ne songera

à les passer sous silence : que les syndicats aient fait par momens des prix d'accaparement et ralenti même en temps normal le mouvement de baisse des cours, qu'ils aient mené une campagne offensive là où ils n'auraient dû jouer qu'un rôle de protection, cela ne peut être contesté. Ce sont là des folies de jeunesse, des fautes graves sans doute, mais trop fréquentes à certaines époques de la vie des institutions comme de celle des hommes, pour n'être pas pardonnables une fois qu'elles ont eu leur terme. Il faut seulement y mettre fin, il faut protéger la société contre les excès présens du régime de la centralisation industrielle.

IV

C'est en 1887 que l'opinion commença à s'émouvoir de ces abus, en Amérique, et que le problème des monopoles se posa devant le pays dans toute son acuité. Deux grands journaux, le *Times* de New-York et la *Tribune* de Chicago, se font cette année-là, les premiers dans la presse périodique, l'organe des revendications populaires contre les *trusts;* et, dès l'hiver suivant des enquêtes sont votées en même temps par le Congrès de Washington et le sénat de l'État de New-York. Tandis que le parti républicain paraît s'entendre avec les grands syndicats, que Blaine déclare voir dans les monopoles industriels « des affaires d'ordre purement privé », les démocrates au contraire font de la lutte contre les monopoles leur plate-forme pour l'élection présidentielle en 1888. Dans bon nombre d'États, on poursuit les *trusts* devant la justice d'après les principes de la loi commune anglo-saxonne sur la liberté du commerce. De 1889 à 1892, les législatures de dix-huit États de l'Union votent contre eux des lois de proscription, interdisant toute tentative de monopole, annulant de droit toute convention passée en vue de restreindre la production ou de fixer des prix de vente : lois draconiennes, armées de clauses pénales d'une rigueur inouïe, et sous le coup desquelles pouvaient tomber, au même titre que les syndicats, les ententes les plus simples du commerce journalier. C'est le Texas et le Missouri qui commencent; pour gagner du temps, les syndicats défèrent en appel de cour en cour les lois qui les frappent, ils rivalisent de ruse diplomatique avec les pouvoirs locaux, paient leurs hommes de loi plus cher qu'eux et réussissent presque toujours à se tenir debout. Là où la vie leur devient

impossible, ils liquident, puis émigrent, sûrs de trouver un gîte dans un autre État, auquel ils apportent par la voie de l'impôt d'assez gros bénéfices : c'est ainsi que le New-Jersey, le plus hospitalier de tous les États de l'Union, profite aujourd'hui de leurs préférences communes. — Enfin le 2 juillet 1890, sur la proposition du sénateur Sherman, le Congrès américain rend lui-même, « pour protéger l'industrie contre les monopoles et les tentatives d'oppression », un bill qui prohibe dans le commerce entre États toute combinaison destinée à restreindre la concurrence, en appuyant cette interdiction d'une amende de 5 000 dollars. Aussitôt, tous les *trusts* proprement dits, c'est-à-dire constitués par le dépôt d'actions aux mains d'un syndicat, se transforment en sociétés anonymes pour échapper aux poursuites : on achète une « charte », on promulgue des statuts, on nomme administrateurs les anciens *trustees;* d'ailleurs il n'y a rien de changé dans l'exploitation de l'entreprise, qui trouve dans cette légitimation même une force de résistance nouvelle contre la loi. De l'aveu de l'avocat général des États-Unis, l'acte du 2 juillet 1890 s'est montré inutile, car on le tourne; inconstitutionnel, — il excède en effet les droits du Congrès; — dangereux enfin, puisqu'on a pu l'appliquer aux associations ouvrières et menacer de dissoudre en son nom l'union des mécaniciens de chemins de fer. Sept années de persécutions législatives et judiciaires n'ont donné en Amérique qu'un résultat, c'est de jeter un peu plus de lumière sur le fonctionnement des syndicats qu'on oblige à se soumettre au régime des compagnies par actions : ce qui ne veut pas dire que le pays soit aujourd'hui beaucoup mieux renseigné qu'avant sur leurs spéculations et leurs agissemens secrets.

C'est là un médiocre succès, et on peut se demander si les pouvoirs publics américains n'auraient pas été mieux inspirés en cherchant une autre voie pour réprimer les abus. Un fait frappera tout le monde : c'est que les États-Unis, véritable patrie des *trusts*, sont actuellement le pays du monde le mieux protégé par les barrières de douane. Or, de toute évidence, en développant la fièvre de la surproduction, contre laquelle il n'y a qu'un remède, l'association, le protectionnisme engendre nécessairement le monopole; un marché fermé est la terre sainte des grands syndicats industriels. Revenir à un régime douanier plus normal et moins isolant, voilà donc en Amérique la première condition pour restreindre l'influence de l'association, et rendre à la concurrence son

rôle naturel dans le jeu des échanges. Mais ne croyons pas qu'il suffise d'une modification de tarif pour régulariser le marché. Il y a des syndicats qui ne vivent que grâce aux droits d'importation, cela est certain : sucre, plomb, acier, huile de lin, tous ces produits verraient disparaître, avec ces droits mêmes, la hausse artificielle qui maintient actuellement leurs prix à des cours excessifs. Au contraire les autres grands monopoles américains sont bien indépendans du tarif, et un changement dans la politique douanière de l'Union n'affecterait, par exemple, ni le syndicat du pétrole, ni celui de l'alcool, ni celui de la viande. Si le régime protecteur peut en effet favoriser certains monopoles, il n'en représente pas la cause unique, et son influence n'est qu'accessoire auprès de la tendance générale de l'industrie moderne à la centralisation. Supprimez toute barrière de douane, vous verrez même se former des syndicats industriels internationaux. Le libre-échange peut atténuer les abus des grands monopoles, il ne suffirait pas à les faire disparaître : n'y cherchons point une panacée économique.

La question reste donc entière, et devant l'influence croissante de ce facteur nouveau, l'association, dans le régime des échanges, devant les excès des grands *trusts* industriels, on cherche en Amérique quelle peut être l'action, quel doit être le rôle de l'État. Protestant contre l'accusation de monopole, les syndicats demandent qu'on respecte le libre jeu des forces économiques et réclament le « laisser faire » ; leurs adversaires dénoncent en eux les tyrans de la société et exigent leur anéantissement immédiat : il nous paraît que les uns et les autres ont tort. A supposer que ce soit possible à l'heure présente, détruire les *trusts*, c'est ressusciter le régime ancien de la concurrence illimitée avec son gaspillage déplorable, ses guerres incessantes, son cortège de ruines et de désastres, c'est tuer l'industrie moderne. A-t-on bien le droit de priver la communauté des bénéfices d'un régime qui lui apporte l'économie dans la production, l'ordre dans le marché, la fixité dans les prix ? Il faut laisser vivre les *trusts*, mais en même temps il faut garantir la société contre leur oppression en prévenant leurs abus ; les accepter dans leurs qualités, corriger leurs défauts, voilà la voie à suivre. — Ce n'est pas qu'il soit facile d'adapter une méthode nouvelle de travail industriel aux conditions spéciales d'un marché, de régulariser le fonctionnement de l'association dans le régime de la production de manière à répri-

mer ses excès sans supprimer ses avantages, et nous croyons que, pour répondre aux exigences des temps à venir, les législations devront dorénavant se montrer très circonspectes, procéder par voie de tâtonnemens, et se faire plus ou moins expérimentales de leur nature, si elles ne veulent arrêter le progrès en cherchant à en régler le cours. Une bonne mesure à prendre, et qui paraît rallier dès aujourd'hui la majorité des suffrages en Amérique, c'est d'assujettir les grands syndicats à des conditions de publicité qui les obligent à vivre au grand jour; quelques-uns d'entre eux commencent dès maintenant à comprendre qu'ils ont plus à gagner qu'à perdre au régime de la pleine lumière. En second lieu, préciser la responsabilité personnelle des administrateurs dans toute l'étendue de leurs attributions, et en assurer l'exercice éventuel, voilà encore une réforme qui ne rencontrerait sans doute aux États-Unis que des faveurs, et dont la réalisation sera grandement facilitée le jour où la législation des sociétés commerciales, retirée aux États, sera centralisée entre les mains du Congrès. Enfin, par des dispositions précises et prudentes, pour lesquelles une large liberté d'appréciation serait laissée au pouvoir judiciaire, il faudrait soigneusement déterminer et sévèrement punir les spéculations des syndicats tendant à l'accaparement d'une richesse, à l'étranglement du marché, à l'oppression du producteur de matières premières ou à celle du consommateur : c'est ce que les lois américaines n'ont jusqu'à présent pas réussi à faire.

D'ailleurs, plus encore que les lois possibles, les faits actuels offrent d'eux-mêmes au peuple américain une garantie matérielle et très sûre contre les grands monopoles, une sorte d'hypothèque privilégiée sur les *trusts*. Les abus ruinent les syndicats, et l'on se convaincra à la longue que les seuls qui subsistent sont ceux qui réussissent à satisfaire aux exigences légitimes du public en même temps qu'à répondre aux conditions nouvelles de l'industrie, ceux qui apportent dans leur fonctionnement cette qualité de *fairmindedness*, cet esprit d'équité qui est l'un des plus beaux traits du caractère anglo-saxon. « Je n'ai jamais vu, disait un jour M. Carnegie, le roi de l'acier, — un grand ami des ouvriers, — une tentative de suppression absolue de la concurrence qui ait abouti à un succès durable. »

C'est ce qu'il y a de rassurant; pourtant cela même ne peut permettre de négliger une autre face de la question, et de passer

sous silence l'usage constant et presque normal que les syndicats industriels ont fait jusqu'à présent aux États-Unis de cette arme dégradante, la corruption politique. Combien ce vice originel et irrémédiable a nui à leur carrière, l'ostracisme dont ils sont frappés depuis cinq ou six ans, l'impopularité dont ils souffriront longtemps encore, suffiraient à le démontrer. N'y ont-ils cherché qu'un moyen de défense contre les attaques souvent injustes et toujours violentes dont ils étaient accablés? ils le prétendent? toujours est-il que tous, plus ou moins, ont acheté des votes aux assemblées législatives, des services aux cours judiciaires, des faveurs aux administrations civiles, et que le gouvernement fédéral n'a guère été moins en butte que les autorités locales à leurs revendications d'autant plus impérieuses qu'elles étaient appuyées d'argumens moins désintéressés. Au Congrès de Washington, on voit les agens de presque tous les syndicats industriels; un représentant dans le cabinet est un luxe plus rare, une fantaisie de parvenu que s'est offerte parfois une entreprise puissante comme le *Standard oil trust;* on sait la pression qu'a exercée le syndicat du sucre sur le Sénat en 1894, lors de la discussion du tarif des douanes. Notez que l'exercice de ce commerce politique, dans lequel les Américains reconnaissent avec leur naïve impudeur une nécessité regrettable du régime présent, n'est pas limité à la catégorie des financiers de l'ordre « criminel », tels que ce roi des chemins de fer que quelqu'un montrait un jour dans une rue de New-York, en s'écriant étonné : « Oh! X... qui se promène avec les mains dans *ses* poches! » Un homme comme H. O. Havemeyer se vante d'avoir donné des « contributions » à la fois aux caisses du parti républicain et à celles du parti démocrate : « L'*American sugar refining Company*, dit-il, ne fait pas de politique, elle n'a que celle des affaires. » C'est en effet cette dernière qui lui permettait de gagner vingt millions de dollars en trois ans, moyennant une commission de 1 pour 100 allouée aux intermédiaires qui lui assuraient la faveur du tarif douanier. Lorsqu'en mai 1894, une Convention se réunit à Albany pour reviser la constitution de l'État de New-York, le même syndicat du sucre fit tout de suite nommer à la présidence un de ses avocats-conseils. Enfin la Cour suprême n'a pas elle-même toujours échappé, dit-on, au pouvoir d'attraction exercé par les grandes compagnies. — On n'excuse pas celles-ci en disant que la responsabilité de cette corruption remonte pour une grande part

au régime politique qui lui fournit ses conditions d'existence et de développement. C'est ce régime qu'il faudrait avant tout réformer, et tant que les représentans de la nation achèteront des voix pour se faire élire, on devra s'attendre à les voir vendre des lois pour couvrir leurs frais : ce n'est qu'en légitimant le pouvoir qu'on l'épurera. D'ailleurs, il est de fait que les points de contact entre l'autorité publique et les grandes associations de producteurs devront tendre à se restreindre peu à peu dans l'avenir : verrons-nous en conséquence se tarir un jour les sources de la corruption politique aux États-Unis?

V

Par la gravité des problèmes soulevés, des droits atteints et des résultats produits, les phénomènes dont nous avons tenté de dégager ici le caractère et de fixer l'image, offrent une importance qui dépasse singulièrement leur portée locale, temporaire et spéciale. L'industrie moderne traverse une période critique. Entre l'individu et l'État, un troisième pouvoir est né, l'association, qui, donnant à l'activité humaine un nouvel essor et une puissance supérieure, groupe les individus isolés, avec les moyens matériels et moraux dont ils disposent, en des corps vivans d'intérêts solidaires et convergens, en des organismes plus forts, capables de jouer un jour sur le théâtre économique un rôle décisif. Ce facteur nouveau du mécanisme social travaille-t-il à anéantir l'individu ou à le ressusciter, à faire la grandeur ou la ruine de l'État? C'est ce que l'avenir nous réserve de voir. Constatons seulement que, sous des formes diverses, *trusts* ou *pools*, *Cartelle*, ententes variées et syndicats multiples, partout se retrouve aujourd'hui une même tendance, plus ou moins prononcée, plus ou moins avancée, de l'industrie moderne vers un certain degré de monopole, et partout se voient les traces d'un mouvement de centralisation économique parallèle à celui de la centralisation politique. Les faits viennent porter une grave atteinte à l'ancienne théorie orthodoxe de l'économie politique, et battre en brèche la doctrine préférée de l'école de Manchester : la concurrence ne se suffit plus à elle-même, elle fait place à l'association. Cette évolution est-elle légitime? et quel présage peut-on en tirer pour l'avenir de nos sociétés? Voilà la question à laquelle nous voudrions essayer de répondre en terminant.

Un principe se juge à ses applications, une méthode se détermine par son objet : apprécions sur cette base la valeur comparée de la concurrence et de l'association en tant que principes de l'activité industrielle et que méthodes de progrès économique.

Le régime de la concurrence fonctionne avec plein succès en temps normal; attirant sans cesse le capital dans la voie des emplois rémunérateurs, il stimule la production, et réussit à régler le plus exactement possible les prix de vente sur les prix de revient, à maintenir les cours des denrées aux taux les plus bas. En présence de certains problèmes plus compliqués de la vie économique, il faut reconnaître que ce facteur individualiste du travail reste souvent au-dessous de sa tâche. C'est ainsi qu'il favorise la surproduction sans remédier à ses conséquences, qu'il se montre impuissant devant certaines entreprises longues et coûteuses qui découragent les forces isolées des capitalistes rivaux. Son usage dégénère aisément en abus, et son abus fait naître ces terribles guerres de prix qui ôtent toute stabilité aux affaires. Enfin c'est une dure loi que celle de la destruction fatale des moins aptes par les plus aptes qui survivent : c'est la vraie loi d'airain du monde économique.

On trouve dans le régime de l'association des avantages opposés et des défauts symétriques. L'association grossit la puissance de l'instrument de travail, prévient ou limite les crises de surproduction. Elle pare aux excès de la concurrence aiguë, et donne au prix des choses l'uniformité dans la stabilité. En liant la fortune des établissemens les moins favorisés à celle des établissemens les plus favorisés, elle atténue la dureté du *struggle for life* industriel. En revanche, comme la concurrence elle-même, comme toute institution humaine, l'association peut être détournée de son but, et, par l'accroissement arbitraire des prix, on peut changer en une arme de guerre sociale cet instrument de paix; mais, comme la concurrence encore, l'association trouve un frein nécessaire et automatique dans l'abus même qui en est fait, et qui engendre fatalement la concurrence comme l'abus de la concurrence engendre fatalement l'association.

Association et concurrence, voilà donc les deux grands ressorts du mécanisme économique, les deux leviers parallèles et rivaux de la production. Toutes deux sont légitimes parce qu'elles sont naturelles et répondent à des besoins spéciaux, à des fonctions diverses de la vie sociale. L'une et l'autre prédominent

à tour de rôle dans le jeu des forces industrielles; elles se complètent, se balancent et se limitent l'une l'autre. Loin de s'exclure, elles s'appellent nécessairement et ne peuvent s'isoler qu'en théorie : ce sont deux élémens irréductibles et inséparables d'un organisme toujours en travail. — Nous vivons aujourd'hui à une époque où le régime de la concurrence, ayant porté tous ses fruits, semble devoir céder pour un temps la place au régime de l'association, seul capable de satisfaire aux exigences croissantes du consommateur, et de produire plus, mieux et moins cher : laissons l'évolution s'accomplir, elle est normale et fatale. Elle a ses dangers très graves, qu'on ne doit pas se dissimuler, et qu'il faut éviter; nous les avons vus en Amérique dans toute leur puissance. En Europe, où l'on trouve quelques signes d'une transformation analogue, le mouvement ne se propagera sans doute jamais aussi loin, et ne pénétrera jamais aussi profondément qu'aux États-Unis; la concurrence y agit en effet avec moins d'âpreté et plus de régularité, elle n'appelle pas un remède aussi énergique. De ce côté-ci de l'Atlantique, la lutte entre les deux principes directeurs de l'activité humaine est à peine ouverte; le problème industriel n'est encore que posé, et déjà tout porte à croire qu'il ne sera ni aussi pressant ni aussi aigu.

Pourtant, même en Europe, la gravité de ce problème ne doit pas être méconnue, et si les tendances centralisatrices de l'industrie moderne ne se présentent pas chez nous avec la même violence qu'en Amérique, on ne saurait manquer pourtant d'y voir un document caractéristique et un présage pour notre avenir social. Dès à présent, en Allemagne, comme aux États-Unis, le parti socialiste ne se cache pas de regarder avec une certaine faveur le développement des grands monopoles. Si l'on en croit ses théoriciens, les syndicats de production, en creusant le précipice entre les riches qu'ils rendent plus riches, et les pauvres qu'ils font plus pauvres, hâtent la ruine du régime individualiste. Le monopole industriel, n'est-ce pas presque l'État déjà, l'État spécial et limité à l'une des branches de l'activité sociale? Bientôt, dit-on, de nos petits syndicats locaux, étendus et multipliés, le passage sera facile au grand syndicat unique et commun, à la société collective dont la présente évolution industrielle contribue à précipiter l'avènement.

Nierons-nous, à la vérité, que l'un des premiers effets, l'un des résultats temporaires du régime grandissant de la centralisa-

tion économique, ne puisse être d'aggraver d'abord l'opposition entre employeurs et employés, le nombre de ceux-ci augmentant, et le nombre de ceux-là diminuant sans cesse? Nous ne l'oserions. Tombant sous la dépendance croissante de ceux qui le paient, l'ouvrier trouvera sans doute au commencement sa liberté restreinte et son initiative affaiblie, tandis qu'à l'autre extrémité de l'échelle, les maîtres de l'industrie verront s'élargir leurs pouvoirs et grossir leurs gains aux dépens de la communauté. Mais ce sont là les conséquences des abus du régime, abus qui peuvent et doivent disparaître à mesure que le mouvement industriel se régularisera, et à certains signes nous pouvons déjà espérer voir un jour les distances se rapprocher et les rapports se détendre entre les capitalistes et les travailleurs. Les bénéfices exceptionnels des premiers diminueront avec l'abaissement du prix de vente des produits, les avantages du régime se concentrant ainsi sur le public ; la propriété industrielle, gagnant en sécurité, se divisera entre un nombre de mains de plus en plus grand ; enfin les organisations ouvrières sauront mieux assurer l'indépendance de leurs membres vis-à-vis du patron. D'autre part, l'exemple des syndicats industriels peut-il logiquement autoriser les socialistes à prétendre que, dans la société future, la réglementation de la production sera non seulement possible, mais facile aux mains de l'État? L'assimilation de celui-ci à ceux-là est-elle légitime, serait-ce partout chose aisée que la substitution proposée? C'est ce qu'on ne peut soutenir sans négliger au moins deux facteurs essentiels du problème, deux données pratiques qui feraient nécessairement défaut au socialisme : j'entends l'intérêt privé qui préside aujourd'hui à l'administration des syndicats, et cette forme de la concurrence, virtuelle et latente, qui régularise aujourd'hui le marché de chaque denrée. — On voit qu'il est impossible de tirer à l'heure présente du mouvement centralisateur de la production un présage en faveur de l'étatisme industriel, et qu'à meilleur titre on pourrait y voir un gage à l'acquit du libéralisme économique. Concurrence et association resteront toujours les deux grands principes du travail social. Vouloir se passer de l'une ou de l'autre est chimérique ; prétendre assujettir l'une à l'autre est illusoire ; la vérité est qu'il faut concilier l'une et l'autre en les adaptant aux conditions de chaque temps et de chaque lieu.

LOUIS PAUL-DUBOIS.

LA VIE DU CHRIST

DE M. JAMES TISSOT

La Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ, 865 compositions d'après les quatre évangiles, avec des notes et des dessins explicatifs, par James Tissot. Tome premier. Un vol. gr. in-4°; Tours, librairie Alfred Mame, 1896.

I

On connaît l'histoire de cette belle et sage princesse que son mari, après de longues années d'une parfaite union, ramena dans le bois sauvage où il l'avait jadis rencontrée. Elle n'avait eu d'autre tort que d'être trop belle et trop sage, c'est du moins ce que l'on raconte; mais j'imagine que, née dans un bois et ne sachant que l'amour, maints traits un peu rustiques auront détaché d'elle le prince son mari. Peut-être se sera-t-il souvenu qu'elle avait gardé les moutons, et l'aura-t-il jugée de trop humble naissance; ou peut-être encore, en vieillissant, se sera-t-il senti de nouveaux goûts et de nouveaux désirs, qu'il ne lui aura point pardonné de désapprouver? Nous savons en tout cas qu'il la traita sans pitié. Et à peine l'eut-il laissée, dans le bois sauvage, qu'on le vit courir joyeusement à travers le monde, en quête d'une princesse plus sage, plus aimable, plus digne de devenir la femme d'un prince tel que lui. Mais sans doute la princesse qu'il avait chassée était la meilleure de toutes: car aucune de celles auxquelles ensuite il voulut s'attacher ne lui offrit le bonheur qu'il en avait espéré. Si bien qu'après avoir vingt fois, par orgueil à moins que ce ne soit par faiblesse, refusé de rappeler d'exil celle dont il ne pouvait se passer ni pour vivre, ni pour mourir, un jour enfin il se remit en route pour l'aller chercher.

La légende ajoute même qu'il eut le bonheur de la retrouver, et qu'encore qu'elle eût préféré le voir revenir à elle pour des motifs plus tendres, par profond repentir et non par besoin, touchée de sa misère elle lui pardonna. C'est le seul point par où cette naïve histoire diffère d'une autre qui s'est déroulée sous nos yeux; mais à cette fin près, la concordance est parfaite, et il n'y a pas une des aventures du prince où nous ne puissions comparer notre aventure à nous-mêmes, depuis qu'il nous a plu, voici tantôt cinquante ans, de chasser de nos cœurs la vieille foi chrétienne, notre sûre et fidèle compagne durant tant de siècles.

Comme le prince du conte, nous l'avons reconduite aux régions lointaines d'où jadis, si jeune et si belle, avec son sourire divin elle était venue près de nous, Il nous a paru, à nous aussi, qu'elle était d'origine trop basse, bonne tout au plus pour des âmes rustiques; et nous aussi nous avons senti naître en nous toute sorte de goûts et de désirs nouveaux, où nous ne pouvions supporter qu'elle nous contrariât. Mais tout en nous détachant d'elle sans cesse davantage, tantôt pour ces mauvaises raisons et tantôt sans raison aucune, c'était comme si nous eussions honte de la renvoyer, jusqu'au jour où l'un d'entre nous, le plus galamment du monde et avec mille égards attendris, s'offrit à la reconduire vers ses collines natales. « J'ai traversé dans tous les sens la province évangélique, nous racontait-il au retour dans son mémorable rapport de cette mémorable mission; j'ai visité Jérusalem, Hébron, et la Samarie; presque aucune localité importante de l'histoire de Jésus ne m'a échappé. J'ai eu devant les yeux un cinquième évangile, lacéré, mais visible encore; et désormais, à travers les récits de Matthieu et de Marc, au lieu d'un être abstrait qu'on dirait n'avoir jamais existé, j'ai vu une admirable figure humaine vivre, se mouvoir. » En d'autres termes, le Dieu que Jésus-Christ avait été, dix-huit siècles durant, pour l'humanité, Ernest Renan l'avait décidément laissé dans la « province évangélique »; et à sa place il nous ramenait cette « admirable figure humaine » dont il savait, comme nous, que nous n'avions rien à faire (1).

Encore s'est-il plu à orner cette « admirable figure » de mille

(1) Non que Renan ait été le premier ni le seul à effacer de nos cœurs les croyances chrétiennes; mais personne n'a autant contribué, en France du moins, à nous rendre acceptable et presque familière l'image d'un Jésus purement humain. Lui-même, d'ailleurs, nous dit, dans la préface de la treizième édition de son livre, combien une telle image répondait alors aux sentimens du public. « Comme autrefois

traits bien « humains », et qui devaient achever de nous la rendre sans danger. « J'ai voulu faire, dit-il, un tableau où les couleurs fussent fondues comme dans la nature, qui fût ressemblant à l'humanité, c'est-à-dire à la fois grand et puéril. » Sur quoi il affirmait que Jésus aimait à mener grasse vie, qu'il mentait volontiers, que tous ses miracles étaient le fait d'un charlatanisme vulgaire, « de telles impostures supposant toujours l'acquiescement tacite de l'auteur principal ». Les disciples, d'ailleurs, n'étaient pas mieux traités que le maître. Renan ne pouvait croire, en vérité, que ceux d'entre eux qui se sont répandus dans Jérusalem en criant : *Jésus est ressuscité!* eussent été les mêmes qui avaient « enlevé le corps » quelques heures avant. « L'imposture, cette fois, eût été trop forte. » Mais il nous montrait ces pêcheurs grossiers se jalousant entre eux, s'acharnant sans pitié sur « le pauvre Judas », dans le fait duquel « il y a eu peut-être plus de maladresse que de perversité. »

Renan avait beau jeu, après cela, à appeler Jésus un « délicieux jeune homme », et à se représenter lui-même comme « son continuateur le plus authentique ». Son excursion en Palestine n'en avait pas moins eu pour objet de reconduire là-bas, une bonne fois, la divinité de Notre-Seigneur. Et quels que soient les motifs que nous ayons eus pour vouloir en être délivrés, il ne paraît pas que celui qui nous en a délivrés en ait eu aucun, lui, que de nous rendre service. Car les termes mêmes où il parle de la doctrine du « délicieux charlatan » prouvent que peu d'hommes en ont aussi profondément senti la surnaturelle beauté. Et quand il nous affirme, au début de son livre, qu'il lui est impossible de prendre au sérieux la divinité de Jésus, attendu que « jamais il n'y a eu jusqu'ici de miracle constaté », c'est ce propos même que nous devons nous garder de trop prendre au sérieux. Ne lisons-nous pas quelques lignes plus loin, dans la *Vie de Jésus*, que « l'histoire est pleine de synchronismes étranges, qui font que, sans avoir communiqué entre elles, des fractions de l'espèce humaine très éloignées les unes des autres arrivent en même temps à des idées et à des imaginations identiques » ? Ce n'est point là, sans doute, un miracle tout à fait « constaté » ; mais on avouera qu'il est au moins aussi

il fallait prouver à tout prix que Jésus était Dieu, lui écrivait un correspondant, il s'agit aujourd'hui de prouver non seulement qu'il n'est qu'homme, mais encore qu'il s'est toujours lui-même regardé comme tel. » Et il a semblé à Renan que la meilleure méthode pour y parvenir était de replacer Jésus dans ce qu'il appelait « son milieu historique ».

difficile à expliquer que la guérison d'un aveugle ou d'un possédé. Et à toutes les pages, dans l'œuvre de Renan, on en trouverait de pareils, dont personne n'a pensé à se scandaliser. Le miracle, du reste, ne scandalise personne. Nous sentons trop que de toutes parts il nous entoure, que nous marchons et vivons dans le surnaturel. Qui donc oserait soutenir sincèrement que, dans sa vie privée et pour son propre usage, il croit à un enchaînement invariable des effets et des causes?

Ce ne sont point les miracles de Jésus qui nous ont décidés à ne plus croire en lui. Nous avons cessé de croire en lui parce que cette foi nous semblait trop naïve, parce que nous en étions las et qu'elle nous gênait. Et à peine en fûmes-nous délivrés, qu'il nous sembla que notre cœur avait refleuri. Nous allions par le monde, en quête d'un culte nouveau; et pas une ombre ne se montrait à notre horizon, sans que nous lui prêtions des grâces divines. Ainsi nous avons d'abord adoré la science. C'était elle que Renan nous recommandait, en échange du Dieu qu'il nous avait pris. Après avoir déploré que les « belles erreurs » de Jésus l'eussent « mis en défaut aux yeux du chimiste et du physicien », il opposait à ce qu'il y avait dans le christianisme d'« impur » et de « puéril », la sainteté supérieure de l'idéal scientifique. « La science seule est pure, disait-il. Celui qui a trouvé un théorème ne monte pas en chaire, il ne gesticule pas, il n'a point recours à des artifices oratoires pour faire adopter sa démonstration. Certes, l'enthousiasme a sa bonne foi : mais ce n'est pas la bonne foi profonde, réfléchie du savant. Seule la science cherche la vérité pure, seule elle donne les bonnes raisons de la vérité. » Aussi l'avons-nous bien aimée, ou plutôt nous sommes-nous bien consciencieusement efforcés de l'aimer. Et quand nous avons reconnu que, loin de nous offrir l'appui moral où le christianisme nous avait habitués, il n'y avait pas jusqu'à la vérité, jusqu'à la moindre parcelle de vérité un peu solide qu'elle ne nous refusât, à combien d'autres ombres, tour à tour, n'avons-nous pas essayé de nous attacher! Mais ce n'étaient que des ombres; et à mesure que nous approchions d'elles nous les voyions s'effacer. Nous nous retrouvions seuls, comme le prince du conte, et, pas plus que lui, nous ne pouvions nous résigner à la solitude. Pour l'action et pour le rêve, pour la vie et pour la mort, nous avions besoin d'une foi.

II

C'est alors que quelques-uns d'entre nous s'enhardirent à regretter tout haut la vieille foi chrétienne. Un mouvement de sympathie se forma peu à peu dans les âmes en faveur de ce culte, qui avait si longtemps distrait et consolé la souffrance profonde de l'humanité. Personne ne songeait encore, en vérité, à rappeler Jésus de l'exil, pour l'installer de nouveau sur son trône divin. L'orgueil nous en retenait, à moins que ce ne fût la faiblesse. Mais à défaut de la personne du Christ, que nous nous figurions à jamais perdue, sa doctrine nous restait, la doctrine sublime qui, bien mieux que toutes les sciences et toutes les philosophies, avait jadis montré aux hommes la voie du bonheur. Nous lui offrîmes notre amour, comptant bien qu'en échange elle nous guérirait de nos maux. Et de même qu'autrefois Renan s'était chargé de ramener en Galilée le Dieu dont nous étions las, ce fut un autre poète, le comte Léon Tolstoï, qui prit sur lui de nous ramener ce Jésus nouveau, un Jésus pour ainsi dire impersonnel et abstrait, qui n'était plus d'aucun temps ni d'aucun pays, un pur esprit de justice et de charité.

Il le ramena et nous le présenta, avec une haute éloquence qu'on ne peut avoir oubliée. La flamme des anciens apôtres semblait s'être rallumée en lui. « Il n'y a d'important pour moi, disait-il, que cette lumière qui depuis dix-huit cents ans éclaire les hommes. Mais de savoir quel nom je dois donner à la source de cette lumière, d'où elle a jailli, et dans quelles circonstances, de cela je ne m'occupe en aucune façon. Je cherche une réponse au problème de la vie, et non pas à une question théologique ou historique; et voilà pourquoi il m'est indifférent de discuter si Jésus-Christ était bien tel que nous l'ont montré les évangélistes. Qu'ai-je à faire de la façon dont il est né, dont il a été élevé, dont il a vécu et dont il est mort? N'est-ce pas assez pour moi que sa doctrine soit la seule qui donne un sens à ma vie (1)? »

Aussi, dans cette singulière *Traduction des Évangiles* qui est en quelque sorte sa *Vie de Jésus*, nous prévient-il dès le début qu'il a omis à dessein « tous les passages ayant trait aux points que voici : la conception du Christ, sa naissance, sa généalogie, la fuite

(1) Léon Tolstoï, *les Évangiles*, traduction française, 1 vol.; Perrin, 1895.

en Égypte, les miracles de Cana et de Capharnaüm, les exorcismes, la marche sur la mer, la malédiction du figuier, la résurrection, et toutes les allusions aux prophéties que la vie du Christ a réalisées. » C'était dire expressément qu'il n'y avait plus rien à faire pour nous, désormais, de la personne de Jésus. Le comte Tolstoï la laissait aux bords du lac désert où on l'avait reconduite.

Mais il ajoutait après cela que la doctrine de Jésus ne pouvait être d'un homme ; et il ne nous en fallut point davantage pour éprouver, en l'entendant, une impression pareille à celle que durent ressentir les disciples du Christ, lorsqu'une voix leur cria dans la nuit : « Il est ressuscité ! » Et de fait, à la voix de l'apôtre russe, la confiance et l'espoir se ranimèrent en nous. Consciemment ou non, en vertu d'un de ces miraculeux « synchronismes » dont parlait Renan, le monde se reprit à rêver de Jésus. Ce fut le temps où les poètes le représentèrent comme un poète harmonieux et doux, les philosophes comme un penseur aux vues magnifiques, les utopistes comme un révolté prêchant la vie libre et le mépris des lois. Mais les peintres surtout, on s'en souvient, s'ingénièrent à glorifier ce Christ *néo-chrétien*. Ils nous le firent voir s'asseyant à table avec des paysans bavarois, ou interrogeant les petits élèves d'une école primaire scandinave. Du « bon pasteur » galiléen ils firent une espèce de bon « pasteur » protestant, promenant à travers notre monde sa mine pensive et ses grands yeux inspirés. N'est-ce pas M. Béraud qui l'introduisit un jour dans un de nos restaurans à la mode, où il nous le montra enseignant la bonne nouvelle à quelques sportsmen, avec Mme Sarah Bernhardt assise à ses pieds ? Tous suivaient, à leur insu peut-être, l'exemple vénérable du comte Tolstoï. Mais aucun ne l'a aussi fidèlement suivi qu'un peintre russe, Nicolas Gay, qui a exposé à Moscou, il y a trois ou quatre ans, une image du Christ mourant sur la croix. Celui-là avait fait de son Christ un *moujik* des environs de Moscou ; mais il lui avait donné en outre un visage si laid et des manières si communes, que son œuvre fit scandale : on dut la retirer de l'exposition. Seul le comte Tolstoï la trouva sublime : et l'on raconte qu'après l'avoir pieusement contemplée il se jeta dans les bras du peintre, avec des larmes de joie. « Ah ! lui dit-il, vous avez peint le Christ tel que je le vois dans mon cœur ! »

Cette façon de *moderniser* le Christ — avons-nous besoin de le dire ? — n'était pas nouvelle. On la retrouve à l'origine même de la

peinture chrétienne, dans les fresques de Giotto et des Siennois primitifs : et ce n'est guère que depuis notre siècle que les peintres s'en sont communément départis. Quatre cents ans durant, les Italiens ont placé en Italie les scènes de l'Évangile, les Flamands dans les Flandres, et les Hollandais en Hollande. Paysages, intérieurs, costumes, et jusqu'aux figures, tout cela dans leurs ouvrages était pris directement à leur temps et à leur pays; et ce qu'ils y mêlaient de fantaisie n'avait rien, non plus, de très historique. C'est ainsi qu'on peut voir au Louvre un Christ descendu de la croix sur les hauteurs de Montrouge, avec l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, la Seine, et la butte Montmartre formant l'horizon. Une *Annonciation*, attribuée jadis à Juste d'Allemagne, et qui doit bien être en effet d'un maître d'origine allemande, nous montre une Vierge blonde et grasse, attendant le salut de l'ange sur le seuil d'une élégante villa, dans un frais paysage de la plaine lombarde. La *Sainte Famille* de Rembrandt, au Salon carré, est si profondément dénuée de toute vraisemblance historique, la Hollande du XVIIe siècle y est si complètement substituée à la Palestine du temps des Hérodes, que nous n'avons pas même osé lui laisser son vieux titre : elle n'est plus désormais que le *Ménage du menuisier*. Dans un curieux *Christ mort sur les genoux de la Vierge*, de Cosimo Tura, au Musée municipal de Venise, la Vierge est une petite paysanne de quinze ou seize ans, au type mantouan fortement accusé : elle est assise sous un citronnier, et un singe la contemple avec des grimaces comiques, tandis que, pensive et les yeux baissés, elle baise tendrement la main de son fils.

Ce sont là, certes, des *modernismes* au moins aussi hardis que ceux de M. de Uhde et de Nicolas Gay; mais qui ne sent combien le point de départ en est différent ! Non pas que, comme on l'a dit, ces peintres anciens aient poussé l'ingénuité jusqu'à concevoir l'univers entier sur le modèle des villages où ils étaient nés. Ils n'ignoraient pas, tout au moins, que Jésus était juif, et, sans être allés en Palestine, le type juif, à coup sûr, leur était connu : ce qui ne les empêchait pas de donner à Jésus, à sa mère, à ses disciples, les figures les moins juives qu'ils pouvaient imaginer, à l'exception du « pauvre Judas » et du mauvais larron, dont ils trouvaient les modèles dans les *ghettos* de leurs villes. Ils savaient que la véritable vie du Christ avait été tout autre que celle qu'ils peignaient; mais ils la peignaient ainsi, entre mille raisons,

pour que l'image qu'ils en offraient parût plus réelle, et pour qu'on en reçût mieux l'impression profonde. Ils voulaient en quelque sorte rendre plus concrets les récits des évangélistes. C'était l'histoire, et non pas le symbole, qui les occupait; tandis que c'est du symbole que s'occupaient uniquement nos néo-chrétiens. En nous présentant Jésus dans notre milieu d'à présent, en le dépouillant des attributs traditionnels que lui avaient laissés encore les Flandrin et les Signol, ces messieurs nous donnaient à entendre que Jésus n'était pas pour eux une personne véritable, ayant vécu dans des conditions déterminées de temps et de lieu, mais simplement l'incarnation d'une doctrine morale, quelque chose comme un type abstrait de parfaite bonté.

C'était un christianisme nouveau qu'ils nous recommandaient, sans que la plupart d'ailleurs semblent s'en être aperçus : un christianisme « d'esprit et de vérité », infiniment supérieur déjà, sous le double point de vue idéal et pratique, au morne positivisme des générations précédentes. Ils nous invitaient à adorer en Jésus « l'éternelle loi de la vie », négligeant ce qu'il y avait eu en lui de personnel et de périssable. Et peut-être nous serions-nous résignés plus aisément à ce nouveau christianisme, s'il n'avait réveillé dans nos cœurs le souvenir de l'ancien, si aimable et si doux, qui, en outre de la « loi de la vie », nous avait offert tant d'espoirs bienfaisans, tant de chères croyances et tant de beaux rêves. C'était de lui que nos cœurs avaient soif; et tous les efforts des néo-chrétiens n'aboutirent qu'à raviver en nous le cruel regret de l'avoir perdu.

Devant le philosophe sublime dont le comte Tolstoï nous exposait la doctrine, devant le solennel et impassible héros des tableaux de nos peintres, nous songions avec attendrissement à l'autre Jésus, à celui de l'Evangile et de la Tradition, à celui qui avait été pour nos pères un si bon et fidèle ami, jusqu'au jour où, las de l'aimer, nous l'avions renvoyé vers ses collines natales. Celui-là seul pouvait nous rendre le repos, et non pas ce Dieu abstrait qu'on nous présentait sous son nom! Mais en vain nous l'appelions : la distance était trop grande que nous avions mise entre lui et nous. On nous avait trop accoutumés à ne pas croire en lui. Trop de lectures et de réflexions inutiles avaient troublé en nous cette « pureté de cœur » dont il disait lui-même qu'elle était nécessaire pour qu'on pût « voir Dieu ». Nous l'appelions, et à sa

place nous voyions surgir « l'admirable figure humaine » que Renan nous avait ramenée en échange de lui. Encore cette figure ne nous apparaissait-elle, le plus souvent, qu'entourée d'un épais brouillard d'exégèse : non que nous attachions plus d'importance qu'il ne convient aux argumens soi-disant critiques de Renan et de ses confrères sur l'existence d'un « protévangile », sur l'inauthenticité de l'Évangile de Saint-Jean, sur les contradictions des trois Synoptiques; tout cela, en vérité, nous l'avions oublié, comme un choc passager de vaines paroles; mais il nous en était resté de vagues formules qui nous bourdonnaient aux oreilles, et l'ombre même du Christ nous apparaissait indistincte. Celui que nous appelions était décidément trop loin. Nous sentions que, pour retrouver la foi en lui, il nous faudrait un miracle, qu'il faudrait qu'il se montrât à nous en chair et en os, comme à Thomas Didyme après sa résurrection, qu'il nous fît voir dans ses mains la marque des clous, et toucher du doigt la plaie de son côté.

Aussi l'émotion fut-elle grande, il y a trois ou quatre ans, lorsque nous apprîmes que M. Pierre Loti s'était mis en route pour chercher la trace du Christ à Bethléem, à Jérusalem, et sur les bords déserts du lac de Galilée. N'allait-il pas retrouver Jésus lui-même et nous le ramener ? L'heure n'avait-elle point sonné de ce nouveau miracle que nous attendions ? Hélas ! nous dûmes bientôt nous résigner à attendre encore. M. Loti était revenu seul de son voyage aux lieux saints : il nous disait bien qu'aux approches de Nazareth « le fantôme ineffable du Christ deux ou trois fois s'était montré à lui », mais il ajoutait qu'il l'avait « laissé fuir ». Et en effet à peine si l'on en découvre çà et là une trace légère dans son livre, parmi tant de couleurs et tant de parfums, sous la délicieuse caresse d'une langue magique. En vain on s'attarde avec lui sur les montagnes qui dominent Nazareth, « ces mélancoliques étendues veloutées d'herbe et de lin »; en vain on regarde les femmes de la ville de Marie se pencher à la fontaine « avec une souplesse lente, dans un rayon de soleil », et puis « se cambrer pour poser sur leurs épaules nues leur vase plein d'eau », en vain sur les bords du lac de Tibériade, « la vraie patrie sacrée », on écoute « le rappel des chèvres au chalumeau des bergers. » C'est un autre chant qu'on voudrait entendre, « le chant des revoirs éternels, que Jésus a chanté comme aucun prophète n'avait su le faire. » Et ce chant-là, M. Loti assure qu'il ne l'a pas entendu. « Les paroles

d'espérance et les paroles d'amour jadis prononcées ici même, nous dit-il, sont mortes aujourd'hui presque autant que le rivage de cette mer. » Mortes, oui : mais un miracle ne pouvait-il pas les ressusciter?

III

C'est ce que s'était demandé, il y a dix ans déjà, un artiste de grand cœur et de grand talent, le peintre James Tissot; et il avait résolu, lui aussi, d'aller en Palestine à la recherche du Christ, mais en se promettant d'avance de ne pas le « laisser fuir » s'il avait le bonheur de le retrouver. Et il l'a retrouvé, il le croit du moins. A force d'interroger pieusement les lieux qui avaient été témoins de l'existence terrestre du Sauveur, les rues où, enfant, il s'était promené, les collines où il avait prêché sa bonne nouvelle, et le lac où il s'était fait « pêcheur d'hommes », à force de lire l'Évangile à la place même où il avait été vécu, puis écrit, il a vu celui que nous cherchons tous surgir devant lui, dans sa double réalité humaine et divine, tel qu'il était apparu jadis aux yeux naïfs de ses compagnons. Mais écoutons-le plutôt nous raconter lui-même sa miraculeuse aventure :

« Attiré par la figure divine de Jésus et les scènes si attachantes de l'Évangile, je me décidai à partir pour la Palestine, à la visiter en pèlerin recueilli. Toute œuvre, quelle qu'elle soit, a son idéal : le mien a été la vérité, la vérité dans la vie du Christ. Il a fallu m'identifier le plus que j'ai pu aux Évangiles, les relire cent fois; et en vérité c'est bien là, sur les lieux où se sont déroulées toutes ces sublimes scènes, qu'on se sent plus apte à en saisir toutes les impressions. Ainsi parfois, dans tel sentier parcouru fréquemment par le Christ, sentant mes yeux refléter le même paysage qu'avaient reflété les siens, je croyais voir certaine sensibilité s'exalter en moi et aviver de telle sorte mon intuition, que la scène évoquée se représentait à mon esprit d'une façon particulière et frappante. De même quand, pénétré de l'esprit de la race à laquelle appartenaient mes personnages, du caractère des lieux où ils devaient se mouvoir, de la couleur des choses qui leur étaient familières; quand, affecté ainsi, je méditais tel sujet dans son propre *sanctuaire*, mes idées, mises au point par l'exactitude du cadre, me révélaient dans toute leur idéalité, et sous forme d'images saisissantes, les faits que j'avais voulu

évoquer. Je n'entrerai pas dans le détail des illuminations en quelque sorte divinatrices qui m'ont été suggérées par la vue de certains détails topographiques en apparence insignifians; je craindrais de me faire accuser de mysticisme. Le souvenir des œuvres des maîtres ne m'obsédait nullement, car mon but était tout autre que le leur. Ce que je cherchais, je le répète, c'était à être émotionné directement par la vie de Notre-Seigneur, en passant dans les mêmes lieux, en contemplant les mêmes paysages, en cherchant les traces de la même civilisation. »

On le voit, c'est bien pour y trouver le Christ que M. Tissot est allé en Palestine. Il a voulu donner à sa foi la base matérielle et concrète dont il sentait qu'elle avait besoin. Le « délicieux jeune homme » que nous avait ramené Renan ne lui suffisait point, non plus que le pur esprit de Tolstoï et des néo-chrétiens. Il lui fallait un Christ qu'il pût à la fois toucher et adorer, qui fût à la fois le Fils de l'Homme et le Fils de Dieu. Et comme nous étions en cela semblables à lui, non content d'avoir retrouvé ce Christ il s'est proposé de nous le ramener. C'est pour nous faire partager son pieux enthousiasme, et pour nous admettre, nous aussi, à la bienheureuse vision, qu'il a peint cette admirable série de quatre cents tableaux, traduisant ou pour mieux dire ressuscitant scène par scène le grand drame divin de la vie de Jésus.

La série fut exposée, en 1894, au Salon du Champ-de-Mars. Ce n'est pas assez de dire qu'elle y fut admirée : trois mois durant la foule se pressa devant elle, avec un mélange de surprise et de respect que l'effort artistique du peintre, d'ailleurs, aurait déjà à lui seul amplement justifié. « Depuis Decamps et Bida, écrivait ici même M. Lafenestre, bien des peintres ont reconnu, de temps à autre, dans les Syriens d'aujourd'hui, les patriarches et les prophètes d'autrefois. Quelques bons tableaux ou illustrations, d'une observation curieuse, le plus souvent épisodiques, parfois un peu factices et froids, sont sortis de cette école. Mais aucun artiste n'avait entrepris, avec une longue résolution, de pousser l'idée à fond et d'évoquer sur place, d'un bout à l'autre, depuis l'Annonciation jusqu'à la Pentecôte, la légende évangélique, en oubliant toutes les traditions antérieures, afin de lui rendre, par l'exactitude des lieux et des acteurs, une vraisemblance plus saisissante et plus immédiate. Depuis les pieux et hardis natura-

listes du xve siècle, depuis Fra Beato Angelico et Jehan Foucquet, c'est la plus libre et la plus complète tentative qu'on ait faite pour rajeunir et humaniser l'iconographie chrétienne. »

On ne saurait mieux résumer l'impression que nous eûmes tous, alors, en présence de cette œuvre vraiment gigantesque, réalisée par M. Tissot avec une patience, un soin, un talent merveilleux. Nous ne nous fatiguions pas de contempler ces claires et harmonieuses images, admirant la force expressive des couleurs, l'élégance du dessin, la variété et la nouveauté de l'agencement des figures. Mais ce qui nous touchait davantage encore, ce qui achevait de faire pour nous de cette série de peintures une œuvre, d'un genre spécial, dans un Salon où M. Béraud avait précisément exposé un *Christ en Croix* et M. de Uhde une *Fuite en Égypte*, c'est que nous devinions que l'art n'était ici qu'un moyen, tandis que l'objet véritable de l'artiste avait été de ramener vivante, parmi nous, la divine personne du Christ. Nous le devinions, et lui-même, on s'en souvient, avait pris la peine de nous l'expliquer. Au centre de la série, il avait placé un grand tableau où deux vieillards infirmes et misérables, tristement assis parmi des ruines, voyaient s'approcher d'eux un voyageur inconnu, un être plus infirme encore et plus misérable, mais dont la seule approche les rappelait à la vie. « Ruines récentes, avait écrit le peintre au bas du tableau, ruines de la civilisation moderne qui s'est fiée vainement à la science et à la liberté pour la conduire au bonheur, et qui se sent mourir dans des convulsions d'envie et de haine, faute d'une foi morale et d'une haute espérance. » Les deux vieillards se désespèrent. « Mon Dieu ! mon Dieu ! » gémissent-ils sans même plus savoir ce que c'est qu'un Dieu. « Mais au contact du nouveau venu une chaleur se dégage de tout leur être ; ils se réconfortent, prennent courage en écoutant des voix intérieures. » Ce nouveau venu, c'est le Dieu qu'ils appelaient, c'est Jésus leur seigneur miraculeusement retrouvé. Ainsi il s'est approché de M. Tissot, sur les bords désolés du lac de Génézareth : et c'est lui que M. Tissot a voulu nous ramener, pareil à ce disciple qui jadis, ayant cru en lui, l'emmena dans sa maison pour qu'il convertît ses deux frères.

Encore le caractère essentiellement religieux de cette œuvre toute chrétienne nous apparaît-il avec une clarté et un relief bien supérieurs dans la magnifique reproduction que nous en offre au-

jourd'hui la librairie Mame. Depuis la vision de Zacharie jusqu'au dernier voyage à Jérusalem (car c'est là que s'arrête le premier volume) nous suivons pas à pas le récit des évangélistes, que M. Tissot a pris la peine de traduire lui-même en français. Le texte et l'image marchent de front : il n'y a pour ainsi dire pas une ligne du texte dont nous n'ayons dans l'image une interprétation vivante. Œuvre vraiment gigantesque, mais en même temps si sincère, si pieuse, si évidemment destinée à notre édification, que c'est à peine si nous avons le loisir d'en admirer la valeur artistique. Jésus, dès la première page, nous y occupe tout entiers. Nous n'avons d'autre pensée que de reconnaître sa trace divine, de lire dans ses yeux et d'entendre sa voix.

Nous le cherchons au travers du livre, avec la même inquiète ferveur qu'a mise l'auteur à le chercher sur les collines de Galilée et parmi les vieilles pierres de Jérusalem. Et aussi bien M. Tissot n'a-t-il rien négligé de ce qui pouvait nous aider à le retrouver. Non content de nous donner, en marge de ses peintures, le texte de l'Évangile en latin et en français, il a encore recueilli, à notre intention, les documens les plus divers, vues de villes et de villages, plans, dessins de chapiteaux, de vases, d'ornemens sacrés, tout cela accompagné d'explications et de commentaires. Il a voulu, à la fois, nous restituer directement sa vision de la vie du Christ, et nous fournir en quelque sorte les moyens de la compléter, ou de la modifier au besoin pour l'usage de chacun de nous. C'est, comme le disait M. Lafenestre, « la plus complète tentative qu'on ait faite pour rajeunir l'iconographie chrétienne » ; mais plutôt encore c'est une tentative pour nous rendre l'antique foi chrétienne, pour raviver dans nos âmes, par l'entremise de nos sens et de notre raison, la divine présence du Consolateur.

Aussi M. Tissot nous pardonnera-t-il de n'avoir pas insisté autant qu'il aurait convenu sur les précieuses qualités d'artiste, et même d'écrivain, qu'il a employées à ce noble objet. Nos lecteurs, au surplus, ne peuvent avoir oublié son exposition de 1894 ; ils ont gardé devant les yeux ces délicieuses peintures, si simples et si variées, alliant un scrupuleux réalisme à une émotion recueillie et poignante. Ajoutons seulement que leur reproduction, dans ce premier volume, est elle-même un chef-d'œuvre de haute maîtrise artistique. Dédaignant les procédés habituels de la chromolithographie et de la chromotypographie, les éditeurs ont eu recours à des procédés nouveaux, qui leur ont permis de

rendre avec une exactitude à peu près absolue jusqu'aux moindres nuances des gouaches originales. Les planches hors texte notamment, tirées en taille-douce à la manière des estampes en couleur du XVIIIe siècle, ont un charme et une fraîcheur inimaginables. Mais en vérité, c'est le livre tout entier qui est un monument sans pareil; caractères, papier, couverture, tout y témoigne d'un soin et d'un goût parfaits: tout y sert admirablement l'admirable intention de l'auteur

IV

Que si l'on nous demandait, après cela, si cette intention s'est trouvée réalisée, et si M. Tissot est vraiment parvenu à nous ramener de Palestine la figure vivante de Jésus, une réponse précise nous serait difficile. Ou plutôt, hélas! nous devrions répondre que, cette fois encore, le miracle espéré ne s'est pas accompli. Avec une éloquence et une poésie magnifiques, M. Tissot nous a restitué, pour ainsi dire, tout le décor de la vie du Christ: mais la personne du Fils de l'Homme, sa vivante figure à la fois humaine et divine, persiste, comme naguère, à nous échapper. En vain nous contemplons le jeune mage inspiré qu'on nous montre s'avançant, le long des sentiers rocheux, avec tant de grâce et de majesté; en vain nous essayons de l'approcher, d'éprouver à son contact la chaleur sacrée. Dans ses miracles même, ce n'est toujours qu'un jeune mage, un thaumaturge d'Orient charitable et fort; ce n'est pas le Dieu que nous cherchons, l'adorable Jésus qui manque à nos cœurs.

La faute en est-elle à M. Tissot, qui, tout comme M. Loti, aura « laissé fuir » le fantôme ineffable? Ou bien s'est-il trompé, et nous sommes-nous trompés avec lui, en supposant que la foi pouvait rentrer dans nos cœurs par la voie des sens? Nous craignons bien, en tout cas, que le beau livre de M. Tissot ne convertisse personne. Ceux qui ont cessé de croire en Jésus ne verront là qu'un essai curieux de reconstitution historique, quelque chose comme une illustration, infiniment documentée et précise, de la vie d'un illuminé galiléen d'il y a dix-huit siècles. Et quant à ceux qui ont pu garder leur foi, ou qui, par un miracle plus étonnant encore, l'ont désormais reconquise, ils continueront à rêver d'un Christ qui n'est point celui-là, d'un Christ pour ainsi dire moins

personnel et plus vivant, tel que sans doute il était aujourd'hui impossible à un peintre de le figurer.

Et cela ne vient pas, comme le pense M. Tissot, de ce que « le monde chrétien a eu depuis longtemps l'imagination faussée par les fantaisies des peintres. » A supposer même, comme il nous l'affirme, que « toutes les écoles aient travaillé plus ou moins consciemment à égarer l'esprit public », elles ne sont pour rien dans la crise morale que nous traversons. Les vieux peintres avaient beau négliger la vérité historique, la couleur locale, et jusqu'aux vraisemblances les plus élémentaires, ils avaient beau placer la Passion du Christ sur les bords de la Seine, ou faire de la Vierge une petite paysanne du duché de Mantoue, leurs peintures donnaient aux âmes de leur temps une illusion plus profonde que ne pourrait faire aujourd'hui la reconstitution artistique la plus fidèle et la plus savante. Moins vrai certainement que celui de M. Tissot, le Christ de Giotto et de Maître Guillaume a réveillé dans plus de cœurs l'émotion mystique. Mais avec l'âge est venue la méfiance; Renan et les autres exégètes nous ont accoutumés à ne pas séparer la *vérité historique*, dans la vie de Jésus, d'une certaine négation de sa divinité; et Jésus nous apparaîtrait en personne, le front couronné d'épines et la plaie au flanc, que nous hésiterions à le reconnaître.

Encore faudrait-il s'entendre sur la façon dont les peintres anciens ont « travaillé à égarer l'esprit public », pour « fausser » sa conception de la vie du Christ. Et l'occasion serait bonne, à ce propos, de comparer l'image que nous présente M. Tissot des principaux événemens de cette vie avec celle que nous en ont offerte ses prédécesseurs, depuis les *trecentistes* jusqu'à Tiepolo, qui fut, il faut bien l'avouer, le dernier grand peintre de l'histoire de Jésus. Mais, outre qu'une telle comparaison exigerait un développement que nous ne pouvons songer à lui donner ici, il en résulterait pour l'œuvre de M. Tissot un préjudice trop immérité. Car les scènes du récit évangélique qu'il a peintes avec le plus d'exactitude, et le plus de charme, sont celles précisément que personne avant lui n'avait songé à peindre : ce sont toutes les scènes de la vie au jour le jour du Christ sur les collines de Galilée, au bord de ce lac qui a été vraiment, suivant l'expression de M. Loti, la « patrie sacrée » de la foi nouvelle. Ces scènes étaient trop familières, d'un caractère aussi trop essentiellement

historique et local, pour tenter des peintres préoccupés avant tout de l'émotion dramatique, ou contraints à chercher leurs modèles dans le milieu spécial qui les entourait. On n'en trouverait guère, par exemple, qui aient traité avec quelque bonheur les *Vocations des Douze Apôtres*, ni les *Voyages de Jésus à Jérusalem*, ni ses *Prédications et ses Miracles dans les Synagogues*, ni ses *Prédications dans les barques et au bord du lac*, ni le *Repas chez Mathieu*, ni la *Guérison des lépreux et de l'hémorroïsse*, ni la *Conversion de Nathanaël*, ni l'*Entretien avec Nicodème*, ni les *Conciliabules des Pharisiens* et le *Complot des Prêtres:* tous sujets qui ont fourni à M. Tissot la matière d'innombrables peintures, plus précises, plus typiques, plus instructives les unes que les autres. Et quelques-unes d'entre elles lui ont fourni par surcroît la matière de véritables chefs-d'œuvre de couleur et de sentiment, des compositions à la fois si chrétiennes et si artistiques que je ne vois rien dans toute la peinture religieuse de ce siècle qui puisse, même de loin, leur être comparé. Telles ses grandes planches du *Lépreux de Capharnaüm*, du *Pharisien et du Publicain*, de *Jésus assis au bord de la mer*, du *Conseil chez Caïphe*, mais surtout les planches où il nous montre le Christ s'avançant par les rues étroites et grimpantes des villes et villages de la Galilée.

Tout au plus pourra-t-on regretter que, sur certains points d'ailleurs secondaires, il ait manqué lui aussi à ce qui semble avoir été la vérité historique : ainsi quand il nous a représenté sous l'aspect désert et triste qu'ils ont en effet aujourd'hui ces bords du lac de Tibériade qui devaient être, au temps de Jésus, peuplés d'élégantes villas, avec un grand mouvement de commerce et de luxe (1). Peut-être a-t-il eu tort également de chercher à Nazareth, parmi cette population galiléenne aux formes si nobles et aux traits si purs, le modèle qui lui a servi pour la figure du Christ. La mère de Jésus habitait Nazareth, c'est à Nazareth et en Galilée que Jésus lui-même a vécu sa vie presque entière : mais la Galilée n'était pas sa patrie. Descendant de David, il était juif; et ceux-là seuls le tiennent pour un Galiléen qui, comme Renan ou Tolstoï, refusent de voir en lui le Messie des prophètes. N'avons-nous pas, d'ailleurs, jusqu'à cinq images de ses traits, toutes datant des premiers siècles, et qui concordent entre elles de la plus saisissante façon? C'est le même visage, au type israélite

(1) Six cents ans plus tard, Antonin Martyr trouvait encore la Galilée dans l'état le plus florissant, et comparait sa fertilité à celle des rives du Nil.

fortement accusé, qui se montre à nous dans l'esquisse dessinée par saint Pierre pour le Romain Pudens (conservée aujourd'hui à Rome dans l'église Sainte-Praxède) et dans le portrait miraculeux de sainte Véronique, et dans le portrait attribué à saint Luc, et dans le portrait de l'église Saint-Sylvestre de Rome, et dans celui qui fut peint, suivant la légende, pour le prince Agbanus, souverain d'Édesse (1). Visage rude et grave, aussi éloigné que possible de notre idéal moderne de la beauté masculine : mais n'était-ce pas une tradition admise universellement, dans les primitives communautés chrétiennes, que, pour mieux nous prouver sa pitié divine, Jésus avait voulu naître « sous les traits du plus humble des enfans des hommes »?

M. Tissot, cependant, n'a tenu aucun compte de cette tradition; et à supposer même qu'il ait eu tort au point de vue d'exactitude historique où il s'est placé, jamais une âme chrétienne ne s'avisera de le lui reprocher. Nous sentons trop que Jésus, étant Dieu, et quelque effort qu'il ait fait pour se rabaisser aux formes humaines, a dû porter jusque dans les traits du visage un reflet manifeste de son essence divine. Son visage, quel qu'il ait été, n'a pu être en tout cas celui d'un homme ordinaire; et nous, faute de concevoir ce qu'il a été, nous sommes bien forcés de nous représenter, à sa place, la beauté la plus idéale dont notre imagination soit capable. C'est ce qu'a fait M. Tissot, et sans cesse plus résolument à mesure qu'il avançait dans son œuvre. Depuis la scène du *Baptême*, la première où il nous montre Jésus parvenu à l'âge d'homme, sans cesse la figure qu'il lui prête devient plus pure et plus noble, sans cesse elle contraste davantage avec l'expression de rudesse des autres figures mises en scène. L'homme-Dieu, de plus en plus, reprend le pas sur le Nazaréen.

Et ce n'est pas seulement la figure du Christ que le peintre s'est vu contraint d'idéaliser. Il s'est rendu compte, inconsciemment peut-être, mais profondément, de l'impossibilité qu'il y avait pour lui à suivre aucune espèce de vérité historique dans sa peinture des grands événemens de la vie de Jésus, de ceux où la réalité humaine s'efface, pour ainsi dire, tout à fait devant le mystère

(1) Un sixième portrait du Christ se voit sur une médaille trouvée en 1812 dans le comté de Cork, en Irlande, et sur le revers de laquelle on lit, en hébreu : « Le Messie a régné; il est arrivé en paix, et, étant devenu notre lumière, il vit. » L'authenticité de la médaille est malheureusement contestée; mais les traits du Christ, gravés de profil, y ressemblent de très près à ceux que nous présentent les cinq autres images, sans qu'on puisse admettre cependant qu'ils en aient été imités.

divin. Dans les images qu'il a consacrées à la *Vision de Zacharie*, à l'*Annonciation*, à la *Vision de Joseph*, à la *Nativité*, à l'*Annonce aux bergers*, à l'*Adoration des Mages*, à la *Tentation*, à la *Résurrection de Lazare* et à la *Transfiguration*, force lui a été de se départir de son réalisme. Ses anges ont beau avoir quatre ailes, suivant la tradition primitive : ce sont des êtres de rêve, et dont ni l'observation ni le raisonnement n'ont pu lui fournir les modèles. Sa Vierge, aussi, est plus qu'une femme. La lumière qui jaillit du tombeau de son Lazare le mettrait en défaut « aux yeux du chimiste et du physicien ». Et l'on dirait même que, dans ces scènes surnaturelles, il n'y a pas jusqu'au décor qu'il n'ait cru devoir embellir. Il a senti, sans doute, que la présence d'un Dieu suffisait pour transfigurer les lieux qui en étaient honorés. Il s'est dit que la chambre où Jésus avait été conçu, la grotte où il avait été tenté, le caveau où il avait ressuscité Lazare, ne pouvaient, de ce fait même, ressembler à une chambre, à une grotte, à un caveau ordinaires. Il a oublié ses principes d'exactitude historique, pour ne plus songer qu'à la vérité éternelle.

Or c'est précisément ce que se sont dit et ce qu'ont fait avant lui, dans la peinture de ces scènes, divines entre toutes, les vieux peintres qu'il accuse d'avoir « faussé nos idées » : et nous voici ramenés, après tant de détours, à examiner de nouveau son grief contre eux. Ils n'ont point pris garde, cela est trop certain, à telles vraisemblances extérieures, dont il leur eût été facile de tenir plus de compte. Rien ne les empêchait de donner à leurs personnages des figures de Juifs, rien ne les forçait à vêtir la Vierge comme une princesse, à transformer en palais italien son humble maison de Nazareth, ni à la figurer présentant son fils devant le maître-autel d'une cathédrale gothique. Sur tous ces points, M. Tissot nous renseigne infiniment mieux; et lors même qu'il idéalise le décor de ses scènes, il leur laisse du moins un fort cachet local. La chambre où il nous montre Marie recevant le salut de l'ange, pour luxueuse qu'elle soit, est bien la chambre d'une maison galiléenne, et ce n'est point agenouillée devant un prie-Dieu, mais assise sur des tapis, à la manière des femmes arabes, que l'élue du Seigneur y écoute pieusement l'annonce sacrée. La *Nativité*, telle qu'il nous la fait voir, s'accomplit dans la grotte même où, suivant la tradition, elle a eu lieu en effet. Peut-être l'enfant divin y est-il trop petit : mais c'est un nouveau-né, et non pas un enfant déjà souriant et agile, comme dans la

plupart des tableaux anciens. La *Présentation* a pour cadre le Parvis des Femmes, et non pas l'intérieur du Temple, où Marie, comme l'on sait, n'aurait pu être admise. Les Mages, pour venir à Bethléem, traversent les collines des frontières de Judée. Quand le diable, ayant pris Jésus de sa forte main, le transporte au faîte du Temple afin de le tenter, c'est le vrai Temple de Jérusalem qu'il lui désigne à ses pieds, tel du moins qu'on a quelques raisons de supposer qu'il était. Dans la *Pêche miraculeuse*, saint Pierre et ses compagnons retirent du lac les mêmes poissons qu'en retirent, aujourd'hui encore, les pêcheurs de Tibériade. Lazare, dans son tombeau, a le front bandé comme les cadavres juifs ; et dans les *Noces de Cana* tout, au miracle près, se passe exactement comme dans les *Noces juives* peintes en Algérie par nos orientalistes.

Ce sont là des indications excellentes et précieuses, en dehors même des belles peintures dont elles ont fourni le prétexte à M. Tissot. Mais elles ne portent, en somme, que sur des détails accessoires ; et pour le fond, pour la conception des sujets et leur expression, M. Tissot ressemble bien plus qu'il ne le croit aux peintres anciens. Il nous raconte tout comme eux, non pas une histoire ou une légende, mais un grand miracle mystérieux et sublime. Le surnaturel, chez lui, s'entoure d'un appareil extérieur plus particulièrement oriental : mais c'est lui qui domine, et toutes les considérations de temps et de lieu s'effacent, ainsi qu'il convient, devant lui. Ou si parfois nous jugeons qu'elles ne s'effacent pas assez, si par exemple dans les *Noces de Cana*, dans la *Pêche miraculeuse*, dans la *Transfiguration*, dans la *Résurrection de la fille de Jaïre*, la précision du décor donne à la scène un aspect trop naturel, c'est au détriment de notre émotion et de la valeur des peintures. Aussi bien ces quelques scènes sont-elles à beaucoup près celles que nous aimons le moins, dans l'admirable ouvrage de M. Tissot. Nous n'y sentons pas, autant que nous aurions voulu, le miracle ; la nature n'y chante pas la présence d'un Dieu.

Elle la chante, au contraire, dans l'œuvre des peintres anciens, malgré l'inexactitude du détail et ces fâcheux dédains de la vraisemblance. La *Pêche miraculeuse* de Rubens et la *Transfiguration* de Raphaël sont loin assurément d'être des visions mystiques ; mais de leur beauté même se dégage pour nous une certaine impression de surnaturel ; et, au risque d'avoir « l'imagination

faussée », nous préférons le Christ qu'elles nous montrent à celui des deux peintures correspondantes de M. Tissot. Encore celles-ci, comme nous l'avons dit, ne sont-elles qu'une exception dans l'ensemble de l'œuvre. Cent autres des compositions qu'elle nous offre témoignent d'un haut sentiment de l'idéal chrétien et supportent, sans trop de dommage, d'être mises en regard de celles des vieux peintres : mais c'est parce que M. Tissot, au lieu de chercher à rectifier les erreurs de ses devanciers, y a suivi le même instinct profond qui les avait tous animés.

Ces braves gens ont toujours eu l'impression, eux aussi, qu'en vertu même de la divinité de Jésus les hommes et les choses, autour de lui, avaient dû être relevés de leur réalité coutumière, que son contact avait suffi pour transfigurer la nature, et que la meilleure façon, pour eux, de peindre avec vérité les scènes de l'Évangile, était de les peindre aussi belles qu'il leur était possible. Et c'est à quoi ils ont tous tâché, chacun suivant sa manière propre, de concevoir la beauté. Les uns, d'imagination faible, mais observateurs excellens, ne connaissaient rien de plus beau qu'une image bien fine et bien minutieuse, où, depuis les plis des visages jusqu'aux feuilles des arbres, tout était reproduit avec la même justesse. D'autres plaçaient la beauté dans l'émotion, soit qu'elle résultât pour eux de l'expression et du mouvement des figures, ou de l'harmonie des couleurs, ou du jeu contrasté de la lumière et de l'ombre. Et d'autres encore se sont trouvés, qui faisaient consister la beauté dans la beauté même ; de l'imperfection des formes réelles ils savaient dégager des formes parfaites, et c'était comme si le chaos des apparences se fût ordonné et purifié, au seul contact de leurs yeux. Mais tous, et ceux-là et les autres, tous depuis Raphaël et Titien jusqu'aux plus grossiers des réalistes flamands, ils ont mis leur sens de la beauté au service de leur foi. Chacun s'est efforcé de glorifier de son mieux, et par les moyens qui lui étaient les plus familiers, l'histoire surnaturelle dont leur âme était pleine. Et M. Tissot a fait comme eux. Si son œuvre nous touche autant que la leur, c'est à cause de la beauté artistique dont il l'a revêtue, et de l'ardente foi qui la lui a inspirée. Par là elle se distingue des peintures religieuses de notre temps, bien davantage que par l'exactitude des détails extérieurs. Le peintre nous dit bien que son père, « chrétien de vieille roche et catholique fervent », a été stupéfait d'apprendre « que le Calvaire n'était pas une haute montagne en pain de sucre couverte de rochers et

de broussailles. » Mais, outre qu'il est difficile de connaître au juste l'emplacement du Calvaire, j'imagine que la forte impression du vieillard lui sera venue surtout de voir, dans les dessins de son fils, plus d'émotion et de piété que dans les tableaux qu'il connaissait jusque-là.

M. Tissot n'a pas rectifié notre conception de la vie du Christ, telle que nous l'ont faite les peintres anciens. Il l'a seulement ravivée en nous, à force de talent et de sincérité. Loin de contredire les vieux maîtres, il a repris leur œuvre sainte, tombée depuis cent ans entre des mains profanes. Et, sous la diversité des détails extérieurs, son intention et la leur sont si proches parentes qu'il en est résulté souvent des ressemblances imprévues, jusque dans la façon de comprendre et de traiter les sujets. Il y a telle *Annonciation* de Gaddi, à Sienne, où la Vierge et l'Ange ont la même attitude, et presque la même figure, que dans l'*Annonciation* du peintre français. L'*Adoration des bergers* de Rembrandt, au musée de Munich, et plus encore un dessin qui en est l'esquisse, le *Jésus guérissant les malades* et le sublime *Lazare*, ont un caractère à la fois si juif et si chrétien qu'on pourrait les reproduire, à titre de variantes, en regard des mêmes scènes de M. Tissot. Et l'on n'en finirait pas, à vouloir épuiser ces comparaisons. Ici c'est un peintre flamand, là un Français, ailleurs un Vénitien ou un Allemand qui ont donné au récit évangélique une expression approchante. M. Tissot, certainement, n'a pu les imiter : il y en a même peut-être qu'il ne connaît pas. Mais ils se sont rencontrés parce que tous ils allaient vers un but commun. Tous, comme lui, cherchaient « la vérité dans la vie du Christ » ; les uns, afin de la mieux trouver, allaient à Rome, d'autres, comme lui, en Palestine, d'autres restaient dans l'endroit où ils étaient nés : mais tous ils ne la cherchaient qu'au fond de leurs cœurs.

C'est dans son cœur que l'a cherchée et trouvée celui de tous les peintres qui, aujourd'hui encore, nous en offre l'image la plus magnifique : un humble moine toscan, le plus ignorant des hommes et le plus naïf. Celui-là n'est pas allé à Jérusalem ; il n'a guère vu le monde, et ce qu'il en a vu ne paraît pas même l'avoir un instant distrait des bienheureuses visions qu'il portait en lui. Ce n'était pas même un grand peintre, et les critiques n'hésitent pas à lui préférer son contemporain Masaccio, pour la science du dessin et la maîtrise des couleurs. Et cependant il n'y a point d'âme un peu religieuse qui, devant ses fresques du

couvent de Saint-Marc, n'éprouve le frisson d'une présence divine. Toute la vie du Christ y ressuscite aux yeux, avec une vérité si simple et si forte qu'on ne peut plus ensuite l'imaginer autrement. Qui ne se rappelle cette *Annonciation* où l'ange, les bras croisés, adore dévotement l'élue du Très-Haut ? Son mouvement, sa figure, les grands plis flottans de sa robe violette, tout en lui est à la fois vivant et céleste : si vraiment un ange est apparu à Marie, c'est sous cette forme-là qu'il lui est apparu. Qui ne se rappelle, dans la *Nativité*, le regard de la mère contemplant son fils ? Quatre anges chantent sur le toit de l'étable, proclamant au monde le mystère glorieux : mais à défaut même de leur vue, cette mère et cet enfant suffiraient à donner l'impression du surnaturel. Et qui ne se rappelle, au-dessus de la porte de l'hôtellerie, ce Christ en robe blanche, tenant dans sa main le bourdon du pèlerin, et souriant tendrement aux deux moines qui l'accueillent ? Du fond de sa cellule, étranger au reste des choses et ne cherchant que le Christ, l'humble Fra Angelico l'a retrouvé dans son cœur.

Et nous aussi, c'est dans notre cœur que nous devons le chercher. En vain Renan et ces confrères ont cru l'en faire sortir; il y est toujours, attendant, pour nous apparaître, que nous redevenions plus digne de le voir. Mais nous sommes pareils à l'un de ces deux vieillards d'un conte de Tolstoï, qui s'étaient un jour mis en route pour visiter les lieux saints. L'un des deux, le plus riche, le plus intelligent, et le plus dévot, avait traversé le monde jusqu'au tombeau du Seigneur. L'autre, une façon de niais quelque peu ivrogne, aurait bien voulu, lui aussi, baiser l'empreinte miraculeuse des pieds de Jésus; mais il avait rencontré en chemin une vieille femme si malade et de pauvres enfans si dénués de tout, qu'il n'avait pu s'empêcher de s'arrêter auprès d'eux. Et Tolstoï raconte qu'à Jérusalem le premier de ces deux vieillards, tandis qu'en vain il tentait d'approcher du tombeau divin, eut la surprise de voir, au premier rang devant lui, souriant et le visage illuminé d'une béatitude céleste, le « simple d'esprit » qu'il avait laissé à mi-route. Celui-là seul était vraiment parvenu à Jérusalem Dans la pureté de son cœur, il avait « vu Dieu ».

T. DE WYZEWA.

DUPLEIX ET SON BI-CENTENAIRE

La séance solennelle tenue à la Sorbonne le dimanche 17 janvier, sous la présidence du ministre des Colonies, pour célébrer le bi-centenaire de Dupleix, a eu le caractère d'une cérémonie expiatoire. M. Lebon dans sa spirituelle allocution, M. Bonvalot dans sa piquante et chaleureuse conférence ont flétri comme il convenait l'odieuse injustice dont la France d'autrefois se rendit coupable envers un grand homme, qui avait travaillé durant plus de trente années à lui donner l'empire des Indes. Les poètes ont renchéri sur le conférencier, et M. Haraucourt s'est écrié par la bouche de Mme Sarah Bernhardt :

> ... Les nains sont toujours les vainqueurs,
> Ils ont la voix du nombre et le geste du maître,
> Et leur petite main sait broyer les grands cœurs.

Il n'est que trop certain que, brutalement destitué en 1754, Dupleix fut rappelé de Pondichéry dans le temps même où sa présence y était le plus nécessaire. Il ne faut cependant rien exagérer, et on aurait tort de croire que la France tout entière, méconnaissant les services qu'il lui avait rendus, ait été insensible à la gloire de ses hauts faits. On lui prodigua à son arrivée les témoignages d'estime et d'admiration. « Croiriez-vous, disait-il, que sur la route de Lorient à Paris, j'étais obligé de fermer les stores de ma chaise de poste, pour pouvoir m'échapper de la foule? Dans tous les endroits où nous changions de chevaux, j'entendais des propos qui auraient lieu de flatter le plus présomptueux, mais dont, grâce à Dieu, je me suis garanti autant qu'il a dépendu de moi. Ma femme a été dans le même cas. Elle et moi, nous n'osions paraître dans Lorient par l'affluence du peuple qui voulait nous voir et

nous bénir. Ce sont de vraies satisfactions pour ceux qui savent tout reporter à Dieu. »

Réconforté par l'accueil que lui faisaient les foules, il s'imagina que les négocians, les financiers, les hommes d'État de qui dépendait son sort ne tarderaient pas à lui rendre justice, qu'il avait été victime d'une méprise, d'un malentendu, que ses juges ne demandaient qu'à être éclairés et convaincus, et il caressa quelque temps l'espoir de retourner bientôt dans l'Inde pour y reprendre sous œuvre sa glorieuse entreprise. Les plus profonds politiques ont leurs illusions et leurs candeurs : il croyait à l'efficacité des explications, qu'un homme qui a raison finit toujours par triompher des préjugés et des partis pris, et il était si sûr d'avoir raison ! Il s'expliqua en vain pendant neuf ans; il parlait à des sourds. Navré autant qu'étonné de la froide indifférence que lui montraient d'anciens amis, de la haine que lui témoignaient des gens en place qu'il tenait pour ses obligés, il ne se lassait pas de plaider sa cause. Les uns le regardaient comme un solliciteur incommode et fâcheux, les autres comme un dangereux aventurier, dont il importait de se débarrasser à jamais. Il n'avait rien obtenu, ni argent ni justice, lorsqu'il mourut dans la nuit du 10 au 11 novembre 1763. Quelques jours auparavant, il écrivait : « J'ai sacrifié ma jeunesse, ma fortune, ma vie pour enrichir ma nation en Asie... Mes services sont traités de fables, je suis traité comme l'être le plus vil du genre humain, je suis dans la plus déplorable indigence ; la petite propriété qui me restait vient d'être saisie ; je suis contraint de demander une sentence de délai pour éviter d'être traîné en prison. »

Un écrivain anglais a prétendu que la jalousie est une maladie française, que nous sommes de tous les peuples celui qui nourrit les sentimens les plus haineux à l'égard des gens qui ont le malheur de s'enrichir. Il est certain que Dupleix s'était attiré de redoutables inimitiés en faisant fortune en Orient. C'était pourtant son droit. La Compagnie des Indes, qui payait très mal ses employés, les autorisait à trafiquer pour leur compte. La Compagnie anglaise en usait de même ; ses gouverneurs et les membres de leur conseil ne touchaient que des traitemens fort maigres et presque dérisoires ; mais avec sa permission ils faisaient des affaires ; quand on partait pour l'Inde, on n'était pas sûr d'en revenir ; on ne serait pas parti si l'on n'avait eu quelque espoir d'en revenir riche. Durant les onze années que Dupleix avait passées à Chandernagor, il avait relevé, transformé comme par miracle ce comptoir déchu, dont il avait fait une colonie prospère et florissante ; prêchant d'exemple, il avait enseigné à ses administrés comment il

fallait s'y prendre pour s'enrichir par des opérations heureuses. Nommé gouverneur de Pondichéry, il avait mis sa caisse particulière au service de sa politique et des intérêts généraux; en mainte rencontre, il avait avancé des millions à la colonie. On se dispensa de le rembourser en niant la dette : il ne recouvra pas un sou : « Mes créanciers m'égorgent dans l'Inde et à Paris. Je meurs de faim au milieu d'une fortune considérable, acquise par un patrimoine honnête et augmentée par trente-quatre ans des services les plus brillans, fortune que j'ai sacrifiée avec la plus grande générosité pour faire des acquisitions immenses à la Compagnie. » Mais la jalousie n'entend pas raison, son métier est de déraisonner.

Si les envieux le qualifiaient de proconsul cupide, de traitant corrompu et rapace, les gens d'affaires qui n'avaient jamais vu l'Inde, les esprits courts et décisifs, les étourdis présomptueux, qui se grisent de leurs ignorances, le tenaient pour un rêveur, pour un visionnaire. Au début, après ses premiers succès, on l'avait porté aux nues; marquis en France et décoré du grand ordre de Saint-Louis, vice-roi en Orient, il n'était pas de merveilles qu'on n'attendît de lui; on annonçait qu'avant un an il ferait trembler le Grand-Mogol. Quand il eut connu les vicissitudes de la fortune, quand on découvrit que son entreprise présentait quelques difficultés, qu'il fallait du temps et de l'argent pour avoir raison du Grand-Mogol, on le déclara le plus chimérique des hommes; il n'était plus qu'un fou dangereux. « Ses succès et sa gloire, a dit Voltaire dans son *Siècle de Louis XV*, avaient ébloui les yeux de la compagnie, des actionnaires et même du ministère; la chaleur de l'enthousiasme fut presque aussi grande que dans les commencemens du système de Law, et les espérances étaient bien autrement fondées, car il paraissait que les seules terres concédées à la compagnie rapportaient environ 39 millions annuels... Toutes ces grandeurs et toutes ces prospérités s'évanouirent comme un songe, et la France, pour la seconde fois, s'aperçut qu'elle n'avait été opulente qu'en chimères. » Les Anglais se sont chargés de prouver au monde que Dupleix n'était pas un rêveur, que ses plans n'étaient pas des chimères : ils les ont adoptés, ils ont été ses disciples, ils en conviennent eux-mêmes, et mettant à profit les leçons de ce grand homme méconnu et sacrifié, ils ont créé l'empire des Indes.

Avant lui, les deux compagnies rivales, l'anglaise et la française, étaient des corporations essentiellement commerçantes, tout occupées d'établir un trafic régulier et lucratif entre l'Inde et l'Europe. Indifférentes à tout ce qui ne touchait pas aux intérêts de leur négoce et se

jalousant l'une l'autre, elles avaient pour principe commun d'intervenir le moins possible dans les querelles des princes indigènes. Dupleix devina dès la première heure que, bon gré mal gré, ces associations commerciales étaient destinées à devenir des puissances politiques, que, pour préserver leurs comptoirs de tout accident fâcheux, elles devraient tôt ou tard s'ingérer dans les affaires de leurs voisins, que la neutralité systématique était une franche duperie, qu'il est des cas où l'on n'est respecté qu'à la condition d'être craint.

Le royaume du Grand-Mogol, fondé au XVIe siècle par Bahour et ses hordes musulmanes, se désagrégeait, s'en allait, s'émiettait, tombait en ruine. De l'Himalaya au cap Comorin, les gouverneurs de régions et de provinces, les soubabs et les nababs, jadis simples percepteurs d'impôts, désormais vassaux turbulens, aspiraient à se rendre indépendans du fantôme de souverain qui tenait sa cour à Delhi, et qui leur vendait moyennant finance des patentes de vice-rois. Ils avaient tous grand appétit, ils se taillaient des domaines qu'ils entendaient transmettre à leur descendans. A l'ancienne centralisation avait succédé l'anarchie d'une féodalité asiatique : « On pouvait considérer comme ouverte la succession du Grand-Mogol. Qui hériterait des débris de ce pouvoir si redouté naguère? Assisterait-on à un morcellement de l'Inde au profit des nababs, ou bien, le Peishwa, le plus puissant des chefs mahrattes, succéderait-il au Mogol? Dupleix, qui connaissait à fond la situation, vit qu'il était possible à un troisième compétiteur de réussir, et que l'héritier obligé du trône de Delhi, c'était l'Européen, c'est-à-dire la France si elle voulait (1). » Il avait deviné aussi que si la France ne voulait pas, l'Angleterre voudrait, qu'elle serait l'héritière.

Peu de temps lui avait suffi pour concevoir et mûrir son plan. Il s'était dit que sur les champs de bataille la discipline et la tactique ont facilement raison du nombre, qu'une poignée de soldats français dissiperait sans peine une armée hindoue, que le premier succès serait décisif, qu'ayant appris à connaître la puissance de nos armes, les potentats, les prétendans indigènes s'empresseraient à l'envi de rechercher notre amitié, qu'ils se la disputeraient, qu'ils nous demanderaient assistance dans leurs besoins, qu'ils nous feraient des offres magnifiques pour nous décider à les défendre contre les mutineries de leurs sujets et les agressions de leurs voisins, qu'ils prendraient l'engagement de pourvoir à la solde et à l'entretien de nos troupes, que détestables administrateurs, ils ne pourraient remplir leurs obligations, que leur

(1) *Un essai d'empire français dans l'Inde : Dupleix, d'après sa correspondance inédite*, par Tibulle Hamont; librairie Plon.

dette grossirait sans cesse, qu'ils se verraient réduits à l'acquitter en concessions de territoires ou en nous commettant le soin de percevoir pour eux leurs impôts, que leurs alliés deviendraient bientôt leurs protecteurs, que nous ferions mouvoir à notre gré ces fastueuses marionnettes, que nous serions les maires du palais de ces rois fainéans, et que l'Inde serait à nous. Elle ne serait pas aujourd'hui aux Anglais s'ils n'avaient pas fait exactement ce que Dupleix se promettait de faire, et s'il ne l'a pas fait, ce n'est pas à Dupleix que la France doit s'en prendre.

« La fondation d'un royaume franco-hindou n'était pour lui qu'une œuvre de politique assez facile à réaliser avec du temps, de l'argent, de la volonté, un peu de fer. »

Mais il fallait que les directeurs et les actionnaires de la Compagnie des Indes consentissent à mettre leur volonté d'accord avec la sienne, et à lui donner un peu de temps, d'argent et de fer. Il leur représentait en vain que sa politique était conforme à leurs intérêts, que son audace était la prudence d'un homme qui savait prévoir et gagner l'ennemi de vitesse. Ils l'accusaient d'aimer les hasards, les aventures; ils n'avaient qu'une préoccupation, qu'un souci : ils entendaient toucher de gros dividendes. Les actionnaires ont l'esprit dur et rétif; on leur persuade difficilement qu'il faut faire des avances à la fortune, mettre la main à la poche pour couvrir les frais de premier établissement. Ils veulent moissonner sans semer ou sans que les semailles leur coûtent rien. S'ingérer dans les querelles des princes hindous! Y pensez-vous? La guerre est un gaspillage de fonds, une dépense improductive. Il faut plaindre les martyrs livrés aux bêtes; plaignons aussi l'homme de génie dont la destinée dépend d'une assemblée d'actionnaires. « On eût offert aux directeurs l'empire de l'Inde, dit M. Hamont, qu'ils auraient refusé avec indignation, s'ils avaient soupçonné qu'il faudrait pendant quelques années abandonner l'espoir des dividendes, et cette assemblée était souveraine. La cour se souciait peu des établissemens d'outre-mer; l'opinion était inerte; les questions coloniales laissaient tout le monde froid. »

Dupleix n'avait qu'un moyen de réchauffer les tièdes, de convaincre les incrédules : il aurait dû réussir dans toutes ses entreprises. L'actionnaire est rétif, mais superstitieux; l'homme qui réussit toujours lui inspire un respect d'adoration; il s'en fait une idole, un fétiche. Mais qui peut s'engager à être toujours heureux? Dans le temps de ses premiers triomphes, Dupleix avait été sur le point de passer dieu. Il était le maître et le nabab du Carnate; il avait réduit sous son obéissance

l'immense Dékan; il exerçait une autorité presque souveraine sur les royaumes de Maïssour, Tanjaour, Madura. Les Anglais avaient été vaincus sur tous les champs de bataille où ils s'étaient montrés. Mais les Anglais sont entêtés, et l'entêtement a tôt ou tard sa revanche; ils avaient pris la leur à Trichinapaly. L'étoile de Dupleix sembla pâlir, il essuya de sérieuses défaites. Le malheur, loin de l'abattre, le rendait plus redoutable; c'est dans ses détresses qu'il était le plus fertile en expédiens, en combinaisons, qu'il avait le plus de ressources dans l'esprit.

Il venait de réparer plus qu'à moitié ses échecs; il avait la main pleine d'atouts, et ses ennemis prévoyaient qu'il gagnerait la belle. Ce fut le moment que choisit le ministère pour le destituer. Soit ineptie, soit lâcheté, on se flatta de se gagner les bonnes grâces de l'Angleterre par cette basse complaisance; on lui tira du pied cette cruelle épine, on la délivra de Dupleix. « Cet homme, dit le colonel Malleson, avait jeté les fondemens d'un empire qui eût fait de la France l'arbitre de l'Orient. Les nations ont leurs égaremens, leurs accès de folie, *their moods of infatuation;* en 1754 la France eut le sien. Faisant le jeu de la rivale qui devait la supplanter, elle rappela son prévoyant architecte, et ne s'avisa de sa méprise que lorsqu'elle vit l'Angleterre adopter les plans de Dupleix et bâtir l'édifice dont il avait commencé la fondation... Cet architecte qu'on laissa mourir dans la misère, ajoute le colonel anglais, est un des plus grands hommes qu'ait produits la France, les rivaux qui ont profité de son rappel l'égalent presque à leurs Clive, à leurs Hastings, à leurs Wellesley. Par la hauteur de ses vues, par la grandeur de ses conceptions, il fut leur devancier et, sans qu'ils en eussent toujours conscience, leur inspirateur (1). »

Dans la séance solennelle du bi-centenaire, M. Jean Aicard a récité un poème qui a été fort applaudi et méritait de l'être. Il y célébrait les héros à l'âme chevaleresque, grands redresseurs de torts, zélés serviteurs du droit, de l'humanité et du pur idéal, dont « le clair génie aimant,

> Philosophe et chrétien, sublime doublement,
> Promet, avec l'amour, la justice à la terre. »

Le portrait était beau, mais ce n'était pas celui de Dupleix. Il ne se piquait point de faire le bonheur des Hindous, ni d'être un idéaliste ou un philanthrope. Peu scrupuleux dans le choix des moyens, tout ce qui

(1) *Rulers of India: Dupleix*, by colonel Malleson; Oxford, 1895.

pouvait le mener à ses fins lui était bon, et sa main aussi souple que celle d'un escamoteur devenait très lourde quand il frappait un grand coup et faisait rendre gorge à ses ennemis. « Maintenant que Gazendi-Kan est mort, écrivait-il à Bussy, il faut pousser plus loin les prétentions et faire cracher rudement tous ces gens-là. » Pour s'assurer l'alliance du rajah de Maïssour, il s'engageait à lui livrer la place de Trichinapaly, « dans la ferme intention cependant de n'en rien faire... Une fois dans le pays de ces gens-là, on sera en état de les faire chanter... Pour leur tenir le bec dans l'eau, nous leur dirons... » Il savait toujours ce qu'il fallait leur dire.

Quoiqu'il n'ait jamais commis aucun de ces actes de cruauté dont on accusa plus tard Warren Hastings, à qui Burke en demanda compte, il ne répugnait pas aux violences utiles : « Ne serait-il pas convenable à nos intérêts de faire sauter la tête de Saïd-Lasker-Kan? Un pareil acte de justice ferait le meilleur effet et tiendrait tout dans l'ordre pour l'avenir; car enfin, avoir près de soi un homme de ce caractère, c'est vouloir être esclave ou malheureux toute sa vie. A de grands maux il faut de grands remèdes... » Dans l'occasion aussi, il ne lui répugnait pas de recourir aux supercheries, de fabriquer des diplômes : « Tout ce que nous avons présenté, firmans, paravanas et autres pièces, tout avait été forgé par nous. » Les Anglais ne lui ont pas seulement emprunté sa politique, son système, ses méthodes, ils se sont approprié ses artifices, ses procédés, et ils se sont montrés de grands maîtres dans l'art de faire cracher ou chanter les princes hindous ou de forger des fables qu'ils donnaient pour des vérités évangéliques. Comme Dupleix, comme tous les fondateurs d'empire, ils n'ont pas cru qu'il fût possible de faire une omelette sans casser les œufs.

Ce qu'on ne peut trop admirer, c'est la souplesse, la puissance, la prodigieuse lucidité, l'étonnante promptitude de son esprit, la profondeur de ses calculs, l'infaillible sûreté de son coup d'œil. Personne n'a possédé plus que lui ce génie politique qui rend possible l'impossible et, par une savante préparation, convertit en entreprises raisonnables ce que le commun des hommes considère comme de folles aventures. Il embrassait d'un regard les affaires les plus compliquées, et il avait l'art de les simplifier; il trouvait le nœud et le tranchait. « La vérité est toujours simple, me disait un jour Pasteur, car le simple est le fond des choses. » Le simple est le fond de la politique aussi bien que de la science, mais il faut avoir du génie pour le trouver. Les grands hommes d'État ne méprisent jamais les détails, mais jamais ils ne s'y perdent; ils ont bientôt fait de débrouiller le chaos. Incomparable orga-

nisateur, Dupleix joignait à l'esprit d'ordre une puissante imagination, dont il s'était servi pour pénétrer tous les secrets des âmes indiennes. C'était un jeu pour lui de les émouvoir, de les séduire, de les subjuguer et de les dompter. On se plaignait à Paris qu'il eût trop de goût pour la représentation, pour les somptuosités, pour les largesses royales. Quand il décida son protégé Mousafer-Singue à venir à Pondichéry se faire proclamer roi du Dékan et de Golconde, il donna à cette cérémonie un éclat extraordinaire et fit lui-même son entrée en grand appareil. Dans une salle tendue de cachemire, de soie, de broderies d'or et de pierreries, il avait fait dresser deux trônes, l'un pour lui, l'autre pour sa magnifique poupée, étincelante de diamans. Les actionnaires, dont cette dépense diminuait les dividendes, lui reprochaient son insupportable vanité. Personne ne fut plus exempt de vaine gloire; il n'aimait que la vraie. S'il se donna le plaisir de s'asseoir sur un trône, c'est qu'il tenait à conserver « cet air de demi-dieu », qui lui avait valu ses victoires. Mais il y a des choses qu'un actionnaire ne comprendra jamais.

Ce grand diplomate était un stratégiste consommé. Il préparait, il organisait les expéditions, et faisait des plans de campagne où tout était prévu. Mais, n'étant pas solda , il ne pouvait les exécuter lui-même. Il devait s'en remettre du soin de conduire les opérations à ses lieutenans, qui souvent médiocres ou infatués de leurs minces talens, lui attiraient des échecs par leur sottise ou leurs désobéissances. Il s'appliquait à les instruire, à les conseiller; il les renseignait sur tous les projets, sur tous les mouvemens de l'ennemi. Il leur écrivait : « Tel jour, en tel endroit, vous serez attaqués... Choisissez bien votre camp. Gardez-vous soigneusement... Ne tombez pas dans les fautes de Law, faisant détruire son armée par de petits détachemens. Restez concentrés et agissez par masse. » Selon les cas, il leur prêchait l'audace ou la circonspection : — « Ce que j'attends de vous aujourd'hui, ce n'est pas du brillant, mais du solide. Avec des troupes comme les nôtres, il faut être prudent. Nous ne pouvons pas être Annibal, tâchons d'être Fabius. Oublions pour le moment les grandes opérations, et contentons-nous d'une guerre de chicanes. » Quand ses petites troupes étaient conduites par un Bussy, par un La Touche, la victoire était presque certaine; mais il eut souvent le chagrin d'apprendre qu'au mépris de leurs instructions, tels officiers incapables ou goutteux avaient laissé échapper le moment d'agir ou s'étaient exposés inutilement lorsqu'il fallait se réserver.

Malheureusement les Anglais avaient des hommes de guerre, un

Lawrence, un Clive, qui, moins grands politiques que Dupleix, commençaient à s'instruire à son école et avaient sur lui l'avantage d'exécuter eux-mêmes leurs desseins, de commander en personne leurs expéditions. « S'ils n'avaient pas été supérieurs aux officiers français qu'ils avaient en tête, dit le colonel Malleson, Dupleix aurait sûrement gagné la partie. Il l'emportait sur eux par sa connaissance du caractère hindou, par l'ascendant qu'il exerçait sur les indigènes et par la profondeur de ses combinaisons. Mais s'il pouvait arrêter un plan de campagne, enseigner à ses lieutenans ce qu'ils devaient faire, il ne pouvait le faire lui-même en affrontant avec eux une grêle de balles et la musique du canon. » Il ne le savait que trop; il se plaignait amèrement d'être à la merci d'officiers braves, mais d'esprit borné ou de volonté molle, qui par leurs fautes compromettaient ses succès ou traversaient ses entreprises. « Je n'ai pas un homme de tête, s'écriait-il un jour, pour conduire la moindre opération. » La Compagnie le servait si mal! On lui envoyait des incapables, qui n'avaient aucune autorité sur leurs hommes, et leurs hommes ne valaient pas cher. Ce n'était souvent, disait-il, « qu'un ramassis de la plus vile canaille. »

Si mauvais que fût l'outil, le grand ouvrier s'en servait de son mieux; avait-il du malheur, il réparait ses défaites par sa constance et sa diplomatie. Quand les Anglais, alliés à Mehemet-Ali-Kan, aux Mahrattes, au Maïssour, l'eurent réduit pour quelque temps aux dernières extrémités, quand il ne lui restait plus que vingt hommes à mettre en campagne, quand la terreur régnait autour de lui et qu'on l'adjurait de renoncer à tout, de faire la paix à tout prix, il ne s'abandonna pas un instant. — « Quels alliés trouverez-vous? lui demandait-on. — Le premier, le plus fort, répondait-il, c'est la discorde qui va éclater dans le camp ennemi. Je connais les Hindous, et je suis sûr que le dissolvant le plus certain de leurs coalitions, c'est la victoire. Voilà mon plus redoutable moyen de défense... Maintenant qu'ils ont le succès, toutes les rivalités, toutes les convoitises vont s'étaler au grand jour. Le Maïssour a des appétits énormes; il va vouloir les assouvir. Le Mahratte, jaloux par nature, se cabrera à la pensée qu'il édifie de ses mains un royaume pour autrui. Donc des chocs furieux chez ces amis d'hier et en face de moi, qui les guette pour enflammer ces haines et profiter de ces divisions. » Il enflamma ces haines, il profita de ces divisions, et quand on le rappela, les affaires des Anglais étaient fort mal en point. La puissance de son caractère égalait son génie, et à la longue le caractère et l'indomptable espérance gouvernent la fortune. C'est encore une de ces choses que ne comprennent

pas les actionnaires : le monde devient incompréhensible quand on le regarde uniquement comme un endroit où l'on touche des dividendes.

Si ses lieutenans trahirent plus d'une fois sa confiance et, selon son expression, « brisèrent souvent la victoire dans sa main, » il trouva ailleurs cette assistance, cet appui dont les hommes les plus forts ont besoin pour ne jamais défaillir. Il avait épousé en 1741 la veuve d'un M. Vincent, l'un des conseillers de la Compagnie. Elle était née dans les Indes, où son père, un Français du nom d'Albert, avait toujours vécu. « Cette femme, dit un écrivain anglais, qu'on représentait comme dévorée d'ambition et d'un amour désordonné pour le faste, joignait à la grâce, aux charmes fascinateurs de l'Indienne, les plus hautes qualités de l'intelligence et du cœur; son caractère était aussi ferme que son esprit était vif et souple, et elle rendit à son mari, dans les momens critiques, des services essentiels que personne n'aurait pu lui rendre comme elle. » Possédant à fond toutes les langues du pays, habile à démêler, à dénouer les intrigues des cours et tour à tour prenant les Hindous par la séduction ou leur imposant par son air de reine, elle se chargea souvent de conduire elle-même les négociations délicates, de correspondre avec les princes qu'il importait de gagner ou d'intimider. Dupleix lui disait tout; il l'associait à toutes ses pensées, à toutes ses ambitions et à ses dangers comme à ses triomphes. Elle le secondait, elle le conseillait; elle était son ministre des affaires étrangères.

Elle ne vécut que pour lui. Elle avait été la grâce et la parure de ses beaux jours, dans la mauvaise fortune elle fut tout son soutien. Elle relevait son courage et son espérance; sujet à des emportemens, on le vit souvent hors de lui; elle était seule capable d'apaiser ses troubles et ses fièvres. Elle lui épargna plus d'une faute en lui persuadant d'attendre pour agir que le calme lui fût revenu, et c'était elle qui le calmait. Il a passé par de rudes épreuves; mais il adorait sa femme et aimait passionnément la musique; comme le sourire de sa femme, la musique le consolait. Dans ses heures noires, ce Saül était son propre David : il endormait ses chagrins et ses colères en leur jouant de la harpe.

Hélas! il est des chagrins que la musique n'endort pas. Lorsque, en vertu d'un ordre signé : Louis, contresigné : Rouillé, un Godeheu, un pleutre au cœur faux, à la mine cafarde, un plat valet, fut chargé de faire arrêter le sieur Dupleix, de le constituer sous bonne garde et de l'embarquer pour la France par le premier vaisseau, cette catastrophe imprévue où s'engloutissaient son honneur et son œuvre le terrassa.

Pour l'achever, il perdit en 1756 l'admirable femme qu'il aimait comme la meilleure moitié de lui-même. Elle l'exhorta en mourant à défendre jusqu'à la fin sa gloire contre la calomnie, les débris de sa fortune contre les voleurs. Elle n'était plus; pour la première fois il se sentit seul, et sa solitude lui parut si pesante que deux ans plus tard ce sexagénaire se remariait. C'est la seule action de sa vie qu'on ait peine à lui pardonner.

La France n'est pas le seul pays qui ait méconnu et frappé de réprobation ses plus vaillans serviteurs. Il semble que les grandes ingratitudes aient leurs douceurs secrètes et je ne sais quoi qui rafraîchit le sang des peuples. L'heureux rival de Dupleix, le fondateur de la puissance anglaise dans l'Inde, Robert Clive, qui prit Arcot, Calcutta, nous chassa des rives du Gange, défit le nabab du Bengale, fut mis en accusation; on lui imputait le crime d'avoir abusé de son pouvoir pour faire une grande fortune. Quoique le parlement l'eût absous, son humiliation lui avait laissé tant d'amertume dans le cœur qu'il voulut mourir. Mais si l'Angleterre a tué Clive, elle a soigneusement respecté son œuvre. Elle est cruelle quelquefois pour les grands pécheurs, qui lui ont rendu de grands services; mais elle met leurs péchés à profit et dans le secret de son cœur elle bénit leur nom et leur crime.

Un gouvernement inepte donna à Godeheu la mission de détruire l'œuvre de Dupleix et de livrer l'Inde aux Anglais. En vain Dupleix remontra tout ce qu'il y avait de funeste et de déshonorant dans cette résolution. « — Quoi, la France offrait légèrement, sans y être contrainte, de renoncer au rôle de puissance politique dans la Péninsule, de se reléguer dans une occupation purement commerciale, de paraître enfin comme une esclave de l'Angleterre, sur ce sol où elle avait exercé sa domination! Jamais les Anglais, après les plus grandes victoires, n'auraient osé tant espérer, et ces propositions, on les leur faisait au moment où ils venaient d'être défaits, au moment où un renfort de deux mille soldats arrivait à Pondichéry! On n'y gagnerait même pas la prospérité du commerce. Pourrions-nous trafiquer alors que les Anglais seraient les maîtres de l'Inde? On ne comprenait donc pas en France la puissance que la possession de l'Inde donnerait à la nation! La ténacité des Anglais, leur ardeur à nous disputer l'empire de ces vastes contrées n'éclairaient donc pas le ministère et les directeurs! » Pour toute réponse, Godeheu, fidèle à ses instructions, écrivit à Mme Dupleix que l'hiver s'approchait, qu'il la priait d'engager M. Dupleix à hâter son départ, à profiter de la bonne saison pour s'assurer une agréable traversée et un doux retour en France.

« Le pays est désormais face à face avec lui-même, disait M. Lebon dans son discours du 17 janvier; il ne peut plus faire remonter à des princes usés par le plaisir, à des aristocraties énervées par le privilège la responsabilité de ses erreurs et de ses mécomptes. Puisse notre démocratie ne pas donner à son tour l'exemple d'une telle ingratitude et de pareilles défaillances! Ou, s'il lui plaît, comme c'est son droit strict, de broyer ses serviteurs les plus dévoués et les plus valeureux, qu'elle sache du moins recueillir leurs desseins et maintenir leurs traditions! » Il faut souhaiter à cet effet que nous cessions de juger des choses lointaines sans sortir de chez nous, que nous renoncions à croire que nous les connaissons mieux que ceux qui les ont vues de près. La Compagnie des Indes ne cherchait pas à s'éclairer en discutant avec Dupleix, elle ne lui demandait pas de renseignemens, de conseils, elle lui intimait des ordres. Quand une escadre anglaise se disposait à assiéger Pondichéry et qu'il s'occupait de mettre la place hors d'insulte, les directeurs lui enseignaient que l'économie est le secret de la richesse; ils le sommaient « de réduire absolument toutes les dépenses de l'Inde à moins de moitié, de suspendre toutes les dépenses de bâtimens et fortifications. » Plus tard, quand il se préparait à une lutte inévitable et prenait toutes ses mesures pour avoir la fortune de son côté, la Compagnie lui remontrait « qu'il ne faut jamais recourir aux armes lorsqu'on peut faire autrement, que la guerre est toujours un mal, que la paix est l'âme du commerce, qu'en intervenant dans les querelles du pays, on se rendait odieux, qu'il faut se faire respecter sans se faire redouter. » Admirable sagesse! on ne se doutait pas à Paris que les Asiatiques ne respectent que ce qui leur fait peur, qu'ils méprisent ce qu'ils ne craignent pas. Ces savans docteurs enseignaient à un Dupleix la politique et l'Orient. Un rhéteur grec avait jadis enseigné la guerre à Annibal.

Comme le conseil et les actionnaires de la Compagnie des Indes nos politiciens ont la sagesse infuse et des aphorismes, des axiomes qui leur sont chers et sacrés. Les jugemens téméraires, les grands principes invoqués hors de propos, appliqués hors de leur place, nous font beaucoup de tort; c'est une maladie que nous devrions soigner.

G. VALBERT.

REVUE DRAMATIQUE

Jean-Gabriel Borkman, pièce en quatre actes de M. Henrik Ibsen, traduction de M. Prozor. — A l'Odéon, *l'Étranger*, comédie en quatre actes de M. Auguste Germain.

Appliquons-nous à bien comprendre, car M. George Brandes nous guette. Mais en même temps gardons-nous bien de « chercher le symbole », puisque M. Brandes nous affirme qu'il n'y en a pas un seul dans tout le théâtre de M. Ibsen, et que l'auteur des *Revenans* et du *Canard sauvage* ne sait pas même ce que c'est.

Jean-Gabriel Borkman est un financier de vive imagination à qui il est arrivé malheur. Il entendait jour et nuit le charbon des mines, et les métaux cachés dans les entrailles de la terre, et les richesses secrètes de la mer profonde lui chanter à l'oreille : « Délivre-nous, mets-nous en « actions », fais-nous servir au bonheur de l'humanité, et par nous tu seras roi du monde. » Mais, pour être en état d'exaucer la mystérieuse prière de ces forces enchaînées, Borkman voulut d'abord se faire nommer directeur de la Banque de Copenhague. Cette nomination dépendait de l'avocat Hinkel. Or Hinkel aimait Ella Rentheim, laquelle adorait Borkman et lui était même fiancée. Borkman dédaigna subitement l'amour de la jeune fille pour ne point désobliger Hinkel, et, pour le rassurer tout à fait, il épousa Gunhild, la sœur jumelle d'Ella. Grâce à quoi, il fut nommé directeur de la Banque.

Là, il « fit grand ». Il n'hésita pas, tant il se sentait absous par la sublimité de son rêve, à disposer de l'argent qu'on lui avait confié. Là-dessus Hinkel, toujours repoussé par Ella et attribuant ce refus à Borkman, se vengea en le dénonçant. Et Borkman fut condamné à cinq ans de prison cellulaire.

Ella Rentheim, demeurée riche (car, après la débâcle, on retrouva,

seul intact dans les caves de la Banque, le dépôt qui lui appartenait), vint au secours de sa sœur Gunhild et de son neveu le petit Erhart. Elle racheta pour eux la maison Borkman et leur assura de quoi vivre. Puis elle prit Erhart auprès d'elle et se chargea de son éducation. Mais, quand Erhart eut quinze ans, Gunhild, jalouse de l'influence de sa sœur, exigea qu'elle lui rendît l'enfant.

Et cependant Borkman, sa prison finie, est rentré dans la grande maison solitaire. Il habite une chambre du haut, où il passe ses journées à marcher en rêvant, comme un loup en cage. Il ne voit presque jamais son fils, qui étudie à la ville voisine. Voilà huit ans que Borkman n'a mis le nez dehors. Voilà huit ans qu'il n'a vu sa femme, bien qu'ils habitent tous deux sous le même toit. Et voilà huit ans que les deux sœurs ne se sont vues.

Tels sont, exactement résumés, les événemens antérieurs au lever du rideau, et que nous apprenons peu à peu au cours des longues conversations qui remplissent les deux premiers actes. Ces événemens ne laissent pas d'être un peu compliqués, mais ils sont parfaitement clairs.

Entrons maintenant dans l'action. Ella, vieille, très malade, et qui aime tendrement Erhart, sans doute parce qu'elle a adoré son père, vient supplier Gunhild de lui rendre ce garçon, pour qu'il lui ferme les yeux. Gunhild refuse avec une dure énergie. Elle prétend garder son fils pour ce qu'elle appelle le « relèvement ». Elle n'entend point par là, semble-t-il, la réhabilitation de son mari, ni la restitution de l'argent volé (elle parle même avec un singulier détachement des ruines faites par Borkman). Ce qu'elle rêve, c'est simplement la revanche du passé par la conquête d'une nouvelle fortune. Et c'est aussi en haine de sa sœur qu'elle se cramponne à son fils. Et elle croit le tenir; car, pour le détacher d'Ella, elle a tout employé, même le mensonge et la calomnie, et elle s'en vante. «... Je lui ai demandé comment il s'expliquait que tante Ella ne vînt jamais nous voir... Je lui ai fait croire que tu as honte de nous, que tu nous méprises. » Et elle conclut : « C'est moi maintenant qui suis nécessaire à Erhart, ce n'est pas toi. Il est mort pour toi, et toi pour lui. — Nous verrons bien », dit Ella.

Et tout cela encore est d'une clarté irréprochable.

Tandis que les deux sœurs s'affrontent, voici entrer Erhart et Mme Wilton, une femme de trente ans, belle, divorcée, chez qui le garçon fréquente depuis quelque temps. Tous deux doivent, à ce qu'ils disent, passer la soirée précisément chez cet Hinkel, qui a jadis dénoncé le père d'Erhart ; mais quoi ? c'est une maison où l'on s'amuse. Toute-

fois Mme Wilton elle-même juge convenable que Erhart reste ce soir-là auprès de sa tante. Mais, avant de se retirer, elle fait cette plaisanterie, de dire au jeune homme : « Écoutez-moi bien. En descendant la côte, je concentrerai toute ma volonté pour dire intérieurement : — Erhart Borkman, prenez votre chapeau, mettez votre pardessus et vos galoches, et venez. Et vous viendrez. » Et en effet, après avoir fait à sa tante la charité de quelques propos banalement affectueux, Erhart lui dit tout à coup : « Tante, tu devrais aller te coucher. Nous causerons demain. » Puis il prend son chapeau, son pardessus et ses galoches, et s'en va retrouver sa bonne amie. Et les deux vieilles sœurs, demeurées seules, comprennent sans difficulté qu'elles ne garderont ni l'une ni l'autre le grand enfant qu'elles se disputent, et que ce sera la belle et joyeuse Mme Wilton qui le leur prendra.

Et, dans tout cela encore, il n'y a rien de mystérieux.

Le deuxième acte nous introduit dans la chambre de Borkman. Une fillette de quinze ans, Frida, achève de lui jouer au piano la *Danse macabre* de Saint-Saëns. Il la congédie, puis il reçoit la visite de Foldal, le père de Frida. Ce Foldal est un bonhomme pauvre, chargé de famille, et qui se dit méprisé des siens parce qu'ils ne le comprennent pas. Il est poète, il a fait un drame dont il porte toujours le manuscrit dans sa poche, et qu'il espère faire représenter un jour. Il a été ruiné autrefois par la faillite de Borkman, mais il ne lui en veut pas du tout. Ces deux visionnaires s'aiment parce qu'ils sont tous deux des incompris. Ils causent entre eux, chacun suivant son idée... Borkman remâche son histoire ; il s'éblouit lui-même de ses rêves financiers, sans paraître d'ailleurs s'occuper des moyens par lesquels il les réalisera. Il se compare à Napoléon, à un aigle blessé, et jure qu'il prendra sa revanche. Foldal ne peut s'empêcher d'émettre un doute là-dessus. (Il faut dire que Borkman a eu le tort, auparavant, de traiter de « poétiques sornettes » les rêveries de Foldal.) — « Si tu doutes de mon génie, dit Borkman, il vaut mieux que tu ne reviennes plus ici. — Aussi longtemps que tu as eu foi en moi, répond Foldal, j'ai eu foi en toi. » Mais c'est fini maintenant. Les deux vieux amis se disent adieu, et déclarent qu'ils ne se verront plus.

La scène est jolie, et d'une limpidité qui ne laisse rien à désirer.

Ella Rentheim, alors, entre chez Borkman. Le cours naturel de la conversation les amène à s'expliquer sur le passé. Borkman confesse à Ella que, tout en la sacrifiant à son rêve de puissance, il l'a aimée, et que c'est pour cela qu'il n'a jamais touché à l'argent qu'elle lui avait remis. Cette révélation bouleverse Ella. La trahison sans amour, cela

eût été pardonnable : mais le crime de Borkman est de ceux pour lesquels il n'y a plus de rémission. Elle lui dit : « Tu as commis le grand péché de mort... Que tu m'aies trahie pour Gunhild, je n'ai vu là qu'un cas d'inconstance ordinaire et que l'effet des artifices d'une femme sans cœur... Mais à présent je comprends tout ! Tu as trahi celle que tu aimais ! moi, moi, moi !... Tu n'as pas craint de sacrifier à ta cupidité ce que tu avais de plus cher au monde. En cela tu as été doublement criminel. Tu as assassiné ta propre âme et la mienne ! » Elle n'a pas de peine à obtenir, après cela, que Borkman l'autorise à emmener Erhart, à lui léguer tout son bien et à lui donner son nom, le nom de Rentheim. Mais, à ce moment, la farouche Gunhild, qui écoutait derrière la porte, apparaît et dit : « Jamais Erhart ne portera ce nom... Et je ne lui veux pas d'autre mère que moi... Seule je posséderai le cœur de mon fils. Nulle autre que moi ne l'aura. »

Et certes il n'y a rien encore dans tout cela qui ne soit fort aisé à comprendre. Pas l'ombre de symbole, et pas la moindre mousseline de brume ou de brouillard. Il est seulement fâcheux, si l'on considère l'action, que nous ne soyons pas plus avancés qu'à la fin du premier acte.

Mais Ella a décidé Borkman à tenter une démarche auprès de sa femme. Pour la première fois depuis huit ans, il quitte la chambre haute et descend au rez-de-chaussée. Gunhild accable ce malheureux de sa haine et de son mépris. Il se justifie. Il explique imperturbablement qu'il s'est examiné à fond pendant ses cinq ans de prison cellulaire et pendant les huit années passées là-haut dans la grande salle, et qu'il s'est reconnu innocent. A ce mot de sa femme : « Personne n'aurait fait ce que tu as fait, » il répond : « Peut-être. C'est que personne n'avait mes facultés. Et ceux-là mêmes qui auraient agi comme moi l'auraient fait pour une autre fin. L'acte n'eût plus été le même. » Et cependant Gunhild reprend son antienne : elle ne cédera Erhart à personne ; elle le gardera pour le préparer à sa « mission » ; et le fils « vivra en pureté, en hauteur, en lumière, » et fera oublier la honte du père...

Et cela, si vous voulez, est vague en quelques points, mais nullement obscur. Et nous continuons donc à nager dans un air transparent comme le cristal et dans une clarté plus que tourangelle.

Erhart, que sa mère a envoyé chercher, rentre à ce moment ; et la lutte recommence autour de lui, pour la troisième fois et toujours dans les mêmes termes. « Je suis vieille et malade, dit Ella. Erhart, viens avec moi. » Il répond : « Tante, je t'aime bien, mais tu me demandes

un sacrifice que je ne peux te faire. — Erhart, songe à ta mission, dit Gunhild, et reste avec moi. » Il répond sans ambages : « Mère, ça sent le renfermé ici... Je n'y tiens plus ! Je suis jeune, mère, il ne faut pas l'oublier. — Erhart, dit à son tour Borkman, veux-tu être avec moi et m'aider à refaire mon existence ? » Et le gars répond : « Je suis jeune, je ne veux pas travailler, je veux vivre, vivre, vivre ! vivre ma propre vie ! »

Et nous apprenons aussitôt comment il entend la vivre. Il ouvre la porte, et Mme Wilton paraît. Cette dame dit tranquillement : « Nous nous en allons très loin, Erhart et moi, pour être heureux. Notre traîneau nous attend à la porte. — J'aurais préféré, dit Erhart à sa mère, partir sans te dire adieu. Les malles étaient faites. Tout était arrangé. Mais on est venu me chercher, et alors... » Mme Wilton ajoute : « J'emmène avec nous la petite Frida Foldal, parce que je veux lui faire apprendre la musique. » Là-dessus les deux amoureux disent adieu à la compagnie et s'en vont. La bonne Ella dit : « Puisque ce garçon veut vivre sa vie, qu'il la vive ! » La farouche Gunhild murmure : « Je n'ai plus de fils ! » Et Borkman, un peu plus fou qu'auparavant, se précipite dehors en criant : « En avant donc ! Seul dans la tourmente ! »

Et tout cela peut vous sembler bizarre à force de simplicité. Mais tout cela encore est limpide, assurément...

... Et voici dehors, la nuit, marchant dans la neige, Borkman avec Ella. Il lui dit : « Je dois d'abord aller visiter mes trésors cachés. » En chemin, ils rencontrent le vieux Foldal, qui boitille. Le bonhomme a été renversé par le traîneau de Mme Wilton : mais il est heureux parce qu'il a reçu de Frida une lettre d'adieux, où elle lui disait que la belle dame l'emmenait avec elle pour lui faire apprendre la musique. Pourtant il voudrait bien revoir sa fille avant son départ. « Ta fille est déjà loin, lui dit Borkman, elle était dans le traîneau qui t'a passé sur la jambe. » Et Foldal, de plus en plus ravi : « Quand je pense que c'est ma petite Frida qu'on mène dans cette belle voiture ! »

Après quoi, par un sentier tortueux, Borkman emmène Ella vers un banc où ils avaient coutume de s'asseoir tous deux autrefois, et d'où l'on domine tout le pays. Il recommence ses divagations du deuxième acte sur les millions captifs dans la terre, dans la mer, dans les forêts, et qui attendent de lui la délivrance. Et, comme au deuxième acte, Ella lui répète : « Tu as tué la vie d'amour dans la femme qui t'aimait et que tu aimais aussi. Et c'est pourquoi tu ne toucheras jamais le prix du meurtre. Jamais tu n'entreras en triomphateur dans

ton royaume de glace et de ténèbres. » Et en effet, quelques instans après, Borkman, qui n'est plus habitué au grand air, meurt, sur son banc, d'une congestion causée par le froid.

Et ce dernier acte non plus n'a rien d'énigmatique.

Bref, chaque réplique est claire, chaque scène est claire, chaque acte est clair : et le drame tout entier (lisez-le, je vous prie) laisse une impression d'obscurité étrange. Nous nous demandons malgré nous, subissant la fatalité de notre pauvre cerveau latin : « Mais enfin, qu'est-ce donc que l'auteur a voulu dire? » et nous ne trouvons pas. Ou plutôt nous trouvons ceci, qui nous crève les yeux à chaque page : « Il ne faut pas sacrifier l'amour à l'ambition. C'est un crime, et c'est de ce crime que Borkman est puni. » Ella le répète à satiété ; et la petite Mme Wilton le redit à sa façon : « Il y a dans la vie humaine des forces qui obligent deux êtres à unir à jamais leurs destinées, quoi qu'il arrive. » Et ce serait parfait ; et nous suivrions avec plaisir le développement de cette vérité, qui n'a rien d'exorbitant, si le personnage chargé de l'appuyer et de l'éclairer par son propre exemple nous apparaissait digne de quelque sympathie et de quelque admiration. Par malheur, le représentant de l'amour et, subséquemment, de la fameuse « joie de vivre », c'est ce jeune niais d'Erhart, le greluchon de cette émancipée de Mme Wilton. Et ce couple est bien banal vraiment pour figurer de si grandes choses. Il nous est du reste difficile d'oublier qu'Erhart n'a guère le droit de se désintéresser à ce point de l'aventure de son père. Nous nous rappelons aussi tout ce qu'il doit à sa bonne tante : nous jugeons qu'il apporte, à revendiquer son indépendance, une férocité bien gratuite. Encore pourrions-nous être avec lui s'il sacrifiait quelque chose de son intérêt à son amour. Mais il n'y sacrifie que l'intérêt des autres, — et ses devoirs les moins contestables. Lorsqu'il lâche si tranquillement ses trois vieux pour une maîtresse riche, il est trop évident que la formule prétentieuse : « Vivre sa propre vie » est, pour ce garçon, exactement synonyme de « suivre sa pente » et se donner du plaisir, qui peut. Un « individualiste » peut être à la fois un pleutre et un bêta : le jeune Erhart nous le montre assez. Aucun romantique de chez nous n'a confondu plus bassement les « droits sacrés » de l'amour ou du « développement individuel » (deux choses d'ailleurs fort distinctes) avec les « droits » du pur instinct. En résumé, M. Ibsen part de cette maxime : « Ne tuez pas l'amour », et, sans le dire, aboutit à celle-ci : « Immolez à l'amour même le devoir », car le seul devoir, c'est d'exercer les « droits » conférés par l'amour, et l'amour est saint, fût-ce celui d'un benêt de vingt ans

pour une vulgaire déclassée de trente. Et cette conséquence non prévue nous déconcerte un peu. On flaire dans tout le drame un cynique — ou très naïf — abus de mots. La liberté d'esprit dont l'auteur se pique nous semble d'espèce un peu humble et rudimentaire, quand nous voyons quels piètres personnages elle absout. La pièce nous paraît obscure, parce que, bénévolement, nous la jugions d'avance toute nourrie d'idées sérieuses et profondes, et que nous finissons, — oh ! sans nul frémissement de scandale, mais non pas sans surprise — par l'entrevoir immorale jusqu'à l'ingénuité. Quand ces puritains se mettent à être païens, c'est terrible.

— Laissez cela, nous dit M. Georges Brandes. Vous faites fausse route. Ne cherchez pas le sens de cette histoire. M. Ibsen n'écrit pas des pièces à symboles, ni même des pièces à idées. Prenez tout bonnement la fable et les personnages pour ce qu'ils sont. Considérez *Jean-Gabriel Borkman* comme un drame, puisque c'en est un et que ce n'est point autre chose.

Soit; mais alors notre chagrin redouble : car, de drame, il n'y en a pour ainsi dire point. Pas l'ombre de lutte, dans aucune de ces âmes, entre des sentimens contraires; et pas l'ombre de progression dans la lutte qui est engagée entre les personnages. Trois fois, la mère et la tante se défient l'une l'autre; deux fois elles réclament Erhart en sa présence; deux fois il les envoie promener; et la seconde fois, il part avec sa bonne amie; voilà tout. — Chacun n'a qu'une idée, deux au plus, où il demeure figé. Gunhild répète : « Je veux garder mon fils pour mon relèvement. » (Notez qu'elle hait son mari, non pour son improbité, mais pour sa chute, et que personne, dans la pièce, ne paraît s'aviser que Borkman a peut-être agi comme un malhonnête homme. Oubli singulier, quand on songe aux belles « études de conscience » de tel autre drame de M. Ibsen.) Borkman va rabâchant : « Les esprits dormans de l'or attendent que je les réveille, » et : « Je triompherai un jour. » Ella : « Il ne faut pas tuer l'amour dans les autres ni en soi. » Erhart : « Vivre, vivre, vivre ! » Mme Wilton : « Aimer, aimer, aimer ! » Chacun ressasse les mêmes propos, et presque les mêmes formules, infatigablement, et sans daigner les expliquer jamais...

Cette monotonie est encore aggravée par un artifice qui rappelle les dialogues monostiques ou distiques des tragiques grecs. Sauf quelques « couplets », très clairsemés et assez courts, les « répliques » sont toutes de deux ou trois lignes, et alternent avec une régularité scrupuleuse. Le résultat, c'est qu'il y en a, forcément, beaucoup d'insignifiantes. Puis, tandis que les Grecs usaient de ce procédé avec choix et

discrétion, M. Ibsen le prolonge pendant des vingt pages; et cela est accablant. Il est vrai aussi que la monotonie du rythme auquel s'asservissent les discours de ces figures immobiles finirait par donner, je ne sais comment, l'impression d'une « vie intérieure » extraordinairement intense — si, résumant leurs conversations, nous ne nous apercevions que toute cette vie intérieure consiste pour chacun d'eux dans l'obsession d'une idée, et que ces êtres n'ont failli nous sembler « profonds » que parce qu'ils sont presque tous des détraqués ou des maniaques.

— Mais pas du tout! dira M. Georges Brandes. Ces gens-là n'ont pour moi rien d'étrange. Tout le monde est comme ça chez nous, je vous l'apprends si vous ne le savez pas. Êtes-vous protestant? Êtes-vous Norvégien? Êtes-vous du moins Danois? Avez-vous passé trente ans de votre vie à Bergen ou à Christiania, ou, plus modestement, à Copenhague? Alors, comment voulez-vous comprendre?

Vous avez lu, j'imagine, dans *Cosmopolis*, l'article froidement facétieux auquel je fais allusion. M. Brandes y affirme que nous ne saurions rien entendre aux personnages d'Ibsen, parce que nous n'en avons pas vu les modèles, n'étant pas du pays. J'ose croire que l'éminent critique ne parle pas bien sérieusement. Un Norvégien d'aujourd'hui (ou une Norvégienne) est-il vraiment un être impénétrable, sauf aux Norvégiens et aux Danois, et à part de tout le reste de l'humanité? Nous savons très bien, je le jure, même à Paris, même aux bords de la Loire, ce que c'est qu'un protestant et une conscience protestante, ce que c'est qu'un homme du Nord et un tempérament septentrional : car nous en avons parmi nos compatriotes. La France a fait la Réforme, presque autant que l'Allemagne. Par un bienfait singulier du ciel, nous avons en France des échantillons de toutes les sortes d'âmes, ou à peu près, comme nous en avons de toutes les espèces de paysages. Lorsque je me suis efforcé, il y a quelques années, de définir Mmes Alving, Norah, Hedda Gabler, Ellida et les autres, je ne me suis point senti en présence d'habitans d'une autre planète; j'ai eu conscience de les comprendre aussi bien que les personnages du théâtre grec, espagnol, anglais, japonais, hindou, aussi bien même, en vérité, que tel personnage particulièrement complexe du théâtre de Molière. Et si peut-être je ne les ai pas expliqués aussi parfaitement que j'eusse voulu, la faute en est à la faiblesse de ma plume, mais non pas du tout à leur nationalité. — Prétendre, comme paraît le faire M. Brandes, que M. Ibsen, à force d'être Norvégien, n'est plus intelligible à des Français, c'est, au fond, prétendre qu'il n'est plus humain, et c'est donc lui faire un assez mauvais compliment, à lui et au peuple de Norvège.

Ce qui ferait douter encore du sérieux de M. Brandes, c'est que, après nous avoir dit : « Je vous défends de comprendre les personnages d'Ibsen », il ajoute : « Oh ! ce n'est pas qu'il soit obscur le moins du monde. C'est un homme qui dit bonnement les choses. Son prétendu symbolisme n'a jamais existé que dans l'esprit fumeux des gens du pays de France. » — Eh bien, si c'est vrai, c'est dommage. Nous avions tant de bonne volonté, si sincère, si éperdue ! Je me suis donné tant de mal pour élucider le canard et le grenier du *Canard sauvage*, la femme aux rats du *Petit Eyolf*, l'étranger de la *Dame de la Mer*, la tour de *Solness le constructeur*. Quelle déception d'apprendre qu'il n'y avait rien à expliquer, que la femme aux rats n'est en effet qu'une femme qui noie les rats, que la tour de Solness n'est qu'une bâtisse, que l'étranger n'est qu'un brave capitaine au long cours, que ce canard et ce grenier sont tout naïvement un grenier et un canard !

Seulement que M. Brandes prenne garde ! Si ce canard, cette tueuse de rats, ce capitaine et cette tour ne signifient pas quelque chose de plus que leur apparence extérieure, ils ne signifient donc rien du tout ; et c'est encore plus embarrassant. Et puis, voyez-vous, ces symboles nous amusaient. C'est eux qui ont fait chez nous la réputation de M. Ibsen. Si on nous les ôte, ils lui manqueront bien. Et qui sait si l'insignifiance de *Jean-Gabriel Borkman*, ne vient pas de ce que l'appareil symbolique s'y réduit à deux métaphores : « les esprits dormans de l'or » et le « froid » qui tue Borkman et qui figure « le froid du cœur » ?

Et voici une autre plaisanterie de M. Brandes. De ce qu'un jeune écrivain de la Suisse romande a traduit tout de travers et même, je l'avoue, dans un incompréhensible galimatias, une petite poésie de M. Ibsen (mais ce jeune homme n'a fait, paraît-il, que traduire une traduction allemande), M. Brandes conclut : « Ce n'est pas étonnant qu'en France on trouve quelquefois Ibsen fort obscur. » Je ne pense pas qu'aucun de mes sophismes, volontaires ou non, égale jamais celui-là ; et je le livre, sans commentaire, au zélé M. Prozor.

Troisième badinage danois. M. Brandes nous raille d'avoir cru retrouver dans le théâtre de M. Ibsen quelques-unes des principales idées de nos romantiques et de George Sand en particulier, et, par surcroît, de Dumas fils... « Il est clair, dit-il ironiquement, que vous les y découvrirez en cherchant bien. Il faut bien qu'Ibsen soit quelque part. Cherchez et vous trouverez. » Je réponds : — Mais certainement nous avons trouvé ! Ibsen est bel et bien dans nos romantiques, comme « Alfred de Musset est dans Byron » (ai-je dit le contraire ?), comme

nos romantiques sont dans les romantiques anglais et allemands, comme ceux-ci sont dans Jean-Jacques Rousseau; et ainsi de suite... Montrer que les idées d'Ibsen étaient déjà, avant lui, « quelque part », ce n'était pas difficile et ce n'était pas original, mais c'était peut-être opportun lorsque j'en fis la modeste entreprise. Que d'ailleurs le vieux solitaire de Bergen n'ait jamais lu une page de George Sand et qu'il ait peu et dédaigneusement pratiqué Dumas fils, là n'est pas la question, et M. Brandes lui-même le reconnaît. Il reste que le théâtre d'Ibsen est tout rempli d'idées fort analogues à celles qui furent abondamment exprimées chez nous entre 1828 et 1855 et dont quelques-unes l'ont encore été par delà, mais que nous avions laissées tomber en désuétude quand la Norvège nous les renvoya rajeunies. Il faut considérer en outre que l'article où je disais mon impression là-dessus était un article de polémique, — comme est aussi la réplique de M. Brandes. Et je rappelle enfin que, après les ressemblances, je notais avec soin les différences. Je disais que ce qui nous plaît, au bout du compte, dans les œuvres norvégiennes, c'est l' « accent », l'accent nouveau d'idées, de sentimens et d'imaginations qui ne nous étaient point inconnus; que l'individualisme romantique était plus révolutionnaire, plus humanitaire, plus oratoire, plus tourné aux réformes sociales; que l'individualisme des fiords était plus méditatif, plus préoccupé de perfectionnement, de liberté et de beauté intérieurs, que cela s'expliquait par le climat, par les habitudes que le protestantisme donne à l'esprit... et autres vérités communes, mais parfois bonnes à redire.

Je croyais pourtant avoir montré assez de zèle pour la gloire de M. Ibsen. Non seulement j'ai parlé des *Revenans*, de *Maison de Poupée*, de *Rosmersholm*, de manière à bien faire entendre que je regardais ces pièces comme égales, dans leur genre, aux plus belles œuvres du théâtre contemporain : mais j'ai pâli sur les symboles du *Canard sauvage;* j'ai, sur les planches d'un théâtre, « annoncé » *Hedda Gabler*, et j'ai donné de *Solness* une interprétation qui se tient! Si, depuis, j'ai osé quelques critiques, ou si j'ai insinué que quelque chose existait peut-être avant Ibsen, ou si j'ai dit tout haut que ni ses premières pièces ni ses dernières ne valaient *Norah* ou les *Revenans*, ce n'est point que mon amour pour ce grand poète ait décru; mais c'est que l'impertinence et l'intolérance de certaines admirations finissent par causer quelque agacement aux honnêtes esprits.

Je ne sais plus qui écrivait naguère je ne sais plus où que « Wagner, Tolstoï, Ibsen, voilà les trois génies du siècle. » Pour être sûr de cela, il y faudrait bien des conditions, dont je ne retiendrai qu'une : il fau-

drait savoir profondément l'allemand et la musique, et le russe, et le norvégien, — et toutes les autres langues européennes, même le français, afin de pouvoir comparer. Ce sont bien des affaires.

Et je m'aperçois ici que je suis en parfait accord avec M. Brandes, du moins sur un point. Nous pouvons comprendre et juger les idées, les caractères et les combinaisons dramatiques d'Ibsen : mais sa forme est presque toute hors de notre compétence, et cela quand même nous « saurions » sa langue, car nous ne la saurions jamais que très imparfaitement. Or le sûr jugement des œuvres d'art exige l'égale et pleine intelligence, et de la forme et du fond. Des divinations hasardeuses n'y suffisent point. On peut constater les emprunts d'idées que les peuples se font entre eux; et il peut donc y avoir une histoire de la littérature européenne. Une critique européenne, non pas. Un critique prétendu européen n'arrivera jamais qu'à porter, sur les œuvres particulières des écrivains étrangers à son pays, des jugemens sans finesse, à la fois outrés et incomplets. M. George Brandes est un critique européen.

Il y paraît. Et, à cause de cela, quand il nous refuse le pouvoir de comprendre Ibsen et presque le droit d'en parler, j'ai envie de lui renvoyer, en ce qui nous concerne, une interdiction semblable. Ce Danois polyglotte est-il certain de nous comprendre toujours? Toutes les fois que j'ai lu des pages de lui sur quelqu'un des nôtres, j'ai reconnu malgré moi, dans son esprit bien plus encore que dans son style, cet indéfinissable accent que la marchande d'herbes d'Athènes reconnaissait dans la prononciation du Béotien Théophraste. On m'a raconté que, lorsque M. Brandes vint à Paris, il y a sept ou huit ans, il regardait Edmond de Goncourt comme le premier des écrivains français! — Nous ne toucherons plus à son Ibsen, c'est dit : mais à charge de revanche!

... En y réfléchissant, je crains d'avoir répondu à ce galant homme avec cette inconsciente mauvaise foi qui ne manque dans aucune discussion. Mes argumens valent les siens, et ce n'est pas beaucoup dire. — Sans cet article de *Cosmopolis*, *Jean-Gabriel Borkman* m'eût très probablement paru meilleur. J'aurais sans doute pu penser que M. Ibsen a écrit *Borkman*, après *Maison de poupée* et *Rosmersholm*, pour les mêmes raisons mélancoliquement humaines et de la même manière que Victor Hugo écrivit l'*Ane* ou Corneille *Suréna*. Mais j'aurais ajouté que le bonhomme Foldal est un délicieux visionnaire, qu'Ella Rentheim, esprit libéré et cœur profond, n'est point une sœur indigne des Mme Alving et des Rébecca, et que je n'ai pas su résister partout à

ce charme de rêve et de mystère dont le génie d'Ibsen enveloppe jusqu'à ses plus faibles créations.

Il me reste bien peu de place pour vous parler de la pièce de M. Auguste Germain. L'*Étranger* a brillamment réussi. Le sujet est analogue à ceux qui furent chers aux dramaturges du second Empire : c'est une rivalité d'amour entre un fils vertueux et un père libertin. M. Germain l'a traité avec une franchise heureuse. Et le dénouement est ingénieux.

Deux détails montrent les progrès qu'a faits, chez le public, la liberté d'esprit. Les spectateurs n'ont bronché ni devant les injures redoublées dont le fils accable son père, — un peu pour le plaisir ou du moins sans grande nécessité dramatique, — ni devant le procédé hardi de la pure jeune fille, qui, pour dénouer l'action, devient la maîtresse de son fiancé. M. Germain s'est fait applaudir sans effort en jetant brusquement sur les planches ce qui, autrefois, n'y aurait pu être hasardé qu'avec mille précautions. De ce sang-froid et, si je puis dire, de cet « estomac » du public, les jeunes auteurs concluront, j'espère, que, s'il n'y a plus de danger, il n'y a plus d'intérêt maintenant à s'attarder sur certains sujets.

La partie comique de l'ouvrage est, à mon gré, un peu facile : mais elle a été goûtée comme le reste. C'est que M. Auguste Germain garde, à travers tout, un don précieux : le mouvement scénique.

La pièce est fort bien jouée par MM. Dieudonné, Léon Noël et Janvier; bien par M. Paul Roussel, et par Mlles Depoix et Grumbach.

JULES LEMAITRE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 janvier.

Tous les yeux continuent de se tourner vers l'Orient, mais s'ils y voient clair, c'est qu'ils sont extrêmement perspicaces. Nous avouons avec modestie que la situation reste pour les nôtres assez obscure : tâchons cependant de la débrouiller. Depuis l'ouverture du parlement, le gouvernement anglais a publié un nombre considérable de Livres Bleus, sans réussir à faire autre chose qu'une lumière partielle ; certains points de la question ont été subitement éclairés ; les autres sont demeurés dans l'ombre. A cela le gouvernement anglais peut répondre que ce n'est pas sa faute, et que, si tous les autres gouvernemens parlementaires avaient imité son exemple, on en saurait plus long aujourd'hui. Qui n'entend qu'une cloche, dit le proverbe, n'entend qu'un son. La nécessité d'un Livre Jaune se fait sentir. Une note officieuse, parue dans les journaux, a annoncé que cette publication ne se ferait plus attendre longtemps, et qu'elle suivrait immédiatement la clôture des travaux auxquels se livrent à Constantinople les ambassadeurs des puissances. Seulement, comme les ambassadeurs, — et on ne saurait trop les en louer, — travaillent dans le secret le plus profond, personne ne sait où ils en sont de l'œuvre qu'ils ont entreprise.

En attendant, nous devons nous contenter des documens qui ont été publiés en Angleterre, et des commentaires qui en ont été donnés à la Chambre des lords et à la Chambre des communes. Il nous est venu de là un ensemble d'informations qui ont un peu modifié l'ordre d'idées où nous vivions depuis quelque temps. Ce n'est pas dans le discours de la Reine qu'il faut chercher des révélations imprévues ; il en est extrêmement sobre. « Les épouvantables massacres, dit la Reine, qui ont eu lieu à Constantinople et dans d'autres parties de l'Empire ottoman ont attiré d'une façon spéciale l'attention des puissances signataires du traité de Paris. Vous serez saisis de documens indiquant les considérations qui ont engagé les puissances à faire de la situation

actuelle de l'Empire ottoman l'objet de délibérations spéciales entre leurs représentans à Constantinople. Les conférences que les six ambassadeurs ont été chargées de tenir suivent leur cours. » Il n'y a là, évidemment, qu'un cadre à remplir, et c'est ailleurs qu'il faut chercher le tableau. On n'a pas eu besoin de le chercher longtemps : dès la première séance de la Chambre des lords, le marquis de Salisbury en a présenté une première esquisse, à la vérité assez sommaire, mais qui devait être bientôt complétée par la publication annoncée d'un ou de plusieurs Livres Bleus. Il donnait à sa manière le sens général de ces documens qui témoignaient de l'accord de toutes les puissances sur la nécessité d'agir de concert et de trouver des remèdes pour sauver l'Empire ottoman dont l'existence était compromise. Peut-être, disait-il en outre, aura-t-on recours à des moyens coercitifs; mais les termes dans lesquels les puissances ont exprimé leurs vues à ce sujet présentent de légères différences de rédaction, et on ne peut pas déclarer que toutes se soient engagées à exercer une pression. Lord Salisbury possède à un rare degré, lorsqu'il lui plaît de l'exercer, l'art de faire entendre beaucoup de choses en peu de mots. Le but qu'il assigne à l'action des puissances est ici parfaitement déterminé : il s'agit de sauver l'empire du sultan qui est en péril. Comment le sauver? Par des réformes sans doute; toutefois lord Salisbury n'en parle pas; il les sous-entend. En revanche, il fait une allusion très directe aux moyens coercitifs qu'il faudra vraisemblablement employer, mais c'est pour ajouter aussitôt que toutes les puissances n'ont pas été pas absolument d'accord sur ces moyens. De telles paroles devaient augmenter une curiosité déjà très éveillée. On a attendu le Livre Bleu avec un redoublement d'impatience.

Il a paru. On y a trouvé, comme point de départ de tout ce qui est venu ensuite, une circulaire que lord Salisbury a adressée aux Puissances en date du 20 octobre dernier. Ce document, très important en lui-même, le devenait plus encore par le fait qu'il y était question d'une entente préalable établie, dès le 23 septembre, avec le gouvernement austro-hongrois. Lord Salisbury avait jugé à propos de doubler sa propre autorité de celle qui, dans le concert européen, appartient au comte Goluchowski. La pensée se reportait aussitôt à des souvenirs récens. Le comte Goluchowski, parmi les ministres européens, avait, en toutes circonstances, paru le plus disposé à recourir à des mesures d'exécution. Un jour il avait proposé de forcer les Dardanelles, un autre de bloquer la Crète et les côtes de la Grèce. Enfin le ministre des Affaires étrangères du sage et pacifique François-Joseph avait cons-

tamment fait preuve de l'esprit le plus hardi, peut-être même le plus aventureux. On comprend dès lors que la proposition de lord Salisbury, ayant derrière lui le comte Goluchowski, ait paru devoir être étudiée avec soin avant d'être acceptée. La proposition avait deux parties étroitement liées dans la pensée du gouvernement anglais. Il s'agissait, conformément au précédent qui avait amené l'heureuse issue des affaires de Crète, de confier aux ambassadeurs à Constantinople le soin d'élaborer entre eux un projet de réformes. Sur ce point, le gouvernement français ne pouvait faire aucune objection; n'est-ce pas lui qui avait, il y a quelques mois, imaginé le précédent qu'on voulait faire revivre et qui avait si bien réussi? On était convaincu, à cette époque, que le sultan ne pourrait pas manquer de donner son adhésion à un projet qui lui serait présenté avec la haute autorité de l'Europe tout entière, et l'événement n'avait pas démenti ces espérances. Tel était le précédent crétois; lord Salisbury s'en inspirait sans doute, mais non pas jusqu'au bout. Au lieu de prévoir que, cette fois encore, le sultan s'inclinerait devant les conseils unanimes de l'Europe, conseils derrière lesquels il sentirait une volonté réfléchie et résolue, il prévoyait tout le contraire, à savoir que le sultan ne se soumettrait pas, qu'il résisterait, et qu'il faudrait employer contre lui des mesures de rigueur. Le choix de ces mesures et l'entente qu'il convenait d'établir pour les appliquer prenaient en quelque sorte le premier pas dans les préoccupations britanniques, et plus encore peut-être dans les préoccupations austro-hongroises. Lord Salisbury était convaincu par avance que les ambassadeurs à Constantinople arriveraient toujours à se mettre d'accord sur un plan de réformes, et qu'il n'y avait pas lieu d'éprouver à cet égard la moindre inquiétude; il suffisait, comme on l'avait fait une première fois, de laisser beaucoup de liberté aux ambassadeurs et de ne pas les enfermer dans des instructions trop étroites. Pour ce qui est, au contraire, de l'adhésion du sultan, de son adhésion sincère et effective, elle était à ses yeux beaucoup plus douteuse, et le plus sûr était même de la regarder comme peu probable. Dès lors, la nécessité de mesures de coercition devenait évidente, et il fallait s'en préoccuper tout de suite.

Telle a été l'initiative que lord Salisbury a prise le 20 octobre dernier, initiative qui était restée jusqu'à ce jour ignorée du grand public. Le secret en avait été parfaitement gardé par tout le monde, et lord Salisbury lui-même, dans son discours au banquet du lord maire, prononcé le 9 novembre, n'y avait fait aucune allusion. Il s'était borné à parler avec approbation du discours que M. Hanotaux avait prononcé

lui-même à la Chambre des députés peu de jours auparavant. Ce discours permettait de croire que, si une initiative avait été prise au sujet des affaires d'Orient, c'était par la France et par la Russie, à la suite des conversations de l'empereur Nicolas et de M. Chichkine avec notre ministre des Affaires étrangères. Il semblait résulter du langage tenu par celui-ci que tout un plan de conduite avait été arrêté à ce moment, préparé dans tous ses détails, et que l'exécution en était sur le point de commencer. On croyait même généralement que le cas où le sultan montrerait de la mauvaise volonté avait été prévu comme il devait l'être, et que les deux puissances s'étaient occupées d'avance de ce qu'il y aurait à faire dans cette hypothèse. Ce qui s'est passé par la suite montre qu'on s'était un peu mépris, sinon sur le sens même des paroles de M. Hanotaux, au moins sur l'intention immédiate dans laquelle il les avait prononcées. Tout porte à croire qu'il avait voulu prendre publiquement position, dès le lendemain de l'ouverture faite par lord Salisbury, exposer sa propre politique à la Chambre et la faire approuver par elle, dans l'espoir qu'un vote parlementaire lui donnerait une force et une autorité plus grandes au cours des négociations ultérieures. S'il a fait ce raisonnement, il ne s'est d'ailleurs pas trompé. L'approbation et la confiance de la Chambre ne lui ont pas fait défaut. Lord Salisbury a dû naturellement tenir grand compte d'une manifestation dont le sens était aussi irrécusable. Lorsqu'on relit aujourd'hui sa harangue au banquet du lord maire, on en comprend mieux certains passages. Après avoir parlé du discours de M. Hanotaux et de l'impression favorable qu'il en avait éprouvée : « Je suis d'accord avec lui, a-t-il dit, dans ses lignes générales. M. Hanotaux a précisé d'une façon très juste l'action européenne au sujet de l'Empire ottoman, et je ne vois rien dans l'attitude de la France qui puisse empêcher le concert européen. Nous avons toujours été d'accord avec la Triple Alliance sur la question orientale. Rien ne permet de croire qu'elle ne coopérera pas volontiers au même but. » Et un peu plus loin, lord Salisbury s'exprime comme il suit : « Sans doute, il y a des divergences d'opinion sur les moyens à employer. Je ne vois pas de difficultés à prêter notre appui à toute proposition qui tendrait à employer la force, proposition à laquelle les cinq autres puissances peuvent participer. Je ne sais pas si elles voudront y participer. C'est seulement par l'intermédiaire du sultan, et par lui seul, je le disais l'année dernière, que nous pouvons espérer de donner un bon gouvernement aux chrétiens et aux musulmans de l'empire turc. »

Lorsque M. Hanotaux a lu à son tour les paroles prononcées par le

marquis de Salisbury au Guildhall, il a dû éprouver des sentimens assez divers. D'abord, une grande satisfaction. S'il avait, en effet, exprimé déjà quelques réserves au sujet de la proposition du gouvernement anglais, celui-ci n'en avait ressenti aucune contrariété. Loin de là, lord Salisbury déclarait très haut qu'il ne voyait rien dans l'attitude de la France qui fût de nature à empêcher le concert européen de se produire ou de se maintenir. Mais il est un autre sentiment que M. Hanotaux a éprouvé aussi, et sur lequel nous ne raisonnons plus par hypothèse, car le Livre Bleu anglais en fait foi. Notre ministre des Affaires étrangères a été un peu étonné comme tout le monde du ton extrêmement adouci avec lequel lord Salisbury parlait de l'Empire ottoman et du sultan. Sans doute il avait déjà dit l'année précédente que le sultan seul pouvait faire des réformes dans son empire, et il avait le droit de le rappeler; mais, l'année précédente, il avait tenu ce langage avec l'accent de la menace et avec l'intention évidente d'écraser l'infortuné Abdul-Hamid sous le poids d'une responsabilité que les épaules les plus vaillantes n'auraient pas pu soutenir. Il prédisait des catastrophes; il semblait disposer des vengeances du ciel et il en annonçait les prodromes. Incontestablement le discours de cette année provenait d'une inspiration différente, apaisée, tempérée, et M. Hanotaux en a manifesté sa surprise à M. Gosselin, chargé d'affaires d'Angleterre. Il n'y avait certes pas à regretter le ton d'autrefois, mais celui d'aujourd'hui était-il plus opportun au moment même où les négociations reprenaient, et où il s'agissait une fois de plus d'amener le sultan à composition? Le contraste même entre les deux harangues n'était-il pas de nature à inspirer au sultan des doutes, ou du moins des illusions sur la fermeté de la politique anglaise et sur la fixité des sentimens dont elle s'inspirait? « M. Hanotaux, raconte le chargé d'affaires anglais, me dit qu'il espérait bien que je ne m'étais pas mépris sur le sens de sa remarque; il savait bien que le gouvernement de la Reine réprouvait les atrocités dont l'empire turc avait été le théâtre; mais il avait encore dans la mémoire le langage plus sévère employé par Votre Seigneurie au banquet du Guildhall de l'année précédente, et il voulait simplement exprimer la crainte que le ton plus modéré du nouveau discours n'induisît le sultan à penser que l'Angleterre n'était plus aussi impressionnée qu'auparavant par les abominations qui avaient déshonoré l'administration ottomane pendant les derniers dix-huit mois. » Ainsi les rôles étaient en quelque sorte renversés entre le ministre anglais et le nôtre, et c'était le second qui exhortait le premier à se montrer plus énergique. Peut-être lord Salis-

bury avait-il voulu, par l'extrême modération de ses paroles, calmer les appréhensions que certaines puissances avaient ressenties en l'entendant parler de mesures coercitives; mais après avoir exagéré dans un sens, n'exagérait-il pas un peu dans l'autre?

Venons-en aux réponses faites par les diverses puissances à la circulaire du 20 octobre. Dans son discours au Guildhall, lord Salisbury disait déjà, en termes explicites, qu'il comptait sur la Triple Alliance, avec laquelle il avait toujours été d'accord dans les affaires d'Orient. Depuis, les journaux anglais n'ont pas cessé d'affirmer que l'entente avec la Triple Alliance était formelle, absolue, sans réserves ni restrictions. Cela est-il parfaitement exact? En ce qui concerne l'Autriche-Hongrie, oui, sans doute : on a vu que lord Salisbury, avant d'écrire sa circulaire aux puissances, s'était mis d'accord avec le comte Goluchowski, et la réponse de celui-ci a été ce qu'elle devait être, c'est-à-dire pleine d'effusion. En ce qui concerne l'Italie, oui, encore : l'Italie, bien qu'elle soit devenue beaucoup plus prudente que par le passé, et qu'elle ait un peu modéré l'ardeur fiévreuse avec laquelle elle s'intéresse aux affaires d'Orient, l'Italie a pris l'habitude de marcher avec l'Angleterre. Mais la réponse de l'Allemagne n'a pas été tout à fait la même, et c'est à quoi les journaux anglais se sont obstinés à fermer les yeux. Depuis l'ouverture de la crise orientale, l'Allemagne a toujours paru s'inspirer du vieux mot du prince de Bismarck; que toutes les affaires d'Orient ne valaient pas pour elle la solide charpente d'un soldat poméranien. Ce n'est pas à dire qu'elle ne soit pas toujours prête à donner son adhésion aux propositions des autres puissances, mais on voit, on sent qu'elle ne la donne que du bout des lèvres et que le cœur n'y est pas. Pourquoi la refuserait-elle? Il est toujours entendu, dans son for intérieur, que cette adhésion ne l'engage pas à grand'chose, car elle n'entretient pas de forces maritimes considérables dans la Méditerranée. Dès lors, il lui importe assez peu que les autres forcent les Dardanelles ou fassent le blocus de la Crète; le cas échéant, elle les regarderait faire. Cette attitude, dont elle semble décidée à ne pas sortir, la rend facilement, mais banalement obligeante envers les propositions de ses alliées. Il y a d'ailleurs tant de chances pour que ces propositions n'aboutissent pas! Dans le nombre déjà considérable de celles qui ont été faites, pas une seule n'est encore arrivée à terme. Pourquoi se tourmenter d'avance et prévoir les difficultés de si loin? L'Allemagne a donc une tendance à ne pas faire des objections qui lui paraissent probablement inutiles, certainement prématurées, et à accepter en principe tout ce qu'on veut. Pourtant,

dans la circonstance actuelle, le baron de Marschall a montré une réserve plus circonspecte qu'à l'ordinaire. Il a déclaré qu'il ne pouvait pas donner une réponse définitive sans un examen attentif et prolongé. L'examen se prolonge encore. Le gouvernement allemand s'est contenté de dire, en attendant, qu'il était disposé à se joindre à toutes les démarches auxquelles les autres puissances pourraient se décider à l'unanimité en vue de maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman et d'améliorer le sort, non seulement des Arméniens, mais de tous les sujets du sultan sans distinction de race ni de religion. C'est là une réponse qui, avouons-le, ne le compromet pas beaucoup.

La Russie et la France ont trop d'intérêts engagés dans les affaires d'Orient pour imiter l'exemple si philosophique de l'Allemagne. Leur réponse à la proposition anglaise devait avoir un caractère plus précis. Il leur était impossible de ne pas éprouver quelques appréhensions au sujet de ces mesures coercitives dont parlait lord Salisbury, mesures d'autant plus inquiétantes qu'elles étaient présentées d'une manière plus vague, et qu'en demandant aux autres gouvernemens de les prendre, celui de la Reine avait négligé de les définir. Si des mesures de ce genre ne sont pas exécutées avec opportunité, avec rapidité, avec une parfaite unanimité entre toutes les puissances, elles risquent de faire plus de mal que de bien, et de provoquer dans l'Empire ottoman les accidens les plus graves. Qui sait si les intérêts de l'humanité, ceux dont l'Europe s'est le plus préoccupée dans ces derniers temps, ne seraient pas les premiers compromis et lésés par une action intempestive et maladroite? Bien que beaucoup de sang ait coulé déjà, il peut en couler plus encore, de sorte que le but principal que l'Europe poursuit en ce moment serait complètement manqué. Nous ne parlons pas du côté politique de la question : une intervention d'une certaine nature mettrait en cause l'existence même de l'Empire ottoman, dont tout le monde veut maintenir l'intégrité, mais qui, dans l'état où il est aujourd'hui, n'aurait certainement pas la force de résister à une secousse un peu brusque, et à un ébranlement qui se répercuterait jusqu'à ses dernières extrémités. Nous sommes convaincus que personne en Europe ne songe à ouvrir la succession de l'Homme malade, qui l'est plus que jamais, qui le sera probablement toujours; toutefois il y a des puissances qui répugnent, plus peut-être que d'autres en ce moment, à une intervention qui pourrait les jeter toutes, bon gré mal gré, dans la voie des grandes aventures, et parmi ces dernières il faut mettre au premier rang la France et la Russie. Cette politique a toujours été celle de la France; elle n'a pas

toujours été celle de la Russie, et de là sont venues dans le passé les regrettables oppositions qui se sont produites entre les deux pays. Nous avons la chance aujourd'hui que la Russie, profondément pacifique, et dont la politique est du reste engagée et occupée ailleurs, soit aussi conservatrice que la France elle-même en Orient, et que tant d'autres intérêts qui nous rapprochent ne soient pas troublés par ceux qui pourraient nous diviser. C'est pourquoi notre politique et celle de notre alliée se trouvent naturellement d'accord dans les affaires d'Orient : les réponses faites par les deux gouvernemens à la circulaire anglaise du 20 octobre nous en ont apporté une preuve nouvelle.

On s'est demandé à Saint-Pétersbourg et à Paris s'il était bien prudent de parler avant tout des mesures coercitives à employer éventuellement contre le sultan. Le gouvernement russe a fait tout de suite une observation pleine de bon sens, à savoir que, pour exécuter des réformes, le sultan aurait besoin d'argent et que les puissances feraient bien de s'occuper de ce côté de la question qui était, au point de vue pratique, le plus important et le plus urgent de tous. Là était la clé de la situation. Quant aux mesures coercitives, rien ne prouvait qu'elles seraient indispensables, et M. Chichkine était convaincu que le sultan céderait si les puissances se montraient unies. M. Hanotaux partageait ce sentiment. A ses yeux, les ressources de la diplomatie n'avaient pas encore été épuisées. Il fallait, disait-il, envoyer à tous les ambassadeurs à Constantinople des instructions solennelles qui leur donneraient de la force à l'égard de la Porte, tout en leur laissant une assez grande liberté sur le choix et la nature des réformes à demander. Des moyens de coercition! On verrait plus tard s'il y avait lieu d'y recourir; mais était-ce bien par cette menace qu'il fallait commencer? Le gouvernement russe et le gouvernement français ont déclaré l'un et l'autre, pour qu'on ne se méprît pas sur leur pensée, qu'ils ne se refuseraient pas à discuter ces moyens, quand le moment serait venu, et si toutes les puissances en jugeaient alors l'emploi indispensable. En d'autres termes, ils mettaient au second plan ce que la circulaire anglaise avait mis au premier, et leur réponse était à coup sûr aussi nette et aussi expressive que celle de l'Allemagne dont nous avons plus haut reproduit les termes.

Quant aux instructions aux ambassadeurs, M. Hanotaux ne s'est pas contenté d'en parler, il s'est empressé de rédiger celles qu'il se proposait d'envoyer à M. Cambon, et, après les avoir rédigées, il les a communiquées aux autres puissances, notamment à l'Angleterre. Le

baron de Courcel a été chargé d'en donner connaissance à lord Salisbury. Notre ambassadeur était invité à se concerter avec ses collègues afin d'assurer la réalisation prompte et complète des réformes promises et nécessaires. Il lui était prescrit de tenir le langage qui serait le plus propre à donner au sultan le sentiment exact des graves conséquences auxquelles il s'exposerait s'il ne tenait pas compte du vœu unanime des puissances, et s'il rendait ainsi inévitable une intervention de l'Europe. L'hypothèse de cette intervention n'était donc pas écartée, mais elle n'était plus regardée comme un préambule indispensable à tout programme de réformes. M. Hanotaux se contentait de poser trois principes qui devaient présider à tout travail et, au besoin, à toute action en commun. Ce sont les suivans : 1° l'intégrité de l'Empire ottoman sera maintenue ; 2° il n'y aura d'action isolée sur aucun point ; 3° il ne sera pas établi de condominium. Ces trois points sont conformes aux traditions et aux intérêts de la politique française en Orient. En les précisant à nouveau, M. Hanotaux donnait une direction, et aussi des limites, au travail que les ambassadeurs allaient entreprendre à Constantinople. Il a exprimé un dernier avis, à savoir que les réformes devraient s'appliquer, sans distinction de race et de croyance religieuse, à toutes les populations de l'Empire. Nous avons déjà vu quelque chose de semblable dans la réponse faite à la circulaire anglaise par le gouvernement allemand. Non pas qu'une suggestion de ce genre soit originairement venue de l'Allemagne, pour être ensuite acceptée par les autres puissances, et notamment par nous. On s'était demandé plusieurs fois déjà pourquoi, au moment de l'histoire où nous sommes, l'Europe, lorsqu'elle traite des affaires d'Orient, ne porterait ses préoccupations que sur les populations chrétiennes. La question avait été posée par M. Denys Cochin dans son interpellation du 4 novembre. Est-ce que les populations ottomanes ne seraient pas dignes, elles aussi, de notre bienveillance? Est-ce qu'il ne serait pas légitime, quand on fera des réformes, d'admettre tout le monde à en bénéficier ? De plus en plus, les différences de race et de religion s'effacent aux yeux de l'Europe pour faire place à des considérations d'un autre ordre. Cependant, nous ne pouvons pas oublier que les catholiques d'Orient sont vis-à-vis de nous dans une situation spéciale, puisqu'ils forment notre clientèle historique et que nous sommes leurs représentans et leurs protecteurs. Lorsqu'ils réclament notre appui, ce n'est pas seulement une question d'humanité qui se pose, mais une question politique. C'est pourquoi, si nous demandons que les réformes que nous obtenons pour

eux s'appliquent également à d'autres, cette conséquence naturelle d'un devoir plus général n'affaiblit pas ce que notre devoir particulier envers eux a de plus formel encore et de plus étroit.

Le 30 décembre, lord Salisbury a pris acte de la notification qui lui avait été faite officiellement des instructions adressées à M. Cambon, en déclarant qu'elles étaient en harmonie avec sa circulaire du 20 octobre. Tout est bien qui finit bien, et, puisque tout le monde est content, il faudrait avoir mauvais caractère pour ne pas l'être. Nous le sommes donc en toute sincérité, mais non pas tant parce que les instructions de notre ambassadeur ont paru à lord Salisbury conformes à sa propre circulaire, que parce qu'elles sont excellentes en elles-mêmes. En somme, après deux mois de pourparlers, tout le monde s'est trouvé d'accord parce qu'on s'est fait des concessions mutuelles. Lord Salisbury en a fait comme les autres, ce dont il convient de l'en féliciter. Cet incident diplomatique, qui aura sans doute une grande influence sur le développement des affaires d'Orient, ne doit pas être ramené à l'initiative exclusive de l'Angleterre, à laquelle toutes les puissances se seraient ralliées l'une après l'autre. Il y a eu une seconde initiative, qui s'est produite un peu plus tard, celle de la Russie et de la France; elle n'a pas été moins efficace; elle n'a pas eu moins d'influence sur les résolutions finales qui ont été prises en commun. S'il fallait absolument classer l'Allemagne de l'un ou de l'autre côté, peut-être, comme on l'a vu, faudrait-il plutôt la rapprocher de la France et de la Russie. Mais à quoi bon? Il n'y a pas deux camps en Europe en ce qui concerne les affaires d'Orient, il n'y en a qu'un, et il faut qu'il n'y en ait qu'un. Aussi laissons-nous volontiers les journaux anglais célébrer le grand succès diplomatique de lord Salisbury. A les entendre, c'est lui seul qui a tout fait, tout dirigé, tout mené, tout ramené, à force d'habileté et d'énergie, dans le giron de sa politique personnelle. La dépêche par laquelle il a reconnu la conformité des instructions de M. Cambon avec sa circulaire est un dernier bulletin de victoire. Soit! Si cette manière de concevoir les choses fait plaisir à nos voisins d'outre-Manche, il y aurait mauvaise grâce de notre part à les présenter un peu autrement. Nous voudrions même que lord Salisbury fût aussi pénétré que ses journaux de l'étendue de son succès. Dans son discours à la Chambre des lords, un passage nous a un peu inquiété, c'est celui dont nous avons déjà parlé, celui où il a cru devoir indiquer des divergences dans les termes employés par les puissances au sujet des mesures coercitives. Cela était-il bien nécessaire? Le souci de l'exactitude n'a-t-il pas entraîné un peu loin lord

Salisbury? N'attachera-t-on peut-être pas, à Constantinople, plus d'importance qu'il ne faut à des divergences aussi légères? La crainte qu'exprimait M. Hanotaux au sujet du discours du Guildhall ne peut-elle pas s'appliquer aussi à celui de la Chambre des lords? On se demande parfois si lord Salisbury, quel que soit son désir d'exercer une impression efficace sur le sultan, qui ne peut pas tout, mais sans lequel on ne peut rien, emploie toujours les meilleurs moyens pour atteindre ce résultat. L'avenir éclaircira ces doutes.

Parmi les puissances, et bien qu'elles soient toutes d'accord entre elles, il en est certaines qui le sont encore davantage les unes avec les autres. De même que l'Autriche-Hongrie l'est plus particulièrement avec l'Angleterre, la Russie l'est plus particulièrement avec la France. L'entente entre ces deux derniers pays ne s'arrête sans doute pas aux affaires d'Orient; on l'a déjà vue se produire ailleurs: elle se manifeste de nouveau, aujourd'hui, d'une manière très significative. Le comte Mouravief, ministre des Affaires étrangères de l'empereur Nicolas, se rendant de Copenhague à Saint-Pétersbourg, est passé par Paris. Il doit aussi passer par Berlin, mais les deux voyages n'ont évidemment pas le même caractère. Le comte Goluchowski était lui aussi à Berlin il y a quelques jours à peine. On ne sait pas très bien quel était le but de sa visite; peut-être était-ce seulement de réchauffer la tiédeur du gouvernement allemand au sujet des affaires d'Orient, et de communiquer au prince Hohenlohe et au baron de Marschall quelque chose du feu qui l'anime. Nous sommes malheureusement condamnés à ne pas savoir, au moins pas encore, s'il y a réussi. Peut-être se proposait-il un objet tout différent, et mieux vaut ne faire aucune conjecture, de peur d'en faire d'inexactes. Il est tout naturel, entre deux alliés, de se voir le plus souvent possible; on a presque toujours quelque chose à se dire. C'est vraisemblablement pour cela que le comte Mouravief est venu à Paris. Au lendemain de sa nomination au ministère des Affaires étrangères de Russie, et avant de prendre définitivement possession de son poste, l'opportunité d'un séjour, ne fût-ce que de quelques heures, au milieu de nous n'était pas contestable; l'occasion était bonne, il était tout simple d'en profiter. Pendant son ministère, le prince Lobanof est venu également en France, et les conversations qu'il a eues avec quelques-uns de nos hommes politiques, avec le Président de la République, avec le ministre des Affaires étrangères, n'ont pas été inutiles. Mais ce qui frappe surtout dans la démarche du comte Mouravief, c'est l'intention évidente de manifester une fois de plus à tous les yeux l'intimité politique qui existe entre son gouvernement et le nôtre. A vrai

dire, on sait aujourd'hui partout à quoi s'en tenir, et cependant, au dehors, on saisit les moindres prétextes pour faire naître à ce sujet des doutes que ceux qui les propagent n'éprouvent peut-être pas eux-mêmes. Ainsi nous racontions, il y a quinze jours, un incident diplomatique dans lequel le gouvernement français et le gouvernement russe avaient eu quelque peine à trouver le meilleur moyen d'atteindre le but qu'ils se proposaient en commun. Si l'on connaissait les détails du ménage que font ensemble l'Allemagne et l'Autriche, l'Autriche et l'Italie, on en verrait bien d'autres! Le fait dont nous avons parlé n'avait pas grande importance; cela n'a pas empêché les journaux étrangers d'en tirer des conséquences à perte de vue, et la plupart d'entre eux persistent encore à soutenir que, dès le premier pas qu'elles ont voulu faire côte à côte sur le terrain des affaires, la France et la Russie n'ont pas pu rester d'accord. Il ne faudrait pas, à coup sûr, donner à ceux qui nous, observent l'occasion de faire trop souvent des constatations de ce genre même lorsqu'elles ne reposent que sur des apparences, et c'est pourquoi il était très bon que le comte Mouravief vînt à Paris. Son voyage est, au surplus, la meilleure des protestations contre les bruits fâcheux qu'on avait fait courir. Nous avons un autre motif de nous réjouir du voyage du comte Mouravief : le nouveau ministre russe pourra constater lui-même les sentimens qu'il inspire. La nouvelle de sa nomination, aussitôt qu'elle a été connue, a produit en France une heureuse impression. D'abord, on trouvait que l'intérim ministériel s'était peut-être prolongé un peu longtemps, et on venait précisément de voir que cela n'était pas sans inconvéniens. De plus, le comte Mouravief a laissé autrefois à Paris, comme secrétaire d'ambassade, des souvenirs très sympathiques. Enfin la marque d'estime personnelle et de confiance, que lui donnait son souverain, le recommandait auprès de nous. Il vient de Copenhague, c'est-à-dire d'une cour de famille pour l'empereur Nicolas et pour sa mère l'impératrice Marie-Feodorovna : c'était encore une considération qui n'était pas indifférente à nos yeux. Pour tous ces motifs, le choix du comte Mouravief nous avait été agréable, et son voyage à Paris ne peut que nous causer une réelle satisfaction.

FRANCIS CHARMES.

ESSAIS ET NOTICES

Dijon, monumens et souvenirs, par Henri Chabeuf, membre de l'Académie de Dijon, 1 vol. gr. in-4°, illustré de 140 photogravures par Chesnay; Dijon, librairie Damidot.

J'ai connu jadis un Anglais qui adorait Dijon. Pas une fois il ne manquait à s'y arrêter, lorsque, le printemps venu, il recommençait son pèlerinage annuel aux vieilles cités d'Italie. « C'est, me disait-il, un endroit charmant, et que je ne saurais trop vous recommander pour peu que vous détestiez, comme moi, les nuits en wagon. Partant le soir de Paris, j'y arrive à temps encore pour me faire servir, dans un hôtel voisin de la gare, mon meilleur dîner de l'année entière. Mais quel dîner! Quels vins, quel poisson, quels rôtis, sans compter la moutarde! Là-dessus une bonne nuit, dans une grande chambre bien chaude; et le lendemain matin je reprends ma route, reposé et ragaillardi, emportant de cette aimable ville un souvenir mêlé de regrets et de reconnaissance. » Je m'avisai un jour de lui demander s'il n'y avait pas à Dijon d'autres curiosités : car je le savais un peu archéologue, et s'éprenant volontiers de beaux monumens. « Ma foi, me répondit-il, je n'ai jamais songé à m'en informer! Je me rappelle seulement une façon d'arc de triomphe, devant l'hôtel, et peut-être aussi quelques clochers, qu'on voit de la gare. Mais la ville est loin, l'express n'attend pas, et c'est assez pour moi que Dijon soit un des lieux du monde où l'on dîne le mieux. »

Mon ami avait raison : on dîne bien à Dijon, comme je m'en suis aperçu moi-même en m'y arrêtant à mon tour (1). Et je me suis aperçu, de plus, que mon ami n'était pas le seul Anglais à l'avoir découvert. Tous les soirs j'ai vu arriver, dans l'hôtel qu'il m'avait vanté, de nouvelles fournées de ses compatriotes. Ils y dînent, y couchent, et s'en vont le lendemain par les premiers trains. Les uns font route pour Marseille et Nice, d'autres pour Milan, ou pour les rives souriantes du lac de Genève. Aucun d'eux n'a l'idée que cette ville « où l'on dîne si bien »

(1) Déjà Émile Montégut l'avait constaté il y a vingt-cinq ans, dans un chapitre de ses *Souvenirs de Bourgogne*. « On y mange, écrivait-il, d'une manière conforme aux exigences du palais d'un galant homme. » (Voyez la *Revue* du 1er mai 1872.)

est en outre une des villes les plus curieuses de l'Europe, une des plus riches en œuvres d'art et en souvenirs historiques, une ville qui n'est à la vérité ni italienne, ni provençale, ni même bourguignonne, mais simplement *dijonnaise*, avec une élégance et un charme tout à fait spéciaux. Ils ne se doutent pas que, derrière le petit arc de triomphe qu'ils voient en passant, dix églises les attendent, uniques en leur genre, Saint-Bénigne, Notre-Dame, harmonieuse et pure comme un temple grec, l'extravagant Saint-Michel, la gentille Sainte-Anne; que de l'autre côté, à cent pas de la gare, l'ancien portail de la Chartreuse et le *Puits de Moïse* sont les plus parfaits, les seuls vrais chefs-d'œuvre de la sculpture flamande de la Renaissance; mais surtout que nulle part autant qu'à Dijon les siècles ne se sont pour ainsi dire juxtaposés l'un à l'autre, laissant toujours à l'ensemble sa vie, son allure, sa physionomie primitives (1).

Encore ces étrangers savent-ils, tout au moins, honorer l'un des mérites de la capitale bourguignonne. Mais parmi les voyageurs français combien, passant par Dijon, ont jamais pris la peine de s'y arrêter? Ils s'y arrêtaient tous, autrefois. Dijon était la première grande étape, sur la route du Midi; et il n'y a guère de vieux livres sur l'Italie ou la Suisse qui ne débutent par une description du Palais Ducal. Aujourd'hui on n'a plus le temps. On s'arrête plus loin, à Milan, ou à Gênes, ou à Lausanne : Dijon ne compterait plus, sans le buffet de sa gare. Et combien d'autres villes ont le même destin! Des innombrables touristes qui, tous les étés, explorent la Belgique, en trouverait-on cinq qui songent, en chemin, à visiter l'église, les vieilles rues, le musée de Saint-Quentin, à connaître Arras, Douai, ces nobles cités endormies, à jeter les yeux sur l'incomparable trésor que sont — qu'étaient, hélas! avant d'être envahis par les champignons — les peintures, les dessins, et la Tête de Cire du musée de Lille!

Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, le temps qui leur manque. Une opinion s'est formée, et sans cesse se répand davantage, suivant laquelle la province française serait désormais dénuée d'intérêt, Paris ayant absorbé toute la vie, toute la pensée, tout l'art de la France. On admet bien que les vieux monumens sont restés en place : les pierres ont encore résisté, jusqu'ici, à la grande poussée de centralisation. Mais on les croit mortes, dans ces villes mortes, et le désir de les voir décroît peu à peu : on a l'impression que tout ce qu'il y a en France de curieux ou de beau se trouvera tôt ou tard rassemblé dans la capi-

(1) Voyez, sur le *Puits de Moïse* et les monumens de Dijon, l'étude déjà citée d'Émile Montégut.

tale. Et de fait l'immigration des hommes et des choses y devient tous les jours plus considérable. Pour ne parler que de Dijon, n'avons-nous pas vu deux de ses œuvres d'art peut-être les plus *locales*, le tombeau de Philippe Pot et la charmante Vierge de la rue Porte-aux-Lions, ne les avons-nous pas vues s'installer au Louvre? N'a-t-on pas même déjà proposé d'y faire venir à leur suite, en échange de quelques Bolonais ou d'un vase de Sèvres, les deux tombeaux du Musée et le *Puits de Moïse?*

Mais fort heureusement ce n'est là qu'un projet; et en attendant qu'on ait achevé de les dépouiller, les villes de province restent encore assez riches en belles œuvres d'art. Dijon, par exemple, est aujourd'hui, comme jadis, un musée vivant. Toutes les rues y ont une âme; toutes les maisons y enchantent les yeux, par quelque singularité élégante ou piquante. On y sent, suivant l'expression d'Émile Montégut, « une ville qui a été constamment heureuse, et qui a eu le bon sens de ne pas trop changer. » Et il suffit de jeter les yeux sur les illustrations de l'ouvrage consacré par M. Chabeuf à la gloire de sa ville natale, pour comprendre aussitôt la variété, le charme, l'antique et toujours nouvelle beauté de Dijon.

Non, Dieu merci! Paris n'a absorbé jusqu'à présent ni l'art, ni la pensée, ni la vie de la France! Voici un ouvrage qui a été écrit, illustré, édité en province : et c'est à coup sûr un des plus beaux qu'on ait publiés depuis de longues années, un des plus somptueux et des plus soignés, mais aussi des mieux écrits, et plus intéressant encore, peut-être, à lire qu'à regarder. L'auteur, M. Chabeuf, a beau habiter Dijon, ou plutôt Saint-Seine, aux portes de Dijon : ce n'en est pas moins un excellent écrivain. Il ne se borne pas à connaître sa ville, il en porte, pour ainsi dire, le passé en lui. Siècle par siècle, la vie de l'antique capitale s'évoque devant ses yeux. Je voudrais pouvoir citer, notamment, le chapitre qu'il intitule *Dijon féodal et ducal :* il y a fait une des peintures de la société du moyen âge les plus précises, les plus colorées, les plus attachantes qui soient. Et M. Chabeuf est de plus un sage, un vrai philosophe, qui, non content de bien voir, sait encore réfléchir aux choses qu'il voit. A tout instant, chez lui, le moraliste se montre sous l'historien et l'archéologue. Après avoir signalé l'irrégularité des rues de Dijon : « Ne nous en plaignons pas trop, ajoute-t-il, et surtout n'accusons pas l'esprit du moyen âge! Dijon s'est élevé de lui-même, un peu au hasard, avec cette indépendance qui est le caractère de la race. Et si la raison s'irrite parfois de ces incohérences, n'y trouve-t-elle pas aussi d'amples compensa-

tions? » Et, quelques pages plus loin : « En vérité, quand on se représente tant de maux divers dont nos pères ont été accablés, on se demande comment l'homme pouvait vivre. Eh bien! on vivait, et même on vivait gaiement; on vivait mieux avec ses maux que nous avec les nôtres, et la peste déclarée ne faisait pas plus d'effet que n'en produit aujourd'hui telle épidémie légère, qui fait fuir un grand nombre et affole le reste. »

Ce sage, comme on voit, n'accorde pas une confiance excessive aux soi-disant progrès de la civilisation. Non qu'il ait contre le présent aucun parti pris : mais il aime le passé autant qu'il le connaît, et c'est là, en tout cas, une disposition précieuse chez un historien. Elle permet à M. Chabeuf d'étudier avec une égale sympathie chacune des phases successives du développement de Dijon : car dans chacune d'elles il trouve l'expression d'un idéal particulier d'élégance fastueuse ou de tranquille bonheur, et chacune lui montre cependant, sous un aspect nouveau, la même âme dijonnaise, gardant à travers les siècles le même fond d'équilibre et de belle santé. Ainsi il va de quartier en quartier, en quête des moindres vestiges des âges disparus. Tantôt il nous décrit les monumens de sa chère ville, tantôt c'est leur histoire qu'il nous raconte; d'autres fois encore il les prend pour exemples, et nous reconstitue, autour d'eux, l'époque tout entière dont ils sont la trace. Heureuse ville, où il n'y a pas une époque qui n'ait laissé pour trace quelque monument!

Mais je n'ai pas assez dit à quel point ce livre lui-même est un monument, avec les 450 pages in-folio de son texte, avec les innombrables vignettes dont il est semé, et ses cent grandes planches en photogravure, reproduisant tour à tour, dans l'ensemble et par le détail, églises et palais, hôtels féodaux et parlementaires, vieilles rues et vieilles maisons, trésors artistiques et curiosités locales. C'est un monument élevé à la gloire de Dijon, et de la province tout entière, dont il atteste, en même temps que l'inaliénable richesse artistique, la féconde vitalité intellectuelle et morale. Puisse seulement la tentative de M. Chabeuf trouver bientôt des imitateurs! Puissent les autres villes françaises, à l'exemple de Dijon, se rappeler par de beaux ouvrages à notre respectueuse attention!

T. W.

Le Directeur-gérant,

F. BRUNETIÈRE.

DE TOUTE SON AME

TROISIÈME PARTIE (1)

XIV

On était à la fin de juin. Henriette n'avait pas revu Étienne. Mais une fois, son oncle Éloi avait dit : « Brave garçon, cet Étienne Loutrel ! Moi je l'aime pour son genre décidé. Ça ferait la guerre comme un brave, et aussi un bon mari. Qu'en penses-tu, Henriette ? » Elle en avait conclu que le pêcheur de Mauves avait eu quelque entrevue avec l'ancien soldat, et qu'ils s'étaient alliés, l'un disant ses secrets, l'autre les accueillant. Elle s'en persuadait mieux encore en observant l'humeur de son oncle. Il ne se plaignait plus de sa main, il était gai ; et il faisait des projets comme ceux qui ont une vie nouvelle devant eux. N'avait-il pas toute la vie d'Henriette, qui doublait la sienne ?

Le travail diminuait de jour en jour, chez Mme Clémence.

Un samedi soir, Mlle Reine, envoyée pour faire un réassortiment chez Mourieux, prit Henriette à part à la sortie de l'atelier, et lui dit :

— M. Mourieux vous demande d'aller le voir demain matin. C'est peut-être qu'il veut vous marier ?

— Lui ? Je n'ai pas causé une heure avec lui de toute ma vie :

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier et du 1er février.

« Monsieur Mourieux, voulez-vous bien me donner dix mètres de galon d'or? — Oui, mademoiselle. » Et puis c'est tout.

— Oh! il vous a en grande estime pourtant!

Reine, qui longeait les maisons, à pas rapides, près d'Henriette, avait levé à demi vers elle l'ovale mince de son visage, et ses yeux de sainte de vitrail, ses yeux blonds comme deux grains de café qui n'ont pas vu le feu, et elle avait ajouté :

— Comme tout le monde, d'ailleurs.

Henriette se rendait donc chez M. Mourieux, dix heures sonnant aux horloges de la ville. Il habitait, dans le quartier le plus commerçant et le plus actif de Nantes, une petite rue descendant à la place Royale. Les boutiques étaient presque toutes fermées. La sienne ne l'était qu'à moitié, car les volets cachaient l'étalage ordinaire de passementerie, de fleurs artificielles, de plumes et de formes, mais la porte demeurait libre, un trou noir sur la rue. A l'intérieur, le magasin avait le dessin d'une hache. Étroit d'abord, garni de casiers de marchandises étagés le long des murs, et de deux comptoirs de chêne, il s'élargissait au fond, où se trouvaient un bureau, une armoire et un grand tableau de carton pendu au mur, sur lequel étaient attachées, entre des coulans de ficelle verte, des bandes de papier : « Offres et demandes d'emploi pour mesdemoiselles les employées de la mode. »

Depuis de longues années, Mourieux ne quittait guère l'étroit magasin, et même, on peut le dire, l'arrière-boutique vaguement réjouie par le jour qui tombait d'une cour contiguë, à travers un vitrage. On l'y rencontrait à toute heure et toujours le même, gros, trapu, les sourcils broussailleux, la moustache épaisse et courte, les cheveux noirs et gris, séparés sur le côté et ramenés, en bourrelet bien lissé, jusque sur l'oreille droite. Il était vulgaire et rude d'aspect. Ses yeux très enfoncés, très vifs, regardaient toujours droit, et semblaient fouiller la cervelle de ceux qui lui parlaient. On le prenait d'abord pour un rustre intelligent, tout occupé de ses affaires, et qui s'entendait à surveiller ses trois vendeurs et son caissier. Mais les jeunes filles de la mode avaient appris que, sous cette enveloppe de gendarme en retraite, se cachait le cœur le plus compatissant, le plus large et le plus humble qu'on pût trouver. On souriait de le voir constamment entouré de ces jolies filles, qui causaient à voix basse avec lui, au fond du magasin, tandis qu'un employé métrait le ruban et ficelait les paquets. Mais elles, fines connaisseuses, et qui discernaient vite

le secret mobile des attentions d'un homme, savaient, par leur expérience et par la tradition de leurs aînées, que celui-là rendait service pour le seul plaisir d'obliger, par une espèce d'entraînement naturel devenu une habitude de trente années. Elles l'adoraient. Lui, tenait registre de leurs demandes d'emplois, les plaçait, les recommandait aux patronnes qui s'adressaient à lui, et, forcément, sans le chercher, pénétrait souvent le mystère plus ou moins avouable de leur vie. Jamais il ne plaisantait avec elles, et cette forme de respect les touchait toutes.

Henriette le connaissait peu. Elle entra dans la boutique, et, au fond, près de l'armoire ouverte où étaient rangés des livres aux reliures fatiguées, que Mourieux prêtait à ses clientes de la mode, elle entrevit le marchand, assis dans son fauteuil de rotin, et Louisa, l'apprentie, debout à côté de la bibliothèque. La petite, les bras abandonnés, sa grosse tête ébouriffée tournée vers les rayons de livres, regardait les titres.

— Enfin, quel livre veux-tu? demandait Mourieux.

— Je ne sais pas, monsieur; c'est pour mon dimanche.

— Veux-tu une histoire? un voyage? des contes ?

Elle se tenait sur sa jambe droite, l'autre étant plus enflée et plus douloureuse. Elle tendit ses deux mains, d'un geste naïf d'enfant, et dit :

— Je ne sais pas : donnez-moi un livre pour faire pleurer.

Mourieux se leva, en s'appuyant sur une planche de l'armoire, prit un volume, le remit à Louisa qui, dans le demi-jour, s'en alla, boitant un peu, et saluant Henriette au passage, d'un signe de ses yeux subitement joyeux.

— Bonjour, mademoiselle Henriette! dit Mourieux. Excusez-moi de vous avoir fait venir. Je sors difficilement le dimanche, voyez-vous.

— Par votre faute, dit Henriette en s'asseyant près de l'armoire aux livres, en face de Mourieux qui, pesamment, se laissait retomber dans le fauteuil. Vous vous faites bibliothécaire pour l'amour de vos clientes. C'est un luxe.

Mourieux, qui voyait en ce moment disparaître, dans l'échappée blanche de la porte, le bout de la robe et de la pèlerine de Louisa, répondit :

— Bonne petite fille, votre apprentie. Et avec ça battue comme plâtre. Comment voulez-vous que je m'absente? Si je n'étais pas là pour lui choisir ses livres, elle irait dans les bibliothèques

publiques, où on leur donne tout... Mademoiselle Henriette, j'ai à vous parler de la part de Mme Lemarié.

Ce nom de Lemarié changea l'humeur d'Henriette. Il éteignit son impression première.

— Encore? dit-elle. Ce n'est cependant pas un second chapeau?

— Non.

Il s'était enfoncé dans son fauteuil, la tête inclinée, selon son habitude, et il suivait, en parlant, de ses yeux obstinés, le chemin que font les mots dans les âmes.

— Mademoiselle Henriette, vous ne me semblez pas lui rendre justice. Moi, je la connais depuis son mariage. Le malheur l'a sauvée de l'égoïsme; elle est généreuse, elle est admirable, et la voilà libre de faire du bien. Elle a pensé à vous...

— Merci. Nous ne sommes pas riches, mais nous vivons, et surtout maintenant, avec la pension de mon oncle...

— Vous ne me laissez pas achever. Elle a pensé à vous pour l'aider dans ses aumônes. Elle sait, mademoiselle Henriette, que vous avez de nombreux amis parmi les pauvres de votre quartier; qu'on n'a pas peur de vous; que vous connaissez la misère. Oh! ne faites pas la modeste, je sais qui vous êtes. Est-ce que vous ne lui indiqueriez pas les malheureux à secourir, dans votre quartier, les vrais? On ne vous refusera rien.

— Mais, monsieur, c'est une mission...

— Toute à votre honneur, mademoiselle, et, remarquez-le, qui vous permettrait d'aider, gentiment, sans le dire, des camarades malades, ou sans travail. Il y a des souffrances même dans la mode, pendant les mortes-saisons.

— Oui, dit Henriette, mais pourquoi moi?

— Je vais vous avouer qui vous a désignée à Mme Lemarié; ne cherchez pas bien loin : c'est moi. Et je ne voudrais pas froisser une personne comme vous; mais il y a longtemps que je le pense : vous êtes très bonne, vous êtes une miséricordieuse.

Un petit rire nerveux secoua Henriette.

— Moi? dit-elle. Par exemple! Expliquez-moi, monsieur Mourieux. Voyons?

Et, tout en riant, elle considérait, avec une sorte d'anxiété, celui qui formulait une idée pareille, un jugement sur elle-même qui déjà, souvent, l'avait troublée. Est-ce que d'autres ne lui parlaient pas, constamment, comme à une créature élue, qui se

devait à on ne sait quelle mission de pitié? Elle eut envie de se lever, de partir, d'échapper, par fierté de jeune fille inquiète de tout contrôle, par dépit également contre cette voie de sacrifice et d'exception où l'on voulait la pousser; mais la droite nature l'emporta. Henriette ne se leva pas. Et elle se penchait, émue comme si la destinée allait lui parler, et elle tendait son cou délicat, et ses yeux qui luisaient sans mouvement.

Mourieux ne répondant pas tout de suite, elle reprit :

— Que voulez-vous donc tous de moi? Car enfin, je ressemble à tout le monde!

Le vieux marchand frotta ses mains sur ses genoux, parce que Henriette l'intimidait un peu, et répondit, n'ayant de guide que son cœur :

— Excusez-moi, je peux me tromper. Pourtant, je ne le crois pas. Je ne voudrais de vous qu'un peu d'aide pour ceux qui s'occupent des autres. Ils sont rares, mademoiselle. Moi, je suis vieux; je ne puis plus grand'chose; mais vous, la jeunesse, la beauté, avec les mots seulement que vous sauriez trouver, comme vous en consoleriez, des pauvres! C'est plus doux que vous ne pensez.

Il secoua sa grosse tête :

— Vous allez dire que je me mêle de ce qui ne me regarde pas. Mais, Mme Lemarié m'avait prié de vous parler. Elle n'osait pas, vous connaissant encore moins que moi.

Henriette se redressait, sérieuse, et sa physionomie exprimait encore les pensées mêmes qu'il avait dites, comme il arrive à ceux qui écoutent de tout leur esprit recueilli.

— Monsieur Mourieux, je vous remercie, au contraire. J'ai peur seulement que vous ne me jugiez beaucoup trop bien. Et puis, j'ai vingt-quatre ans, moi, je suis...

Elle demeura, les lèvres à demi ouvertes, sans prononcer la suite : « Je suis aimée. » En vérité, l'image d'Étienne s'offrit à elle, en ce moment, comme un prétexte pour ne pas céder. Elle le revit, dans le silence matinal de la Loire, debout dans le bateau, les bras tendus. Il lui sembla que quelque chose, au fond de son être, se mettait à pleurer. Pourtant, ce qu'on lui demandait n'était un obstacle à rien, ni à la vie ordinaire, ni au mariage. Elle était nerveuse.

Lentement, elle se leva, effaça les plis de ses gants, considéra le pommeau de cristal taillé de son ombrelle, et dit :

— Je ne souhaitais rien de cela. Mais je pourrais faire tort à d'autres, en ne le faisant pas. Si vous pensez vraiment que je doive aller chez Mme Lemarié...

— Je vous en prie.

— Eh bien ! j'irai.

Un instant après, Mourieux, incliné sur le seuil de sa boutique, regardait s'éloigner la jeune fille, droite au milieu de la chaussée, marchant bien, et relevant de sa main gauche, jusqu'à la courbe du poignet, les plis tombans de sa robe noire.

Il avait l'air content.

« Si celle-là voulait ! pensait-il. Rien qu'à la voir, tous les miséreux l'adoreraient ! Et dire qu'il y a des imbéciles qui croient qu'elles sont toutes à vendre, les filles de la mode ! Ils ne les connaissent pas ! Parbleu, ce ne sont pas toutes des saintes ; mais des jolies âmes il y en a, et des vaillances, et des droitures, et des dévouemens à faire pleurer ! »

XV

Elle poursuivit sa route, au hasard, tournant autour des îlots de maisons, revenant au point de départ, jouissant des alternatives de soleil et d'ombre, et du mouvement de la rue, comme d'autant de distractions qui reculaient l'heure de cette visite. Irait-elle ? Qu'avait-elle besoin de s'embarrasser de soins nouveaux, et de s'occuper des autres ? Elle s'étonnait aussi d'avoir trouvé ce gros Mourieux intelligent. Dans la mode, on le considérait comme un bonhomme qui aimait à rendre service, et qui avait là, d'ailleurs, son avantage, puisque sa clientèle de modistes lui demeurait attachée. « Je ne le croyais pas si bien, » pensait-elle. Des phrases lui repassaient dans l'esprit : « Vous, la jeunesse, la beauté, comme vous en consoleriez !... »

Elle finit par sonner chez Mme Lemarié.

Un valet de chambre l'introduisit dans la chambre bleue. Mais, cette fois, Henriette serra la main que tendait vers elle Mme Lemarié.

— C'est à moi de vous remercier aujourd'hui, mademoiselle. Vous avez donc vu Mourieux ?

Elles causèrent cependant de toutes sortes de sujets, avant d'aborder celui qui les réunissait : de l'oncle Madiot, de l'atelier, de la rue de l'Ermitage, des camarades de travail. Mme Lemarié étudiait peu à peu la jeune fille, et peu à peu celle-ci se sentait

gagnée par l'humble bonté de la femme. Après un grand quart d'heure, Mme Lemarié comprit qu'elle pouvait librement parler.

— Je vais vous confier un secret, dit-elle, l'un de mes plus chers. Mon vieux Mourieux s'en va grand train. Il m'a beaucoup servi, autrefois, pour faire passer des secours qu'on n'aurait pas acceptés de ma main. Quand un de nos ouvriers était renvoyé sans raison grave, ou même quelquefois, mon Dieu, pour des motifs qui semblaient trop fondés, je ne pouvais pas lui offrir de l'aider, n'est-ce pas? Mourieux me servait d'intermédiaire. J'étais aussi un peu son associée dans les secours qu'il distribuait, non pas à de grandes ouvrières, à des vaillantes comme vous, mais aux plus petites de la mode, qui ne gagnent pas encore, ou qui sont malades, faibles, sans place, que sais-je? Aujourd'hui que je puis mieux qu'autrefois et plus largement donner, mon brave Mourieux devient impotent. J'aurais bien souhaité quelqu'un de votre monde, qui ne fît pas peur, à qui on se confiât plus naturellement qu'à moi, et qui me dît : « Allez, il y a là-bas une misère qui veut bien être guérie. » Car le monde est si divisé, mademoiselle, qu'il faut une permission, souvent, pour le plaindre. Croyez-vous que je trouverais?

Henriette tendit sa main gantée, et dit de sa voix claire :

— J'essayerai, madame.

— Vous n'aurez pas même besoin de venir chez moi. Du moins, je ne veux pas vous le demander, à vous qui avez peu de liberté. Écrivez-moi. Signalez-moi les misères que vous rencontrerez, les petites, les grandes, les œuvres mêmes qui vous sembleraient utiles à fonder. Je vous garderai le secret, et vous ferez de même pour moi, autant que vous le pourrez.

Henriette avait si bien pris confiance qu'elle osa parler de Marie. Elles tinrent conseil. Mme Lemarié finit par dire :

— Achetez-lui un petit mobilier, et laissez-lui croire que c'est vous qui l'avez payé. Elle le vendrait sans cela.

Même après qu'on eut parlé de Marie, Henriette ne prit pas congé tout de suite. Elle resta, retenue par une sensation exquise. Elle se sentait douce à regarder et à entendre; elle lisait, sur les traits de la vieille femme, le mot que les enfans, puis les femmes jeunes et aimées rencontrent partout autour d'eux : « Ne partez pas encore! » Reflet de la vie heureuse dans les miroirs ternis!

Mme Lemarié songeait en même temps : « Comme elle a compris vite, celle-ci! » Et, sans le savoir, conduite par la force mys-

térieuse qui enveloppe nos actes dans ses conseils plus grands, elle offrait à cette enfant la plus inattendue comme la plus ignorée des compensations, la bénédiction des pauvres, et confiait le soin de distribuer l'aumône à des mains qui seraient, plus que d'autres, réparatrices.

XVI

Était-ce une vie nouvelle qui s'ouvrait? Nul ne peut dire quelle est la part du très lointain passé dans ce que nous appelons nouveau. Mais les deux mois qui suivirent furent parmi les plus doux qu'Henriette eût vécus jusque-là.

Elle usait discrètement du pouvoir qui lui avait été donné. Il lui en coûtait de demander, même pour remettre à d'autres. Seulement, son instinct de pitié avait reçu une impulsion, et il n'est pas de sentiment qui prenne plus d'empire sur la vie, quand un peu de liberté lui est accordé; quand il est permis de dire : « Vous avez besoin? Prenez. »

Le soir, après le souper, — ces soirs d'été qui se prolongent en nuits claires, — Henriette descendait plus volontiers la pente de l'Ermitage, et, dans l'invraisemblable amoncellement des cités ouvrières, les unes plus basses que la rue nouvelle, les autres plus élevées, montrant le moellon de leurs fondations et munies d'escaliers à rampes, elle rencontrait les groupes de buveurs d'air, la multitude qui respire mal le jour dans les ateliers et mal la nuit dans les chambres encombrées, et qui veille dehors jusqu'à ce que la brume mouille le bord des coiffes ou le poil des moustaches. Elle disait : « Comment vont les petits? » ou bien : « Le travail a-t-il repris à l'usine Moulin? Ne chômez-vous plus? » ou bien : « Votre sœur est-elle accouchée, la Vivien? Est-ce une fille? Est-ce un garçon? » Sa vraie aumône était celle de sa jeunesse bien mise et de sa bonne grâce. On la regardait sans défiance parce qu'elle était du peuple et du quartier; avec plaisir parce qu'elle savait parler, sourire et s'habiller comme une dame. Avec elle on s'ouvrait. On l'appelait : « Mlle Henriette. » On oubliait son nom pour ne se souvenir que de son prénom, ce qui est un signe d'amitié. Presque partout, avec l'effroi tranquille d'une vierge qui sait, elle pénétrait dans l'abîme du trouble et du mal. Les colères, les querelles domestiques, les rivalités, les adultères, les ingratitudes des enfans qui refusent d'assister les vieux, le mépris du

riche et l'envie terrible de la richesse, les rancunes amassées de père en fils, et aussi le désespoir de la lutte trop longue et trop dure pour le pain, des âmes qui s'abandonnent et des corps qui défaillent, elle voyait tout. L'universelle plainte la pénétrait.

Le monde lui apparaissait sous sa figure de souffrance. Elle n'avait d'autre remède à lui apporter que sa pitié, ses mains tendues, les mots qu'elle savait encore mal dire : « Espérez, oubliez, rapprochez-vous, demain sera meilleur : je souffre avec vous aujourd'hui. » Cependant, pour si peu, et elle s'en étonnait, il y avait d'immenses peines qui s'adoucissaient, des larmes qui s'arrêtaient de couler, et quelque chose comme une trêve qui survenait. Les âmes, en l'écoutant, songeaient : « Est-ce bien vrai qu'on peut espérer? » Et ce simple doute les soulevait un peu. Il semblait à Henriette, parfois, qu'elle jetait des planches à des naufragés. Elle rentrait chez elle, ces jours-là, dans la nuit déjà faite, le cœur si léger qu'elle se disait : « Je rajeunis donc? J'ai envie de chanter. » L'oncle grondait : « Voilà-t-il des heures pour se coucher! Si je ne te connaissais pas, je croirais que tu as un amour en tête! » Henriette le calmait, mais ne le démentait pas.

Le dimanche, elle se promenait, tantôt avec l'oncle, tantôt avec Marie. Mais elle ne manquait guère, vers l'heure où le soleil déclinant fait l'ombre égale à la hauteur des murs, de traverser l'avenue Sainte-Anne, qui couronne la butte, devant l'église. Elle y rencontrait, à l'abri des maisons basses ou des arbres à peu près sans feuilles qui poussent dans le rocher, presque tous ses amis du quartier, montés là comme des compagnies de perdreaux qui se poudrent. Les enfans jouaient par bandes. Les mères causaient par tout petits groupes, bien isolés, chacun ayant son ombre. La poussière qui s'élevait faisait aigrette sur la colline, et tordait sa pointe dans le vent de Loire.

En même temps, la morte-saison dispersait les ouvrières de Mme Clémence. Plusieurs d'entre elles, à quelques jours d'intervalle, avaient dû prendre des vacances forcées, jusqu'à la fin de septembre : Mathilde, Jeanne, Lucie, d'autres encore. La journée achevée, l'une d'elles était appelée par la patronne. Elle revenait quelques minutes après, les yeux rouges. De toute sa vaillance, et de tout son orgueil froissé elle se composait un maintien, pour dire : « Au revoir, mesdemoiselles. C'est mon tour, ce soir. On me met en vacances. » Les intimes l'embrassaient, les autres lui serraient la main. Personne n'avait l'air de douter qu'on dût se

revoir en octobre. Et cependant l'expérience leur avait appris que le caprice de la mode s'étend jusqu'aux engagemens passés avec elles, et que celles qui partent avec une promesse ne reviennent pas toujours. Elles nouaient leur cravate, elles descendaient un peu avant les autres l'escalier, et, pour la première fois de toute l'année, ce soir-là, elles n'attendaient pas les camarades d'atelier pour répéter, au seuil de la porte : « Au revoir, Irma; au revoir, Reine; au revoir, Henriette. » Le chagrin les chassait vite, loin des privilégiées qui continueraient à travailler sans elles autour des tables vertes. L'apprentie serrait le tabouret inutile dans le placard aux vêtemens. Le lendemain matin, quelqu'une des arrivantes cherchait des yeux l'absente, se souvenait, soupirait, et se taisait.

Heureusement, Marie Schwarz était restée, grâce à l'appui d'Henriette devenue puissante au point d'obtenir, pour sa protégée, un très léger relèvement de salaire. « Je le fais uniquement pour vous, avait dit Mme Clémence, et c'est presque une injustice. » De telles faveurs portaient naturellement vers Henriette des sympathies que, jusque-là, la crainte de Mlle Augustine, la première, avait retenues. Reine, une après-midi, tout au bout de la table, s'était penchée vers elle : « Mademoiselle Henriette, j'ai une confidence à vous faire. Je crois que je me marierai à l'automne. C'est très modeste. Mais je suis très aimée. Il est employé aux chemins de fer. Voulez-vous venir dimanche? Je serais si heureuse, s'il vous plaisait! Nous avons parlé de vous. » Irma lui avait dit de même, un jour qu'Henriette lui demandait : « Vous êtes lasse? Vous toussez? — Moi? je suis fichue. Il y a longtemps que je le sais. Quand je serai tout à fait malade, et que je n'aurai plus ma vie d'à présent, je vous ferai demander, vous, pour me consoler. Mais ce n'est pas très gai ce que je vous promets là. En attendant, ça vous amuserait-il de lire un conte de Maupassant? J'en ai lu un si joli, que je l'ai copié tout entier, parce que je ne pouvais pas garder le livre. Je vous apporterai mon cahier, dites? »

Marie demeurait la même, hardie, ouvrière médiocre, sans vie morale d'aucune sorte, mais affectueuse et franche absolument. Elle avait dit en riant, dans une promenade du dimanche : « Tu sais, je crois que ton frère Antoine ne serait pas fâché de me faire la cour, mais je ne veux pas, tu comprends. Ça te ferait trop de peine. » Elles se tutoyaient depuis le jour où Marie avait été augmentée chez Mme Clémence. Henriette n'avait essayé

d'aucun discours inutile. Mais, par une jolie inspiration de jeune fille et d'artiste, elle s'était hâtée d'embellir le chez-soi de cette pauvresse. Elle savait que les murs trop laids conseillent mal. Et avec du temps, l'aide discrète de Mme Lemarié, et des prodiges d'économie, elle avait donné un air presque coquet à l'appartement de Marie. Tout était blanchi à neuf; il y avait des rideaux aux fenêtres, une table neuve avec un tapis, et, sur les murailles, deux des paysages auxquels Henriette tenait tant, et qu'elle avait prêtés à son amie. « Tu me les rendras dès que tu seras riche, Marie! »

L'âme épanouie est tout de suite créatrice. Elle trouvait des modèles nouveaux, d'une grâce telle que Mme Clémence disait, en les posant elle-même sur les hauts champignons noirs, dans la salle d'exposition : « Je connais ça : c'est la floraison. Elles ont toutes un moment où elles ressemblent à des fées. Ça dure trois mois, six mois, et ça ne revient jamais. »

Cette année-là, les jeunes femmes et les jeunes filles qui portèrent les merveilles imaginées par Henriette, furent toutes complimentées pour leur bon goût. Elles eurent un succès de toilette aux casinos des grandes plages, aux courses, aux premières réunions de chasse. Elles ne songèrent pas à l'artiste inconnue, qui n'avait pas signé son œuvre, mais qui avait enfermé, pour elles, dans l'agencement de ces fleurs, de ces dentelles, de ces rubans, de toutes ces choses légères et incapables de durée, une pensée d'art véritable, un de ces momens divins où l'esprit, sous mille formes, crée à sa ressemblance. Riches, riches de la terre, si vous saviez toutes les heures tristes et toutes les idées charmantes que vous portez!

Le matin, presque chaque jour, Étienne passait dans son bateau, faisait un coude sur la Loire, et gagnait le port de Trentemoult. Henriette s'accoudait à la rampe de son balcon, sous le laurier qui avait des boutons prêts à éclater. Elle regardait, songeuse et toujours un peu pâle, le grand batelier de Loire, qui, lui non plus, ne voulait pas sortir de son rêve silencieux. Deux fois seulement, comme la lumière était fine et sans brume sur le fleuve, et qu'ils se voyaient jusqu'à distinguer chacun les traits de l'autre, il avait, au sommet de ses paniers d'herbes, pris un bouquet tout frais, et l'avait lancé en l'air. Une petite boule couleur d'arc-en-ciel était montée du côté des roches de Sainte-Anne, puis s'était abîmée dans le courant, et, demi-submergée, demi-portée sur l'eau, avait descendu la Loire.

XVII

Avec les premières pluies de septembre, les acacias de la rue de l'Ermitage avaient perdu jusqu'à la moindre tache de vert. Leurs feuilles à double rang pendaient, aussi jaunes que des dattes. On parlait, entre ouvrières, de celles qui rentreraient à la fin du mois. Les matinées et les soirées étaient froides. Les manteaux et les jaquettes de l'an passé, avec un col neuf, ou une garniture de passementerie nouvelle, commençaient à réapparaître dans le placard du travail de Mme Clémence; mais les orages qui suivent volontiers la vallée de la Loire rendaient étouffante la chaleur du jour. Une après-midi, Henriette, lasse de tout l'effort de l'été, se sentait presque à bout. Au-dessus des vitres dépolies de l'atelier, on voyait des nuages d'ouate grise, avec des bords de soleil ardent qui remuaient seuls, d'un mouvement continu de reploiement, tandis que la masse semblait inerte dans le paysage du ciel. Henriette l'active, Henriette l'inventive, laissait errer ses yeux, de la fenêtre aux roses bleues défraîchies des murs. Elle était renversée en arrière, appuyée au dossier de sa chaise, les mains vides, abandonnées sur la table. Ses cheveux lui pesaient comme s'ils avaient été d'or crespelé. Elle s'endormit.

Mme Clémence entra sur la pointe des pieds. Elle dit assez sèchement :

— Mademoiselle Henriette, j'ai à vous parler ; venez, je vous prie.

La première, Mlle Augustine, qui ne pouvait souffrir Henriette depuis quelques mois, et qui dépérissait de jalousie, se mit à rire, en cachant son visage dans ses mains. On ne voyait plus que son front dégarni, et l'extrémité de ses joues grassouillettes et couperosées, plissées en bourrelets. Henriette, confuse, se leva sans mot dire, et suivit la patronne dans le cabinet voisin. Le ton changea aussitôt.

— Mon enfant, dit Mme Clémence, je vais vous annoncer une nouvelle qui vous fera plaisir. A partir de demain, vous êtes première. Vous voici en plein talent. Ces demoiselles vous aiment. J'ai toute confiance en vous.

Henriette avait pâli sous le coup de l'émotion. Les paupières s'étaient abaissées. Elle les releva lentement, et remercia.

Mais, presque aussitôt, par un retour naturel à son esprit, elle demanda :

— Qu'est-ce que va devenir Mlle Augustine, alors?

— Je me sépare d'elle, naturellement.

— Le sait-elle?

— Elle s'en doute.

Et, voyant que, malgré le peu de sympathie que les deux ouvrières avaient l'une pour l'autre, la nouvelle première était impressionnée péniblement par le départ de l'ancienne :

— Que voulez-vous? mademoiselle Henriette, elle est usée... Je n'y puis rien... Pour vous, je vous réserve encore une autre mission de confiance. Vous allez prendre le train, après-demain, pour Paris, afin de préparer ma saison d'hiver et d'acheter nos modèles. Je suis trop souffrante en ce moment pour le faire moi-même. Nous en causerons demain matin.

Mme Clémence s'interrompit, le temps d'assurer, d'un geste coquet de la main, quelques tourbillons blancs de sa coiffure de marquise qui ne s'étaient cependant pas déplacés, et elle reprit, avec le sourire qu'elle réservait aux grandes clientes :

— Pour l'instant, mademoiselle Henriette, je vous trouve un peu énervée, un peu émue. Nous n'avons personne au salon. Allez vous y reposer. Emportez une forme, et, si l'idée vous vient, composez-nous un chef-d'œuvre de plus.

En réalité, elle voulait éviter à Henriette une rencontre, et peut-être une scène pénible.

La jeune fille le comprit. Elle entra dans le salon de peluche bleue, toute seule, sans bruit, les pieds glissant sur la laine épaisse, et aussitôt quatre Henriettes heureuses lui apparurent dans les glaces encadrées de feuillages. Elle était jolie, cette Henriette-là, dans sa première heure de souveraineté. Elle reconnaissait son bonheur comme une beauté distincte d'elle-même, comme un diamant qu'elle aurait mis. Il était dans son regard, il était dans sa royale couronne blonde, au coin de ses lèvres à peine nuancées, et qui avaient le don des bouches florentines de sourire au repos, et dans le port de sa tête que la fatigue n'alourdissait plus. Elle s'était assise dans un angle. Par le plafond de verre dépoli, la lumière descendait, et glissait, et caressait les choses sans marquer les reliefs. Henriette, dans ce décor de richesse et dans le silence, sentait grandir en elle sa joie étonnée.

Et, comme les filles de sa condition ne sont pas faites pour les longs rêves inactifs, bientôt le sien prit la forme d'une idée de

mode; elle saisit une à une quatre roses de soie, une aigrette de marabout, deux perles blondes enchâssées de brillans, quatre feuilles vertes tachées de roux, et, courbant les tiges, orientant les feuilles, pliant d'un seul point de fil les surfaces de tulle qu'elle modelait, elle se mit à son œuvre journalière. La grâce était revenue. En moins d'une heure, tout était presque achevé.

— Ah! pensa-t-elle, c'est aussi Mme Clémence qui va être contente! Comme c'est facile, quand on est heureuse!

Le frôlement d'un bourrelet sur le tapis la fit se redresser. A quelques mètres de la porte, Mlle Augustine était debout, reflétée, elle aussi, quatre fois par les glaces du salon, l'air à demi égaré, portant sur le bras sa jaquette et à la main un petit nécessaire de travail. Elle s'en allait, usée, ayant donné toute sa jeunesse à la mode, sans métier maintenant, à l'âge où l'on n'apprend plus. Quelques pas et quelques secondes encore, et elle disparaîtrait, elle serait en proie à l'inconnu formidable de la vie. Elle aperçut Henriette. Ses yeux, méchans comme ceux d'une bête traquée, rencontrèrent le regard de l'autre, tout plein de songes heureux.

— Pardon, mademoiselle... je venais voir... une dernière fois...

Henriette s'était avancée jusqu'auprès de la porte. Elle tendait ses deux mains laborieuses, piquées par l'aiguille, éraflées par le frottement du laiton; elle les tendait, dans un mouvement de fraternité ouvrière, mais aussi comme sa justification et l'explication unique. « Nous avons peiné si durement, disaient les doigts allongés, transparens dans la lumière; voyez, le sang qui court dans nos veines est appauvri, nous sommes blessés et déjà las. » Les yeux, entre les cils blonds, disaient aussi : « Ne m'en veuillez pas si je suis heureuse. Il fallait vivre. Je n'ai rien fait contre vous. Si je n'ai pas pu vous aimer, je vous plains au moins, vous qui entrez dans la grande nuit. »

L'autre hésita. La folie du malheur la hantait déjà. L'ouvrière renvoyée, relevant la tête d'un geste qu'elle croyait fier, laissa tomber sur Henriette un regard méprisant, qui s'adressait moins à la personne qu'à la jeunesse, au talent, à la chance de celles qui arrivent, à tout ce qui l'avait quittée elle-même. Puis le cercle rouge des paupières se mouilla. Mlle Augustine avança le bras, le moins qu'elle put. Elles se donnèrent la main, et se quittèrent sans un mot.

. . . . . .

Sept heures du soir, chez le vieux Madiot. Henriette rentrait plus tôt que d'habitude. Le bonhomme, penché sur le fourneau, et remuant, de sa main malhabile, une bouillie qui cuisait, entendit gémir les marches de l'escalier, qui se plaignaient toutes ensemble, dès qu'on mettait le pied sur l'une d'elles.

Il écouta, s'épanouit :

— Tiens, pensa-t-il, voici la petite qui revient! Pas accéléré : qu'y a-t-il?

Le pas accéléré devint une course rapide. Les marches crièrent comme un moulin en branle.

La petite ouvrit la porte, et, avant que le vieux eût eu le temps de se retourner, les deux bras d'Henriette lui enveloppèrent le cou. Il se sentit emprisonné dans du tulle, de la dentelle, des revers de soie, et embrassé trois bonnes fois.

— Mon oncle, je suis première!

— Cré nom! fallait prévenir, j'aurais fait ma barbe! Première de quoi?

— Chez Mme Clémence! Première à la place de Mlle Augustine! J'ai cent francs par mois, nous sommes riches. Ah! mon oncle, que je suis heureuse!

Elle s'était reculée, pour mieux jouir de sa surprise. Il était le seul qui dût se réjouir avec elle, toute sa famille, tout l'écho de la grande nouvelle. Mais lui, plus lent aux émotions :

— Ça ne m'étonne pas que t'aies de l'avancement!

Il se mit à dresser le couvert, deux assiettes en face l'une de l'autre, pendant qu'Henriette passait dans la chambre voisine. Peu à peu la joie montait en lui, comme aux tiges des vieilles mousses sèches dont on a mis le pied dans l'eau. Elles reverdissent. Il s'animait. D'une chambre à l'autre les mots se multipliaient.

— Moi aussi, j'en aurais eu, de l'avancement, si le vieux papa m'avait donné de l'instruction. Mais voilà : je ne savais pas mes lettres. Tandis que toi! A quoi ça correspond-il, première dans ton métier? Sergent, peut-être?

— Mieux que ça, répondait une voix jeune qui riait.

— Adjudant? Mâtin, c'est un grade! Tu surveilles le quartier?

— Tout juste, mon oncle!

— Et un joli! Rien que des belles filles. Tu en as de la chance! Si jeune! Elle avait quarante ans, celle qui s'en va?

— Même un peu plus.

— Tu vois, si c'est honorable! Mais t'as pas l'air assez contente?

— C'est vous, mon oncle!

— Je ne comprenais pas bien : viens me rembrasser, ma petite première.

Le dîner fut une causerie. Ils mangèrent à peine. Après le repas, il voulut faire un tour dans la ville. Une gloriole l'avait pris : montrer sa nièce. A qui? A tout le monde. Un jour pareil!

— Habille-toi bien! Mets le beau chapeau à ailes blanches.

— Où allons-nous?

— A la musique, donc, voir mes amis.

Ils flânèrent un peu dans les quartiers riches, elle et lui, dans leurs vêtemens du dimanche. Éloi Madiot lui donnait le bras. Il semblait la mener à l'autel, grave, digne, la moustache en croc, coiffé du chapeau de soie qui datait d'après la guerre. Quelquefois il saluait des petites gens, au seuil des boutiques, et il tâchait d'écouter, tendant sa bonne oreille, ce qu'on disait derrière eux : « Jolie... bien habillée... encore très vert... où vont-ils donc? »

Eh! parbleu, ils allaient au cours Cambronne, où la musique du régiment de ligne jouait des marches, des mazurkas, des pas redoublés, sous les ormeaux taillés. Parmi les promeneurs, au milieu des groupes de gens du monde assis, qui buvaient là, pour deux sous, de la poussière et de la musique, ils se promenèrent, lui, persuadé qu'on ne regardait qu'elle, et qu'on disait : « C'est Mlle Henriette Madiot, la nouvelle première de Mme Clémence. »

Il s'arrêta deux ou trois fois, ayant trouvé des camarades retraités de la marine ou de l'armée. Et à chacun il ne manquait pas d'apprendre, après les formules de cordialité qu'il n'oubliait jamais :

— Voici la petite. Elle en a du bonheur : elle vient de passer première, au choix!...

Et comme l'autre ne comprenait pas, il ajoutait :

— Tu ne comprends pas? Première, c'est comme qui dirait un adjudant de la mode. Y es-tu?

Non, ses amis n'y étaient pas. Mais lui, n'avait besoin que de parler de son bonheur.

Au retour, il demanda :

— Sais-tu l'idée que j'ai ? Faudrait faire une petite noce, quand tu seras revenue de Paris, pour fêter ton avancement? Dommage qu'on ne puisse pas inviter le grand Étienne à dîner?...

— Si nous invitions Antoine, mon oncle? Il va partir bientôt pour le régiment.

Le vieux soldat réfléchit un moment, et dit :

— Voilà cinq ans qu'il ne s'est pas assis chez nous. Enfin, tu as peut-être raison. Je l'inviterai.

Le surlendemain, Henriette prenait le train pour Paris, et l'oncle invitait Antoine.

XVIII

Depuis le mois de mai, Antoine courtisait Marie Schwarz. Il avait la galanterie facile de l'usine, une manière de suivre les filles en cheveux qui sortent des ateliers, de plaisanter avec toutes et de distinguer celle qu'il préférait en la prenant par la taille, pour rire, au milieu des compagnes de travail qui s'écartaient en criant, jalouses au fond. Il était l'assidu des fêtes foraines, des assemblées de village autour de Nantes, des bals de banlieue où l'on danse sous les tonnelles au son d'une clarinette et d'un cornet à piston. Dépensier et beau parleur, il avait deux raisons de succès dans le monde des pauvres gens, où la gaieté se fait rare. Ses gros gains d'ouvrier habile, il les dépensait dans une soirée. On entendait les éclats de voix des autres qui approuvaient, quand son petit fausset éraillé cessait de faire un solo dans les groupes.

Par un contraste aisément explicable, ce mauvais drôle avait un fond de mélancolie et un sombre désir d'autre chose, un malaise d'émigrant qui ne peut pas revenir, et qui le sait. En lui finissait, transplantée et viciée, une race de paysans du pays de Plougastel, cultivateurs de fraises et casseurs de pierre dans la falaise, lignée élevée au vent de la mer, facile à entraîner et facile à corrompre, mais incapable d'oublier la chanson triste qui l'avait bercée. Il n'y a point de complète gaîté de Breton. Quand Antoine disait à Marie, en la reconduisant, tout le long de la rue Saint-Similien : « On me croit drôle, et fou parce que je ris. Mais j'ai de la peine à en revendre, comme vous, mademoiselle Marie, » il ne mentait pas. La femme qui l'avait conçu ne s'était jamais consolée d'une faute. Lui, la tête troublée par toutes les haines ouvrières, il avait aussi, pleurant au dedans de lui, l'obscur regret du seul bien qu'avaient eu ses aïeux : une famille. La sienne, il avait rompu avec elle, et elle faisait partie de ses haines. Par là, il se sentait inférieur à toute sa race et à beaucoup de ses pareils,

déclassé, écarté d'une joie commune. Et il avait beau plaisanter les gars de village, les remueurs de terre que la ville étourdit, il n'était, au vrai, que l'un d'eux perverti et malade. Cinquante ans plus tôt, ou simplement si le grand-père, un jour qu'il avait trop bu, n'avait juré, sans autre raison, de quitter Plougastel, Antoine eût été le paysan qui s'en va la bêche sur l'épaule, la journée finie, entre plage et champs, les yeux sur l'horizon de mer, et qui a déjà le cœur dans la maison là-bas, où la femme taille le pain de la soupe.

Breton de la terre dure, il l'était encore par son entêtement, cette forme barbare de la fidélité ; par le dégoût subit qui le saisissait à un certain moment de l'orgie, et le plongeait, pour un ou deux jours souvent, dans une mélancolie noire ; alors, il quittait ses compagnons, et il s'en allait seul, le long des quais, mêlant sa maigre silhouette à celle des portefaix, et regardant les choses et les hommes avec des yeux de folie. Ce n'étaient cependant ni la folie, ni le remords. C'était vous qui repassiez, songes des pauvres anciens, songes d'une race écouteuse de flots, que les murs d'une fabrique ou les rues d'une ville n'emprisonneront jamais tout entière...

Il pouvait rire, et il pouvait dire : « Je souffre. » Et ce fut par là qu'il s'empara de l'âme de cette abandonnée que la vie avait mise sur sa route. Les deux premières fois qu'il avait accompagné Marie, — ainsi que Marie l'avait avoué à Henriette, — il avait plaisanté avec elle. Marie l'avait éconduit la seconde fois. Et il ne l'avait plus accompagnée, mais il l'avait rencontrée. Il lui avait dit : « Je suis comme vous, quelqu'un que sa famille a rejeté, nous nous ressemblons de misère. » Alors elle l'avait écouté. Peu à peu l'habitude s'était prise de se retrouver le soir, à l'angle d'une rue. Marie passait. Antoine sortait de l'abri d'un porche où il avait attendu, et ils causaient deux ou trois minutes, effacés le long de la même muraille, dans l'ombre de la voûte. Lui, rabattait son chapeau sur son front ; elle, relevait un pan de son vieux manteau pour se cacher des rares passans. Ils se disaient la journée qui finissait, sans rien de plus bien souvent. Quelquefois il ajoutait : « Que vous avez de beaux cheveux, Marie ! » mais son regard l'embrassait toute, et l'ardente passion qu'il exprimait, c'était, hélas ! ce qui les retenait tous deux, l'un près de l'autre, et ce qui continuait de troubler Marie, alors que les mots échangés s'effaçaient si vite et se perdaient dans son souvenir.

Une nuit d'août, — la dernière où l'on eût veillé chez Mme Clémence. — Marie Schwarz remontait en hâte, exténuée de faim et de fatigue, vers la chambre de la rue Saint-Similien ; elle songeait à peine à lui, tant la soirée était avancée. Et quand elle le vit se détacher de l'arche noire du porche où il l'avait attendue, elle fut saisie d'un frisson de détresse affreuse. Non, il n'aurait pas dû être là. C'en était trop. Elle se sentit attirée vers l'angle de la muraille. « Voilà deux heures que je suis ici, Marie, pour toi, parce que je t'aime. » Il était dans ses momens d'amère tristesse. Il lui dit, prenant ses mains, tendant ses lèvres jusqu'à frôler l'épaisse chevelure noire qui tombait à demi défaite le long du cou : « Marie, Marie, je t'aime tant que, si je pouvais, je ferais de toi ma femme... — Ne parlez pas comme ça, laissez-moi, ne me dites plus rien ! — Marie, je vais partir pour le régiment, je n'en reviendrai peut-être pas. Je n'ai plus que deux mois dans la vie. Viens avec moi ! — Laissez-moi, Antoine ! » Elle se débattait, déjà perdue en esprit, parce qu'il avait dit : « Si je pouvais, je ferais de toi ma femme. » Elle se dégagea, elle s'éloigna avec un air d'épouvante : « Non ! non ! Je ne veux pas ! Ce serait notre malheur à tous deux ! Ne revenez plus jamais ! jamais ! »

Mais il devait revenir. Il revint. Le soir du jour où Éloi Madiot l'invita, Antoine retrouva Marie au lieu accoutumé. Elle était vaincue déjà. Ce soir-là, le dernier appui lui manquait. Elle n'avait pas vu Henriette depuis la veille ; elle ne la verrait pas le lendemain, ni les jours qui suivraient. Elle s'abandonna en pleurant sur l'épaule d'Antoine, et se laissa emmener.

XIX

Ainsi la triste Marie, dans la détresse de son âme, avait songé à Henriette absente et crié vers elle.

D'autres pensées en cette même nuit allaient vers la voyageuse, regrets du vieux Madiot, de plusieurs du faubourg privés de la visite du soir, appels anxieux de la petite Reine qui aimait en secret la première, de Louisa, d'Étienne surtout ! Il y avait plus d'âmes en mouvement pour cette ouvrière qui s'éloignait des siens, et plus de prières sur les routes du ciel, et plus de désirs de revoir, que pour bien des riches qui partent. Tendresses inconnues qui se croisent dans l'ombre !

Sur un banc qu'ils avaient sorti de la cabane et placé au bord

de la Loire, Étienne et sa mère veillaient. Ils attendaient le père qui était allé tendre des lignes en amont. Les petits dormaient. Dans les prés éclairés par la lune, des bœufs paissaient, formes grises et vagues dans le brouillard, et, derrière eux, la trace de leurs pieds coupait d'une rayure sombre l'herbe blanche de rosée. La Loire coulait lentement, contenue par la poussée de la mer qui achevait sa marée. Elle était pleine de reflets. On entendait le cri de petites chouettes qui s'éveillaient dans les peupliers de Mauves.

— Que veux-tu, mon pauvre gars, disait la mère Loutrel, les mains cachées sous son tablier à cause du frais de la nuit, et regardant le fleuve que regardait aussi Étienne ; que veux-tu faire de mieux ? Les filles comme elle ne se commandent pas. Elle t'a dit de patienter.

— Mère, si seulement j'avais de l'espoir, je patienterais tant qu'il faudrait. Mais voilà : je crois toujours qu'elle ne voudra pas de moi.

La femme se penchait un peu de côté, et, pour endormir cette douleur, tâchait de retrouver sa voix de jeunesse, celle qu'on avait près du berceau de l'enfant, et elle disait :

— Mon Étienne, ne te fais pas des idées ; moi je pense que si elle attend, c'est bon signe, vois-tu, elle a voulu t'éprouver le cœur.

Il y avait entre eux de longs silences qu'emplissait la nuit tranquille.

Tous deux semblables, la mère et le fils, tous deux de race ardente et réguliers de traits, ils avaient presque la même expression, les yeux fixés sur le fleuve d'où ils tiraient leur vie. Mais la physionomie de l'homme exprimait autre chose qu'une souffrance : une énergie, une volonté difficile à contraindre. Celle de la mère disait la compassion. Elle avait été très belle, cette femme de pêcheur, et elle savait le mal que fait le mépris d'amour. Elle reprit donc :

— Quand tu passes le matin, devant le quai de sa maison, elle te regarde ?

— Oui, dit Étienne, pas tous les jours, mais hier encore elle était là.

— Vois-tu ses yeux ? Disent-ils quelque chose ?

Le grand Étienne secoua la tête :

— Non, mère, je ne vois pas ses yeux. Nous sommes trop

loin. Je vois seulement une blancheur dans le noir de la fenêtre, et ses mains quand elle les appuie, et je reconnais ses cheveux.

La mère dit :

— Fait-elle des signes?

Mais il secoua encore la tête, et répondit :

— Ni quand elle vient, ni quand elle part. C'est comme une statue qui me regarde. Mais j'ai promis de ne pas la tourmenter, et je tourne mon bateau comme si je n'espérais rien.

De nouveau, ils se turent. Les petites chouettes se rapprochaient, invisibles, poussant leurs cris de chasse et de mort. Ce fut Étienne qui reprit, d'une voix grave, toute frémissante de jeunesse :

— Je l'attendrai. Mais quand Noël sera passé, aussi vrai que je suis né ici, mère, j'irai la voir. Et je lui dirai : « Il faut tout me dire aujourd'hui, tout : c'est la fin ! » Et si elle ne veut pas de moi...

Il étendit le bras, lentement, dans la direction où la Loire entraînait sous la lune ses moires luisantes :

— Vous savez ce que je ferai, dit-il. C'est juré.

Leurs deux soupirs se confondirent, souffles blancs, tout de suite dissipés dans la nuit. La mère connaissait les secrets d'Étienne. Mais, d'entendre rappeler cette menace et de ne pouvoir douter que son fils l'accomplît, si Henriette le refusait, elle fut toute remuée. Elle se représenta ce que serait la cabane de Mauves, lorsque Étienne l'aurait quittée, et quelles angoisses elle-même elle souffrirait, dès que le vent fraîchirait sur la Loire, en songeant qu'elle avait quatre fils exposés au péril de mer. Elle dit, presque durement :

— Ah ! si ce n'était pas elle !

Ces mots-là les tinrent muets tous deux, pendant plus d'une demi-heure.

Les prés étaient devenus si brillans, qu'on eût dit qu'il était tombé de la neige. Dans la blancheur du paysage nocturne, la Loire semblait une grande route grise. Seul, un rayon de lune la barrait de lumière. Et, à l'endroit de la rive opposée, bien loin, où commençait le rayon, les yeux d'Étienne, tout à coup, distinguèrent un point noir qui remuait.

Il se leva.

— Le canot du père, dit-il.

La mère et le fils descendirent quelques pas, jusqu'au sable qui croulait sous les pieds, vagabond comme la Loire. Ils for-

maient un groupe de haute taille, penché au-dessus des eaux, vers la barque qui venait.

Lorsqu'on commença à entendre le frémissement de la proue, la mère dit, tout bas :

— Ne lui parle que de sa pêche, Étienne. Il a assez de fatigue. Connaître les peines par avance, c'est bon pour les mères.

Les petites chouettes, mangeuses de mulots, criaient éperdument, et toujours invisibles.

XX

Henriette revint après dix jours d'absence. Éloi l'attendait à la gare. Il monta dans la voiture, encombrée de paquets et de cartons, qui mena directement la première chez Mme Clémence, et, à la porte, il recommanda :

— Dépêche-toi, petite! Le dîner chauffe déjà chez la mère Logeret. Antoine m'a promis d'être là pour sept heures; nous serons trois : depuis si longtemps nous n'étions que deux!

Il s'inquiétait de cette rencontre. Mais la confiance dominait. Il pensait : « Antoine n'a pas demandé mieux. Presque tout de suite il a bien voulu. L'âge arrive. Le voilà pris pour le service; et le service, même de loin, ça change les jeunes gens. Je me souviens : deux mois avant de partir, je ne songeais plus à autre chose. »

La mère Logeret avait préparé, d'après des recettes jalousement gardées, un ragoût de poulet, qu'elle apporta fumant dans une casserole de terre à couvercle. L'escalier sentait le romarin, le clou de girofle et le beurre fondu, quand Henriette arriva, dès six heures et demie, avec une gerbe de fleurs sur le bras.

— Je suis passée devant le magasin de Mme Eglot, dit-elle, et, ma foi, j'ai trouvé que je ne pouvais pas ne pas avoir de fleurs à mon dîner de première. Sont-elles jolies?

Elle prit une corbeille de porcelaine, disposa ses fleurs d'automne parmi les feuilles retombantes d'une fougère toute menue, encore humide de la moiteur des bois. Elle posa la corbeille sur la table, à côté de la lampe à colonne, coiffée du bel abat-jour crème, qui réjouissait toute la chambre du vieux Madiot. Puis, dans sa chambre de jeune fille, elle alla essuyer et disposer sur le guéridon les tasses à thé, la théière et le sucrier à filets bleus dont on ne se servait jamais.

Antoine entra, sans embarras apparent, avec le petit rire ambigu qu'il avait presque toujours, et son regard fuyant, qui se détournait des gens pour errer sur les choses.

— Tiens! dit-il, votre chambre n'a guère changé, oncle Madiot. Vous n'êtes pas dans le mouvement, on voit ça. Pas même un bout d'affiche! Chez nous, les ajusteurs, tout le monde a sa petite chromo.

Henriette apparaissait, sur le seuil de sa chambre. Il prit la main qu'elle lui tendait, mais il ne la serra qu'à peine, si froidement! La main blanche, la main fraternelle retomba lentement le long de la robe.

— Eh bien! Henriette, te voilà donc première? Mes complimens. Presque une bourgeoise! Je parie que ton appartement est mieux décoré que celui du père Madiot?

Il s'avança, passa la tête dans l'ouverture de la porte :

— En effet! Tu en as du luxe : des vases, des tableaux, des dentelles, un fauteuil! Autrefois, j'ai connu une petite apprentie qui se couchait à tâtons, pour économiser la bougie.

Une voix, tout près, qui se faisait basse pour n'être entendue que de lui, murmura :

— Et moi, j'ai connu autrefois un frère qui m'aimait.

— Ne parlons pas de cela, répondit-il sèchement.

Il se détourna aussitôt, vers l'oncle qui l'invitait à se mettre à table. Henriette le suivit, songeant : « Ce sera donc toujours ainsi, toujours? » Et elle se demandait : « De quoi allons-nous pouvoir causer, maintenant, sans le fâcher? »

La conversation s'engagea cependant, presque facile, et presque gaie. L'oncle Madiot, sans être un modèle de diplomatie, écartait les sujets qui touchaient au passé. Autour de cette table où, pour la première fois depuis si longtemps, la famille était groupée, le nom de la mère ne fut pas prononcé, les années d'enfance furent volontairement oubliées; on causa des faits divers des journaux, des histoires qui couraient la ville; on divagua à propos de politique générale et des grèves récentes. Le vieil Éloi riait par momens. Le vin des coteaux produisait sur lui son effet d'excitation joviale. Mais le neveu s'observait, plaisantait, souriait à peine, et ne buvait pas.

A la fin seulement, l'oncle Madiot remplit presque de force les trois verres, et, levant le sien :

— A ta santé, Antoine! Car, c'est dans six semaines, la caserne!

L'ouvrier perdit aussitôt l'expression indifférente qu'il avait eue jusque-là, mordit ses joues creuses, et dit, gravement :

— Oui, je vas partir pour mon malheur.

— Comme tu dis ça! dit Henriette, en s'écartant pour desservir la table. Que crains-tu?

Elle essaya de rire, et ajouta :

— De manquer d'argent, je suis sûre? Tu sais cependant que je n'oublierai pas le soldat, maintenant surtout que je suis première.

Il était venu en grande partie pour ne pas risquer de tarir, par un refus, cette unique ressource qui lui restait, et aussi pour une autre raison, une espèce de terreur obscure, folle, instinctive comme les peurs superstitieuses de ses ancêtres, et qui lui fit répondre :

— Sans doute. Mais c'est tout de même un grand malheur, parce qu'on ne sait jamais si on reviendra.

— Cette question! dit en riant le vieux soldat. Mais dans deux ans, mon garçon, et pas même! Voilà-t-il de quoi te faire du tourment?

Antoine se taisait.

— Mais regarde-moi donc, reprit l'oncle : il a passé quatorze ans au service, ce bonhomme-là!

Et il élargissait les épaules, et il tordait, de sa bonne main, sa grosse moustache indocile.

Le jeune homme regarda, en effet, mais d'un air de mépris. Il haussa les épaules.

— Vous étiez un naïf, père Madiot!

— A savoir? dit le vieux, dont le visage devint rude.

— Ils vous ont fait trotter d'un bout de la France à l'autre pendant sept ans, et puis dehors, en Crimée, en Italie, où ils ont voulu. Et vous n'en avez pas eu assez, vous avez rengagé pour sept autres années...

— Parfaitement, et je ne le regrette pas, et même que c'était beau, je t'en réponds, nos campagnes : Inkermann, le siège, les Anglais avec nous, Palestro, Magenta...

Le petit riposta insolemment :

— Je connais : qu'avez-vous gagné à tout ça?

— Gagné, gagné...

— Un sou par jour, n'est-ce pas?

— J'étais nourri, d'abord; j'avais le tabac; j'avais...

Le vieux s'aperçut, au rire blessant d'Antoine, qu'il se fourvoyait. Il s'emporta.

— Je ne raisonne pas comme toi, blanc-bec ! J'ai servi avec les camarades, pas pour l'argent, pour l'honneur, pour le plaisir...

— Soyez donc reconnaissant, si ça vous plaît, oncle Madiot ! On vous a pris le meilleur de votre vie, on vous a empêché d'être votre maître, empêché d'avoir un métier, une famille, même une tirelire avec quelque chose dedans. Remerciez-les. Ça vous regarde. Mais, nous d'aujourd'hui, nous sommes d'une autre espèce.

— Ah ! je le vois bien, des lâches !

— Criez si vous voulez, vous n'y changerez rien. Ceux d'aujourd'hui ne seront pas menés comme vous. Je vous en préviens. Bientôt ça ne prendra plus.

— Quoi donc?

— L'armée !

Éloi Madiot se dressa tout debout. D'un geste de l'ancien métier, subitement retrouvé, il tendit le corps du côté de la porte, comme s'il craignait que quelqu'un n'entrât ; comme s'il entendait venir l'adjudant de semaine, vengeur de pareils blasphèmes. Puis ses yeux, des yeux terribles de soldat qui va au feu, se plantèrent droit sur le neveu qui reniait l'armée. Il ne parlait pas, mais ses yeux parlaient pour lui. A travers la table, entre lui et le misérable gamin, ses quatorze années de caserne et de guerre se précipitaient en torrent d'images confuses : des figures de camarades, en rangs, l'arme à l'épaule ; des officiers qu'il avait aimés ; des musiques sonnant sous des voûtes de cathédrale ; des drapeaux flottans ; des charges à la baïonnette ; des saouleries après la victoire ; des villes de garnison ; des coins de chambrées ; l'heure de la soupe ; toute la gloire, tout le vacarme et toute l'insouciance du métier. Cela passait et repassait, troublant l'esprit. C'était l'ancienne armée qui s'incarnait en ce moment dans le vieux soldat ; le peuple d'autrefois qui s'indignait ; tout un passé d'humble bravoure qui se révoltait sous l'injure. L'oncle Madiot leva le seul poing qu'il eût encore solide, et, frappant la table :

— Tais-toi ! cria-t-il, tais-toi, Antoine, ou je cogne !

Antoine, renversé sur sa chaise, très pâle, et toujours maître de lui, haussa de deux centimètres son museau pointu, et dit :

— Après?

L'oncle eut l'air de vouloir fondre sur lui. Mais Henriette était accourue du fond de la chambre.

— Mon oncle, dit-elle en lui prenant la main, vous voyez bien qu'Antoine plaisante! Laissez-le, je vous en prie!

Elle les regardait alternativement, tremblante entre ces deux hommes qui se défiaient. Antoine ne changeait pas d'expression, et ne baissait pas les yeux. Mais le vieux, qui sentait trembler la main d'Henriette dans la sienne, essaya de se maîtriser, et d'obéir à la petite. Il dit, la voix encore tout encolérée :

— Tu as raison, Henriette. Ça lui passera. Quand il sera en uniforme, il faudra bien qu'il obéisse. N'est-ce pas, Antoine?

Antoine ricana.

— Vous ne connaissez pas votre neveu, oncle Madiot. S'ils sont gentils avec moi, vos officiers, ça pourra peut-être aller; mais s'ils ne le sont pas...

Il secoua les doigts, et les fit claquer les uns contre les autres :

— Ah! misère! ils en verront!

Et, en disant cela, il avait une expression si étrange, qu'Éloi Madiot en fut secrètement effrayé. L'ancien l'avait vu à d'autres, ce mauvais regard de Breton insolent et buté, à des troupiers qui avaient fini aux bataillons d'Afrique. Il se retint de répondre.

— Écoute, Antoine, dit alors Henriette, je ne comptais pas te le dire, mais, puisque tu te défies de tes officiers, je puis t'assurer qu'il y en aura au moins un qui te protégera plutôt.

— Qui donc?

— Je suis sûre de l'obtenir. Je lui ferai parler de toi par sa mère. Il n'est qu'officier de réserve, mais il doit passer le mois de janvier dans ton régiment. Tu devines?

— Non.

— C'est M. Victor Lemarié!

Cette fois ce fut Antoine qui se leva.

— Tu veux faire ça, Henriette?

— Mais oui... pour t'obliger... Qu'as-tu donc?

Elle se reculait devant ce visage blême, où la colère éclatait.

— Ah! tu veux faire ça! Eh bien! dis-lui, à celui-là, de ne pas s'occuper de moi, de ne pas trop m'approcher, de ne pas me commander... Il y aurait des malheurs! Tu entends?... Dis-lui! dis-lui! Ah! faut-il tout de même!...

Et rapide, enfonçant son chapeau sur sa tête, l'ouvrier traversa la chambre, ouvrit la porte, et disparut dans l'escalier.

Le vieux Madiot et Henriette, l'un près de l'autre, le long du mur, ne se parlèrent pas pendant un temps. Henriette était stupéfaite et attristée. Mais l'oncle souffrait d'un bien autre mal : il venait de deviner tout à coup, à cette explosion de fureur, qu'Antoine connaissait quelque chose du passé.

Il pensait, avec effroi, qu'un tel secret était partagé, et par qui? Il voyait son Henriette en danger, exposée à la vengeance d'un misérable comme Antoine, qui pouvait la torturer et la briser; qui pouvait aussi la dominer par la menace perpétuelle de révéler la honte ancienne et de provoquer un scandale. Devant l'angoisse d'un tel péril, tout le reste s'effaçait. Il oubliait les injures personnelles, les mauvais propos contre l'armée, pour ne retenir qu'une pensée et qu'un tourment : Henriette exposée, Henriette qu'il ne pouvait avertir et qu'il fallait sauver. Sa pauvre raison s'enfiévrait. Il se disait: « Dois-je courir après lui? Est-ce demain? Est-ce plus tard? Car je dois l'interroger, me rendre compte de ce qu'il sait, lui défendre de parler... Lui défendre, hélas! à lui, à Antoine Madiot! »

Et il creusait ainsi sa peine, immobile, la main cachant le front.

Henriette le tira du rêve, en disant :

— Pouvez-vous m'expliquer, vous? Pourquoi s'est-il emporté? A qui en veut-il? Est-ce à moi, ou à M. Lemarié?

L'oncle parut sortir d'une mauvaise nuit; il fit effort pour cacher son trouble, pour donner un peu de vraisemblance à ce qu'il allait dire.

— Ne t'épouvante pas comme ça, ma petite, répondit-il, et remets tout en place. J'aurais dû penser qu'on ne peut raisonner de rien avec Antoine. Tu vois, il est encore monté contre ces Lemarié, à cause de l'affaire de ma pension.

Henriette le suivit des yeux, pendant qu'il se détournait et allait s'accouder à la fenêtre.

— A présent que tout est accordé, dit-elle, ce serait de la folie... Non, il y a autre chose que nous ne savons pas, mon oncle, une chose plus grave.

Le vieux n'osait plus bouger, de peur d'être obligé de mentir encore.

Henriette cependant ne lui parlait plus. Elle avait pris un tablier, et, dans le coin de la pièce, à l'autre bout, elle s'était mise à laver et à essuyer la vaisselle du dîner. Aucun soin du

ménage ne lui coûtait autant. Mais, ce soir, elle n'y songeait pas. Son esprit s'échappait et se perdait en questions insolubles.

Lorsqu'elle eut achevé de ranger la vaisselle dans le buffet de noyer, elle passa dans sa chambre pour donner un coup de brosse à ses cheveux, pour laver et parfumer ses mains, pour reprendre son air de demoiselle de la mode. Puis, elle enleva les trois tasses à thé, la belle théière à filets bleus, les chaises et le fauteuil déjà rangés autour du guéridon, et qui ne serviraient pas.

Dans l'autre chambre, près de la fenêtre, l'oncle Madiot, rencogné, rendu sauvage par le secret de sa peine, ne cessait de répéter : « S'il allait la trahir ! » Henriette se demandait, ne se doutant pas de ce danger : « Qu'y a-t-il donc entre nous ? Pourquoi Antoine était-il si furieux ? Et pourquoi mon oncle, ce soir, a-t-il l'air de m'oublier ? »

XXI

Quand elle rentra à l'atelier, le lendemain, Henriette chercha tout de suite Marie, qu'elle n'avait pas revue depuis le départ. Toutes les jeunes filles, excepté Marie, entouraient la première, curieuses d'avoir des nouvelles.

— Bonjour, mademoiselle Henriette ! Oh ! vous avez l'air fatiguée ? Avez-vous fait bon voyage ? Racontez-nous votre visite chez Reboux et chez Esther Meyer ? Les modèles sont-ils jolis, cette année ?

Henriette, après avoir répondu en riant à toute cette jeunesse, s'approcha de Marie qui était assise à l'extrémité de la table, près du jour, et semblait mettre tout son esprit dans chaque point qu'elle faisait.

— Eh bien ! Marie, on ne dit pas bonjour ?

Marie leva vers elle des yeux sans joie, vite rabaissés.

— Bonjour, dit-elle, tu vas bien ?

— Allons, dit Henriette gentiment, je vois que j'ai eu raison de revenir : mon amie Marie ne peut plus vivre sans moi ; la voilà dans le noir.

Marie ne répondit pas.

— Veux-tu venir avec moi dimanche ? Nous irons chez Reine ?

Sans cesser de coudre, Marie répondit :

— Non, je ne peux pas.

— Tu es engagée ?

— Oui.

— Tu me diras ça? dit Henriette, en s'éloignant pour reprendre sa place et distribuer le travail.

Mais l'humeur sombre de son amie l'avait mise en éveil. Bien des fois, dans la journée, elle regarda du côté de la fenêtre, sans parvenir à rencontrer les yeux de Marie, si ce n'est une ou deux fois, et ils lui parurent alors aussi sombres, aussi puissamment fixés sur le drame intérieur que le premier jour, quand l'inconnue avait monté l'escalier, demandant : « Il n'y a pas de place, n'est-ce pas? »

Le soir, elle ne put lui parler, retenue par Mme Clémence au moment même de la sortie des ouvrières. « Demain, pensa-t-elle, je trouverai bien une minute, pour la reconduire chez elle, et voir ce qui se passe dans son âme. »

Mais, le lendemain, Marie ne vint pas. Personne n'était chargé de l'excuser. Henriette demanda à Reine, qui était plus liée que les autres avec Marie :

— Est-ce qu'elle est malade? Se plaignait-elle, ces jours derniers ?

Reine répondit non, mais son pâle visage avait rougi, et Henriette s'inquiéta. Elle devint anxieuse le jour suivant, lorsque, entrant à l'atelier, vers huit heures et demie, elle constata que Marie, habituellement la première arrivée, n'avait pas encore paru. La salle était déserte, il faisait un temps affreux. Henriette ouvrit son tiroir, prit lentement les objets qui dormaient là, et attendit. « Peut-être sera-t-elle retardée par la bourrasque? Elle demeure loin. » L'apprentie entra. Puis ce furent Mathilde, Lucie, Jeanne, Reine, Irma, toutes les autres, moins Marie. Neuf heures sonnèrent. Le bruit de la porte qui tourne sur ses bourrelets, des pieds traînant sur le plancher, des voix qui disent : « Ouf, quel affreux temps! » des pointes ferrées heurtant la cuvette d'un porte-parapluie, des tabourets approchés de la table, tout le bruit des installations matinales cessa. Les chuchotemens commencèrent, et les craquemens du fil serrant les tulles apprêtés. La place de Marie restait vide.

Les ouvrières de Mme Clémence remarquaient, comme Henriette, l'absence de Marie Schwarz. Quelques-unes savaient la raison : elles ignorent si peu de choses! Mais elles se bornèrent à dire : « Voilà deux fois, cette semaine. Elle est peut-être excusée. » Il y eut des regards aigus, entre plusieurs. On connaissait trop

bien l'amitié de la première pour cette fille pour parler tout haut. La pluie fouettait les vitres, maintenant, et le vent grondait dans la cheminée bouchée par une plaque de tôle, comme si des chats fussent descendus et remontés à toute minute, pelotonnés et criant.

Henriette ne dîna pas. Elle était malade d'inquiétude. Elle aspirait à voir finir cette journée, afin de courir là-bas. Elle irait; elle frapperait à cette porte de la rue Saint-Similien; elle demanderait: « Marie? Marie? »

Mais comme la saison d'automne amenait des commandes, l'atelier travailla jusqu'à plus de sept heures et demie. Henriette se sépara de ses amies au bas de l'escalier de Mme Clémence, et, dans la bourrasque qui s'abattait sur la ville, au lieu de prendre le chemin des quais, elle remonta.

La pluie cinglait le bas de ses jupes, et le vent relevait en écume fouettante l'eau des ruisseaux débordés. Personne dans les rues, que des cochers sur leur siège, le dos courbé, le chapeau ruisselant comme une gouttière, et qui regardaient cette fille mouillée qui trottait. Henriette marchait à perdre haleine. La nuit plus épaisse du quartier pauvre l'enveloppa. Bientôt, après la place Bretagne, la place du Marchix s'ouvrit, bordée de maisons anciennes, changée en mare, ses becs de gaz à moitié éteints par la tempête. Antoine demeurait là, sur la droite, en haut. « Est-il possible que ce soit lui qui l'ait perdue! pensait Henriette, lui, mon frère! » Car elle soupçonnait toute la vérité; à force de songer, elle s'était souvenue qu'au dîner, l'autre soir, elle avait prononcé le nom de Marie, et qu'Antoine avait paru gêné, et ce dernier signe, ajouté à d'autres d'un passé plus lointain, lui avait donné comme une certitude. « C'est par moi qu'elle l'a connu! » songeait-elle. Vers le milieu de la place, elle s'arrêta, et leva la tête du côté des toits. Elle vit une petite lumière.

Une espérance lui vint, de cette flamme menue qui étoilait les vitres. Il était là. Il n'était pas sorti. Henriette reprit sa course sous les torrens de pluie que les gouttières versaient au milieu de la chaussée. Elle revint sur ses pas, s'engagea dans la rue Saint-Similien, et, tout à coup, se jeta dans les ténèbres d'un porche où le vent beuglait comme une sirène de navire. Elle le traversa, luttant contre les rafales. C'était là, au fond d'un couloir, sur la gauche. Aucune lumière, si ce n'est à des étages, bien au-dessus. Henriette monta les cinq marches du corridor banal. Elle le sui-

vait, prise de peur d'être seule, et surtout d'être si près du secret qu'elle venait chercher, tâtant avec les mains les plâtres souillés. Elle entendait le bruit de ses ongles qui faisaient des cercles sur la muraille.

Elle ne trouvait pas la porte.

Enfin, avec une impression d'anéantissement, elle sentit l'angle aigu d'une moulure de bois.

Elle recueillit ses forces pour appeler :

— Marie?

Sa voix trop faible était couverte par le vent.

— Marie?

De l'autre côté de la muraille, il y eut un bruit léger de pas. Une lame de lumière tomba sur l'escalier; la porte s'ouvrit; Henriette aperçut Marie, et s'avança, dans ses vêtemens trempés qui lui collaient au corps. L'autre se reculait à mesure, pour n'être pas touchée. Elle avait mis sa main en avant.

— Tu n'aurais pas dû venir, dit-elle d'une voix d'angoisse. Non, non, ne viens pas ! N'approche pas !

Henriette s'arrêta, stupéfaite. Son amie était appuyée à la table où brûlait la lampe à pétrole qu'elles avaient achetée ensemble, un jour de joie. Elle était habillée de neuf, prête pour sortir, presque élégante, avec un chapeau noir à grands bords d'où s'échappait une touffe de plumes d'un rouge violent, un collet de déballage, brodé de clinquant et noir comme son chapeau, des bottines à talons hauts qui la grandissaient, des gants, un parapluie de soie posé sur le bras. Et elle se tenait droite, pâle, résolue à tout dire.

— Je suis accourue, Marie, dès la fin du travail... je ne croyais pas...

— Que ce fût vrai, n'est-ce pas? Eh bien! si, c'est vrai!...

Henriette trouva la force de maîtriser la douleur aiguë qui l'atteignait au cœur. Elle s'avança un peu, le long de la table, de l'autre côté de la lampe, et dit doucement, comme une grande sœur :

— Marie, dis-moi que ce n'est qu'une folie qui t'a prise? Nous sommes amies. Quitte ton manteau; laisse-moi m'asseoir; causons toutes deux?

Mais Marie s'éloigna d'autant. Ses yeux, sombres jusqu'au fond, ses yeux d'où la passion heurtée avait chassé toute tendresse, brillaient comme des pierres dures et suspectes.

— Non, dit-elle froidement. Je ne suis plus digne de toi. Va-t'en !

— Écoute-moi seulement, et je m'en irai, et je ne reviendrai pas, si tu le veux ?

— Non, tout ce que tu pourras dire est inutile, tout...

Elle croisa les bras, elle se pencha un peu. Le feu de la petite lampe souligna d'un trait ardent le rire de colère de sa bouche :

— C'est fini, comprends-tu ? J'en ai assez de la misère et assez de vos vertus ! Moi, je ne crois à rien. Moi, je n'ai pas longtemps à vivre et je veux jouir ! Moi, je suis une fille perdue ! Lui ou un autre, qu'est-ce que ça te fait ?

Elle hésita une seconde, et dit :

— Je suis attendue. Il faut que j'aille.

Henriette tendit ses deux mains en avant, comme pour l'arrêter :

— Mais tu ne le connais donc pas ?

— Mieux que toi, qui le détestes !

— Il t'a trompée : il va partir au régiment.

— Je le sais.

— Il t'a promis de t'épouser, n'est-ce pas ? Tu l'as cru ?

— Non.

— Pas même ! pas même !

Henriette se couvrit le visage de ses mains, et se mit à sangloter. Mais Marie s'était redressée. Et, la taille cambrée, les bras croisés, défiant la vie, la mort, les voisins qui pourraient l'entendre par l'escalier béant, elle cria :

— Je l'aime !

Des sanglots lui répondirent. Puis les mains où tremblaient des larmes s'abattirent.

Et Henriette se recula alors, en regardant Marie. Elle s'éloigna lentement. La lumière, par degrés insensibles, décrut sur sa figure pâlie, tirée, mouillée de pleurs. Il décrut aussi et s'évanouit, le reflet doré de ses cheveux que le vent avait ramenés sur ses joues. Un moment, elle s'appuya le long de la porte, à la muraille. Elle était comme le dernier remords qui s'en va. Elle était la pitié qui attend jusqu'au bout.

Et elle rentra dans la grande nuit.

. . . . . .

. . . . . .

Du cahier gris, neuf heures du soir :

« Je ne croyais pas pouvoir tant souffrir à cause d'elle, ni tant l'aimer. Nous voici séparées. Elle est tombée, et elle me chasse. Moi qui me réjouissais de la mener jusqu'à l'avenir d'honnête femme que j'entrevoyais pour elle ! Moi qui lui essayais en rêve sa robe blanche de mariée ! Pauvre chère sœur perdue ! Même à présent, il me semble que si je t'avais connue toute petite, tu n'aurais jamais quitté ma main ! Je n'étais pas de force. Elle a eu trop de misère aussi. A force de travailler, et de n'avoir pas de quoi vivre, quand rien ne vous soutient et que tout vous tente, un jour on se souvient qu'on est femme, et adieu tout ! »

Henriette s'interrompit d'écrire. Elle était seule dans sa chambre, brisée de fatigue, écoutant la pluie fouetter les vitres. Un indicible malaise d'esprit l'avait saisie. C'est qu'on ne côtoie pas sans péril la faute toute vivante et qui ne pleure pas encore. C'est que, pendant trois jours, elle avait trop vécu de ce rêve mauvais. Et en elle, qui luttait, se relevèrent toutes les tentations de sa vie laborieuse. Elle sentit la pointe mordante de tous les regards qui s'étaient attachés sur elle, depuis qu'elle avait l'âge d'être insultée, c'est-à-dire depuis les années lointaines où elle partait en apprentissage, avec son panier au bras, un bonnet de linge sur la tête. Ils l'enveloppaient de leur convoitise, ces yeux d'adolescens, d'hommes mûrs, de vieillards suiveurs d'enfans. Elle entendait les mots murmurés derrière elle, dans la rue, les propos équivoques des commis et des patrons de magasin ; elle relisait les lettres où on lui offrait d'acheter pour elle des maisons de modes ou des ateliers de couture. Elle avait la vision obsédante de ces pièges multipliés autour d'elle, et qu'elle évitait sans presque y penser d'ordinaire ; de la persécution infatigable que rien ne décourage et que rien n'étonne. Le monde lui apparut dans sa laideur brutale, se ruant à la perte des faibles, des pauvres, de celles qui mériteraient au moins cette pitié de n'avoir pas à savoir la vie quand elles sont si petites, ni à se défendre quand elles ont déjà tant de mal à vivre. Et elle éprouva cette crainte de soi-même qui fait qu'on pardonne mieux aux autres.

« Mon Dieu ! dit-elle, que je ne succombe pas à mon tour ! »

Elle avait peur. Elle avait hâte d'échapper à ces pensées louches qui rôdent autour des fautes aperçues.

Où était l'abri ? Qui la défendrait contre l'envahissement de ces souvenirs, tout à coup soulevés en elle ?

Elle se réfugia dans le songe des années lointaines, quand la mère vivait, et la tenait, toute frêle, à son ombre. Elle chercha, avec effort, à se représenter la physionomie de quelques jeunes filles, aujourd'hui mariées et heureuses, dont l'exemple pouvait combattre les imaginations de cette nuit mauvaise. Puis elle quitta le guéridon, ouvrit la petite bibliothèque vitrée, et prit un livre de prières, bien vieux, que lui avaient donné les sœurs de l'école, autrefois. Une bande de papier jauni marquait des passages que sa jeunesse avait entre tous aimés, et qu'elle n'avait plus relus depuis longtemps. C'étaient les louanges adressées aux vierges, les cantiques où la violence de la chair était exprimée, combattue et vaincue dans le triomphe de l'esprit délivré. Elle lisait, et elle reconnaissait les mots, et elle sentait se ranimer l'émotion qu'ils lui avaient faite, à l'âge où elle comprenait à peine. Elle retrouvait ce goût d'extrême pureté qu'elle avait eu quand elle était enfant, cette paix de l'âme qui monte. Mais ce n'était plus, comme autrefois, un vol silencieux de la pensée. Elle ne montait que pour tendre la main. « Je te relèverai, ma Marie », songeait-elle. Elle disait encore : « Je ne pourrai plus voir une petite de mon quartier sans te voir en elle, et sans l'aimer pour toi. » Et, en fermant le livre, relique des années d'enfance : « Si tu avais eu ma jeunesse étroitement gardée, les leçons que j'ai reçues, la mère que nous avions ! »

XXII

Le sentiment qui suivit cette séparation fut celui d'un isolement cruel. Henriette s'était, en quelques mois, si fortement attachée à Marie, que, depuis la rupture, il lui semblait n'avoir plus d'amies. En vain Reine se faisait plus prévenante, et vainement les camarades acceptaient sans humeur la direction de la nouvelle première : Henriette éprouvait un sentiment de vide et d'abandon. A la place de Marie, congédiée après trois jours d'absence, elle ne pouvait s'habituer à voir le visage nouveau d'une petite ouvrière qu'avait acceptée Mme Clémence. Elle avait même une sévérité qu'elle se reprochait, envers cette enfant qui ne comprenait pas, et qui la regardait parfois comme pour demander : « Pourquoi me traitez-vous autrement, vous qui êtes bonne avec toutes les autres ? »

Une transformation s'opérait en elle, lente et profonde. Hen-

riette, dans cet incident de la vie, avait pris une conscience plus vive encore de la misère humaine. Son cœur s'ouvrait plus largement à la pitié. Au lieu de chercher une consolation dans la pensée de l'amour d'Étienne, elle l'avait cherchée dans l'oubli d'elle-même. D'instinct, presque malgré elle, elle s'était jetée vers la multitude des pauvres et des souffrans qui l'enveloppaient, comme si elle n'était pas faite pour la tendresse d'un seul, mais pour celle qui n'a pas de nom, pas de caresses, et qui participe de l'obscur émiettement des foules. Déjà, sans qu'elle s'en doutât, et bien avant d'avoir connu l'amour d'Étienne, elle avait reçu l'aveu de ceux-là que personne n'aime. Ils l'avaient protégée contre la vie qui dévore les autres; ils lui avaient donné la joie de se sentir utile, bienfaisante, remerciée par des larmes. A présent, ce souvenir l'emportait vers eux, non sans retour et sans partage, mais puissamment.

Le dimanche, lorsqu'elle ne sortait pas avec l'oncle Éloi, elle passait une heure ou deux avec ses amis du quartier, sous les arbres de l'avenue Sainte-Anne, où le soleil d'automne assemblait les enfans et les femmes. On ne la craignait plus du tout. On l'avait adoptée. Ou bien elle allait voir, et c'était encore pour s'occuper d'eux, le vieux prêtre habitué dont le jardin donnait sur la rue de la Hautière. Ils parlaient de leur commune clientèle.

Quelquefois cependant un souvenir, une rencontre, la jetaient impétueusement vers d'autres rêves. Un matin, pendant le trajet qu'elle faisait du logis de la rue de l'Ermitage à l'atelier, elle suivit un ménage d'amoureux, des gens comme elle, bien humbles, qui n'avaient à eux que leur jeunesse. Et, pour les avoir regardés, pour avoir passé près d'eux, Henriette fut troublée de songes d'amour, comme ceux qui, au printemps, s'attardent dans la traînée de brise où court le parfum de l'épine noire en fleur. Elle songea : « Je dirai oui au grand Étienne, quand il viendra. Et nous irons comme eux, dans la grande fête rapide que devinent les passans. » Et puis ces poussées de jeunesse s'évanouissaient, et il suffisait à Henriette de se retrouver avec Marcelle Esnault l'infirme, avec la Vivien, avec l'une quelconque des misères à demi consolées par elle et qui lui souriaient, pour dire, dans le secret de son âme : « Je crois que je ne pourrai plus vous quitter : vous êtes ma vie. »

Plus que tout autre et plus que jamais, Éloi Madiot avait besoin de sa présence et des paroles qu'elle savait dire à ceux qui

se plaignaient, comme si elle-même n'avait eu d'autres peines que la peine des autres. Il était resté accablé sous le coup de la découverte qu'il avait faite, et incapable de décision. L'idée d'avoir avec Antoine une explication décisive l'épouvantait. Les semaines s'écoulaient, et il retardait toujours. Il s'accusait de lâcheté, et il n'agissait pas. Henriette, le trouvant plus taciturne que de coutume, hésitait à croire que l'âge seul en fût la cause. Elle lui demandait : « Pourquoi ne me dites-vous pas tout? Puisque vous souffrez, je suis là pour savoir? » Mais il ne répondait rien.

Dans la seconde quinzaine de novembre, quelques jours avant la date fixée pour le départ des conscrits, Éloi se décida enfin à faire la démarche qui lui coûtait tant. Il alla attendre son neveu, à la sortie de l'atelier, et lui dit :

— Écoute, Antoine. J'ai été vif, l'autre soir, parce que tu ne me parlais pas honnêtement de l'armée. On ne peut pourtant pas se quitter comme ça. La veille du départ, c'est vacances. Veux-tu que j'aille te chercher, et que nous prenions un verre ensemble?

L'ouvrier, étonné, défiant comme de coutume, réfléchit un moment, et dit :

— A la condition qu'on ne me parle plus de M. Lemarié, je veux bien.

Cette veille du départ arriva.

XXIII

Dès huit heures du matin, Éloi Madiot avait commencé une « tournée » pour célébrer l'entrée d'Antoine à la caserne. Les conscrits devaient être rendus le lendemain à La Roche-sur-Yon; Antoine prendrait donc, avec les camarades, un train du soir.

Il était midi. L'oncle et le neveu avaient fait d'abord une station à la *Croix de Fer*, vieil hôtel situé près des ruines de l'usine Lemarié, où l'habitude ramenait le vieux cloueur de caisses. De là, à travers le quartier des ponts, ils s'étaient rendus sous les treilles d'un cabaret de banlieue, non loin de la prairie de Mauves, « un endroit fameux, disait Éloi, où il y a un petit muscadet de Loire si drôle qu'on danse en le voyant. » Il dansait un peu avant même de l'avoir vu, congestionné par la fouettée d'air vif qui descendait la Loire. Il fêtait l'entrée au régiment. Des souvenirs qu'il tenait pour glorieux, pour une sorte de devoir mili-

taire, lui représentaient cette veille de départ comme un jour de vacarme et d'ivresse. Et tout ce qu'il avait gardé d'entrain et de jurons était dehors. Il parlait haut, racontant des choses lointaines d'une armée qui n'est plus, citant des noms, à jamais obscurs, d'officiers qu'il avait connus et de villages où il avait campé. De son bras gauche encore raidi par la blessure, il tirait, il traînait presque ce pâle neveu, chétif à côté de lui, et qui ne comprenait point. Par la gaieté, le vieux semblait le plus jeune ; sur ses fortes épaules, sa tête rouge et blanche dodelinait. En passant devant les marchandes de légumes, assises entre leurs paniers comme dans une niche verte, il abaissait les yeux sur le chapeau mou qui lui frôlait l'épaule, et souriait dédaigneusement pour faire entendre : « Voilà les conscrits d'aujourd'hui ! Est-ce que ça me ressemble? Voyez, mes belles, ce que nous étions, ce que nous sommes ! »

L'autre, souple, les yeux fureteurs, se laissait conduire, pas plus troublé que d'habitude. A présent, ils avaient retraversé la ville, sans savoir pourquoi, et, incapables de déjeuner, sentant le besoin de combattre la fatigue qui grandissait, ils étaient attablés au fond d'une gargote de la rue Saint-Similien, *Aux Sept Frères Tranquilles*. Éloi, assis à contre-jour, continuait de parler avec une animation croissante. Mais la figure du vieil ouvrier avait cessé d'être expressive. Elle n'obéissait plus que malaisément à l'effort de l'idée, et ce n'était qu'une obéissance partielle, un mouvement de la mâchoire, qui n'intéressait ni les yeux, ni le front, ni les joues, fixés dans l'hébétement de l'alcool. Antoine, accoté contre le mur, ne buvait plus. Tous deux, sur la table de marbre, ils prenaient et soulevaient de temps à autre un verre de mauvaise absinthe, en disant : « A la tienne ! — A la vôtre » ! Mais l'oncle seul ouvrait la bouche pour essayer de boire, et, à chaque coup, des gouttes de liqueur verte, échappées et coulant entre les poils rasés de sa barbe, le faisaient frissonner comme une brûlure. Cela l'irritait et l'excitait autant que ce qu'il avait bu.

La salle était pleine d'une fumée de ragoût, graisseuse, qui mouillait le plafond. Des habitués mangeaient aux tables les plus voisines de la devanture basse, que voilaient jusqu'à la deuxième vitre des rideaux de lustrine verte. Aucun ne semblait entendre la discussion qui s'animait, la voix de chantre d'Éloi Madiot, le fausset traînant d'Antoine. Seule, une grande fille rousse et lasse, la servante assise près de la devanture, un rayon de soleil

dans les cheveux, le coude appuyé sur la tringle du rideau, épiait du coin de l'œil et sans tourner la tête ce petit mécanicien qu'elle connaissait.

— Enfin, de mon temps, disait l'oncle, on était plus gai que ça, le jour du tirage. T'as pas l'air d'un conscrit!

— Je vous ai dit mon avis là-dessus, mon oncle, et je n'en change pas tous les jours. Je vas au régiment comme à mon malheur.

Il acheva sa pensée d'un geste de la main et de la tête rejetés en arrière, qui signifiait : « J'aurai tout le temps l'idée d'en sortir, et tous les moyens me seront bons. »

Le vieux, qui ne pouvait se retenir de donner des conseils, trop enfoncé d'ailleurs dans l'ivresse pour remarquer la violence froide de ces mots d'Antoine, poursuivit :

— Tu verras : suffit de se mettre bien la théorie dans l'esprit, et d'obéir aux chefs, et puis de regarder comment font les autres. Pas trop de boisson, au régiment. Pas trop de femmes non plus... Les officiers n'aiment pas que les soldats aient un ménage en ville...

Il cligna l'œil droit, et ajouta :

— Si tu as une petite amie, Antoine, l'emmène pas!

Et le pauvre homme crut que son neveu riait, tandis qu'Antoine frémissait, atteint au fond de son être, car il l'aimait, lui aussi, la malheureuse fille qu'il allait quitter.

L'oncle se força un peu pour rire, afin d'être à l'unisson, et, trouvant l'occasion favorable pour poser la question depuis si longtemps réservée :

— Je pense que tu as mauvaise tête, Antoine, mais que tu voudras tout de même faire honneur à la famille, à moi d'abord, et puis...

Une voix sifflante et basse l'interrompit.

— La famille?

— Eh bien! oui, dit le bonhomme, la famille, ta sœur et moi...

— Faut pas me la faire, le vieux! Je la connais, ma famille, et je sais que j'ai été volé, volé, volé, entendez-vous!

Antoine s'était courbé sur la table, tout près de l'oncle Madiot qui faisait signe de sa mauvaise main : « Pas si haut! pas si haut! » Il entendait les glissemens de pieds des cliens qui écoutaient. La servante rousse, au bout de la salle, se renversa sur sa chaise en riant.

— Eh! là-bas! vous autres, faut pas vous battre!

Mais le jeune homme, emporté par la rancune qui avait fait dévier toute sa vie, continuait, jetant ses mots à la face du vieux :

— Oui, j'ai été volé par celle qui n'avait pas de droits chez nous! Elle m'a pris ma part de tout. Vous, l'oncle Madiot, vous m'avez trompé...

— C'est pas vrai ; je n'ai rien dit.

— Mais je sais tout, j'ai appris tout. Le jour où je l'ai su, je suis parti pour ne plus vous voir. Je n'ai jamais rien été chez vous, et elle y a toujours fait la loi. Dites donc que ce n'est pas vrai? Niez-le donc? Pourtant, je suis le fils du père Madiot, moi! Quand je la rencontre, le cœur me tremble de jalousie.

— Antoine, tais-toi maintenant, tais-toi !

— Si c'est ça ce que vous êtes venu chercher, vous êtes servi : je la déteste!

A ce mot-là, Antoine s'était levé. Il ne faisait plus attention à l'oncle Madiot, qui courbait de honte ses grosses épaules. Il regardait, autour de la salle, les consommateurs devenus attentifs, et qui tournaient la tête, cauteleusement, du côté du bruit. Mais, au fur et à mesure qu'ils rencontraient les yeux gris de l'ouvrier, ils se remettaient à considérer leur verre, comme indifférens à tout le reste. Quand il jugea le cabaret rentré dans l'ordre, Antoine tira de son gousset une pièce de quarante sous, et la jeta sur le marbre.

— C'est moi qui paye, dit-il tout haut.

La pièce sonna; la fille rousse se redressa; et, l'œil sur la rue, entre les tables, Antoine s'avança, pâle comme ceux qui vont s'évanouir.

Le vieux marchait en arrière, à petits pas mous, ronchonnant on ne savait quoi, les yeux baissés, la moustache blanche relevée par un pli terrible. Plusieurs eurent l'idée que les deux hommes allaient se battre, en effet. Il n'en fut rien. Antoine s'arrêta sur le seuil des *Sept Frères Tranquilles*. Il examina la boue qui blondissait, puis l'ouverture de la rue, par où venait un soleil d'automne incliné et faible, et il monta vers la gauche.

Alors, derrière lui, une voix formidable, faussée par la colère et par le vin, une voix qui fit sonner les devantures de la rue Saint-Similien, cria :

— Vermine!

Ce fut la dernière parole, l'adieu à jamais.

L'ouvrier haussa les épaules, et continua son chemin.

Il alla droit chez sa maîtresse, et, dans la cour, entre les murailles habitées comme des cloisons de ruche, lui, pour la première fois, au lieu de se glisser, il appela :

— Marie!

XXIV

Elle l'attendait. Pour elle aussi, cette journée marquait l'entrée dans l'inconnu. Deux fois déjà, Marie Schwarz avait éprouvé l'angoisse des abandons sans remède probable, la première fois lorsqu'elle s'était vue chassée par sa mère, la seconde fois en arrivant seule à Nantes, dans ces heures de détresse où elle avait rencontré Henriette. A présent son amant partait; et ce n'était pas seulement la misère pour le lendemain, c'était encore, pour le soir même, la séparation certaine, peut-être à jamais. Mais telle est la prodigieuse jeunesse : elle souriait, quand elle apparut, d'avoir à faire une dernière promenade avec lui.

Antoine, tout pâle encore, la saisit par le poignet, et dit :

— Arrive! J'ai besoin de prendre l'air. Je viens de faire mes adieux à l'oncle Éloi, et, je crois, pour longtemps.

Elle comprit qu'il avait bu un peu, qu'il s'était disputé, et que sa mauvaise tête de Breton était aux champs. Alors, voilant le sourire qu'elle avait eu pour lui, et douce pour qu'il n'y eût pas de scène dans la rue, elle suivit l'ouvrier qui racontait sa matinée. Il se tenait droit, mais il avait les yeux étranges. Elle avait passé le bras dans celui d'Antoine. Elle allait, glissant sur le pavé gras, sans autre volonté que de ne pas contrarier l'homme qu'elle sentait irrité.

Ils furent bientôt dans le quartier commerçant de la rue Crébillon, où Marie travaillait autrefois, et où elle évitait d'ordinaire de passer, à présent. Un sentiment de pudeur qu'il n'aurait pas compris écartait Marie de ce chemin, qu'elle avait parcouru seule et honnête fille pendant tout l'été. Derrière les glaces des magasins, elle apercevait la silhouette d'employés qu'elle connaissait de vue, et qui s'étaient souvent retournés quand elle descendait, à la nuit dorée de sept heures, les soirs de mai. Elle croisait des clientes de Mme Clémence, roses sous leur voilette serrée, le cou enfoui dans des fourrures, et pour lesquelles elle avait essayé des

chapeaux, peut-être ceux mêmes qu'elles portaient. Les dames ne la regardaient pas, ayant deviné de très loin, entre leurs cils, à l'ensemble du groupe, qu'elle n'était pas du monde. Cependant elle se sentait gênée. Elle avait peur de se heurter tout à coup à quelqu'une de ces demoiselles de l'atelier, ou à un commis de chez Mourieux. Aussi, elle accepta vivement, lorsque, dégrisé par l'air, Antoine dit, au tournant d'une rue :

— Je ne sais pas ce que je fais ici. Veux-tu venir à la campagne?

Ils remontèrent aussitôt à l'ouest, vers la Ville-en-Bois et vers Chantenay. Ils s'écartèrent des quartiers riches, faisant le tour par des ruelles de banlieue qui leur étaient familières. La marche fatiguait Marie, mais Marie ne se plaignait pas. Antoine, redevenu lui-même, ne gardait plus de l'équipée et de la dispute du matin qu'une mélancolie noire où elle l'avait vu souvent plongé, et qui n'était que la domination, à certains momens de crise, de la race autrefois associée aux tristesses de la mer bretonne. Il lui parlait bas. Il essayait de la consoler, sans rien trouver qui fût un allégement à une double douleur qui n'en comportait pas.

C'étaient des mots qui n'avaient d'autre valeur que d'être dits doucement et dans la peine.

— Je t'enverrai mon prêt, ça t'aidera un peu... Et puis... deux ans... Je serai peut-être réformé... Quand je serai libéré, je me marierai avec toi, dis, Marie?

Elle écoutait. Elle savait que le prêt ne la ferait pas vivre deux jours; qu'Antoine ne reviendrait pas; que, libéré du service, il ne l'épouserait pas. Et cependant la femme, l'être de dévouement et d'immortel amour qu'elle aurait pu être, s'épanouissait encore au son des paroles faites pour d'autres, pour celles qui ne sont pas tombées et qui ont le cœur dans l'avenir.

Au large du coteau de Miséri, vers le milieu d'une montée, comme ils marchaient toujours, ils se trouvèrent en face du soleil qui descendait. Une moiteur les pénétra. Marie pensa au jour très lointain où, avec Henriette, elle était allée chez les Loutrel de la prairie de Mauves, par ce grand chaud qui énervait.

Et tout de suite elle demanda :

— Tu iras lui dire adieu, Antoine?

Il répondit durement : « Non. » Elle se tut, elle détourna, contrariée, son visage vers les murs de jardins qui bordaient la rue faubourienne. Il y avait des pinceaux de feuilles jaunes au bout des branches dégarnies. Quand le vent soufflait, ils balayaient

la vieille chaux des clôtures, toute verdie de mousse et noircie de fumée. On entendait ce glissement funèbre, celui des ruisseaux en pente et le ronflement des volans d'usine. Très haut, dans la lumière, des linots voyageaient, attirés par les terrains vagues où sèchent les derniers chardons.

Antoine et Marie ne se donnaient plus le bras. Le nom d'Henriette les avait séparés de pensée.

Tout à coup, par la brèche d'une clôture en ruines, ils aperçurent quelques maisons à leurs pieds, et, au delà des prés qui emplissaient la pente, la campagne et un homme qui labourait un champ; sur la gauche, un peu en avant, la porte ouverte d'un cimetière.

— Tiens, dit Antoine, je ne croyais pas être si près. Puisque je suis venu jusque-là, je ne partirai pas sans la revoir.

— Tu as raison, répondit Marie. Dans deux minutes nous serons rue de l'Ermitage. Si elle est rentrée, elle sera si heureuse!

Mais, lui, prenant les devants, tourna au bout de trente pas, et pénétra dans le cimetière.

Marie cria :

— Antoine! Je ne veux pas! J'ai peur des cimetières, moi, tu sais?

Il continuait. Lorsque Marie se décida à entrer elle-même, — en se signant par habitude, — il était déjà loin. D'un geste alarmé, elle releva sa robe des deux côtés, comme s'il eût traîné des germes de mort dans le sable. Les tombes blanches, alignées, la repoussaient au milieu de l'allée, où il y avait, de place en place, des couronnes fanées, qu'elle évitait. Toute lasse qu'elle fût, elle courait pour rejoindre Antoine.

L'ouvrier s'était enfoncé, à droite, dans une partie du cimetière où les croix de pierre mêlées de croix de bois étaient moins hautes. Il se tenait debout, le chapeau à la main et appuyé contre le gilet, comme un paysan embarrassé, et il regardait une croix de bois noir, vieille, penchée, sur laquelle était écrit, en lettres blanches ponctuées de larmes : « A Prosper Madiot, manœuvre, âgé de quarante-quatre ans, six mois, deux jours, et à Jacqueline Mélier son épouse, âgée de trente et un ans et huit mois, leurs enfans inconsolables. »

Marie le rejoignit, et s'agenouilla derrière lui.

Il disait tout haut, avec cet air de rêve qu'elle lui connaissait :

— Si c'est pas pitié ! Ils n'ont pas été heureux ces deux-là !

Un bouquet de roses du Bengale, encore frais, écrasé par les dernières pluies, était posé en travers sur l'herbe de la tombe. Antoine le poussa du pied hors de l'enceinte où reposaient ses morts.

— Je vas leur envoyer une couronne, et une belle, pour mon adieu. Ohé ! l'ancienne qui dors là, je ne t'en veux pas. Tu peux dormir. Moi, je m'en vas à l'armée. C'est à Lemarié que j'en veux, lui qui t'a séduite pour de l'argent, ma mère de misère, et qui t'a passée à un de ses ouvriers. Tu étais trop bonne encore pour un manœuvre de l'usine. Ohé ! ma pauvre mère blonde, on n'était pas heureux tous les jours, je me rappelle. Mon père te battait. Il détestait son maître, et il le battait sur toi. Tu pleurais plus que ta part. Je suis le fils de vous deux, et c'est pour ça que je suis si triste, des fois. Vieille maman, je n'ai pas eu de chance, moi non plus. J'aurais mieux aimé être ta fille, parce que tu l'aimais mieux que moi. Tu la conduisais à l'école, avec ton tablier bleu, et tu cachais pour elle des pommes dans ta poche. Le soir, tu la chérissais pendant que je m'endormais tout seul dans le coin de la chambre. Et puis, quand tu as été morte, mon père ne me donnait que des coups de pied et des claques, parce qu'il buvait. Toi, au moins, tu ne me frappais pas. Je me rappelle tout, ma mère de misère, et j'ai le cœur gros... Mais sois tranquille, je n'ai jamais dit ce que je savais qu'à l'oncle Madiot, parce qu'il me provoquait. Je ne le dirai pas aux autres. Je ne veux pas qu'on parle mal de toi. Car, bien sûr, si tu étais là, tu me plaindrais, moi qui m'en vas au régiment. Ça me tourne le sang rien que d'y penser. Ils m'enlèvent ma maîtresse. Je serai un mauvais soldat. Peut-être que j'aurais fait quelque chose de bien, si j'avais eu ma maison, ma femme, et du travail pour faire aller le ménage, comme les très vieux qui n'avaient pas de service, et comme ceux qui naîtront plus tard. Mais voilà, les temps ne sont pas encore venus. Adieu, la mère ! adieu, le père ! Je suis malheureux, après vous qui l'étiez. Seulement je ne suis pas comme vous qui preniez patience, et j'ai la main plus près de mon droit. Adieu, les vieux !

Antoine se détourna, se pencha au-dessus de Marie agenouillée, et dit :

— Je n'ai plus que toi.

Il voulut l'embrasser, mais il la vit toute blanche, les yeux agrandis par l'angoisse, et fixes.

— Qu'as-tu, Marie?

Elle ne répondit pas. Ce qu'elle avait? En écoutant parler son amant, elle venait d'apercevoir, pour la première fois avec tant de netteté, l'effroyable abandon, ce que serait le lendemain sans Antoine, sans métier, et sans plus l'amitié ni le courage d'autrefois. Et elle se sentait incapable de porter ce poids de douleur. Et elle défaillait presque.

— Qu'as-tu? demanda Antoine. Parle donc?

Il la soutenait, et, du regard, cherchait un secours, quelqu'un qu'il pût appeler, si elle s'évanouissait. Vers la porte d'entrée, il y avait une femme qui ratissait, avec une douceur de caresse, un endroit fraîchement sablé. C'était tout. Le soir descendait. Les linots filaient dans l'air, éparpillés, inquiets, gagnant l'abri.

Cependant, au bord des yeux de Marie, les larmes apparurent, coulèrent, se précipitèrent, tandis que des sanglots secouaient le corps mince de la jeune fille. Et Antoine, voyant qu'elle pleurait, et que ce n'était qu'un chagrin de femme, la repoussa, et dit brutalement :

— C'est bon, c'est bon. Sèche-moi ça, et viens-t'en!

Elle répondit, comme le font tant de pauvresses, par un regard de douleur soumise, un frisson de tout l'être, et elle se mit à le suivre, laissant traîner, cette fois, sa robe sur les tombes. La femme qui ratissait crut qu'ils venaient de pleurer sur quelque mort à peine enfoui, de ceux dont on se souvient encore.

Ils n'avaient pleuré que sur eux-mêmes.

René Bazin.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LA RÉPUBLIQUE

ET

LA CRISE DU LIBÉRALISME

I

Si, à un juge sévère lui demandant ce qu'elle a fait depuis vingt ans, la troisième République répondait, comme Sieyès après la Terreur : « J'ai vécu, » — elle n'aurait pas mal dit. Vingt-cinq ans, c'est un beau morceau de vie pour un gouvernement français au XIXe siècle. Pas un seul, depuis la Révolution, n'avait atteint cet âge ; et durer est, en soi, une force et même une manière de vertu.

Oserons-nous dire que ce seul avantage aurait presque suffi pour justifier à leurs propres yeux les auteurs responsables de ce régime ? Conservateurs par instinct, monarchistes par tradition, ils ne se rallièrent point à une république de droit divin. Le principe de la légitimité, apanage de la monarchie, hurle de s'accoupler avec le fait républicain : une démocratie peut tout aussi peu prétendre à guérir les maux de la société par la seule vertu magique de ses institutions qu'un président élu à toucher les écrouelles. Ceux qui fondèrent la troisième République obéirent donc avant tout au désir de faire à la France mutilée l'économie d'une révolution. Non seulement la République était en possession, mais ce régime anonyme, impersonnel, si bien adapté au suffrage universel, leur

semblait devoir marquer la fin des longues expériences de la France. Faire du définitif avec du provisoire, — c'est-à-dire prendre l'instabilité même, légalisée, régularisée, comme le grand ressort de la stabilité; fonder un équilibre durable sur l'amplitude calculée d'oscillations incessantes; s'emparer hardiment du principe républicain pour en faire le principe conservateur par excellence, ce fut leur dessein. Le jour où ces hommes distingués, dont la jeunesse avait eu la monarchie parlementaire pour idéal, les Thiers, les Rémusat, les Casimir-Périer, les Duvergier de Hauranne, eurent compris que la démocratie en France n'était pas un accident ou un épisode, mais le terme naturel de l'histoire nationale, ils virent du même coup que la République était la forme naturelle de la démocratie.

Si naturelle, à vrai dire, et si nécessaire qu'en fait, en dépit des fictions et des apparences, la France vivait en République, depuis qu'elle vivait en démocratie, — c'est-à-dire depuis 1789. S'il est exact que la différence spécifique entre la République et la monarchie réside tout entière dans l'opposition du principe électif et du principe héréditaire, la France, depuis 1789, n'a pas été, non pas même une seule fois, en monarchie. Elle a été en République : elle y a été sans le savoir, sans le vouloir, sans un seul des avantages de ce régime et avec presque tous les désavantages de son contraire. Sauf Louis XVIII, pas un seul des souverains de cette longue période n'est mort sur le trône. Sauf Charles X, pas un de ces chefs d'État n'est arrivé au pouvoir par le jeu silencieux et automatique d'un mécanisme monté d'avance. Empereurs ou rois, tous, comme de simples présidens, ont dû recourir à l'élection directe ou indirecte, au choix ou à la ratification de leurs peuples. Aucun des élémens constitutifs de la monarchie — légitimité, hérédité, loyalisme, continuité — n'était présent.

Toutefois, et justement parce que l'on s'obstinait à garder le mot sans la chose, et à sauver les apparences aux dépens de la réalité, ce régime bâtard parut se plaire à donner une prime à la Révolution. Faute d'établir et de régler le mode de transmission du pouvoir sur la base élective, pour le médiocre plaisir de décorer la façade de l'étiquette monarchique et de maintenir la fiction de l'hérédité, on rendit inévitable le recours au procédé révolutionnaire. Voter la République, pour les conservateurs qui la fondèrent, ce fut donc tout simplement reconnaître le fait, y conformer le droit, et substituer au brutal expédient de la

force un moyen pacifique et régulier de dévolution du pouvoir. L'histoire du dernier quart de siècle est là pour dire qu'ils avaient vu juste et que leur œuvre, en tant qu'elle n'a fait que consacrer et organiser la réalité, est définitive.

Ce succès a d'autant plus de prix que la troisième République ne le doit pas à l'absence d'assauts et de crises. Elle a subi, dès l'origine, de redoutables épreuves, dont les plus périlleuses n'ont peut-être pas été celles que lui ont infligées ses adversaires. Pendant les six ou sept ans qui suivirent la chute de Thiers, elle fut gouvernée par les ennemis de son principe. Les noms du 24 et du 16 mai résument ces années de combat et d'apprentissage dont après tout elle n'eut pas trop à se plaindre.

Sous la diversité ou même la contrariété apparente des situations, il est plus d'une analogie profonde entre cette période et les cinq premières années de la Restauration. Entre l'ordonnance du 5 septembre 1816, qui prononça la dissolution de la Chambre introuvable et l'assassinat du duc de Berry, en février 1820, qui lança la France en pleine réaction, la monarchie de Louis XVIII, la légitimité fut entre les mains de politiques, — les Decazes, les Pasquier, les de Serre, les Gouvion Saint-Cyr, les Dessolles, — qui n'étaient pas des royalistes de la veille. Ils se rattachaient à l'ordre de choses issu de la Révolution. Ils faisaient volontiers commerce avec le libéralisme des Royer-Collard, des Broglie, des Guizot, des Barante. Les ultras, les pointus, les fidèles, retour d'émigration, les tenaient et ne pouvaient pas ne pas les tenir pour des ennemis du trône et de l'autel. On peut dire sans trop d'exagération que ce fut la *Monarchie sans les monarchistes :* ce fut aussi l'âge d'or de la Restauration.

Pareillement, la *République sans les républicains*, de 1873 à 1878, fut une ère de progrès moral et de croissance pour le nouveau régime. Entre les mains, sous le regard jaloux de tuteurs qui s'appelaient Broglie, Buffet, Decazes, voire Mac-Mahon, qui n'étaient républicains ni de la veille ni du lendemain, et qui, en tout bien tout honneur, eussent aimé à rendre la France à ses rois et ses rois à la France, la République grandit, se fortifia, devint maîtresse chez elle. Elle ne devait connaître les vraies difficultés et les périls réels que du jour où, son principe étant mis au-dessus de toute atteinte et son personnel dans la place, elle eut un gouvernement qui commença de gouverner *par* et *pour* son parti.

II

Depuis lors, par la faute des hommes ou par la force des choses, les mauvais momens ne lui ont point été épargnés. Il suffira sans doute ici de rappeler les deux plus formidables de ces crises. L'une — le boulangisme, — remonte si haut qu'elle est déjà presque sortie de la mémoire d'une génération oublieuse. La seconde — le panamisme, — n'a peut-être pas encore vu se dérouler ses dernières conséquences.

La première de ces aventures a eu un nom qui restera marqué en lettres de feu dans l'histoire de notre pays. Victorieuse, elle se fût appelée le déshonneur : on avait naïvement espéré qu'elle servirait de préface à une bienfaisante réaction. Il n'est guère besoin de s'étendre sur cette entreprise où chacun, croyant duper les autres, s'est soi-même dupé et a laissé, avec un lambeau de son honneur, les chances de son avenir. Si triste que soit la banqueroute morale des complices de ce coup manqué, il y a quelque chose de plus triste encore, et c'est que cette grotesque équipée ait failli réussir. Peu s'en est fallu que la France se jetât aux pieds du général de la revue et de l'écuyer du cheval noir. Il n'y a pas d'ailleurs à tirer vanité de l'échec d'un mouvement qui a beaucoup moins avorté par l'effort concerté et laborieux d'un esprit public maître de soi que par un heureux concours de circonstances, dont la moindre ne fut pas l'indignité et l'incapacité de l'idole populaire. Un pays qui a échappé à l'humiliation d'un césarisme sans César peut se féliciter de sa bonne fortune : il lui reste quelque lieu de rougir de ses caprices et de trembler de ses entraînemens.

Aussi bien, quand l'astre du boulangisme se fut couché, comme il s'était levé, derrière un horizon sombre et bas, la France se sentit soulagée, mais non libérée. Le panamisme, — par où j'entends les scandales compris d'ordinaire sous ce vocable, et j'y ajoute ceux de leur prétendue répression, — n'a guère été qu'un nouvel accès du même mal. Rien assurément n'est plus loin de ma pensée que de calomnier gratuitement notre pays de France en lui attribuant le monopole de ces hontes. Un coup d'œil jeté par delà l'une quelconque de nos frontières suffit à démontrer qu'en l'espèce pas un peuple n'a le droit d'affecter de plaindre ou de railler l'autre. Si le royaume d'Italie, avec son

Panamino, est là pour nous apprendre que les républiques ne sont pas seules atteintes, les États-Unis, avec les scandales du Crédit mobilier, du Tammany Ring, des municipalités de New-York et de Philadelphie, du *Lobbyism*, du *log-rolling*, du droit sur les sucres, etc., font sans doute assez voir que les races latines ne succombent pas seules à la contagion.

C'est la démocratie qui, surtout dans nos vieilles sociétés, héritières d'un long passé et vouées aux habitudes de l'ancien régime, semble condamnée à cette lèpre. Quelle tentation ne constitue pas pour beaucoup de politiciens le contraste entre la modicité des ressources et l'étendue des pouvoirs? De là tant de chutes retentissantes, dans le juste châtiment desquelles on aimerait à penser que certains boucs émissaires n'ont pas payé, non seulement pour leurs propres fautes, mais aussi pour l'impunité des autres. De là surtout la propagation d'un déplorable état d'esprit dans lequel le relâchement de la fibre morale vaut une sorte de tolérance, mi-cynique et mi-bon enfant, à des actes que le sens de l'intérêt public, à défaut de la conscience, aurait dû flétrir impitoyablement. Et quand cette humeur indulgente a fait place à une rigueur draconienne, oserai-je bien dire que ces dernières dispositions n'ont pas toujours semblé très supérieures aux précédentes? Oui, pour l'observateur impartial, le scandale du panamisme n'a pas seulement déshonoré les auteurs et fauteurs d'actes de fraude et de corruption : il a également éclaboussé plusieurs de ceux qui ont assumé la responsabilité de remuer toute cette fange. Je n'entends pas seulement ici ces coupables sans vergogne qui, pour détourner d'eux le soupçon, n'ont pas hésité, par une tactique bien connue, à crier haro sur quelques-uns de leurs complices. Mais l'esprit de parti le plus répugnant a faussé toute cette justice qui eût dû mesurer sa rigueur à son impartialité. On a vu s'improviser grands justiciers des hommes qui n'avaient pas même pris le temps de se refaire un honneur intact. La France a contracté une de ces épidémies de suspicion, mal terrible, qui sévit à tort et à travers; qui flétrit tout ce qu'il touche ou même tout ce qu'il effleure; et qui généralement ne frappe pas moins d'innocens qu'il épargne de coupables.

Ce chapitre de notre histoire est-il définitivement clos? Tel semble être le sentiment général. On respire, on se rassure; on envisage l'avenir avec une sérénité dont on avait perdu l'habitude; on se persuade qu'après être sortis sains et saufs d'une

pareille alerte, il n'est point d'épreuve que l'on ne puisse traverser victorieusement. Il y a, je crois, une forte part d'illusion dans ce retour d'optimisme. Est-on bien sûr que le jeu des petits papiers ait cessé pour jamais? Et puis, et surtout, si vraiment cette crise d'indignation morale et d'épurement avait passé, comme un flot débordé qui rentre dans son lit sans laisser d'autres traces que quelques épaves mises à sec; si une grande démocratie, qui se pique de se gouverner elle-même, n'avait vu dans cette affaire que le prétexte de quelques *vendettas* privées et l'occasion de quelques saturnales de l'esprit de parti, c'est alors qu'en vérité le mal serait bien plus grand qu'on ne pense. Une pareille indifférence trahirait, non seulement la paralysie du sens moral, mais même l'oblitération du sens politique.

III

Les élections générales de 1893 parurent dénoter un certain affaissement de l'esprit public. Elles avaient été annoncées comme les grandes assises de la morale vengée; elles se firent, par un de ces étranges reviremens familiers au tempérament français, sous de tout autres auspices. La République, que l'on avait essayé de rendre solidaire de ces déplorables défaillances individuelles, y fit preuve d'une étonnante élasticité. Pour beaucoup d'esprits courts, on en avait fini d'un pénible épisode : il y avait là comme une promesse d'impunité et une invitation à recommencer le passé. De nouveau à la tête des affaires et pourvus d'un long bail, il semblait que, pour profiter des leçons de l'expérience, les républicains n'eussent plus qu'à étouffer vigoureusement dans leurs rangs les germes des animosités et des rivalités personnelles, — tâche rendue plus facile par l'éloignement de cet incomparable artisan de discordes qui a nom M. Clémenceau. Quoi de plus simple alors que de reprendre, au point où on l'avait dû laisser pour soutenir un combat de vie ou de mort, la politique de coterie, de secte et de faction? En cherchant bien, on trouverait sûrement quelque bon tour à jouer à ce clergé, auquel il suffit de jeter à la face le reproche de cléricalisme pour en tirer le droit de lui courir sus comme à un ennemi. Avec la reprise de la lutte de la mairie ou de l'école et de l'église, en lançant de nouveau l'instituteur transformé en commis voyageur de la libre pensée et en agent électoral du radicalisme contre le prêtre traité en suspect

et réduit à la portion congrue, il y aurait chance de voir renaître entre les groupes de la majorité l'union des beaux jours de l'article 7 et de l'expulsion des ordres religieux. Ce programme était fait pour séduire les fortes têtes du parti. Faire appel tout ensemble aux passions populaires par l'anticléricalisme et aux intérêts égoïstes par le protectionnisme ; — ajourner résolument, jusqu'à la dernière extrémité, toute réforme organique, par la double raison qu'elle ne saurait s'accomplir sans léser tel ou tel droit acquis, et sans provoquer ainsi des mécontentemens et que, tant qu'elle reste à faire, elle figure à merveille dans le fonds de commerce des progressistes ; — réaliser enfin des prodiges d'équilibre en refusant à l'église l'abrogation des lois de combat, aux socialistes l'adoption de lois de progrès social, cette politique, dont on ne retrace ici que les grandes lignes, avait un nom : elle s'appelait la concentration.

C'est à l'ombre de ce vocable que se sont déroulées depuis quinze ans — et plus — les destinées de la France. Justifiée peut-être au début par les nécessités de la lutte, par la désastreuse obstination des monarchistes à priver la République du contrepoids d'un parti conservateur constitutionnel, la concentration n'a pas cessé depuis lors de peser sur le pays comme le vieillard de la mer sur les épaules de Sindbad le marin. Pendant plus de quinze ans, ce mot a passé pour doué d'une vertu secrète, et c'est à la pratique du système qu'il désigne que l'on a voulu réduire tout le devoir de l'homme public. C'était, tout d'abord, une consigne électorale en vertu de laquelle, entre deux candidats, dont l'un avait à la bouche le mot de république, mais professait sur tous les autres points des opinions radicalement opposées à celles de la majorité du parti républicain, et dont l'autre soutenait des principes conformes à ceux de cette majorité, mais ne pouvait faire ses preuves de républicanisme perpétuel, l'électeur républicain, même modéré, était tenu de voter pour le premier. C'était ensuite une consigne parlementaire en vertu de laquelle il était interdit à un ministère républicain de se former autrement qu'à l'aide d'élémens empruntés aux fractions les plus diverses du parti ; de s'appuyer sur une majorité qui ne fût pas républicaine ; et, par-dessus tout, de gouverner autrement qu'en faisant une sorte de moyenne entre les exigences contradictoires de l'extrême gauche et du centre. Voilà, en raccourci, ce qu'était la théorie de la concentration.

La pratique n'a pas été au-dessous de la doctrine! Entre les deux grandes fractions du parti républicain, les modérés et les radicaux, on aurait pu croire l'alliance conclue sur un pied d'égalité. Même il eût pu sembler naturel que la plupart des avantages d'une telle coalition fussent pour les modérés. A eux les places, puisque leur mine était rassurante, leur passé sans tache, leur langage plein d'onction. A eux, la rédaction des programmes, puisque l'exercice du pouvoir est forcément une école de compromis et de transaction. A eux enfin, l'honneur ou le profit de tout ce qui s'accomplirait, puisque leurs noms seraient en vedette et leur méthode en usage. Hélas, quelle désillusion! Sans doute, sous le règne de la concentration, l'extrême gauche n'a pas souvent vu ses chefs ou ses membres aux affaires : mais en revanche, on aurait dit que les modérés n'y étaient appelés que pour y jouer le rôle de ses factotums ou de ses esclaves. M. Clémenceau ne siégeait ès nom dans aucun cabinet, mais il pouvait s'assurer que, dans chaque cabinet, il verrait trembler devant lui tous les ministres.

Autre conséquence directe de la logique de la situation : du moment que l'on veut atteler ensemble radicaux et modérés, il est bien évident que, ne pouvant donner aux deux partis de satisfaction de principes complète, on offrira à l'un d'eux, à titre de compensation, des satisfactions de personnes. L'extrême gauche ne pouvait exiger que, sous le régime de la concentration, ses revendications figurassent en bloc sur le programme commun. Elle a donc dû, non sans rechigner, ni surtout sans s'accorder parfois le plaisir de poursuivre ses fins particulières avec l'aide de la droite, souscrire à de certains ajournemens et consentir certains adoucissemens. Mais comme elle a bien su s'en faire payer! C'est pour elle que l'on a gouverné, administré, épuré, nommé, déplacé, avancé, révoqué, destitué. Le personnel administratif, — du haut jusqu'en bas de l'échelle, — le personnel judiciaire, depuis l'épuration, sont peuplés des créatures de l'intransigeance. C'est toute une garnison graduellement introduite dans la place. Et admirez ici la Némésis de la politique! Les cabinets de concentration ont accordé ces faveurs aux radicaux à titre d'indemnité, pour les dédommager de l'ajournement législatif de certains de leurs vœux. Et il s'est trouvé que, grâce à ces compensations, les radicaux peu à peu sont devenus si puissans qu'ils ont pu forcer la main aux modérés. Dans combien de départemens

n'est-il pas arrivé que l'extrême gauche, maîtresse de la préfecture, des sous-préfectures, de toutes ces positions accessoires qui confèrent des influences irrésistibles, a fini par exproprier les modérés, jadis maîtres, et par conquérir, on dirait presque de vive force, le suffrage universel! Voilà le prix de cette ingénieuse politique. Elle a porté une atteinte grave au principe même du régime parlementaire et à la moralité publique; et il s'est trouvé que, du même coup, l'on faisait un marché de dupes et l'on cédait sans le savoir la réalité du pouvoir au parti que l'on se flattait de neutraliser.

Tel a été le réveil du beau rêve qu'avait fait l'opportunisme. La concentration fut le triomphe de sa méthode : elle a aussi été le tombeau de son prestige et de son autorité morale. Si Gambetta avait vécu, il est permis de croire que ce grand homme aurait su voir les dangers d'une politique perpétuée en dehors des conditions qui l'avaient fait naître. Il aurait probablement eu la clairvoyance de discerner les bas-fonds où le navire voguait à toutes voiles et il aurait eu la vigueur de donner le coup de barre qui l'en aurait dégagé. L'opportunisme, grâce à la mort de son fondateur, s'est survécu. Ce terme prétentieux recouvrait une équivoque : il désignait l'*a b c* de la politique, ou bien il recélait les germes d'un funeste scepticisme, suivant qu'il s'agissait tout simplement d'accommoder les moyens à la fin, ou au contraire de renier les principes d'un parti sous prétexte d'assurer la victoire de son personnel. Déjà les partis vainqueurs ont ce malheur d'être trop heureux. A la période héroïque succède l'ère des récompenses. Tel qui ne fut jamais à la peine est le premier à l'honneur. L'esprit de jouissance tend à supplanter l'esprit de sacrifice. Que sera-ce donc si l'armée victorieuse, sous prétexte de préserver une façade, un décor, un nom, un mot, déchire son drapeau ? Ce fut l'histoire de l'opportunisme.

Non, certes, qu'il n'ait compté, qu'il ne compte encore dans ses rangs assez de vétérans, assez d'hommes de conscience, fidèles aux convictions de leur jeunesse! Je veux parler ici des néophytes, de ces enfans que l'Union républicaine n'avait jamais portés dans son sein, qu'elle ne se connaissait pas, et qui lui vinrent en foule, de tous les points de l'horizon, au lendemain de la bataille, pour prendre leur part du butin. Chez ces recrues, les principes tombèrent en disgrâce. Il fut de bon goût d'affecter un scepticisme élégant à l'égard des formules élémentaires du catéchisme libéral.

Oh ! douceur infinie d'un état d'esprit qui ne vous mettait pas seulement au rang des candidats aux faveurs du gouvernement, qui vous classait d'emblée parmi les disciples de la philosophie si bien portée de Comte ou de Renan ! Oh ! l'agrément incomparable, pour un jouvenceau à peine en rupture de collège, de se poser en homme d'État, d'écarter dédaigneusement du geste tous ces oripeaux vieillis de principes et de dogmes, de professer majestueusement la grande doctrine du positivisme politique, de s'emplir la bouche des grands mots de *résultats*, d'*évolution*, de *progrès sériés* et, tout en jouant ainsi, pour la plus grande admiration de la galerie, au petit Machiavel ou au Pitt ressuscité, de faire tranquillement son chemin et de prouver victorieusement, en sa personne, les bienfaits de l'opportunisme ! Combien n'en a-t-on pas vu que l'éclat de leurs talens précoces ne désignait peut-être pas pour parcourir à pas de géans la carrière des honneurs et qui, dans les fonctions administratives, judiciaires, diplomatiques, ou au Parlement, ont en quelques bonds franchi toutes les étapes et atteint, bien avant l'âge mûr, ces sommets où jadis, après avoir blanchi sous le harnois, parvenaient seuls quelques vétérans ! Certes qui vous eût dit, braves gens, têtes chaudes, idéalistes impénitens, qui combattiez autrefois l'Empire et aspiriez à la République comme au millenium, que vos efforts, vos sacrifices, le don de vous-même, tout cela avait pour objet et aurait pour résultat l'avènement au pouvoir de cette surprenante génération, vous eussiez obstinément refusé de le croire ! Et pourtant c'est bien par l'infiltration graduelle de ce réalisme égoïste et terre à terre que l'opportunisme s'est peu à peu transformé, et que, du parti énergique et sage de Gambetta, il est devenu ce je ne sais quoi qui n'a point de nom dans la langue des hommes et qui a livré au radicalisme tous les avantages de la concentration.

Car c'est bien au radicalisme qu'en fait est revenue la suprématie dans cette coalition. Le radicalisme : que ce mot n'aille pas éveiller de fausses idées dans l'esprit du lecteur. De tout temps — et heureusement ! — il y a eu des radicaux. Il y a eu des hommes plus épris de l'idéal que pénétrés des nécessités de la pratique ou des limites du contingent. Il y a eu de généreux imprudens prêts à tout risquer pour brûler une étape ; des esprits absolus incapables de comprendre et d'admettre les accommodemens et les approximations du relatif ; des dogmatiques résolus à imposer la

vérité, — leur vérité, — comme elle s'impose à eux, et à briser des résistances, à leurs yeux, de mauvaise foi; des révolutionnaires qui procèdent par la force et appellent tout délai trahison. Ces hommes sont le fléau et l'honneur de leur cause, l'âme et la perte de leur parti, le rebut et le sel de la terre, les apôtres de l'enthousiasme et les esclaves du fanatisme, les victimes désignées du ridicule et les martyrs du progrès. On les raille et on s'incline devant eux; on les maudit et on les adore. La France, Dieu merci, n'a point ignoré tout à fait cette espèce d'hommes : ils lui ont fait beaucoup de mal; ils lui ont fait beaucoup de bien. Ce n'est point d'eux qu'il est question quand on parle de nos modernes radicaux.

Le genre en est nouveau. Cet opportunisme, qu'ils s'étaient donné pour mission ici-bas de combattre, il les a pénétrés jusque dans la moelle de leurs os. Opportunistes, ils le sont dans l'âme; mais ce sont des opportunistes honteux, des opportunistes qui n'avouent pas, et qui s'efforcent de cacher leur secret sous la véhémence des protestations et la fureur des attaques. Leur méthode est simple. Le fin des fins, qu'ils ont su attraper, c'est, tout en comptant bien que la date de l'échéance ne viendra pas à maturité, de souscrire au public force lettres de change sur l'avenir. A la vérité, rien ne serait plus funeste pour ces fanfarons de réformes que d'être pris au mot; leur gagne-pain s'en trouverait aboli. Voilà un groupe qui passe sa vie, après avoir outragé et renversé Gambetta, à outrager et à renverser quiconque, parmi ses successeurs, fait le moins du monde figure d'homme d'État ou de gouvernement. Censeur austère des moindres contacts entre la droite et les modérés, il noue, non pas une, non pas deux, non pas cinq, non pas dix, mais vingt ou trente fois d'immorales alliances avec les pires ennemis de la République, afin de jeter bas des ministères républicains. Il a sans cesse l'excommunication à la bouche et à la main les armes les plus perfides. Et, cependant, ce même groupe ne cesse de jouir des ménagemens, c'est trop peu dire, des prévenances de la majorité républicaine, des faveurs du pouvoir, d'une part absolument disproportionnée dans la répartition des emplois. Ainsi s'est trouvé résolu, pour le plus grand bien de quelques politiciens, le problème en apparence et longtemps insoluble d'unir les avantages de l'intransigeance à ceux du ministérialisme, de siéger tout à la fois au sommet de la montagne pour y promulguer, au milieu de la

foudre et des éclairs, le décalogue du radicalisme, et dans les bas-fonds de la plaine ou du marais, pour y encaisser, dans une discrète pénombre, les menus profits de l'officialisme. Admirable position, et en effet vraiment digne d'envie que celle d'un homme qui déjeune d'un réquisitoire contre le ministère et dîne d'une faveur du ministre !

Aussi a-t-on vu naître, croître, se multiplier une génération de néo-radicaux qui forme le digne pendant des épigones opportunistes. Petits jeunes gens, que leur âge a mis à l'abri des épreuves, des combats, des sacrifices de jadis, entrés en maîtres dans l'héritage conquis par d'autres, ils ont pris la peine de récolter ce que d'autres avaient semé. Ils ont le verbe haut. Ils n'ont pas fait, comme les sectaires ou les *enfermés* d'autrefois, un pacte avec la mauvaise fortune. Au contraire : leur farouche intransigeance semble leur donner des ailes. Ils vont vite, très vite, oh ! combien plus vite que les naïfs retardataires dont les opinions doivent se mettre en règle avec leur conscience. A peine éligibles, quelque circonscription bien populaire se hâte d'envoyer à la Chambre ces jeunes rejetons de la bourgeoisie cossue. Et là, lestes, pimpans, se piquant de bon ton et d'élégance, talons rouges de la révolution rouge, aimables flâneurs de couloirs et de coulisses, ils ne cessent un instant de railler sans pitié, en petit comité, le puritanisme suranné des vieux républicains que pour aller flétrir sans vergogne, à la tribune, la lâche trahison de ces vétérans. C'est Cléon aboyant dans les jambes à Périclès : mais Cléon le corroyeur s'est décrassé; il a pris à Alcibiade quelque chose de ses grâces insolentes et Périclès, au lieu de le combattre et de l'écraser, le comble de faveurs et l'associe au pouvoir !

IV

On devine sans peine ce que peut devenir, dans un désordre si général, la pratique infiniment délicate de la méthode de gouvernement à la fois la plus haute et la plus difficile que les hommes aient jamais inventée. C'est du régime parlementaire que je veux parler. J'ignore si ce noble gouvernement, où il me semble bien voir la forme idéale de l'activité politique d'une humanité maîtresse d'elle-même et digne de fixer ses destinées, constitue une dérogation assez forte aux lois de l'évolution natu-

relle des sociétés pour être condamné à l'équilibre instable et à la prompte décomposition des produits artificiels. Ce que je sais bien, c'est qu'en France, depuis cent ans et plus, les esprits libéraux ont aspiré de toutes leurs forces à l'avènement de ce régime, dont notre pays n'a connu et goûté les bienfaits authentiques que pendant quelques courtes éclaircies sous la Restauration, la monarchie de Juillet et les deux Républiques.

Mais il faut croire que la prétention de mener de front la constitution d'un gouvernement vraiment représentatif et l'application radicale du principe de l'égalité démocratique a quelque chose en soi d'outrecuidant ! L'Angleterre, elle, a vu se prolonger un siècle entier, et même davantage, l'âge classique du parlementarisme, et elle en conserve aujourd'hui encore de beaux débris. Pour la France, ç'a été une sorte de chasse à la chimère. Toutes les fois que le gouvernement personnel a appesanti son dur joug sur la nation de 1789, elle s'est remise avec ardeur à la poursuite de ce noble régime de liberté et d'autonomie. Toutes les fois que le pays est rentré en possession de ses franchises et qu'il a cru pouvoir enfin mettre la main sur ce fantôme insaisissable, il l'a vu se dissoudre dans l'air et laisser à sa place une triste caricature du parlementarisme vrai.

Aussi est-il grand temps d'opposer une réponse péremptoire à ces ennemis implacables de la liberté qui, par un instinct infaillible, s'attaquent à son meilleur boulevard et prétendent rendre le régime parlementaire responsable des désordres et des erreurs de l'ère actuelle. L'a-t-on assez honni, ce pauvre régime parlementaire ! On a vu se former contre lui des coalitions de toutes les mauvaises humeurs, de toutes les colères, de toutes les rancunes. Le régime parlementaire ! c'est de lui que vient tout le mal, et l'on voit monter, s'enfler, déferler contre lui une marée de dénonciations ignorantes, les épigrammes des salons, et les calomnies des officieux du césarisme.

A cela il n'y a qu'une réponse, mais une réponse qui peut suffire :

Comment l'aurais-je fait, si je n'étais pas né?

Car il n'est pas né : car il n'existe pas : car il n'y a pas, à l'heure actuelle, en France, même les conditions élémentaires du parlementarisme. Ah ! sans doute, si l'on s'en tient à sa figure extérieure, à ces traits dont les plus apparens sont l'existence

d'assemblées délibérantes électives, le vote du budget et des lois, le gouvernement par un cabinet recruté dans la législature et solidairement responsable devant elle, la République parlementaire existe, et elle crève même les yeux. Mais ce régime n'a pas seulement un corps, il a une âme ; — et c'est le gouvernement du pays par des partis organisés, en possession de la majorité, à l'aide et par l'intermédiaire d'un cabinet qui est leur délégué et leur chef.

Cette simple définition ne dit-elle pas assez tout ce qui manque à notre pratique? Des partis organisés? Il n'y en a pas. Il n'y a que des groupes; ce qui est fort différent ou même tout le contraire. Un parti est un ensemble organique d'hommes associés par des principes communs, poursuivant la réalisation d'un programme commun, agissant de concert au grand jour et par des moyens légaux. Un groupe est la rencontre fortuite d'atomes isolés, rapprochés par des sympathies individuelles, unis pour la poursuite de fins personnelles, agissant de concert, dans l'intérêt de leur ambition, par des procédés de toute espèce. Autant la politique des partis est claire, nette, robuste, virile, parfois violente, toujours intelligible au pays et accessible à la masse, autant la politique des groupes est obscure, louche, indécise, tortueuse, toujours dominée par des considérations de personnes et des jalousies individuelles. La première a un lieu naturel, c'est la place publique, la tribune. Le lieu de la seconde, ce sont les couloirs, les antichambres ou les salons. Les partis sont une armée où règne une discipline toute militaire; ils ont des chefs et des soldats; chacun sert à son rang, heureux et fier, si modeste que soit sa place, de combattre sous le drapeau. Les groupes sont des sociétés de secours mutuels; ce sont des états-majors où il y a tant de capitaines qu'il ne reste plus de simples soldats; chacun y travaille pour soi, y tire de son côté, et finalement n'y suit que sa propre fortune.

Y a-t-il du moins une majorité? Pas davantage, et par les mêmes raisons. Ici encore, à première vue, il semble que la concentration républicaine ait dû en quelque sorte stéréotyper une majorité identique à elle-même. Il n'en a rien été, parce qu'en fait les élémens mêmes d'une majorité réelle faisaient défaut; et ici encore, la fiction de la concentration a porté ses fruits de mort. Les majorités qui se forment successivement sur telle ou telle question ne sont jamais identiques à la majorité purement arti-

ficielle et idéale qui est censée gouverner. Celle-ci comprend dans une touchante confusion les radicaux et les modérés, intransigeans, opportunistes, centre droit, centre gauche. Celles-là, en fait, sont presque toujours formées de l'un ou de l'autre de ces groupes avec l'appoint d'une partie tout au moins de l'opposition. S'agit-il de jouer un bon tour à la République? l'extrême gauche et la droite irréconciliable forment la majorité. S'agit-il de sauver une institution sociale? Les républicains modérés et la droite sage votent ensemble. Il est entendu que ces alliances d'un jour ne sauraient avoir de lendemain. L'idée ou plutôt le dogme de la majorité républicaine est entièrement indépendant de ces accidens de la pratique. De là vient qu'il y a bien des majorités, mais qu'il n'y a point de majorité au sens précis, positif, limité, où il faut prendre ce mot pour faire de la chose l'une des bases du régime parlementaire effectif.

D'où il résulte qu'il n'y a pas davantage de cabinets. Un cabinet, ce sont les chefs de la majorité, appelés aux affaires et chargés du pouvoir pour réaliser le programme du parti. Jusqu'ici nous n'avons rien vu de semblable. A vrai dire, il n'y a eu qu'un homme qui eût été en mesure de remplir ce rôle de leader tout en exerçant les fonctions de premier ministre. Cet homme c'était Gambetta. On sait quel concours de circonstances fit de son ministère — du *grand* ministère — l'un des plus tristes avortemens de la politique moderne et comment la coalition de l'Élysée-Grévy et de l'intransigeance-Clémenceau étrangla entre deux portes le vrai fondé de pouvoirs de la majorité républicaine. Les présidents du conseil qui se sont succédé depuis lors n'ont eu ni ces ambitions, ni ce destin. Jules Ferry, qui seul peut-être avait l'envergure d'un homme de gouvernement, succomba également sous la coalition des médiocrités qu'il offensait. Depuis lors il n'y a point eu de ministère au sens parlementaire du mot.

Les cabinets n'ont su ni vivre ni mourir. On peut dire que si, dans un sens, on en a changé sans cesse, dans un autre, jamais on n'en a changé. Ce que l'on appelle une crise ministérielle, c'est le plus souvent la sortie par une porte et dans un certain ordre de quelques messieurs, vieux, mûrs ou jeunes, précédés de l'un d'entre eux, et la rentrée par une autre porte et dans un ordre un peu différent de ces mêmes messieurs, jeunes, mûrs ou vieux, sous la conduite d'un autre d'entre eux. On a vu tel politicien diri-

ger aujourd'hui les Travaux publics, le jour d'après les Affaires étrangères, pour passer ensuite aux Finances ou à la Guerre, et, d'un vote qui renversait le gouvernement dont il faisait partie, se relever président du conseil. Qu'est devenue dans tout cela la solidarité ministérielle? Avec les savans dosages qui président à la formation de nos gouvernemens successifs tel figurait comme matière colorante dans le cabinet de janvier qui figure comme élément incolore dans le cabinet de septembre. Il semble que, dans ces incessantes mutations, il y ait des « immeubles par destination », des politiciens-pivots autour desquels tout tourne et qui restent seuls en place, changeant d'aspect et de valeur, suivant que le rayon lumineux qui tombe sur eux part de droite ou de gauche. D'où cette conséquence paradoxale, mais inéluctable : nos cabinets ne possèdent aucune solidarité d'action à un moment donné, mais déploient, dans la suite des temps, une incroyable continuité de routine. Des ministres dont l'existence ministérielle ne commence ou ne finit pas en même temps, dont quelques-uns représentent dans le gouvernement du jour celui de la veille ou y préparent celui du lendemain, ne sauraient atteindre cette unité de vues et de conduite qui est la condition *sine qua non* du régime parlementaire.

Ainsi disparaît la solidarité qui n'est plus qu'un vain mot : et du même coup s'en va aussi la responsabilité. Nul n'ignore que la responsabilité pénale, sauf des cas exceptionnels comme celui de l'infortuné Baïhaut, n'est qu'une formule vide de sens. La vraie responsabilité, celle que l'histoire atteste, c'est la cessation de l'existence collective d'un ministère, — pourvu que les individus soient frappés en même temps que la collectivité. Or chaque ministre espère que, si la responsabilité individuelle de ses collègues est mise en jeu, il échappera à la sienne ; qu'il touchera le port s'il a su « débarquer » à temps les associés qui l'embarrassent ; et qu'il sortira sans dommage de l'épreuve où ils ont succombé. Mais où manquent responsabilité, solidarité, majorité, peut-on dire que le régime parlementaire existe? et s'il n'existe pas, est-ce bien lui qu'il nous faut accuser?

V

Voilà donc en raccourci le bilan de la concentration. La France en a-t-elle assez? On a pu le croire. Au commencement de cette

législature, il s'est trouvé tout à coup que, de la bouche des partisans les plus obstinés de cette méthode politique, tomba la condamnation la plus rigoureuse de son emploi. Il fut soudainement entendu, là même où la veille encore on n'écoutait pas un mot contre la concentration, qu'elle avait tout gâté et qu'il fallait sans retard en finir avec elle. Unanimité un peu suspecte d'une conversion bien rapide! Pour comble de paradoxe, l'homme public qui fut le premier chargé de rompre avec le système et de revenir aux principes, ce fut précisément l'un de ceux en qui s'incarnaient le plus complètement les mérites, les charmes, les vices aussi et les périls de la concentration. Avec une prestesse qui fait plus d'honneur à la souplesse de son esprit qu'à la fermeté de ses convictions, M. Léon Bourgeois, qui s'était chargé de former un cabinet de coalition suivant la formule, se trouva tout à coup le chef d'un gouvernement de radicalisme pur. En dépit de l'étrangeté de cette métamorphose subie en chemin, on fut tenté au premier moment de crier avec la joie du naufragé qui aperçoit la terre : *Italiam! Italiam!*

Hélas! quelle déception! Sans doute, s'il joua le même vieil air de flûte qui nous poursuit depuis si longtemps, M. Léon Bourgeois le fit avec une maëstria nouvelle. Il eut l'art, tout en pratiquant résolument la politique d'ajournement, de piétinement sur place et d'escamotage qui avait été celle des plus usés parmi les hommes d'État de l'opportunisme, de se concilier les bonnes grâces des plus fougueux adeptes de l'intransigeance. C'était le régal des délicats. M. Paul Deschanel, qui se plaît aux subtiles contradictions des esprits absolus, n'avait jamais été à pareille fête. Les modérés n'en croyaient pas leurs yeux de voir ainsi se dissiper leurs craintes. Les radicaux, les socialistes eux-mêmes avaient endossé la livrée ministérielle avec une allégresse que l'on n'attendait point de leur intransigeance. Cette idylle réalisait la prophétie : on voyait paisiblement couchés l'un à côté de l'autre, que dis-je? attelés ensemble au char de l'État, le lion et l'agneau, sous la conduite d'un enfant, c'est-à-dire d'un homme sans fraude et sans artifice, comme M. Léon Bourgeois. Au fond c'était, avec un masque d'hypocrisie en plus, la concentration pure et simple, mais la concentration, au profit, non plus du radicalisme, mais du socialisme. M. Bourgeois n'osait pas encore faire entrer dans le compte effectif et ostensible de sa majorité le groupe de cinquante à soixante socialistes, dont l'entrée à la Chambre a été le trait

distinctif des élections de 1893 : mais il faisait du parti républicain l'humble instrument de cette fraction.

La loi de la concentration, c'est de donner tous les avantages solides et réels à l'avant-garde qui semble exclue de l'ordre de bataille et du partage des dépouilles. Longtemps l'intransigeance a vécu de l'exploitation systématique de ce fait. Aujourd'hui, elle a lassé sa clientèle. A force de pratiquer l'opportunisme tout en le dénonçant, elle s'est un tant soit peu éclaboussée de la boue qu'elle a lancée. A l'heure même où elle a fini par entrer dans les conseils du gouvernement, il s'est trouvé que, comme le gambettisme à l'avènement du grand ministère en 1881, elle était atteinte d'une maladie de langueur incurable, et que le pays avancé allait au socialisme comme jadis au radicalisme. MM. Millerand et Jaurès se sont faits les très habiles *impresarii* de ce changement de scène. Ils sont, — ou ils aspirent à être, — les Gambetta ou les Parnell de cette « nouvelle couche ». Discipliner l'indiscipline; coaliser des réfractaires; se rendre les maîtres du Parlement à l'aide de révolutionnaires ennemis jurés du parlementarisme; rassurer tout juste assez l'opinion sans cesser de l'effrayer autant qu'il convenait; lancer et retenir; pratiquer toutes les roueries du machiavélisme représentatif, tout en ayant sans cesse à la bouche les austères maximes du socialisme, telle est la tâche que se sont donnée ces deux hommes, dont l'un a tout le sang-froid d'un organisateur de la victoire, et l'autre toute la fougue d'un Mirabeau du quatrième état, sans que le premier en soit moins âprement passionné, ou le second moins savamment calculateur. Après tout, ce n'est pas la première fois qu'une tactique adroite met au service de l'absolu toutes les ressources du relatif. Windthorst, dans un tout autre ordre d'idées, a fourni l'inapprochable modèle de cette politique.

M. Léon Bourgeois croyait qu'il lui serait facile de détourner ce courant à son profit. Espoir naïf ! auquel il n'aurait pas encore tout à fait renoncé, s'il en faut juger par ses discours à la Chambre, ses harangues populaires et ses publications doctrinales. Il n'a point vu que cette façon de gouverner, en concentrant à gauche, ne livre pas seulement les modérés, pieds et poings liés, aux radicaux, ceux-ci aux néo-intransigeans de M. Goblet, ces derniers enfin aux socialistes. Et comme il répugnait à la Chambre, en dépit des habitudes de la discipline républicaine, de servir les intérêts de ce groupe, la machine parlementaire aurait tourné à vide si

l'on n'avait découvert le merveilleux secret de gouverner, non *pour* tel parti, mais *contre* tel autre.

C'est le groupe de ralliés, c'est la politique de désarmement, de réparations et de pacifications qui a fait les frais de ce dernier essai de concentration. Sur cette pente, insensiblement, on aurait été fort loin, si la présentation du fameux projet d'impôt global sur les revenus n'était venu fort à point effrayer les intérêts. Le Sénat, gardien vigilant des grands principes, vit clair; il agit résolument comme aux plus mauvais jours; il dut sortir de son calme olympien, et même un peu du cercle normal de ses attributions. Quand il eut déchiré les voiles et mis le doigt sur la plaie, le ministère Bourgeois n'était déjà plus. Il était tombé avec l'espoir de ressusciter à la Chambre ou tout au moins de léguer à ses successeurs un conflit aigu. Ce fut le ministère Méline qui sortit de cette crise. On ne veut point ici faire de politique au jour le jour. On ne s'étendra donc point sur le rôle d'un gouvernement qui compte tant d'hommes dont les talens et les services méritent respect et gratitude, et qui a si intimement associé son existence à la consécration solennelle de la grande alliance sur laquelle la France aime à se reposer avec confiance. Ce serait, toutefois, manquer gravement à la vérité que de prêter à ce cabinet une attitude absolument conforme à la mission qu'il semblait avoir reçue des événemens. Si jamais expérience fut décisive, ce fut assurément celle qui venait de se faire : il était démontré que le système de la concentration, usé jusqu'à la corde, ne pouvait se remettre en vigueur qu'au profit et pour le compte de ces partis avancés à l'endroit desquels le gros de la majorité républicaine ne ressent guère de tendresse. Raison suffisante, semblait-il, pour tenter, dans l'intérêt de la République et de l'ordre social, l'emploi d'une méthode nouvelle. Bien hardi qui oserait dire que cet essai viril n'ait jamais été dans les intentions du gouvernement. Plus hardi encore qui prétendrait qu'il ait été sérieusement fait par lui !

Il y aurait un critérium infaillible de cette bienfaisante innovation. Un ministère résolu à secouer le joug de la concentration aurait le courage d'accepter, de revendiquer hautement le concours de ce personnel suspect des ralliés ; il oserait prendre énergiquement en main la cause de la pacification des consciences sur le terrain religieux et scolaire.

Sur le premier point, — sur cette éternelle question des ralliés,

— il faut parler net. Tant que les républicains modérés n'auront pas compris que la forme du gouvernement est définitivement hors du débat; — tant qu'ils accepteront, fût-ce du bout des lèvres, la sotte et impertinente maxime d'après laquelle un cabinet doit se recruter parmi les républicains de la veille; — tant qu'ils verront dans les ralliés, non pas les têtes de colonne de la grande armée conservatrice, prête à opérer sa jonction, mais des suspects, des tard-venus, des citoyens de seconde classe; — tant qu'ils laisseront gouverner non pour et par le pays, mais par et pour le parti républicain; — tant qu'ils proclameront inviolables certaines lois et certaines mesures attentatoires à la liberté de conscience et fatales à la paix religieuse, la confusion et le mensonge de la concentration seront toujours une inéluctable nécessité. On l'avouera ou on la dissimulera. Elle se fera un peu plus à droite ou un peu plus à gauche. Elle ne pourra manquer de se faire, n'étant après tout que la fiction hypocrite destinée à perpétuer de vieilles querelles et des conflits périmés, aussi longtemps que les vraies résolutions n'auront pas été prises et que le partage des esprits ne se sera pas fait sur les questions actuelles et selon les opinions vivantes.

Qu'est-ce à dire, sinon que le ministère Méline n'a même pas abordé cette œuvre redoutable? Son courage ne va pas jusqu'à déblayer le terrain en répudiant le legs de l'intolérance anticléricale, ni jusqu'à creuser entre lui et les complices plus ou moins consciens du socialisme révolutionnaire un infranchissable fossé. A cette heure un gouvernement se caractérise et prend figure bien moins par ses amitiés, que le plus souvent il dissimule avec soin, que par les inimitiés qu'il affiche. Si M. Bourgeois méritait la reconnaissance des socialistes en détendant à petit bruit à leur profit les ressorts de l'autorité, il se plaisait surtout à évoquer l'antique spectre du cléricalisme. M. Méline, lui, ne gagne pas les suffrages des ralliés ou de la droite en redressant les griefs légitimes de l'Église, mais il évoque à son tour le non moins antique spectre rouge. Politique toute négative, inféconde au premier chef, qui a le seul mérite d'esquiver la question des ralliés. Celle-ci pourtant, — peu importante, si l'on ne tient compte que des chiffres, — a moralement une gravité suprême. Il s'agit de savoir si la République doit être la chose de tous ou le monopole d'une coterie. Quand bien même il n'y aurait qu'un rallié, de l'accueil qui lui serait fait dépendrait la solution du

problème parlementaire. Je sais bien que certains ralliés se donnent parfois l'air de prendre un étrange plaisir à hérisser leur chemin de difficultés. On dirait de gens qui ont peur d'arriver à leur but. Ils se sont décidés un peu bien tard à suivre l'exemple de leurs glorieux aînés, de ces fondateurs de la République, qui avaient bien autant de droit qu'eux à parler au nom des intérêts conservateurs et qui auraient exercé en leur faveur une bien autre influence, s'ils avaient trouvé plus tôt des imitateurs. Mais surtout ils ont le défaut de ne point savoir prendre un parti, s'y tenir, et y persévérer. Ils ne disent pas toujours assez clairement ce qu'ils veulent; et ils oublient trop souvent que le suffrage universel ne se conquiert point par tant de manèges et de coquetteries.

Ces critiques faites, il faut avouer que les difficultés opposées à l'admission des ralliés attestent un bien étrange état d'esprit. Il semblerait, Dieu me pardonne, qu'il s'agisse ici de religion! Ce ne sont pas des citoyens qui demandent leur place dans la République: ce sont des relaps qui ont l'impudence de réclamer les privilèges des confesseurs. On se croirait au temps de cette fameuse controverse des *lapsi* qui troubla si profondément l'Église d'Afrique au temps de saint Cyprien. De bonne foi, s'imagine-t-on pouvoir acclimater dans la cité ces pratiques exclues même du sanctuaire? Y aura-t-il désormais une orthodoxie, ou mieux, une aristocratie républicaine, une caste fermée à tout ce qui ne pourra faire ses preuves et exhiber ses quartiers de républicanisme? Tout cela prêterait à rire, si tout cela ne trahissait un fanatisme dangereux ou un implacable égoïsme. Étrange façon de tenir les ralliés à distance dans une république qui doit son existence à ces illustres ralliés qui avaient nom Thiers, Rémusat, Dufaure, Perier! Quarantaine plus étrange encore à infliger aux ralliés dans un pays où la victoire même des républicains est due aux suffrages des électeurs ralliés! Car enfin, par quel miracle la minorité impuissante des *Non* du plébiscite de 1870 ou des électeurs de gauche de février 1871 se serait-elle transformée en une majorité imposante, si la masse des *Oui* et des électeurs de droite ne s'était ralliée à la République?

Mais il y a plus. Sans ralliés un gouvernement ne peut vivre; et, seuls, les ralliés lui apportent les forces dont il a besoin. Les partis, — c'est-à-dire les associations d'hommes attachés à tel principe, poursuivant tel idéal, — sont nécessairement fort restreints.

Tout au plus peuvent-ils jouer dans l'organisme politique le rôle du levain qui fait lever la pâte. Ils sont les initiateurs, les apôtres, ceux qui répandent la bonne parole, ceux qui luttent, et ceux qui se battent. Mais ils ne réussissent, la victoire n'est à eux, que du jour où les masses indifférentes, incapables par elles-mêmes d'attachement, hostiles la veille encore sous une influence adverse, vont à eux, adoptent leurs idées et se rallient à leur doctrine. Un régime n'a d'assiette, il ne pousse des racines que le jour où il cesse d'être la propriété d'un parti pour devenir l'héritage d'une nation. La république ne sera vraiment intangible que le jour où elle aura laissé les ralliés la gouverner.

N'est-ce pas la leçon de l'histoire? En Angleterre, le régime parlementaire n'a été irrévocablement fondé que lorsque le gouvernement eut cessé, en 1760, d'être le monopole de la coterie des whigs de 1688. Jusqu'à l'avènement de George III, la dynastie des Stuarts et le dogme de la légitimité avaient conservé dans la noblesse rurale et le clergé anglican bien des fidèles. Le jacobitisme était une puissance, non seulement parmi les clans des highlands d'Écosse, où régnait, avec la pauvreté, l'esprit féodal, mais dans la riche et libre Angleterre. De la survivance de ce loyalisme antidynastique, le plus grave inconvénient n'était pas l'existence d'une faction rebelle, prête à s'insurger comme en 1745 : c'était l'influence délétère exercée sur le parti constitutionnel. Au nom du péril jacobite, les whigs se réservaient le monopole du pouvoir, à l'exclusion des tories, accusés, non sans raison, de sympathies illégales pour les Stuarts. Pendant plus d'un demi-siècle après l'avènement de la maison de Hanovre, les tories ou la droite conservatrice se virent en butte à une suspicion légitime parce qu'il y avait à côté d'eux une faction jacobite, recrutée dans les mêmes rangs, animée des mêmes sentimens, mais implacablement hostile à la Révolution de 1688 et à l'Acte de succession. Pendant plus d'une génération, sir Robert Walpole et les whigs pratiquèrent la politique de la concentration et de l'ostracisme. Elle porta ses fruits naturels : le régime parlementaire faussé, le développement inouï de la corruption, on ne sait quelle atmosphère de scepticisme gouailleur et d'âpre défiance, l'extrême suspicion dans l'extrême indifférence, l'abandon graduel des grands principes dont les formes constitutionnelles n'auraient dû être que le revêtement externe. Vint enfin le jour où les plus obstinés reconnurent que la dynastie des Stuarts était

irrémédiablement déchue, que la cause de la légitimité, perdant toute raison d'être, était devenue un principe de désordre, et que l'état de fait avait reçu la consécration du temps. Les tories se rallièrent en masse à la maison de Hanovre. Le jacobitisme ne fut plus que la superstition de quelques âmes tendres ou l'amusement de quelques esprits raffinés. Du coup la politique anglaise se releva d'un magnifique élan. C'était la cause de l'ordre qui semblait devoir profiter de ce changement : ce fut celle de la liberté qui en reçut un triomphal accroissement de forces. Le régime parlementaire atteignit son apogée. Suspects de la veille, ralliés du lendemain, les tories devinrent les plus sûrs défenseurs de la constitution et de la dynastie. Quant aux whigs, régénérés par l'adversité, exclus du pouvoir pendant plus de temps encore qu'ils n'en avaient eu le monopole, ils se retrempèrent dans l'opposition et donnèrent au pays ce parti libéral dont il n'avait pas moins besoin que d'un parti conservateur. L'Angleterre recouvra la plénitude de son unité morale à la veille même de la tempête qui bouleversa le monde entier : la Révolution passa; — et elle laissa ce royaume intact, libre, ordonné, glorieux, puissant.

VI

Les beautés de la concentration pourraient encore se discuter si les mauvais effets de ce régime ne dépassaient pas l'enceinte du parlement. Tout en gémissant sur le déplorable fonctionnement de la machine gouvernementale, il se concevrait que l'on n'y voulût pas porter la main si le pays lui-même, si l'âme même de la France ne souffrait pas de cet état de choses. Il y a peut-être de la sagesse à ne pas toucher d'une main trop hardie au mécanisme constitutionnel ou aux cadres des partis ou aux habitudes de la vie publique, quand c'est le personnel politique seul qui est en proie au mal et que la masse populaire est encore indemne et saine. Mais qui donc osera dire qu'il en est ainsi en France à l'heure présente? Qui soutiendra de bonne foi que l'ombre ne s'étend pas chaque jour un peu plus loin; que les ténèbres ne gagnent pas; et que dans l'obscurité grandissante on n'entend pas la voix de plus en plus incertaine et désespérée d'une opinion désemparée?

Oh! sans doute, si l'on consulte les rapports des préfets, les

articles des publicistes officieux ou les discours des orateurs du gouvernement, le tableau s'égayera des couleurs les plus riantes. Après tout, l'opposition la plus déloyale peut seule prétendre que la France n'ait point fait de progrès depuis vingt-cinq ans. Les libertés publiques? On n'eût pas même osé en rêver la dixième partie sous le second Empire. Une presse libre jusqu'à l'outrage; une tribune ouverte et accessible à tous; le Parlement maître des affaires; le pays en possession de choisir tous ses serviteurs depuis le chef de l'État jusqu'au maire de la plus humble commune; le droit d'association conféré aux ouvriers et largement pratiqué dans leurs syndicats; le droit de réunion à peine limité par l'insuffisance des mœurs, encore inférieures à la loi : voilà quelques-unes des franchises que la France de 1870 n'avait pas et dont la France de 1896 jouit comme de conquêtes immémoriales et inaliénables. La diffusion à haute dose de l'instruction populaire; les sacrifices immenses pour l'enseignement primaire; la réorganisation, le développement et l'émancipation de l'enseignement supérieur; la multiplication des routes, des ports, des voies ferrées, des canaux, des travaux publics de toute espèce; la réfection et le perfectionnement de l'outillage national: voilà pour quelques-uns des bienfaits moraux et matériels de ce régime calomnié. La puissance militaire de la France reconstituée; l'armée devenue l'école des vertus patriotiques en même temps que le boulevard de la sécurité nationale; le matériel de guerre refait; le domaine colonial décuplé, des empires d'outre-mer, en Afrique et en Asie, ajoutés au territoire de la mère patrie pour la première fois depuis que la monarchie de Louis XV avait laissé tomber en d'autres mains les Indes et le Canada; le prestige de la France, sa position de grande puissance patiemment restaurés; une grande alliance contractée, qui rétablit l'équilibre de l'Europe et qui fait dépendre le maintien de la paix d'autre chose que des bonnes intentions d'un souverain omnipotent: voilà pour l'œuvre nationale de la République. On a connu des régimes qui se contentèrent à moins.

Aussi bien le pays, dit-on, n'est-il pas ingrat. Voyez les élections partielles : qu'il s'agisse du Sénat ou de la Chambre, presque toujours, sauf dans quelques cantons obscurs réservés à l'opposition, l'élu, c'est un républicain, c'est un partisan des institutions existantes, c'est tout au plus un homme un peu pressé qui réclame des réformes et proteste contre le piétinement sur

place. Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes; et les optimistes haussent les épaules quand on parle du danger public.

Nous regrettons de ne pouvoir souscrire à cette béate confiance. A nos yeux, ce qui réjouit et rassure le plus les superficiels et crédules amis de la République, c'est précisément ce qui devrait les effrayer. On enregistre avec une satisfaction naïve les témoignages d'un état d'âme qui devrait en droite raison épouvanter. Oui, je le veux, les élections, ce baromètre de l'opinion, sont au beau fixe, — à supposer, cependant, que l'infiltration graduelle d'un pseudo-radicalisme dans les régions les plus conservatrices de la France soit un phénomène à négliger. Le pays ne fait nullement mine de répondre aux incessantes excitations de ces ennemis de la République qui mettent depuis vingt ans une infatigable persévérance à prophétiser sa chute pour le lendemain. Rien ne semble l'émouvoir : ni une situation financière dont un optimisme de commande pourrait seul se dissimuler la gravité croissante, ni l'odieux ou le ridicule de ces petits *Kulturkampf* administratifs, jetés comme un os à ronger au fanatisme anticlérical, ni l'injustice d'une loi scolaire qui n'a pas su comprendre que la liberté de conscience est autant et peut-être plus violée par la distribution, au nom de l'État et aux frais du contribuable, d'un enseignement absolument irréligieux — quand il n'est pas systématiquement antireligieux — que par l'imposition d'un enseignement confessionnel. Peu lui importe que les réformes demeurent éternellement en route; que la décentralisation n'ait pas fait un pas depuis le généreux effort de l'Assemblée nationale; que la vieille machine administrative, créée par Richelieu, perfectionnée par Louis XIV, remontée par Napoléon, continue à mettre au service d'un État soi-disant républicain des rouages expressément inventés dans l'intérêt d'un despotisme monarchique. Et, de fait, on a raison, les élections sont républicaines, et sauf sur quelques points isolés, grandes villes vouées au socialisme, campagnes inféodées à la tradition royaliste ou catholique, on voit sortir des urnes les noms des candidats agréables au gouvernement ou, ce qui n'est pas toujours la même chose, à ses fonctionnaires. Mais, parmi tout cela, le mal n'en fait pas moins de rapides progrès, et il est tout entier dans l'indifférence à la fois sceptique et résignée avec laquelle la masse de la nation envisage l'exercice de sa souveraineté. La fibre

populaire — sauf là où le fanatisme révolutionnaire vient la raffermir — a subi un étrange relâchement. Ce n'est plus que d'une prise singulièrement molle que la France tient à ces principes démocratiques et républicains auxquels elle avait voué naguère un culte si fervent.

Quelque chose d'analogue, je crois, s'était manifesté dans ces années du Directoire, où sous les formes de la liberté, avec le personnel de la grande tourmente révolutionnaire, se préparait, dans le scepticisme grandissant, dans le mépris des choses et des hommes, dans la corruption croissante des mœurs publiques et privées, l'avènement du césarisme. Cet air épais et lourd, n'est-ce pas celui que nous respirons? Ne sentons-nous pas tous vaguement qu'il s'est passé quelque chose de tragique dans l'âme de ce peuple, qu'il a perdu la foi ? Ces grands principes, pour lesquels il se serait fait allégrement casser la tête, il n'y voit plus que des attrape-nigauds. Revenus de tout, les citoyens n'ont plus l'idée saugrenue de s'éprendre d'un bel enthousiasme ni pour l'opposition ni pour le gouvernement. Mais qu'on y prenne garde! Cet universel détachement n'offre aucun point d'appui. Dans un sol aussi mou et friable, les racines ne sauraient s'enfoncer. Advienne un accident quelconque, que le cours régulier des choses soit un instant troublé, l'état de possession un moment interrompu : immédiatement, devant cet autre fait accompli, la même passivité qui acceptait le régime antérieur se rallie au nouveau régime. La résistance ne saurait où se prendre. Même comme cette lassitude, ce découragement, ce scepticisme recouvrent le plus souvent un grand fonds de dégoût pour les dogmes et les principes du libéralisme, il se trouverait que les indifférens de la veille, ceux qui n'auraient pas levé un doigt pour prévenir une faute ou réparer une erreur, se prendraient le lendemain d'un enthousiasme imprévu pour le nouvel état de choses. Les Français du Directoire subissaient tous les Fructidor et tous les Vendémiaire; ils n'eussent pas fait un pas pour opérer leur propre salut. Paraît Bonaparte, qui met sa forte main sur le ressort central de l'autorité. Ils l'acclament. Ils le poussent. Ils l'élèvent sur le pavois. Ils lui donnent la force sans laquelle il n'eût pu atteindre le but. Ils lui indiquent le but où cette force doit le mener; ils font un César de celui qui, sans ce réveil soudain, n'eût peut-être été qu'un Marius ou qu'un Monk.

Voilà le péril. Il est grand. Il l'est d'autant plus que, si le cours des événemens a fait jusqu'à un certain point en ce pays la liberté solidaire du régime parlementaire et ce régime solidaire de la République, l'histoire, de son côté, indique le césarisme comme le terme presque fatal de l'évolution démocratique. M. Frédéric Harrison, l'éminent disciple d'Auguste Comte, un homme qui connaît et qui aime notre pays, déclarait l'autre jour dans la *Revue positiviste* anglaise que la France attend et demande l'homme du pouvoir personnel. Qu'on ne s'y trompe pas! ce ne serait point un roi, — surtout pas un roi constitutionnel, — qui recueillerait la succession éventuelle de la République. On ne refait pas une monarchie une fois tombée. Les Restaurations sont des trompe-l'œil. Le trône repose sur un ensemble de traditions, d'instincts, de préjugés, d'habitudes qui, une fois détruits, ne se reconstituent pas artificiellement et à point nommé. C'est un vieil arbre, moussu, couvert de lierre, avec des racines poussant et pivotant dans tous les sens, que l'on a abattu : on relève un tronc mort qu'on replante de force. Une loi apparemment inéluctable veut que, pour les démocraties qui ont répudié leurs institutions immémoriales, séculaires et héréditaires, — monarchiques, en France ; à Rome, républicaines, — le césarisme soit une forme de transition inévitable.

Deux fois la France a fait l'épreuve de cette fausse autorité : elle sait ce qu'il lui en a coûté. Il serait impardonnable de retourner une troisième fois les yeux ouverts à cet abîme. Non qu'une royauté ou un empire pût, à cette heure, nous rendre le despotisme écrasant de Napoléon Ier ou le régime strictement personnel des débuts de Napoléon III. J'estime au contraire que, précisément, l'une des causes qui contribuent le plus à l'affaiblissement actuel de la République ou même du régime parlementaire, tendrait à prévenir, le cas échéant, le retour pur et simple de la dictature. Je veux parler de ce fait curieux qu'un grand nombre des principes et des idées qui formaient en quelque sorte le patrimoine de 1789, ont cessé d'être spécifiquement républicains ou même libéraux. Par là même ils ont cessé de constituer une force très précieuse au service de l'institution républicaine ou de l'idée libérale. Il fut, en effet, un temps où la liberté de la presse, la responsabilité des ministres et des agens du pouvoir, l'élection des maires, l'égalité absolue devant l'impôt du sang, le souci démocratique de l'instruction populaire, faisaient partie intégrante

de l'héritage des républicains ou, tout au moins, des libéraux. L'un de ces principes ne pouvait triompher sans que, du même coup, la République ou du moins le régime parlementaire n'en reçût un puissant élan. Inversement ni le parlementarisme ni surtout la République ne pouvait s'établir sans donner à ces principes un commencement d'application. Ainsi s'était nouée une sorte d'alliance matrimoniale indissoluble. Aujourd'hui elle est singulièrement relâchée, si même le divorce n'est pas accompli. D'une part, on ne saurait dire que la République, sous le règne de l'opportunisme, se soit montrée bien fidèle et bien exacte à tirer ces conséquences libérales de son principe. D'autre part, beaucoup de ces libertés, jadis en fort mauvaise odeur auprès des champions de l'autorité, leur ont fait apprécier, dans l'opposition, leur caractère bienfaisant et tutélaire. Dans une large mesure elles sont devenues le patrimoine commun de tous les partis et de tous les esprits. Des engagemens ont été pris, auxquels sans doute il ne faudrait pas se fier outre mesure si, dans le même temps, des habitudes, difficiles à perdre, ne s'étaient formées. En cessant donc d'être le monopole du régime républicain, ces libertés nécessaires, postulats essentiels du libéralisme minimum, sont devenues le bien commun de tous les partis; elles se sont comme incorporées à la substance même de l'esprit public. Il y a tout lieu de croire qu'un troisième empire, si la France devait courir une fois de plus l'aventure bonapartiste, différerait du second, en fait de franchises civiques et d'institutions libérales, autant pour le moins que celui-ci différait déjà, sous ce rapport, du premier.

La consolation d'ailleurs est mince : ce n'est point là un soporifique à administrer à ce pays de France en face des luttes viriles où ses intérêts comme son devoir le doivent engager contre le césarisme sous toutes ses formes. Il y va de l'honneur national. Il y va de l'issue même de cette grande évolution qui emporte les sociétés modernes vers un avenir encore obscur et qui dégénérerait bien vite en un grossier matérialisme sans le noble effort moral d'un peuple libre, maître de soi, ferme en ses desseins, tendant tous les ressorts de son être, reconnaissant la souveraineté de la conscience et s'exerçant à la pratique sans défaillance de toutes les libertés.

VII

Car c'est bien d'une crise universelle, qui dépasse les frontières d'un pays et d'un continent, que j'ai tracé ici le tableau. A cette heure, le sort des gouvernemens libres, du régime parlementaire, des institutions représentatives est partout en question. Là même où les principes du *self-government* semblaient consolidés depuis des générations, des courans nouveaux en ébranlent les fondemens avec violence. Il serait vain de prétendre donner, même en raccourci, une description de ce phénomène. Qu'il me suffise d'en noter rapidement les traits les plus saillans.

En Angleterre, nous avons assisté à une volte-face de l'esprit public qui équivaut à une vraie révolution morale. Pendant les cinquante années qui suivirent la grande réforme électorale de 1832, le libéralisme semblait avoir irrévocablement triomphé. De 1830 à 1874, le parti libéral occupait seul le pouvoir pendant trente-deux années, le partageait quatre ans sous lord Aberdeen avec les amis de Peel, et ne le laissait que huit ans aux conservateurs. Ceux-ci, pendant toute cette période, ne voyaient qu'une seule fois — en 1841 — les électeurs leur donner la majorité à la Chambre des communes. Quant au programme libéral, si les libéraux le réalisaient graduellement à la tête des affaires, les conservateurs, une fois au pouvoir, en maintenaient les articles mêmes qu'ils avaient le plus vivement combattus dans l'opposition et, cédant à la pression de forces irrésistibles, prenaient même l'initiative des mesures les plus radicales : Peel, en 1846, de l'abrogation des droits sur les céréales, Disraeli, en 1867, de la réforme électorale. Mais tout cela n'était rien auprès de ces deux faits : la pénétration intime de l'esprit conservateur par les doctrines propres du libéralisme, tellement que Robert Peel était peut-être un plus authentique représentant de la tendance progressiste que lord John Russell, et que le dernier lord Derby eût rendu des points à Cobden et à Bright sur le terrain du laisser faire économique et de la paix à tout prix; puis l'accession constante, ininterrompue, en quelque sorte fatale, des jeunes générations, à mesure qu'elles prenaient conscience d'elles-mêmes, à la foi libérale.

L'apogée fut atteint sous le premier ministère Gladstone, de 1868 à 1874. A cette dernière date, la victoire électorale de Disraeli en marqua le terme. Depuis lors, grâce à une série de

causes, parmi lesquelles il faut compter l'avènement de la démocratie par l'achèvement de l'universalisation du suffrage en 1884 et l'épuisement du programme des réformes purement politiques, un énorme changement est survenu. Le schisme libéral unioniste de 1886 en a été le symptôme, la conversion de M. Gladstone au *home rule* l'occasion ou le prétexte. Il était naturel et à prévoir que l'aristocratie whig, une fois sa tâche accomplie, graviterait vers l'orbite du conservatisme où l'attiraient toutes ses sympathies, tous ses instincts et tous ses intérêts. L'imprévu, l'extraordinaire, ç'a été qu'à la défection en quelque sorte légitime d'un duc de Devonshire se joignît la volte-face d'un Chamberlain, c'est-à-dire de l'homme d'État qui avait été le plus loin dans la voie des avances au nationalisme irlandais et au socialisme anglais. Voir l'ex-leader radical siéger à côté de lord Salisbury dans un cabinet conservateur où il balance l'autorité de son chef et celle de M. Arthur Balfour ; le savoir en passe de recueillir, s'il le veut, la succession de Disraeli à la tête du torysme rajeuni et renouvelé, c'est assurément là un signe des temps. Les positions de jadis sont complètement renversées. C'est au tour des conservateurs de couler au pouvoir autant d'années que leurs rivaux y passent de mois. C'est aux libéraux à se laisser envahir par ces doctrines conservatrices qu'ils eussent naguère répudiées avec horreur. Avec les progrès de l'*impérialisme* et de ce chauvinisme *jingo* qui a peut-être plus à attendre de lord Rosebery que de lord Salisbury, le parti libéral a ouvert la place à l'ennemi. C'est la revanche du torysme. Dans le même temps où l'esprit des soi-disant progressistes se laisse saturer d'élémens rétrogrades, la jeunesse, au lieu d'apporter chaque printemps au libéralisme le contingent de ses recrues, se porte en masse au néo-conservatisme.

Cette révolution a déjà porté ses fruits. Il y a un an, le corps électoral donnait à lord Salisbury une majorité presque sans précédent de cent cinquante voix. C'est la réconciliation ou la fusion de ces classes si longtemps hostiles, — l'aristocratie foncière et la haute bourgeoisie à fortune mobilière. C'est l'embrassement de la terre et du capital. Bien qu'en Angleterre le régime parlementaire ait pour lui les traditions d'une histoire six fois séculaire, ce n'est point à son profit que s'est accompli ce triomphe conservateur. La Chambre des communes n'occupe plus tout à fait dans la vénération instinctive de l'Anglais la

place qu'elle y a si longtemps tenue. Cette année, de même qu'en des lieux plus voisins de nous, on a surpris un *ouf!* universel de soulagement quand la *mater parliamentorum* s'est ajournée : de l'autre côté de la Manche l'opinion commence aussi à redouter un peu la réouverture des sessions. M. Balfour, qui est le leader de la Chambre, n'a pas dissimulé à ses collègues qu'à son avis le parlementarisme est en train de subir une épreuve décisive. Le développement de l'obstruction systématique a nui au bon renom et à l'efficacité de la législature. Il a entraîné des scènes scandaleuses. Il a provoqué l'adoption d'un ensemble de règles et de clauses pénales, aussi contraires aux nobles coutumes de Westminster qu'à l'esprit du régime délibératif. Déjà les conditions essentielles du gouvernement parlementaire commencent à n'exister plus. Au lieu de deux grands partis, se faisant contre-poids et se succédant l'un à l'autre, la Chambre s'est émiettée en une poussière de groupes. Dans la majorité ministérielle on en compte deux, peut-être trois; l'opposition libérale en contient deux, sinon trois; les nationalistes irlandais se subdivisent également en trois factions ennemies.

Le gouvernement de cabinet lui-même fléchit; lord Salisbury, grand innovateur bien que conservateur résolu, tend à y substituer le pouvoir personnel d'un homme — à tout le moins en matière de politique étrangère, où l'union entre ses mains du portefeuille du Foreign office et des sceaux de premier ministre le soustrait à tout contrôle. A l'intérieur un trio, lord Salisbury, son neveu, M. Arthur Balfour, avec M. Chamberlain, — parfois, quand le duc de Devonshire et M. Goschen s'y adjoignent, un quintette, — réduit à une vaine parade les fonctions des quatorze autres *Cabinet ministers*. Dans cette Angleterre démocratisée et vulgarisée où la ligue des Primevères exploite avec tant de succès, par l'intermédiaire de grands seigneurs, de grandes dames et d'habiles gens, les petitesses et les basses ambitions de la nature humaine et le *snobisme* politique, le parti relâche de plus en plus ses liens; l'homme providentiel s'empare de plus en plus de l'imagination populaire. La patrie à jamais vénérable du régime parlementaire, la terre classique et glorieuse du libéralisme glisse sur la pente de cet impérialisme bâtard dont Disraeli avait fait le rêve malsain.

A côté d'un pareil fait, tous les autres pâlissent. Il ne saurait cependant être sans intérêt de passer rapidement en revue les

principaux États du monde, afin d'y faire toucher du doigt cette dangereuse réaction contre les formes consacrées du libéralisme ou du constitutionnalisme historique.

L'Allemagne n'a pas encore conquis le régime parlementaire. Contentons-nous donc, — en dehors du courant étrange qui emporte vers le pouvoir personnel et qui tend à retremper dans les eaux troubles du napoléonisme la royauté germanique des Hohenzollern, — d'y signaler la crise à laquelle n'ont pas échappé les partis. Par malheur, si c'est avant tout le parti de l'ordre moral qui se trouve éclaboussé de la boue de tant de récens scandales, tous les autres semblent en proie à une sorte de décomposition. Les nationaux-libéraux, ces opportunistes de l'Allemagne, jadis agens si actifs et si puissans de l'unité germanique, aujourd'hui finalement apprivoisés et domestiqués, ont abdiqué tout vestige de leur ancien libéralisme. Ils ouvrent leurs rangs à des agrariens et à des antisémites. Ils ne retrouvent plus assez de virilité pour se dégager des complicités réactionnaires. Ils se voient peu à peu délaissés par les électeurs. Le centre catholique, cet admirable parti de résistance que Windthorst conduisit si longtemps à la victoire et qui sut, dans le Kulturkampf, faire reculer et capituler Bismarck au zénith de sa fortune, le centre hésite, ne se sent plus dirigé, devient presque gouvernemental, et perd ce caractère unique d'armée libérale de la foi et de champion tout moderne de l'Église éternelle. Dans les rangs du parti progressiste, le doute et le découragement ont fait aussi leur œuvre. Un schisme l'a coupé en deux tronçons, dont l'un se distingue mal de l'incolore et inerte nationalisme libéral, et dont l'autre, malgré l'énergie de M. Richter, met surtout en lumière l'impuissance vieillotte et l'impopularité foncière du radicalisme bourgeois. En face de tous ces groupes plus ou moins frappés de langueur, la démocratie socialiste seule grandit sans cesse; elle tend de plus en plus à englober dans ses cadres fortement constitués la totalité des classes ouvrières allemandes; elle est assez forte pour représenter tout à la fois la révolution de l'avenir et l'opposition légale du présent.

Cette espèce de banqueroute du libéralisme bourgeois est encore plus tragiquement complète en Autriche. Là on dirait vraiment que ce parti politique, après avoir joué un si grand rôle dans la révolution de 1848, et dans l'ère constitutionnelle qui suivit Sadowa, n'a même plus place au soleil. Exproprié d'un côté par

l'antisémitisme qui a mis la main et sur la municipalité de Vienne et sur la diète de la Basse-Autriche et qui se promet de pénétrer en vainqueur au Reichsrath aux prochaines élections générales, il se voit menacé de l'autre par le socialisme qui s'organise avec une rare persévérance dans le peuple et qui compte sur la nouvelle *curie* du suffrage universel pour obtenir quelques mandats législatifs. Le libéralisme, irrémissiblement solidarisé avec le centralisme teuton, avec la haute finance juive, avec le rationalisme infécond, est accusé de n'avoir tenu aucune de ses promesses, d'avoir fait de la liberté politique un fétiche, du privilège son idole, et d'avoir méconnu également les saintes et vivantes traditions du passé, les aspirations généreuses du présent, et les droits de l'avenir.

En Belgique, le libéralisme a eu une histoire infiniment plus glorieuse. Plus d'un demi-siècle de liberté vraie, de gouvernement parlementaire réel, de prospérité matérielle et morale, n'a pu pourtant préserver ce parti politique et son congénère, le radicalisme, d'une éclipse que l'on se plaît à croire temporaire, mais qui, pour le moment, est presque complète. Depuis l'avènement du suffrage universel, même entouré des précautions compliquées de la loi, en dépit aussi des belles et salutaires traditions de l'autonomie communale et des franchises locales, le peuple belge s'est détourné des doctrinaires et des progressistes. Il a donné dans la Chambre une majorité énorme au parti catholique. L'opposition comprend à peine quelques rares libéraux, à côté d'un groupe socialiste compact et nombreux. C'est l'effacement presque total des partis moyens. C'est l'abdication du libéralisme en même temps que la dépossession de la bourgeoisie.

En Italie, la révolution n'est pas encore aussi avancée. Toutefois, depuis vingt ans, de bien graves changemens y sont survenus dans l'organisation des partis. Là aussi il a semblé que le triomphe du libéralisme dût être le prélude de sa fin. L'avènement de la gauche au pouvoir en 1876 a donné le signal de cette lente et constante évolution qui, sous le nom légèrement pédantesque de transformisme, a réduit les partis à l'état de poussière, a fait du régime parlementaire une triste contrefaçon. Là aussi, devant l'impuissance chaque jour plus avérée du libéralisme traditionnel, les cadres ont éclaté; les esprits ont secoué le joug bienfaisant des principes; la politique est trop souvent descendue au niveau d'une espèce de maquignonnage d'intérêts ré-

gionaux ou individuels. Là aussi enfin le socialisme a paru devoir hériter de tout ce que perdaient les anciens partis. Il a exercé sur des âmes lassées, déçues, irritées, mais affamées d'idéal, une attraction fort explicable. Le règne de l'opportunisme inauguré par Depretis, maintenu et développé par M. Crispi, a porté ses fruits naturels. Au scepticisme a succédé la corruption, au scandale le dégoût, au détachement la colère et la haine.

Si tel est le spectacle que nous offre la vieille Europe, la jeune Amérique nous donne-t-elle au moins la consolation d'un meilleur état de choses? Je m'en voudrais d'assombrir le tableau, mais en vérité l'observateur impartial ne saurait peindre couleur de rose la condition morale et politique de ce grand pays d'outre-mer. La survivance de partis vieillis, de mots d'ordre périmés, de principes fictifs et d'enthousiasmes factices y est un mal plus grand encore peut-être que de ce côté de l'Atlantique. Républicains et démocrates occupent encore la scène. Seules ces deux grandes armées supérieurement organisées sont en état de se mesurer, de se livrer des batailles en règle et de conquérir le pouvoir. La machine — par où il faut entendre les cadres permanens des partis — a été portée à un degré de perfection tel que les rouages en fonctionnent en quelque sorte à vide et broient impitoyablement toute tentative d'émancipation populaire. Alors que les questions à l'ordre du jour jettent la division dans les rangs des partis classiques et devraient les désagréger, ceux-ci subsistent en vertu de la force d'inertie ; ils asservissent le corps électoral; ils faussent les résultats des appels au pays; ils encombrent le terrain d'une foule de vieilles rancunes, de vieux préjugés, de souvenirs irritans; et ils forcent le peuple le plus libre du monde à résoudre les problèmes actuels non dans leurs termes propres, mais en les compliquant à plaisir d'une quantité de données léguées par les conflits de jadis. Le mal est devenu si grand que les classes, ailleurs qualifiées de dirigeantes, en proie à une défiance incurable pour les procédés de la démocratie, redoutant de se commettre avec le peuple, se sont réfugiées dans une sorte d'émigration à l'intérieur. L'opinion commence à désespérer de trouver une solution libérale du problème du gouvernement municipal des grandes cités, tel que le posent avec une urgence chaque jour plus grande les scandales du Tammany Ring à New-York, de Philadelphie, de Chicago, etc.

Il n'est pas jusqu'aux institutions centrales de la République

qui ne soient frappées de discrédit. La Chambre des représentans, toujours enfant terrible, a trouvé le moyen de se surpasser dans la pratique du *lobbyisme*, du *log-rolling*, et autres péchés mignons des législateurs américains. Le Sénat, — qui est peut-être, avec la Cour suprême, la clef de voûte de cet édifice majestueux, — ce grand corps destiné à servir de trait d'union entre les deux pouvoirs, législatif et exécutif, aux attributions desquels il participe, — cette vénérable assemblée chargée de représenter le principe de la souveraineté des États particuliers et de jouer le rôle d'un congrès d'ambassadeurs plus encore que d'une Chambre législative, — le Sénat lui-même a subi une étrange décadence... Ce n'est plus l'imposante assemblée au sein de laquelle les Calhoun, les Clay, les Webster, les Sumner exerçaient avec dignité un mandat quasi international. Des superbes privilèges qui convenaient si bien à un corps de graves plénipotentiaires, il n'a guère conservé que ce qu'il en faut pour paralyser son action : l'absence de règlement, de clôture, de puissance disciplinaire. Il est devenu le terrain de manœuvres préféré des grands acheteurs de votes : témoin le scandale de l'article des sucres dans le tarif Carlisle. Grâce à l'érection précipitée en États de territoires du Far West, à peine sortis de la phase turbulente du camp de mineurs, il compte parmi ses quatre-vingt-dix membres un fort contingent de démagogues : populistes, argentistes, *popocrates*, etc.

De tout cela résulte, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, une croissante indifférence à l'égard de l'œuvre des ancêtres et comme une tentation de demander aux hommes ce que les institutions semblent impuissantes à donner. La grande partie qui vient de se jouer n'est rassurante qu'à demi en dépit de l'issue, c'est-à-dire de la victoire, avec M. Mac-Kinley, de la cause de l'ordre social ; et de la défaite, avec M. Bryan, d'un charlatanisme assez grossier. Des forces révolutionnaires jusqu'ici inconnues ont paru sur la scène. On a entrevu le spectre inquiétant d'une sorte de césarisme socialiste, ennemi de la Constitution et de ses garanties, de la Cour suprême et de ses prérogatives, de la séparation des pouvoirs et autres institutions tutélaires, sauvegarde de la liberté dans une grande démocratie. D'autre part, l'armée de l'ordre a paru trop docilement obéissante aux volontés, aux intérêts et jusqu'aux préjugés d'une espèce de haute finance, dont l'omnipotence économique est un grave péril et dont la toute-puissance politique serait un mal plus grand encore. Entre

les masses naïvement partageuses sur l'ignorance desquelles M. Bryan avait spéculé et l'aristocratie ploutocrate dont M. Mac-Kinley a servi la cause, il n'y a guère de place pour ce grand parti de réforme sociale dont la formation seule éviterait aux États-Unis de redoutables conflits et de déplorables malentendus dans l'avenir.

VIII

C'est donc bien à une sorte de jugement de Dieu que va se trouver soumis dans presque tous les pays libres le régime parlementaire, représentatif, constitutionnel, sous toutes ses formes. Il se passe à la fin de notre XIXe siècle, pour le constitutionnalisme moderne, quelque chose comme ce qui se passa pour la Réforme, à la fin du XVIe siècle. Après une première période de lente croissance, de luttes, de succès incertains et partagés, de revers douloureux, survient l'ère de la victoire, des conquêtes faciles, du triomphe presque universel. On dirait le nouveau principe sur le point d'entrer en possession du monde entier. Devant lui, il semble que les croyances ou les institutions du passé n'aient plus qu'à battre en retraite. C'est précisément l'heure où la réaction va commencer. La victoire affaiblit le vainqueur : aux sacrifices qu'elle lui demande, aux accommodemens, aux transactions qu'elle lui impose elle ne laisse pas de joindre certaines corruptions qu'elle lui fait éprouver. Au lendemain même des succès, elle ébranle, elle diminue la vertu qui en a été la raison d'être, qui en serait la garantie. En même temps la défaite purifie, ennoblit le vaincu. Il arrive que ce qui faisait l'originalité, la force, le ressort de la cause victorieuse, les vaincus s'en emparent, le retournent contre leurs adversaires, et obtiennent au prix de cette espèce de conversion le redressement de leurs griefs et la réparation de leurs malheurs devenus injustes.

Ainsi, la contre-réformation, après le concile de Trente, inocula au catholicisme une large dose de cet enthousiasme moral, de cette piété austère, de cette religion intérieure qui jusqu'alors avaient été ou avaient paru être en quelque mesure le privilège des novateurs. Pénétrés de l'esprit nouveau, les défenseurs de l'ancienne foi reprennent courage et reprennent pied. Ils passent de la résistance pure et simple à l'offensive ; ils redeviennent agresseurs et conquérans. Les grandes luttes du XVIe siècle, du siècle de Lu-

ther, de Calvin, d'Henri VIII et d'Erasme, de l'âge qui vit déchirer en deux la robe sans couture, rompre l'unité de l'Église, et violer irrévocablement ce bel idéal de la chrétienté une et indivisible. aboutissent, — épilogue inattendu, — à ce grand siècle majestueux du catholicisme, à cet âge de Pascal, de Bossuet, dans lequel on ne sait trop, tant ces influences diverses et même contraires se sont entremêlées, entre-croisées et enchevêtrées, qui l'a définitivement emporté, de l'autorité ou de la liberté, de la Réforme ou de la religion des ancêtres.

En sera-t-il de même pour ce grand mouvement libéral qui, sous tant de rapports, a joué dans notre XIXe siècle le rôle de la Réforme au XVIe? Nous avons vu le triomphe du libéralisme. Nous avons assisté à la conquête de tous les châteaux forts de la réaction tombant successivement en son pouvoir. Nous avons pu croire vaincues les dernières résistances et que, sans alliage, sans retour et sans fin, l'avenir était au régime parlementaire, au gouvernement représentatif, au principe électif, aux institutions démocratiques. A cette heure, la réaction a commencé. Une fois de plus, la victoire semble devoir enfanter la défaite. Une fois de plus, le parti vainqueur s'est laissé à la fois assagir et corrompre par le pouvoir; il en a subi les légitimes influences et les mortelles déchéances; il a modifié ses principes, allégé ses programmes, adouci ses méthodes, renouvelé son personnel. Et, une fois de plus les enseignemens de l'adversité, l'habitude de la lutte, l'appel forcé au droit commun, la pratique virile de la résistance ont fait l'éducation des vaincus.

Il se rencontre aujourd'hui ceci : l'intérêt suprême de la liberté, ce n'est pas que le régime soi-disant libéral subsiste tel quel, avec le maintien intégral de ses lois de colère et de combat et avec l'exercice exclusif du pouvoir par son personnel usé et discrédité. Tout au contraire : c'est que l'on ose enfin faire subir aux lois et aux hommes le changement radical et profond, qui seul pourra dégager les institutions d'une solidarité mortelle et leur donner un nouveau bail de vie. En d'autres termes, il faut choisir entre la République de parti et la République nationale, entre le gouvernement du pays par une coterie au profit d'une coterie et le gouvernement de la France pour la France.

Après tout rien n'est pire que la survivance de formules périmées et de partis qui ont perdu leur raison d'être. Admirable instrument, un parti est un maître détestable. Aussi longtemps qu'il

est purement et simplement le moyen que les hommes emploient pour atteindre un certain but, il est digne de toutes les obéissances, de tous les dévouemens, de toutes les fidélités. Dès qu'il devient fin en soi, dès qu'on sacrifie au maintien de cet être de raison, de cette entité artificielle, les intérêts vitaux de la nation, quand la superstition du parti se constitue, c'est le pire des esclavages qui naît et un tel joug doit être brisé à tout prix. Assez et trop longtemps la politique de la France a été paralysée par des mots qui recouvrent simplement des appels aux plus tristes passions ou aux plus sots préjugés de l'âme humaine. Assez et trop longtemps des libéraux qui avaient cru devoir faire à la cause des libertés publiques, du régime parlementaire, du *self government* le sacrifice de leurs souvenirs et de leurs préférences et qui avaient contribué à fonder la République dans l'inrêt présumé de toutes ces franchises, ont consenti, au nom de la discipline républicaine, sous le prétexte des nécessités républicaines, à accepter un mot d'ordre qui leur répugne, à pratiquer une solidarité qui leur déplaît, et à ajourner des réformes ou des réparations dont l'urgence les hante. Assez et trop longtemps l'alpha et l'oméga de la vertu républicaine a consisté, d'une part, à s'interdire de toucher à ces deux ou trois lois prétendument sacrées, où l'on veut faire voir le palladium de la République et qui ne sont guère que l'insolente négation des droits de la conscience; et, d'autre part, à s'abstenir de poser hardiment le pied dans cette voie du socialisme d'État conservateur qui seule peut, d'étape en étape, nous mener sans révolution à la juste société de l'avenir.

On nous interdit d'amender ou plutôt de transformer du haut en bas la loi scolaire, la loi militaire; de rédiger enfin la loi organique qui mettra en ce pays le droit d'association — fût-ce celui des congrégations religieuses — à l'abri des monstrueuses atteintes du pouvoir civil; de rétablir le respect et la bonne volonté mutuels dans les rapports de l'Église et de l'État; de rendre la paix aux consciences et de reprendre enfin cette œuvre vraiment salutaire de décentralisation, en dehors de laquelle la liberté, dans un pays régi par l'administration de Richelieu et de Napoléon, n'est qu'un décor et un trompe-l'œil. Tout cela, qui serait proprement l'application d'un libéralisme élémentaire, on nous le défend en tant que républicains, au nom des intérêts sacrés de la République.

Quant à prendre en main la législation protectrice du travail;

quant à créer enfin des institutions sérieuses de conciliation et d'arbitrage; quant à toucher à la question de l'assurance obligatoire contre le chômage, la vieillesse et la maladie; quant à aborder la réglementation sanitaire des ateliers et des logemens, l'organisation efficace de l'inspection, la limitation des heures de travail des enfans, des femmes et de certaines industries spéciales, le problème si ardu et si urgent du minimum vital de salaire, halte-là! C'est au nom du libéralisme, cette fois, — de ce même libéralisme que l'on exorcisait tout à l'heure sur le terrain politique, — que l'on nous adjure de ne pas faire un pas de plus dans cette voie de perdition. Il faut entendre l'accent onctueux avec lequel on invoque à cette occasion les immortels principes et ce dépôt inviolable des conquêtes révolutionnaires! Et voilà comment d'honnêtes gens, des esprits généreux et justes peuvent se laisser arrêter, tantôt par l'appel à la discipline républicaine, quand ils voudraient faire un peu de libéralisme, et tantôt par l'appel à la tradition libérale, quand ils voudraient faire un peu de justice sociale.

Jamais la concentration républicaine n'aura d'autre sens. C'est dire assez, je pense, que jamais la conscience ne pourra ratifier le culte de ce fétiche. Or je tremble que l'idole n'ait pas encore reçu tous les sacrifices auxquels elle croit avoir droit. Voilà que l'on reparle couramment de concentration. Pour changer apparemment, on fait de bien des côtés les yeux doux au monstre. D'ailleurs il faut bien ajouter que, si le mot depuis quelque temps avait un peu perdu de son crédit et s'il figurait moins dans le vocabulaire des hommes du jour, la chose n'avait guère cessé de se pratiquer. Le républicanisme conservateur de M. Méline et de ses collègues a ce trait de ressemblance avec le républicanisme radical de M. Bourgeois qu'il a des démangeaisons non pareilles d'embrasser ses soi-disant adversaires et que jusqu'à : *Je vous hais*, il leur dit tout avec tendresse.

Il ne paraît pas, au résultat des élections qui ont renouvelé un tiers du Sénat l'autre jour, que la France soit assez lasse de cette longue et plate comédie ni qu'elle en soit encore à ce point de dégoût où l'on rejette à tout jamais une politique fatale. Faudra-t-il donc que les choses suivent leur pente, et aillent jusqu'au bout, et que, faute de l'énergique répudiation d'une funeste docilité et d'une coupable facilité d'humeur, les républicains libéraux contribuent à la perte de la liberté, à la chute de la Répu-

blique, et au bouleversement de la société? Car il n'y va pas de moins. C'est un choix à faire. Le problème, qui est le même au fond partout, ne se pose pas dans tous les pays en termes identiques. En France, voici à peu près comme il se présente : — ou la République aux républicains; le parti au-dessus des principes; le parlementarisme vrai subordonné à la concentration; l'ajournement systématique de toutes les réformes organiques; le refus ou la mutilation de toutes les libertés dont le cléricalisme — ou la simple conscience, — pourrait se faire une arme; le rejet de toutes les mesures de progrès social propres à alarmer les intérêts; et au bout de tout cela l'inévitable culbute dans l'indifférence ou le mépris universel. — Ou bien la rupture de tous les liens factices; le déni d'obéissance quand l'obéissance n'est pas fondée en droit; la recherche passionnée de tous les remèdes ou de tous les palliatifs de la souffrance humaine; la revendication obstinée de toutes les libertés, en commençant par celles de l'âme; l'élaboration méthodique, persévérante, infatigable d'une législation sociale sur laquelle ni le souffle du christianisme ni l'esprit du siècle ni l'action de la science n'aient passé en vain; et au terme de ce long et difficile effort, la réconciliation de la République et de la liberté, de la démocratie et de la religion, de l'ordre et de la justice, de la politique et de l'idéal, — *res olim dissociabiles.*

FRANCIS DE PRESSENSÉ.

UN ROMANCIER OUBLIÉ

GATIEN COURTILZ DE SANDRAS

Les *Mémoires de M. d'Artagnan*, dont Dumas s'est servi pour écrire les *Trois Mousquetaires*, viennent d'être réimprimés. Ils ne l'avaient point été depuis 1715 et passaient pour presque introuvables. Par malheur, la réimpression récente est bien inexacte. Les éditeurs, qui la disent conforme à l'édition originale et ajoutent : de 1702, nous obligent à leur répondre que l'édition originale est de 1700 (t. I) et de 1701 (t. II et III) et qu'elle ne ressemble guère à la leur. Ils se sont appliqués à rajeunir le texte, afin d'en rendre la lecture plus facile et plus attrayante. Ils ont réduit de moitié bon nombre d'alinéas, remanié ou abrégé les phrases, changé les mots, changé les tournures, et démontré clairement à un auteur mort en 1712 qu'il écrivait moins bien qu'eux le français d'aujourd'hui. Ils ont fait plus ; ils ont coupé le long et compact récit en chapitres, et placé en tête de chaque chapitre un sommaire gros de promesses : « Nouvelle querelle. — Trois coups d'épée. — Grand esclandre, » etc. C'est à présent le rédacteur des *Mémoires* qui a l'air de s'être inspiré de Dumas, et d'Artagnan paraît constamment préoccupé de ressembler à sa copie. Cela ne va pas sans causer de la surprise. Telles, ces traductions du siècle dernier où l'on voit combien Homère et Virgile imitaient Racine.

Si le vieil ouvrage n'avait d'autres mérites que d'avoir fait éclore le plus populaire de nos romans-feuilletons ou de renfermer des détails inédits sur d'Artagnan, Athos, Porthos et Aramis, il n'y aurait lieu ni de le réimprimer ni de s'en occuper ici. Ceux-là, j'imagine, ne sont pas très nombreux que passionne la question des sources de Dumas, et on nous a sans doute assez parlé de ces

» trois mousquetaires » qui, du reste, étaient quatre. L'intérêt est ailleurs, et il est où on s'attend le moins à le rencontrer. Nous n'estimons habituellement des Mémoires que s'ils sont authentiques. La principale raison que nous ayons d'estimer ceux de d'Artagnan est qu'ils ne sont pas de lui, mais du romancier Sandras. Ils sont un roman, mais un roman publié quinze ans avant *Gil Blas*, trente et un ans avant la *Vie de Marianne* et *Manon Lescaut*, et un roman qui caractérise une époque importante du genre : voilà de quelle façon ils sont un document et à quel point de vue il faut les lire. Qui ne voit dès lors qu'un remaniement qui efface leur âge leur enlève presque tout leur prix, et comment s'étonner qu'aux élégans volumes de la Librairie illustrée les lettrés préfèrent les exemplaires lourdement et nettement imprimés jadis chez Pierre Marteau, — pauvres bouquins sans grâce, carrés, massifs comme de vieilles bibles, mais où le texte conserve, avec l'archaïsme de sa forme, son charme de très ancienne histoire ?

I

C'est une figure amusante, quoiqu'un peu suspecte, que celle de ce Gatien Courtilz ou des Courtilz, sieur de Sandras, dont le nom ne se lit même pas sur la couverture de la nouvelle édition. Le peu que nous savons de lui donne l'idée d'une existence presque aussi agitée que celle de ses héros. Il est né, au dire des biographes, soit à Paris, soit à Montargis; mais sa famille était vraisemblablement originaire du Midi. Outre que son nom de Sandras est d'une sonorité toute méridionale, on le voit faire allusion dans ses *Mémoires de Rochefort* à un Courtilz qui était Béarnais. Il parle sans cesse du Béarn et en homme qui connaît les gens et les lieux; ce qu'il dit en maint endroit de la petite noblesse d'Orthez ou de Tarbes a un arrière-goût de commérage provincial et local. Oui, il doit être de cette race entreprenante et gaillarde, toujours prête à courir après la fortune, et dont les fils s'embarquent aujourd'hui pour « les Amériques » comme ils chevauchaient autrefois, la bourse vide et la plume au vent, vers Paris ou Versailles. Né en 1644, il était en 1670 officier au régiment de Champagne, où il a commencé à faire provision de souvenirs sur ses frères d'armes et sur ses chefs, à recueillir aussi de la bouche des anciens, qui contaient leurs amours et leurs

exploits de jeunesse, l'histoire anecdotique du règne de Louis XIII et de la Fronde. A la suite de quels déboires ou de quelle équipée a-t-il quitté la casaque? On ne sait. En 1683, il passe en Hollande. La Hollande était au XVIIe siècle ce que l'Angleterre est devenue plus tard, la terre d'asile, le refuge ouvert aux plus nobles ainsi qu'aux plus louches infortunes. De grands esprits et de grands cœurs y venaient goûter la douceur de penser ou de prier librement; les chevaliers d'industrie et leurs compagnes, celle de ne point finir leurs jours sur les galères du roi ou entre les murs de l'Hôpital. Dans ce milieu cosmopolite et composite le regard pouvait embrasser tous les contrastes et tous les caprices de la destinée humaine; la vie s'y présentait sous son aspect le plus romanesque; et si le talent de l'abbé Prévost garde, comme je le crois, la trace de son séjour dans les hôtelleries de la Haye ou d'Amsterdam, il n'est pas surprenant qu'avant lui Sandras y ait senti s'éveiller sa vocation de romancier. La Hollande était de plus la grande imprimerie internationale des chroniques scandaleuses, gazettes et libelles; il trouvait autour de lui tous les matériaux nécessaires à sa besogne, et ses débuts d'écrivain datent, semble-t-il, de l'année même de son arrivée. Il rentre en France dans le courant de 1689, retourne en Hollande en 1694, revient de nouveau en France en 1702 et le voilà cette fois à la Bastille. Tant d'allées et venues entre deux pays qui étaient en guerre, d'allées et venues qui aboutissent à la prison d'État, n'ont pas trop bonne mine. On songe malgré soi qu'il a mis souvent en scène les agens de la politique secrète, qu'il possède à fond leurs manèges et leur langage; la pensée vient qu'il les a peut-être étudiés d'un peu plus près qu'il ne faut, et qu'avec le goût des intrigues, des missions confidentielles et scabreuses, il se pourrait qu'il en eût la pratique. Mais le fait est que ce soupçon ne repose sur aucune preuve. Il est tout aussi légitime et infiniment plus simple d'admettre qu'en s'expatriant il cherchait, comme plus d'un autre écrivain, à se soustraire aux tyrannies de la censure, et que son tort fut de compter à son retour, en 1702, sur le pardon ou l'oubli du lieutenant de police : les témérités et les indiscrétions de toute nature dont son œuvre est faite, suffisaient, certes, à lui assurer un logement à la Bastille. Il n'en sortit qu'en 1711 et mourut l'année suivante; il avait trouvé dans l'intervalle le temps de se remarier pour la troisième fois.

Ce n'était point un homme à scrupules. S'il en était un, il serait

un phénomène parmi les romanciers de son époque. Plus sensible au profit qu'à la gloire, quand par hasard il signait ses productions, c'était du nom d'autrui. Aussi n'est-il pas aisé d'en dresser le compte. Certaines bibliographies disent qu'après avoir publié une quarantaine d'ouvrages, il en laissait à sa mort près de quarante autres en manuscrit. Quoiqu'il soit prudent de se défier de ces évaluations en chiffres ronds, sa fécondité n'est pas douteuse. Je laisse de côté des journaux et des pamphlets dont la valeur ne me paraît pas bien grande, tels que son *Mercure historique et politique* ou ses deux brochures sur la *Conduite de la France depuis la paix de Nimègue*, dont la seconde est la réfutation de la première, et où il attaque alternativement la France et la Hollande selon les exigences du libraire qui le paie. Je m'en tiens à ceux de ses écrits que Lenglet-Dufresnoy a cru, non sans raison, devoir classer en 1734 dans sa *Bibliothèque des Romans;* j'en retrancherais seulement, après une assez minutieuse enquête, les *Mémoires du comte de Vordac* que Bayle, dans les *Nouvelles de la République des Lettres*, dit être de Cavard, et les *Mémoires du marquis D.*, dont la première édition est de 1706, c'est-à-dire d'un temps où Sandras était à la Bastille. La liste ainsi rectifiée comprendrait les œuvres que voici : *Vie du vicomte de Turenne*, signée du Buisson, capitaine au régiment de Verdelin, 1685 ; *Vie de l'amiral Coligny*, 1686 ; *Mémoires de M. le C. D. R.* (comte de Rochefort), 1687 ; *Histoire de la guerre de Hollande*, 1689 ; *Testament politique de Jean-Baptiste Colbert*, 1694 ; *Histoire secrète du duc de Rohan*, 1697 ; *Mémoires de Jean-Baptiste de La Fontaine, seigneur de Savoie*, 1698 ; *Mémoires de M. d'Artagnan*, 1700-1701 ; *Annales de la Cour et de Paris*, 1701 ; *Mémoires de la marquise de Fresne; Mémoires du marquis de Montbrun*, même date ; *Mémoires de M. de B.* (Bouy), 1711 ; publications posthumes : *Le prince infortuné ou Histoire du chevalier de Rohan*, 1713 ; *Histoire du maréchal de La Feuillade*, même date ; *Histoire de la comtesse de Strasbourg*, 1716.

Cette longue et aride nomenclature permet de voir du premier coup d'œil quel était entre 1680 et 1715 le domaine du romancier. Sandras, en effet, n'était pas seul à composer des *Annales*, des *Histoires secrètes*, ou de prétendus *Mémoires;* il en paraissait chaque année, et principalement chez Pierre Marteau, un nombre incroyable, et l'on peut dire que pendant trente-cinq ans le roman n'a guère revêtu d'autre forme. Mais si cette forme n'est devenue

quelque chose d'original et de fécond qu'entre les mains de Sandras, si c'est véritablement grâce à lui qu'à la fin du règne de Louis XIV le roman a, comme on dit, évolué, ne vaut-il pas la peine de préciser son rôle et de distinguer de ses médiocres rivaux l'auteur des *Mémoires de M. d'Artagnan?*

II

Ce sont de pauvres écrivains que les romanciers de la fin du XVIIe siècle. Depuis la représentation des *Précieuses ridicules* le roman était diffamé sur le Parnasse, et aucun des grands classiques n'avait voulu s'y essayer. Libre à nous de le regretter, de rêver d'un roman d'analyse qui serait de l'auteur de *Bérénice*, d'un roman de mœurs que l'auteur des *Caractères* aurait écrit. Vaine chimère ! Ils ne se doutaient pas, ces amoureux du vrai, que le genre cher à Cathos et à Madelon pût un jour, et mieux qu'aucun autre se prêter, à l'expression du vrai ; et ils s'en écartaient avec dédain. Les grimauds, en revanche, se disputaient une si belle proie, et on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de l'obscurité ou du nombre de ceux que le roman faisait vivre. Quel *Petit dictionnaire des grands hommes* que la *Bibliothèque* de Lenglet-Dufresnoy, s'il avait l'esprit de Rivarol! Citerai-je Vannel, Lesconvel, Le Noble, Preschac, ou bien Mmes d'Aulnoy, de Murat, Du Noyer, Durand, ou encore Mlles Lhéritier, de La Force et de La Rocheguilhen? Ils ne valent ni plus ni moins que beaucoup d'autres qui étaient comme eux, — c'est le mot de Lenglet-Dufresnoy, — des « pépinières de petits romans », et sont comme eux oubliés.

Quoique le genre eût en 1678 donné son premier chef-d'œuvre, *la Princesse de Clèves*, la période des tâtonnemens n'était donc pas pour lui close. L'art exquis de Mme de La Fayette, l'art qui prête la vie à des créatures de rêve et fait de leurs souffrances un drame humain, n'espérons pas le retrouver chez un Preschac ou une Mme Durand. De son art, ils n'avaient vu que l'extérieur : c'est le cadre, le même que celui de ses premières *Nouvelles*, c'est la couleur historique, c'est en d'autres termes ce qu'il y avait encore d'artificiel et de fictif en cette œuvre si sincère, qu'ils s'efforçaient de reproduire. Ne faisons pas à Mme de La Fayette le tort de les appeler ses disciples : ils sont ceux de sa contemporaine, de son émule sans génie, Mme de Villedieu.

Un d'entre eux, dans la préface d'une *Histoire du marquis de Clèmes et du chevalier de Pervanes*, me semble avoir assez clairement défini les tendances communes et les communes prétentions qui font d'eux une école. Autrefois, fait-il observer, « le public, convaincu par les auteurs mêmes de la fausseté de ce qu'ils écrivaient, ne laissait pas de s'en amuser »; dans la suite, on se dégoûta des fictions : « cela n'ôta point aux auteurs l'envie d'en faire, mais ils tâchèrent de les déguiser. »

La remarque est juste. Pendant les soixante ou soixante-dix premières années du siècle, que le roman fût héroïque ou qu'il fût burlesque, il était et ne se cachait point d'être un récit imaginaire. Non qu'il ne s'y reflétât rien de la réalité contemporaine : les précieuses retrouvaient dans l'*Astrée*, dans l'*Artamène*, dans la *Clélie*, dans le *Pharamond*, l'idéal qu'elles s'étaient fait de l'amour, l'écho de leurs subtils entretiens, quelquefois, à travers la mascarade antique, leurs modes ou leurs portraits; et maintes silhouettes crayonnées d'après nature, silhouettes d'écoliers et de régens de collège, d'auteurs et d'acteurs, de paysans et de gueux de Paris, de marchands et de juges, défilaient dans le *Francion*, dans le *Roman comique* et le *Roman bourgeois*. Mais ici et là, la réalité ne se montrait que sous les apparences du mensonge, travestie en poème épique ou en farce de tréteau. Ni d'Urfé qui met en scène des magiciens et des nymphes, ni Mlle de Scudéry qui représente les familiers de l'Hôtel de Rambouillet sous les traits des Mèdes et des Romains et raconte la bataille de Rocroy dans le *Cyrus*, ni Scarron qui se demande tout haut à la fin du chapitre Ier : « Que pourrai-je bien dire dans le chapitre II? » ne prétendaient faire illusion au lecteur, et l'illusion n'était point nécessaire à son plaisir. Il n'en va plus de même à partir de 1670. C'est la fable d'abord qui passe de mode; puis le moment vient où la vérité elle-même, si elle est trop générale et abstraite, ne suffit plus. Vers la fin du règne de Louis XIV, peindre le particulier est le plus sûr moyen de réussir auprès des « honnêtes gens ». Peut-être est-ce en partie l'effet de la vie de cour et de salon qui les a habitués à s'étudier et, si j'ose dire, à s'épier les uns les autres, de cette vie qui a formé le génie de Saint-Simon. Ils se plaisent, après avoir lu et relu les *Caractères*, à retrouver au théâtre, dans telle ou telle pièce de Dancourt, la fine et piquante notation des menus faits dont se compose l'actualité. En revenant de la comédie, ils feuillettent soit les *Amusemens sérieux et comiques* de Dufresny qui

sont un recueil d'ironiques observations sur les mœurs de la France, soit la très pittoresque relation que Mme d'Aulnoy vient de publier de son voyage en Espagne. Les plus raffinés, curieux de surprendre le secret intime d'un cœur et d'entendre le cri vrai de la passion, ouvrent le mince recueil où le baron de Breteuil a, sans scrupules ni pudeur, fait imprimer à la suite des *Lettres d'une religieuse portugaise*, les douloureuses lettres d'amour qu'il avait reçues de la présidente Ferrand.

C'est à ces exigences et à ces curiosités nouvelles que toute une génération de romanciers, celle à laquelle appartient Sandras, s'est efforcée de répondre. C'est pour y satisfaire qu'elle a demandé à l'histoire d'être la caution du roman.

Que le roman eût alors intérêt à se rapprocher de l'histoire, je le crois et j'essaierai de le prouver. Mais, hélas ! avec les confrères de Sandras il ne s'en rapprochait guère. Sans doute, ils affectent de n'être plus que des biographes d'hommes illustres et de n'offrir que des recueils de documens ou d'historiettes véridiques. Ils se souviennent de Mme de Villedieu qui, en tête de ses *Annales galantes* (1670), insérait des pièces justificatives et demandait qu'avant de lire la nouvelle intitulée *le Pèlerin* on voulût bien se reporter à l'*Histoire d'Espagne*, règne de Ramire XVI, roi d'Oviédo, tome I, année 941. Il ne paraît plus de roman sans préface, ni de préface où l'auteur n'affirme, avec une insistance presque excessive et qui prête à l'épigramme, qu'il n'a rien inventé. Nous voilà bien loin, à ce qu'il semble, de d'Urfé ou de Scarron, et rien n'est plus aisé que de trouver de l'originalité aux romanciers de la nouvelle école : il suffit pour cela de ne les avoir point lus.

L'épreuve de la lecture leur est funeste, et on comprend qu'un érudit tel que Bayle n'ait jamais manqué une occasion de bafouer « messieurs les romanistes ». Le livre qu'ils nous présentent avec tant d'appareil est celui que leurs prédécesseurs de 1630 ou de 1650 ont déjà et tant de fois écrit ; c'est toujours le *Polexandre*, l'*Ibrahim*, ou l'*Artamène*, sous une autre couverture. Ces *Histoires secrètes de Marguerite de Navarre*, de *Catherine de Bourbon*, de *Marie de Bourgogne*, ces *Mémoires de la cour de Charles VII*, cette *Histoire des Favorites*, ces *Intrigues amoureuses de François Ier*, où rivalisent Mlle de La Force, Mme Durand, Mlle de La Rocheguilhen et Lesconvel, ne doivent rien à l'histoire qu'une séduisante et menteuse enseigne. Là, le roman n'a rien gagné à

substituer aux héros des époques fabuleuses ou lointaines les rois et les grands personnages des temps modernes. Parcourons l'*Hippolyte, comte de Douglas* (1690), de Mme d'Aulnoy. Les noms y sont ceux des plus nobles familles de l'Angleterre; j'y vois même, aux premières pages, les noms d'Henri VIII, de François Ier, du cardinal Wolsey, d'Anne de Boleyn, et un court résumé des événemens qui ont abouti à l'entrevue du camp du Drap d'or. Voilà l'enseigne; et voici ce qu'elle recouvre. Le comte de Warwick a jadis été pris par les corsaires; le bruit de sa mort s'est répandu, et sa femme est elle-même morte de chagrin, en confiant sa fille Julie au comte et à la comtesse de Douglas. Leur fils Hippolyte s'est épris de Julie et voudrait l'épouser; mais il ne peut obtenir leur consentement et reçoit d'eux l'ordre de voyager au loin. En mer, il rencontre lui aussi les corsaires. Bataille, abordage, et scène renouvelée du *Grand Cyrus :* du même élan, en sens contraire, tous les Anglais ont passé sur le vaisseau turc et tous les Turcs sur le vaisseau anglais; après quoi les Turcs, qui jugent le troc avantageux, s'éloignent sans demander leur reste. Un seul d'entre eux est demeuré au milieu des Anglais, aux prises avec Hippolyte. Que le monde est petit! Ce vaillant n'est autre que le comte de Warwick. On le croyait mort? Il n'était pas mort. Les infidèles qui l'avaient fait prisonnier lui avaient promis la liberté après quelques années de bon service et c'est pourquoi il se battait en brave homme contre ses propres compatriotes. On s'explique, on s'embrasse et, sans plus tarder, Hippolyte lui demande la main de sa fille Julie. Dire maintenant par suite de quelles circonstances nous voyons un peu plus loin Hippolyte occupé à narrer à une vénérable abbesse un conte de fées qui remplit cinquante pages du volume et y paraît infiniment sensé; pourquoi Julie, travestie en Silvio, reçoit du comte de Bedford caché sous le nom de Beccarelly un terrible coup de poignard dont elle ne meurt pas; comment enfin Hippolyte, cinq ou six fois laissé pour mort « dans des mares de sang », en arrive à la rejoindre en Italie et à s'unir à elle, ce serait, je le confesse, une entreprise au-dessus de mes forces.

Les œuvres écrites à la même époque dans le même goût et sur le même plan sont innombrables. Mais ne nous contentons pas d'en constater l'extravagance; remarquons ce que l'extravagance a ici de déjà vu et de traditionnel. Il y a au XVIIe siècle un « poncif » de l'aventure que l'école de d'Urfé a créé, moitié avec

des emprunts aux conteurs espagnols, moitié avec les ressources de sa propre imagination. Ravisseurs respectueux, reconnaissances à point nommé, réunion à l'autre bout du monde de deux amans que le destin a séparés et qui depuis des années courent l'un après l'autre, lettres perdues et inévitablement tombées aux mains d'un rival ou d'un jaloux, morts qui ressuscitent, hommes qui se déguisent en femmes, femmes qui se déguisent en hommes, ressemblances telles qu'une mère, qu'une maîtresse s'y trompent : tel est le romanesque de convention et de routine qui s'est si longtemps imposé à notre littérature. S'il est encore dans *Zayde*, s'il en reste des traces jusque chez Lesage et chez l'abbé Prévost, ne soyons pas surpris que les chétifs romanciers dont je parle n'aient pu s'en affranchir. Convenons seulement qu'il n'a jamais paru plus pauvre, plus monotone, et surtout plus faux que dans leurs écrits. Les noms de leurs héros, leurs pièces justificatives et leurs préfaces ne font qu'en accuser le ridicule. La fraude éclate à tous les yeux, et il est assez plaisant de découvrir en dernière analyse que ces soi-disant historiens ou historiographes, Preschac, Lesconvel, Mlle de La Force, Mmes de Murat et d'Aulnoy n'ont à demi réussi que dans le conte de fées.

III

Il y a pourtant un romancier de cette école dont Bayle invoque, non sans un peu de gêne et de défiance, mais enfin dont il invoque à sept ou huit reprises le témoignage dans son *Dictionnaire* à l'article *Louis XIII* : c'est Sandras.

Celui-là est un maître dans l'art de faire des dupes. Si, de temps à autre, il se donne encore pour le biographe de personnages célèbres ou tout au moins connus, il feint plus ordinairement de n'être que leur éditeur. A l'égard de d'Artagnan, il s'est borné, dit-il, à rassembler « quantité de morceaux trouvés parmi ses papiers après sa mort », et à y mettre « quelque liaison ». Son mérite, à ce compte, serait bien mince, la liaison étant ce qui manque le plus aux *Mémoires de d'Artagnan*. Il n'a même pas eu, s'il faut l'en croire, ce léger service à rendre au comte de Rochefort ou à M. de Bouy : il publie leurs Mémoires tels qu'ils les ont laissés. A la vérité, il néglige de nous dire comment tant de manuscrits de provenance différente sont venus en sa possession ; à peine songe-t-on à le lui demander. Ses *Avis au lecteur*,

ses *Avertissemens* respirent la bonhomie et la candeur ; il s'efface, il ne veut rien dérober du bien ou de la gloire d'autrui, il ne veut qu'attester, foi d'honnête homme, que ces messieurs ont dit la vérité dans leurs Mémoires. C'est un faussaire tout à fait distingué.

D'autant plus que, si la signature est contrefaite, l'œuvre ne tient pas en somme trop mal les promesses du titre et du sous-titre. Oui, les *Mémoires de M. de Bouy, de Rochefort, de d'Artagnan* contiennent « ce qui s'est passé de plus particulier sous le ministère du cardinal de Richelieu et du cardinal Mazarin », et aussi maintes « choses particulières et secrètes qui se sont passées sous le règne de Louis le Grand. » Quelle abondance de détails, et de ceux dont on dit : Cela ne s'invente pas, sur la conspiration de Cinq-Mars, sur la Fronde à Paris et en province, et notamment à Bordeaux, sur la disgrâce de Fouquet, sur les campagnes de Turenne, de Condé, de Louis XIV ! Duels, procès, scandales, brigues et intrigues, fêtes de la cour, tumultes de la rue, guerres civiles et guerres extérieures, toute la vie publique et privée d'une nation pendant près d'un demi-siècle, est là racontée par le menu.

Dans sa *Vie de l'amiral Coligny*, Sandras avait l'air d'un écolier qui récite une leçon : il est tout autre dès qu'il s'agit des hommes et des choses de son époque ou de l'époque voisine. Son Mazarin est excellent; il l'a peint plusieurs fois, et toujours avec le même relief, adroit à noter ses petitesses, ses roueries, son avarice et jusqu'à son jargon zézayant d'Italien. Sa relation du passage du Rhin est très exacte et complète. Parmi les scènes qu'il décrit, il en est dont il a pu être témoin, et je me figure qu'il n'aurait pas tant parlé des guerres de Flandre ou de Franche-Comté, si l'ancien officier n'avait eu des souvenirs personnels à placer. Mais il est léger, suffisant et cynique; il veut tout savoir et tout expliquer, il fait l'entendu; sur la politique, sur l'administration du royaume, sur la capacité des ministres ou la vertu des femmes, il émet des jugemens comme en pouvaient formuler après boire et les coudes sur la nappe cadets aux gardes et cornettes de dragons. Il est très renseigné, mais renseigné souvent chez la portière; il accueille tous les vilains propos qui circulent; dût-il calomnier les vivans et les morts, la femme après le mari et après les courtisans le roi, tout ce qui se chuchote, il faut qu'il l'imprime. Car l'ex-officier s'est fait nouvelliste; telle de ses pro-

ductions, *Mémoires* ou *Annales*, n'est qu'une chronique au jour le jour et volontiers scandaleuse de la cour et de la ville. Il y a plus d'un rapport entre Bussy-Rabutin et lui; et il le détestait en effet comme on ne se déteste qu'entre gens de même métier.

Il se peut bien qu'il ne mérite pas plus que Bussy le nom d'historien, et que cette besogne de gazetier n'ait rien de très honorable. Mais, tandis que certains romanciers ont eu peut-être tort d'empiéter au XVIIIe siècle sur le domaine du journaliste et au XIXe siècle sur celui du reporter, il n'était pas mauvais à cette date de 1700 que la gazette pénétrât dans le roman. Elle y faisait entrer de la vie; elle le mettait en contact avec la réalité dont il était si tenté de s'éloigner ou qu'il n'osait peindre que travestie; elle l'enhardissait à devenir une peinture directe du présent.

Quelques-unes des anecdotes que Sandras enregistre ne valent pas cher: un lit à colonnes, qu'un mari trompé a fait attacher à des poulies et qui brusquement s'enlève avec les deux coupables à quinze pieds en l'air, serait moins déplacé dans un conte de La Fontaine que dans les *Mémoires de d'Artagnan*. Ces anecdotes-là sont rares chez Sandras, et il en a collectionné je ne sais combien d'autres qui sont de bons traits de mœurs. C'est La Feuillade aux prises avec le baigneur à la mode Prudhomme qui l'a longtemps logé, lui a prêté ainsi qu'au comte de Grammont deux ou trois cents louis et ne reçoit en paiement qu'un soufflet; c'est le comte de Rochefort qui, s'étant cassé le bras, se fait soigner par des moines, par des charlatans et finalement par le rebouteur en vogue, le bourreau de Paris; Saint-Preuil, gouverneur d'Arras, qui enlève la femme d'un meunier, et par des menaces autant que par des libéralités oblige le meunier à se taire; le comte d'Isle qui, campé dans un village avec son régiment, réclame de son hôte, en jurant comme un forcené, « une servante d'ustensile »; ce sont les absurdes gageures des fins de souper, le duc d'Orléans pariant de manger une omelette sur le ventre du gros colonel Wallon et gagnant son pari; les nuits de débauche où le même duc mène grand tapage chez la Neveu et où le commissaire, accouru au bruit, recule tout penaud à la vue d'un cordon bleu. Nous plaît-il, avant de suivre Desgrieux à l'hôtel de Transylvanie ou Restif de la Bretonne dans les tripots de 1780, de faire connaissance avec les joueurs du XVIIe siècle, d'étudier leurs physionomies, leurs allures, leurs manies et leurs ruses? Sandras nous ouvre l'Académie, c'est-à-dire la maison de

jeu du faubourg Saint-Germain, dont le tenancier est le duc de Créqui en personne. Sommes-nous curieux d'assister à une exécution en 1652 ? Il nous peint le Pont-Neuf encombré de voitures, la cohue des badauds qui se pressent à la Croix du Tiroir et que les archers ont peine à contenir, la charrette qui vient du Fort-l'Évêque avec un plein chargement de faux monnayeurs et, à l'entrée de la rue de l'Arbre-Sec, le gibet. Il a fait grand abus des récits de sièges et de batailles ; au moins n'y est-il pas question, comme dans le *Pharamond* de La Calprenède où ils tiennent deux fois plus de place, de Romains, de Francs, de Burgondes, armés en chevaliers de l'Arioste ou du Tasse et toujours prêts à recevoir le coup de lance « sans fléchir ni perdre les étriers ». Les victoires auxquelles il nous fait assister sont celles que Van der Meulen a peintes ; les blessés, les morts qu'il énumère sont ceux dont le bulletin officiel a cité les noms ; nous suivons chez lui les opérations d'une guerre au siècle de Turenne et de Vauban ; nous surprenons, à la parade, à la maraude, et tantôt dans la libre et fringante allure de l'étape, tantôt dans la belle ordonnance d'une journée de combat, l'armée de Fribourg ou de Steinkerque. Peu à peu, le siècle ressuscite, non pas tel qu'il apparaît à travers les bienséances de la tragédie ou de l'oraison funèbre, mais tel qu'il se laisse voir chez Tallemant, Retz et Saint-Simon, chez Molière et ses successeurs : femmes galantes qui se soucient assez peu des « petits soins », des « jolis vers », et exigent d'un amoureux d'autres qualités que celles de l'esprit, gens d'épée insolens et rieurs, grands seigneurs qui vivent d'emprunts, grandes dames qui trichent au jeu, valets fripons qui aident leur maître à berner un créancier et se paient en volant leur maître ; et tout au fond le peuple, ignorant, superstitieux, misérable et narquois.

Il arrive que les historiettes de Sandras n'expriment pas seulement l'homme de son siècle, qu'elles effleurent le fond même ou, si l'on veut, les bas-fonds de l'être humain. Le père du comte de Rochefort, déjà vieux et deux fois veuf, s'est épris d'une grisette, fille d'un marchand de la rue Saint-Denis, « élevée sous l'aile de sa mère » ; il est charmé de son innocence, de sa modestie, il est résolu à l'épouser. Un ami qui a pitié de lui et désire lui éviter une sottise, l'avertit qu'elle fréquente une maison mal famée. Il s'indigne, refuse de l'écouter ; et puis, mordu par le doute, il va un soir, en rasant les murs et le manteau sur le nez, frapper à la porte de la hideuse maison. On lui amène une fille qu'il ne con-

naît point; il n'est qu'à demi rassuré : « Il y retourna le lendemain, et ayant demandé qu'on lui fît venir quelque chose qui valût la peine, on lui amena celle qu'il voulait ou celle qu'il ne voulait pas; car au même temps il se prit à pleurer comme un enfant, et s'en étant allé à l'heure même sans rien dire, il monta à cheval et s'en retourna chez lui sans voir personne. » — M. de Clodoré, aide de camp de Turenne, « avait le malheur d'avoir épousé une femme coquette, et une fois qu'il revenait de l'armée, un de ses amis l'ayant obligé en passant à Paris de l'accompagner dans un lieu de débauche, il l'y avait trouvée qui dans son absence tâchait à y prendre son plaisir... Il l'avait non seulement maltraitée sur-le-champ, mais encore mise en religion; cependant, par un retour bien surprenant, surtout à une personne qui avait toujours passé pour homme d'honneur, il l'avait reprise quelque temps après et était actuellement avec elle. » Sandras a mentionné plusieurs cas analogues, et on ne fait pas ainsi profession de recueillir les faits divers d'une époque sans y acquérir quelque connaissance du cœur de l'homme et de ses misères. Il y aurait à extraire des *Mémoires de d'Artagnan* des réflexions sur la jalousie qui, formulées à la diable, n'en sont pas moins pénétrantes; celle-ci par exemple : « Les jaloux sont d'une étrange espèce; ils écoutent, cherchent, furettent, se renseignent de leur mieux, et quand on leur met le nez dans leur malheur, ils ne veulent plus rien croire »; ou cette autre qui ne contredit pas, qui complète la première : « C'est un goût dépravé, une sorte de maladie chez les jaloux, qu'ils sont contens seulement lorsqu'ils ont vu leur femme ou leur maîtresse dans les bras d'un autre. »

Il est au reste bien loin, et l'on s'en doute, d'avoir su dégager de la vie de son temps toute la comédie humaine qu'y a vue Saint-Simon. Il en a tiré, comme il le dit, des « faits singuliers »; il y a cherché l'aventure. Ne lui en faisons pas un crime. L'aventure ne serait pas demeurée jusqu'à *la Nouvelle Héloïse* le principal attrait du roman, si elle n'avait été jadis un élément de la vie réelle. Le pittoresque et l'imprévu n'avaient pas disparu du train quotidien de l'existence. C'était le temps où les femmes se masquaient pour aller à la promenade, où les hommes portaient l'épée, où la guerre ne faisait relâche que durant la mauvaise saison. C'était le temps des voyages à cheval ou en poste, avec les bonnes et les mauvaises fortunes des nuits d'auberge, avec les mille et une péripéties possibles : l'essieu qui se casse, le postil-

lon qui s'égare, le voleur qui crie : la bourse ou la vie! Les mers étaient pleines de péril et de mystère; la Méditerranée, l'Océan avaient aussi leurs bandits; le vaisseau qui mettait à la voile s'en allait dans l'inconnu, et il y avait des îles désertes qui attendaient Robinson.

Jamais plus riche matière ne s'est offerte au conteur, et Sandras ne l'a pas épuisée : il en a le premier compris et révélé la richesse. Il peint les beaux soldats et les belles héroïnes de la Fronde, les duellistes, les conspirateurs, les espions; il dit les rixes, les embuscades, les rendez-vous mystérieux pour lesquels on a soin, tout en faisant toilette, de charger ses pistolets, les reviremens de la faveur royale, les caprices du pouvoir arbitraire, les lettres de cachet, les arrestations dont on ignore la cause, les retraites forcées au couvent, les longs séjours à la Bastille, les évasions, les inquiétudes et les ruses de ceux qui sentent tourner autour d'eux les « mouches » du lieutenant de police ou du ministre. Que les Mémoires soient ceux de Bouy, de Rochefort ou de d'Artagnan, ils sont une odyssée dont la vie française de 1630 à 1670 a fourni les péripéties.

Bouy est un enfant trouvé que des gens charitables ont placé dans un collège. Méprisé de ses petits camarades qui ne lui pardonnent pas de n'avoir ni père ni mère, il fait son apprentissage d'homme en se battant contre eux à coups de poing. Bientôt réduit à se faire charpentier, il épouse une femme de chambre aussi pauvre que lui. Un beau jour, las d'attendre la fortune qui tarde, il part sans dire où il va, gagne un port, s'embarque avec de hardis marins qui sont de simples écumeurs de mer. Il « fait la course » en leur compagnie, arrête et pille les bateaux de commerce, et, lorsqu'il a mis de côté quelques centaines d'écus, retourne auprès de sa femme. Le hasard le met alors en présence de Richelieu qui l'attache à sa personne; le voilà spectateur ou acteur dans tous les événemens du règne de Louis XIII.

Pour échapper aux persécutions d'une marâtre, Rochefort à dix ans s'évade et suit des bohémiens qui passent. Il vit cinq années auprès d'eux, d'une vie hasardeuse et vagabonde. En traversant le Midi, il voit des régimens français qui vont au siège de Perpignan. Adieu les guenilles de la Bohême et vivent les beaux uniformes qui brillent au soleil! Il s'enrôle. Il est vite initié à l'art de la guerre, en partie fait alors de finesse et d'astuce; pour son coup d'essai, il tend un piège à un officier espagnol et le ra-

mène au camp prisonnier. Richelieu entend parler de cet exploit, s'intéresse au jeune volontaire, fait de lui un de ses pages. Le page devient son confident et, à sa mort, celui de son successeur Mazarin ; si nous voulons quelques détails sur la longue tragi-comédie de la Fronde, il était sur le théâtre, et nous pouvons nous adresser à lui.

A moins que nous ne préférions nous adresser à d'Artagnan ; celui-ci en sait encore plus long et s'est remué bien davantage. Toute vie semblerait banale et plate en comparaison de la sienne. Ce cadet de noblesse venait de quitter son Béarn ; au petit trot d'un vieux cheval, il cheminait sur la route de Paris, léger d'argent, mais la mine altière, étant d'un pays dont c'est la coutume « quand on n'aurait pas un sou dans sa poche, d'avoir toujours le plumet sur l'oreille et le ruban de couleur à sa cravate. » Entre Blois et Orléans, il voit un hobereau sourire à la vue de son bidet ; il lui cherche querelle, a du dessous, est jeté en prison, et le premier soin du greffier est de lui prendre, avec une lettre de recommandation adressée à M. de Tréville, les dix écus qui constituaient tout son avoir. Au bout de quelques semaines, on lui rend la liberté : il arrive à Paris, sans ressources et sans protection. Il se présente chez M. de Tréville, trouve là des jeunes gens de sa province, Porthos, Athos, Aramis, qui, par politesse, l'invitent à ferrailler avec eux le matin même contre quatre gardes du cardinal ; il blesse un des gardes et en tue le lendemain un autre ; cela lui vaut une petite semonce et un cadeau du roi, plus un brevet de cadet dans les gardes de M. des Essarts. Il est quelqu'un. Il fait la conquête de sa logeuse. Quand il a un procès, elle s'endette pour en payer les frais, et il maudit, comme il sied, ces ruineuses procédures qui obligent les jeunes femmes à s'endetter pour leurs amans. Entre temps, il fait campagne, est remarqué de Mazarin qui lui confie de périlleuses missions en France et à l'étranger ; il achète une lieutenance dans les mousquetaires et a ses entrées à la Cour. Un Anglais et une Anglaise, devant qui il a raillé très haut le caractère de leur nation, jurent tous deux de se venger. L'Anglais, qui s'y prend mal, le provoque et reçoit un bon coup d'épée. Milady s'y prend mieux ; elle lui envoie un billet doux, fait avec lui la coquette, l'enflamme, et quand elle le voit éperdument épris, le met à la porte en lui criant dans un éclat de rire : « Je suis vengée. » Croit-elle avoir le dernier mot avec le rusé gascon ? Il séduit sa

soubrette, apprend d'elle que Milady reçoit la nuit les visites de M. de Vardes, et certain soir, à la faveur de l'obscurité, prend la place de M. de Vardes. A peu de temps de là, il reçoit une lettre anonyme, fort tendre, qui l'invite à se rendre entre deux et trois heures à la porte Saint-Antoine et à monter dans le carrosse de louage qui l'y attendra : il y monte, y voit une femme masquée qui l'accueille avec les plus vives caresses, la suit dans une maison de Montreuil et, quand elle se démasque, reconnaît en elle, un peu tard, la femme de son ami le plus cher. Une riche veuve qu'il allait épouser, disparaît soudain; elle avait un fils qui, peu soucieux de voir sa fortune passer aux mains d'un étranger, a obtenu contre elle une lettre de cachet; d'Artagnan ne la retrouve qu'après de longues recherches, dans une prison, et ne parvient jusqu'à elle que pour l'y voir mourir. Mais je renonce à compter ses bonnes fortunes et ses prouesses; je renonce à le suivre dans le cabinet de Mazarin, sur les barricades de la Fronde, en Angleterre, en Hollande, à l'armée, à la Bastille ; trois volumes de Sandras ne peuvent se résumer en une page.

Est-ce bien ainsi qu'avaient vécu M. de Bouy, le comte de Rochefort, et Charles de Batz Castelmore d'Artagnan, tué le 25 juin 1673 au siège de Maëstricht? Si je le croyais, je ne m'occuperais point de Sandras. C'est parce qu'il a amplifié, embelli l'histoire de leur vie qu'il nous intéresse, puisque c'est par là qu'il est un romancier. Mais, d'une part, ce que nous savons d'eux et surtout de l'un d'entre eux, nous indique qu'il s'était renseigné sur leur compte, qu'il les avait peut-être même personnellement connus, qu'il prenait dans leur biographie les faits principaux et en quelque sorte la charpente de ses romans. Il est très vrai que d'Artagnan était Béarnais, comme M. de Tréville, comme Armand Athos d'Autevielle dont l'acte de décès s'est retrouvé de nos jours, comme Aramis et Porthos dont les noms sont ceux de petits fiefs voisins l'un d'Autevielle et l'autre de Castelmore. Il est très vrai que d'Artagnan a servi dans les gardes avant d'être lieutenant, puis capitaine-lieutenant de la première compagnie des mousquetaires. Un billet de Colbert à Mazarin, daté du 4 mai 1651, atteste qu'il était l'homme de confiance du cardinal et jouait près de lui le rôle que lui attribue Sandras. Une lettre bien connue de Mme de Sévigné nous le montre chargé, comme le dit Sandras, de garder Fouquet pendant son long procès. Non, Sandras n'invente pas tout ce qu'il raconte : comment

le pourrait-il, alors que le souvenir de ses héros et des événemens auxquels ils ont pris part est vivant dans toutes les mémoires, à la cour, à l'armée, alors qu'il écrit pour ainsi dire sous le contrôle de ses lecteurs ? Et d'autre part, quand il invente, il se sent tenu de rester dans la vraisemblance, de maintenir l'harmonie générale du tableau. Entre deux chapitres dont l'un est consacré à la conspiration de Cinq-Mars et l'autre à la captivité de Fouquet, s'il en glisse un troisième dont son imagination fait les frais, il faut bien que la fiction y côtoie d'assez près le réel ; sans quoi le contraste choquerait tous les yeux. Ce contraste, vraiment, il l'évite avec adresse. On se doute que sa part d'invention est considérable, on s'en doute plus qu'on ne peut le démontrer, et on ne s'étonne pas qu'après lecture d'un de ses livres un provincial, hors d'état de distinguer le vrai du faux, se vît obligé de demander conseil à Bayle. Car si le romanesque, on l'a bien vu, abonde chez Sandras, il n'est plus celui de d'Urfé ou de Mlle de Scudéry ; il est fait de ce qu'il se mêlait de fantaisie tragique ou folle à la vie du siècle. Dans le récit d'aventures, c'est à présent le roman de mœurs qui s'ébauche.

Et aussi le roman de caractères. Sandras fait le portrait de gens qui ont existé, qui existaient hier : il a noté quelques-uns de leurs faits et gestes, de leurs défauts, de leurs qualités, de leurs goûts. A ces traits individuels, il en joint d'autres qu'il emprunte à des hommes du même temps et du même métier ; il y met du sien, il y met quelque chose de sa propre destinée, de sa propre humeur : pourquoi non ? Il est leur contemporain et leur compatriote ; il a intrigué avec eux ou comme eux. Peu à peu le portrait s'élargit. Peut-être n'est-ce plus tout à fait celui de l'officier de fortune, du factotum de ministre dont il porte le nom ? Tant mieux ; c'est un type où s'incarnent une profession, une race et une époque. De ce type unique, demi-intrigant et demi-soudard, Sandras a donné trois effigies ; la meilleure est son d'Artagnan. D'Artagnan se bat en brave, mais il sait à l'occasion se dérober à la vengeance d'un mari en se faisant envoyer à l'armée ; il n'a jamais « passé pour un homme qui souffrît qu'on lui marchât impunément sur le pied », mais ses idées sur l'honneur sont celles de son siècle et il lui semble naturel que la bourse de sa maîtresse ne lui soit point fermée ; il a vingt meurtres sur la conscience, mais il fait dire des messes pour le valet tué à son service. Il est grossier et finaud, souple et têtu,

très entreprenant et très pratique. Ne demandons pas si la figure est celle de quelqu'un qui a vécu : il y a tel moment où il ne s'en faut de guère qu'elle ne soit vivante dans le livre, et cela seul importe.

Voilà comment, à travailler sur une matière d'histoire et d'histoire toute contemporaine, l'invention du conteur s'est assagie, disciplinée, et des nues où elle se perdait est redescendue sur terre. Veut-on la preuve que la forme nouvelle imposée au roman, que le cadre historique dans lequel s'emprisonne d'ordinaire l'imagination de Sandras est ce qui la préservait des écarts? Un jour, il a secoué le joug de l'histoire. Nous ne trouverions dans ses *Mémoires de la marquise de Fresne* ni Richelieu, ni Mazarin, ni aucun des petits ou grands faits de la Régence et du règne de Louis XIV dont la relation remplit aux trois quarts tous ses autres ouvrages. Mais aussi quelles divagations, quel désolant retour à ce poncif de l'aventure dont partout ailleurs il avait réussi à s'écarter! Mme de Fresne est mariée à un ténébreux coquin qui ne cherche qu'à se débarrasser d'elle, et qui a tout d'abord essayé, mais en vain, de l'empoisonner. Il lui propose un voyage en Italie. Une folle du XVIIIe siècle disait d'un amant ennuyeux, en l'introduisant dans une société de jolies femmes : « Je l'amène avec moi comme un chien qu'on veut perdre. » C'est ainsi que M. de Fresne conduit sa femme à Gênes. Il y fait la connaissance du corsaire Gendron, et voyant que la marquise lui plaît, offre de la lui vendre. Affaire conclue. Gendron invite Mme de Fresne à souper sur son vaisseau qui est à l'ancre dans le port. Elle estime qu'il y aurait impolitesse à refuser; elle y va avec son mari, celui-ci s'esquive, retourne seul à Gênes, et vogue la galère. Elle est prise : que diable allait-elle faire sur cette galère? Notez qu'un second corsaire lui tend huit jours après le même piège, et qu'elle est sur le point d'y donner de nouveau. Cette contemporaine de Molière ne connaissait apparemment pas les *Fourberies de Scapin*. A bord, elle joue sa Mandane; elle tient à distance l'amoureux Gendron qui se fait humble, timide, et montre bien qu'il est lui-même apparenté de très près à « l'illustre pirate » du *Grand Cyrus*. Il obéit à ses moindres volontés; il promet de quitter le turban, de recevoir le baptême et d'obtenir du pape l'annulation du mariage qui la lie à un indigne époux. Mais, ainsi que l'observe la préface, « les voies de Dieu sont admirables quand il a dessein de rappeler quelqu'un à lui »; et nous appre-

nons à la fin du volume que Gendron s'est fait moine. Je ne dis rien de Margot, la servante de Mme de Fresne, qui au cours d'un combat naval a l'avant-bras emporté par un boulet de canon : elle réclame son avant-bras; et on le lui rapporte; et Mme de Fresne le fait embaumer. Tout est aussi fou dans ces *Mémoires*, à part cependant les cinquante premières pages où s'esquisse un drame conjugal très moderne, avec les jalousies, les défiances, les brusqueries du mari, les petites désobéissances, les premiers essais de révolte de la femme, avec aussi de bonnes silhouettes de procureurs et d'avocats qui rôdent autour de ce ménage en train de se disloquer et flairent une cliente probable pour demain. Il est à croire en effet que Sandras a voulu exploiter là le récent scandale d'un procès en séparation auquel il avait déjà fait une brève allusion dans les *Mémoires de Rochefort*. Cette fois encore, il a pris son point de départ dans la chronique du temps. Mais la marquise de Fresne n'avait point été mêlée, comme Bouy, Rochefort et d'Artagnan, aux affaires publiques : l'histoire n'était plus là pour le soutenir, le guider; il n'a pas tardé à s'égarer. On peut se figurer sur cet exemple ce qu'il vaudrait, s'il n'avait eu l'heureuse idée de faire du roman une annexe de l'histoire. Et l'on se persuade qu'aux environs de 1700 c'est bien elle qui a été l'éducatrice du roman français.

Une comparaison qui s'offre entre La Calprenède et Sandras achèverait de nous en convaincre. Le premier volume du *Pharamond* raconte les amours du Romain Constance, descendant de l'empereur Constantin, et de Placidie, sœur de l'empereur Honorius. Après de longs mois d'adoration respectueuse, Constance avait arraché à Placidie « l'aveu qui fait tant de peine », et il était allé conquérir au loin, sur vingt champs de bataille, les lauriers qui devaient le rendre digne d'elle. En son absence, Alaric s'empare de Rome; Placidie captive est contrainte d'épouser Ataulphe, roi des Visigoths, qui la mène à sa cour, à Barcelone, et qui pour la distraire organise de brillans tournois. Constance vole à Barcelone, au risque d'être reconnu et mis en pièces. Il découvre qu'elle va chaque jour pleurer, prier, rêver dans le jardin d'un couvent, et grâce à un moine qui se trouve être un de ses anciens serviteurs, il s'y cache. Elle vient; il se montre; elle pâme. Elle lui rappelle, avec la dignité qui convient à la reine des Visigoths, qu'elle n'est plus libre; sans lui cacher qu'elle l'aime toujours, elle lui fait défense de reparaître à ses yeux, si bien que le déplorable

Constance pâme lui aussi et ne revient à lui que pour « tirer de son estomac cent pénibles hélas. » Même situation dans l'*Histoire du maréchal de La Feuillade*. Dans sa vingtième année, La Feuillade a aimé Mlle de Halvin; ils s'aimaient sans se l'oser dire. Ils sont très joliment peints l'un et l'autre au début du récit : lui dans son élégance et sa désinvolture de jeune gentilhomme, fier, brave, un peu cerveau brûlé; elle, dans la grâce de ses seize ans, sous sa couronne de cheveux d'un « blond cendré ». Les parens de Mlle de Halvin la forcent à épouser le comte de Clermont-Lodève qu'elle suit à Castelnau, mortellement triste. Il ne tarde pas à s'apercevoir de sa tristesse, l'espionne et surprend son cher secret. Elle lui était jusqu'alors indifférente : en apprenant qu'elle a aimé, que peut-être elle aime encore, il se sent du goût pour elle; il l'obsède de ses désirs, et ce lui est un supplice nouveau. De son côté, La Feuillade ne souffre guère moins. Il a dû accompagner le jeune roi dans le Midi; la tête lui tourne en apercevant, dans le lointain le château des Clermont-Lodève; il se dérobe, et à l'aide d'un déguisement entre au service du curé de Castelnau. Le lendemain, en se rendant à la messe, la jeune femme s'arrête selon sa coutume au presbytère, et comme le curé est allé porter les sacremens à un moribond, elle s'assied pour l'attendre. A la vue de La Feuillade, elle s'évanouit, et il a grand'peine à la ranimer : « Elle revint à elle, si changée encore qu'elle n'était pas reconnaissable. » Elle refuse de l'entendre, elle lui ordonne de se retirer, et si durement qu'il est à son tour sur le point de défaillir. Éperdue, elle le laisse ainsi et regagne sa demeure où la fièvre la force aussitôt à s'aliter.

La donnée est identique. Combien les procédés sont différens! Aux conversations, aux harangues, aux monologues sans fin du *Pharamond*, au roman oratoire se substitue une narration courte et vive. La métaphysique sentimentale fait place à des faits. Ce que La Calprenède délayait en un volume tient maintenant en une cinquantaine de pages. Surtout, le théâtre a changé. Nous ne sommes plus dans je ne sais quel fabuleux pays, à la cour tout ensemble barbare et chevaleresque du roi Ataulphe; nous sommes en France, au temps de Louis XIV; entre le lieu de la scène et les sentimens des acteurs, entre leur costume et leur rôle le risible désaccord a cessé. L'avouerai-je? Quand j'ai commencé à lire l'*Histoire du maréchal de La Feuillade*, j'ai cru tenir entre mes doigts, sinon un chef-d'œuvre, du moins un très joli livre

oublié. Ces premières pages sont charmantes de naturel. Elles ont cet air aventureux qui nous plaît si fort dans les amours de jeunesse d'un Condé ou d'un La Rochefoucauld et qui ne sied pas moins aux premières amours d'un La Feuillade. Point de complications inutiles; le récit va vite, et dans les moindres détails c'est la même apparence de vérité. Je voudrais transcrire toute la scène dans laquelle le valet de La Feuillade, déguisé en colporteur, gagne la confiance du vieux curé de Castelnau et réussit à placer chez lui son jeune maître : « Ils causèrent de choses et d'autres en buvant le petit coup... » Ce bon curé de village, naïf et bavard, friand de bon tabac d'Espagne, un peu chiche d'ailleurs et disposé, malgré ses 2000 livres de rente, à lésiner sur le gage de ses domestiques, comme il m'amuse plus et comme à lui seul il vaut mieux que toutes les panoplies de La Calprenède!

IV

Il ne suit pas de là que Sandras ait créé le roman moderne.

En premier lieu, son style est bien médiocre. Les négligences, les incorrections y foisonnent ; il écrit sans se troubler : « On me soupçonna d'être son homicide. » — « Il voulut voir s'ils sortiraient heureusement et sans qu'il leur en coûtât le nez ou les oreilles ou quelque autre membre. » Ses élégances sont pires : « Il me pria que nous repassassions sur son vaisseau. » On se heurte chez lui aux plus basses plaisanteries, aux mots les plus crus; certain duel qu'Aramis accepte, bien qu'il ait pris médecine le matin même, nous est conté avec toutes ses circonstances. A vrai dire, quand il fait parler des mousquetaires du roi ou des gardes du cardinal, ce langage rude, mais plein de verve et de verdeur, ne déplaît pas; les trivialités en sont parfois expressives, les gaillardises savoureuses. Rochefort, dont le père s'était remarié, se plaint d'avoir eu l'enfance la plus malheureuse, « pendant qu'on caressait le fils du second lit qui était galeux comme un braque. » Devenu riche, tout occupé à caser ses frères et sœurs : « Je puis dire, s'écrie-t-il, que j'étais chargé d'enfans sans avoir eu le plaisir de les faire. » Hélas! Sandras fait aussi parler des gens de cour, des grandes dames, et ne change alors ni de ton ni de vocabulaire. Dans les *Mémoires de la marquise de Fresne* la forme est plus étrange peut-être que le fond. Les discours de Mme de Fresne ne sont que de batailles et de bombardemens, de

bastions et de contrescarpes, et elle ne calcule les distances qu'en « portées de mousquet. » A Gênes, reçue chez un banquier qui lui sert de délicieux vins de Grèce : « Je les trouvai, dit-elle, très excellens, de sorte que peu s'en fallut que je ne me coiffasse, car j'ai toujours aimé les liqueurs, et je les aime encore passionnément. » Quand Gendron lui est présenté, il réclame au dessert une chanson à boire : « Je chantai sans me faire prier, et choquant le verre avec lui, je le ravis en admiration. » Cette marquise eût étonné l'hôtel de Rambouillet. Aussi bien, là n'est point l'essentiel. Le style de Sandras est en somme moins mauvais que celui de Restif de la Bretonne, en qui nous n'hésitons pas pourtant à voir un romancier. D'autre part, des nombreux imitateurs que son succès a fait éclore au commencement du XVIIIe siècle, il en est un qui écrivait d'une façon presque exquise : Hamilton. Les spirituels *Mémoires de Grammont*, c'est du Sandras très bien écrit. Du Sandras, même très bien écrit, cela ne fait jamais qu'une œuvre difficile à définir et à classer.

L'analyse suivie et complète de ses ouvrages serait impossible. En chacun d'eux, un roman commence qui presque aussitôt avorte. Et ceci ne vient pas uniquement de ce qu'il travaille trop vite ou de ce qu'il a l'haleine courte ; ceci, c'est la rançon des services que lui rend l'histoire. Elle envahit l'œuvre ; au lieu d'en être le support, elle en devient la substance. Les quatre cents dernières pages des *Mémoires de M. de Bouy* sont un précis avec dates en marge ; à partir de la cinquantième ou de la centième page, ceux de Rochefort, ceux de d'Artagnan, l'*Histoire du maréchal de La Feuillade* ne sont plus qu'une succession de scènes ou d'anecdotes historiques que rien ne relie les unes aux autres. Le fil de la narration se brise et elle essaie en vain de se raccrocher à l'ordre chronologique. L'image du héros qui semblait près de prendre vie se brouille : il reste à sa place un cicérone qui nous fait visiter le château de Versailles. Comme avec Sandras nous arpentons éternellement la même galerie, peu à peu, de tant d'épisodes dont la variété paraissait extrême, se dégage le sentiment d'une extrême monotonie. Que le siège soit devant Arras ou devant Gravelines, la différence pour nous n'est pas grande, et nous refermons le volume un peu déçus.

Le genre n'était donc pas constitué, puisqu'il demeurait confondu avec un autre. Mais en se confondant avec celui-là, il avait enfin pris possession du réel. Ces apocryphes et romanesques

Mémoires, c'était la dernière évolution qu'il dût subir avant d'atteindre à la pleine conscience de son but; c'était la dernière phase de sa longue enfance : Sandras nous mène directement à Lesage, à Marivaux, à l'abbé Prévost.

Je sais que Gil Blas de Santillane, que Jacob et Marianne, que l'Homme de qualité ou Cleveland même, quoiqu'il se dise fils naturel de Cromwell, ne sont point personnages de l'histoire Je sais qu'aucun d'eux n'a vécu. Ils sont la création du génie; en eux s'exprime une vérité plus large et plus durable que celle de l'histoire; en eux se résume la vie commune. Leurs Mémoires sont un vaste tableau de mœurs ou une ample tragédie bourgeoise, où les faits historiques eux-mêmes ne sont plus que des élémens de l'analyse morale ou des élémens de l'action. Encore est-ce bien leurs Mémoires qu'on prétend nous donner. La forme autobiographique du récit que Sandras a tant de fois employée et pour ainsi dire faite sienne, est celle qui jusqu'à Richardson et Rousseau s'est imposée aux romanciers.

Comme lui, Lesage rédige le journal d'une vie entière, de la naissance presque jusqu'à la vieillesse. Et qu'est-ce après tout que son héros, sinon la géniale synthèse de ceux de Sandras? L'adolescence de Gil Blas enrôlé dans une troupe de voleurs diffère-t-elle beaucoup de celle de Rochefort que des bohémiens associaient à leurs rapines? Sa liaison avec une comédienne qui lui assure le vivre et le couvert, n'est-ce point celle de d'Artagnan avec la logeuse qui s'endettait pour lui? Le rôle qu'il joue près du duc de Lerme et d'Olivarès n'est-il point celui que Bouy, Rochefort, d'Artagnan jouaient près de Richelieu ou de Mazarin? « Cherche une bonne affaire », disait Mazarin à d'Artagnan en lui refusant une pension: et cela voulait dire : « Apprends à tirer parti de ta situation auprès de moi, reçois les solliciteurs et promets-leur tes services, s'ils y mettent le prix. » Le duc de Lerme ne paie point autrement son secrétaire. Avant que Gil Blas et ses dignes amis eussent l'idée de se déguiser, pour rançonner des filles ou des marchands, en archers de la Sainte-Hermandad ou en commissaires du Saint-Office, des filous vêtus en exempts de police avaient escroqué 20 000 écus au père de Rochefort. Et si Gil Blas nous fait voir à lui seul dix fois plus de pays que Bouy, Rochefort et d'Artagnan ensemble, il n'en est pas moins vrai que leurs Mémoires étaient déjà une sorte de voyage à travers la société moderne.

On n'apprendra pas sans intérêt et sans surprise que ceux de Bouy ont fourni à Marivaux le début de la *Vie de Marianne*. On se souvient de ce début : des bandits ont attaqué un « carrosse de voiture » qui allait à Bordeaux et ont tué tous ceux qu'il portait, à l'exception d'un chanoine qui a pu s'enfuir et d'une petite fille en bas âge. Le curé du plus proche village la recueille, consulte le registre des voyageurs afin de savoir qui elle est, constate que ses parens s'y étaient fait inscrire sous un faux nom, et se décide à l'élever, aidé dans sa tâche par une sœur presque aussi vieille que lui. Au bout de quelques années, il meurt; sa sœur, qui ne lui survit guère, confie Marianne à un bon religieux, et le bon religieux la recommande de son côté à M. de Climal, qui la place chez une lingère.

« Ma mère, raconte M. de Bouy, s'en venant à Paris dans le carrosse de Bordeaux avec une femme de chambre, rencontra des voleurs entre Linas et Antoni, deux villages qui sont sur la route de cette capitale et qui n'en sont éloignés que de quatre ou cinq lieues. Elle n'était pas toute seule dans la voiture, et ces voleurs ne se contentant pas de voler tous ceux qui y étaient, ils les tuèrent tous... excepté ma mère et un Bénéficier qui était un grand homme de bien... Lorsque cet accident arriva, ma mère était grosse de moi de sept mois... Le Bénéficier était bien plus sensible à l'état où il la voyait qu'au vol qui lui avait été fait à lui-même... L'ayant donc fait mettre à Antoni dans la meilleure hôtellerie, il envoya chercher du secours... Le mal d'enfant la prit, et m'ayant mis au monde avec des douleurs qu'on ne saurait exprimer, elle rendit l'esprit un moment après. Le Bénéficier qui était un véritable homme de bien, après avoir ainsi pris tant de soin de ma mère, en prit encore tout autant de moi que si j'eusse été son propre enfant; après qu'il m'eut fait chercher une nourrice et qu'il s'en fut trouvé une à Longjumeau, village tout proche d'Antoni, il me remit entre ses mains. Il ne savait cependant qui j'étais, et comme c'était un homme absorbé en Dieu, il ne s'était pas mis en peine, en chemin, de s'informer ni qui était ma mère, ni qui étaient les autres personnes qui étaient avec elle dans le carrosse. Par malheur encore pour moi, il se trouva que le livre que portait le cocher et qui faisait mention des personnes qui étaient dans sa voiture, avait été pris par les voleurs... Ainsi, comme le cocher avait été tué avec tous ceux qu'il menait, excepté ma mère et le Bénéficier, cet homme si charitable ne put jamais

apprendre quel était son nom... Il écrivit non seulement à Bordeaux pour s'informer du nom et de la qualité de la dame... mais auparavant, il fit encore lui-même un voyage sur les lieux pour tâcher de découvrir ce qu'il était curieux de savoir... Il n'en put jamais venir à bout... »

J'abrège. Le Bénéficier fait élever l'enfant et à son lit de mort le lègue à un autre ecclésiastique qui le met en apprentissage chez un charpentier.

Chose curieuse, le continuateur de Marivaux semble s'être lui aussi reporté, avant d'écrire les derniers livres de la *Vie de Marianne*, à l'ouvrage dont Marivaux s'était souvenu : au dénouement, la petite lingère se trouve être la fille d'un grand seigneur étranger, de même que la femme de chambre qu'avait épousée Bouy se trouve être la fille d'un Président.

Les œuvres de l'abbé Prévost portent de plus visibles traces de l'influence que Sandras a exercée sur lui. Plus d'un exemplaire du *Rochefort* ou du d'*Artagnan*, si bien faits pour plaire à des soldats, devait traîner sous la tente et dans la tranchée quand Prévost s'échappa de chez les Jésuites pour s'enrôler. Comment ne pas songer à Sandras en lisant les *Mémoires d'un homme de qualité*, *Cleveland*, *le Doyen de Killerine*, et les *Mémoires de M. de Montcal?* Des hommes dont la vie appartient en majeure partie à la seconde moitié du XVIIe siècle s'y confessent à nous. Les uns se sont trouvés en présence des écrivains célèbres, de Racine, de Boileau, de Molière; d'autres ont approché d'Henriette d'Angleterre et assisté à son agonie que d'Artagnan avait déjà décrite; d'autres ont été comme lui témoins de la révolution d'Angleterre, et ont combattu sous le drapeau des Stuarts. Ils ont ferraillé, guerroyé, couru le monde, et s'il arrive assez communément que leur vie orageuse s'achève dans un cloître, Rochefort vieilli les y avait précédés. Tel cas de pathologie passionnelle que Sandras a noté et que j'ai cité se retrouve dans les *Contes, Aventures et Faits singuliers* de Prévost. Telle histoire de spectre ou de revenant qui est de Sandras pourrait être de Prévost, dont ce n'est pas le moindre mérite que d'avoir eu, au temps de Fontenelle et de Voltaire, le sentiment profond du surnaturel : je n'en citerai qu'une. Le marquis de Rambouillet et le marquis de Préci, jeunes tous deux, tous deux libertins, ont échangé en riant une promesse : il est convenu que celui qui mourra le premier viendra donner à l'autre des nouvelles de l'autre monde. Ils se séparent, et le mar-

quis de Rambouillet rejoint l'armée. Préci, que la maladie retenait à Paris, le voit un matin entrer dans sa chambre, très pâle; il étend les mains vers lui, rencontre le vide; il n'a devant lui qu'un fantôme qui murmure : « Tout ce qu'on dit de l'autre monde est vrai; tu mourras bientôt; prépare-toi. » Peu de jours après, Préci apprend qu'en effet son ami est mort, et presque aussitôt il est tué lui-même au combat de la porte Saint-Antoine. Que de pages de *Cleveland* il y aurait à rapprocher de cette page des *Mémoires de Rochefort!* Et, d'autre part, qu'on lise dans ceux de Bouy l'épisode intercalaire de la Jeune Grecque, laquelle trahie par son fiancé le tue, s'enfuit en Italie, y est victime d'une seconde trahison et cherche une seconde fois vengeance le fer à la main, on croira lire le sommaire d'un de ces drames d'amour qui chez Prévost dégénèrent en effroyables tueries.

Ainsi, l'exemple de Sandras confirme un principe dont la critique est en grande partie redevable à M. F. Brunetière. Dans l'histoire des genres, les œuvres les plus belles ne sont pas toujours et forcément les plus importantes. Des œuvres étiquetées romans il n'y en a qu'une entre 1678 et 1715 qui soit d'un écrivain de génie : le *Télémaque*. Or, loin d'acheminer le roman à son but, le *Télémaque*, qui est à la fois un traité de morale et un poème en prose, eût achevé plutôt de l'égarer. Un pauvre diable de gazetier dont nous nous souvenons à peine l'a poussé dans la bonne voie. Mais constater ce que Lesage, Marivaux et Prévost doivent à Sandras, ce n'est point porter atteinte à leur gloire : c'est fournir à leurs admirateurs de nouvelles raisons de les aimer. Des matériaux qu'il avait commencé à réunir, qu'il n'avait ni dégrossis ni triés, ils ont créé une œuvre d'art et une forme d'art nouvelle. Ses héros historiques n'avaient qu'un souffle de vie : la petite Manon qui n'a point existé est à jamais vivante.

André Le Breton.

LE PRINCE LOUIS-NAPOLÉON

IV [1]

LE PROLOGUE DE 1870

I

Dans la politique intérieure nous avons jusqu'à présent rencontré deux courans parfois se contrariant, parfois cheminant côte à côte, celui des ministres et celui du Président. Dans la politique extérieure, ces deux courans persistent, mais non plus avec une force égale; celui du Président l'emporte. Sans cesser d'être contrariée, sa pensée intime l'est moins; elle s'accuse mieux et prévaut plus souvent. Aussi l'analyse des affaires qui surgirent dans ce temps en Orient et de l'évolution nationale qui commence en Italie et en Allemagne est de premier intérêt. On y retrouve quelques-uns des traits essentiels de cette diplomatie impériale qui a exercé sur nos destinées et sur celles du monde une influence décisive. En ce sens, je considère les événemens de l'année 1850 et du commencement de l'année 1851 comme le prologue du drame qui, se déroulant à travers l'Empire en plusieurs actes successifs, s'achèvera en 1870.

En Orient, Palmerston impatienté de l'obstination avec laquelle la Grèce se refusait à son influence, tout à coup, sans avertir la Russie et la France, les puissances co-garantes, lance un ultimatum sommant la Grèce de satisfaire immédiatement à cer-

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

taines réclamations et notamment à celles d'un juif portugais né à Gibraltar, don Pacifico (17 janvier 1850). Sur le refus de la Grèce, il fait bloquer le Pirée et mettre l'embargo sur les navires du gouvernement grec et sur les navires marchands. Nicolas, encore frémissant de sa récente humiliation dans l'affaire des réfugiés hongrois, prend parti pour la Grèce, en vertu de ses droits de co-garant. (Note du 19 février 1850.) Il semblait naturel que la France s'unît à lui, ses intérêts et son droit étant les mêmes. Mais cette intervention collective eût été désagréable à l'Angleterre. Le Président offre ses bons offices et substitue une médiation isolée, tout amicale, à une action collective blessante. Palmerston remercie et accepte. Puis aussitôt, emporté par son impatiente passion, tandis qu'un arrangement se concluait à Londres entre lui et notre ambassadeur (18 avril), sous prétexte qu'à Athènes le médiateur français avait renoncé à sa mission, il méconnaît l'arrangement consenti par lui-même. Malgré les représentations de l'envoyé français, la Grèce, attaquée de nouveau par les forces navales britanniques, menacée d'une ruine complète, se rend à merci et concède au Pirée bien au delà de ce qui lui avait été imposé à Londres (27 avril 1850). Le Président se fâche et notifie à Palmerston que les respects mutuels sont la condition première de toute alliance et qu'il ne permettra à personne de froisser impunément notre dignité. Il demande que le cabinet de Londres considère comme non avenus des faits regrettables, constituant la violation d'un engagement. Cette demande n'ayant pas été agréée, il juge que la continuation du séjour à Londres de notre ambassadeur n'est plus compatible avec la dignité de la République; il le rappelle et le ministre des Affaires étrangères dit à la tribune : « J'ai eu l'honneur d'annoncer à l'Assemblée qu'à la nouvelle fâcheuse et inattendue de l'insuccès de nos bons offices dans les négociations suivies à Athènes, le gouvernement de la République avait cru de son devoir de demander au gouvernement anglais des explications. La réponse qui nous a été faite ne se trouvant pas telle que nous avions le droit de l'attendre, le Président de la République, après avoir pris l'avis de son conseil, m'a donné l'ordre de rappeler de Londres notre ambassadeur. » (Très vive approbation, triple salve d'applaudissemens, abstention sur la plupart des bancs de l'extrême gauche.)

Les conséquences de cette déclaration eussent été fort graves si l'Angleterre ne les eût pas conjurées en reconnaissant la jus-

tice de la susceptibilité française. Le procédé de Palmerston fut blâmé par la Chambre des lords, et malgré un admirable discours de quatre heures, célèbre dans les annales parlementaires, il ne fut couvert à la Chambre des communes que par une majorité de quarante-six voix. Palmerston comprit qu'il avait excédé la mesure; il revint sur son premier refus et il substitua l'arrangement conclu à Londres le 18 à celui arraché le 27 à Athènes à la faiblesse des Grecs. A la suite de quoi les relations entre le Président et lui redevinrent d'autant plus confiantes que toute inégalité humiliante en avait été exclue.

Dans cette affaire percent la prédisposition du Prince, dans tout conflit entre l'Angleterre et la Russie, à pencher plutôt vers l'Angleterre; sa tendance, chaque fois qu'on le lui permettrait, à intervenir dans tout différend européen comme médiateur agissant seul; enfin sa résolution de ne tolérer de qui que ce soit, même d'un allié, la moindre atteinte à l'honneur national.

II

L'évolution nationale, encore obscure, balbutiante, mal assurée dans sa marche, qui commença presque en même temps en Italie et en Allemagne et fit définitivement entrer en scène Cavour et Bismarck, n'attirait pas l'attention des politiques absorbés dans leurs combinaisons ambitieuses, encore moins celle de notre opinion toujours ignorante des réalités étrangères et dont toute la science consiste à croire qu'on nous adore partout. Sa gravité et ses conséquences lointaines n'échappèrent pas à la sagacité en éveil du Président. Sans prendre aucune décision immédiate, il se mit discrètement en mesure d'y intervenir à l'heure propice, lorsqu'il aurait plus de pouvoir et que les événemens s'accentueraient.

Après Novare, le Piémont, accablé par la nécessité de subir une paix écrasante, ressentit un dernier soubresaut des sectes révolutionnaires. Deux défaites ne leur suffisaient pas; l'honneur était compromis; à tout prix il fallait le reconquérir par une guerre à outrance soutenue par la nation entière appelée aux armes. Parmi les plus fougueux défenseurs de ce beau dessein se signalait Lanza. C'était aussi l'avis des Génois; ils le manifestèrent en se soulevant. Le brave La Marmora les réduisit promptement sans avoir besoin du secours offert par Louis-Napoléon (avril 1848). Les protestations belliqueuses recommencèrent avec le parle-

ment nouveau élu en janvier 1849. Il débuta en choisissant pour président le chef de la révolte génoise, Pareto; puis, quand le ministère lui demanda de ratifier le traité de Milan qui refoulait le Piémont dans ses limites de 1815 et lui imposait une indemnité de 75 millions, il refusa de le voter jusqu'à ce que le sort des émigrés lombards eût été assuré : ce qui équivalait à une troisième déclaration de guerre. Imaginez la royauté renversée après Novare, le roi faible et mal conseillé : la guerre à outrance commençait, le malheureux Piémont, après une résistance certainement héroïque, n'en eût pas moins été réduit, anéanti pour longtemps, et il n'aurait pas eu la force, en moins de dix ans, d'effacer Novare par San-Martino. Le roi, inspiré par d'Azeglio et La Marmora, n'hésita pas, au risque d'un violent conflit intérieur, à entrer en lutte avec la démence démocratique. Il prononça la dissolution et, par sa vigoureuse proclamation de Moncalieri, mit le pays en demeure de répudier les révolutionnaires et d'accepter un traité inévitable, laissant comprendre entre les lignes qu'à défaut il aviserait. Le pays comprit et ne renomma pas les députés de la guerre à outrance (15 juillet 1849).

Cavour, revenu dans le Parlement, approuva le manifeste royal, soutint le ministère, et conseilla l'approbation du traité. « La question, dit-il, est une question entre nous et la fatalité. Sur quelques bancs de la Chambre qu'ait été pris le ministère, il doit reconnaître cette loi fatale et l'accepter. » Le traité fut ratifié. Le peuple, le roi, les hommes politiques du Piémont, malgré les erreurs et les infortunes, s'étaient toujours montrés au-dessus des événemens : après leur défaite suprême, ils s'élevèrent encore plus haut. Dans aucune histoire ancienne ou moderne, je ne connais aucune période plus digne d'admiration que l'histoire du Piémont depuis la paix de Milan jusqu'à la guerre de 1859. Cavour s'y révèle et y domine, mais d'Azeglio, pendant trois ans, s'y montre égal à celui qui lui succédera; les services qu'il rendit par son courage mêlé de prudence et par une fermeté que la modération n'abandonna jamais furent moins éclatans, ils ne furent pas moins réels.

Le premier il substitua à l'ancienne politique municipale une politique italienne en prenant en tout le contre-pied des autres gouvernemens de la Péninsule. Ils s'étaient jetés dans une réaction effrénée, et cette réaction avait trois caractères : elle était autrichienne, anticonstitutionnelle, surtout cléricale. Ainsi, en Tos-

cane, le grand-duc répudiait les principes des lois léopoldines réputées jusque-là inviolables. Son confesseur lui ayant écrit qu'il ne l'admettrait pas au tribunal de la pénitence, s'il ne reconnaissait que, de droit divin, le patrimoine de l'Église est inaliénable, le grand-duc l'avait reconnu. D'Azeglio adopta une politique antiautrichienne, constitutionnelle, anticléricale. Il la rendit antiautrichienne, en faisant du Piémont la terre d'asile des émigrés, des fugitifs, surtout du Lombard-Vénitien. On ne se contentait pas de les recevoir, on les aidait, les employait, soit dans les fonctions de l'État, soit dans les universités ou les tribunaux, soit dans la presse. Réunis le soir sous les portiques de la rue du Pô, ils constituaient une représentation de l'Italie : l'Italie gémissante. Ils excitaient les ministres, tenaient en haleine les vaillans demeurés au pays natal, remplissaient l'Europe de plaintes et de malédictions contre l'Autriche. Il rendit sa politique constitutionnelle en s'attachant à maintenir les franchises parlementaires et les libertés publiques, imperturbablement libéral au milieu de l'éclipse presque générale de la liberté en Europe. Pour rendre sa politique anticléricale, il entreprit la réforme de la législation religieuse.

On retrouvait encore en Piémont les institutions les plus surannées du moyen âge, abandonnées partout ailleurs, telles que le droit d'asile dans les églises, l'immunité ecclésiastique; d'innombrables fêtes obligatoires interrompaient à chaque instant le travail; aucune disposition ne protégeait les familles contre les legs aux corporations religieuses. Un légiste éminent, Siccardi, proposa une série de lois pour réformer ces abus, ramener l'Église nationale au droit commun, abolir l'immunité ecclésiastique, assujettir le prêtre aux tribunaux ordinaires, réduire le nombre des fêtes obligatoires à quatre ou cinq, subordonner l'acceptation des legs pieux à l'autorisation du conseil d'État. En un mot, il proposa d'introduire la législation en vigueur en France, et sur laquelle, même en ses jours les plus cléricaux, la Restauration n'avait pas porté la main.

Ni Balbo ni la droite ne contestèrent cette réforme si justifiée; ils prétendirent seulement que, soit qu'on les considérât comme un droit, soit comme une simple coutume, les privilèges ecclésiastiques ne pouvaient être abolis sans le consentement de l'Église et du corps ecclésiastique. Des négociations avaient déjà été essayées, elles n'avaient donné aucun résultat. D'Azeglio se

retrouvant, comme il l'était souvent dans sa chevalerie, un malin Piémontais répondait familièrement à ces prôneurs de négociations inutiles : « Avec le Pape il faut beaucoup de formes, de salamalecs, de baisemains, mais une fermeté de fer, et surtout du fait accompli. »

Cavour défendit énergiquement la loi Siccardi : « Parcourez tous les pays d'Europe, dit-il, quels sont ceux qui ont résisté à la tempête révolutionnaire? ce ne sont ni les princes de l'Allemagne qui tous virent plus ou moins leurs capitales ensanglantées, ce n'est pas la France où un trône s'écroula en quelques heures, ce fut l'Angleterre, le seul pays où les hommes d'État dévoués au principe d'autorité, savent accomplir eux-mêmes à temps les réformes nécessaires. Suivez cet exemple, messieurs les ministres; ne craignez pas, en marchant largement dans la voie des réformes, d'affaiblir le trône constitutionnel confié à vos mains; vous le fortifierez au contraire, et vous lui ferez pousser dans le sol des racines si profondes que, la tempête révolutionnaire dût-elle se déchaîner de nouveau, non seulement il aura la puissance de lui résister, mais encore celle de rassembler autour de lui toutes les forces vives de l'Italie et de conduire notre nation vers ces *hautes destinées auxquelles elle est appelée.* » Députés et auditeurs debout unirent leurs voix dans une même acclamation (7 mars 1850).

Victor-Emmanuel secondait d'Azeglio et Siccardi. Il avait eu quelque peine à se plier aux exigences constitutionnelles; et recevoir des conseils, véritables injonctions en réalité, ne lui plaisait guère. Par exemple, il avait écrit de sa main une lettre au Pape sur l'abolition de l'immunité ecclésiastique. Il chargea d'Azeglio de l'expédier. Celui-ci la lut, ne la trouva pas à son gré, la refit et la renvoya. Le roi lui répondit : « Quand je fais une chose, je sais ce que je fais, et pour dire la vérité, je ne suis pas amateur de conseils. Quand j'en aurai besoin, je vous en demanderai. Malgré cela, ne m'en veuillez pas. Ciao (1), Massimo. Votre très affectionné. » D'Azeglio offrit sa démission. Le roi lui répondit : « Cher Massimo, ne soyez pas si féroce. Je comprends que vous m'avez refait cette belle lettre pour que je dise : Bravo! Bravo donc, vous dirai-je, puisque vous le voulez. Il n'en reste pas moins vrai qu'avec vos observations vous m'avez donné une patente d'ânerie. Et cependant je crois que je ne suis pas un sot. »

(1) C'est une salutation piémontaise équivalente à l'*adieu* provençal.

Dans une autre circonstance le conseil de d'Azeglio fut mieux accueilli. « Il y a eu peu de rois dans l'histoire qui aient été *galantuomini*, il serait temps d'en commencer la série, lui avait dit un jour le ministre — J'ai donc à faire le *galantuomo?* Le métier me paraît facile, répliqua Victor-Emmanuel. Et, prié d'inscrire son nom sur le registre de recensement de sa capitale, il ajouta à la colonne de la profession : *re galantuomo.* — Ne laissez pas aux autres le soin de vous qualifier, on vous prendra pour ce que vous vous donnerez.

La loi Siccardi votée (9 avril 1850), le roi la sanctionna malgré les supplications de sa mère et de sa femme. L'archevêque de Turin, Franzoni, enjoignit à ses prêtres de n'y pas obéir. On se demandait qui, de Franzoni ou de Victor-Emmanuel, serait le roi. L'incertitude ne se prolongea pas. L'archevêque fut cité en justice, condamné par défaut, à un mois de prison, à une amende et emprisonné. Cela ne le calma point, et il recommença les hostilités à la mort de Santa-Rosa, le ministre de l'agriculture et du commerce. Santa-Rosa, après s'être confessé dévotement, et avoir reçu l'absolution, demanda la communion. Son curé, Pittavino, moine de l'ordre des servites, vint, par ordre de l'archevêque, déclarer que les derniers sacremens et la sépulture chrétienne ne seraient accordés que s'il rétractait formellement sa participation aux lois Siccardi. Le confesseur protesta par écrit que le mourant était persuadé de n'avoir ni violé les droits de l'Église ni méconnu l'autorité de son chef visible; sa femme se jette en sanglotant aux pieds du curé, le suppliant de ne pas refuser les suprêmes consolations à son mari bien-aimé. Le curé reste inflexible : « Non, il me faut une rétractation formelle. » Le moribond, portant ses mains tremblantes à sa tête, murmure : « On me demande des choses que ma conscience ne me permet pas d'accorder; je ne veux pas laisser un nom déshonoré à mes enfans ! » Il rend l'âme. Le prêtre inexorable se retire sans prononcer une parole. Il rencontre en sortant Cavour, l'ami de Santa-Rosa, qui, exaspéré de ce qu'on était venu lui raconter, l'invectiva. On eut grand'-peine à les empêcher d'en venir aux voies de fait. L'exaspération publique ne fut pas moindre que celle de Cavour. Le gouvernement dut expulser incontinent le curé, les moines servites et l'archevêque. Une souscription pour élever un monument commémoratif de l'abolition de l'immunité ecclésiastique fut aussitôt couverte, et de toute part on demanda à d'Azeglio et au roi de

répondre à l'agitation cléricale en donnant la succession de Santa-Rosa à son ami Cavour, le plus énergique champion de la loi maudite.

D'Azeglio, quoique ne l'aimant pas, consentit à le prendre pour collègue. Le roi, qui avait hérité des sentimens de défiance de son père, refusa. « C'est trop tôt, son heure viendra plus tard, proposez-moi un nom plus sympathique. » La Marmora insista et démontra que ce nom « peu sympathique » était le nom nécessaire. « Eh bien, soit! dit Victor-Emmanuel, seulement rappelez-vous qu'il ne tardera pas à devenir le maître de la maison et qu'il nous enverra dans la rue tous les jambes en l'air. »

Cavour, malgré son triomphe récent, était alors dans un profond découragement. Les hommes de la droite lui reprochaient de les abandonner; ceux de la gauche continuaient à le suspecter. « Il est probable, écrivait-il, que mon rôle finira bientôt. Dans un temps comme le nôtre, un homme politique est vite usé : je le suis déjà à demi; avant longtemps, je le serai tout à fait. » Et voilà que soudain, à l'improviste, pour la première fois, il se voyait soulevé par la faveur populaire. Le ministère qu'on lui offrait était au-dessous de ses mérites : une raison de cette nature empêcha un jour le jeune Pitt d'entrer aux affaires. Cavour accepta, certain d'obtenir bien vite la prééminence à laquelle il était destiné (11 octobre 1850). Le jour de son entrée au ministère, il ordonna de liquider toutes ses valeurs de bourse, opération dans laquelle il perdit une trentaine de mille francs. Bientôt à son premier portefeuille étaient joints celui de la marine et celui des finances (19 avril 1851). Le roi avait prédit juste. Dès que Cavour fut ministre, il devint le ministère. « Ce petit homme, ce coq de combat, disait d'Azeglio, me traite comme Louis-Philippe; je règne et ne gouverne pas. » En effet il parlait et décidait pour tous, et bon gré mal gré les entraînait, soit dans la réalisation de ses idées de liberté commerciale, soit dans ses mesures financières pour sortir de la dépendance ruineuse de Rothschild. D'Azeglio s'essouffla tellement à le suivre qu'il en tomba malade.

III

Les petits princes italiens ne cachaient pas leur inquiétude de la conduite de Victor-Emmanuel, condamnation implicite de la leur, excitation à leurs sujets d'être mécontens. Le roi de Naples

chargea un de ses envoyés de quelques remontrances. Quand le Napolitain parla des dangers qui menaçaient son trône constitutionnel : « Quels sont donc ces dangers, *signor cavaliere?* » fit le roi. Le Napolitain déconcerté parla des journaux, des conspirations. « Je n'ai rien à craindre, parce que derrière mon trône ne siègent ni la trahison ni le parjure, dites-le à votre roi, mon bon ami. »

Pie IX n'était pas moins mécontent que les autres princes. Il s'était enfin décidé à rentrer à Rome (12 avril 1850). Son secrétaire d'État, Antonelli, s'appliquait à réaliser les promesses du *motu proprio*. Il forma un ministère, dont trois membres sur cinq étaient laïques (18 septembre 1850); un conseil d'État, en majorité également laïque et dont faisaient partie deux ecclésiastiques seulement (10 septembre 1850); une consulte des finances entièrement choisie par le Pape parmi les candidats désignés par les conseils provinciaux (28 octobre 1850); des conseils provinciaux choisis parmi les candidats présentés par les conseils municipaux (23 novembre 1850); des conseils municipaux directement élus par les plus imposés de chaque commune (24 novembre 1850). Les sociétés modernes placent, en matière d'impôt, deux règles au-dessus de toute discussion : Les charges publiques doivent peser également sur tous, et être consenties par des représentans élus. Le Pape n'avait pas à établir la première, car dès 1537, Paul III avait décrété que l'impôt serait supporté indistinctement par tous les sujets de l'Église romaine « sans exception de marquis et de barons, pas plus que de vassaux et fonctionnaires ». Pie IX, sachant que qui tient les cordons de la bourse dispose tôt ou tard de l'État, refusa d'admettre le second principe, dans la crainte de ressusciter le *Statuto*, dont le seul souvenir était un cauchemar.

Malgré la sincérité avec laquelle les nouvelles institutions furent établies, elles ne tardèrent pas en fait à devenir purement nominales; aucun libéral ne voulant, par crainte du poignard mazzinien, se prêter au fonctionnement de ce mécanisme, le gouvernement théocratique se rétablit par la force des choses. Les ministres ne furent que des commis aux ordres du sous-secrétaire d'État, et les consulteurs d'État des conseillers complaisans. De sorte que Pie IX put affirmer en parfaite bonne foi qu'il avait tenu ses promesses tout en gouvernant selon les erremens de Pie VII et de Grégoire XVI. Cependant les tracasseries policières

n'en arrivèrent pas aux rigueurs en usage dans les duchés et le Napolitain. Le Saint-Père institua même une commission formée de quelques-uns des membres de la consulte pour reviser ou annuler tous les procès politiques encore pendans. Les mesures sévères auxquelles un gouvernement sourdement miné se trouva réduit, ont été démesurément grossies. Le tribunal du Saint-Office, dont la réouverture suscita tant d'alarmes, continua à se montrer aussi bénin qu'il l'était depuis bien longtemps, et à ne brûler ni torturer qui que ce fût (1). Dans l'ordre des intérêts matériels, les désastres économiques causés par la Révolution furent réparés avec intelligence et sollicitude. On retira le papier-monnaie, on réduisit le déficit, on n'augmenta les impôts que dans la mesure indispensable, on reprit les bénéfices lucratifs du monopole du tabac, on améliora les tarifs douaniers, on prépara l'établissement des chemins de fer.

Même dans l'édilité le Pape effaça les derniers vestiges révolutionnaires. En ses accès de bestialité destructive l'homme se rue sur les plus divines créations de l'art, saccage les villes, brûle les monumens, met en pièces les statues de Phidias, accroche des arquebuses sur les personnages de l'École d'Athènes, dépèce le Colisée, bombarde l'Acropole, mutile les cathédrales, et rase les châteaux. Puis, revenu de ses fureurs, il fouille, relève, s'acharne à remettre debout ce qu'il a jeté à bas. Labeur inutile! Le Néant garde ce qu'on lui a donné et la Mort ne rend pas sa proie. Reconstituer l'antique, c'est ajouter une ruine à celle qu'on veut réparer. A grand'peine on remet au jour quelque squelette difforme, mais on salit, on déchire le manteau de pourpre et d'or, le manteau diapré d'asphodèles et de pervenches, que, plus ingénieuse et plus féconde qu'aucun artiste, la nature a tissé sur des débris, redevenus ainsi vivans d'une radieuse et éternelle jeunesse.

La Papauté s'était gardée de profaner, en la remuant, la plus antique et la plus illustre poussière humaine. Elle ne contraria pas le travail spontané de restauration opéré lentement par les années sur les restes du palais des Césars; elle ne dérangea pas l'opulente végétation qui s'étalait sur les gradins disjoints du Colisée: sur le Forum elle avait établi une allée majestueuse d'ormes, allant de l'arc de Septime-Sévère à celui de Titus, nou-

(1) En 1849, l'Assemblée constituante fit ouvrir les portes du Saint-Office. On y trouva un seul prêtre détenu pour faux en écriture privée.

velle *Via sacra* par laquelle le pontife de l'univers se rendait à sa basilique d'évêque de Rome, Saint-Jean de Latran. Les révolutionnaires à la chemise rouge ne goûtaient pas cette poésie; ils décrétèrent que le Forum serait éventré. Aussitôt de retour, Pie IX fit couvrir les fouilles commencées, reconstitua l'ancienne allée en la plantant d'acacias afin que l'ancien état fût plus vite rétabli.

Dans l'ordre spirituel Pie IX n'avait pas eu à réparer des dommages que la révolution n'avait pu accomplir : ce sont ses propres inclinations qu'il modifia. Ainsi, sans avoir jamais été l'ennemi des jésuites, ces grands serviteurs de l'Église et ces dévoués infatigables de la Papauté, il en avait parfois médit. Quand Prosper Faugère, l'érudit éditeur de Pascal, vint à Rome, Rossi le conduisit à l'audience du Saint-Père, et, dans la causerie, rappela l'édition des *Pensées* d'après les originaux. « Je le sais, dit Pie IX; Pascal, ajouta-t-il, a bien mérité de la religion; son ouvrage réunit la splendeur et la solidité. » L'ambassadeur, craignant que le Pape oubliât les *Provinciales*, fit remarquer que Faugère ne s'était occupé que des *Pensées*. « Oh ! répondit vivement Pie IX, à la réserve peut-être de bien peu de choses, tout ce qu'a écrit Pascal est bon. » Puis il dit en italien : *Anch'egli avea veduto che tutte le cose non erano genuine*. — « Lui aussi avait vu que tout n'est pas parfait. » — En 1850, il prodigua les marques de confiance aux jésuites et les encouragemens à leur célèbre revue, la *Civiltà Cattolica*.

La propagation, la défense, l'exaltation de la foi le consolèrent de ses déceptions terrestres. Il rétablit la hiérarchie catholique en Angleterre et commença à s'occuper de la définition du dogme de l'Immaculée Conception. Aussi fut-il profondément affligé des innovations ecclésiastiques du Piémont. Quoi que pût tenter Victor-Emmanuel pour l'apaiser, il se montra intraitable. Aux lettres explicatives il répondit par des plaintes hautaines, il éconduisit les envoyés Sauli et Pinelli, approuva et loua Franzoni, et fulmina contre le Piémont dans une allocution consistoriale (1er novembre 1850).

Il est de style d'imputer au cardinal Antonelli cette attitude intransigeante. Livré à lui-même, Pie IX eût traité, dit-on, mais son abominable ministre l'en détourna par ses artifices. L'âme fière et forte d'Antonelli ne souffrit pas de cette calomnie plus que de toute autre ; il ne s'en est défendu plusieurs fois avec

moi que parce qu'il jugeait coupable le dessein de vouloir imposer ses vues personnelles au vicaire de Jésus-Christ; son unique ambition était de le servir docilement, docilité qu'il a poussée jusqu'à accepter, devant ses contemporains et devant l'histoire, la responsabilité des actes qu'il s'était permis de déconseiller. C'est par la volonté propre, réfléchie, de Pie IX que s'engagea le conflit qui mit Victor-Emmanuel, déjà en hostilité latente avec ses « bons amis » les princes italiens, en lutte ouverte avec le chef de la catholicité.

Dans ce combat un encouragement, qui fut en même temps une force, vint au roi de celui-là même qui avait, en 1847, poussé les Italiens aux pieds de Pie IX.

IV

Gioberti, démissionnaire de son ambassade, s'était condamné à un exil volontaire. Retiré à Paris, dans un modeste appartement de la rue de Parme, il suivait avec anxiété les douloureuses étapes de la liquidation du *Risorgimento* dont il avait été l'initiateur et l'apôtre par son livre du *Primato*. Chacune des pierres croulantes de son édifice idéal paraissait détachée de son cœur, et pendant ses nuits d'insomnie il scrutait le désastre, l'interrogeait pour en tirer la règle de l'avenir. Peu à peu, avec cette décision du penseur désintéressé qui ne redoute pas des contradictions dont il ne profite pas, il en vint à opérer une transformation radicale dans ses vues politiques. De Guelfe il devint Gibelin. Le *Risorgimento* avait avorté, il prépara le *Rinnovamento*. Il avait placé le succès du premier dans l'union des Princes avec le Pape; le second ne lui parut réalisable qu'en dehors des Princes devenus autrichiens et du Pape hostile au principe national. Une nationalité ne peut surgir que d'une hégémonie quelconque. Or il n'en existe que deux dans la péninsule, Rome et le Piémont. Unis, ils forment l'hégémonie complète. Désunis, Rome ne peut rien, tandis que le Piémont peut beaucoup ayant une armée nombreuse, disciplinée, aguerrie. Puisque Rome refuse de s'unir au Piémont, il faut que le Piémont prenne seul en main la cause italienne, et qu'il vienne s'établir à Rome, non à la place du Pape, mais à ses côtés.

La première ville et la première Église du monde ne peuvent se passer l'une de l'autre, c'est à Rome que doit demeurer le

pontife du culte universel, mais il doit y vivre sans pouvoir d'État, ni territoire. Sa personne y sera indépendante et inviolable; ses palais, ses villas, ses églises inviolables aussi comme le palais des ambassadeurs; une loi débattue avec l'État établirait ces garanties et les mettrait d'accord avec le bon ordre et la justice; il serait subvenu aux dépenses d'entretien de l'État ecclésiastique par une dotation de l'Italie ou, plus dignement encore, par la contribution des peuples catholiques. Débarrassée de la sixième de ses plaies, celle du pouvoir temporel, oubliée par Rosmini, la Rome nouvelle brillerait d'une splendeur inconnue; elle deviendrait un forum et un sanctuaire, une cité et un temple sibyllin; elle montrerait à l'Univers émerveillé la Diète italienne, consistoire des laïques, et le consistoire des cardinaux vivant à côté l'un de l'autre dans la paix et l'harmonie.

De ces hauteurs extatiques Gioberti descendait dans les réalités et essayait de les prédire et de les diriger. Pour réunir en une unité une nation démembrée, il faut un grand ministre et une puissante alliée. Le grand ministre existe, ce sera Cavour. Son brio, son activité, même son erreur magnanime de régir une province comme si elle était une nation, contrairement à ceux qui traitèrent la nation comme si elle était une province, tout le désigne aux Italiens et il saura gagner leur confiance par des actes d'italianité. L'allié existe aussi, c'est la France. Jamais, même si elle devenait possible, l'alliance autrichienne, pleine de malheurs et de honte! Mieux vaut mourir seul que vivre déshonoré. On ne peut compter sur la Prusse qui vient de refuser follement la gloire de l'hégémonie allemande et qui est de plus lige de la Russie et de l'Autriche. L'Angleterre est une puissance maritime de secours inefficace; elle n'accorde d'ailleurs son appui qu'au prix d'un dur vasselage. L'alliance de la France est seule souhaitable, naturelle, utile. Indépendamment de la contiguïté matérielle, de l'affinité des mœurs et de la langue, toutes les deux sont riveraines d'une mer commune qui les rapproche plus que les rochers et les neiges des Alpes ne les séparent. L'alliance stable de ces deux patries pour la délivrance italienne préparerait peut-être un jour l'union des peuples latins complétée par l'adjonction de la normande Angleterre, en opposition à la ligue baltique des races slavo-allemandes du nord.

Gioberti s'est-il donc identifié à Mazzini, qui depuis son adolescence prêchait l'unité et la destruction du pouvoir temporel?

Détrompez-vous : de nombreuses divergences les séparent encore. Mazzini est sorti du catholicisme, Gioberti lui reste fidèle. Mazzini poursuit une réforme religieuse vague, sans dogme et sans surnaturel; Gioberti n'admet qu'une réforme catholique. Quelles qu'aient été les erreurs des Pontifes et les corruptions de la curie romaine, le catholicisme demeure la forme la plus parfaite et la plus exquise du christianisme. Mazzini croit à l'efficacité des conspirations, des programmes, des comités, des journaux; Gioberti ne compte que sur l'action légale, constitutionnelle, et sur l'influence toute-puissante de la pensée exprimée dans les livres. Mazzini ne croit à la résurrection que par la république, Gioberti ne prononce pas un *veto* éternel contre celle-ci, mais il démontre que Charles-Albert a été moins inepte que les républicains, et, comme il avait dit à Charles-Albert : « Marchez, nous vous soutiendrons! » il crie à Victor-Emmanuel : « La misérable Italie attend depuis Machiavel le Prince qui élèvera la bannière sous laquelle elle est prête à courir, soyez ce Prince! »

Déjà dans l'année 1850, chez Lamennais, j'avais entendu Gioberti, les yeux étincelans derrière ses lunettes d'or, développer avec une intarissable et entraînante faconde ces vues qu'il exposa l'année suivante dans son *Rinnovamento*. Cet ouvrage, malgré sa composition confuse et sa redondance, malgré ses injustices envers Pinelli, Da Bormida et quelques autres, restera un des plus remarquables monumens de la langue, de l'éloquence, de la science et du génie philosophique et politique de l'Italie moderne. Son action, aussi considérable que l'avait été celle du *Primato*, a été plus durable et surtout plus efficace. Après l'avoir lu, Victor-Emmanuel s'écria : « Je serai ce que dit Gioberti! » Sans le dire Cavour le pensa; et avec eux le pensèrent de même les Italiens patriotes d'un bout à l'autre de la péninsule. Plus que Garibaldi dont les statues encombrent tant de places italiennes, plus que Mazzini à l'indomptable ténacité, plus que Manin au bon sens profond, autant que Cavour, que Victor-Emmanuel, Gioberti a créé l'Unité italienne. Il a été le phare toujours visible sur lequel tous ont constamment tenu leurs yeux fixés durant la marche dans les sentiers ténébreux.

Le *Contrat social* de Rousseau et le *Pape* de J. de Maistre avaient démontré déjà qu'un livre fortement conçu est aussi une épée, et que parfois le philosophe solitaire, à la pensée et à la parole vaillantes, conquiert, renverse, édifie.

V

Le Président, ne se sentant pas encore maître de suivre ses inspirations personnelles, évitait d'intervenir, soit dans les affaires politiques, soit dans les affaires religieuses du Piémont. Son ministre fut moins circonspect. Pressé par le nonce et par l'ambassadeur autrichien, le général Lahitte offrit les bons offices de la France, insinuant que leur prompte acceptation arrêterait en temps utile une intervention moins amicale. D'Azeglio répondit fièrement qu'il accepterait avec gratitude les bons offices d'une puissance amie, mais qu'il repousserait toute ingérence n'ayant pas le caractère d'une intervention bienveillante. Lahitte insista, signala les dangers de la licence des journaux piémontais, et annonça l'intention d'envoyer Corcelles à Turin comme pacificateur : « Envoyez-le plutôt à Rome, riposta sarcastiquement d'Azeglio, c'est là qu'il faut prêcher la conciliation, et que vous avez les moyens d'imposer vos conseils. Nous ne comprendrions pas que vous tentiez de nous contraindre au maintien de ce que vous avez été les premiers à ne pas supporter chez vous. »

Le Président averti et informé, intervint, interrompit les remontrances de son ministre, et déclara à l'ambassadeur sarde qu'il approuvait l'abolition de l'immunité ecclésiastique, qu'il déplorait la conduite de l'archevêque de Turin ; et il chargea son ambassadeur à Rome de combattre les « tendances exagérées » de la curie pontificale et de seconder les démarches du Piémont en vue d'un arrangement.

Ainsi, au premier choc entre le Piémont et la Papauté, sans cesser de se montrer à Rome respectueux, conciliant et protecteur, Louis-Napoléon opine en faveur du Piémont. Voilà encore un indice de ce que sera le Prince devenu tout-puissant.

Il laissa aussi entrevoir dès ce temps-là le penchant qui l'entraînait vers la Prusse.

VI

Depuis Frédéric et Marie-Thérèse, la rivalité entre la Prusse et l'Autriche, malgré les rapprochemens des souverains, ne s'était pas éteinte, l'événement n'ayant pas encore décidé à qui appartiendrait l'Allemagne. Le maréchal Suchet, dans ses Mémoires,

raconte que parcourant un champ de bataille, il voit un Autrichien couché dans son sang se relever et lui dire d'une voix expirante : « N'est-ce pas que nous nous sommes battus mieux que les Prussiens? » L'antagonisme, assoupi depuis 1815, s'était réveillé en 1848, il ne va plus s'arrêter jusqu'au dénouement de 1866.

Frédéric-Guillaume avait craint que son front de monarque de droit divin ne fût dévoré par la couronne de feu d'empereur de la Démocratie allemande, mais il essaya d'y poser une couronne moins large, forgée par ses mains princières. Il concerta avec les rois de Saxe et de Hanovre l'établissement d'une confédération du Nord, de laquelle serait exclue l'Autriche, et dont il deviendrait le maître. Le suffrage universel n'y aurait aucune part; sa Charte serait l'œuvre d'un Parlement élu par un suffrage à deux degrés, à base censitaire. On appela cela l'Union restreinte, par opposition à l'Union de la Confédération de l'Allemagne entière rêvée à Francfort. Le général Radowitz, catholique convaincu, homme d'instruction, d'éloquence et de décision, dont on disait qu'il était un moine farouche et un soldat hardi, fut chargé de conduire l'affaire.

Schwarzenberg, à peine délivré des insurrections italiennes et hongroises, sans se donner le temps de réparer l'édifice impérial de toutes parts lézardé, se jeta au travers de l'entreprise. Il le notifia d'un ton impérieux : Il ne tolérerait pas la création d'un État fédéré, même dans le nord de l'Allemagne, en dehors de l'Autriche : ce serait un *casus federis*. — Si vous tenez à une réforme de l'ancienne Constitution, introduisez dans la nouvelle Union l'Autriche avec toutes ses provinces; placez à la tête de cette vaste machine un Directoire à trois, composé de la Prusse, de l'Autriche et d'un roi des États moyens, présidé par l'Autriche, et ne le paralysez point par une Chambre populaire. Répugnez-vous à cette Allemagne impériale autant qu'à l'Allemagne démocratique, revenez au pacte de 1815, à l'acte final du Congrès de Vienne, et rouvrons ensemble la Diète conformément aux anciens erremens.

Radowitz protesta de ses bonnes intentions : « Exclusion ne signifiait pas hostilité, l'Union restreinte nouerait avec l'Autriche une alliance éternelle. » Puis il passa outre, publia une loi électorale provisoire et fixa au 30 janvier 1850 les élections au Reichstag de l'Union restreinte. Les rois de Saxe et de Hanovre furent moins braves. Effrayés des menaces de Schwarzenberg,

appuyées par la Bavière et le Wurtemberg, ils rompirent sans vergogne l'accord. Sous prétexte que leur concours avait été subordonné à l'adhésion de tous les princes allemands, ils refusèrent d'ordonner les élections dans leurs États. L'Union restreinte mourut de ce *non* saxon et hanovrien, comme l'union démocratique de Francfort était morte du *non* prussien. Radowitz, résolu jusqu'au bout, malgré cet abandon, vint ouvrir son parlement à Erfurt, sans autre cortège que celui d'un certain nombre de petits États (20 mars 1850). Là, sous le coup de la nécessité, la lenteur allemande se transforma en fougue. Constitution, loi électorale, tribunal d'Empire, acte additionnel, tout fut voté en un tour de main (29 avril).

Schwarzenberg laisse discuter et voter, il agit. Il convoque les gouvernemens allemands à Francfort. Les plénipotentiaires des quatre royaumes, Saxe, Hanovre, Wurtemberg, Bavière, de la Hesse électorale, du Danemark pour le Holstein, des Pays-Bas pour le Luxembourg, s'y rendent et fixent au 15 septembre la réouverture définitive de la Diète.

Comment trancher un tel conflit, si ce n'est par les armes? Cependant ni l'un ni l'autre des adversaires ne se décide à les prendre sans s'être assuré des dispositions du Tsar, véritable arbitre de la victoire, qui vient d'arriver à Varsovie pour écouter, répondre et décider.

Les vues de Nicolas, fort multiples, n'étaient pas aisées à démêler. Attaché à la famille royale de Prusse par la parenté et par de communs souvenirs, il n'était pas moins dévoué au Danemark dont la Prusse poursuivait la dislocation. Il détestait toute perspective d'unité allemande, et la Prusse flattait et préparait cette unité. Il avait en horreur la révolution, et le roi de Prusse lui accordait, tout en déclamant contre elle, de larges concessions. Il jugeait indispensable à la sécurité de son empire que l'Autriche, unie à la Confédération germanique, ne fût pas réduite à ses aspirations orientales; il ne voulait pas que, rendue trop forte par l'anéantissement de la Prusse, elle devînt un voisin incommode.

Brandebourg et le prince de Prusse, puis Schwarzenberg vinrent chacun plaider leur cause à Varsovie. Les Prussiens soutinrent qu'ils poursuivaient un intérêt prussien et non révolutionnaire, et ils furent un moment au point de gagner leur juge en concluant la paix avec le Danemark (2 juillet 1850). Mais les

Autrichiens reprirent l'avantage dans la conférence réunie à Londres sur les affaires danoises, en signant le protocole sur l'intégrité de la monarchie danoise auquel la Prusse refusa d'adhérer. Tour à tour attiré et éloigné par les deux supplians, le Tsar, se décida à imposer une paix qui, sans être trop cruelle à la Prusse, consacrât la prépondérance de l'Autriche. Il dit aux ministres des deux cours : Sur le premier qui tire, je tire; je serai contre celui qui attaquera, *sans y avoir été contraint par une provocation inacceptable.* Aucun des deux rivaux ne se souciant d'être celui sur lequel on tire, l'ardeur belliqueuse se calma, et l'on s'en tint à d'interminables notes, répliques, dupliques, tripliques. Mais on ne pouvait pas longtemps se borner à ces hostilités inoffensives; deux incidens, comme il s'en produit toujours pour dénouer les situations trop tendues, surgirent presque simultanément. Les insurgés expulsés du Schleswig après la journée d'Idestedt s'étaient réfugiés dans le Holstein. Le roi de Danemark et le Tsar demandèrent contre eux à la Diète restaurée, l'exécution fédérale. Dans des circonstances plus graves, la Hesse électorale adressait à la Diète la même demande.

Frédéric-Guillaume, le prince électeur, instruit, intelligent mais despote cupide, tout occupé de constituer une fortune à de nombreux enfans nés d'une union disproportionnée, avait, à l'instar de ses frères princiers, renvoyé les ministres libéraux subis en 1848, et confié les affaires à un ancien président du tribunal prussien, Hassenpflug, gros homme trapu, insolent, dépensier, fanatique d'absolutisme, qui, à peine installé, demanda des impôts sans présenter de budget. Les États refusant, il déclare l'état de siège en vertu d'une loi de 1832, abrogée. Alors les employés refusent leur concours, les trois quarts des officiers donnent leur démission. Grand-duc et ministre sont obligés de fuir. Ils se rendent à Francfort et réclament de la Diète restaurée l'exécution fédérale contre les rebelles. Cette exécution est ordonnée et confiée à l'armée bavaroise.

La Prusse, intéressée au bon ordre dans cette principauté traversée par deux routes d'étapes, liaison entre Cologne et Berlin, ne pouvait rester immobile et indifférente ; le roi, libre de suivre sa pente naturelle, n'eût pas donné le détestable exemple de soutenir une révolte; mais s'il tolérait l'exécution fédérale par une Diète convoquée sans lui et contre lui, l'Union restreinte croulait. Il sacrifie son devoir de monarque conservateur à son ambition

prussienne, et il intervient en faveur du peuple hessois. Deux corps de troupes s'avancent presque simultanément dans la Hesse. Les Bavarois venus du sud entrent à Hanau, les Prussiens, descendus du nord, occupent Fulda et marchent sur Cassel.

Nicolas réprouve l'intervention prussienne ; toute résistance aux mesures de la Diète de Francfort lui est une offense personnelle qu'il ne tolérera pas. La Bavière et le Wurtemberg contractent avec l'Autriche une alliance offensive et défensive. Une armée de 200 000 hommes se prépare. Schwarzenberg, ses derrières ainsi assurés, somme les Prussiens de s'arrêter, leur promettant de respecter leurs routes d'étapes, et d'évacuer le pays dès l'arrangement du conflit constitutionnel.

Un conseil extraordinaire se réunit aussitôt à Berlin. Radowitz, appuyé par le prince de Prusse, dit qu'il ne s'agit pas de discuter si les prétentions prussiennes sont ou non fondées. Ne le fussent-elles pas, il n'y a plus à délibérer ; la question d'honneur est posée ; reculer devant une menace serait une tache à l'écusson. — Négociez encore, si vous le voulez, mais en armes après avoir mobilisé toute l'armée. — Le ministre de la guerre, Stockhausen, combat cet avis : — Nous ne sommes pas prêts, notre armée n'est pas en force d'affronter seule l'Autriche grossie des États moyens, soutenus par la Russie ; en plus de quinze jours nous pourrions à peine réunir 70 000 hommes entre l'Elbe et l'Oder et nous en aurons devant nous 150 000. — Et pourquoi nous battrions-nous, ajoute Brandebourg ? Ne voulons-nous pas comme l'Autriche que l'alliance du 26 mai soit définitivement abandonnée ; que la Hesse soit soumise et le Holstein pacifié ? Nous battrions-nous pour savoir si l'ordre également désiré des deux côtés sera rétabli par la Diète ou par nous ? Cela vaut-il de risquer notre prestige national dans une guerre sans espoir ? Je n'accepte pas cette responsabilité. — Cette opinion prévalut dans le conseil.

Qu'allait décider le roi ? Radowitz le supplia de ne pas fléchir. Le roi, ému, se promenait sur la terrasse de Potsdam avec agitation, en proie à de violentes perplexités. Il se tut longtemps ; enfin, les larmes dans les yeux, il répondit à son conseiller consterné : « Non, je ne puis faire la guerre à l'Autriche, les os de la reine Louise frémiraient dans leur tombe. » Il enveloppa sa résolution de recul d'un constitutionnalisme inusité. Il dit à ses ministres : « Je ne partage pas votre manière de voir, et je souhaite que vous n'ayez jamais à la regretter ; cependant je m'y

range, ne voulant pas me séparer de vous. » Il fut décidé qu'on ne mobiliserait pas, et qu'on continuerait à négocier aux conditions proposées naguère par l'Autriche (3 novembre 1850). Radowitz désavoué, vaincu, désolé, donne sa démission. Brandebourg, atteint par une fièvre subite, trouve à peine la force de signer la dépêche annonçant à Vienne la résolution du cabinet; il meurt dans le délire, foudroyé par le désespoir patriotique.

Son successeur Manteuffel, troublé par l'explosion de la fureur publique, essaya de donner quelque couleur de dignité à la reculade. Il signa l'ordre de mobilisation (5 novembre au soir). Les deux ministres belliqueux qui avaient suivi Radowitz, Ladenberg et de Heydt, retirent leur démission. Une joie universelle se manifeste dans la presse, dans l'armée, dans l'opinion; les hommes de la landwher rejoignent avec enthousiasme; le général prussien reçoit l'ordre de ne plus s'inspirer que des considérations militaires et de repousser les Bavarois s'ils s'avancent. A son tour, Schwarzenberg redouble de hauteur. Il somme la Prusse de se retirer et fait expédier l'ordre au général bavarois de marcher sur Cassel (27 novembre). En Bohême trois corps autrichiens se massent; 30000 Saxons se disposent à rejoindre les 80 000 Bavarois déjà en campagne; le tsar mobilise les grenadiers de sa garde; les vedettes des deux camps échangent quelques coups de fusil. Si la guerre s'engage, en quelques jours Berlin sera à discrétion, et, pour longtemps, si ce n'est pour toujours, selon le désir de Beust, l'épisode de Frédéric va être effacé de l'histoire d'Allemagne; et la Prusse réduite à n'être qu'un État moyen de plus.

Le roi et Manteuffel s'épouvantent de cette perspective imminente, certaine, et revenant sur leur velléité guerrière, transmettent dans la Hesse aux troupes prussiennes, l'ordre de ne plus avancer. Manteuffel court à Olmütz où l'attend Schwarzenberg, et il capitule : capitulation entière et sans merci, égale à celle du Piémont après Novare. On lui concède l'occupation des routes d'étapes qu'on n'avait jamais contestée et le maintien d'un bataillon à Cassel; sur tout le reste, il se soumet. La Prusse renonce à l'Union restreinte, promet de désarmer avant l'ouverture des conférences, à Dresde, sur l'organisation fédérale; elle ne s'opposera plus à l'exécution fédérale ni dans la Hesse, ni dans le Holstein, et ses routes d'étapes pourront être traversées par les Bavarois.

Une nation militaire fière et forte a été rarement soumise à une telle avanie. « C'est un second Iéna ! » s'écria le prince de Prusse. — C'était pis. A Iéna on succombait sous un Napoléon et après une vigoureuse résistance ; ici la chute était sans gloire, sans honneur. Schwarzenberg avait dit : « Il faut avilir la Prusse avant de la démolir. » Il l'avait avilie et ne la démolit pas. Le tsar n'y consentit pas. Humilier à ce point un peuple sérieux sans l'achever est une imprudence qu'on expie. Beust, le principal instigateur de l'alliance des États moyens avec l'Autriche, pressentit si vivement les conséquences de cette demi-victoire qu'il en eut un épanchement de bile. — « Malheur à toi ! dit un personnage de Schiller, il ne te pardonnera jamais d'avoir été témoin de sa faiblesse. » De ce jour la passion nationale de tout Prussien fut de venger l'outrage d'Olmütz.

La Russie tira moins de profit encore que les États secondaires de cette campagne si bien conduite et si mal achevée. L'Autriche lui garda rancune d'avoir modéré sa victoire, la Prusse de l'avoir permise. Les héros de l'opposition prussienne qui, après les désastres inévitables, eussent lapidé Radowitz pour avoir engagé la guerre sans être prêt, huèrent Manteuffel qui n'avait pas voulu s'y décider parce qu'il n'était pas prêt. Bismarck, informé de la vérité par les confidences du ministre, défendit l'arrangement au milieu des exclamations et des colères, poussant l'audace jusqu'à célébrer cette Autriche par laquelle on venait d'être meurtri. Aucun intérêt prussien, ajouta-t-il en substance, n'est en jeu, ni l'intégrité de nos frontières, ni la sûreté de notre constitution, et nous ne voulons pas faire de conquête. Reste la question d'honneur ; mais céder à une force majeure, ce n'est pas forfaire à l'honneur. La honte et le malheur pour la Prusse serait de ne pas se garder de tout contact ignominieux avec la démocratie et surtout *de se charger du rôle que le Piémont joue en Italie.*

Ce discours est le premier acte par lequel Bismarck s'est révélé maître en cet art de l'homme d'État qui consiste à discerner, au milieu du fracas des phrases et des excitations de la presse et de la rue, après un examen rapide du pour et du contre, le point de possibilité ou mieux la raison de décider. Le ministre de la guerre *déclarant n'être pas prêt*, la raison de décider était qu'une humiliation provisoire, dont on restait le maître d'abréger la durée par un sérieux effort, était préférable à une guerre qui conduisait à un écrasement dont il était difficile de calculer la durée.

Cavour aussi avait défendu la paix forcée de Milan avec autant de courage que Bismarck la capitulation d'Olmütz. En Prusse aussi bien qu'en Piémont, les charlatans et les spéculateurs en patriotisme, ardens à convertir la calamité nationale en moyen de triomphe personnel restèrent sourds à ces conseils du bon sens. Le Parlement blâma le traité. Mais en Prusse, comme en Piémont, existait un roi obéi; le Parlement fut dissous, celui qui lui succéda ratifia le traité. Manteuffel commença aussitôt le relèvement très fier à la conférence de Dresde. Il y heurta résolument son vainqueur de la veille; il contribua à l'échec du projet d'une grande Allemagne, et exigea, sous forme d'ultimatum, la parité de la Prusse et de l'Autriche dans toute organisation fédérale. Schwarzenberg, surpris et irrité, se fût certainement emporté à une nouvelle arrogance si, sans s'en douter, Louis-Napoléon n'eût pacifié la querelle recommençante.

VII

Le Prince se montrait aussi favorable à la Prusse qu'il l'avait été au Piémont.

Je ne comprends pas qu'on ait expliqué cette prédilection prussienne par l'arrière-pensée de reprendre les provinces rhénanes. La main de la Prusse était la seule dont on ne pût les attendre. Ses rois ont l'habitude de prendre et non de donner. Leur ambition actuelle les obligeait plus que jamais à respecter, à flatter, à seconder les passions nationales : en eussent-ils eu la volonté, ils n'auraient pas eu le pouvoir de céder un territoire allemand quelconque. Il leur était même interdit, sous peine de ruiner leur avenir, d'accepter une conversation diplomatique sur ce sujet. La poursuite de l'alliance prussienne impliquait le renoncement à la revendication des provinces rhénanes. C'est l'Autriche qui aurait pu les donner ou plutôt aider à les conquérir, en retour d'une garantie de ses possessions italiennes et d'un concours armé dans sa lutte pour la prépondérance en Allemagne. Mais, préoccupé de la transformation de l'Europe plus que de l'accroissement de la France, n'admettant pas la conquête comme un titre valable d'annexion, le Prince ne songeait pas à obtenir de l'Autriche ou de qui que ce fût, une province dont il connaissait les sentimens allemands et à laquelle la violence même n'eût pas arraché un vote d'union. Il était sym-

pathique à la Prusse parce qu'il espérait d'elle plus que de l'Autriche, symbole de l'oppression internationale, le développement des progrès modernes et des aspirations des peuples, et qu'il la jugeait destinée fatalement à poursuivre en Allemagne le rôle d'émancipation assumé par le Piémont en Italie.

Il ne put pas se rapprocher du cabinet prussien dans l'affaire du Danemark, se croyant obligé de défendre avec l'Angleterre l'intégrité de « l'ancien allié qui eut tant à souffrir de sa fidélité à la France, lors de nos désastres ». Cependant il stipula en même temps en faveur des droits des duchés, et par là il se rapprocha, en partie du moins, de la thèse prussienne. Dès qu'il eut l'occasion de complaire au roi de Prusse, il la saisit. Ce fut en lui envoyant Persigny comme ambassadeur. Personnellement il n'eût pas songé à investir de cette fonction délicate cet ami trop impatient de s'élever au-dessus du rang secondaire auquel il s'était lui-même destiné par sa devise : *Je sers*. Il commençait à être gêné, importuné par ses intempérances de parole et de jugement. Il céda aux instances répétées du roi de Prusse, et à la pression exercée sur lui et sur ses ministres encore plus rétifs que lui, par Hatzfeld, l'ambassadeur prussien, gendre du maréchal de Castellane, et par la princesse Stéphanie de Bade. Le roi de Prusse, dilettante de l'esprit, avait été amusé par la verve de Persigny lors de sa mission en 1849. Ce n'était pas cependant ce qui le rendait si pressant. Engagé alors dans son affaire de l'Union restreinte, il supposait que l'envoi auprès de lui de celui qu'on considérait comme le confident et l'inspirateur de l'Élysée lui apporterait une force contre l'Autriche et contre les résistances des États du Nord.

Persigny partit avec des instructions contradictoires. Le ministère lui prescrivait de s'abstenir de toute ingérence, de tout engagement, de toute compromission, et de ne manifester quelque sympathie que pour les États moyens « dont la protection est un des intérêts permanens de notre politique. » Cela équivalait à dire, les États moyens gravitant alors dans l'orbite de l'Autriche, qu'il fallait pencher vers l'Autriche. Le Président recommandait aussi de « s'abstenir de toute ingérence, de tout engagement, de toute compromission », mais de pencher surtout vers la Prusse, de l'aider discrètement et d'essayer de l'attirer à une alliance. Il prit soin, du reste, d'instruire la cour de Berlin par Hatzfeld de la véritable mission de son envoyé : « Ses intentions envers la

Prusse étaient entièrement amicales; il n'avait aucune objection contre un accroissement de ses forces obtenu par une confédération étroite. » D'après le récit de Hatzfeld, il aurait ajouté : « Si les adversaires de la Prusse offraient à la France la perspective d'accroissemens territoriaux, la Prusse ne devrait-elle pas faire du Palatinat bavarois la matière d'une offre de ce genre ? » L'ambassadeur aurait interrompu, disant que la plus légère indication d'un pareil désir rendrait impossible tout rapprochement. Déjà antérieurement, ajouta-t-il, les ministres Drouyn de Lhuys et Tocqueville avaient déclaré que, dans une semblable conjoncture, la France n'aurait besoin d'aucun accroissement de territoire, car un avantage très réel résulterait pour elle d'une guerre austro-prussienne : la rupture de la Sainte-Alliance et du faisceau solide formé par les trois puissances de l'est qui, pendant une génération, avait opposé à la France une barrière inexpugnable. Le Prince convint aussitôt de la justesse de ce langage et n'insista pas; il n'avait fait son observation qu'en l'hypothèse de l'Autriche offrant des territoires prussiens. — S'il avait eu à se convaincre de la résolution invincible de la Prusse de ne consentir à aucune cession de territoire allemand, même en dehors de chez elle, il l'aurait été par cette conversation. Néanmoins il persista dans la poursuite de l'amitié et de l'alliance prussienne, démonstration évidente que la reprise du Rhin n'était pas le but de son ambition, et qu'en souhaitant une guerre entre les deux puissances allemandes, il ne songeait qu'à obtenir la liberté de ses mouvemens en Italie et ailleurs, par la rupture de la Sainte-Alliance.

Persigny, arrivé à Berlin le 4 janvier 1850, ne tint aucun compte de ses instructions officielles et dépassa ses instructions secrètes. Sans aucune réserve il approuva l'entreprise d'Erfurt, préconisa la cession à la Prusse du port de Kiel, de la partie du Schleswig qui domine la baie, et l'adjonction du Holstein à l'État fédératif projeté. Avec Radowitz, il s'abandonna à une expansion sans réticences. Lui parlant comme à l'ami dont on est sûr, il lui raconta que la forme actuelle du gouvernement français serait bientôt modifiée et l'Empire rétabli par le peuple et par l'armée. Il lui traça, à sa façon, le programme du nouvel empire. Napoléon avait succombé pour avoir méconnu la vocation naturelle de la France, l'hégémonie sur les races romanes du Sud, et s'être obstiné déraisonnablement à attirer l'Allemagne dans la sphère de sa domination. Notre ambition devait désormais ne nous attirer

que vers le Sud où est notre intérêt. Nous ne pouvions pas tolérer plus longtemps que l'Autriche dominât toute l'Italie. Mais l'Autriche gênait la Prusse en Allemagne autant qu'elle nous gênait en Italie. Elle était l'ennemi commun; une alliance contre elle était tout naturellement indiquée à la Prusse et à la France. L'Autriche réduite, le futur empereur n'avait pas l'intention de lutter contre la force des choses et d'inquiéter l'Europe par une avidité inintelligente. La force des choses demandait que l'Italie comme l'Allemagne se constituassent sur des bases nationales. Il suffisait à la France de chasser les Autrichiens de l'Italie, qui ensuite s'organiserait selon ses propres convenances. Si la Prusse aidait l'empereur dans cette tâche, il la laisserait volontiers constituer l'Allemagne selon les aspirations nationales. La France était assez grande pour ne désirer en compensation aucune extension. Elle pouvait, en faisant un usage judicieux de sa puissance, diriger le monde, tandis qu'en redevenant conquérante elle armerait l'univers contre elle. Cependant Napoléon ignorait lui-même si, pour justifier ses entreprises civilisatrices, il ne faudrait pas exhiber devant l'opinion publique ce qu'on appelle un profit réel. Dans ce cas, il penserait à la Savoie ou à Landau.

L'exubérant ambassadeur eut beau se dépenser en démonstrations et en prophéties, il ne convainquit pas. Le roi éprouvait à l'égard des Napoléon l'aversion insurmontable que lui avaient inspirée les abaissemens et les malheurs de sa famille sous le premier empire. Ce sentiment n'était pas moins vif dans sa cour, dans sa diplomatie, dans son armée. Le parti féodal en était à l'exécration : là on remontait au delà de Napoléon, on écumait encore en se ressouvenant de la dévastation du Palatinat par Louis XIV. Les avances de Persigny furent accueillies par l'incrédulité et le dédain. On ne chercha pas même à lui cacher qu'on ne prenait pas son prince au sérieux et qu'on attendait la restauration prochaine de la monarchie que laissaient pressentir les rapports de Hatzfeld, l'habitué des cercles légitimistes et orléanistes de Paris. La première fois que la princesse de Prusse aborda notre ambassadeur, elle célébra avec exaltation la duchesse d'Orléans. Le prince Frédéric-Charles lui dit : « Oh! je pense bien que le duc d'Orléans ne tardera pas à être roi de France! » Chacun parlait à l'avenant. Dans cette atmosphère glacée, un seul homme, Bismarck, malgré l'ardeur de ses convictions réactionnaires, ne craignit pas de se compromettre en se montrant poli, bienveillant,

aimable envers l'étranger que ses amis traitaient en ennemi.

Les caresses n'ayant pas réussi, Persigny se dit, que, même en diplomatie, être désagréable et grincheux n'est pas toujours le plus mauvais moyen d'obtenir des égards. On s'obstinait à ne pas prendre son gouvernement au sérieux, il s'efforça de le faire paraître dangereux. Au compliment de Frédéric-Charles il riposta sèchement : « Votre Altesse arrange à sa guise l'histoire de France ; » puis, sans attendre que, selon l'étiquette, il l'eût congédié, il lui fit un profond salut et lui tourna le dos. — Il ne fallait pas, disait-il de tous les côtés, recommencer avec le neveu de l'Empereur la conduite qu'on avait tenue avec le gouvernement de Juillet, mais le traiter comme s'il avait une légitimité de huit siècles. Si la France était de nouveau placée dans l'alternative ou de subir des humiliations ou de prendre les armes, elle aurait bien vite fait son choix, et cela non pas dans une pensée d'orgueil ou d'ambition, mais pour sauver l'Europe de grands malheurs, parce qu'il valait mille fois mieux pour la société lutter sur les champs de bataille que tomber dans le socialisme. L'Europe tremblerait alors au cri de guerre poussé par le neveu de l'Empereur.

Ces fanfaronnades ne réussirent pas mieux que les caresses, et le colérique ambassadeur dut enfin se convaincre qu'on ne l'avait demandé ni pour ses mérites, ni par considération pour son Prince, ni par amitié pour la France, et qu'on avait songé uniquement à se servir de sa présence comme le paysan se sert d'un mannequin de paille pour effaroucher les pies.

Cependant il ne convenait pas à l'Autriche de laisser debout cet épouvantail, elle marcha dessus. D'abord elle répandit en Allemagne par ses affidés et ses journaux le bruit que Persigny ne se souciait pas plus de l'Union restreinte que de la grande Allemagne, qu'il avait été envoyé pour trafiquer du Rhin. On affecta de le croire et on le crut même à Berlin. « Il n'en a dit un mot nulle part et à personne, c'est vrai, mais il n'en pense pas moins, défions-nous (1). » La seconde manœuvre de Schwarzenberg fut encore plus habile. Il décida le roi à réclamer de la Suisse l'expulsion des réfugiés de Neuchâtel, en invitant la France, par une

(1) Dépêche de Persigny : « On cherche à dénaturer ma conduite. On suppose que je ne suis venu ici que pour demander à la Prusse les provinces rhénanes en échange de son agrandissement en Allemagne. Le gouvernement prussien tâche d'accréditer ce bruit. C'est d'une mauvaise foi insigne, car il sait que je n'ai jamais prononcé un mot semblable. »

note péremptoire, à s'associer à cette sommation ainsi qu'aux mesures militaires qui suivraient son rejet.

Persigny à bout de patience, trouvant une issue pratique à ses sentimens de dépit, se fâcha. Il ne garde aucun ménagement et pose la question de guerre. « Sans cette franchise, dit-il au ministre des Affaires étrangères Schleinitz, vous pourriez croire que la résistance de la France ne sera pas plus sérieuse qu'en 1840, et vous vous avanceriez si loin qu'il ne vous serait plus possible de reculer. » S'adressant ensuite aux souvenirs reconnaissans que le Président gardait à la Suisse, il en obtient la formation d'un corps d'armée sur les frontières de l'Est sous le commandement du général Changarnier (fin février 1850). Il y avait quelque excès dans ces procédés, Persigny ne se le dissimulait pas : « On ne passe pas de la faiblesse à la politique de la force sans un peu d'exagération. L'important est que le coup soit porté, et il l'a été en pleine poitrine. » L'événement le démontra vite. Il fut pendant quinze jours l'objet des colères et des fureurs de la Cour, de la société et du corps diplomatique, puis tout le monde redevint poli et gracieux ; le gouvernement prussien renonça à son intervention en Suisse ; et, comme en diplomatie un mensonge ne coûte guère, il nia en avoir jamais eu l'idée.

Cette affaire rendit Persigny décidément insupportable. On trouva que pour un mannequin il se remuait beaucoup trop, et on chargea Hatzfeld d'insinuer qu'il compromettait les bons rapports par ses violences et ses façons soldatesques : on l'avait cru bien différent quand on l'avait demandé. En même temps arrivaient à l'Élysée les échos des propos tenus par l'ambassadeur. Le Président en fut très mécontent. L'annonce d'une restauration impériale le compromettait et donnait à ses affirmations constitutionnelles l'apparence d'une tromperie ; l'offre de Kiel et de l'entrée du Holstein dans l'Union restreinte constituait une véritable immixtion dans des affaires dont il avait interdit de se mêler. Au ministère des Affaires étrangères, auquel arrivaient aussi des rapports, on fut vexé plus encore de l'adhésion donnée à la tentative d'Erfurt, et de l'indifférence témoignée aux États moyens. De toutes parts, les blâmes tombèrent sur l'ambassadeur, blâmes pour ce qu'il avait fait et dit autant que pour ce qu'il n'avait pas fait et dit. Enfin le comité diplomatique de l'Assemblée, entièrement autrichien, exigea de La Hitte, puisqu'il ne se décidait pas à faire justice d'un confident supposé du

chef de l'État, de déléguer en Allemagne un envoyé privé qui, sous couleur d'aller aux informations, redresserait les erremens de Persigny et ramènerait notre politique vers l'Autriche. On choisit Rio, légitimiste clérical. A peine en Allemagne, dès Francfort, il manifesta bruyamment ses préférences autrichiennes et n'arriva à Berlin qu'après quinze jours de cette prédication. Persigny comprit, et donna sa démission. Il rentra à Paris tout fier, disant: « Je les ai traités comme après Iéna (juin 1850). »

On ne nomma son successeur (Lefebvre) qu'en décembre et les affaires graves se traitèrent à Paris dans le cabinet du Président avec le souple et habile ambassadeur prussien. Le Président se montra aimable, condescendant. Uni à l'Angleterre, il écarta de la conférence de Dresde le projet « de dénaturer la Confédération allemande, d'absorber dans son sein vingt peuples et vingt États, d'adjoindre aux populations allemandes des populations slaves, hongroises, illyriennes, italiennes au milieu desquelles elles seraient noyées, et de substituer à une garantie de paix une menace, un symbole de confusion et d'envahissement (1). » Apprenant l'irritation causée à Schwarzenberg par l'ultimatum de Manteuffel sur la parité des voix, il soumit à Hatzfeld l'idée que nous verrons se reproduire souvent, de provoquer la réunion d'un congrès.

Ces condescendances ne vinrent pas à bout, plus que les véhémences de Persigny, d'une insurmontable aversion. Le comte de Chambord passant à Berlin pour se rendre à Wiesbaden (5 août 1850), le roi alla le recevoir avec les insignes de l'ordre bourbonien du Saint-Esprit, lui rendit des honneurs royaux et mit à sa disposition le château de Potsdam. Il ne sut aucun gré du Memorandum et il interpréta fort mal la proposition d'un congrès. C'était une assistance; il y vit une menace contre laquelle il se réfugia dans l'amitié traditionnelle de l'Autriche.

Ne continuons pas à nous quereller, dit-il à Schwarzenberg. N'entendez-vous pas la voix de l'ennemi commun? Puisque nous ne réussissons pas à créer du nouveau, restaurons l'ancien, j'y consens et pour vous donner une preuve de ma ferme volonté de rétablir les relations intimes d'autrefois, je vous offre de vous garantir contre la France vos possessions italiennes. — Et, en effet dans le même mois, d'un commun accord, la Diète fut réta-

(1) Memorandum du 5 mars 1851.

blie à Francfort, et un traité secret fut signé (16 mai 1851) par lequel dans le cours des trois prochaines années, chacun des deux gouvernemens assisterait l'autre avec toutes ses forces s'il était attaqué dans quelqu'une de ses possessions, située *en dehors ou au dedans de la Confédération allemande*. Pendant trois ans, les armes prussiennes assuraient la domination oppressive de l'Autriche en Italie.

Ainsi la première tentative de Louis-Napoléon, par Persigny et par lui-même, de séparer la Prusse de l'Autriche n'aboutit donc qu'à les réconcilier et les réunir contre lui.

VIII

Les sièges, bureaux, etc., de l'église Saint-Paul (1) furent vendus à l'encan, la tribune achetée par la commune catholique de Burgel-sur-le-Mein, et transformée en une chaire que les jésuites inaugurèrent par une mission. La Diète recommença ses travaux. Metternich, revenu à Johannisberg, assista, au milieu des hommages, à la résurrection triomphante de son système policier. Les Holsteinois prévinrent l'exécution fédérale en se soumettant. Dans la Hesse cette exécution se poursuivit rigoureusement : les maisons des rebelles furent occupées par les soldats et des conseils de guerre sévirent contre leurs personnes. Là, comme en Saxe, en Wurtemberg, en Autriche, les Constitutions libérales de 1848 furent retirées, et la Diète prit des mesures pour qu'il n'en subsistât ou qu'il ne s'en établît de pareille nulle part. On eût bien voulu amener le roi de Prusse à reprendre les concessions octroyées ; il ne voulut pas manquer de parole ; mais la réaction se croyait sûre de les rendre inoffensives par la manière dont elle les interpréterait. Le nain légendaire, gardien de la grotte du Kyffhauser, montagne de Thuringe où dort Frédéric Barberousse, en attendant des jours meilleurs, y introduisit un jour un berger. — Les vautours volent-ils toujours autour de la montagne ? demanda l'Empereur. — Oui, répondit le berger. — Alors, s'écria Frédéric Barberousse en soupirant, il faut donc que je dorme encore ! — En 1851, les vautours volaient de plus belle autour de la montagne.

Ayant à députer auprès de la Diète des plénipotentiaires

(1) Local où siégeait le Parlement de Francfort.

animés de l'esprit de réaction et complaisans à l'Autriche, le gouvernement prussien choisit le défenseur de la capitulation d'Olmütz, l'implacable adversaire de la démocratie, Bismarck. Le Junker enragé avait fait partie des diverses Chambres de députés qui s'étaient succédé depuis 1848. Plus le courant démocratique avait grossi, plus il s'était animé à le braver. Il s'était porté l'adversaire déterminé de tout ce que louait, souhaitait, professait ou faisait la démocratie allemande. Elle avait demandé la guerre au Danemark en faveur du Schleswig-Holstein, il déclara cette guerre « frivole, désastreuse, révolutionnaire, vraie querelle d'Allemand. »

Elle avait dissous la vieille Diète de 1815. « Qu'on m'indique, dit-il, depuis le temps des empereurs de la maison de Souabe, une période de l'histoire d'Allemagne, à part le règne de Charles-Quint, où l'Allemagne ait joui de plus de prestige à l'étranger, d'unité politique et de plus d'autorité dans la diplomatie, qu'au temps où la Diète germanique dirigeait les relations extérieures. » Elle avait affirmé l'unité allemande : il se barricada dans l'hégémonie prussienne. « Jamais je n'ai entendu un soldat prussien chanter la patrie allemande. Le peuple d'où cette armée est tirée et qu'elle représente avec le plus de vérité n'a aucun désir de voir son royaume prussien se fondre dans la fermentation putride de l'anarchie de l'Allemagne du Sud. Nous désirons tous voir l'aigle de Prusse étendre ses ailes puissantes et protectrices, de Memel au Donnersberg, mais nous le voulons libre, non pas enchaîné par une nouvelle Diète de Ratisbonne et les ailes coupées par la serpe égalitaire brandie à Francfort. Prussiens nous sommes et Prussiens nous resterons. La Prusse est un Bucéphale qui porte de bon cœur son cavalier habituel, mais qui rejette sur le sable l'intrus, écuyer du dimanche, avec tout son harnachement noir, rouge, or (1). »

La Diète avait voulu mettre le roi de Prusse à sa tête, il considéra cette offre de la couronne impériale comme une perdition. « C'est le radicalisme qui fait au roi ce cadeau ! Tôt ou tard ce radicalisme se redressera devant le roi, lui demandera sa récompense et montrant l'emblème de l'aigle sur ce nouveau drapeau impérial, il lui dira : Pensais-tu que cet aigle fût un don gratuit? » Elle avait proclamé la souveraineté populaire et le suffrage universel,

(1) Couleurs adoptées par le Parlement de Francfort pour l'empire allemand.

il affirma le droit divin de la Royauté. « Ce qui est constitutionnel en Prusse depuis des siècles, c'est une royauté autonome qui a cédé, au cours des années, certains de ses droits aux Chambres, mais spontanément, non par contrainte. Les rois de Prusse ne tiennent pas leur pouvoir du peuple; ils l'ont de droit divin, ce pouvoir est illimité et chaque concession de leur part est un don gratuit. » Elle avait préconisé l'État laïque, il célébra l'État chrétien, lutta contre l'émancipation des juifs, flétrit le mariage civil, « qui rend le prêtre un caudataire de l'officier civil. » Il voulait que le christianisme fût au-dessus de l'État. « Sans un fondement chrétien, la législation ne sera pas régénérée dans la fontaine de l'éternelle sagesse, mais restera sur les sables mouvans des vagues et changeantes idées humaines. »

En matière budgétaire, la Diète professait que le gouvernement ne peut disposer d'aucune somme sans le consentement du Corps législatif, il soutint et fit admettre que « si le gouvernement et la Chambre ne peuvent s'entendre sur le budget, le dernier budget subsisterait jusqu'à ce qu'un accord ait eu lieu; le consentement de la Chambre ne serait nécessaire que pour l'établissement des impôts nouveaux ou l'augmentation des impôts existans. » Elle avait supprimé les justices patrimoniales privées et les tribunaux d'exception, il considéra cette constitution d'un droit commun comme un malheur. Elle avait admis la liberté de la presse, il eût voulu comme le calife Omar détruire tous les livres, excepté le Coran chrétien. L'imprimerie lui paraissait l'arme même de l'Antéchrist. Elle parlait à tout propos d'humanité, de droit, il célébra la force. « Entre des principes aussi diamétralement opposés que ceux par lesquels l'Europe était ébranlée, ce n'est pas à des majorités parlementaires de quelques voix qu'il appartient de décider. Dans cette lutte, c'est le Dieu qui préside aux batailles qui doit jeter le dé d'airain de la décision. » A la nouvelle que Windischgraetz avait fait fusiller Robert Blum, il dit à Beust, alors ministre à Berlin : « Il a bien fait, quand j'ai un ennemi en mon pouvoir, je l'anéantis. »

« Je considère Bismarck, disait le roi, comme un œuf duquel je veux faire éclore un ministre. » Dans cette pensée, il le nomma d'abord premier secrétaire (mai 1851), et bientôt après titulaire de légation à Francfort (15 juillet). Le nouveau diplomate vint là se convaincre à son tour de ce qu'il aurait pu apprendre du secrétaire florentin « qu'aux places de spectateur on voit le monde poli-

tique tout différent de ce qu'il est derrière les coulisses (1). »

Ainsi Cavour et Bismarck arrivaient aux affaires, presque au même moment, à la veille du jour où le Prince, sans lequel ils auraient manqué leur destinée, allait être investi de l'omnipotence, l'un à un second rang dont il ne tarderait pas à faire le premier, l'autre en une fonction subordonnée où il languit quelque temps. L'un arrive parce qu'il a abandonné sa caste aristocratique, l'autre parce qu'il la représente. Ce double événement dont on ne soupçonna pas alors l'importance se perdit au milieu du fracas déjà assourdissant de notre tempête intérieure.

IX

Pour constituer un nouveau cabinet, le Président, qui n'avait pas un choix très étendu, appela de nouveau Odilon Barrot. Le premier mot de celui-ci fut : « La prorogation de vos pouvoirs au moyen de la revision vous suffit-elle ? — Oui, répondit résolument le Prince, mes désirs ne vont pas au delà. » — D'accord sur ce premier point, on le fut aisément sur un second : la modification de la loi du 31 mai. Cette loi n'avait pas été un piège tendu à des adversaires. Le Prince ne l'avait pas présentée perfidement avec l'intention secrète de la désavouer quand la majorité se serait compromise en la votant; on l'a vu, c'est la majorité elle-même qui en avait pris l'initiative et pesé sur lui pour qu'il la proposât. Il n'avait pas tardé à se convaincre de l'étendue de cette lourde faute, et comme il n'apportait aucun amour-propre dans la conduite des affaires, il résolut de la réparer. Odilon Barrot consentit à l'y aider. On en vint alors au choix des personnes. Le Prince proposa Billault à l'Intérieur. « Il est impossible, répondit Barrot, à cause de son discours sur le droit au travail. — Alors, prenez Léon Faucher, il est sympathique à la majorité. — Mais, répond Barrot, il est antipathique aux autres partis, il est d'ailleurs intraitable sur la loi du 31 mai ; il préférerait se couper le bras, dit-il, que de toucher à cette arche de salut. » Ne sachant à qui s'adresser, le Prince constitua provisoirement un ministère d'affaires, composé d'hommes distingués, quelques-uns éminens : Vaïsse, réputé un administrateur consommé ; de Royer, un magistrat d'autorité et de remarquable talent ; Schneider, un in-

(1) Discours du 13 mars 1867. — Machiavelli, *Discorsi*, lib. I, cap. XLVII.

dustriel hors ligne; Vaillant et Randon, des soldats de valeur; Magne, un homme d'affaires habile, Giraud, ami intime de Thiers, érudit et spirituel ; Brenier, diplomate expérimenté ; Germiny, financier connu. Ils avaient le tort irrémédiable aux yeux des chefs parlementaires de ne pas appartenir à l'Assemblée et de n'être pas les serviteurs de ses passions.

Ce ministère d'attente constitué, le Président mis en éveil par la conduite du général Neumayer et ne voulant pas que l'incident se reproduisît, commença à sélectionner l'armée de Paris. Il était sûr des soldats, des sous-officiers et des officiers; il l'était moins des généraux. Quelques-uns, tels que Bosquet, professaient des opinions républicaines ou demeuraient attachés à Cavaignac et à Lamoricière, d'autres aux princes d'Orléans ou à Changarnier. Il fallait sans bruit envoyer au loin les corps qu'ils commandaient et les remplacer par d'autres, conduits par des chefs amis. Enfin il fallait mettre à la tête de cette armée de choix un général aussi audacieux que Changarnier, et plus fidèle. Si le Président ne réussissait pas dans cette double opération, il restait à la merci de ses ennemis. Il n'eût certainement pas réussi, si son heureuse étoile ne lui avait amené le commandant Fleury.

Fleury était fils d'un riche négociant de Paris qui lui laissa une jolie fortune. Il la dévora en folies de jeunesse. A la veille d'être réduit aux abois, il se rendit en Angleterre, vers 1837, dans l'espérance de se refaire par un riche mariage. Il ne trouva pas l'héritière, mais il fut présenté par Persigny au Prince, alors de retour des États-Unis. Ces premières relations furent banales et fugitives. A Paris, réduit à l'extrême, il se demanda s'il se brûlerait la cervelle ou s'il s'engagerait. Il s'engagea dans les spahis de Yusuf, gagna la confiance de son chef, devint son secrétaire, son inspirateur, son ami. Yusuf le poussa rapidement, chose facile, car, s'il ignorait la science militaire, il savait caracoler, parader, se procurer de superbes chevaux, et il était brave, séduisant, fort aimé de ses camarades. En 1848, après douze années de séjour en Afrique, Lamoricière signa sa nomination de chef d'escadrons. L'officier n'avait pas été plus ménager de ses deniers que le fils de famille; il ne s'était guère astreint aux règles de la comptabilité; et il dut venir à Paris en congé pour chercher les moyens de liquider sa situation à Orléansville qu'il quittait. N'ayant pu encore aborder Lamoricière, il se promenait tristement aux Tuileries quand il rencontra le général de Beaufort : « Quelle chance

vous avez eue, lui dit le général, de n'être pas devenu l'officier d'ordonnance du duc d'Aumale! Le rôle des d'Orléans est fini, l'avenir est maintenant au prince Louis-Napoléon ; le voilà député, il va devenir Président de la République. » Ce fut un trait de lumière : Fleury se mit à courir après Persigny, finit par l'atteindre dans un des recoins où il se dérobait à la police. Justement il manquait au Prince, isolé dans l'armée comme dans la politique, un officier supérieur, audacieux, intelligent, dévoué, qui pût lui servir d'aide de camp et lui gagner le jeune état-major. Persigny comprit que Fleury serait cet auxiliaire désiré. Il le conduisit auprès du Prince. On se reconnut, on s'expliqua, on se convint, on s'engagea ; et, dès le lendemain, Fleury, installé en qualité d'aide de camp *in partibus*, suivait partout le futur président, armé d'une canne à épée et d'un revolver, ne prenant pas même la peine, son congé étant expiré, de le faire renouveler, tant il était certain du résultat de l'élection.

Il n'avait pas été attiré vers l'héritier de Napoléon par fanatisme bonapartiste, ni par dévouement à une idée quelconque ; il avait obéi à un instinct de beau joueur qui va où l'on gagnera, où l'on pourra faire une brillante et prompte fortune et bien s'amuser. Plus tard, ce qui avait commencé par un calcul devint un dévouement affectueux, sérieux, constant. Élégant cavalier, il avait les formes aimables et les libres allures de qui a beaucoup vécu et l'aisance souple de qui est habitué à affronter gaiement les périls. Il ne fallait pas demander à son esprit dépourvu de forte culture l'étendue, l'élévation, la vigueur, mais on y trouvait autant qu'on le voulait la justesse et la sûreté du jugement, la perspicacité à discerner, la meilleure conduite pour obtenir une réussite. Il excellait à traiter avec les hommes, à s'insinuer dans leur confiance, à flatter leur amour-propre, à caresser ou allumer leur ambition ; il savait aussi ménager les rapprochemens, remplir avec sang-froid les missions risquées, poursuivre avec dextérité les négociations épineuses. Sa faiblesse était d'aimer à dépenser beaucoup, à mener un train fastueux d'apparat, et à se donner de l'importance. Au régiment on le nommait, *M. le Grand*. Il s'estimait sous toutes les formes et partout un irrésistible conquérant. S'était-il mêlé dans une mesure quelconque d'une affaire, il eût été difficile de lui persuader qu'il ne l'avait pas décidée à lui tout seul. Toutefois il n'a pas exagéré les services qu'il rendit à cette époque. Ils furent de première importance.

Sans son activité, son intelligence, son savoir-faire, le Président eût été enlevé par les vieux généraux d'Afrique coalisés. Il sut désigner les régimens qu'il était bon d'éloigner ou utile de rapprocher. Sans nuire à personne, il favorisa et assura les dévouemens et il parvint à réunir à Paris une légion de jeunes officiers distingués sur lesquels on put entièrement compter. Ce fut lui aussi qui désigna au choix du Prince, Saint-Arnaud sous lequel il avait servi à Orléansville.

C'était un intelligent, vigoureux et brillant soldat que ce Saint-Arnaud, capable à un égal degré d'héroïsme et de diplomatie, intrépide à combattre et habile à séduire, tendre et implacable, aimant les aises de la vie et bravant avec stoïcisme les épreuves de la maladie et de la mort. Les commencemens de sa carrière sont enveloppés d'une mystérieuse obscurité. On sait que, né en 1798, il entra très jeune dans la garde royale, qu'il en sortit et ne reprit du service qu'en 1830. Quelle avait été la cause de cette interruption? Qu'a-t-il fait dans l'intervalle? A-t-il été, comme on l'a dit, comédien ou commis voyageur? Je n'ai pu me procurer aucune information sérieuse sur ce va-et-vient, si ce n'est qu'il se rattachait à des dissipations de jeunesse. Sa fortune commença en 1833, quand il eut rencontré Bugeaud à Blaye. Celui-ci l'emmena en Afrique, en fit, avec Trochu, son élève favori. Le 1er mai 1846, il écrivait d'Alger au ministre : « Voilà un homme qui fera un maréchal de camp selon mon esprit et selon mon cœur. Il est honoré et chéri de ses troupes, redouté des Arabes. Il est depuis près d'un an entre deux insurrections commandées par des chefs très entreprenans et très persévérans. Il a déployé dans ces difficiles circonstances une activité et une résolution rares. » Il revenait encore à la charge le 3 mai 1847 : « Saint-Arnaud commande une subdivision avec la plus haute distinction depuis deux ans et demi, et il est l'homme d'Afrique qui a livré le plus d'actions de guerre pendant cette période. »

« J'ai, dit Fleury au Prince, le général qu'il vous faut; il commande une brigade à Constantine; son physique est agréable, ses manières distinguées, son intelligence hors ligne, son caractère aventureux et noble. Il a le don du commandement; par son langage coloré, son attitude hardie, il inspire aux troupes la confiance et les entraîne. Il s'agit de le mettre en lumière. Chargez-le d'aller dompter la Petite Kabylie qui n'est pas encore soumise; il se distinguera; vos journaux célébreront et grossiront ses

exploits, vous le nommerez général de division, vous l'appellerez à Paris et vous n'aurez plus rien à craindre de Changarnier ni de qui que ce soit dans votre lutte inévitable avec l'Assemblée. » Le Prince accepta ce conseil. L'expédition de la Petite Kabylie fut résolue (fin de mars), et il fut entendu que, dès qu'elle serait en train, Fleury se rendrait auprès de Saint-Arnaud, à titre d'envoyé de la Présidence, en apparence pour suivre les opérations, en réalité pour s'assurer des dispositions du général et s'entendre avec lui. Il s'agissait non de lui proposer un coup d'État, que le Prince s'efforçait d'éviter, mais de s'assurer un dévouement qui allât jusqu'où les circonstances l'exigeraient.

X

La situation du ministère nouveau, difficile en elle-même, fut encore aggravée par la demande inopportune d'une subvention de 1 800 000 francs en faveur du Président. L'argent se faisait de plus en plus rare à l'Élysée. Quand on eut résolu d'envoyer Fleury auprès de Saint-Arnaud, on ne sut comment se procurer les 6 000 francs nécessaires à l'achat des chevaux, etc. On demanda à Achille Fould de faire escompter un bon par sa maison de banque. Son frère fit répondre que l'on n'escomptait que les billets de commerce. On eut grand'peine à obtenir un prêt ailleurs.

Montalembert, quoique contrarié de cette demande, l'appuya (10 février 1851). Il entama l'examen de la conduite générale du Prince depuis son avènement. Thiers l'avait défigurée, il lui rendit son véritable aspect. En sa vaillante loyauté, il ne craignit pas de défendre celui que ses amis méconnaissaient et déchiraient, de soutenir que le Prince avait tenu beaucoup plus qu'il n'avait promis, à la différence de la plupart des princes et des pouvoirs de ce monde, qui promettent en général beaucoup plus qu'ils ne tiennent. « Vous me direz qu'il a fait des fautes? Vraiment? Vous avez découvert cela? Permettez-moi de vous demander si vous avez connu un gouvernement quelconque au monde qui ne fît pas de fautes? Il est bien des points sur lesquels je ne suis pas d'accord avec le Président. Il pourra me faire regretter un jour d'avoir cru en lui, il pourra me faire rétracter le témoignage que je lui rends; mais, comme je ne lui dois rien, comme je ne lui demande rien, comme il ne peut rien pour moi, il y a une chose

dont je suis sûr : c'est que jamais, par aucune faveur, par aucune complaisance, il ne pourra gâter le plaisir que j'éprouve et l'honneur que je me fais en venant lui rendre ici ce public témoignage, et en venant protester contre une des ingratitudes les plus aveugles et les moins justifiables de cette longue série d'ingratitudes qu'on appelle l'histoire de France. »

S'élevant au-dessus des mesquines querelles du jour, embrassant d'un vaste regard le passé et le présent, il se sépara de l'illusion légitimiste. « La monarchie du vieux droit, je la regrette comme vous et autant que vous, mais je n'y crois pas comme vous! Je vous envie votre foi sans pouvoir la partager. Comment voulez-vous sérieusement que le peuple français distingue entre un roi et un Président, alors qu'il n'est pas d'exemple, depuis soixante ans, d'un fils ou d'un petit-fils qui ait remplacé son père sur le trône? » Néanmoins, admettant oratoirement l'hypothèse du succès des monarchistes, il leur disait : « Vous vaincrez peut-être, je le veux bien ; ce n'est pas ce jour-là, mais le lendemain de ce jour que commenceront vos embarras et vos dangers. Vous verrez renaître contre vous, surgir contre vous, employer contre vous toutes les armes, toutes les perfidies, toutes les malices, toutes les iniquités, tous les outrages qui ont été employés de votre temps contre les pouvoirs que vous attaquiez; vous les subirez tous, et j'ajoute que vous les aurez tous mérités. » —Paroles justicières, toujours vraies, qu'il ne faut pas laisser mortes et inutiles dans des recueils fermés, qu'il faut reproduire souvent et plus souvent admirer et méditer.

L'Assemblée se montra intraitable et repoussa la subvention. On parla d'y suppléer par une souscription nationale. Le Président refusa et fit annoncer la vente de ses chevaux.

Ce dernier échec ne permettait pas de maintenir le ministère extra-parlementaire. Le Prince se tourna de nouveau vers Lamartine qui accepta, s'entendit avec Billault, et cette fois encore ne réussit pas à constituer un cabinet. Il fallut recourir à l'inévitable Odilon Barrot. Celui-ci, malgré les objurgations emportées de sa belle-mère et de sa femme en larmes, se rendit à l'Élysée, avec l'arrière-pensée de produire des exigences qu'on repousserait. Il débuta par proposer, à l'Intérieur, Léon de Malleville, ne doutant pas d'un refus immédiat. — Je le veux bien, répondit le Prince. Mais cette solution ne convenait pas à Thiers, qui ne faisait pas de l'opposition à demi; arrivé aux extrêmes, il voulait acculer le

Président à l'impossibilité de gouverner en renversant successivement ses ministères extra-parlementaires et en l'empêchant d'en former un dans l'Assemblée. Sur ses conseils Malleville refusa. Odilon Barrot, par la faute des parlementaires, dut renoncer à constituer un cabinet parlementaire.

Ses adversaires poussaient de leur mieux le Prince hors de la Constitution. Lui, s'entêtant à n'en pas sortir, appela encore un parlementaire, Léon Faucher. Celui-ci consentait à défendre la revision, mais continuait à se refuser à toute modification de la loi du 31 mai. Le Président se résigna à ne poursuivre pour le moment que la moitié de son programme. Néanmoins les manœuvres de Thiers n'eussent pas permis à Léon Faucher de réussir plus que Lamartine, Billault, Odilon Barrot, si Victor de Broglie, toujours clairvoyant, ferme et désintéressé dans ces crises sans fin, prenant d'autorité le mandat qu'on ne lui offrait pas, ne s'était donné à lui-même la tâche d'assurer la formation d'un cabinet. Léon Faucher ne voulait pas consentir à adjoindre à son ami Buffet quelques-uns des anciens ministres notoirement compromis avec l'Élysée, Baroche, Rouher, Achille Fould. Victor de Broglie lui fit comprendre qu'il était habile de s'annexer les seuls personnages qu'on pût redouter comme successeurs. Le Président comprit aussi l'intention. « On a voulu, dit-il en lisant la liste, me faire mettre tous mes œufs dans le même panier. » L'introduction de Baroche et de Rouher n'en a pas moins été présentée comme une machination ténébreuse, comme un défi jeté à l'Assemblée.

L'époque à laquelle on pouvait constitutionnellement provoquer la revision était arrivée. C'est pour l'obtenir que le Prince manœuvrait, patientait depuis près de trois ans. Son attente serait-elle déçue? Nous voici parvenus à la crise décisive.

ÉMILE OLLIVIER.

EN NORVÈGE

En mer, sur les côtes norvégiennes, sous le cercle polaire. — Au troisième jour de la création, quand Dieu sépara les eaux des terres, la Norvège fut évidemment oubliée. — Des îles partout : c'est une voie lactée dans l'Océan. Il y en a de toutes les sortes, de petites, rondes et basses, pareilles à des cétacés à fleur d'eau, d'autres, plus grandes, aux silhouettes légères, vers la terre enfin de gigantesques massifs montagneux. Les plus proches ont l'aspect métallique de vieux bronzes usés; solides et vivantes, avec leurs belles lignes anguleuses, leurs fortes ombres qui font détoner leurs reflets brillans au soleil, elles semblent de magnifiques morceaux de sculpture laissés par un autre âge; un peu plus loin, elles apparaissent plus pâles, bleutées à l'horizon, d'un bleu incertain et impondérable qui leur enlève toute réalité. Cet archipel septentrional, c'est la ceinture annelée et rocheuse du continent scandinave : c'est une fortification avancée qui se dresse devant la mer libre, et brise l'effort de l'Océan pour ne laisser arriver à la côte qu'un flot dompté, soumis à l'homme.—Immobile dans la voluptueuse et magnifique clarté du soleil froid, l'eau sereine est toute pareille au ciel pâle dont aucune ligne nette ne la sépare. Les rochers inertes y plongent comme s'ils y nageaient, et on croirait en les touchant les faire enfoncer du doigt. Sa surface brillante et lisse, qui ne réfléchit rien, porte sans effort les îles sans racines, dont les mirages nous renvoient parfois la double image renversée. C'est un élément incolore, indéterminé et irréel, une simple surface sans apparence de profondeur, où nous glissons comme dans une rainure de scène, et où les objets se posent

comme des décors; c'est du ciel liquide, aussi limpide, aussi impalpable que le vrai. — Lentement et noblement passe un bateau norvégien, haut de bord, l'avant et l'arrière relevés droit, avec sa grande voile carrée couleur de sang : c'est bien encore l'ancien navire des Vikings, celui qu'on montre aux étrangers à Christiania; d'autres le suivent, comme résignés, avançant péniblement par ce temps trop calme. — Ce n'est pas la paix, ce n'est pas le bonheur que respire cette nature immobile et silencieuse dans le jour sans fin; elle nous charme par la mollesse lumineuse des choses et leur diaphane légèreté, mais elle nous trouble par le mystère et la magique féerie qui enveloppent ce pays tout plein de songes. Une mélancolie étrange pénètre l'âme devant cet engourdissement du monde dans le sommeil et le rêve, et l'on s'en veut de goûter l'excès de douceur qui émane de cette nature désorientée. Elle trouve sa voix, cette nature, dans les cris inquiets et tendres des grands goélands qui courbent au-dessus de nos têtes leurs solennelles évolutions, et scandent de ces appels plaintifs leurs coups d'ailes saccadés que suivent de longues descentes planes pareilles à des tenues dans un chant : oiseaux de poète, dit Ibsen, trop légers pour l'onde, et trop lourds pour le ciel.

Aux Lofoten. — Hâlée par la tempête, menaçante dans le ciel nuageux, voici que s'élève la haute muraille tragique des Lofoten, cette chaîne de vertèbres montagneuses aux formes violentes, hérissement inextricable de cimes, d'aiguilles, d'arêtes amoncelées et martelées comme par un gigantesque forgeron de la pierre. Plus on approche, et plus sombre, plus fantastique apparaît ce rideau d'obscurité qui se dresse devant les yeux : la noire masse rocheuse n'a pas l'air de plonger dans la mer luisante et pâle, ni de peser sur l'eau. Pas une surface plane ou lisse, le schiste est partout strié de glaciers verdâtres et constellé d'étoiles de neige entre les précipices bleus. Çà et là, perçant les nuages, pareil à un jet de lumière électrique, un rayon de soleil éclaire tout à coup quelque roche polie et nue, un massif rouge comme un reflet de brasier la nuit, de grands névés vierges, un coin de verdure dans cette tristesse solitaire, puis tout retombe aussitôt dans l'ombre, l'immobilité et la désolation; on dirait un monde préhistorique. — L'hiver, quand cinq mille bateaux de pêche sont pris par la tempête dans ce terrible Vestfjord, — le gouffre où vient se ruer tout le flot de l'Atlantique, avec toutes ses épaves,

— songez aux drames auxquels assiste impuissant ce village caché là-bas dans les anfractuosités du rocher gris, posé comme en attendant sur les îlots qui lui dessinent un port, avec ses maisons rouges, blanches et jaunes, si calme aujourd'hui en ce repos d'été, dans cette courte trêve des élémens. La saisissante sensation de cette tragédie de la mer et de la mort, ne la retrouvons-nous pas dans l'image même de ce chaos apocalyptique des Lofoten, produit monstrueux de la lutte éternelle entre la terre et l'eau? Quelle vision de terreur!

Harstad. — La région des grandes îles. Comme à la découverte, le bateau cherche sa voie tortueuse dans d'étroites passes, sans issue apparente, bordées de collines verdoyantes et de sombres montagnes taillées à pic qui avancent leurs promontoires sur notre chenal maritime. Les détroits et les tournans se succèdent, les golfes, les isthmes, les caps s'accumulent; impossible de deviner le chemin que va suivre le pilote dans ce labyrinthe où les routes se coupent, se perdent et se retrouvent comme les sentiers d'une forêt. L'eau calme lèche doucement la rive de roches blanches, ou vertes de mousse, ou brunies par les algues, et les claires collines où pousse l'herbe drue se détachant sur le fond de neige des montagnes à l'horizon, comme un paysage d'été devant un paysage d'hiver; tout brille, tout reflète la molle lumière du soleil bas, du pâle soleil qui donne trois mois par an la vie à cette terre. — Les villages sont rares dans cette solitude grandissante et dans cette nature appauvrie. En voici un, qui occupe les deux bords du détroit large d'un mille : ses trois ou quatre douzaines de maisons, peintes aux couleurs vives, très distantes les unes des autres, sont blotties près de l'eau dans la puissante verdure septentrionale. Haute et mince, posée sur son socle de roche, l'église de bois toute blanche fait centre, et figure la communauté disséminée des habitans et des maisons : voilà l'âme du village. Aujourd'hui dimanche, les habitans venus en barque se massent devant elle, le service fini, auprès du cimetière qui l'entoure et qui doit tous les prendre un jour. C'est bien la grande église de Brand.

Tromsœ. — Il pleut depuis ce matin, on ne distingue pas le ciel de l'eau, et les montagnes bleuâtres qui semblent fermer les deux bouts du détroit ne s'aperçoivent qu'à travers un nuage.

Pourtant Tromsœ nous est apparue bien jolie ce matin dans le gris, l'humide et le froid, avec quelque chose de mystérieux et de rêvé sous ce rideau de gaze transparente. Y a-t-il vraiment une ville de six mille âmes derrière ces quelques cabanes de bois sur pilotis dont on voit à mer basse les dessous comme l'échafaudage d'une scène de théâtre, et qu'assiègent ces petites barques norvégiennes, jaunes ou vertes, si légères, si effilées, si élégantes? Approchons de la rive que coupent les magasins rangés en bataille, face au port. Sous ces vieilles bâtisses d'une solidité peu rassurante, l'eau moirée reflète tout le fouillis intime des grands pieux pourris, des canots renversés, des algues humides, et le mouvement du canot fait rendre au miroir liquide des trémolos de bleu, des trilles de jaune, des arpèges brillans de vert et de noir. — Voici le quai; puis de grandes rues trop larges en terre battue, des maisonnettes de bois minuscules, de vastes places désertes : un gros bourg en formation. Je pense à tel village du Dakota, visité autrefois, peuplé exclusivement de Norvégiens. Même rigueur de climat, même dureté de vie, même impression d'inachevé, de primitif; seulement on sent la nature plus vieille ici et plus immobilisée. — Dans les rues les types d'hommes sont caractéristiques : de grands corps à peine dégrossis et taillés comme à coups de hache, des visages durs, des traits creux, des physionomies brutales et austères qui semblent repliées sur elles-mêmes dans une sorte de retraite intérieure. Le geste est bref, roide et sans grâce; la démarche, active et préoccupée. Le regard semble planer au-dessus des choses : par instans il s'enflamme, et dans ses éclairs on sent l'enthousiasme du *piétiste* caché sous la froideur du tempérament septentrional. La vie morale est évidemment d'autant plus développée ici que la vie matérielle est plus resserrée; on devine des exaltés et des fanatiques.

Lyngenfjord. — Un fjord étroit et long, pareil à une vieille lézarde de l'écorce terrestre, creusé tout droit, sur quarante kilomètres de longueur, dans un magnifique *Oberland* septentrional : béante et profonde blessure ouverte au flanc du continent. Jusque dans l'eau pâle et blême, de toute la hauteur de ses quinze cents mètres, la montagne sombre, s'échappant de sa gangue de neige, tombe à pic, découpée en pyramides gigantesques que séparent les glaciers violemment précipités du haut en bas de la muraille de pierre. — Voici l'un de ces Niagara gelés, d'une belle couleur

bleue surnaturelle; il s'étale d'abord dans son large lit tortueux, puis se projette en avant d'un seul saut vertical et se résout à vingt mètres de l'eau en une épaisse cascade écumante, tandis qu'à son contact le roc se colore magiquement dans sa demi-obscurité, et qu'à nos pieds l'onde blanchie de toutes parts semble une vaste mer de lait. Plus loin, sous les nuages qui cachent les sommets, les glaciers, énormes banquises terrestres, s'amoncellent en roulant les uns sur les autres comme les flots d'une mer furieuse. — Un instant le ciel opaque s'éclaire d'un rayon du soleil couchant, et sous le voile rose du brouillard les choses s'illuminent, fantastiques comme de spectrales visions. — Partout la terre est assiégée par l'eau, le nuage, la glace ou la neige, et pressée dans cette étreinte qui l'étouffe, usée par ce perpétuel contact de l'élément qui la ronge, elle agonise, elle meurt : son rôle humain est fini.

L'océan Glacial. Minuit. — Nous approchons de ce Finistère de l'Europe, le cap Nord, en longeant, au milieu des îles ici plus espacées, la côte déchiquetée par le flot dur de cette mer boréale. Terne et lisse, l'eau blême — couleur de mort — semble à peine liquide, pesante comme du plomb en fusion, fatiguée d'errer sans repos dans le désert de l'Océan jusqu'à cet aboutissement polaire et mystérieux. Elle se soulève régulièrement en une houle solennelle et très longue qui roule dans ses profondeurs en remuant à peine la surface liquide, et dans ce calme mouvement de la mer, on croit sentir la large respiration, le tressaillement intime et douloureux d'une gigantesque divinité mythologique. Ce n'est plus ici le monstre terrible et superbe de l'Atlantique, ni le jeune héros brillant de notre Manche, ni l'enfant capricieux et léger de la Méditerranée : c'est un élément très vieux, puissant encore, mais lourd et fatigué de la vie. — Cette mer livide luit d'un éclat mat, huileux et presque hideux, plus lumineuse elle-même que le ciel qu'elle semble éclairer, ce ciel crépusculaire et glauque, strié de longues bandes rouges sous les rayons bas du soleil de minuit. A droite, la terre apparaît toute pâle dans la sécheresse de ses rochers gris; on dirait que l'intense lumière boréale a absorbé toute sa couleur pendant que le climat la frappait de stérilité. Les collines y dressent leurs formes prismatiques comme en un monde cristallisé. Ici commencent l'immobilité vide et l'éternel silence; on entre dans le domaine morne et splendide du

rêve ; on passe du réel au merveilleux : c'est une fin de monde. Il fait jour encore, mais dans cette lumière blafarde et factice, *qui vient des choses*, par rayonnement, sous ces nuages pesans aux couleurs d'incendie, les choses sont impalpables comme de grands spectres douloureux, des fantômes qui s'évanouiraient si on tentait de les toucher. — Là-bas, se dresse d'un seul ressaut le cap Nord, noir et nu comme un cadavre décomposé, sinistre et stérile ; et voici que de toutes petites barques de pêche, toutes graves, s'en vont bravant l'inconnu droit au nord, solitaires et courageuses, dans le mystérieux de l'au-delà...

Retour à Trondhjem. — Au nord, la région des *sunds;* au sud la région des fjords : Trondhjem marque la séparation entre la Norvège septentrionale et la Norvège méridionale. Un fjord n'est autre chose qu'une fissure dans la matière terrestre, provoquée par son refroidissement, comblée et râpée par les glaciers avant d'être envahie par la mer. Il y a quelques fjords dans le *Nordland*, mais ils s'y présentent à l'état isolé et exceptionnel. Ceux du sud, plus nombreux, s'étalent comme les rayons d'une roue sur un vaste demi-cercle qui va de Trondhjem à Christiania, et dont le centre est marqué par l'immense plateau neigeux du Jotun.

Geiranger. — Nous sommes à vingt lieues de l'océan Atlantique et du petit port pêcheur d'Aalesund, au fond d'un des fjords de la côte occidentale, large ici de cent cinquante mètres et bordé de montagnes de quinze cents mètres. A droite et à gauche, le mur de roc, tout droit, d'une seule enlevée verticale et superbe, pénétrant aussi profondément au-dessous du niveau maritime qu'il se dresse majestueusement au-dessus de nos têtes. Dans cet étroit couloir de pierre, creux de trois mille mètres et à demi rempli par l'eau, nous flottons suspendus à mi-hauteur, entre deux infinis, accablés par l'effroi de la masse qui nous domine et le vertige du gouffre qui s'ouvre sous nos pieds. — L'eau pâle et calme reflète toutes choses avec la douceur enveloppante d'un miroir d'argent, et parfois, l'élément liquide semblant évaporé, nous croyons planer dans le vide, et percevoir de nos yeux toutes les profondeurs intimes du fjord avec autant de netteté que nous voyons devant nous son flanc dénudé. Imprégnée d'humidité noire, rongée par mille cascades qui coulent en suintant ou tombent torrentielles dans le vide, l'énorme muraille de montagne

est comme martelée et tailladée, coupée par endroits d'étroites bandes de sapins, si lisse et si polie qu'on se dit que tomber à l'eau, c'est n'avoir pas où mettre la main pour se reprendre. De quelque côté que le regard se tourne, il est arrêté et comme réfléchi par la falaise de pierre; il semble que le roc soit ici quelque chose de vivant, et qu'à peine entr'ouvert, il soit prêt à se refermer pour nous broyer. — Entre le roc et l'eau, les deux tyrans qui règnent dans cette monstruosité géologique, l'homme est resserré, asservi, étreint; la terre manque, il n'y a pas de place pour la vie. Quelle prison que cette nature, quelle solitude que ce chaos! On frissonne en évoquant ici l'hiver avec ses nuits sans fin et sans repos, le froid glacial, l'angoissante obscurité, et l'engourdissement douloureux des hommes et des choses. Ne jamais percer de ses regards ce rideau de pierre tendu comme un linceul, ne jamais rien voir que l'onde ingrate et le roc qui ferme le ciel, ignorer toujours ce qu'il y a là-haut, à l'air libre, n'est-ce pas l'image trop vraie de la vie, l'image du vide qui nous entoure et du mystère qui nous étreint, et dont nous essayons de sortir?

Nordfjord. — Curieuse impression géologique comme nous parcourions ces jours-ci le Nordfjord depuis son origine jusqu'à son embouchure, et que nous voyions se développer peu à peu devant nous la végétation et la population à l'approche de cette mer qui semble apporter et mesurer la vie. — Comme tous les fjords norvégiens, celui-ci est prolongé dans l'intérieur des terres par un appendice naturel, un lac mince et long, un peu plus élevé de niveau, et dont il n'est séparé que par une ancienne moraine, un *eid*. Ce lac a sa source au pied même du Jotun, de ce centre glaciaire de la Norvège, qui projette tous les fjords en éventail autour de lui, comme des crevasses s'étoilent autour d'un centre de soulèvement. Géologiquement, fjord ou lac sont une seule et même chose : l'un ne serait pas distinct de l'autre si, en se retirant, le glacier primitif, qui occupait jadis la crevasse tout entière, n'en avait bouché l'extrémité supérieure avec sa moraine, et c'est cette moraine même qui a fait l'étroite vallée que l'on trouve entre le lac et le fjord, verte et calme, coupée par un torrent et des cascades. On se rend bien compte ici de ce qu'est la terre qui nous nourrit, la terre arable, un produit de la vieillesse du monde, fabriqué grain à grain par l'eau qui ronge la pierre, la broie et la vivifie, une matière qui se charge lente-

ment de tous les débris des êtres organisés, et qui restitue la vie qu'elle en a reçue à ceux qui les remplacent à la surface du globe.

Après l'*eid* commence le fjord proprement dit. Il pénètre de quatre-vingts kilomètres dans le sein du continent, étendant à droite et à gauche ses racines profondes et avides, ces tentacules puissans par où l'Océan semble vouloir aspirer avec plus de force l'eau que lui doit la terre. Ce fjord n'est qu'une étroite fente dans le *fjeld*, le haut plateau norvégien, chaos informe et désert où ne pousse qu'un peu de mousse et d'herbe entre les pierres, coupé de failles où vont se perdre les ruisseaux, taché de mares d'eau croupissante, sans autre trace humaine que les *sæter* des pâtres de loin en loin. D'en bas, par momens, nous apercevons le fjeld au-dessus de la ligne des derniers sapins, froid et désolé, nous emprisonnant dans sa ceinture de solitude et de tristesse : «... C'est une mer figée; — comme un linceul, la neige couvre ce tombeau. — Le tonnerre grondant partout — est la cloche qui monte à Dieu (1). » Son flanc abrupt, fait de roc dur, se recouvre par endroits d'alluvions déversées par la montagne, dont la pente s'allonge alors doucement vers le fjord. Des prairies, que séparent les ruisseaux et les cascades, se suspendent à mi-hauteur; jusqu'à la rive de pierres plates s'échelonnent les sapins, plus beaux ici et plus forts à mesure qu'ils approchent de leur limite septentrionale, les bouleaux pâles et délicats sur leurs tiges blanches qui se tordent comme le tronc nerveux des oliviers, les aulnes, et les trembles. — Voici quelques *gaards* à mi-côte, des fermes, avec leur toit de gazon où poussent des plantes et des arbrisseaux; on y monte par des sentiers invisibles et escarpés, et en bas, au bord de l'eau, une cabane doucement inclinée protège la barque familiale, le seul lien qui rattache au reste du monde cette oasis perdue dans le désert de roc. Le village prochain, blotti au débouché d'une vallée, est éloigné de plusieurs milles, et lui-même n'est en communication avec le centre de la région, Bergen, que par de rares services de bateaux. — Dans cette solitude et dans ce chaos, on ne trouve pas une parcelle de sol cultivable qui ne soit cultivée; l'homme est partout où il peut être. C'est la terre qui manque : la Norvège tient presque tout entière entre son fjeld et ses fjords.

(1) Olsen Vinje, mort en 1870.

En mer. — Nous approchons de Bergen en traversant l'archipel qui enserre la côte, ce dédale d'îles qui fait songer à des montagnes envahies par les eaux et dont on ne verrait plus que les sommets. Toujours les mêmes formes et les mêmes silhouettes, toujours les mêmes moules de cette sculpture géologique du nord : îlots bas et nus, longues bandes rocheuses au profil annelé qui figurent des serpens monstrueux, coupoles lisses et brillantes, caps roides et droits; puis, au loin, le désert neigeux du fjeld. — Lentement nous évoluons au milieu des roches grises, ou rouges, ou lavées d'un blanc mat et mort, si puissantes et si vigoureuses qu'on s'étonne de les trouver immobiles dans la mer immobile.

D'instant en instant le paysage change. Voici toute la grâce de la nature normande étalée dans une crique de verdure, et l'eau reflète alentour si nettement les couleurs et les formes des choses, qu'on ne sait plus distinguer la ligne de flottaison qui sépare l'élément liquide de l'élément solide. Puis de grandes îles, des villages ; la terre, plus clémente, commence à se montrer plus féconde. Nous traversons une passe qui n'a pas vingt mètres de largeur, avec deux ou trois maisons à notre gauche, des arbres sur la rive où de la main nous pourrions presque cueillir des feuilles. — Au loin, les collines pâles de la côte se détachent légèrement sur le ciel tendre; presque grises, ces montagnes, et comme effacées, estompées dans l'azur qui fuit, elles font ressortir les premiers plans solides et colorés. Ah ! la douceur de ces lointains du nord, fins et bleutés, dans l'éclatante lumière du milieu du jour, quel peintre pourrait la rendre? Il y a plus de froideur et de pâleur vierge que dans les fonds des paysages d'Italie, plus de netteté sous le même ciel blanchi à l'horizon ; il y a plus de transparence et de glorieuse clarté surtout. D'ici, dans cet air pur et fluide, toute la côte se voit avec une précision de détails, une délicatesse de dessin qui désorientent les yeux, et pourtant, par l'excès de la lumière qui recouvre tout de son vernis brillant et velouté, les choses nous apparaissent sans solidité, sans épaisseur, irréelles et rêvées comme en un autre monde. — Il fait gris et doux, sous le ciel froid et léger; la mer scintille dans sa pâleur d'argent, un peu plus bleue que dans le nord, et un peu plus brillante. Un instant, dans un rideau traversé de brume grise, l'eau ternie tout à coup semble une couche de glace étalée où le bateau glisse sans trace et sans

effort, et à travers le voile à peine translucide de ouate dense, les grandes barques qui passent immobiles, les voiles tombantes, lourdes et silencieuses, nous semblent flotter dans le vide suspendues comme par miracle...

Voilà, notées au jour le jour, quelques impressions de la Norvège d'été; sans avoir vu le pays d'hiver, on sent déjà la marque que doit imprimer sur l'âme de l'habitant ce monde *fantastique* et *monstrueux*.

Fantastique est cette nature, et mystérieuse, et troublante. « Il semble qu'elle soit sortie de toutes les lois et de toutes les formes », qu'elle ait secoué le joug de la fatalité : songez à ces nuits d'hiver sans aurore et à ces jours d'été sans fin, qui font que les choses sont alternativement plongées dans l'obscurité qui les anéantit pendant six mois et l'éclatante lumière qui les divinise pendant six autres; songez à l'extraordinaire poussée de végétation qui rachète en trois mois de chaleur neuf mois de stérilité; songez à ce froid sommeil du monde arctique où la terre se refuse à donner la vie. Il y a ici tant de phénomènes qui inquiètent les sens, ces mirages, ces aurores boréales, ces longs crépuscules sanglans et grandioses, et ce manteau d'irréalité magique qui couvre les choses comme des fantômes en un rêve. — Devant tout cela l'esprit désorienté se frappe, l'imagination se déchaîne et les nerfs se tendent; possible et impossible, naturel et miraculeux, réel et fictif, tout se confond dans un idéalisme naïf et profond à la fois, et le sens se perd des limites humaines du monde et de la vie. Pour avoir vu représenter trop de drames sur le même théâtre, l'homme apprend à se défier de cette nature indifférente et superbe, trop terrible ou trop séduisante, qui le torture en l'enivrant; il se lasse de jouer sur cette scène un rôle qu'il ne comprend pas, et s'obstine à regarder derrière le décor. — Le monde extérieur n'existe qu'à moitié pour cet esprit naturellement philosophique du nord qui a l'intuition de l'insuffisance de ses représentations, et par delà les choses il se prend à chercher leur raison cachée, l'absolu qu'elles expriment, l'inconnaissable dont elles sont la projection. De là ce symbolisme inconscient et inné, qui n'est pas le privilège ou la rançon de quelques grands penseurs, mais une forme générale d'intelligence, et comme une seconde vue du monde, aussi claire, aussi simple, aussi naturelle que la vision directe. Toute âme norvégienne pense et croit ce que disait un jour Ibsen

devant nous-mêmes : c'est que toutes les choses sont plus ou moins symboliques par cela même qu'elles plongent leurs racines et qu'elles projettent leur faîte dans l'au-delà.

Nous occupons dans le monde moral et dans le monde physique une sorte de point-milieu ; parfois il est bon de regarder aux extrêmes : cette nature est monstrueuse, tragique, antihumaine. Hammerfest, par soixante-dix degrés de latitude, a une nuit ininterrompue de six semaines; dans le Finmark, quinze beaux jours d'été clairs et sans pluie sont une rareté; la tempête est constante aux Lofoten, et en une nuit il s'y est noyé plus de cinq cents hommes. Pire que le climat est la solitude, qu'aggravent le froid, l'obscurité de l'hiver et l'absence de routes terrestres au nord de Trondhjem. A Hellesylt, dans le Geiranger, plusieurs pasteurs se sont suicidés successivement; sur tel autre point du territoire, c'est la folie qui les guette. Entre le *fjeld* et le *fjord*, les moyens matériels d'existence se refusent à l'homme : on se demande si ce n'est pas la présence de l'homme qui est monstrueuse. — En revanche, la nature fait ici l'âme plus forte, comme le corps plus robuste, la volonté plus ardente, la vie intérieure plus intense, en un mot la personne humaine plus élevée. Elle imprime en l'homme le sens dramatique de la vie. L'individu y est naturellement absolu et exalté; il a besoin d'idéal et d'action. Torturé d'angoisse devant le problème de l'existence, il aspire après une foi, ou philosophique ou mystique; politique ou social, il veut un but ici-bas, il y tend avec une anxiété poignante et obstinée. Il est fait pour être apôtre ou réformateur.

Symbolisme inconscient, fanatisme spontané, voilà donc ce qu'en naissant l'homme reçoit en germe de cette nature monstrueuse et fantastique. Dans toute âme norvégienne il y a un peu de Brand, de Rosmer et du pasteur Sang. Ibsen et Bjornson sont en puissance dans tout esprit scandinave : avec leurs exaltations et leurs défaillances, leur noblesse de visée, leur grandeur et leur naïveté de conception, ils sont tous deux le vivant symbole d'une race tout entière.

***

LE RÈGNE DE L'ARGENT

VIII [1]

LA BOURSE
LA SPÉCULATION ET LA PUISSANCE FRANÇAISE

Comment parler du rôle de l'Argent dans nos sociétés modernes sans rien dire de la spéculation et de la Bourse? C'est là, pour nos contemporains, un sujet toujours nouveau. Jamais peut-être il n'a été autant de circonstance. La spéculation est descendue peu à peu dans toutes les couches de la société. Nous sommes loin des âges primitifs où elle était propre aux financiers et aux hommes d'affaires. Les hommes du monde y ont pris goût; les petites gens y sont venus; les femmes elles-mêmes ont voulu y mordre. La sphère de la Bourse s'agrandit, tous les jours, dans tous les sens. La spéculation gagne, à la fois, en étendue et en profondeur. La démocratie moderne, les découvertes de la science, le rapprochement des peuples, les conquêtes géographiques lui ouvrent, dans toutes les directions, des horizons plus vastes. L'inventeur patient qui perfectionne un procédé industriel, le pionnier grelottant de fièvre qui s'enfonce dans la forêt vierge travaillent, à leur insu, à élargir son domaine. C'est elle surtout qui est cosmopolite. N'avons-nous pas vu, récemment, les mines d'or de l'Afrique du Sud et les *goldfields* de l'Australie de l'Ouest l'entraîner vers les secs plateaux de l'hémisphère austral?

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars, 15 avril, 15 juin 1894, 15 février et 15 mai 1895, 15 avril et 1er mai 1896.

On dirait, à certaines heures, qu'elle va mettre les continens en actions, et les débiter par tranches à la Bourse.

I

C'est comme un tourbillon qui emporte les peuples civilisés Grands et petits, tout le monde spécule, et tout le monde se plaint des excès de la spéculation. C'est devenu un des thèmes favoris des moralistes du feuilleton et des philosophes du fumoir. En aucun champ, hélas! la déclamation n'est plus aisée et plus stérile. Parmi les censeurs qui déplorent le plus vivement les abus de la spéculation, combien en ont les mains entièrement nettes? Jamais, depuis le temps où les admirateurs de Law remplissaient de leurs clameurs la rue Quincampoix, la France et le monde ne se sont autant adonnés aux combinaisons de Bourse. Certains font de la spéculation sans le savoir, beaucoup en font sans la comprendre. Parmi les spéculateurs même, le grand nombre ignore le rôle économique, la fonction sociale de la spéculation. En aucune matière les distinctions ne sont plus nécessaires, et les préjugés plus répandus. Pour la foule, pour beaucoup même de ceux qui s'y livrent, la spéculation n'est qu'un jeu. La Bourse leur semble un tripot où l'on ponte sur les valeurs, comme ailleurs sur les cartes; ou encore c'est, pour eux, une sorte d'hippodrome, où l'on parie sur des rentes ou sur des actions, au lieu de parier sur des chevaux. Cette façon de concevoir la Bourse est une des raisons pour lesquelles la Bourse fait tant de victimes. Qui ne voit dans la spéculation qu'une roulette ou un baccarat est sûr de perdre, et c'est justice. Le jeu n'est pas l'essence de la spéculation, il n'en est que l'abus et la corruption. La langue usuelle a tort de les confondre. Le vrai financier, le spéculateur digne de ce nom ne joue point, ne parie point; ses opérations n'ont rien de commun avec la rouge et la noire, ou avec les gageures des courses.

Spéculer, le mot même l'indique, c'est prévoir: autrement dit, c'est voir de loin, saisir d'avance la série des faits, anticiper sur leurs conséquences. Rien de plus légitime en soi. Le financier fait, dans sa sphère, ce que l'homme de guerre ou l'homme d'État font chacun dans la leur. Par cela même, il n'est pas sans ressemblance avec eux. En même temps qu'un calculateur, un grand financier doit être un homme d'imagination, — imagination

vive et tête froide. Les psychologues trouveraient qu'il a beaucoup de traits communs avec les grands politiques et les grands capitaines. A la Bourse, comme sur le champ de bataille, il faut, pour vaincre, la connaissance du terrain, la faculté de prévoir, le sens du réel, et par-dessus tout l'esprit de décision, la hardiesse tempérée de prudence; et comme le grand politique et le grand capitaine, le vrai spéculateur n'abandonne au hasard que ce qu'il ne peut lui ôter. A lui, aussi, pourrait s'appliquer la devise du maréchal de Moltke : *Erst wägen, dann wagen.*

Donc spéculer, c'est avant tout prévoir, et partant, il n'y a pas d'affaires sans spéculation, c'est-à-dire sans prévision rationnelle des prix. En ce sens, tout industriel, tout commerçant, tout agriculteur même spécule, quand il fait ses achats ou ses ventes, car tous s'efforcent de vendre ou d'acheter au moment favorable. En finance, comme ailleurs, c'est là le point de départ de toute spéculation : acheter quand les prix sont bas, vendre quand les prix sont chers. Ainsi entendue, la spéculation se retrouve dans tous les pays, à toutes les époques, et elle reste légitime tant qu'elle n'emploie ni la fraude ni la violence. Elle est aussi ancienne que l'homme, aussi ancienne du moins que la vie civilisée. La Bible nous la montre dans l'antique Égypte, et sous une de ses formes les plus contestables. Toute la fortune de Joseph lui vient d'une spéculation sur les blés. Le fils de Jacob prévoit que, après les années d'abondance, viendront les années de disette, et il fait faire par le Pharaon de grands approvisionnemens, si bien que, la famine survenue, il sauve les Égyptiens de la détresse; mais en échange des blés du Pharaon, il force les Égyptiens à céder leurs champs au roi, en sorte que, de propriétaires, il les convertit en simples tenanciers (1). Qu'est-ce là, si ce n'est de la spéculation, pour ne pas dire de l'accaparement? Joseph était d'Israël, dira quelque antisémite; rien d'étonnant s'il a été un maître spéculateur et accapareur, et si les livres hébreux lui en font un mérite.

La race, hélas! n'a rien à voir ici, et pour découvrir la spéculation, voire l'accaparement, les « Aryens » n'ont pas eu besoin des Sémites. Les Grecs prêtaient au philosophe Thalès une opération sur les huiles, non sans analogie avec l'opération sur les blés, attribuée par la Genèse au fils de Rachel. Aristote, loin d'y rien décou-

(1) *Genèse*, ch. XLI-XLVII; voyez notamment ch. XLVII, 19-26.

vrir de répréhensible, en fait honneur au philosophe et à la philosophie (1). Les anciens semblent avoir été indulgens pour ces tentatives d'accaparement ; ils n'y voyaient qu'une habileté d'esprits avisés. Les modernes, à commencer par les moralistes chrétiens, ont été plus sévères ; mais, en condamnant le monopole et l'accaparement qui n'en sont que des abus, ils n'ont eu garde de condamner toute spéculation. Les théologiens ont souvent essayé de faire une théorie du juste prix, ou comme ils disent, de la justice dans les contrats commutatifs ; la plupart ont dû reconnaître que le juste prix résultait de la commune estimation, c'est-à-dire du jeu de l'offre et de la demande ; partant, il leur a fallu admettre que le marchand qui subit les risques de perte a le droit de profiter des chances de plus-value (2). Or, c'est là le point de départ de toute spéculation.

Une erreur, presque générale, est de croire que la spéculation ne peut s'exercer qu'aux dépens du public. C'est là une vue courte. La spéculation, même sous ses formes les plus attaquées et parfois les plus critiquables, rend souvent service à la communauté. Quoi de plus décrié, de tout temps, que la spéculation sur les blés? C'est pourtant cette spéculation, d'apparence criminelle, qui approvisionne les pays menacés de disette ; elle a préservé les peuples européens de la famine, et cela, à des conditions moins dures que celles du Joseph de la Genèse. Encore, n'est-ce là peut-être qu'un de ses moindres services.

La spéculation, au sens large du mot, est un agent de progrès ; j'ai bien peur qu'elle ne soit le ferment le plus actif de nos sociétés matérialistes. Si nous examinons nos contemporains, force nous est de reconnaître en elle le grand stimulant des intelligences, et peut-être le premier moteur de nos machines et de nos industries. Elle inspire l'esprit d'entreprise ; c'est elle qui, en remuant les imaginations, donne le branle aux capitaux ; et s'il est vrai que le capital est en train de transformer la face du monde, cela est

(1) Aristote, *Politique*, l. I, ch. VII. On reprochait à Thalès sa pauvreté, et l'on en concluait que la philosophie ne servait à rien. Thalès, selon le récit d'Aristote, avait prévu, par ses connaissances astronomiques, qu'il y aurait, l'année suivante, abondance d'olives ; il se procura quelque argent, loua tous les pressoirs de Milet et de Chio à un prix modéré. Au moment de la récolte, il obtint de ses pressoirs le prix qu'il voulut, prouvant, ainsi, qu'il était facile aux philosophes de gagner de l'argent.

(2) Claudio Jannet, *le Capital, la Spéculation et la Finance au XIXe siècle*, p. 232, a, sur ce point, donné l'opinion de saint Thomas d'Aquin, qu'ont suivie la plupart des théologiens modernes.

surtout vrai de la spéculation. L'œil ouvert sur tous les continens, à la fois, elle ne se repose jamais; elle est à l'affût de toutes les découvertes, pour en hâter ou pour en étendre l'application. Elle est sans cesse en travail de renouvellement. Elle est la fée agile, tour à tour bienfaisante et malfaisante, dont les mains inquiètes président à toutes les métamorphoses de l'industrie et à toutes les révolutions du commerce. Avec toutes ses hardiesses et ses témérités, elle reste un des grands facteurs du progrès matériel. Sans elle, toutes les transformations économiques et industrielles seraient infiniment plus lentes. La cité idéale, selon le cœur des moralistes, dont toute spéculation serait bannie, serait forcément stationnaire. La spéculation est le vent qui souffle en tous sens et renouvelle l'air; c'est la brise qui agite la surface des eaux et soulève les flots; si elle amène des tempêtes et provoque des naufrages, elle enfle les voiles et fait voguer au large les barques et les vaisseaux. Une société sans spéculation est une mare stagnante. Il faudrait plaindre le pays où il ne se trouverait plus d'hommes prêts à risquer leur argent. Héroïsme intéressé des écus, peu méritoire assurément, mais non moins utile que celui des hommes prêts à risquer leur vie. La science ici donne tort à la courte sagesse du vulgaire. Imaginez, disait *l'Économiste français*, une société où tout le monde voudrait placer ses fonds d'une manière sûre, où chacun se résignerait à un intérêt de 4 pour 100, sans rien chercher au delà, une pareille société serait vouée à la routine. Il faut aux inventeurs, aux explorateurs, aux novateurs de tout genre, des capitaux qui osent affronter les risques; ces capitaux, c'est la spéculation qui les leur fournit. J'avoue que je vois là, pour ma part, une raison de plus de nous mettre en garde contre le socialisme. Ne fît-il que tuer ou décourager toute spéculation, le socialisme, par là même, condamnerait le monde à l'immobilité. Une société collectiviste serait une société stationnaire, endormie, incapable de progrès, parce qu'on en aurait extirpé le levain même du progrès.

Ce rôle fécond de la spéculation, les plus clairvoyans de ses adversaires n'ont pu le méconnaître. Un des pères du socialisme, un homme, il est vrai, qui ne craignait pas de s'embarrasser de contradictions, Proudhon, l'a même exaltée outre mesure, entonnant en son honneur une sorte d'hosanna (1). C'est elle, affir-

(1) *Manuel du spéculateur à la Bourse*, p. 4 (édition de 1859).

mait-il, qui recherche et découvre les gisemens de la richesse; on dirait, aujourd'hui, qu'elle est le grand prospecteur de tous les filons de la richesse cachée. « La spéculation, c'est à proprement parler, continue Proudhon, le génie de la découverte; c'est elle qui invente, qui innove, qui pourvoit, qui résout, qui, semblable à l'Esprit infini, crée de rien toutes choses. Elle avise, conçoit, organise; le Travail, le Capital, le Commerce exécutent; elle est la tête, ils sont les membres. » La spéculation, en effet, est intimement liée au génie d'invention qui est l'âme de tout progrès. Nous n'avons donc pas le droit de dire qu'elle est le propre des sociétés en décadence. Certes, si elle est un des facteurs essentiels de la richesse et du progrès, elle est parfois coupable de grands excès et par suite de grands maux; elle a ses abus, elle a ses crimes. J'oserai la comparer à une chose plus noble, à la liberté, mère des grandes choses et des grands hommes. Faut-il nous le rappeler, à nous Français? la liberté, elle aussi, a été souvent souillée et ensanglantée; elle nous est apparue, à plus d'un jour, sous un masque hideux. Ainsi de la spéculation, à certaines heures; aux mains de convoitises effrénées, elle semble un agent de dissolution. Il est triste, assurément, de voir tout un peuple secoué par la fièvre de la spéculation, mais alors même que, par ses excès, elle semble une maladie, il serait injuste de la traiter comme une affection sénile ou une marque de décrépitude. Demandez-le à la jeune Amérique.

Sous le nom de spéculation, le public a le tort d'entendre, presque uniquement, les opérations de Bourse qui ne visent qu'à encaisser des différences de cours, soit sur les valeurs mobilières, soit sur les denrées, blés, farines, sucres, coton, café, car l'on spécule sur tout, et plus, peut-être, sur les denrées agricoles, nationales ou exotiques, que sur les rentes et les valeurs industrielles. Cette spéculation de Bourse, souvent viciée par des manœuvres coupables, est stérile en elle-même, puisqu'elle ne produit rien, qu'elle ne fait que changer le cours des valeurs. On ne saurait dire, pour cela, qu'elle soit toujours nuisible, ou toujours inutile. En dépit des abus qui la déshonorent, si pernicieux qu'en soient les excès, elle a, elle aussi, cette spéculation sur les cours, son rôle dans l'économie générale; il est malsain, toutefois, qu'elle empiète sur les fonctions essentielles du corps social, aux dépens de la production et du travail. En courant après un bénéfice égoïste, la spéculation sur les valeurs rend souvent service au

public. Contrairement au préjugé vulgaire, en facilitant les échanges, elle tend à diminuer les écarts entre les prix. Elle est plutôt, pour le marché, une cause de stabilité que de perturbation. L'équilibre qu'elle semble travailler à détruire, elle tend elle-même à le rétablir, les témérités de la hausse amenant fatalement la baisse, et les imprudences de la baisse finissant par ramener la hausse. C'est comme une bascule en mouvement perpétuel, qui, par ses balancemens en sens inverse, fait bientôt remonter ce qu'elle avait tout à l'heure fait descendre. Ceci nous amène à la Bourse et au rôle de la Bourse.

II

Dans nos États modernes, la spéculation a sa maison, son hôtel, son temple. C'est ce qu'on appelle en France la Bourse, — Bourse des valeurs mobilières, — Bourse du commerce, des denrées ou marchandises. Aucune nation civilisée ne saurait se passer de Bourse; toutes les capitales, on pourrait dire toutes les grandes villes en ont une, et l'importance de ce rendez-vous de la spéculation est en raison de la richesse des divers pays. « La Bourse est le monument par excellence de la société moderne, » disait déjà Proudhon, sous la deuxième République. Proudhon la grandissait outre mesure. La Bourse n'est qu'un des monumens indispensables à nos sociétés industrielles. Il est vrai qu'elle y tient une grande place, — je dirai tout le premier, — une trop large place. A mesure que baissent, dans l'estime des hommes, les biens qui faisaient contrepoids à l'amour des richesses; à mesure que les vieilles religions, que la foi aux paradis invisibles, la superstition de l'Honneur et de la Gloire, la passion désintéressée de la Science et de la Liberté se laissent détrôner par le culte de l'argent, le profil de la Bourse se dresse au-dessus des nations et semble les dominer de plus haut. Les clochers aériens des cathédrales, les coupoles des académies et des observatoires, les frontons des palais législatifs et les beffrois des hôtels de ville s'abaissent, également, devant les lourds portiques de la Bourse. Elle est, déjà, pour nombre de nos contemporains, comme le mihrab, la kaabah nouvelle vers laquelle s'orientent, des quatre coins du monde, les regards et les supplications des adorateurs de Mammon. Cette importance croissante de la Bourse, la faute en est à deux choses, surtout : à la diffusion de la richesse mobilière et au

matérialisme de nos sociétés. Supposez une société privée de richesse, ou encore une société pauvre en esprit, selon la parole évangélique, la Bourse y tiendra peu de place. Mais telle n'est pas la société contemporaine, telle n'est pas la démocratie moderne. Au lieu d'être pauvre en esprit, elle est riche de convoitises, et l'ardeur de ses aspirations vers la richesse fait de la Bourse le centre vers lequel convergent les regards et les désirs.

Qu'est-ce, en somme, que la Bourse? Une chose bien simple, un marché, une halle, une foire des valeurs. Pour la rendre inutile, il faudrait abolir la propriété et les Sociétés par actions, « nationaliser » l'industrie et le commerce, faire de l'État l'unique patron, le seul producteur et le seul marchand; il faudrait, en un mot, établir le collectivisme. Et encore, alors même que serait réalisé le rêve enfantin des disciples de Marx, pour peu que le nouveau régime laissât aux hommes de liberté, il se formerait une Bourse, où, faute d'autres titres, l'on spéculerait sur les bons de travail. Aux valeurs comme aux denrées, il faut en effet un marché où se produisent librement l'offre et la demande dont la rencontre peut seule déterminer les prix; un marché public, où chacun puisse, à toute heure, et à peu de frais, réaliser son avoir ou placer ses bénéfices. Et, à cet égard, on ne saurait nier que la Bourse remplit parfaitement son objet.

Elle opère, chaque jour, sur des quantités énormes de titres; et nulle part, en somme, les intermédiaires, — ces indispensables parasites, tant vilipendés de la foule, — ne coûtent moins cher au public. Force est bien d'en convenir, si peu sympathiques que nous soient les gens de Bourse et les jeux de Bourse, la Bourse est, dans notre pays de France, une des institutions qui accomplissent le mieux leur office. A qui la contemple du haut de ses galeries intérieures, quand les cris des agens et les vociférations des courtiers la remplissent de clameurs assourdissantes, la Bourse de Paris semble une réunion de forcenés en délire. Il n'en est rien; la guerre perpétuelle des haussiers et des baissiers, les combats quotidiens des taureaux et des ours, des *bulls* et des *bears*, comme disent les Anglais, ont eux-mêmes leur utilité pratique. Quelque vilaine besogne qu'il se fasse parfois sous ses maussades colonnades, raser la Bourse serait priver la France d'un organe non moins nécessaire à la vie publique qu'à la vie privée. Les économistes n'ont pas de peine à en montrer les services. Selon la remarque d'un écrivain que je citerais plus souvent s'il me tenait

de moins près (1), la Bourse contribue à développer la production en permettant aux personnes économes de trouver, à chaque instant, des valeurs pour leurs placemens, et en rendant aisée la réalisation de ces valeurs. Elle stimule l'épargne, elle la pousse à utiliser ses capitaux, en les faisant servir à la production, au lieu d'enfouir ses écus, stérilement, comme les thésauriseurs de jadis. Elle facilite, ainsi, la constitution et le fonctionnement des grandes entreprises, en attirant l'argent vers elles, et en assurant un marché à leurs titres. Il est vrai que, ici encore, le mal est voisin du bien, et que, aux époques d'agiotage, les capitaux se détournent de l'agriculture et de l'industrie, pour se jeter dans de périlleuses spéculations de Bourse. La France et l'Europe en ont, trop souvent, donné le triste spectacle. L'équilibre entre les différentes fonctions économiques et les divers facteurs de la production est alors rompu. La Bourse attire à elle des capitaux qui seraient plus utiles ailleurs, elle pompe stérilement les richesses du pays, aspirant à la fois les économies des gens timides qui cherchent un refuge dans les rentes de l'État et les ressources des audacieux prêts à tout braver pour conquérir la fortune.

Cet hôtel de la spéculation, Bourse des valeurs ou Bourse du commerce, flamboie, aux yeux des moralistes, d'une lueur sinistre. On le voue à l'exécration des hommes, comme l'antre de Satan et la caverne de Mammon. Quelques-uns y voient le nouveau temple de Moloch, l'odieux Melcarth tyrien qui faisait passer les enfans par les flammes de ses bras d'airain. A l'inverse de Proudhon, qui regardait la Bourse comme le monument par excellence de notre société bourgeoise, certains lui refusent tout caractère indigène, affectant d'y reconnaître une institution étrangère à notre sol gaulois et à notre civilisation soi-disant aryenne. Ils veulent y découvrir une importation d'une autre race, introduite en pays chrétien par des tribus exotiques. A les en croire, les frontons à la grecque et les colonnades pseudo-classiques sont, pour nos Bourses modernes, un travestissement imposteur. Au lieu de singer lourdement les basiliques de Rome ou les temples de l'Hellade, nos Bourses européennes devraient, tout comme les synagogues ou les loges maçonniques, avouer, dans leur façade, leur origine orientale. C'est en style judéo-phénicien, — si les Sémites de Syrie

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu, *Précis d'économie politique*, p. 270.

ont jamais possédé une architecture, — que nous devrions construire ces demeures de Mammon, car elles sont essentiellement un produit du génie sémitique.

Non, hélas! n'en déplaise à notre amour-propre, la Bourse n'est ni une invention de Tyr ou de Carthage, ni un legs de Jérusalem. L'ombre de leurs portiques a beau attirer nombre de fils d'Israël, ces temples du Veau d'or, qui se dressent de tous côtés chez les fils de Japhet, n'ont pas eu pour fondateurs des enfans de Jacob; et il n'est pas vrai que leurs premiers prêtres, ceux qui en ont fixé le rituel, aient été des cohanim, descendans d'Aaron. En vain, de prétendus historiens tentent d'en faire remonter l'origine à la postérité d'Abraham. Les publicains, tout-puissans à Rome, étaient fort mal vus de Jérusalem. Il y avait une Bourse à Rome, au Forum d'abord, dans les basiliques ensuite, ou sous les deux Janus, longtemps avant l'invasion des sept collines par les Orientaux, bien avant que les légions de Pompée ou de Titus n'aient ramené des captifs de Palestine dans les ruelles du Transtévère. Ils n'étaient pas les élèves d'Israël, les *argentarii* ou les *trapezitæ* qui, pour le compte des chevaliers romains, vendaient au public des *partes* et des *particulæ*, tout comme nos agens de change ou nos banquiers nous vendent des actions (1). Il y a eu une Bourse, c'est-à-dire un marché des valeurs mobilières, dès qu'il y a eu des valeurs mobilières. Chez nous, en France, Paris possédait déjà une Bourse sous Louis XIV et sous Louis XV, à une époque où juifs allemands ou juifs portugais, *ashkenazim* ou *sephardim* étaient à peine tolérés dans quelques auberges des faubourgs (2). On y spéculait, entre chrétiens, sur les assignations, sur les rentes, sur les bons du trésor, sur le produit des fermes. Le nom de la rue Quincampoix où se tint, quelques années, cette Bourse indigène, n'a pasencore été rayé de l'histoire de la Régence. Au temps de Law, nous étions bien entre Français de France, et nos pères n'en agiotaient pas moins sur le Mississipi, avec autant d'entrain que naguère tant de bons chrétiens sur l'Union Générale. La Bourse n'est même pas toute moderne; on en trouve l'embryon au moyen âge, dès le XIVe siècle, sous le lys rouge de Florence, et Venise pourrait dire que le lion de Saint-Marc l'a couvée de ses ailes. Ces nobles républiques italiennes, l'orgueil de notre race, pratiquaient déjà la vente à terme se soldant par des différences. Plus tard, ce fut le

(1) Voyez les *Manieurs d'argent à Rome*, par Antonin Deloume; Paris, Thorin.
(2) Voyez M. Kahn, *les Juifs de Paris sous Louis XV*.

tour d'Anvers, de Genève, de Lyon, de Nuremberg, d'Augsbourg (1), plus tard encore, celui d'Amsterdam, puis de Londres, et seulement alors apparurent les juifs, les Spanioles, les Portugais d'abord, bientôt supplantés par leurs congénères d'Allemagne.

Si, une fois entrés dans la danse, les juifs ont souvent mené le chœur, ils n'ont presque nulle part donné le branle. De nos jours, sur tous les rivages où s'établissent des Européens, il se fonde une Bourse à l'européenne. Pour en édifier sur l'Atlantique et sur le Pacifique, les Américains n'ont pas eu besoin d'attendre le débarquement des juifs expulsés de Russie. Partout, dans les deux mondes et dans les deux hémisphères, surgissent ces monumens de la spéculation ; et les races les plus diverses s'y donnent rendez-vous, s'y disputant bruyamment la suprématie de l'argent. La vieille Byzance a sa Bourse, tout comme San Francisco ou Melbourne, et sur la Corne d'Or, le Grec et l'Arménien — si les égorgeurs de Stamboul en ont épargné quelques restes — l'emportent sur le juif. L'Asie vaincue, l'Inde aux cent races a ses Bourses où le Sémite est souvent battu par l'Aryen ; Bombay, qui compte trois sortes de juifs, assiste aux fréquentes victoires des Parsis, adorateurs du feu, et seuls peut-être légitimes héritiers des antiques Aryas ; — tandis que, aux Bourses de Hong-Kong et de Shanghaï, le Mongol à la face jaune et aux yeux obliques se glisse en silence entre le Sémite et l'Aryen, prêt à évincer, également, tous les barbares d'Occident.

III

Ainsi la Bourse s'élève partout, étendant son empire avec la civilisation, inculquant aux peuples neufs comme aux races vieillies, avec la passion des affaires, le goût de la spéculation. Laissons de côté la morale et les séductions de la cote sur les petites gens, détournons les yeux, un instant, des plaies sociales faites par l'agiotage pour examiner le rôle de la Bourse dans les affaires. A cet égard même, elle ne manque pas de détracteurs. Si elle stimule l'épargne, si elle attire les capitaux vers les affaires, c'est, dit-on, pour faire passer les économies des travailleurs qui pro-

(1) Sur les Bourses de la Renaissance, M. Ehrenberg nous a donné des études d'un haut intérêt. Voyez notamment *Die Weltbörsen und Finanzkrisen des XVI^ten Jahrhunderts* (Fischer, Iéna), ouvrage analysé par M. A. Raffalovich dans *l'Économiste français* du 22 août 1896.

duisent aux mains de spéculateurs qui jouent et ne produisent rien. Si elle ouvre aux valeurs un marché permanent, elle fausse arbitrairement les cours, les faisant sans cesse monter et descendre, enfler et diminuer, au gré et au profit des meneurs du marché. Au lieu d'une juste balance qui pèse en bons poids les valeurs et marque automatiquement les prix, c'est une fallacieuse bascule, mue par des filous, qui donne des cotes erronées.

Pour être fort répandue, cette opinion n'en est pas toujours plus fondée. Contrairement aux préjugés vulgaires, les quotidiennes batailles des haussiers et des baissiers, des *bulls*, des taureaux qui foncent en avant, et des *bears*, des ours à la tête basse, tendent d'habitude à maintenir l'équilibre du marché. Loin d'accroître démesurément l'amplitude des oscillations des prix, cette spéculation en sens inverse a plutôt pour effet de la diminuer. Grâce à elle, les grandes valeurs, au milieu même des crises les plus intenses, trouvent toujours un acheteur; sans elle, les cours viendraient souvent à s'effondrer, les offres tomberaient dans le vide. C'est ce qui arrive aux époques de « krach, » aux jours où la spéculation, désemparée, n'ose plus prendre d'engagemens. Les opérations de Bourse, ventes à terme, ventes à prime, options, arbitrages, au lieu de fausser les cours, servent plutôt à les régulariser. Telles pratiques, que les moralistes se croient en droit de flétrir, peuvent aussi avoir leur utilité. Ainsi notamment des ventes à découvert, objet de scandale pour le gros public; elles sont le plus souvent un élément d'équilibre parce qu'elles mettent obstacle à l'inflation, au gonflement arbitraire des prix. Le baissier est le contre-poids indispensable du haussier, et le baissier est d'autant plus nécessaire que, en dehors des habitués de la Bourse, peu de gens se risquent à se mettre à la baisse, tandis que, à certaines heures, le public entier, pris d'un fol engoûment, se rue, tout ensemble, à la hausse. Et réciproquement les achats à crédit, la poursuite acharnée des vendeurs sans titres, la menace d'étrangler les baissiers trop téméraires opposent un frein à la dépréciation systématique et à l'avilissement immérité des valeurs (1). Si dans ces joutes de la Bourse, il y a des tués et des blessés, la faute en est souvent aux victimes, et, entre toutes, les

(1) La spéculation à la baisse ou à la hausse, même dans les cas où elle révolte le plus le sentiment public, a souvent son utilité. Ainsi de la spéculation sur les blés. Voyez, par exemple, A. Raffalovich, article *Arbitrage*, *Nouveau Dictionnaire d'Économie politique*. Il est douteux que le gouvernement allemand serve les intérêts de la nation en prétendant interdire les opérations à terme sur les blés.

moins dignes d'intérêt sont les gens du monde qui n'ont qu'à ne point se mêler à ces périlleuses passes d'armes. Il faut laisser les luttes de Bourse aux gens de Bourse; la spéculation n'est pas le fait des amateurs; leur ruine est presque toujours méritée, et les moralistes y devraient applaudir, car, en même temps qu'un juste châtiment pour les coupables, elle est d'un exemple salutaire pour le public.

L'objet principal de l'indignation des bonnes gens, c'est le marché à terme, ce marché fictif où l'on vend ce qu'on n'a point, où l'on achète ce qu'on ne peut payer. Nos lois françaises étaient, dit-on, bien inspirées quand elles ne reconnaissaient pas les opérations à terme, n'y voulant voir qu'un jeu; il a fallu, nous assure-t-on, la prépondérance judaïque pour donner à ces paris de spéculateurs une sanction légale. C'est encore là un des signes de la démoralisation de nos sociétés chrétiennes par les juifs et les judaïsans. Les faits, qui ne flattent personne, nous montrent les choses sous un tout autre jour. Bourse des valeurs ou bourse du commerce, le marché à terme est l'âme de la Bourse; il est le grand régulateur du marché. Sans lui, les grandes affaires sont impossibles. La grande industrie, pas plus que le grand commerce, ne saurait s'en passer : il lui faut compter sur des livraisons de matière première à époques fixes et à prix déterminés, ce qu'elle ne peut obtenir que par des marchés à terme échelonnés. Les compagnies de chemins de fer, l'État, tout le premier, pour les besoins de l'armée ou de la flotte, concluent sans cesse des marchés à terme; c'est l'unique moyen de s'assurer d'avance, à prix convenu, le charbon, la farine, les avoines, de se mettre à l'abri des surprises. En ce cas et en bien d'autres, au lieu de constituer un jeu, comme l'imagine le vulgaire, l'opération à découvert supprime la part du hasard. Elle constitue une sorte d'assurance par laquelle un commerçant ou un industriel se couvre d'avance contre les risques de variation des prix, entre l'achat de ses matières premières et la vente de l'objet fabriqué (1).

La vente à terme n'a donc rien en soi que de légitime. Alors même qu'elle ne vise que des différences de cours, elle contribue à l'élargissement et à la stabilité même du marché. C'est, en réalité, le pendule aux oscillations symétriques qui met l'horloge en mouvement et en règle la marche. Il est faux, du reste, que

(1) Voyez, par exemple, dans la *Revue* du 1er août 1893, l'étude de M. Raphael-Georges Lévy intitulée : *la Spéculation et la Banque*.

l'invention ou la diffusion en revienne aux Sémites. Les Florentins pratiquaient la vente à terme sur les « parts des monts » dès le XIVe siècle. Elle s'est étendue à toutes les grandes marchandises et à tous les grands marchés du globe. Quels qu'en soient les abus, c'est elle qui fait l'élasticité, qui fait la force de résistance et la capacité d'absorption du marché (1). C'est le marché à terme qui approvisionne l'industrie de houille, de fer, de coton, de laine, comme c'est lui qui souscrit les grands emprunts et prépare les grands travaux publics. Supprimer la Bourse ou, ce qui reviendrait au même, prohiber le marché à terme, ce ne serait pas seulement frustrer le commerce et l'industrie des facilités dont ils ont besoin, partant affaiblir les forces productrices du pays et entraver le développement de la richesse; ce serait abaisser le crédit national, priver la France d'un instrument précieux pour la guerre comme pour la paix.

IV

Comment, en effet, se borner, quand on disserte ou qu'on moralise sur la Bourse, à ne regarder que la fortune privée et les intérêts particuliers? C'est là un point de vue étroit et, pour nous, c'est le moins élevé, comme le moins important. La question est plus large et plus haute. Elle touche à des intérêts qui nous sont plus chers que ceux de la banque ou du commerce, que ceux mêmes des rentiers et des capitalistes grands ou petits. Elle affecte directement la puissance nationale. Le marché financier a son rôle dans la vie des États; et sa prospérité n'est pas indifférente à la grandeur des nations. La Bourse a plus fait pour la diffusion de nos rentes françaises que tous nos ministres des finances. La Bourse et le crédit public se tiennent; inquiéter la Bourse, lui rendre les affaires malaisées, étouffer ou décourager la spéculation par des règlemens vexatoires ou par des impôts excessifs,

(1) Cela seul nous ferait douter du bien fondé de projets de réglementation qui, en sanctionnant les marchés à terme, prétendent interdire toute convention dans laquelle l'intention commune des parties est d'exclure la livraison des denrées, marchandises ou valeurs mobilières sur lesquelles elles ne traitent qu'en apparence. Tel, par exemple, le projet présenté au Sénat de Belgique, en 1896, par M. Lejeune, ministre d'État. Outre qu'on ne voit pas comment on prouverait toujours quelle est l'intention des parties, et si l'objet du contrat se borne ou non à une simple différence de cours, on risquerait fort, avec un pareil système, d'enlever à la Bourse toute élasticité et toute puissance d'absorption.

c'est frapper indirectement le crédit du pays et, par là même, atteindre sa puissance (1).

L'aveu a beau nous en être pénible, le patriotisme nous fait un devoir de le confesser, la Bourse représente une des forces vives de la France. Elle a été, pour la France, un instrument de relèvement après la défaite, et elle demeure, pour nous, un instrument de puissance, dans la guerre et dans la paix. Rappelons-nous les déjà lointaines années de notre convalescence après l'invasion, années douloureuses et douces à la fois, où se mêlait aux tristesses de la défaite et aux souffrances de la mutilation la joie de sentir la France revivre. D'où nous est venue notre première consolation, notre première revanche devant le monde? Glorieuse ou non, elle nous est venue de la Bourse.

Le marché de Paris s'est retrouvé intact au milieu des ruines de la guerre et de la Commune, et la paix à peine ratifiée et l'insurrection domptée, il s'est mis à travailler au relèvement de la France; car c'est bien au relèvement de la France que travaillaient, sous Thiers et sous Mac-Mahon, agens de change et courtiers. La Bourse a eu, aux plus mauvais jours, un mérite peu commun; elle a fait un acte de foi en la France. Alors que plus d'un politique sceptique et d'un penseur découragé se permettaient d'écrire, sur les murs croulans de nos palais incendiés, *finis Galliæ*, la Bourse a cru à la France et à sa fortune, et, cette foi en la France, elle l'a répandue autour d'elle, chez nous et au dehors. La spéculation a été patriote, à sa manière; elle a montré en nos ressources une confiance que la prudence de plus d'un sage taxait de téméraire. Avons-nous déjà oublié nos grands emprunts de libération ? Sans la Bourse, ces emprunts colossaux, dont le montant dépassait tout ce qu'avait rêvé l'imagination des financiers, n'auraient pas été souscrits, ou ils ne l'auraient été qu'à un taux notablement plus onéreux pour le pays. Sans la Bourse, nos rentes françaises n'eussent pas pris un essor aussi rapide; notre crédit, rétabli plus vite encore que nos armées, n'eût pas, dès le lendemain de la défaite, égalé le crédit de nos vainqueurs. A cet égard, tout ce que l'équité nous faisait dire naguère de la haute banque il faudrait, pour être juste, le répé-

(1) Faut-il rappeler ici que le gouvernement français, dirigé alors par un ministère radical, s'est cru obligé, sur la proposition de MM. Bourgeois et Doumer, d'exempter, en 1896, les rentes françaises de la plus grande partie de l'impôt sur les opérations de Bourse, afin de rendre au marché de nos rentes l'élasticité que cet impôt lui avait enlevée?

ter de la Bourse. Pour qui a vécu à cette pâle aurore du relèvement de la France, cet entrain de la Bourse et des capitaux à nous offrir les milliards dont nous avions besoin dépassait les ardeurs et les audaces de la spéculation; mais quand on n'y voudrait voir que jeu et pari de spéculateurs, la spéculation a joué sur le relèvement de la France; elle a bravement parié pour le vaincu. Ces financiers, nationaux ou exotiques, qu'on accuse de s'être abattus sur elle comme des oiseaux de proie, ont apporté à la noble blessée leurs écus et leur crédit; et s'ils en ont eu leur récompense, est-ce à nous de le leur reprocher, à nous qu'ils ont aidés à refaire nos armées, notre flotte, nos arsenaux? Si la France a été si prompte à reprendre son rang dans le monde, le mérite en revient, pour une bonne part, à la Bourse. Et, aux services de la guerre, nous devons ajouter, si nous voulons être équitables, les services de la paix. Sans l'ampleur du marché de Paris et l'élan donné à nos ressources par la spéculation, que de choses eussent été impossibles à nos finances si témérairement surmenées! Nous n'aurions pu, ni compléter notre réseau de chemins de fer, ni renouveler notre outillage national, ni nous créer, au delà des mers, un empire colonial qui refera de la France une des grandes puissances du globe. Quand on juge la Bourse, ce sont là des titres qu'on n'a pas le droit d'oublier; avant de la condamner, au nom de la morale ou des intérêts privés, un patriote doit peser les services rendus à l'intérêt national : qu'on entasse sur un plateau de la balance tous ses défauts et ses méfaits, de pareils services leur font bien contrepoids.

Prenez garde, nous diront antisémites ou anticapitalistes, en faisant valoir les bons offices de la Bourse envers la France et envers l'État, vous proclamez sa puissance. Vous avouez son ascendant sur l'État, vous reconnaissez que, à certaines heures, les gouvernemens peuvent être contraints de compter avec elle. Or, le mal, en politique comme en bonne morale, c'est précisément la puissance de la Bourse, la prépondérance de la Bourse. — Soit, d'accord; mais cette prépondérance qu'aucun honnête homme ne saurait tolérer, elle n'existe pas en fait; la puissance même qu'on prête à la Bourse et aux gens de Bourse, on est singulièrement porté à l'outrer, car, de ce qu'elle aide l'État dans ses emprunts ou ses conversions, il ne suit nullement que la Bourse tienne les gouvernemens dans une dépendance honteuse. Ce qui n'est pas vrai de la haute banque l'est encore bien moins de la

Bourse qui n'est, en somme, qu'un organe de la vie nationale, sans existence propre, sans personnalité effective. Le pouvoir qu'on lui attribue n'est pas à elle. Il n'est ni aux boursiers, ni au parquet des agens de change, ni à la coulisse, il est au public qui opère par leurs mains. La Bourse n'est même pas un pouvoir, à la façon de la presse; sa voix n'a d'autorité qu'autant qu'elle exprime l'opinion des intérêts dont elle est l'organe. Elle n'a, le plus souvent, ni avis, ni sentiment à elle; elle reflète l'opinion, plutôt qu'elle ne la dicte ou qu'elle ne la dirige. On se plaint de l'ascendant de la Bourse, je ne vois pas que nos démocraties prêtent beaucoup l'oreille à sa voix; autrement les peuples se gouverneraient avec plus de prudence et plus d'économie. Si jamais la cote a été l'oracle des ministres ou des Chambres, ce n'est pas dans la France d'aujourd'hui. Certes, gouvernement et parlement ont raison de ne pas administrer, ou de ne point légiférer, en tenant les yeux fixés sur la Bourse. Il est, pour les peuples, des boussoles plus nobles, et les hommes d'État ont le droit de chercher, plus haut, des étoiles directrices. Mais, sans gouverner en vue de la Bourse, les gouvernemens ont peut-être tort de faire fi de ses conseils, car ses avis peuvent être sensés, et la cote est, elle aussi, après tout, la voix de l'opinion, et une voix qu'il n'est pas toujours aisé de faire parler à son gré.

« La Bourse est toute-puissante, écrivait Proudhon; aucune puissance, ni dans l'antiquité ni dans les temps modernes, ne peut se comparer à la sienne. » Cela était-il vraiment juste de la monarchie de Juillet et du second Empire, deux gouvernemens assez différens l'un de l'autre cependant? Je ne crois pas qu'on en puisse dire autant de la troisième République. Proudhon lui-même, malgré son goût du paradoxe, n'oserait plus écrire que la Bourse fait et défait les empires. Elle ne sait même plus faire ou défaire les ministères. Si nos législateurs ont les yeux et le cœur tournés vers l'argent, ce n'est pas vers la Bourse qu'ils regardent, quand ils appuient ou quand ils renversent un cabinet. A-t-elle jamais été un pouvoir dans l'État, la Bourse est un pouvoir en décadence. Il n'y a qu'à voir la façon dont nos finances sont gérées pour mesurer son autorité dans la République. Autrefois, les gouvernemens les plus probes, les plus libres de l'influence des hommes d'argent, se préoccupaient, en choisissant un ministre des finances, de l'opinion de la Bourse; il semblait, en ces temps déjà reculés, que, pour administrer la fortune publique, il fallait

être *persona grata* près du parquet ou de la haute banque. Encore un préjugé dont nous nous sommes défaits. Être bien vu de la Bourse et des hommes d'affaires serait plutôt, pour un ministre des finances, un titre d'exclusion. Si la Bourse a peu d'influence sur la politique, la politique n'en a guère plus sur la Bourse. Entre les deux, on pourrait dire qu'il y a une sorte de séparation, sans que cela puisse jamais aller jusqu'au divorce. Le marché n'est plus aussi sensible aux changemens de gouvernement ou aux délibérations des Chambres. Il se désintéresse de tout ce qui ne touche pas directement les affaires. Lui, aussi, est devenu sceptique et, chose triste, on ne saurait dire que cette indifférence mutuelle de la politique et de la Bourse soit toujours à l'avantage du pays.

A travers tous ses défauts, la Bourse a, en effet, une qualité qui n'est pas commune, la franchise. Elle est terre à terre; elle ne connaît en toutes choses que le vulgaire souci des intérêts matériels, et ces intérêts mêmes, les seuls qui la passionnent, elle en a fréquemment une intelligence médiocre. Elle est souvent myope; elle ne perçoit ou ne veut apercevoir que l'avenir immédiat; son horizon se borne, trop souvent, à la liquidation mensuelle. Mais, avec cela, elle est d'habitude indépendante et véridique; elle n'obéit à personne et ne flatte personne, elle ignore l'art de feindre. La cote est incorruptible; il n'est pas plus mauvais courtisan. C'est pour cela que la Bourse a toujours été mal vue des despotes, princes ou peuples. Ni la séduction, ni la force n'ont de prise sur la cote, et l'intrigue ne peut longtemps la fausser. La Bourse n'est ni sainte ni héroïque, et, hormis les héros et les saints, c'est la seule puissance que ni rois ni foule ne puissent assujettir ou contraindre à parler contre son sentiment; nulle censure n'a prise sur elle, et son opinion, elle l'exprime en francs et en centimes, langage compris de tous. Aussi Napoléon la détestait et Robespierre l'avait en exécration, sans que la vertu y fût pour rien; les jacobins, pour la faire taire, n'avaient trouvé qu'un moyen, la supprimer. Proudhon lui-même le confessait : la Bourse a été, chez nous, à certaines heures, le dernier refuge de l'opinion, suppléant à la fois, par ses variations quotidiennes, au silence de la tribune et à la servilité de la presse. De ce que la Bourse est indépendante, ignorant l'art de flatter les maîtres du jour, il ne suit pas qu'on puisse, sur tous les événemens, se fier à son verdict. Beaucoup de choses, dans le gouvernement des hommes, échappent à

son jugement. Ils commettraient d'étranges bévues, ceux qui voudraient prendre la hausse ou la baisse comme le baromètre de la félicité publique et la mesure de l'art de gouverner. Nous avons vu, durant les quinze dernières années, des ministres, qui ne consultaient guère l'opinion de la Bourse, nous donner, impudemment, la hausse des rentes comme une justification de leur politique et une preuve de la prospérité du pays. Or, cette hausse des rentes et des valeurs à revenus fixes, loin d'être toujours un signe de la prospérité générale et un gage de l'activité des affaires, est parfois un indice de la stagnation des affaires. Les capitaux ne pouvant s'employer, avec profit ou avec sécurité dans le commerce ou dans l'industrie, refluent sur la Bourse et se réfugient dans les rentes et les obligations. C'est un peu là, en France, l'histoire de nos dernières années; si la hausse a longtemps prévalu sur le marché de nos rentes, nos gouvernans n'ont pas le droit d'en être bien fiers.

V

On affecte de parler de la puissance de la Bourse sur les peuples contemporains, comme si elle avait vraiment courbé les nations sous son joug. On oublie que, si elle est une puissance, ou mieux une force, ce n'est pas seulement à l'intérieur, vis-à-vis des nationaux, c'est aussi au dehors, vis-à-vis de l'étranger. Veut-on considérer la question en patriote, il ne faut pas seulement voir la place que la Bourse tient en France, mais aussi la place que la Bourse fait tenir à la France en Europe Or, ici, aucun doute, le marché de Paris est une des forces vives de la France dans le monde. Bien plus, — car un peuple doit savoir se dire ses vérités pour désagréables qu'elles soient, nous devons confesser que, dans l'état actuel de l'Europe et du monde, la Bourse de Paris est peut-être, aux yeux des nations, la principale force de la France.

Les autres, celles qui nous tiennent le plus à cœur, celles dont nous aimons le plus à nous relever vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis d'autrui, notre science, notre littérature, notre art français; ou encore, nos armées, nos arsenaux, notre flotte; ou, si vous êtes chrétien, nos prêtres, nos missionnaires, nos religieux, nos œuvres de toutes sortes; — nos grandeurs intellectuelles ou nos richesses spirituelles, en un mot, les seules dont, pour ma part, il me convienne d'être fier, nos rivaux sont, par jalousie

ou par ignorance, enclins à les contester ou à en faire fi. Il en va autrement de la Bourse de Paris qui représente, chez nous, la puissance de l'argent, la seule universellement reconnue de ce siècle réaliste. Cette force, qui se chiffre en millions et en milliards, personne ne nous la conteste, et personne n'en fait fi; l'univers, qui se dit civilisé, s'incline volontiers devant elle. Il faut en prendre notre parti, — sauf à notre génie national d'en appeler devant Dieu et devant l'histoire, — nous valons surtout, dans le monde, par notre argent; c'est lui, le plus souvent, qui nous gagne le respect des hommes et l'amitié des peuples. Les nations, toutes également éprises de la richesse, s'estiment et se cotent les unes les autres d'après leurs capitaux, autant et plus que d'après leurs armées. Si la France fait encore grande figure dans l'univers, elle le doit, pour beaucoup, à la Bourse de Paris. Nous avons eu, à d'autres époques, des primautés plus nobles ; puissent nos enfans avoir l'énergie de les reconquérir ! mais en luttant pour des prix moins indignes de notre passé, n'allons pas dédaigner la royauté qui nous reste, car c'est une puissance qui n'est pas indifférente à notre grandeur nationale. Une Bourse, comme celle de Paris, est un moyen d'action dans le monde et sur le monde. Quoi qu'on fasse, la France contemporaine n'est pas une Lacédémone dont un plagiaire de Lycurgue puisse bannir impunément l'argent et l'or; et n'en déplaise aux amans de la beauté ou aux panégyristes de la chevalerie, l'Europe moderne n'est pas un monde de preux ou de poètes où il soit permis de régner, uniquement, par le fer ou par l'art. A une époque où la richesse et le bien-être sont le grand souci de tous les cœurs, il n'est pas étonnant que la primauté la plus enviée soit celle de la richesse; et ce serait folie de la part d'un peuple de briser de sa main ce vil sceptre de l'or, quand il l'a trouvé dans son héritage ; — car cela, aussi, nous le tenons de nos pères, et si nous venions à le perdre, je ne sais s'il nous resterait, assez de sagesse, ou assez de vigueur, pour jamais le reconquérir. Rien de ce qui contribue à la force ou à la grandeur de la patrie ne saurait être dédaigné des Français; et c'est un de nos griefs contre les socialistes, ou contre les antisémites, que, ne feraient-ils qu'appauvrir la France, ils travailleraient, malgré eux, à la diminuer dans le monde et à la découronner aux yeux des peuples. Que s'il y a des Français, s'il y a de soi-disant patriotes qui se préoccupent peu de la place de la France entre les

nations et qui traitent de pareils soucis de préjugés ataviques, j'avoue que je reste, quant à moi, des Français qui gardent ce noble préjugé des aïeux. Les socialistes, je le sais, uniquement préoccupés du bien-être des individus ou de la satisfaction des masses, font peu de cas de l'intérêt national ; mais c'est justement là une chose que nous ne saurions leur pardonner.

A quelles conditions, la France, notre vieille patrie française si cruellement éprouvée, peut-elle encore garder son rang, entre les jeunes États qui se dressent à ses côtés, en face des colosses toujours grandissans de l'ancien et du nouveau monde? En d'autres termes, que faut-il à une nation, au seuil du XXe siècle, pour constituer, aux yeux des hommes, une puissance de premier ordre? Il faut, avant tout, un territoire étendu, avec une population nombreuse, — deux choses, hélas! pour lesquelles nous sommes en recul, ou nous sommes stationnaires; deux choses pour lesquelles la plupart de nos rivaux l'emportent, de plus en plus, sur nous ; — il faut, en outre, je ne parle ici que des instrumens matériels de la puissance, il faut, en outre, surtout à défaut d'un vaste territoire, des armées, des flottes, des colonies, des possessions réparties sur la face du globe, toutes choses pour le maintien ou pour l'acquisition desquelles l'argent n'est pas indifférent; — il faut enfin, et peut-être devrions-nous dire, il faut d'abord, autant que tout cela est compatible ensemble, une grande industrie, un grand commerce et, plus encore, un grand marché financier. Or, entre tous ces facteurs matériels de la puissance nationale, celui qu'on nous conteste le moins, le seul peut-être par où nous l'emportons encore, au moins sur nos rivaux du continent, c'est le marché financier. Cette dernière primauté qui reste à la France, Berlin est jaloux de nous l'enlever, elle aussi; mais en dépit de tous ses efforts et de tous ses progrès, Berlin n'y est pas encore parvenu.

Un marché financier puissant, autonome, ne relevant pas de l'étranger, un marché qui permette à une nation de se passer du bon plaisir des autres et, au besoin, de leur faire sentir son ascendant, réfléchissez à ce que cela veut dire pour un peuple, pour un État. C'est une des formes de l'indépendance nationale, et non la moins précieuse; c'est une des formes de la puissance d'un État, et non une des moindres. Un peuple politiquement émancipé de la domination étrangère peut, sous ce rapport, demeurer dans une sorte de vasselage de l'étranger. Comparons, à cet égard,

la France avec quelques-unes de ses émules, parmi ces grandes personnes morales, ces grands acteurs de l'histoire qu'on appelle des États, des nations. Voici l'Italie, la dernière venue de nos six puissances européennes; que lui manque-t-il, à cette antique et jeune Italie, pour jouer dans le monde le rôle dont, après tout, elle est digne par son passé, par son énergie, par son génie? Une des choses qui lui manquent le plus et dont le défaut la tient, malgré toutes ses velléités de révolte, dans la dépendance de l'étranger, c'est un grand marché financier. Comparez la Bourse de Rome à la Bourse de Paris: l'infériorité éclate au premier coup d'œil. Sur le terrain financier, l'heure est encore loin où l'Italie pourra jeter à l'Europe son présomptueux *farà da se*. Ses efforts pour se passer du marché français, froissé de sa politique antifrançaise, n'ont pas profité à ses finances; si le mauvais vouloir de la Bourse de Paris n'a pas été, comme le prétendent souvent les Italiens, l'unique cause de la baisse de leur crédit, l'Italie n'a pu s'affranchir de la tutelle du marché de Paris qu'en subissant celle du marché de Berlin. Or l'Italie ne sera vraiment une grande puissance que lorsqu'elle aura conquis, avec un marché autonome, son indépendance financière.

A l'autre extrémité de l'Europe, voilà un grand État et un grand peuple, le plus vaste État des deux continens, un peuple encore jeune qui grandit chaque jour en force et en nombre, un peuple comme adolescent qui couvre à peine la moitié de ses immenses territoires et qui, par la population, l'emporte déjà sur les plus populeuses des nations chrétiennes. L'étendue et la continuité de ses domaines, la fécondité de ses terres noires, ses vastes gisemens de houille et ses lacs souterrains de pétrole, ses mines de fer et de métaux précieux, plus encore que ses armées innombrables, lui assurent des ressources illimitées; tandis que l'unité de son gouvernement, la concentration de toutes ses forces aux mains d'un autocrate incontesté, et plus encore peut-être, le dévouement et la foi de son peuple en son Dieu et en son tsar lui donnent, entre nos peuples modernes, tous plus ou moins livrés à l'esprit de dispute et de discorde, la redoutable supériorité de l'unité de volonté et d'action. Si d'autres convoitent l'hégémonie de l'Europe, d'autres l'empire des mers et des plages tropicales, c'est le seul État qui puisse rêver de l'hégémonie du vieux continent et embrasser à la fois l'Occident et l'Orient. Il n'a pas fait encore l'essai de ses forces, et, déjà, les peuples se montrent in-

quiets de l'ombre que projettent, sur l'Europe et sur l'Asie, les ailes à peine éployées de son aigle à deux têtes. Eh bien! cette énorme Russie qui, selon le vers de son poète, se déroule des rochers glacés de la Finlande jusqu'à la brûlante Colchide et des tours du Kremlin jusqu'à la muraille de Chine en train de crouler devant elle, que lui manque-t-il, pour achever sa puissance ? pour mettre ses ressources naturelles ou ses réserves humaines au niveau de sa grandeur territoriale, et se sentir, enfin, l'égale des plus grandes nations des deux mondes ? Il lui manque un marché financier, une Bourse de premier ordre; et, faute de ce marché, malgré l'infini de ses plaines et malgré ses cent vingt-cinq millions d'habitans, en dépit de ses millions de soldats et de ses nuées de cavaliers, elle se sent inférieure à des États qui, sur la carte du globe, semblent, à côté d'elle, des pygmées. Elle se trouve, à certaines heures, elle aussi, dans la dépendance d'autrui. Cette Russie qui est moins un État qu'une sixième partie du monde, elle a beau se retrancher derrière un rempart de tarifs, pour favoriser l'essor de son industrie et conquérir son indépendance économique, elle n'a pu encore s'assurer son autonomie financière ; et sans Bourse autonome, le plus grand empire du continent ne possède qu'une puissance inachevée et comme incomplète.

Il est vrai que cette infériorité de la Bourse russe, la Russie ne la doit pas, uniquement, à son infériorité économique, mais aussi à ses préventions politiques, nationales ou religieuses, à un « nationalisme » mal entendu qui lui fait traiter avec une méfiance excessive les races étrangères ou indigènes les plus propres à acclimater, chez elle, les grandes affaires de Banque et de Bourse. Comme il arrive souvent, le vaste empire paye ses fautes et expie ses erreurs.

Et puisque nous parlons de nos amis du Nord, comment taire ici une réflexion sur la Russie et sur la France et sur les origines de l'entente franco-russe? Si, un soir d'été, à Péterhof, en juillet 1891, le petit-fils de Nicolas Ier, le tsar autocrate Alexandre III, l'adversaire implacable de la Révolution, s'est décidé à entendre debout, tête nue, l'hymne des Marseillais, la veille encore proscrite par sa police, croyons-nous que ce fut sans de longues réflexions et sans de longues hésitations? Dieu me garde de froisser notre amour-propre national et encore moins l'orgueil de nos amis slaves! Mais il faut être franc envers soi-même, et il convient parfois d'aller jusqu'au bout de la vérité. A quoi bon nous leurrer de flatteries vaines? Les amitiés politiques, à l'inverse des autres,

— et de combien peu d'autres, hélas ! — sont rarement désintéressées; et pour avoir, plus d'une fois, changé l'objet de nos affections, passant, sous l'aiguillon de l'infortune, du faible au fort, de la Pologne à la Russie, peut-être sommes-nous encore les seuls, nous Français, qui, en nous appliquant à l'égoïsme national, ne puissions nous déshabituer de mettre du sentiment dans la politique. Gardons-nous, en cela, de trop juger des autres par nous-mêmes; nous en avons, déjà, été mal récompensés. Ce que la Russie autocratique a cherché en tendant sa main à la démocratie française, il serait puéril, de notre part, de ne pas le voir, ou, le voyant, de faire semblant de ne nous en pas douter. Ce qu'elle poursuit, cette énorme Russie, c'est naturellement l'intérêt russe; — et, nous pouvons bien le dire, un double intérêt russe, intérêt politique et intérêt financier.

Certes, je n'ignore pas les sympathies instinctives du Français et du Russe, du Gaulois et du Slave, les affinités de tempérament et de caractère, la conformité de goûts et de sentimens qui, même au travers de leurs conflits passés, poussaient les deux peuples l'un vers l'autre et faisaient fraterniser sur le champ de bataille, au lendemain même de leur rencontre, les deux armées. Ces sympathies, peu de Français les ont ressenties avant moi ; nous avons été, il y a plus de vingt ans, trois ou quatre écrivains à les raviver en France. Je n'ignore pas davantage la communauté ou la similitude des intérêts que leur éloignement même crée entre les deux États, et que l'appareil menaçant de la Triple Alliance n'a fait que rendre plus manifeste. Je pourrais me vanter d'avoir été des premiers à provoquer le rapprochement des deux pays, lorsque le préjugé public y répugnait encore, tout en cherchant, plus tard, après la saute de vent de l'opinion, à modérer l'engouement des imaginations intempérantes et à nous prémunir contre la déception des espérances outrées. Je n'ai garde d'oublier tout ce qui, malgré le contraste chaque jour plus accentué de leurs institutions, devait entraîner l'un vers l'autre les deux peuples et les deux gouvernemens, non pas pour une guerre dont les risques n'auraient point été partagés entre les deux alliés, mais pour la paix de l'Europe et pour l'équilibre du monde. Il ne pouvait longtemps agréer au tsar russe de voir un descendant des Hohenzollern, tout plein des souvenirs du Saint-Empire, s'étudier, à côté de lui, au rôle d'archi-empereur. En face du nouvel empire germanique, étayé sur la Triple Alliance et se croyant

déjà sûr de l'hégémonie de l'Europe; devant la toujours plus Grande-Bretagne qui revendique comme son bien tous les territoires vacans et toutes les contrées barbares des deux hémisphères, on devait sentir, à Pétersbourg, que l'Europe et la Russie pouvaient avoir besoin de la France. Et de fait, là-bas, sur le Pacifique, lors de l'apparition brusque de ce nouveau venu inquiétant, à la face jaune, aux yeux obliques, qui, tout à coup, émergeait en armes des flots de la mer de Chine, la France entraînant l'Allemagne a, de concert avec la Russie, barré le continent asiatique au Japon européanisé et peut-être, du même coup, réservé la Corée et la Chine elle-même à la suzeraineté de l'aigle russe. N'importe; quelque intérêt qu'eût la Russie à nous gagner à sa politique, quelques services que l'amitié de la France lui ait déjà rendus de Pékin à Stamboul, la politique n'était pas seule à entraîner le tsar autocrate vers la République française. Un autre aimant, non moins puissant, l'attirait également vers nous. Lorsque l'empereur Alexandre III autorisait d'un geste les hourrahs de son peuple à notre drapeau tricolore, les ministres du tsar n'avaient pas seulement en vue nos armées rangées derrière les Vosges ou nos escadres d'Orient et d'Extrême-Orient, leurs yeux regardaient aussi vers les guichets de nos banques, vers notre marché financier, vers notre Bourse de Paris. L'avons-nous donc oublié? à la visite des cuirassés russes à Toulon succédait l'emprunt russe à Paris, si bien que les vaisseaux de l'amiral Avellane ont paru les remorqueurs des finances impériales.

Le tsar Alexandre III, disait le *Times*, en octobre 1895, a su marier l'épée de la Russie à la Bourse de la France, combinaison formidable qui met aux mains moscovites, en Europe et en Asie, une force peut-être sans pareille. Le *Times* avait tort et raison tout ensemble; car si large et si lourde que soit l'épée de la Russie, celle de la France n'est pas moins bien trempée, et si nombreuses que soient les armées du tsar, si grandes que soient la valeur et l'endurance du soldat russe, je crois, quant à moi, l'armée française au moins égale, comme force offensive. L'empereur Nicolas II en a pu juger, l'automne dernier, dans la plaine de Châlons. Les armées du tsar n'ont guère sur la nôtre qu'une supériorité : c'est que, tout comme au temps de Charles XII et de Napoléon, elles ont, derrière elles, toute l'épaisseur d'un continent, et que, pour user l'envahisseur, elles n'auraient, en cas de revers, qu'à l'entraîner dans les profondeurs de la terre russe. Mais l'épée ne suffit

pas à tout; et, en se rapprochant de la France, la Russie n'a pas seulement trouvé une armée qui double la sienne, elle s'est procuré ce qu'elle ne possédait pas chez elle, un instrument financier qui devait doubler sa force politique. De ce seul fait, la Russie, en s'alliant à nous, a plus reçu de nous qu'elle ne nous a donné, ne fût-ce que pour cette raison, dont ne saurait se froisser aucun des deux alliés, qu'étant plus riche, la France avait plus à donner. La Russie était tributaire du marché de Berlin; nous l'avons émancipée de ce vasselage que, à certaines heures, les tracasseries de M. de Bismarck avaient rendu gênant. Les millions et les milliards exigés par ses armées, par ses flottes, par ses lignes stratégiques, par son merveilleux transsibérien, par son outillage militaire ou industriel, la Bourse de Paris les a largement offerts à la Russie, et cela, pouvons-nous dire, à un taux sans précédent pour le trésor russe. Nos sympathies françaises, les ministres du tsar ont pu les monnayer en bons roubles d'or, à la Monnaie de Paris; et, en ami qui ne compte pas avec ses amis, nôtre peuple a été reconnaissant aux Russes de l'appel fait à ses écus. Grâce à nous, la Russie, affranchie du papier, va pouvoir reprendre les paiemens en espèces; le cours forcé ne menacera plus de faire fondre ses finances, comme le soleil du printemps fait fondre ses palais de glace. Nous sommes devenus son banquier ; elle s'est presque annexé la Bourse de Paris. Il n'y a guère qu'une année, en Extrême-Orient, après avoir eu l'appui de notre diplomatie, elle a réclamé le concours de nos Banques, afin de prendre une sorte d'hypothèque sur la Chine ; c'est encore nous qui avons avancé les fonds, et c'est elle, en donnant sa garantie, qui en a eu tout le profit politique aux yeux des Célestes. Entre la Russie et la France, les liens les moins forts ne sont pas ceux noués par la corbeille des agens de change ; on peut dire, à tout le moins, de l'entente franco-russe, que l'œuvre du quai d'Orsay a été complétée et renforcée par la Bourse de Paris.

Ainsi donc, cette Bourse, tant vilipendée, est un des facteurs de notre grandeur nationale. La supprimer, la mutiler, la paralyser serait diminuer, de nos propres mains, notre influence dans le monde, nous frustrer nous-mêmes d'une arme puissante. Cette supériorité d'avoir un marché financier où se peuvent traiter, en quelques jours, à toute époque, des affaires colossales, nous avons l'avantage de la posséder; est-il de notre devoir de nous en dépouiller au profit de nos rivaux? Car, à cet égard aussi,

tenons-nous à conserver notre rang, il convient d'être sur nos gardes. Nous avons, à côté de nous, des voisins entreprenans qui ont, déjà, bien grandi à nos dépens et qui ne seraient pas fâchés de nous enlever, elle aussi, cette hégémonie financière du continent. De la révocation de l'édit de Nantes à la guerre de Sept ans, et du traité de Bâle à Sadowa, nos évêques et nos philosophes de l'ancien régime, nos révolutionnaires et nos journalistes de la France moderne ont, maintes fois, travaillé pour le roi de Prusse; je crains fort que, à leur insu, les pamphlétaires de l'antisémitisme et les tribuns de l'anticapitalisme n'en fassent autant. On sait ce qu'a gagné Berlin à la révocation de l'édit de Nantes. Telle autre révocation des droits reconnus à telle autre classe de Français ne lui serait, sans doute, guère moins profitable. Un des phénomènes les plus intéressans de ce dernier quart de siècle, — à la fois signe et effet de la grandeur nouvelle de la Prusse, — c'est l'essor pris par le marché de Berlin. Sur ce terrain, aussi, nous avons là, sur les bords de la Sprée, un concurrent redoutable. L'Allemagne nouvelle n'est pas la Prusse pauvre, aride, besogneuse du grand Électeur ou du grand Frédéric. L'Allemagne s'est bien enrichie, depuis cinquante ans, depuis vingt-cinq ans surtout ; ceux qui disent qu'elle ne produit que des hommes et non des capitaux se trompent étrangement, car l'homme aussi est un capital, et un capital productif. La guerre n'est plus l'industrie nationale de la Prusse, ou elle n'est plus la seule. L'Allemagne est devenue une puissance industrielle, une puissance commerciale, une puissance maritime de premier ordre; à ce triple égard, nous nous sommes laissé devancer par elle. L'Allemagne possède l'esprit d'entreprise ; elle entend fort bien la spéculation ; elle a tout ce qu'il faut pour se créer un marché financier de premier rang; que dis-je, elle en a déjà un à Berlin, sans compter Francfort et Hambourg. Pour faire passer à Berlin le sceptre financier du continent et lui assurer décidément la première place, il suffit d'une imprudence du Palais-Bourbon. Quelques lois inconsidérées de législateurs présomptueux, de ces lois dictées à la lâcheté collective des élus par les préjugés impérieux de l'électeur, de ces soi-disant réformes qui découragent les affaires et effrayent les capitaux, c'en est assez pour provoquer la déchéance du marché de Paris, pour que la France soit financièrement décapitée au profit de Berlin, au profit de Londres, au profit de Genève ou de Bruxelles: car ils sont plusieurs, grands

et petits, tout prêts à se partager notre héritage. Et il en est de la royauté financière comme des autres ; une fois renversée, rien de plus malaisé que de la restaurer. Voulons-nous la conserver, il nous faut être assez sages pour éviter tout ce qui peut l'ébranler. Or, la puissance financière d'un grand pays ne réside pas tout entière dans sa richesse ; elle a des organes, elle a des rouages complexes qui ne peuvent se détraquer impunément. Qu'il s'agisse de la Bourse de Paris ou de la Banque de France, gardons-nous de briser, de nos mains, les ressorts éprouvés de la puissance française.

Notre France, avec sa population stationnaire, entre des voisins qui grandissent toujours, notre vieille France garde deux forces d'origine différente et d'ordre divers qui lui maintiennent, parmi les peuples, une place supérieure à sa masse et à sa force numérique. Ces deux forces, que le vainqueur de 1870 n'a pu encore nous ravir, sont-ce l'art et la science, la double couronne dont le génie de nos aïeux a ceint, durant des siècles, le front de la patrie française ? Plût au ciel que l'éclat de cette double auréole éblouît encore assez les peuples pour leur faire reconnaître la suprématie intellectuelle de la France ! mais si nous nous croyons toujours en droit d'y prétendre, d'autres nous contestent cette royauté de l'art et de la science, d'autres se flattent d'y avoir non moins de titres que nous, allant jusqu'à proclamer la prochaine déchéance de notre génie vieilli. A nous de prouver que leur jalousie se trompe. Il est deux forces, au contraire, que le monde n'ose encore nous dénier, l'une toute spirituelle, faite de foi et d'enthousiasme, de renoncement, de témérité généreuse, de prodigalité de soi-même, d'ardent idéalisme ; l'autre faite de calcul, de prudence égoïste, de sagesse pratique, de prévoyance mondaine ; toutes deux puisant, malgré tout, au plus profond des instincts de la race et témoignant, jusqu'en leur contraste, de sa vitalité persistante. De ces deux forces nationales, toujours vivaces, l'une est la richesse, l'épargne, l'esprit d'économie et, à un moindre degré, l'esprit d'entreprise qui ont leur aboutissement à la Bourse ; l'autre est le sentiment religieux, la passion du dévouement qui, pour notre France, est une vocation ancienne, le goût du prosélytisme, la foi aux idées, qui s'est, tour à tour, ou tout ensemble, exercée en des directions bien diverses, et qui, aujourd'hui, au seuil du xxe siècle, comme avant la Révolution, a son expression la plus haute dans nos religieux, dans nos sœurs de charité, dans nos missionnaires.

Pour qui contemple le monde, bientôt conquis à la civilisation chrétienne, et mesure l'ombre lumineuse que la France projette sur la planète, voilà les deux forces qui nous permettent encore de faire grande figure, jusqu'aux extrémités des continens, entre les peuples civilisés et les tribus barbares. Et quels que soient ses sentimens personnels, qui aime la France doit se garder de toucher à l'une ou à l'autre, car ce serait diminuer la patrie. La France est encore, sinon la première, du moins une des premières nations du monde, par l'argent, par son marché financier; — et la France, demeurée malgré tout, la fille aînée de l'Église, reste, en dépit de ses révolutions et malgré ses gouvernans, malgré son incrédulité ou son indifférence, la première entre les nations catholiques. Et tant que l'argent et la Bourse, tant que la religion et l'Évangile tiendront une place dans les préoccupations des peuples, la France, si elle sait conserver ces deux primautés d'ordre inégal, est assurée de garder un grand rôle dans le monde, car elle possède une double prise sur les âmes des hommes, les tenant, en quelque sorte, par les deux anses extrêmes de la nature humaine.

Ni la défaite qu'aucune alliance n'a encore su effacer, ni la brèche faite à nos frontières qu'aucun traité n'a encore réparée, ni l'étroitesse de notre territoire, ni l'arrêt d'accroissement de notre population, ni l'instabilité de nos gouvernemens, ni l'impuissance agitée de Chambres sans vues et sans volonté, ni les malheurs d'hier, ni les périls de demain, rien ne semble nous avoir découragés de redevenir un grand peuple. Nos rivaux raillent, volontiers, cette obstination de la France vaincue, raidie contre le sort, à vouloir être grande. Quelles que soient nos fautes et nos inconséquences, les railleurs auront tort, si nous savons ne pas méconnaître les conditions de notre grandeur matérielle et de notre grandeur morale, rejetant tout mépris de rêveurs idéalistes pour la première, tout dédain d'esprits forts pour la seconde; car ces deux primautés, les dernières qui nous restent, ont, en dépit des apparences, un lien entre elles. Elles se tiennent et se soutiennent l'une l'autre. Si la France reste toujours l'aînée des nations catholiques, au premier rang partout où résonnent les hymnes de l'Église, attirant les regards et l'admiration d'une moitié du monde chrétien, elle ne le doit pas uniquement à l'abnégation de ses fils et de ses filles, à la science ou à la vertu de son clergé, au zèle de ses missionnaires; pour tout cela, d'autres oseraient peut-être entrer en compétition avec elle; elle le doit, tout

autant, à sa richesse, à la générosité de ses aumônes, à l'abondance des ressources qu'elle offre au Pape, à l'Église, aux missions, aux œuvres catholiques. Qu'on prenne le denier de Saint-Pierre qui affranchit la papauté, devenue mendiante, de l'officielle servitude des dotations royales, ou la Propagation de la Foi qui alimente les missions lointaines, des noirs anthropophages de l'Oubanghi aux peuples décrépits de la Chine, c'est toujours de France que vient l'argent, de la terre de France que l'Église et le Saint-Siège tirent le gros de leurs ressources. Cette vocation de fille aînée de l'Église qu'elle a, noblement, remplie par les armes, aux siècles où tout se décidait par la lance et l'écu du chevalier, la France, issue de la Révolution, s'en acquitte, bourgeoisement, en notre âge prosaïque, par ses dons et par son or. En ce sens, le *Gesta Dei per Francos* reste encore vrai. Devant les frères quêteurs d'Orient ou d'Occident, pas de rivale, pour la France, parmi les nations restées fidèles à Rome. Sans elle, la vieille Église serait impuissante à soutenir la lutte contre l'impiété ou contre l'hérésie. La France seule (quoique bien modestement) tient tête aux millions de dollars et aux millions de guinées de la propagande protestante.

Il y aurait tout un chapitre à écrire sur le rôle de l'argent dans l'Église et dans la religion. Ce n'est pas que l'argent comme tel, que Mammon le Syrien, répudié par l'Évangile, règne encore dans le sanctuaire, ou que les marchands chassés des portiques du temple de Jérusalem aient rétabli leurs comptoirs sous les arcades des basiliques romaines. Grâce à Dieu, il est déjà loin le temps où l'or exerçait sa tyrannie sacrilège, jusque sur le cloître des vierges et sur le chœur des moines voués à la pauvreté. Le vieux mot de simonie, qui a si longtemps attiré l'indignation des saints et les anathèmes des conciles, n'a plus de sens dans l'Église, disons mieux, dans les Églises d'Occident. Catholiques et protestans sont également guéris de cette antique lèpre; pour en retrouver des traces, il faut passer dans le vieil Orient, chez les Églises abaissées par le joug de l'Islam. Encore un domaine où le pouvoir de l'argent est en baisse; ou mieux, dans l'Église, sa puissance a été brisée à jamais. Mais s'il n'y règne plus en maître, il y est encore un serviteur utile. Pour les combats de l'Évangile dans sa lutte contre le matérialisme, contre l'immoralité ou contre la misère, l'argent est aussi le nerf de la guerre. Et si, aux mains de l'impie ou du libertin, il est un agent de corruption, l'argent,

aux mains des saints et aux mains des vierges, peut devenir un instrument de relèvement et de rédemption, témoin nos œuvres françaises dans les deux mondes; car, par là, notre France bat toutes ses émules de l'univers catholique, attendu que, presque seule entre les nations catholiques, la France a su demeurer ou redevenir riche. Nous avons là un *primato* que toutes les *combinazioni* des prélats italiens ne sauraient, de sitôt, nous enlever. Cela est, pour beaucoup, sachons l'avouer, dans la considération que l'Église a pour nous; et sans faire à ses évêques ou à la chaire romaine l'injure de leur prêter des calculs indignes d'eux, il est hors de doute que, aux yeux de la Rome pontificale, comme aux yeux de la sainte Russie, une France pauvre ne serait plus la France. A Rome comme à Moscou, et au Vatican non moins qu'au Kremlin, notre argent n'est pas étranger à l'estime qu'on a de nous. Le pape, tout comme le tsar, est intéressé à ce que nous soyons riches. Si l'homme ne vit pas seulement de pain, l'Église sait que les œuvres ne vivent pas uniquement de la prière ou de la parole de Dieu, et le pain matériel dont elles ne sauraient se passer, c'est nous surtout qui le leur fournissons. Croyans ou libres penseurs, conservateurs ou démocrates, sachons reconnaître les sources réelles de notre puissance, et, si nous voulons maintenir notre ascendant dans le monde, écartons tout ce qui peut porter atteinte à la richesse privée, ou à la richesse publique de la France. Il y va de la grandeur de notre pays.

VI

La Bourse de Paris est une des forces de la France; on a dit un jour, à la tribune, qu'elle valait un corps d'armée; c'était plutôt la coter trop bas. Sa puissance, le marché de Paris la doit-il uniquement à la richesse du pays et à l'esprit d'épargne de la nation? Non, il la doit aussi, pour une bonne part, à sa constitution, qui lui a valu, tout ensemble, une grande élasticité et une grande solidité. Il a fait ses preuves, aux époques les plus calamiteuses de notre histoire; si, à de rares momens, il a eu besoin de l'appui de la haute banque, et parfois même de l'intervention de l'État, il n'est jamais tombé en défaillance. Ce n'est pas, comme trop d'institutions françaises, une création artificielle de la puissance publique, un mécanisme inerte, mais bien un organisme vivant, né des nécessités mêmes de la vie moderne.

C'est de lui qu'on peut dire que la fonction a façonné l'organe.

On sait que la Bourse de Paris se compose, en réalité, de deux marchés indépendans : le marché officiel et le marché libre qui, tout en se faisant concurrence, se complètent réciproquement. Cette double organisation, fort attaquée par les partisans de l'uniformité, est sortie spontanément des besoins de la place. Ils ne savent pas quel coup ils porteraient aux affaires ceux qui, par amour de la réglementation, invitent le législateur à supprimer le marché libre, au profit du marché officiel, — pas plus que ceux qui, par haine de tout monopole, même plus apparent que réel, voudraient anéantir le marché officiel, au profit du marché libre.

Marché officiel, marché libre méritent chacun leur nom. Le premier est le parquet des agens de change, officiers ministériels qui, tout comme les notaires, ont acheté leur charge et reçoivent l'investiture d'une nomination du ministre. Supprimés, avec la Bourse, durant la Révolution, rétablis ensuite par Bonaparte, les agens de change de Paris (les grandes places de province possèdent aussi les leurs) forment une corporation qui a sa chambre syndicale et sa caisse commune. Sans y être contraints par la loi, les agens de change ont accepté, dans la pratique, la responsabilité solidaire de tous les faits de charge. C'est, pour le public, une garantie inappréciable. Tout le monde est d'accord sur la loyauté, sur l'honorabilité du parquet des agens de change. Aux époques de crise même, il est bien peu d'agens qui aient peine à faire honneur à leurs affaires; dans ce cas, la maison est liquidée par les soins de la chambre syndicale, sans que le public ait rien à en souffrir. On peut dire que les opérations traitées au parquet présentent, à cet égard, une sécurité absolue. Les reproches adressés au marché officiel sont d'ordre secondaire; ils n'atteignent pas l'essence de l'institution. Le plus sérieux peut-être, le plus fréquent au moins, c'est le petit nombre des agens de change. Ils sont soixante, comme sous la Restauration, bien que le chiffre des affaires ait décuplé. Aussi le prix des charges est-il fort élevé, et appartiennent-elles d'habitude à une société dont l'agent de change en titre n'est que le chef ou le gérant. On ne voit guère, du reste, ce que le public gagnerait à l'augmentation du nombre des agens; peut-être même y perdrait-il la garantie que lui donne, aujourd'hui, l'importance des capitaux engagés dans chaque maison. Quant aux réformes de détail parfois réclamées de la Bourse, telles que la suppression des liquidations de quinzaine ou la diminu-

tion des courtages, elles n'intéressent guère que la spéculation, et elles auraient pour conséquence de la rendre plus facile et plus fréquente en la rendant moins onéreuse. Le monopole des agens de change pourrait être supprimé par voie de rachat, mais cette suppression ne profiterait guère au public; car, pour lui offrir les mêmes garanties que le parquet actuel, il faudrait que les nouveaux courtiers de la Bourse fussent constitués en corporation, ainsi que les *brokers* du Stock Exchange de Londres.

A côté du marché officiel, sous les portiques de la Bourse, et jusque dans l'intérieur du temple, fonctionne le marché libre, désigné vulgairement sous le vilain nom de Coulisse, comme s'il avait quelque chose de clandestin. Le marché libre a, de tout temps, été en butte aux soupçons et aux accusations des hommes qui prétendent s'ériger en défenseurs de la morale. La Coulisse assurément offre plus de prise à la critique que le parquet, ne fût-ce que par son mode de recrutement. C'est elle le grand instrument de la spéculation, le tarif de ses courtages étant bien moins élevé qu'au parquet. La Coulisse a imité l'organisation des agens de change; elle a, elle aussi, sa chambre syndicale, ou mieux ses deux chambres syndicales, une pour le marché des rentes et une pour le marché des valeurs; car il y a deux coulisses, celle des valeurs et celle des rentes. L'une opère dehors, sous le péristyle de la Bourse; l'autre, à l'intérieur, non loin de la corbeille des agens de change. Comme, à certaines époques, une Bourse par jour ne suffit pas à la spéculation, la Coulisse tient dans la saison une petite Bourse le soir. Certaines maisons de la Coulisse, celles notamment qui opèrent à la fois sur les rentes et sur les valeurs, ont un capital considérable, souvent de plusieurs millions. C'est, malheureusement, le petit nombre. Le capital total de la Coulisse atteignait, dit-on, avant la dernière crise, une centaine de millions. On n'est admis comme courtier en rentes ou en valeurs qu'après avoir été agréé par la chambre syndicale et avoir prouvé qu'on possède le capital fixé par elle, soit, au minimum, 100 000 francs pour le marché des rentes, 500 000 pour celui des valeurs. Grâce à ces précautions, la Coulisse n'offrirait guère moins de garanties au public que le parquet, si elle n'opérait, par masses plus considérables, sur des valeurs souvent plus dangereuses, pour le compte de cliens souvent plus téméraires; — si encore, non contens du rôle de courtiers, les coulissiers n'usurpaient parfois celui de banquiers d'émission. Un des reproches

les plus sérieux adressés à la Coulisse, durant ces dernières années, c'est qu'elle a introduit sur le marché, en fait de mines notamment, nombre de valeurs suspectes. Cette coupable imprudence s'est retournée contre elle ; elle a payé de la ruine de plusieurs maisons considérables les fols encouragemens qu'elle avait donnés à la spéculation. Elle en est encore tout ébranlée ; ses fautes ont accru le nombre et la force de ses adversaires et menacent de tourner contre elle l'attention du pouvoir.

En dépit de son nom, le marché libre n'est pas ouvert au premier venu. En principe, chacun peut s'établir coulissier, vendre et acheter les valeurs sous les portiques de la Bourse. Il n'en est pas de même, en fait ; il faut être agréé par le comité de la Coulisse, et pour être agréé, il faut offrir des conditions d'honorabilité, de solvabilité qui assurent la loyauté et la régularité des transactions. Comme les conventions conclues sur le marché libre ne sont pas reconnues par la loi, comme en cas de contestations, on n'en peut poursuivre l'exécution devant les tribunaux, elles reposent uniquement sur la bonne foi des contractans. Les coulissiers sont, ainsi, réciproquement intéressés à la loyauté des maisons de la Coulisse. Et, de fait, les affaires y sont, d'habitude, aussi sûres et aussi régulières que sur le marché officiel. Dans ce temple de Mammon que tant de gens se représentent comme une caverne de voleurs, il se traite, chaque jour, des milliers d'affaires qui reposent, uniquement, sur la bonne foi de ces hommes de Bourse. Un coup de crayon sur un carnet, souvent un simple ordre verbal, et la maison se regarde comme engagée pour des centaines de mille francs. S'il y a des défaillances, la faute en est, le plus souvent, à la mauvaise foi effrontée de spéculateurs sans scrupules qui, pour ne pas payer leurs différences, se retranchent sur ce que la loi ne reconnaît pas les opérations de la Coulisse. Et parmi ces agioteurs sans vergogne, il s'est rencontré, hier encore, lors de la crise sur les mines, plus de soi-disant gens du monde que de gens de Bourse.

Légalement, la Coulisse ne devrait opérer que sur les valeurs non admises à la cote officielle des agens de change, c'est-à-dire sur ce qui constitue proprement le marché en banque. Il y a, en effet, nombre de valeurs, françaises et étrangères surtout, qui ne sont pas cotées au parquet, la loi ne permettant d'inscrire à la cote que les actions d'un taux nominal déterminé (100 fr.) et le fisc exigeant des sociétés dont les titres sont cotés au parquet des impôts

auxquels les étrangers ne veulent souvent pas se résigner. Cela seul constituerait un marché important; on le voit assez par les mines d'or ou de cuivre. Mais la Coulisse a étendu ses opérations bien au delà; elle a empiété sur le terrain réservé au parquet; elle traite, depuis longtemps déjà, des affaires admises à la cote officielle, à commencer par les rentes françaises. Sur certains fonds, sur plusieurs grandes valeurs internationales, notamment, les opérations conclues par la Coulisse l'emportent sur celles effectuées au parquet. C'est là, encore aujourd'hui, le point de litige entre la Coulisse et les agens de change. Ces derniers en ont, plus d'une fois, appelé aux tribunaux; et, jusque sous le second Empire, les tribunaux leur ont donné gain de cause contre la Coulisse. L'usage a néanmoins prévalu contre les textes de loi. Le champ de la Bourse s'est tellement élargi, alors que le nombre des courtiers officiels demeurait stationnaire, que, jusqu'à ces derniers temps, il semblait qu'il y eût place, à la fois, pour le parquet et pour la Coulisse. Les agens de change craignaient de compromettre leur monopole, s'ils en exigeaient trop rigoureusement le respect. Quant au public et aux financiers, quant aux gouvernemens eux-mêmes, ils profitaient des facilités que leur offrait le double marché. La querelle du parquet et de la Coulisse qui préoccupe, en ce moment, la Bourse, et aussi, dit-on, le ministre des Finances, intéresse bien moins le public que les gens de Bourse. Qu'elle soit tranchée dans un sens ou dans l'autre, par un décret ou par une loi, on ne voit pas trop ce qu'y gagnera le public, et encore moins ce qu'y gagnera la morale. Il y aurait, sur le terrain même des affaires, des réformes plus urgentes. Que la Coulisse soit tenue à ne pas chasser sur les terres du parquet, la spéculation n'en sera ni plus ni moins honnête. Restreindre les opérations de la Coulisse, au profit du parquet, ne servirait guère qu'aux agens de change; de même qu'abroger le monopole des agens de change ne profiterait guère qu'à la Coulisse, ou n'aboutirait qu'à la création d'un marché libre, plus ou moins analogue à la Coulisse. Quant à supprimer simplement la Coulisse, comme nombre de valeurs, de titres exotiques surtout, ne pourraient supporter les frais du marché officiel, l'abolition du marché libre n'aurait d'autre résultat que de faire passer aux places étrangères les transactions faites, aujourd'hui, sur le marché français. Ce serait sacrifier Paris à Londres, à Berlin, à Francfort, à Genève, à Bruxelles.

Chez nous, un des principaux griefs contre la Coulisse, un

grief qui a été plus d'une fois porté à la tribune du parlement, c'est qu'un grand nombre de maisons du marché libre ont pour chefs des étrangers. Le fait était, jusqu'à ces derniers temps, incontestable; c'était un des traits par où la Coulisse différait du parquet, car, pour être agent de change, la loi exige qu'on soit Français. Non seulement bon nombre de coulissiers n'étaient pas Français, mais beaucoup étaient juifs et juifs allemands, double motif d'attaque contre la Coulisse. Au parquet, au contraire, comme il n'y a que des Français, il n'y a guère que des chrétiens, la compagnie des agens de change ayant, jusqu'à présent, réussi à écarter presque tous les israélites, de peur, sans doute, de les voir prendre, chez elle, un trop grand pied.

La carrière de courtier officiel à la Bourse reste ainsi comme fermée aux juifs français; à peine y a-t-il deux charges d'agens de change qui aient passé en des mains israélites. Le public, qui regarde volontiers les juifs comme les grands prêtres du temple de l'argent, se représente la Bourse comme une profane synagogue où les fils d'Israël officient au premier rang. C'est une erreur, les descendans d'Aaron ou les membres de la tribu de Lévi ne peuvent guère, à la Bourse, pénétrer jusqu'au saint des saints, jusqu'à la corbeille des agens de change. S'ils veulent faire le métier de courtiers en valeurs mobilières, il leur faut se rejeter sur la Coulisse. Et, comme en France, de même qu'en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, cette profession est de celles pour lesquelles nombre de juifs se sentent, par atavisme, par une sorte d'instinct hérité de leurs ancêtres du moyen âge, une vocation innée, on ne saurait s'étonner de voir beaucoup des fils de Jacob, Aschkenazim ou Sephardim, parmi les coulissiers. A vrai dire, il serait singulier que, pour être admis à crier sous la colonnade le taux des valeurs et les variations des cours, il fallût un certificat de baptême. J'imagine l'étonnement des premiers chrétiens, si on leur avait annoncé que pour vendre des *partes* aux chevaliers romains, sous le portique des basiliques du forum, il fallait croire au Christ; c'est un métier qu'ils eussent volontiers abandonné aux juifs ou aux païens. On chercherait du reste, en vain, une différence entre les transactions inscrites sur le carnet d'un juif et celles portées au carnet d'un chrétien; en dépit de leurs doigts crochus légendaires, on ne voit pas que les mains juives retiennent, à la Bourse, plus de l'argent qui leur passe entre les doigts.

Le malheur est que la Coulisse, — au moins jusqu'à ces derniers temps, — ne comptait pas seulement beaucoup de juifs, mais aussi beaucoup d'étrangers, pour la plupart d'origine allemande. Encore aujourd'hui, les noms tudesques y dominent. Cette importance, pour ne pas dire cette prépondérance des étrangers, s'expliquait par la nature même du marché libre, ouvert à toutes les valeurs étrangères. L'affluence des étrangers sur les degrés de la Bourse n'est pas seulement la conséquence du cosmopolitisme croissant des capitaux, c'est aussi un signe de l'importance européenne du marché de Paris. On a voulu y voir un danger pour nos finances, pour notre crédit, pour le marché lui-même. Nos rentes viennent-elles à baisser, ou celles des pays réputés hostiles à la France ont-elles la chance de monter de 1 ou 2 francs, pendant que les consolidés des États amis ont la mauvaise fortune de perdre quelques points, la presse aussitôt d'incriminer les manœuvres de la Coulisse et des agioteurs étrangers. Il se trouve, au parlement, des orateurs pour flétrir les agissemens audacieux des spéculateurs exotiques qui se livrent contre nous, chez nous-mêmes, avec notre argent, à des manœuvres en faveur de nos adversaires. Le Palais-Bourbon et le Luxembourg entendent pousser un cri d'alarme, comme si la Coulisse était une occulte garnison ennemie, campée entre les boulevards et le Palais-Royal. Députés ou sénateurs lancent un bruyant *Caveant consules;* on réclame la juste sévérité des lois contre ces écumeurs cosmopolites qui menacent d'annihiler, pour la défense nationale, le marché de Paris (1). La presse renchérit sur la tribune; telle feuille du matin donne « ces sans-patrie de la Coulisse » comme des agens de Berlin ayant mission de porter le trouble sur notre marché et la ruine dans nos familles (2). Cette inquiète nervosité, toujours prête au soupçon, fait peu d'honneur à la sagacité de notre presse. S'imaginer que le taux de capitalisation de nos rentes, avec le crédit de la France, est à la merci d'une conjuration de courtiers judéo-allemands, c'est magnifier, étrangement, le pouvoir des gens de Bourse. On ne voit pas que la Coulisse ait jamais

(1) Ainsi, en février 1894, certains députés imputaient à la coulisse la baisse des fonds russes. Voyez, par exemple, la discussion de la Chambre des députés du 24 février 1894. Interpellation de M. Jourde. Cf. la séance du 23 février 1893.

(2) La visite du tsar Nicolas II à la France, au mois d'octobre dernier, a encore fourni à quelques journaux l'occasion d'accuser la coulisse d'une conspiration contre notre crédit; on ne voulait pas admettre que les rentes françaises et les rentes russes pussent baisser durant la visite impériale.

entrepris de campagne contre nos rentes françaises. Tout au rebours, elle se vante, à bon droit, d'avoir contribué, pour sa part, au placement et à la hausse de nos fonds d'État. Sur ce point, elle a la conscience nette; elle ne s'en est pas moins émue des attaques dirigées contre elle, et elle a eu raison. Un règlement édicté à la fin de l'année 1895 a décidé que, à l'avenir, nul ne serait agréé par la Coulisse, à moins qu'il ne fût Français ou admis à la jouissance des droits civils en France. Un peu de patience donc, et bientôt la Coulisse sera, elle aussi, en des mains françaises. Peut-être n'en vaudra-t-elle pas beaucoup mieux; car, c'est faire au crayon des intermédiaires de la Bourse un honneur immérité que de voir en lui l'arbitre du marché et le dispensateur du crédit des États. Coulissiers et agens de change ne sont que des courtiers qui exécutent des ordres; et juifs ou chrétiens, étrangers ou Français, leurs sentimens religieux ou nationaux ont peu de prise sur la hausse et la baisse. Si c'est eux qui notent les cours, c'est le public qui les leur dicte.

Il faut avoir le courage de le déclarer, le danger, pour le crédit national, aussi bien que pour le marché de Paris, ce n'est pas la présence de quelques étrangers d'origine à la Coulisse; ce serait plutôt les attaques dirigées contre le marché par la passion aveugle de rigoristes ignorans, ou les entraves apportées aux affaires par d'imprudens règlemens et par les exigences intempestives du fisc. Par malheur, l'esprit public, inconscient de la fonction essentielle de cet organe de la vie nationale, cède volontiers aux excitations malsaines; et pour y résister, l'on ne saurait beaucoup compter sur la clairvoyance ou sur le patriotisme de législateurs, moins soucieux de fortifier les ressources de la France que de flatter les préjugés du populaire. A la Bourse comme à l'usine, et en finances comme en matière d'impôts, c'est là, de nos jours, le grand péril. Encore n'est-ce pas le seul. Le marché peut être atteint par des lois en apparence fort légitimes; il peut pâtir, indirectement, de certaines réformes de l'impôt, sans même que le réformateur ait pensé à lui. Le fisc, comme les tireurs maladroits, blesse ceux qu'il ne vise point; les taxes ont des ricochets qui frappent souvent au loin. Ainsi, par exemple, du projet d'impôt sur les valeurs étrangères. Quoi de plus juste, semble-t-il, que de les assujettir aux mêmes taxes que les valeurs françaises? Le malheur est que cette égalité est plus facile à faire voter par une Chambre qu'à établir dans la pratique. La matière contribuable s'ingénie à

se dérober au fisc, et les valeurs étrangères auront toujours, pour échapper aux impôts français, des facilités qui manquent aux valeurs françaises. L'impôt sur le revenu des titres étrangers, s'ajoutant aux droits de timbre, aura pour effet de faire négocier les titres étrangers à l'étranger et de faire toucher les coupons au dehors. Le marché français et les maisons de banque françaises y perdront une source de revenus. Maintes affaires émigreront de Paris à Londres, à Bruxelles, à Genève : on aura déplacé, à notre détriment, le centre des transactions. Les agens de change de Bruxelles ou les brokers de Londres hériteront des dépouilles du parquet ou de la Coulisse. Nous en dirons autant des impôts sur les transactions de Bourse; ici encore, il est une limite que le fisc ne saurait dépasser, sans voir la matière imposable lui échapper. Pour faire émigrer les affaires, des marchés français, chez nos concurrens du dehors, il n'y a qu'à les rendre trop onéreuses en France. Les banquiers, les spéculateurs, les gros capitalistes déserteront la Bourse de Paris pour opérer à l'étranger; le télégraphe et le téléphone ne sont-ils pas là pour transmettre leurs ordres?

Qu'on ne nous accuse pas de pessimisme. Si l'on songe à l'ignorance du public et aux préjugés de la foule en matière de Bourse, si l'on s'arrête aux soi-disant réformes préconisées dans la presse et dans le parlement, il est permis d'être peu rassuré sur l'avenir du marché de Paris. Encore un des organes économiques de la France moderne que menace la présomptueuse infatuation d'aveugles zélateurs du progrès.

Les gens qui se représentent la Bourse comme une maison de jeu, ouverte en plein Paris, sous l'œil bienveillant du pouvoir, sont portés à réclamer la clôture de ce tripot officiel. A leurs yeux, agens de change et coulissiers ne sont que des croupiers chargés d'enregistrer les paris et de répartir, entre les joueurs, les pertes et les gains. Certes, bien des vilenies se commettent sous les voûtes de la Bourse; on ne saurait, pour cela, la rendre responsable de tous les forfaits perpétrés à l'ombre de ses murs. Les louches escroqueries, le brigandage éhonté, les savans larcins pratiqués sous ses colonnes, la Bourse n'en est pas toujours l'inspiratrice, ni même la complice; elle n'en est souvent que le témoin; tout au plus peut-on dire qu'elle les abrite, comme l'auberge mal famée loge les malfaiteurs qui guettent le voyageur de passage. Les fraudes, les vols, les crimes que le public fait retomber sur elle,

la clôture de la Bourse ne les supprimerait même point. Jamais l'agiotage n'a été plus effréné que sous la Convention et sous le Directoire, quand les portes de la Bourse étaient fermées. Les excès de la spéculation et les scandales financiers ne sont pas imputables à l'organisation de la Bourse; si les intermédiaires, si la Coulisse surtout n'en sont pas toujours innocens, ce ne sont ni les premiers ni les grands coupables. Parquet ou Coulisse, les courtiers de Bourse ne sont que des agens de transmission qui exécutent les ordres qu'on leur apporte. On les a vus souvent, au parquet du moins, tempérer la fougue de leurs cliens. Veut-on moraliser les affaires et refréner l'agiotage, il servirait de peu de modifier l'organisation du marché. Juristes ou moralistes, ceux qui comptent guérir la France de la fièvre intermittente de la spéculation, en réglementant la Bourse, ne voient que le dehors des choses. Ils prennent les symptômes du mal pour les causes du mal. Ici encore, la réglementation serait le plus souvent un leurre : un règlement d'administration ne suffit pas à déraciner les défauts qui tiennent aux mœurs. Les abus de la spéculation ont des causes profondes que la loi ne peut toujours atteindre. Et si l'on en veut frapper les auteurs ou les complices, ils ne sont pas toujours là où le public les cherche.

Les écumeurs d'affaires et les détrousseurs de l'épargne, les répugnans parasites qui se nourrissent aux dépens de la crédule avidité des badauds opèrent autour de la Bourse, plutôt qu'à la Bourse. Les petites agences, les petits comptoirs, les petits changeurs, voilà les plus dangereux racoleurs de la spéculation, les plus actifs courtiers de la corruption financière. Et veut-on savoir quelle est, ici comme partout, la grande entremetteuse, celle qui rapproche le banquier véreux et les brigands de la finance de la foule de leurs victimes, c'est la grande corruptrice qu'on rencontre partout à l'œuvre autour de nous, tour à tour cynique et hypocrite, la presse, la petite presse surtout, la presse populaire à bon marché.

Il n'est pas vrai peut-être que jamais les abus de la spéculation n'ont été plus criminels et moins punis qu'aujourd'hui ; il est certain qu'ils n'ont, jamais, affecté un plus grand nombre de personnes, parce que, jamais, la spéculation n'a été à la portée de plus de mains. C'est encore là un des effets de la démocratie ; la vulgarisation de l'agiotage fait partie de son cortège habituel de biens et de maux. La spéculation, nous ne saurions trop

le redire, s'est démocratisée, comme toutes choses; elle a pénétré au foyer des petits, elle a cessé d'être le privilège des grands. Tout a poussé à son développement; et la diffusion de la richesse et la diffusion de l'instruction; et le sentiment démocratique qui fait que chacun veut paraître; et la compétition universelle qui obstrue les avenues de toutes les carrières; et la hâte de faire fortune, la rage de jouir, et de jouir vite; et l'affaiblissement des traditions et des croyances anciennes, le relâchement de tous les freins moraux, le matérialisme pratique qui envahit toutes les âmes et toutes les classes. Tout y a contribué, jusqu'aux attaques quotidiennes des socialistes et des radicaux qui poussent le capital aux valeurs exotiques, jusqu'aux conversions de rentes, à la baisse du taux de l'intérêt, à la diminution des revenus fonciers et des revenus mobiliers qui contraignent capitalistes et petits rentiers à chercher des compensations dans les valeurs aventureuses ou dans les plus-values de portefeuille. L'abaissement des revenus joint au relèvement du taux de la vie est une des choses qui ont amené le plus de recrues à la Bourse. Une femme du monde demandait à un banquier de lui indiquer des placemens. « Voulez-vous dormir? voulez-vous manger? » répondit le banquier, lui donnant à entendre que, avec des valeurs de toute sécurité, elle ne pourrait tirer de son argent qu'un maigre intérêt. A la plupart des gens, il ne suffit pas de dormir; ils veulent aussi manger; c'est pour cela qu'ils se jettent, en si grand nombre, sur les mets frelatés au fumet provocant que leur sert, chaque jour, sur une table toujours garnie, l'art peu scrupuleux des maîtres-queux de la finance. Ne se rencontre-t-il pas, autour de la Bourse, des empoisonneurs publics que la sévérité de la loi pourrait atteindre? N'y a-t-il point, dans le commerce des valeurs, comme dans celui des denrées alimentaires, des fraudes et des falsifications coupables que l'État, au nom de l'hygiène publique, aurait le droit et le devoir de punir? La loi, en un mot, remplit-elle sa mission de vigilance? Et si le remède ne peut toujours venir de la loi, où faut-il le chercher? C'est ce que nous comptons examiner dans une prochaine étude.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

REVUE LITTÉRAIRE

LA MARQUISE DE CONDORCET

C'est par les salons que s'est propagée la doctrine philosophique du XVIIIe siècle ; les théories les plus audacieuses, avant de faire leur chemin dans la nation, ont été d'abord essayées et ont pris forme chez une marquise de Lambert et chez une marquise du Deffand, chez les Tencin, chez les Geoffrin, chez les Lespinasse. C'est dans l'élite féminine que les philosophes ont trouvé pour la diffusion de leurs idées les plus précieux auxiliaires. En tout temps, en effet, ce sont les femmes qui lisent le plus, même de livres sérieux ; elles ont le goût des nouveautés ; elles ont un besoin naturel de logique qui n'étant contrarié, ni par la variété des connaissances, ni par les démentis d'une expérience qu'elles n'ont pas, les pousse à aller jusqu'au bout de leurs idées, et à conformer leur conduite aux principes une fois acceptés. Ainsi en a-t-il été, et les exemples abondent qui témoignent de ce travail accompli par les idées nouvelles en des âmes dociles. Mais il y a dans la philosophie du XVIIIe siècle plus d'un courant. Il est convenu de dire que dès l'apparition des livres essentiels de Rousseau, il se fit un brusque changement dans la direction des esprits ; l'influence aurait été aussi profonde que le succès fut retentissant ; au lendemain de la *Nouvelle Héloïse* et de l'*Émile* toutes les femmes auraient été conquises par l'éloquence de l'écrivain passionné et converties à ses doctrines. Cela surprend, quand on y songe ; les idées n'ont pas coutume d'opérer avec cette soudaineté ; leur œuvre, d'autant plus sûre, se fait lentement, par insinuation et par infiltration. Parmi les élèves les plus enthousiastes du philosophe genevois, et parmi ses dévotes les plus

ferventes, plusieurs restèrent, sans s'en apercevoir, fidèles aux idées qui les avaient pénétrées et qui leur étaient venues de Voltaire, de Condillac, d'Helvétius, des Encyclopédistes. Elles avaient bien pu changer de culte, elles avaient gardé le dogme. La marquise de Condorcet est l'une d'elles. Son cas est instructif, parce qu'il nous fournit sur la fin du siècle, l'exemple d'un esprit de femme façonné par la pure doctrine de l'Encyclopédie. Par quel chemin cette doctrine est-elle arrivée jusqu'à la jeune fille, à travers quelles influences, quelles lectures, quels milieux? Comment les principes abstraits ont-ils dans la vie réelle déterminé les actes de la femme? Comment enfin la veuve de Condorcet a-t-elle, par sa propagande personnelle, par ses écrits, par ses relations, contribué à maintenir et fait passer jusqu'à nous une partie de l'héritage du XVIIIe siècle? Tel est, pour l'histoire même des idées, l'intérêt que présente la biographie d'une femme qui a été jusqu'ici célébrée et vantée plutôt qu'elle n'a été sérieusement étudiée.

A vrai dire ce point de vue n'est pas tout à fait celui auquel se place l'auteur d'un livre nouveau sur *la Marquise de Condorcet, sa famille, son salon, ses amis* (1), M. Antoine Guillois. La femme de Condorcet fut belle; il n'est qu'une voix parmi les contemporains pour le reconnaître. Et nous, sensibles à l'agrément d'un portrait qu'elle a peint elle-même, charmés par la vivacité de la physionomie, par le pétillement du regard, par la malice et la gaieté du sourire, nous croirions volontiers qu'elle fut surtout jolie. Telle est la séduction de la beauté qu'elle nous enlève la liberté de notre jugement. Victor Cousin s'était fait naguère le champion des belles héroïnes de la Fronde : on en jasa. C'est ainsi que M. Guillois est pour Mme de Condorcet moins un biographe qu'un panégyriste. Un détail, choisi entre plusieurs, fera assez bien ressortir le parti pris d'admiration qui est le sien. M. Guillois s'élève avec force contre certains « pamphlétaires », d'après qui Mme de Condorcet aurait épousé son mari sans l'aimer, et en le prévenant qu'elle ne l'aimait pas. « Qu'on dise si Condorcet aurait été homme à supporter de pareilles conditions! » Qu'on le dise! Mais M. Guillois oublie que, dans une étude récente sur le *Salon de Mme Helvétius*, il admettait l'hypothèse des « pamphlétaires » et n'y trouvait rien de désobligeant. « Mlle de Grouchy avait très loyalement prévenu son mari que son cœur n'était pas libre... L'amour pour ce mari plus âgé qu'elle ne vint à la jeune femme qu'au bout de deux années; jusque-là elle n'avait été pour lui qu'une fille chérie... Quand la Révo-

(1) 1 vol. in-8° (Ollendorff). — Cf. A. Guillois, *le Salon de madame Helvétius*, 1 vol. in-18 (Calmann Lévy). — F. Picavet, *les Idéologues*, 1 vol. in-8° (Alcan).

lution éclata et qu'elle comprit la place considérable que Condorcet s'était faite dans le monde nouveau, elle s'enthousiasma pour lui, elle l'aima à son tour et, moins d'un an après la prise de la Bastille, elle lui donna une fille (1). » M. Guillois s'est ravisé depuis; mais alors, la loyauté de l'aveu, l'amour cornélien venant à la suite de l'enthousiasme, et la prise de la Bastille ayant pour conséquence directe une prompte paternité, tout cela lui paraissait admirable. Il n'est que de savoir interpréter les choses. Peu importe d'ailleurs. Ce n'est pas nous qui regretterons que les sentimens chevaleresques n'aient pas cessé de fleurir sur notre terre de France. Il nous suffit qu'on ait rassemblé pour nous les matériaux à l'aide desquels il n'est pas impossible de recomposer un portrait plus ressemblant.

L'enfance et la première jeunesse de Sophie de Grouchy s'encadrent dans un intérieur de petite noblesse; nous y surprenons la vie telle qu'elle était dans beaucoup de familles de l'aristocratie peu aisée, surtout en province, à la veille de la Révolution. C'est un charme d'y pénétrer. On passe la plus grande partie de l'année à la campagne, au château de Vilette. Des habitudes simples, une atmosphère de confiance et de tendresse. Un père attentif, une mère pieuse, qui rapportent tout à l'éducation des enfans. C'est la vie patriarcale. Sophie annonce de bonne heure une intelligence remarquable ; elle s'en sert surtout pour aider aux progrès de ses frères dans leurs études ; elle est une sœur dévouée et elle a naturellement le goût de la pédagogie. Elle consacre volontiers aux pratiques de la charité ses heures de récréation; elle s'en va porter aux pauvres des fagots de bois qu'elle a faits avec sa sœur Charlotte, ou, d'autres fois, de certains pains économiques et nourrissans, confectionnés avec beaucoup de pomme de terre. Elle n'a encore lu, outre les ouvrages classiques, que des livres de piété, *Télémaque* et les *Pensées* de Marc-Aurèle. L'esprit du siècle n'a guère soufflé par là, et ces débuts ne laissent pas prévoir ce qui suivra. Mais la jeune fille touche à ses vingt ans; il faut lui assurer une situation pour le cas où elle ne trouverait pas à se marier, car elle n'aura guère de dot, la fortune devant revenir à l'aîné des fils. On l'envoie au chapitre des dames nobles de Neuville pour être chanoinesse. Aussitôt tout change.

Nous connaissons par de nombreux témoignages l'existence qu'on menait dans ces couvens mondains. On y dansait beaucoup. Sophie dansa tant et si bien qu'elle tomba malade. Ce qui rendit son rétablis-

(1) Guillois, *le Salon de Mme Helvétius*, p. 68 et 69.

sement difficile, c'est qu'elle joignait à une furie de distractions une furie de travail. C'est un mélange de frivolité et d'occupations sérieuses. Il faut envoyer à Neuville, tantôt des objets de parure, velours noir, boucles, gants en tricot blanc fourré, anneaux d'oreilles faits de perles enfilées dans un fil d'or, ou bottines de peau verte dont c'était alors la mode, et tantôt un volume dont il était question dans le dernier *Mercure*. Sophie, séparée des siens, souffrant de la solitude et se sentant l'âme très vide au milieu de toute cette dissipation, se réfugie dans la lecture. Les livres qu'elle va lire, ce sont ceux qui se trouvent autour d'elle dans toutes les mains; on a beau ne pas nous en donner la liste, nous indiquerions à coup sûr les principaux. On suivait la mode à Neuville pour les livres, comme pour les bottines et les perles.

Le cas de Sophie de Grouchy n'est pas isolé et les lettres du temps nous renseignent sur cet « état d'âme » voltairien qui fut celui de beaucoup de femmes dans la période même de la plus grande vogue des livres de Rousseau. Une des correspondantes de Bernardin de Saint-Pierre, Mlle Girault, lui écrit en 1769 cette lettre curieuse, tout imprégnée de la philosophie la plus audacieuse du siècle et qui atteste le succès de la campagne entreprise contre les idées de Providence, de libre arbitre, de sanction morale : « Je voudrais bien qu'il me soit possible d'admettre cette Providence que vous supposez actuellement parce que vous en avez besoin. Mais je crains bien que le malheur vous rende faible. Consultez vos sens, les seuls auteurs et à la fois juges de vos idées. Quel témoignage vous rendent-ils de la divinité ? Quel de l'existence de votre âme ? En quel lieu fixerez-vous la demeure de l'une ou de l'autre ? Ah ! mon ami, s'il y avait un Dieu, nous ne pourrions qu'admirer sa grandeur, mais sans l'aimer, ni le craindre, ni lui plaire, ni l'offenser, enchaînés par les lois éternelles et universelles qui gouvernent l'univers Soumis malgré vous aux impressions des objets et aux modifications produites par toutes les situations et les circonstances de la vie, vous ne pouvez produire un geste, un son, avoir une idée qui ne soient une suite nécessaire de cet enchaînement et de ces rapports. Quelle peine ou quel prix pouvez-vous attendre pour des actions dont la plus indifférente n'aura pas dépendu de vous (1) ? » Il n'y a d'ailleurs, chez cette ennemie de la Providence, ni révolte, ni angoisse ; c'est au contraire la sérénité et la gaieté ; c'est l'athéisme paisible. De Paris la mode s'est enfoncée dans les provinces. Lorsque l'avocat Linguet est envoyé en exil à Nogent-le-Rotrou, la tendre Mme Buttet lui envoie des lettres où

(1) Cité par Fernand Maury : *Étude sur la vie et les œuvres de Bernardin de Saint-Pierre*, 1 vol. in-8° (Hachette).

les déclarations philosophiques alternent avec les déclarations amoureuses. Elle vient de lire le *Système de la Nature* et il est aisé de voir qu'elle y a profité. « Les opinions religieuses, écrit-elle, n'ont servi qu'à flétrir l'âme, engourdir l'esprit des humains, affliger les sociétés, dévaster les nations, ensanglanter la terre, et, au nom du ciel, placer l'enfer sur le globe. » Elle appelle Dieu « le produit informe de l'imposture » et compte que les hommes, une fois affranchis de « l'hypothèse Dieu », iront d'une marche ferme dans la voie de l'infini progrès (1). Tel est le jargon du temps; telles sont les idées régnantes, celles dont l'air est saturé, qu'on respire sans s'en apercevoir. Les lettres que la fille du graveur Phlipon adresse à ses amies de pension, les demoiselles Cannet, sont toutes pleines de l'expression des mêmes théories. Elle écrit à la date de 1776 : « Je t'assure que pour avoir la foi il ne faut ni connaître les prêtres, ni les entendre; ce Jean-Jacques qu'ils ont tant décrié me ramènerait plutôt au christianisme que tout le clergé de l'univers; heureusement j'ai mes principes faits... » Ces principes sont justement ceux que va adopter Sophie de Grouchy, et on peut comprendre maintenant quelle direction sa pensée reçoit de l'air du temps, des lectures, des conversations. Elle aussi, elle fait ses objections à Dieu; elle se plaint du grand nombre des damnés et du petit nombre des élus, ce qui est inconciliable avec l'existence d'un être souverainement bon. Quand elle eut quitté Neuville, on eut beau jeter au feu les livres qu'elle en rapporta : il était trop tard. Un tel changement s'était fait, jusque dans la physionomie de la jeune fille, que sa mère eut peine à la reconnaître.

Mais ce sont les traits essentiels de sa physionomie morale qui dès cette époque sont fortement accusés. Ces dix-huit mois passés à réfléchir et prendre conscience de soi ont été décisifs pour Sophie. Il ne faut lui demander ni les effusions de la sensibilité, ni les élans d'une nature inquiète, ni les aspirations d'une âme inassouvie. C'est la raison qui chez elle est la faculté dominante. « J'ai revu ta nièce, plus intéressante que jamais, écrit en 1785 le président Dupaty. Il n'y a rien à ajouter à sa raison, que peut-être d'en retrancher quelque chose... » Il est frappé de la fermeté et de l'indépendance absolue de son caractère. Rien de plus curieux que les sentimens de Dupaty pour sa nièce; l'ascendant que la jeune fille prend sur ce magistrat d'un esprit libre et hardi explique celui qu'elle exercera plus tard sur tout son entourage. Désormais aussi les points les plus importans de son *credo* phi-

(1) Cf. Jean Cruppi : *Un avocat journaliste au XVIIIe siècle*, 1 vol. in-16 (Hachette).

losophique sont arrêtés : c'est à savoir que toutes nos idées nous viennent des sens, que l'analyse est le seul procédé de connaissance et l'évidence rationnelle le seul *criterium* de vérité, que l'espèce humaine est indéfiniment perfectible, qu'en modifiant les institutions et réformant l'éducation on réformera le cœur humain lui-même, enfin que les rois sont des tyrans et les prêtres des imposteurs. Le trait principal est l'irréligion, une irréligion complète et sûre de soi, qui se manifeste à tous les yeux, s'affirme en des circonstances décisives et que le temps n'entamera pas. Le président Dupaty avait en mourant légué tous ses papiers à Mme de Condorcet; non seulement le legs ne fut pas exécuté, mais la présidente se hâta de rappeler auprès d'elle sa fille Éléonore que Dupaty avait confiée à la direction des Condorcet. Nous savons quelles étaient les habitudes pieuses de la marquise de Grouchy. Elle meurt le 10 juin 1793. On interdit au prêtre l'approche de la mourante. S'appliquant ses principes à elle-même, Mme de Condorcet écartera de ses obsèques tout appareil sacré. On ne voit pas d'ailleurs que l'impiété chez elle ait jamais été douloureuse, qu'elle l'ait fait souffrir et lui ait laissé un vide au cœur. C'est l'exemple frappant et exceptionnel d'une femme totalement dénuée de l'idée et du sentiment religieux.

Sophie de Grouchy devient en 1786 la marquise de Condorcet; elle avait vingt-deux ans, son mari en avait quarante-trois. Condorcet avait rencontré la jeune fille à Paris dans le salon de la rue Gaillon, où Dupaty aimait à réunir les littérateurs, les savans, les philosophes. Il était attiré, mais il hésitait. Il fut témoin à Villette d'un acte de courage de Sophie voulant éloigner un chien enragé : il fit sa demande. Ce mariage étonna fort les contemporains; ce qui les surprit, ce fut d'ailleurs moins la passion de Condorcet que la résignation de Sophie acceptant ce vieux mari. Mais c'est le temps où Manon Phlipon met si impérieusement la main sur M. Roland qui n'avait rien de l'air d'un jeune premier, où les demoiselles Cannet concluent des mariages aussi peu assortis. Il avait été déjà question pour Sophie de Grouchy qu'elle épousât un quinquagénaire ; la proposition lui avait paru valoir la peine d'être discutée. Évidemment tout dépend du genre de satisfactions qu'on attend du mariage. Sophie a l'ambition de paraître sur la scène et de jouer un rôle : les avantages solides font qu'elle passe volontiers sur les autres. Elle est d'ailleurs en accord d'esprit avec son mari, elle trouve dans ses idées la confirmation des siennes, elle se sent à l'aise dans le cercle d'amis où celui-ci fréquente. Condorcet avait été depuis longtemps introduit par Turgot chez

Mme Helvétius. La veuve du fermier général était devenue l'âme d'une société dont les tendances sont nettement définies. Elle logeait, dans sa maison d'Auteuil Morellet dont elle se séparera lors de la Révolution, l'abbé de la Roche, et Cabanis qu'épousera Charlotte de Grouchy. Les hôtes sont d'Alembert, Condillac, Malesherbes, d'Holbach, Chamfort, Volney, Garat. C'est le petit monde de ceux qu'on appellera plus tard les idéologues, monde étroit, en quelque sens qu'on veuille prendre ce terme, monde fermé où les liens de la parenté s'ajoutent pour les consacrer aux affinités de l'esprit. C'est dans ce monde que Sophie est introduite par son mariage, et les amis de Mme Helvétius sont aussi bien ceux qu'elle va accueillir dans son salon à l'hôtel des Monnaies, puis rue de Lille. Elle a trouvé le milieu qui lui convient; elle va y exercer une réelle action.

L'influence que prit aussitôt la marquise de Condorcet sur son mari fut d'autant plus profonde que celui-ci peut bien avoir eu un grand esprit, c'était un caractère faible. Il était timide et sauvage; Sophie lui donna le goût du monde et des fêtes. On venait de fonder le Lycée où La Harpe enseignait la littérature, Garat l'histoire, Condorcet les mathématiques. Sophie qu'un de ses admirateurs, Anacharsis Clootz, surnommait la Vénus Lycéenne en fut l'une des auditrices les plus assidues. Elle venait écouter son mari proclamant à l'ouverture de son cours que « toutes les prétentions naissent également de l'ignorance de l'homme et de l'ignorance plus grande qu'il suppose à ceux devant lesquels il les montre. » C'est surtout pour la direction de sa conduite politique que Condorcet trouve en sa femme une Égérie. Apparemment il s'en rendait compte, puisqu'il réclamait déjà pour les femmes l'admission aux droits politiques. Sophie est une républicaine de la première heure. C'est dans ce sens qu'elle va exciter le zèle de Condorcet en le poussant toujours aux opinions les plus avancées. Bien qu'il ne soit pas député à l'Assemblée constituante, Condorcet y passe de longues heures dans les couloirs ; sa femme assiste dans une loge aux séances intéressantes. Élu par les Parisiens à l'Assemblée législative, Condorcet y joue un rôle important ; c'est lui qui dépose sur le bureau de l'Assemblée le fameux rapport sur l'instruction publique, c'est lui qui s'emploie à faire nommer Danton ministre. Il est envoyé à la Convention. Dans le procès de Louis XVI il vote « la peine la plus forte après la mort », non par esprit de modération, mais parce qu'il est l'ennemi de la peine de mort, cette peine dût-elle frapper même un tyran.

Il est curieux de comparer Mme de Condorcet avec les deux femmes

qui tiennent le plus de place dans l'histoire des premières années de la Révolution : Mme Roland et Mme de Staël. C'est avec Mme Roland que les analogies sont le plus frappantes. Les différences tiennent surtout à la différence des origines. « La marquise de Condorcet, écrit le conventionnel Pierre Choudieu, beaucoup plus modeste que Mme Roland, avait le bon esprit de ne pas chercher à amoindrir le mérite de son mari : sans paraître avoir aucune prétention, elle a eu peut-être plus d'influence qu'aucune autre femme sur les Girondins. » Amoindrir le mérite de Roland, est une de ces expressions qui arrêtent par un air de hardiesse tranquille. Mais il est bien vrai que Manon manqua toujours de discrétion et de réserve. Ce n'est pas dans la boutique paternelle qu'elle avait pu faire l'apprentissage des délicatesses et des convenances, et apprendre l'art difficile de s'effacer. Elle est peuple; elle a les rancunes, les colères, les violences de langage du peuple. La fille des Grouchy est née dans les rangs de l'aristocratie; elle a la finesse de nature et l'élégance de manières de la bonne société du XVIIIe siècle, comme elle en aura la facilité de mœurs; elle n'a pas l'âpreté brutale de Manon, comme elle n'en a d'ailleurs ni les élans généreux, ni les rêves enthousiastes, ni l'héroïsme à l'antique, ni la vertu farouche, ou simplement et d'un mot : la vertu. — Mme de Staël ne pouvait pardonner à Condorcet l'hostilité méprisante qu'il avait témoignée à Necker. Il écrivait à Voltaire : « Necker succède à M. Turgot. C'est l'abbé Dubois qui remplace Fénelon. » Néanmoins elle est en bons termes avec Mme de Condorcet. Au lendemain de la publication des *Lettres sur la sympathie*, elle lui adresse ses complimens et marque bien en quelques mots l'opposition de leurs natures : « Il y a dans ces lettres une autorité de raison, une sensibilité vraie mais dominée, qui fait de vous une femme à part. Je me crois du talent et de l'esprit, mais je ne gouverne rien de ce que je possède. J'appartiens à mes facultés, mais je n'en puis garder l'usage. » L'emportement et la fougue qui distinguent Mme de Staël font contraste avec cette maîtrise de soi que ne perd jamais Mme de Condorcet. En fait, tout contribuait à séparer profondément ces deux femmes : les idées religieuses auxquelles Mme de Staël resta toujours attachée, les idées politiques qui chez la fille de Necker s'arrêtaient à la conception d'une monarchie parlementaire et firent de son salon le centre d'une opposition à la fois libérale et royaliste.

Cependant Condorcet est proscrit : il va rester caché pendant dix mois dans une maison de la rue Servandoni appartenant à Mme Vernet. Cette période de la vie de Mme de Condorcet est celle qui lui fait le plus d'honneur : on ne saurait montrer plus de fermeté d'âme

et de simplicité dans le courage. Deux fois par semaine, déguisée en paysanne, elle vient d'Auteuil à Paris; pour franchir la barrière elle se mêle à la foule qui va voir la guillotine et l'accompagne jusqu'à la place de la Révolution. Puis elle se rend auprès de son mari, à qui elle s'efforce de prêter un peu de son énergie. Comme il s'épuise à rédiger une justification de sa conduite politique, Sophie, n'aimant pas les choses inutiles, lui fait entreprendre cette *Esquisse des progrès de l'esprit humain* qui va être comme le testament philosophique du siècle. Le 25 mars, craignant une visite domiciliaire, Condorcet prend la fuite : on reste sans nouvelles de lui; on ne saura que beaucoup plus tard qu'il est mort empoisonné. Sophie est ruinée; elle reste seule pour subvenir aux besoins de trois personnes, sa fille Élisa, âgée de trois ans, Charlotte de Grouchy sa sœur, et sa vieille gouvernante Mme Beauvais. Du peu d'argent qui lui reste, elle achète rue Saint-Honoré une petite boutique de lingerie. A l'entresol elle a un atelier où elle peint des tableaux, des miniatures et des camées. Quelquefois elle pénètre dans les cachots pour reproduire les traits des condamnés qui veulent laisser un dernier souvenir à leur famille : elle fait par surcroît le portrait des geôliers. Jusqu'au 9 thermidor, elle crut chaque jour qu'elle serait arrêtée. Elle subit de fréquentes visites du comité révolutionnaire d'Auteuil. Un jour il y eut une perquisition chez elle; on lui dit même de préparer son paquet pour aller en prison. Elle s'en tira encore une fois en faisant le portrait de chacun des membres du comité (1). C'est alors qu'elle dut s'applaudir de s'être jadis amusée à peindre, au château de Villette, chez ses bons parens!

Mais c'est un trait de la constitution intellectuelle de Sophie que sa docilité à accepter les événemens. A quoi bon les révoltes impuissantes? Idéologue convaincue, elle fait mieux que de professer la doctrine de la soumission aux faits, elle l'applique. Elle a, plus que ses amis, le sens du réel, et s'incline devant les circonstances. C'est ainsi que nous la voyons, non sans quelque surprise et gêne de notre part, se présenter devant la municipalité d'Auteuil le 14 janvier 1794 pour lui faire connaître son intention de divorcer et de continuer à vivre dans la commune en « artiste qui cherche à subsister paisiblement de ses travaux. » On ne peut nier que cette démarche ne partît d'un instinct de prudence qui se comprend de reste; mais aussi ne pouvons-nous oublier que d'autres eurent davantage le respect du nom qu'elles portaient. Condorcet était mort depuis six semaines quand le divorce fut prononcé.

(1) Guillois, p. 147.

Nous sommes au lendemain du long cauchemar de la Terreur, les prisons se rouvrent, la société est prise d'un furieux besoin de jouissance. Mme de Condorcet, ennemie de l'emphase, refuse de se draper dans des attitudes de veuve inconsolable. Elle se prête aux distractions de la vie mondaine qui recommence. Des journées passées chez Mme de Boufflers, voisine de Mme Helvétius, des courses au bord de la Seine pour assister aux fêtes données par les enfans de l'École de Mars, des promenades au Ranelagh, tout cela n'est pas très coupable, mais n'est pas non plus d'une recluse. Rentrée en possession de ses biens, Mme de Condorcet acquiert près de Meulan une propriété qu'elle appelle la Maisonnette et où elle se promet de connaître d'autres joies que celles de la philosophie. Car elle a passé la trentaine et elle songe non sans tristesse que pour elle l'hiver approche à grands pas, puisqu'elle appartient « à ce sexe comblé un moment des dons les plus brillans de la nature et pour lequel elle est ensuite si longtemps marâtre. » Certes, les consolations attachées à la paix et aux vertus cachées aident à passer la seconde moitié de la vie, mais la belle veuve ne compte pas plus qu'il ne faut sur elles pour lui faire oublier « cette coupe enchantée que la main du temps renverse au milieu de la carrière. »

C'est à la fin des *Lettres sur la sympathie* que se lit cette phrase mélancolique et imagée. L'auteur nous renseigne, au cours du même ouvrage, sur ses idées concernant le mariage, le divorce, l'amour : ce sont aussi bien les idées de son temps. D'après elle, c'est uniquement au vice des institutions que l'on doit imputer les actions coupables dont l'amour est le motif. Le remède consiste à relâcher les liens et à les rendre assez larges et assez souples pour qu'ils cessent de contrarier notre naturel besoin de changement. « Supposons que l'homme cesse d'imposer à son cœur si inconstant et à sa volonté plus variable encore des liens indissolubles et dès lors incompatibles avec sa nature ; supposons que le divorce soit permis chez tous les peuples ; supposons même qu'en faveur de la faiblesse humaine et des besoins plus durables d'un sexe, il soit possible comme à Rome de former des unions passagères que la loi ne flétrisse pas ;... l'amour perdrait par la facilité de se satisfaire la force dangereuse que cette passion recevait des obstacles mêmes. » Telle est cette conception de l'amour d'où Mme de Condorcet écarte soigneusement les orages de la passion ; telles sont ces unions passagères, où nous la verrons s'engager, qui se dénouent sans rupture et s'enchaînent, sans qu'il soit besoin de marquer les transitions, de l'une à l'autre.

C'est d'abord un prêtre défroqué, devenu voltairien, Baudelaire,

qui inspire à Mme de Condorcet de « tendres sentimens », pour emprunter à M. Guillois un de ces euphémismes où il excelle. Le tribun Mailla-Garat, neveu de Dominique Garat, semble avoir tenu plus de place dans son cœur. C'est pour vivre avec lui qu'elle fait aménager la Maisonnette, et elle se représente sous des couleurs d'idylle le bonheur qui ne peut manquer de les y attendre. En songeant à lui elle rêve aux étoiles : « Puisses-tu, en jouissant cette nuit de la beauté de ce ciel prêt à se parer de mille feux, en regardant cette lune argentine, en respirant cet air frais qui s'élève pour moi des bords de la Seine, penser à ta Sophie... Je t'écris à cette fenêtre d'où la Seine se découvre, parée des fraîches saulaies de l'Ile-Belle; en voyant couler paisiblement les eaux dont les bords suivent des courbes si douces au regard, j'espère que notre vie coulera paisiblement ici comme ces eaux, et que le charme de cette nature, si riante et si belle, s'unira toujours à toutes les impressions heureuses et faciles que nous éprouverons dans ce séjour... » Une autre fois elle lui annonce que les prairies verdissent, que les arbustes promettent des fleurs, que l'air est plein de parfums. Cette façon de donner à l'amour un cadre de campagne et d'en associer les émotions à celles qui viennent du spectacle de la nature est la marque des temps nouveaux et annonce la poésie de demain; c'est peut-être tout ce que Mme de Condorcet doit à Rousseau. Encore faut-il remarquer qu'à Villette, à Neuville, à Auteuil, elle a toujours habité la campagne et qu'elle y retrouve ces impressions de l'enfance dont rien n'égale et rien n'efface le charme de fraîcheur. L'accent de ces lettres est celui du véritable amour. « Adieu, mon ami; je vais m'endormir en pensant à toi aussi tendrement que si tu pensais beaucoup à moi à Villiers. Tu devrais bien prononcer mon nom aux hôtes du lieu, afin que ta petite femme ne soit pas un être inconnu aux personnes pour lesquelles tu peux la quitter quelques momens. Adieu, être attirant... » L'être attirant était un fat; il préférait aux ballades à la lune, les divertissemens, les plaisirs mondains et les fêtes; il y oubliait sa « petite femme », d'ailleurs plus âgée que lui; même il l'oublia tout à fait auprès de Mme de Coigny, la « jeune captive ». Mme de Condorcet, apprenant l'infidélité, ne se fâcha pas. Est-ce une raison, parce qu'on s'est aimé, pour se haïr? Et l'amitié ne peut-elle survivre, comme un souvenir, à un cher passé? « Mon tendre ami, tu me garderas la petite part que la tendresse peut avoir à côté de l'amour. Puisses-tu être heureux! Ménage ta santé... » Elle trouve seulement que cet extraordinaire Mailla-Garat dépasse un peu la mesure quand il exige qu'elle s'intéresse pareillement à Mme de Coigny.

Quant à elle, l'année même où cette liaison lui échappait, elle fut quitte pour en nouer une autre. La mode n'était plus d'aller au Lycée. Les jeunes filles, les jeunes femmes, les savans, les oisifs se rencontraient maintenant aux leçons de botanique du Muséum et aux herborisations de la plaine de Gentilly. C'est au Muséum qu'un matin de l'automne de 1801 Mme de Condorcet rencontra l'ancien oratorien Fauriel. Elle va reprendre avec lui le « rêve ébauché » avec un autre : il n'y a que substitution de personne. « Bientôt s'établit entre eux une de ces liaisons discrètes que le XVIIIe siècle admettait sans penser à les critiquer. On les considérait comme une sorte de mariage morganatique. » Le biographe de Mme de Condorcet est admirable pour sauver par la délicatesse des termes ce que certaines situations peuvent avoir de scabreux. Mais je crois bien qu'en outre il a raison et qu'il nous donne ici la note juste. Mme de Condorcet était tout à fait sans préjugés. Elle n'entendait pas malice aux choses, et si on se fût avisé de lui reprocher l'immoralité de sa conduite, le reproche lui eût semblé tout à fait dépourvu de signification; car ce qui est spécial dans son cas, c'est justement l'absence en elle de l'idée même de la moralité.

La marquise de Condorcet a vécu jusqu'en 1822. En réunissant autour d'elle les débris de la société d'Auteuil, elle a fait au Consulat et à l'Empire une opposition discrète. Elle règne sans bruit, avec sa grâce de femme, et son élégance d'aristocrate, sur ce groupe des idéologues qu'elle empêche de se dissoudre. C'est de là que partent les objections timides faites au projet de Concordat, et là que s'organise la résistance contre les idées de Chateaubriand et le mouvement dont la publication du *Génie du Christianisme* est le signal. Des *Lettres anglaises*, de la *Lettre sur les aveugles* et du *Traité des sensations*, du livre de l'*Esprit* et de l'*Esquisse*, jusqu'aux *Rapports du physique et du moral* et au *Traité d'idéologie*, une même doctrine se poursuit et se conserve. C'est un filon, étroit et non troublé, qui reste imperméable aux influences nouvelles sous lesquelles se reconstitue la société. C'est l'esprit lui-même du XVIIIe siècle, continuant sa lutte contre la tradition qu'il confond avec la routine, contre les principes de l'institution sociale qu'il confond avec ses abus, contre la religion qu'il confond avec la superstition, contre les lois de la morale où il ne voit que des inventions de l'hypocrisie, et enfin contre tous les « préjugés » dont s'était une fois pour toutes débarrassée la jolie chanoinesse de Neuville.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

LE ROMAN NATURALISTE EN ANGLETERRE

Alfred Morrison : *Tales of mean streets;* 1 vol. 1895;
A Child of the Iago, 1 vol. 1897.

« La rue que je vais décrire est dans l'East-End. Inutile de dire dans l'East-End de quoi. L'East-End est une vaste cité, aussi fameuse à sa manière qu'aucune de celles qu'ait bâties la main de l'homme. Mais qui connaît l'East-End? C'est là-bas après Cornhill, au bout de Leadenhall Street et derrière Aldgate Pump, dira l'un; un quartier affreux, où il est allé un jour en compagnie d'un vicaire; un sinistre fouillis de ruelles où grouillent des formes humaines, où des hommes et des femmes d'une saleté répugnante vivent d'une ration de gin, où le linge blanc est un luxe ignoré, où chaque citoyen porte un bleu sur l'œil, et où personne jamais ne peigne ses cheveux. L'East-End, dira un autre, est un territoire abandonné aux ouvriers sans travail. Et les ouvriers sans travail sont une race ayant pour emblème une pipe de terre, et pour ennemi principal le savon. De temps à autre, elle se transporte en corps à Hyde Park, avec des bannières, et fournit, pour le soir, aux postes de police voisins, une forte provision d'ivrognes tapageurs. Et maintes autres idées également vagues ont cours, de par le monde, au sujet de l'East-End; mais chacune d'elles n'est que l'ombre, plus ou moins déformée, de l'un de ses traits secondaires. Et le véritable caractère de l'East-End continue d'être absolument inconnu.

« La rue que je vais décrire s'étend sur environ cent cinquante *yards,* toute bâtie sur un seul modèle. Elle n'est point belle à voir. Une sombre petite maison de briques de vingt pieds de haut, avec trois trous carrés pour les fenêtres et un trou oblong pour la porte : cela n'est point d'un spectacle bien plaisant. Et chacun des côtés de la rue

est formé de deux ou trois centaines de maisons de ce genre, alignées, avec un seul mur de façade allant tout du long. On croirait voir une rangée d'étables.

« A l'entrée de la rue se trouvent une boulangerie, une épicerie, et deux débits de bière. D'aucun des trous rectangulaires on ne peut les apercevoir ; mais il n'y a pas un habitant de la rue qui ne les connaisse, et l'on sait même que l'épicier va à l'église le dimanche. A l'extrémité opposée, des tournans conduisent dans des rues d'une *respectabilité* moins sévère : il y en a où les fenêtres portent l'écriteau : *Ici on calandre le linge*, et où les portes restent ouvertes jour et nuit; d'autres où des femmes déguenillées se tiennent assises sur le seuil, et d'où les filles vont à l'atelier en tabliers blancs. Et bien des tournans, de bien des degrés de décence, séparent notre rue de la ruelle voisine.

« Les habitans de la rue ne sont ni très bruyans, ni très encombrans. Ils ne vont pas à Hyde Park avec des bannières ; et ils ne se battent que de temps à autre. Quelques-uns travaillent aux docks, d'autres sont employés dans les usines à gaz, d'autres dans les rares chantiers de construction qui subsistent encore sur le fleuve. Deux familles dans chaque maison, c'est la règle générale, car il y a six chambres derrière chaque série de trous : sauf cependant le cas où des « jeunes gens sont reçus à loger », ou bien où il y a des fils adultes qui paient pour le lit et la table. Quant aux filles adultes, elles se marient et vont habiter ailleurs le plus tôt qu'elles peuvent.

« Tous les matins, à cinq heures et demie, une curieuse démonstration se produit. La rue retentit de coups sonores, répétés de porte en porte, et auxquels répond, de l'intérieur des maisons, un sourd grognement. Ces signaux sont l'œuvre du veilleur de nuit, ou du policeman, ou de tous les deux; ils invitent les dormeurs à se lever pour aller aux docks, aux usines à gaz, et aux chantiers. D'être réveillé de cette manière, cela coûte quatre pence par semaine ; et il y a pour ces quatre pence une rivalité féroce entre les policemen et les veilleurs de nuit.

« Puis les coups et les grognemens passent, et l'on entend un bruit de portes ouvertes, refermées, et un bruit de marche vers les docks, les usines à gaz, les chantiers. Plus tard encore, c'est un nouveau bruit de portes refermées, suivi d'un morne trot de petits pieds, le long de la morne rue, vers la morne école, à trois rues de là. Et puis le silence, interrompu seulement par le grincement d'un balai, çà et là, ou par le râle étouffé d'un enfant atteint du croup. Vers midi, le trot des petits pieds recommence : les enfans vont aux docks, aux usines, aux chantiers, avec le dîner du père dans une assiette, et un

mouchoir rouge par-dessus. Et c'est ensuite l'école pour la seconde fois. Encore des grincemens, et des râles; et peut-être un ou deux vagues efforts pour orner le vide d'un des trous carrés, à droite ou à gauche, en versant de l'eau dans un pot de fleurs plein de boue. Et le soir descend, et le trot des petits pieds s'engouffre dans les trous oblongs, précédant la marche plus lente des ouvriers, noirs de suie. Une odeur de harengs saurs, en haut et en bas. Les ténèbres. Un combat de gamins dans la rue; un autre, peut-être, de leurs parens, devant le débit de bière. Le sommeil. Et ceci est l'histoire d'une journée, dans cette rue; et toutes les journées y sont, inexorablement, pareilles l'une à l'autre...

« Nul événement du monde extérieur n'a son contre-coup dans cette rue. Les nations peuvent s'élever, ou s'écrouler : ici la journée alignera ses vingt-quatre heures de la même façon qu'elle a fait la veille, et fera le lendemain. Au dehors il peut y avoir des guerres, ou des bruits de guerre, ou des fêtes publiques : le trot des petits pieds, dans la rue, n'en sera ni ralenti ni accéléré. Les petites filles, notamment, continueront à aller au marché avec leurs lourds paniers, et à tenir le prix du lard pour la principale des considérations humaines. Rien ne pourra jamais troubler cette vie — rien, sauf une grève, cela va sans dire.

« Personne ne rit ici; la vie y est chose trop sérieuse. Personne ne chante. Quand un rayon d'amour descend sur quelque recoin de la rue, il y descend très tôt dans la vie, et ce n'est encore qu'un rayon bien fumeux. Il y descend très tôt, parce qu'il est la seule chose un peu brillante que la rue voie jamais, et qu'ainsi il est attendu et qu'on l'appelle avec impatience. Garçons et filles vont de long en large, gauchement, bras dessus bras dessous. Ils se « tiennent compagnie », à la manière indigène. Il n'y a point d'échange de promesses, point d'engagement, pas même de paroles d'amour. Le couple marche, à travers les rues, le plus souvent en silence. Et l'amour est une chose bien triste, dans cette rue, quand on le compare à ce qu'il est dans d'autres endroits. Il commence trop tôt; et il finit trop tôt.

« Personne de cette rue ne va au théâtre. Cela exigerait un long voyage, et coûterait de l'argent, et il faut acheter du pain, et de la bière, et des bottes. Personne ne lit des vers, ni des romans. Ces mots même sont inconnus. Un journal du dimanche, çà et là, fournit la provision de lecture que la rue est capable d'absorber. A peine si de temps à autre une mère a découvert un roman-feuilleton parmi les trésors cachés de sa fille, après son départ. L'air de cette rue ne favorise point l'idéal.

« Et où, dans l'East-End, se trouve cette rue? Partout. Les cent cinquante yards ne sont qu'un chaînon dans une chaîne très longue et très enchevêtrée. La rue aux trous carrés, en réalité, est longue de plusieurs centaines de milles. Elle est coupée en petits fragmens; mais aucun endroit du monde ne peut être plus justement appelé une rue, une seule rue, car nulle autre part on ne saurait voir un tel manque d'accent particulier, une uniformité aussi sordide, une tristesse aussi constante et aussi monotone. »

Je n'ai pu m'empêcher de traduire, presque en entier, ce petit tableau, qui sert de préface à un recueil de nouvelles, les *Contes des rues basses*, l'œuvre de début de M. Alfred Morrison. Il m'a semblé que nul commentaire ne pourrait donner une idée plus juste de la manière habituelle du jeune écrivain, encore que certains passages de cette préface sentent un peu trop l'écolier, et que M. Morrison ait, depuis lors, notablement simplifié et varié son style : mais il a gardé le même tour de description, à la fois précis et ironique; et c'est à l'étude des mêmes milieux qu'il a consacré, après les nouvelles de son premier recueil, tout un grand roman : *Un enfant du Iago*, qu'il vient de publier avec un succès des plus vifs. Tout au plus a-t-il essayé, dans ce roman, de nous faire descendre quelques nouveaux degrés, ou plutôt, suivant son expression, de nous conduire jusqu'au plus profond de ces « tournans », obscurs et monstrueux, qui « séparent l'une de l'autre les ruelles de l'East-End. » Entre les habitans de la Cour du Iago, tels qu'il nous les présente, et ceux de la rue qu'il nous avait décrite dans son livre précédent, l'unique différence est dans la façon dont ils gagnent leur vie : car il n'y a plus personne, à Iago-Court, pour aller aux docks, ni à l'usine à gaz, ni aux chantiers de la Tamise; la prostitution et le vol y sont les seuls métiers en honneur. Et cependant le décor de la vie y est le même, ou à peu près, et il n'y a pas jusqu'aux mœurs et aux sentimens qui ne se ressemblent beaucoup, d'un endroit à l'autre. Les *Tales of Mean Streets* ne commencent-ils point par l'histoire d'un misérable qui, plutôt que de se résigner à chercher du travail, contraint sa jeune femme à se chercher un amant? Et que pourrait faire de pis un habitant du Iago?

Cette *rue*, avec ses dépendances, c'est elle qui est l'objet constant des récits de M. Morrison. Après nous en avoir décrit les dehors, il nous la montre du dedans, étalant à nos yeux ce qui se cache de misère, et de saleté, et d'ignominie derrière ces « trous carrés » qui servent de fenêtres. Il s'est constitué l'historien, le poète, le peintre de

l'East-End de Londres, ce « quartier affreux » où à peine jusque-là les plus hardis explorateurs avaient osé s'aventurer une ou deux fois, « en compagnie d'un vicaire », ou plutôt encore d'un agent de police. Mais surtout il s'en est constitué le romancier : et cela seul suffirait à expliquer la stupeur indignée avec laquelle ses livres ont été accueillis d'une grande partie de la presse anglaise. On lui a reproché de toucher à des sujets que jamais avant lui un auteur anglais n'avait même effleurés. On l'a accusé de se complaire dans l'horrible, de rechercher le scandale, de faire appel aux plus bas instincts du public. On a sommé le public de ne point lire ses livres ; et leur succès, naturellement, n'en a été que plus vif. Aujourd'hui, tout jeune encore, M. Morrison est devenu quelque chose comme un chef d'école. En Angleterre, aux États-Unis, d'autres écrivains l'imitent ou bataillent pour lui. Et dès maintenant on admet qu'il a créé un genre : il est le fondateur du *nouveau réalisme.*

*
* *

Peut-être, après cela, n'en est-il pas le fondateur, mais simplement l'importateur ; et peut-être le réalisme tel qu'il le pratique n'est-il *nouveau* que pour les Anglais. C'est en tout cas l'impression que ne pourra manquer d'avoir tout lecteur français, en parcourant la série de ses *Contes des rues basses.* A chaque page, sous des noms anglais et dans des attitudes fort adroitement modifiées, il reconnaîtra des figures qu'il aura le souvenir d'avoir vues déjà, il y a dix ou quinze ans, dans les romans et les nouvelles de l'école de Médan, ou encore au Théâtre-Libre, dans les pièces *rosses* qui y furent jadis si gaiement applaudies. J'ai cité déjà le sujet du premier conte : n'est-ce pas M. Méténier qui, jadis, a mis au théâtre un sujet analogue? Voici, quelques pages plus loin, le conte intitulé : *Cette brute de Simmons.* C'est l'aventure d'un brave ouvrier qui, s'étant marié avec une femme grondeuse et avare, dont le premier mari a disparu dans un naufrage, voit un jour revenir ce premier mari. Il veut lui rendre sa femme ; l'autre refuse de la prendre ; et « cette brute de Simmons » s'enfuit, faute de trouver un meilleur moyen pour débrouiller la situation. La situation était débrouillée d'une façon différente, dans le *Jacques Damour* de M. Zola : mais est-ce que ce n'était pas la même situation? Dans *Sur l'escalier*, une mère bavarde avec sa voisine, tandis qu'au-dessus d'elle son fils agonise. Le médecin lui donne cinq shillings pour acheter des fortifians : elle les met dans sa poche, en compagnie de cinq autres qu'un autre médecin lui a donnés la veille. Et le fils meurt ; et

les dix shillings servent à louer des *pleureurs* pour son enterrement.

Dans ce genre « rosse », l'histoire d'*Une Conversion* est tout à fait impayable. Un certain Scuddy Long, voleur de profession, se sent pris un jour d'aspirations mystiques. Il entre dans une chapelle de l'Armée du Salut, écoute le sermon, chante les hymnes, confesse ses péchés avec une componction exemplaire : après quoi il sort, l'âme rassérénée, et, rencontrant sur son chemin une vieille marchande boiteuse qui compte sa recette, il profite d'un mouvement qu'elle fait pour lui enlever tous ses sous. « Il ne courait même pas, sachant que la vieille était boiteuse, et d'ailleurs ne l'avait pas entendu. Non décidément, comme il se le disait déjà en chantant les hymnes, la journée n'avait pas été sans profit pour lui : car voilà qu'il lui tombait du ciel un bon souper chaud ! »

D'autres fois, c'est en compagnie de Guy de Maupassant que M. Morrison explore sa rue de l'East-End ; car deux ou trois de ses contes rappellent de fort près les anecdotes normandes de l'auteur de la *Ficelle*. Ainsi le conte intitulé *En Affaires :* un ouvrier mouleur, Munsey, marié à une femme qui le méprise parce qu'elle est fille d'un employé des docks, apprend un jour qu'un de ses oncles, en mourant, lui a légué cent livres sterling. Il voudrait mettre cet argent de côté, et continuer son travail ; mais sa femme entend devenir une bourgeoise ; elle loue une boutique, s'installe en grande pompe, achète des marchandises défraîchies à un commis voyageur, et a si vite fait de perdre les cent livres qu'un beau matin son mari s'enfuit, prenant à son compte les dettes du ménage, de façon à pouvoir tout ensemble tirer sa femme d'embarras et s'affranchir lui-même de la société de sa femme. On trouvera peut-être que sa fuite ressemble un peu trop à celle de « cette brute de Simmons », dans un conte précédent. Mais M. Morrison ne craint pas ce genre de monotonie : trois de ses contes au moins, sur une dizaine, ont pour sujet des ouvriers brusquement enrichis, et non moins brusquement dépouillés de leur héritage. Il lui suffit que les circonstances diffèrent : et, de fait, on sent qu'il les a variées autant qu'il a pu.

Il a pris grand soin, aussi, de la couleur locale : et le cadre de la plupart de ses histoires a vraiment un cachet très particulier. Mais dans ce cadre, ce sont de vieilles histoires de chez nous que nous retrouvons ; des histoires qui d'ailleurs, avant de pénétrer en Angleterre, ont déjà beaucoup voyagé en divers pays, car dans toutes les villes où l'on a fondé des Théâtres-Libres c'est elles, surtout, qu'on y a transportées. Aussi bien il n'y en a pas qui demandent moins d'efforts d'imagination,

ni qui soient plus faciles à comprendre, et à admirer, M. Morrison s'en est remarquablement approprié la recette : il y a même joint, comme je l'ai dit, un assortiment de cadres tout à fait nouveaux, sans compter l'attrait supplémentaire d'un style un peu apprêté, mais ferme, expressif, souvent plein d'*humour* et même parfois d'éloquence.

Rien ne l'empêchait de poursuivre une voie où il s'était, dès le début, si heureusement engagé. Après ses nouvelles *néo-réalistes*, il devait à ses lecteurs un roman du même genre. Le cadre était tout trouvé : restait à imaginer une histoire un peu développée, ou à relier plusieurs histoires de façon à leur donner un semblant d'unité. Et, en effet, M. Morrison s'est mis à l'œuvre aussitôt. Dans un cadre à peine différent de ceux qui lui avaient servi pour ses *Tales of Mean Streets*, il a placé une histoire assez développée, et groupé autour d'elle, par surcroît, plusieurs autres histoires traitées en épisodes. Peut-être même a-t-il voulu se montrer plus hardi encore, et « faire plus *rosse* » que dans son volume précédent : car non seulement il a quitté la « rue » qu'il nous avait décrite pour pénétrer dans les « tournans » les plus ignobles de l'East-End, mais le sujet principal qu'il a entrepris de traiter était à coup sûr le plus paradoxal possible, le mieux fait pour étonner et scandaliser « le bourgeois ». C'était, en deux mots, l'histoire d'un jeune citoyen de l'East-End qui tout en possédant au grand complet les vices ordinaires de ses compatriotes, et en vivant de la même manière, trouvait cependant le moyen d'être un très brave garçon, et gardait une belle âme jusque dans le crime.

Ce sujet là, non plus, n'était pas nouveau. Antérieur même au naturalisme, il avait inspiré plus d'une fois Victor Hugo, et Alexandre Dumas, et Eugène Sue, que M. Morrison paraît d'ailleurs avoir particulièrement étudié. On le retrouverait encore, par exemple, dans l'œuvre de Dickens ; et ce n'est pas sans raison qu'un critique anglais a rapproché du voleur et professeur de vol Fagin, d'*Olivier Twist*, un des principaux personnages de l'*Enfant du Iago*. Mais Olivier Twist se convertit à notre morale ordinaire, avant la fin du roman, et pareillement font les héros d'Eugène Sue et des romantiques ; tandis que le héros de M. Morrison, Dicky Perrott, ne se convertit qu'à la dernière ligne, quelques secondes avant de mourir. Et c'est à travers tout le récit qu'il nous fait voir sa belle âme, orientée seulement dans le sens d'une morale qui n'est pas la nôtre. L'intention paradoxale de l'auteur est manifeste ; et l'on voit aussitôt que ses vrais maîtres, cette fois encore, ont été les conteurs de l'école de Médan. A le prendre dans l'ensemble, et

à ne le tenir que pour une peinture de mœurs populaires, son *Enfant du Iago* est une façon d'*Assommoir*, avec cette différence que les Coupeau, les Gervaise et les Nana de l'East-End sont plus foncièrement dépravés que leurs prototypes de la Chapelle, plus misérables aussi, et que leur débauche est d'un ordre plus bas. Il n'est point question, parmi eux, d'amour, ni de rien qui y ressemble. Mais jamais dans aucun autre roman on n'a volé, on ne s'est enivré, on n'a boxé davantage.

Que M. Morrison se soit proposé, en commençant ce roman, d'offrir à ses compatriotes un *Assommoir* national, cela ne saurait faire l'ombre d'un doute pour nous. Il a voulu renchérir sur le réalisme de ses contes, peindre des mœurs plus ignobles dans un milieu plus abject. Et cependant, à mesure que l'on poursuit la lecture de son livre, l'impression d'horreur qu'on éprouvait au début s'efface peu à peu, pour céder le pas à une impression d'un tout autre genre. On s'aperçoit que, à son insu peut-être, et tout en ayant visé au naturalisme le plus orthodoxe, l'auteur s'est trouvé amené à produire une œuvre qui n'a plus rien de commun que l'apparence extérieure avec l'*Assommoir* et tous les romans qui en ont dérivé, et avec ses propres nouvelles d'il y a deux ans. Celles-ci n'avaient d'autre objet que la soi-disant vérité artistique, Les mœurs de l'East-End nous y étaient simplement montrées telles que M. Morrison les avait observées, et à la seule fin de nous renseigner, ou de nous divertir. Nous n'avions pas à en tirer de conclusion, sauf au sujet du talent de l'auteur. C'étaient « des tranches de la vie perçues à travers un tempérament. » Et au contraire, à mesure que nous avançons dans la lecture d'*Un Enfant du Iago*, les abominations où l'auteur nous fait assister prennent des airs d'argumens. Et au lieu d'une simple peinture nous avons sans cesse davantage l'impression de nous trouver en face d'un réquisitoire, ou plutôt d'un plaidoyer, soutenu d'ailleurs avec une adresse et une discrétion remarquables. L'auteur ne nous dit plus, comme il semblait nous dire dans ses contes : « Voyez quelles aventures étonnantes se passent dans l'East-End ! » mais plutôt, s'adressant à ses compatriotes, il leur demande : « Est-ce que des aventures de ce genre devraient se passer dans votre ville, à deux pas de vos maisons? Et est-ce qu'il ne vous semble pas que, pour qu'elles cessent de se passer, il faudrait d'abord que vous cessiez de mépriser ces misérables autant que vous le faites? » Mais surtout M. Morrison invite ses lecteurs à rechercher, derrière son tableau de la corruption de l'East-End, quelle peut bien être la source première de cette corruption. Par là son roman se distingue des contes qui l'avaient précédé,

et des romans et contes français qui lui ont manifestement servi de modèle. Le moraliste, en lui, a soudain transparu sous le dilettante.

Je n'ignore pas après cela que, de tout temps, les peintres de la dépravation ont prétendu faire œuvre de moralistes. C'est au nom de la morale, et pour nous inspirer l'horreur du vice, qu'on a étalé sous nos yeux, depuis vingt ans, toutes les plaies qu'on a pu découvrir, physiques et morales. Jusque devant la cour d'assises, nos romanciers ont affirmé que leur seul objet avait été de nous rendre meilleurs. Mais précisément M. Morrison ne l'affirme jamais. Son livre n'a point de préface : pas une fois on n'y trouvera une opinion expressément énoncée, ni pour blâmer, ni pour excuser. Ce sont les faits seuls qui parlent, et avec un accent qui ne saurait mentir. Ils nous disent que la déchéance morale de l'East-End n'est point irrémédiable, qu'elle résulte plûtot de l'ignorance que du mauvais vouloir, et qu'il suffirait, pour la faire cesser, d'apprendre à ces malheureux la seule chose qui importe. Or la seule chose qu'il importe qu'on sache, d'après M. Morrison, c'est qu'il y a un bien et un mal, et cela d'une façon absolue et divine. De telle sorte que cette adaptation anglaise de l'*Assommoir* se trouve être, en fin de compte, un roman chrétien.

Qu'est-il donc arrivé à M. Morrison, qui l'ait amené lui-même à cette conversion? Je croirais volontiers que, après avoir longtemps exploré l'East-End en compagnie de nos romanciers naturalistes, il s'y sera rendu, un jour, lui aussi, « en compagnie d'un vicaire », et que cette compagnie aura, peut-être sans qu'il s'en doutât, modifié sur plus d'un point sa manière de voir. Son roman, en effet, est dédié au révérend Jay, curé de la paroisse la plus mal peuplée de l'East-End ; et c'est un prêtre de cette paroisse, le révérend Sturt, qui, seul, dans le livre, essaie de lutter contre la dépravation générale. Le révérend Jay aurait-il servi de modèle à ce personnage, et du même coup aurait-il gagné M. Morrison à sa généreuse tentative d'évangélisation ? Mais il n'a pu y réussir, en tout cas, que parce que le jeune écrivain était prêt d'avance à se laisser gagner. Et quoi qu'il en soit des raisons fortuites qui, du peintre impassible des *Tales*, ont fait le moraliste d'*Un Enfant du Iago*, la raison essentielle du changement doit être cherchée plus haut. Cette raison, c'est que M. Morrison est Anglais, ou peut-être Écossais, qu'il porte à un très haut degré le caractère de sa race, et que, avec ce caractère, notre conception latine de l'art pour l'art n'a pu produire en lui qu'un engouement de surface. Comme tous ses compatriotes, il a dans le sang un besoin de prêcher. Et à peine s'est-il trouvé réellement en présence de la corruption de l'East-End, qu'au lieu de se

borner à nous la décrire il s'est mis en devoir d'y indiquer des remèdes.

La valeur artistique de ses descriptions n'en a été, d'ailleurs, nullement diminuée. Peut-être l'ironie est-elle moins légère dans l'*Enfant du Iago* que dans les *Contes;* mais le style, comme nous l'avons dit, y est devenu plus simple; et l'analyse, en même temps, s'est sensiblement affinée. Il ne nous semble pas que, même en France, le naturalisme ait produit beaucoup d'œuvres plus vivantes, plus colorées, et d'une plus parfaite tenue littéraire. Quelques récits de batailles, çà et là, auraient gagné à être abrégés : encore ne pouvons-nous les apprécier qu'à notre point de vue continental, et l'on nous dit qu'en Angleterre ce sont eux, précisément, qui ont assuré le succès du livre. Mais les scènes d'ivrognerie, les vols, les naissances et les morts d'enfans, sont d'une touche si vraie et si naturelle que nous soupçonnons le révérend Jay d'avoir joint son expérience propre aux observations de M. Morrison, pour donner à la peinture une portée plus profonde. Et puisque c'est, aussi bien, cette portée morale qui constitue à notre avis la réelle originalité d'*Un enfant du Iago*, il est temps que nous fassions voir comment elle s'y trouve, sous les apparences d'un naturalisme sceptique et gouailleur.

*
* *

Dicky Perrott, le héros, est, au début du livre, un gamin de huit ans. Son père a eu autrefois du travail; mais l'usine a chômé, et, de ruelle en ruelle, les Perrott ont fini par échouer dans cette sinistre Cour du Iago, où il n'y a personne qui vive honnêtement. Une nuit, après avoir rôdé par les rues de l'East-End, Dicky rentre dans le taudis familial. Le père n'est pas revenu encore; et tout en berçant sa petite sœur, qui tarde à s'endormir, Dicky demande à sa mère s'il n'y a pas « quelque bon coup en train. » La malheureuse femme commence bien à s'apercevoir, en effet, que son mari fait de longues absences, et l'argent qu'il lui rapporte au retour n'est pas sans l'inquiéter un peu. Mais elle s'efforce de n'y point penser : et son fils, au contraire, ne manque pas à lui fournir les éclaircissemens les plus détaillés. « Les honnêtes gens sont des niais, lui dit-il. Kiddo Cook me l'a affirmé, et il est très fort. Quand je serai grand, je m'engagerai dans la Haute Pègre. C'est là qu'on fait de beaux coups! » Puis le père rentre, harassé et un peu ivre. « Tiens, dit-il à sa femme, mets cela dans l'armoire! » Et Dicky, de son lit, entend le bruit d'un objet que sa mère dépose au fond d'un tiroir. « Entr'ouvrant les yeux, il vit au-dessus de sa tête le ciel, d'un gris pâle; et il s'endormit, avec l'espoir que le *coup* avait

été bon, et qu'on pourrait, le lendemain, avoir du foie au dîner. »

Au chapitre suivant, il fait lui-même son premier essai. Dans une grande fête, donnée pour l'inauguration d'une mission évangélique, il vole la montre d'or d'un évêque. Il la rapporte chez lui, la donne à son père : et celui-ci, après l'avoir prise, le roue de coups pour le corriger. Le malheureux Dicky s'en va se consoler auprès d'un vieil âne, le seul ami qu'il ait au monde. « Les coups avaient été mauvais, très mauvais. Mais c'était surtout l'injustice des choses qui le désespérait. Sans l'aide de personne, il avait fait, avec netteté et sûreté, un acte dont il n'y avait personne dans le Iago qui n'eût été fier. Radieux, il avait couru recevoir les éloges de ses parens, en échange du gain qu'il leur rapportait, si librement et si généreusement, avec tout au plus l'espoir d'un souper chaud pour sa récompense. Et c'était là toute sa récompense! Pourquoi? Il n'y comprenait rien : il ne pouvait que ressentir l'injustice, et en souffrir dans son cœur. »

Aussi, le lendemain, n'est-ce plus à son père qu'il rapporta sa prise, mais à un honorable négociant d'une des grandes rues voisines, M. Aaron Weech, qui lui offrit en échange une tasse de café, et même un gâteau. Mais le gâteau ne lui était offert qu'à crédit; Dick, comme un homme, se trouvait avoir une dette. « C'était la vie sérieuse qui s'ouvrait pour lui. En vérité sa vie avait déjà été assez sérieuse avant cela; mais il l'ignorait. Il n'en était pas moins arrivé à l'âge où les garçons volent pour leur propre compte. C'était vrai, comme le lui avait dit M. Weech, que chacun, dans ce monde, avait à travailler pour soi. Il s'agissait pour lui d'être assuré de prendre sa part, s'il ne voulait pas la voir aller à d'autres. Par folle ingénuité il avait perdu la montre du vieux gentleman, et son père l'avait eue, lui qui pouvait si bien voler pour son propre compte. Chacun pour soi. Oui, et désormais il ouvrirait l'œil. »

Quelques jours plus tard, voyant sur le palier une chambre ouverte, il y entra, et prit une pendule sur la cheminée. Un petit garçon bossu, le fils des pauvres gens à qui appartenait la pendule, le rencontra dans l'escalier au moment où il s'enfuyait. Il essaya de l'arrêter; mais Dicky se dégagea, et le jeta sur le pavé. « Et il s'en alla, très soucieux. Il avait des inquiétudes au sujet de la pendule, à présent. Non qu'il pût raisonnablement se reprocher rien. La pendule s'était trouvée là à sa disposition, et en la prenant il n'avait fait que suivre la morale du Iago. Mais il avait aperçu sur le seuil, en sortant de la maison, le pâle visage de la mère du petit bossu : et maintenant il se sentait pour elle une sorte de pitié, en pensant qu'elle avait cessé d'avoir sa pendule.

Sans aucun doute c'était pour elle une grande joie de la posséder, comme c'en eût été une pour lui, s'il n'avait pas été contraint de la porter aussitôt à M. Weech, en paiement d'une dette. Et son imagination se perdait en rêves variés, sur ce qu'il aurait fait avec une pendule lui appartenant... Oui, certes, une pendule serait l'une des premières choses qu'il achèterait, quand il serait riche. Et il allait se mettre en quête de *bons coups*. N'était-ce pas le seul moyen de devenir riche ? »

Mais le souvenir de la pauvre femme le poursuivait : et Dicky résolut de lui donner une autre pendule, ou, à défaut d'une pendule, quelque autre objet qui lui ferait autant de plaisir. Aussi longtemps qu'il ne l'aurait point trouvé, il sentait que sa conscience ne lui laisserait pas de repos. Il se mit donc en chasse, explora toutes les boutiques, et finit par fixer son choix sur une boîte à musique, à l'étalage d'un bazar. Le récit de la manière dont il vola cette boîte, et de sa course folle à travers les rues du Iago, avec un garçon du bazar courant sur ses talons, et de ses peurs, et de ses désespoirs, et de sa joie ensuite quand il se vit sauvé, c'est à coup sûr un des plus beaux chapitres du roman de M. Morrison. Une émotion s'en dégage à la fois simple et forte, comme des histoires d'enfans que raconte Dickens. Mais d'ailleurs toute cette éducation du petit Perrott est présentée avec un art admirable. Sans jamais insister plus qu'il ne convient, l'auteur nous montre, de page en page, comment les plus heureuses dispositions de l'enfant, ses meilleurs instincts et ses sentimens les plus généreux s'atrophient ou s'emploient au mal, fatalement, irrémédiablement, faute d'une voix qui lui révèle qu'il y a pour l'homme une autre vie que celle du Iago.

Cette voix, le malheureux ne l'entendra jamais. Ce n'est ni à l'école, ni au temple, qu'il pourra l'entendre. On y parle de sujets qui ne le touchent pas, ou bien on y parle en des termes qu'il ne comprend pas. Un jour, le révérend Sturt lui procure un métier : il le place chez un épicier de Bethnal Green Road, pour vendre à l'étalage. Mais, outre que Dicky ne voit pas très nettement la supériorité de ce genre de travail sur l'autre, celui des *bons coups*, le recéleur Aaron Weech trouve vite le moyen de le faire chasser ; il a besoin de lui, et ne saurait admettre d'être privé de ses services. « Oui, c'était décidément M. Weech qui avait raison. Il était du Iago, il n'avait qu'à vivre comme on vivait au Iago. Ce n'était point son affaire de sortir de la vie normale, à la poursuite de folles visions. Le père Sturt était une créature d'une autre race que lui. Mais lui, Dicky Perrott, de quel droit aspirerait-il à s'affranchir des usages de sa race ? A quoi bon tenter l'impossible,

se dérober devant l'inévitable? Les voies pour sortir du Iago, le vieux Beveridge les lui avait jadis enseignées : c'était la prison, la potence, ou la Haute Pègre. La Haute Pègre, voilà l'unique ambition qui lui était permise. » Et le soir même il se remit à voler; et quand, peu de temps après, son père fut conduit en prison, c'est du produit de ses vols qu'il fit vivre sa mère. Il devint pareil à des milliers d'habitans du Iago, sans perdre jamais tout à fait la profonde innocence qu'il avait dans le cœur. Un jour enfin, dans une bagarre, il reçut un coup mortel : celui qui le lui avait porté était son pire ennemi, c'était ce même bossu que, jadis, il avait jeté sur le pavé de la cour. Mais Dicky avait l'âme si généreuse qu'il refusa de le dénoncer; et il mourut sans une plainte, après avoir seulement recommandé à sa mère de « dire de sa part à M. Beveridge qu'il y avait une autre voie que la Haute Pègre pour sortir du Iago, une voie meilleure. »

Tel est, en résumé, ce roman, où le réalisme le plus brutal s'allie à des émotions d'une extrême douceur. Sous les dehors d'une peinture de mœurs, c'est en réalité un pamphlet; et ce pamphlet n'est point dirigé contre les habitans de l'East-End, mais plutôt contre ceux des quartiers de l'Ouest, contre les pharisiens qui, sachant que de tels maux existent, préfèrent n'y point penser plutôt que d'essayer d'y porter un remède. Et que de tels maux existent, l'accent de vérité du livre suffirait à nous le prouver : mais d'autres témoignages viennent encore appuyer et renforcer celui-là. Attaqué par une grande partie de la presse anglaise, qui lui reprochait de noircir à dessein son tableau, M. Morrison n'a pas trouvé de plus chaleureux défenseurs que les membres du clergé de l'East-End. L'organe de l'évêque de Stepney, l'*East London Church Chronicle*, a certifié sans réserve l'exactitude de ses descriptions. Et dans une lettre qu'il vient d'adresser à la *Fortnightly Review*, le curé de la paroisse du Iago, M. Osborne Jay, assure que M. Morrison n'a rien inventé, rien exagéré. « Quoi qu'en pensent les philanthropes qui, habitant l'ouest de Londres, parlent des quartiers de l'est, dit-il, le livre est d'une sincérité absolue et parfaite. L'emplacement où était la Cour du Iago a en vérité disparu, ou plutôt est en train de disparaître. Mais la race qui l'habitait existe toujours : et c'était cette race qui rendait le lieu mauvais, et non le lieu qui dégradait la race. Le problème reste entier. » Mais, hélas! est-ce là un problème qu'on puisse espérer résoudre avec des romans?

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 février.

Depuis quinze jours, et surtout dans cette dernière semaine, la situation s'est singulièrement aggravée en Orient. L'horizon s'est tout à coup empourpré des lueurs sinistres de l'incendie; on a appris que l'île de Crète était de nouveau livrée à la guerre civile; la lutte à main armée avait recommencé entre chrétiens et musulmans, et il semble bien que la première agression soit venue des chrétiens. Au reste, cela importe peu, car il ne s'agit pas ici de faire un procès aux uns ou aux autres, mais seulement d'exposer une situation politique. Elle est fort grave; jamais, depuis le commencement de la crise orientale, elle ne l'a été davantage. L'Europe, en recevant ces nouvelles inquiétantes, a éprouvé une pénible surprise ; non pas qu'elle se fît beaucoup d'illusions sur la solidité et sur la durée du calme apparent qui avait succédé à tant d'agitations meurtrières, mais parce que, dans l'opinion générale, le mal qui couvait sous la cendre ne devait éclater qu'au printemps. On espérait, avant cette échéance, avoir trouvé des moyens de le combattre, ou même de le prévenir, et c'est à quoi les ambassadeurs travaillaient à Constantinople avec une assiduité méritoire. On annonçait comme très prochaine la conclusion de leurs travaux, où les esprits optimistes voulaient voir les Cahiers des populations ottomanes, rédigés et dressés par l'Europe impartiale. Les esprits moins optimistes se demandaient, non sans inquiétude, comment ces projets de réforme, qui prendraient la forme d'un ultimatum, seraient accueillis par le sultan. Mais les uns et les autres se flattaient d'avoir encore quelques semaines avant d'arriver à l'heure critique et décisive. Ce qu'on n'avait pas prévu, c'est que, pendant qu'on songeait au reste de l'Empire et aux remèdes à y introduire, le mal ferait une nouvelle explosion en Crète même, c'est-à-dire dans la partie qu'on se flattait d'avoir le plus habilement soignée et le plus heureusement guérie. On croyait la Crète hors d'affaire ; on le répétait avec complaisance ; on aimait à dire qu'il suffirait d'appliquer partout les procédés

qui avaient si bien réussi sur ce point particulier, pour obtenir les mêmes résultats. Peut-être, en effet, obtiendrait-on les mêmes; mais on peut voir aujourd'hui à quel point ils sont fragiles, et en quelque sorte provisoires. Il y a, dans cette cruelle ironie des faits, une leçon dont il faut savoir profiter.

On répond, il est vrai, que si l'insurrection a éclaté de nouveau en Crète, c'est parce que les réformes promises n'ont pas été faites. On accuse la mauvaise volonté, la mauvaise foi du gouvernement ottoman. On se plaint des résistances qui se produisent dans les milieux musulmans, et on en rattache la cause à un fanatisme religieux contre lequel on s'élève en déclamations indignées. Certes, si les musulmans et les chrétiens n'étaient pas ce qu'ils sont; si les premiers ne voulaient pas garder à tout prix le pouvoir qu'ils détiennent, et si les seconds ne voulaient pas le leur arracher par la force; si les uns et les autres, enfin, n'employaient pas, sans le moindre scrupule, tous les moyens pour atteindre leur but, le problème serait plus facile à résoudre. Il pourrait même le devenir à un tel point que la diplomatie n'y aurait plus aucun mérite. Mais pour en revenir aux réformes crétoises, malgré toutes les oppositions qu'elles ont rencontrées, non seulement de la part des musulmans, mais encore de la part des chrétiens, il n'est pas vrai qu'on n'ait encore rien fait pour les appliquer. La vérité, au contraire, est que leur exécution faisait depuis quelque temps des progrès sensibles, et cela même, peut-être, n'a pas été étranger aux émeutes. Quand on a vu que les réformes étaient en voie de s'accomplir, et qu'un programme encore plus général allait être soumis au sultan en vue d'en étendre les bienfaits à tout l'empire, ce qu'il y avait en tout cela d'insuffisant au gré de certaines ambitions a provoqué une explosion d'impatiences. En Crète, ce n'est un secret pour personne que des intelligences très étroites et très actives, qui se traduisaient par des allées et venues continuelles, n'ont pas cessé d'exister entre les chrétiens de l'île et la Grèce. De part et d'autre, on n'avait entendu consentir qu'à une trêve; on commençait à craindre qu'elle ne durât assez longtemps pour amortir le feu des passions révolutionnaires. Voilà pourquoi le moment qui, si on n'avait regardé qu'à l'apparence extérieure des choses, aurait paru le moins propre à déterminer une reprise des hostilités, est précisément celui qui a été choisi : sous le calme de la surface, des causes d'agitation énergiques et profondes continuaient d'exercer leur action secrète, en attendant de faire éclat au grand jour.

Lorsque l'Europe a connu les nouvelles de Crète, elles lui sont

venues d'abord par Athènes : ce fait matériel semblait révéler déjà les relations qui existaient entre le petit royaume hellénique et la grande île méditerranéenne. On a cru d'abord, et pour ce motif même, que ces nouvelles étaient exagérées ; on a appris bientôt que si elles l'étaient, en effet, dans le dénombrement des victimes de la guerre civile et des incendies, elles ne l'étaient pas en ce qui touche le caractère même et l'importance des événemens. Tous les yeux se sont tournés aussitôt, avec anxiété, du côté de la Grèce. On sentait instinctivement que là était le nœud de la situation. Si la nouvelle insurrection crétoise n'était pas encouragée et soutenue du dehors, elle serait certainement de courte durée, et on pourrait la comparer à ces soudaines, mais dernières échappées de flammes qui se produisent parfois quand un incendie est sur le point de s'éteindre. Mais tout faisait craindre qu'il n'en fût pas ainsi, et que la Grèce n'eût pris une part directe dans la préparation des événemens. Aucun doute aujourd'hui ne subsiste à ce sujet. Nous avons déjà, au cours de la première période de la crise orientale, parlé de l'attitude de la Grèce ; il y aurait quelque naïveté à s'en étonner; elle est si naturelle qu'elle en devient presque légitime. Sans doute, il serait plus édifiant de la part de la Grèce de subordonner ses propres intérêts et ses aspirations particulières au maintien de la tranquillité de l'Europe ; mais ce serait demander beaucoup à une nation jeune et ardente que d'attendre d'elle une aussi grande sagesse, et il faut convenir que le siècle écoulé lui a donné des exemples tout contraires, d'autant plus tentans à imiter qu'ils ont été presque toujours couronnés de succès. L'état de l'opinion, en ce moment, est des plus impressionnables à Athènes, ce qui s'explique sans peine après toute une année d'émotions, faites d'espérances qui restent toujours vivantes et de déceptions qu'on s'obstine à regarder comme provisoires. Le repos de ces derniers mois semble avoir modéré l'expression de ces sentimens, mais n'en a pas amorti l'ardeur. De plus en plus, l'idée que la Crète doit appartenir à la Grèce est entrée dans les esprits, ou, pour mieux dire, elle y était déjà depuis longtemps, mais elle y a pris ce degré d'acuité des choses dont l'accomplissement paraît proche. La Grèce a l'avantage d'avoir à sa tête, depuis de longues années déjà, un roi habile, avisé, auquel ses relations personnelles avec la plupart des grandes familles impériales ou royales de l'Europe donnent une situation particulière, dont il a su faire profiter son pays d'adoption. Toutefois, elle commençait à trouver que ce prince était trop sage, qu'il était trop prudent et ne comprenait pas assez que le moment était venu de l'être un peu moins. Déjà contre lui, qui est

Danois d'origine, contre la reine qui est Russe et à laquelle on reprochait de représenter le slavisme à l'encontre de l'hellénisme, on entamait, on esquissait une campagne qui avait pour objet d'entraîner le souverain à la suite de son peuple, faute de quoi on pourrait bien se souvenir que sa dynastie était étrangère, et que sa couronne lui avait été donnée après avoir été reprise à un autre. Ces insinuations, qu'on ne se gênait pas pour faire assez haut, devaient produire leur effet. Le roi a peu à peu modifié son attitude première. Depuis quelques semaines on a signalé dans son langage un ton plus hardi, presque belliqueux. Un jour, il a jugé opportun de créer un camp sur la frontière, et son discours à ce propos aurait certainement produit plus d'impression s'il n'avait pas été prononcé à un moment où l'Europe ne voulait rien entendre, et se berçait obstinément dans un rêve de sécurité. Ce qui était, dès ce moment, plus digne de remarque aux yeux de ceux qui suivent avec une attention soutenue les affaires européennes, c'est que le roi Georges s'était livré à ces manifestations significatives à la suite d'un voyage circulaire qu'il venait de faire dans toute l'Europe, voyage au cours duquel il avait vu beaucoup de souverains, de ministres et d'hommes politiques, et après avoir passé finalement quinze jours à Vienne, d'où il arrivait tout droit. C'est quelques semaines plus tard que le comte Goluchowski allait faire à Berlin une visite dont l'objet est resté jusqu'à ce jour mystérieux. Nous rappelons tous ces incidens sans affirmer, bien entendu, qu'ils ont un rapport nécessaire les uns avec les autres; mais il n'est peut-être pas inutile de les remettre à la fois sous les yeux de nos lecteurs pour les aider à en tirer, peut-être aujourd'hui, peut-être demain, les conclusions qui leur paraîtront vraisemblables.

L'émotion qui s'est produite en Grèce à la suite des incidens crétois devait donc être très vive. Elle s'est répandue dans le pays tout entier avec une extrême violence, et elle a atteint son paroxysme à Athènes, dans le monde politique. On a remarqué la rapidité avec laquelle le gouvernement s'est trouvé prêt à envoyer deux cuirassés en Crète et a pu annoncer l'envoi presque immédiat d'autres bâtimens. Il semblait que tout eût été prévu et préparé d'avance. La Chambre des députés a pris aussitôt un air de ressemblance avec nos assemblées révolutionnaires, dans les momens où un même sentiment s'emparait de tous les cœurs et semblait les entraîner dans un tourbillon de vertige patriotique. L'opposition a déclaré qu'elle soutiendrait le gouvernement. Elle a eu le tort de proposer des séances secrètes, que M. Delyannis a eu raison de ne pas accepter. On n'a

d'ailleurs pas tardé à s'apercevoir que le roi et ses ministres avaient pris le parti de ne rien cacher de leurs déterminations. Bien au contraire, ils les affichaient. Ils les ont notifiées à l'Europe afin qu'elle n'en pût ignorer. Et quelles étaient ces résolutions? La Grèce déclarait qu'elle ne pouvait pas se désintéresser des affaires de Crète, c'est-à-dire des efforts d'une population qui, se confondant déjà avec elle par l'identité de race et de religion, aspire à une fusion complète. Nous ne raconterons pas ici, car tout le monde les connaît déjà, les circonstances caractéristiques du départ du prince Georges, le second fils du roi, qui s'est embarqué pour la Crète à la tête d'une petite flottille de torpilleurs, et que son père a accompagné jusqu'au port au milieu d'une population dont l'enthousiasme tenait du délire. Comment pourrait-on se tromper sur ce qu'il y a eu de prémédité, de réfléchi, de voulu, d'irrévocable dans des manifestations de ce genre? Il faudrait, pour cela, fermer les yeux à l'évidence. La Grèce risque l'aventure. Le jeune prince qu'elle vient d'envoyer en Crète n'en reviendra pas sans avoir essayé de faire quelque chose. Mais que fera-t-il? Et que lui laissera-t-on faire? Quelle sera l'attitude de l'Europe, présente tout entière par ses navires, ses puissans cuirassés, ses canons formidables, si la petite escadrille grecque cherche, comme elle en annonce l'intention, à couper les communications militaires de la Porte avec une île qui appartient incontestablement à celle-ci, au moins jusqu'à ce jour? Allons-nous voir un nouveau Navarin? Nous entrons dans l'inconnu, et il est permis de tout attendre de l'audace des uns et du désarroi des autres, — tout, sauf une solution tout à fait satisfaisante. Quoi qu'il en soit, la Grèce a jeté le masque, et il est difficile de croire qu'avant de le faire, elle ait négligé de se renseigner et de prendre ses précautions.

Une situation aussi grave exige des mesures immédiates de la part du sultan et de l'Europe. Le sultan! Il faudrait qu'il fût atteint de la pire surdité, de celle des sourds qui ne veulent pas entendre, pour ne pas recueillir l'écho chaque jour grandissant de l'immense clameur qui s'élève contre lui. L'opinion de l'Europe est faite sur son compte. Nous ne rechercherons pas si elle est bien faite, si elle est complètement équitable, ni si elle a tenu suffisamment compte des difficultés contradictoires avec lesquelles ce malheureux souverain s'est trouvé et se trouve encore aux prises. Il ne s'agit pas en ce moment de discuter la complète légitimité d'un état d'esprit devenu général; il faut en tenir compte comme d'un fait que rien ne pourra modifier avant longtemps. Trop de sang a coulé en Orient; l'horreur de tant d'holocaustes a enfiévré les imaginations; on cherche, comme il arrive toujours en

pareil cas, une tête sur laquelle on puisse faire retomber toute la responsabilité, et on désigne Abdul Hamid. On parle de le déposer. Le sultan, déjà si profondément ébranlé sur son trône, n'a qu'un moyen de se sauver, c'est de se remettre entre les mains de l'Europe : peut-être la désarmera-t-il par là. On a accusé sa loyauté; il faut que, désormais, il soit impossible de la mettre en doute. On a dit qu'il acceptait les réformes avec l'arrière-pensée de ne pas les faire; il faut qu'il les accepte cette fois avec la volonté de les exécuter sans délai, sans réserves, et qu'il associe l'Europe à leur exécution. S'il agit ainsi, le passé continuera sans doute à peser sur lui, mais l'avenir ne lui sera pas interdit. S'il agit autrement et si, par faiblesse ou par duplicité, il laisse apercevoir dans sa conduite la moindre hésitation ou surtout la moindre équivoque, nous ne sommes pas prophètes et nous ne voulons rien prédire, mais on a vu tomber des couronnes qui paraissaient plus solides que celle d'Abdul Hamid. La sienne, en ce moment, a grand besoin d'être raffermie. Mais pour qu'elle puisse l'être, il a lui-même beaucoup à faire oublier, beaucoup à se faire pardonner. S'il ne le comprend pas, il sera la première victime de son aveuglement, et nous voudrions espérer qu'il sera la seule.

L'Europe également a des devoirs à remplir, et tous d'ailleurs se résument en un seul, qui est de maintenir entre ses membres l'union la plus absolue. Cette union existe-t-elle aujourd'hui ? On le dit, il faut le croire. Cependant nous signalions, il y a quinze jours, les déclarations certainement inopportunes de lord Salisbury, d'après lesquelles toutes les puissances n'auraient pas pris les mêmes engagemens au sujet de la sanction à donner à leurs volontés communes. A supposer qu'il en fût ainsi, peut-être était-ce là un mystère qu'il aurait été prudent de ne pas dévoiler juste au moment où nous sommes, c'est-à-dire à la veille de soumettre au sultan le programme de réformes qui vient d'être élaboré par les ambassadeurs. Ce qui devrait nous rassurer, c'est que, quelques jours auparavant, le même lord Salisbury, après avoir pris connaissance des instructions de M. Hanotaux à M. Cambon, s'en était montré pleinement satisfait et les avait jugées conformes aux propositions dont il avait pris l'initiative. L'identité des termes employés par les diverses puissances ou par leurs gouvernemens n'est pas indispensable; il suffit que le fond soit le même, et il semble bien qu'il l'ait été. C'est du moins ce qu'on nous a dit. Le malheur est que nous ne pouvons encore en juger que par les publications du gouvernement anglais; nous attendons toujours celles que le gouvernement français a annoncées, que M. Hanotaux, l'autre

jour encore, promettait à la tribune comme très prochaines, mais qui ne sont pas encore venues. Les pièces diplomatiques sont des documens qu'on ne peut pas altérer dans leur essence; elles sont ce qu'elles sont; cependant, il y a un art de les choisir et de les disposer, et, pour ceux qui en ont l'habitude, leur lecture attentive révèle les tendances particulières du gouvernement qui les a livrées au public. Il est certain que le gouvernement anglais n'a rien omis dans les siennes de ce qui pouvait donner à croire que l'entente entre les puissances avait été lente, difficile et laborieuse. Évidemment, elle a été longue à s'établir, puisqu'il a fallu pour cela plus de deux mois. Peut-être n'était-il pas indispensable de faire cette démonstration aux yeux du sultan, et aurait-il été plus habile d'indiquer seulement les résultats obtenus puisque, en fin de compte, on devait en montrer une satisfaction qui s'est exprimée au premier moment sans réserves. Aujourd'hui, nous en savons trop pour ne pas désirer tout savoir; la curiosité publique a été mise en éveil, et nous attendons avec impatience les Livres Jaunes qui doivent compléter les Livres Bleus. A l'heure où nous écrivons, nous ne les connaissons pas encore: peut-être les aurons-nous sous les yeux lorsque cette chronique paraîtra. Nous y verrons sans doute que le gouvernement français n'a jamais hésité à donner ou à promettre son concours aux autres puissances, et que, s'il a pris des précautions pour que l'œuvre collective de l'Europe ne s'égarât jamais dans des diversions dangereuses, il a eu pour cela les meilleurs motifs.

Si des mesures de coercition deviennent indispensables, il faudra bien se résoudre à y recourir, et le sultan ne doit se faire aucune illusion à ce sujet; mais une trop grande précipitation à les adopter, sans explications préalables et sans garanties, aurait peut-être donné une confiance excessive à ceux qui ont paru quelquefois rechercher et, en quelque sorte, aimer ces mesures pour elles-mêmes, sans se rendre un compte suffisant des inconvéniens qu'elles peuvent présenter. L'expérience est là pour montrer que le concert établi en vue d'une action commune ne résiste pas toujours à l'épreuve de l'événement, et ne lui survit pas. On sait comment on part pour le Schleswig-Holstein par exemple, afin d'y exercer l'action fédérale, mais on ne sait pas comment on en reviendra. On peut être unis avant, et mortellement brouillés après. Cela s'est vu. Cela se reverra sans doute encore. C'est la mode aujourd'hui de condamner les condominium, et à notre avis on l'exagère, car il y a des circonstances où les condominium sont utiles et même nécessaires; mais, de tous, les condominium militaires sont les plus périlleux, et assurément le danger ne diminue pas si, au lieu d'être deux,

on est six, peut-être même sept en y comprenant la Grèce, comme on a compris autrefois le Piémont, — Dieu sait pourquoi! — dans les opérations militaires et diplomatiques qui se sont terminées par la prise de Sébastopol et le Congrès de Paris. Si on était sûr qu'une simple démonstration suffirait pour atteindre le résultat désiré, c'est-à-dire pour abattre d'un seul coup les résistances qui pourraient se produire et, en même temps, ceux qui auraient la folie de les faire, nous dirions : soit! allons-y tous, et revenons vite. Mais dans l'état actuel des esprits et des choses, tel que nous l'avons défini plusieurs fois déjà et encore aujourd'hui; étant donné les prétentions indéfinies de la plupart des chrétiens d'Orient, et de ceux qui sont libérés du joug ottoman encore plus que de ceux qui le supportent encore; si on constate les préoccupations évidentes de toutes les puissances, dont aucune n'oublie les intérêts de sa politique personnelle, ce qui explique entre elles, quoi qu'on en dise, des différences d'attitudes assez marquées ; en présence des traits complexes, inquiétans, menaçans de ce tableau, on comprendra que notre gouvernement ait observé quelque réserve, qu'il ait réfléchi avant de s'engager, et qu'il ne se soit engagé que dans la mesure où la prudence le permettait.

L'Angleterre, dans la situation privilégiée où elle se trouve, séparée de l'Europe et pesant sur elle du dehors, peut s'abandonner plus librement à ses sentimens philanthropiques : encore a-t-elle grand soin de ne le faire que lorsque ses intérêts n'y courent aucun risque, et mieux encore lorsqu'ils y trouvent avantage. Mais tout le monde n'a pas les coudées aussi franches. Si nous regardons l'Europe continentale, qui assurément a été tout aussi émue et indignée que l'Angleterre des cruautés dont l'Orient a été ensanglanté, que voyons-nous? L'Allemagne se retranche dans une attitude de sphinx : il est impossible de se garder davantage, et d'attendre les événemens avec une résolution plus impassible de ne rien faire pour les précipiter. La Russie, qui assurément est une nation généreuse, et qui a fait plus que toute autre, bien qu'elle en ait été mal récompensée, pour libérer les nationalités chrétiennes des Balkans, la Russie que l'expérience a instruite, se voit obligée de faire entrer dans ses calculs des préoccupations nouvelles. Elle a cessé d'être révolutionnaire pour devenir, comme nous, conservatrice en Orient. Elle promet, elle donne son concours aux autres puissances, mais elle prend soin, elle aussi, que ce concours, dont on pourrait user au profit d'une politique aventureuse, n'amène pas un ébranlement général, pour lequel elle n'est pas plus prête que nous. L'Italie même, l'Italie actuelle, gouvernée par MM. di Rudini et Visconti-

Venosta, sentant tout ce qu'elle a à réparer, tout ce qu'elle a à reconstituer de ses forces imprudemment gaspillées, adhère aux propositions anglaises, mais avec une réserve imprévue, et assurément très sage. L'Autriche-Hongrie est plus expansive, plus expressive, plus pittoresque dans ses démonstrations. Elle a un ministre jeune et qui ne doute de rien, imaginatif et plein de ressources, mais dont les suggestions n'ont pas toujours paru très prudentes. Elle a, en revanche, un souverain vieilli dans l'adversité, l'homme de son temps qui a été le plus cruellement éprouvé par la guerre, mais qui s'est relevé de ses malheurs par une politique pleine de bon sens et résolument pacifique. Cela fait contrepoids, et on discerne très bien le point où François-Joseph arrêterait son ministre, s'il ne s'arrêtait pas lui-même, ce dont il est heureusement fort capable. Telle est l'Europe d'aujourd'hui. Elle est unie, certes, dans un même sentiment d'humanité à l'égard des chrétiens d'Orient; mais le moment viendrait vite où elle cesserait de l'être si la logique des circonstances qu'elle aurait provoquées elle-même la conduisait plus loin qu'elle ne le suppose et qu'elle ne veut le prévoir aujourd'hui. Parmi les puissances, les unes s'arrêteraient plus tôt, les autres plus tard, et il en est peut-être qui ne voudraient plus s'arrêter du tout. Quant à nous, Français, nous sommes extrêmement sensibles au malheur, que nous voudrions pouvoir qualifier de tout à fait immérité, des Arméniens et des Crétois, et nous ferons ce qui dépendra de nous pour y porter remède; mais ne nous sera-t-il pas permis, comme le font les autres, de penser aussi à nous-mêmes? Faudra-t-il recommencer les discussions d'il y a trente ans, et prouver une fois de plus qu'une nation, surtout lorsqu'elle a été malheureuse, a non seulement le droit, mais le devoir strict de ne jamais négliger ses propres intérêts et de ne les subordonner à aucun autre? Or, notre intérêt est sans doute que la situation intérieure des pays musulmans s'améliore, mais sans qu'il soit porté atteinte à l'intégrité de l'empire, et sans qu'aucune parcelle en soit détachée. On croit pouvoir en faire tomber une pierre nouvelle, la Crète par exemple, et conserver tout le reste en équilibre; mais qui pourrait en répondre? Une fois la brèche ouverte, qui sait si la vieille muraille ne croulerait pas tout entière? Quelle main se croirait assez habile ou assez forte pour être assurée de la maintenir? Ne voit-on pas que toutes ces questions, crétoise, arménienne, grecque, macédonienne, etc., sont étroitement liées les unes aux autres? Ne sent-on pas le danger de les laisser se poser à la fois? Allons-nous, comme jadis, devenir Arméniens, ou Crétois, ou Grecs, ou quelque autre chose encore, et oublier seule-

ment d'être Français? Non ; il n'est personne qui ne proteste contre un pareil entraînement ; mais, tout en protestant, beaucoup commencent à y céder, et il n'est peut-être que temps de le leur faire remarquer.

Si tel est l'état de l'Europe, et s'il faut apporter tant de ménagemens à maintenir son union, on conviendra que l'Angleterre, qui a pris tant de peine pour déterminer cette union et qui s'en est vantée comme d'un succès personnel de sa politique, la croit aujourd'hui bien solide, à en juger d'après les épreuves auxquelles elle la soumet. Nous voulons parler de la discussion qui a eu lieu récemment à la Chambre des communes au sujet de l'avance faite par le gouvernement de la Reine au gouvernement khédivial, pour restituer au fonds de réserve de la caisse de la Dette les sommes qui en avaient été détournées indûment. Nous ne reviendrons pas sur la question : elle a été déjà traitée ici à diverses reprises. Il n'est pas douteux que l'Égypte n'a pas le droit d'emprunter sans l'autorisation des puissances. Il ne l'est pas davantage que l'avance qui lui est faite constitue de la part de l'Angleterre un prêt, et par conséquent, de sa part à elle, un emprunt qu'on ne s'est même pas donné la peine de déguiser. Dès que le gouvernement français a eu connaissance de ce projet, il a fait auprès du gouvernement khédivial les réserves les plus expresses, et le gouvernement russe s'est associé à lui dans cette occasion : c'était leur droit incontestable à l'un et à l'autre. Sir Michaël Hicks-Beach, chancelier de l'Échiquier, a paru s'étonner qu'en accomplissant cette démarche, les gouvernemens russe et français n'en aient pas avisé le gouvernement anglais : pourquoi l'auraient-ils fait? L'Égypte n'est pas, que nous sachions, sous le protectorat de l'Angleterre. Il est permis d'avoir avec elle des rapports directs. Aucun intermédiaire n'a ici sa place obligatoire, et si les deux gouvernemens alliés avaient usé de celui de l'Angleterre, ou même s'ils avaient fait auprès du gouvernement de la Reine la même démarche qu'auprès de celui du khédive, ils auraient créé un précédent fâcheux. Ils n'avaient d'ailleurs rien à dissimuler, et ils n'ignoraient pas que les ministres égyptiens ne manqueraient pas de communiquer leur note à lord Cromer ou au conseiller financier. C'est cette note, en somme, qui a été discutée à la Chambre des communes, et sir Michaël Hicks-Beach y a mis un ton d'acrimonie et même de violence qui n'est pas habituel dans les débats où une puissance étrangère est intéressée. Le chancelier de l'Échiquier est sans doute un financier habile; il n'est pas tenu d'être diplomate; mais tout homme qui a la responsabilité du pouvoir gagne à mettre dans son langage un peu plus de modération qu'il ne l'a fait. Son excuse est qu'il ne savait que dire. On lui deman-

dait quelles étaient les garanties que l'Égypte pouvait fournir pour le remboursement ultérieur de l'avance qui lui était faite, et incontestablement elle ne pouvait en fournir aucune. L'Égypte, a dit sir Michaël Hicks-Beach, a donné sa parole. Nous avouons ne pas savoir ce que cela signifie. L'Égypte ne peut donner sa parole que dans la mesure où elle est libre de s'engager, et cette mesure est strictement limitée. Aussi le chancelier de l'Échiquier a-t-il cru devoir ajouter une garantie plus substantielle à celle-là, et il a déclaré avec une certaine arrogance que la garantie véritable de la nouvelle dette venait de ce que l'Angleterre était en Égypte, qu'elle y resterait aussi longtemps qu'elle le jugerait à propos, que tout ce que la France avait fait jusqu'ici pour la contrarier dans cette occupation ne pouvait que l'engager à la prolonger, que l'affaire actuelle, notamment, n'aurait pas d'autre conséquence que celle-là, et qu'au surplus on en verrait bien d'autres, puisque l'Angleterre avait l'intention de continuer son expédition soudanaise, en prenant son temps et ses aises, et de la pousser jusqu'à Khartoum. On peut résumer le discours de sir Michaël Hicks-Beach dans cet aphorisme de notre fabuliste, que la raison du plus fort est toujours la meilleure : il est juste de dire que La Fontaine l'avait mis dans la bouche du loup parlant à l'agneau. Nous ne sommes pas un agneau, et nous persistons à croire que l'Angleterre n'est pas davantage un loup. Le gouvernement britannique a, heureusement pour lui, et heureusement pour le monde où il a fait faire à la civilisation de si grands progrès, d'autres principes de droit que ceux-là. Évidemment sir Michaël Hicks-Beach se sentait dans son tort, et, comme il arrive souvent en pareil cas, il a forcé la voix : mais il l'a trop forcée.

Il a attaqué les tribunaux mixtes, le tribunal du Caire, la cour d'Alexandrie, qui ont eu l'audace de donner raison aux commissaires de la dette russe et français, dans la revendication qu'ils ont portée devant les tribunaux, à l'appui de celle des bondholders. C'est là, paraît-il, un crime que la mort seule peut expier, et en conséquence sir Michaël Hicks-Beach a annoncé que l'année prochaine, au moment du renouvellement quinquennal de la Réforme judiciaire, les tribunaux mixtes seraient remis à leur place. En vérité, — et nous voudrions être tout à fait désintéressés dans la question pour qu'on ne pût nous soupçonner d'y apporter aucun parti pris, — un tel langage étonne dans la bouche d'un homme public. Lorsqu'on a accepté un juge, on a perdu le droit de protester contre sa sentence. Sir Michaël Hicks-Beach dira peut-être qu'il accepte le jugement, parce qu'il ne peut pas faire autrement, mais qu'en revanche il supprimera le juge dès qu'il le

pourra, c'est-à-dire l'année prochaine : on conviendra que cela ne vaut pas mieux, et que c'est pire encore. A supposer que le gouvernement anglais ait quelques amendemens à proposer à l'institution actuelle des tribunaux mixtes, sir Michaël Hicks-Beach a pris un singulier moyen pour en préparer et en faciliter l'adoption par les puissances. Sur le point spécial dont il s'agit, comment la Russie, comment la France pourraient-elles désormais consentir à la moindre modification? Si elles l'avaient pu avant le discours de sir Michaël, elles ne pourraient plus après : leur dignité y est intéressée. Le chancelier de l'Échiquier a rendu bien difficile la tâche future de la diplomatie. L'Angleterre, dépitée, dénoncera-t-elle la réforme judiciaire? Reprendra-t-elle pour ses consuls la juridiction de ses nationaux? Obligera-t-elle les autres puissances à faire de même? Laissera-t-elle retomber l'Égypte, après quinze ans d'occupation britannique, au rang des pays barbaresques? On nous permettra de ne pas discuter ces hypothèses; elles ne sont pas sérieuses; et si elles donnent la mesure de l'importance qu'il convient d'attacher aux autres menaces de sir Michaël Hicks-Beach, nous aurions vraiment tort de nous en émouvoir. Aussi personne ne s'en est-il ému en France. Une question a été posée par M. Deloncle à M. Hanotaux, et celui-ci y a répondu en termes aussi réservés et aussi convenables que ceux du ministre anglais l'avaient été peu. Ils n'en ont pas été moins nets. M. Hanotaux a rétabli doucement, sans affectation de raideur, mais avec beaucoup de précision et de fermeté, les principes qui avaient été si rudement malmenés, et surtout si complètement méconnus par sir Michaël Hicks-Beach. Il a dit tout ce qu'un ministre français devait dire en pareille occurrence, rien de plus, rien de moins, et nous sommes convaincus que si l'Europe établit une comparaison entre les deux discours, ce n'est pas à celui du ministre anglais qu'elle donnera la préférence.

Il est probable qu'en tout état de cause M. Hanotaux aurait parlé avec la même modération, mais peut-être, aujourd'hui, avait-il une raison de plus pour le faire. « Il n'y a assurément dans cette Chambre, a-t-il dit, personne qui ne se rende compte du prix que nous devons attacher, dans les circonstances que traverse l'Europe, à ce que rien ne vienne troubler la bonne entente et la bonne harmonie existant entre toutes les puissances. » C'est par là, en effet, que l'incident soulevé si mal à propos au Parlement anglais se rattachait à la situation générale. Il est permis de penser que le désir qu'elle éprouve de justifier le maintien de son occupation de l'Égypte jette quelques lumières sur l'attitude générale de l'Angleterre, et il est bien naturel qu'elle cherche de meilleures raisons

à présenter au monde que celles dont est émaillé le discours du chancelier de l'Échiquier. On se demande parfois si cette préoccupation inquiète et constante du cabinet anglais est étrangère à la mobilité qu'on constate dans sa conduite, à la versatilité qu'on relève dans son langage. La question d'Égypte disparaît un peu, ou du moins elle perd de son relief dans l'ensemble des affaires d'Orient; mais si ces affaires viennent à se régler, et si elles se règlent sans que l'intégrité de l'Empire ottoman ait subi aucune atteinte, elle reviendra au premier plan sans qu'on puisse trouver dans les événemens de la veille aucun prétexte à invoquer pour la résoudre au gré des ambitions britanniques. De là — peut-être — ces fluctuations singulières, bizarres, contradictoires, difficiles à expliquer autrement, dans une politique qui est tantôt si dure pour le sultan, et qui tout à coup se montre pour lui plus indulgente; qui encourage toutes les espérances arméniennes, au risque d'amener des déceptions qu'on peut, dans tous les sens du mot, qualifier de cruelles; qui prêche l'union de l'Europe et s'efforce de l'établir sur une proposition définie, et qui, après y avoir réussi, émet publiquement des doutes sur la parfaite exactitude d'un fait qu'elle regardait la veille comme assuré. Il est certain que le discours de sir Michaël Hicks-Beach, si nous n'avions pas fait de grands progrès en circonspection et en prudence, était de nature à produire chez nous une explosion de sentimens révoltés, et c'est pour le moins jouer avec le feu que de prononcer de pareilles paroles en un pareil moment. Rien n'a troublé notre sang-froid. La parole la plus importante à nos yeux du discours de M. Hanotaux a été pour faire entendre que nous devions tout subordonner, même nos susceptibilités légitimes, à l'intérêt supérieur de l'union à maintenir entre les puissances. Cette union si désirable sera probablement soumise à d'autres épreuves encore; mais on ne nous contestera pas le mérite d'avoir aidé à en traverser quelques-unes, et d'y avoir, comme on dit, largement mis du nôtre. Il faut rendre justice à tout le monde. Nous rendons à lord Salisbury celle de reconnaître qu'il a pris la première initiative d'où est sorti le concert actuel; mais après avoir établi ce concert, les ministres anglais l'ont en vérité exposé à bien des aventures où il aurait pu subir quelques atteintes; et si c'est eux qui l'ont fait, nous avons certainement contribué à le maintenir jusqu'ici à peu près intact.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-gérant,

F. BRUNETIÈRE.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CENT TRENTE-NEUVIÈME VOLUME

QUATRIÈME PÉRIODE — LXVIIe ANNÉE

JANVIER — FÉVRIER 1897

Livraison du 1er Janvier.

Pages.

JEAN D'AGRÈVE, troisième partie, par M. le vicomte EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ, de l'Académie française. 5

LA QUESTION D'ORIENT, par M. le comte BENEDETTI. 43

LETTRES INÉDITES D'ALFRED DE VIGNY. 78

LES COLONIES ANGLAISES ET LES PROJETS D'ORGANISATION DE L'EMPIRE BRITANNIQUE, par M. PIERRE LEROY-BEAULIEU. 121

POÉSIE. — DESCARTES, par M. SULLY PRUDHOMME, de l'Académie française. 160

L'ALLEMAGNE RELIGIEUSE. — LE PROTESTANTISME ET LE MOUVEMENT SOCIAL, par M. GEORGES GOYAU. 164

LE VOYAGE DE M. FÉLIX DUBOIS A TOMBOUCTOU, par M. G. VALBERT. . . 205

REVUE DRAMATIQUE : *L'Évasion* A LA COMÉDIE-FRANÇAISE; — *Lorenzaccio* A LA RENAISSANCE; — *Idylle tragique* AU THÉATRE DU GYMNASE, par M. JULES LEMAITRE, de l'Académie française. 217

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES. 229

Livraison du 15 Janvier.

DE TOUTE SON AME, première partie, par M. RENÉ BAZIN. 241

LE PRINCE LOUIS-NAPOLÉON. — III. LE MINISTÈRE DU PRÉSIDENT, par M. ÉMILE OLLIVIER, de l'Académie française. 299

POÉSIE, par M. ALBERT SAMAIN. 345

IMPRESSIONS DE RUSSIE. — NOTES SUR MOSCOU, par M. ART ROË. 352

Pages.

JEAN D'AGRÈVE, dernière partie, par M. le vicomte EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ, de l'Académie française. 381

LES JEUNES CRIMINELS, L'ÉCOLE ET LA PRESSE, par M. ALFRED FOUILLÉE, de l'Académie des Sciences morales. 417

REVUE LITTÉRAIRE. — AMOURS ROMANTIQUES, par M. RENÉ DOUMIC. 450

REVUE MUSICALE. — *De l'Exotisme en musique*, A PROPOS D'UN CONCERTO DE M. SAINT-SAENS, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 462

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES. 469

Livraison du 1er Février.

DE TOUTE SON AME, deuxième partie, par M. RENÉ BAZIN. 481

LE DUC DE BOURGOGNE. — I. NAISSANCE ET PREMIÈRE ENFANCE, par M. le comte D'HAUSSONVILLE, de l'Académie française. 525

L'ESPAGNE ET LA CRISE COLONIALE. — I. LES INSURRECTIONS DE CUBA, par M. CHARLES BENOIST. 553

HOËNÉ WRONSKI, par M. JOSEPH BERTRAND, de l'Académie française. . . 588

LA RELIGION DE LA BEAUTÉ. — ÉTUDE SUR JOHN RUSKIN. — III. SA PENSÉE, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE. 610

LES MONOPOLES INDUSTRIELS AUX ÉTATS-UNIS, par M. LOUIS PAUL-DUBOIS. 634

LA VIE DU CHRIST, DE M. JAMES TISSOT, par M. T. DE WYZEWA. 659

DUPLEIX ET SON BI-CENTENAIRE, par M. G. VALBERT. 681

REVUE DRAMATIQUE. — *Jean-Gabriel Borkman* DE M. HENRIK IBSEN. — *L'Étranger* A L'ODÉON, par M. JULES LEMAITRE, de l'Académie française. 693

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES. 705

ESSAIS ET NOTICES. — LA VILLE DE DIJON. 717

Livraison du 15 Février.

DE TOUTE SON AME, troisième partie, par M. RENÉ BAZIN. 721

LA RÉPUBLIQUE ET LA CRISE DU LIBÉRALISME, par M. FRANCIS DE PRESSENSÉ. 765

UN ROMANCIER OUBLIÉ. — GATIEN COURTILZ DE SANDRAS, par M. ANDRÉ LE BRETON. 805

LE PRINCE LOUIS-NAPOLÉON. — IV. LE PROLOGUE DE 1870, par M. ÉMILE OLLIVIER, de l'Académie française. 831

EN NORVÈGE, par ***. 869

LE RÈGNE DE L'ARGENT. — VIII. LA BOURSE, LA SPÉCULATION ET LA PUISSANCE FRANÇAISE, par M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU, de l'Académie des Sciences morales. 880

REVUE LITTÉRAIRE. — LA MARQUISE DE CONDORCET, par M. RENÉ DOUMIC. 921

REVUES ÉTRANGÈRES. — UN ROMANCIER NATURALISTE EN ANGLETERRE : M. ALFRED MORRISON, par M. T. DE WYZEWA. 933

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES. 946

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 34671.

AP
20
R5
pér.4
t.139

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY